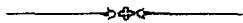


BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes)



TOME IX



Année 1902

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t)

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs
5, rue de Mézières (6^e arr^t)



ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1902

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOU MIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT

7^e LÉGISLATURE

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1902,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(7^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Code du travail. — Voir ci-après, page xx.

Règlements d'atelier. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 313; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal, déposée par M. Coutant, député, le 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 232; *J. O.*, p. 1393).
Voir ci-après : *Coalitions*, p. ix.

Réglementation du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la réglementation du travail de telle sorte que les salaires soient assurés conformément aux prix de série, le marchandage réprimé, la dignité et la sécurité des ouvriers placées sous la sauvegarde de la loi, présentée par M. Ernest Roche, député, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 694; *J. O.*, p. 1495).

Louage de services. — *Proposition de loi* sur le louage de services, présentée par M. Paul Beauregard, le 28 février 1900 (doc. parl. n° 1466; *J. O.*, p. 596).
Renvoyée à la Commission du travail.

2^o Recherche du travail.

Placement. — *Proposition de loi* relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 328; *J. O.*, p. 158). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Georges Berry, 15 décembre 1899 (doc. parl. n° 1289; *J. O.*, p. 348). — Séances des 15, 22 et 29 novembre 1900 : discussion et adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 776). — Rapport Expert-Bezançon, 23 novembre 1901 (doc. parl. n° 419; *J. O.*, p. 411). — Rapport supplémentaire Ch. Prevet, 10 décembre 1901 (doc. parl. n° 443; *J. O.*, p.).

Protection du travail national (ouvriers étrangers). — *Proposition de loi* ayant pour objet de limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, déposée par M. Chiché, député, le 6 juillet 1898 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 1339).

Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, déposée par M. Jules Brice, député, le 18 juillet 1898 (doc. parl. n° 242; *J. O.* p. 162).

Rapport, déposé, au nom de la Commission du travail, par M. G. Haussmann, dans la 2^e séance du 27 juin 1901 (doc. parl. n° 2500; *J. O.*, p. 637).

Proposition de loi tendant à protéger le travail national, présentée par M. Magnaudié, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 297; *J. O.*, p. 225).

Proposition de loi tendant à soumettre au paiement d'une taxe spéciale les patrons qui occupent des ouvriers ou employés étrangers, présentée par M. Holtz, député, le 7 novembre 1898 (doc. parl. n° 315; *J. O.*, p. 149).

Proposition de loi portant règlement du travail sur les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers (titre II, limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers), présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Voir, pour les articles 1 à 5 et 19 à 26 de cette proposition, page vi : *Conditions du travail dans les travaux publics*.

Proposition de loi relative au salaire des ouvriers étrangers, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 415; *J. O.*, p. 316). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à assujettir les étrangers résidant en France au paiement : 1° de la taxe militaire établie par la loi du 15 juillet 1889; 2° d'une taxe supplémentaire, présentée par MM. de Montfort, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 382; *J. O.*, p. 426). — [Voir annexes 2353 et 2262].

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 août 1893, relativement au séjour des étrangers en France, présentée par M. Sommeillier, député, le 27 janvier 1899 (doc. parl. n° 670; *J. O.*, p. 504). — Renvoyée à la 5^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Renou, 25 février 1899 (doc. parl. n° 761; *J. O.*, p. 699).

Proposition de loi relative au séjour et à l'emploi des étrangers, présentée par M. Charles Bernard, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2299; *J. O.*, p. 271). — Renvoyée à la Commission du travail.

Protection du travail agricole. — *Proposition de loi* tendant à dispenser les ouvriers agricoles de la troisième année de service dans l'armée active, déposée par M. Muteau, député, le 15 juillet 1898 (doc. parl. n° 167; *J. O.*, p. 1338).

Renvoyée à la Commission de l'armée.

Chômage professionnel. — *Proposition de loi* ayant pour objet : 1° la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2° sa culture; 3° le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4° la création d'un domaine industriel communal; 5° une atténuation du chômage, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 117; *J. O.*, p. 1284).

Proposition de loi tendant à autoriser les communes des départements frappés par la crise viticole à emprunter en dehors des formalités d'usage les sommes nécessaires pour venir en aide, par l'ouverture de chantiers communaux, aux travailleurs réduits au chômage, présentée et lue par M. Ferroul, député, le 6 décembre 1901 (doc. parl. n° 2820; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale, après déclaration de l'urgence.

Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; *J. O.*, p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, urgence déclarée. — Voir : *Accidents*, page xv.

Voir ci-après : *Chômage légal*.

3^e Chômage légal.

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après, p. x : *Hygiène et sécurité*.

4^e Salaires et moyens d'existence.

Code du travail. — Voir ci-après, page xx.

Salaires. — *Proposition de loi* sur le paiement des salaires, adoptée avec modifications par le Sénat, le 27 avril 1894. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 72; *J. O.*, p. 1169). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Dubief, 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 312). — Discussion et adoption, 6 et 8 décembre 1898. — Retour au Sénat, le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 603). — Rapport Maxime Lecomte, 24 décembre 1901 (doc. parl. n° 484; *J. O.*, p.).

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 1285).

Voir ci-après une autre proposition de M. Vaillant, page VI: *Durée du travail*.

Proposition de loi ayant pour but d'assurer aux employés limonadiers, restaurateurs et assimilés l'intégralité de leur salaire par la suppression du versement qui leur est imposé par les employeurs sous la désignation de «frais», présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 444; *J. O.*, p. 354). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Ernest Roche. — Voir ci-dessus, p. III: *Réglementation du travail*.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires et la fermeture des usines, ateliers, chantiers, manufactures ou magasins, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1201; *J. O.*, p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, présentée par MM. Antide Boyer, etc., députés, le 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2138; *J. O.*, p. 38). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières, présentée par MM. Basly, etc., députés, le 22 octobre 1901 (doc. parl. n° 2665; *J. O.*, p. 2). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels. — *Proposition de loi* relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, présentée par M. Paul Strauss, sénateur, le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 300 et 300 rectifié; *J. O.*, p. 336 et...). — Rapport sommaire, 13 décembre 1901 (doc. parl. n° 454; *J. O.*, p.).

Saisie-arrêt. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi ayant pour objet de compléter le paragraphe II de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires ou appointements des ouvriers et employés, déposée par M. César Sirot, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1558; *J. O.*, p. 1091).

Renvoyée à la Commission du travail.

Taxe du pain. — *Proposition de loi* tendant à l'abrogation : 1^{re} de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791; 2^{de} du paragraphe 6, 2^e alinéa, de l'article 479 du Code pénal (taxe de la boulangerie), présentée par MM. Aynard, etc., députés, le (doc. parl., n° 844, *J. O.*, p.).

Projet de loi relatif à la taxe du pain, présenté à la Chambre des députés par M. Jean Dupuy, Ministre de l'agriculture, le 29 janvier 1901 (doc. parl. n° 2158; *J. O.*, p. 61). — Renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie.

Habitations à bon marché. — Voir ci-après, p. IX: *Syndicats professionnels* (*proposition Berthet*).

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché, présentée par MM. Holtz, etc., députés, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2697; *J. O.*, p. 29). — Rapport sommaire Authier, 8 novembre 1901 (doc. parl. n° 2730; *J. O.*, p. 64).

Bien de famille. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, afin de faciliter à tous l'acquisition la conservation et la transmission héréditaire de la petite propriété, présentée par M. Lemire, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 101; *J. O.*, p. 1361). — Commission d'initiative. — Rapp. somm. Roy de Loulay, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 964; *J. O.*, p. 1604).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; *J. O.*, p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl., n° 218; *J. O.*, p. 457). — Rapport Chovet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; *J. O.*, p. 391).

Rapport Alexis Muzet, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2345; *J. O.*, p. 406).

Rapp. Lemire, au nom de la Commission de l'agriculture, 6 juillet 1900 (doc. parl. n° 1825; *J. O.*, p. 25).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Morillot, député, le 8 juillet 1898 (doc. parl. n° 197; *J. O.*, p. 1361).

Proposition de loi ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable, présentée par MM. Léon Vacher, etc., députés, le 21 novembre 1898 (doc. parl. n° 396; *J. O.*, p. 301). — 3^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 465; *J. O.*, p. 360).

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale*, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p. 369). — Renvoyée à la 26^e Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; *J. O.*, p. 903). — Prise en considération dans la séance du 1^{er} avril 1897. — Adoption en première délibération, le 24 mars 1898. — Adoption en deuxième délibération, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat, le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 219; *J. O.*, p. 394). — Rapp. Siegfried, 5 juillet 1898 (doc. parl. n° 279; *J. O.*, p. 512). — Première délibération et adoption : 5 et 6 décembre 1898. — Rapp. supp. Siegfried, 26 juin 1899 (doc. parl. n° 179; *J. O.*, p. 415). — Avis déposé au nom de la Commission par M. Charles Prévot, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 188; *J. O.*, p. 420).

Ateliers de famille. — *Proposition de loi portant établissement d'une subvention annuelle destinée au maintien et au développement des PETITS ATELIERS DE FAMILLE*, présentée par MM. Bonard et Florent, députés, le 16 mars 1899 (doc. parl. n° 816; *J. O.*, p. 914). — Renvoyée à la Commission du budget (1).

Proposition de loi portant établissement d'une subvention destinée à favoriser le maintien et le développement des ateliers de famille dans la région de Saint-Étienne, présentée par M. Victor Gay, député, le 12 avril 1900 (doc. parl. n° 1630; *J. O.*, p. 1067).

Renvoyée à la Commission du budget.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Proposition de loi relative aux conditions du travail dans les ADJUDICATIONS PUBLIQUES*, présentée par M. Dansette, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 27; *J. O.*, p. 1418).

Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les TRAVAUX COMMUNAUX de la ville de Paris et de chaque commune, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 116; *J. O.*, p. 1279).

Proposition de loi sur les CONDITIONS DU TRAVAIL à insérer dans les cahiers des charges des travaux exécutés au compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, présentée par M. Holtz, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 301; *J. O.*, p. 114).

Articles 1 à 5 et 19 à 26 de la *proposition de loi portant RÈGLEMENT DU TRAVAIL sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers*, présentée par M. Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Voir pour le titre II de cette proposition, page IV : *Protection du travail national (ouvriers étrangers)*.

Proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1^o aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2^o à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3^o à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à autoriser les départements et les communes à insérer dans les cahiers des charges des travaux mis en adjudication l'obligation, pour les entrepreneurs, de payer aux ouvriers le salaire courant pour chaque métier, présentée par M. Gervaise, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. n° 800; *J. O.*, p. 872). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans l'exécution des travaux publics, présentée par M. Argeliès, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 34 — non distribué; *J. O.*, p. 331).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Pierre Baudin, 3 mars 1899 (doc. parl. n° 776; *J. O.*, p. 839).

Première délibération : 4 mai, 5 mai, 29 juin 1899.

(1) Demande de subvention de 500,000 francs plus particulièrement destinée aux tisseurs de la région lyonnaise.

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier la loi sur les sociétés, d'autoriser la création des actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, présentée par MM. Graux et Boudenoot, députés, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 269; *J. O.*, année 1899, p. 2704). — Renvoi à la 2^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Odilon-Barrot, 4 décembre 1899 (doc. parl. n° 1253; *J. O.*, p. 652).

Économats. — Voir ce mot, plus loin, page 18.

5^e Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour objet de donner des garanties spéciales aux prêts chirographaires consentis aux agriculteurs et à constituer le crédit agricole immobilier, présentée par M. Georges Graux, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 905; *J. O.*, p. 1541). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 357). — Rapport Destieux-Junca, 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 367).

Proposition de loi ayant pour objet de développer le crédit agricole par le développement des petits prêts hypothécaires, présentée par M. Klotz, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1037; *J. O.*, p. 2323). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899, qui a pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présentée par M. Morinaud, député, le 23 juin 1900 (doc. parl. n° 1776; *J. O.*, p.).

Projet de loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'intérieur et des finances, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 2000; *J. O.*, p. 122).

Renvoyés à la Commission de l'agriculture. — Rapport Lemire, le 29 décembre 1900. (Doc. parl. n° 2100, *J. O.*, p. 362). — Adoption, après déclaration de l'urgence, le 17 janvier 1901. — Transmission au Sénat, le 21 mai 1901 (doc. parl. n° 209; *J. O.*, p. 276). — Renvoi à la Commission de l'Algérie. — Rapport Saint-Germain, déposé le 4 juillet 1901 (doc. parl. n° 330; *J. O.*, p.). — Adoption, le 5 juillet 1901.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, déposé par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° 1911; *J. O.*, p. 37). — Renvoyé à la Commission de l'agriculture. — Rapp. Lemire, le 30 nov. 1900 (doc. parl. n° 1986; *J. O.*, p. 108). — Chambre. — Séance du 4 décembre 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 7 décembre 1900 (doc. parl. n° 306; *J. O.*, p. 801). — Rapp. Lourties, le 18 décembre 1900 (doc. parl. n° 408; *J. O.*, p. 841). — Séance du 21 décembre. — Adoption en 1^{re} délibération.

Projet de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par MM. les Ministres de l'agriculture et des finances, le 24 décembre 1900 (doc. parl. n° 2075; *J. O.*, p. 267) en exécution de l'engagement pris par le Gouvernement à la suite de la prise en considération, dans la séance du 3 du même mois, de l'amendement n° 77 au projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901, présenté par MM. de Gailhard-Bancel, etc., députés. — Rapport Guillaumin, déposé le 28 mars 1901 (doc. parl. n° 2319; *J. O.*, p. 327). — Déclaration de l'urgence et adoption, le 25 juin 1901. — Transmission au Sénat, le 27 juin 1901 (doc. parl. n° 280; *J. O.*, p. 330).

Proposition de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole, présentée par M. Fernand David, député, le 10 juin 1901 (doc. parl. n° 2410; *J. O.*, p. 505). — Renvoyée à la Commission du budget de 1901.

Projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 relative à l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par M. Jean Dupuy, Ministre de l'agriculture, et par M. J. Caillaux, Ministre des finances, le 6 juillet 1901 (doc. parl. n° 2625 ; J. O., p. 1487).

Projet de loi tendant à modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles, présenté par M. Jean Dupuy, Ministre de l'agriculture, le 24 octobre 1901 (doc. parl. n° 2683 ; J. O., p. 14). — Renvoyé à la Commission de l'agriculture.

6° Différends et contestations.

Juridiction du travail. — Voir ci-après, page xx: *Code du travail*.

Prud'hommes. — *Proposition de loi* sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324 ; J. O., p. 230).

Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 356 ; J. O., p. 280).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mai 1899 (doc. parl. n° 931 ; J. O., p. 1563). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : 11, 12 et 14 février 1901. — Transmission au Sénat, 25 février 1901 (doc. parl. n° 88 ; J. O., p. 196).

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par M. Haussmann, député, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 894 ; J. O., p. 990). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi* ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés, sous la dénomination de tribunaux agricoles, de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat et à métayage, et entre employeurs et employés des campagnes, présentée par MM. Dubochet, Roche et Beauregard, députés, le 16 février 1899 (doc. parl. n° 745 ; J. O., p. 808). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat ou à métayage, présentée par MM. Lachière et Émile Rey (Lot), le 14 février 1901 (doc. parl. n° 2188 ; J. O. p. 81). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes mineurs. — *Proposition de loi* tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, présentée par MM. Basly, etc., députés, le 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 468 ; J. O., p. 400). — Renvoyée à la Commission du travail.

Employés des chemins de fer de l'État. — *Proposition de loi* tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des difficultés qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, présentée par M. Lhopiteau, député, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 779 ; J. O., p. 854). — Renvoyée à la Commission du travail.

Conciliation et arbitrage. — *Proposition de loi* portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers, présentée par MM. Bovier-Lapierre, etc., députés, le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 408 ; J. O., p. 311). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Charles Ferry, 24 mai 1899 (doc. parl. n° 962 ; J. O., p. 1602).

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174 ; J. O., p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195 ; J. O., p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi tendant à rendre l'arbitrage obligatoire, présentée par M. Fournière, député, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1721 ; J. O., p. 1324). — Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail présenté par M. le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, et M. le Ministre du commerce, le 15 novembre 1900 (doc. parl. 1937 ; J. O. p. 58). — Renvoyé à la Commission du travail.

Tribunaux de commerce. — *Proposition de loi* ayant pour objet de compléter l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, présentée par M. Bienvenu Martin, député, le 10 janvier 1901 (doc. parl. n° ; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie.

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Syndicats professionnels. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 533).

Rapp. Béranger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 173).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Dansette, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 82; *J. O.*, p. 1172).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 180; *J. O.*, p. 1346).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et tendant à permettre à ces syndicats de créer des habitations à bon marché, présentée par M. Léon Berthet, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 350; *J. O.*, p. 239). — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposé par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1185; *J. O.*, p. 125). — Renvoyé à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — Voir ci-après, page xv : *Mutualité*.

Coopération. — *Proposition de loi* sur les sociétés coopératives de consommation, présentée par MM. Georges Berry, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 389; *J. O.*, p. 500). — Rapp. somm. Massabuau, le 19 janvier 1899 (doc. parl. n° 629; *J. O.*, p. 253). — Prise en considération, le 24 janvier 1899.

Coopération et sociétés coopératives. — Voir ci-dessus, page vii : *Participation aux bénéfices*; — et page vi : *Conditions du travail dans les travaux publics*. (Proposition Castelin.)

Économats. — *Proposition de loi* tendant à la suppression des économats, présentée par M. Georges Berry, député, le 27 juin 1899 (doc. parl. n° 1064; *J. O.*, p. 1898) (doc. parl. n° 1064 rectifié; *J. O.*, p. 1908). — Renvoyée à la Commission des sociétés coopératives de consommation.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux patrons non commerçants de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1202; *J. O.*, p. 138). — Renvoyée à la Commission du travail.

Coalitions. — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; *J. O.*, p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl., n° 7; *J. O.*, p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

Projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p. 107). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (*J. O.*, p. 45).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; *J. O.*, p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février 1896. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896 (1). — Transmission à la Chambre des députés, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; *J. O.*, p. 1170). — Renvoyée à la Commission du travail. (1)

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir *J. O.*, p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal*.

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 1998; *J. O.*, p. 120). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Contant. — Voir ci-dessus, page III : *Liberté du travail*.

2^e Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — *Proposition* Graux et Boudenoot. — Voir ci-dessus, p. VII : *Participation aux bénéfices*.

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Proposition de loi* relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; *J. O.*, p. 26).

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; *J. O.*, p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; *J. O.*, p. 715).

Projet de loi pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; *J. O.*, p. 2892).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 393).

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; *J. O.*, p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

Sénat. — PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; *J. O.*, p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; *J. O.*, p. 200). — Première délibération : séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Renvoi à la Commission. — Suite de la discussion : 26 octobre 1897. — Adoption : 16 décembre 1897. — Deuxième délibération : 11, 18, 20 décembre 1900; 21, 23 et 24 mai 1901. — Avis de la Commission des finances, le 14 juin 1901 (doc. parl. n° 236; *J. O.*, p. 290). — Adoption : 28 juin 1901.

Chambre. — Retour à la Chambre, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2602; *J. O.*, p. 763). — Renvoi à la Commission d'hygiène publique. — Rapport Borne, 3 décembre 1901 (doc. parl. n° 2807; *J. O.*, p. 193). — Déclaration de l'urgence et adoption, le 16 décembre 1901.

Sénat. — Transmission au Sénat, le 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 467; *J. O.*, p.).

Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins. — *Proposition de loi* tendant à sauvegarder la santé et l'hygiène des deux sexes dans les magasins de vente en détail, déposée par M. Achille Adam, député, le 12 janvier 1900 (doc. parl. n° 1335 — non distribué; *J. O.*, p. 531). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi tendant à l'analyse de l'eau, de l'air et des poussières du sol dans les ateliers, bureaux et magasins qui contiennent un grand nombre d'ouvriers et d'employés, déposée par M. Émile Dubois, député, le 24 janvier 1900 (doc. parl. n° 1462; *J. O.*, p. 249). — Renvoyée à la Commission d'hygiène publique. — Retirée par son auteur.

Proposition de loi ayant pour objet d'étendre à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs (1), présentée par MM. Groussier, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1934; *J. O.*, p. 55). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Groussier, déposé le 28 février 1901 (doc. parl. n° 2222; *J. O.*, p. 138).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, présentée par M. Gautret, député, le 14 juin 1901 (doc. parl. n° 2429; *J. O.*, p. 517). — Déclaration de l'urgence.

Durée du travail. — *Proposition de loi* relative à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés de l'État, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 115; *J. O.*, p. 1297).

Proposition de loi concernant la diminution des heures de travail, présentée par MM. Ernest Loyer et Rogez, députés, le 16 décembre 1898 (doc. parl. n° 540; *J. O.*, p. 544). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à limiter à huit heures, au maximum, la journée de travail dans les mines, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1564; *J. O.*, p. 780). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Odilon-Barrot, 12 décembre 1901 (doc. parl. n° 2827; *J. O.*, p. 209).

Repos hebdomadaire. — Voir ci-dessus page : *Conditions du travail dans les travaux publics.*

CHEMINS DE FER. — Voir ci-après, page XII.

CODE DU TRAVAIL. — Voir ci-après, page XX.

Proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasins, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 6 avril 1900 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 798). — Renvoyée à la Commission du travail.

Inspection du travail. — *Proposition de loi* portant organisation du corps des inspecteurs du travail, présentée par MM. Bernard et Chiché, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 182; *J. O.*, p. 1349).

Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers, et son mode de recrutement, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; *J. O.*, p. 225); — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée. — Rapp. Lacombe, déposé le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Délibération et adoption, le 21 décembre 1895. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapp. Félix Martin, 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Déclaration d'urgence, délibération et adoption (2), le 2 février 1897. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 1172).

Projet de loi portant modification à la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. le Ministre des travaux publics, le 6 avril 1898 (doc. parl. n° 249; *J. O.*, p. 47). — Renvoyé à une commission spéciale. — Retrait par M. Baudin, ministre des travaux publics, le 15 janvier 1901 (*J. O.*, débats Sénat, p. 27, et doc. parl. n° 17; *J. O.*, p. 58).

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 836; *J. O.*, p. 940). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Rose, 22 février 1900 (doc. parl. n° 1453; *J. O.*, p. 559). — Rapport supp. Rose, 20 juin 1901 (doc. parl. n° 2454; *J. O.*, p. 615). — Adoption, le 5 juillet 1901. — Transmission au Sénat, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 368).

(1) Le titre primitif de cette proposition de loi était le suivant : *Proposition de loi* ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce. L'article 3 a été renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (voir, p. XII : *Accidents*. — Rapport Mirman, doc. parl. n° 2332, déposé le 14 mai 1901).

(2) Dans sa séance du 2 février 1897, le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi* concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.

Chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; J. O., p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; J. O., p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; J. O., p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; J. O., p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; J. O., p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897. — Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; J. O., p.). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; J. O., p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; J. O., p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; J. O., p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; J. O., p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet (doc. parl. n° ; J. O., p.) et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues. — Transmission au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; J. O., p. 390).

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), déposée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; J. O., p. 740). — Renvoyée à une Commission spéciale.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer, présentée par MM. Julien Goujon, etc., députés, le 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2811; J. O., p. 200). — Déclaration 1901 (doc. parl. n° 440; J. O., p.).

Accidents. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par MM. Gervais, etc., députés, le 2 mai 1899 (doc. parl. n° 908; J. O., p. 1001). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred, 12 mai 1899 (doc. parl. n° 939; J. O., p. 1576).

Proposition de loi tendant à étendre aux incapacités temporaires de travail les dispositions de la loi du 11 juillet 1868 sur la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, présentée par M. Aimond, député, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 949; J. O., p. 1592). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Dubuisson, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 105; J. O., p. 1200).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 109; J. O., p. 1248).

Proposition de loi concernant les risques prévus par la loi du 9 avril

Rapport Mirman, 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2332; J. O., p. 335). — [En outre des propositions de loi mentionnées ci-contre, ce rapport vise les articles 412 à 458 et 3 des propositions Groussier : 1^o sur le

1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Pourquery de Boissierin et Ferrette, députés, le 16 mai 1899 (doc. parl. n° 948; *J. O.*, p. 1686). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à la création d'une société mutuelle nationale d'assurances contre les accidents du travail, présentée par M. Guillaume Chastenot, député, le 25 mai 1899 (doc. parl. n° 968; *J. O.*, p. 1608.) — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1170; *J. O.*, p. 32). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à faire établir la liste des professions assujetties à la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898, déposée par M. Mirman, député, le 1^{er} mars 1900 (doc. parl. n° 1474; *J. O.*, p. 601). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3, § 2, de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, déposée par MM. Péronneau, etc., députés, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1598; *J. O.*, p. 805). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant abrogation du dernier alinéa de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Holtz, etc., députés, le 8 novembre 1900 (doc. parl. n° 1917; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Rivals, député, le 15 novembre 1900 (doc. parl. n° 1938; *J. O.*, p. 62). Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2136; *J. O.*, p. 35).

Proposition de loi tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, et à augmenter les délais d'appel et de prescription des articles 17 et 18 de ladite loi, présentée par MM. Goujon, etc., députés, le 18 décembre 1900 (doc. parl. n° 2048; *J. O.*, p. 180). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2135; *J. O.*, p. 34).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par MM. Dubuisson, etc., députés, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1960; *J. O.*, p. 132). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 22 janvier 1901 (doc. parl. n° 2134; *J. O.*, p. 34).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 6 décembre 1900 (doc. parl. n° 2006; *J. O.*, p. 124). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 par une disposition relative au cas où la victime d'un accident ne laisse ni conjoint, ni enfants, ni ascendants, mais seulement des frères ou sœurs d'un âge moindre et à sa charge, présentée par M. Mirman, député, le 11 décembre 1900 (doc. parl. n° 2024; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés (réserve faite des accidents survenus dans les exploitations agricoles et qui sont régis par une loi spéciale), déposée par

Code du travail (doc. parl. n° 33); 2° ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce (doc. parl. n° 1934). — Voir pages xx et xix. — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : séances des 20, 23 et 30 mai et 3 juin 1901. — Transmission au Sénat, le 6 juin 1901 (doc. parl. n° 227; *J. O.*, p. 283). — Renvoi à la Commission relative à la modification des articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Séance du 4 février 1901 : Déclaration d'urgence de la deuxième proposition. — Jonction des deux propositions sous un même titre. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 5 février 1901 (doc. parl. n° 54; *J. O.*, p. 149).

M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2027; *J. O.*, p. 160). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (1).

Proposition de loi relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, présentée par M. Mirman, député, le 13 décembre 1900 (doc. parl. n° 2028; *J. O.*, p. 164). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'une des dispositions de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, présentée par MM. Zévaès, etc., députés, le 20 décembre 1900 (doc. parl. n° 2060; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3, § C, de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Desfarges, député, le 31 janvier 1901 (doc. parl. n° 2164; *J. O.*, p. 65).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, en ce qui concerne le paiement de l'indemnité temporaire les dimanches et les jours fériés, présentée par MM. Mirman, etc., députés, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2168; *J. O.*, p. 68). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents, présentée par MM. de Ramel, etc., députés, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2169; *J. O.*, p. 68). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but de compléter les articles 13 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Chabré, député, le 5 février 1901 (doc. parl. n° 2173; *J. O.*, p. 70). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à la réforme de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Albert Poulain, etc., députés, le 7 février 1901 (doc. parl. n° 2179; *J. O.*, p. 73). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi réglant les conditions de compétence et de délais pour la fixation des indemnités journalières lorsqu'un accident du travail, visé par la loi du 9 avril 1898, a entraîné une incapacité permanente, présentée par M. Mirman, député, le 15 février 1901 (doc. parl. n° 2195 et annexe; *J. O.*, p. 97 et 250). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à compléter les articles 3 et 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée et lue par M. Devèze, député, le 28 février 1901 (doc. parl. n° 2221; *J. O.*, p. 138). — Urgence déclarée. — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle, résultant de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 18 mars 1901 (doc. parl. n° 2273; *J. O.*, p. 215). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par MM. Ferrette, etc., députés, le 20 mai 1901 (doc. parl. n° 2352; *J. O.*, p. 377). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Mirman, 2 décembre 1901 (doc. parl. n° 2799; *J. O.*, p. 185) (2).

Proposition de loi concernant les accidents dont les marins du commerce sont victimes, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 18 juin 1901 (doc. parl. n° 2447; *J. O.*, p. 544). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

(1) Voir plus loin proposition Ferrette (n° 2352).

(2) Ce rapport vise également la proposition Mirman (n° 2027), mentionnée ci-dessus.

Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée et lue par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; *J. O.*, p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence.

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Breton, député du Cher, le 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2810; *J. O.*, p. 200). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence.

Proposition de loi de MM. Julien Goujon, etc., députés (doc. parl. n° 2811). — Voir *Chemins de fer* p. XII.

Maladies d'origine professionnelle. — Voir, ci-dessus, *Accidents* : proposition Breton (du Cher), n° 2810.

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Proposition de loi* tendant à modifier et à compléter le paragraphe 5 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par MM. Suchetet, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 349; *J. O.*, p. 467). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à autoriser l'Administration des postes et des télégraphes à effectuer, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées, présentée par M. Fleury-Ravarin, député, le 29 mars 1899 (doc. parl. n° 875; *J. O.*, p. 984). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Duvau, 5 février 1900 (doc. parl. n° 184; *J. O.*, p. 480).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 13 février 1900.

Transmission au Sénat, le 15 février 1900. — Rapport Béraud (doc. parl. n° 208; *J. O.*, p.).

Discussion. — Urgence déclarée. — Adoption. — Séance du 12 juin 1900.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par M. Bertheaux, député, le 1^{er} février 1901 (doc. parl. n° 2167; *J. O.*, p. 67). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à ajouter une disposition à l'article 17 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par M. Rouanet, député, le 23 octobre 1901 (doc. parl. n° 2661; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi tendant à assimiler les sociétés dites « chatelusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique, présentée par MM. Gauthier (de Clagny), etc., députés, le 29 octobre 1901 (doc. parl. n° 2705; *J. O.*, p. 31).

Rapport Puech, déposé, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 18 novembre 1901 (doc. parl. n° 2762; *J. O.*, p. 141). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption, le 19 décembre 1901, sous le titre : *Proposition de loi* concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés de prévoyance. — Transmission au Sénat, le 20 décembre 1901 (doc. parl. n° 471; *J. O.*, p.).

Caisses d'épargne. — *Proposition de loi* relative aux retenues à opérer sur les doubles livrets des caisses d'épargne, déposée par MM. Raiberti, etc., députés, le 15 juin 1900 (doc. parl. n° 1718; *J. O.*, p. 1323). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bérard, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1957; *J. O.*, p. 107). — Séance du 19 novembre. — Urgence. — Adoption. — Transmission au Sénat, le 4 décembre 1900 (doc. parl. n° 382; *J. O.*, p. 776). — Rapport Béraud, 26 mars 1901 (doc. parl. n° 166; *J. O.*, p. 258). — Adoption, 29 mars 1901.

Accidents. — Voir ci-dessus, p. VI : *Conditions du travail dans les travaux publics*.

Assurances. — *Proposition de loi* sur le contrôle et la surveillance par l'État des sociétés d'assurances, présentée par M. Ferrette, député, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2607; *J. O.*, p. 1472).

Assurance contre le chômage. — Voir ci-après : *Caisses de retraites*.

Assurances mutuelles agricoles. — *Proposition de loi* relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, déposée par M. Viger, député, le 27 juin 1899 (doc.

parl. n° 1059; *J. O.*, p. 1896). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — Rapport Forni et Chevallier (doc. parl. n° 1482 et 1522; *J. O.*, p. 613 et 688). — Séance du 30 mars 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat le 3 avril 1900 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 452).

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — Voir ci-dessus, page XI : *Délégués mineurs*, et la note.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 6 mars 1899 (doc. parl. n° 786; *J. O.*, p. 860). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 10 mars 1899 (doc. parl. 798; *J. O.*, p. 870). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'exploitant les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 23 mars 1900 (doc. parl. n° 1543; *J. O.*, p. 768).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs et de prescrire les mesures transitoires, déposée par M. de Ramel, député, le 9 juillet 1900 (doc. parl. n° 1839; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement des Caisses de retraite des ouvriers mineurs, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 24 octobre 1901 (doc. parl. n° 2687; *J. O.*, p. 24).

Projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs, présenté, à la Chambre des députés, par M. Pierre Baudin, Ministre des travaux publics, le 5 novembre 1901 (doc. parl. n° 2721; *J. O.*, p. 42).

Caisse de prévoyance des marins. — *Proposition de loi* portant modification de la loi du 21 avril 1898 créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Charruyer, député, le 8 juin 1899 (doc. parl. n° 1003; *J. O.*, page 1618). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Raiberti, député, le 4 juillet 1899 (doc. parl. n° 1128; *J. O.*, p. 115). — Renvoyée à la Commission de la marine. — Rapport Charruyer, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1199; *J. O.*, p. 136).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898, créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présentée par M. Gautret, député, le 20 novembre 1899 (doc. parl. n° 1197; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance entre les marins français, et l'article 12 de la loi du 30 janvier sur la marine marchande, déposée par MM. Gautret, etc., députés, le 6 mars 1900 (doc. parl. n° 1492; *J. O.*, p. 629).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi des 21-28 avril 1898 concernant la caisse des marins français, présentée par M. Suchetot, député, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1033; *J. O.*, p. 1877). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Proposition de loi concernant les accidents dont les marins du commerce sont victimes, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 18 juin 1901 : voir *Accidents*, p. XIV.

Caisses de retraites ouvrières d'invalidité, d'assurance contre le chômage et d'assurance contre le décès au profit des travailleurs. — *Proposition de loi* sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; *J. O.*, p. 355). — Rapp. somm. Gustave Denis, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; *J. O.*, p. 402). — Prise en considération, le 17 juin 1897. — Rapp. Félix Martin, 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; *J. O.*, p. 74). — Première délibération : séance du 24 février 1898.

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraite en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, présentée par M. Guillemet, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 84; *J. O.*, p. 1174). — Rapp. somm. Berthet, 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 225; *J. O.*,

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred, 3 décembre 1901 (doc. parl. n° 2803; *J. O.*, p.).

Rapport supplémentaire Charruyer, le 16 mars 1900 (doc. parl. n° 1525; *J. O.*, p. 115). [N'a pas été distribué.]

p. 1463). — Prise en considération le 7 novembre 1898. — Rapport Guillemet, 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 1163; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraite des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par M. de Ramel, député, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° 270; *J. O.*, p. 1399). — Retirée.

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladie pour les travailleurs, proposée par M. Zévaès, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 1226).

Proposition de loi concernant les caisses de retraites, déposée par M. Audiffred, député, le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 161; *J. O.*, p. 361). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à l'organisation des retraites et à la création des services de prévoyance sociale, déposée par M. Gervais, député, le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 257; *J. O.*, p. 766 du volume de 1899). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Projet de loi sur les retraites ouvrières, déposé par M. Maruéjouls, Ministre du commerce, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 271; *J. O.*, p. 81). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale garantissant aux travailleurs des deux sexes une indemnité de chômage en cas de maladie et une retraite à l'âge de soixante-dix ans, déposée par M. Dubuisson, député, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 277; *J. O.*, p. 70).

Proposition de loi sur les caisses des retraites en faveur des infirmes et des vieillards, présentée par MM. Chauvière, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 251). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par MM. Louis Puech, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 282). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Bienvenu Martin (doc. parl. n° 1434; *J. O.*, p. 535).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer une retraite aux travailleurs des deux sexes âgés de 60 ans, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 4 mars 1899 (doc. parl. n° 780; *J. O.*, p. 855). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, l'invalidité et l'assurance au décès, au profit des travailleurs, présentée par M. L. Ricard, député, le 30 mars 1899 (doc. parl. n° 878; *J. O.*, p. 1673). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur (machines à vapeur, machines hydrauliques, moteurs à gaz et à pétrole) : 1° pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage; 2° pour alimenter une caisse de retraites pour les ouvriers, présentée par M. Coutant, député, le 17 janvier 1899 (doc. parl. n° 620; *J. O.*, p. 441). — Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi tendant à réglementer la répartition des rentes entre les membres des sociétés civiles de retraites, présentée par M. Gervaise, député, le 23 mars 1899 (doc. parl. n° 843; *J. O.*, p. 945). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Rapport Puech, 27 mars 1900 (doc. parl. n° 1553; *J. O.*, p. 1058).

Proposition de loi relative à la sécularisation des biens actuellement détenus par les congrégations d'hommes non autorisées, et à la constitution d'une caisse de retraites pour les travailleurs, présentée par MM. Henri Brisson, etc., députés, le 24 janvier 1900 (doc. parl. n° 1363; *J. O.*, p. 658).

Renvoyée à la Commission du droit d'association.

Proposition de loi sur l'organisation de l'assurance obligatoire contre l'invalidité, présentée par M. Lemire, le 10 avril 1900 (doc. parl. n° 1605; *J. O.*, p. 1304). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1933; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites, présentée par M. Dansette, député, le 14 janvier 1901 (doc. parl. n° 2124; *J. O.*, p. 11). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obliga-

Rapport Guieysse, 9 mars 1900 (doc. parl. n° 1502; *J. O.*, p. 721). — Rapport supplémentaire Guieysse, 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2333; *J. O.*, p. 305); annexe au rapport supplémentaire, nouvelle rédaction de la Commission du 25 juin 1901 (doc. parl. n° 2333 (annexe); *J. O.*, p. 611). — Urgence déclarée. — Discussion, les 4, 6, 10, 11, 13, 17, 18, 20, 24, 25, 27, 28 juin, 1^{er}, 2 juillet 1901. — Adoption d'un projet de résolution de M. de Gailhard-Bancel invitant le Gouvernement à consulter les associations professionnelles, patronales et ouvrières, industrielles, commerciales et agricoles légalement constituées sur le projet de loi relatif aux retraites ouvrières, 2 juillet 1901 — Rapport supplémentaire Guieysse, 22 octobre 1901 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.).

toire aux infirmes et incurables, par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Coutant, député, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2344; *J. O.*, p. 360). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi créant une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 13 juin 1901 (doc. parl. n° 2421; *J. O.*, p. 510). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de garantir les ouvriers bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre les risques du chômage résultant de l'incendie ou de la destruction des usines, magasins, chantiers où ils sont employés, présentée et lue par M. Charles Dumont, député, le 28 octobre 1901 (doc. parl. n° 2694; *J. O.*, p. 26). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, après déclaration de l'urgence. — Voir : *Accidents*, page xv.

Sociétés de prévoyance. — **Proposition de loi** tendant à assimiler les sociétés dites « chateaulusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique, présentée par MM. Gauthier (de Clagny), etc., députés, le 29 octobre 1901 (doc. parl. n° 2705; *J. O.*, p. 31). — Voir page xv : *Mutualité*.

Mont-de-Piété de Paris. — **Proposition de loi**⁽¹⁾ ayant pour objet la réforme de la prise et de la vente des gages au Mont-de-Piété de Paris, par MM. Renou, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 445; *J. O.*, p. 355). — Renvoyée à la 3^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. de la Battut, 22 mars 1899 (doc. parl. n° 839; *J. O.*, p. 942).

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

Mines. — **Proposition de loi** ayant pour but : 1° l'annulation des contrats ayant aliéné la propriété nationale; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, présentée par M. Zévaès, député, le 12 janvier 1899 (doc. parl. n° 599; *J. O.*, p. 2). — Rapport Camille Fouquet, 21 juin 1901 (doc. parl. n° 2470; *J. O.*, p. 616).

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la déchéance des concessionnaires des mines inexploitées ou abandonnées et l'exploitation directe de ces mines par l'État; 2° l'exploitation par l'État de toutes les mines nouvelles ou non actuellement concédées, déposée par MM. Colliard, etc., députés, le 6 novembre 1900 (doc. parl. n° 1890; *J. O.*, p. 40).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la législation sur les mines, présentée par M. Eugène Dufour, député, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2414; *J. O.*, p. 439). — Renvoyée à la Commission du travail.

Projet de loi sur l'institution des concessions de mines, présenté à la Chambre des députés par M. Pierre Baudin, Ministre des travaux publics, le 5 novembre 1901 (doc. parl. n° 2720; *J. O.*, p. 40). — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Georges Berry, 5 décembre 1901 (doc. parl. n° 2817; *J. O.*, p. 120).

Chemins de fer. — **Proposition de résolution** tendant à la nationalisation des voies ferrées, déposée par M. Vacher, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 831; *J. O.*, p. 934). — Renvoyée à la Commission des chemins de fer.

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1° Enfants mineurs et femmes.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — **Proposition de loi** ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; *J. O.*, p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nommée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; *J. O.*, p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (*J. O.*, Chambre p. 313). — Transmission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 117).

Protection de la mère et de l'enfant. — **Proposition de loi** sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né, présentée par M. Dulau, député, le 7 mars 1899 (doc. parl. n° 789; *J. O.*, p. 862). — Renvoyée à la 6^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Cère, 21 mars 1899 (doc.

(1) Cette proposition de loi, déjà déposée pendant la session extraordinaire de 1897, avait été l'objet d'un rapport sommaire favorable.

parl. n° 829; J. O., p. 977). — Prise en considération, le 12 mai 1899. — Rapport Dulau, 19 juin 1899 (doc. parl. n° 1034; J. O., p. 291).

Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; J. O., p. 449). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Combes, 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; J. O., p.). — Prise en considération le 15 mars 1900.

Proposition de loi relative à la santé des enfants du premier âge, présentée par M. Léon Labbé, sénateur, le 25 octobre 1901 (doc. parl. n° 394; J. O., p. 370). — Renvoyée à la Commission relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons.

Protection du travail. — **Proposition de loi** sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée et lue par M. Holtz, député, le 15 février 1901 (doc. parl. n° 2194; J. O., p. 96). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Assistance aux enfants indigents. — **Proposition de loi** ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes, déposée par M. Émile Rey, député, le 18 janvier 1900 (doc. parl. n° 1350; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Émile Rey, le 20 novembre 1900 (doc. parl. n° 1955; J. O., p. 106). — Rapport Émile Rey, le 26 février 1901 (doc. parl. 2217; J. O., p. 257).

2^e Majeurs.

Protection du travail. — **Proposition de loi** ayant pour objet d'étendre les dispositions protectrices du travail à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce présentée par MM. Groussier, etc., députés, le 13 novembre 1900 (doc. parl. n° 1934; J. O., p. 55). — Renvoyée à la Commission du travail. — Voir *Hygiène dans les ateliers, bureaux et magasins*, p. 1.

Assistance médicale gratuite. — **Proposition de loi** tendant à l'organisation de l'assistance médicale gratuite en Algérie (application de la loi du 15 juillet 1893), présentée par M. Morinaud, député, le 14 mars 1901 (doc. parl. n° 2256; J. O., p. 203). — Renvoyée à la Commission de réforme judiciaire et de législation civile.

Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents. — **Proposition de loi** sur l'assistance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents, déposée par M. Strauss, sénateur, le 20 janvier 1898 (doc. parl. n° 10; J. O., p. 9). — Rapp. som. Saillard, 11 février 1898 (doc. parl. n° 50; J. O., p. 90). — Prise en considération le 24 février 1898.

Proposition de loi relative à l'assistance des vieillards et des infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachèze, députés, le 3 février 1899 (doc. parl. n° 714; J. O., p. 576). — Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Rapp. Bienvenu Martin, le 19 février 1900 (doc. parl. n° 1434; J. O., p. 535).

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'assistance à tous les aveugles indigents en France et en Algérie, présentée par M. Labrousse, sénateur, le 11 janvier 1901 (doc. parl. n° 6 et 6 rectifié; J. O., pages 2 et 131). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport sommaire Bataille, 15 mars 1901 (doc. parl. n° 131; J. O., p. 238).

Proposition de loi ayant pour but : 1^o ...; 2^o l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables..., présentée par M. Coutant, député, le 14 mai 1901 (doc. parl. n° 2344). — Voir p. xvii.

Hospitalisés indigents. — **Proposition de loi** tendant à accorder la franchise postale aux hospitalisés indigents, présentée par MM. Maymac, etc., députés, le 1^{er} février 1899 (doc. parl. n° 698; J. O., p. 526). — Renvoyée à la Commission du budget.

Mendicité. — **Proposition de loi** tendant à la suppression de la mendicité, présentée par M. G. Berry, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 660; J. O., p. 701). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Vagabondage. — **Proposition de loi** relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir et à réprimer le vagabondage et la mendicité, présentée par M. Cruppi, député, le 25 janvier 1899 (doc. parl. n° 651; J. O., p. 495). — Renvoyée à la Commission de législation criminelle. — Rapport Cruppi, le 28 novembre 1899 (doc. parl. n° 1237; J. O., p. 208).

DIVERS.

Ministère du travail. — **Proposition de loi** ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 120; J. O., p. 1287).

Sous-Secrétariat du Travail. — *Proposition de loi* tendant à la création d'un sous-secrétariat du travail au Ministère du commerce, en remplacement de l'Office du travail, présentée par M. Charles Dutreix, député, le 11 novembre 1898 (doc. parl. n° 335; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la Commission du travail.

Code du travail. — *Proposition de loi* (1) sur le Code du travail, déposée par M. Groussier, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 1420).

Projet de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi codifiant les lois industrielles et ouvrières sous la dénomination générale de Code du travail, présenté par M. Julien Goujon, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2289; *J. O.*, p. 377).

Proposition de loi sur le travail, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2304; *J. O.*, p. 319). — Renvoyée à la Commission du travail.

Encouragement au travail. — *Proposition de loi* tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Bourgeois, député (du Jura), le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 1334). — Rapport Paul Beauregard, déposé le 11 juin 1901 (doc. parl. n° 2411; *J. O.*, p. 506).

Proposition de loi tendant à assurer aux ouvriers et employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture la propriété des médailles et diplômes qui leur sont accordés après 30 ans de travail dans la même maison, présentée par MM. Julien Goujon, etc., députés, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 2604; *J. O.*, p. 766). — Renvoyée à la Commission du travail, après déclaration de l'urgence.

Conseils du travail. — *Proposition de loi* relative à l'institution de conseils consultatifs du travail, présentée par MM. Bérenger, etc., sénateurs, le 29 mars 1901 (doc. parl. n° 198; *J. O.*, p. 269). — Rapport sommaire Gomot, déposé le 4 juin 1901 (doc. parl. n° 224; *J. O.*, p. 281). — Prise en considération prononcée le 18 juin 1901. — Rapport Francis Charmes, 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 462; *J. O.*, p.).

Protection de la propriété privée et de l'épargne française. — *Proposition de loi* ayant pour but la création d'une nouvelle juridiction pour protéger la propriété privée et l'épargne française contre la spéculation, l'agiotage, l'accaparement et la concussion, présentée par M. Lasies, député, le 26 mars 1901 (doc. parl. n° 2300; *J. O.*, p. 271).

(1) Les articles 413 à 458 de cette proposition ont été renvoyés à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 26 novembre 1900. — Voir p. XII : *Accidents*. — Rapport Mirman (doc. parl. n° 2332), déposé le 14 mai 1901.

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreux, Paris.
Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le mercredi, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le lundi, M. LAROCHE, professeur.
SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreux, Paris.
Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

COURS ORGANISÉS A LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le lundi, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le mardi, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le mercredi, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le mercredi, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jendis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le jeudi, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BATIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 heures, le jeudi, salle C.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le jeudi, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures, le vendredi, salle A.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le samedi, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 heures, le samedi, salle D.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le dimanche, salle A.

2^e Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les lundi, mercredi, jeudi et samedi.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le mardi et le jeudi.

3^e Cours populaires, publics et gratuits, par des professeurs de l'Association polytechnique.

PROGRAMME DES COURS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 1901-1902.

Lundi. — MÉCANIQUE APPLIQUÉE. — De 9 à 10 heures du soir, salle A.
COURS DE FLEURS. — De 8 heures et demie à 10 heures du soir, salle C.
Mardi. — ESSAIS, CONDUITE ET CONSTRUCTION DES MACHINES ÉLECTRIQUES. — De 8 à 9 heures du soir, salle B.
ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE. — De 9 à 10 heures du soir, salle B.
Mercredi. — GÉOMÉTRIE PRATIQUE ET ALGÈBRE ÉLÉMENTAIRE. — De 9 à 10 heures du soir, salle A.
LANGUE ALLEMANDE. — De 9 à 10 heures du soir, salle C.
Jeudi. — DESSIN DE MACHINES, PLANS D'ATELIER (2^e année). — De 8 heures et demie à 9 heures et demie du soir, salle B.
ÉLÉMENTS DE DESCRIPTIVE ET DE DESSIN INDUSTRIEL (1^{re} année). — De 9 heures et demie à 10 heures et demie du soir, salle B.
Vendredi. — LANGUE ANGLAISE. — De 8 à 9 heures du soir, salle C.
CHAUDRONNERIE, TOLERIE, CHAUDIÈRES. — De 9 à 10 heures du soir, salle B.
Samedi. — CHIMIE INDUSTRIELLE. — De 8 heures et demie à 10 heures du soir, salle C.
CONDUITE ET CONSTRUCTION DES AUTOMOBILES. — De 9 à 10 heures du soir, salle B.

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au *Bulletin*.

Prière d'envoyer les communications relatives au *Bulletin* et aux *Syndicats professionnels*, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de décembre, le travail des forêts a repris; la situation ne s'est pas modifiée dans les travaux agricoles et horticoles. Le travail a été actif dans la confiserie-pâtisserie, dans certains commerces de l'alimentation, dans l'industrie du livre et la typographie. Les carrières et les métiers du bâtiment sont en morte-saison. L'ouvrage a été abondant dans les industries du cuir et dans la grande industrie textile, dans la soierie, la passementerie et la rubanerie; la situation s'est bien maintenue dans la cordonnerie et les métiers du vêtement. Il y a reprise légère dans la ganterie; par contre la même accalmie règne toujours dans la fabrication du velours, des fleurs artificielles et dans la chapellerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1.089 chambres syndicales ouvrières, groupant 209.000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 862, avec 163.000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16.527, ce qui fait environ 10 p. o/o (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). Cette moyenne est la même que celle du mois précédent.

Le travail pendant le mois de décembre a été jugé, en comparaison avec le mois de novembre, plus abondant par 10 p. o/o des syndicats, groupant 9 p. o/o des adhérents; aussi abondant par 6/4 p. o/o des syndicats, groupant 73 p. o/o des adhérents; moins abondant par 26 p. o/o des syndicats, groupant 18 p. o/o des adhérents. L'augmentation notable des appréciations défavorables provient principalement des syndicats des industries du bâtiment, qui ont en grand nombre fait parvenir des réponses au questionnaire.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — En ce qui concerne la pêche du littoral, les syndicats n'indiquent aucun changement. La grande pêche à Terre-Neuve et à Saint-Pierre et Miquelon a donné jusqu'à présent, pour la campagne actuelle, des résultats inférieurs à ceux de 1900, par suite de l'entrée tardive en campagne et de la rareté du poisson au début. La campagne paraît toutefois devoir s'achever dans des conditions moyennes. Les quantités rapportées des Bancs depuis l'ouverture de la campagne jusqu'au 15 août s'élèvent à 327.026 quintaux, contre 320.061 quintaux à pareille époque en 1900. De plus, les expéditions, au 15 août dernier, se chiffraient comme suit : morue verte, 115.307 quintaux, au lieu de 136.063 quintaux à pareille date en 1900 ; morue sèche, 17.603 quintaux, au lieu de 30.071 quintaux en 1900.

Chez les ouvriers agricoles, continuation normale de la morte-saison. Chez les bûcherons, reprise partielle du travail ; ouvrage abondant dans diverses régions.

La moyenne de chômage, dans le groupe agricole et forestier, ressort à 16 p. o/o, d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 135.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de décembre 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,39	"	"	1	99	"
Loire.....	5,56	"	"	"	92	8
Gard et Hérault.....	5,52	"	"	"	100	"
Provence (lignites).....	5,08	"	"	82	18	"
Bourgogne et Nord-Est..	5,54	"	"	"	100	"
Centre.....	5,75	"	"	"	87	13
Tarn et Aveyron.....	5,89	"	"	"	69	31
ENSEMBLE pour la France.	5,47	"	"	2	95	3

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6,00 ; il était de 5,31 en décembre 1900.

CARRIÈRES. — Les carrières ont profité de la température relativement douce, et la morte-saison, en beaucoup d'endroits, n'est pas aussi intense que l'année dernière. D'après les réponses des syndicats, le chômage moyen ne s'élèverait qu'à 8 p. o/o.

ALIMENTATION. — Pour le groupe des ouvriers boulangers, pâtisseries, confiseurs, cuisiniers, charcutiers, le chômage moyen n'est que de 8 p. o/o (renseignements fournis par 45 syndicats). Les commandes en vue du nouvel an n'ont fait qu'accroître le courant d'activité que nous avons eu à constater depuis deux mois chez les chocolatiers, biscuitiers et confiseurs. Dans la brasserie, le travail est en ralentissement, comme tous les ans à la même époque.

La production des alcools à la fin du mois de novembre 1901 (deux premiers mois de la campagne 1901-1902) a été de 526.231 hectolitres, en ce qui concerne les distillateurs et les bouilleurs de profession, au lieu de 733.525 hectolitres pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte sur les alcools de cidres et poirés, de substances farineuses et de betteraves. Quant à la production des bouilleurs de cru, elle est évaluée, pour les deux premiers mois de la campagne actuelle, à 64.539 hectolitres, au lieu de 85.134 hectolitres produits pendant les deux premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

En industrie sucrière, au 15 décembre, 98 fabriques avaient terminé les travaux de mise en œuvre des betteraves; 234 n'avaient pas achevé cette première partie de la fabrication. Le poids des betteraves mises en œuvre est de 7.664.692.000 kilogrammes contre 7.242.536.000 kilogrammes pendant la période correspondante (1^{er} septembre au 15 décembre) de 1900. La quantité totale de sucre extraite des turbines s'élève à 734.487.000 kilogrammes, contre 743.867.000 kilogrammes extraits en 1900 (2).

En glucoserie, les 17 fabriques ont produit, pendant les trois premiers mois (septembre, octobre et novembre) de la campagne 1901-1902, 7.492.000 kilogrammes de glucose, contre 9.972.000 kilogrammes produits pendant les trois premiers mois de la campagne précédente.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Dans les fabriques de gaz d'éclairage, le travail est à son maximum pendant le mois de décembre. Dans les raffineries de pétrole, situation toujours aussi favorable.

Rien à signaler dans les fabriques de produits chimiques, de toiles cirées et de caoutchouc.

Dans le travail du papier (cartonniers, papetiers, relieurs, régleurs, doreurs), l'ouvrage ne paraît pas avoir été moins abondant que les années précédentes à même époque.

Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, ouvrage abondant comme d'ordinaire en fin d'année; le chômage moyen n'est que de 4 p. o/o, au lieu de 7 p. o/o, chiffre indiqué pour les deux mois précédents; 28 p. o/o des syndicats, groupant 32 p. o/o des syndiqués, estiment le travail plus abondant qu'en novembre; 67 p. o/o des syndicats, avec 51 p. o/o des syndiqués, l'estiment équivalent; 5 p. o/o des syndicats, avec 17 p. o/o des syndiqués, l'estiment moins abondant.

CUIRS ET PEaux. — Dans la préparation des cuirs et des peaux, la situation n'a pas subi de modification sensible depuis le mois dernier. Chez les ouvriers de la chaussure, l'ouvrage est toujours abondant. Dans la ganterie, une amélioration commence à se faire sentir. Il en est de même chez les selliers, bourreliers, gainiers et similaires.

(1) *Journal officiel* du 19 décembre 1901.

(2) *Journal officiel* du 25 décembre 1901.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du groupe, ressort à 7 p. o/o, chiffre à peu près identique à celui de novembre : 6 p. o/o. En comparaison avec le mois précédent, l'ouvrage a été jugé plus abondant par 23 p. o/o des syndicats, groupant 19 p. o/o des adhérents; équivalent par 65 p. o/o des syndicats, groupant 78 p. o/o des adhérents; moins abondant par 12 p. o/o des syndicats, comptant seulement 3 p. o/o des adhérents du total des syndicats du groupe qui ont répondu au questionnaire.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, le chômage moyen indiqué par les syndicats ressort à 12 p. o/o.

Dans la région de Rouen, la filature de coton est engagée sur d'importantes commandes, mais les prix obtenus ne sont malheureusement pas suffisamment rémunérateurs. Le tissage de coton ne reçoit que de petites commandes. Néanmoins, on espère une bonne reprise après les fêtes.

En ce qui concerne l'industrie lainière, la fabrication est en bonne situation, tant à Elbeuf qu'à Louviers et à Sedan. A Roubaix-Tourcoing, la situation est calme. Un important peignage, occupant 1.200 ouvriers, vient d'être la proie des flammes; ce sinistre va réduire au chômage au moins 500 ouvriers. A Fourmies, la filature est bien alimentée, mais la situation du peignage laisse encore à désirer.

La situation de la fabrique lyonnaise est satisfaisante; les usines de tissage mécanique ont leur activité normale, et les métiers à bras sont entretenus avec facilité.

Dans la région de Saint-Étienne, continuation de la reprise de la passementerie, et, notamment, de la rubanerie. Tous les métiers sont occupés, surtout pour les articles légers.

Chez les ouvriers et ouvrières du vêtement, l'abondance d'ouvrage se maintient. Dans la chapellerie, il y a encore diminution du travail par rapport au mois précédent.

Pour l'ensemble des industries du groupe des textiles et du vêtement, la moyenne du chômage ressort à 13 p. o/o (d'après les réponses de 177 syndicats). Le chiffre donné pour novembre était 9 p. o/o.

Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par 9 p. o/o des syndicats, groupant 16 p. o/o des adhérents; aussi abondant par 50 p. o/o des syndicats, groupant 72 p. o/o des adhérents; moins abondant par 41 p. o/o des syndicats, groupant 12 p. o/o des adhérents.

BOIS. — Continuation de la morte-saison chez les charpentiers, scieurs et menuisiers en bâtiment. Situation stationnaire et toujours calme dans l'ébénisterie, la carrosserie, la fabrication des galoches et sabots. Ralentissement du travail chez les tonneliers. Bon courant d'activité dans les diverses industries de la tabletterie.

La moyenne de chômage pour l'ensemble des industries du groupe ressort à 12 p. o/o; elle est en augmentation sur les chiffres indiqués pour novembre, lequel dépassait celui d'octobre. Cet accroissement du nombre des chômeurs doit être exclusivement attribué à la morte-saison du bâtiment.

MÉTAUX. — La situation ne paraît pas en voie d'amélioration dans les établissements métallurgiques, ni dans la construction des machines.

Pour l'ensemble des ouvriers du groupe des métaux, le travail en décembre, en comparaison avec le mois de novembre, a été jugé plus abondant par 5 p. o/o des syndicats, groupant 2 p. o/o des adhérents; équivalent par 66 p. o/o des syndi-

cats, groupant 72 p. o/o des adhérents; moins abondant par 29 p. o/o des syndicats, groupant 26 p. o/o des adhérents. La proportion moyenne de chômage ressort à 8 p. o/o, d'après les réponses de 113 syndicats. On évalue à près de 20 p. o/o le chômage chez les mouleurs, à 6 p. o/o chez les métallurgistes, à 10 p. o/o chez les ouvriers mécaniciens, à 7 p. o/o chez les ouvriers en métaux divers. Dans la mécanique de précision, l'horlogerie, l'orfèvrerie et la bijouterie, chômage nul ou à peu près.

BÂTIMENT. — Chez les ouvriers tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, le chômage est intense. En comparaison avec le mois de novembre, l'état du travail a été jugé équivalent par 55 p. o/o des syndicats, groupant 48 p. o/o des adhérents; en diminution par 45 p. o/o des syndicats, groupant 52 p. o/o des adhérents.

Dans les industries du bâtiment et de la construction, la moyenne de chômage dépasse 20 p. o/o, d'après les réponses des syndicats, au nombre de 115; c'est, d'ailleurs, la pleine morte-saison.

Chez les ouvriers marbriers du Nord, situation identique à celle du mois dernier.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chaudières et fabricants de ciments, diminution du travail encore plus sensible qu'en novembre. Dans les industries céramiques, il y a un léger ralentissement, notamment dans les fabriques du Centre. La situation n'a pas changé dans la verrerie.

Le chômage moyen, pour l'ensemble du groupe, s'élève à environ 10 p. o/o, d'après les réponses des syndicats.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers, charretiers, camionneurs et divers ouvriers des transports par roulage, il y a sensible diminution du travail par rapport au mois de novembre; 72 p. o/o des syndicats, avec 40 p. o/o des syndiqués, estiment la situation stationnaire; 28 p. o/o des syndicats, avec 60 p. o/o des syndiqués, la jugent moins satisfaisante.

Chez les ouvriers de la manutention, la moyenne de chômage est remontée à près de 20 p. o/o.

Chez les employés de commerce l'ouvrage est plus abondant que le mois dernier: le chômage indiqué se maintient très bas, aux environs de 5 p. o/o.

Chez les employés de l'alimentation, l'approche des fêtes de Noël et du nouvel an paraît avoir un peu réduit le chômage, qui reste cependant encore élevé. Chez les domestiques et gens de maison, l'impression sur le marché des places à Paris ne s'est pas modifiée.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1901.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de décembre 1901. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 8.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RETRÈS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
23 juillet.	24 déc....	Montluçon.....	Allier.....	Mouleurs en fer.....	1	300	1
10 oct....	.....	Épinac.....	Saône-et-Loire....	Verriers.....	1	50	2
12 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en sièges de cuir....	1	5	3
30 oct....	.....	Digoin.....	Saône-et-Loire....	Potiers.....	1	125	4
5 nov....	9 janv....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Typographes.....	1	83	5
12 nov....	.....	Pau.....	Basses-Pyrénées..	Mécaniciens.....	1	18	6
18 nov....	16 déc....	Suippe.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	59	7
21 nov....	.....	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	14	8
22 nov....	.....	Voiron.....	Isère.....	Ouvriers de papeterie.....	1	.....	9
25 nov....	.....	Choisy-le-Roi..	Seine.....	Verriers.....	1	40	10
28 nov....	9 janv....	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	60	11

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

2 déc....	3 déc....	Gagnac.....	Tarn.....	Mineurs.....	1	.....	1
4 déc....	9 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Peigneurs de cardes.....	1	17	2
5 déc....	6 déc....	Saint-Brice....	Haute-Vienne....	Papetiers.....	1	33	3
5 déc....	11 déc....	Pont-Saverger..	Marne.....	Fileurs.....	1	57	4
5 déc....	.....	Brassac, Serres	Ariège.....	Cloutiers.....	.....	.....	5
6 déc....	9 déc....	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Limes (Ouvriers en).....	1	120	6
6 déc....	10 déc....	Nîmes.....	Gard.....	Employés de tramways.....	.....	16	7
6 déc....	10 déc....	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	110	8
6 déc....	12 déc....	Romans.....	Drôme.....	Monteurs en chaussures....	1	5	9
8 déc....	27 déc....	La Londe.....	Var.....	Mineurs.....	1	400	10
9 déc....	10 déc....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Gratteurs de peinture.....	1	40	11
10 déc....	14 déc....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Coupeurs en chaussures....	1	21	12
12 déc....	12 déc....	Lille.....	Nord.....	Déchargeurs de bateaux....	.....	.....	13
13 déc....	14 déc....	Aumale.....	Algérie.....	Boulangers.....	.....	6	14
13 déc....	16 déc....	Halluin.....	Nord.....	Vernisseurs de chaises....	1	22	15
16 déc....	18 déc....	Saint-Chamond..	Loire.....	Doubleuses de soie.....	1	85	16
16 déc....	21 déc....	.....	Loire et Haute-Loire.	Tisseurs.....	.....	2.700	17
16 déc....	.....	Agen.....	Lot-et-Garonne...	Sabotiers.....	.....	12	18
19 déc....	4 janv....	Port-de-Bouc...	Bouches-du-Rhône	Forgerons.....	1	85	19
20 déc....	29 déc....	Neuilly.....	Seine.....	Cochers.....	1	.....	20
23 déc....	26 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Couturiers.....	1	60	21
23 déc....	26 déc....	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	200	22
24 déc....	27 déc....	Paulliac.....	Gironde.....	Métallurgistes.....	2	70	23
25 déc....	26 déc....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers du port.....	.....	.....	24
26 déc....	31 déc....	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers en brosses.....	1	34	25
27 déc....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Piqueurs de chaudières....	1	16	26
30 déc....	31 déc....	Dunkerque.....	Nord.....	Aides-mécaniciens.....	1	23	27
30 déc....	9 janv....	Mür.....	Côtes-du-Nord...	Terrassiers.....	.....	180	28
30 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Chapeaux de paille (Couseurs en).	18	300	29

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1901 (1).

1	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.
2	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
4	Durée de la journée de travail.....	.....
5	Demande d'augmentation et de fixation d'un minimum des salaires.....	Transaction.
6	Demande de renvoi d'un surveillant.....	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
8	Réduction d'un temps de repos.....	.....
9	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	.....
10	Réduction de salaire.....	.....
11	Réduction de salaire.....	Transaction.

EN DÉCEMBRE 1901.

1	Demandes de suppression de punitions et d'augmentation de salaire.....	Échec.
2	Protestation contre l'embauchage d'un sous-aiguiser pris en dehors de l'équipe.....	Échec.
3	Demandes de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
6	Réduction de salaire et demande de renvoi du directeur.....	Transaction.
7	Demande de réintégration d'employés.....	Échec.
8	Demande de suppression des retenues pour malfaçon.....	Réussite.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
10	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.
11	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.
12	Demande de modification des heures d'entrée et de sortie des ateliers.....	Échec.
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.
15	Protestation contre la sévérité d'un contremaître.....	Réussite.
16	Réduction de salaire.....	Transaction.
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
19	Demande de renvoi d'un chef d'atelier.....	.....
20	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.....	Réussite.
21	Réduction temporaire de salaire.....	Échec.
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
23	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.
24	Refus d'accomplir un travail non stipulé par le contrat.....	Réussite.
25	Réduction de salaire.....	Transaction.
26	Réglementation intérieure.....	.....
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
28	Demandes de renvoi d'un contremaître et d'augmentation de salaire.....	.....
29	Demande d'augmentation de salaire.....	.....

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1901.

29 grèves ont été signalées en décembre à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 24 d'entre elles, est de 5.350. Il y avait eu, en décembre 1900, 39 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures à 1901, est de 41.

Ces 29 grèves, dont 20 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	12
Réduction de salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers, de contremaîtres et de directeurs.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Demande de suppression des amendes et punitions.....	2
Règlement d'atelier.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 20 départements et on en a compté :

5 dans le Nord, 3 dans les Bouches-du-Rhône et dans la Marne, 2 dans la Loire et dans la Seine et 1 seule dans les 15 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 6 ; travail des métaux, 5 ; ouvriers en chaussures, déchargeurs de navires, mineurs, 2 ; boulangers, brossiers, ouvriers en chapeaux de paille, cochers, couturiers, ouvriers de papeterie, gratteurs de peinture, piqueurs de chaudières, sabotiers, terrassiers, employés de tramways, vernisseurs de chaises, 1 grève.

Des 29 grèves commencées en décembre, 25 ont pris fin après avoir duré :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour ; une, 2 jours ; cinq, 3 jours ; trois, 4 jours ; deux, 5 jours ; deux, 6 jours ; deux, 9 jours ; une, 15 jours ; et une, 19 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 153 jours, 64 jours, 27 jours et 41 jours, on trouve parmi les 29 conflits terminés les résultats suivants :

4 réussites ;
7 transactions ;
16 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en décembre à la Direction du travail.

1° Grève des mouleurs de Montluçon. — Le 9 décembre, les grévistes ont

fait appel pour la deuxième fois à l'intervention du juge de paix. Le patron n'a pas répondu. La grève s'est terminée, le 26, par l'acceptation du travail aux pièces, tout d'abord repoussé par les ouvriers.

2° Grève de dragueurs à Rochefort. — Les mécaniciens, chauffeurs et manœuvres employés à la drague du port de Rochefort s'étaient mis en grève le 18 novembre, pour obtenir une augmentation de salaire. Les 57 manœuvres avaient aussitôt reçu satisfaction et avaient repris le travail le 19, tandis que les mécaniciens et chauffeurs ne le reprenaient que le 25, aux conditions antérieures. Depuis la grève, un comité de conciliation, réuni sur la demande des deux parties, a établi le 11 décembre, devant le juge de paix, un accord aux termes duquel le salaire des mécaniciens a été porté à 50 centimes l'heure, avec majoration de 10 p. 100 pour le travail du dimanche et de 50 p. 100 pour le travail de nuit.

3° Grève de monteurs en chaussures à Romans. — 5 ouvriers monteurs en chaussures de la maison Lombard, à Romans (Drôme), se sont mis en grève, le 6 décembre, réclamant une augmentation de salaire. Après deux entrevues sans résultat, le 6 et le 9 décembre, entre M^{me} Lombard et la commission du travail du syndicat des ouvriers en chaussures, l'accord s'est établi le 12 décembre et la convocation du juge de paix, pour le même jour, fut rendue, par ce fait, inutile.

4° Grève des sabotiers d'Agen. — Le 16 décembre, les sabotiers d'Agen se sont mis en grève pour obtenir une augmentation sur la mise en forme et le creusage des sabots.

Les patrons, avertis par le juge de paix du deuxième canton d'Agen, se sont réunis le 18 et ont décidé de ne pas déférer à la convocation qu'ils recevraient ultérieurement, « ne voulant, à aucun prix, accorder l'augmentation demandée ».

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1900

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT (1).

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1900 est de 106, le capital assuré correspondant s'élève à 169.405 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1900 est de..... 3.269.634'

Au 31 décembre 1899, ce montant était de..... 3.227.013

Il y a eu, par suite, augmentation de..... 42.621

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1.084 primes représentant une somme de 74.023 francs.

(1) D'après le rapport de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident. (J. O. du 26 juillet 1901.)

Les sinistres (capitaux payés au décès) s'élèvent à 70.526 francs pour 41 polices. Le montant des sinistres, par rapport aux primes encaissées pendant l'année, est de 95 p. 100 de ces dernières.

Les assurances collectives, contractées en 1900 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 90 et comprennent 15.312 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 105.911 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 106.295 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, n'est donc que de 384 francs.

L'excédent des recettes totales sur les dépenses totales de la Caisse ressort à 49.185 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1900.

Au 31 décembre 1900, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur, au taux de 3 1/4 p. o/o, de 33.030 francs de rentes 3 p. o/o.....	1.024.565 ^f 19 ^c
et de 13.963 francs de rentes 3 1/2 p. o/o.....	431.376 15
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	74.704 13
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.....	10.002 68
MONTANT TOTAL de l'actif.....	1.540.648 15

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	11.763 ^f 39 ^c
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2.241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	957.874 53
et aux polices à primes temporaires.....	141.582 91
4° Les primes échéant en 1900 et payées par anticipation en 1899.....	359 87

Montant du passif correspondant aux assurances individuelles... 1.113.822 39

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 3,58 p. o/o (1) des dépenses sur les recettes, se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1^{er} janvier 1900, des

A reporter..... 1.113.822 39

(1) Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1900 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 30 novembre 1899 se résument ainsi :

Recettes.....	767.748 ^f 98 ^c
Dépenses.....	797.045 98

Excédent des dépenses..... 29.297 00

soit 3,68 p. 100.

Report.....	1.113.822 39
assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1900.....	54.902 10
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1898, pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1899..	46.395 97
PASSIF TOTAL.....	1.215.120 46
L'actif étant de	1.540.648 15
L'excédent d'actif ressort à.....	325.527 69
L'excédent constaté au 31 décembre 1899 s'élevait à.....	296.111 89
L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1900 a donc été de.....	29.415 80
Cette augmentation résulte :	
1° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	15.117 ^f 25 ^c
2° De la majoration de la valeur de la rente 3 1/2 p. o/o, provenant du mode d'évaluation.....	2.497 06
3° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles.....	6.471 04
4° Des bénéfices afférents aux assurances collectives.....	5.330 45
SOMME ÉGALE.....	29.415 80

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1900 sont au nombre de 236 et représentent une somme de 1.385 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 231.477 fr.	
Les recettes totales ont été de.....	232.893 ^f
et les dépenses totales (remboursements), de.....	2.777

Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	230.116
---	---------

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1900, il a été versé 281.684 francs de primes au nom de 43.717 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 233.036 francs, qui n'a atteint que la proportion de 82,73 p. o/o des versements et qui a laissé un excédent de 48.647 francs.

D'autre part, la subvention de l'Etat, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 7.232.815 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total de recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 7.281.462 francs.

Sur les 43.717 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 99 sinistres, dont 73 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 26 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2,27 accidents par 1.000 assurés.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1900 s'élevait à 619, en diminution sur le chiffre constaté au 31 décembre 1899 (792), dont :

1° 577 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 12.971.356 francs de salaires et correspondant à un total de primes de 216.885 francs ;

2° 42 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles et comportant 3.196 francs de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1900 se sont élevées à.....	289.589 ^f
Les dépenses à.....	271.015

En ajoutant à la différence en plus des recettes sur les dépenses en 1900, soit.....	18.575
le solde du compte au 31 décembre 1899.....	251.535

on obtient, comme solde du compte créditeur au 31 décembre 1900, une somme de.....	270.100
--	---------

Si l'on ajoute au solde ci-dessus :

Les primes échues et encaissées en 1900 dans les départements.....	15.238 ^f	40.708
Les primes encaissées en 1901 applicables à des risques courus en 1900.....	25.471	

le total des disponibilités ressort, pour 1901, à.....	310.818
--	---------

D'autre part, les sommes à mettre en réserve, pour faire face aux paiements se rapportant aux opérations de 1899 et de 1900 dont le règlement est reporté à 1901, s'élèvent à :

Pour provisions de primes payées d'avance.....	64.450 ^f	319.768
Pour frais d'administration de l'année 1901 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1900.....	62.344	
Pour règlement de 83 sinistres.....	192.974	

Cette somme de 319.768 francs est supérieure aux disponibilités de.....	8.950
---	-------

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1900 (1).

Le nombre des versements effectués dans le courant de l'année 1900 s'est élevé à 3.414.356, représentant une somme totale de 426.193.266 francs.

La moyenne par versement a été de 125 francs (120 fr. en 1899).

Le nombre des remboursements et achats de rentes s'est élevé à 1.616.115, pour un montant total de 369.204.458 francs.

La moyenne par remboursement a été de 228 francs (230 fr. en 1899).

L'excédent des versements sur les remboursements s'est élevé à 56.988.808 francs, en augmentation sur l'année 1899 où il était de 32.319.518 francs.

Le nombre des comptes ou livrets existant au 1^{er} janvier 1900 s'élevait à 3.318.461. Dans le courant de l'exercice, il en a été ouvert 492.269 nouveaux et il en a été soldé 246.266. Il restait, par conséquent, au 31 décembre 1900, 3.564.464 comptes ou livrets.

L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 1.010.263.193 francs.

Au 31 décembre 1899, le chiffre correspondant était de 929.454.282 francs; ce qui fait ressortir une augmentation de 80.808.911 francs pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 1.010.263.193 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne.....	978.552.787 ^f
Solde du compte courant à intérêts avec la Caisse des dépôts et consignations.....	29.097.873
Compte débiteur relatif à des opérations qui n'ont été réalisées qu'en 1900 par la Caisse des dépôts.....	2.612.533
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants.....	1.010.263.193

Classification des livrets. — Sur les 3.564.464 comptes existant au 31 décembre 1900, 1.240.342, soit plus du tiers, présentent un solde ne dépassant pas 20 francs (avec un avoir moyen de 13 fr. 26). Viennent ensuite les livrets de 21 à 100 francs, dans la proportion de 22,16 p. o/o par rapport au nombre total (avoir moyen : 65 fr. 42). Ces deux premières catégories forment à elles seules plus de la moitié (56,96 p. o/o) du nombre total des comptes. Pour les livrets supérieurs à 100 francs, ils se répartissent dans les proportions suivantes : de 101 à 200 francs, 11,21 p. o/o; de 201 à 500 francs, 14,10 p. o/o; de 501 à 1.000, 9,80 p. o/o; de 1.001 à 1.500 francs, 6,20 p. o/o; supérieurs à 1.500 francs, 1,70 p. o/o; supérieurs à 2.000 francs, 0,03 p. o/o.

Frais d'administration. — Les frais d'administration pour l'année 1900 se sont élevés à 3.865.883 francs. Cette somme représente environ 0,38 p. o/o des sommes dues aux déposants au 31 décembre. D'un autre côté, le nombre des opérations de toute nature effectuées par la Caisse en 1900 ayant été de 5.030.471 (versements, remboursements, etc.), le coût moyen de chaque opération ressort à 76 centimes.

(1) D'après le Rapport officiel, en date du 4 novembre 1901.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1898 (1).

Au 31 décembre 1898, il existait en France 11.825 sociétés de secours mutuels groupant 1.909.479 membres.

En 1897, à la même époque, on comptait 11.355 sociétés et 1.804.592 membres.

L'augmentation pour l'année est par suite de 470 sociétés et de 104,887 membres, soit de 4,1 du nombre des sociétés en 1897 et de 5,8 p. o/o du nombre correspondant de sociétés.

Le nombre moyen de membres participants s'élève à 161 par société en général, à 178 par société approuvée et à 119 par société libre.

Voici quelles sont, par rapport à 100 membres participants, les proportions d'hommes, de femmes et d'enfants :

	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues . .	78,3	17,3	4,4	100,0
Sociétés libres.	85,0	13,2	1,8	100,0
ENSEMBLE des sociétés. .	79,8	16,4	3,8	100,0

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 4.736.813 dans les sociétés approuvées et à 1.506.938 dans les sociétés autorisées.

Ces totaux renferment, le premier 4.111.061 journées payées à des hommes et 625.752 journées payées à des femmes, et le second 1.354.444 journées payées à des hommes et 152.494 journées payées à des femmes, ce qui fait en tout, pour les hommes, 5.465.505 journées, et, pour les femmes, 778.246 journées.

En rapprochant les nombres annuels de journées de maladie des nombres correspondants de membres participants (défalcation faite des sociétés qui n'allouent pas de secours de maladie), on obtient, comme nombre moyen annuel de jours de maladie, par membre participant, les chiffres suivants :

Hommes: 5,39; femmes: 6,99; ensemble: 5,56, pour les sociétés approuvées et reconnues d'utilité publique;

Hommes: 5,67; femmes: 6,14; ensemble: 5,72, pour les sociétés libres.

Quant au nombre moyen annuel de journées payées à chaque malade dans l'année 1898, il a été de :

20,79 pour les hommes; de 25,05 pour les femmes, et de 21,27 pour l'ensemble dans les sociétés approuvées.

De 18,58 pour les hommes; de 18,45 pour les femmes et de 18,56 pour l'ensemble dans les sociétés libres.

Les décès se sont élevés, en 1898, à 23.852. Ce nombre comprend 18.547 décès

(1) D'après le Rapport du 31 mars 1901, présenté à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

dans les sociétés approuvées et 5.305 dans les sociétés libres. La moyenne annuelle de décès par 1.000 sociétaires (coefficient moyen de mortalité) a été de 15,1 dans les sociétés approuvées et de 15,3 dans les sociétés libres.

Les recettes des sociétés approuvées se sont élevées à 28.987.019 francs en 1898, en augmentation de 1.030.604 francs sur les recettes de l'exercice précédent. En voici le détail :

	francs.	PROPORTION p. o/o dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	2.568.449	8,86
Cotisations des membres participants.....	17.667.300	} 61,73
Cotisations des enfants.....	213.904	
Amendes.....	480.757	1,65
Droits d'entrée.....	373.519	1,28
Intérêts des fonds placés.....	3.670.175	12,66
Subventions, dons et legs.....	2.253.217	7,77
Recettes diverses.....	1.750.698	6,05
TOTAL des recettes.....	28.987.019	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 23.572.970 francs, en augmentation de 1.433.110 francs sur les chiffres des dépenses en 1897. Elles se composent de :

	francs.	PROPORTION p. o/o dans le total.
Secours en argent aux malades.....	6.097.281	25,86
Honoraires des médecins.....	3.183.712	13,50
Frais pharmaceutiques.....	3.956.968	16,78
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.....	561.730	2,38
Secours aux veuves et orphelins.....	540.008	2,29
Dépenses des enfants.....	112.022	0,47
Versements aux fonds de retraites.....	2.963.872	12,57
Frais funéraires.....	981.706	4,16
Pensions et suppléments payés sur les fonds libres.....	2.431.534	10,31
Frais de gestion.....	1.154.232	4,89
Dépenses diverses.....	1.589.905	6,79
TOTAL des dépenses.....	23.572.970	100,00

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 13.327.960 francs, soit à 56,14 p. o/o du total des dépenses.

Le rapport au même total des frais de gestion n'est que de 4,89 p. o/o. Par membre participant, dans les sociétés approuvées, la recette générale moyenne a été de 23 fr. 71; la dépense générale moyenne, de 17 fr. 85, d'où il ressort un excédent de 5 fr. 31 de la recette sur la dépense.

Les recettes des sociétés libres s'élèvent, pour 1898, à 9.329.074 francs, en augmentation de 612.714 francs sur les recettes des mêmes sociétés en 1897.

Elles se composent de :

	francs.	PROPORTION p. o/o dans le total.
Cotisations des membres honoraires	389.475	4,17
Cotisations des membres participants	5.222.335	56,33
Cotisations des enfants.....	33.334	
Amendes.....	156.006	1,67
Droits d'entrée.....	109.607	1,17
Intérêts des fonds placés.....	1.460.403	15,65
Subventions et dons manuels.....	1.302.760	13,96
Recettes diverses	655.154	7,05
TOTAL des recettes.....	9.329.074	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 6.914.530 francs, en augmentation de 521.355 francs sur les dépenses des sociétés libres, en 1897.

Elles comprennent :

	francs.	PROPORTION p. o/o dans le total.
Secours en argent aux malades	2.228.747	32,22
Honoraires des médecins.....	668.334	9,67
Frais pharmaceutiques	908.483	13,14
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.....	294.707	4,26
Secours aux veuves et aux orphelins.	253.379	3,67
Dépenses pour les enfants	14.540	0,21
Montant des rentes viagères.....	1.147.156	16,59
Frais funéraires.....	240.220	3,47
Frais de gestion	320.559	4,64
Dépenses diverses.....	838.405	12,13
TOTAL des dépenses.....	6.914.530	100,00

Les frais de maladie (secours en argent, honoraires des médecins et frais pharmaceutiques) représentent une somme de 3.805.564 francs et forment 55 p. o/o des dépenses totales. La proportion des frais de gestion n'est que de 4,64 p. o/o des dépenses totales.

Les frais de maladie moyens, par membre participant, se sont élevés, en 1898, dans les sociétés approuvées : à 15 fr. 38 pour les hommes, à 17 fr. 91 pour les femmes, à 15 fr. 71 pour l'ensemble ; dans les sociétés libres : à 17 fr. 99 pour les hommes, à 16 fr. 81 pour les femmes, à 17 fr. 92 pour l'ensemble.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé, dans les sociétés approuvées : à 27 fr. 38 par malade, à 1 fr. 28 par jour de maladie et à 7 fr. 16 par membre participant ; dans les sociétés libres : à 27 fr. 46 par malade, à 1 fr. 48 par jour de maladie et à 8 fr. 46 par membre participant.

Les secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1897, par 1.220 sociétés approuvées et 462 sociétés libres. Le montant moyen des secours a été de 79 fr. 20 dans les premières et de 117 fr. 44 dans les secondes.

Des secours aux vieillards, infirmes et incurables ont été alloués par 1.557 sociétés approuvées et par 543 sociétés libres. La moyenne des secours est de 62 fr. 70 pour les sociétés approuvées et de 82 fr. 18 pour les sociétés libres.

Les frais funéraires ont été payés par 4.691 sociétés approuvées et 1.287 sociétés libres. La moyenne de ces indemnités ressort à 65 fr. 19 dans les sociétés approuvées et de 64 fr. 79 dans les sociétés libres.

FONDS DE RETRAITES.

Le fonds de retraites global des sociétés approuvées s'élevait, au 31 décembre 1898, à 134.473.240 francs, appartenant à 4.419 sociétés. Au 31 décembre 1897, il était de 127.791.033 francs, pour 4.284 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 4.419 sociétés au nombre, indiqué plus haut, de sociétés approuvées, on constate que 51,55 p. o/o de ces associations possèdent un fonds de retraites.

Le nombre des pensionnés au 31 décembre 1897 s'élevait à 41.204; au 31 décembre 1898, il était de 42.922, soit une augmentation de 1.718; 244 de ces pensionnaires jouissent d'une rente constituée à capital aliéné. Le montant des arrérages payés en 1898 sur le fonds de retraites par la Caisse des dépôts et consignations atteint le chiffre de 3.059.456 francs (y compris les bonifications, pour une somme de 168.449 francs, accordées par l'État).

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été en 1898 de :

$$\frac{3.059.456 \text{ francs}}{\frac{1}{2} (41.204 + 42.922)} = 72 \text{ francs.}$$

Au 31 décembre 1898, 75 sociétés libres comptant 42.961 membres participants ont servi des pensions et le montant total de ces pensions s'élevait, en 1898, à 537.192 francs pour 11.405 pensions. La pension moyenne ressort, par conséquent, à 47 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1897.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait, au 31 décembre 1897, à 262.719.957 francs. Au 31 décembre 1898, il se montait à 278.755.397 francs. Il a, par suite, augmenté, pendant l'exercice, de 16.035.440 francs, soit de 5,7 p. o/o. L'avoir total des sociétés, au 31 décembre 1898, se décomposait ainsi :

	francs.	p. o/o du total général.
Fonds de réserve des sociétés approuvées.....	100.232.071	35,8
Fonds de retraites.....	134.473.240	48,2
AVOIR TOTAL des sociétés approuvées...	234.705.311	84,0
AVOIR TOTAL des sociétés libres.....	44.050.086	16,0
AVOIR TOTAL de l'ensemble des sociétés.	278.755.397	100,0

Le tableau ci-dessous résume les principales données statistiques, relatives à l'année 1898, concernant les sociétés de secours mutuels.

	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues d'utilité publique.	SOCIÉTÉS LIBRES.
Nombre de sociétés.....	8.572	3.253
Nombre des membres honoraires.....	244.632	33.935
Nombre des membres participants.....	1.279.358	351.554
Nombre moyen de jours de maladie, par membre participant, en 1898.....	5,56	5,72
MOYENNE pour les 10 dernières années ..	5,25	5,91
Nombre moyen de jours de maladie, payés à chaque malade, en 1898.....	21,27	18,56
MOYENNE pour les 10 dernières années..	17,57	17,71
Nombre moyen de décès par 1,000 participants, en 1898.....	15,1	15,3
MOYENNE pour les 10 dernières années..	16,3	15,9
Recette moyenne, par membre participant, en 1898.....	23 ^f 71	24 ^f 85
MOYENNE pour les 10 dernières années..	23 20	26 27
Dépense moyenne, par membre participant, en 1898.....	17 ^f 85	19 ^f 77
MOYENNE pour les 10 dernières années ..	18 50	20 76
Fais moyens de maladie, par membre participant, en 1898.....	15 ^f 71	17 ^f 92
MOYENNE pour les 10 dernières années...	14 29	15 66

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1900 (1).

Les naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ainsi que les pertes de bâtiments français sur les autres points du globe ont atteint, en 1900, le nombre de 359, dont 331 affectant des bâtiments français et 28 des navires de nationalité étrangère. Les 331 bâtiments français comprennent 300 voiliers et 31 vapeurs; parmi ces derniers, sont comptés 3 vaisseaux de la marine militaire française.

Les pertes d'hommes, entraînées par ces sinistres, s'élèvent à 599, se décomposant respectivement en :

Marins	{ français.....	563
	{ étrangers.....	20
Passagers (tous français).....		16

(1) D'après le Rapport au Ministre de la Marine, en date du 24 octobre 1901 (J. O. du 1^{er} novembre 1901).

L'ÉCLATEMENT DES MEULES TOURNANT À GRANDE VITESSE.

Le conseil d'hygiène du département de la Seine s'est récemment préoccupé des accidents qui peuvent résulter, soit de l'éclatement, soit de la désagrégation des meules tournant à grande vitesse. Le travail des meules se rencontre dans des industries fort diverses, et constitue une source permanente de dangers, tant pour les ouvriers attachés à ce travail que pour les autres ouvriers de l'établissement.

L'article 12 du décret de 1894 sur l'hygiène et la sécurité des ateliers se borne à prescrire d'éviter autant que possible que l'ouvrier soit habituellement occupé dans le plan de rotation ou aux abords immédiats de ces engins.

Or, cette disposition ne peut viser que les ouvriers étrangers au travail des meules. Quant aux ouvriers occupés à ce travail, comme ils sont nécessairement forcés de travailler aux abords immédiats des meules, ils ne trouvent pas dans le décret de 1894 de disposition qui les protège. Les circulaires des 14 août 1894 et 18 mars 1899, qui prescrivent certaines mesures de précaution, paraissent insuffisantes pour remédier à cette absence de protection du décret.

Aussi le conseil d'hygiène a-t-il proposé, dans une délibération en date du 13 septembre dernier, de compléter ainsi l'article 12 du décret de 1894 :

« Toute meule artificielle doit être spécialement garantie contre les effets de la force centrifuge par la forme de sa monture, ou environnée d'une enveloppe protectrice assez résistante et souple pour retenir les fragments en cas de bris. »

Le Ministre du Commerce a décidé de mettre à l'enquête, auprès des inspecteurs divisionnaires du travail, la question soulevée par le conseil d'hygiène du département de la Seine. Les résultats de cette enquête seront soumis au comité consultatif d'hygiène public de France à qui il appartient d'examiner les modifications dont est susceptible le règlement général du 10 mars 1894.

JURISPRUDENCE.

Loi du 30 mars 1900. Limites de l'interdiction du travail par équipes successives, discontinues et alternantes.

COUR DE CASSATION (ch. crim.), 30 novembre 1901. — Sur pourvoi du ministère public contre un jugement du tribunal de simple police de Calais, en date du 4 avril 1901.

TEXTE DE L'ARRÊT.

LA COUR,

Statuant à la suite de son arrêt du 21 novembre, déclarant partage;

Vu le pourvoi du commissaire de police, ministère public près le Tribunal de simple police de Calais, contre un jugement de ce Tribunal, du 4 avril 1901, qui a relaxé Terry;

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation de l'article 11, paragraphe 3 de la loi du 2 novembre 1892, modifié par l'article premier de la loi du 30 mars 1900;

En fait :

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Terry a fait travailler des ouvriers mâles et adultes par équipes successives, discontinues et alternantes, le premier ouvrier de 4 heures à

8 heures précises du matin et de 1 heure à 7 heures du soir, le second ouvrier de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi et de 7 heures du soir à minuit; et que ce travail a eu lieu dans des bâtiments et ateliers voisins de ceux dans lesquels travaillaient simultanément des femmes et des enfants mineurs de 18 ans;

Attendu qu'il n'est pas contesté que ces femmes et enfants travaillaient chez Terry conformément aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900 et que la double question qui se pose est celle de savoir :

1° Si le travail par équipes successives, discontinues et alternantes, autorisé, en principe, pour les adultes, leur devient interdit lorsqu'ils l'accomplissent dans les mêmes locaux que ceux où travaillent des femmes et des enfants et pendant tout ou partie de la durée du travail de ces derniers;

2° Si le travail, bien qu'effectué dans des bâtiments ou ateliers séparés, mais voisins les uns des autres, par des adultes et par des femmes et enfants, doit être considéré, cependant, comme ayant eu lieu « dans les mêmes locaux », suivant les termes du décret du 9 septembre 1848, modifié par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900;

I. En ce qui concerne le mode de travail ;

Attendu que la loi du 30 mars 1900 modifie, par son article premier, les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 et, par son article 2, le décret du 9 septembre 1848; que ces deux dispositions distinctes s'incorporent respectivement dans les lois qu'elles modifient et que, juridiquement, elles sont, entre elles, sans relation nécessaire, sauf en ce qui concerne la durée de la journée de travail des adultes dans les établissements à personnel mixte, lorsqu'ils travaillent dans les mêmes locaux que les personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que le décret de 1848, modifié, s'applique uniquement aux ouvriers mâles et adultes et que la loi du 2 novembre 1892 reste, suivant son titre, après la modification dont elle a été l'objet, comme avant, exclusivement applicable au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

D'où il suit qu'en déclarant l'article 11, paragraphe 3 de ladite loi du 2 novembre 1892, visé au moyen, inapplicable aux ouvriers adultes, le jugement attaqué, loin de violer ledit article, en a fait, au contraire, la plus exacte interprétation;

II. En ce qui concerne l'identité des locaux;

Attendu, au surplus, que le travail, suivant les conditions fixées par le procès-verbal et constatées par le jugement attaqué, ne peut être considéré comme ayant été accompli « dans les mêmes locaux »; que, par cette expression, qui a eu pour but de restreindre l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, on ne doit entendre, en effet, que l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun, et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers séparés les uns des autres ou les bâtiments voisins dans lesquels peuvent être effectués les travaux de tous les ouvriers d'une usine ou manufacture;

Par ces motifs,

Rejette...

Loi du 9 avril 1898. — Ascendants à la charge de la victime bien que n'étant pas sans ressources.

La loi du 9 avril 1898, non plus que l'article 205 du Code civil, n'implique que l'exercice du droit de l'ascendant privé de son soutien par un accident du travail, soit subordonné à la condition de ne posséder ni immeuble, ni aucune ressource.

COUR DE CASSATION (Requêtes), 29 octobre 1901. — Willette contre Société des aciéries de Micheville.

EXTRAITS DE L'ARRÊT.

Attendu que pour résister à la demande d'une rente viagère formée contre elle par les époux Willette à la suite de l'accident dont leur fils Xavier avait été victime en travaillant

dans son usine, la Société des aciéries de Micheville prétendait que les demandeurs, qui possédaient des biens immobiliers, n'établissaient pas qu'ils aient été à la charge de la victime de cet accident;

Attendu que l'article 3, paragraphe C de la loi du 9 avril 1898, dont l'application était demandée, n'implique, non plus que l'article 205 du Code civil, ni par son texte, ni dans son esprit, que l'exercice du droit de l'ascendant, privé de son soutien par un accident survenu dans le travail, soit subordonné à la condition de ne posséder ni immeubles, ni aucune ressource; que l'obligation qu'il fait naître résulte du fait que l'ascendant était à la charge de la victime; qu'en cette matière, les tribunaux ont nécessairement un pouvoir d'appréciation très étendu, qui s'exerce en considération des circonstances et de la situation réelle des demandeurs; qu'en déclarant que Willette père, au moment de l'accident qui a causé la mort de son fils, était atteint depuis plus d'un an d'infirmités graves qui l'avaient obligé à cesser tout travail, que la mère, souffrant d'une maladie chronique, se trouvait elle-même dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins et que Xavier Willette, qui rapportait tous ses gains à ses père et mère, leur constituait une aide indispensable à leur existence, l'arrêt attaqué a suffisamment établi que les époux Willette étaient à la charge de leur fils et justifié la condamnation à la rente viagère de 10 p. o/o de son salaire annuel, prononcée à leur profit contre la Société des aciéries de Micheville.

Loi du 9 avril 1898. — Ouvrier prêté par son patron. — Patron responsable.

La responsabilité résultant de la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'un contrat de louage d'ouvrage.

Le patron qui prête son ouvrier à autrui reste responsable des accidents qui peuvent l'atteindre à l'occasion de son travail.

Le patron d'un ouvrier est celui qui lui paye son salaire.

COUR D'APPEL DE BOURGES, 7 février 1901. — *Delage contre Charbonneau.*

Voir dans le même sens, même affaire, Trib. civ. de Bourges, 20 décembre 1900, et Trib. civ. de la Seine, 2 juillet 1900, *Stæklin contre Chérou et autres.*

TEXTE DE L'ARRÊT.

LA COUR,

Attendu que Charbonneau était au service de Delage; qu'ayant été mis par Delage, même à titre gratuit, à la disposition de Bouchaud pour effectuer un déménagement, il n'a pas cessé pour cela d'être sous l'autorité de son patron; qu'en effet, Bouchaud n'est point un patron; qu'ayant besoin momentanément des services d'un ouvrier déménageur, il ne pouvait même être considéré comme un patron vis-à-vis de Charbonneau, avec lequel il n'avait pas fait un contrat de louage de services; qu'ainsi, Delage doit supporter les risques de l'accident survenu dans le travail auquel Charbonneau s'est livré chez Bouchaud;

Et, adoptant, etc.;

Par ces motifs, confirme, etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre 1901 (1). — Contre toute attente, le mois de décembre a accusé dans la situation générale du travail industriel une dépression encore plus marquée que novembre. Hormis une certaine amélioration dans les *textiles* et le *bâtiment*, la crise est universelle et d'un caractère particulièrement aigu.

Tandis que pour 100 offres de travail, il y avait eu en décembre 1900 177,9 demandes, il y en a eu 240,6 en décembre 1901. (En novembre 1901 : 223,9.)

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 69 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de décembre 1900, une diminution du chômage dans 13 villes seulement, une augmentation dans 52.

Les placements effectués dans ces 69 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Déc. 1900..	13.368	7.808	21.176	31.208	6.467	37.675	233,4	82,9	177,9
Déc. 1901..	15.646	9.069	24.715	50.853	8.631	59.484	325,7	95,2	240,6

Grèves en décembre 1901. — 15 grèves contre 17 en novembre 1901 et 11 en décembre 1900. Les grèves les plus importantes se sont produites dans les *métaux et machines* et dans les industries du *bois*.

La dépression de l'industrie. — La dépression presque universelle dont souffrent en ce moment le commerce et l'industrie allemands a commencé à avoir une sérieuse répercussion sur les marchés du travail, et dans beaucoup de centres industriels se trouvent un grand nombre d'ouvriers qui ne peuvent obtenir d'emploi.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Le Gouvernement a décidé d'entamer, par l'organe des préfets, une enquête relative à la proportion actuelle d'ouvriers non employés dans les différentes provinces, ainsi que des détresses observées ou à prévoir, et touchant les mesures qui peuvent être prises, avec l'aide des autorités communales, pour y remédier.

Les remèdes envisagés sont : de fournir de l'assistance aux nécessiteux, de prévenir le renvoi des ouvriers et l'arrêt des usines, et enfin d'engager tous les travaux publics susceptibles de fournir du travail aux inoccupés.

AUTRICHE.

Grèves en octobre 1901. — 13 nouvelles grèves, avec 1,050 grévistes et aucun lock-out. C'est en Bohême et dans l'industrie du bois et du caoutchouc qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte jusqu'ici : 2 succès 3 transactions, 4 échecs. Causes principales : questions de salaires, 7 cas; durée du temps de travail, 4 cas.

Mouvement total des grèves pour les 10 premiers mois de l'année 1901 en chiffres ronds : 226 grèves avec 18.400 grévistes et 3 lock-outs atteignant 302 travailleurs.

Placement en octobre 1901. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 756 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DES DEMANDES a été de :			POUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 OFFRES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :			SUR 100 DEMANDES D'EMPLOI, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
210	97	158	48	103	63	81	55	70	40	56	45

PROPORTION DES OFFRES PAR RAPPORT AUX DEMANDES.

	SEPT. 1901.	OCT. 1901.
Hommes.....	1 : 1,19	1 : 2,1
Femmes.....	1, : 1	1, : 1
ENSEMBLE	1 : 1,13	1 : 1,6

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre 1901. — Dans toute la région houillère, l'activité des charbonnages s'est maintenue. La fabrication d'agglomérés participe à cette marche favorable. Amélioration sérieuse pour la métallurgie au fer et de l'acier.

Ralentissement saisonnier du *bâtiment*. Les métiers du *vêtement* sont dans leur période de grande activité. Dans l'*alimentation* ralentissement particulièrement sensible dans la *brasserie*; reprise annuelle chez les *pâtisseries*, *boulangers* et *confiseurs*. La *filature de la laine* paraît prospère; le *tissage de la laine* est moins privilégié; les industries *cotonnière* et *linière* sont stationnaires.

Les grèves en novembre 1901. — Quatre grèves nouvelles avec 296 grévistes dont trois pour questions de salaires.

Sur quatre grèves terminées en novembre, anciennes et nouvelles : un succès avec 58 grévistes, trois échecs avec 3,800 grévistes. Renvoi d'une quarantaine d'ouvriers.

DANEMARK.

L'inspection des fabriques en 1900-1901. — 3.652 établissements industriels occupaient à la fin de 1900 : 3.464 enfants de 10 à 14 ans, 8.295 jeunes gens de 14 à 18 ans, 66,447 ouvriers adultes, soit au total 78.206 travailleurs.

La *durée du travail* a continué de diminuer pendant l'exercice 1900-1901, pour tendre vers dix heures et demie au maximum, ainsi que l'indique le tableau suivant :

ANNÉES.	PROPORTION des établissements où la durée du travail ne dépasse pas 10 heures 1/2.	ANNÉES.	PROPORTION des établissements où la durée du travail ne dépasse pas 10 heures 1/2.
	p. o/o.		p. o/o.
1874.....	41,7	1890.....	73,8
1880.....	59,4	1895.....	80,9
1885.....	66,6	1900.....	90,8

Bureau municipal de placement. — Du 1^{er} juillet au 30 septembre, on a reçu 3.907 demandes de patrons (2.138 hommes et 1.769 femmes); 3.268 de ces demandes ont reçu satisfaction.

Pendant la même période, 9.808 ouvriers (6.514 hommes et 3.294 femmes) se sont adressés au bureau pour avoir du travail. Sur ce chiffre, 4.308 (2.269 hommes et 2.309 femmes) ont pu trouver une occupation.

ÉTATS-UNIS.

La Commission libre d'arbitrage et de conciliation. — Le 18 décembre, s'est réuni à New-York sur l'invitation de la *Fédération civique nationale*, un congrès de représentants du capital, du travail et du public. Ce congrès a nommé une commission d'arbitrage et de conciliation de trente-six membres, savoir : douze représentants des travailleurs syndiqués, douze représentants des patrons de la grande

(2) D'après une communication du Ministre de la République à Copenhague.

industrie et douze personnes indépendantes et éminentes, jouissant d'une grande notoriété. Cette commission constitue en réalité, un bureau national de conciliation et d'arbitrage, destiné à résoudre les conflits du travail, mais sans pouvoirs officiels cependant.

La commission ne sera liée par aucune doctrine abstraite et sera toujours prête à examiner les revendications des travailleurs en vue de réduire au minimum le nombre des grèves et des lock-outs. Elle n'entreprendra d'arbitrages qu'à la demande des deux parties. L'opinion publique américaine fonde beaucoup d'espoir sur ce mouvement de pacification né de l'initiative privée.

On trouvera ci-après la liste des membres de la Commission :

REPRÉSENTANTS DU CAPITAL :

MM.

Le sénateur M. A. HANNA;
JAMES A. CHAMBERS, président de l'*American Glass Company*, Pittsburg, Penn.
WILLIAM H. PEABLER, président de la *National Association of Stove Manufacturers*.
S. R. CALLAWAY, président de l'*American Locomotive Works*;
LEWIS NIXON, président et propriétaire du *Crescent Shipyard*, Elizabethport, N. J.;
CHARLES M. SCHWAB, président de l'*United States Steel Corporation*;
H. H. VREELAND, président de la *Metropolitan Street Railway Company*;
CHARLES A. MOORE, président de la *Machine Manufacturing Company*;
JOHN D. ROCKEFELLER, Jr.
E. P. RIPLEY, président des chemins de fer *Atchison, Topeka and Santa Fe*;
JULIUS KRUTTSCHNITT, directeur général des chemins de fer du *Southern Pacific*;
MARCUS M. MARKS, président de la *National Association of Clothing Manufacturers*.

REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS :

MM.

SAMUEL GOMPERS, président de l'*American Federation of Labor*;
JOHN MITCHELL, président des *United Mine Workers*;
FRANK P. SARGENT, grand maître du compagnonnage des *Locomotive Firemen*;
THÉODORE J. SHAFFER, président de l'association des *Iron, Steel and Tin Workers*;
JAMES DUNCAN, secrétaire de l'association des *Granite Cutters*;
DANIEL J. KEEFE, président de l'*Association internationale des Longshoremen*;
JAMES O'CONNELL, président de l'*Association internationale des mécaniciens*;
MARTIN FOX, président de l'*Union nationale des mouleurs de fonte*;
JAMES M. LYNCH, président de l'*Union nationale typographique*;
EDWARD E. CLARKE, grand maître du compagnonnage des *Railway Conductors*;
HENRY WHITE, secrétaire des *Garment Workers of America*;
WALTER MACARTHUR, éditeur du *Coast Seamen's Journal*, San Francisco.

REPRÉSENTANTS DU PUBLIC.

MM-

L'ex-président GROVER CLEVELAND;
L'archevêque JOHN IRELAND;
L'évêque HENRY C. POTTER;
CHARLES FRANCIS ADAMS, Boston;
CORNELIUS N. BLISS, ex-ministre de l'Intérieur;
CHARLES W. ELIOT, président de l'Université d'Harvard;
FRANKLIN MACVEAGH, Chicago;
Ex-Controller JAMES H. ECKELS;
Colonel JOHN J. MCCOOK, de New-York;
CHARLES J. BONAPARTE, de Baltimore;
OSCAR S. STRAUS, président du congrès;
RALPH M. EASLEY, secrétaire *ex officio*.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre 1901. — Le marché du travail a montré de la faiblesse en décembre par rapport au mois précédent dans plusieurs industries importantes sauf toutefois, et le fait est à constater, dans l'industrie minière. Il faut tenir compte aussi des congés de Noël dans la comparaison avec les mois précédents.

4,6 p. o/o de chômeurs dans 142 *trade-unions* groupant 554.018 membres contre 3,8 p. o/o en novembre 1901 et 4,0 p. o/o en décembre 1900.

5,46 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 488.599 mineurs contre 5,33 en novembre 1901 et 5,46 en décembre 1900.

315 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre 1901, avec 22.000 ouvriers contre 316 en novembre 1901 et 326 en décembre 1900.

91 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en décembre 1901 et 73 p. o/o dans les tissages avec 79.000 ouvrières, femmes et filles, contre 94 et 71 en novembre 1901 et 89 et 85 en décembre 1900.

Faiblesse marquée dans la construction métallique et navale, dans le bâtiment, le meuble, le livre, le cuir et le verre. Situation satisfaisante dans la filature de coton; calme dans le tissage; de même dans la laine, avec une nuance de faiblesse.

Grèves. — 14 nouvelles grèves en décembre 1901 avec 3.236 chômeurs, contre 25 avec 6.809 en novembre 1901, et 20 avec 3.648 en décembre 1900; 3 grèves dans les mines, 7 dans les textiles. Sur 22 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 10.145 grévistes: 3 succès (avec 146 grévistes), 5 transactions (avec 1.422 grévistes), 14 échecs (avec 8.577 grévistes).

Sur 44.720 travailleurs sur lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaires de en moyenne pour 43.600 d'entre eux dont 35.000 mineurs du Northumberland et 6.850 travailleurs des hauts fourneaux du Cleveland et West Cumberland. La diminution a été réglée pour 35.000 travailleurs par un bureau de conciliation et pour 8.042 par échelles mobiles.

L'arbitrage et la conciliation par application du *Conciliation (Trade disputes) Act de 1896 [1899-1901]* (1). — Du 1^{er} juillet 1899 au 30 juin 1901, 46 cas seulement ont été l'objet de la médiation du *Board of Trade* (2). Il est intervenu de sa propre initiative dans 3 cas; sur l'appel des patrons dans 3 cas, des ouvriers dans 16; enfin des deux parties pour les 24 autres. Depuis la mise en vigueur de la loi, les chiffres correspondants sont respectivement: 9, 16, 46 et 42.

Au simple examen de ces résultats, le champ d'action du *Board of Trade* apparaît

(1) Third report of proceedings under the conciliation (Trade disputes) Act, 1896 (Londres, 1901.)

(2) Le nombre total des conflits réglés par ses soins depuis l'origine s'élève ainsi à 113.

assez restreint. Pour l'apprécier comme il convient, on doit se souvenir que dans nombre d'industries en Angleterre, patrons et ouvriers forment entre eux-mêmes des bureaux de conciliation auxquels ils recourent naturellement d'abord.

Les suspensions volontaires du travail dans les mines galloises (1). —

On sait que les salaires des mineurs gallois sont calculés suivant une *échelle mobile* basée sur les prix de vente du charbon. Depuis son adoption en 1879 jusqu'en février-mars 1901, le fonctionnement de cette échelle avait enregistré une hausse ininterrompue de salaires portant ceux-ci, paraît-il, à 78 3/4 p. o/o au-dessus des prix de base de 1879. Mais, depuis avril 1901, la baisse a commencé et en septembre elle était telle que les ouvriers ont dû abandonner 10 p. o/o sur leur avance, ainsi ramenée à 68 3/4.

C'est alors que, pour empêcher l'avilissement des cours en restreignant la production, la Fédération des mineurs, après de nombreuses et amples délibérations, a décidé successivement 4 jours de chômage volontaire, les 25, 26 et 31 octobre et le 6 novembre. On estime que le marché a été privé de 75.000 tonnes de charbon par chaque jour d'arrêt du travail.

Les ouvriers proclament que leur défense n'est pas dirigée contre les propriétaires de mines mais contre les spéculateurs intermédiaires. Néanmoins, dès le premier jour d'arrêt, les patrons ont annoncé leur intention de poursuivre tous les instigateurs de cette mesure, notamment les délégués des mineurs, leur Fédération et les membres ouvriers de la commission de l'échelle mobile.

ITALIE.

Les grèves en 1899 (2). — 259 grèves dans l'industrie en 1899, avec 43.194 grévistes et 231.590 jours de chômage. Voici les chiffres pour les années précédentes :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.	JOURS de chômage.		GRÈVES.	GRÉVISTES.	JOURS de chômage.
1895.....	126	19.307	125 968	1898.....	256	35.705	239.292
1896.....	210	96.051	1.152.503	1899.....	259	43.194	231.590
1897.....	217	76.570	1.113.535				

Le classement des grévistes par catégories professionnelles les plus éprouvées fournit le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE de grévistes.	DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE de grévistes.
Tisseurs.....	10.816	Ouvriers des ateliers de chemins de fer.....	3.158
Mineurs et ouvriers des sou- frières.....	9.203	Manœuvres.....	3.001
Cochers de fiacres et employés de tramways.....	4.004	Toutes les autres professions ensemble.....	13.012

(1) D'après les rapports du Consul de France, à Cardiff.

(2) D'après la *Statistica degli Scioperi avvenuti nell'industria e nell'agricoltura durante l'anno 1899*. (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce; Rome, 1901).

Le groupement des grévistes selon les causes et les résultats des grèves fournit le résultat suivant :

MOTIF DES GRÈVES.	NOMBRE de grévistes.	PROPORTION p. o/o.	NOMBRE des grévistes ayant obtenu pour chaque motif					
			Succès	p. o/o.	Trans- actions	p. o/o.	Échec.	p. o/o.
Augmentation de salaires.....	19.539	45,0	3.660	11	9.356	48	6.523	33
Diminution de salaires.....	4.325	10,0	2.263	52	1.209	28	853	20
Réduction de la durée du temps de travail.....	3.631	8,3	2.150	59	1.332	37	149	04
Augmentation de la durée du temps de travail.....	2.384	5,5	484	20	"		1.900	80
Motifs divers.....	13.315	30,5	5.649	42	4.646	35	3.020	23
NOMBRE TOTAL des grévistes.	43.194	99,3	14.206	33	16.543	38	12.445	29

Vote de la loi italienne sur la création d'un office du travail. — La Chambre italienne vient de discuter et de voter le projet de loi concernant la création d'un office du travail (1).

Le nombre des membres du Conseil supérieur du travail est porté à 44 membres, d'une part, par l'introduction de 2 représentants de la Fédération nationale des paysans; d'autre part, par l'élévation de 5 à 7 du nombre des membres choisis par le Gouvernement parmi les ouvriers « et les paysans ».

La Chambre a également voté un ordre du jour exprimant la confiance que le Gouvernement cherchera à s'entendre avec les autres États pour l'« élaboration de « mesures internationales destinées à protéger les intérêts et les personnes des travailleurs. »

LUXEMBOURG.

Le placement gratuit par les bureaux de poste. — Le *Bulletin* de janvier 1901 (p. 42) a décrit en détail cette solution et économique du placement gratuit et a rendu compte des résultats obtenus jusqu'à la fin de l'année 1895.

On trouvera ci-dessous les résultats correspondant à la période 1896-1900. On verra que les services rendus par cette utile institution ont continué de s'accroître sans cesse.

	ANNÉES.				
	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
Demandes d'emploi.....	571	420	389	332	351
Solutions aux demandes.....	680	474	397	309	284
Nombre d'emplois offerts.....	3.094	3.420	4.370	4.564	5.214
Nombre de travailleurs placés.....	3.149	3.444	4.149	4.219	4.894

(1) Voir le Bulletin de décembre 1901.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Les travaux publics en « commandite ». — *Le Journal of the department of Labour* de Nouvelle-Zélande, ⁽¹⁾ publie chaque mois la liste par district et par nature de travaux des ouvriers sans travail employés aux travaux publics dans le système de coopération ouvrière analogue à la « commandite » des typographes et appelé *Co-operative works*. ⁽²⁾ Le nombre des ouvriers employés chaque année s'est élevé de 1892 à 1900, par une progression constante et régulière, de 788 à 3,068 travailleurs (3). En septembre dernier, leur nombre était de 5,334 dont 236 ouvriers de métier et 5,098 manœuvres.

SUISSE.

Loi fédérale sur l'assurance des militaires contre les maladies et les accidents. — Par arrêté du Conseil fédéral est entrée en vigueur, le 11 octobre dernier, la loi du 28 juin 1901 sur l'assurance des militaires contre la maladie et les accidents. Voici les principales dispositions de cette loi :

La Confédération assure :

Contre la maladie et les accidents, les militaires et assimilés de tous grades pendant qu'ils sont au service ;

Contre les conséquences économiques des accidents, survenus dans l'exercice de leurs fonctions, les divers auxiliaires (agents du recrutement, domestiques et ouvriers), ainsi que les membres des sociétés de tir et les participants à des cours militaires préparatoires.

L'assurance s'applique :

1° Aux maladies et accidents survenus pendant le service ou dans l'exercice des fonctions militaires ;

2° Aux maladies et accidents dont sont atteints les assurés en se rendant au service ou en rentrant dans leurs foyers ;

3° Aux maladies résultant du service et constatées par un médecin patenté, dans les trois semaines après l'expiration de la période de service. Passé ce délai, elles ne seront prises en considération que si elles résultent « certainement ou très probablement » du service et si elles sont déclarées dans l'année où elles se sont produites.

Sont déchus du droit aux prestations de l'assurance militaire, les assurés dont les maladies ou les accidents résultent d'une faute grave, d'un acte délictueux ou dolosif, d'une infraction aux règlements, d'une désobéissance, sans préjudice des peines disciplinaires et des poursuites pénales en cas de simulation ou de dol.

En cas d'*infirmité temporaire*, l'assuré a droit à l'entretien et au traitement gratuits dans l'hôpital désigné par l'autorité militaire et à une indemnité de chômage fixée à 5 francs par jour pour les officiers, 3 francs pour les sous-officiers et soldats, pendant les 30 premiers jours de maladie. Passé cette période, l'indemnité journalière est calculée proportionnellement au gain journalier de l'assuré ; elle est de 70 p. 0/0 du gain journalier, en cas d'incapacité totale de travail, et elle est réduite lorsque l'incapacité n'est que partielle. Exceptionnellement et dans des cas spéciaux, elle peut être majorée et atteindre 100 p. 0/0 du gain journalier.

(1) Wellington, New Zealand ; John Mackay government printer.

(2) Voir la description du système dans la publication de l'Office du travail : *Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande*, pages 128 et suivantes.

(3) *Ibidem*.

Lorsque l'assuré a reçu l'ordre ou l'autorisation de se faire soigner à domicile, il reçoit une indemnité journalière fixée à 3 francs pour les officiers et à 2 fr. 50 pour les sous-officiers et soldats. Cette indemnité, dans des cas spéciaux, peut être fixée à un chiffre plus élevé, lorsque les frais de l'assuré dépassent l'indemnité allouée. Le droit à indemnité cesse le jour où l'assuré aurait pu, sans inconvénient, être renvoyé de l'hôpital.

En cas d'*infirmité permanente*, l'assuré reçoit les prestations allouées en cas d'*infirmité temporaire* jusqu'au moment où il est déclaré invalide. Il lui est alloué alors une pension d'*invalidité viagère* ou temporaire. La pension temporaire peut, à l'expiration du délai fixé, si l'infirmité subsiste encore, être renouvelée ou convertie en pension viagère. Le taux de la pension équivaut à 70 p. o/o du gain journalier multiplié par 300. Si l'assuré est totalement infirme et en même temps indigent, elle peut être majorée pour un temps déterminé ou indéterminé jusqu'à concurrence de 100 p. o/o du gain annuel. De même lorsque l'incapacité de travail n'est que partielle, la pension est réduite en proportion. La pension est toujours susceptible d'augmentation, de réduction et même de suppression, lorsque la gravité de l'infirmité se révèle comme notablement différente de celle reconnue jusqu'alors.

Lorsque l'assuré, atteint de maladie ou d'accident, n'avait pas encore le gain d'un adulte, la pension est calculée d'après ce gain sans que celui-ci puisse excéder le gain normal d'une pension de 25 ans.

En cas de mort, les prestations indiquées ci-dessus sont remplacées par une indemnité funéraire (40 francs) et une pension aux parents survivants. Cette pension est de 40 p. o/o du gain annuel pour la veuve et de 65 p. o/o si l'assuré laisse des enfants légitimes ou naturels reconnus âgés de moins de 18 ans. A défaut de veuve ou d'enfants, et si le décès de l'assuré porte un préjudice grave à leur subsistance, le père ou la mère a droit à 20 p. o/o, les deux ensemble à 35 p. o/o du gain annuel du défunt; un frère ou une sœur, jusqu'à 18 ans, à 15 p. o/o; plusieurs frères ou sœurs ensemble, à 25 p. o/o; un grand-père ou une grand-mère, 15 p. o/o; les deux ensemble, à 25 p. o/o. Aussi longtemps qu'ils jouissent de la pension, les parents excluent les frères et sœurs et ceux-ci les grands-parents.

N'ont pas droit à pension, les survivants qui, au moment du décès de l'assuré, étaient de nationalité étrangère et résidaient à l'étranger.

Sont rachetables les pensions d'invalidité ou de survivant dont le montant annuel est inférieur à 100 francs ou dont le titulaire réside à l'étranger. En cas de nouveau mariage, la veuve reçoit en liquidation de sa pension le triple du montant annuel de cette dernière.

Les dépenses résultant de l'assurance militaire sont supportées par la Confédération, sous réserve de recours contre les cantons en cas de service purement cantonal ou local. Il est pourvu aux crédits nécessaires par la voie du budget. Il est institué en outre un capital de couverture pour pourvoir aux pensions dérivant de guerre, d'épidémie, etc., et un fonds de sûreté. La somme inscrite annuellement au budget pour le fonds des invalides ne peut être inférieure à 500,000 francs.

L'assistance des ouvriers sans travail, à Bâle (1). — Après l'échec de l'assurance obligatoire et de l'assurance d'État contre le chômage, après le rejet de la proposition de loi qui organisait ces institutions dans le canton de Bâle, à Zurich et à Saint-Gall, c'est vers l'ouverture de chantiers publics que le gouvernement de cet État se tourne pour remédier au chômage qui paraît prendre des proportions exceptionnelles dans la plupart des industries cet hiver.

Le gouvernement a nommé une grande commission composée d'hommes versés dans les questions d'assistance et de patrons et d'ouvriers des différentes branches d'industrie les plus exposées au chômage. Cette commission a pour mandat de soumettre des propositions sur les meilleurs moyens de parer à la misère des chômeurs, de suivre l'application de ceux qui auront été adoptés et de rendre compte ensuite de l'expérience faite et des observations qu'elle leur aura suggérées. L'État veillera, de son côté, à la mise en train de divers travaux publics et à ce que les

(1) D'après un rapport du Conseil de France à Bâle.

administrations de chemins de fer, qui en exécutent de très importants, occupent le plus de chômeurs qu'il sera possible. A Zurich, le système n'a pas été sans donner lieu à des abus : on a constaté notamment que la disproportion entre les chômeurs étrangers et les nationaux s'accroît d'année en année en faveur des premiers, la générosité des caisses zurichoises les poussant à venir se réfugier dans la ville. Aussi exigera-t-on des participants aux caisses de secours la justification d'un établissement de neuf mois.

Le gouvernement bâlois ne croit pas pouvoir encore se ranger à une proposition qui a été faite, de créer un fonds spécial qui serait alimenté, entre autres, par le versement de la quote-part annuelle que la loi d'assurance rejetée mettait à la charge de l'État et qui servirait à subventionner les caisses d'assurance privées qui pourraient se constituer.

Cependant, et comme pour faire une première expérience du moyen visé, le gouvernement vient d'allouer une subvention à la Caisse d'assistance privée créée l'an dernier par l'Union ouvrière de Bâle.

La Caisse d'assurance libre contre le chômage à Bâle (1). — La Caisse a été fondée par l'Union ouvrière de Bâle le 15 avril 1901, au lendemain du rejet par le peuple bâlois du projet d'assurance obligatoire contre le chômage. Elle comptait au 15 octobre 1901, 657 membres actifs et 83 membres honoraires. Les membres actifs versent 40, 50 ou 60 centimes par mois, selon que leur salaire est de 4 francs ou au-dessous, 4 à 5 francs, ou au-dessus de 5 francs. Peuvent faire partie de la Caisse tous les ouvriers syndiqués ou non demeurant à Bâle, et y travaillant. Les membres honoraires versent 10 francs par an au moins. Au 15 octobre, la Caisse avait un actif de 3.016 francs, dont 1.000 francs de subvention de l'État, 1.010 francs versés par les membres honoraires et 1.006 francs de cotisations (468 cotisations à 0 fr. 40, 1.172 cotisations à 0 fr. 50, et 439 cotisations à 0 fr. 60). Les 657 membres actifs comprenaient 303 ouvriers du bâtiment (tailleurs de pierre, maçons, manœuvres, terrassiers, couvreurs, peintres, plâtriers, potiers), 102 ouvriers du bois, 90 ouvriers du fer, 46 travailleurs de l'alimentation, 68 des industries chimiques, 39 autres ouvriers de métiers et 9 magasiniers, livreurs, etc.

La Caisse est gérée par onze administrateurs, élus par les délégués des chambres syndicales au Comité de l'Union des ouvriers. Chaque membre de la Caisse n'a droit aux secours que six mois après son inscription et quinze jours après sa déclaration de chômage. Le droit au salaire dure au maximum 6, 7 et 8 semaines pour les membres qui font partie de la Caisse depuis 6, 7, 8 mois et davantage. Après un an de sociétariat au moins, le salaire est de 1 fr. 20 par jour et de 1 fr. 50 après deux ans.

L'appel des chômeurs a lieu deux fois par jour. Tout membre absent perd le droit au secours ce jour-là. Le refus d'accepter un travail offert peut enlever le droit au salaire.

Les salaires sont payés chaque semaine, le vendredi.

Du 15 octobre au 15 novembre, la Caisse n'a versé que 30 francs de secours. Ses frais d'administration du 15 avril au 15 octobre ont été de 122 fr. 30.

(1) D'après les statuts et le règlement de la Caisse joints à un rapport du Consul de France à Bâle et d'après un rapport du Secrétariat ouvrier de Bâle (*Berichte des Basler Arbeitersecretariates*, — n° 6, 1901.)

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire en date du 21 février 1900, adressée par le Ministre des Travaux publics aux Préfets, sur les conditions du travail des employés et agents des tramways ou chemins de fer d'intérêt local.

Les conseils généraux et les conseils municipaux ont, à diverses reprises, appelé mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à insérer, dans les cahiers des charges des concessionnaires de tramways ou de chemins de fer d'intérêt local, des clauses destinées à réglementer les conditions du travail des employés et agents.

J'ai constitué une commission en vue d'étudier cette question. Les conclusions de cette commission ont établi très nettement qu'aucune disposition de loi ne s'opposait à l'insertion dans les cahiers des charges de semblables stipulations.

Il convient cependant de surveiller la rédaction de ces clauses avec le souci de les maintenir dans l'esprit des décrets du 10 août et de les mettre en harmonie avec les conditions générales de l'exploitation en cause. Chaque espèce devant faire l'objet d'un examen particulier, je vous invite, lorsque vous serez saisis d'affaires de cette nature, à en référer aussitôt à mon administration.

I. — CONDITIONS DU TRAVAIL SUR LES RÉSEAUX DE TRAMWAYS DE LA RÉGION PARISIENNE (1).

Nous reproduisons tout d'abord le texte des articles 37 *ter* et 37 *quater* du cahier des charges qui règlent les conditions du travail imposées aux concessionnaires des lignes dites de pénétration, concédées par une série de décrets dont les premiers datent du 30 mars 1899.

Ces conditions ont été notablement modifiées en 1900. On se trouve donc en présence de deux types différents qu'il y a lieu de citer chacun *in extenso*. Les conditions les plus caractéristiques sont indiquées en italiques.

On a noté dans un tableau spécial celles des Compagnies de la région parisienne qui ont le premier type, celles qui ont le second, celles qui ont un régime mixte, celles enfin qui n'ont aucune condition de travail à appliquer.

1° PREMIER TYPE OU TYPE DES DÉCRETS DU 30 MARS 1899.

Conditions du travail.

ART. 37 *ter*. — L'exploitation devra être organisée de façon à satisfaire, pour les ouvriers et employés, aux prescriptions suivantes :

Un congé annuel de dix jours, sans retenue de salaire, sera accordé aux ouvriers et employés.

Le salaire intégral leur sera assuré pendant les périodes d'instruction militaire.

Les jours de maladie dûment constatés par un médecin désigné par la Caisse instituée en vertu de l'article 37 *quater* ci-après seront payés dans leur intégralité pendant quatre-vingt-dix jours et pour moitié pendant une seconde période de quatre-vingt-dix jours.

(1) D'après une circulaire du comité central de l'Union des tramways de France. Cf : les conditions du travail des employés du chemin de fer métropolitain, loi du 30 mars 1898. (*Bull.* de juillet 1898, p. 619, et *Bull.* d'août, p. 687); *Idem* les règlements du 14 novembre 1895 et 19 juin 1899 sur les ouvriers des services municipaux de la ville de Paris. (*Bull.* d'octobre 1899, p. 938); *Idem* les décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de l'État et des départements. (*Bull.* d'août 1899, p. 736.)

En cas d'accident survenu dans le travail, l'ouvrier recevra les indemnités fixées par la loi du 9 avril 1898.

L'administration aura toujours le droit d'imposer les mesures de sécurité et d'hygiène reconnues nécessaires.

Une *commission* sera délivrée, sous forme de contrat de louage, à tout employé ou ouvrier majeur des deux sexes ayant accompli *vingt-quatre mois de service*.

Organisation d'un service médical et d'un service d'assurance contre les accidents.

ART. 37 quater. — Le concessionnaire s'oblige :

a) A fournir à tout le personnel ouvrier des *licrets* à la Caisse nationale des retraites, les versements étant constitués à capital aliéné au moyen de 2 p. o/o de retenue sur le salaire des ouvriers et 6 p. o/o versés à leur nom par le concessionnaire;

b) A constituer une *caisse spéciale* qui sera *gérée* par les ouvriers et employés eux-mêmes, et recevra, sur les frais généraux, les allocations nécessaires pour assurer, en cas de maladie ou d'accidents, le service médical et pharmaceutique gratuit dans les limites fixées par l'article 4, paragraphe 2, de la loi du 9 avril 1898 (1).

2° DEUXIÈME TYPE OU TYPE DE 1900.

Conditions du travail.

ART. 37 ter. — Le concessionnaire devra, pour les travaux de construction de la ligne, soit introduire dans les marchés qu'il passera avec des entrepreneurs, soit appliquer lui-même des dispositions semblables aux dispositions insérées dans les cahiers des charges des marchés des travaux publics, par l'application des décrets du 10 août 1899.

Le concessionnaire devra organiser son exploitation de manière à satisfaire aux prescriptions ci-après :

1° Il devra assurer aux ouvriers et employés un *jour de repos* périodique et un *congé annuel* sans que le nombre total des jours de repos et de congé puisse obligatoirement excéder *soixante-quatre par an*;

2° Il ne devra employer que des ouvriers et employés de *nationalité française*;

3° Il devra accorder aux ouvriers et employés un *salaire minimum* de 5 francs par jour de travail effectif ou des appointements de 150 francs par mois. Le salaire intégral sera assuré pendant les périodes d'instruction militaire;

4° La *durée moyenne du travail effectif* ne devra pas dépasser *dix heures* par jour ou *soixante heures* par semaine avec maximum de douze heures par jour, sous réserve des limitations plus strictes qui pourraient être imposées par le préfet de police au point de vue de la sécurité de l'exploitation.

En cas de nécessité absolue, le concessionnaire pourra déroger aux prescriptions ci-dessus avec l'autorisation expresse de l'administration; les *heures de travail supplémentaires* faites dans ces conditions donneront lieu à une majorité de salaire.

Les prescriptions ci-dessus pourront être *révisées* d'accord entre le Ministre et le concessionnaire, les délégués élus par l'ensemble du personnel intéressé ayant été préalablement entendus.

En cas d'accident survenu dans le travail, l'ouvrier recevra les indemnités fixées par la loi du 9 avril 1898. L'administration aura toujours le droit d'imposer les mesures de sécurité et d'hygiène reconnues nécessaires.

(1) « Si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite. »

(2) Les chiffres 2 et 3 du § 2 de l'article 37 ter sont ainsi conçus (nous soulignons les mots qui ne se trouvaient pas dans le texte primitif) :

« 2° Il ne devra employer que des ouvriers et employés de nationalité française;

« 3° Il devra accorder aux ouvriers et employés un *salaire minimum* de 5 francs par jour de travail effectif ou des *appointements* de 150 francs par mois. »

Une commission sera délivrée sous forme de contrat de louage à tout employé ou ouvrier majeur des deux sexes ayant accompli *vingt-quatre mois de services*.

Pour inexécution des dispositions du présent article, le concessionnaire sera passible d'une amende qui sera fixée par le Ministre des Travaux publics et qui sera égale à la somme nécessaire pour indemniser les ouvriers lésés. Si des infractions graves et réitérées étaient constatées, le concessionnaire encourrait la déchéance.

Organisation d'un service médical et d'un service d'assurance contre les accidents.

ART. 37 quater. — Le concessionnaire s'oblige :

(Même rédaction que dans le 37 quater du premier type.)

3° RÉPARTITION DES CONCESSIONNAIRES AU POINT DE VUE DES CONDITIONS DU TRAVAIL.

I. — Compagnies ayant les conditions de travail du premier type, ou type des premières concessions de pénétration (payement du salaire intégral pendant les maladies et congé de dix jours payé, etc., mais ni salaire minimum, ni durée de travail).

1° *Ouest-Parisien*. (Décrets du 30 mars et du 30 août 1899);

2° *Vannes-Paris*. (Décret du 30 mars 1899);

3° *Nogentais*. (Divers décrets en 1899 et 1900, puis décret du 13 septembre 1900, déclarant les articles 37 ter et quater des décrets du 30 mars 1899 applicables à tout le réseau, y compris les concessions antérieures à 1899.)

II. — Compagnies ayant les conditions du travail du deuxième type ou type de la concession Arcueil-Cachan-Luxembourg rectifié (plus de payement des maladies ni des dix jours de congé annuel, mais salaire minimum et durée du travail, etc.).

4° *Rive gauche de Paris*. (Décrets du 30 mars 1899 avec le premier type; puis décret du 5 mars 1900 concédant Arcueil-Cachan, suivi d'un décret du 27 août 1900 modifiant ce dernier type sur un point (1) et l'étendant à la concession de 1899);

5° *Générale Parisienne*. (Décret du 30 mars 1899 concédant Malakoff-Halles avec le premier type; puis décret du 30 avril 1900 déclarant ce dernier cahier de charges applicable à tout le réseau, y compris les concessions antérieures à 1899, mais modifiant l'article 37 ter selon le second type en y apportant déjà la modification indiquée ci-dessus);

6° *Est Parisien*. (Décrets du 30 mars 1899 et 16 mars 1900 concédant neuf lignes avec le premier type; puis décret du 10 décembre 1900 déclarant l'article 37 ter du second type rectifié applicable à tout le réseau, y compris les concessions antérieures à 1899);

7° *M. Peter*. (Décret du 25 septembre 1900 concédant Puteaux-Notre-Dame-de-Lorette);

8° *M. Durand*. (Décret du 25 septembre 1900 concédant Suresnes-La Chapelle et Saint-Ouen-Porte-Maillot.)

III. — Compagnies ayant à la fois des concessions régies par le premier type et des concessions régies par le second.

9° *Nord Parisien*. (Décrets du 30 mars 1899 concédant Épinay-Trinité avec le premier type; puis décret du 25 septembre 1900 concédant avec le second type, d'une part à MM. Durand, Bonnet et Sincholle, d'autre part à M. Grammont, quatre lignes pour l'exploitation desquelles la Compagnie a été substituée à ces concessionnaires.)

IV. — Compagnies ayant à la fois, suivant les lignes, le premier type, le second type et des concessions sans conditions du travail.

10° *Tramways mécaniques des Environs de Paris*. a) Concessions antérieures au 30 mars 1899, Porte-Maillot-Neuilly-Maisons-Laffite-Colombes, Saint-Germain-Poissy, Rueil-Marly-le-Roi, Rueil-Courbevoie, Port-Marly-Saint-Germain, et l'une des concessions du 30 mars 1899, Houilles-Saint-Ouen, le tout sans conditions du travail;

b) Décrets des 30 mars et 5 septembre 1899; Saint-Cloud-Pierrefitte, Saint-Denis-Cimetière de Saint-Ouen : avec le premier type;

c) Décret du 19 juin 1900; Courbevoie-Le Pecq, Le Pecq-Houilles, Rueil-Chatou, Châtou-Montesson, Montesson-Saint-Fargeau : avec le deuxième type, mais avec minimum de salaire de 4 francs et d'appointements de 120 francs seulement.

V. — *Compagnies ayant à la fois, suivant les lignes, le premier type et des concessions sans conditions du travail.*

11° *Tramways de Paris et Département de la Seine.* (Décrets antérieurs au 30 mars 1899, sans conditions de travail. Décrets du 30 mars et 26 août 1899 concédant Neuilly-Saint-James-Saint-Philippe-du-Roule et Saint-Denis-Aubervilliers-Opéra, avec le premier type.)

VI. — *Compagnies n'ayant aucune condition du travail dans leurs cahiers des charges.*

12° *Compagnie générale des Omnibus.* (Tous ses décrets étant d'ailleurs antérieurs à 1899);

13° *Funiculaire de Belleville.* (Tous ses décrets étant du reste antérieurs à 1899);

14° *Paris-Arpajon.* (Tous ses décrets étant du reste antérieurs à 1899);

15° *Chemin de fer du bois de Boulogne.* (Tous ses décrets étant du reste antérieurs à 1899.)

II. — RÉSEAUX URBAINS DE PROVINCE.

1° CAHIERS DES CHARGES.

Parmi les nombreux réseaux de tramways concédés à des communes et rétrocédés par elles à des compagnies, nous n'en relevons qu'un dont le cahier des charges contienne des conditions du travail. C'est celui de *Dijon à Saint-Seine-l'Abbaye* (Décret du 15 mai 1899, articles 38 et 38 bis) :

Le concessionnaire se conformera exactement, pour la *durée du travail* imposé aux divers agents ou sédentaires, aux prescriptions sur la matière adressées par M. le Ministre des travaux publics aux compagnies de chemins de fer d'intérêt général.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer à tous ses agents *commissionnés des retraites* égales, à égalité de traitement, à celles attribuées sur le réseau de la Côte-d'Or par la Compagnie du Sud de la France.

Tout employé sera commissionné ou remercié après un an de stage.

2° CONVENTIONS.

Un grand nombre de traités avec les communes contiennent des dispositions relatives à la *nationalité* du personnel.

Quatre seulement stipulent des conditions du travail, à savoir :

Cette : Convention du 29 juillet 1899 (Décret du 28 décembre 1899);

Nantes : Convention du 8 décembre 1900 (Décret du 27 décembre 1900);

Roanne : Convention du 12 février 1901 (Décret du 24 avril 1901);

Bordeaux : Convention du 10 août 1901 (Décret du 19 août 1901).

Voici l'analyse des clauses contenues dans ces conventions.

a) *Durée maxima du travail.*

Soixante-dix heures par semaine et douze heures par jour. (*Roanne.*)

Dix heures de travail effectif par vingt-quatre heures. (*Bordeaux.*)

b) *Repos.*

Une journée à demi-solde après soixante heures de travail effectif. (*Bordeaux.*)

c) *Congés.*

Douze jours par an rétribués. (*Roanne.*)

d) *Périodes militaires.*

Demi-solde pendant ces périodes aux ouvriers et employés dont le traitement ne dépasse pas 2,000 francs. (*Roanne.*)

e) *Minimum de salaire.*

100 francs par mois. (*Roanne.*)

4 francs par jour pour les conducteurs et manœuvres, 5 francs pour les wattmen et autres employés. (*Bordeaux.*)

f) *Accidents du travail. — Assurances.*

Responsabilité absolue de la Compagnie conformément à la loi du 9 avril 1898 et obligation d'assurer toutes les personnes qu'elle emploiera. (*Roanne.*)

Droit à une demi-journée de salaire pendant toute la durée de l'incapacité, frais de médecin et de médicaments à la charge de la Compagnie. (*Bordeaux.*)

g) *Maladies. — Caisses de secours.*

La caisse est alimentée par : 1° un versement mensuel de 1 fr. 50 par la Compagnie au profit de tout ouvrier ou employé dont le traitement ne dépasse pas 2,000 francs ; 2° le versement mensuel de 1 fr. 50 par les ouvriers et employés. — Participation facultative des ouvriers et employés, dont le traitement dépasse 2,000 francs, à la caisse de secours (versement mensuel de 1 franc par la Compagnie, de 2 francs par l'ouvrier). — La caisse versera, en cas de maladie, demi-salaire ; le médecin et les médicaments sont gratuits. (*Roanne.*)

Organisation, par la Compagnie, d'un service médical gratuit. (*Cette.*)

h) *Caisses de retraites.*

Obligation, pour les ouvriers et employés dont le traitement ne dépasse pas 2,000 francs et se trouvant dans les conditions légales d'âge, de verser à la caisse des retraites 2 p. o/o au moins du salaire. — Obligation par la Compagnie de faire un versement équivalent, ne pouvant dépasser 4 p. o/o des salaires. — Les versements de la Compagnie à la caisse seront de la moitié de la somme déposée par l'ouvrier, sans qu'ils puissent dépasser 2 p. o/o du salaire. (*Roanne.*)

Versement annuel par la Compagnie de 8 p. o/o du montant du salaire de chacun de ses employés ou ouvriers, soit 2 p. o/o de retenue sur le salaire mensuel et 6 p. o/o de contribution de la Compagnie. (*Bordeaux.*)

Obligation de maintenir la caisse de retraites existant avant la nouvelle rétrocession. (*Nantes.*)

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 3 avril 1900, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur la protection des machines actionnées à la main.

La question s'est posée de savoir si la loi du 12 juin 1893 et le règlement d'administration publique du 10 mars 1894 arment les inspecteurs du travail du droit de prescrire la protection des parties dangereuses des machines actionnées à la main dans les ateliers qui n'occupent que des ouvriers adultes. La raison de douter paraissait à quelques-uns de vos collègues résu ter de ce que, à la différence du décret du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, la loi de 1893 et le décret de 1894 ne renferment aucune disposition visant expressément la protection des appareils susmentionnés. Mais il suffit, pour dissiper toute incertitude à cet égard, de rappeler que ce n'est pas dans le décret du 13 mai 1893 que les inspecteurs puisent le droit de faire protéger les machines actionnées à la main. Ce que le décret interdit, c'est d'employer des enfants et des femmes dans des ateliers où se trouvent des machines de ce genre qui ne seraient pas munies de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs. Quant à l'obligation de munir ces appareils d'engins de protection, elle découle des prescriptions de l'article 14 de la loi de 1892 ; or, cet article ayant été presque textuellement reproduit dans l'article 2 de la loi de 1893, il

n'est pas douteux que cette dernière loi donne aux inspecteurs les mêmes pouvoirs que la loi de 1892.

Ce qui le prouve d'une façon péremptoire, c'est que l'article 1^{er} de la loi de 1893 dispose, d'une part, que les prescriptions qu'elle édicte sont applicables aux ateliers de tous genres, qu'ils soient actionnés ou non par un moteur. Quant à l'article 2, il prescrit non seulement d'aménager tous les ateliers, quels qu'ils soient, de manière à garantir la sécurité des travailleurs (§ 2); mais il porte encore (§ 3) que les machines-outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. Enfin, l'article 12 du décret de 1894 porte que toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines seront munies de dispositifs protecteurs et, notamment, que les engrenages seront protégés par des couvre-engrenages. Cet article, à la différence de l'article 10, vise les machines en général sans faire de distinction entre les machines actionnées à la main et celles qui sont mises en mouvement par une force animale ou élémentaire. Les expressions « appareils mécaniques et machines » employées dans la loi, ne s'appliquent pas seulement aux mécanismes mus par une autre force que celle de l'homme, mais à tout instrument propre à imprimer, à communiquer ou transformer un mouvement et, par conséquent, aux machines mues à la main comme aux autres.

Les dispositions ci-dessus rappelées confèrent donc incontestablement aux inspecteurs du travail le pouvoir d'exiger la protection de ces sortes d'appareils dans tous les ateliers sans distinction; et, comme ils sont au nombre des engins qui occasionnent le plus d'accidents et de mutilations, je vous prie de donner aux inspecteurs de votre circonscription l'ordre de prescrire aux propriétaires de ces appareils, si cela n'est déjà fait, de les couvrir d'organes protecteurs dans le plus bref délai possible.

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 10 novembre 1900, adressée aux préfets, sur la constatation des infractions aux lois sur le travail par les officiers de police judiciaire.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, après avoir, dans les premiers paragraphes de l'article 20, chargé les inspecteurs du travail d'en assurer l'exécution, ajoute que ces dispositions ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à ladite loi. La loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs contient une prescription identique (art. 5, § 3).

Il en résulte que tous les officiers de police judiciaire ont qualité pour relever les contraventions à ces lois au même titre que les inspecteurs du travail. J'ajoute que, si les pouvoirs spéciaux qui ont été conférés à ces derniers les désignent plus particulièrement pour assurer l'exécution desdites lois à l'intérieur des établissements industriels, il n'en est pas de même de la constatation des infractions à ces lois qui sont commises en dehors de ces établissements et qui ne peuvent être relevées le plus souvent que par les agents à qui incombe la police de la voie publique.

Aussi un de mes prédécesseurs, en portant, le 10 novembre 1894, à votre connaissance les dispositions du décret du 13 mai 1893 et de l'arrêté du 31 juillet 1894, qui fixent le poids maximum des charges qu'il est permis de faire porter, traîner ou pousser par des jeunes travailleurs de moins de 18 ans, vous rappelait-il que les agents de police dans les villes, les gendarmes et les gardes champêtres dans les campagnes avaient qualité pour relever les contraventions à ces prescriptions qui seraient commises sur la voie publique. Or, aucun procès-verbal, à quelques exceptions près, n'a été jusqu'ici dressé par la police, alors que l'expérience démontre l'extrême fréquence de telles infractions : ce fait semble indiquer que la négligence des agents à user des droits que la loi leur confère compromet gravement la sécurité des jeunes travailleurs placés sous leur protection. Aussi me paraît-il urgent de rappeler aux agents de police dépendant de l'autorité administrative que la loi leur fait un devoir impérieux de dresser procès-verbal contre les contrevenants. Des abus flagrants, qui ont parfois soulevé l'indignation publique, n'ont été suivis d'aucune répression. Un pareil état de choses ne saurait se prolonger. Je vous prie, en conséquence, de faire donner aux agents de police de votre département des ordres formels pour qu'ils veillent à la stricte application des dispositions légales dont vous trouverez ci-après le texte.

Je vous ai adressé, le 6 octobre, un état des appareils de pesage accessibles aux voitures et permettant à ces agents de relever ces infractions. Il leur sera donc facile de faire les constatations nécessaires et de dresser procès-verbal toutes les fois qu'ils se trouveront en présence d'une contravention.

Une autre obligation s'impose non moins impérieusement à leur vigilance. C'est de verbaliser au cas où ils releveraient des infractions aux dispositions impératives de l'article 10 du décret du 13 mai 1893 précité, qui interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

Enfin, c'est pour eux un devoir strict de veiller à l'application régulière de l'article 10 du décret du 10 mars 1894, rendu en exécution de la loi du 13 juin 1893, qui prescrit de munir les échafaudages, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut. Seulement, à la différence des infractions au décret du 13 mai 1893 qui doivent faire l'objet de poursuites immédiates, les contraventions à la disposition précitée du décret de 1894 ne peuvent faire l'objet d'un procès-verbal qu'après une mise en demeure préalable d'avoir à se conformer à la loi, signifiée à l'entrepreneur, et inscrite sur le registre *ad hoc* que celui-ci doit tenir en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.

Il est, d'ailleurs, bien entendu que les agents et officiers de police judiciaire devront, conformément aux instructions ministérielles du 10 novembre 1894, signaler les faits contraventionnels qu'ils auront constatés aux inspecteurs du travail, afin d'éviter que ces derniers ne verbalisent de leur côté à raison des mêmes faits et pour qu'ils puissent tenir compte des procès-verbaux ainsi dressés dans les statistiques envoyées à mon Département. La même observation s'applique aux mises en demeure.

J'attache le plus grand prix, Monsieur le Préfet, à ce que ces instructions reçoivent leur stricte exécution. Elle importe au respect de la législation protectrice des travailleurs qui doivent être l'objet de votre sollicitude.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de me tenir au courant des ordres que vous aurez donnés pour en assurer la rigoureuse application.

EXTRAITS DU DÉCRET DU 13 MAI 1893

RENDU EN EXÉCUTION DES ARTICLES 12 ET 13 DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

ART. 10. — Il est interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

ART. 11. — Les jeunes ouvriers ou ouvrières au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie ne peuvent porter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	10 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans.....	15 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	5 —
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	10 —

Il est interdit de faire traîner ou pousser par lesdits jeunes ouvriers et ouvrières, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

Les conditions d'équivalence des deux genres de travail seront déterminées par arrêté ministériel.

EXTRAITS DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 31 JUILLET 1894

RELATIF AUX SURCHARGES, PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 11 DU DÉCRET DU 13 MAI 1893.

La limite supérieure de la charge qui peut être traînée ou poussée par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, est fixée ainsi qu'il suit, *véhicule compris* :

1° Wagonnets circulant sur voie ferrée :

Garçons au-dessous de 14 ans	300 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans	500 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans	150 —
Ouvrières de 16 à 18 ans	300 —

2° Brouettes :

Garçons de 14 à 18 ans	40 kilogr.
------------------------------	------------

3° Voitures à trois ou quatre roues, dites *placières*, *pousseuses*, *pousse-à-main* :

Garçons au-dessous de 14 ans	35 kilogr.
Garçons de 14 à 18 ans	60 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans	35 —
Ouvrières de 16 à 18 ans	50 —

4° Charrettes à bras, dites *haquets*, *brancards*, *charretons*, *voitures à bras*, etc. :

Garçons de 14 à 18 ans	130 kilogr.
------------------------------	-------------

EXTRAITS DU DÉCRET DU 10 MARS 1894

RENDU EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI DU 12 JUIN 1893.

ART. 10. — Les échafaudages seront munis, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de haut.

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 26 janvier 1901, sur l'application de la loi du 29 décembre 1900, accordant des sièges au personnel féminin dans les magasins.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE,

La loi du 29 décembre 1900, dont vous trouverez le texte annexé à la présente circulaire, édicte une première réglementation du travail des femmes employées dans les magasins, et donne aux attributions des inspecteurs du travail une considérable extension. L'article 1^{er} de cette loi dispose en effet que les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels les marchandises ou objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées. L'article 2 dit expressément : « les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi ; à cet effet, ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er} ». C'est là un événement d'une haute importance. Éclairée par l'expérience des nations voisines, la France entreprend de fixer les conditions du travail dans les magasins. Mon Administration doit se préoccuper, dès aujourd'hui, de remplir avec exactitude la tâche si nécessaire qui va lui incomber.

Ce n'est pas, sans doute, avec l'effectif actuel du personnel de l'inspection, quels que soient l'activité et le dévouement des inspecteurs, que l'on peut espérer faire face à de nouvelles responsabilités : cet effectif est déjà insuffisant pour assurer comme il conviendrait la visite des établissements industriels visés par les lois de 1848, 1892 et 1893. Il n'est pas possible cependant de différer la mise en application de la loi sur les magasins fixée par le législateur au 1^{er} février 1901. La présente circulaire a pour objet : 1° de déterminer l'action immédiate des inspecteurs et de prescrire une enquête détaillée sur le nombre de tournées supplémentaires qui résultera de leurs attributions nouvelles ; 2° de préciser le sens et la portée de divers articles de la loi du 29 décembre 1900.

I.

En attendant que les cadres de l'inspection puissent être accrus en raison des obligations nouvelles que leur impose la loi du 29 décembre, chacun des inspecteurs placés sous vos

ordres sera chargé d'assurer l'exécution de la loi dans les établissements commerciaux dépendant de sa section actuelle. Dans les sections où l'application des lois ouvrières est surveillée concurremment par des inspecteurs et par des inspectrices du travail, cette mission sera tout spécialement dévolue aux inspectrices. Cependant les magasins annexés à tout établissement visé déjà par les lois réglementant le travail seront visités par celui des deux fonctionnaires à qui ressortissait l'inspection de cet établissement.

Les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres devront, au cours de leurs prochaines tournées, opérer d'après ces règles leurs premières visites dans les établissements qui se trouveraient sur leur itinéraire.

A la suite de la circulaire que j'ai adressée aux préfets, à la date du 20 janvier 1901, pour leur prescrire l'affichage de la loi dans les principales communes de leurs départements, les intéressés ont dû être instruits des devoirs qui leur incombent. Si donc certains chefs d'établissements invoquaient leur ignorance de la loi pour se justifier de ne s'être point conformés aux obligations qu'elle édicte, les inspecteurs n'auraient point, en général, à tenir compte d'une semblable excuse. Ils ne devraient user de tolérance que vis-à-vis de ceux qui, sans négligence coupable, auraient été empêchés de se conformer à la loi et qui manifesteraient d'ailleurs l'intention de s'y soumettre dans le plus bref délai.

Afin de connaître d'une manière exacte le nombre et l'importance des établissements dont la surveillance leur incombe, les inspecteurs devront recourir à toutes les sources de renseignements qui sont habituellement à leur disposition. Ils se conformeront notamment aux instructions de ma circulaire, en date du 19 janvier 1900, et ne négligeront pas de se mettre en relation avec les syndicats des professions intéressées à l'application de la loi.

Ils devront ensuite vous adresser, dans un délai de six mois, la liste des établissements commerciaux de leur section qu'ils auront visités avec l'indication du nombre des femmes qui s'y trouvent occupées, et une estimation des autres établissements de même nature.

Lorsque vous aurez centralisé les premiers renseignements fournis par les inspecteurs placés sous vos ordres, relativement au nombre et à l'importance des établissements de votre circonscription, il vous sera facile de me faire connaître l'accroissement du personnel qui sera nécessaire pour faire face aux attributions nouvelles du service. Vos propositions devront s'inspirer de cette préoccupation que le contrôle des établissements

à aucun degré de la tâche supplémentaire qui résultera pour le service de l'application de la loi du 29 décembre 1900. Vous aurez, toutefois, à tenir compte, dans les propositions que vous m'adresserez, du fait que les visites des établissements visés par la loi pourront, le plus souvent, être rapidement faites.

II.

La mise en application de la loi ne me paraît point de nature à soulever de bien sérieuses difficultés d'interprétation. J'appellerai toutefois votre attention sur les points suivants :

a) La loi donne accès aux inspecteurs du travail non seulement dans les magasins ouverts au public, mais encore dans les locaux dépendant de ces magasins, ainsi que dans les magasins où sont seulement manutentionnées des marchandises. J'appelle à ce sujet votre attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que ces locaux et magasins soient visités avec un soin tout particulier. C'est en effet

légales risqueraient, sans votre intervention, d'être le plus souvent méconnues.

b) La loi dispose que les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements visés par son article 1^{er}. Ces établissements sont ceux où se trouve employé un personnel féminin. Or, bien souvent, l'inspecteur ne pourra être renseigné que par sa visite même sur la présence de ce personnel féminin. Il en résulte que si le chef d'établissement refusait à l'inspecteur l'accès de ses magasins ou locaux sous le prétexte qu'en fait aucune femme n'y est occupée, ce dernier devrait conformément à son droit strict dresser procès-verbal, en vertu de l'article 7 de la loi, pour obstacle à l'accomplissement de ses devoirs. L'inspecteur ne peut en effet assurer l'application de la loi du 29 décembre 1900 qu'en ayant accès dans tous les établissements de commerce pour lesquels il ne lui aura pas été formellement prouvé qu'aucune femme n'y est employée.

c) La loi décide que, dans chaque salle, le nombre des sièges devra être égal à celui des femmes qui y sont employées. Il ne faudrait pas comprendre au nombre des sièges, entendus au sens légal, ceux de ces sièges qui seraient à la disposition du public. L'emplacement

même qu'ils occuperont dans le magasin permettra de distinguer, dans la plupart des cas, s'ils sont ou non « à la disposition » du personnel féminin de l'établissement.

d) Des sièges doivent se trouver dans toutes les salles où des femmes seraient appelées, au cours de la même journée, d'une façon habituelle et suivie, à manutentionner des marchandises ou à les offrir au public. Autrement il serait facile d'échapper aux prescriptions légales en réunissant dans une salle unique, sous prétexte d'éviter l'encombrement des comptoirs, tous les sièges destinés aux employées d'un établissement. L'obligation ainsi définie résulte des termes exprès de la loi : « les magasins, boutiques et autres locaux devront être munis, dans chaque salle, d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées ».

Je vous adresse à titre de spécimen un certain nombre d'exemplaires de l'affiche qui, aux termes de l'article 3 de la loi, devra être apposée dans les établissements visés par l'article 1^{er}. Mais il reste entendu que c'est aux industriels intéressés qu'incombe le soin de se procurer les affiches nécessaires et que les exemplaires ci-joints sont uniquement destinés à servir de modèles et, éventuellement, à faire face aux premiers besoins.

Je vous prie de porter cette circulaire à la connaissance des inspecteurs placés sous vos ordres, et de me signaler les difficultés diverses que la mise en pratique de la loi pourrait faire apparaître ainsi que les cas dans lesquels un doute pourrait s'élever sur son application.

Recevez, etc.

Décret du 20 décembre 1901 fixant à 3.50 p. 0/0 le taux de l'intérêt servant au calcul des rentes de la Caisse nationale des retraites.

(J. O. du 25 décembre 1901.)

Décret du 25 décembre 1901 supprimant le conseil des prud'hommes de Villefranche (Rhône).

(J. O. du 7 janvier 1902.)

Décret du 25 décembre 1901 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (1).

(J. O. du 10 janvier 1902.)

ART. 1^{er}. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899 et 22 décembre 1900, est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet 1899, 18 septembre 1899 et 22 décembre 1900 :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Pailles et autres fibres végétales par l'acide sulfureux (Blanchiment des).....	Émanations nuisibles.	2 ^e
Minerais de zinc non sulfureux (Réduction des).....	Bruit et fumées.	3 ^e
Ordures ménagères (Incinération des):		
a) Quels que soient l'état et la quantité traitée journellement.....	Poussières, fumées, odeurs.	1 ^{re}
b) A l'état vert s'il en est traité au plus 150 tonnes par jour, et si leur traitement est opéré sans triage et exécuté dans les vingt-quatre heures de leur apport..	Idem.	2 ^e

(1) Le projet de ce décret a été délibéré et adopté par le Conseil d'État dans sa séance du 12 décembre 1901.

Loi du 2 janvier 1902, relative à la compétence en matière d'assurances.

(J. O. du 7 janvier 1902.)

ART. 1^{er}. — En matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

1° Le domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf l'application de la disposition qui suit :

2° Les immeubles ou les meubles par nature assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature dont sont victimes les personnes ou les animaux, le tout lorsque l'instance est relative à la fixation et au règlement des indemnités dues.

Il n'est pas dérogé aux lois qui régissent les conventions maritimes.

ART. 2. — Toute convention antérieure à la naissance du litige, contraire à la présente loi, sera, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices actuellement en cours, nulle de plein droit.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de décembre 1901, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 décembre 1901. — Dépôt par M. Mirman, d'un rapport sur : 1° la proposition de loi de M. Mirman étendant le bénéfice de la loi sur les accidents du travail à tous les salariés (n° 2027) ; 2° la proposition de loi de M. Ferrette relative à l'extension de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (n° 3352). — (Doc. parl. n° 2799).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 5 décembre 1901. — Dépôt et lecture, par M. Breton (du Cher), d'une proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 2810).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 5 décembre 1901. — Dépôt, par M. J. Goujon, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer. — Déclaration de l'urgence. — Adoption de cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 2811).

————— *Sénat.* — Séance du 6 décembre 1901. — Transmission de cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 440).

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 décembre 1901. — Dépôt et lecture, par M. Ferroul, d'une proposition de loi tendant à autoriser les communes des départements frappés par la crise viticole, à emprunter en dehors des formalités d'usage les sommes nécessaires pour venir en aide, par l'ouverture de chantiers communaux, aux travailleurs réduits au chômage. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la commission de législation fiscale. (Doc. parl. n° 2820).

Conseils du travail. — *Sénat.* — Séance du 19 décembre 1901. — Dépôt, par M. Francis Charmes, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Bérenger relative à l'institution des Conseils facultatifs du travail. (Doc. parl. n° ...).

Hygiène publique. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 décembre 1901. — Dépôt, par M. Borne, au nom de la Commission d'hygiène publique, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 2807).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 16 décembre 1901. — Déclaration de l'urgence et adoption de ce projet de loi.

Journée de huit heures. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 décembre 1901. — Dépôt, par M. Odilon-Barrot, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Basly et plusieurs de ses collègues, tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines. (Doc. parl. n° ...).

Paiement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 24 décembre 1901. — Dépôt, par M. Maxime Lecomte, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires. (Doc. parl. n° 484; J. O. p., ...).

Placement. — *Sénat.* — Séance du 10 décembre 1901. — Dépôt, par M. Ch. Prevet, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions. (Doc. parl. n° 443).

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 décembre 1901. — Dépôt, par M. Audiffred, d'un premier rapport sur: 1° le projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs; 2° la proposition de loi de M. Basly ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement de la caisse des ouvriers mineurs; 3° la proposition de loi de M. de Ramel concernant les caisses de retraite des ouvriers mineurs et des mesures transitoires; 4° la proposition de loi de M. Odilon-Barrot ayant pour but de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement de la caisse de retraite des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° ...).

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 décembre 1901. — Discussion de: 1° La proposition de loi de M. Rouanet tendant à ajouter une disposition à l'article 37 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n° 2661); 2° de la proposition de loi de M. Gauthier (de Clagny) et plusieurs de ses collègues, tendant à assimiler les sociétés de prévoyance dites « Chatelusiennes » aux établissements reconnus d'utilité publique (n° 2705). — Déclaration de l'urgence. — Adoption de cette proposition de loi, sous le titre: Proposition de loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés de prévoyance.

————— *Sénat.* — Séance du 20 décembre 1901. — Communication de cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 471).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis: 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc.; et 2° par les correspondants (1).

Allier. — A Montluçon, dans la *métallurgie*, le travail est toujours en baisse et réduit à 10 et 12 jours par mois pour 4.000 ouvriers environ.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre de 1901.

Bouches-du-Rhône. — Dans l'industrie de la *chaussure*, à Marseille, quoique le travail soit considéré comme moins abondant que l'an dernier à pareille époque, on signale la création d'une nouvelle usine. Les matières premières étant en hausse, les cours des produits fabriqués sont moins rémunérateurs, les prix de façon restant les mêmes. La durée du travail n'a pas changé; elle est en moyenne de 60 heures par semaine.

Calvados. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Lisieux, l'activité du travail est la même que pendant le trimestre précédent. La proportion des ouvriers en chômage peut être évaluée à 50 p. o/o dans l'industrie lainière, avec une journée moyenne de travail de 10 à 11 heures; à 10 p. o/o dans le *bâtiment*, journée moyenne 11 à 12 heures. Dans les industries du *cuir* et de la *chaussure*, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures. Aucune variation dans le taux des salaires pour la généralité des industries.

Côte-d'Or. — Dans la *meunerie*, le travail est ralenti; nombre d'usines ne marchent plus qu'à l'eau, la demande de farines étant faible. Les cours sont moins rémunérateurs que l'an dernier; la durée du travail journalier est en moyenne de 12 heures. La situation actuelle est attribuée aux modifications qui vont être apportées au régime de l'admission temporaire.

Drôme. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Romans, aucun changement appréciable n'est survenu, au cours du 3^e trimestre 1901, dans l'ensemble des industries. La *chapellerie* est toujours calme; la fabrique de *chaussures* montre toujours une assez bonne activité, sans que toutefois le travail soit aussi abondant que l'an dernier; le *bâtiment* est sans activité. Aucune variation à signaler dans le nombre des établissements et du personnel qu'ils occupent. Aucun chômage n'a été constaté dans la fabrique de *chaussures*; seuls le *bâtiment* et la *chapellerie* ont souffert de quelques chômages d'ailleurs peu importants. Aucun changement dans la durée du travail et le taux des salaires.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, dans la *menuiserie*, l'activité du travail est la même que l'an dernier; les cours des produits fabriqués en baisse de 6 à 10 p. o/o, sont moins rémunérateurs que précédemment. La durée du travail est en moyenne de 60 heures par semaine. L'industrie des *voitures publiques* travaille de moins en moins par suite de la concurrence que lui font les omnibus et tramways.

Gironde. — A Bordeaux, la situation est considérée comme très bonne par les intéressés pour la *tonnellerie*. L'accroissement du travail est dû à l'abondance des dernières récoltes. Aucun changement dans le commerce des huiles *minérales* par rapport à l'an dernier.

Hérault. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Cette, aucun changement n'est survenu, au cours du 3^e trimestre, dans la situation générale de l'industrie. Aucune modification n'est à signaler dans la durée du travail et le taux des salaires.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *menuiserie*, le travail est plutôt plus abondant que l'an dernier, aucun chômage; la main-d'œuvre fait défaut, quoique l'outillage mécanique aille en se développant de plus en plus dans la profession. La durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine.

Loire. — Dans la *meunerie* de la région de Roanne, le travail est moins actif que l'année précédente, la récolte du blé dans la région étant défectueuse. La situation de la petite minoterie est de moins en moins favorable. La durée du travail est très variable, elle est souvent contrariée pendant l'été par le manque d'eau, à la suite des sécheresses persistantes de ces dernières années. A Firminy, l'industrie de l'*ameublement* est moins active que l'an dernier à la même époque; les cours des produits sont en hausse d'environ 5 p. o/o par suite de l'augmentation des matières premières. Aucun changement dans la durée du travail, qui est en moyenne de 60 heures par semaine.

Loire (Haute-). — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Saint-Didier-la-Séauve, il n'y a pas eu, au cours du 3^e trimestre 1901, de modification sensible dans l'état

général de l'industrie; l'activité du travail est restée plutôt médiocre. Aucune variation dans le nombre des établissements et l'importance du personnel qu'ils occupent. Le nombre des chômeurs est évalué à 30 p. o/o chez les *tisseurs*; dans les autres professions, il n'y a pas eu de chômage. Aucune variation dans la durée du travail; les prix de façon, sans changement bien notable, tendent plutôt à la baisse.

Loiret. — A Orléans, aucun changement dans le commerce des *bestiaux*. Situation semblable à celle de l'année précédente dans la *charcuterie*, les cours sont cependant en légère hausse. La durée du travail varie dans la profession de 50 à 55 heures par semaine. La main-d'œuvre se fait un peu rare, d'où légère augmentation des salaires. Dans l'arrondissement de Gien, aucun changement dans l'industrie du *bâtiment*.

Maine-et-Loire. — A Angers, augmentation du nombre des établissements dans la *boulangerie*. Les cours sont moins rémunérateurs et les prix de façon en hausse. La durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine.

Marne (Haute). — A Saint-Dizier, dans la *fonderie*, le travail est beaucoup moins abondant que l'an dernier et les cours peu rémunérateurs. Le nombre des établissements en marche n'a pas varié, mais, dans tous, l'activité est restreinte. A Nogent, dans la *boucherie* et *charcuterie*, les cours des produits sont en baisse et moins rémunérateurs.

Meuse. — Dans les *carrières* de pierres de taille de Savonnières, le travail est resté sans changement par rapport à l'an dernier; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine. Main-d'œuvre suffisante, aucun chômage, salaires sans variation.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, aucun changement appréciable sur l'an dernier pour l'industrie de l'*ameublement*, dont l'activité est plutôt faible, 40 à 45 heures de travail par semaine en moyenne. Cette situation est due à la mévente des vins et autres produits agricoles de la région.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN. — Au cours de l'année 1901, le commerce du *bétail* a été très actif pour les races chevaline et mulatière, et régulier pour les races bovine et ovine. La production des *pommes de terre*, dont une grande partie est vendue comme primeur, a été satisfaisante; le commerce des *fruits et primeurs* va en se développant de plus en plus avec des prix de vente rémunérateurs; celui des grains a été fort actif. L'importation des *bois* s'est maintenue aussi élevée qu'en 1900; les fabriques de *bouchons* et *d'espadrilles* ont maintenu leur activité; la fabrication des *manches à jouets* se plaint de la concurrence italienne. Les *carrières de marbres* sont en pleine activité. La fabrication des *merrains* et la *tonnellerie* ont profité du mouvement de vente directe du producteur au consommateur, déterminé par la crise viticole, et qui exige de nombreuses futailles de petite capacité. Elles ont eu de ce fait un développement inespéré et le prix des bois a subi une hausse très marquée. La production *minière* ne marque aucun changement sur l'année 1900. L'industrie *séricicole* reste stationnaire, la production des cocons s'est élevée en 1901 à 28,571 kilogrammes pour le département, en légère augmentation sur les années précédentes. La production est restée active dans les *carrières de talc* mais les prix de vente ont fléchi. Pour les *vins*, la qualité de 1901 est bonne, si la quantité récoltée est moindre qu'en 1900, les cours sont toujours peu rémunérateurs. Pour les *vins doux naturels* et *vins de liqueur*, la production paraît avoir augmentée malgré la concurrence que lui font sur les marchés français les *miellées* étrangères.

Seine. — A Paris, travail considérablement diminué dans la *distillerie* et le commerce en gros des liquides, et diminution du nombre des maisons. Les cours sont en baisse sur 1900, principalement pour l'alcool et surtout le sucre; partie du personnel précédemment occupé a dû être congédiée. Dans la *tonnellerie* (France et Algérie), activité satisfaisante par suite de l'abondance des deux dernières récoltes de vins. La main-d'œuvre a été plutôt recherchée, la durée moyenne du travail est de 70 heures par semaine; les chômages ont été rares. Les salaires, pour lesquels une tendance à la hausse se manifestait au début de la campagne,

sont, d'une façon générale, restés sans changement dans les grands centres, à part la région du Midi, par suite de la concurrence étrangère.

Dans l'industrie des *fleurs et plumes*, le travail est moins actif que l'an dernier. Les cours sont, d'une façon générale, plutôt en baisse, et les prix de façon se ressentent de cette situation. Par rapport au trimestre précédent, il y a augmentation de la durée du travail, et il a été fait en moyenne par semaine : 60 heures dans la fleur, 40 à 60 heures dans la plume. Dans la fabrication du *papier* (ensemble de la France), la situation est considérée comme mauvaise par les intéressés qui estiment que les cours sont moins rémunérateurs, alors que les prix de la main d'œuvre vont toujours en augmentant.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Aucun changement sensible sur le trimestre précédent, les affaires restent toujours calmes dans l'ensemble. Dans la *filature de coton*, les produits fabriqués ont un écoulement pénible et à des prix peu avantageux. Pour le *tissage*, les *rouenneries* et *mouchoirs*, les affaires sont restées difficiles, les transactions avec l'Algérie se sont cependant ranimées. Pour les *indiennes, filés et tissus et teints*, à part le dernier mois du troisième trimestre, pendant lequel quelques affaires ont été traitées avec l'Algérie, les transactions ont manqué d'activité. Pour les *produits chimiques*, la mévente persiste. Dans les *ateliers de construction*, malgré la baisse, les commandes ont été très rares. Pour la *tannerie*, la reprise signalée à la fin du trimestre précédent s'est maintenue et la vente du cuir tanné a été fort active et les cours ont progressé de 7 à 8 p. o/o. D'une façon générale, la situation de la tannerie est bonne et le quatrième trimestre s'annonce bien pour cette industrie. Pour le *commerce des liquides*, la mévente des vins persiste, les *distilleries* restent sans activité. Le trafic du port de Rouen s'est élevé, au cours du troisième trimestre 1901, à 560.282 tonnes à l'entrée, en diminution de 43.284 tonnes sur le chiffre du trimestre correspondant de 1900, en augmentation de 16.512 tonnes sur celui du deuxième trimestre 1901. Quant au chiffre des sorties, il s'élève à 62.892 tonnes, supérieur de 9.017 tonnes à celui du trimestre correspondant de 1900, mais inférieur de 4.207 tonnes aux sorties du deuxième trimestre de 1901.

A Elbeuf, le travail a été sensiblement plus actif que l'an dernier, à pareille époque, dans la *fabrique de tissus*, en particulier pour l'article nouveauté et les étoffes lourdes. L'écoulement des produits fabriqués a été plus facile que précédemment, mais le peu de fixité des cours les a empêchés d'être suffisamment rémunérateurs. Le nombre des établissements n'a pas varié, il en a été de même pour les salaires et pour la durée du travail, qui a été en moyenne de 66 heures par semaine. Il n'y a pas eu ou presque pas de chômage pendant le troisième trimestre.

Seine-et-Marne. — Dans la région de Lagny, le travail a été plus actif que l'an dernier pour le *bâtiment*; le nombre des établissements a augmenté, les prix restent stationnaires. La durée du travail est de 60 heures environ par semaine. Il n'y a pas eu de chômage.

Somme. — Dans l'arrondissement d'Abbeville, les transactions sont très difficiles, malgré la baisse des cours, pour la *serrurerie*. Il en est de même pour la *fonderie de cuivre*, pour laquelle la hausse des matières premières empêche les approvisionnements. Pour la *fonderie de fonte malléable*, l'augmentation de la production rend la recherche des débouchés difficile. La fabrique de *vis en fer* et *cuivre* souffre de la concurrence étrangère.

Vienne. — A Poitiers, travail moins abondant dans la *maréchalerie*; les prix sont stationnaires, la durée du travail est de 78 heures en moyenne par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 décembre.)

Ain. — A Thoiry, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 23 p. o/o de chômeurs, journée de 7 heures, chez ceux de Divonne; plus de moitié de chômeurs, 48 heures par semaine, chez ceux de Montalieu-Vercieu. A Arbent, pas de chômeurs, 72 heures, chez les

tourneurs. A Bellegarde, 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures en moyenne, chez les ouvriers du bâtiment et de l'industrie. A Oyonnax, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; travail moins abondant que l'an dernier, chez les *tullistes*; 11 p. o/o de chômeurs, 32 à 35 heures par semaine, chez les *tullistes en guipures*; travail plus abondant, 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*.

A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Laon, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Saint-Michel, pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*. A Hirson, pas de chômeurs chez les *verriers en bouteille*. A Château-Thierry, pas de changement chez les *typographes*; chômage d'hiver chez les ouvriers du bâtiment. A Chauny, 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; moins de 1 p. o/o de chômeurs, pas de changement, chez ceux de Saint-Mihiel; pas de changement chez ceux de Tergnier.

Allier. — A Moulins, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, aides et cimentiers*. A Montluçon, 8 p. o/o de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*. A Commentry, pas de changement chez les *mineurs*. Pas de changement chez ceux de Bézenet; pas de chômeurs, 54 heures au fond, 63 heures au jour, chez ceux de Doyet; 2 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier, chez ceux de la Croix-de-Montvicq, par suite de l'arrêt des forges de Fourchambault; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Hilaire.

A Vichy, pas de chômeurs, tendance à la hausse, chez les *typographes*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et chez les *menuisiers-ébénistes*; travail moins actif, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 10 p. o/o de chômeurs, travail moins actif que le mois dernier chez les *métallurgistes*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers des établissements *thermaux*; moitié de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*.

A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacière*. A Pouzy-Mésangy, 20 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures, chez les *bûcherons-fendeurs*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lury-Lévy; de même et 48 heures chez ceux de Saint-Ennemond. A Saint-Yorre, 5 p. o/o de chômeurs, 36 heures en moyenne, chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 23 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes-sculpteurs*; pas de chômeurs, 36 heures par semaine, travail plus actif chez les ouvriers *électriciens et mécaniciens*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *fumistes-tôliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs environ chez les ouvriers *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, travail plus actif chez les *plâtriers et stucateurs*; un quart de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 2 p. o/o de chômeurs environ, 63 heures par semaine, chez les *employés de commerce*; 45 p. o/o de chômeurs, 96 heures, chez les *restaurateurs-limonadiers*.

A Cannes, pas de changement chez les *boulangers*; 8 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Menton, pas de chômeurs, 70 heures par semaine environ, y compris les heures supplémentaires, chez les *typographes*; 12 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Aubenas, 6 p. o/o de chômeurs, 35 heures, chez les *plâtriers et peintres*. A Annonay, 4 p. o/o de chômeurs, pas de changement chez les *mégissiers de rivière*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de changement chez les *ferblantiers-zingueurs*. A Serrières, 20 p. o/o

de chômeurs, 3 à 4 jours de travail seulement par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les *typographes* et similaires; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de la *brasserie*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Floing; 13 p. o/o de chômeurs chez ceux de Pourru-aux-Bois. A Francheval, 24 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. Travail moins actif chez les *mouleurs* de Laval-Dieu; pas de changement, 50 à 55 heures, chez ceux de Vrigue-aux-Bois; de même, 50 à 60 heures, chez ceux de Vivier-au-Court. Aux Mazures, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 4 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *filateurs*; 12 p. o/o de chômeurs, 45 heures chez les *bonnetiers*; moins de 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *teinturiers*; 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; 13 p. o/o de chômeurs, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*.

Aude. — A Narbonne, 80 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; travail moins abondant chez les *cordonniers*; travail plus actif chez les *peintres*.

A Carcassonne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières de l'*habillement*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement, 48 heures, chez les *mouleurs*; travail moins actif, 40 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *restaurateurs-limonadiers*. A Sainte-Colombe, pas de changement, travail normal, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 66 heures, travail actif, chez les ouvriers en *peignes*. A Chalabre, travail moins abondant chez les *chapeliers*.

Aveyron. — A Millau, 2 p. o/o de chômeurs, reprise générale, fin de la morte-saison chez les *gantiers*; 35 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Decazville, pas de chômeurs, journée de 12 heures, chez les *métallurgistes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 16 p. o/o de chômeurs, chez les *garçons bouchers-charcutiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; travail plus abondant pour les employés du *gaz*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *conducteurs-imprimeurs*; 8 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers *blanchisseurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *voiliers*; un tiers de chômeurs chez les *cafats* et *perceurs*; moitié de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *forgerons*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *tôliers-fumistes*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers *maçons*; 65 p. o/o de chômeurs, 38 à 40 heures, chez les *maçons limousinants*; 23 p. o/o de chômeurs, chez les ouvriers *carreleurs*; 32 p. o/o de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *mineurs-terrassiers-puisatiers*; pas de chômeurs, travail plus actif que l'an dernier chez les *paveurs* et *dameurs*; 50 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres* en bâtiment; pas de changement, journée moyenne de 16 heures, chez les patrons *borneurs-remorqueurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *chargeurs-camionneurs*; 32 p. o/o de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des *ports et quais*; pas de changement chez les employés de commerce et chez les *représentants et placiers*; 21 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *égoutiers*.

A Aix, 6 p. o/o de chômeurs, 30 à 50 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*. A Aix, pas de changement chez les *typographes*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, un tiers de chômeurs environ, 45 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez ceux de Salon. A Berre, pas de chan-

gement chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Martigues. A Fuveau, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gardanne. A Fontvieille, 13 p. o/o de chômeurs chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 20 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des *ports et docks*. A Falaise, pas de chômeurs, travail plus actif, 72 à 80 heures, chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*.

Cantal. — A Aurillac, grand ralentissement chez les *terrassiers*, *maçons*, *tailleurs de pierre*, *couvreurs*, *zingueurs*, *charpentiers*; 54 heures par semaine chez les *menuisiers*; travail maintenu, 60 heures par semaine, chez les *serruriers*; travail peu abondant chez les *peintres* et *plâtriers*; travail actif chez les ouvriers en *parapluies*, les *galochiers* et *sabotiers*; peu actif chez les *cordonniers*, *ébénistes* et *sabotiers*; travail assez abondant chez les *imprimeurs-lithographes*. A Champagnac, pas de changement chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 71 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; 23 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A la Couronne, pas de chômeurs, chez les *tisseurs en métal*.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Rochefort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. o/o de chômeurs, 105 à 115 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A l'Aumône, pas de changement chez les ouvriers en *glaces*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; travail moins abondant, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs*; 17 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 16 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *voitures*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; travail en baisse, 48 heures par semaine, chez les *maçons*; 60 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 30 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*;

A Vierzon, 23 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *maçons*; un tiers de chômeurs chez les *journaliers*; travail moins actif, journée de 15 à 16 heures, chez les *employés de commerce*. A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *chaufourniers*; travail moins actif que le mois dernier, 54 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier. A Mehun-sur-Yèvre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres sur porcelaine*. A Saint-Amand, pas de changement, 54 heures, chez les *laveuses*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 55 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

A Nérondes, 60 p. o/o de chômeurs, 50 heures, aucun changement chez les ouvriers *agricoles*. A la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant que le mois dernier, chez les *bûcherons*; de même et 54 heures chez ceux de Méry-ès-Bois; pas de chômeurs chez ceux d'Aprémont; 10 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Sancergues. Pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez ceux de Cuffy; pas de changement chez ceux de Vallenay; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois, de Jussy-le-Chaudrier, de Neuville-Barrois. A Dun-sur-Auron, morte-saison chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. o/o de chômeurs, travail plus actif, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Brive, un tiers de chômeurs chez les *couvreurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; 3 p. o/o de chômeurs environ chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. o/o de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûche-rons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*. A Lavaveix, 6 p. o/o de chômeurs, 72 heures, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typographes*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que le mois dernier, chez les *typo-lithographes*; travail moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; travail plus abondant que le mois dernier, 66 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. A Saint-Astier, pas de changement, 48 heures, chez les *chaufourniers*.

Doubs. — A Besançon, travail moins abondant, 40 heures, nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*arsenal*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *ressorts d'horlogerie*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les ouvriers en *meubles*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Pontarlier, pas de changement chez les *typographes*. A Audincourt, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Valentigney; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Beaulieu. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *filateurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Sainte-Suzanne, moins de 2 p. o/o de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *horlogerie*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 66 heures de travail par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *scieurs de bois*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Die, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Bourg-de-Péage, travail peu actif chez les *chapeliers-appropriers*. A Saint-Regist, pas de chômeurs, mais 30 heures seulement de travail par semaine chez les *carriers*. A Saint-Vallier, travail moins actif chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs en porcelaines*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes* et *relieurs*. A Vernon, pas de changement chez les ouvriers des *établissements militaires*. A Louviers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *tisseurs*. A Ezy, pas de chômeurs, mais travail moins actif chez les ouvriers en *peignes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *mécaniciens*; un tiers de chômeurs environ, 42 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *peintres en bâtiment*.

A Dreux, pas de changement chez les *cordonniers*. A Nogent-le-Rotrou, travail plus actif, 60 heures, chez les *typographes*; toujours très actif dans la *chapellerie*; et chez les *chaussonniers*; durée du travail diminuée dans le *bâtiment* à cause de la saison; travail peu abondant dans la *tannerie* et la *corroierie*.

Finistère. — A Brest, 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de

changement chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *charbonniers*; 4 p. o/o de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *déchargeurs*.

A Morlaix, pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*. A Concarneau, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; de même chez ceux d'Audierne. A Lagonna-Daoulas, 30 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Gard. — A Nîmes, travail très actif, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*. A Bes-sèges, pas de changement chez les ouvriers des *luminaires et forges*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 20 p. o/o de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *boulangers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; pas de chômeurs, 60 heures, mais travail peu abondant chez les *métallurgistes*; 20 p. o/o de chômeurs, travail en baisse chez les *maréchaux-ferrants*; 25 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *hommes de peine*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

Gironde. — A Bordeaux, 30 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; 1 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *pâtisseries*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; pas de changement chez les *tailleurs*; 40 p. o/o de chômeurs, 40 heures, chez les *charpentiers de haute-futaie*; 28 p. o/o de chômeurs, 30 heures, chez les *scieurs de long*; pas de changement chez les *vanniers*; travail moins abondant, 54 à 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; pas de changement chez les ouvriers de la *bijouterie et horlogerie*; 60 p. o/o de chômeurs, 30 à 40 heures en moyenne chez les *tailleurs de pierre rava-leurs*; 33 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chô-meurs, 54 heures, chez les *paveurs et cimentiers*; 60 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; moitié de chômeurs chez les *manœuvres du port*; pas de chômeurs chez les *charbonniers-sacquières*; moitié de chômeurs chez les *déménageurs*; 4 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*. Pas de chan-gement, 60 heures, chez les ouvriers du *service des eaux*.

A Libourne, 18 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers de haute-futaie*. A Arcachon, pas de changement chez les *chauffeurs-marins*. A Daignac, pas de changement, 60 heures, chez les *carriers*. A Vayres, pas de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier, chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, chômage complet chez les *jardiniers fleuristes*; 16 p. o/o de chômeurs, 75 heures par semaine, chez les ouvriers *boulangers*; 15 p. o/o de chômeurs, tra-vail en diminution chez les *cuisiniers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 80 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 90 p. o/o de chô-meurs chez les *manœuvres et hommes de peine*; pas de changement chez les *commis et em-ployés*.

A Béziers, pas de changement chez les *tapissiers*. A Cètte, pas de chômeurs, journée de 10 heures, chez les *typo-lithographes*; diminution de la durée du travail, 51 heures, chez les ouvriers en *bois merrains*. A Graissessac, 16 p. o/o de chômeurs, 52 heures chez les *mineurs*. A Mèze, pas de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *marins-pêcheurs*. A Vic-les-Étangs, travail moins abondant que l'an dernier, 35 heures, chez les ouvriers *agriculteurs*; moitié de chômeurs, 36 heures, chez ceux de Mèze; pas de changement, 42 heures, chez ceux de Mar-sillargues; trois quarts de chômeurs chez ceux de Courmonterral.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 5 jours seulement de travail par semaine, chez les *cha-peliers-appropriateurs*; pas de chômeurs, 51 heures, travail actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'indus-trie du cuir, pas de chômeurs, 54 heures chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs, 43 heures, chez les *plâtriers*.

A Fougères, moins de 1 p. o/o de chômeurs, 66 à 72 heures, travail maintenu chez les cordonniers, pas de changement, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 48 heures chez les couvreurs.

Indre. — A Châteauroux, 2 p. o/o de chômeurs, 60 à 60 heures de travail par semaine chez les ouvriers en chaussures, pas de chômeurs, chez les ouvriers en draps; pas de chômeurs, 60 heures, chez les galochiers-sabotiers, moitié de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, chez les ouvriers boulangers; 22 p. o/o de chômeurs chez les tanneurs et cordonniers; pas de chômeurs chez les ébénistes; 10 p. o/o de chômeurs chez les ferblantiers-zingueurs. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures, chez les tanneurs-corroyeurs; pas de chômeurs, 84 heures, travail plus actif chez les cordonniers-galochiers; 70 o/o de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers en bâtiment.

Isère. — A Grenoble travail plus actif chez les teinturiers en peaux; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les imprimeurs-lithographes; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les ponceurs-doleurs en peaux; nombreux chômeurs, 36 heures chez les peintres; pas de chômeurs chez les artistes-musiciens.

A Vienne, un tiers de chômeurs chez les ouvriers textiles; travail moins actif, 42 à 60 heures, chez les mouleurs. A Izeaux, 13 p. o/o de chômeurs chez les cordonniers; reprise du travail pour le cousu-machine; toujours peu d'activité dans le cousu-main. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les mineurs. A Bouvesse-Quirieu, 18 p. o/o de chômeurs chez les carriers. A Bourgoin, situation sans changement chez les mécaniciens. A Gières, pas de chômeurs, chez les qantiers. A Vinay, pas de changement chez les ouvriers naciens. A Rives, pas de changement chez les métallurgistes. A Parmilieu, 45 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre; 30 p. o/o de chômeurs chez ceux de Montaliou-Vercieu.

Jura. — A Lons-le-Saunier, 6 p. o/o de chômeurs chez les typographes. A Dôle, travail moins abondant que le mois dernier chez les typographes; travail très actif chez les lithographes.

Landes. — A Dax, pas de changement chez les mouleurs; 1 p. o/o de chômeurs environ chez les employés de commerce. A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les mécaniciens.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 60 heures et 66 heures par semaine, chez les ouvriers en draps; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 90 à 95 heures de travail par semaine chez les tripiers-boyaudiers; pas de changement chez les boulangers; 10 p. o/o de chômeurs, 70 heures chez les selliers-bourrelliers; chez les passementiers, travail plus actif pour le ruban, moins actif pour le velours; pas de changement chez les chefs d'ateliers rubaniers; travail moins abondant, 35 à 40 heures chez les charpentiers; 10 p. o/o de chômeurs, 50 à 60 heures chez les métallurgistes; par suite de la crise actuelle, certains de ces derniers ne font que 12 à 15 journées par mois. 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les aiguiseurs-polisseurs; pas de changement chez les ouvriers de la manufacture d'armes et chez les armuriers; 20 p. o/o de chômeurs chez les maréchaux ferrants; pas de changement chez les tailleurs de pierre; travail plus actif que le mois dernier chez les voyageurs et représentants du commerce.

A Roanne, nombreux chômeurs, 35 à 40 heures chez les charpentiers; travail moins abondant chez les mouleurs; un tiers de chômeurs chez les maçons et couvreurs; pas de chômeurs chez les enfourneurs en poterie; à la Gresle, pas de chômeurs chez les tisseurs; 5 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail assez abondant chez ceux de Saint-Rambert, pas de changement chez ceux des Barques. A Terrenoire, pas de chômeurs chez les passementiers; 40 p. o/o de chômeurs, travail plus actif chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 36 heures, chez les chefs d'ateliers rubaniers. A Rive-de-Gier, pas de changement chez les verriers à vitres. A La Talaudière, pas de chômeurs chez les mineurs; de même chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds. A Firminy, 9 p. o/o de chômeurs, 45 heures

en moyenne chez les *métallurgistes*; travail moins actif chez ceux de Saint-Chamond. A Chazelle-sur-Lyon, 2 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *cordonniers*. A Vergongheon, pas de changement, 66 heures chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômage chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *lithographes*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 7 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, chez les *chaudronniers*; de même et 60 heures, chez les *modelleurs-mécaniciens*; 5 o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement, chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *granitiers*; pas de changement, chez les *peintres*.

A Saint-Nazaire, 30 p. o/o de chômeurs, chez les ouvriers *boulangers*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*, pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs* de machines à vapeur; pas de chômeurs, 54 heures, travail plus actif, chez les *ouvriers du port*.

Loiret. — A Orléans, 20 p. o/o de chômeurs les *ouvriers boulangers*, 6 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; un quart de chômeurs, journée de 8 à 9 heures chez les *cordonniers-bottiers*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. o/o de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *maçons*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; 12 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *cantonniers*.

A Gien, 16 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *bûcherons*; pas de changement chez ceux de Thou; pas de chômeurs, 42 heures, chez ceux de Chevilly.

Lot. — A Cahors, 40 o/o de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *peintres et tapissiers*. A Souillac, pas de changement chez les *lançons et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *bouchers-charcutiers*; 9 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 heures, toujours nombreux chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; 22 p. o/o de chômeurs, travail plus actif que l'an dernier, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*, travail moins abondant, 54 heures, chez les *peintres*; 13 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 5 p. o/o de chômeurs, 112 heures chez les *limonadiers*.

A Villeneuve-sur-Lot, 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; à Lavardac, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boucheonniers*. A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 66 heures chez les *coupeurs en chaussures*; un quart de chômeurs chez les *peigneurs de chaux*; pas de chômeurs, situation toujours difficile pour les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *galochiers-sabotiers*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens-ajusteurs*; pas de changement chez les *employés*.

A Cholet, pas de chômeurs, 48 heures chez les *charpentiers*, pas de changement chez les *menuisiers*. A Gâté, 12 p. o/o de chômeurs, travail peu abondant, prix de façon en baisse chez les *tisserands*; pas de changement chez ceux de la Séguinière; 6 p. o/o de chômeurs, chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs chez ceux de la Tessoualle. A Saumur, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carrossiers*; pas de changement chez les employés de commerce.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 65 à 70 heures par semaine, chez les *typographes*.

A Reims, 2 p. o/o environ de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les travailleurs de l'industrie *lainière*; pas de changement, 53 et 65 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; travail moins abondant, 48 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. o/o de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *imprimeurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Fismes, chômage général, chez les ouvriers en *pelletteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, moitié de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 20 p. o/o de chômeurs, travail un peu plus actif que le mois dernier, chez les travailleurs de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 9 p. o/o de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Renazé, travail moins abondant que l'an dernier, fermeture d'un établissement, chez les *ardoisiers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; un quart de chômeurs, légère reprise, chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, chez les *tailleurs* et chez les ouvriers du *vêtement* et de l'*habillement*; pas de chômeurs, 48 à 72 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *limes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; moitié de chômeurs environ, journée de 8 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *ravaleurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* et *comptables*.

A Frouard, pas de chômeurs, mais 5 jours seulement de travail, chez les *mineurs*; 2 p. o/o de chômeurs chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Gobbranchettes et de Marbach; de même et 45 heures chez ceux de Chavigny; pas de changement chez ceux de Jœuf; un quart de chômeurs chez ceux de Bouxières-aux-Chênes. A Saint-Nicolas, un tiers de chômeurs chez les ouvriers des *industries chimiques*.

Meuse. — A Bar-le-Duc, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Lérrouville, pas de chômeurs, 48 heures, travail toujours très actif, chez les *carriers*. (On demande toujours des ouvriers carriers français à 0 fr. 45 et 0 fr. 55 l'heure.) A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Sarzeau, chômage général, chez les *ferblantiers-boîtiers*, la pêche de la sardine étant terminée. A Lorient, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A La Perrière, pas de changement chez les *galochiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; pas de changement chez les *sabotiers*; 30 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A La Charité, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; nombreux chômeurs chez ceux de Decize.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez ceux de La Chapelle-Saint-André, Saint-Verain, Trois-Vèvres et des Loges-de-Montavon. A Entrains, pas de changement chez les ouvriers des *bois*; de même chez ceux de Ciez, de Buzey, de Perroy-d'Aquin, de Menou et de Billy.

Nord. — A Lille, 15 p. o/o de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers*; moins de 1 o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *confiseurs-chocolatiers*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; 4 p. o/o de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier, chez les *typographes*; pas de changement chez les *filateurs de coton*; pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier, chez les *tisserands*; 11 p. o/o de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; travail moins actif, 45 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômage chez les ouvriers de l'*habillement* et du *campement*; moins de 1 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; pas de

changement chez les ouvriers en métaux; 10 p. o/o de chômeurs, 58 heures, chez les serruriers-poêliers; 38 p. o/o de chômeurs chez les sculpteurs; moitié de chômeurs environ chez les terrassiers et démolisseurs; 3 p. o/o de chômeurs, chez les voyageurs et employés de commerce.

A Fresnes, pas de changement chez les verriers à vitres; pas de chômeurs chez les verriers de Lourches. A Fellerries, pas de chômeurs chez les tourneurs sur bois. A Cambrai, pas de changement chez les mouleurs. A Croix, nombreux chômeurs chez les mouleurs. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les marbriers. A Roubaix, 13 p. o/o de chômeurs, 35 heures, chez les ouvriers du lissage; pas de changement chez les mouleurs; pas de chômeurs chez les ferblantiers-zingueurs; arrêt du travail chez les maçons.

A Dunkerque, 20 p. o/o de chômeurs, journée de 15 heures en moyenne, chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 heures chez les charpentiers de navires; pas de chômeurs chez les charpentiers et menuisiers; pas de changement chez les tonneliers; pas de chômeurs, 48 à 80 heures, chez les métallurgistes; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers maçons; 15 p. o/o de chômeurs chez les plafonneurs; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. A Armentières, 1 p. o/o de chômeurs environ chez les charpentiers et menuisiers; 9 p. o/o de chômeurs, 57 heures, chez ceux de Roubaix. A Valenciennes, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les typo-lithographes. A Maubeuge, 10 p. o/o de chômeurs, travail moins actif, chez les métallurgistes; pas de changement chez ceux de Saint-Amand et d'Onnaing; de même et 52 heures chez ceux d'Haumont.

A Tourcoing, travail peu actif dans le triage et peignage, par défaut de matière première; 4 à 5 jours seulement de travail dans la préparation; dans la filature, une maison, occupant de 400 à 500 ouvriers, a fermé; beaucoup d'ouvriers ne travaillent que 4 jours par semaine; dans la retorderie, le travail est peu actif, 30 à 36 heures seulement par semaine; de même dans le piquage; la légère reprise signalée le mois dernier, ne s'est pas maintenue dans le tissage, qui ne travaille en moyenne que 30 à 40 heures par semaine. Travail moins abondant que le mois dernier, chez les tisserands de Saulzoir; de même chez ceux de Linselles; 10 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Wignehies, 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile; pas de changement chez ceux d'Houplines et de Neuville; travail plus actif, 66 heures, chez ceux de Saint-Souplet. Au Cateau, pas de chômeurs, chez les tisseurs; A Marly, pas de changement, 63 heures, chez les imprimeurs en tissus. A Caudry, pas de chômeurs, 62 heures, chez les tullistes. A Comines, travail plus actif chez les rubaniers.

Oise. — A Beauvais, 10 p. o/o de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs, 63 à 66 heures chez les cordonniers; 40 p. o/o de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les menuisiers. A Crépy, un tiers de chômeurs environ, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment; 10 p. o/o de chômeurs, 69 heures, chez ceux de Creil.

A Tracy-le-Mont, 15 o/o de chômeurs chez les brossiers; 5 o/o de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Béthisy. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les tabletiers. A Hermes, 6 o/o de chômeurs chez les scieurs à la mécanique. A La Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les layetiers. A Méru, travail plus actif, 66 heures chez les ouvriers boutonnières. A Cressonsacq, 6 o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers agricoles. A Montataire, 20 o/o de chômeurs, 60 heures chez les mouleurs.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 48 à 54 heures par semaine, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; nombreux chômeurs chez les maçons; 22 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les plâtriers; 9 o/o de chômeurs, 48 heures chez les couvreurs. A Flers, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie cotonnière; pas de chômeurs, 66 heures, chez les mouleurs.

Pas-de-Calais. — A Calais, travail plus actif que l'an dernier, chez les boulangers; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; 5 p. o/o de chômeurs, 52 heures, chez les tullistes; pas de chômeurs, 40 à 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Marquise, travail peu actif, 35 à 40 heures, chez les mouleurs. A Lens, pas de changement, 54 heures, chez les mineurs. A Montreuil, pas de changement, 60 heures, chez les typographes. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les typographes; pas de changement, 65 heures, chez les tonneliers; 13 o/o de chômeurs, chez les mécaniciens-navi-gateurs. A Esquermes, pas de changement chez les poudriers.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 33 p. o/o de chômeurs, travail moins actif (saison d'hiver) chez les *cuisiniers*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; pas de changement chez les ouvriers et ouvrières des manufactures de *caoutchouc*; 5 p. o/o de chômeurs, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les employés civils de l'*artillerie* et du *génie*; 12 o/o chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*.

A Riom, 23 p. o/o de chômeurs, journée de 8 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers des *tabacs*. A Saint-Éloy, pas de changement chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*.

A Bayonne, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail maintenu, chez les *tapissiers*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Boucau, pas de chômeurs chez les ouvriers des *forges*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; de même chez les ouvriers *mécaniciens* et chez les ouvriers de l'*atelier de construction de l'artillerie*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 30 p. o/o de chômeurs et travail en diminution par rapport à l'an et au mois, chez les *cuisiniers*. A Rivesaltes, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*; deux tiers de chômeurs chez ceux de Canohès; nombreux chômeurs chez ceux de Claira.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de changement, 48 heures chez les *peintres*. A Giromagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Rougegoutte.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *chocolatiers*; 3 p. o/o de chômeurs chez les employés *photographes*; pas de changement chez les *chevriers-maroquiniers*; 20 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 30 à 40 heures seulement par semaine chez les *cordonniers du cousu-main*; 9 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *piqueurs* et *liseurs de dessins*; 6 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*; travail très abondant chez les *tullistes à la chaîne*. Pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 75 heures chez les *tailleurs*; 6 p. o/o de chômeurs; 50 à 55 heures chez les *chapeliers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *machinistes sur bois*; travail plus actif, 50 à 60 heures, chez les *menuisiers en sièges*; moitié de chômeurs, 40 à 48 heures chez les ouvriers *mécaniciens*; 4 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers *bronziers*; pas de changement chez les *litiers*. Pas de changement chez les ouvriers de l'*horlogerie* et de la *bijouterie*. Pas de chômeurs, 48 à 54 heures chez les *paveurs*, *dresseurs* et *piqueurs de grès*; 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers *cimentiers*; 45 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *brique-tiers*; léger ralentissement du travail chez les employés des tramways; pas de changement chez les *camionneurs*. Pas de chômeurs, 48 heures chez les *cantonniers* et *égoutiers*.

A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *travailleurs-manouvriers*. A Grandris, chez les *tisseurs*, même activité pour le *tissage de cotonnades*; reprise générale pour la *soierie*. A Thizy, pas de changement, 66 heures chez les *tisseurs*. A Grigny, pas de chômeurs, mais travail moins abondant que le mois dernier chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Héricourt, 10 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers de l'*industrie textile*. A Plancher-les-Mines, 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement, 60 heures chez les ouvriers sur *cuière*. A Chalon, pas de chômeurs, travail très actif, manque de main d'œuvre, 65 à 70 heures chez les *sabotiers*. A Digoin, pas de changement, 60 heures chez les *faïenciers*. A Autun, pas de chômeurs, 66 heures chez les *ébénistes* et *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers en *sièges* de Tournus.

A Saint-Léger-sur-Dheune, 6 p. o/o de chômeurs chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de changement chez les *mineurs*; travail plus actif, 72 heures chez ceux de Tavernay. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail moins abondant, 60 heures en moyenne chez les *métallurgistes*. A Nanton, pas de chômeurs, 50 heures chez les *carriers*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, mais 25 heures seulement à cause de la saison chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs chez les ouvriers *tuiliers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 60 p. o/o de chômeurs, 42 heures chez les *charpentiers*; 21 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; deux tiers de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*. A la Flèche, pas de chômeurs, 66 heures chez les *galochiers*. A Château-du-Loir, pas de changement, 72 heures chez les *tanneurs*. A Vabraye, 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, 10 p. o/o de chômeurs, 54 et 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail un peu ralenti chez les *serruriers-mécaniciens*; deux tiers de chômeurs environ chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 45 heures chez les *plâtriers* et *peintres*. A Arvillard, travail moins abondant que le mois dernier chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *galochiers*; moitié de chômeurs, 48 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, travail plus actif chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 1 p. o/o de chômeurs, 66 heures chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 8 p. o/o de chômeurs environ chez les ouvriers *boulangers*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *échaudeurs*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *charcutiers*; travail abondant, 2 p. o/o de chômeurs environ chez les ouvriers *confiseurs*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *travailleurs et allumeurs du gaz*; 1 p. o/o de chômeurs environ, travail moins abondant chez les *papetiers* et *régleurs*; pas de chômage chez les *brocheuses des journaux officiels*.

2 p. o/o de chômeurs environ, 60 heures chez les *lithographes* (Union); 7 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail plus actif, pleine saison chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 7 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *graineurs-lithographes*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 12 p. o/o de chômeurs, 54 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*; 3 p. o/o de chômeurs, chez les *chromistes de la photogravure*; travail plus actif que le mois dernier chez les *opérateurs-bitumiers de la photogravure*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs* (Gutenberg).

4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *cheveau glacé*; pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir*. Pas de changement chez les *mégissiers*; 3 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *selliers de l'article de chasse*; 3 p. o/o de chômeurs, 66 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les *doreurs sur cuir*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *talonniers*; pas de changement chez les *gautiers*.

7 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant chez les *tisseurs en tous genres*; 18 p. o/o de chômeurs, 40 heures travail moins actif chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail moins abondant que l'an dernier, 60 heures chez les *passementiers à la main*; 16 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les *façonniers-passementiers*. Pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvrières et ouvriers *tailleurs*; journées incomplètes chez les *couturières*; 3 p. o/o de chômeurs environ, 56 heures chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les *casquettiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers

en *chapeaux de soie*; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; 28 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 22 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les ouvrières en *chapeaux mécaniques*.

11 p. o/o de chômeurs, 56 heures chez les *scieurs-découpeurs à la mécanique*; 5 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *monteurs en sièges*; 16 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *ébénistes de la photographie*; 18 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *tourneurs* en procédés de queues de billard; 40 p. o/o de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *doreurs sur bois*; situation meilleure que le mois dernier, 65 heures chez les ouvriers de la *marqueterie*; de même et 58 heures chez les ouvriers de la *brosserie* pour peinture; travail plus actif, 66 heures chez les *souffletiers*.

11 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service* et *contremaitres* des industries *métallurgiques*; pas de chômeurs chez les *lamineurs*; 9 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers de la mécanique industrielle et scientifique*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*; pas de chômeurs chez les *bronzeurs-galaniseurs*; pas de changement chez les *tourneurs-robinettiers*; 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la *poterie d'étain*; pas de changement chez les *trombonistes*; 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; pas de changement chez les *balanciers*; 2 p. o/o de chômeurs, travail plus actif chez les *bijoutiers en argent et or doublé*; pas de chômeurs, mais travail moins actif quoique en pleine saison chez les *graveurs et ciseleurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de chômeurs chez les *ouvriers opticiens*.

Nombreux chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 30 à 40 heures chez les *graveurs de cimetière*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*, moitié de chômeurs, 30 à 40 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; un tiers de chômeurs environ chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; 15 p. o/o de chômeurs chez les *cimentiers*; nombreux chômeurs chez les *paveurs*; 4 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier chez les *bitumiers-asphalteurs*; 20 p. o/o de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers maçons*; 35 p. o/o de chômeurs, 42 heures environ chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *metteurs en couleurs*.

Moins de 1 p. o/o de chômeurs, 77 heures chez les *mécaniciens* de la *Compagnie des omnibus*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des tramways électriques de la rive gauche*; pas de chômeurs chez les *employés des tramways* de Paris et de la Seine; de même chez les *receveurs* et *pontoniers des bateaux-parisiens*; pas de changement chez les *camionneurs* et *cochers de grande remise*. Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*; un tiers de chômeurs chez les *employés de l'alimentation*; 23 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de changement chez les *employés d'hôtels*, chez les *limonadiers-restaurateurs* et les *garçons laitiers*; 1 p. o/o de chômeurs environ chez les *gens de maison* et dans le *personnel des maisons bourgeoises*.

Moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; pas de changement chez les *employés des bureaux de placement autorisés*; 5 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*; 9 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*; 1 p. o/o de chômeurs chez les *clerks d'haissier*; pas de changement chez les *caissières-comptables*, chez les *placiers en fleurs et plumes*, chez les *représentants de la bijouterie*; 5 p. o/o de chômeurs environ chez les *sténographes* (Alliance). Moins de 1 p. o/o chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*.

A Maisons-Alfort, pas de chômeurs chez les *marailleurs*. A Courbevoie, travail plus abondant que le mois dernier, 75 à 80 heures chez les *blanchisseurs*; pas de changement, 60 à 70 heures chez ceux d'Arcueil. A Villemonble, pas de chômeurs, 48 heures chez les *jardiniers*; 35 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de la terre* de Vitry. A Ivry, période d'activité du travail chez les *ouvriers en pompes*. A Clamart, pas de chômeurs, reprise du travail chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Aubervilliers, moitié de chômeurs environ chez les *maçons*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*, à Noisy-le-Sec; 25 p. o/o de chômeurs chez ceux de Courbevoie. A Levallois, pas de chômeurs, 42 heures chez les *peintres*. Au Kremlin, pas de changement chez les *argileurs-mineurs*. A Malakoff, pas de changement chez les *employés des tramways*. A Puteaux, pas de changement chez les *employés de l'atelier de construction*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail plus actif, 66 heures chez les *travailleurs de*

l'industrie cotonnière; travail moins actif, 44 heures chez les *teinturiers-apprêteurs*; 30 p. o/o de chômeurs, 40 heures chez les *charpentiers*; 23 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; 10 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 25 p. o/o de chômeurs, 32 à 48 heures chez les *constructeurs-mécaniciens*; 18 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *maçons et plâtriers*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; un tiers de chômeurs environ chez les *charretiers-lieurs*; pas de changement chez les *mariniers* de la Basse-Seine; 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés*.

Au Havre, 10 p. o/o de chômeurs, 63 heures (travail moins abondant pour les *huiliers*) chez les *huiliers, pétroliers et saconniers*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *voiliers*; 11 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*; 40 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *ajusteurs-électriciens*; 20 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *chaudronniers-formeurs en tôles*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures chez les *modelleurs pour fonderies*; 28 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*; 60 p. o/o de chômeurs, 50 heures chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; travail moins actif chez les *marins de la grande pêche*; travail actif chez les *camionneurs*; pas de changement chez les *journaliers des docks* et les *charbonniers du port*.

A Elbeuf, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 40 p. o/o de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*. A Bolbec, pas de changement chez les ouvriers *cotonniers*; de même et 66 heures chez ceux de Lillebonne. A Deville, 17 p. o/o de chômeurs, 64 heures chez les *métallurgistes*; A Arques, travail moins actif que le mois dernier chez les *menuisiers*.

Seine-et-Marne. — A Souppes, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; 13 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* de Bécard.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 45 à 50 heures, chez les *scieurs-découpeurs à la mécanique*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, journée de 11 heures, chez les *maréchaux*; 60 p. o/o de chômeurs chez les *maçons-tailleurs et scieurs de pierre*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; de même et 66 heures chez ceux d'Essonne. A Saint-Leu, 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Ruil, 8 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*. A Sèvres, pas de changement chez les *blanchisseurs*; 25 p. o/o de chômeurs, 50 à 55 heures chez ceux de Chaville. A Bonnières, pas de chômeurs chez les *raffineurs de pétrole*. A Saint-Germain, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif, 42 heures, chez les *menuisiers*. A Argenteuil, 37 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, un tiers de chômeurs, légère reprise cependant chez les *gantiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A Melle, pas de changement chez les *typographes*. A Moulins, moitié de chômeurs environ chez les *tisserands*. A la Rampierre-de-Saint-Laurs, 2 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *tisseurs*; 2 p. o/o de chômeurs, 45 heures, chez les *coupeurs et tailleurs*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; 28 p. o/o de chômeurs, 47 heures, chez les *menuisiers*; 28 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 15 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers en bâtiment*.

A Abbeville, travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fréville-Escarbotin, pas de changement chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, 15 p. o/o de chômeurs, 70 à 75 heures de travail par semaine, chez les ouvriers *boulangers*; pas de changement, 30 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; 40 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *verriers*.

A la Bastide-Rouairoux, 28 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

A Graulhet, pas de changement chez les *moutonniers*. A Carmaux, travail plus actif que l'an dernier chez les *menuisiers*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez ceux de Mazamet.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs chez les *balaitiers*.

Var. — A Draguignan, 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Toulon, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; travail moins actif, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers en fer*; pas de chômeurs chez les *travailleurs du port*; 20 p. o/o de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les ouvriers *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-plombiers*.

A l'Isle, pas de chômeurs chez les *cantonniers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, travail moins actif que l'an dernier chez les *carriers*. A Caderousse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*. A Valréas, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les ouvriers sur *cuivre*. A Pertuis, travail plus abondant chez les *cordonniers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, nombreux chômeurs chez les ouvriers *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Évrunes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands*; travail peu actif chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvre; 4 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez ceux des Épesses. A Faymoreau, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Vienne. — A Poitiers, 5 p. o/o de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *serruriers*; 28 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 15 p. o/o de chômeurs, 90 à 100 heures en moyenne par semaine, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *imprimeurs-conducteurs*; 3 p. o/o de chômeurs, 50 à 56 heures en moyenne, tendance à la reprise du travail, chez les ouvriers et ouvrières de la *cordonnerie*; 10 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers et manœuvres*; deux tiers de chômeurs chez les *maçons*. Pas de changement chez les *peintres sur porcelaines*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs-céramistes*; 7 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les *porcelainiers*. Pas de chômeurs, 77 heures, chez les employés des *trams-ways électriques*.

A Saint-Junien, 20 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Épinal, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Dié, 30 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Remiremont, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers en *ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers de marine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*.

A Sens, pas de changement, 60 heures, chez les *brossiers*; 16 p. o/o de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Treigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *forestiers-agriculteurs*; pas de chômeurs, travail plus abondant que le mois dernier, chez ceux de Saint-Sauveur. A Ravières, moitié de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers, tailleurs de pierre*.

Algérie. — A Alger, travail moins actif chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *selliers de l'équipement militaire*; 25 p. 0/0 de chômeurs, 48 heures, chez les *charvons-fayageurs*; travail moins abondant, 98 heures en moyenne, chez les *couchers de fiacre*; pas de changement chez les *employés en quincaillerie*.

A Oran, 40 p. 0/0 de chômeurs, 36 à 52 heures chez les *ouvriers agricoles*; 15 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; moitié de chômeurs chez les *bateliers du port*; pas de changement chez les *chargeurs et déchargeurs*. A Bougie, 11 p. 0/0 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Constantine, 16 p. 0/0 de chômeurs chez les *peintres*. A Bône, pas de chômeurs chez les *employés de chemins de fer*; pas de changement, 30 heures en moyenne, chez les *chargeurs et déchargeurs du port*.

Adjudications. — Adjudications importantes en janvier et février 1902.

ROUTES ET CHEMINS.

SEINE. — 11 janvier. — Pontin : travaux de viabilité pour 3 ans..	
Montant annuel	40.000 ¹
SEINE-ET-OISE. — 14 janvier. — Préfecture : Entretien sur routes nationales pendant 5 ans.	
Montant annuel	558.350
ALGÉRIE. — 20 janvier. — Mairie de Saint-Denis-du-Sig : construction de bordures de trottoirs.....	77.000
SEINE. — 21 janvier. — Hôtel de ville de Boulogne : entretien des voies communales de février 1902 à décembre 1907.....	"
AISNE. — 25 janvier. — Mairie de Soissons : élargissement de chaussées at pavage.....	160.000
RHÔNE. — 27 janvier. — Mairie de Lyon : 1 ^{re} entreprise et construction de trottoirs et dallages en asphalté pendant 5 ans. Mont. ann.	200.000
2 ^e Entreprise de chaussées pavées pendant 5 ans. Montant annuel	135.000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

GIROUDE. — 21 janvier. — Préfecture : entretien pendant 3 ans des ports et autres ouvrages sur la Garonne, la Dordogne et la Gironde.	115.000 ¹
TOULON. — 22 janvier. — Marine : établissement d'un poste de projecteur.....	88.000
HANOÏ. — 15 février. — Construction d'une jetée au port de Tourane.....	5.000.000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

MARNE. — 11 janvier. — Préfecture : construction de la gendarmerie de Reims.....	231.974 ¹
RHÔNE. — 16 janvier. — Mairie de Villeurbanne : construction d'une mairie.....	189.021
LOIRE. — 18 janvier. — Préfecture : construction d'une caserne de gendarmerie.....	137.748
AISNE. — 19 janvier. — Mairie de Viry-Nouveau : construction de l'église.....	73.448
PAS-DE-CALAIS. — 20 janvier. — Hospice d'Arras : construction d'un hospice.....	107.002
MORBHAN. — 23 janvier. — Mairie de Ploërmel : agrandissement et restauration de l'hôpital de Ploërmel.....	96.000
RHÔNE. — 23 janvier. — Mairie de Lyon : construction d'un conservatoire de musique.....	726.302

TUNISIE. — 26 janvier. — Mairie de Sfax : construction d'un théâtre.....	142.911
VOSGES. — 28 janvier. — Sous-préfecture de Saint-Dié: construction d'un abattoir à Gérardmer.....	85.847
JURA. — 30 janvier. — Préfecture : reconstruction du théâtre et construction d'une salle des fêtes.....	287.844
BLOIS. — 31 janvier. — Guerre : extension de la caserne Maurice-de-Saxe.....	100.000
CÔTES-DU-NORD. — 3 février. — Mairie de Planguenoual : reconstruction d'une église.....	77.267

CHEMINS DE FER.

BASSES-PYRÉNÉES. — 12 janvier. — Préfecture : ligne Oloron-Bédans.	
— Infrastructure	901.000 ¹
SEINE. — 16 janvier. — Paris : Chemin de fer de l'État. — 1° Agrandissement de la gare de Nantes.	664.108
2° Établissement de la deuxième voie à Montaigu-la-Roche.	340.547
LOIRET. — 18 janvier. — Chemin de fer d'Étampes à la ligne d'Argent-Beaune-la-Rolande : construction des maisons de garde.	120.000
CANTAL. — 23 janvier. — Préfecture : Chemin de fer de Neussargues à Bort. — Infrastructure.	1.590.000
TRAVAUX MÉTALLIQUES.	
HAUTE-SAÔNE. — 23 janvier. — Préfecture : pont métallique sur chemin vicinal.	103.600 ^r

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

LOIRE. — 25 janvier. — Mairie de Saint-Étienne : aqueduc d'amenée de la dérivation des eaux du Lignon.....	1.133.000 ^f
SEINE. — 8 février. — Paris : travaux de terrassements et maçonnerie d'égout.....	152.044

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,362,470,600 francs du 1^{er} janvier au 23 décembre 1901 contre 1,422,717,500 francs en 1900, pendant la même période, soit une diminution de 4,25 p. o/o.

Faillites. — 118 faillites et 16 liquidations judiciaires en décembre 1901 (contre 113 et 11 en décembre 1900).

Autorisations de bâtir à Paris. — 104 demandes en décembre 1901, dont 97 pour des constructions neuves, contre 95 et 90 en décembre 1900.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1900.	Nov. 1901.	Déc. 1901.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	45 ^f 53 ^c	47 ^f 885 ^c	48 ^f 67 ^c
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officielle); le kilogr. . .	"	"	0 3225
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t ...	28 50	22 50	21 625
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	31 50	27 75	28 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr. . .	74 50	58 00	61 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	73 25	77 375	67 00
Pétrole dispon., les 100 kilogr.	38 50	40 25	40 25
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 00	70 00	70 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	64 51	48 87	53 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	117 00	116 00	119 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil..	43 75	44 00	"
Fers marchands, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	25 00	"	20 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	189 40	178 50	206 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	387 50	301 00	285 00
Plomb, <i>idem.</i>	47 50	33 00	31 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	47 50	41 40	41 87
Blé à Paris, <i>idem.</i>	19 60	21 60	22 25
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 15	20 05	20 45
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 00	20 50	"
Viande bœuf (moyenne des 3 qualités), la Villette, le kilogramme.....	1 25	1 26	1 18
Viande veau, <i>idem.</i>	1 79	1 75	1 89
— mouton, <i>idem.</i>	1 74	1 85	1 86
— porc, <i>idem.</i>	1 26	1 25	1 32

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1901, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 Bourse du travail,
- 2 Unions de syndicats ouvriers,
- 20 Syndicats patronaux comptant 875 membres,
- 28 Syndicats ouvriers comptant 1,742 membres,

et de la dissolution de :

- 4 Syndicats patronaux comptant 614 membres,
- 10 Syndicats ouvriers comptant 499 membres,
- 5 Syndicats mixtes comptant 204 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

8 en décembre, 14 en novembre, 13 en octobre, 4 en septembre, 5 en août, 4 en juillet, 1 en avril, 1 en janvier et 1 antérieurement au 1^{er} janvier 1901. Total : 51.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^{er}. — SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [7 août 1901]. — Association fédérative des **capitaines** au long cours et officiers de la marine marchande (350 membres). Siège social : Cours Bessonne, 2, à MARSEILLE.

Cantal [27 novembre 1901]. — Chambre syndicale patronale de l'**ameublement** (12 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-Ville, 14, AURILLAC.

Finistère [5 novembre 1901]. — Association syndicale et amicale des **dentistes** et des mécaniciens-dentistes de Brest (12 membres). Siège social : rue de la Mairie, 24, à BREST.

Indre-et-Loire [10 août 1901]. — Syndicat de la **boulangerie** du canton de Vouvray (18 membres). Siège social : café de la Renaissance, rue des Halles, à TOURS. — [26 novembre 1901]. — Syndicat des patrons **maréchaux** de Tours et du département d'Indre-et-Loire (20 membres). Siège social : café Breton, place Saint-Clément, à TOURS.

Isère [15 novembre 1901]. — Syndicat **pharmaceutique** de Grenoble (35 membres). Siège social : place Notre-Dame, 8, à GRENOBLE. — [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale des maîtres **ponceurs** de la ville de Grenoble (7 membres). Siège social : cours Berriat, 69, à GRENOBLE.

Nord [12 décembre 1901]. — Syndicat des rouleurs, marchands de **charbon** vendant à Dunkerque (18 membres) : Siège social : rue de la CUNETTE, 12, à DUNKERQUE. — [15 novembre 1901]. — Chambre syndicale des **horlogers** et bijoutiers de Dunkerque et des environs (8 membres). Siège social : rue de l'Église, 1, à DUNKERQUE. — [octobre 1901]. — Syndicat l'**Avenir médical** de Lille et de la région (22 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 31, à LILLE.

Seine [31 octobre 1901]. — Syndicat des marchands de **beurre**, œufs, volailles, crémiers, fruitiers en détail et métiers similaires de la ville de Clichy-la-Garenne (membres). Siège social : boulevard National, 108, à CLICHY-LA-GARENNE. — [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale des **marchands ambulants** de Clichy-la-Garenne (26 membres). Siège social : rue de Neuilly, 21, à CLICHY-LA-GARENNE. — [11 décembre 1901]. — Union centrale du **bâtiment** de la ville de Paris et du département de la Seine (25 membres). Siège social : rue de Lyon, 45, à PARIS, XII^e. — [22 novembre 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **caséine** de France (13 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à PARIS, 1^{er}. — [12 décembre 1901]. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** de Paris (salonniers) (60 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 117, à PARIS, VIII^e. — [7 décembre 1901]. — Chambre syndicale de l'industrie des **laits** condensés (concentrés), de l'industrie des laits stérilisés et des industries s'y rattachant (5 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS, X^e. — [21 décembre 1901]. — Syndicat des **raffineurs** de sucre de France (19 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à PARIS, 1^{er}. — [16 décembre 1901]. — Syndicat pour la défense de la petite industrie **vélocipédique** (40 membres). Siège social : rue du Louvre, 20, à PARIS, 1^{er}.

Vienne (Haute) [11 octobre 1901]. — Syndicat des **limonadiers**, débitants et restaurateurs de la ville de Limoges et du département de la Haute-Vienne (150 membres). Siège social : place de la République, 9, à LIMOGES. — [octobre 1901]. — Syndicat des débitants de **tabac** réunis de Limoges (35 membres). Siège social : place du Poids public, 8, à LIMOGES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Cantal [1^{er} août 1901]. — Syndicat **typographique** aurillacois (45 membres). Siège social : rue du Crucifix, à AURILLAC.

Charente-Inférieure [12 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, charpentiers, ébénistes et des professions similaires de la ville de la Rochelle (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à la ROCHELLE.

Indre-et-Loire [18 novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charrons** de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à TOURS.

Loire [6 septembre 1901]. — Syndicat des employés civils de l'**artillerie** et du génie de Saint-Étienne (83 membres). Siège social : Bourse du travail, à SAINT-ÉTIENNE.

Marne [6 octobre 1901]. — Syndicat des **tailleurs de pierres** et ravauteurs de Reims et de la région (30 membres). Siège social : rue du Barbâtre, 85, à REIMS.

Nord [1^{er} juillet 1901]. — Union ouvrière syndicale de l'**imprimerie** (32 membres). Siège social : parvis Saint-Maurice, 11, à LILLE. — [14 novembre 1901]. — Syndicat des **teinturiers** de la Maquellerie (20 membres). Siège social : rue Boucher-des-Perthes, 105, à ROUBAIX. — [24 novembre 1901]. — Syndicat des **tisserands** de l'Épeule (22 membres). Siège social : rue Salomon-de-Caus, 15, à ROUBAIX. — [11 octobre 1901]. — Syndicat de **filature** « Le continu à retordre » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, à TOURCOING. — [14 octobre 1901]. — Syndicat de **filature** « Le fil de laine » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, à TOURCOING. — [9 octobre 1901]. — Syndicat de **filature** « L'union de la préparation » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, à TOURCOING. — [30 août 1901]. — Syndicat de **filature** « Le renvideur » (30 membres). Siège social : rue d'Anvers, 171, à TOURCOING. — [8 octobre 1901]. — Syndicat de l'union amicale des ouvrières tourquennoises [industrie **textile**] (59 membres). Siège social : rue des Poutrains, 48, à TOURCOING.

Pas-de-Calais [1^{er} novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **port** de Boulogne-sur-Mer (70 membres). Siège social : Bourse du travail, à BOULOGNE-SUR-MER.

Pyrénées (Hautes-) [11 décembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **marbriers-polisseurs** de la ville de Bagnères-de-Bigorre (16 membres). Siège social : Bourse du travail, à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhône [30 novembre 1901]. — Syndicat des employés civils de l'artillerie et du génie du 14^e corps d'armée (55 membres). Siège social : cours Charlemagne, 54, à LYON. — [1^{er} janvier 1901]. — Syndicat du personnel civil des établissements militaires de l'artillerie de Lyon (150 membres). Siège social : rue Richat, 7, à LYON. — [20 octobre 1901]. — Chambre syndicale des **cantonniers** du département du Rhône (64 membres). Siège social : Bourse du travail, à LYON. — [5 septembre 1901]. — Syndicat des **clercs d'huissiers** de l'arrondissement de Lyon (46 membres). Siège social : place des Cordeliers, 3, à LYON. — [1^{er} novembre 1901]. — Chambre syndicale des manœuvres des **fonderies** du cuivre de Lyon et de la banlieue (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à LYON. — [4 novembre 1901]. — Syndicat des surveillants et contremaîtres (hommes et dames) de la manufacture des **tabacs** de Lyon (... membres). Siège social : place Carnot, 19, à LYON.

Seine [16 juillet 1901]. — Syndicat des **bijoutiers**, garnisseurs et polisseurs en cannes et parapluies (52 membres). Siège social : rue Aumaire, 43, à PARIS, III^e. — [6 décembre 1901]. — Syndicat des **poètes** et chansonniers socialistes (32 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, à PARIS, X^e. — [28 novembre 1901]. — Syndicat des ouvriers des **postes**, des télégraphes et téléphones du dépôt central du matériel et des ateliers (114 membres). Siège social : salle Brun, avenue de Châtillon, 76, à PARIS, XIV^e.

Seine-et-Oise [27 septembre 1901]. — Union syndicale du personnel civil de Chalais [aérostation] (71 membres). Siège social : à MEUDON.

Vienne (Haute-) [15 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** de Limoges (52 membres). Siège social : Bourse du travail, à LIMOGES.

Alger [7 septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** indigènes d'Alger (450 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER. — [16 juillet 1901]. — Syndicat des artistes **musiciens** de la ville d'Alger (51 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1^{er} octobre 1900]. — Fédération nationale des syndicats de **peinture** et parties assimilées de France et des colonies (20 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Magenta, 6, à PARIS, X^e.

Alger [26 août 1901]. — Fédération des syndicats ouvriers de Mustapha (10 syndicats). Siège social : Bourse du travail, à MUSTAPHA.

4° BOURSE DU TRAVAIL.

Oise [21 avril 1901]. — Bourse du travail (17 syndicats). Siège social : rue Montataire, 42, CREIL.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Isère [1^{er} août 1892]. — Chambre syndicale des **bouchers** et charcutiers de Vienne (30 membres). Siège social : rue Imbarde, 16, VIENNE.

Seine [1^{er} décembre 1890]. — Chambre syndicale des **blanchisseurs** de neuf du département de la Seine (24 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 166, PARIS, I^{er}. — [21 septembre 1900]. — Syndicat national de défense des **débitants de boissons** de France et des colonies (548 membres). Siège social : rue du Faubourg-Montmartre, 27, PARIS, IX^e. — [21 mai 1901]. — Syndicat des **restaurateurs** et limonadiers du Champ de Mars (12 membres). Siège social : taverne de l'Europe, au Champ de Mars, PARIS, VII^e.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [5 juin 1896]. — Chambre syndicale des **margariniers** et des parties qui s'y rattachent du département de la Seine (.. membres). Siège social : route de Flandre, 53, AUBERVILLIERS. — [30 mars 1889]. — Chambre syndicale des **vernisseurs sur cuirs** (.. membres). Siège social : route de Flandre, 53, AUBERVILLIERS. — [1^{er} avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **wagonniers** (150 membres). Siège social : route de Flandre, 53, AUBERVILLIERS. — [18 mars 1891]. — Syndicat national des ouvriers d'**art** (.. membres). Siège social : rue des Abesses, 8, PARIS, XVIII^e. — [18 mars 1899]. — Société mutuelle « l'Alliance syndicale des ouvriers **boulangers** de l'est de Paris (50 membres). Siège social : rue de Charonne, 92, PARIS, XI^e. — [7 novembre 1896]. — Syndicat des ouvriers **ébénistes**, fabricant la toilette commode (31 membres). Siège social : rue Moreau, 12, PARIS, XII^e. — [1^{er} février 1895]. — Société « l'Avenir » des employés **limonadiers**, restaurateurs et assimilés (130 membres). Siège social : rue Saint-Sauveur, 11, PARIS, II^e. — [19 octobre 1898]. — « L'Union de Belleville », groupe d'embauchage mutuel d'ouvriers **peintres** en bâtiment (23 membres). Siège social : rue de Belleville, 219, PARIS, XIX^e. — [5 février 1900]. — Syndicat des **peintres** en bâtiment de la troisième circonscription de Saint-Denis (15 membres). Siège social : Bourse du travail, LEVALLOIS² PERRET. — [4 août 1894]. — Chambre syndicale des **charretiers**, cochers-livreurs de Saint-Denis (.. membres). Siège social : rue Pierre-Béguin, 7, SAINT-DENIS.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [12 décembre 1891]. — Syndicat mixte des patrons fabricants, commerçants, ouvriers et employés de l'**habillement** (20 membres). Siège social : rue du Bac, 144, PARIS, VII^e. — [15 novembre 1894]. — La « Nouvelle Fraternelle », union patronale ouvrière des **maîtres-d'hôtels**, restaurateurs, limonadiers et assimilés (50 membres). Siège social : rue Montorgueil, 65, PARIS, II^e. — [1^{er} octobre 1891]. — « La Concorde », union patronale et ouvrière des **limonadiers**, restaurateurs et assimilés (40 membres). Siège social : rue Mauconseil, 31, PARIS, I^{er}. — [1^{er} janvier 1896]. — Union des **limonadiers**, restaurateurs (52 membres). Siège social : rue Tiquetonne, 46, PARIS, II^e. — [15 décembre 1898]. — L'« Union Française », syndicat des **limonadiers**, restaurateurs et assimilés de Paris. (42 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 150, PARIS, II^e.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES. — Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines et usines (1900). (1 fasc. in-4° de 324 pages. Bar-le-Duc, 1901; Contant-Laguerre).

— MINISTÈRE DE LA MARINE. — *Statistique des naufrages et autres accidents de mer en 1899* (1 vol. in-8° de 144 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale).

AUTRICHE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Arbeitseinstellungen und*

Aussperrungen. (1 vol. in-4° de 301 pages. Vienne, 1901; A. Hölder.) — Les grèves et lock-outs (1900).

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique de la Belgique (1900)*. — (1 vol. in-4° de 413 pages. Bruxelles, 1901; J.-B. Stevens).

CHILI. — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Sinopsis estadística i jeografica*. (1 vol. in-4° de 470 pages. Santiago, 1901; A.-G. Valenzuela.) Tableau statistique et géographique du Chili (1900).

DANEMARK. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Statistisk Aarbog* (1 vol. in-4° de 192 pages. Copenhague, 1901; Gyldendal). Annuaire statistique (1901).

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Labor and industrial chronology of the Commonwealth of Massachusetts* (2 vol. in-4°. Boston, 1901; Wright et Potter). — Chronologie du travail et de l'industrie dans l'État de Massachusetts (1899 et 1900).

FINLANDE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Fangvarden* (3 vol. in-8°. Helsingfors 1901; Imprimerie officielle). Statistique pénitentiaire pour 1897, 1898 et 1899.

GRANDE-BRETAGNE. — INSPECTION DU TRAVAIL. — *Supplement to the annual report of the chief inspector of factories and workshops* (1 fasc. in-4° de 38 pages. Londres, 1901; Imprimerie royale). — Supplément au rapport annuel de l'Inspecteur en chef des manufactures et ateliers (1900).

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. — SERVICE DU PLACEMENT. — *Organisation et fonctionnement de la Bourse du travail ou Placement gratuit par les bureaux de poste* (1892-1900) (1 fasc. in-4° de 14 pages. Luxembourg, 1896; V. Buck).

QUEENSLAND. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *16th report of the registrar of friendly societies, building societies and trade unions* (1 fasc. in-4° de 57 pages. Brisbane, 1901; G.-A. Vaughan) — 16^e rapport du Contrôleur des sociétés de secours mutuels, de construction et des trade-unions (1900).

WURTEMBERG. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Jahrbücher für Statistik und Landeskunde*. (2 vol. in-4° de 281 et 305 pages. Stuttgart, 1901; Kohlhammer.) Annales de statistique et de démographie (1900).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant.

LECLERC DE PULLIGNY.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des articles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaires et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er}: *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III: *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV: *Résultats généraux*. — 1 vol in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II: *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie: *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie: *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p.	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899)

7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.) — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
---	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

<i>Tome I^{er}. Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
<i>Tome II. Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

<i>Tome I^{er}. Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
---	-------

Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899).....

1 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p.....

8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol in-8° de 624 p.....

Épuisé.

Années 1897 à 1900. — 4 vol. de 520, 653, 615 et 583 p. Chacun.....

7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....

7 fr. 50

Années 1893 à 1896. — 4 vol. de 259,

— 1897. 1 vol. de 304 p.....

5 fr.

— 1898. 1 vol. de 197 p.....

6 fr.

5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897 [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — *Idem.* (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p.

Chacun.....

5 fr.

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de*

M. Albert Métin, agrégé de l'Université. — 1 vol in-8° de 200 p. (1901)..

1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901).....

3 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Revue du travail en janvier.....	69	Allemagne : Revue du travail. — Placement. —	
Situation générale.....	70	Grèves. — La crise industrielle.....	108
Grèves en janvier.....	75	Autriche : Grèves. — Placement gratuit.....	109
Conciliation et arbitrage en janvier.....	78	Belgique : Revue du travail. — Grèves. — L'Indus-	
Rapport du Ministre du commerce au Président de		trie houillère en 1900.....	109
la République, sur l'hygiène et la sécurité des		Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
travailleurs industriels en 1900.....	79	Les grèv	
Vœux du Conseil supérieur du Travail sur l'exten-			
sion de la loi du 12 juin 1893.....	91	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Projet de loi portant modification		État des travaux législatifs.....	115
12 juin 1893 (protection des employés de ma-			
gasin).....	94	<i>Renseignements divers.</i>	
Les travaux de la Commission d'hygiène indus-		Analyse, par département, des renseignements	
trielle du ministère du Commerce.....	98	fournis : 1° par les associations patronales, etc.;	
Extraits de l'enquête de l'administration des mines,		2° par les corr	
sur la durée du travail dans les travaux souter-		Analyse, par département, des renseignements	
rains des exploitations minérales.....	101	fournis par les associations ouvrières.....	120
Les accidents sur les chemins de fer français en		Adjudications; prix courants divers; commerce	
1899.....	104	extérieur; transports, faillites; autorisations de	
		bâtir.....	134
		Statistique trimestrielle du placement gratuit	
		(4 ^e trimestre 1901).....	137
		Mouvement syndical.....	149
		Bibliographie.....	152
<i>Jurisprudence.</i>			
Loi du 2 novembre 1892 (clôture des puits et			
trappes). — Loi du 9 avril 1898. — Salaire de			
base. — <i>Idem</i>	105		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT

POUR LA FRANCE.....

POUR L'UNION POSTALE.....

2 fr. 50 par an.

3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.
SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 128, rue Lafayette.
SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.
Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi, mercredi, jeudi, vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SELLERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 heures, le *jeudi*, salle C.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures, le *vendredi*, salle A.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 heures, le *samedi*, salle D.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^{es} Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi, mercredi, jeudi et samedi*.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.
Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au *Bulletin*.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL DE BELGIQUE. (Office du travail.)

Il est ouvert un septième concours pour la collation de legs de 10 000 francs institué par le docteur Guinard et destiné à être remis, s'il y a lieu, à l'auteur du meilleur ouvrage ou de la meilleure invention ayant pour objet d'améliorer la position matérielle ou intellectuelle de la classe ouvrière en général et sans distinction.

Les personnes qui désirent prendre part à ce concours doivent adresser, avant le 1^{er} juillet 1902, au ministère de l'Industrie et du travail de Belgique, à Bruxelles, soit l'ouvrage ou le manuscrit écrit dans l'ordre d'idées indiqué par le testateur, soit le modèle ou le mémoire descriptif de l'invention concourant au même but.

EXPOSITION INTERNATIONALE INDUSTRIELLE DE CORK (IRLANDE) EN 1902.

Une exposition internationale industrielle sera ouverte à Cork, de mai à novembre de l'année courante, sous le patronage officiel de l'Administration de l'agriculture et de l'instruction technique d'Irlande. Le Comité d'initiative institué à Cork a décidé de consentir aux fabricants dont les machines auront été agréées les prérogatives suivantes :

1^{er} Paiement des frais de transport de la fabrique à l'exposition ; 2^o emplacement gratuit ; 3^o description complète des machines dans le catalogue officiel de l'exposition ; 4^o assurance contre l'incendie et les accidents ; 5^o force motrice gratuite ; 6^o gages d'un ouvrier expert choisi par l'exposant et restant à la disposition du département pendant la durée de l'exposition ; 7^o fourniture des matières premières dans la mesure du possible.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS s'adresser à M. le secrétaire du Département de l'agriculture et de l'enseignement technique d'Irlande, à DUBLIN, Reaper Merriion Street.

Prière d'envoyer les communications relatives au *Bulletin* et aux *Syndicats professionnels*, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de janvier, la situation paraît avoir été assez satisfaisante pour la pêche côtière; elle est restée sans changement dans l'agriculture et l'horticulture; chez les bûcherons, l'ouvrage a été abondant. Dans les mines, malgré un ralentissement, signalé dans certaines régions, la production a augmenté pour l'ensemble. Dans les industries métallurgiques, de même dans les industries textiles, filature, passementerie, apprêt, une faible reprise se dessine. Dans les industries du livre, l'activité est médiocre. Morte-saison habituelle dans les carrières, dans le bâtiment, où elle sévit avec intensité. Dans les industries du bois, notamment du meuble, dans la chapellerie, accalmie persistante. L'ouvrage est en diminution sensible dans les métiers du vêtement et dans l'industrie de la chaussure. Situation stationnaire, plutôt calme, dans la préparation des cuirs et peaux, ainsi que dans les métiers de l'alimentation.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1 130 chambres syndicales ouvrières, groupant 2 11 000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 880, avec 129 000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16 466, ce qui fait environ 13 p. % (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne des chômeurs n'était que 10 p. % pour le mois de décembre 1901. Si l'on tient compte des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, la proportion de chômeurs s'abaisse à environ 9 p. %.

Le travail pendant le mois de janvier a été jugé, en comparaison avec le mois de décembre, plus abondant par 7 p. % des syndicats, groupant 12 p. % des adhérents; aussi abondant par 67 p. % des syndicats, groupant 73 p. % des adhérents; moins abondant par 26 p. % des syndicats, groupant 15 p. % des adhérents.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres de travail, signalées à l'Office du travail par les Bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières faisant

le placement de leurs adhérents. Les chiffres relatifs au mois d'octobre, novembre et décembre 1901 sont les suivants :

Nombre de demandes pour 100 offres de travail, en octobre 1901....	151
en novembre 1901..	189
en décembre 1901..	228

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche côtière reste sans changement dans la Méditerranée. Sur le littoral de l'Océan, en particulier aux Sables-d'Olonne, le mois de janvier a été beaucoup plus favorable que le mois de décembre, et les prix de vente du poisson se maintiennent assez bien. Dans la région du Finistère les mois d'hiver sont toujours une époque de morte-saison pour les pêcheurs, la pêche de la sardine étant terminée.

Le chômage continue à être élevé chez les ouvriers agricoles par suite de la saison. Cependant, dans certaines régions, le temps humide a permis de terminer les labours d'hiver.

Pour les bûcherons, la reprise s'est accentuée, et le travail est en général actif, particulièrement dans les départements du centre (Cher, Loiret, Nièvre et Yonne). On signale quelques relèvements de salaires dans la Nièvre. La proportion de chômeurs, d'après les réponses de 33 syndicats de bûcherons, comprenant près de 3 000 adhérents, qui ont donné le chiffre de leurs chômeurs, s'élevait, pour le mois de janvier, à 13 p. %. Pour l'ensemble du groupe agricole et forestier, la moyenne de chômage ressort à 21 p. %.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 142.000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de janvier 1901. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,98	"	"	"	6	94
Loire.....	5,69	"	"	"	85	15
Gard et Hérault.....	5,47	"	"	"	4	96
Provence (lignites).....	5,61	"	"	"	97	3
Bourgogne et Nord-Est..	6,00	"	"	"	"	100
Centre.....	5,87	"	"	"	41	59
Tarn et Aveyron.....	5,97	"	"	"	28	72
Isère (anthracite).....	6,00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	5,94	"	"	"	20	80

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,47 ; il était de 5,94 en janvier 1901.

CARRIÈRES. — Malgré la saison défavorable, le travail dans les carrières est assez satisfaisant pour l'époque. La moyenne du chômage, d'après les réponses des syndicats, ne s'élèverait qu'à environ 4 p. % (8 p. % pendant le mois de décembre dernier).

ALIMENTATION. — Dans le groupe des ouvriers boulangers, pâtisseries, confiseurs, cuisiniers, charcutiers, le chômage moyen est plus accentué qu'en décembre et s'élève à 13 p. % (au lieu de 8 p. %). Après la période d'activité précédemment signalée, une accalmie momentanée s'est fait sentir dans ces métiers et industries.

La production des alcools à la fin du mois de décembre 1901 (trois premiers mois de la campagne 1901-1902) a été de 775 081 hectolitres, en ce qui concerne les distillateurs et les bouilleurs de profession, au lieu de 1 082 249 hectolitres pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte sur les alcools de cidres et de poirés, de substances farineuses et de betteraves. Quant à la production des bouilleurs de cru, elle est évaluée, pour les trois premiers mois de la campagne actuelle, à 1 011 711 hectolitres, au lieu de 1 302 222 hectolitres produits pendant les trois premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

En industrie sucrière, à la fin du mois de janvier 1902, 325 fabriques avaient terminé les travaux de mise en œuvre des betteraves; 7 seulement n'avaient pas encore achevé cette première partie de la fabrication. Le poids des betteraves mises en œuvre est de 9 323 912 436 kilogrammes contre 8 674 330 551 kilogrammes pour la période correspondante de 1901, soit une augmentation de 649 561 885 kilogrammes. La quantité totale de sucre extraite des turbines s'élève à 1 060 447 012 kilogrammes, contre 1 036 159 204 kilogrammes extraits en 1901 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Dans les usines à gaz, l'activité est toujours à son maximum en raison de la saison d'hiver. Dans la torderie d'huiles, la situation est jugée satisfaisante, grâce à la fermeté des marchés. Il en est de même pour la savonnerie et la raffinerie de pétrole.

Dans l'industrie des produits chimiques, aucun changement n'est signalé; la situation paraît favorable pour les fabriques de caoutchouc et de toiles cirées.

Dans le travail du papier (relieurs, doreurs, papetiers, régleurs), l'ouvrage se maintient dans des conditions satisfaisantes. Il est même plus abondant que l'année précédente dans plusieurs centres.

Pour les travailleurs du livre (typographes, lithographes, graveurs, imprimeurs), l'ouvrage a été moins abondant pendant le mois de janvier que pendant le mois de décembre; cette baisse du travail est normale et se reproduit tous les ans à la même époque.

La proportion des chômeurs qui n'était, pour le mois de décembre, que de 4 p. %, s'est élevée à un peu plus de 6 p. %. Le chômage moyen est plus fort pour Paris, où il s'élève à 9 p. %, que pour la province, où il n'atteint pas 5 p. %. Parmi les 96 syndicats, groupant 5 577 adhérents, qui ont fourni des renseignements, 7 p. % des syndicats groupant 12 p. % des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant qu'en janvier; 60 p. % des syndicats, avec 66 p. % des syndiqués, l'estiment équivalent; 33 p. % des syndicats, avec 22 p. % des syndiqués, l'estiment moins abondant.

(1) *Journal officiel* du 19 janvier 1902.

(2) *Journal officiel* du 13 février 1902.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux (tannerie, corroirie, mégisserie) la situation reste sans changement; dans certaines régions, cependant, l'état du travail est estimé satisfaisant. Pour les ouvriers de la chaussure, l'ouvrage est en diminution et le chômage a augmenté sur le mois dernier. L'incendie d'une manufacture, à Limoges, a arrêté le travail pour 200 ouvriers. Pour la ganterie (notamment à Paris et dans la Haute-Vienne), la situation ne s'est pas modifiée. Dans la pelleterie, le travail, qui a été plus actif que pendant le mois de novembre, à Fismes (Marne), n'a pas encore repris à Paris, à cause de la cherté des peaux et du mauvais écoulement des marchandises.

Le chômage moyen, pour l'ensemble des industries du groupe, ressort à 14 p. %, chiffre de beaucoup plus élevé que celui des mois précédents (7 p. % en décembre, 6 p. % en novembre 1901). En comparaison avec le mois précédent, l'ouvrage a été jugé plus abondant par 11 p. % des syndicats, groupant 7 p. % des syndiqués; équivalent par 55 p. % des syndicats, groupant 48 p. % des syndiqués; et moins abondant par 34 p. % des syndicats, groupant 45 p. % des syndiqués.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, le chômage moyen indiqué par les syndicats ressort à 11 p. % (12 p. % pour le mois de décembre 1901).

Dans la région de Roubaix-Tourcoing, le peignage de la laine a repris par suite des arrivages de matière première. Pour la filature et le tissage, la situation ne s'est pas améliorée; une maison a licencié 600 ouvriers. A Fourmies, le peignage a été assez actif pendant la seconde quinzaine de janvier; l'alimentation est abondante et les prix bien tenus pour la filature; pour le tissage, les prix obtenus sont encore insuffisants. A Rouen, dans l'industrie cotonnière, la situation du travail est satisfaisante. En ce qui concerne l'industrie lainière, on souffre du chômage à Elbeuf; la fabrication est active à Sedan.

Dans la région de Lyon, la fabrique de soieries reçoit des commandes de jour en jour plus nombreuses, les prix des soies sont très fermes avec tendance à la hausse. Les usines de tissage mécanique ont été largement alimentées, surtout en étoffes légères. Les petits ateliers mécaniques et à la main ont été aussi animés que le mois précédent. L'année 1902 se présente meilleure pour l'industrie de la soie que l'année précédente.

Dans la région de Saint-Étienne, l'amélioration se maintient pour le ruban, le velours marque une légère reprise, le travail est assez actif dans la passementerie.

Dans les métiers et industries du vêtement, l'ouvrage est moins abondant que précédemment et le chômage plus accentué; il en est de même dans la chapelierie.

Pour l'ensemble des industries du groupe des textiles et du vêtement, la moyenne du chômage (d'après les réponses de 183 syndicats ayant fourni les chiffres de leurs chômeurs) s'élève à 13 p. %, même chiffre que le mois dernier.

Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par 8 p. % des syndicats, groupant 9 p. % de syndiqués; équivalent par 68 p. % des syndicats, groupant 73 p. % de syndiqués, et moins abondant par 24 p. % des syndicats, groupant 18 p. % de syndiqués.

BOIS. — La situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier chez les charpentiers, scieurs et menuisiers en bâtiment, qui continuent à subir la morte-saison d'hiver. Dans l'industrie du meuble, l'état du travail est également stationnaire; de même dans la tonnellerie. On signale de divers endroits une reprise dans la carrosserie. Dans la tabletterie et la marqueterie, la fabrique de boutons, de peignes, l'activité se maintient.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble des industries du groupe, ressort à 14 p. %, d'après les réponses de 121 syndicats. En comparaison avec le mois de décembre, l'ouvrage en janvier a été jugé plus abondant par 3 p. % des syndicats, groupant 5 p. % des adhérents; aussi abondant par 56 % des syndicats, groupant 62 p. % des adhérents, moins abondant par 41 % des syndicats, groupant 33 p. % des adhérents.

MÉTAUX. — Pendant l'année 1901, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 191 498 tonnes (non compris les tubes, limailles, ferrailles et mâchefer), et a présenté une diminution de 143 395 tonnes, soit environ 43 p. %, par rapport à l'importation de 1900; les exportations se sont élevées à 287 033 tonnes (dont 91 223 tonnes en décharge d'acquits), et sont en augmentation de 16 733 tonnes, soit environ 6 p. % par rapport aux exportations en 1900 (1).

La situation de l'industrie métallurgique paraît un peu meilleure que les mois précédents. On escompte une reprise générale pour l'année qui vient de s'ouvrir, grâce aux besoins de réapprovisionnements et aux commandes déjà faites et à faire pour les travaux publics en France et en Indo-Chine.

Pour l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen ressort à 7 p. %, d'après les réponses de 110 syndicats. En comparaison avec le mois de décembre, le travail a été jugé plus abondant par 10 p. % des syndicats, groupant 26 p. % des syndiqués, aussi abondant par 63 p. % des syndicats, avec 51 p. % des syndiqués, moins abondant par 27 p. % des syndicats, groupant 23 p. % des syndiqués (renseignement fourni par 134 syndicats).

Le chômage est évalué à 7 p. % chez les métallurgistes, à 6 p. % chez les mécaniciens et serruriers, à 5 p. % chez les ouvriers en instruments de précision. L'activité est satisfaisante chez les ouvriers en optique, à Paris. L'orfèvrerie et la bijouterie se plaignent d'un ralentissement général.

BÂTIMENT. — La morte-saison d'hiver paraît avoir atteint son apogée dans les industries de la construction. La moyenne de chômage parmi les maçons, tailleurs de pierre, sculpteurs, marbriers, peintres et plâtriers atteint 30 p. % environ. Les couvreurs, plombiers, zingueurs semblent être généralement moins éprouvés; le chômage, dans cette partie, n'est évalué qu'à 15 p. %.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Le travail est toujours très ralenti dans les fabriques de chaux et de ciments. Dans les industries céramiques, tuileries, briqueteries, fabriques de poteries, l'accalmie précédemment signalée persiste, et on ne signale aucune augmentation du travail. Les verreries se maintiennent dans l'état stationnaire, sans diminution appréciable de leur activité en général.

D'après les chiffres publiés par l'Administration des douanes, les exportations de briques, tuiles et poteries de bâtiment se sont élevées en 1901 à 1 572 863 quintaux métriques (contre 1 894 360 quintaux en 1900); les exportations de ciments se sont élevées à 2 427 200 quintaux métriques (contre 2 334 247 quintaux en 1900); les exportations de faïences et de porcelaines se sont élevées à 165 501 quintaux métriques (contre 159 659 quintaux en 1900); les exportations de glaces à 64 197 quintaux métriques (contre 43 879 quintaux en 1900); les exportations de verres et cristaux à 1 224 369 quintaux métriques (contre 1 173 643 quintaux en 1900).

(1) D'après le Bulletin du Comité des Forges de France, n° 1892.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers, charretiers, camionneurs, le chômage moyen ressort, d'après les réponses des syndicats, à 16 p. %.

Chez les ouvriers de la manutention, le chômage paraît en diminution; la proportion de chômeurs s'est abaissée à 14 p. %. Dans l'ensemble (transports et manutention réunis), les appréciations des syndicats sur l'état du travail en janvier, en comparaison avec le mois précédent, se résument comme suit : ouvrage plus abondant, d'après 1 p. % des syndicats, groupant 21 p. % des syndiqués; aussi abondant, d'après 36 p. % des syndicats, avec 70 p. % des syndiqués; moins abondant, d'après 13 p. % des syndicats, groupant 9 p. % des syndiqués du groupe.

Chez les employés de commerce, la situation reste la même; le chômage indiqué n'est que de 4 p. %.

Chez les domestiques et gens de maison, les offres de travail sont plus nombreuses à Paris que le mois dernier. Le chômage moyen, d'après les réponses des syndicats, ressort à 2 p. %.

LES GRÈVES EN JANVIER 1902.

40 grèves ont été signalées en janvier à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 37 d'entre elles, est de 2 763. Il y avait eu, en janvier 1901, 57 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les cinq années antérieures, est de 41.

Ces 40 grèves, dont 9 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	17
Demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaitres....	6
Réduction de salaire.....	5
Règlement d'atelier.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	2
Demande de garantie d'un minimum de salaire pour les travaux aux pièces.	1
Demande de diminution du temps de travail.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 19 départements et on en a compté :

8 dans le Nord, 7 dans la Seine, 5 dans les Bouches-du-Rhône, 3 dans le Rhône, 2 dans la Loire-Inférieure et dans la Haute-Vienne et 1 seule dans les 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 11; transports et manutention, 7; cuirs et peaux, 5; terrassiers, 4; travail des métaux, 3; cigarières, 2; bouchonniers, ouvriers d'huilerie, lithographes, mineurs, ouvriers en pipes, porcelainiers, typographes, verriers, 1 grève.

Des 40 grèves commencées en janvier, 31 ont pris fin après avoir duré :

Cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; six, 3 jours; une, 4 jours; trois, 5 jours; trois, 6 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; deux, 9 jours; deux, 11 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 22 jours; et une, 40 jours.

Si l'on y ajoute 5 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 95 jours, 52 jours, 31 jours, 20 jours et 19 jours, on trouve parmi les 36 conflits terminés les résultats suivants :

4 réussites;
8 transactions;
24 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 oct....	13 janv...	Épinae	Saône-et-Loire....	Verriers	1	50	1
30 oct....	21 janv...	Digoin	Saône-et-Loire....	Potiers	1	125	2
21 nov....	.....	Paris	Seine	Ébénistes	1	15	3
21 nov....	.....	Voiron	Isère	Mouleurs	1	.....	4
5 déc....	.....	Brassac-Serres ..	Ariège	Cloutiers .....	.....	.....	5
16 déc....	16 janv...	Agen	Lot-et-Garonne....	Sabotiers .....	.....	9	6
27 déc....	16 janv...	Lyon	Rhône	Piqueurs de chaudières....	1	16	7
30 déc....	18 janv...	Paris	Seine	Chapeaux de paille (Couseurs en).	18	300	8

GRÈVES COMMENCÉES

2 janv....	11 févr...	Saint-Claude....	Jura	Ouvriers en pipes	1	80	1
3 janv....	5 janv...	Poullaouen	Finistère	Terrassiers	1	49	2
3 janv....	6 janv...	Marseille	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers d'huilerie	1	85	3
3 janv....	6 janv...	Lyon	Rhône	Apprêteurs	1	12	4
3 janv....	15 janv...	Levallois-Perret..	Seine	Cochers	1	55	5
6 janv....	7 janv...	Lyon	Rhône	Camionneurs	1	12	6
6 janv....	8 janv...	Paris	Seine	Lithographes	1	36	7
6 janv....	11 janv...	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	70	8
7 janv....	16 janv...	Oran	Oran	Ouvriers du port	1	370	9
8 janv....	9 janv...	Tourcoing	Nord	Charbons (Ouv. d'un chantier de).	1	7	10
8 janv....	9 janv...	Saint-Gilles....	Indre	Terrassiers	1	20	11
8 janv....	16 janv...	Nantes	Loire-Inférieure ..	Cigarières	1	50	12
10 janv....	13 janv...	Sumène	Gard	Fileurs de schappe de soie.	1	20	13
10 janv....	21 janv...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	160	14
10 janv....	.....	Tavernay	Saône-et-Loire....	Mineurs de schiste	1	10	15
11 janv....	14 janv...	Marseille	Bouches-du Rhône.	Trieurs de café	1	60	16
12 janv....	18 janv...	Saint-Brice	Haute-Vienne	Porcelainiers	1	90	17
14 janv....	27 janv...	Saint-Quentin ..	Aisne	Parcours (tissage)	1	10	18
15 janv....	.....	Saint-Junien	Haute-Vienne	Mécaniciens-palissonneurs....	1	334	19
16 janv....	18 janv...	Saint-Nazaire ..	Loire-Inférieure ..	Riveurs	1	60	20
16 janv....	22 janv...	Lille	Nord	Sparterie (Ouv. en)	1	13	21
16 janv....	22 janv...	Vernassal	Haute-Loire	Terrassiers	1	30	22
16 janv....	27 janv...	Marseille	Bouches-du-Rhône	Cigarières	1	90	23
17 janv....	20 janv...	Paris	Seine	Tourneurs sur métaux	1	18	24
17 janv....	24 janv...	Paris	Seine	Monteurs en chaussures	1	10	25
18 janv....	.....	Sartène	Corse	Terrassiers	1	.....	26
20 janv....	24 janv...	Annonay	Ardèche	Tisseurs	1	31	27
20 janv....	11 févr...	Paris	Seine	Monteurs en chaussures	1	3	28
20 janv....	.....	Gonfaron	Var	Bouhonnières	1	150	29
21 janv....	22 janv...	Oullins	Rhône	Verriers (gamins)	1	25	30
24 janv....	27 janv...	Pompey	Meurthe-et-Moselle	Fondeurs en fer	1	30	31
24 janv....	29 janv...	Marseille	Bouches-du-Rhône.	Enseigneurs	1	150	32
25 janv....	26 janv...	Malakoff	Seine	Empl. et ouv. de tramways ..	1	45	33
25 janv....	3 févr...	Roubaix	Nord	Fileurs et rattacheurs	1	72	34
28 janv....	.....	Paris	Seine	Ouvriers en chaussures	1	100	35
28 janv....	.....	Donai	Nord	Typographes	1	.....	36
30 janv....	.....	Sedan	Ardennes	Tisseurs	1	191	37
30 janv....	.....	Aix	Bouches-du-Rhône	Monteurs en chaussures	1	.....	38
31 janv....	5 févr...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	150	39
31 janv....	.....	Tourcoing	Nord	Rattacheurs	1	35	40

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

RECHÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JANVIER 1902 (1).			
1	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
2	Durée de la journée de travail.....	Échec.	
3	Réduction d'un temps de repos.....	.....	
4	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Règlementation intérieure (défense de fumer).....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
EN JANVIER 1902.			
1	Réduction de salaire pour un article nouveau.....	Échec.	
2	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
5	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.....	Échec.	
6	Demande de renvoi d'un surveillant.....	Échec.	
7	Protestation contre l'application du règlement intérieur.....	Échec.	
8	Demandes de renvoi d'une sœur surveillante et de roulement pour le mauvais travail.....	Échec.	
9	Demande d'emploi de préférence d'ouvriers syndiqués.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire pour nouveaux articles.....	Échec.	
15	Réduction de salaire.....	.....	
16	Demande de renvoi d'une contremaitresse.....	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Demande de renvoi d'un apprenti.....	Échec.	
19	Protestation contre l'emploi de machines.....	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire (allègement de tarif dans les ateliers.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande de garantie d'un minimum de salaire pour les travaux aux pièces.....	Réussite.	
25	Réduction de salaire et demande de renvoi d'un contre-maitre.....	Transaction.	
26	.....	.....	
27	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif).....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	(Grévistes remplacés).
29	Diminution de salaire.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Réduction de salaire.....	Échec.	
32	Demande de porter à 4 le nombre des ouvriers de chaque équipe.....	Échec.	
33	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande de réintégration de deux ouvriers syndiqués.....	.....	
36	Protestation contre surveillance excessive.....	.....	
37	Demande de révision du tarif général, élaboré le 8 février 1899.....	.....	
38	Demande d'augmentation de salaire pour surcroît de travail.....	.....	
39	Demande d'augmentation de salaire pour un nouvel article.....	Transaction.	(L'article a été supprimé).
40	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

LES GRÈVES EN 1901.

523 grèves ont été signalées à la Direction du travail au cours de l'année 1901; les résultats définitifs de 3 d'entre elles, comptant en tout 60 grévistes, ne sont pas encore connus.

Les 520 autres grèves, comprenant 111 200 grévistes, ont entraîné 1 864 000 journées de chômage, dont 181 800 pour 10 800 ouvriers contraints au chômage par la grève et 1 682 200 pour les grévistes proprement dits.

Le nombre des jours chômés, au cours des 902 grèves de l'année 1900, avait été de 3 760 577, et le nombre des grévistes, de 222 714. L'année 1899 avait fourni 740 grèves et 176 826 grévistes, le nombre des jours chômés ayant été de 3 550 734.

308 grèves, avec 53 540 grévistes, se sont terminées par une réussite complète ou partielle (114 réussites complètes, 194 réussites partielles); 212 grèves, avec 57 660 grévistes, ont été suivies d'échec. Parmi ces dernières, la grève des ouvriers du port de Marseille, y compris la tentative de grève générale par solidarité qui l'a accompagnée, compte pour 23 080 grévistes.

8 grèves de 1901 ont fourni, à elles seules, les deux cinquièmes des grévistes et les deux tiers des jours chômés, soit 42 000 grévistes et 1 226 000 jours chômés; ce sont celles : des mineurs de Montceau, 69 535 jours chômés; des ouvriers du port de Marseille, 243 880 jours chômés; puis celles des porcelainiers de Vierzon, des maçons de Grenoble et de Toulouse, des ardoisiers de Rinnogne, des mouleurs de Montluçon et celle des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en novembre.

Il reste donc, pour les 512 autres grèves, 69 200 grévistes et 638 000 jours chômés.

330 grèves, sur 520, ont duré moins de 8 jours, et, parmi elles, 63 n'ont duré que 1 à 2 jours, et 63 autres n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée. 5 grèves ont duré plus de 100 jours; ce sont celles : des mineurs de Montceau, 105 jours; des mouleurs de Vrigne-aux-Bois, 116 jours; des cartonnières de la Guerche-sur-l'Aubois, 130 jours; des boulonniers du Chambon-Feugerolles, 135 jours, et des mouleurs de Montluçon, 156 jours.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en janvier à la Direction du travail.

1° Grève des ouvrières en soie d'Annonay. — 31 ouvrières en soie de l'usine Chaize, d'Annonay (Ardeche), dont le tarif avait été diminué depuis quelques mois, se sont mises en grève le 20 janvier, demandant le retour à l'ancien tarif. — Sur leur demande, adressée au juge de paix le 21, un comité de conciliation s'est réuni le 23 et a établi une transaction qui a mis fin à la grève.

2° Grève des ouvriers en pipes de Saint-Claude. — 80 ouvriers en pipes des ateliers Fieux et Leduc, de Saint-Claude (Jura), se sont mis en grève le 2 jan-

vier, par suite d'une diminution de salaire sur un article nouveau. — Sur l'initiative du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 11 janvier. L'accord n'a pu s'établir et le recours à un arbitrage proposé par le juge de paix a été repoussé par les patrons. Le travail a été repris, le 11 février, aux anciennes conditions.

3° Dans la **grève des ouvriers mégissiers-palissonneurs de Saint-Junien** (Haute-Vienne), un comité de conciliation s'est réuni le 23 janvier. — Aucun accord n'a pu s'y établir.

4° Dans la **grève des arrimeurs du port d'Oran** (Algérie), déclarée le 7 janvier, les ouvriers ont fait appel, dès les premiers jours, à l'intervention du juge de paix; les patrons ont repoussé la tentative de conciliation.

5° Dans la **grève des couseurs en chapeaux de paille de Paris**, déclarée le 30 décembre, les patrons ont sollicité, le 10 janvier, l'intervention du juge de paix; elle a été repoussée par les ouvriers, qui ont obtenu, le 18, l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS INDUSTRIELS EN 1900.

LOIS DU 12 JUIN 1893 ET DU 29 DÉCEMBRE 1900.

EXTRAIT DU RAPPORT ADRESSÉ PAR LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(J. O. du 22 décembre 1901.)

CHAPITRE I^{er}.

APPLICATION DE LA LOI DU 12 JUIN 1893.

a) *Dispositions nouvelles.*

Une importante amélioration a été réalisée cette année dans l'hygiène des conditions du travail par le décret du 14 juillet 1901, qui oblige les industriels à chauffer convenablement les ateliers pendant l'hiver.

Des instructions, en date du 30 août 1901, en portant cette disposition à la connaissance des inspecteurs du travail, ont prescrit de prendre, dès cette date, les mesures propres à assurer en temps utile l'exécution des prescriptions nouvelles.

Je vous ai fait connaître, dans mon précédent rapport, les raisons pour lesquelles il m'avait paru nécessaire d'appliquer la loi du 12 juin 1893 sur les chantiers des travaux publics effectués à l'entreprise ou en régie pour le compte de l'État, des départements et des communes.

Je ne reviendrai pas sur les arguments, à mon avis péremptoires, développés sur ce sujet dans mon précédent rapport, et je me bornerai à rappeler que le législateur ne peut avoir voulu que les travaux de l'État fussent précisément les seuls où les prescriptions qu'il a édictées pour tous pussent être impunément violées.

Tel a été aussi l'avis de M. le Ministre de la guerre, qui, par une circulaire en date du 11 mars dernier, a rappelé aux directeurs et chefs de service de son département que les dispositions de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894 étaient applicables aux travaux effectués pour le compte de son ministère.

Néanmoins, en conformité du régime spécial adopté dans les établissements pendant de la guerre pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892, l'application de ces dispositions reste confiée à l'autorité militaire.

b) Application de la législation existante.

Un seul règlement particulier a été pris jusqu'à ce jour en exécution de l'article 3 paragraphe 3, de la loi du 12 juin 1893. C'est le décret du 29 juin 1895, réglementant le travail dans les établissements où l'on fabrique l'acéto-arsénite de cuivre, dit *vert de Schweinfurt*.

Les prescriptions développées dans les articles 1 à 9 du décret du 10 mars 1894 traitent successivement de l'hygiène générale des ateliers, des conditions hygiéniques du travail et de l'hygiène individuelle des travailleurs. Les autres prescriptions de ce décret sont relatives à la sécurité.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret du 10 mars exige la tenue en état de propreté des locaux de travail et de leurs dépendances. 875 mises en demeure ont été faites au cours de l'année 1900 à des industriels, tant pour obtenir le nettoyage du sol que la réfection des enduits des murs ou des plafonds. Il convient de rappeler 622 autres mises en demeure antérieures et qui restaient à exécuter au 1^{er} janvier 1900. Cependant, sur ce grand nombre de mises en demeure 16 contraventions seulement ont été relevées au cours de l'année.

L'attention du service s'est également portée sur les dépendances telles que dortoirs, réfectoires, expressément compris au nombre des établissements soumis aux obligations de la loi de 1893. Les inspecteurs s'attachent à faire adopter aux industriels le nettoyage journalier au moyen de brosses ou de linges humides, en présentant ce procédé comme le meilleur moyen d'entraver le développement de la tuberculose. Les résultats déjà obtenus permettent d'espérer dans un avenir prochain la généralisation de cette mesure, partout où cette généralisation est possible.

ART. 2. — Les précautions spéciales, exigées par l'article 2 du décret, dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, sont généralement observées. On a notamment obtenu dans nombre d'ateliers le jointolement des pavés et des enduits permettant le lavage.

ART. 3. — Quelques accidents se sont produits, à la suite de l'inexécution des dispositions de l'article 3, qui ordonne d'assainir par une ventilation préalable les puits, canaux de fumée, fosses, etc., dans lesquels des travaux doivent être entrepris.

Il est certain que cette disposition spéciale du décret acquerrait une force coercitive plus complète, si elle pouvait être rendue de prime abord exécutoire en vertu d'une disposition légale, sans nécessiter une mise en demeure, et que des accidents parfois mortels seraient ainsi prévenus.

ART. 4. — De nombreuses mises en demeure ont été, comme par le passé, signi-

fiées pour obtenir que les cabinets d'aisance ne fussent plus en communication directe avec les ateliers.

ART. 5. — Ce n'est pas sans difficulté que le service de l'inspection du travail obtient, surtout dans les grandes villes, que le cube d'air, pour chaque ouvrier, ne soit jamais inférieur à 6 mètres. La cherté des loyers est le principal obstacle à l'exécution de la prescription légale.

Au Canada, dans la même circonstance, la loi exige l'apposition d'une affiche, signée par l'inspecteur, indiquant la capacité du local et le nombre des personnes pouvant y être réunies. J'ai fait mettre à l'étude une modification en ce sens du décret du 10 mars 1894.

ART. 6. — Cet article, qui s'occupe de l'évacuation des poussières de toute nature et des gaz incommodes, insalubres ou toxiques, est l'un des plus importants du décret. Les efforts de l'inspection se sont tout spécialement portés sur les améliorations importantes que l'industrie pouvait encore réaliser dans cet ordre d'idées.

C'est toujours dans l'industrie textile que l'évacuation des poussières rencontre le plus de difficultés. Néanmoins, des progrès notables ont été constatés, et plusieurs modes d'évacuation, basés sur la captation des poussières dès leur formation, ont été appliqués avec succès (1).

Dépuis l'arrêt de cassation du 27 mai 1898, qui a jugé que toutes les poussières doivent être évacuées sans distinction, à la différence des gaz qui ne doivent être éliminés que s'ils sont incommodes, insalubres ou toxiques, le service s'est attaché plus particulièrement à obtenir l'évacuation des poussières, surtout dans les fabriques où elles se dégagent avec le plus d'intensité, et notamment dans les fabriques de plâtre et de ciment.

Dans une minoterie du Mans, l'inspecteur signale un nouvel appareil d'ensachage automatique, qui a supprimé entièrement les poussières et rendu en même temps inutiles certaines manutentions coûteuses. Les pertes provenant des poussières ont également diminué, et la transformation du matériel, excellente au point de vue de l'hygiène, ne s'est point trouvée désavantageuse au point de vue économique.

Par contre, la question de l'évacuation des buées dans les teintureries n'a pas fait grand progrès ; cela tient à l'installation défectueuse des usines, en général de construction ancienne. Dans les bâtiments neufs, à plafonds bas, munis de courtes cheminées d'évacuation, l'air intérieur humide et chaud arrive rapidement au dehors et ne subit l'action de l'air froid qu'à l'extérieur ; la formation des buées dans l'atelier est ainsi évitée.

Les hottes avec cheminée d'appel, pour l'enlèvement des buées, n'ont pas donné, dans les filatures de soie, les résultats qu'on avait escomptés. Les intéressés devront trouver un moyen plus efficace. Une puissante ventilation aspirante produirait sans doute de bons effets ; des filateurs cherchent actuellement dans cette voie la solution du problème.

Quant aux poussières déterminées par les meules d'émeri, l'aspiration *per descensum*, dans un canal placé sous les appareils et communiquant avec le ventilateur, n'a pas toujours donné d'heureux résultats. Une installation à l'essai dans la 5^e circonscription paraît appelée à rendre de grands services. Chaque meule a son ventilateur spécial, enfermé dans la même enveloppe, et mû par l'arbre même de la meule. Ce ventilateur chasse les poussières dans un réservoir contenant de l'eau.

(1) Voir le rapport *in extenso* au Journal officiel du 22 décembre 1901.

On signale, pour les fabriques de céruse de Lille, une décroissance très sensible du nombre des cas de saturnisme (65 cas en 1900 contre 87 en 1899).

1897.....	58 cas sur 100 ouvriers.
1898.....	28 — —
1899.....	26 — —
1900.....	19 — —

De meilleurs résultats sont encore obtenus dans une autre fabrique où l'intoxication est à peu près inconnue. Les opérations s'y font à voie humide. Le broyage, le blutage, l'embarillage ont lieu mécaniquement, en appareils clos. Des aspirateurs placés sur les appareils correspondent avec une chambre où un puissant ventilateur aspire les poussières.

Ces constatations sont instructives en ce qu'elles montrent bien à quel point des mesures d'hygiène méritent d'être imposées dans les industries particulièrement dangereuses.

ART. 8. — La prescription de l'article 8 du décret, qui oblige les ouvriers à prendre leurs repas en dehors des locaux affectés au travail, se justifie si pleinement par des considérations d'hygiène qu'il semblerait qu'elle ne dût soulever aucune objection de la part des intéressés. C'est cependant une de celles qui présentent en fait les plus grandes difficultés d'exécution.

Dans la plupart des industries de Paris et des grandes villes, où le coût du loyer est élevé, les patrons, ne disposant pour le travail de leur personnel ouvrier que du cube d'air strictement légal, ne peuvent mettre facilement à la disposition de ce personnel un local spécial où il puisse prendre ses repas.

ART. 9. — Une autre disposition, celle de l'article 9 du décret, complète la prescription relative aux repas. Elle exige que, pendant les interruptions du travail pour les repas, les ateliers soient évacués et l'air entièrement renouvelé. Elle a été rendue d'une exécution plus facile dans la plupart des industries, à la suite de l'application de la loi du 30 mars 1900, qui prescrit la simultanéité des repos. Elle ne saurait toutefois s'appliquer dans toute sa rigueur aux usines à feu continu ni à celles qui seront autorisées à organiser le travail par relais. Dans ces usines, en effet, il n'existe pas, légalement, d'interruption de travail pour les repas.

Enfin, les patrons doivent mettre à la disposition de l'ouvrier des vestiaires, lavabos, ainsi que de l'eau de bonne qualité pour la boisson. 207 industries ont dû être mises en demeure d'exécuter ces dispositions. Pendant la même année 1900, on a constaté l'exécution de 279 mises en demeure de même nature, faites antérieurement.

Sécurité. — L'article 2 de la loi du 12 juin 1893 contient les prescriptions les plus élémentaires relatives à la sécurité du personnel employé dans les établissements industriels. Des prescriptions plus détaillées ont été, en outre, énumérées dans les articles 10 à 18 du décret du 10 mars 1894.

Les industries soumises à ces mesures de sécurité comprennent non seulement celles qui possèdent un moteur mécanique, mais aussi celles dont l'outillage comprend des appareils mécaniques quelconques, même actionnés à la main (circulaire du 3 avril 1900, sur avis conforme du Comité consultatif des Arts et Manufactures).

ART. 10. — Les améliorations, en ce qui touche la sécurité des travailleurs, se développent de jour en jour, et l'on peut dire que la protection des organes dangereux des machines est entrée dans les mœurs industrielles. Les moteurs non isolés

sont aujourd'hui la très rare exception. Des mises en demeure, au nombre de 779, ont à peu près supprimé en 1900 cette cause d'insécurité, tout au moins dans la grande industrie. Dans le cours de la même année, 596 mises en demeure antérieurement faites ont été reconnues exécutées.

Ce sont généralement les petites industries ayant depuis peu adopté un moteur qui ont été reconnues le plus souvent en défaut.

L'obligation de munir les échafaudages de garde-corps continue à n'être qu'imparfaitement appliquée.

Frappé du grand nombre d'accidents qui se produisent de ce fait, j'ai fait remettre à l'étude la modification de l'article 10 du décret de 1894, dont les termes ne permettent pas de prescrire actuellement l'usage de garde-corps rigides.

Le service s'applique pourtant tout spécialement à cette partie de sa tâche, puisque 1,345 mises en demeure ont été faites en 1900 pour la protection des échafaudages.

Cette disposition devrait, ainsi que quelques autres du décret de 1894, devenir obligatoire par elle-même, et la question mériterait d'être examinée si une revision de la loi de 1893 venait en discussion devant le Parlement.

Une autre question s'est posée. Il s'agissait de savoir si la loi du 12 juin 1893 permettait d'invoquer, à l'appui d'un procès-verbal, une mise en demeure faite antérieurement à un même patron à l'occasion d'une précédente installation d'échafaudage.

Rien dans la loi ne contredit cette manière de voir, à laquelle les inspecteurs ont été spécialement invités, par une lettre ministérielle du 1^{er} août 1900, à se conformer à l'avenir.

ART. 11. — Les monte-charges établis d'une façon entièrement conforme aux prescriptions de cet article se rencontrent plus fréquemment que par le passé. Néanmoins 253 mises en demeure ont dû être signifiées en 1900, et 359 mises en demeure antérieures ont été reconnues exécutées pendant la même année.

ART. 12. — C'est pour la protection insuffisante des parties saillantes mobiles des machines et des machines-outils de toute sorte que les inspecteurs ont signifié, au cours de l'année écoulée, le plus grand nombre de mises en demeure. Le chiffre considérable de 5,688 mises en demeure inscrites, et de 6,411 reconnues exécutées dans la même année, indique bien le soin tout particulier apporté par le service à cette partie de sa tâche. Le nombre relativement faible de 373 contraventions relevées prouve, d'autre part, que les industriels eux-mêmes reconnaissent le danger que présentent les organes non recouverts.

Signalons encore à ce sujet le vœu déjà formulé par plusieurs inspecteurs qui, après avoir constaté que toutes les nouvelles machines d'apprêts et quelques machines de filature étaient livrées par les constructeurs avec leurs couvre-engrenages, de façon à éviter à l'industriel qui les achète l'obligation de faire exécuter sur place des protections plus ou moins bien établies, expriment l'avis qu'il y aurait intérêt à obtenir que les constructeurs fussent astreints par la loi à livrer leurs appareils munis de dispositifs protecteurs.

ART. 13, 14 et 15. — Le signal de mise en marche et d'arrêt des machines a dû être demandé dans un certain nombre d'établissements, ainsi que la mise à la portée des conducteurs d'appareils d'arrêt des machines motrices.

On a fait observer à ce sujet que l'arrêt même immédiat du moteur n'empêchait pas toujours l'accident signalé de s'aggraver et même de devenir mortel, car lorsque la machine s'arrête, les transmissions, par suite de la vitesse acquise, continuent leur mouvement pendant quelques instants encore. Aussi a-t-on préconisé l'instal-

lation des débrayages permettant d'arrêter, en cas de besoin, une partie quelconque de la transmission, et même d'isoler individuellement chaque machine de l'arbre de commande.

Saisi de la question, le Comité consultatif des Arts et Manufactures a donné, à la date du 4 décembre 1901, un avis défavorable en ce qui concerne les débrayages à effet collectif comme susceptibles de produire l'emballement du moteur, mais il a estimé qu'en présence de la jurisprudence établie, il était nécessaire d'introduire dans le décret de 1894 une disposition prescrivant le débrayage individuel des machines-outils, métiers, etc.

A la suite de cet avis, le Ministre a décidé de demander au Comité consultatif d'Hygiène publique de France son avis sur la modification qui pourrait être apportée en ce sens à l'article 13 du décret du 10 mars 1894.

ART. 16. — Cet article dont les dispositions ont pour objet, soit d'empêcher les incendies, soit d'assurer l'évacuation des ateliers en cas de sinistre, est généralement observé; il n'a comporté cette année qu'un nombre minime de mises en demeure, pour établissement de portes devant s'ouvrir en dehors, construction d'escaliers incombustibles, augmentation du nombre des issues ou des escaliers, etc.

Le meilleur signe de l'amélioration considérable réalisée sur ce point, c'est que le nombre de 138 mises en demeure, signifiées au cours de l'année, n'atteint pas le tiers des mises en demeure antérieures reconnues exécutées dans la même période.

La protection des dynamos est assurée dans les conditions prévues à l'article 17.

ART. 18. — Les inspecteurs signalent qu'ils n'obtiennent pas sans difficulté des ouvriers et ouvrières appelés à se tenir près des machines l'usage de vêtements ajustés. L'ouvrier dit être le maître de s'habiller comme il lui convient. Quant au patron, il demande si le décret lui impose l'obligation de fournir le vêtement, et jusqu'à quel point il peut obliger l'ouvrier à en faire usage.

En résumé, il résulte des constatations qui précèdent que les mesures de sécurité et d'hygiène se généralisent de plus en plus dans l'industrie. Une nouvelle impulsion a été donnée dans cet ordre d'idées depuis la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents.

CHAPITRE II.

RELEVÉ DES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS ONT ÉTÉ VICTIMES. — CAUSES ET GRAVITÉ DE CES ACCIDENTS.

L'industrie minérale tout entière, pour laquelle des statistiques spéciales sont d'ailleurs dressées au ministère des travaux publics, échappe au contrôle du département du Commerce. On se bornera donc à examiner dans le présent rapport les accidents dont les avis de déclaration ont été adressés au service de l'inspection du travail.

Depuis la loi du 9 avril 1898, les accidents sont de plus en plus exactement déclarés. Cependant des infractions à la disposition de l'article 11 se produisent encore, surtout quand il s'agit d'accidents sans gravité qui peuvent échapper au contrôle du service.

Quant à la transmission par les maires au service de l'inspection du travail des déclarations qu'ils reçoivent, c'est une formalité essentielle qui ne s'opère pas encore avec toute la régularité désirable.

Au reçu des instructions contenues dans la circulaire du 25 août 1899, certains préfets ont fait imprimer et ont adressé aux maires de leur département des for-

mules de déclaration d'accidents. Il serait à souhaiter que cette pratique fût partout suivie.

Les avis d'accidents adressés par les maires aux inspecteurs sont encore bien souvent incomplets. Parmi les renseignements qui font fréquemment défaut, figure l'indication des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident. Cette indication doit cependant, aux termes du décret du 18 août 1899, être portée à l'avis de déclaration.

Il conviendrait que les circonstances de l'accident fussent assez exactement indiquées pour qu'il fût possible d'en déterminer la cause. Cette détermination, en effet, intéresse le service au double point de vue de la prévention des accidents et des enquêtes à faire.

Les accidents qui paraissent résulter d'infractions aux lois de 1892 ou de 1893, et les accidents graves sont seuls l'objet d'enquêtes spéciales.

Il est bien difficile à l'inspecteur, lorsqu'il reçoit par jour une moyenne de 15 à 20 avis de déclaration d'accidents, de faire toujours ces enquêtes en temps opportun, sans risquer de négliger l'application des lois sur le travail.

C'est une des raisons pour lesquelles l'augmentation des cadres du service s'impose absolument. Il n'est pas possible, en effet, de réclamer au corps de l'inspection, étant donnée sa composition actuelle, une somme de travail et de surveillance plus considérable, et il n'est pas non plus admissible que la négligence de certains industriels ne puisse toujours être réprimée, par suite des retards apportés aux enquêtes.

L'affichage de la loi de 1898, dont le service de l'inspection du travail est également chargé de surveiller l'exécution, est généralement bien fait. Les sociétés d'assurances contre les accidents du travail ont d'ailleurs facilité sur ce point la tâche de l'inspection du travail.

Le tableau ci-après présente, par groupes d'industries, l'état général des accidents déclarés au service de l'inspection du travail pendant l'année 1900 et pendant le 2^e semestre de 1899. La loi relative à la responsabilité des accidents n'est entrée en vigueur que le 1^{er} juillet 1899 :

NOM- BROS.	GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE D'ACCIDENTS déclarés.	
		2 ^e semestre 1899.	Année 1900.
1	Alimentation.....	5 707	12 204
2	Bois (Industrie du).....	3 286	8 353
3	Chemins de fer (construction et répara- tion des).....	8 432	12 293
4	Chimiques (Industries).....	3 923	7 242
5	Construction.....	16 222	37 989
6	Cuirs et peaux.....	1 160	3 104
7	Eau, chauffage, éclairage.....	2 110	5 457
8	Imprimerie.....	596	1 611
9	Industrie textile.....	6 864	15 463
10	Machines, outils, instruments de préci- sion, appareils.....	10 409	26 061
11	Métallurgiques (Usines).....	13 764	29 732
12	Métaux (Travail des).....	4 446	9 534
13	Moulins.....	669	1 820
14	Papiers, cartons.....	1 211	2 753
15	Pierres et terres (Industrie des).....	3 891	9 527
16	Vêtements et accessoires.....	331	1 037
17	Industries diverses.....	3 684	6 140

GROUPE D'INDUSTRIES.		NOMBRE D'ACCIDENTS déclarés.	
		2 ^e semestre. 1899.	Année 1900.
Industries non soumises au contrôle général du service.	Exploitations agricoles avec moteurs inanimés.....	994	1 519
	Magasins publics dépendant des ministères de la guerre et de la marine...	1 001	260
	Autres magasins publics.....		1 610
	Transports par eau.....		3 275
	Transports par terre (camionnage, messageries, déménagements, omnibus).....	9 196	11 854
	Transports par voie ferrée, (chemins de fer, tramways).....		17 065
	Magasins d'alimentation avec moteurs inanimés.....	64	702
	Autres magasins privés.....	134	4 028
	Divers.....	374	2 261
TOTAUX.....		98 468	232 976

On peut voir, d'après l'état qui précède, que le nombre des déclarations d'accidents s'est beaucoup accru pendant l'année 1900. En effet, si l'on suppose que les 232,976 accidents déclarés en 1900 se répartissent également entre les deux semestres, on obtient pour chaque semestre un total de 116,488, supérieur de 18,020 au chiffre total du 2^e semestre de 1899. L'année tout entière présenterait donc un accroissement de 36,040 déclarations, soit de 18 p. 0/0 environ, sur les chiffres de l'année précédente.

Il n'existe aucune raison de supposer que cet accroissement soit dû à l'augmentation du nombre réel des accidents. L'accroissement constaté dans le tableau précédent résulte de ce que, depuis l'application de la loi du 9 avril 1898, les accidents sont de plus en plus exactement déclarés. La statistique en cours d'exécution pour l'année 1901, présente des chiffres sensiblement égaux à ceux de 1900 et corrobore cette constatation.

L'état ci-après donne la classification des accidents d'après leurs causes matérielles :

CAUSE MATÉRIELLE DES ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS déclarés.	CAUSE MATÉRIELLE DES ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS déclarés.
Moteurs.....	712	d'une échelle, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.....	45 506
Transmissions.....	2 267	Manutention de fardeaux.....	40 715
Machines-outils, métiers, etc..	18 805	Conduite des voitures, accidents causés par les animaux....	14 121
Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	2 074	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	18 100
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	331	Causes diverses.....	31 711
Explosifs (poudre, dynamit ^e , etc.)	465	Causes inconnues.....	8 396
Matières incandescentes, brûlantes, corrosives.....	12 854		
Éboulements, chutes d'objets...	36 937		
Chute (de l'ouvrier) du haut		TOTAL.....	232 976

Quelques-unes des causes matérielles ci-dessus énumérées présentent un contingent d'accidents considérable.

Il eût été intéressant, afin de fixer l'importance comparative des risques pour chacune de ces causes matérielles d'accidents, de rapprocher du nombre d'accidents le nombre des ouvriers occupés aux travaux qui les ont occasionnés.

Ce rapprochement ne peut être fait, car il n'existe de classification d'ouvriers que par industrie, et non par nature de travaux dans chaque industrie.

Mais il est possible de déterminer quel est le rapport du nombre des accidents déclarés, dans chacun des groupes d'industries, au nombre total des ouvriers de ces industries.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE		
	d'accidents déclarés en 1900.	d'ouvriers existant dans les ateliers soumis au contrôle des inspecteurs.	d'accidents survenus par 1,000 ouvriers.
Alimentation.....	12 204	169 469	72.0
Bois (Industries du).....	8 353	167 988	49.7
Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	12 293	(1)	
Chimiques (Industries).....	7 224	72 713	99.0
Constructions.....	37 976	314 582	120.7
Cuirs et peaux.....	3 104	105 665	29.0
Eau, chauffage, éclairage.....	5 457	52 900	103.0
Imprimeries.....	1 611	66 799	24.0
Industrie textile.....	15 453	656 287	23.5
Machines, outils, instruments de précision, appareils.....	26 061	197 226	132.0
Métallurgiques (Usines).....	29 732	160 713	185.0
Métaux (Travail des).....	9 534	173 753	54.8
Moulins.....	1 820	40 309	45.0
Papiers, cartons.....	2 753	70 769	38.9
Pierres et terres (Industries des).....	9 524	160 623	59.0
Vêtements et accessoires.....	1 037	292 887	3.5
Industries diverses.....	6 140	53 312	115.0

En rapprochant le nombre total des ouvriers employés du nombre total des accidents déclarés, on arrive à une proportion globale de 64 accidents déclarés par 1,000 ouvriers.

Le tableau ci-après (page 88) permet d'apprécier la gravité relative des accidents dans chaque groupe d'industries.

Ainsi donc, en ce qui concerne les cas mortels, les industries les plus dangereuses sont celles de la construction, les moulins, les usines métallurgiques, l'alimentation, etc.

Les industries où les accidents entraînent le plus souvent l'incapacité permanente sont les machines, la construction et les usines métallurgiques.

La moyenne des cas de mort qui résulte de l'ensemble de ce tableau est de 0,4 p. 1.000; celle des incapacités présumées permanentes, de 0,9 p. 1.000; celle des incapacités présumées temporaires de plus de quatre jours de 59 p. 1.000.

(1) Le nombre des ouvriers employés à la construction et à la réparation du matériel des chemins de fer n'a pas été rapproché du nombre des accidents déclarés. Ce dernier nombre, en effet, comprend tous les accidents survenus dans les ateliers de construction et de réparation du matériel des chemins de fer, tandis que le nombre d'ouvriers relevé ne s'applique qu'aux seuls ateliers visités par les inspecteurs du travail, c'est-à-dire occupant des femmes et des enfants.

GROUPES D'INDUSTRIELS.	ACCIDENTS SURVENUS par 1.000 ou- vriers existant dans les ateliers soumis au contrôle des inspecteurs.	MORTS				INCAPACITÉ				SUITES	
		permanente.		Temporaire de plus de 4 jours.		Temporaire de 4 jours et moins.		inconnues.		Nombre.	Pour 1000 ouvriers.
		Nombre.	Pour 1000 ouvriers.	Nombre.	Pour 1000 ouvriers.	Nombre.	Pour 1000 ouvriers.	Nombre.	Pour 1000 ouvriers.		
Alimentation.....	72,0	84	0,5	126	0,7	11 373	67,1	226	1,3	395	2,3
Bois (Industries du).....	49,7	20	0,1	186	1,1	7 576	45,1	238	1,4	333	1,9
Chimiques (Industries).....	99,0	43	0,5	76	1,0	6 443	88,6	366	5,0	296	4,0
Construction.....	120,7	442	1,4	550	1,7	34 639	110,1	795	2,4	1.563	1,9
Cuir et peaux.....	29,0	13	0,1	48	0,4	2 873	27,2	66	0,62	104	0,9
Eau, chauffage, éclairage.....	103,0	19	0,3	49	0,9	4 989	94,3	248	4,67	152	2,8
Imprimerie.....	24,0	"	"	29	0,4	1 492	22,3	39	0,5	51	0,7
Industries textiles.....	23,5	64	0,09	400	0,5	14 087	21,4	522	0,79	392	0,59
Machines, outils, instruments de précision, appareils.....	132,0	75	0,3	404	2,0	23 817	120,7	1 092	5,5	675	3,4
Métallurgiques (Usines).....	185,0	87	0,5	267	1,6	27 562	171,0	1 123	6,9	693	4,3
Métaux (Travaux des).....	54,8	25	0,1	116	0,6	8 840	50,9	290	4,6	263	1,4
Moulins.....	45,0	39	0,9	53	1,3	1 605	39,9	22	0,5	101	2,1
Papiers, cartons.....	38,9	19	0,2	63	0,9	2 541	35,9	53	0,7	77	1,0
Pierres et terres (Industries des) ..	59,0	63	0,39	92	0,57	87 593	54,7	233	1,4	346	2,1
Vêtements et accessoires.....	3,5	3	0,01	10	0,03	953	3,25	47	0,16	24	0,08
Industries diverses.....	115,0	87	1,7	84	1,6	5 676	106,4	127	2,5	146	2,7

GROUPES D'INDUSTRIES.	ENFANTS AU-DESSOUS DE 18 ANS.				FILLES				HOMMES ADULTES			
	GARÇONS		FILLES		de plus de 18 ans et femmes.		proportion		proportion		proportion	
	accidents	par	1,000	ouvriers.	blessés.	employés.	blessés.	employés.	blessés.	employés.	blessés.	employés.
							p. 1.000.	p. 1.000.	p. 1.000.	p. 1.000.	p. 1.000.	p. 1.000.
Alimentation.....	72,0	557	9 205	60	110	11 071	10,0	731	41 938	17,0	10 806	107 255
Bois (Industries du).....	49,7	686	20 801	33	55	4 627	12,0	196	13 964	14,0	7 416	138 506
Chimiques (Industries).....	99,0	126	3 371	64	66	2 273	29,0	752	16 586	45,0	6 190	50 483
Construction	120,7	2 436	31 151	78	#	65	#	13	1 344	9,7	35 540	282 032
Cuir et peaux.....	29,0	257	10 353	25	45	5 203	8,7	197	18 052	11,0	2 605	72 057
Eau, chauffage, éclairage....	103,0	200	2 871	70	35	926	37,0	112	3 918	80,5	5 110	45 185
Imprimerie	24,0	411	10 749	38	42	3 426	12,0	84	12 079	7,0	1 074	40 545
Industries textiles.....	23,5	1 886	49 443	38	1 076	81 301	13,0	2 784	268 367	10,0	9 717	257 176
Machines-outils, instruments de précision, appareils.....	432,0	3 393	24 330	438	27	1 287	21,0	114	4 546	25,0	22 527	167 063
Métallurgiques (Usines).....	185,0	3 605	15 618	230	20	720	25,0	105	3 101	34,0	26 002	141 214
Métaux (Travail des).....	54,8	1 533	22 397	64	238	5 531	43,0	464	16 895	27,0	7 299	128 930
Moulins.....	45,0	57	862	66	1	16	62,0	1	625	4,6	1 761	38 806
Papiers, cartons.....	38,0	298	5 378	55	69	6 560	10,5	242	24 161	10,0	2 144	34 070
Pierres et terres (Industrie des).	59,0	1 073	19 865	54	116	5 708	20,0	224	16 961	92,0	8 114	118 089
Vêtements et accessoires.....	3,5	88	7 542	11	50	86 199	0,58	202	159 219	1,26	697	39 927
Industries diverses.....	115,0	108	2 061	52	56	5 047	11,0	277	21 614	12,7	5 699	24 590

Le tableau de la page 89 indique le nombre des accidents survenus dans les groupes d'industries déjà énumérés, avec le nombre et la proportion des diverses catégories de victimes suivant l'âge et le sexe.

On voit, d'après ce tableau, combien sont encore dangereux pour les enfants les travaux où ils sont employés dans les usines métallurgiques, machines, travail des métaux, construction, etc.

CHAPITRE V.

APPLICATION DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1900.

L'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900 est ainsi conçu : « Les magasins, boutiques ou autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises ou objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées. »

La loi du 29 décembre 1900 fonctionne depuis le 28 février dernier; elle n'a rencontré jusqu'à ce jour aucune difficulté sérieuse d'exécution, car elle répondait à un mouvement d'opinion publique auquel il serait plus difficile à un commerçant qu'à tout autre de résister. Le nombre véritablement insignifiant de contraventions relevées prouve d'ailleurs à quel point les patrons intéressés eux-mêmes avaient compris la légitimité de ses dispositions.

Les visites des magasins n'ont point été aussi nombreuses qu'il eût été désirable pour assurer partout l'application de la loi. Néanmoins, on peut affirmer que les établissements importants, qu'elle vise plus particulièrement, ont tous été visités.

Le service de l'inspection ne saurait d'ailleurs être rendu responsable du nombre restreint des visites effectuées. Il ne faut pas perdre de vue qu'il est appelé à assurer en France l'exécution de quatre lois principales : la loi du 9 septembre 1848, relative aux heures de travail dans les manufactures et usines; la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels; la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et la loi du 30 mars 1900 qui a modifié les deux lois de 1848 et de 1892.

Il ne paraît pas possible d'exiger davantage d'un service déjà surchargé, en dehors de ses visites, de travaux de bureau considérables, tels que rapports, actions judiciaires, mises en demeure, statistiques des accidents, etc.

Telles sont les mesures qui ont été prises depuis la date du précédent rapport, pour assurer d'une manière de plus en plus efficace l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions relatives à la sécurité, dont l'application intéresse si directement les patrons en mettant en jeu leur responsabilité, sont naturellement celles qui ont été jusqu'à ce jour et qui resteront à l'avenir les moins discutées.

Quant aux prescriptions d'hygiène générale, les inspecteurs sont arrivés progressivement à accomplir dans l'industrie des améliorations notables.

Restent les prescriptions ayant pour objet de remédier aux causes de danger particulières à certaines industries. Dans ce domaine, on a pu constater que presque tout restait encore à faire. Aussi est-ce vers l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles fonctionnent encore actuellement un grand nombre de ces industries que l'Administration se propose de diriger les efforts du service.

Ce programme est vaste et les difficultés que rencontrera son exécution sont nombreuses. Ce n'est donc que progressivement et en évitant d'apporter un trouble profond dans des industries qui, jusqu'à ce jour, n'avaient connu aucune con-

trainte, que les améliorations nécessaires pourront être apportées à l'état de choses actuel.

L'Administration s'inspirera des considérations qui précèdent dans l'élaboration des règlements qui seront ultérieurement rendus, mais sans perdre de vue que ces considérations, quel que soit l'intérêt qu'elles présentent, ne sauraient prévaloir contre l'intérêt supérieur de la santé et de l'existence même des travailleurs.

VOEUX DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL

SUR L'EXTENSION DE LA LOI DU 12 JUIN 1893.

Un certain nombre de catégories de travailleurs échappent encore aujourd'hui d'une façon absolue à la protection de la loi du 12 juin 1893. Ce sont :

- 1° Les ouvriers agricoles;
- 2° Les domestiques et gens de service;
- 3° Les ouvriers et employés des entreprises de transport par voie de terre et de fer et par eau;
- 4° Les employés de bureau;
- 5° Les employés de commerce;
- 6° Les ouvriers employés dans les petites industries de l'alimentation (boulangeries, pâtisseries, charcuteries, restaurants), quand il n'est pas fait usage d'appareils mécaniques dans les établissements où ils sont occupés;
- 7° Les ouvriers employés dans les ateliers de famille dans les conditions prévues pour ces ateliers par les lois de 1892 et de 1893.

En ce qui concerne spécialement les ouvriers employés dans les petites industries de l'alimentation, deux avis du Conseil d'État, l'un du 29 juin 1893, l'autre du 22 mai 1894, ont successivement déclaré qu'ils ne pouvaient être considérés comme se livrant à un travail industriel, mais qu'ils devaient être assimilés aux employés du commerce ou des professions se rattachant à la vie domestique. Bien que ces avis aient été rendus à l'occasion de l'assujettissement de ces catégories à la loi de 1892, la nomenclature de l'article 1^{er} de la loi de 1893 reproduisant à peu près textuellement celle de la loi du 2 novembre 1892, ces professions ont dû être également considérées comme non assujetties aux prescriptions générales d'hygiène et de sécurité de la loi de 1893.

Cependant, il ne semble pas qu'en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les abus soient moins nombreux que partout ailleurs dans les professions que le Conseil d'État a exceptées de la réglementation, et dont le caractère industriel est bien caractérisé d'autre part, puisqu'elles ont pour objet une transformation de la matière.

Antérieurement à la décision qui, en 1894, a notifié aux inspecteurs du travail les avis du Conseil d'État, ceux-ci visitaient régulièrement les ateliers et laboratoires des petites industries de l'alimentation. Or, leurs rapports annuels avaient déjà signalé les conditions déplorables d'hygiène des locaux affectés au travail dans ces établissements, ainsi que des dépendances où étaient logés les apprentis et les ouvriers. Aussi, M. Waddington, dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des députés, le 13 décembre 1887, sur le projet de loi devenu la loi du 2 novembre 1892, déclarait-il que c'était « dans les boutiques, les magasins, où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce » que se produisaient les plus graves abus.

L'enquête publiée en 1893, par les soins de l'Office du travail, confirme les faits signalés par les inspecteurs sur les conditions d'hygiène dans un certain nombre de ces établissements.

Récemment encore, les inspecteurs divisionnaires ont été appelés à donner, dans leurs rapports annuels pour l'année 1899, leur avis sur l'application éventuelle des lois de 1892 et de 1893 à ces industries. Si des réserves ont été faites par certains d'entre eux sur l'application intégrale de la loi de 1892, ils se sont, par contre, tous prononcés pour l'application à ces professions de la loi du 12 juin 1893.

L'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription (Paris) déclare que « dans les pâtisseries et charcuteries, les cuisines et les laboratoires sont souvent installés dans des conditions hygiéniques déplorable au point de vue de la salubrité, à cause de leur aérage insuffisant ou de leur exigüité, et au point de vue de la sécurité en cas d'incendie ».

Dans la 8^e circonscription (Bordeaux), une enquête a été faite par les inspecteurs du travail sur les conditions de salubrité des ateliers de panification. Le rapport de l'inspecteur divisionnaire constate que « presque tous ces ateliers sont situés au sous-sol et généralement mal ventilés. Beaucoup ne possèdent pas de lieux d'aisance, et c'est le sol de la cave qui absorbe les excréments. Les apprentis pâtisseries et restaurateurs partagent habituellement leur lit soit avec un apprenti, soit avec un ouvrier; les chambres dans lesquelles ils couchent sont des plus exigües. Nous en avons trouvé, ajoute-t-il, qui ne présentaient que 6 à 7 mètres de surface et 10 mètres cubes d'air ».

Il y aurait évidemment injustice à généraliser les constatations faites par l'inspection du travail. Il n'en est pas moins vrai que, dans nombre d'établissements, les règles les plus élémentaires d'hygiène et de sécurité ne sont pas observées et qu'il y a urgence de faire cesser un état de choses également préjudiciable à la santé publique et à l'ouvrier lui-même.

Cette mesure est d'ailleurs énergiquement réclamée par les ouvriers intéressés. Dès 1895, des réclamations collectives se sont fait jour. En 1898, se produisait une nouvelle pétition adressée au Parlement et groupant environ 28,000 signatures. Enfin, dans un congrès tenu à Paris en 1900, les 28 syndicats d'ouvriers pâtisseries, cuisiniers et confiseurs adhérents au congrès ont réclamé l'application à leur profession de la loi de 1893.

Si l'application de la loi du 12 juin 1893 aux professions commerciales ne présente pas un caractère d'urgence aussi pressant, les conditions hygiéniques sont cependant loin d'y être irréprochables; l'aération et la ventilation n'y sont point toujours assurées, surtout dans les sous-sols souvent malsains où sont placés certains rayons ou bureaux. Des poussières se dégagent des étoffes ou autres produits manutentionnés.

Mais les plaintes des employés de commerce visent tout particulièrement les conditions dans lesquelles sont logés certains d'entre eux.

C'est dans le but de remédier aux abus révélés par ces diverses enquêtes que j'ai prié, dès le mois de juin 1900, le Conseil supérieur du travail de mettre à l'ordre du jour de sa session de 1901 la question de l'application de la loi du 12 juin 1893 à ces deux catégories de travailleurs.

De l'enquête à laquelle s'est livrée la Commission permanente du Conseil supérieur, et des comparutions qui ont eu lieu au cours de cette enquête, il résulte que si les ouvriers de l'alimentation et du commerce envisagent la protection légale comme éminemment désirable, les patrons, de leur côté, ne se sont point montrés radicalement opposés à ce que la loi de 1893 fût appliquée dans leurs ateliers. Sans doute, ils ont cru devoir protester contre les affirmations qui tendaient à étendre à

tous les membres de leur corporation des faits regrettables, mais qu'ils déclarent purement individuels. Toutefois, ils se sont montrés disposés à appliquer à leurs ouvriers les prescriptions destinées à sauvegarder leur santé et leur sécurité.

Après avoir été de la part de la commission permanente l'objet de débats approfondis, la question a été soumise au Conseil supérieur du travail, au cours de sa session de juin dernier. Le Conseil a émis les vœux suivants, relatifs à l'extension de la loi du 12 juin 1893 :

« Que les commissions départementales d'hygiène soient appelées à prêter leur concours aux inspecteurs du travail, de manière à soulager le Comité consultatif des Arts et Manufactures.

« Que l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 soit ainsi libellé :

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, bureaux, magasins, boutiques, arrière-boutiques et leurs dépendances, et, en général, les établissements de tout ordre industriels et commerciaux.

« Dans les dépendances sont compris les dortoirs, réfectoires et cuisines du personnel, ainsi que les terrasses et emplacements sur la voie publique, affectés aux ventes et étalages extérieurs.

« Toutes les dispositions de la loi du 12 juin 1893 et des décrets subséquents visant les établissements industriels, les chefs d'industrie et les ouvriers, sont applicables, sauf les dérogations expressément prévues, aux employés et ouvriers de toutes catégories occupés dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi.

« Dans les établissements où tout ou partie du personnel est logé, à l'exception des ménages, qui devront avoir une chambre distincte, les pièces à usage de dortoirs ne peuvent contenir que des personnes d'un même sexe disposant chacune d'une literie et d'un meuble ou placard propre à y ranger leurs effets. Les lits doivent être séparés les uns des autres par des cloisons d'au moins 2 mètres de hauteur. Les chambres et dortoirs doivent être distincts et séparés des locaux affectés au travail; ils doivent être librement accessibles à ceux qui y sont logés.

« Il y a lieu de compléter l'article 5 du décret du 10 mars 1894, en spécifiant le cube d'air minimum que doivent avoir les dortoirs et chambres à coucher affectés au personnel.

« Dans les établissements commerciaux de tous genres, il est interdit d'employer à la surveillance ou à la vente aux étalages extérieurs des enfants de moins de 18 ans. Pour les adultes, une addition au décret du 10 mars 1894 fixera les conditions et la durée maximum de leur présence consécutive aux étalages extérieurs. »

En présence de l'accord presque unanime qui s'est produit au Conseil supérieur du travail dans la discussion et le vote de ces vœux, on peut affirmer que l'assujettissement des petites industries de l'alimentation et du commerce à la loi du 12 juin 1893 est, en principe, accepté par tout le monde, aussi bien par les travailleurs que par les patrons. On n'en saurait, d'ailleurs, donner une meilleure preuve que la délibération par laquelle la chambre de commerce de Paris a adopté, le 19 juin dernier, les conclusions du rapport qui lui était présenté, et qui approuvait la proposition de loi de M. Groussier, député, ayant pour objet d'étendre à tous les ouvriers et employés des deux sexes les dispositions de la loi de 1893.

Les délibérations des commissions départementales qui se sont occupées des modifications à apporter à la loi de 1893 sont également favorables à la mesure proposée.

La commission départementale de la Charente-Inférieure est d'avis que la loi de

1893 devrait s'étendre aux petites industries de l'alimentation, ainsi qu'aux maisons de commerce. Les commissions du Cher et du Tarn se sont bornées à examiner l'extension de la loi aux petites industries de l'alimentation. La commission départementale du Gers demande que la loi soit appliquée aux magasins de vente, et celle du Lot aux ouvriers agricoles. Quant à la commission départementale de la Gironde, elle émet le vœu que « dans toutes les industries où cela est possible, on mette des sièges à la disposition des ouvriers et ouvrières, pour que ceux-ci puissent prendre un moment de repos lorsque le travail le permet ».

PROJET DE LOI

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DU 12 JUIN 1893 SUR L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ
DES TRAVAILLEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

(PROTECTION DES EMPLOYÉS DE MAGASIN.)

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, § 1, 2, § 4, et 3 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER, § 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement, et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

ART. 2, § 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures détermineront :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières, vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc.;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1^{er} du présent article.

ART. 2. — La présente loi sera applicable trois mois après la date de sa promulgation.

ANNEXES.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

Allemagne.

Loi du 30 juin 1900 modifiant et complétant la Gewerbeordnung.

ART. 139 g. — Les autorités de police sont qualifiées pour édicter, par voie d'ordonnance, vis-à-vis de magasins déterminés, telles mesures apparemment praticables eu égard à la nature de l'établissement, et que semble nécessairement comporter l'application des principes contenus au paragraphe 62, alinéa 1 du Code de Commerce, tant au point de vue de l'installation et de l'entretien des locaux, des dispositifs et appareils affectés à l'exploitation, que sous le rapport de la réglementation de cette exploitation.

ART. 139 h. — Par arrêté du Conseil fédéral, peuvent être édictées des prescriptions sur

les conditions auxquelles doivent satisfaire les *magasins*, ateliers et *dépôts de marchandises* et leur mode d'installation, ainsi que les machines et appareils, afin de réaliser les principes contenus, paragraphe 62, alinéa 1, du Code de Commerce. La disposition, paragraphe 120 et alinéa 4, est ici applicable.

En tant que de telles prescriptions ne sont pas édictées par un arrêté du Conseil fédéral, elles peuvent l'être par une ordonnance des autorités désignées au paragraphe 120^e, alinéa 2.

Angleterre.

Loi de 1878 sur les fabriques et ateliers.

Les articles 34 à 36 prescrivent, en ce qui concerne les boulangeries établies dans une ville de plus de 5,000 habitants, les mesures suivantes :

1° Peinture à l'huile, vernissage, blanchiment à la chaux, de sept en sept ans, de tous les murs intérieurs, plafonds, voûtes, couloirs et escaliers et, en outre, lessivage à l'eau chaude et au savon au moins tous les six mois;

2° Interdiction d'employer comme chambre à coucher aucune pièce située au même niveau que le fournil et faisant partie du même bâtiment, à moins qu'elle ne soit séparée de ce fournil par une cloison s'étendant du plancher au plafond et éclairée par une fenêtre extérieure et vitrée dont la loi détermine les dimensions. Sanction pénale : amende de 20 schillings et, en cas de récidive, 5 livres.

Loi du 6 juillet 1895, ayant pour objet d'amender et d'étendre la loi relative aux fabriques et ateliers.

ART. 27. — 1) Les articles 34 et 35 de l'acte principal seront applicables à toute boulangerie et tout ce qui, dans ces sections, en limite l'application aux villes, bourgs et localités renfermant une population de plus de 5,000 habitants, est abrogé.

3). — Aucun sous-sol ne pourra être utilisé comme boulangerie à moins qu'il n'ait été employé à cet usage avant la mise en vigueur du présent acte, et, si ce local est utilisé en contravention au présent acte, une boulangerie ainsi installée sera réputée n'être pas tenue en conformité avec l'acte principal.

Nouvelle-Zélande.

Loi sur les magasins et employés de magasins (1894).

Les magasins ou comptoirs devront être tenus proprement; ils seront protégés contre toute émanation provenant des égouts, latrines et contre toutes autres mauvaises odeurs; ils seront ventilés d'une façon pratique et efficace (art. 17).

On aménagera des water-closets ou latrines en nombre suffisant et, conformément aux instructions de l'inspecteur, si la maison occupe des personnes des deux sexes n'appartenant pas à la même famille et travaillant dans les mêmes locaux, il conviendra d'établir des water-closets spéciaux pour chaque sexe et bien séparés (art. 17).

Canada.

Hygiène et sûreté.

La loi d'Ontario fait des règlements pour assurer le bien-être physique des employés. Les boutiques doivent être bien aérées et doivent être exemptes d'émanations d'égouts, etc.; elles ne doivent pas être encombrées par des employés, lorsque le travail a lieu, de manière à nuire à la santé des employés. Il doit y avoir aussi un nombre suffisant de latrines propres et bien aérées, avec des entrées séparées pour les hommes et pour les femmes. Dans le cas d'omission ou d'insuffisance à ce sujet, le patron devra exécuter ce qui sera convenable et nécessaire d'après les ordres de l'inspecteur, agissant d'après les règlements.

Dans Ontario, en outre de ce qui est exigé actuellement relativement aux appareils de chauffage, il y aura dans chaque boutique ayant plus de deux étages de hauteur, dans chaque pièce au-dessus du rez-de-chaussée, ou dans autant de pièces ou pour autant de fenêtres

dans chaque pièce que l'inspecteur jugera nécessaire, un câble en fer, bien fixé, n'ayant pas moins de trois quarts de pouce de diamètre et d'une longueur suffisante pour atteindre le sol, de la pièce où il est fixé. Dans le cas de danger particulier, en cas d'incendie dans une boutique ayant plus de trois étages de haut, le lieutenant gouverneur en conseil peut, au moyen d'un règlement, demander la construction d'appareils de sauvetage consistant en plates-formes en fer, en dehors de l'édifice avec des rampes et des escaliers à chaque étage, y compris le comble lorsqu'on s'en sert pour l'usage de la boutique; il doit y avoir accès facile de l'intérieur de l'édifice aux escaliers.

Autriche.

Loi du 8 mars 1885 modifiant et complétant la loi sur l'industrie.

TITRE VI.

PERSONNEL DE L'INDUSTRIE ET DES MÉTIERS.

ART. 73. — Sous la dénomination de travailleurs salariés (*Hilfsarbeiter*) sont compris par la présente loi sans distinction d'âge ni de sexe, tous les travailleurs qui sont régulièrement employés dans les entreprises, à savoir :

a) Les *commis* et ouvriers de m^tier, les *garçons de café et de restaurant*, les cochers dans les entreprises de transports, etc.

ART. 74. — Tout chef d'entreprise est tenu d'installer et d'entretenir à ses frais tous les dispositifs concernant les locaux de travail, machines et appareils, qui, en tenant compte des conditions de l'industrie ou de l'établissement; sont nécessaires pour protéger la vie et la santé des travailleurs.

Entre autres devoirs, le chef d'entreprise doit avoir soin que, pendant tout le temps du travail, les locaux du travail soient le plus possible, eu égard à la nature du travail, tenus propres et sans poussière, que l'air se renouvelle d'une manière proportionnée au nombre des ouvriers et au mode d'éclairage et remédie aux exhalaisons nuisibles, et, notamment, que dans les industries chimiques, l'exploitation et la manipulation soient organisées de la manière la moins préjudiciable à la santé des travailleurs.

Belgique.

Loi concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales (2 juillet 1899.)

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des ateliers ou du travail et la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales dont l'exploitation présente des dangers, même lorsqu'elles ne sont pas classées comme dangereuses, insalubres et incommodes. Ces mesures peuvent être imposées tant aux ouvriers, s'il y a lieu, qu'aux patrons ou chefs d'entreprises.

Le Gouvernement est également autorisé à prescrire la déclaration des accidents du travail qui surviennent dans ces entreprises.

Sont exceptées les entreprises où le patron ne travaille qu'avec des membres de sa famille habitant chez lui ou avec des domestiques ou gens de la maison.

Missouri.

Loi du 29 mai 1899, concernant l'hygiène et la durée du travail dans les boulangeries.

ART. 2. — Toutes chambres et tous bâtiments occupés par des boulangeries, pâtisseries ou confiseries, devront être pourvus d'égouts et de tuyaux de décharge de nature à assurer la propreté des locaux, ainsi que de baies d'aérage, de fenêtres et de ventilateurs propres à y maintenir une ventilation convenable. Les meubles et ustensiles seront disposés de telle

sorte que les meubles et le plancher puissent être tenus dans un état de continuelle propreté; les water-closets ou fosses d'aisances ne pourront se trouver à l'intérieur des chambres à four, ni communiquer avec celles-ci.

ART. 3. — La farine préparée devra être tenue dans des locaux parfaitement propres, secs et convenablement ventilés, disposés de telle sorte que le parquet, les bacs et les appareils destinés à l'emplacement de la farine puissent être aisément et complètement nettoyés.

ART. 4. — Les locaux qui doivent servir de dortoirs aux personnes occupées dans lesdites boulangeries devront être distincts et séparés du local ou des locaux où la farine ou bien les substances analogues sont fabriquées ou emmagasinées, ou qui servent à emmagasiner la farine et les autres produits employés pour la préparation ou la fabrication desdites substances.

ART. 5. — Aucun employeur ne pourra sciemment obliger, autoriser ou admettre un ouvrier à travailler dans ces ateliers quand cet ouvrier sera atteint de phthisie pulmonaire, de scrofule ou de maladie de la peau de nature contagieuse; et toute personne occupée à la préparation ou à la manipulation desdits produits est requise, en vertu de la présente loi, de s'entourer des soins nécessaires de propreté au cours de son travail.

ART. 6 et 7. *Pénalité.* — C'est le *labor commissioner* ou son adjoint qui surveille l'application de la présente loi.

ART. 8. — Un exemplaire de la présente loi devra être affiché à une place bien en vue dans toute boulangerie ou confiserie, dans cet État.

ART. 9. — Les articles 17 et 18 de la loi du 20 avril 1891 relative aux fabriques ou établissements de commerce et à l'occupation, l'hygiène, la sécurité et les heures de travail des employés sont abrogés.

New-York.

Loi du 13 mai 1897 relative au travail.

SECTIONS 111 À 115.

(Résumé). Les locaux servant à cuire le pain ou la pâtisserie doivent être drainés et ventilés convenablement.

Tout local employé à la fabrication de produits alimentaires au moyen de farine aura au moins 8 pieds de hauteur, et sera muni, si l'inspecteur du travail le juge utile, d'un parquet imperméable; les murs en seront plâtrés. L'inspecteur pourra faire blanchir les murs et le plafond au moins tous les trois mois. Les produits fabriqués seront placés dans des locaux aérés et secs.

Il y aura un lavabo et des water-closets séparés du local où l'on cuit et de celui où l'on dépose les produits achevés. Il est défendu de dormir dans le local où l'on cuit. Les pièces destinées au repos seront séparées de celles où l'on fabrique ou dépose les produits. L'inspecteur pourra faire apporter les changements nécessaires aux locaux employés comme boulangeries.

Pensylvanie.

Loi du 27 mai 1897, sur les boulangeries.

Les prescriptions concernant le drainage, plâtrage et entretien des locaux où l'on fabrique et emmagasine des produits fabriqués au moyen de la farine sont les mêmes que pour l'État de New-York.

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION D'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

DU MINISTÈRE DU COMMERCE.

La Commission d'hygiène industrielle du ministère du Commerce a été instituée par un arrêté en date du 11 décembre 1900, qui a déterminé ses attributions et fixé la composition de sa portion permanente qui comprend, en dehors de fonctionnaires du ministère, des hygiénistes, des médecins, un ingénieur, un juriste, un patron et un ouvrier.

La Commission a commencé ses travaux en examinant l'élaboration des règlements particuliers relatifs à l'emploi des dérivés du plomb dans l'industrie de la peinture. Il a paru, en effet, que la question du saturnisme professionnel, qui a fait depuis longtemps l'objet des préoccupations des hygiénistes, des ouvriers intéressés et de l'opinion, appelait une solution, et que, parmi les différentes professions qui emploient des dérivés du plomb, celle des peintres, tout particulièrement éprouvée, devait être réglementée la première.

En vue de l'élaboration de ce règlement particulier, on a adjoint à la Commission d'hygiène industrielle quatre membres choisis en raison de leur compétence professionnelle dans les questions intéressant l'industrie de la peinture.

Cette Commission a préparé, après des discussions approfondies, un projet de décret qui est actuellement soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures, et dont les conclusions sont conformes aux avis successivement émis par le comité consultatif d'hygiène publique de France et par le conseil général des bâtiments civils.

Mais, en vue d'éclairer les travaux du comité consultatif des arts et manufactures, une enquête a été faite auprès des préfets pour connaître les noms des communes, établissements publics et administrations diverses qui ont interdit l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture effectués pour leur compte.

Cette enquête a révélé que l'emploi de la céruse dans les travaux communaux de peinture a été interdit ou réglementé dans 384 communes, parmi lesquelles on peut citer les villes suivantes : Paris, Lyon, Bordeaux, Montpellier, Nancy, Bar-le-Duc, Montluçon, Bourges, Troyes, Quimper, Châteauroux, Nantes, Tours, Orléans, Reims, Roubaix, Mâcon, Auxerre, Amiens, Albi, etc.

D'autre part, diverses administrations de l'État ont également pris des mesures dans le même sens.

M. le Ministre de la Marine a fait connaître, le 24 août dernier, que la peinture au plomb n'est plus employée à bord des bâtiments de la flotte.

À la date du 1^{er} juin 1901, M. le Ministre des Travaux publics a adressé aux préfets une circulaire leur prescrivant d'interdire l'emploi du blanc de céruse dans les travaux exécutés pour le compte des divers services de son administration.

M. le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, a adressé aux préfets, à la date du 11 juillet dernier, une circulaire dans laquelle il porte à leur connaissance l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique en France, et leur prescrit d'imposer aux soumissionnaires, dans tous les travaux relevant du ministère de l'Intérieur, l'emploi exclusif du blanc de zinc. Cependant, dans les cas tout à fait exceptionnels où les architectes croiraient indispensable de déroger à cette prescription, ils devraient se pourvoir d'une autorisation spéciale de l'administration supérieure.

M. le Ministre de la Guerre a adressé, à la date du 21 octobre dernier, aux commandants de corps ainsi qu'aux gouverneurs de Paris et de Lyon et au général

commandant la division de Tunisie, une circulaire décidant d'interdire l'usage du blanc de céruse dans tous les travaux exécutés dans les établissements militaires.

Par une circulaire en date du 30 novembre dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique a prescrit aux inspecteurs généraux et aux architectes des services des beaux-arts, l'interdiction de l'emploi de couleurs ou enduits à base de céruse dans les travaux exécutés pour le compte de son administration.

Dès le 25 mars dernier, le Ministre du Commerce avait lui-même pris un arrêté interdisant de faire usage, à l'avenir, de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse, dans les travaux qui seront exécutés dans les locaux dépendant du ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Une circulaire de M. le sous-secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes est conçue dans le même sens.

D'autre part, M. le Ministre des Travaux publics a bien voulu communiquer le dossier de l'enquête, à la suite de laquelle il a adressé aux préfets sa circulaire ci-dessus rappelée. Cette enquête avait été ouverte auprès des ingénieurs en chef des ponts et chaussées et portait sur la possibilité technique de la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse.

Sur 113 rapports reçus, 107 contiennent des réponses fermes ;

73 de ces rapports sont absolument favorables à l'emploi exclusif du blanc de zinc à l'intérieur comme à l'extérieur ;

32 rapports proposent l'adoption du blanc de zinc exclusivement à l'intérieur et demandent de conserver l'emploi de la céruse à l'extérieur, où sa solidité serait plus grande et où elle est considérée comme moins dangereuse pour l'hygiène ;

2 rapports seulement sont défavorables à la substitution.

En ce qui concerne la différence de prix, sur les 73 rapports favorables à la substitution absolue du blanc de zinc au blanc de céruse, 38 prévoient une augmentation de dépense, en alléguant l'opinion courante que le blanc de zinc couvre moins que la céruse. Il convient de remarquer que presque aucun de ces rapports ne cite une expérience personnelle, mais l'avis des professionnels de la région, les travaux de peinture des ponts et chaussées étant presque tous faits à l'entreprise.

18 réponses au contraire combattent l'opinion répandue que le blanc de zinc ne couvre pas aussi bien que la céruse, et indiquent les conditions d'emploi nécessaires pour qu'il couvre aussi bien et pour qu'il dure autant ;

10 réponses considèrent que les deux modes de peinture conduisent aux mêmes dépenses ;

2 enfin émettent l'opinion que le blanc de zinc revient à meilleur marché que la céruse.

C'est avec le résultat de ces diverses enquêtes que le texte du projet de décret a été soumis au Comité consultatif des arts et manufactures. Il y a lieu de penser qu'en possession de ce complément d'informations, cette assemblée pourra donner à bref délai son avis et que le projet de décret pourra être prochainement envoyé à l'examen du Conseil d'État.

D'autres industries, notoirement dangereuses pour les ouvriers qui y sont employés, attendent également leurs règlements particuliers. Des enquêtes préparatoires à ces règlements ont été ouvertes par l'Administration, notamment sur les industries des accumulateurs électriques, de la poterie, des fontes émaillées, des tissus en caoutchouc, du ciment métallique, sur les industries employant le mercure et ses composés, les vernis à base d'alcool, etc. Les dossiers de ces enquêtes seront soumis à la Commission d'hygiène industrielle, dès que l'état de son ordre du jour lui permettra d'en aborder l'étude.

Des enquêtes nouvelles vont être entreprises. Elles portent sur une série d'autres

insécurité⁷ professionnelles déjà signalées par les hygiénistes, et qui ont été réunies et développées dans l'ouvrage récemment publié par les soins de l'Office du travail, sur les *Poisons industriels*.

Mais l'administration ne se bornera pas à essayer de porter remède aux causes actuelles de danger. Elle devra se tenir au courant des modes de fabrication nouveaux qui seraient de nature à créer de nouvelles causes de morbidité ou d'insécurité. La réglementation doit suivre en cette matière les progrès de l'industrie dans ses applications nouvelles.

La sécurité du travail est une des questions ouvrières sur lesquelles il ne saurait exister de divergences d'opinion. Déjà l'attention du Parlement a été appelée sur cette importante question. De leur côté, de nombreuses chambres syndicales ouvrières, des conseils d'hygiène départementaux ont signalé des causes d'insécurité particulières qui appellent une réglementation urgente.

On ne saurait donc plus longtemps retarder, sans négligence coupable, la solution de questions qui intéressent si vivement la santé et la sécurité des travailleurs.

EXTRAITS DE L'ENQUÊTE DE L'ADMINISTRATION DES MINES

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

DANS LES TRAVAUX SOUTERRAINS DES EXPLOITATIONS MINÉRALES.

Les résultats de l'enquête sont résumés dans le tableau suivant (pp. 102 et 103). Ils ont été groupés par arrondissement minéralogique, ou district d'ingénieur en chef des mines, ces arrondissements correspondant assez bien aux divisions naturelles de la France au point de vue de l'industrie extractive.

On a, d'autre part, séparé les mines de combustibles, celles de fer, les mines métalliques, les mines de substances diverses (ou mines diverses : bitume, asphalte, soufre, sel) et les carrières souterraines, à raison de leurs différences d'exploitation.

L'enquête n'a porté que sur des ouvriers occupés au travail courant en écartant ceux qui, à des titres divers, sont soumis à un régime exceptionnel, comme les ouvriers travaillant à des travaux de préparation ou de réparations urgents et de nature spéciale, menés à trois postes de huit heures ou, au contraire, comme certains ouvriers occupés, en petit nombre, à des tâches très spéciales continues, menées à deux postes par vingt-quatre heures.

Dans les mines où le repos est pris au fond, on a considéré comme durée de présence la durée du *trait* augmentée de la durée de la descente :

$$\text{Durée présence} = \text{durée trait} + \text{durée descente.}$$

Dans celles où le repos est pris au jour, on a déduit sa durée de la durée précédente :

$$\text{Durée présence} = \text{durée trait} + \text{durée descente} - \text{durée repos.}$$

On a considéré comme durée du *trait* le temps compris entre la dernière descente et la première remonte. Cette donnée est très précise lorsque le personnel entre et sort par la cage. Elle ne l'est plus pour les mines où la circulation a lieu de plain-pied par galerie, voire même par échelles. Dans ce cas, on a considéré comme durée du *trait* le temps écoulé depuis la première entrée jusqu'à la première sortie.

On remarquera que cette durée du *trait* n'a plus de signification pratique lorsque des repos de longue durée, comme c'est toujours le cas en pareille occurrence, se prennent régulièrement au jour.

La pratique adoptée dans plusieurs districts de repos prolongés, de une heure à une heure et demie de durée, pris simultanément au fond, amène un accroissement des durées du *trait* et de la présence que l'on ne doit pas perdre de vue dans le rapprochement des divers chiffres de l'enquête.

On doit ajouter quelques autres observations de détail.

La durée de la descente de l'effectif par machine est un élément assez précis; il n'en est plus de même, au contraire, pour la durée de la remonte. Dans plusieurs districts, du moins pour certaines catégories d'ouvriers, elle a une durée notablement plus grande que la descente. De là résulte que la durée de la présence doit être dans ces districts supérieure et quelquefois notablement supérieure à celle indiquée par les tableaux; on doit les considérer comme des minima.

D'autre part, les durées des repos et surtout le temps nécessaire pour aller au chantier et en revenir sont trop variables d'une exploitation à l'autre pour que l'on ait pu en tirer un élément utile à faire ressortir dans le dépouillement de l'enquête.

Les durées moyennes de la présence par arrondissements minéralogiques sont des moyennes géométriques calculées mathématiquement en tenant compte simultanément du nombre d'ouvriers d'une même catégorie et de la durée de leur présence par catégorie.

Comme durées de présence exceptionnelles (moins de 8 heures ou plus de 12 heures) on ne trouve que les suivantes : présence de 5 heures pour 189 ouvriers aux mines de fer de Rancié (Ariège) [arrondissement de Toulouse]; présence de 7^b 45 pour 38 ouvriers dans l'arrondissement d'Arras et 64 dans l'arrondissement de Toulouse (mines de combustibles)

NATURE DES MINES.	DÉSIGNATION des ARRONDISSEMENTS MINÉRALOGIQUES.	NOMBRE D'OUVRIERS avec repos		NOMBRE total d'ou- vriers.	DURÉE MOYENNE de la pré- sence.	DURÉE HABITUELLE DU REPOS	
		au fond.	au jour.			au fond.	au jour.
					h. m.		
Mines de combustibles	Alais.....	7 484	1 372	8 856	10 30	30 ^m à 1 ^h .	1 ^h à 3 ^h .
	Arras.....	45 233	"	45 233	9 12	30 ^m à 2 ^h .	"
	Douai.....	19 987	"	19 987	9 14	30 ^m .	Néant.
	Bordeaux.....	"	30	30	10 "	"	1 ^h à 2 ^h .
	Chalon-sur-Saône.....	6 165	"	6 165	9 31	1 ^h à 2 ^h .	Néant.
	Chambéry.....	1 606	"	1 606	8 55	30 ^m .	Néant.
	Clermont-Ferrand.....	7 169	50	7 219	10 04	1 ^h à 2 ^h .	1 ^h .
	Le Mans.....	335	"	335	9 12	1 ^h à 1 ^h 30.	Néant.
	Marseille.....	2 116	172	2 288	9 12	1 ^h .	2 ^h .
	Nancy.....	1 051	55	1 106	10 06	1 ^h 30.	1 ^h 30.
	Paris.....	"	"	"	"	"	"
	Poitiers.....	1 178	"	1 178	10 07	1 ^h à 1 ^h 30.	Néant.
	Rouen.....	"	"	"	"	"	"
	Saint-Etienne.....	10 460	"	10 406	9 41	1 ^h .	Néant.
	Toulouse.....	5 316	1 389	6 705	9 20	30 ^m à 1 ^h 30.	1 ^h à 1 ^h 30.
TOTAUX pour les mines de combustibles.		108 100	3 068	111 168	9 27		
Mines de fer.....	Nancy.....	138	3 832	3 970	9 49	30 ^m .	1 ^h 30.
	Toulouse.....	428	620	1 048	8 57	1 ^h .	"
	Sept autres arrondissements réunis.	1 111	407	1 518	9 99	"	"
	TOTAUX pour les mines de fer.....	1 677	4 859	6 536	9 34		
Mines métalliques....	Le Mans.....	827	18	845	8 37	1 ^h 30.	1 ^h 45.
	Alais.....	178	486	664	10 15	1 ^h à 2 ^h .	1 ^h à 1 ^h 30.
	Toulouse.....	186	286	472	9 46	1 ^h .	1 ^h .
	Marseille.....	385	79	464	8 21	30 ^m .	"
	Chalon-sur-Saône.....	368	61	429	11 03	"	"
	Cinq autres arrondissements réunis.	219	422	641	10 35	"	"
TOTAUX pour les mines métalliques.....		2 163	1 352	3 515	9 35		
Mines diverses.....	Nancy.....	146	"	146	8 "	30 ^m .	"
	Marseille.....	"	47	47	10 "	"	"
	Clermont-Ferrand.....	"	29	29	10 "	Néant.	2 ^h .
	Chambéry.....	25	"	25	12 "	2 ^h .	Néant.
	Bordeaux.....	"	20	20	10 "	"	"
	Autres arrondissements.....	"	"	"	"	"	"
TOTAUX pour les mines diverses.....		171	96	267	9 05		
Carrières souterraines.	Poitiers.....	114	2 375	2 489	11 03	"	"
	Nancy.....	971	545	1 516	9 56	30 ^m .	1 ^h 30 à 2 ^h 30
	Rouen.....	856	"	856	12 47	1 ^h à 2 ^h .	Néant.
	Le Mans.....	"	655	655	10 03	Néant.	2 ^h .
	Huit autres arrondissements réunis.	1 248	979	2 227	10 47	"	"
	TOTAUX pour les carrières souterraines.....	3 189	4 554	7 743	10 50		

nistratation des mines.

NOMBRE D'OUVRIERS AYANT UNE DURÉE DE PRÉSENCE

de 8 ^h .	de 8 ^h 15.	de 8 ^h 30.	de 8 ^h 45.	de 9 ^h .	de 9 ^h 15.	de 9 ^h 30.	de 9 ^h 45.	de 10 ^h .	de 10 ^h 15.	de 10 ^h 30.	de 10 ^h 45.	de 11 ^h .	de 11 ^h 15.	de 11 ^h 30.	de 11 ^h 45.	de 12 ^h .
166	56	313	"	496	218	216	196	2 051	154	979	508	1 078	95	668	32	1 540
283	790	395	6 368	8 938	10 519	17 372	8	331	"	50	"	98	"	"	"	43
23	150	447	"	13 400	475	2 910	95	1 587	"	"	"	"	900	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	500	"	"	"	4 500	"	150	"	"	"	411	573	"	"	"	31
332	"	1 224	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	243	"	7
"	"	45	"	140	172	276	486	3 158	1 721	475	225	476	"	"	"	"
14	"	"	"	237	"	"	84	"	"	"	"	"	"	"	"	"
51	85	387	46	835	50	459	375	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	94	"	312	"	"	"	700	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
12	"	61	"	3	"	30	183	54	450	375	"	"	"	"	"	10
223	"	246	"	391	775	2 980	1 315	3 296	1 116	"	75	"	43	"	"	"
57	"	1 251	862	2 153	83	214	"	248	420	969	"	64	"	"	"	320
961	1 581	4 369	7 321	26 687	16 792	24 310	2 892	11 214	3 861	3 548	1 309	2 289	1 038	911	32	1 951
"	"	"	103	73	"	423	2 190	1 029	"	20	"	"	"	"	"	132
"	6	235	"	5	"	"	"	32	364	46	156	6	"	"	"	"
64	"	"	"	100	"	"	"	137	637	79	91	52	"	"	"	358
64	6	235	103	178	"	423	2 190	1 198	1 001	145	247	58	"	"	"	490
614	"	"	"	"	"	"	"	4	113	"	14	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	42	"	444	"	50	"	86	"	"	"	42
"	44	"	"	"	"	100	"	286	"	42	"	"	"	"	"	"
380	"	"	"	"	"	"	"	79	"	"	"	"	"	"	"	5
"	"	"	"	"	"	"	"	61	"	"	"	"	"	368	"	"
"	"	"	183	"	62	"	277	"	"	"	"	81	"	"	"	38
994	44	"	"	183	"	204	"	1 151	113	92	14	167	"	368	"	85
116	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	47	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	29	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	23
"	"	"	"	"	"	"	"	"	20	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
146	"	"	"	"	"	"	"	"	96	"	"	"	"	"	"	25
108	"	"	"	232	"	"	"	79	"	1 189	"	52	385	193	"	251
777	"	"	"	"	"	"	"	194	"	"	"	28	"	90	"	427
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
247	"	111	"	"	84	"	495	"	17	12	"	47	"	"	"	"
"	"	"	"	"	11	"	244	"	13	322	"	324	61	352	"	512
132	"	111	"	232	11	84	"	1 012	13	1 528	12	404	493	635	"	1 190

et 100 dans l'arrondissement du Mans (mines métalliques). D'autre part, dans les mines diverses de l'arrondissement de Rouen on trouve, en outre, 67 mineurs qui travaillent 12^h 15; 245 qui travaillent 12^h 30; 239 qui travaillent 12^h 45 et 305 qui travaillent 13 heures. Le travail de 12^h 30 se reproduit pour 30 travailleurs dans d'autres mines diverses comprises dans les chiffres relatifs aux huit autres arrondissements réunis.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

EN 1899 (1).

En 1899, la longueur moyenne des lignes exploitées appartenant aux chemins de fer d'intérêt général en France (2), a été de 37 494 kilomètres, et le nombre de voyageurs à un kilomètre a été de 12 334 911 140. Les accidents de personnes survenus sur ces chemins de fer pendant la même année sont classés ci-dessous :

DÉSIGNATION des catégories de victimes.	NOMBRE DE PERSONNES					
	tues			blessées		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	Total.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	Total.
Voyageurs.....	20	66	86	318	146	464
Agents des compagnies...	15	231	246	89	894	983
Autres personnes.....	"	243	243	7	171	178
TOTAUX GÉNÉRAUX...	35	540	575	414	1 211	1 625

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 246 (3). D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1899, se composait ainsi qu'il suit :

	Nombre d'agents.	P. %.
Administration centrale.....	3 076	1,2
Mouvement et trafic.....	116 227	43,5
Traction et matériel.....	74 248	28,0
Voie et bâtiments.....	75 177	28,3
TOTAL du personnel.....	268 728	100,00

(1) *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1899. Ministère des Travaux publics.*

(2) Y compris les chemins concédés aux huit grandes compagnies, les chemins concédés aux compagnies secondaires et les chemins non concédés, dont le réseau d'État.

(3) Nous laissons de côté les accidents non mortels dont le nombre indiqué, 983, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures, ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire, qui ont dû vraisemblablement se produire dans le personnel des compagnies, et cette fraction n'est pas définie dans la statistique qui nous fournit ces chiffres. Le nombre des cas de morts, au contraire, paraît assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'Administration centrale entre pour 23 506 individus (1). Il reste un chiffre de 245 222 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1898, était de 236 058. La moyenne arithmétique (240 640) de ces deux nombres représente l'effectif moyen de l'année 1899. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut, on voit que la proportion des cas de mort, par 1 000 agents des services actifs, a été en 1899 de 1,02.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des neuf dernières années :

Années.	Effectif annuel moyen du personnel actif.	Nombre des agents tués.	Proportion par 1,000 agents tués.
1891	215 163	248	1,15
1892	221 872	270	1,22
1893	228 263	281	1,23
1894	231 250	236	1,02
1895	229 326	235	1,02
1896	228 899	184	0,80
1897	230 168	248	1,08
1898	233 961	256	1,09
1899	240 640	246	1,02

JURISPRUDENCE.

Loi du 2 novembre 1892. — Clôture des puits et trappes.

La disposition de l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 est générale et tous les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés (2) sans distinction entre les puits abandonnés et ceux qui sont encore en exploitation.

Il s'agissait d'un jeune ouvrier qui s'était tué en tombant dans un puits d'extraction non clôturé. L'arrêt de la Cour d'appel de Toulouse annulé par la Cour de cassation avait admis à tort que, malgré les termes impératifs de la loi du 2 novembre 1892, il faut évidemment tenir compte des nécessités du travail dans l'application des mesures protectrices qu'elle prescrit; que s'il paraît commandé par la plus vulgaire prudence d'entourer de barrières un puits abandonné ou simplement pendant l'arrêt du travail, il semble difficile de rendre l'installation de ces engins obligatoire près d'un puits sur l'ouverture duquel fonctionne un treuil servant à l'extraction du minerai.

COUR DE CASSATION (ch. crim.), 5 juillet 1901. — Affaire Gœtz et William.

(1) Nous comprenons dans ce total les agents qui sont portés à la statistique (tableau 13, p. 166), sous les rubriques suivantes :

NUMÉROS des colonnes.	DÉSIGNATION DES AGENTS.	
6	Administration centrale.....	3 076
8	Mouvement et trafic. — Personnel des bureaux.....	7 184
9	Mouvement et trafic. — Garçons de bureau.....	349
17	Traction et matériel. — Personnel des bureaux des dépôts. — Contremaîtres.	6 656
22	Voie et bâtiment. — Personnel des bureaux. — Conducteurs et piqueurs...	6 241
	TOTAL.....	23 506

(2) N. D. L. R. — L'arrêt cité ne s'applique qu'aux établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire ceux qui ont un personnel protégé; mais l'obligation de la clôture des puits, trappes et ouvertures a été étendue à tous les établissements soumis à la loi du 12 juin 1893 par l'article 2 de cette loi.

Loi du 9 avril 1898. — Salaire de base différent pour fixer l'indemnité journalière ou pour déterminer la rente d'incapacité permanente.

D'après l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, l'indemnité journalière se calcule sur le salaire journalier, touché au moment de l'accident, tandis que le chiffre de la rente est déterminé par le salaire annuel effectif des douze mois écoulés avant l'accident. Le salaire journalier moyen déduit de ce salaire annuel peut donc être différent du premier sans contradiction.

Aux termes de l'article 10 de la loi, la rémunération annuelle effective comprend tout, même le prix des journées supplémentaires. Étant donné le même salaire journalier habituel pour deux ouvriers, leurs rémunérations annuelles effectives peuvent être très différentes s'ils ne travaillent pas le même nombre de jours par an.

Ce salaire journalier habituel et ce nombre de jours de travail dans l'année sont constatés et déterminés souverainement par les tribunaux.

COUR DE CASSATION (Req.), 3 décembre 1901. — Gardery contre Poirier.

Accidents du travail. — Salaire de base.

a) *La rémunération « effective » visée par l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 doit comprendre les prestations de toutes sortes que peut recevoir l'ouvrier, mais il n'y a pas lieu d'en exclure les sommes volontairement abandonnées par l'ouvrier à tout autre qu'au patron.*

b) *Le salaire qui sert de base à l'indemnité temporaire est celui d'une journée de travail normal et régulier et non celui d'une journée quelconque plus ou moins productive.*

c) *Pour calculer le salaire quotidien lorsqu'il est question d'un travail à la tâche, il faut prendre le gain correspondant à la période convenue (quinzaine dans l'espèce) de travail normal régulièrement accompli, et réglé à l'époque la plus voisine de l'accident, puis diviser la somme constitutive de ce gain par le nombre de jours de travail qui sont entrés dans la composition de la période; le quotient obtenu est le salaire de base affecté au calcul de l'indemnité journalière.*

COUR DE DIJON, 13 juin 1900. — Compagnie des mines de Blanzv contre Rose.

TEXTE DE L'ARRÊT.

LA COUR,

Sur le salaire annuel devant servir de base à la fixation de la rente due à l'intimé :

Attendu que les parties sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître que, pendant les douze mois écoulés avant l'accident survenu à Rose, le 15 décembre 1899, celui-ci a travaillé pour la Compagnie appelante en qualité de mineur; que, d'autre part, la Compagnie confesse que, durant cette période, Rose faisait partie d'une société de mineurs dont tous les membres indistinctement avaient droit, dans leurs rapports avec elle, au même salaire; mais que, dans les rapports existant entre eux en vertu des conventions sociales, les mineurs nouveaux subissaient, à deux époques successives, au commencement de l'année, une retenue de 1 franc d'abord, de 50 centimes ensuite, opérée sur leur salaire au profit des ouvriers mineurs;

Attendu que, dans ces circonstances de fait, la Compagnie des mines de Blanzv, étrangère au contrat de société, n'en retirant, ni ne pouvant en retirer, à ce titre, aucun bénéfice, ne saurait cependant s'en prévaloir au point de vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, pour faire fixer à une somme moindre le salaire, qu'effectivement et personnellement elle attribuait à Rose, abstraction faite de sa qualité de mineur nouveau, pendant un temps;

Attendu que, vainement, elle cherche à justifier la prétention contraire, en s'emparant des mots : « rémunération effective », insérés dans l'article 10 de la loi précitée; qu'il y a là de sa part une équivoque facile à dissiper, au moyen de cette simple considération que le législateur, en employant les termes dont il s'agit, a voulu comprendre dans une même formule, les prestations de toutes sortes que peut recevoir l'ouvrier, mais n'a pas entendu exclure du

salaires les sommes en provenant, volontairement abandonnées par l'ouvrier à tout autre qu'au patron;

Sur l'indemnité temporaire :

Attendu qu'il n'est pas douteux, ainsi que l'affirme la Compagnie appelante, que, soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la journée, soit qu'il s'agisse d'un travail fait à la tâche, le salaire destiné à servir de base à l'indemnité temporaire doit être déterminé par le gain de l'ouvrier à une époque aussi rapprochée que possible de l'accident;

Mais, attendu qu'il n'est pas moins certain que, dans l'un et l'autre cas, le gain envisagé par la loi de 1898 est le salaire correspondant à une journée de travail normal et régulier, et nullement celui d'une journée de travail quelconque, travail que des circonstances exceptionnelles ont pu rendre plus ou moins productif; que, lorsqu'il est question d'un travail à la tâche, il faut prendre le gain correspondant à la période convenue (quinzaine dans l'espèce) de travail normal régulièrement accompli, et réglé à l'époque la plus voisine de l'accident, puis diviser la somme constitutive de ce gain par le nombre de jours de travail qui sont entrés dans la composition de la période; que le quotient obtenu est le salaire de base affecté au calcul de l'indemnité journalière;

Attendu que tout autre mode de procéder, notamment celui qui est revendiqué par l'appelante, ne saurait être admis, parce qu'au lieu de porter sur l'unité de tâche, il porterait sur des fractions de tâches différentes, et aurait pour résultat, contrairement au vœu du législateur, le double inconvénient : 1° d'enlever à l'ouvrier, qui n'a pas toujours le travail égal, la possibilité de regagner, à la fin de la tâche, par un travail soutenu, ce qu'un travail relâché au commencement lui aurait fait perdre; 2° d'obliger le juge, en cas de difficultés entre les parties (patron et ouvrier), à suppléer, par une appréciation lente et délicate, à l'absence d'un règlement qui, dès qu'il porte sur une tâche complète et unique, permet la détermination prompte et mathématique du salaire de base litigieux;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, en ce qu'ils n'ont rien de contraire à tout ce qui précède;

Par ces motifs,

Confirme, etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1902 (1). — La profonde dépression enregistrée pendant décembre 1901 dans la situation générale du travail industriel s'est encore accentuée en janvier 1902.

Placements gratuits. — Les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 80 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de janvier 1901, une diminution du chômage dans 17 villes seulement, une augmentation dans 63.

Les placements effectués dans ces 80 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Janvier 1901 ...	20.686	15.461	36.147	49.275	11.756	61.031	238,1	76,0	168,8
Janvier 1902 ...	19.331	18.358	37.689	67.267	15.708	82.975	347,9	85,5	220,2

Grèves en janvier 1902. — 25 grèves nouvelles contre 15 en décembre 1901 et 29 en janvier 1901. Les grèves les plus importantes se sont produites dans les *textiles* et le travail du *bois*.

La crise industrielle (2). — La crise industrielle déjà signalée dans le *Bulletin* continue à sévir et s'aggrave à mesure que s'avance l'hiver. A Dantzig, on signale 5,000 ouvriers sans travail; à Mannheim, 6,000; à Hanovre, 3,500. A Berlin, 1,000 maçons sont sans ouvrage; le 18 novembre, 12,000 ouvriers en chômage se sont réunis dans trois locaux et ont voté des ordres du jour invitant le gouvernement et la municipalité à exécuter des travaux de voirie et d'édilité qui puissent les occuper.

La même question a été soulevée dans plusieurs conseils communaux et diverses villes paraissent décidées à marcher dans cette voie. Pareillement, le gouvernement bavarois a prescrit à la direction des chemins de fer de l'État de hâter l'exécution de tous les travaux décidés ou projetés. Malheureusement, les recettes des villes, des états et de l'empire, se ressentent de la crise et sont plus ou moins en déficit. Les chemins de fer de l'État prussien sont dans la même situation, et la diminution des recettes, pour septembre et octobre, est de 4 p. % par rapport à l'année dernière.

La crise se complique de la question des ouvriers étrangers. Italiens, Bohémiens, Croates et Slovènes étaient recherchés dans bien des industries pour leurs prétentions modestes (et au recensement de 1900, l'immigration de 1895 à 1900 a, pour la première fois en Allemagne, dépassé l'émigration); mais les chômeurs allemands n'admettent pas de jeûner en se croisant les bras pendant que des étrangers travaillent près d'eux. Sous la pression de leurs réclamations, les industriels ont procédé à de grands licenciements d'ouvriers étrangers, et les autorités rendent la solution radicale et définitive en expulsant les chômeurs.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après des rapports communiqués par le Département des Affaires étrangères.

AUTRICHE.

Grèves en novembre 1901. — 13 nouvelles grèves, avec 1.300 grévistes environ et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et en Bohême et pour les *textiles* et les *vêtements* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 transactions, 8 échecs (1). Cause principale : insuffisance de salaires 7 cas.

Mouvement total des grèves pour les 11 premiers mois de l'année 1901 : 243 grèves avec 19.900 grévistes environ et 3 lock-outs atteignant 302 travailleurs.

Placement en novembre 1901. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 752 bureaux de placement professionnels :

	POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
Nov. 1901	253	102	182	40	98	55	79	51	66	31	50	36

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1901. — La situation générale est nettement défavorable : plusieurs des principales industries marchent à allure réduite, et il y a presque partout un excédent sensible des demandes sur les offres d'emploi. Dans 11 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, pour 176 offres de travail (hommes), il y a eu 528 demandes, soit exactement une proportion de 300 p. %. L'an dernier, le nombre des demandes et celui des offres, connus pour 10 offices, se compensaient presque exactement (560 et 566).

L'industrie *houillère* continue à jouir d'une allure favorable. Mais on ne signale d'amélioration ni dans les *carrières*, ni dans la *métallurgie du fer et de l'acier*. La *construction métallique* marque aussi beaucoup de faiblesse. Inquiétants symptômes de crise en *verrerie*. La bonne saison est faible dans le *vêtement*. Dans le groupe de l'*alimentation*, fin précoce de la campagne de *sucrierie*, qui jette sur le marché du travail des milliers d'ouvriers. Dans le groupe *textile*, le travail de la laine a repris à pleine allure et les industries *linière* et *cotonnière* présentent des symptômes d'amélioration.

Grèves en décembre 1901. — Deux grèves nouvelles en décembre avec 130 grévistes. Sur 5 grèves terminées en décembre, un seul succès avec 42 grévistes et 4 échecs avec 167 grévistes.

(1) Motif inconnu dans 3 cas.

L'industrie houillère en Belgique en 1900. — Sur 219 mines de houille avec une superficie de 140 000 hectares, 118 seulement ont été en activité avec une superficie de 95 000 hectares. Les productions annuelles ont été les suivantes :

	1898.	1899.	1900.
En millions de tonnes.....	22,1	22,1	23,5
Valeur en millions de francs.....	242,9	274,4	408,5

DÉPENSES DE PRODUCTION.

Salaires en millions de francs.....	#	146,2	187,6
Par tonne en francs.....	#	6,63	8,0
Autres dépenses en millions de francs.....	#	90,3	121,0
Par tonne en francs.....	#	4,1	5,16
Bénéfice global en millions de francs.....	#	37,8	4,26
Par tonne en francs.....	#	1,71	#
TOTAL pareil à la valeur de la production en millions de francs.....	#	274,74	408,5
TOTAL par tonne en francs.....	#	12,4	17,41

Répartition de la valeur produite. — Nous donnons ci-après, avec rappel des années précédentes depuis 1891, la répartition proportionnelle de la valeur produite, tant à l'exploitant qu'aux frais divers et aux ouvriers.

ANNÉES.	RÉPARTITION en pour cent de la valeur produite		
	aux salaires des ouvriers.	aux autres dépenses.	au bénéfice de l'exploitant.
1891.....	52,2	33,3	14,5
1892.....	56,4	38,3	5,3
1893.....	57,1	39,4	3,5
1894.....	57,6	38,2	4,2
1895.....	58,3	37,3	4,3
1896.....	57,8	36,8	5,4
1897.....	55,9	35,2	8,9
1898.....	55,6	24,8	9,6
1899.....	53,3	32,9	13,8
1900.....	46,0	29,6	24,4
PÉRIODE 1891-1900.....	54,1	34,8	11,1

Les mines ont employé en 1900 6 280 chevaux dont 4 919 à l'intérieur et 2 404 machines à vapeur de 162 788 chevaux vapeur.

Les consommations ont été les suivantes :

	1898.	1899.	1900.
Millions de tonnes.....	18,4	19,0	19,9

(1) D'après la *Statistique minérale de 1900*.

Le nombre des ouvriers mineurs a été de 132 749 en 1900. Le tableau suivant indique la répartition de ce personnel pour les années 1891, 1892, 1896, 1897, 1898, 1899 et 1900 :

CATÉGORIES.		1891.	1892.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
Au fond.	Hommes { Au-dessus de 16 ans..	77 947	78 955	80 911	81 678	83 718	85 646	91 597
	et { De 14 à 16 ans.....	6 075	5 251	4 229	4 223	4 326	4 488	4 748
	garçons. { De 12 à 14 ans.....	2 535	1 705	1 532	1 804	1 821	2 015	2 138
	Femmes { Au-dessus de 21 ans..	723	719	597	549	405	289	191
	et { De 16 à 21 ans.....	2 285	1 957	291	87	19	#	#
	filles. { De 14 à 16 ans.....	683	219	#	#	#	#	#
ENSEMBLE.....		90 248	88 806	87 580	88 341	90 289	92 438	98 674
Au jour.	Hommes { Au-dessus de 16 ans..	19 007	19 736	21 376	21 536	21 786	22 320	23 517
	et { De 14 à 16 ans.....	1 558	1 550	1 524	1 384	1 434	1 375	1 452
	garçons. { De 12 à 14 ans.....	989	951	1 044	1 147	1 224	1 165	1 230
	Femmes { Au-dessus de 21 ans..	1 528	1 672	1 520	1 554	1 476	1 438	1 500
	et { De 16 à 21 ans.....	2 911	3 424	3 768	2 964	3 951	3 800	3 787
	filles. { De 14 à 16 ans.....	2 742	2 439	2 434	2 646	2 686	2 723	2 589
ENSEMBLE.....		28 735	29 772	31 666	32 041	32 557	32 820	34 075
TOTAL DU FOND ET DU JOUR.....		118 983	118 578	119 246	120 382	122 846	125 258	132 749

Rendement de l'ouvrier. — La production des ouvriers à la veine, des ouvriers du fond et des ouvriers du fond et du jour est toujours la même :

	PRODUCTION					
	Annuelle.			Journalière.		
	1891.	1899.	1900.	1891.	1899.	1900.
	tonnés.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Par ouvrier à la veine.....	904	968	970	3 12	3 31	3 23
Par ouvrier du fond de toutes catégories.	218	239	238	0 75	0 82	0 79
Par ouvrier du jour.....	685	672	689	2 36	2 30	2 30
Par ouvrier du fond et du jour réunis...	165	176	177	0 57	0 60	0 59

Salaires. — Voici quels ont été les salaires moyens, bruts et nets pour l'ensemble des ouvriers du fond et du jour :

ANNÉES.	SALAIRES		SALAIRES		NOMBRE de jours de travail.	SALAIRE journalier net.	Augmen- tation du salaire journalier.
	annuels	RETENUES.	annuels	nets.			
	bruts.		bruts.	nets.			
	francs.	francs.	francs.			fr. c.	%
1897.....	1 023	17	1 006		296	3 40	#
1898.....	1 097	17	1 080		302	3 58	5,30
1899.....	1 168	18	1 150		292	3 94	10,00
1900.....	1 413	18	1 395		300	4 65	18,00

Les salaires de quelques catégories d'ouvriers ont été les suivants :

	1897.	1898.	1899.	1900.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Salaire annuel moyen des ouvriers à la veine. .	1 268 00	1 377 00	1 513 00	1 872 00
Salaire journalier moyen des ouvriers du fond.	3 72	3 94	4 37	5 21
Salaire journalier moyen des ouvriers de la surface.....	2 52	2 58	2 73	3 04

Accidents. — Si l'on envisage la période décennale 1891-1900 et la période quinquennale 1896-1900, on obtient les résultats ci-après (par 1 000 ouvriers) :

PROVINCES.	NOMBRE D'OUVRIERS TUÉS par 1,000 ouvriers.			
	Période 1891-1900.		Période 1896-1900.	
	Fond seul.	Fond et jour.	Fond seul.	Fond et jour.
	‰	‰	‰	‰
Hainaut.....	1,877	1,521	1,370	1,175
Namur.....	2,011	1,476	1,761	1,260
Liège.....	1,210	0,989	1,206	0,990
Royaume.....	1,714	1,391	1,338	1,130

Les accidents survenus dans les mines de houille en 1900 se répartissent ainsi :

	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
Fond. {	Accidents survenus dans les puits.....	34	22
	Éboulements.....	108	57
	Accidents causés par le grisou.....	8	7
	Explosifs.....	17	4
	Transport et circulation des ouvriers.....	75	23
	Divers.....	29	7
TOTAL POUR LE FOND.....		271	120
Accidents à la surface.....		33	20
TOTAL GÉNÉRAL.....		304	140

Caisses de prévoyance. — Les recettes et dépenses des six caisses régionales ont été :

	1899.	1900.
Retenues sur les salaires.....	258 599 ^f 33 ^o	333 404 ^f 80 ^o
Cotisations des exploitants.....	2 717 486 76	3 451 865 35
Subvention de l'État.....	44 460 19	44 626 97
Subvention des provinces.....	6 775 00	7 658 86
Autres recettes.....	303 795 69	338 795 21
TOTAL.....	3 331 116 98	4 176 351 19

	DÉPENSES.	
	1899.	1900.
Pensions	2 032 727 ^f 86	2 050 195 ^f 00
Secours	799 097 55	806 569 75
Frais d'administration	47 954 62	48 662 80
TOTAL	2 879 780 03	2 905 427 55
Excédent de recettes	451 336 95	1 270 923 64
Réserve fin d'année	9 116 135 91	10 387 059 55

Pour les caisses particulières de secours on trouve :

	1899.	1900.
Recettes des caisses particulières de secours	2 126 599 50	2 431 951 ^f 11
Dépenses	2 045 198 36	2 258 507 22
Excédent versé à la réserve	81 401 14	173 444 89

La somme globale des dépenses des caisses communes de prévoyance et des caisses particulières de secours a été de 5 163 934 fr. 77.

Pour la période décennale 1891-1900, elle a été de 45 350 782 fr. 12 cent, dont 470 377 fr. 40 cent. en frais d'administration.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1902. — Le marché du travail s'est un peu amélioré en janvier, mais cependant il est moins bon que l'année dernière. Il est meilleur que la moyenne des dix dernières années.

4,4 p. o/o de chômeurs dans 15 *trade-unions* groupant 55.300 membres contre 4,6 p. o/o en décembre 1901 et 4,0 p. o/o en janvier 1901.

5,29 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 480.800 mineurs contre 5,46 en décembre 1901 et 4,80 en janvier 1901.

318 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1902, avec 22.200 ouvriers contre 315 en décembre 1901 et 309 en janvier 1901.

93 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en janvier 1902 et 75 p. o/o dans les tissages avec 79.200 ouvrières. femmes et filles, contre 91 et 73 en décembre 1901 et 89 et 86 en janvier 1901.

Les industries du bâtiment et du papier sont sans changement; la situation est bonne dans les *houillères*, les mines de fer, la filature du coton et de la laine. Elle s'améliore dans la construction mécanique et navale, la quincaillerie, le verre, la chaussure, la confection, le tissage du coton et de la laine. Au contraire, la faiblesse augmente dans la production du fer et de l'acier, dans l'ameublement, le cuir, le livre et le vêtement sur mesure.

Sur 156.678 ouvriers pour lesquels des renseignements sont fournis, diminution de salaire de 0 fr. 60 en moyenne, par semaine, pour 153.895 d'entre eux dont 135.000 *houilleurs gallois*.

Les diminutions de salaires ont été réglées pour 142.315 ouvriers par échelle mobile, dans 7 cas avec 1.470 intéressés, après grève, et pour 12.893 travailleurs par négociation directe entre patrons et ouvriers ou leurs représentants.

Grèves. — 33 nouvelles grèves en janvier 1902 avec 23.338 chômeurs, contre 14 avec 3.236 en décembre 1901, et 29 avec 17.754 en janvier 1901; 11 grèves dans les mines, 13 dans les textiles, 4 dans la métallurgie. Sur 37 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 23.300 grévistes : 6 succès (avec 2.155 grévistes), 14 transactions (avec 14.940 grévistes), 13 échecs (avec 5.675 grévistes).

Les grèves et look-outs en 1900 (1). — On a compté 648 conflits avec un total de 188,538 grévistes (volontaires ou forcés) ayant chômé en tout 3,152,694 jours. Le tableau suivant permet la comparaison avec les six années antérieures :

ANNÉES.	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	NOMBRE de jours chômés.	DURÉE moyenne du chômage d'un gréviste.
1894.....	929	325 248	9 529 010	29,7
1895.....	745	263 123	5 724 670	22,0
1896.....	926	198 190	3 746 368	18,5
1897.....	864	230 267	10 345 523	45,2
1898.....	711	253 907	15 289 478	59,5
1899.....	719	180 217	2 516 416	14,0
1900.....	648	188 538	3 152 694	16,7 ⁽²⁾

L'importance et les résultats des conflits dans les divers groupes industriels sont présentés ci-dessous :

INDUSTRIES.	NOM- BRE	PRO- POR- TION P. % du nom- bre des grèves dans chaque catégo- rie au nom- bre des con- flits.	NOMBRE de grévistes.	PRO- POR- TION P. % du nom- bre des gré- vistes chaque groupe au nom- bre des gré- vistes.	DURÉE moyen- ne du chô- mage d'un gré- viste.	NOMBRE de jours chômés.	RÉSULTATS. Proportion p. % des grévistes ayant obtenu (dans chaque groupe d'industries) :			
							Réus- site.	Tran- sac- tion.	Échec.	Solu- tions mal défi- nies ou pen- dantes.
Bâtiment.....	146	22,5	19 178	10,1	38,0	726 626	28,64	29,44	40,24	1,68
Mines et carrières.....	136	21,0	74 364	39,4	7,5	552 932	54,30	29,43	9,40	6,87
Métaux.....	111	17,1	19 810	10,5	17,4	349 130	19,92	46,29	32,44	1,35
Textiles.....	96	14,8	24 143	12,8	17,0	411 368	35,78	32,30	29,84	2,08
Vêtement.....	38	5,8	2 154	1,1	30,2	60 121	38,64	7,11	18,49	35,76
Transports.....	50	7,7	23 026	12,2	13,2	303 780	7,76	30,84	61,40	"
Régies municipales.....	11	1,6	895	0,4	2,0	8 465	20,05	10,27	67,17	2,51
Industries diverses.....	60	9,2	24 968	13,2	29,6	740 272	4,42	90,33	5,22	0,03
ENSEMBLE.....	648	100,0	188 538	100,0	"	3 152 694	30,05	41,72	24,79	3,44
100,0										

(1) D'après le *Report on the strikes and lock-outs of 1900* (Board of trade ; labour department).

(2) Proportion obtenue comme les autres données de la statistique officielle, sans mettre en ligne de compte les laboureurs, pêcheurs et marins, dont la contribution au mouvement gréviste est d'ailleurs très faible.

Les résultats des grèves selon leurs causes se groupent comme il suit :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de grèves ou la cause a été notoire- ment invo- quée.		PROPOR- TION du nombre des gré- vistes. (188-538)		NOMBRE du total des gré- vistes. chôme.		RÉSULTATS Proportion p. % des grévistes ayant obtenu (pour chaque cause) :			
	NOMBRE		NOMBRE		NOMBRE		Réus- site.	Tran- sac- tion.	Échec.	Solu- tions mal définies ou pendantes.
Questions de salaires.....	353	82	903	43,9	2 103	283	20,4	53,3	24,5	1,8
Durée du temps de travail.....	6		718	0,38	125	365	9,7	79,9	10,4	•
Réglementation du travail.....	110	29	383	15,0	449	278	19,5	31,5	38,4	10,6
Affiliation à des syndicats (Trade unionisme).....	42	19	573	10,3	220	189	88,09	6,0	5,63	0,28
Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus.....	5	2	568	1,3	91	179	26,2	46,7	27,1	•
ENSEMBLE.....	516	135	145	71,6	2 989	294	30,05	41,72	24,79	3,44
100,0										

Voici enfin une classification des grèves en 1900, d'après le mode des solutions intervenues :

	NOMBRE de grèves.	NOMBRE de grévistes.	PROPOR- TION p. % du nombre total des grévistes. (188-538)
Arbitrage.....	19	7 118	3,78
Conciliation et médiation.....	13	8 593	4,55
Arrangement direct ou négociations entre les parties ou leurs repré- sentants.....	487	155 025	82,25
Reprise du travail aux conditions stipulées par les patrons, sans né- gociations.....	45	8 895	4,75
Remplacement des ouvriers.....	71	4 918	2,60
Fermeture d'ateliers ou chantiers.....	4	300	0,17
Solutions mal définies ou pendantes.....	9	3 689	1,90
TOTAL.....	648	188 538	100,00

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS pendant le mois de janvier 1902, en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 janvier 1902. — Dépôt, par M. Mirman, au nom de la Commission d'assurance et de Prévoyance sociales, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Mirman, ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle résultant

de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 2898).

Assurances ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 janvier 1902. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables indigents par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer. (Doc. parl. n° 2890).

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 janvier 1902. — Dépôt, par M. Jumel, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Ferroul, tendant à autoriser les communes des départements frappés par la crise viticole à emprunter, en dehors des formalités d'usage, les sommes nécessaires pour venir en aide, par l'ouverture de travaux d'utilité communale, aux travailleurs réduits au chômage. — Déclaration de l'urgence. — Adoption. — (Doc. parl. n° 2886).

————— *Sénat.* — Séance du 21 janvier 1902. — Communication de cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 9).

————— *Sénat.* — Séance du 30 janvier 1902. — Dépôt, par M. Gauthier, d'un rapport sur cette proposition de loi.

Contrat de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 janvier 1902. — Dépôt, par M. Palix, d'une proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 1780 du Code civil. (Doc. parl. n° 2901).

Contrat de travail. — Ouvriers et employés des chemins de fer de l'État. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 janvier 1902. — Dépôt, par M. Charonnat, au nom de la Commission du travail, d'un rapport sur la proposition de loi de M. G. Lhopiteau, tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des difficultés qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail. (Doc. parl. n° 2910).

Durée du travail dans les mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 janvier 1902. — Proposition de loi de M. Basly et plusieurs de ses collègues tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération.

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 21 janvier 1902. — Dépôt, par M. Cornil, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique. (Doc. parl. n° 14).

————— *Sénat.* — Séance du 30 janvier 1902. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 janvier 1902. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. (Doc. parl. n° 2875).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 29 janvier 1902. — Dépôt, par M. Groussier, d'un rapport sur ce projet de loi. (Doc. parl. n° 2931).

Paiement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 17 janvier 1902. — Première délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers.

Placement. — *Sénat.* — Séances des 28 et 30 janvier 1902. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption avec modifications.

Protection des femmes. — *Sénat.* — Séance du 17 janvier 1902. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Paul Strauss, sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons (Doc. parl. n° 4).

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 janvier 1902. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Zevaès, relative au repos hebdomadaire (Doc. parl. n° 2881).

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 31 janvier 1902. — Dépôt, par M. Guieysse, d'un troisième rapport supplémentaire sur le projet de loi et les diverses propositions de loi sur les caisses de retraites ouvrières (Doc. parl. n° 2938).

Sociétés de prévoyance. — *Sénat.* — Séance du 17 janvier 1902. — Dépôt par M. Strauss, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, concernant les sociétés de prévoyance (Doc. parl. n° 3).

————— *Sénat.* — Séance du 30 janvier 1902. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption de cette proposition de loi.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc.; et 2° par les correspondants (1).

Aisne. — A Saint-Quentin, le travail de la *brasserie* a été moins actif que l'an dernier; les cours et prix de façon sont restés stationnaires. La *brasserie*, dans la région, souffre de la concurrence des vins qui sont détaillés à très bas prix. A Bobain, aucun changement sensible, pour l'ensemble des industries, par rapport au trimestre précédent. On a cependant constaté une certaine reprise dans la fabrication des *tissus*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les entrepreneurs de *fumisterie* et *tolerie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier et sans changement sur le trimestre précédent. L'ouvrier tôle ne souffre guère du chômage; le fumiste, par contre, chôme environ 4 mois par an. Aucune variation sensible dans le taux des salaires et la durée du travail. Dans la *parfumerie* de Cannes et d'Antibes, le travail reste sensiblement le même que précédemment. Au point de vue de la transformation de l'industrie, on constate le développement de plus en plus grand du traitement des fleurs par les dissolvants volatils. Chez les *expéditeurs de fruits* de la Provence, l'activité est moindre par suite de l'insuffisance de la récolte, les prix des produits se maintiennent rémunérateurs pour les propriétaires récoltants.

Calvados. — Le commerce en gros des *vins* et *spiritueux* souffre toujours de la concurrence des vins à bon marché, on constate cependant une légère reprise des affaires. Pour le commerce d'*importation des bois du Nord*, l'activité est aussi forte que l'année précédente, les cours sont en baisse sur le 2° trimestre 1901 et moins rémunérateurs. A Pont-l'Évêque, dans la *maréchalerie*, pas de changement dans les prix, les salaires et la durée du travail.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 4° trimestre de 1901.

A Trouville, situation satisfaisante chez les *patrons* et *armateurs marins* de la pêche chalutière et à voile; le poisson est plus abondant que l'an dernier; les salaires sont sans changement dans la *boulangerie*. Dans le *bâtiment*, le travail est d'un quart environ plus abondant que l'an dernier; les salaires sont sans changement et la durée du travail d'environ 60 heures par semaine.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, dans la *distillerie*, le travail est moins actif et l'écoulement des produits difficile; situation attribuée par les intéressés à la concurrence des bouilleurs de cru. Dans la *boulangerie*, par suite de l'augmentation des farines, les cours sont moins rémunérateurs, la durée du travail reste fixée, sans changement, à 84 heures par semaine; la main-d'œuvre est suffisante. Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, le travail a subi une légère baisse sur l'année 1900, les cours et les salaires sont sans changement; la diminution de la durée du travail à 50 heures est normale pour la saison. La pénurie de la main-d'œuvre et la difficulté du recrutement des apprentis hâtent la transformation du matériel et l'installation d'un outillage plus perfectionné.

A Rochefort, dans la circonscription du Conseil des prud'hommes, le travail a subi un léger ralentissement par suite de la saison d'hiver. Dans le *bâtiment*, on constate quelques chômeurs, notamment chez les *tailleurs de pierre*, *maçons* et *manœuvres*. La durée habituelle du travail est dans cette saison d'environ 9 heures par jour.

Doubs. — A Besançon, le travail est moins abondant que l'an dernier pour la *carrosserie*, la *bourrellerie* et la *maréchalerie*; la durée moyenne du travail est d'environ 50 heures par semaine. A Pontarlier, dans la *tannerie*, la situation est sans changement sur le trimestre précédent.

Gironde. — A Bordeaux, dans les *industries électriques*, l'activité du travail est semblable à celle de l'an dernier, la durée ordinaire du travail est de 10 heures par jour, il y a plutôt pénurie de bons ouvriers. Chez les *maréchaux ferrants*, les cours sont plus rémunérateurs, la durée du travail (60 heures par semaine) et les salaires sont sans changement; très peu de chômage dans la profession.

Ille-et-Vilaine. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Rennes, aucun changement dans la situation générale des diverses industries, le nombre des établissements et l'importance du personnel qu'ils occupent. La proportion des ouvriers en chômage est de 15 à 20 p. %. Pour le *bâtiment*, aucune modification dans les salaires, la durée du travail est réduite, à cause de la saison, la main-d'œuvre est abondante.

Loire. — A Saint-Étienne, dans le tissage de *rubans* et *velours*, le travail est un peu plus abondant que l'an dernier; les cours et les prix de façon sont stationnaires. La durée du travail, sans changement, est de 60 heures par semaine.

A Roanne, dans la circonscription du Conseil des prud'hommes, le dernier trimestre de 1901 a été meilleur que les années précédentes pour le tissage *mécanique de cotonnades* qui est la principale industrie de la région, tous les métiers ont été occupés et le salaire est revenu à son chiffre normal. Le travail est en pleine activité dans la fabrique de *lainages*. Pour le *bâtiment*, la saison d'hiver entraîne un fort chômage. L'industrie *métallurgique* est toujours fortement éprouvée, une fonderie occupant 25 ouvriers a dû congédier son personnel faute de travail. Dans les autres *fonderies* et dans les entreprises de *serrurerie*, on a réduit le nombre des heures de travail.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Saint-Chamond, la fin de l'année 1901 a laissé à désirer pour l'activité des diverses industries. Pour l'extraction de la *houille*, la production est déjà trop forte. La *grosse forge* (ateliers des aciéries de la marine et des chemins de fer), qui pendant toute l'année avait embauché des ouvriers, a dû mettre au repos, faute de travail, certains ouvriers spéciaux. La *petite forge* est mal alimentée et à de mauvaises conditions. L'industrie des *lacets* souffre de la baisse des articles de fond et si certains articles de *passenterie* n'avaient été créés, un grand nombre d'ouvrières auraient chômé.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Charlieu, aucun changement notable dans l'activité générale du travail sur le trimestre précédent. Aucune variation dans le taux des salaires et la durée du travail, pas de chômage.

Marne. — A Reims, dans l'industrie des *lainages*, les affaires sont rendues difficiles par le prix trop élevé des matières premières; on ne constate cependant aucun chômage dans les divers établissements. La *meunerie* est sans changement sur l'an dernier, au point de vue de l'activité; les cours sont semblables à ceux du trimestre précédent; ils sont moins rémunérateurs que l'an dernier; il n'y a aucune variation dans le nombre des établissements en activité et dans la durée du travail.

Mayenne. — A Laval, dans l'industrie du *coutil*, qui est la principale de la région, la situation est satisfaisante. Le chômage a disparu, tant pour le tissage à la main que pour le tissage mécanique. Aucune variation dans le nombre des établissements, la durée habituelle du travail et le taux des salaires.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Mayenne, la situation est considérée comme mauvaise pour l'ensemble des industries. Elle est attribuée aux fluctuations des cours des cotons et des fils.

Meuse. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, l'activité est générale et la situation des diverses industries plutôt bonne. Pas de chômage; journée moyenne de 10 heures. Le ralentissement subi par les *fonderies* est moins fort que précédemment. Les salaires n'ont pas varié.

Nord. — A Lille, dans l'industrie du *lin*, le travail est moins actif que l'année précédente et les cours moins rémunérateurs. La durée du travail est, en moyenne, de 55 heures par semaine. Une filature d'étoques occupant 200 ouvriers a arrêté. Dans les *constructions métalliques* il y a pénurie de travail, le nombre des établissements en activité n'a pas changé, mais la durée du travail, ainsi que le nombre des ouvriers occupés, a diminué.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Halluin, la situation s'est un peu améliorée, on constate une légère reprise des affaires, la durée ordinaire du travail est de 10 heures par jour.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation reste stationnaire. Le nombre des établissements, ainsi que le personnel occupé, a peu varié. Seule, l'industrie du *caoutchouc* est réellement prospère, elle occupe, dans trois établissements, plus de 2,000 ouvriers. La journée moyenne varie de 8 à 10 heures par jour. Malgré la saison d'hiver, la proportion des ouvriers en chômage n'est que de 8 p. %.

Rhône. — Les usines de *tissage mécanique des soieries* à façon de la région ont repris leur activité normale, mais les prix de façon, inférieurs à ceux de l'an dernier, sont beaucoup moins rémunérateurs. Ils sont cependant supérieurs à ceux du trimestre précédent; pendant les six à huit dernières semaines de l'année, ils ont eu une marche ascendante. L'outillage se perfectionne et les salaires se maintiennent sans changement. Dans la fabrique d'*orfèvrerie*, le travail est moins actif que l'année précédente et sans changement sur le dernier trimestre; de même dans la *carrosserie*, *sellerie* et *bourrellerie*, où la journée moyenne est de 8 heures.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Thizy, aucun changement dans la situation générale de l'industrie depuis le dernier trimestre. La proportion des ouvriers en chômage dans la région peut être évaluée à environ 20 p. %. La durée moyenne de la journée de travail est de 11 heures.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Tarare, pour le dernier trimestre 1901, le travail est en pleine activité et la situation générale bonne, sauf en ce qui concerne le velours. Aucune variation dans le nombre des établissements et l'importance de leur personnel. La proportion des ouvriers en chômage est faible, sauf pour le velours, où elle atteint 10 p. %. La durée habituelle du travail, qui est en général de 10 heures, est augmentée en ce moment, comme tous les ans à pareille époque, d'une heure supplémentaire pour la presque totalité des ouvriers. Aucune variation dans le taux des salaires.

Seine. — Le comité des *houillères* de France estime qu'au cours du quatrième trimestre 1901 le travail a été sensiblement moins actif que l'année précédente. Pour certaines qualités

de houilles, la demande a diminué; un tiers des fours à coke ont dû être éteints par suite de la crise métallurgique. Les prix sont en baisse et les marchés en cours, conclus il y a un an, qui étaient avantageux, ne peuvent être renouvelés qu'avec des baisses importantes. Dans les mines, on n'augmente plus le personnel, la durée du travail est sans variation en général, quelques puits cependant chôment le lundi. Dans l'industrie des *phosphates*, le travail est moins actif que l'an dernier et les cours en baisse d'environ 10 p. %; aucun changement dans la durée du travail. Dans les industries du *chauffage et de l'éclairage par le gaz et l'électricité*, activité moindre que l'an dernier, cours des matières premières en baisse, mais hausse du prix de la main-d'œuvre. Chômage accentué dans certains établissements; diminution de la durée du travail.

A Paris, chez les *entrepreneurs de ravalement*, aucun changement par rapport à l'année précédente, le chômage est à peu près général à cause de la saison; pour ceux qui travaillent, la journée est réduite à 7 heures. Dans la *marbrerie* pour le bâtiment et l'aménagement, aucun changement notable, 54 heures en moyenne de travail par semaine. Dans la *statuaire* (articles religieux), diminution notable du travail sur l'année 1900. Aucun changement chez les *fabricants d'enseignes et stores*, 54 heures par semaine. Chez les *constructeurs de bateaux*, travail ralenti à cause de la saison, les prix se relèvent légèrement, la journée de travail varie de 7 à 9 heures par jour. Diminution du travail pour la fabrication d'*instruments de musique*, les prix tendent vers la baisse; 50 heures par semaine. Pas de changement sur le trimestre précédent, pour la construction d'*instruments d'optique et de précision*. Même activité dans la *fonderie de cuivre et de bronze*, où les prix tendent à devenir de plus en plus rémunérateurs par suite de la baisse de la matière première; légère augmentation de la durée du travail, qui est de 60 heures par semaine. Pour l'industrie du *cycle* en général, la situation est stationnaire, plutôt plus faible comme affaires. Dans l'industrie de la *ganterie*, le travail est moins actif par suite du mauvais état des affaires à l'exportation. Dans la fabrique de *toiles cirées, toiles cuir et linoléum*, le travail est moins abondant que l'an dernier, les prix sont en baisse pour presque tous les produits d'environ 15 p. %, durée du travail diminuée à 54 heures par semaine. La situation critique où se trouve cette industrie est attribuée par les intéressés à la concurrence des produits étrangers.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans le *bâtiment*, diminution du travail, réduit à 54 heures par semaine. Dans l'*imprimerie-papeterie*, travail assez actif, pas de changement dans les prix et les salaires, journée de 10 heures dans l'imprimerie et de 11 heures dans la papeterie. Au Havre, travail moins actif dans le *bâtiment*, 40 à 50 heures par semaine. Dans la fabrique de *draps et tissus* d'Elbeuf, le travail a été moins actif que le précédent trimestre, les tissus cheviot et les draps de dames ont une demande assez suivie; il n'en est pas de même pour la nouveauté. La vente a été difficile et le trafic présente une diminution sensible sur le trimestre correspondant de 1900, due en partie à la reprise de la hausse des laines et à la réserve des acheteurs. Il y a eu quelques chômages partiels, en plus grand nombre le trimestre précédent. Aucune variation dans le nombre des établissements et dans la durée du travail. Dans les *apprêts* et la *teinturerie*, ralentissement du travail; les prix de façon sont peu rémunérateurs par suite de la hausse des charbons et des matières colorantes. Les salaires n'ont pas varié depuis l'augmentation de l'année dernière; de même la durée du travail, cependant le personnel n'a pas fait toutes ses semaines complètes.

A Fécamp, par suite de la mauvaise pêche du hareng, l'industrie des *salaisons* a été mal alimentée et a dû subir des arrêts; les prix du produit étant très élevés, les cours sont peu rémunérateurs. Les prix de façon et salaires sont sans changement sur 1900.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 janvier.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *typographes*. A Oyonnax, 17 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; chômage presque général chez ceux de Divonne. A Arhent, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tourneurs*. A

Thoiry pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Origny, pas de changement chez les *vanniers*.

Aisne. — A Laon, pas de chômeurs, travail actif chez les *travailleurs du livre*. A Saint-Quentin, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers noueurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *piqueurs de cartons*; pas de changement, 59 à 65 heures chez les *ouvriers de la filature et du tissage*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *tisseurs*; 12 p. % de chômeurs, 36 à 42 heures chez les *tullistes en guipures*; 9 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*. Nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; 10 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *chaudronniers*; 2 p. % de chômeurs, 42 heures, travail satisfaisant chez les *peintres en bâtiment*; 1 p. % de chômeurs, travail actif chez les *employés de commerce*.

A Saint-Michel, pas de changement, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; travail normal, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Château-Thierry, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 6 p. % de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Chauny. Pas de changement chez les *mouleurs* de Tergnier; de même et 65 heures chez ceux de Chauny. A Hirson, pas de changement chez les *verriers*.

Allier. — A Moulins, un quart de chômeurs, 80 heures en moyenne par semaine chez les *boulangers*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers et selliers*; chômage presque général chez les *tailleurs de pierre*; 80 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*.

A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacière*. A Lurcy-Lévy, un tiers de chômeurs, 48 heures chez les *bûcherons*; moitié de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Ennemond. A Saint-Hilaire, pas de chômeurs chez les *mineurs*; chez ceux de Doyet, 48 heures en 5 jours de travail, le lundi est chômé; pas de changement chez ceux de Bézenet et de Commeny; 2 p. % de chômeurs, travail moins actif chez ceux de la Croix-de-Montvicq.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 25 p. % de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, travail régulier chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier chez les *employés restaurateurs-limonadiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-sculpteurs*; pas de changement chez les *serruriers-mécaniciens*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *fumistes et tôliers*; 40 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; moitié de chômeurs environ chez les *peintres*; pas de chômeurs, 48 heures, travail plus actif, chez les *plâtriers-stucateurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

A Cannes, travail peu actif chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 18 p. % de chômeurs chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, pas de changement chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs, chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*. A Aubenas, un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les *plâtriers et peintres*. A Vals, pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*; 27 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisseurs*. A Deville, 23 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Laval-Dieu; 20 p. % de chômeurs, 40 heures, chez ceux de Mazures; 33 p. % de chômeurs chez ceux de Renwez; pas de chômeurs, 55 à 60 heures chez ceux de Vivier-au-Court; travail actif, pas de chômeurs chez ceux de Vrine-aux-Bois.

A Fumay, pas de changement, 44 heures, chez les *mineurs*, travail abondant sauf dans une fosse où les salaires ont été diminués. A Pourru-aux-Bois, 12 p. % de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Floing. A Francheval, 36 p. % de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Haybes, moins de 1 p. % de chômeurs chez les *ardoisiers*, 45 heures par semaine pour les ouvriers du fond.

Ariège. — A Lavelanet, travail plus actif que le mois dernier, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*, A la Bastide-sur-l'Hers, 4 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de la *filature*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers*; 6 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 8 p. % de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Carcassonne, 16 p. % de chômeurs, 77 heures par semaine chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif dans l'*habillement*; travail peu actif, 54 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 40 p. % de chômeurs chez les *mouleurs*; 40 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes*; 14 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

A Narbonne, 15 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *cordonniers*; travail peu abondant chez les *tailleurs*; 2 p. % de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sainte-Colombe, pas de changement, chez les ouvriers *textiles*; 3 p. % de chômeurs environ, 66 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; A Decazeville, pas de changement chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 11 p. % de chômeurs, chez les *cuisiniers-navigateurs*; 11 p. % de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 14 p. % de chômeurs, journée de 14 heures, chez les *bouchers-charcutiers*; travail peu actif chez les *limonadiers*. Pas de changement chez les employés du *gaz*; 2 p. % de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *imprimeurs-lithographes*. Pas de chômeurs, travail plus actif chez les *voiliers*; de même chez les *blanchisseurs*; un quart de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; près du tiers en chômage, 40 heures, chez les *tonneliers*. Pas de changement chez les *moleleurs*; de même chez les *mouleurs-noyateurs*; 6 p. % de chômeurs chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *forgerons*; 3 p. % de chômeurs, journée de 10 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 70 p. % de chômeurs chez les *maçons*; travail un peu plus abondant chez les *maçons limousinants*. Pas de changement chez les *tuiliers-céramistes*; travail moins abondant chez les *maelloniers du port*; 37 p. % de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers des *entrepôts de bois*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *représentants et placiers*; pas de chômeurs chez les employés de *tramuays*; 15 p. % de chômeurs, 100 heures, chez les *coiffeurs*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Arles, 40 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 60 p. % de chômeurs chez les *maçons*; 40 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Aubagne, 60 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *potiers*. A la Ciotat, pas de changement chez les *boulangers*. A Châteaurenard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Martigues et à Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*. A Gardanne, pas de chômeurs, travail moins actif chez les *mineurs*; travail satisfaisant, 40 heures, chez ceux de Saint-Savournin; pas de changement chez ceux de Fuveau. A Fontvieille, 15 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 3 p. % de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement chez les ouvriers des *ports et docks*. A Falaise, pas de changement chez les *bonnetiers*. A Honfleur, moitié de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*.

Cantal. — A Aurillac, arrêté complet du travail chez les *terrassiers*; 70 p. % de chômeurs chez les *maçons*; 60 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 50 p. % de chômeurs chez les *charpentiers*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*; travail assez actif chez les *peintres*, *plâtriers* et *serruriers*; ralentissement de travail chez les *subotiers* et *ébénistes*; assez bonne activité chez les ouvriers en *parapluies*.

A Champagnac, pas de chômeurs; 60 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; 5 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; un tiers de chômeurs, 45 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement, 71 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carrossiers*; 30 p. % de chômeurs, 36 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement, 48 heures, chez les *couvreurs*. A la Couronne, pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 16 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. % de chômeurs, 57 heures, travail moins abondant chez les *typographes*; 16 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 11 p. % de chômeurs, 42 à 48 heures chez les *peintres en bâtiment*; 30 p. % de chômeurs chez les *plâtriers*; 1 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Rochefort, 18 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; situation bonne chez les *typographes*; travail peu actif chez les *menuisiers-ébénistes*; 15 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A l'Aumône, pas de changement chez les ouvriers de la *glacerie*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bouchers-charcutiers*; travail peu actif chez les *typographes*; travail très actif chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail moins actif, 40 heures, chez les *tailleurs*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; 55 p. % de chômeurs chez les *terrassiers*; 70 % de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 15 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Vierzon, pas de changement chez les *maçons*. A Saint-Amand, 20 p. % de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Dun-sur-Auron, travail arrêté chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Gracay. A la Guerche-sur-l'Aubois, travail moins actif, 50 heures, chez les *chaufourniers*; pas de changement chez ceux de Jussy-le-Chaudrier. A Melun-sur-Yèvre, pas de chômeurs, 42 heures chez les *peintres en porcelaine*; 3 p. % de chômeurs, 55 heures chez les *tuiliers* de Saint-Pierre-l'Étieux.

A Nérondes, morte-saison, pas de changement chez les *ouvriers agricoles*. A Neuvy-le-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*; travail satisfaisant chez ceux de Feux et de Méry-ès-bois; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier, la Chapelle-Hugon, de Cuffy, de Vallenay, de Brécy et d'Apremont, 40 p. % de chômeurs, chez ceux de Sancergues; 65 % de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Torteron.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, situation plutôt satisfaisante chez les *typographes*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que l'an dernier chez les *typographes*; travail assez actif chez les *couvreurs-zingueurs*, surtout pour les *zingueurs*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens-chauffeurs*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 2 p. % de chômeurs chez les *typographes*; travail peu abondant dans l'industrie du *vêtement*; 8 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Dinan, pas de changement chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typo-lithographes*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. % de chômeurs chez les *maçons*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *monteurs en boîtes d'or*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 63 heures chez les *ouvriers en meubles*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*. A Audincourt, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *ouvriers en automobiles*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en horlogerie*. A Valentigney, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 66 heures, travail normal chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez les *filateurs*.

Drôme. — A Valence, 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Bourg-de-Péage, morte-saison chez les *chapeliers-appropriers*. A Saint-Vallier, travail un peu plus actif chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers en porcelaines*. A Saint-Regist, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 72 heures, travail plus actif chez les *tisseurs*. A Pont-de-l'Arche, un quart de chômeurs chez les *chaussonniers*. A L'Habit, pas de changement chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 3 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *menuisiers*; 1 p. % de chômeurs, 54 heures chez les *mécaniciens*; 30 p. % de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 3 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*. A Dreux, travail plus abondant chez les *cordonniers*. A Châteaudun, activité satisfaisante chez les *typographes* et les autres corps de métier, sauf le *bâtiment*, en pleine morte-saison.

Finistère. — A Brest, 3 p. % de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *démolisseurs de navires*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de chômeurs chez les *ouvrières de l'habillement*. A Audierne, chômage presque général chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs chez ceux de Concarneau. A Guilvinec, arrêt du travail chez les *pêcheurs*, depuis la fin de la pêche à la sardine. A Lagonna-Daoulas, 22 p. % de chômeurs, 54 heures chez les *tailleurs de pierre*.

Gard. — A Nîmes, 17 p. % de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *tonneliers*. A Alais, pas de changement chez les *menuisiers* et *ébénistes*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Bessèges, travail assez actif chez les *ouvriers des laminoirs et forges*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en meubles*; 14 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 25 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *hommes de peine*.

Gironde. — A Bordeaux, 16 % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 4 p. % de chômeurs, travail actif chez les *pâtisseries*. Pas de changement chez les *ouvriers des usines à gaz*; travail satisfaisant chez les *photo-lithographes*. Pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; pas de changement chez les *tailleurs*. Pas de changement chez les *scieurs de long*; 60 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *charpentiers de haute-futaie*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes-billardiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

20 p. % de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ouvriers des constructions maritimes*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; 7 p. % de chômeurs, 54 heures, chez

les *chaudronniers*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; pas de changement chez les *bijoutiers-horlogers*; 65 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 53 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre et ravauteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs-cimentiers*; 70 p. % de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *plâtriers*; très peu de travail chez les *gabariers-leteurs* du port; moitié de chômeurs chez les *déménageurs-emballeurs*; pas de changement chez les *nettoyeurs de magasins*; 5 p. % de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Dagnac pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Hérault. — A Béziers, travail peu actif chez les ouvriers *cultivateurs et vigneron*s; 30 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*.

A Montpellier, 20 p. % de chômeurs, 75 heures en moyenne par semaine, chez les *boulangers*; 14 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*; 40 p. % de chômeurs chez les *cordonniers*; travail moins actif chez les ouvriers de l'*habillement*; 45 p. % de chômeurs, 54 heures chez les *terrassiers*; 60 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*. A Graissessac, pas de changement chez les *mineurs*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*; moitié de chômeurs, 51 heures chez les ouvriers en *bois merrains*.

A Mèze, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*, travail peu actif chez les *agriculteurs*. A Courmonterrail, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; de même chez ceux de *Fabrigues* et de *Vic-les-Étangs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, mais travail moins actif surtout pour le *cousu-main*, chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; 4 p. % de chômeurs, 51 à 54 heures chez les *charpentiers* et *scieurs de long*; 1 p. % de chômeurs, 48 heures chez les *plâtriers*.

A Fougères, pas de changement, 66 à 72 heures, chez les *cordonniers*, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*. A Bruz, 1 p. % de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné du Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, travail normal, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; travail assez actif chez les ouvriers en *chaussures*, pas de chômeurs, travail abondant chez les ouvriers en *draps*; chômage général chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Chénault, pas de chômeurs, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs* en *chaussures*; pas de changement chez les *ferblantiers*.

A Châteaurenault, 1 p. % de chômeurs 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, travail peu abondant chez les *cordonniers-galochiers*; 70 % de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de changement chez les employés du *gaz*; 13 p. % de chômeurs 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 20 p. % de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *ébénistes*; travail moins actif chez les *teinturiers en peau*x; travail assez actif chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *artistes-musiciens*.

A Vienne, moitié de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 19 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs en fer*. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes*. A Bourgoin, 10 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*. A la Motte-d'Aveillans pas de changement chez les *mineurs*. A Bouvesse-Quirieu 20 p. % de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*. A Parmilieu, 57 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; deux tiers de chômeurs, 42 heures, chez ceux de *Porcieu-Amblagnieu*; chômage général chez ceux de *Montalieu-Vercieu*.

A Saint-Jean-de-Bournay, pas de changement chez les employés des *chemins de fer économiques*; de même chez les employés des *tramways* de la Côte-Saint-André.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; A Saint-Claude, un peu de chômage chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

Landes. — A Dax, pas de changement chez les *mouleurs*; 1 p. % de chômeurs chez les employés de commerce. A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, travail très satisfaisant chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. % de chômeurs, 90 à 95 heures par semaine chez les *tripiers-boyaudiers*; 1 p. % de chômeurs environ, 60 heures chez les *imprimeurs-graveurs*; 11 p. % de chômeurs, 70 heures, travail assez abondant chez les *selliers-bourrelliers*; travail moins actif chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 10 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *armuriers*; 7 p. % de chômeurs, 66 heures chez les *maréchaux ferrants*; 40 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers-peintres*; moins de 1 p. % de chômeurs chez les *voyageurs de commerce*; 5 p. % de chômeurs chez les employés de fabrique.

A Roanne, moitié de chômeurs, 30 à 40 heures chez les *charpentiers*; 42 p. % de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs chez les *métallurgistes*; 40 p. % de chômeurs chez les *mouleurs*; 73 p. % de chômeurs, 42 heures chez les *maçons aides et couvreurs*; 12 p. de chômeurs, 48 heures chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 8 p. % de chômeurs chez les ouvriers et employés de la *batellerie*.

Aux Barques, à Jarnosse et à la Gresle, pas de changement chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez ceux de la Cergne, 4 p. % de chômeurs chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; travail moins actif que le mois dernier chez ceux de Saint-Rambert. A Régnv, pas de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers*. A Aveizieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*; pas de changement chez ceux de Terrenoire. A Saint-Genest-Lerpt, travail plus abondant chez les chefs d'atelier *passementiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*. A Riorges-les-Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Chazelle-sur-Lyon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *chapeliers*. A Firminy, 10 p. % de chômeurs, moyenne de 45 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Saint-Chamond. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de La Talaudière. A Bourg-Argental, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs sur bois*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 heures par semaine, chez les *cordonniers*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, travail abondant chez les *passementiers*. A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 25 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *raf-fineurs*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *graveurs-lithographes*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de changement chez les *peintres*; 6 p. % de chômeurs, 77 heures, chez les employés; 6 p. % de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *port*.

A Pornic, 20 p. % de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loiret. — A Orléans, 16 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *lithographes*; 17 p. % de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *maçons*; 55 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 25 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Montargis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Gien, pas de

chômeurs, travail actif chez les *bûcherons*; travail assez satisfaisant chez ceux de Chevilly; moins abondant que l'an dernier, 40 heures, chez ceux d'Ouzouer-sur-Trezé; pas de chômeurs chez ceux de Thou et de Faverelles.

Lot. — A Cahors, un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 53 p. % de chômeurs, 84 heures en moyenne de travail par semaine, chez les *boulangers*; 10 p. % de chômeurs chez les *limonadiers*, pas de chômeurs, 119 heures chez les *bouchers-charcutiers*; travail satisfaisant chez les *tailleurs*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; grève chez les *sabotiers-galochiers*; 11 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; 31 p. % de chômeurs, chez les ouvriers en produits *céramiques*; pas de chômeurs, 100 heures, chez les *coiffeurs*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *hommes de peine*. A Lavardac, moins de 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 4 p. % de chômeurs, 40 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; travail moins actif chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens-ajusteurs*.

A Cholet, pas de changement chez les *tisserands*; de même chez ceux de Trémontines, de Saint-Philibert-en-Mauges et de Saint-Léger; pas de chômeurs chez ceux de la Tessoualle et de la Séguinière. A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures chez les *bijoutiers-chapeletiers*; pas de changement chez les employés de commerce.

Marne. — A Reims, 1 p. % de chômeurs chez les *typographes* et chez les *lithographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 30 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers-apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 15 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Épernay, pas de changement chez les *imprimeurs*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant chez les *bouconniers*. A Fismes, 45 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, travail actif chez les *mégissiers-pelissonneurs*; pas de chômeurs chez les employés de commerce. A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*, le chômage n'atteint que le consommateur; 25 p. % de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, travail plus actif chez les *métallurgistes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail actif chez les ouvriers de l'*habillement* et du *vêtement*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; ralentissement sensible, pas de chômeurs, dans l'*ébénisterie*; 5 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de changement chez les *métallurgistes* et les ouvriers en *limes*; 40 p. % de chômeurs, 52 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre-ravaleurs*.

A Haucourt, pas de chômeurs, 66 heures, travail toujours abondant chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 45 heures, diminution de 15 p. % pour les salaires chez ceux de Chavigny; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bouxières-aux-Dames et Jœuf; 2 p. % de chômeurs chez ceux de Ludres; un tiers de chômeurs chez ceux de Frouard et de Bouxières-aux-Chênes. A Lérouville, pas de chômeurs, 54 heures, travail toujours actif chez les *carriers*.

Meuse. — A Vaucouleurs, pas de chômeurs, 67 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *métallurgistes* de Cousances-aux-Forges. A Ligny, travail plus actif que le mois dernier chez les *opticiens-compagniers*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; 26 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Hennebont, pas de chômeurs; 50 heures, chez les *métallurgistes*. A Sauzon, chômage complet chez les *ferblantiers-boîtiers*; 15 p. % de chômeurs chez ceux de Ploëmeur.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *sabotiers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 40 p. % de chômeurs chez les *maçons*. Chômage presque général chez les *maçons* et *couvreurs* de Decize; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment* de la Charité; 16 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de la *céramique* de Nevers.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. Pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons* de La Chapelle-Saint-André, Corvol-l'Orgueilleux, des Loges-de-Montavon, Billy-sur-Oisy, Menestreau, Menou, Trois-Vesvres, Saint-Amand et Arquian. Pas de chômeurs chez ceux de Buzy et de Ciez. Pas de changement chez ceux de Saint-Verain, Entrains et Saint-Pierre-le-Moutier.

Nord. — A Lille, 1 p. % de chômeurs environ, 66 heures par semaine, chez les *confiseurs-chocolatiers*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. % de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 15 p. % de chômeurs, diminution des prix de façon chez les *tapissiers*; 3 p. % de chômeurs, chez les ouvriers en *métaux*; 10 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-cartonniers*; 9 p. % de chômeurs chez les *garçons de magasin*; pas de changement chez les *commissionnaires*; 5 p. % de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés de commerce*.

A Douai, 6 p. % de chômeurs chez les *typographes*; à Dunkerque, 6 p. % de chômeurs, travail très satisfaisant chez les *tordeurs d'huile*; nombreux chômeurs chez les *voiliers*; pas de chômeurs, travail stable chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 7 p. % de chômeurs chez les *plafonneurs*; travail peu actif chez les *marbriers* et *tailleurs de pierre*; 38 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 53 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; à Armentières, 2 p. % de chômeurs, 55 heures, travail satisfaisant chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Roubaix, 9 p. % de chômeurs, 57 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers*.

A Tourcoing, légère amélioration sur le mois dernier pour le *triage* et *peignage*; pas de changement dans la *filature* et la *retorderie*; pas d'amélioration chez les *tisseurs*; pas de changement chez les ouvriers en *guipures*. Au Cateau, pas de chômeurs, chez les *tisseurs*; 2 p. % de chômeurs chez ceux d'Avesnes-le-Sec; une semaine de chômage par mois chez ceux d'Avesnes-les-Aubert; 10 p. % de chômeurs chez ceux d'Haspres; pas de chômeurs chez ceux de Neuville; légère amélioration chez ceux de Roubaix; 5 p. % de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Wignehies; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Saint-Souplet. Moitié de chômeurs chez les *tisserands* de Saulzoir; pas de changement chez ceux de Linselles. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Caudry, travail plus actif chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tullistes*. A Comines, 2 p. % de chômeurs chez les *rubaniers*.

A Cousolre, travail peu actif, 40 heures, chez les *marbriers en pendules*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*; travail peu abondant chez ceux de Croix; pas de changement chez ceux de Saint-Amand. A Hautmont, pas de changement chez les *métallurgistes*; de même chez ceux d'Onnaing; à Fellermy, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Fresnes, pas de changement chez les *verriers à vitres*. A Louches pas de chômeurs chez les *verriers*.

Oise. — A Beauvais, 15 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Creil, 22 p. % de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*; 30 p. % de chômeurs, travail peu abondant chez les ouvriers du *bâtiment*. A La Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *layetiers*; à Hermes, 7 % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

A Méru, travail moins actif, chez les *boutonniers en os*. A Béthisy-Saint-Pierre,

5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 3 p. % de chômeurs chez ceux de Tracy-le-Mont, un tiers parmi eux ne font que 24 heures par semaine. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*, 30 p. % de chômeurs, chez les ouvriers du bâtiment de Crépy. A Cressonsacq, travail plus actif chez les ouvriers agricoles.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 51 heures en moyenne, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; 15 p. % de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; 7 % de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*. A Flers, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs* en métaux.

Pas-de-Calais. — A Arras, 2 p. % de chômeurs environ, 60 heures par semaine, travail peu actif chez les *typographes*. A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtisseries*; 4 p. % de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *typographes*; 40 p. %, de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Montreuil, 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Marquise, travail moins actif chez les *mouleurs*.

A Lens, pas de changement, 54 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs*. A Ferques, 5 p. % de chômeurs, travail plus actif chez les *carriers*. A Boulogne-sur-Mer, 40 p. % de chômeurs chez les *tailleurs*; 22 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers en bois du bâtiment; pas de changement, 65 heures, chez les *tonneliers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 8 p. % de chômeurs chez les *limonadiers*; 10 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les *tapissiers*; 2 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement, 54 heures, chez les *carrossiers*. A Riom, moitié de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment. A Saint-Éloy, pas de changement chez les *mineurs*; travail moins actif chez ceux de Messeix.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 9 p. % de chômeurs, travail actif chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Bayonne, travail moins actif, 16 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *tapissiers*; morte-saison chez les *tailleurs*; 40 p. %, de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. Au Boucau, pas de chômeurs chez les ouvriers des *forges* et chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *ébénistes*, travail actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, travail assez actif chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement, toujours beaucoup de chômage chez les *travailleurs de la terre*; près de moitié de chômeurs chez les *boulangers*; 25 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *carrossiers*; 2 p. % de chômeurs, 78 heures, chez les *tonneliers-fondriers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; 40 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Rivesaltes, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; de même chez ceux de Canohès; de Pézilla-la-Rivière et de Soler. Pas de changement chez ceux d'Espira-de-l'Agly; 60 p. % de chômeurs chez ceux de Clair.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *menuisiers-charpentiers*; 10 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*.

A Giromagny, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *textile*; travail actif chez ceux de Rougegoutte.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *jardiniers*; 25 p. % de chômeurs, 60 heures, travail peu actif chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *papetiers-régleurs*; 30 p. % de chômeurs, 54 heures, chez

les *tanneurs-corroyeurs*; 58 p. % de chômeurs, travail moins actif chez les *cordonniers du cousu-main*; 16 p. % de chômeurs chez les *cordonniers*; un quart de chômeurs, travail moins abondant chez les *tisseurs*; pas de changement. activité normale chez les ouvriers de la *soie*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *baguetteuses-plieses*; situation moins bonne chez les *tulistes à la chaîne*; 6 p. % de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 17 p. % de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvrières de l'*aiguille*. 70 p. % de chômeurs, 40 heures chez les *charpentiers*; 8 p. % de chômeurs, 48 à 54 heures chez les *machinistes sur bois*; 1 p. % de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 16 p. % de chômeurs chez les *chaudronniers*; travail peu actif chez les *ferblantiers*; 4 p. % de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *bronziers*; 66 p. % de chômeurs, 45 heures chez les *tailleurs de pierres*; 15 p. % de chômeurs, 45 à 50 heures, travail peu actif chez les *tuiliers*; pas de changement chez les *boucheurs*. Pas de changement chez les *dames employées de commerce*. 12 p. % de chômeurs chez les *cochers*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Thizy, 1 p. % de chômeurs environ, 65 à 66 heures chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, travail actif chez ceux de Grandis. A Villefranche, pas de changement chez les *teinturiers*. Travail peu actif chez les *chapeliers* de Grigny. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de changement, 75 heures chez les *cordonniers*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers en *ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Chalon, 80 p. % de chômeurs, 50 heures chez les *métallurgistes*; 60 p. % de chômeurs, 40 à 42 heures chez les *plâtriers-peintres*; nombreux chômeurs chez les *mariniers débardeurs*. A Digoin, pas de chômeurs, 30 heures seulement, travail très peu abondant chez les *faienciers*. A Montchanin, pas de chômeurs chez les *tuiliers*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *métallurgistes*; 40 p. % de chômeurs, 48 heures chez ceux de Gueugnon. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, mais 20 heures seulement, chez les *piqueurs de grès*. A Saint-Léger-sur-Dheune, 15 p. % de chômeurs environ chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Nanton, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 60 p. % de chômeurs, 44 heures chez les *charpentiers*; 21 p. % de chômeurs, 48 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes* et les *mécaniciens*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *couvreurs*.

A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant chez les *tanneurs-corroyeurs*. A la Flèche, pas de chômeurs, travail actif chez les *galochiers*. A Vibraye, 4 p. % de chômeurs, 66 à 72 heures chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

Savoie. — A Chambéry, 10 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *mécaniciens*; 55 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; moitié de chômeurs, 49 heures, chez les *plâtriers* et *peintres*. A Arvillard, travail toujours en baisse chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de changement chez les *galochiers* et *cordonniers*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, travail assez satisfaisant chez les *boulangers*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 8 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *chocolatiers*; 6 p. % de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 28 p. % de chômeurs, travail peu actif pour les *garçons de cuisine*; travail satisfaisant chez les ouvriers en *salaisons*; 10 p. % de chômeurs chez les *échaudeurs*; pas de changement chez les ouvriers du *gaz*.

2 p. % de chômeurs environ chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes* (Gutenberg); 4 p. % de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de changement, 60 heures, chez les *conducteurs-pointeurs*; 9 p. % de chômeurs chez les *lithographes* (Union); 6 p. % de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 11 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; situation satisfaisante, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 10 p. % de chômeurs environ, 54 à 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*; 22 p. % de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 4 p. % de chômeurs chez les *papetiers-régleurs*.

4 p. % de chômeurs, 55 heures environ, chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de changement, travail assez actif chez les *corroyeurs du cuir noir*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *méjissiers du mouton*; pas de chômeurs, journée de 10 heures chez les *monteurs en chaussures*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *talons*; situation peu satisfaisante chez les *gantiers*. 7 p. % de chômeurs, 50 heures chez les *doreurs sur cuir*; moitié de chômeurs chez les ouvriers en *pelletteries*; 1 p. % de chômeurs environ, 60 heures, morte-saison chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 13 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *selliers-harnacheurs*; travail plus abondant, 66 heures chez les *souffletiers*.

9 p. % de chômeurs, 45 heures chez les *teinturiers-dégraisseurs*; moins de 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de Paris*; 30 p. % de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *tailleurs de la Seine*; 3 p. % de chômeurs, 56 heures, reprise chez les *coupeurs-chemisiers*; 30 p. % de chômeuses chez les *couturières*, beaucoup de maisons ne font que la demi-journée; moitié de chômeuses chez les ouvrières *confectionneuses de cols et cravates*. 2 p. % de chômeurs environ, 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 4 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie et feutre*; 28 p. % de chômeurs chez les *chapeliers de Paris*; travail plus actif que le mois dernier, 66 heures, chez les *casquettiers*; 5 p. % de chômeurs chez les *couleurs et garçons d'lavoirs*.

10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs-découpeurs-mouliniers*; 50 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers de la Seine*; pas de changement chez les *replanisseurs de parquets*; 18 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs en sièges*; 40 p. % de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; un tiers de chômeurs chez les *ébénistes en photographie*; 22 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*; 28 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en procédés de queues de billard*.

Pas de chômeurs, journée de 10 heures, chez les *lamineurs*; 12 p. % de chômeurs chez les *chefs de service et contremaitres de la métallurgie*; 30 p. % de chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; 1 p. % de chômeurs environ chez les *tourneurs-décolleteurs*; 7 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la mécanique industrielle et scientifique*; 3 p. % de chômeurs pas de reprise chez les *mécaniciens*; 4 p. % de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 22 p. % de chômeurs chez les *potiers d'étain*; travail en reprise chez les ouvriers en *limes*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *opticiens*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 6 p. % de chômeurs, 48 à 53 heures, chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 33 p. % de chômeurs chez les *bijoutiers en argent*.

8 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 33 p. % de chômeurs chez les *cimentiers*; 60 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *bitumiers-asphalteurs*; 56 p. % de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; légère reprise sur le mois dernier chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 20 p. % de chômeurs, 56 heures, chez les *maçons*, moitié de chômeurs environ, 60 heures, chez les *terrasiers-puisatiers-mineurs*; nombreux chômeurs chez les *paveurs*. Un quart de chômeurs chez les *sculpteurs-praticiens*; 30 p. % de chômeurs environ, 42-48 heures chez les *peintres*; 16 p. % de chômeurs chez les *souffleurs de verre*.

Pas de changement chez les *représentants et employés de la bijouterie*; 2 p. % de chômeurs environ chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 7 p. % de chômeurs chez les *comptables*; 2 p. % de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; pas de changement chez les *employés des mandataires aux halles* et les *employés des bureaux de placement autorisés*; 4 p. % de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*; 4 p. % de chômeurs chez les *sténographes*; 15 p. % de chômeuses chez les *dames employées aux écritures*; pas de changement chez les *caissières-comptables*.

Pas de changement chez les *porteurs aux halles*; 3 p. % de chômeurs chez les *employés et*

ouvriers des tramways de la rive gauche; pas de changement chez les receveurs et pontonniers des bateaux-parisiens; pas de changement chez les camionneurs; nombreux chômeurs chez les cochers de grande remise; pas de changement chez les professeurs de l'enseignement libre; pas de chômeurs chez les employés de l'enseignement libre; pas de chômeurs chez les clercs d'huisier; 8 p. % de chômeurs chez les artistes musiciens; 1 p. % de chômeurs environ chez les gens de maison; 4 p. % de chômeurs pour le personnel des maisons bourgeoises.

A Maisons-Alfort, 2 p. % de chômeurs environ chez les ouvriers maraîchers. A Issy-les-Moulineaux, pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers cartouchiers. A Clamart, reprise générale chez les treillageurs-rustiqueurs. A Vitry, 13 p. % de chômeurs chez les ouvriers de la terre. A Saint-Denis, pas de chômeurs, 66 heures chez les graveurs sur bois. A Courbevoie, pas de chômeurs chez les blanchisseurs; 18 p. % de chômeurs, 66 heures, chez ceux d'Arcueil. A Ivry, pas de chômeurs chez les ouvriers en pompes. A Boulogne, 60 p. % de chômeurs, chez les terrassiers-mineurs. A Aubervilliers, 48 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les maçons. A Bondy, 10 p. % de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment. A Levallois, 20 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les peintres. Au Kremlin, pas de changement chez les argileurs-mineurs.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail normal chez les typographes, pas de chômeurs, 60 heures chez les lithographes-papetiers; travail satisfaisant chez les travailleurs de l'industrie cotonnière; pas de chômeurs chez les tisseurs en chaussons; un tiers de chômeurs, 40 heures chez les charpentiers du bâtiment; 25 p. % de chômeurs, 60 heures chez les menuisiers; 30 p. % de chômeurs, 42 heures chez les métallurgistes. 3 p. % de chômeurs environ, travail abondant chez les employés; moitié de chômeurs environ chez les charretiers-livreurs.

Au Havre, 2 p. % de chômeurs, 63 heures par semaine, travail plus actif pour les pétroliers et savonniers, moins actif pour les huiliers. 20 p. % de chômeurs, 60 heures chez les charpentiers; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers-ébénistes; 29 p. % de chômeurs chez les fondeurs; 25 p. % de chômeurs, 60 heures chez les métallurgistes; 10 p. % de chômeurs, 60 heures chez les modeleurs pour fonderies; 30 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les ajusteurs; pas de chômeurs chez les chaudronniers; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; 8 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les granitiers; 4 p. % de chômeurs, 54 heures chez les couvreurs-plombiers; nombreux chômeurs chez les charbonniers-déchargeurs; pas de chômeurs, 48 heures, chez les journaliers des docks; pas de changement chez les camionneurs.

A Deville, 17 % de chômeurs, 65 heures, chez les métallurgistes. A Elbeuf, 30 p. % de chômeurs, journée de 11 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Rolbec, travail plus actif, 66 heures chez les ouvriers cotonniers; de même chez ceux de Lillebonne. A Arques-la-Bataille, travail plus abondant, 60 heures, chez les menuisiers à la mécanique.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 2 p. % de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les typographes; A Fontainebleau, 40 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers du bâtiment. 28 p. % de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Lagny. A Souppes, pas de chômeurs, chez les tailleurs de pierre.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins actif chez les typographes; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les serruriers-mécaniciens; 20 p. % de chômeurs, chez les ouvriers maréchaux; 75 p. % de chômeurs chez les maçons-tailleurs de pierre; 25 p. % environ de chômeurs, 42 heures, chez les peintres.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux. A Essonnes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les mouleurs en métaux. A Montmorency, pas de changement chez les briquetiers. A Argenteuil, 22 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; 10 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les mécaniciens. A Saint-Germain, travail peu abondant, 42 heures, chez les menuisiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes. A Bonnières, pas de changement chez les raffineurs de pétrole. A Orsay, 8 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Sèvres, pas de changement chez les blanchisseurs. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les carriers. A Saint-Leu, 32 p. % de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs chez les ferblantiers-chaudronniers. A

Melle, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A la Rampierre, 4. p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers* et *piqueuses* et chez les *corroyeurs*; pas de changement chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; pas de changement chez les *teinturiers*; 1 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 20 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 18 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs et plafonneurs*.

A Abbeville, morte-saison pour les ouvriers du bâtiment. A Corbie, légère reprise, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Fréville-Escarbotin, 12 p. % chez les ouvriers en *cuire*.

Tarn. — A Albi, 20 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; un quart de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de changement chez les *verriers*.

A Castres, un quart de chômeurs, morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers* et *ébénistes*; 1 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs sur bois*; travail moins actif chez les *métallurgistes*. A Graulhet, 18 p. % de chômeurs, travail assez actif chez les *moutonniers*. A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Cagnac. A la Bastide-Rouairoux, 30 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*. A Castelsarrazin, travail peu actif chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs chez les *balaitiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de paille*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Toulon, 2 p. % de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 20 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 70 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *machinistes*. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *forgerons*. A Bargemon, travail actif, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Zacharie, pas de changement chez les *potiers*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Cavaillon, pas de changement, 66 heures, chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Ménerbes, pas de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier chez les *carriers*. A Pertuis, pas de changement chez les *cordonniers*. A Valréas, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, le mois de janvier est plus favorable pour les *pêcheurs*, les prix du poisson se maintiennent bons; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *portefaix*. A Faymorcau, pas de changement, 66 heures, chez les *mineurs*. Aux Épesses, 4 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *tisserands*; pas de changement chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvre; 10 p. % chez ceux d'Érurmes.

Vienne. — A Poitiers, moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre ravaieurs*; pas de chômeurs chez les *cimentiers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 14 p. % de chômeurs, 90 à 95 heures par semaine, travail peu actif chez les *cuisiniers-pâtisseries*; travail plus actif chez les *imprimeurs-conducteurs*; 4 p. % de chômeurs chez les *reliieurs-doreurs*; 25 p. % de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *cordonnerie*; pas de changement chez les *employés de commerce, industrie et bureau*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens* du centre. A Saint-Junien, un quart de chômeurs, 48 heures en moyenne, chez les *gantiers*; grève partielle chez les ouvriers en *cuirs et peaux*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. % de chômeurs chez les *typographes*. A Remiremont, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*. A Saint-Dié, 35 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Moussey. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *charpentiers de marine*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en fer* et chez les *métallurgistes*.

A Sens, léger ralentissement chez les *brossiers*; 15 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Treigny, pas de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *forestiers-agriculteurs*; assez satisfaisant chez ceux de Saint-Sauveur, qui ont 14 p. % des leurs en chômage.

Algérie. — A Alger, 30 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; morte-saison chez les *tailleurs*; travail moins actif chez les *charrons-forgers*; moitié de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. Nombreux chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre* et chez les *peintres*; un quart de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; un tiers de chômeurs chez les *cochers*.

A Constantine, un tiers de chômeurs environ, 54 heures, chez les *ouvriers sur métaux*. A Oran, 24 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 40 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers agricoles*. A Bougie, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Bône, 30 p. % de chômeurs chez les *chargeurs et déchargeurs du port*; pas de changement chez les *employés de chemin de fer*; 5 p. % de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Adjudications. — Adjudications importantes en février et mars 1902.

ROUTES ET CHEMINS.

PAS-DE-CALAIS. — 3 février. — Sous-préfecture de Béthune : travaux sur chemins vicinaux	90 616 ^f
LOZÈRE. — 5 février. — Préfecture : travaux sur routes nationales.	79 200
HÉRAULT. — 6 février. — Préfecture : entretien de chemins vicinaux	348 556
ORNE. — 13 février. — Préfecture : construction de chemins vicinaux	210 500
AUDE. — 15 février. — Préfecture : entretien de chemins vicinaux pendant cinq ans	150 985
TARN. — 15 février. — Préfecture : rechargement de chaussées sur routes nationales	108 600
ALGÉRIE. — 19 février. — Préfecture d'Alger : construction d'un chemin	214 000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

SEINE. — 8 février. — Tribunal de Commerce : installation de bains, douches, etc.	135 706
LOIRE-INFÉRIEURE. — Mairie de Nantes : construction d'un réservoir.	454 600
HAUTES-PYRÉNÉES. — 9 février. — Mairie de Lannemezan : construction d'une école	73 725
VAR. — 13 février. — Mairie de Toulon : construction d'une école.	78 500
SEINE. — 20 février. — Mairie de Clichy : construction d'un hospice et d'un orphelinat	1 054 855
DUNKERQUE. — 22 février. — Guerre : transformation d'une batterie	120 800
SEINE. — 22 février. — Tribunal de Commerce : construction d'un groupe scolaire	675 423

SEINE. — 22 février. — Travaux de fumisterie à l'usine de Pierrelaye	71 025 ¹
SEINE-INFÉRIEURE. — 24 février. — Palais des consuls, à Rouen : agrandissement du bureau des téléphones	118 992
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 1 ^{er} mars. — Mairie de la Rochelle : construction d'un hôtel des postes	200 053

CANaux, NAVIGATION ET PORTS.

OISE. — 4 février. — Préfecture : doublement de l'écluse et garages de Saint-Hubert	195 000
VOSGES. — 26 février. — Préfecture : canal de l'Est, exécution de conduites en fonte	144 000
SEINE. — 27 février. — Tribunal de Commerce : assainissement de la Seine, construction d'un siphon	175 000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

SEINE. — 8 février. — Tribunal de commerce : construction d'égouts	149 055
SEINE. — 22 février. — Tribunal de Commerce : construction d'un égout rue Brancion	120 370
———— Construction de collecteurs et d'égouts	790 148
———— Travaux de drainage, région Méry-Pierrelaye	80 543

CHEMINS DE FER.

CREUSE. — 22 février. — Préfecture : ligne de Guéret à la Châtre, travaux d'infrastructure	1 240 000
--	-----------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1901.	Déc. 1901.	Janv. 1902.
Farine (Gorbeil), les 157 kilogr., cour ^t	44 ^f 745	48 ^f 67 ^e	48 ^f 67
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.	0 3070	0 3225	0 3225
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	37 375	21 635	21 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	30 75	28 25	26 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.	64 375	61 25	61 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.	69 625	67 00	71 875
Pétrole dispon., les 100 kilogr.	37 50	40 25	39 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains) ..	64 00	70 00	76 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	62 62	53 87	52 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	112 00	119 00	125 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 25	„	47 00
Fers marchands, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe) ..	„	20 00	„
Cuivre en lingots, idem.	„	206 00	„
Étain Banka, idem.	280 50	285 00	284 00
Plomb, idem.	43 745	31 00	31 75
Zinc, bonnes marques, idem.	46 25	41 87	43 275
Blé à Paris, idem.	18 85	22 25	21 60
Blé à Nantes, idem.	19 00	20 45	20 75
Blé à Dijon, idem.	17 90	„	20 75
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme	1 23	1 18	1 17
Viande veau, idem.	1 94	1 89	1 98
— mouton, idem.	1 78	1 86	1 85
— porc, idem.	1 23	1 32	1 27

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1901 (commerce spécial).

	1901.	1900.	AUGMENTATION en 1901.	DIMINUTION en 1901.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	801,551,000	819,240,000	"	17,689,000
Matières nécessaires à l'industrie..	3,124,299,000	3,035,251,000	89,048,000	"
Objets fabriqués	788,698,000	843,311,000	"	54,613,000
TOTAL.....	4,714,548,000	4,697,802,000	89,048,000	72,302,000
AUGMENTATION en 1901.....	.....	.....	16,746,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	778,247,900	759,979,000	18,268,000	"
Matières nécessaires à l'industrie..	1,091,041,000	1,093,966,000	"	2,925,000
Objets fabriqués	2,062,716,000	2,039,339,000	23,377,000	"
Colis postaux	234,161,000	215,415,000	18,746,000	"
TOTAL.....	4,166,165,000	4,108,699,000	60,391,000	2,925,000
AUGMENTATION en 1901.....	.....	.....	57,466,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 70,794,900 francs du 1^{er} janvier au 7 février 1902 contre 70,153,000 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 0,92 p. %.

Faillites. — 114 faillites et 18 liquidations judiciaires en janvier 1902 (contre 106 et 22 en janvier 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 98 demandes en janvier 1902, dont 85 pour des constructions neuves, contre 124 et 111 en janvier 1901.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 4^e TRIMESTRE 1901.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement) ...	142	173	87	9	137	132	73	3	69	114	67	8
— (11 ^e —) ...	1,292	1,280	788	10	834	797	503	"	557	552	350	"
— (IV ^e —) ...	339	307	293	7	544	507	466	5	287	252	242	4
— (V ^e —) ...	167	186	177	3	143	122	120	3	83	81	86	6
— (VI ^e —) ...	326	646	265	303	401	396	152	216	281	250	97	141
— (IX ^e —) ...	380	538	144	48	316	352	119	30	262	298	135	37
— (XI ^e —) ...	115	100	85	"	140	96	81	2	186	89	67	"
— (XIII ^e —) ...	440	408	325	"	375	336	280	"	217	206	176	"
— (XIV ^e —) ...	300	283	141	"	243	228	133	8	201	180	115	4
— (XV ^e —) ...	188	255	190	6	122	166	132	5	42	111	87	3
— (XVII ^e —) ...	466	662	322	14	415	495	278	5	355	376	194	5
— (XIX ^e —) ...	617	368	274	11	588	362	257	21	511	332	251	12
— (XX ^e —) ...	207	298	119	38	229	214	145	12	168	162	122	10
— (refuges municipaux) ...	(1)	(1)	109	115	(1)	(1)	74	171	(1)	(1)	64	279
Levallois-Perret.....	161	135	114	"	115	79	79	"	76	69	69	"
Bordeaux.....	133	32	20	"	103	8	12	"	130	28	15	"
Brest.....	49	15	15	"	34	15	15	"	72	21	21	"
Charleville.....	31	27	"	"	30	21	9	"	29	16	2	"
Douai.....	6	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Puy (Le).....	6	5	5	"	11	6	6	"	10	8	6	"
Lille.....	2	"	"	"	1	"	"	"	2	"	"	"
Lisieux.....	168	115	57	4	215	148	87	4	154	73	26	2
Lyon.....	172	146	65	"	145	104	36	2	72	66	35	3
Montluçon.....	15	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	97	33	17	"	80	25	16	"	71	9	5	"
Orléans.....	3	2	2	"	2	1	1	"	4	2	2	"
Reims.....	54	79	"	"	62	53	"	"	43	46	"	"
Saint-Dié.....	34	36	19	3	28	32	16	2	22	24	14	1
Sens.....	51	26	16	"	28	9	9	"	39	13	10	"
Trouville.....	16	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	8	6	5	"	9	4	7	"	8	7	6	"
Vienne.....	9	2	"	"	3	1	"	"	14	1	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (4^e TRIMESTRE 1901.)

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Aix.....	93	56	54	"	90	43	43	"	66	36	36	"
Amiens.....	230	103	65	"	196	75	75	"				
Angers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	156	44	44	"
Belfort.....	105	96	96	"	"	"	"	"	62	49	30	"
Bordeaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	430	91	52	33
Boulogne-sur-Mer.....	63	42	29	"	64	49	45	4	49	37	29	"
Calais.....	229	139	69	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	171	182	116	"	141	124	103	"	"	"	"	"
Clermont-Ferrand.....	267	119	114	9	237	99	97	12	293	94	85	8
Cognac.....	303	328	247	"	75	51	44	"				
Elbeuf.....	56	(1)	55	"	39	41	"	"	55	55	38	"
La Rochelle.....	58	26	25	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	113	64	36	27	392	135	13	121				
Nîmes.....	448	346	337	111	150	56	47	103				
Orléans.....	220	141	93	"	170	66	33	"	235	64	30	"
Poitiers.....	"	"	"	"	54	19	5	12	64	27	8	19
Roanne.....	39	14	7	7	78	12	7	3	25	4	1	2
Romans.....	90	8	14	"	143	44	25	"	142	53	34	"
Rouen.....	"	"	"	"	383	164	124	75				
Saint-Étienne.....	263	147	140	"	213	112	104	8	220	95	93	"
Saumur.....	62	39	16	20	"	"	"	"	34	20	14	6
Tours.....	399	237	197	"	345	173	156	"	312	87	87	"
Valence.....	228	113	73	"	317	129	85	"	208	60	37	"
Versailles.....	18	10	10	2	"	"	"	"	11	3	3	"
Vichy.....	"	"	"	"	20	6	6	"				
Vierzon-ville.....	64	57	25	25	64	44	25	17	84	39	21	16
Villeneuve-sur-Lot.....	"	"	"	"	32	13	7	3				
Alger.....	426	344	258	153	430	283	210	171	490	244	172	171
Mustapha.....	24	22	"	"	59	42	"	"	64	41	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (4^e TRIMESTRE 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Ancey.....	Fromages.....	"	"	"	"	"	"	"	"	60	71	60	"
Bordeaux.....	Coiffeurs (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bijouterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	4	1	1
Chartres.....	Bâtiment (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	26	15	10	"
Grenoble.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	75	90	50	"	"	"	"	"
Isle-Adam (S.-O.)	Boucherie et charcuterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Epicierie.....	40	31	26	"	19	8	8	"	11	3	3	"
Lyon.....	Fabricants d'articles de voyage.....	4	2	"	"	4	1	"	"	2	1	1	"
Mâcon.....	Pharmaciens.....	6	8	3	"	5	6	3	2	4	6	3	"
Nancy.....	Boucherie.....	19	17	17	"	18	17	17	"	9	19	9	"
Paris.....	Alliance des débiteurs de vins.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	13	5	8
Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	133	115	101	9	"	"	"	"	120	95	82	10
Id.....	Epicierie française.....	"	"	"	"	654	1005	637	"	"	"	"	"
Id.....	Epicierie en détail.....	503	375	296	"	509	382	336	"	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires.....	15	8	6	"	14	6	5	"	12	7	6	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	(3)	160	123	"	"	"	4	"	(3)	75	51	2
Id.....	Meunerie française.....	17	8	8	"	14	9	9	"	19	12	12	"
Id.....	Boulangerie.....	142	90	61	"	79	77	43	"	64	50	39	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	55	31	24	"	71	46	33	"	54	50	26	"
Id.....	Presse technique et commerciale.....	4	(3)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Quincaillerie.....	(3)	156	82	"	(3)	61	42	"	(3)	16	8	"
Id.....	Couteliers.....	27	29	24	"	29	33	27	"	39	43	36	"
Id.....	Doreurs, argentiers et nickeliers sur métaux.....	26	4	2	2	11	4	4	"	7	2	"	2
Id.....	Négociants commissionnaires.....	21	9	9	"	5	(3)	6	"	21	(3)	6	"
Id.....	Gérants de débits de tabacs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	9	9	"
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	105	87	"	"	84	52	52	"	"	"	"	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.....	30	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pharmaciens de France.....	"	"	"	"	12	9	6	2	16	9	4	3
Reims.....	Pharmaciens.....	7	"	"	"	1	5	1	"	"	"	"	"
Id.....	Loueurs de voitures.....	"	"	"	"	10	(3)	1	"	"	"	"	"
Rennes.....	Relieurs.....	4	2	2	1	3	(3)	"	2	"	"	"	"
Saint-Germain-en-Laye.....	Industrie du bâtiment.....	56	47	32	3	55	16	3	12	68	21	4	16
Thillot (Vosges).....	Médecins.....	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Boucherie.....	18	21	15	"	21	9	8	"	16	14	11	"
Id.....	Charcutiers.....	50	37	31	"	44	26	25	"	30	23	21	"
Id.....	Office des travailleurs.....	119	66	66	"	107	60	60	"	105	55	52	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	35	33	33	3	25	18	16	2	35	23	19	4

(1) Ce syndicat a effectué, pendant l'année 1901, 247 placements à demeure et 1045 en extra.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

(3) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.

(4^e TRIMESTRE 1901.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Méry (Cher)...	Bûcherons.....	6	38	"	33	15	15	16	15	"	"	"	"
Courmontré...	Ouvriers agricoles.....	30	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Jardiniers.....	11	7	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Maisons-Alfort.	Maraischers.....	10	6	"	4	10	10	"	"	8	(1)	2	5
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	125	72	21	136	205	52	15	95
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Moulins.....	Boulangers.....	15	10	6	4	"	"	"	"	8	7	4	3
Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	10	7	7	"	9	4	3	1	12	5	5	0
Carcassonne...	Cuisiniers.....	3	6	0	16	"	"	"	"	3	7	"	11
Rochefort.....	Boulangers.....	18	15	5	10	10	18	8	10	10	20	6	14
Marseille.....	Boulangers.....	46	49	24	10	25	29	15	5	30	49	23	13
Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	51	23	16	7	"	"	"	"	40	12	12	16
Toulouse.....	Boulangers.....	"	"	"	"	30	10	20	40	"	"	"	"
Bordeaux.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	14	68	"	"	"	"	(1)	(1)	12	47
Id.....	Pâtisseries-glacières.....	28	17	17	29	22	20	20	45	17	7	7	45
Montpellier...	Boulangers.....	7	4	1	3	8	3	1	2	2	5	2	3
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	8	1	1	4	7	3	3	4
Saint-Etienne..	Id.....	(1)	(1)	"	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers boulangers.....	"	"	"	"	8	3	"	3	"	"	"	"
Saint-Nazaire..	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	7	45	"	"	"	"
Agen.....	Id.....	3	(1)	"	7	"	"	"	"	2	(1)	"	3
Villeneuve-sur-	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	"	2	6
Lot.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Cuisiniers et pâtisseries.....	"	"	"	"	19	8	5	"	"	"	"	"
Nevers.....	Boulangers.....	"	"	"	"	10	6	"	28	"	"	"	"
Lille.....	Confiseurs-chocolatiers.....	(1)	(1)	16	"	16	5	9	"	14	4	6	1
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	(1)	(1)	1	32	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries.....	"	"	"	"	242	200	200	48	"	"	"	"
Clermont - Fer-	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
rand.....	Cuisiniers.....	14	2	1	21	11	2	"	8	"	"	"	"
Perpignan....	Id.....	(1)	(1)	2	39	(1)	2	2	50	(1)	2	2	7
Paris.....	Travailleurs boulangers.....	8	25	15	10	(1)	(1)	20	8	"	"	"	"
Id (Ternes)...	Ouvriers boulangers.....	8	11	18	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris (XI ^e)....	Id.....	(1)	(1)	34	12	(1)	(1)	38	9	"	"	"	"
Id. (rive gau-	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	35	11	(1)	(1)	47	10
che).....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	12	18
Paris (XIII ^e)..	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Confiseurs.....	10	6	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Biscuitiers.....	10	24	8	31	11	76	"	31	3	14	"	112
Id.....	Chocolatiers.....	8	2	"	2	"	"	"	"	8	4	"	4
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	25	294	(1)	(1)	22	205	75	25	11	72
Limoges.....	Id.....	(1)	(1)	2	4	10	2	3	24	6	2	"	32
Oran.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	6	7

(1) Chiffre non indiqué.

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				d demeure	en extra.			d demeure	en extra.			d demeure	en extra.

INDUSTRIES DU LIVRE.

Saint-Quentin .	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	5	2	3
Nice.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	12	15	4
Marseille.....	Conducteurs imprimeurs.	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	3	"
La Rochelle...	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	"	2
Valence.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	1
Guéret.....	Id.....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Id.....	(1)	1	"	1	1	1	1	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	37	0	"	4	25	8	8	25	19	9	9	"
Beauvais.....	Id.....	1	(1)	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Brest.....	Id.....	3	1	1	"	3	2	2	"	3	2	2	"
Bordeaux.....	Photo-lithographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	4
Reims.....	Imprimeurs-conducteurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
Voiron.....	Travailleurs du livre...	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Dôle.....	Typographes.....	2	1	"	1	4	2	"	2	"	2	"	2
Blois.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	1
Reims.....	Id.....	2	1	"	"	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Lithographes.....	"	"	"	"	2	1	"	"	1	1	"	"
Laval.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	"	2
Paris.....	Papetiers-régisseurs.....	22	5	5	"	16	13	16	"	83	5	3	2
Id.....	Doreurs sur cuir et papier	10	3	3	"	13	6	4	2	"	"	"	"
Id.....	Industrie du livre.....	18	12	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Conducteurs-pointeurs...	49	27	11	16	"	"	"	"	60	40	27	13
Id.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	(Résistance).....	(1)	(1)	"	58	67	28	"	39	"	"	"	"
Id.....	Lithographes (Union).....	28	16	8	8	24	20	13	7	36	19	12	7
Id.....	Dessinateurs-écrivains li-	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	thographes.....	20	13	2	4	15	25	5	10	15	14	3	6
Id.....	Conducteurs - imprimeurs	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	(Gutenberg).....	(1)	8	2	6	"	"	"	"	12	1	1	3
Id.....	Imprimeurs-conducteurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	2	1	9
Id.....	Chromiste-photo gravure	8	(1)	3	2	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Graveurs-lithographes...	"	"	"	"	3	4	2	4	"	"	"	"
Id.....	Caoutchoutiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	19	2	14	"
Meaux.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	2	"
Lyon.....	Photographes.....	4	4	2	"	1	3	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Typographes.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Id.....	7	(1)	"	"	3	5	3	3	"	"	"	"
Auxerre.....	Id.....	5	2	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"

CUIRS ET PEAUX.

Nice.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	36	50	36	"
Narbonne.....	Id.....	1	2	1	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Cléteauxroux...	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	"	1
Lyon.....	Cordonniers cousu-main.	22	14	"	14	24	24	"	"	92	5	5	"
Paris.....	Article de chasse.....	5	3	2	2	6	4	2	2	3	2	2	"
Id.....	Cheveau glacé.....	8	5	5	"	8	5	5	"	8	5	5	"
Id.....	Ouvriers en pelletterie...	"	"	"	"	"	"	"	"	26	14	"	14
Pointe-à-Pître (Guadeloupe)	Cordonnerie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	3	4	12

INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.

Troyes.....	Filateurs.....	3	(1)	3	"	"	"	"	"	2	(1)	2	"
Carcassonne...	Ouvriers de l'habillement	(1)	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Blanchisseurs.....	"	"	"	"	18	16	16	6	"	"	"	"
Bourges.....	Taillieurs.....	"	"	"	"	4	6	4	"	"	"	"	"
Saint-Didier-la-		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sauve.....	Passementiers.....	16	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saumur.....	Taillieurs.....	8	5	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				démo- re	en extra.			démo- re	en extra.			démo- re	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Reims.....	Teinturiers-apprêteurs..	50	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Tailleurs.....	5	10	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Habillemeut.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	2	"
Agen.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	3	"	"
Lille.....	Tisserands.....	6	2	"	7	2	9	"	2	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers.....	3	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Calais.....	Touillistes.....	47	9	9	"	97	8	8	"	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand.	Tapissiers.....	1	1	"	"	"	"	"	"	3	1	"	1
Héricourt.....	Industrie textile.....	23	11	6	5	14	3	3	7	"	"	"	"
Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs..	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Baguetteurs, plieuses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	4	10	"
Paris.....	Teinturiers dégraisseurs.....	136	152	88	19	112	52	36	7	65	28	19	2
Id.....	Apprêteurs decatisseurs.....	10	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Passementiers à la barre.....	20	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Façonniers-passementiers.....	43	11	"	2	32	19	1	2	"	"	"	"
Id.....	Passementiers à la main.....	(1)	2	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs en broderies.....	8	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fleuristes-plumassiers.....	5	14	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs de la Seine.....	8	31	"	8	"	"	"	"	37	17	"	14
Id.....	Tailleurs de Paris.....	7	8	"	5	9	4	2	1	15	4	3	1
Id.....	Habillemeut.....	7	12	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Colis et cravates.....	"	"	"	"	"	"	"	"	60	5	"	10
Id.....	Coupeurs chemisiers.....	20	16	10	6	16	2	9	3	18	15	13	2
Id.....	Couleurs et garçons de la- voir.....	(1)	4	2	2	(1)	(1)	12	3	18	(1)	9	1
Id.....	Conturiers.....	"	"	"	"	15	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Casquettiers.....	"	"	"	"	100	(1)	30	"	"	"	"	"
Rouen.....	Tapissiers.....	6	6	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Id.....	"	"	"	"	6	(1)	1	2	"	"	"	"
Amiens.....	Coupeurs tailleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	1	"
BOIS.													
Saint-Quentin..	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	2	1	1
Arles.....	Menuisiers-ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Orléans.....	Ouvriers en voitures.....	1	1	1	"	3	1	"	1	"	"	"	"
Agen.....	Menuisiers-ébénistes.....	2	2	"	2	1	2	"	"	"	"	"	"
Villeneuve-s.-Lot	Ouvriers en meubles.....	1	6	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Id.....	(1)	1	1	"	1	1	1	"	(1)	2	1	"
Nevers.....	Sabotiers.....	(1)	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Armentières.....	Charpentiers-menuisiers.....	4	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chalon-s.-Saône	Sabotiers.....	"	"	"	"	9	26	9	"	"	"	"	"
Paris.....	Ouvriers de l'ameublement	5	8	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la marquet- terie.....	16	2	"	"	10	6	"	6	16	2	"	"
Id.....	Sciurs découpeurs.....	"	"	"	"	29	15	17	8	34	8	11	8
Id.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	22	7	"	12	"	"	"	"
Id.....	Monteurs en sièges.....	"	"	"	"	10	3	"	3	10	2	1	1
MÉTAUX.													
Nice.....	Électriciens-mécaniciens..	3	10	3	4	7	14	7	"	"	"	"	"
Marseille.....	Mécaniciens.....	50	10	10	"	25	8	8	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	2	"
Bordeaux.....	Ferblantiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	2	"	"
Nantes.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	3	3	"
Hennebont.....	Métallurgistes.....	(1)	(1)	11	11	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	3	(1)	3	"	"	"	"	"
Lille.....	Serruriers.....	"	"	"	"	18	(1)	1	"	"	"	"	"
Lyon.....	Chauffeurs-mécaniciens..	4	0	"	"	3	0	"	"	1	(1)	2	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				démou- re en citra.	caitra.			démou- re en citra.	caitra.			démou- re en citra.	caitra.

MÉTALX. (Suite.)

Lyon	Bronziers	2	0	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Id.	Mécaniciens	"	"	"	"	48	2	1	"	"	"	"	"
Paris	Métallurgistes	26	14	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Ouvriers en limes	36	6	6	"	"	"	"	"	18	7	18	"
Id.	Contre-mâtres métallurg.	6	4	"	"	4	6	1	"	8	6	2	"
Id.	Mécanique industrielle et scientifique	9	2	2	"	9	1	1	"	7	0	"	"
Id.	Electriciens	22	5	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Mécaniciens	(1)	(1)	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Potiers d'étain	6	1	6	"	12	(1)	6	"	12	1	"	3
Id.	Bronzeurs-galvaniseurs ..	(1)	(1)	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Bijouterie argent	14	10	4	6	13	6	"	"	"	"	"	"
Id.	Bijouterie dorée	52	25	"	36	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Orfèvrerie	30	(1)	5	"	15	(1)	5	"	30	(1)	3	"
Id.	Opticiens	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Instruments de précision.	91	4	21	"	90	7	27	"	69	4	17	"
Id.	Tourneurs-décolleteurs ..	"	"	"	"	15	(1)	4	"	7	3	3	"
Id.	Bronze imitation	"	"	"	"	40	23	15	8	"	"	"	"
Argenteuil	Mécaniciens	"	"	"	"	25	(1)	10	"	"	"	"	"
Avignon	Métallurgistes	1	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"

BÂTIMENT.

Aubenas	Plâtriers et peintres	"	"	"	"	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"
Marseille	Maçons et aides-maçons ..	70	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Maçons-limousinants	71	16	12	"	85	3	3	"	50	21	21	"
La Rochelle	Plâtriers	"	"	"	"	"	"	"	"	12	4	8	"
Bourges	Terrassiers	"	"	"	"	"	"	"	"	50	2	"	6
Périgueux	Peintres	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Taillieurs de pierre ravalrs.	"	"	"	"	28	3	"	"	"	"	"	"
Id.	Taillieurs de pierre et et maçons	"	"	"	"	76	12	"	"	"	"	"	"
Vienne (Isère)	Ouvriers de bâtiment	30	(1)	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne	Plâtriers et peintres	23	12	5	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Orléans	Plâtriers	"	"	"	"	"	"	"	"	20	(1)	4	"
Cahors	Peintres	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	"	2
Agen	Id.	0	0	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Id.	Produits céramiques	16	0	"	4	"	"	"	"	30	1	2	"
Id.	Céramistes	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	1	"
Lille	Sculpteurs	"	"	"	"	10	5	2	3	10	4	3	1
Atençon	Plâtriers	"	"	"	"	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"
Id.	Convreneurs	"	"	"	"	"	"	"	"	10	(1)	2	"
Lyon	Cimentiers	(1)	(1)	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Paveurs dresseurs	"	"	"	"	9	9	9	"	6	(1)	5	"
Paris	Bâtiment	24	13	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Terrassiers-puisatiers	460	(1)	"	130	500	(1)	"	170	450	(1)	160	"
Id.	Fourniers spécialistes	25	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Peintres	"	"	"	"	520	150	100	"	"	"	"	"
Aubervilliers	Maçons	56	(1)	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"

TRANSPORTS ET MANUTENTION.

Nice	Garçons de magasins	18	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille	Nettoyeurs et tireurs d'ap- partements	6	4	"	"	"	"	"	"	7	3	"	3
Bordeaux	Charbonniers du port	60	100	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille	Plieurs, garçons de mag.	"	"	"	"	"	"	"	"	4	(1)	2	2
Paris	Tramways	31	7	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Traction mécanique	"	"	"	"	6	(1)	3	"	"	"	"	"
Bône	Empl. de chemins de fer.	"	"	"	"	15	6	2	1	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.					NOVEMBRE.					DÉCEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS				
				démou- re	en extra.			démou- re	en extra.			démou- re	en extra.			
EMPLOYÉS DE COMMERCE.																
Saint-Quentin.	Employés de commerce.	8	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.	Id.	4	1	1	"	17	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.	Employés en pharmacie.	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.	Employés de commerce.	"	"	"	"	2	(1)	1	"	7	10	7	"	"	"	"
Dax.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	4	"	"	"	"
Saint-Etienne.	Voyageurs de commerce.	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.	Employés.	"	"	"	"	"	"	"	"	19	5	5	"	"	"	"
Nancy.	Employés de commerce.	5	9	2	"	6	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.	Sténographes (Alliance).	7	4	3	1	1	14	2	"	2	10	1	"	"	"	"
Id.	— (Dames) ..	12	(1)	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Comptables.	28	29	13	5	18	15	12	3	26	22	16	4	"	"	"
Id.	Clercs d'huissier.	4	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Employés (Bourse du com- merce).	"	"	"	"	12	7	4	"	6	2	"	"	"	"	"
Id.	Employés de commerce et de l'industrie.	"	"	"	"	"	"	"	"	68	61	21	"	"	"	"
Rouen.	Employés de commerce.	16	9	6	"	7	5	2	"	9	3	3	"	"	"	"
Id.	Voyageurs en liquides.	10	1	1	"	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulon.	Employés de commerce.	18	14	14	"	26	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.	Id.	18	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
EMPLOYÉS DE L'ALIMENTATION.																
Montluçon.	Limonadiers.	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.	Restaurateurs-limonadiers	108	38	38	"	129	76	67	9	180	102	92	10	"	"	"
Id.	Femmes de chambre, cui- sinnières, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	271	30	28	3	"	"	"
Marseille.	Limonadiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	4	30	"	"	"
Carcassonne.	Id.	(1)	(1)	2	1	1	(1)	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.	Id.	17	12	11	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	6	"	4	"	"	"
Agen.	Id.	"	"	"	"	5	2	"	15	"	"	"	"	"	"	"
Clerm.-Ferrand.	Id.	"	"	"	"	25	22	4	18	10	4	4	45	"	"	"
Paris.	Employés d'hôtels.	27	22	15	22	20	16	2	29	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Alimentation (Union)...	(1)	350	300	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Limonadiers-restaurateurs	(1)	(1)	31	195	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Limonadiers-restaurateurs (Espérance).....	(1)	201	11	190	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Garçons de cuisine.	"	"	"	"	55	41	10	11	70	54	25	30	"	"	"
Id.	Limonadiers-restaurateurs (Alsaciens-Lorrains) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	90	51	15	36	"	"	"
COIFFEURS.																
Troyes.	Coiffeurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	4	2	"	"	"
Toulon.	Id.	6	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bône.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"	"	"	"
GENS DE MAISON.																
Bordeaux.	Gens de maison.	51	68	23	2	50	81	26	5	58	71	28	5	"	"	"
Paris.	Gens de maison (Union)	57	112	35	22	44	62	26	18	42	85	30	8	"	"	"
Id.	Gens de maison (Associa- tion) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	240	223	223	"	"	"	"
Id.	Maisons bourgeoises.	35	38	12	"	20	23	19	"	15	22	10	"	"	"	"
DIVERS.																
Paris.	Employés de l'enseigne- ment libre.	11	1	1	"	4	4	4	"	9	2	2	"	"	"	"
Id.	Professeurs de l'enseigne- ment libre.	7	10	8	2	5	3	2	1	5	5	4	1	"	"	"
Id.	Clercs d'huissiers.	"	"	"	"	8	5	6	"	"	"	"	"	"	"	"
(1) Chiffre non indiqué.																

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (4^e TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Amiens	Garçons de cafés et res- taurants	97	252	42	205	94	248	42	202	82	261	43	209
Id.	Voyageurs et représen- tants de commerce. .	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Arcueil (Seine)..	« Les Robustes »	"	"	"	"	18	1	2	4	8	(1)	3	"
Bagatelle (Seine)	Union fraternelle des jardiniers (2)	"	"	"	"	"	"	"	"	40	42	40	"
Belfort	Les employés de com- merce	1	1	1	"	2	1	1	"	1	2	3	"
Id.	La « Jeanne d'Arc »	10	(1)	3	"	13	1	1	"	16	(1)	3	"
Besançon	« L'Étoile bizontine »	29	26	15	11	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Les employés de com- merce	2	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Cambrail	Les voyageurs et em- ployés de commerce ..	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville	Les employés	"	1	"	"	"	1	"	"	2	"	"	"
Cognac	« La Philanthropie cogna- caise »	"	"	"	"	4	(1)	4	"	"	"	"	"
Grenoble	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	21	"	"	"
Le Havre	Coiffeurs	93	65	24	49	59	51	14	34	45	43	8	34
Lyon	Les employés de la soie- rie lyonnaise	"	"	"	"	10	5	4	"	3	7	2	"
Id.	Garçons de salle et de chambre	(1)	(1)	48	322	(1)	(1)	33	253	"	"	"	"
Marseille	Société philanthropique des commis et employés	82	7	7	"	83	3	3	"	63	5	5	"
Id.	« Le Vatel »	35	30	20	10	208	102	60	140	180	40	25	80
Montbéliard	Association des employés de commerce	2	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Nantes	La Réunion des ma- çons	6	4	4	"	24	9	9	"	16	3	3	"
Nevers	Employés de com- merce	3	2	"	"	1	2	"	"	3	2	"	"
Pantin (Seine).	Ouvriers caoutchoutiers ..	2	1	1	"	6	2	"	"	6	1	1	"
Paris	Union de la charcuterie ..	384	450	371	2	291	374	280	1	372	387	328	"
Id.	Cuisiniers	(1)	350	90	230	(1)	400	150	220	(1)	500	60	220
Id.	Pâtisseries-cuisiniers	63	54	49	677	45	40	35	591	48	54	31	698
Id.	Épicerie	241	177	162	"	273	233	202	"	"	"	"	"
Id.	Société « L'Étoile », res- taurateurs-limonadiers.	(1)	(1)	66	821	510	591	47	594	410	(1)	53	787
Id.	Sommeliers d'hôtel	115	69	49	20	"	"	"	"	88	26	20	30
Id.	Employés d'hôtel	(1)	(1)	29	22	(1)	(1)	19	8	(1)	(1)	9	8
Id.	« L'Union Helvetia »	262	76	50	8	213	62	44	10	156	30	30	26

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en	extra.			à demeure en	extra.			à demeure en	extra.
Paris	« La Saint-Michel »	1350	303	255	150	990	223	176	158	450	214	145	434
Id.....	Compagnons boulangers du Devoir	"	"	"	"	50	80	25	60	"	"	"	"
Id.....	Société suisse des com- merçants	73	30	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine	221	395	149	"	207	437	139	"	189	345	126	"
Id.....	« La Prévoyance humani- taire »	3	3	2	"	2	4	2	1	"	"	"	"
Id.....	« La Couturière »	30	20	23	2	18	13	12	"	12	12	10	"
Id.....	Union des employés du commerce et de l'in- dustrie	1	11	1	"	6	3	"	4	4	4	1	"
Id.....	Les gens de maison....	(1)	85	31	3	(1)	53	19	"	(1)	25	7	"
Id.....	Association des comp- tables	180	78	58	22	160	99	45	19	175	92	69	23
Id.....	Concierges-gérants....	17	5	1	"	8	5	3	"	12	3	1	"
Id.....	Gargons de recette et de caisse	3	1	1	1	4	"	"	"	4	2	1	"
Id.....	Association des voyageurs de commerce	52	"	"	"	"	"	"	"	68	"	"	"
Id.....	Les Mécaniciens de la Seine	43	18	24	"	37	16	14	"	33	15	12	1
Id.....	Compagnons tisseurs-fer- randiniers	31	6	"	"	25	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Union des chauffeurs-con- ducteurs - mécaniciens- électriciens	8	6	4	2	6	3	2	1	4	1	1	"
Id.....	« Compagnons charrons du Devoir »	32	43	18	14	34	47	13	21	38	41	14	24
Id.....	Chauffeurs - conducteurs de machines à vapeur.	"	"	"	"	2	1	1	1	2	"	"	"
Id.....	Compagnons Saint-Mar- tin maréchaux	"	"	"	"	"	"	"	"	51	51	51	"
Id.....	« La Quincaillerie »	55	64	42	8	62	55	40	13	"	"	"	"
Id.....	« Le Bâtiment »	27	21	3	"	20	18	4	"	9	12	3	"
Id.....	« La Menuiserie de Paris »	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les commis d'entrepre- neurs de peinture....	1	3	3	"	1	1	"	"	2	2	1	"
Id.....	Les ouvriers paveurs (2).	"	"	"	"	220	35	10	25	105	29	15	14
Id.....	Employés de transport..	(1)	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen	Secrétaires et employés de mairie	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes...	« La Prévoyance » des em- ployés	2	"	"	"	2	1	"	2	1	(1)	"	1
Id.....	Société académique des comptables	4	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (4^e TRIMESTRE 1901).

LOCALITÉS.	DESIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Angers.....	Patronage des libérés....	(1)	(1)	1	1	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	"	1
Armentières....	École nationale profes- sionnelle.....	10	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Béthune.....	Orphelinat de jeunes filles.....	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	7	5	(1)	(1)	15	5	"	"	"	"
Id.....	Maison du Marin.....	(1)	(1)	63	"	"	"	"	"	(1)	(1)	40	"
Brest.....	Les Bonnes sans place	(1)	(1)	21	3	"	"	"	"	(1)	(1)	15	3
Chalmelle (La) [Marne].....	Colonie agricole.....	13	(1)	5	10	(1)	2	1	6	3	10	5	"
Clermont - Fer- rand.....	Sœurs de l'Immaculée Conception.....	(1)	(1)	36	5	(1)	(1)	20	"	(1)	(1)	25	4
Cluses (Haute- Savoie).....	École nationale d'horlo- gerie.....	2	3	2	"	2	3	1	"	2	1	1	"
Goubeyrac par Gussac (Gi- ronde).....	Orphelinat agricole.....	4	(1)	4	"	2	(1)	2	"	4	(1)	2	"
Courville (Eure- et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	1	54	"	"	"	"	(1)	(1)	1	37
Gouzon au Mont- d'Or (Rhône).....	Asile Saint-Léonard....	"	"	"	"	2	2	2	"	1	1	1	1
Die (Drôme).....	Asile-orphelinat.....	6	5	3	"	10	7	2	1	"	"	"	"
Dunkerque.....	Maison du Marin.....	(1)	(1)	138	"	(1)	(1)	123	"	(1)	(1)	251	"
Fournies.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Grand-Quevilly (Seine-Inférieure)	Refuge.....	(1)	2	2	"	"	"	"	"	(1)	1	"	"
La Rochelle.....	Maison du Marin.....	85	(1)	42	"	88	(1)	54	"	68	(1)	36	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	108	(1)	1	"	93	4	4	"	55	2	2	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	(1)	(1)	20	"	21	2	"	"	22	"	"	"
Le Puy.....	Maison de filles.....	(1)	(1)	10	"	(1)	(1)	6	"	(1)	(1)	5	"
Lille.....	Office central des institu- tions charitables.....	20	(1)	14	6	182	127	44	"	301	135	42	"
Lue par Alzon (Gard).....	Colonie agricole.....	"	"	"	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Lyon.....	Asile protestant.....	39	78	24	1	13	42	12	1	16	25	8	1
Id.....	Assistance par le travail.	160	(1)	"	32	155	(1)	"	27	156	(1)	"	34
Id.....	Association des patrons ca- tholiques.....	512	375	218	"	416	326	206	"	219	224	115	"
Id.....	Patronage des libérés.....	55	(1)	41	"	"	"	"	"	49	(1)	42	"
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	69	48	39	"	75	60	48	"	"	"	"	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir).....	Assistance de Saint-Jean.	24	(1)	2	22	"	"	"	"	(1)	17	1	16
Marseille.....	Assistance par le travail.	52	27	19	"	54	24	13	"	54	25	19	"
Id.....	La Préservation.....	102	124	78	"	79	78	46	"	51	59	30	"
Id.....	Maison du Marin.....	46	6	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Melun.....	Assistance par le travail.	17	17	1	16	12	12	"	12	20	20	2	18
Nantes.....	Maison du Marin.....	83	(1)	39	"	83	(1)	39	"	"	"	"	"
Id.....	Sacré-Cœur.....	(1)	31	8	"	(1)	21	7	"	"	"	"	"
Nice.....	« Le Foyer ».....	78	160	74	"	71	150	45	"	57	75	"	"
Paris.....	« The mission home ».....	177	117	33	7	136	94	22	13	96	47	21	3
Id.....	Asile Saint-Charles.....	196	435	159	"	109	312	87	"	58	220	30	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Paris	Société des pauvres hon- teux	35	7	4	"	38	8	4	"	35	6	4	"
Id.	Home allemand	(1)	49	77	"	(1)	22	43	"	(1)	13	23	"
Id.	L'hospitalité de nuit	(1)	(1)	"	9	(1)	(1)	"	9	(1)	(1)	"	7
Id.	Home israélite français	(1)	(1)	10	14	"	"	"	"	(1)	(1)	8	6
Id.	Patronage Saint-Antoine- de-Padoue	(1)	(1)	49	"	(1)	(1)	37	"	(1)	(1)	12	"
Id.	Maison de travail pour jeunes gens	75	86	68	"	68	39	33	"	51	44	35	"
Id.	Société philanthropique savoisienne	190	269	198	"	186	201	165	1	70	138	93	1
Id.	Société philanthropique de Paris	482	349	55	427	452	379	55	397	484	342	58	426
Id.	Patronage de la Providence	8	5	"	"	8	5	"	"	"	"	"	"
Id.	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	(1)	3	3	"	(1)	5	5	"	(1)	4	"	"
Id.	Société de patronage des libérés	375	(1)	70	"	379	(1)	65	"	337	(1)	55	"
Id.	Maison des Sœurs de la Croix	"	"	"	"	(1)	(1)	404	"	(1)	(1)	256	"
Id.	Solidarité mutuelle dans la recherche du travail	600	142	98	"	(1)	186	123	"	(1)	184	107	"
Id.	Assistance par le travail	36	(1)	19	"	39	(1)	24	"	"	"	"	"
Id.	Association générale d'Al- sace-Lorraine	221	395	149	"	83	347	83	"	"	"	"	"
Quimper	Enfants de la Providence	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"	(1)	(1)	4	"
Remiremont	Orphelinat de l'Enfant- Jésus	"	"	"	"	(1)	2	"	"	"	"	"	"
Roissé (Vienne)	École de réforme de St-Hi- laire	(1)	11	9	"	(1)	6	5	"	(1)	7	5	"
Roubaix	Association amicale des anciens élèves de l'école des arts industriels	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen	École professionnelle et ménagère	12	4	7	2	10	6	6	1	5	3	2	"
Id.	Maison des Sœurs de Saint-Aubin	60	101	56	"	58	49	33	1	24	33	17	"
Saint-Didier-la- Scaye	École pratique d'indus- trie	1	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Saint-Étienne	Jardins des ouvriers	"	"	"	"	"	"	"	"	52	5	30	"
Saint-Germain- Village (Eure)	Orphelinat	(1)	(1)	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse	Patronage des libérés	54	1	2	2	31	4	4	4	10	2	5	16
Tours	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	39	(1)	"	22
Troyes	Id.	14	2	2	8	13	(1)	1	"	13	"	"	"
Valenciennes	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	"	1
Versailles	Id.	94	(1)	12	9	129	(1)	4	2	130	(1)	4	3
Vésinet (Seine- et-Oise)	Orphelinat d'Alsace-Lor- raine	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Vierzon (Cher)	Anciens élèves de l'école nationale	16	5	5	"	"	"	"	"	9	2	2	"
Yzeure (Allier)	École professionnelle des pupilles de la Seine	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	14	19
Alger	Union internationale des amis de la jeune fille	33	17	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 Union de syndicats patronaux ;
- 2 Unions de syndicats ouvriers ;
- 13 Syndicats patronaux comptant 319 membres ;
- 18 Syndicats ouvriers comptant 1,378 membres.

et de la dissolution de :

- 2 Syndicats patronaux comptant 91 membres ;
- 16 Syndicats ouvriers comptant 1,385 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

15 en décembre, 4 en novembre, 2 en octobre, 2 en septembre, 2 en juillet, 2 en mai, 2 en mars, 1 en février et 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1901. Total : 33.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o. — SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [30 décembre 1901]. — Syndicat du commerce des **saindoux** et salaisons de Marseille (14 membres). Siège social : Grande-Rue, 65, à MARSEILLE.

Cher [7 novembre 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **charpentes** de la ville de Bourges (6 membres). Siège social : Office du travail, rue et place Jacques-Cœur, BOURGES. — [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale des patrons **ferblantiers**, zingueurs, chaudronniers et fumistes de la ville de Bourges (27 membres). Siège social : Office du travail, rue et place Jacques-Cœur, BOURGES. — [10 décembre 1901]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** de la ville de Bourges (15 membres). Siège social : Office du travail, rue et place Jacques-Cœur, BOURGES.

Haute-Garonne [13 décembre 1901]. — Chambre syndicale des **marchandes étalières** en petit bétail de la ville de Toulouse (35 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [9 décembre 1901]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **travaux publics** du département de la Gironde et du Sud-Ouest (70 membres). Siège social : rue Saint-Sernin, 105, BORDEAUX.

Hautes-Pyrénées [4 juillet 1901]. — Chambre syndicale du commerce en gros des **vins** et spiritueux de Tarbes et du département des Hautes-Pyrénées (18 membres). Siège social : rue de Pau, 10, TARBES.

Seine [1^{er} novembre 1901]. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Montreuil (23 membres). Siège social : rue du Pré, 86, MONTREUIL-SOUS-BOIS. — [20 décembre 1901]. — Chambre syndicale de l'industrie des **ascenseurs** (12 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS, IV^e. — [21 décembre 1901]. — Chambre syndicale des négociants et importateurs en **machines** agricoles et industrielles (25 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS, I^{er}.

Seine-Inférieure [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat **médical** du canton d'Elbeuf

(14 membres). Siège social : Hôtel de Ville, ELBEUF. — [1^{er} novembre 1901]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs**, parfumeurs et marchands de cheveux de Rouen et de la région (60 membres). Siège social : rue Grand-Pont, 13, ROUEN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [17 novembre 1901]. — Syndicat français des artistes **musiciens** professionnels de Marseille (95 membres). Siège social : Brasserie phocéenne, rue Curial, MARSEILLE.

Drôme [3 mars 1901]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** et similaires de Vienne (Isère) et de la région (section de Dieulefit) (162 membres). Siège social : DIEULEFIT.

Gironde [8 décembre 1901]. — Chambre syndicale des **marins** de la Gironde (21 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Haute-Garonne [21 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs de galoches** (36 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Indre-et-Loire [26 février 1901]. — Syndicat des ouvriers en **produits chimiques** des usines de Portillon (36 membres). Siège social : Office du travail, TOURS.

Marne [18 décembre 1901]. — Syndicat « la Liberté » des ouvriers **blanchisseurs**, teinturiers et apprêteurs de la ville de Reims (80 membres). Siège social : rue Gambetta, 82, REIMS.

Pas-de-Calais [1^{er} décembre 1901]. — Syndicat des employés civils de l'**artillerie** et du génie du 1^{er} corps d'armée (16 membres). Siège social : Boulogne-sur-Mer.

Seine [29 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** d'Asnières et de la banlieue Ouest (35 membres). Siège social : Hôtel de ville, ASNIÈRES. — [6 décembre 1901]. — Syndicat général du personnel des **bateaux** à voyageurs du département de la Seine (250 membres). Siège social : quai d'Auteuil, 138, PARIS, XVI^e. — (Décembre 1901). — Syndicat des **cochers** de remise et cochers de particuliers (195 membres). Siège social : rue des Mathurins, n° 13 bis, PARIS IX^e. — [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **lapidaires** sur pierres fines (54 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS, X^e. — [1^{er} décembre 1901]. — Union syndicale des ouvriers **maçons-cimentiers** du département de la Seine (25 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS, III^e. — [En 1896]. — Chambre syndicale de la **sellerie** militaire (... membres). Siège social : chez le Secrétaire, rue Croix-Nivert, 47, PARIS, XV^e. — [Septembre 1901]. — Association mutuelle et syndicale des employés et ouvriers de la Compagnie électrique des **tramways** de la rive gauche de Paris (121 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS, III^e.

Vienne (Haute-) [28 mars 1901]. — Association syndicale des élèves en **pharmacie** de France et des colonies (section du Centre) [38 membres]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1^{er} septembre 1901]. — Union syndicale des ouvriers **papetiers** du Limousin et départements limitrophes (150 membres). Siège social : boulevard Gambetta, 10, SAINT-YRIEIX. — [20 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de Saint-Yrieix (20 membres). Siège social : rue du Marché, SAINT-YRIEIX. — [18 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de Saint-Yrieix (44 membres). Siège social : rue du Marché, SAINT-YRIEIX.

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Cher [17 juillet 1901]. — Office du travail du Cher (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue et place Jacques-Cœur, 1, BOURGES.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [31 décembre 1901]. — Union fédérale des ouvriers **boulangers** français (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS, III^e. — [23 décembre 1901]. — Fédération nationale des syndicats d'ouvriers **coiffeurs** de France et des colonies (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Travail, PARIS, X^e.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Loiret [21 février 1890]. — Syndicat de l'imprimerie, de la librairie et de la publicité (10 membres). Siège social : ORLÉANS.

Vaucluse [5 septembre 1895]. — Syndicat de la **boulangerie** et d'agriculture de Méthamis (81 membres). Siège social : MÉTHAMIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Dordogne [10 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **brossiers** de Périgueux (7 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — [3 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville de Périgueux (48 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — [1^{er} décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **zingueurs**, plombiers et chaudronniers de la ville de Périgueux (14 membres). Siège social : rue de la Nation, 2, PÉRIGUEUX.

Hérault [29 juin 1898]. — Chambre syndicale des **travailleurs de terre** et vignerons de Fabrègues (23 membres). Siège social : FABRÈGUES.

Isère [15 juin 1895]. — Union syndicale des ouvrières **gantières** de Grenoble (232 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. (*A fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers gantiers*). — [18 mai 1900]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières du **tissage** mécanique de la Tour-du-Pin (364 membres). Siège social : Café Cateland, boulevard de Bourbe, LA TOUR-DU-PIN. — [26 août 1900]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières **tullistes** de La Tour-du-Pin (27 membres). Siège social : Café Cateland, boulevard de Bourbe, LA TOUR-DU-PIN.

Loiret [28 janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **caoutchoutiers** de l'arrondissement de Montargis (280 membres). Siège social : Maison Péricouche, place de la République, CHÂLETTE. — [18 juillet 1895]. — Syndicat des corporations du **bâtiment** de la ville de Gien (15 membres). Siège social : route d'Orléans, GIEN. — [Août 1901]. — Syndicat **typographique** d'Orléans (105 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Basses-Pyrénées [16 mars 1888]. — Union des garçons **bouchers** de la ville de Bayonne (23 membres). Siège social : rue d'Espagne, 66, BAYONNE.

Vienne [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat **typographique** de Ligugé (22 membres). Siège social : LIGUGÉ.

Vaucluse [30 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Avignon (80 membres). Siège social : Café des Mille-Colonnes, AVIGNON. — [25 octobre 1899]. — Syndicat des **employés de cafés**, hôtels, restaurants et parties similaires de la ville d'Avignon (40 membres). Siège social : Grand café de la Poste, cours de la République, AVIGNON. — [1^{er} février 1901]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiments** de la ville de Carpentras (21 membres) Siège social : place du Palais, CARPENTRAS. — [18 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers et employés de l'industrie de la **ferblanterie** (84 membres). Siège social : CARPENTRAS.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — X^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'HYGIÈNE ET DE DÉMOGRAPHIE (1900). — *Compte rendu des travaux*.

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire* (1899). (1 vol. in-4° de 413 pages. Melun; Impr. administrative.)

————— CENTRE FÉDÉRATIF DU CRÉDIT POPULAIRE. — *Actes du XI^e Congrès international du crédit populaire tenu du 8 au 11 juillet 1900*. (1 vol. in-8° de 822 pages. Menton, 1901; Impr. coopérative mentonnaise).

ALLEMAGNE. — GRAND DUCHÉ DE BADE. — *Hof- und Staatshandbuch*. (1 vol. in-8° de 977 pages. Karlsruhe, 1901; Imprimerie Braun.) — *Manuel de la Cour et de l'État* (1902).

AUTRICHE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Protokoll über die am 27 und 28 Juni 1901 abgehaltene Konferenz betreffend die Ausgestaltung der Arbeitsvermittlungs-Statistik*. (1 broch. in-4° de 135 pages. Vienne, 1901; Imp. Hölder.) — *Compte rendu d'une délibération sur le projet d'organisation de la statistique du placement* (27-28 juin 1901).

————— MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Bericht der Gewerbe-Inspektoren über die Heimarbeit in Oesterreich*. (1 vol. in-4° de 367 pages. Vienne, 1901; A. Hölder Impr.) — *Rapport des Inspecteurs des exploitations industrielles sur le travail à domicile en Autriche*.

GRANDE-BRETAGNE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistical abstract for the several colonial and other possessions*. (1 vol. in-8° de 362 pages. Londres, 1901; Impr. Wyman et fils.) — *Statistique succincte des colonies et autres possessions anglaises* (1886-1890; 38^e numéro).

HONGRIE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Die Krankenkassen der Länder der ungarischen Krone*. (1 vol. in-4° de 131 pages. Budapest, 1901; Impr. par actions de Pest.) — *Les caisses de maladie dans le royaume de Hongrie* (1898).

PAYS-BAS. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Statistisch Jaarboek der Gemeente Amsterdam*. (1 vol. in-4° de 224 pages. Amsterdam, 1901; Impr. J. Müller). *Annuaire statistique d'Amsterdam* (1899).

SUISSE. — SECRÉTARIAT OUVRIER. — *Arbeitslosen-Unterstützung und Arbeitsnachweis*. (1 vol. in-8° de 287 pages. Zürich, 1901; Maison d'édition du Grütliverein.) — *Rapport de la section industrielle du Secrétariat ouvrier de la Suisse sur l'assistance aux chômeurs et l'institution du placement*.

————— BUREAU DE STATISTIQUE. — *Statistisches Jahrbuch*. 1 vol. in-4° de 367 pages. Berne, 1901; Impr. Stämpfli et C^{ie}. — *Annuaire statistique* (1901).

————— BUREAU DE STATISTIQUE. — *Alphabetisches Inhaltsverzeichnis der Jahrgänge 1891-1901 des statistischen Jahrbuches und des graphisch-statistischen Atlases vom Jahre 1897*. (1 vol. in-4° de 94 pages. Berne, 1901; Impr. Stämpfli et C^{ie}.) — *Index alphabétique des années 1891 à 1901 de l'Annuaire statistique et de l'Atlas grapho-statistique de 1897*.

————— FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — *Statistisches Jahrbuch*. 1^{re} fasc. in-4° de 109 pages. Bâle, 1901; Impr. de la Fédération.) — *Annuaire statistique* (1901).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant.

LECLERC DE PULLIGNY

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France , avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893).....	8 fr.
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaire et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{er} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III: <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV: <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
<i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
<i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	2 fr. 50
Tome II: <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé.
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).....	Épuisé.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).....	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	2 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
<i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
<i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
<i>En Allemagne.</i> — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
<i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie: <i>Accidents</i> . — 1 vol. in 8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie: <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in 8° de 229 p. (1895).....	2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.) — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
---	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 893 p. (1901), chacun.....	5 fr.
--	-------

Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899) 1 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1900. — 4 vol. de 520, 653, 615 et 583 p. Chacun..... 7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— <i>1897.</i> 1 vol. de 304 p.....	6 fr.
— <i>1898.</i> 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897 [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de*

M. Albert Métin, agrégé de l'Université. — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901)..... 1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901) 3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domes-

tiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901)..... 1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés:

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		grèves et lock-outs en 1900. — L'assurance contre les accidents en 1899.....	185
Revue du travail en février.....	153	Belgique : Revu	
Situation générale.....	158	ciations d'intérêt agricole en 1900.....	190
Grèves en février.....	158	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
Conciliation et arbitrage en février.....	160	La réparation des accidents du travail en 1900.	192
Conseil supérieur du travail : tirage au sort des conseils de prud'hommes appelés à élire des représentants.....	161	Suisse : Les grèves et lock-outs (1860-1900).....	194
Rapports sur l'application pendant l'année 1900 des lois réglementant le travail (3 ^e article).....	162		
La caisse nationale des retraites en 1900.....	169	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Les caisses de pensions et de secours des agents des chemins de fer au 31 décembre 1899.....	171	Loi du 2 mars 1902 en vue de remédier au chômage du fait de la crise viticole. — Décret du 17 janvier 1902 appliquant à certaines colonies la loi du 1 ^{er} avril 1898. — Décret du 9 février 1902 créant un conseil de prud'hommes à Remiremont.....	194
Statistique des accidents du travail, d'après les ordonnances et jugements rendus en vertu de la loi du 9 avril 1898 (année 1901).....	172	État des travaux législatifs.....	195
		<i>Renseignements divers.</i>	
<i>Jurisprudence.</i>		Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	196
Loi du 2 novembre 1892 : Filature de poils de lapins. — Loi du 29 décembre 1900 : Etalages de marchandises sur la voie publique.....	177	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	199
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Adjudications; prix courants divers; commerce extérieur; transports, faillites; autorisations de bâtir.....	213
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — Les grèves et lock-outs en 1900. — L'assurance contre les accidents en 1900.....	179	Mouvement syndical.....	215
Autriche : Grèves. — Placement gratuit. — Les		Bibliographie.....	219

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1° Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-PROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2° Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHERS. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL DE BELGIQUE.

(Office du travail.)

Il est ouvert un septième concours pour la collation du legs de 10 000 francs institué par le docteur Guinard et destiné à être remis, s'il y a lieu, à l'auteur du meilleur ouvrage ou de la meilleure invention ayant pour objet d'améliorer la position matérielle ou intellectuelle de la classe ouvrière en général et sans distinction.

Les personnes qui désirent prendre part à ce concours doivent adresser, avant le 1^{er} juillet 1902, au ministère de l'industrie et du travail de Belgique, à Bruxelles, soit l'ouvrage ou le manuscrit écrit dans l'ordre d'idées indiqué par le testateur, soit le modèle ou le mémoire descriptif de l'invention concourant au même but.

EXPOSITION INTERNATIONALE INDUSTRIELLE DE CORK (IRLANDE) EN 1902.

Une exposition internationale industrielle sera ouverte à Cork, de mai à novembre de l'année courante, sous le patronage officiel de l'Administration de l'Agriculture et de l'Instruction technique d'Irlande. Le Comité d'initiative institué à Cork a décidé de consentir aux fabricants dont les machines auront été agréées les prérogatives suivantes :

1° Paiement des frais de transport de la fabrique à l'exposition ; 2° emplacement gratuit ; 3° description complète des machines dans le catalogue officiel de l'exposition ; 4° assurance contre l'incendie et les accidents ; 5° force motrice gratuite ; 6° gages d'un ouvrier expert choisi par l'exposant et restant à la disposition du département pendant la durée de l'exposition ; 7° fourniture des matières premières dans la mesure du possible.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à M. le secrétaire du Département de l'Agriculture et de l'Enseignement technique d'Irlande, à DUBLIN, Reaper Merriion Street.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations sur la situation industrielle à la fin du dernier trimestre de 1901 ou au commencement de l'année 1902, qui ont été envoyées à l'Office du travail par les syndicats patronaux au nombre de 182, groupant 10 601 établissements occupant 507 000 ouvriers :

1^o Comparaison avec l'état du travail en 1901 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS (1).
Travail plus abondant.....	6 p. %	5 p. %	6 p. %
Travail équivalent.....	40	28	15
Travail moins abondant.....	54	67	79

2^o Comparaison avec les prix de vente en 1901 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS (1).
Prix de vente plus rémunérateurs....	6 p. %	3 p. %	3 p. %
Prix de vente équivalents.....	46	56	10
Prix de vente moins rémunérateurs...	48	41	87

3^o Mouvement des prix par rapport au timbre précédent :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS (1).
Prix de vente en hausse.....	10 p. %	8 p. %	9 p. %
Prix de vente sans variation.....	65	73	63
Prix de vente en baisse.....	25	19	28

(1) Proportion par rapport au total indiqué, de 507 000 ouvriers, de l'effectif des établissements classés dans les catégories correspondantes.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état de travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'office du travail par 1 199 chambres syndicales, groupant 195 000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 928 avec 142 000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 20 923, ce qui fait près de 15 p. % (syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne de chômage pour le mois précédent (janvier) était de 13 p. %.

L'ouvrage pendant le mois de février a été jugé, en comparaison avec le mois précédent, plus abondant par 16 p. % des syndicats, groupant 18 p. % des adhérents; équivalent par 65 p. % des syndicats groupant 59 p. % des adhérents; moins abondant par 19 p. % des syndicats, groupant 23 p. % des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 213 syndicats, comptant 29 000 adhérents ont répondu par l'affirmative, et 272, comptant 39 000 adhérents, ont répondu par la négative.

Pendant le mois de février, l'activité a été satisfaisante dans la pêche côtière, les travaux forestiers, les industries extractives. Les travaux agricoles et horticoles ont été entravés par la gelée. On signale une accalmie générale dans plusieurs métiers et industries de l'alimentation, dans le papier, l'ébénisterie, la tabletterie, la fabrique de peignes, brosses, parapluies, ombrelles, dans la fabrication des tapis, du tulle, de la passementerie de coton, dans la chapellerie et dans les industries du vêtement (tailleurs et couturières), où règne encore la morte-saison; dans l'horlogerie, l'orfèvrerie et la bijouterie. La reprise s'accroît dans les industries textiles, filature et tissage de coton, ainsi que dans l'industrie métallurgique. La fabrique de soierie, la rubanerie et la passementerie de soie sont en pleine activité. Il paraît aussi y avoir amélioration dans la préparation du cuir et des peaux, ainsi que dans les industries graphiques; il y a de même reprise dans la chaudronnerie et la céramique du bâtiment. L'activité est normale dans les verreries. La morte-saison continue à se faire sentir dans les métiers et industries du bâtiment.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — L'amélioration que nous avons précédemment signalée pour la pêche côtière sur le littoral de l'Océan et de la Manche s'est maintenue. Les pêcheurs ont été favorisés par le beau temps depuis les premiers jours de février.

Chez les travailleurs agricoles, le chômage ne paraît pas avoir diminué. Dans les régions du Midi, la crise viticole continue à sévir et à raréfier l'ouvrage. Les horticulteurs n'ont pu encore reprendre leurs travaux, en raison de la gelée. Chez les bûcherons, le travail est généralement abondant.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe agricole et forestier, ressort à environ 20 p. %.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 145 000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1902. Dans

le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,82	"	"	"	51	49
Loire.....	5,64	"	"	2	86	12
Gard et Hérault.....	5,80	"	"	"	22	78
Provence (lignites).....	5,92	"	24	"	76	"
Bourgogne et Nord-Est....	5,50	"	"	"	64	36
Centre.....	5,72	"	"	"	62	38
Tarn et Aveyron.....	6,01	"	"	"	28	72
ENSEMBLE pour la France.	5,78	"	1	"	52	47

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,94. Il était de 5,95 en février 1901.

CARRIÈRES. — L'activité dans les carrières se maintient bien. Dans l'Est, plusieurs carrières manquent de main-d'œuvre. Le chômage moyen, d'après les réponses des syndicats, ne serait que de 2 p. %.

ALIMENTATION. — Il y a en ce moment une légère accalmie dans les métiers de l'alimentation; le chômage a augmenté, notamment à Paris, chez les employés limonadiers et restaurateurs, chez les cuisiniers et les pâtisseries. La proportion moyenne de chômeurs accusée par les réponses des syndicats s'élève à 17 p. %, au lieu de 13 p. % le mois dernier.

La production des alcools, à la fin du mois de janvier 1902 (quatre premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 949 901 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, au lieu de 1 355 994 hectolitres pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte principalement sur les alcools de betteraves et de substances farineuses. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 127 308 hectolitres, contre 168 710 hectolitres, évaluation correspondant aux quatre premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

En industrie sucrière, à la fin du mois de février 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids des betteraves mises en œuvre s'élève à 9 350 851 795 kilogrammes contre 8 714 442 261 kilogrammes de betteraves mises en œuvre pendant les six premiers mois de la campagne précédente, soit une augmentation de 636 409 534 kilogrammes. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 1 074 352 637 kilogrammes, contre 1 049 795 116 kilogrammes produits à la date correspondante de 1901 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES

(1) Journal officiel du 20 février 1902.

(2) Journal officiel du 13 mars 1902.

DU LIVRE. — Les syndicats ne signalent aucun changement dans l'industrie chimique, ni dans la raffinerie de pétrole, ni dans la fabrique de bougies et de savons.

L'activité se maintient satisfaisante dans la fabrique de caoutchouc et de toiles cirées.

Il y a diminution générale du travail dans les métiers du travail du papier, chez les cartonniers, papetiers, régleurs, relieurs, doreurs.

Chez les typographes et autres travailleurs des industries graphiques, la situation paraît s'être sensiblement améliorée depuis le mois dernier; elle est, en général, jugée satisfaisante pour l'époque. La proportion moyenne de chômeurs est descendue à 3 p. % (6 p. %, le mois précédent). Parmi les 82 syndicats de typographes et similaires, groupant 8 500 adhérents, qui ont répondu au questionnaire, 20 p. %, avec 30 p. % des adhérents, estiment que l'ouvrage a été plus abondant en février qu'en janvier; 70 p. %, avec 60 p. % de syndiqués, l'estiment équivalent; 10 p. %, avec 10 p. % de syndiqués, l'estiment moins abondant.

CUIRS ET PEAUX. — La proportion moyenne de chômeurs, dans le groupe des industries du cuir et des peaux, s'élève à 15 p. %. Chez les tanneurs, corroyeurs et mégissiers, le chômage ne serait que de 10 p. %, et il paraît y avoir tendance à l'amélioration. La ganterie est en bonne situation dans la région de Grenoble, mais souffre du chômage à Paris. En ce qui concerne la cordonnerie, les avis envoyés par les syndicats varient beaucoup selon les régions; il y a accalmie persistante à Paris. La sellerie-bourrellerie paraît assez bien alimentée en ce moment.

Dans l'ensemble, 15 % de syndicats, avec 29 p. % de syndiqués, estiment que l'ouvrage est plus abondant que le mois dernier; 60 p. %, avec 50 p. % de syndiqués, l'estiment équivalent; 25 p. %, avec 21 p. % des syndiqués, l'estiment moins abondant.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, la proportion moyenne de chômeurs ressort, d'après les réponses des syndicats, à 12 p. %.

A Roubaix-Tourcoing, l'activité précédemment signalée dans le peignage s'est maintenue; la filature et le tissage sont en voie d'amélioration.

L'industrie lainière est, actuellement, suffisamment pourvue de commandes à Reims, à Vienne, à Mazamet.

Dans la région lyonnaise, les tissages mécaniques et les métiers se maintiennent en pleine activité. A Saint-Etienne, la situation continue à être favorable pour le ruban et la passementerie; pour le velours, il y a baisse des façons.

A Calais, accalmie dans la fabrique de tulle.

La manufacture de tapis subit un ralentissement marqué dans un grand nombre de régions.

Il y a toujours accalmie dans la chapellerie. Dans l'industrie du vêtement, la morte-saison continue à se faire sentir.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, le chômage moyen s'élève à près de 15 p. %, d'après les réponses de 176 syndicats.

En comparaison avec le mois de janvier, l'ouvrage en février a été jugé plus abondant par 33 p. % des syndicats, groupant 23 p. % des syndiqués, équivalent par 54 p. % des syndicats, avec 62 p. % des syndiqués, moins abondant par 13 p. % des syndicats, groupant 25 p. % des syndiqués.

Les réponses favorables viennent en majorité des syndicats du Nord, filature et tissage, où il y a reprise évidente.

BOIS. — État stationnaire, morte-saison d'hiver, chez les charpentiers et menui-

siers en bâtiment. Accalmie persistante dans l'industrie du meuble. L'augmentation du travail précédemment signalée dans la carrosserie ne s'est pas main tenue. La situation est stationnaire, généralement satisfaisante, dans la tonnellerie. Ralentissement dans la tabletterie, la fabrique de peignes, de brosses, de manches de parapluie et d'ombrelles.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble des industries du groupe, ressort à 17 p. %, d'après les réponses de 104 syndicats. En comparaison avec le mois de janvier, l'ouvrage en février a été jugé plus abondant par 8 p. % des syndicats, groupant 4 p. % des adhérents; équivalent par 64 % des syndicats, groupant 66 p. % des adhérents; moins abondant par 28 % des syndicats, avec 30 p. % des adhérents.

MÉTAUX. — L'amélioration précédemment signalée, dans l'industrie sidérurgique, paraît s'accroître. La baisse des cours paraît enrayée. L'activité est croissante dans les laminoirs du Nord et dans les forges de l'Est. La stagnation persiste encore dans les établissements du Centre et du Midi.

Pour l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen ressort à 10 p. %, d'après les réponses de 119 chambres syndicales. Le travail a été jugé plus abondant en février qu'en janvier par 17 p. % des syndicats, groupant 16 p. % des adhérents, aussi abondant par 62 p. % des syndicats, groupant 64 p. % des adhérents, moins abondant par 21 p. % des syndicats, groupant 20 p. % des adhérents (renseignement fourni par 148 syndicats).

Accalmie persistante chez les ferblantiers, zingueurs, chez les tourneurs en cuivre et chez les potiers d'étain.

Le ralentissement du travail se fait toujours sentir dans l'orfèvrerie et la bijouterie. L'horlogerie se plaint également. Activité soutenue dans la fabrique d'optique et d'instruments de précision.

BÂTIMENT. — La proportion de chômeurs dans le groupe du bâtiment (maçons, couvreurs, peintres, marbriers, sculpteurs) est toujours très élevée, aux environs de 30 p. %, conséquence de la morte-saison; 13 p. % des syndicats, avec 17 p. % des syndiqués qui ont répondu au questionnaire, estiment qu'il y a en février plus d'ouvrage qu'en janvier; 58 p. % des syndicats, avec 52 p. % des syndiqués, estiment qu'il y en a eu autant; 29 p. %, avec 31 p. % des syndiqués, estiment qu'il y en a eu moins.

CHAUFOURNERIE. — **CÉRAMIQUE.** — **VERRERIE.** — Reprise du travail dans les fabriques de chaux et de ciments en vue de la saison prochaine. Le travail est normal dans les verreries de toute nature. Aucun changement n'est signalé dans l'industrie céramique.

TRANSPORTS. — **MANUTENTION.** — **COMMERCE.** — Chez les travailleurs des transports et de la manutention (chemins de fer non compris), la moyenne de chômage ressort à 18 p. %. D'après 12 p. % des syndicats, groupant 26 p. % des syndiqués, l'ouvrage a été plus abondant en février qu'en janvier; d'après 72 p. % des syndicats, groupant 52 p. % des syndiqués, l'ouvrage a été équivalent; d'après 16 p. % des syndicats, groupant 22 p. % des syndiqués, il y a eu diminution.

Chez les employés de commerce, la proportion de chômeurs indiquée reste la même, 4 p. % environ.

Parmi les ouvriers coiffeurs, le chômage moyen n'est évalué qu'à 3 p. % par les syndicats. Les gens de maison, à Paris, se plaignent de l'affluence croissante des étrangers et d'une tendance à la baisse des salaires.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
21 nov...		Voiron.....	Isère.....	Mouleurs.....	1	20	1
10 janv...		Tavernay.....	Saône-et-Loire.....	Mineurs de schiste.....	1	10	2
15 janv...		Saint-Junien.....	Haute-Vienne.....	Mégissiers-palissonneurs.....	1	334	3
18 janv...		Sartène.....	Corse.....	Terrassiers.....	1		4
20 janv...	14 fév...	Gonfaron.....	Var.....	Bouchonniers.....	1	150	5
29 janv...	6 fév...	Lyon.....	Rhône.....	Chapeliers.....	1	3	6
30 janv...	8 fév...	Epernon.....	Eure-et-Loir.....	Chapeliers.....	1	115	7
30 janv...	13 fév...	Sedan.....	Ardennes.....	Tisseurs.....	3	194	8
30 janv...		Aix.....	Bouches-du-Rhône.....	Monteurs en chaussures.....	1		9
31 janv...	5 mars	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	68	10
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} fév...	12 fév...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	48	1
1 ^{er} fév...		Loudenvielle.....	Hautes-Pyrénées.....	Mineurs.....	1	36	2
3 fév...	4 fév...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	58	3
4 fév...	6 fév...	Voiron.....	Isère.....	Ourdisseurs.....	1	19	4
5 fév...	10 fév...	Orléans.....	Loiret.....	Ouvrières aux Tabacs.....	1	29	5
5 fév...	13 fév...	Vallauris.....	Alpes-Maritimes.....	Potiers.....	25	57	6
5 fév...		Olliergues.....	Puy-de-Dôme.....	Tisseurs.....	1	60	7
7 fév...		Lyon.....	Rhône.....	Orfèvres.....	1	7	8
8 fév...	8 fév...	Lille.....	Nord.....	Ouvrières aux Tabacs.....	1	100	9
8 fév...		Paris.....	Seine.....	Monteurs en chaussures.....	1	11	10
8 fév...		Marnaz.....	Haute-Savoie.....	Ouvriers en horlogerie.....	1	22	11
10 fév...		Marciilly-le-Pavé.....	Loire.....	Casseurs de pierres.....	1	25	12
12 fév...	19 fév...	Maroilles.....	Nord.....	Galochiers.....	1	83	13
12 fév...	25 fév...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Ouvriers d'huilerie.....	5	600	14
13 fév...	17 fév...	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Papetiers.....	1	90	15
13 fév...		Beuzec-Conq.....	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	40	16
14 fév...		Lyon.....	Rhône.....	Fumistes.....	1	10	17
16 fév...	10 mars	Saint-Etienne.....	Loire.....	Veloutiers.....	1	64	18
17 fév...	25 fév...	Paris.....	Seine.....	Chapeliers.....	1	32	19
17 fév...		Paris.....	Seine.....	Batteurs d'or.....	1	24	20
17 fév...		La Roche-Posay.....	Vienne.....	Maçons.....	1		21
19 fév...	21 fév...	La Ciotat.....	Bouches-du-Rhône.....	Patrons boulangers.....	1		22
19 fév...	22 fév...	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	52	23
19 fév...	24 fév...	Levallois-Perret.....	Seine.....	Typographes.....	1	65	24
19 fév...	5 mars	Pantin - Aubervilliers, etc.	Seine.....	Allumettiers.....	5	1 200	25
21 fév...		Condé.....	Nord.....	Charpentiers de bateaux.....	1	18	26
23 fév...	25 fév...	Brest.....	Finistère.....	Employés de tramways.....	1		27
24 fév...		Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs sur cuivre.....	1	14	28
26 fév...	27 fév...	Soulom.....	Hautes-Pyrénées.....	Laveurs de minéral.....	1	24	29
27 fév...	28 fév...	Lille.....	Nord.....	Dévideuses.....	1	54	30
28 fév...	1 ^{er} mars	Veyras.....	Ardèche.....	Mineurs.....	1	150	31
28 fév...		St ^e -Colombe-sur-Pillers.	Aude.....	Peigniers.....	1	100	32

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1902 (1).

1	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....		
2	Réduction de salaire.....		
3	Protestation contre l'emploi de machines.....		
4			
5	Réduction de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Contre l'introduction du travail aux pièces.....	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire et renvoi de quatre ouvriers.	Transaction.	
8	Demande de revision du tarif général, élaboré le 8 février 1900.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire pour surcroît de travail.		
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

EN FÉVRIER 1902.

1	Réglementation du travail.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....		
3	Refus d'essayer une augmentation de vitesse des métiers..	Réussite.	
4	Réduction de tarif.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....		
8	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....		
9	Demande que le tabac leur soit livré moins sec.....	Échec.	
10	Demande que toutes les menues fournitures soient à la charge du patron.		
11	Demande de paiement mensuel des salaires.....		
12	Demande d'augmentation de salaire.....		
13	Demande de maintien du travail à domicile et réduction de tarif.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
15	Réglementation du travail.....	Transaction.	
16	Refus de souder les boîtes fabriquées à la machine.....		
17	Demande d'augmentation de salaire.....		
18	Réduction de salaire.....	Réussite.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Mise à l'index d'un établissement faisant travailler en province à prix réduit.		
21	Demande d'augmentation de salaire.....		
22	Protestation au sujet d'une taxe établie par la municipalité..	Échec.	
23	Demande de suppression des retenues pour malfaçon.....	Échec.	Grévistes remplacés.
24	Demande de renvoi de femmes.....	Échec.	
25	Demande de réintégration d'une ouvrière à son ancien poste.	Échec.	
26	Réduction de salaire.....		
27	Demandes de réintégration d'un employé et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
28	Demande de réintégration d'un contremaître.....		
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30	Réduction de tarif.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demande de renvoi d'un ouvrier.....		

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1902.

32 grèves, dont une de patrons boulangers, ont été signalées en février à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 29 d'entre elles, est de 3 902. Il y avait eu, en février 1901, 45 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures à 1902, est de 42.

Ces 32 grèves, dont 29 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	12
Réglementation du travail.....	7
Réduction de salaire.....	5
Demande de renvoi d'ouvriers.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers et de contremaîtres.....	3

Ces grèves ont éclaté dans 15 départements et on en a compté :

7 dans le Nord, 5 dans la Seine, 3 dans le Rhône, 2 dans les Bouches-du-Rhône, dans le Finistère, dans la Loire, dans le Puy-de-Dôme et dans les Hautes-Pyrénées et une seule dans les sept autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 7; travail des métaux, 5; mineurs, 3; bâtiment 2; cuirs et peaux, 2; tabacs, 2; allumettiers, boulangers, carriers, chapeliers, charpentiers de bateaux, ouvriers d'huileries, papetiers, peigniers, potiers, employés de tramways, typographes, 1 grève.

Des 32 grèves commencées en février, 19 ont pris fin après avoir duré :

Cinq, un jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; une, 3 jours; une, 4 jours; deux, 5 jours; une, 7 jours; deux, 8 jours; une, 11 jours; une, 13 jours; une, 14 jours et une 22 jours.

Si l'on y ajoute 5 grèves anciennes terminées en février après avoir duré respectivement 25 jours, 13 jours, 9 jours, 8 jours et 5 jours, on trouve, pour les 24 conflits terminés au cours du mois, les résultats suivants :

7 réussites.
5 transactions.
12 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Deux applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en février à la Direction du travail.

1^o Grève des bouchonnières de Gonfaron (Var). — 150 ouvrières bouchonnières « dites tourneuses » se sont mises en grèves le 20 janvier, à la suite d'une diminution du prix de façon des bouchons.

Sur l'initiative du juge de paix de Besse, un comité de conciliation s'est réuni le 30 janvier. — Les patrons ont déclaré ne pouvoir rétablir l'ancien tarif, parce que dans les pays circonvoisins où se fait la fabrication des bouchons, à Collobrières, Cuers, Vidauban, etc., les prix de façon sont inférieurs à ceux qui étaient payés à Gonfaron, ce qui rendait la concurrence impossible. Le recours à l'arbitrage, proposé par le juge de paix, a été repoussé par les ouvrières.

Dans une seconde réunion du comité de conciliation, tenue le 9 février, les ouvrières ont offert de rester encore un mois en chômage pour permettre aux patrons de liquider leur stock de bouchons, à condition que l'ancien tarif fût rétabli lors de la reprise du travail. Cette proposition n'a pas été acceptée.

Le 14 février, la grève a pris fin par une réussite pour les ouvrières.

2° Grève des ouvriers galochiers de Maroilles. — 83 ouvriers galochiers de l'usine Maillard et C^{ie} de Maroilles (Nord) se sont mis en grève, le 12 février, par suite d'une réduction de tarif et de la suppression du travail à domicile. Sur l'initiative du juge de paix de Landrecies, un comité de conciliation s'est réuni le 15 février et a décidé la reprise du travail aux anciennes conditions jusqu'au 17 mars.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

TIRAGE AU SORT DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES APPELÉS À ÉLIRE
DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL.

En exécution de l'article 7 du décret du 1^{er} septembre 1899, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, dans sa séance du 17 février 1902, a procédé au tirage au sort des Conseils de prud'hommes appelés à élire des représentants au Conseil supérieur du travail.

Les résultats sont les suivants :

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

1^{re} CATÉGORIE. — PARIS.

1. Conseil du bâtiment.
2. Conseil des tissus.

1. Conseil des métaux.
2. Conseil des produits chimiques.

2^e CATÉGORIE. — VILLES DE PLUS DE 40 000 HABITANTS.

3. Conseil de Versailles.
4. Conseil de Grenoble
5. Conseil de Caen.

3. Conseil d'Orléans.
4. Conseil de Reims.
5. Conseil de Troyes.

3^e CATÉGORIE. — VILLES DE MOINS DE 40 000 HABITANTS.

6. Conseil de Cognac.
7. Conseil de Laval.

6. Conseil de Condé-sur-Noireau.
7. Conseil de Lunéville.

Un avis ultérieur fera connaître l'époque des élections.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION
PENDANT L'ANNÉE 1900
DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE (1).

Rappelons que les circonscriptions d'inspection entre lesquelles la France est partagée pour l'application des lois réglementant le travail sont les suivantes :

1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Siège : Paris.)

Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

2^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Tours.)

Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Vienne et Haute-Vienne.

3^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Dijon.)

Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne.

4^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nancy.)

Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

5^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lille.)

Nord, Pas-de-Calais et Somme.

6^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Rouen.)

Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne et Seine-Inférieure.

7^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nantes.)

Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée.

8^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Bordeaux.)

Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées.

9^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Toulouse.)

Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne.

10^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Marseille.)

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse.

11^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lyon.)

Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

(1) Voir dans le numéro précédent (février 1902) l'extrait du *Rapport sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1900*, notamment en ce qui concerne les accidents industriels.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS EXISTANTS SOUMIS AUX LOIS SUR LE TRAVAIL.

NOMBRES des circonscriptions.	RÉSIDENCES des inspecteurs division- naires.	NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS								TOTAL général.
		soumis						TOTAL des éta-blisse- ments.		
		aux lois de 1900 et 1893.		aux lois de 1848 et 1893.		à la loi de 1893 seule.				
		Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	
1 ^{re} Paris....	30 381	"	3 345	"	7 469	"	41 195	"	41 195	
2 ^e . Tours. . .	8 670	3 152	1 934	1 165	6 353	6 314	16 957	10 631	27 588	
3 ^e . Dijon. . .	7 566	536	2 666	165	6 000	889	16 232	1 590	17 822	
4 ^e . Nancy. . .	7 789	56	1 891	44	6 222	285	15 902	385	16 287	
5 ^e . Lille. . .	14 585	1 909	3 937	202	9 851	3 806	28 373	5 917	34 290	
6 ^e . Rouen. . .	8 776	7 091	966	822	3 715	7 388	13 457	15 301	28 758	
7 ^e . Nantes...	13 975	10 386	1 323	1 498	7 679	9 763	22 977	21 647	44 624	
8 ^e . Bordeaux.	15 659	7 471	2 552	1 663	15 274	6 962	33 485	16 096	49 581	
9 ^e . Toulouse.	6 404	630	1 034	287	4 500	1 024	11 938	1 941	13 879	
10 ^e . Marseille.	8 684	222	1 525	158	4 599	482	14 808	862	15 670	
11 ^e . Lyon. . .	10 719	125	2 351	94	5 661	733	18 731	952	19 683	
TOTAUX.	133 208	31 578	23 524	6 098	77 323	37 646	234 055	75 322	309 377	

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS EN 1900 PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

Nos des circon- scrip- tions.	RÉSIDENCES des inspecteurs divisionnaires.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS				TOTAL des éta-blisse- ments.
		n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.	soumis			
			aux lois de 1900 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{re} .	Paris.	1 856	23 920	2 385	4 455	32 616
2 ^e .	Tours.	675	3 448	455	2 634	7 212
3 ^e .	Dijon.	115	3 867	878	2 216	7 076
4 ^e .	Nancy.	1 790	4 797	858	2 821	10 266
5 ^e .	Lille.	1 840	7 542	1 790	4 049	15 221
6 ^e .	Rouen.	306	4 908	662	1 402	7 278
7 ^e .	Nantes.	341	4 004	480	2 151	6 976
8 ^e .	Bordeaux.	189	3 108	532	1 941	5 770
9 ^e .	Toulouse.	782	2 904	547	1 514	5 747
10 ^e .	Marseille.	216	6 628	705	2 486	10 035
11 ^e .	Lyon.	735	5 692	1 445	2 877	10 749
TOTAUX.		8 845	70 818	10 737	28 546	118 946

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTION D'INSPECTION DU
SOUJETS AUX LOIS SUR LE TRAVAIL

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS								EN au-dessous	
		avec un personnel exclusivement féminin.		avec un personnel mixte.		avec un personnel d'hommes adultes seulement.		TOTAL.		Garçons.	
										Dans les établissements.	
		Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.
1 ^{re} .	Paris.....	14 149	"	16 232	"	10 814	"	41 195	"	32,683	"
2 ^e .	Tours.....	3 184	784	5 486	2 368	8 287	7 479	16 957	10 631	11 914	2 643
3 ^e .	Dijon.....	2 042	124	5 524	412	8 666	1 054	16 232	1 590	18 254	508
4 ^e .	Nancy.....	2 355	33	5 434	23	8 113	329	15 902	385	26 063	33
5 ^e .	Lille.....	4 144	576	10 441	1 333	13 788	4 008	28 373	5 917	48 809	2 594
6 ^e .	Rouen.....	3 629	2 559	5 170	4 509	4 658	8 233	13 457	15 301	18 639	4 953
7 ^e .	Nantes.....	4 865	4 551	9 110	5 835	9 002	11 261	22 977	21 647	17 238	7 044
8 ^e .	Bordeaux.....	4 536	2 309	11 123	5 162	17 826	8 625	33 485	16 096	11 702	3 816
9 ^e .	Toulouse.....	2 413	173	3 991	457	5 534	1 311	11 938	1 941	5 211	293
10 ^e .	Marseille.....	2 735	109	5 948	114	6 125	639	14 808	862	10 543	238
11 ^e .	Lyon.....	3 671	98	7 046	29	8 014	825	18 731	952	15 251	69
	TOTAUX.....	47 723	11 316	85 505	20 242	100 827	43 764	234 055	75 322	216 307	22 191

(1) Non compris les établissements de bienfaisance.

NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS EXISTANTS
ET DE LEUR PERSONNEL (1).

PERSONNEL EXISTANT.													
ENFANTS de 18 ans.		FILLES au-dessus de 18 ans et femmes.		HOMMES AU-DESSUS DE 18 ANS.						TOTAL du personnel existant.		TOTAL	
Filles.				Dans les établissements à personnel mixte.		Dans les établissements n'occupant que des hommes.		TOTAL.		Dans les établissements.		GENERAL.	
Dans les établissements.		Dans les établissements.						Dans les établissements					
Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.	Déjà visités.	Jamais visités.		
27 893		120 789	"	203 264	"	77 353	"	280 617	"	461 982	"	461 982	
10 384	1 289	21 672	4 737	44 798	5 279	30 136	15 821	74 934	21 100	118 904	29 769	148 673	
12 446	166	29 656	260	92 596	1 174	38 664	2 723	131 260	3 897	191 616	4 831	196 447	
19 080	71	50 880	122	135 442	51	40 686	613	176 128	694	272 151	920	273 071	
37 537	1 965	84 279	3 767	229 023	9 073	52 935	8 650	281 958	17 723	452 583	26 049	478 632	
18 539	4 406	46 684	4 992	87 108	8 631	38 619	21 130	125 727	32 761	209 589	47 112	256 701	
13 149	6 051	39 088	10 953	70 255	11 132	30 273	21 205	100 528	32 637	170 003	56 685	226 688	
13 062	4 520	32 766	6 961	53 800	7 302	58 237	21 321	112 037	28 623	169 567	43 920	213 487	
5 998	191	24 759	590	29 867	555	20 191	2 007	50 058	2 562	86 026	3 639	89 665	
18 214	557	54 307	1 155	68 173	392	29 222	3 463	97 395	3 855	180 459	5 805	186 264	
24 372	134	84 931	217	104 039	112	39 842	1 429	143 881	1 541	265 435	1 961	270 396	
200 674	19 353	589 811	33 754	1 118 365	44 001	456 158	101 392	1 574 523	145 393	2 581 315	220 691	2 802 006	

RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTION, DU PERSONNEL RENCONTRÉ

N° DES CIRCONSCRIPTIONS.		RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE									
			des ÉTA- BLISSE- MENTS visités.	D'ENFANTS de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).			D'ENFANTS de 13 à 18 ans.			D'ENFANTS au-dessous de 18 ans.		
				Gar- çons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
1 ^{re} .	Paris.....	32 616	154	138	292	24 090	21 752	45 842	24 244	21 890	46 134	
2 ^e .	Tours.....	7 212	48	19	67	6 113	4 932	11 045	6 161	4 951	11 112	
3 ^e .	Dijon.....	7 076	108	45	153	15 188	9 698	24 886	15 296	9 743	25 039	
4 ^e .	Nancy.....	10 266	148	119	267	20 694	14 634	35 328	20 812	14 753	35 565	
5 ^e .	Lille.....	15 221	240	144	384	30 183	24 921	55 107	30 423	25 068	55 491	
6 ^e .	Rouen.....	7 278	102	183	285	14 388	13 515	27 903	14 490	13 698	28 188	
7 ^e .	Nantes.....	6 976	30	85	115	6 622	5 976	12 598	6 652	6 061	12 713	
8 ^e .	Bordeaux.....	5 770	26	28	54	4 955	4 891	9 846	4 981	4 919	9 900	
9 ^e .	Toulouse.....	5 747	4	7	11	3 840	4 074	7 914	3 841	4 081	7 925	
10 ^e .	Marseille.....	10 035	54	75	129	8 999	16 262	25 261	9 053	16 337	25 390	
11 ^e .	Lyon.....	10 749	40	63	103	12 282	17 387	29 669	12 322	17 450	29 772	
TOTAUX.....		118 946	954	906	1 860	147,354	141 045	288 399	148 308	141 951	290 259	

DANS LES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS EN 1900 PAR LES INSPECTEURS.

des FILLES au-dessus de 18 ans et des femmes de tous âges.	D'ENFANTS, de filles et de femmes.	des OUVRIERS adultes.	TOTAL des ouvriers et ouvrières de tous âges.	PROPORTIONNALITÉ			NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS par établissement		NOMBRE des ENFANTS de moins de 18 ans munis de livrets.
				du PERSON- NEL au-dessous de 18 ans.	du PERSON- NEL féminin de tout âge.	des ENFANTS, FILLES et FEMMES.	visité en 1899.	visité en 1900.	
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
				p. 100.	p. 100.	p. 100.			
105 623	154 757	207 594	362 351	14,0	36,0	43,0	10,0	11,0	44 549
11 606	22 718	41 220	63 938	17,0	26,0	35,0	9,6	8,8	9 531
25 262	50 301	100 252	150 553	17,3	23,9	33,3	19,0	21,0	23 776
46 874	82 469	136 543	219 012	16,0	29,0	38,0	18,0	21,0	34 181
53 976	109 467	171 257	289 724	19,76	28,15	38,99	31,4	18,44	47 568
36 920	65 108	93 881	158 989	17,7	32,0	40,0	22,0	21,8	27 624
18 408	31 121	44 795	75 916	16,0	32,0	40,0	12,0	10,0	10 862
18 014	27 914	48 640	76 554	13,0	29,9	36,4	9,8	13,0	8 108
18 899	26 824	38 261	55 085	12,17	35,3	44,2	9,88	11,32	7 122
50 398	75 788	84 972	160 760	15,8	41,5	47,1	14,0	16,0	24 840
67 509	97 281	110 861	208 142	14,3	40,8	46,7	18,6	19,3	29 177
453 489	743 748	1 078 276	1 822 024	15,9	32,7	40,8	15,3	15,3	266 738

RÉCAPITULATION PAR CIRCONSCRIPTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS D'APRÈS L'IMPORTANCE DU PERSONNEL OCCUPÉ.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS divisionnaires.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT										RÉCAPITU- LATION.		NOMBRE TOTAL des établisse- ments in- dustriels.	PROPOR- TIONNA- LITÉ des établisse- ments n'oc- cupant pas plus de 5 ou- vriers.
		5 OUVRIERS au plus.		6 à 20 OUVRIERS.		31 à 100 OUVRIERS.		de 101 à 500 OUVRIERS.		plus de 500 OUVRIERS.		Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seu- lement.		
1 ^{re} .	Paris.....	18 691	6 917	8 205	3 019	2 943	811	492	63	50	4	50 381	10 814	62,0	
2 ^e .	Tours.....	9 595	14 786	1 540	854	551	119	117	7	19	"	11 822	13 766	88,0	
3 ^e .	Dijon.....	5 086	8 359	1 927	1 162	783	187	261	12	42	"	8 102	9 720	75,0	
4 ^e .	Nancy.....	3 915	6 665	2 041	1 532	1 295	207	350	18	44	"	7 815	8 442	77,0	
5 ^e .	Lille.....	8 599	11 393	4 712	2 972	2 151	465	939	24	93	2	16 491	17 796	67,0	
6 ^e .	Rouen.....	11 086	9 186	3 320	3 510	1 053	189	369	12	39	3	15 867	12 891	70,4	
7 ^e .	Nantes.....	18 167	18 004	4 948	2 066	1 56	185	172	8	18	"	24 361	20 263	81,0	
8 ^e .	Bordeaux.....	11 711	22 677	4 572	3 624	763	136	97	14	7	"	23 130	26 451	81,0	
9 ^e .	Toulouse.....	4 755	6 169	1 595	586	591	87	84	3	6	"	7 031	6 845	78,7	
10 ^e .	Marseille.....	4 759	5 212	2 432	1 313	1 494	210	197	25	21	4	8 906	6 761	63,6	
11 ^e .	Lyon.....	6 274	6 339	2 623	2 094	1 453	381	447	22	47	"	10 844	8 839	64,0	
	TOTAUX.....	108 638	118 707	37 915	22 752	14 116	2 911	3 728	208	389	13	164 786	144 591	73,4	

(A suivre.)

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1900 (1).

Les versements, en 1900, ont été au nombre de 2 797 004 et se sont élevés à 55 745 317 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, soit 5 220 392 francs. Les chiffres correspondants étaient, en 1899, de 2 482 951 versements représentant une valeur de 46 913 775 francs; il y a donc en faveur de 1900 une augmentation de 314 053 sur le nombre et de 8 831 542 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1900 en vertu de la loi du 20 juillet 1886 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		Francs.		Francs.		Francs.
Versements à capital aliéné.....	1 547 702	19 405 033	18 010 417	0 702	1 565 712	23 575 735
Versements à capital réservé.....	1 191 319	22 883 923	38 657 406	5 267	1 229 976	26 949 190
TOTAL.....	2 739 021	42 288 956	56 667 823	5 969	2 795 688	50 524 925

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une augmentation de 306 452 sur le nombre et de 3 660 023 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une augmentation de 6 335 sur le nombre et de 180 199 francs sur le montant. Les versements à capital aliéné ont augmenté de 117 251 quant à leur nombre et de 2 026 913 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont augmenté de 195 536 en nombre, et de 1 813 309 francs pour leur montant.

Les versements à capital aliéné, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés, en 1900, à 1 316 en nombre, et à 5 220 392 francs en somme. (Il n'y avait eu que 50 versements pour 229 072 fr. pendant le deuxième semestre de 1899.) Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 2 020 bénéficiaires. Dans ce total de 5 220 392 francs, figure une somme de 837 808 francs versée par le Ministère du Commerce pour constituer 294 pensions au profit de victimes ou d'ayants droit de victimes d'accidents survenus en juin 1899 et mises à la charge de l'État.

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1900 s'élève à 214 004, savoir :

- 10 402 comptes individuels,
- 201 582 comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
- 2 020 comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898,

Ensemble 214 004 comptes.

(1) Rapport au Président de la République. *Journal officiel* du 25 janvier.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours servies par la Caisse nationale des retraites s'élevaient, au 31 décembre 1900, à 241 318, pour un montant total de 35 167 402 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après, au point de vue de l'importance des titres :

MONTANT DES RENTES.		NOMBRE de rentiers.	P. 100.
Rentes de	2 à 50 francs.....	106 902	44
—	51 à 200 —	95 050	39
—	201 à 360 —	17 458	7
—	361 à 600 —	11 339	5
—	601 à 1 200 —	8 731	4
—	1 201 à 1 500 —	1 838	1

Les 241 318 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 132 123 hommes jouissant de 18 771 049 francs de rente, et 109 195 femmes jouissant de 16 396 353 francs de rente.

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1899 (1).

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pensions et de secours en 1899 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	RECETTES DE L'EXERCICE.				DÉPENSES DE L'EXERCICE.				MONTANT de l'AVOIR TOTAL à la fin de l'année.	NOMBRE des MEMBRES de la caisse.	NOMBRE des PENSIONNÉS ou secourus.	
	MONTANT de l'AVOIR TOTAL au commencement de l'année.	COTISATIONS des membres de la caisse.	ALLOCA- TIONS des compagnies.	DIVERS (intérêts des fonds, etc.)	TOTAL.	PENSIONS à la Caisse nationale des retraites et compléments de pension ; secours.						FRAIS de gestion, placements, rembour- sements et divers.
						francs.	francs.	francs.				
1° CAISSES DE PENSIONS.												
A. Nord.....	69 067 817	1 847 178	3 226 631	3 130 388	9 224 200	6 811 438	35 724	6 847 159	71 425 139	31 711	10 825	
B. Est.....	77 850 713	1 224 542	1 898 587	3 187 465	9 610 504	6 851 524	322 755	7 177 279	80 274 028	21 030	7 801	
C. Ouest.....	65 788 283	1 046 840	5 563 951	2 931 938	10 445 720	5 718 150	24 480	5 742 630	70 491 392	29 480	7 794	
D. Orléans.....	142 007 422	117 812	3 893 976	6 781 233	6 011 818	6 011 818	803 880	6 815 708	148 146 023	24 130	15 107	
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	65 111 457	5 111 024	10 468 792	6 781 233	22 361 019	15 325 568	106 531	16 222 148	68 294 897	11 288	5 466	
F. Midi.....	60 248	619 132	3 828 778	2 406 822	6 884 752	3 597 821	706	3 701 372	802	8 414	358	
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.).....	18 837 514	606 339	1 326 245	191 125	492 493	191 125	706	191 831	20 917 066	8 414	358	
H. État.....			1 202 305	813 102	2 682 046	292 671	274 823	567 494				
2° CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIES, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.												
A. Nord.....	912 191	384 354	384 354	43 090	812 198	661 772	89 607	754 380	1 000 000	21 306	1 995	
B. Est.....	71 504	86 210	86 210	17 061	189 481	151 112	18 901	170 013	91 062	3 195	1 995	
C. Ouest.....			2 622 383		2 622 383	2 481 452	130 831	2 612 283				
D. Orléans.....			4 576 100		4 576 100	4 576 100		4 576 100				
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	1 351 789	363 210	2 268 863	103 700	735 803	242 544	398 879	611 123	1 146 169	15 304	1 923	
F. Midi.....												
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.).....												
H. État.....	826 332	40 207	27 045	28 857	96 100	10 757	8 841	19 598	903 863	889	143	

(1) D'après la *Statistique des Chemins de fer français* au 31 décembre 1899, première partie, Intérêt général.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS

EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

ANNÉE 1901 (1).

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de première instance, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, pendant les quatre trimestres de l'année 1901, s'élèvent à 10 627.

Ce total comprend : 1 729 affaires relatives à des cas de mort, 227 à des cas d'incapacité permanente absolue et 8 671 à des cas d'incapacité permanente partielle.

I. — Tableau récapitulatif des accidents par Cour d'appel.

DÉSIGNATION	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.				TOTAL.	CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort.		
	Hommes		Femmes				totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.							
des Cours d'appel.	de 16 ans	de 16 ans et plus.	de 16 ans	de 16 ans et plus.							
Agen.....	1	49	"	3	53	14	1	38	12	13	1
Aix.....	6	509	1	14	530	72	7	451	45	76	10
Amiens.....	14	300	1	24	339	49	13	277	42	59	6
Angers.....	3	157	"	8	168	47	11	110	42	65	6
Bastia.....	"	3	"	"	3	2	"	1	2	10	"
Besançon.....	8	215	3	9	235	24	4	207	19	28	7
Bordeaux.....	13	311	1	15	340	74	19	247	60	75	13
Bourges.....	5	112	"	3	120	20	3	97	16	25	5
Caen.....	4	207	1	10	222	36	6	180	28	29	7
Chambéry.....	"	102	"	5	107	10	5	92	6	11	4
Dijon.....	17	284	"	6	307	49	5	253	42	40	5
Douai.....	97	1 290	23	82	1 492	211	29	1 252	166	314	46
Grenoble.....	8	229	4	10	251	35	10	206	30	40	8
Limoges.....	3	83	"	1	87	64	2	61	24	26	"
Lyon.....	20	980	4	31	1 035	122	10	903	87	142	33
Montpellier.....	3	229	2	3	237	51	11	175	41	57	8
Nancy.....	35	672	5	20	732	88	11	633	64	98	27
Nîmes.....	2	198	"	1	201	45	4	152	39	52	4
Orléans.....	1	99	"	2	102	30	"	72	21	31	12
Paris.....	36	2 047	5	97	2 185	383	27	1 775	276	433	58
Pau.....	3	109	"	2	114	19	6	89	14	7	7
Poitiers.....	4	133	"	2	139	33	3	103	28	35	5
Rennes.....	10	472	"	10	492	92	12	388	82	153	13
Riom.....	5	282	"	2	289	42	8	239	38	73	5
Rouen.....	22	566	8	29	625	115	10	500	88	136	23
Toulouse.....	7	206	"	9	222	42	10	170	35	49	12
TOTAUX.....	327	9 844	58	398	10 627	1 729	227	8 671	1 350	2 067	325

(1) *Journal officiel* du 2 mars 1902. (Voir la statistique relative aux trois premiers trimestres de l'année 1901 dans les numéros de juillet, septembre et décembre du *Bulletin*.)

II. — Tableau récapitulatif des accidents par département.

NUMÉROS D'ORDRE.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					GAS de mort.	GAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort.		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.	
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
1	Ain	3	43	"	2	48	8	1	39	4	1	3
2	Aisne.....	5	103	1	3	112	17	8	87	15	14	2
3	Allier.....	3	113	"	"	116	14	4	98	13	15	2
4	Alpes (Basses).....	"	5	"	"	5	1	"	4	1	1	"
5	Alpes (Hautes-).....	"	6	"	"	6	1	"	5	1	2	"
6	Alpes-Maritimes.....	"	72	1	1	74	8	2	64	6	12	2
7	Ardèche.....	1	53	"	"	54	10	"	44	9	13	"
8	Ardennes.....	9	105	1	5	120	19	4	97	15	19	4
9	Ariège.....	1	34	"	"	35	6	2	27	4	12	3
10	Aube.....	"	32	"	"	32	13	"	19	9	22	2
11	Aude.....	"	38	"	1	39	9	1	29	8	10	2
12	Aveyron.....	"	60	"	"	60	19	5	36	15	18	2
13	Bouches-du-Rhône....	4	373	"	13	390	53	5	332	31	49	7
14	Calvados.....	1	136	1	7	145	21	2	122	17	19	4
15	Cantal.....	"	27	"	"	27	8	1	18	6	24	2
16	Charente.....	3	68	"	"	71	17	6	48	16	26	"
17	Charente-Inférieure...	4	43	"	"	47	9	2	36	8	10	1
18	Cher.....	3	40	"	3	46	7	1	38	4	4	4
19	Corrèze.....	1	25	"	"	26	4	2	20	4	2	"
20	Corse.....	"	3	"	"	3	2	"	1	2	10	"
21	Côte-d'Or.....	3	78	"	3	84	17	3	64	14	17	3
22	Côtes-du-Nord.....	1	47	"	1	49	12	3	34	12	27	"
23	Creuse.....	"	23	"	1	24	6	"	18	6	6	"
24	Dordogne.....	"	28	"	2	30	6	2	22	5	6	1
25	Doubs.....	4	71	1	"	76	6	1	69	4	6	3
26	Drôme.....	2	61	2	4	69	16	5	48	15	21	2
27	Eure.....	3	100	2	7	112	24	2	86	19	25	4
28	Eure-et-Loir.....	2	43	"	"	45	7	1	37	7	15	"
29	Finistère.....	4	73	"	1	78	18	3	57	14	28	4
30	Gard.....	1	108	"	1	110	28	3	79	24	37	3
31	Garonne (Haute-)....	6	82	"	4	92	17	1	74	15	11	4
32	Gers.....	"	5	"	"	5	1	"	4	1	1	"
33	Gironde.....	10	215	1	13	239	51	11	177	39	43	12
34	Hérault.....	3	120	"	2	125	21	5	99	17	26	4
35	Ille-et-Vilaine.....	"	70	"	1	71	29	2	40	26	43	5
36	Indre.....	"	27	"	"	27	8	"	19	7	15	1
37	Indre-et-Loire.....	"	45	"	"	45	19	"	26	12	9	9
38	Isère.....	6	162	2	6	176	18	5	153	14	17	6
39	Jura.....	1	47	1	1	50	6	2	42	5	11	1
40	Landes.....	"	42	"	"	42	8	4	30	7	2	2
41	Loir-et-Cher.....	1	17	"	1	19	5	"	14	5	5	"
42	Loire.....	12	583	1	16	612	68	7	537	48	99	16
43	Loire (Haute-).....	"	65	"	"	65	6	2	57	6	13	"

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES PERSONNES. tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente totale.	NOMBRE pour le cas de mort,			
		Hommes.		Femmes.		des con- joints.			des en- fants.	des ascen- dants.		
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.						TOTAL.	
44	Loire-Inférieure.....	5	225	"	6	236	23	3	210	20	30	4
45	Loiret.....	"	37	"	1	38	6	"	32	4	7	3
46	Lot.....	"	10	"	2	12	3	"	9	3	3	"
47	Lot-et-Garonne.....	1	34	"	1	36	10	1	25	8	9	1
48	Lozère.....	"	14	"	"	14	3	1	10	3	2	"
49	Maine-et-Loire.....	2	62	"	3	67	22	2	43	20	30	1
50	Manche.....	"	38	"	"	38	8	4	26	7	7	1
51	Marne.....	3	71	"	9	83	16	"	67	11	24	1
52	Marne (Haute-).....	7	52	"	"	59	9	"	50	8	2	1
53	Mayenne.....	1	53	"	5	59	14	1	44	12	16	4
54	Meurthe-et-Moselle....	16	403	"	3	422	44	4	374	26	32	20
55	Meuse.....	3	66	"	2	71	13	2	56	11	9	3
56	Morbihan.....	"	57	"	1	58	10	1	47	10	25	"
57	Nièvre.....	2	45	"	"	47	5	2	40	5	6	"
58	Nord.....	75	925	20	81	1101	121	22	958	93	151	38
59	Oise.....	5	82	"	7	94	13	3	78	11	11	1
60	Orne.....	3	33	"	3	39	7	"	32	4	3	2
61	Pas-de-Calais.....	22	365	3	1	391	90	7	294	78	163	8
62	Puy-de-Dôme.....	2	77	"	2	81	14	1	66	13	21	1
63	Pyrénées (Basses)....	"	30	"	1	31	7	1	23	4	2	4
64	Pyrénées (Hautes-)...	3	37	"	1	41	4	1	36	3	3	1
65	Pyrénées-Orientales...	"	11	2	"	13	2	"	11	1	3	"
66	Rhin (Haut) [Belfort].	1	28	1	"	39	3	"	27	3	1	"
67	Rhône.....	5	354	3	13	375	46	2	327	35	42	14
68	Saône (Haute).....	2	69	"	8	79	9	1	69	7	10	3
69	Saône-et-Loire.....	7	154	"	3	164	23	2	139	20	21	1
70	Sarthe.....	"	42	"	"	42	11	8	23	10	19	1
71	Savoie.....	"	70	"	5	75	6	4	65	3	2	2
72	Savoie (Haute-).....	"	32	"	"	32	4	1	27	3	9	2
73	Seine.....	20	1540	2	82	1644	243	15	1386	164	226	37
74	Seine-Inférieure.....	19	466	6	22	513	91	8	414	69	111	19
75	Seine-et-Marne.....	5	73	1	3	82	25	5	52	21	24	6
76	Seine-et-Oise.....	5	265	1	3	274	74	5	195	60	116	12
77	Sèvres (Deux-).....	"	84	"	1	35	6	1	28	4	8	"
78	Somme.....	4	115	"	14	133	19	2	112	16	34	3
79	Tarn.....	"	77	"	5	82	16	6	60	14	22	3
80	Tarn-et-Garonne.....	"	13	"	"	13	3	1	9	2	4	2
81	Var.....	2	59	"	"	61	10	"	51	7	14	1
82	Vaucluse.....	"	23	"	"	23	4	"	19	3	"	1
83	Vendée.....	"	25	"	1	26	6	"	20	4	"	3
84	Vienne.....	"	31	"	"	31	12	"	19	11	17	1
85	Vienne (Haute-).....	2	35	"	"	37	14	"	23	14	18	"
86	Vosges.....	7	98	4	10	119	12	1	106	12	38	"
87	Yonne.....	1	23	1	"	25	5	1	19	3	6	"
TOTAUX.....		327	9844	58	398	10627	1729	227	8671	1350	2067	325

III. — Tableau récapitulatif des accidents par branche d'industrie.

N ^{os} des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente		NOMBRE, pour le cas de mort,		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins 16 ans	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FO- RÊTS.....	4	165	"	4	173	32	7	134	29	50	4
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et sa- lines.....	80	784	"	4	818	179	26	618	151	311	27
3	b) Carrieres.....	2	288	"	"	290	69	8	213	61	86	4
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et minote- ries.....	3	146	"	"	149	31	7	111	27	46	6
5	b) Sucreries et raffineries.	5	128	"	6	139	30	5	104	26	39	4
6	c) Distilleries.....	2	78	"	"	80	10	2	68	8	10	3
7	d) Brasseries et malteries.	1	108	"	"	109	15	1	93	11	10	2
8	e) Autres industries de l'alimentation.....	4	148	4	14	170	13	3	154	11	19	3
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimiques en général.....	1	198	"	10	209	40	3	166	29	53	11
10	b) Usines à gaz.....	"	43	"	"	43	7	1	35	6	8	"
11	c) Teinture, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.....	10	73	7	21	111	10	"	101	5	4	4
	V. — PAPIERS, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et succé- danés.....	2	14	1	2	19	"	"	19	"	"	"
13	b) Papier et carton.....	10	136	1	14	161	23	1	137	18	26	6
14	c) Industries du livre et industries polygra- phiques.....	14	49	2	7	72	1	"	71	"	"	1
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.....	40	320	33	149	542	22	7	513	17	28	4
16	b) Travail des étoffes et vêtements.....	6	102	4	37	149	6	"	143	6	7	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	9	82	"	4	95	19	1	75	13	21	5
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.....	8	44	1	8	62	2	"	60	1	1	1
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, menuiserie.....	10	530	"	"	540	55	6	479	40	62	12
20	b) Autres gros ouvrages en bois.....	4	345	"	3	352	42	8	312	25	34	5
21	c) Ébénisterie et tablette- rie.....	2	72	"	4	78	2	"	76	1	"	1

N ^{os} des grou- pes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées.					CAS de mort.	CAS d'incapacité permanente.		NOMBRE, pour le cas de mort.			
		Hommes		Femmes		Total.		mort.	totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.								

IX. — MÉTAUX.

22 a)	Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie...	45	908	"	13	1046	91	17	938	59	88	31
23 b)	Charpente en fer et serrurerie.....	10	196	"	2	208	14	3	191	9	13	5
24 c)	Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et constructions mécaniques	65	838	3	38	944	49	10	885	36	50	7
25 d)	Métallurgie, fonderie et travail des métaux ordinaires autres que le fer et l'acier.....	2	38	"	1	41	2	1	38	2	4	"
26 e)	Mécanique fine.....	1	21	"	"	22	"	"	22	"	"	"
27 f)	Métaux précieux.....	"	4	"	1	5	1.	"	4	1	"	"

X. — TRAVAUX PUBLICS
ET BÂTIMENTS.

28 a)	Distribu- tions	1° Électri- cité....	"	56	"	1	57	6	"	51	2	6	4
29		2° Autres urbaines.	"	11	"	2	13	1	"	12	1	"	"
30 b)	Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....												
			9	1757	"	1	1767	371	52	1344	294	418	70

XI. — TRAVAIL DES PIERRES
ET DES TERRES AU FEU.

31 a)	Chaufournerie et briqueterie.....	14	167	"	3	184	22	6	156	17	33	4
32 b)	Céramique.....	1	60	"	2	33	7	1	25	6	10	1
33 c)	Verrerie.....	6	52	"	4	62	6	2	54	5	9	"

XII. — MANUTENTION
ET TRANSPORTS.

34 a)	Entreprises de chargement et déchargement. Entrepôts et magasins.....	3	426	2	29	460	102	8	350	77	122	8
35 b)	Transports par terre..	1	504	"	"	505	119	9	377	82	115	20
36 c)	Transports par voie ferrée.....	"	694	"	10	704	292	29	383	246	357	46
37 d)	Transports par eau...	1	191	"	"	192	47	3	142	28	27	23

XIII. — INDUSTRIES INSUF-
FISAMENT DÉSIGNÉES..

TOTAUX.....	327	9 844	58	398	10 627	1 729	227	8 671	1 250	2 067	325	
-------------	-----	-------	----	-----	--------	-------	-----	-------	-------	-------	-----	--

JURISPRUDENCE.

Loi du 2 novembre 1892. — Filature de poils de lapins.

La loi du 2 novembre 1892 est inapplicable aux locaux dépendant d'une filature de poils de lapins, et dans lesquels des ouvriers sont occupés exclusivement à nourrir, saigner et épiler des lapins. Le caractère agricole de cette opération ne peut être modifié par l'emploi industriel fait ultérieurement des produits ainsi recueillis.

EXTRAIT DE L'ARRÊT.

Attendu qu'au rez-de-chaussée ou dans des dépendances du bâtiment dans lequel il a été établi une filature de poils de lapins et un tissage, Patard élève un grand nombre de lapins dont la toison lui sert à alimenter sa filature en matières premières; que 6 ouvrières sont par lui employées exclusivement à nourrir, à soigner et à épiler ces lapins.

Attendu que l'inspecteur départemental du travail considérant les locaux où il est procédé à « l'épilage » des lapins comme des ateliers dépendant de la filature de Patard et à ce titre visés par la loi du 2 novembre 1892, a, par un procès-verbal régulier, relevé dans ces ateliers 7 infractions aux prescriptions de cette loi; qu'à la suite de ce procès-verbal, Patard a été poursuivi devant le tribunal de simple police, qui l'a relaxé par ce motif que les dispositions de la loi de 1892 sont inapplicables à la partie des opérations de Patard incriminée par la poursuite;

Attendu que la loi du 2 novembre 1892 n'a entendu réglementer que le travail industriel; que l'élevage des lapins fait en vue de tirer profit des poils de ces animaux est une opération qui n'a rien d'industriel, puisqu'elle tend uniquement à recueillir un produit naturel;

Que le caractère agricole de cette opération ne saurait être modifié par l'emploi industriel que son auteur fait ultérieurement des produits qu'il a recueillis et qu'il est, d'autre part, sans importance au point de vue de la détermination de ce caractère, que l'élevage et l'épilage des lapins aient lieu dans des locaux dépendant d'un établissement industriel,.....

Par ces motifs,

Rejette, etc.

COUR DE CASSATION. (Ch. crim.), 24 octobre 1901. — Pourvoi du Ministère public contre un jugement rendu par le tribunal de simple police de Lons-le-Saulnier, le 27 avril 1901.

Loi du 29 décembre 1900. — Étalages de marchandises sur la voie publique.

L'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900, prescrivant que les magasins, boutiques ou autres locaux en dépendant doivent être munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées, est applicable aux étalages établis sur la voie publique et dépendant de ces magasins ou boutiques.

EXTRAIT DE L'ARRÊT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900 ainsi conçu : « Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées »;

Attendu que Godde, autorisé à installer un étalage sur la voie publique, avait préposé deux femmes à la surveillance et à la vente des marchandises ainsi placées et n'avait pas mis de sièges à leur disposition;

Attendu que traduit, comme coupable de deux contraventions, devant le tribunal de simple police de Lyon, il a été renvoyé des fins de la poursuite par ce motif « qu'il est im-

possible de qualifier de salle, même en donnant à ce mot le sens le plus large et le plus étendu, la voie publique sur laquelle un commerçant a été autorisé à établir son étalage »;

Attendu qu'il faut chercher la pensée de la loi dans ces mots : *les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant*; que le commerçant qui étale des marchandises sur la voie publique la transforme par cela même en une dépendance de son magasin ou de sa boutique; et que par chaque salle, le texte ci-dessus transcrit entend chaque local où des marchandises sont manutentionnées ou offertes au public par un personnel féminin;

Par ces motifs, faisant droit au pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Lyon,

CASSE et ANULE le jugement rendu par ce tribunal, etc

COUR DE CASSATION. (Ch. crim.), 31 octobre 1901. — Pourvoi du ministère public contre un jugement rendu par le tribunal de simple police de Lyon, le 14 août 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1902 (1). — La situation générale du travail dans l'industrie s'est enfin relevée de la dépression constatée pendant si longtemps, grâce surtout à une forte reprise des affaires dans les *textiles*. L'amélioration est très sensible, en dépit d'une diminution croissante de la production minière.

Les renseignements fournis par les offices de placement des corporations, des municipalités ou de l'État dans 84 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de février 1901, une diminution du chômage dans 18 villes seulement, une augmentation dans 66.

Les placements effectués dans ces 84 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Février 1901...	21 815	15 590	37 405	46 723	11 541	58 264	214,2	74,0	155,8
Février 1902...	20 661	17 782	38 443	65 298	14 765	80 064	315,9	83,0	208,3

Grèves en février 1902. — 18 grèves nouvelles contre 25 en janvier 1902 et 43 en février 1901. Les grèves les plus importantes ont éclaté dans le travail du bois et des métaux, ainsi que dans les *textiles*.

Les grèves et lock-outs en 1900 (2). — On a compté 1 462 grèves, dont 1 433 se sont terminées au cours de l'année en question, et sur lesquelles portent exclusivement les principales données de la statistique officielle : causes, durée, résultats, nombre des établissements atteints et des grévistes.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces 1 433 conflits s'élève à 122 803, répartis entre 7 740 exploitations.

Le nombre des journées de chômage des grévistes n'est pas indiqué par la statistique pour 1900; mais on évalue, approximativement, les pertes de salaires qu'ils ont subies à 6 750 000 francs.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison du mouvement gréviste de 1900 avec celui de l'année 1899 :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	PERTES PÉCUNIAIRES.
1899.....	1 288	99 338	7 121	5 375 000 ^f environ.
1900.....	1 433	122 803	7 740	6 750 000 ^f environ.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après : *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1900*. Berlin, 1901 : Office impérial de statistique.

Les industries les plus atteintes ont été :

	GRÈVES.
Bâtiment.....	496
Travail du bois, tabletterie.....	197
Travail des pierres et terres.....	99
Travail des métaux.....	89
Alimentation.....	77
Textiles.....	73

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
	de	de	D'ÉTABLISSEMENTS atteints.
	GRÈVES.	GRÉVISTES	
Bâtiment.....	496	33 074	2 869
Travail du bois, tabletterie.....	197	21 257	2 232
Travail des pierres et terres.....	99	5 305	179
Travail des métaux.....	89	3 945	329
Alimentation.....	77	3 014	310
Textiles.....	73	6 928	138
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	73	7 584	636
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	66	7 395	200
Transport et manutention.....	58	9 116	243
Mines, forges, salines et tourbières.....	56	14 735	103

Les résultats pour l'ensemble des grèves, soit 1 433, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	NOMBRE de grèves.	PROPORTION p. % par rapport au total des grèves.	NOMBRE de grévistes.	PROPORTION p. % par rapport au total des grévistes.	NOMBRE d'établisse- ments atteints.	Proportion p. % par rapport au total des établisse- ments affectés.
Succès.....	275	19,2	12 713	10,3	849	11,0
Transactions,...	505	35,2	66 508	54,2	5 057	65,3
Échecs.....	653	45,6	43 582	35,5	1 834	23,7
TOTAL...	1 433	100,0	122 803	100,0	7 740	100,0

Quant au mode de solution des différends, il est intéressant de noter l'intervention médiatrice des conseils de prud'hommes dans 40 cas, en conformité de la loi du 29 juillet 1890.

GRÈVES.

Vêtement, nettoyage des étoffes.....	73
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	66
Transport et manutention, chargement et déchargement.....	58
Mines, forges, salines et tourbières.....	56

L'étendue, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants ressortent du tableau ci-dessous :

RÉSULTATS.			NOMBRE DE GRÈVES OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES.									
			Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.			
			Demande			Main- tien ou diminu- tion de la durée du travail.	Sup- pression ou réduc- tion des heures supplé- men- taires.	Divers.	Change- ment ou main- tien du mode de paye- ment des salaires.	De- mande de renvoi de supé- rieurs.	De- mande de réinté- gration d'ou- vriers congé- diés.	Causes ne ren- trant pas dans les ru- briques ci- contre.
			de main- tien.	d'aug- men- tation.	Divers.							
RÉSUS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.										
121	158	217	21	362	116	111	15	51	36	5	51	141
34	71	92	22	120	56	62	8	15	15	3	19	65
23	27	49	9	61	14	17	1	1	6	1	21	36
8	27	54	9	43	25	22	1	6	12	7	18	25
16	28	33	5	17	30	17	2	8	"	3	20	42
12	25	36	11	39	4	7	"	5	2	3	16	39
16	37	20	5	50	10	19	1	3	2	2	7	39
11	19	36	6	34	9	13	2	"	3	8	13	13
8	32	18	3	41	33	16	4	13	"	2	7	26
3	26	27	4	47	32	22	6	2	1	"	5	25

Des poursuites judiciaires ont été exercées au cours de 194 conflits, et 320 ont provoqué l'intervention de la police, sans conséquences pénales.

Locks-outs. — Les lock-outs ont été au nombre de 38, dont 35 levés au cours de l'année 1900, après avoir affecté 607 établissements et 9 085 ouvriers (1), parmi lesquels, en première ligne, les ouvriers des chantiers maritimes, les travailleurs du bois et ceux du bâtiment, puis les relieurs et les ouvriers de la confection pour hommes. Principales causes : dans 10 cas, participation des ouvriers, malgré défense, à la manifestation du 1^{er} mai ; dans 7, volonté des patrons de maintenir les anciens salaires et concurremment, dans 4 cas, la durée accoutumée du temps de travail. Les prétentions patronales aboutirent de point en point, dans 13 lock-outs ; partiellement dans 17, et tombèrent dans les 5 autres. Les conseils de prud'hommes s'érigèrent 5 fois en comités de conciliation.

(1) 226 autres travailleurs durent chômer par contre-coup.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1900⁽¹⁾. — Le nombre moyen des personnes assurées contre les accidents en 1900 s'élève à 18 893 000 personnes (18 246 000 en 1898). Ce total se compose de :

6 929 000 personnes appartenant à l'industrie;	
11 189 000 — à l'agriculture et aux travaux forestiers;	
775 000 — aux administrations publiques.	

Le nombre des accidents de personnes survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 107 654; il comprend :

52 904 accidents survenus dans les exploitations industrielles;	
50 311 — exploitations agricoles et forestières;	
4 439 — administrations publiques.	

Au point de vue des conséquences, les 107.654 accidents de l'année 1900 se décomposent ainsi qu'il suit :

Cas de mort	8 567	soit	7,9 p. %	du total.
Cas d'incapacité permanente totale	1 390		1,3	—
Cas d'incapacité permanente partielle ..	51 709		48,0	—
Cas d'incapacité temporaire de plus de 13 semaines	45 988		42,8	
TOTAL des accidents motivant in-				
demnité	107 654		100,0	

Le total des accidents déclarés s'élève à 454 341, dont 310 105 ont été déclarés aux corporations industrielles, 106 917 aux corporations agricoles et forestières, 34 655 aux administrations publiques et 2 664 aux établissements spéciaux d'assurance annexés aux corporations du bâtiment et des terrassiers.

Pour l'industrie en particulier, la statistique des accidents en 1900 se résume comme suit :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

	NOMBRES.	PROPORTIONS p. % du total des accidents motivants indemnité.	MOYENNES par 1 000 assurés.
Cas de mort	5 108	9,9	0,74
Cas d'incapacité permanente totale	592	1,1	0,08
Cas d'incapacité permanente partielle	24 790	48,0	3,58
Cas d'incapacité temporaire	21 207	41,0	3,06
ENSEMBLE des accidents indemnisés...	51 697	100,0	7,46
ENSEMBLE des accidents déclarés.....	310 105	"	44,76

Les moyennes rapportées au nombre des assurés mesurent la fréquence annuelle des accidents. Depuis le début de l'assurance, la fréquence annuelle des accidents a passé par les valeurs ci-après :

(1) D'après le compte rendu officiel. (*Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts*, janvier 1902.)

*Nombres annuels moyens, par 1 000 assurés, des accidents motivant indemnité
survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.*

ANNÉES.	CAS de mort.	CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE		CAS d'incapacité temporaire.	ENSEMBLE des accidents indemnités.
		totale.	partielle.		
1886.....	0,70	0,44	1,09	0,57	2,80
1887.....	0,77	0,73	2,11	0,53	4,14
1888.....	0,68	0,43	2,38	0,86	4,35
1889.....	0,71	0,49	2,70	0,81	4,71
1890.....	0,73	0,38	3,27	0,98	5,36
1891.....	0,71	0,32	3,42	1,10	5,55
1892.....	0,65	0,30	3,55	1,14	5,64
1893.....	0,69	0,27	3,82	1,25	6,03
1894.....	0,65	0,16	3,82	1,62	6,25
1895.....	0,67	0,15	3,57	1,85	6,24
1896.....	0,71	0,10	3,53	2,38	6,72
1897.....	0,70	0,10	3,52	2,59	6,91
1898.....	0,73	0,09	3,54	2,75	7,11
1899.....	0,72	0,09	3,58	3,00	7,39
1900.....	0,74	0,08	3,58	3,06	7,46

L'ensemble des accidents motivant indemnité a été en augmentant d'année en année, mais l'augmentation n'est due qu'aux accidents les moins graves (incapacité permanente partielle et incapacité temporaire).

La fréquence des cas de mort est sensiblement constante; les proportions annuelles oscillent légèrement autour de la moyenne, 0,70.

Les cas d'incapacité permanente totale ont diminué progressivement. Les chiffres des premières années ne sont si élevés que parce qu'ils représentaient, non des incapacités absolues réellement définitives, mais des incapacités dont la durée a dépassé six mois. Les derniers chiffres au contraire ont, par suite d'une appréciation plus stricte, la signification d'incapacités totales réellement définitives.

Résultats financiers.

Les dépenses de l'exercice 1900 s'élèvent à 101 250 425 marks (92 475 081 m. en 1899). Les corporations industrielles, en particulier, ont eu à supporter un chiffre de dépenses égal à 68 535 535 marks (62 137 412 m. en 1899).

Voici le détail de ces dépenses :

Dépenses des corporations industrielles en 1900.

	SOMMES.	MONTANT moyen par ouvrier assuré.	MONTANT moyen par 1 000 unités de salaire assuré.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités.....	58 587 133	8,46	10,85
Frais courants d'administration.....	6 387 059	0,93	1,18
Frais d'enquête.....	1 626 418	0,23	0,30
Frais de justice arbitrale.....	716 799	0,10	0,13
Frais de mesures préventives.....	1 186 815	0,17	0,22
Frais de premier établissement.....	26	0,00	0,00
Versements aux fonds de réserve.....	31 285	0,00	0,01
TOTAL des dépenses.....	68 535 535	9,89	12,69

Le tableau ci-après fait connaître comparativement depuis le début de l'assurance les valeurs annuelles, par 1 000 unités de salaire assuré, des dépenses to-

tales des corporations, et de la part de ces dépenses affectée aux secours et indemnités :

Montant annuel moyen, par 1 000 unités de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS et indemnités.
1886.....	4,62	0,77
1887.....	8,02	2,25
1888.....	9,50	3,27
1889.....	10,05	4,17
1890.....	10,46	5,13
1891.....	11,44	6,12
1892.....	12,59	7,28
1893.....	13,40	8,16
1894.....	13,74	9,06
1895.....	13,75	9,64
1896.....	12,97	9,87
1897.....	12,33	10,11
1898.....	12,16	10,27
1899.....	12,41	10,55
1900.....	12,69	10,85

Le montant moyen, par 1 000 unités de salaire, des dépenses affectées aux secours et indemnités mesure la *prime pure* (coût théorique) de l'assurance. Cette prime pure, dans la généralité des industries, va en augmentant d'année en année; ceci est une conséquence, non seulement de l'accroissement du nombre des accidents, mais aussi du système financier adopté en Allemagne, qui est celui de la répartition annuelle des charges. D'autre part, la prime pure varie considérablement suivant les industries, proportionnellement aux risques d'accidents qui leur sont propres. Voici, à titre d'exemples, les taux relevés en 1900 pour les principales corporations de l'Empire, ainsi que le taux des dépenses totales :

Montant moyen, par 1 000 unités de salaires assurés, des dépenses totales et des secours et indemnités alloués en 1900.

CORPORATIONS.	SECOURS et indemnités. (Prime pure.)	DÉPENSES TOTALES. (Prime globale.)
Mines.....	17,33	18,70
Carrières.....	15,53	18,34
Industries du fer et de l'acier.....	10,13	11,49
Industries chimiques.....	10,87	13,65
Verrerie.....	5,32	6,32
Industries céramiques.....	3,88	4,61
Industries textiles.....	4,94	5,81
Industries du cuir.....	7,14	8,60
Industries du bois.....	12,98	15,16
Brasserie.....	18,73	22,88
Meunerie.....	23,25	28,36
Sucrerie.....	15,32	17,86
Distillerie.....	12,79	15,55
Industries du bâtiment.....	12,96	15,35
Conduite des voitures.....	24,13	29,55
Navigation intérieure.....	17,25	20,44
Navigation maritime.....	18,16	24,68
Tramways.....	6,14	7,40
Chemins de fer privés.....	11,89	12,99
Industries typographiques.....	2,50	3,27

AUTRICHE.

Grèves en décembre 1901. — 10 nouvelles grèves, avec 1 902 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et pour la fabrication des *machines, appareils, instruments et moyens de transport* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 4 succès, 1 transaction, 3 échecs (1). Causes : insuffisance de salaires, 4 cas ; questions relatives à la durée du travail, 1 cas ; motifs divers, 5.

Placement en décembre 1901. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 748 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
329	99	228	30	101	44	90	46	65	24	46	28

Les grèves et lock-outs en 1900 (2). — On a compté 303 grèves, avec 105 128 grévistes, ayant chômé 3 483 963 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 1 003, soit les 67,29 p. % de la totalité des exploitations industrielles. Les chiffres correspondants de l'année précédente sont rappelés ci-dessous.

ANNÉES.	NOMBRE			PROPORTION p. o/o des grévistes par rapport au personnel des maisons intéressées.	NOMBRE de journées de travail perdues.
	de grèves.	d'éta- blissements intéressés.	de grévistes.		
1899.....	311	1 330	54 763	60,23	1 029 937
1900.....	303	1 003	105 128	67,29	3 483 963

Les grèves de 1900 sont remarquables par l'augmentation sensible des grévistes et des jours de chômage, due aux conflits particulièrement nombreux et importants dans les mines. Ils ont été signalés surtout en Basse-Autriche, en Bohême, Moravie et Galicie, pour les *mines, les métaux, le bois, l'industrie des cuirs, peaux, soies, crins et plumes, les textiles, le vêtement et les modes, les industries graphiques.*

(1) Résultat encore inconnu dans 2 cas.

(2) D'après : *Arbeitseinstellungen und Ansperrungen in Oesterreich während des Jahres 1900.* (Ministère du commerce ; service de la statistique du travail.)

L'importance ainsi que les résultats des grèves dans les principaux groupes industriels ressortent du tableau suivant :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	PRO- PORTION p. o/o du nombre des grèves. (303)	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes. (105 128)	RÉSULTATS.		
					Proportion p. o/o des conflits où les grévistes ont obtenu :		
					Réussite.	Trans- action.	Échec.
Mines.....	40	13,2	78 791	74,95	15,00	52,50	32,50
Industrie des pierres et terres, de l'argile et du verre.....	19	6,2	574	0,55	26,32	31,58	42,10
Travail des métaux.....	26	8,5	1 977	1,88	26,92	38,46	34,62
Fabrication de machines, appa- reils, instruments et moyens de transport.....	13	4,3	519	0,49	23,08	23,08	53,84
Industrie du bois (letterie) et du caoutchouc.....	34	10,1	1 391	1,32	29,41	29,41	41,18
Cuir et peaux, soies, crins et plumes.....	20	6,5	604	0,58	30,00	55,00	15,00
Textiles.....	56	18,0	12 010	11,42	8,93	62,50	28,57
Vêtements et modes.....	27	9,1	1 644	1,56	11,11	77,78	11,11
Industries du papier.....	9	3,0	1 004	0,96	33,33	44,45	22,22
Produits alimentaires.....	8	2,6	229	0,22	"	25,00	75,00
Industries chimiques.....	2	0,66	83	0,08	"	50,00	50,00
Bâtiments.....	23	7,5	4 849	4,61	21,74	26,09	52,17
Industries graphiques.....	17	5,6	204	0,19	35,29	17,65	47,06
Transports et maintenance....	2	0,66	546	0,52	50,00	50,00	"

Classées d'après leurs causes, les grèves de 1900 se répartissent ainsi(1) :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de grèves où la cause a été invoquée.	PRO- PORTION p. o/o du nombre des grèves. (303)	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes. (105 128)	RÉSULTATS.		
					Proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu pour chaque cause :		
					Réus- site.	Trans- action.	Échec.
1	2	3	4	5	6	7	8
Questions de salaires.....	221	72,94	94856	90,23	6,11	82,88	11,01
Questions relatives à la durée du travail.....	117	38,61	84511	80,39	5,78	48,15	46,07
Autres motifs.....	164	54,13	94829	90,40	8,68	71,60	19,72

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées, et par les patrons et par les ouvriers, à raison des grèves de 1900, la statistique n'a pu nécessairement

(1) On remarquera que ce tableau ne comporte pas de totaux en bas des colonnes 2 et 4. En effet les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportant à plusieurs causes, ces totaux ne seraient pas les nombres absolus de grèves (303) et de grévistes (105 128) et n'auraient par suite aucune signification. C'est par rapport à ces nombres absolus que sont pris les p. % des colonnes 3 et 5. Les chiffres des colonnes 6, 7 et 8 s'obtiennent en divisant par le nombre absolu des grévistes dans chaque cause (col. 4), les nombres absolus de ceux qui pour chacune ont obtenu réussite, transaction, échec.

arriver qu'à des approximations, sauf pour les mines où le retrait de la production est évalué assez exactement à :

47 300 000 tonnes de houille;	
1 100 000 — coke;	
12 000 — minerai de zinc.	

La somme totale perdue en salaires par les travailleurs serait à peu près de 10 934 700 francs, contre 2 354 100 francs en 1899 pour 54 763 grévistes (1).

Les grèves de 1900 entraîneront 871 arrestations, dont 540 non maintenues; 10 interdictions de séjour dans les localités, théâtres de conflits; 59 expulsions; 674 condamnations, dont 77 de simple police et 597 prononcées par les tribunaux, toutes répressions motivées principalement par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

Lock-outs. — Il en a été déclaré 10, répartis entre 58 établissements. On a compté 2 317 ouvriers atteints sur un personnel total de 4 521 travailleurs, soit une proportion de 75,81 p. %.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison de ces données avec celles de l'année précédente.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTA- BLISSEMENTS atteints.	PER- SONNEL.	OUVRIERS renvoyés.	P. o/o du personnel.
1899.....	5	38	5 671	3 457	60,96
1900.....	10	58	5 324	4 036	75,81

L'assurance contre les accidents en 1899 (2).

I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

L'assurance contre les accidents s'est étendue, en 1899, à 2 334 561 personnes, occupées dans 265 955 entreprises. Ces totaux se décomposent en :

A. Industrie : Personnes assurées.....	1 699 696
Entreprises assurées.....	92 587
B. Agriculture et forêts : Personnes assurées.....	634 865
Entreprises assurées.....	173 168

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1899, à 79 260 (75 146 en 1898), parmi lesquels 22 666 ont motivé indemnité, en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

Cas de mort.....	1 044, soit..	4,6 p. % du total.
Cas d'incapacité de travail permanente....	6 002, soit..	26,2 —
Cas d'incapacité de travail temporaire (de plus de 4 semaines).....	15 620, soit..	69,2 —

Si l'on considère séparément les accidents survenus dans les exploitations indus-

(1) Nombre des chômeurs involontaires en 1900 : 7 737 avec un chômage forcé de 191 753 journées, se traduisant par une perte nette d'environ 396 900 francs.

(2) D'après le compte rendu officiel.

trielles et dans les exploitations agricoles, on trouve, par rapport à 1 000 têtes assurées, les proportions ci-après :

1° Industrie.

Nombre, par 1 000 assurés, des cas :	ANNÉES.									
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
De mort.....	0,58	0,56	0,55	0,58	0,58	0,58	0,62	0,59	0,58	0,60
D'incapacité permanente..	1,61	2,04	2,35	2,86	3,09	3,39	3,50	3,06	3,01	3,35
D'incapacité temporaire, de plus de 4 semaines.	4,99	6,15	6,10	6,37	7,07	7,50	8,10	8,63	8,73	9,00
TOTAL des accidents mo- tivant indemnité.....	7,18	8,75	9,00	9,81	10,74	11,47	12,22	12,28	12,32	12,95

Ces chiffres expriment la fréquence annuelle moyenne des accidents dans l'industrie. Si l'on veut déterminer exactement la valeur de ce risque global, il importe d'éliminer l'influence des variations dues au chômage. Dans ce cas, il faut rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs-complets* (*Vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux annuels des heures de travail, divisés par 3 000. On obtient alors les proportions suivantes, plus élevées que les précédentes, parce que le nombre effectif des heures de travail par tête et par an est inférieur à 3 000.

Nombre, par 1.000 travail- leurs-complets, des cas :	ANNÉES.									
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
De mort.....	0,65	0,65	0,64	0,68	0,67	0,68	0,73	0,69	0,69	0,67
D'incapacité permanente..	1,82	2,34	2,71	3,35	3,61	3,92	4,10	3,44	3,64	4,65
D'incapacité temporaire..	5,59	7,07	7,06	7,46	8,26	8,72	9,48	10,27	10,53	10,17
TOTAL des accidents mo- tivant indemnité....	8,06	10,06	10,41	11,49	12,54	13,32	14,31	14,40	14,86	15,49

2° Agriculture et Forêts.

Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	ANNÉES.									
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
De mort.....	0,09	0,06	0,05	0,06	0,05	0,05	0,04	0,04	0,05	0,04
D'incapacité permanente..	0,45	0,48	0,47	0,46	0,53	0,53	0,47	0,57	0,56	0,48
D'incapacité temporaire..	0,42	0,43	0,52	0,47	0,53	0,53	0,57	0,56	0,54	0,49
TOTAL des accidents mo- tivant indemnité.....	0,96	0,97	1,04	0,99	1,11	1,11	1,08	1,17	1,15	1,01

Les moyennes relatives au groupe de l'agriculture ne sont si faibles que parce que les ouvriers auxquels sont rapportés les nombres d'accidents sont assurés chacun seulement pour quelques heures par an. Elles n'expriment donc pas les risques des travaux avec une approximation comparable à celles qui sont rela-

(1) La valeur nominale de la couronne austro-hongroise est de 0 gr. 3048 d'or fin, soit 1 fr. 05.

tives à l'industrie. Si l'on veut, comme plus haut, évaluer le risque propre des travaux agricoles et forestiers soumis à l'assurance, risque très élevé comme le montre le tableau ci-dessous, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs-complets* :

	ANNÉES.								
	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
Nombre, par 1 000 travailleurs-complets, des cas :									
De mort.....	1,02	0,70	0,93	0,85	0,98	0,78	0,73	0,99	0,85
D'incapacité permanente..	8,18	6,55	7,00	8,45	9,50	9,23	10,84	11,63	10,35
D'incapacité temporaire...	7,36	7,28	7,19	8,30	9,57	11,28	10,66	11,29	10,52
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	16,56	14,53	15,12	17,60	20,05	21,29	22,23	23,91	21,72

On voit que le risque inhérent à ces travaux (emplois de moteurs dans les exploitations agricoles et forestières) est sensiblement supérieur à celui de l'industrie proprement dite.

II. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé en 1899 à 26 131 671 couronnes (1); l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 33 665 076 couronnes. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 7 533 405 couronnes. (En 1898, les recettes avaient été de 22 789 634 couronnes et les dépenses de 24 129 762 couronnes, avec un excédent de dépenses de 1 340 128 couronnes.)

Le montant total des cotisations payées pour l'exercice est de 22 766 349 couronnes. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 1 125 780 000 couronnes, le taux moyen de la cotisation, par 1 000 unités de salaire, ressort à 20,2. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 9 cour. 75.

Voici, pour la période 1890-1899, les valeurs de ces deux moyennes :

	ANNÉES.									
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.
Taux moyen de la cotisation :	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.	cou- ronnes.
1° Par tête assurée.....	5 34	5 20	5 36	5 64	5 54	7 18	7 56	8 30	9 28	9 75
2° Par 1.000 couronnes de salaire.....	13 96	13 66	13 72	13 69	13 65	15 20	15 60	17 12	19 02	20 24

L'augmentation progressive du taux des cotisations a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit. L'accroissement continu de la fréquence des accidents en est la cause, car les prévisions, basées nécessairement sur les statistiques des années antérieures, sont ainsi toujours insuffisantes.

Voici le détail des dépenses des établissements d'assurances :

	1899. — couronnes.	1898. — couronnes.
Indemnités.....	11 347 574	9 585 974
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion..	2 271 368	2 017 790
Dépenses diverses.....	1 752 438	265 472
Constitution de capitaux de couverture.....	18 267 769	12 234 254
Versements au fonds de réserve.....	25 927	26 272
	33 665 076	24 129 762

Le total 11 347 574 couronnes, représentant les indemnités, se décompose comme suit :

	1899. — couronnes.	1898. — couronnes.
Frais funéraires.....	43 967	39 992
Rentes payées... { aux veuves.....	697 179	584 766
{ aux enfants.....	766 403	636 308
{ aux ascendants.....	68 830	56 388
Rentes payées aux { pendant le traitement....	2 346 008	2 058 420
victimes { après le traitement.....	7 190 958	5 972 950
Liquidation faite aux veuves remariées et divers.	234 229	237 150
	11 347 574	9 585 974

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accident mortel 2 256 nouvelles rentes, comprenant :

741 rentes de veuves, pour.....	138 561	couronnes de rente.
1 425 rentes d'orphelins, pour.....	174 554	—
90 rentes d'ascendants, pour.....	13 176	—

Le montant total des rentes aux ayants droit accordées pendant l'année se monte, par conséquent, à 326 291 couronnes.

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 5 830 rentes, pour une somme de 1 129 631 couronnes, ce qui porte à 8 086 le nombre des rentes constituées au cours de l'exercice et à 1 455 922 couronnes leur montant.

BELGIQUE.

Revue du travail en janvier 1902. — Légère amélioration en janvier, dans la situation générale; le rapport entre les demandes et les offres d'emploi, dans les treize offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements est un peu plus favorable: 322 offres des patrons pour 852 demandes des ouvriers (hommes), soit 264 p. %. Le mois passé, 734 demandes pour 279 offres, soit 283 p. % et en janvier 1901, 954 demandes pour 667 offres, soit 143 p. %. La construction du matériel de chemin de fer reste favorisée; situation moins tendue qu'auparavant pour la sidérurgie. La filature du coton est plus ferme. Les métiers du bâtiment ont bénéficié d'une température exceptionnellement clémente. Dans le vêtement, l'activité a faibli. Les autres industries ont conservé la même allure que le mois précédent,

Grèves en janvier 1902. — Cinq grèves nouvelles, avec 896 grévistes et 333 chômeurs. Trois conflits dans l'industrie houillère; un dans le tissage et l'autre dans la fabrication du verre à vitre.

Sur cinq grèves terminées en janvier, quatre échecs avec 598 ouvriers; une transaction avec 230 grévistes.

Les associations d'intérêt agricole en 1900. — Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur l'état de l'association agricole en Belgique, surtout si on le rapproche de la faible proportion relative des agriculteurs dans la population totale de ce pays. En effet, d'après l'*Annuaire statistique* de 1900, la Belgique ne comptait que 649 252 personnes, patrons et ouvriers de l'un et l'autre sexe, adonnés aux travaux agricoles, horticoles ou sylvicoles, sur une population totale de 6 744 532 habitants, soit une proportion de 9,6 p. %.

En France, la population active adonnée aux travaux de l'agriculture et des forêts était de 8 430 000 personnes au recensement de 1896 sur une population présente totale de 38 269 000, soit une proportion de 22 p. %.

Au 31 décembre 1900, il existait en Belgique 3 531 sociétés agricoles, avec 283 928 membres, savoir :

DÉSIGNATION.	NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de mem- bres.	RE- CETTES.	DÉ- PENSES.	OBSERVATIONS.
			fr.	f..	
Comices agricoles.....	156	28 133	386 232	274 428	
Ligues agricoles.....	626	45 000	"	"	
Sociétés apicoles.....	427	10 262	25 195	22 706	
Sociétés horticoles.....	127	18 794	158 000	"	
Sociétés avicoles.....	51	3 228	31 000	30 000	
Syndicats pour l'amélioration des races bovinnes.....	302	12 314	131 625	126 197	Possèdent plus de 44.000 têtes bovi- nes inscrites.
Syndicats betteraviers.....	30	.....	.....	.....	Ont pour but le pesage, le tarage et la prise de densité des betteraves li- vrées par les membres aux sucreries. La valeur des betteraves qu'ils contrôlent dépasse 3 millions de francs.
Syndicats achat semences, etc.	731	51 979	.....	.....	11.192.393 francs d'achats en 1900 soit 215 francs par membre.
Laiteries coopératives.....	356	40 706	.....	.....	Le nombre moyen de vaches possé- dées par chaque sociétaire n'atteint pas trois têtes. — 20.772.921 francs de ventes en 1900.
Sociétés de crédit agricole.....	264	11 669			
Sociétés d'assurance du bétail..	641	61 843			
TOTAUX.....	3 531	283 928			

Voici le détail des opérations de quelques-unes des sociétés ci-dessus :

Syndicats d'achat.

Semences.....	230 954 ^f
Engrais.....	6 091 378
Matières alimentaires.....	4 442 220
Machines.....	181 466
Divers (charbon, épicerie, etc.).....	246 375
TOTAL.....	11 192 393

Laiteries coopératives. — Le chiffre des ventes de 1900 se subdivise comme suit :

Lait.....	98 570 ^f
Beurre.....	20 506 917
Fromage.....	24 937
Autres produits.....	142 496
TOTAL	20 772 921

Sociétés de crédit agricoles. — Ces associations se divisent en quatre catégories :

Les *comptoirs agricoles*, au nombre de 9, qui, en 1900, ont consenti 227 prêts se montant ensemble à 1 296 105 francs.

Les *sociétés de crédit agricole* instituées d'après les principes de *Schulze-Delitzsch*, au nombre de deux, ayant consenti 717 prêts s'élevant à 211.728 francs.

264 *caisses Raffeisen*, possédant 11.669 membres, ayant consenti 2 269 prêts pour une somme de 1 million et demi.

Il existe six *caisses centrales de crédit agricole* ; Louvain, Liège, Enghien, Arlon, Bruges et Ermeton-sur-Biert, affiliant ensemble 257 caisses locales. Ces caisses centrales servent d'intermédiaires entre la Caisse générale d'épargne et de retraite et les caisses locales.

Sociétés d'assurance du bétail. — La valeur des animaux assurés dépasse 60 millions de francs.

Le nombre des sinistres s'est élevé, en 1900, à 5 276.

Les membres ont versé 435.826 francs et se sont partagé, pour indemnités, 504.676 francs. On sait que le gouvernement intervient, dans le payement des indemnités, pour certains cas de mortalité du bétail.

L'actif de ces sociétés d'assurance s'élevait à 336-310 francs au 31 décembre 1900.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février 1902. (1) — Le marché du travail a montré une légère amélioration en février en comparaison avec le mois précédent.

4,3 p. % de chômeurs dans 151 trade-unions groupant 562,000 membres contre 4,4 p. % en janvier 1902 et 3,9 p. % en février 1901.

5,39 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 489,000 mineurs contre 5,26 en janvier 1902 et 5,19 en février 1901.

315 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1902, avec 22,000 ouvriers contre 317 en janvier 1902 et 290 en février 1901.

92 p. % du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en février 1902 (comportant un effectif global de 80,000 ouvrières) contre 93 p. % en janvier 1902 et 76 p. % en février 1901.

En comparaison avec l'année précédente à pareille époque, il y a amélioration dans les charbonnages, les industries du fer, de l'acier et du coton ; par contre, il y a ralentissement dans la construction mécanique, la construction navale, le bâtiment et diverses autres industries.

Grèves. — 18 nouvelles grèves en février 1902 avec 6 950 chômeurs, contre

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Commissioner of Labour* (*Labour Gazette*).

33 grèves avec 24 000 chômeurs en janvier 1902, et 25, avec 6 000 chômeurs en février 1901. Parmi les nouvelles grèves de février, il y en a eu 4 dans les mines, 3 dans les textiles, 3 dans le vêtement, 8 dans les autres industries. Parmi les 20 grèves, anciennes et nouvelles, enveloppant 6 762 ouvriers, terminées en février, 6 (avec 1 923 grévistes), ont abouti à une réussite ; 6 (avec 2 535 grévistes), à un échec, et 8 (avec 2 304 grévistes), à une transaction.

La réparation des accidents du travail en 1900 (1). — Pendant l'année 1900, les tribunaux de Comté et les arbitres nommés par ces tribunaux ont eu à connaître, par application de la loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail, de 1 145 affaires. De plus, 407 affaires qui avaient été d'abord portées devant ces tribunaux furent retirées, soit pour être réglées à l'amiable, soit pour d'autres motifs.

Dans 331 cas, l'indemnité a été payée en capital ; dans 536 cas, l'indemnité a consisté en un paiement hebdomadaire ; 248 cas se rapportaient à des accidents mortels. Défalcation faite de 3 cas de mort où les défunts ne laissaient pas d'ayants droit, il a été versé 40 042 £ aux ayants droit des 245 autres ouvriers tués.

Les 536 cas concernant lesquels le règlement s'est effectué sous forme d'indemnité payée par semaine comprennent 300 cas d'incapacité totale de travail et 236 cas d'incapacité partielle. Le montant moyen de l'indemnité hebdomadaire qui a été allouée pour les cas d'incapacité totale est de 11 s. 6 d., et pour les cas d'incapacité partielle de 10 s. 9 d.

Les accidents qui ont été portés à la connaissance des tribunaux de Comté se divisent, d'après la branche d'industrie, de la manière suivante :

	NOMBRE DES ACCIDENTS portés à la connaissance des tribunaux de Comté.	
	En 1899.	En 1900.
Chemins de fer.....	104	157
Fabriques.....	686	764
Mines.....	233	271
Carrières.....	51	43
Ateliers de construction de machines.....	114	166
Bâtiment.....	150	151
TOTAL.....	1 347	1 552

En outre, les tribunaux ont eu connaissance, après règlement, de 1 188 affaires qui ont été réglées, soit à l'amiable, soit par des comités d'arbitrage, soit par un arbitre privé. Pour cette catégorie d'accidents, le montant moyen de la réparation pécuniaire paraît avoir été plus élevé que pour les accidents qui ont été portés devant les tribunaux. L'indemnité moyenne allouée aux ayants droit, en cas de mort, ressort à 171 £. L'indemnité hebdomadaire moyenne payée aux blessés ressort à 14 s. 3 d. pour les cas d'incapacité totale, et à 13 s. 1 d. pour les cas d'incapacité partielle.

(1) D'après le rapport officiel publié par le Home Office.

SUISSE.

Les grèves et lock-outs de 1860 à 1900. — La statistique accuse, durant cette période, 1 001 conflits (dont 82 afférents à l'année 1900), qui se décomposent ainsi :

Grèves pour des questions de salaires.....	463
Grèves offensives.....	295
Grèves défensives.....	212
Lock-outs.....	31
TOTAL.....	1 001

Les causes des grèves peuvent se ranger sous deux chefs principaux :

CAUSES.	NOMBRE DE CAS.
Demandes d'augmentation de salaire ou de réduction du temps de travail à 11, 10 et 9 heures.....	693
Diminution des salaires et autres conditions de travail plus mauvaises.	308

Les résultats, connus dans 904 conflits, se répartissent de la façon suivante :

CAUSES.	SUCCÈS.	TRANSACTIONS.	ÉCHECS.	TOTAUX.
Grèves pour des questions de salaires.	199	118	99	416
Grèves offensives.....	128	76	70	274
Grèves défensives.....	99	35	54	188
Lock-outs.....	7	6	13	26
ENSEMBLE.....	433	235	236	904

Enfin, la participation des groupes professionnels au mouvement gréviste envisagé s'établit comme suit :

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE de conflits par catégorie.	RÉSULTATS :	
		Succès.	Échecs.
Industries polygraphiques.....	97	62	35
Bâtiment.....	355	222	133
Horlogerie-bijouterie.....	92	72	20
Vêtement.....	137	104	33
Travail des métaux.....	137	90	47
Autres industries.....	183	117	66
TOTAUX.....	1 001	667	334

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 2 mars 1902, autorisant les communes des départements éprouvés par la crise viticole à contracter des emprunts, en dehors des formalités d'usage, pour remédier au chômage.

(J. O. du 7 mars 1902.)

Art. 1^{er}. — Dans les départements éprouvés par la crise viticole, les communes peuvent

voter, avec la seule approbation du préfet, des emprunts destinés à des travaux d'utilité communale pour les ouvriers privés de travail, ainsi que les impositions nécessaires au remboursement.

Le montant de ces emprunts, déterminés d'après la population de la commune, ne pourra dépasser deux francs (2 fr.) par habitant et la durée du remboursement n'excédera pas dix ans.

En dehors de ces limites, l'approbation desdits emprunts restera soumise aux règles ordinaires.

ART. 2. — La présente loi n'aura d'effet que pendant un délai de deux ans, à partir de sa promulgation.

Décret du 17 janvier 1902 rendant applicable aux colonies soumises au régime métropolitain la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuel.

(J. O. du 23 janvier 1902.)

Décret du 9 février 1902, portant création d'un conseil de prud'hommes à Remiremont (Vosges).

(J. O. du 15 février 1902.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de février 1902, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 février 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi de M. Mirman, ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle résultant de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 2946).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 10 février 1902. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption.

Chômage. — *Sénat.* — Séance du 20 février 1902. — Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à autoriser les communes des départements frappés par la crise viticole à emprunter, en dehors des formalités d'usage, les sommes nécessaires pour venir en aide, par l'ouverture de travaux d'utilité publique, aux travailleurs réduits au chômage. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption (1).

Crédit agricole. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 février 1902. — Dépôt, par M. Lemire, d'un rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899, relative à l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel. (Doc. parl. n° 3022.)

(1) Loi du 2 mars 1902. (J. O. du 5 mars 1902.)

Durée du travail dans les mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 février 1902. — Suite de la discussion de la proposition de loi de M. Basly tendant à limiter la journée de travail dans les mines. — Adoption de cette proposition de loi.

————— *Sénat.* — Séance du 6 février 1902. — Communication de cette proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. — (Doc. parl. n° 39.)

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 13 février 1902. — Dépôt, par M. Strauss, d'une proposition de loi ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. (Doc. parl. n° 42.)

————— *Sénat.* — Séance du 27 février. — Dépôt, par M. Huguët, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 98.)

Hygiène publique. — *Sénat.* — Séance du 4 février 1902. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique. — Adoption (1).

Hygiène et Sécurité. — *Chambre des députés.* — Séance des 3 et 6 février 1902. — Projet de loi portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 13 février 1902. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 50.)

Payement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 6 février 1902. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers. — Première délibération. — Renvoi de la discussion.

Placement. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 février 1902. — Communication de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toute profession. (Doc. parl. n° 2940.)

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 février 1902. — Dépôt, par M. Dejeante, d'une proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés le bénéfice de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 2954.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats patronaux, etc., et 2° par les correspondants (2).

Bouches-du-Rhône. — Dans la *minoterie* et la *fabrique de semoules*, le travail est en diminution sensible sur l'an dernier; les usines ont réduit leur production. La main-d'œuvre est abondante et des chômages partiels l'ont atteinte à plusieurs reprises. La fabrication des *huiles de graines*, après avoir été moins active, au cours du dernier trimestre de 1901, a repris au commencement de l'année 1902; la durée du travail est de 65 heures par semaine

(1) Loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique. (*J. O.* du 19 février 1902.)

(2) Sauf indication contraire, ces renseignements se rapportent au dernier trimestre de 1900.

en moyenne. Dans la *fabrique de savons*, le travail est sensiblement égal à l'an dernier, mais les cours pratiqués sont moins rémunérateurs par suite de la hausse des huiles et corps gras. Le nombre des établissements en activité n'a pas varié, il en est de même pour la durée du travail (60 heures par semaine); l'offre de la main-d'œuvre a été normale. Dans la *tonnellerie*, la concurrence étrangère a réduit la durée du travail à 30 heures par semaine en moyenne; les prix de façon sont sans changement. Dans le *tissage* et la *corderie de chanvre*, l'état de l'industrie est assez satisfaisant; l'activité est cependant un peu moindre que précédemment; peu de chômage, durée du travail 60 heures en moyenne par semaine. L'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique.

Finistère. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Morlaix, la situation générale, au point de vue de l'activité du travail, est plus satisfaisante que l'an dernier et, par rapport au trimestre précédent, il y a augmentation pour les travaux du bâtiment. Pas de changement dans le nombre des établissements, le taux des salaires et la durée du travail.

Ille-et-Vilaine. — Au cours du dernier semestre de 1901, dans la *laiterie-beurrerie*, la production et la vente ont été actives, les cours en hausse et avantageux, la main-d'œuvre suffisante. Travail maintenu dans les *mines*, prix de vente en baisse, main-d'œuvre très abondante. Dans les *carrières de pierres*, la production a été plutôt faible et les prix de vente sans changement; aucune variation dans les salaires et la durée du travail. La *minoterie* et la *brasserie* ont été peu actives, la vente étant difficile. La *fabrique de produits chimiques* reste stationnaire, la production et la vente sont assez actives et les cours sont plutôt avantageux. La main-d'œuvre est suffisante, il n'y a pas eu de chômage. Dans l'*imprimerie*, l'activité est normale et les salaires sans changement. Les prix de vente sont en baisse et désavantageux dans la *filature de chanvre*; la main-d'œuvre est abondante; il y a eu quelques jours de chômage par suite de réparations aux machines. La *tannerie* est sans changement, dans l'ensemble; la vente est assez active mais les prix, sans variation appréciable, restent peu avantageux. Production très active dans la fabrication des *chaussures* où toutes les catégories d'ouvriers ont été occupés à journées entières pendant les deux derniers mois de l'année pour l'article d'été. Pendant les mois précédents, de juillet à octobre, le chômage s'est fait sentir aussi fort que les années précédentes. Dans les *forges*, la production a été faible par défaut de commandes. Dans la *fonderie*, les prix de vente ont été en baisse et peu rémunérateurs; chômage et réduction de la durée du travail. Production et vente normales dans la *fabrique de métaux ouvrés*, pas de chômage, afflux de main-d'œuvre pour les manœuvres, pénurie d'ouvriers de métier. Dans la *construction mécanique* et de *machines agricoles*, la production a été assez active et la vente assez bonne; il y a plutôt défaut de main-d'œuvre; les salaires tendent à augmenter; la durée du travail est sans variation. La *scierie mécanique* et la *brosserie* n'ont montré qu'une faible activité. La production et la vente ont été bonnes pour la *verrerie*. Aucune variation sensible dans les industries du bâtiment. Les constructions navales ont été assez actives, les prix de vente et les salaires sont sans changement; il y a plutôt manque de main-d'œuvre.

Haute-Loire. — Pendant le deuxième semestre de 1901, la production dans les *mines de houille* a été active et les prix de vente, malgré leur fléchissement, sont restés avantageux; toute la main-d'œuvre offerte a été occupée. Activité normale dans les *mines d'antimoine* où les prix stationnaires sont rémunérateurs; satisfaisante dans la *minoterie* et la *chocolaterie*; plutôt faible dans la *malterie*. Pas d'amélioration dans la *rubannerie* et la *fabrique de dentelles*. La *passenterie* a eu une production et une vente satisfaisantes par suite des demandes de la mode. Activité normale dans le *moulinage de la soie* avec des cours assez avantageux. Pas de changement notable dans la *fonderie*, la *serrurerie*, la *fabrique de faux et faucilles*, la *papeterie* et la *ciergerie*. Travail très actif dans la *verrerie* à bouteilles; assez satisfaisant dans la *poterie*; plutôt faible dans la *chaufournerie*.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Au cours du deuxième semestre 1901, les *filatures de laines peignées* ont été bien alimentées à des prix maintenus quoique insuffisamment rémunérateurs. Pour le *tissage de mérinos, serges et cachemires*, les affaires, assez calmes, ont eu une marche régulière et les cours se sont maintenus sans modification. La

saison a été bonne pour tous les genres de *nouveautés*, particulièrement en fantaisie, l'écoulement a été très facile, il n'est pas resté de stock. La demande a été active pour la *flanelle*, faible pour le *feutre*, qui marque une tendance à l'amélioration. En résumé, la marche des affaires, pendant le deuxième trimestre de 1901, a été tout à fait normale et les commissions en cours d'exécution assurent à l'industrie du tissage une bonne alimentation pour plusieurs mois.

La situation du commerce des *vins de Champagne* n'a pas subi de modification sur le semestre précédent; la diminution des exportations pour le marché anglais a persisté dans les mêmes proportions. Le progrès signalé dans l'augmentation des exportations pour les États-Unis d'Amérique s'est maintenu. L'exportation en Allemagne et la consommation du marché français sont en progrès. La *verrière* règle sa production sur la consommation en s'attachant à ne point constituer de stock. Les industries du *bâtiment* ne sont guère prospères par défaut de constructions neuves et certains entrepreneurs ont dû réduire leur personnel et la durée du travail.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE. — Au cours de l'année 1901, l'industrie *métallurgique* a continué à souffrir de la crise commencée en 1900; sauf les établissements de Fives-Lille, qui ont des travaux pour l'étranger et une commande de locomotives, les ateliers de *construction* et les *fonderies* de fer et de cuivre sont sans ordres et ont dû réduire le nombre de leurs ouvriers et la durée de la journée de travail, pour diminuer leur production de près de moitié. Les ateliers de *construction métallique* et de *serrurerie*, dont la production n'a pas été la moitié de la production moyenne des années depuis 1885 jusqu'à 1889, n'ont pu qu'avec de grandes difficultés occuper leur personnel; ils ont dû congédier une bonne partie des ouvriers embauchés en 1899 pour faire face à un excès de production.

La *filature de coton*, qui compte 1 million de broches à filer et 300,000 broches à retordre, n'a pas été favorisée en 1901 et les importations de filés anglais ont augmenté dans des proportions considérables. La *retorderie de coton* n'a pas donné les résultats satisfaisants de 1900 et beaucoup de maisons ont dû réduire leur production. La *teinture des fils* de coton et de lin s'est ressentie du ralentissement général des affaires. La *filatures de lin* a dû réduire d'un sixième sa production par suite de la hausse des lins en 1900, qui s'est encore accentuée en 1901. Le *tissage de toiles* a marqué peu d'activité, d'où des chômages partiels et des pertes de salaires. La *teinturerie de toiles*, subordonnée au tissage, a vu décroître son chiffre, de même que les industries annexes du *crémage* et du *blanchiment*.

La grande industrie *chimique* a été compromise par la mévente du produit principal, l'acide, qui sert de base aux autres fabrications. La vente des chlorures et des sulfates, sauf le sulfate de soude, a été assez satisfaisante. La campagne de 1901 a été défavorable pour la *sucrierie* par suite de la baisse des sucres tombés de 28 à 30 francs à 21 fr. 50, causée par la surproduction et la concurrence de la saccharine. Par suite du manque de débouchés, la *distillerie* a vu continuer la baisse déjà marquée en 1900 sur le prix de l'alcool. La *brasserie*, dont la prospérité est liée à celle des autres industries, a vu diminuer sa production. La *tannerie* a eu un courant d'affaires très calmes avec des cours peu rémunérateurs. La hausse des cuirs en poils, qui s'est élevée jusqu'à 20 p. % fin novembre, a obligé de restreindre la mise en fabrication. L'*imprimerie*, dans la région du Nord, s'est ressentie de la réaction qui a suivi l'Exposition de 1900; quelques maisons ont chômé pendant les mois de juillet, août et septembre. La baisse du travail a surtout atteint la fabrication d'étiquettes et chromos.

Tarn. — Pour l'industrie *textile*, la production n'a pas varié au cours du dernier trimestre de 1900, le nombre des broches en activité étant resté sensiblement le même. Aucune modification dans la durée du travail; il n'y a pas eu de chômages. La région de Mazamet souffre encore des perturbations amenées par la crise de l'industrie *lainière*, qui a occasionné la chute de maisons jusque-là très prospères. Pour la *chapellerie*, le travail a été plutôt calme, et un certain nombre d'ouvriers ont eu à subir du chômage. Par contre, la *mégisserie* est très active; tous les ouvriers ont été occupés et les cours ont été très rémunérateurs. L'inexistence de stock et les arrivages de peaux brutes font prévoir que les ouvriers seront occupés facilement pendant les premiers mois de 1902. Pour la *brosserie* et l'*arçonnerie*, l'écoulement des marchandises s'est fait régulièrement. Les *houillères* et les *verreries* sont sans changement. La production a été active et la vente satisfaisante dans la *métallurgie*. Les ateliers de

fonderie et de constructions mécaniques ont eu à lutter avec difficulté contre la concurrence des grands établissements.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 février.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail satisfaisant chez les *typographes*. Arrêt du travail chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers du *bâtiment*. A Oyonnax, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant chez les *typographes*. A Divonne-les-Bains, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; de même chez ceux de Thoiry.

Aisne. — A Laon, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*. A Saint-Quentin, pas de changement chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail abondant chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; 13 p. % de chômeurs, travail peu abondant chez les *tullistes en guipures*; 5 p. % de chômeurs, 52 heures, travail actif chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; 15 p. % de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *couvreurs-zingueurs*; 2 p. % de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 54 heures, travail assez actif chez les ouvriers en *instruments de musique*. Chômage presque général chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*. A Saint-Michel, travail peu actif chez les ouvriers en *chaussure*; travail plus actif chez les *mouleurs*. A Chauny, 7 p. % de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*; 32 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 50 heures chez les *carrossiers-selliers*. A Montluçon, 4 p. % de chômeurs, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 2 p. % de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*; chômage presque général chez les ouvriers du *bâtiment*. A Pouzy-Mésangy, 40 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *bûcherons*; moitié de chômeurs chez ceux de Lurcy-Lévy; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez ceux de Saint-Ennemond. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*. A Durdat-Larequille, pas de changement chez les *mineurs*; 4 p. % chez ceux de Doyet; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Hilaire; 1 jour de chômage par semaine chez ceux de Bézenet; travail moins actif chez ceux de Commentry.

A Vichy, moitié de chômeurs, 60 heures chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de changement, 63 heures, chez les *typographes*; 18 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *charpentiers* et les ouvriers en *voitures*; 18 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 16 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 13 p. % de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 44 p. % de chômeurs, saison mauvaise pour les *restaurateurs-limonadiers*; 19 p. % de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant chez les *menuisiers*; 12 p. % de chômeurs, 36 heures, chez les *électriciens-mécaniciens*; 40 p. % de chômeurs chez les *fumistes-tôliers*; de même et 48 heures chez les *maçons*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-stucateurs*; 5 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Cannes, 20 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeuses, 75 heures, chez les *couturières*; 13 p. % de chômeurs, 44 heures, travail peu actif chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; deux tiers de chômeurs environ chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *typographes*; 25 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 3 p. % de chômeurs, 50 heures en moyenne, travail actif chez les *mégissiers de rivière*; pas de changement chez les *métallurgistes*; travail un peu moins abondant que le mois dernier, 1 p. % de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, travail peu actif chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Aubenas, 6 p. % de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*.

Ardennes. — A Charleville, travail plus actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Sedan, 28 p. % de chômeurs, travail moins actif chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que l'an dernier chez ceux de Floing; pas de changement chez ceux de Francheval et de Pourru-aux-Bois.

A Fumay, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs*; travail abondant, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Haybes, moins de 1 p. % de chômeurs, 46 heures, chez les *ardoisiers*; 6 p. % de chômeurs, 57 heures (*mineurs*); 70 heures (*fondeurs*) chez ceux de Rimogne. A Deville, travail satisfaisant chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Vrigne-aux-Bois; pas de changement chez ceux de Vivier-au-Court. A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 11 p. % de chômeurs chez ceux des Vieilles-Forges. A Neufmanil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrans*.

Ariège. — A Lavelanet, 1 p. % de chômeurs chez les *tisseurs*. A la Bastide-sur-l'Hers, 5 p. o/o de chômeurs 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 5 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *filateurs*; 15 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *bonnetiers*; 1 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *teinturiers*; travail satisfaisant, 66 heures, chez les *mouleurs*; 3 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; morte-saison chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant pour certains articles chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Carcassonne, 30 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 7 p. % de chômeurs, 112 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 42 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 49 p. % de chômeurs chez les *mouleurs*; 46 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; 23 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Narbonne, moitié de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *cordonniers*; travail peu abondant chez les *tailleurs*; moitié de chômeurs chez les *menuisiers*; 25 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; 75 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail actif chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Decazeville, légère augmentation de travail chez les *métallurgistes*. A Millau, moitié de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 14 p. % de chômeurs, 70 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 12 p. % de chômeurs, journée de 14 heures, chez les *bouchers-charcutiers*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *conducteurs-imprimeurs*; 3 p. % de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 à 50 heures chez les *blanchisseurs*. 60 p. % de chômeurs chez les *calfat-perceurs*; 34 p. % chez les *tonneliers*.

Pas de changement chez les *mouleurs-noyauteurs*; de même chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *forgerons*; 24 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers *carreleurs*; 30 p. % de chômeurs chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les *maçons limousinants*; 80 p. % de chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; chômage général chez les *peintres en bâtiment*; 40 p. % de chômeurs chez les *peintres décorateurs*; pas de changement chez les *tuiliers-céramistes*.

Pas de changement chez les *employés de commerce*; 8 p. % de chômeurs chez les *marins*

du commerce; 7 p. % de chômeurs chez les *borneurs-remorqueurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers des ports et quais; nombreux chômeurs chez les ouvriers du débarquement des bois; travail plus abondant chez les *moëllonniers* du port; pas de changement chez les *cochers*; 60 p. % de chômeurs chez les *portefaix*.

A Arles, 40 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. % de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierres*. A Châteaurenard, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*; deux tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

A Berre, 3 p. % de chômeurs environ chez les *pêcheurs*; pas de changement chez ceux de Martigues. A Saint-Savournin, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau; 3 jours de chômage par semaine chez ceux de Gardonne. A Fontvieille, 8 p. % de chômeurs chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 5 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 30 p. % de chômeurs, 48 à 66 heures, chez les ouvriers *liniers* et *lainiers*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers *cotonniers*. A Guibray, travail moins actif que le mois dernier chez les *bonnetiers*. A Honfleur, 40 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, journée de 12 à 15 heures chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; 60 p. % de chômeurs chez les *terrassiers*; chômage presque général chez les *maçons*; les *couvreurs* et *zingueurs*; 70 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 40 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*; 50 p. % de chômeurs chez les *charpentiers*; travail peu abondant chez les *peintres* et *plâtriers*, les *ébénistes*, les *sabotiers* et *galochiers*; travail maintenu chez les *serruriers*; actif chez les ouvriers en *parapluies*.

A Champagnac, pas de changement chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; trois quarts de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail peu abondant chez les *métallurgistes*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 12 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. % de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 25 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Rochefort, 17 p. % de chômeurs, 105 à 115 heures de travail par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, mais travail moins abondant chez les *menuisiers-ébénistes*; un quart de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; 60 p. % de chômeurs chez les ouvriers des *quais et docks*.

A Saintes, 1 p. % de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *métallurgistes*. A Marennes, pas de changement, chez les ouvriers de la *glacière*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les *menuisiers*; 25 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *voitures*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 60 p. % de chômeurs chez les *peintres*; travail peu abondant pour les *employés de commerce*.

A Vierzon, pas de changement chez les *maçons*; un tiers environ de chômeurs chez les *journaliers*. A Saint-Amand, 14 p. % de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; travail peu actif chez les *plâtriers* et *peintres*. A Nérondes, 40 % de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *ouvriers agricoles*. A Apremont,

pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; de même, et 60 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; de la Chapelle-Hugon; de même, et 54 heures, chez ceux de Sancergues et de la Guerche; 20 p. % de chômeurs chez ceux de Torteron; 22 % de chômeurs chez ceux de Cuffy; pas de changement chez ceux de Vallenay. A Jussy-le-Chaudrier, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *chaufourniers*; travail actif, 54 heures, chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*; diminution du travail chez les *ébénistes*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, travail abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*; chômeurs plus nombreux que le mois dernier chez les *peintres* et *plâtriers*.

A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, travail assez actif chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 3 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Lavaveix-les-Mines, 3 p. % de chômeurs, 72 heures, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Montbéliard, nombreux chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Valentigney et de Beaulieu.

A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez les *filateurs de coton*. A Seloncourt, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *horlogers*; de même, 63 heures, chez ceux de Sainte-Suzanne.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres* et *marbriers*.

A Bourg-de-Péage, travail toujours peu actif chez les *chapeliers-fouleurs*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, mais 30 heures seulement chez les *carriers*. A Saint-Vallier, travail actif, 66 heures, chez les *carrossiers*; travail actif, pas de chômeurs chez les *tourneurs* et *modeleurs en porcelaines*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures, travail abondant chez les *tisseurs*. A Pont-de-l'Arche, 25 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *chaussonniers*.

Eure-et-Loir. — A Dreux, travail moins abondant chez les *cordonniers*. A Chartres, 19 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*; 6 p. % de chômeurs chez les *peintres*. A Nogent-le-Rotrou, travail satisfaisant chez les *typographes*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typo-*

graphes; 27 p. % de chômeurs, 71 heures, chez les *démolisieurs de navires*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 66 à 77 heures, chez les *charbonniers du port*.

A Morlaix, 20 p. % de chômeurs, 69 heures, chez les *cordiers*; pas de changement chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*. A Concarneau, 26 p. % de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; 75 p. % de chômeurs chez ceux d'Audierne. A Camfront, 10 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; 5 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; 25 p. % de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *charretiers et camionneurs*.

A Alais, 10 p. % de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Tréséols, pas de changement chez les *mineurs*. A Bessèges, travail satisfaisant chez les ouvriers des *laminoirs et forges*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 70 p. % de chômeurs chez les *sandaliers-semelleurs*; pas de changement chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *charrons*; 35 p. % de chômeurs chez les *trépointeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*.

Gironde. — A Bordeaux, 6 % de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les *jardiniers*; 19 p. % de chômeurs, 112 heures, chez les ouvriers *pâtisseries*; 7 p. % de chômeurs, 112 heures, chez les *limonadiers et restaurateurs*; pas de changement chez les ouvriers des usines à *gaz*. Pas de chômeurs, mais travail moins actif chez les *papetiers-relieurs*; 1 p. % de chômeurs environ chez les *typographes*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 23 p. % de chômeurs chez les ouvriers *caissiers*; 37 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes-billardiens*; travail peu abondant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; pas de changement chez les *vanniers*.

11 p. % de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers*; de même, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers-horlogers*; 45 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 40 p. % de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; 60 p. % de chômeurs chez les *plâtriers*; ralentissement du travail chez les *marbriers*. Pas de changement chez les *marins du commerce*; 55 p. % de chômeurs chez les *charbonniers du port*; trois quarts en chômage chez les *déménageurs-emballleurs*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*; 6 p. % de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*. A Dagnac, travail satisfaisant chez les *carriers*. A Vayres, pas de chômeurs, 75 heures, mais travail peu rémunérateur chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, chômage presque général chez les *jardiniers-fleuristes*; 15 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; 14 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 14 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *litho-typographes*; moitié de chômeurs chez les *cordonniers*; chômage presque général chez les *tailleurs*; 13 p. % de chômeurs chez les *ébénistes*; 28 p. % de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *plâtriers*; de même chez les *commis et employés*.

A Béziers, nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *plâtriers*. A Cette, pas de changement chez les *typographes*; 23 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *sciurs à la mécanique*; 70 p. % de chômeurs chez les *plâtriers et maçons*. A Mèze, travail moins actif, par suite du mauvais temps, chez les *marins pêcheurs*, pas de changement chez ceux de Cette. A Agde, deux tiers de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; moitié de chômeurs chez ceux de Mèze; 30 p. % de chômeurs chez ceux de Marsillargues; pas de changement chez ceux de Vic-les-Étangs; nombreux chômeurs chez ceux de Cournonterral et de Fabrègues. A Graissessac, 17 p. % de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Agde, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 48 heures, mais travail moins abondant chez les ouvriers des industries du cuir; pas de chômeurs, mais seulement 5 jours de travail par semaine chez les *chapeliers*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; 40 p. % de chômeurs chez les ouvriers des industries du bâtiment; pas de chômeurs, 72 heures, ouvrage abondant chez les *plâtriers*.

A Fougères, moins de 1 p. % de chômeurs, mais travail peu abondant chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement chez les *charpentiers*. A Saint-Malo, travail sans changement chez les *charbonniers des ports*. A Bruz, 4 p. % de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné du Désert, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. % de chômeurs, travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *draps*; chômage presque général chez les ouvriers du bâtiment.

Au Poinçonnet, nombreux chômeurs chez les *bûcherons* et *carriers*. A Chénault, pas de chômeurs chez les ouvriers des cuirs et peaux.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les ouvriers *boulangers*; pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 14 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 1 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; 14 p. % de chômeurs, 55 heures chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les employés du gaz; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 25 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *peintres*.

A Vienne, 40 p. % de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 35 p. % de chômeurs, 66 heures, travail un peu plus actif chez les ouvriers *textiles*; travail peu abondant chez les *mouleurs* en fer. A Gières, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *gantiers*. A Izeaux, 8 p. % de chômeurs, chez les ouvriers de la *cordonnerie*.

A la Motte-d'Aveillans, travail moins abondant chez les *mineurs*. A Montalieu-Vercieu, travail moins actif chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; 42 p. % de chômeurs chez ceux de Parmilieu. Pas de changement chez les employés des *tramways* de la Côte-Saint-André et chez les employés des *chemins de fer économiques*, à Saint-Jean-de-Bourney.

Jura. — A Dôle, 7 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les *typographes*.

Landes. — A Dax, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les employés de commerce; pas de chômeurs, 69 heures chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, 1 p. % de chômeurs environ, 60 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; pas de chômeurs, travail plus actif chez les *passementiers*; pas de changement pour le ruban, travail moins actif pour le velours chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 55 p. % de chômeurs, 46 heures chez les *charpentiers*; 16 p. % de chômeurs, 66 heures chez les *maréchaux ferrants*; pas de changement chez les ouvriers *armuriers*; deux tiers de chômeurs, 30 heures chez les *maçons*; 5 p. % de chômeurs chez les employés de fabrique; 1 p. % de chômeurs chez les *voyageurs* et *représentants de commerce*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers *textiles*; 30 p. % de chômeurs, 48 heures chez les *menuisiers*; 50 p. % de chômeurs, 30 à 35 heures chez les *charpentiers*; 12 p. % de chômeurs, 40 heures chez les *mouleurs*; 20 p. % de chômeurs, 50 à 55 heures chez les *métallurgistes*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 4 p. % de chômeurs chez les *bateliers*.

Aux Barques-Saint-Rambert, travail normal chez les *tisseurs*; 4 p. % de chômeurs chez ceux de la Gresle, 2 p. % de chômeurs chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; pas de change-

ment chez ceux de Saint-Rambert. A Régnv, pas de chômeurs, 66 heures chez les *teinturiers*; pas de changement, travail actif, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*. A Saint-Genest-Lerpt, pas de changement chez les chefs d'atelier *passementiers*. A Terrenoire, 7 p. % de chômeurs chez les *passementiers*; 8 p. % de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; pas de chômeurs chez ceux d'Aveizieux. A Chazelle-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers*. A Bourg-Argental, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs sur bois*.

A Rive-de-Gier, travail peu abondant chez les *mineurs* par suite de l'envahissement des galeries par les eaux; pas de changement chez ceux de Villars, Saint-Jean-de-Bonnefonds. A Saint-Chamond, travail moins abondant chez les *métallurgistes*; 11 p. % de chômeurs chez ceux de Firminy, A Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, 46 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *cordonniers*; 30 p. % de chômeurs, 48 heures chez les *métallurgistes*. A Sainte-Florine, moitié de chômeurs, 66 heures chez les *travailleurs de la terre*. A la Séauve, 15 p. % de chômeurs chez les *tisseurs*. A Sainte-Sigolène, travail satisfaisant, pas de chômeurs chez les *passementiers*. A Vergongheon, 50 heures seulement de travail par semaine, chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 25 p. % de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *lithographes*; travail assez satisfaisant chez les *écrivains-graveurs-lithographes*; 10 p. % de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; travail peu actif, 43 p. % de chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; 20 p. % de chômeurs chez les *serruriers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de changement chez les *peintres*; 6 p. % de chômeurs chez les *employés*; 5 p. % de chômeurs chez les *camionneurs*; 4 p. % de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, un tiers de chômeurs, 90 à 100 heures de travail par semaine chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Loiret. — A Orléans, 16 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *maçons*; un tiers de chômeurs chez les *couvreurs* et chez les *plâtriers*.

A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; travail moins actif que l'an dernier chez ceux de Chevilly; 20 p. % de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Gien; pas de chômeurs chez les *forestiers* et *agriculteurs* de Faverelles et de Cernoy.

Lot. — A Sanillac, pas de chômeurs, 66 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; 2 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 7 p. % de chômeurs, 102 heures chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *bouchers* et *charcutiers*; travail moins actif chez les *menuisiers-ébénistes*; 58 p. % de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; 16 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 45 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; travail moins abondant chez les ouvriers en *produits céramiques*; 8 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*. A Lavardac, 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 66 heures, mais travail peu abondant chez les *coupeurs en chaussures*; 5 p. % de chômeurs, 45 à 50 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; 3 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens-ajusteurs*; pas de changement chez les *employés*.

A Saumur, pas de changement, 62 heures, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Cholet, pas de changement chez les *tisserands*; travail peu abon-

dant, 56 heures chez ceux de la Tessoualle, de la Séguinière, de la Trémentines; 5 jours de chômage par quinzaine chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges.

Manche. — A Cherbourg, pas de changement 8 p. % de chômeurs chez les *jardiniers*; 10 p. % de chômeurs chez les *ébénistes*, *menuisiers* et *charpentiers*.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs, 65 à 70 heures chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes-papetiers*; 12 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers*; pas de changement, 50 heures chez les *menuisiers*, et 60 heures, chez les *ébénistes*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 7 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 40 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fismes, 11 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, travail actif chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, 2 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, travail peu abondant, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. % de chômeurs chez les ouvriers *cotonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail satisfaisant chez les ouvriers du *vêtement*; pas de changement chez les *tailleurs*; 15 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 6 p. % de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre ravaleurs*; moins de 1 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce et comptables*. A Saint-Nicolas, un quart de chômeurs chez les ouvriers des industries *chimiques*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Frouard, de Bouxières-aux-Chênes, Haucourt et Gobbanches; pas de changement chez ceux de Champigneulle, de Bouxières-aux-Dames et de Jœuf; 2 p. % de chômeurs chez ceux de Ludres. A Chavigny, pas de chômeurs, 45 heures, mais travail moins actif chez les *mineurs*.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail peu abondant chez les *métallurgistes*. A Lérouvville, pas de chômeurs, travail très abondant chez les *carriers*. (*Le Syndicat des carriers de Lérouvville demande des carriers français. Travail assuré pour l'année*).

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, 7 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers du *bâtiment*. A La Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Hennebont, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Sauzon, moitié de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 40 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Gué-rigny, 22 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; trois quarts de chômeurs chez ceux de Decize; pas de changement chez ceux de la Charité; légère reprise de travail chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier. A Myennes, travail moins actif chez les *potiers*.

A La Fermeté, travail moins abondant pour les *domestiques de ferme*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* d'Arquian, de Menestreau, des Loges-de-Montavon, de La Chapelle-Saint-André, de Trois-Vesvres. Pas de changement chez ceux de Saint-Verain, Ciez, Entrains, Saint-Pierre-le-Moutiers; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Amand.

Nord. — A Lille, 3 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 3 p. % de chômeurs, travail plus actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *filateurs de coton*; 13 p. % de chômeurs chez les *tapissiers*; 6 p. % de chômeurs, 52 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. % de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les *mouleurs*;

travail peu actif chez les *serruriers-poêliers*; 20 p. o/o de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*. A Dunkerque, 4 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *plafonneurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du port. A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Roubaix, travail peu actif chez les *tisseurs*; de même, et 66 heures, chez ceux du Cateau; 11 p. % de chômeurs chez ceux d'Avesnes-les-Aubert; 6 p. % de chômeurs chez ceux de Wignehies; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Neuville; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez ceux de Saint-Souplet. A Saulzoir, nombreux chômeurs chez les *tisserands*; un tiers de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; amélioration sensible chez ceux de Linselles; 15 p. % de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Caudry, pas de chômeurs chez les *brodeurs* et et chez les *tullistes*.

A Tourcoing, légère amélioration sur le mois dernier dans la *filature* et le *tissage*, 50 à 66 heures en moyenne; pas de changement chez les ouvrières en *guipures*; 8 p. % de chômeurs chez les *tapissiers* en grosse moquette; 10 p. % de chômeurs, 64 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; 35 p. % de chômeurs chez les *mouleurs*. A Maubeuge, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux d'Hautmont; de même, et 54 heures, chez ceux de Vieux-Condé; pas de changement chez ceux d'Onnaing.

A Armentières, 2 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Saint-Amand, 5 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*. A Louches, pas de chômeurs chez les *verriers*; travail actif, 55 heures, chez ceux d'Aniche; pas de changement chez ceux de Fresnes. A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *scieurs*. A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*. A Cousolre, pas de chômeurs, travail abondant chez les *marbriers* à la *cheminée*.

Oise. — A Beauvais, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 44 p. % de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *menuisiers*. A Montataire, pas de changement chez les *mouleurs*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Noyon, A Hermès, pas de changement, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *layetiers*.

A Tracy-le-Mont, 7 p. % de chômeurs chez les *brossiers*. A Andeville, pas de chômeurs, travail abondant chez les *tabletiers*. A Méru, travail moins actif que l'an dernier chez les *bou tonniers*. A Béthisy-Saint-Pierre, 30 p. % de chômeurs chez les *brossiers*. A Cressonsacq, pas de changement chez les ouvriers *agricoles*. A Crépy, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; moitié de chômeurs chez ceux de Creil.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant, chez les *typographes*; pas de changement chez les travailleurs de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs* en métaux.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*. A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtisseries*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, mais 20 heures seulement en moyenne par semaine chez les *tailleurs*; 4 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les ouvriers du port.

A Montreuil-sur-Mer, pas de chômeurs, 64 heures, travail plus actif, chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, 11 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers en *bois* du bâtiment; 10 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*. A Ferques, 1 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Marquise, pas de changement chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 17 p. % de chômeurs, travail peu abondant

chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les ouvriers en *caoutchouc*; 3 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*; 2 p. % de chômeurs chez les *menuisiers* en bâtiment; travail assez actif chez les *maçons*.

A Riom, nombreux chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Remy-sur-Durolle, pas de chômeurs chez les ouvriers en *coutellerie*. A Saint-Éloy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* (2 jours de chômage dans le mois). A Thiers, pas de changement, 75 heures, chez les *émoleurs* en ciseaux; travail peu abondant chez les *monteurs* en *coutellerie*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 7 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; 11 p. % de chômeurs chez les *serruriers*; 10 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*.

A Bayonne, 18 p. %, de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. Au Boucau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 4 p. % de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 65 p. % de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; 26 p. % de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers*; 16 p. % de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries-confiseurs*; travail peu actif chez les *ébénistes*; 60 p. % de chômeurs chez les *peintres*. A Rivesaltes, 90 p. % de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 80 p. % de chômeurs chez ceux de *Claira*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 25 p. % de chômeurs chez les ouvriers *textiles*, 66 heures, (250 ouvriers sont sans travail par suite de l'incendie d'une filature); 8 p. % de chômeurs, 66 heures, chez ceux de *Giromagny*; travail actif chez ceux de *Rougeoutte*.

Rhône. — A Lyon, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chocolatiers*; un tiers de chômeurs chez les employés de *cafés* et *restaurants*. 5 p. % de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs conducteurs*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *graveurs pour impression*; 3 p. % de chômeurs, travail assez actif chez les *photographes*. 32 p. % de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 60 p. % de chômeurs, 30 heures, chez les *cordonniers du cousu-main*. Travail moins abondant chez les *tisseurs*; 15 p. % de chômeurs chez les *baguetteurs*; 3 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*. Nombreux chômeurs chez les *guimpiers* et chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers en fantaisie*; 8 p. % de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; morte-saison chez les *tailleurs*.

Travail peu actif chez les *sculpteurs-mouluriers en meubles*; 17 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *machinistes sur bois*; 12 p. % de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 4 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *litiers*. 60 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *cimentiers*; 15 p. % de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *paveurs*; deux tiers de chômeurs, 42 heures, chez les *plâtriers et peintres*; 15 p. % de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers de place*; 4 p. % de chômeurs chez les *hommes de peine*; pas de changement chez les *coiffeurs*; pas de chômage chez les *clercs d'huissiers*.

A Neuville-sur-Saône, 8 p. % de chômeurs, travail peu abondant chez les *manouvriers*. A Bourg-de-Thizy, pas de changement chez les *tisseurs*; travail satisfaisant chez ceux de *Thizy* et de *Grandris*. A Villefranche, pas de changement chez les *teinturiers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*. A Héricourt, 13 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; 40 p. % de chô-

meurs chez ceux de Coublanc. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Chalon-sur-Saône, travail peu abondant chez les *métallurgistes*; pas de changement, 48 heures, chez les *maçons*. Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures en moyenne, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Montchanin, pas de chômeurs chez les *tuiliers*; pas de changement chez les *faïenciers* de Digoin. A Épinac, travail normal chez les *verriers*. A Saint-Léger-sur-Dheune, travail contrarié par le mauvais temps chez les *manouvriers*. A Perrecy-les-Forges, 8 p. % de chômeurs chez les *mineurs*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *piqueurs de grès* de Martigny-le-Comte.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 23 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; deux tiers de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Château-du-Loir, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *tanneurs*. A Vibraye, 6 p. % de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

Savoie. — A Chambéry, travail satisfaisant pour les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *maçons*, *cimentiers* et chez les *tailleurs de pierres*; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. A Arvillard, légère amélioration chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de changement chez les *cordonniers-galochiers*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Thonon, pas de changement chez les *typographes*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Meillerie, travail toujours peu actif chez les *bateliers* et *carriers*.

Seine. — A Paris, pas de changement chez les ouvriers *boulangers*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 10 p. % de chômeurs, 94 heures, travail peu abondant chez les *pâtisseries*; 30 p. % de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; travail moins actif que l'an dernier, 6 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 18 p. % de chômeurs, situation peu satisfaisante chez les *confiseurs*; pas de chômeurs chez les *garçons laitiers en gros*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 7 p. % de chômeurs, 30 heures seulement par semaine, chez les ouvriers du périmètre de la *Compagnie du gaz*.

9 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *doreurs sur cuirs et papiers*; 17 p. % de chômeurs, travail peu abondant chez les *papetiers et régleurs*; travail moins actif chez les ouvriers et ouvrières du *cartonnage*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, travail moins actif que l'an dernier chez les *typographes*; 9 p. % de chômeurs, travail moins abondant chez les *lithographes*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *graineurs-lithographes*; 8 p. % de chômeurs, travail plus actif chez les *imprimeurs-lithographes*; travail assez satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; 6 p. % de chômeurs, 54 à 60 heures, travail plus actif chez les *coloristes-enlumineurs*; 8 p. % de chômeurs, travail peu abondant chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*.

Travail satisfaisant chez les *mégissiers du mouton*; pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir* et les *mégissiers*; travail peu actif chez les *apprêteurs en pelleteries*; travail toujours faible pour les *gantiers*; 14 p. % de chômeurs, 48 heures, morte-saison chez les *selliers-harnacheurs*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs en sièges cuir*; 6 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *chevreau glacé*; 14 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *talons*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs en chaussures*.

6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* en tous genres; 19 p. % de chômeurs,

47 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 3 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *passementiers à la main*; un tiers de chômeurs environ chez les *façonniers passementiers à la barre*; 1 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 4 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; travail satisfaisant chez les *casquettiers*; 2 p. % de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de Paris*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de cols et cravates*; 47 p. % de chômeurs, 35 à 50 heures, chez les *tailleurs de la Seine*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle et de la ceinture*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *garçons de lavoirs*.

Un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *menuisiers*; 24 p. % de chômeurs chez les *replanisseurs de parquets*; 9 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs-découpeurs à la mécanique*; 26 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *ébénistes en photographie*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs en procédés*; 60 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs de long*; 70 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*.

12 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres de la métallurgie*; 30 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *fondeurs en fer*; pas de chômeurs chez les *lamineurs*; 3 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs-décolleteurs*; 2 p. % de chômeurs chez les employés en *serrurerie*, 11 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de la *poterie d'étain*; 7 p. % de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 10 p. % de chômeurs, 35 à 50 heures, travail peu satisfaisant chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 17 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *bijoutiers en argent*; 25 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de la *bijouterie dorée*; 8 p. % de chômeurs, 42 à 45 heures, chez les *graveurs et ciseleurs*; pas de changement chez les *trombonistes*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; moins de 1 p. % de chômeurs, 55 à 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *opticiens*.

Pas de changement chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; de même, chez les *cimentiers*; pas de changement chez les *paveurs*; 60 p. % de chômeurs, 45 heures, chez les *bitumiers-asphalteurs*; 22 p. % de chômeurs chez les *terrassiers-puissiers-mineurs*; pas de changement chez les *peintres*; 23 p. % de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *sculpteurs-praticiens*; moitié de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; 5 p. % de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *graveurs de eimetières*.

5 p. % de chômeurs environ chez les employés à la Bourse du commerce; 2 p. % de chômeurs chez les employés du commerce et de l'industrie; 7 p. % de chômeurs chez les *comptables*; 7 p. % de chômeuses chez les *dames employées aux écritures*; 8 p. % de chômeurs chez les *sténographes* (Alliance); 7 p. % de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés et chez les employés des mandataires aux halles; 25 p. % de chômeurs chez les courtiers et représentants de commerce; pas d'amélioration pour les *placiers en fleurs et plumes*.

1 p. % de chômeurs environ chez les *chauffeurs-conducteurs d'automobiles*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens* de la Compagnie des omnibus; 3 p. % de chômeurs chez les employés et ouvriers des *tramways de la rive gauche*; pas de changement chez les *receveurs et portonniers des bateaux-parisiens*; pas de changement chez les *cochers de grande remise*; de même, chez les *camionneurs*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*; un tiers de chômeurs chez les *coltineurs-débardeurs*. Moins de 3 p. % de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. % de chômeurs environ chez les *gens de maison*; pas de changement chez les employés d'hôtels; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de changement chez les employés de l'enseignement privé.

A Maisons-Alfort, un tiers de chômeurs chez les ouvriers *maraisiers*; pas de changement chez les ouvriers de la terre, de Vitry; deux tiers de chômeurs chez ceux de Gagny; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif que l'an dernier chez les *cartouchiers*. A Courbevoie, pas de chômeurs, 72 heures, travail actif chez les *blanchisseurs*. A Malakoff, pas de chômeurs chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Aubervilliers, moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Courbevoie, un tiers de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Levallois, pas de changement chez les *cochers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de changement chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; pas de changement chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs-coupeurs*; 30 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *chaudronniers*; 7 p. % de chômeurs, 51 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *roya-gueurs en liquides*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *chefs d'équipe et mécaniciens du port*; 10 p. % de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens de la marine et de l'industrie*; 20 p. % de chômeurs, 94 heures, chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, 8 p. % de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier chez les *marins pêcheurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 64 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; 30 p. % de chômeurs chez les *fondeurs*; 14 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; 32 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 60 p. % de chômeurs chez les *chaudronniers en fer*; moitié de chômeurs chez les *chaudronniers formeurs*; 42 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *ajusteurs*; 10 p. % de chômeurs chez les *grainetiers*; nombreux chômeurs chez les *terrasiers et maçons*; 4 p. % de chômeurs chez les *couvreurs*; 23 p. % de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *journaliers des docks et entrepôts*; 3 p. % de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Arques, travail satisfaisant chez les *menuisiers à la mécanique*. A Elbeuf, 30 p. % de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie lainière*; moitié de chômeurs chez les *peintres*. A Bolbec, 1 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers cotonniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez ceux de *Lillebonne*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *travailleurs du lièvre*. A Soppes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Becard, 15 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 58 heures, chez les *scieurs mouluriers à la mécanique*; pas de changement chez les *ouvriers maréchaux*; 36 p. % de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; chômage presque général chez les *maçons et tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*.

A Étampes, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; de même, et 70 heures, chez ceux d'Essonne. A Bonnières, pas de changement chez les *raffineurs de pétrole*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Essonne, pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Mantes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Rueil, 9 p. % de chômeurs chez les *travailleurs du gaz*. A Montmorency, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briquetiers*. Au Pecq, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Essonne, pas de changement chez les *chapeliers*; de même, chez ceux d'Argenteuil. A Sèvres, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Orsay, 5 p. % de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 14 p. % de chômeurs, 84 heures, travail assez satisfaisant chez les *ouvriers boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A la Ratpierré de Saint-Laur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; travail plus actif chez les *ouvriers en chaussures*; 3 p. % de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; pas de changement chez les *ouvriers textiles*; 30 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs en fer*; 25 p. % de chômeurs chez les *couvreurs*; chômage presque général chez les *maçons*; 4 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *employés de commerce*.

A Fréville-Escarbotin, 12 p. % de chômeurs chez les *ouvriers sur cuivre*. A Abbeville, 25 p. % de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *employés de commerce*. A Moreuil, 8 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *bonnetiers*; reprise du travail, pas de chômeurs chez ceux de Corbie.

Tarn. — A Albi, 20 p. % de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*; travail plus actif que le mois dernier chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du*

bâtiment. A Castres, nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; 4 p. % de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Graulhet, 20 p. % de chômeurs chez les *moutonniers*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux du Garrie. A la Bastide-Rouairoux, légère amélioration, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *linière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*. travail moins actif chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de paille*. A Grisolles, pas de chômeurs, mais travail moins actif chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, 9 p. % de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les ouvriers *boulangers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 5 p. % de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *chaudronniers en fer*; 7 p. % de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *machinistes*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Cavaillon, pas de changement chez les ouvriers sur *cuir*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*. A Caderonne, 12 p. % de chômeurs chez les *balaitiers*.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, travail abondant pour les *marins-pêcheurs*, favorisés par le beau temps; pas de chômeurs chez les *maçons*. A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, mais travail moins actif que l'an dernier chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de changement chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de changement chez les *tisserands*; 4 p. % de chômeurs, 48 heures, chez ceux des *Épesses*.

Vienne. — A Poitiers, 7 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs chez les *serruriers*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 13 p. % de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-doreurs*; travail plus actif, 60 heures, chez les *typographes*; de même, les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; 20 p. % de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *sabotiers*; 13 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 10 p. % de chômeurs chez les *terrassiers et manœuvres*; 20 p. % de chômeurs chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de changement chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs chez les *modelleurs et mouleurs en plâtre*; travail plus actif chez les *moufletiers*; 4 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*; 2 p. % de chômeurs chez les employés des *tramways*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*. A Saint-Junien, travail plus actif chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 20 p. % de chômeurs chez les *gantiers*; 15 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vosges. — A Épinal, 1 p. % de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs, 80 heures, chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 30 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Moussey, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Nabord, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *papetiers*. A Liffolle-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *cuir*; pas de changement, 66 heures, chez les *métallurgistes*;

pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs en fer*; chômage presque général chez les *maçons*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*.

A Treigny, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*. A Fontenailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Sommechaie, de Septfonds, de Courson et de Saint-Martin-des-Champs; 20 p. % de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau et de Saint-Sauveur. A Ravière, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 44 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 3 p. % de chômeurs, 63 heures, travail plus abondant chez les *typographes*; travail plus actif chez les *selliers-bourrelliers*; pas de changement chez les *tailleurs*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons-forgers*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 18 p. % de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*; 28 p. % de chômeurs chez les *cochers de fiacre*.

A Oran, nombreux chômeurs, 78 heures, chez les *ouvriers agricoles*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *bateliers du port*.

A Constantine, pas de changement chez les *boulangers*; 30 p. % de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*. A Bône, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de chemin de fer*; pas de changement chez les *chargeurs et déchargeurs du port*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*.

Adjudications. — Adjudications importantes en mars 1902.

CHEMINS DE FER.

ARDENNES. — 10 mars. — Préfecture : lignes d'intérêt local, infrastructure et construction de bâtiments	466 000 ^f
SEINE. — 22 mars. — Construction du métropolitain, rive gauche. 21	602 196
ALGÉRIE. — 26 mars. — Préfecture de Constantine : ligne d'Aïn-Beïda à Khenchila.	856 200
— 26 mars. — Préfecture de Constantine : ligne d'Aïn-Mokra à Saint-Charles	881 500
CÔTE-D'OR. — 29 mars. — Préfecture : ligne de Dijon à Saint-Seine-l'Abbaye, infrastructure	125 000
CÔTES-DU-NORD. — 29 mars. — Préfecture : ligne de Saint-Brieuc à Moncontour, infrastructure	102 000

ROUTES ET CHEMINS.

MARNE. — 8 mars. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	159 491
HÉRAULT. — 13 mars. — Préfecture : cylindrage de chaussées sur chemins	90 000
OISE. — 15 mars. — Sous-préfecture de Clermont : travaux d'entretien sur chemins vicinaux pendant cinq ans	227 589

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

LOT. — 8 mars. — Préfecture : construction d'un tablier métallique sur chemins vicinaux	161 800
AUDE. — 15 mars. — Préfecture : tabliers et garde-corps métallique.	284 000
HAUTE-MARNE. — 15 mars. — Préfecture : portes et ventelles d'écluses	303 000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

ISÈRE. — 8 mars. — Mairie de Vienne : construction d'un abattoir.	231 000
MAINE-ET-LOIRE. — 8 mars. — Préfecture : construction d'une caserne de gendarmerie	95 473
MAYENNE. — 10 mars. — Mairie : construction d'un nouvel hôpital.	212 099

SAÔNE-ET-LOIRE. — 10 mars. — Mairie de Chalon : construction d'un groupe scolaire.....	384 358 ^f
VAR. — 15 mars. — Mairie d'Hyères : construction d'un casernement.....	1 420 000
CORRÈZE. — 16 mars. — Mairie de Brive : reconstruction de l'hôpital.....	85 609
GIRONDE. — 20 mars. — Mairie de Bordeaux : travaux communaux.	129 800
SEINE. — 22 mars. — Tribunal de commerce : construction d'école, rue Hermel.....	250 353
AVEYRON. — 23 mars. — Presbytère de Cransac : construction d'une église.....	100 000
NORD. — 24 mars. — Sous-préfecture de Cambrai : construction d'un hôtel de ville.....	98 417
TROYES. — 25 mars. — Guerre : organisation du camp d'instruction de Mailly.....	295 450

CANALX, NAVIGATION ET PORTS.

SEINE-INFÉRIEURE. — 7 mars. — Préfecture : rivière de Seine, construction d'une digue.....	284 000
——— Préfecture : Réfection des digues de l'Eure.....	180 000
ALGÉRIE. — 12 mars. — Préfecture de Constantine : construction d'un canal.....	165 009
HAUTE-MARNE. — 15 mars. — Préfecture : canal de la Marne à la Saône, portes et ventelles d'écluses.....	303 000
SEINE-INFÉRIEURE. — 18 mars. — Préfecture : port de Dieppe, établissement d'un mur de quai.....	237 000
ALGÉRIE. — 26 mars. — Préfecture de Constantine : travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	1 165 000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1901.	Janv. 1901.	Fév. 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	44 ^f 745	44 ^f 745	47 ^f 10 ^e
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	0 3017	0 3070	0 3138
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	27 75	27 375	22 00
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	29 50	30 75	25 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	61 50	64 375	62 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	50 00	69 625	72 00
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	37 50	37 50	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 00	64 00	74 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	59 25	62 62	54 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	117 00	112 00	126 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 50	42 25	43 00
Étain Banka, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	248 50	280 50	306 25
Plomb, idem.....	40 625	43 745	34 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	43 43	46 25	44 925
Blé à Paris, idem.....	19 35	18 85	20 85
Blé à Nantes, idem.....	19 10	19 00	20 50
Blé à Dijon, idem.....	8 25	17 90	21 10
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 21	1 23	1 20
Viande veau, idem.....	1 79	1 94	1 86
— mouton, idem.....	1 80	1 78	1 86
— porc, idem.....	1 27	1 23	1 43

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations en janvier et février 1902 (commerce spécial).

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	112 524 000	124 718 000	"	12 194 000
Matières nécessaires à l'industrie.	552 995 000	549 321 000	3 674 000	"
Objets fabriqués, ...	117 924 000	125 516 000	"	7 592 000
TOTAL.....	783 443 000	799 555 000	3 674 000	19 786 000
DIMINUTION en 1902.....	.....	.....	16 112 000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	116 400 000	118 788 000	"	2 388 000
Matières nécessaires à l'industrie..	202 492 000	151 106 000	51 386 000	"
Objets fabriqués	336 379 000	279 794 000	56 585 000	"
Colis postaux, ...	36 294 000	38 769 000	"	2 475 000
TOTAL.....	691 565 000	588 457 000	107 971 000	4 863 000
AUGMENTATION en 1902.....	.....	.....	103 108 000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 188,762,700 francs du 1^{er} janvier au 14 mars 1902 contre 185,851,200 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1,56 p. %.

Faillites. — 121 faillites et 12 liquidations judiciaires en février 1902 (contre 105 et 14 en février 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 128 demandes en février 1902, dont 101 pour des constructions neuves, contre 153 et 13 en février 1901.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 8 Syndicats patronaux comptant 241 membres ;
- 29 Syndicats ouvriers comptant 4,340 membres.

et de la dissolution de :

- 2 Unions de syndicats ouvriers ;
- 11 Syndicats patronaux comptant 248 membres ;
- 22 Syndicats ouvriers comptant 1,134 membres.
- 1 Syndicat mixte comptant 120 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

8 en décembre, 7 en novembre, 4 en octobre, 2 en septembre, 4 en juin, 2 en mai, 3 en avril, 1 en mars, 1 en janvier et 5 antérieurement au 1^{er} janvier 1901. Total : 37.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes [18 septembre 1901]. — Syndicat des **fileteurs** de laine cardée de la région de Sedan (30 membres). Siège social : rue Ternaux, 4, SEDAN.

Drôme [17 décembre 1901]. — Syndicat des fabricants de **bois de galoches** de Romans, Bourg-de-Péage, du Royannais et des environs (10 membres). Siège social : café Marand, place Carnot, ROMANS.

Orne [19 novembre 1901]. — Syndicat des **imprimeurs** typographes et lithographes de l'arrondissement d'Alençon (5 membres). Siège social : ALENÇON.

Pyrénées (Basses-) [16 décembre 1901]. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** à primes fixes de l'arrondissement de Bayonne (20 membres). Siège social : allées Boufflers, 10, BAYONNE.

Pyrénées-Orientales [11 janvier 1901]. — Union syndicale des **limonadiers** et débitants des Pyrénées-Orientales (100 membres). Siège social : Hôtel de Ville, PERPIGNAN. — [13 juin 1901]. — Syndicat des marchands **tailleurs** de Perpignan et du département (28 membres). Siège social : Hôtel de Ville, PERPIGNAN.

Seine [9 novembre 1901]. — Union générale des **armateurs** de France (22 membres). Siège social : rue de la Victoire, 60, PARIS, 9°.

Somme [24 juin 1901]. — Syndicat de la **boucherie** de l'arrondissement de Péronne (26 membres). Siège social : Hôtel Saint-Claude, PÉRONNE.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [2 juillet 1895]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** d'Annonay (9 membres). Siège social : Hôtel de Ville, ANNONAY.

Aube [11 septembre 1901]. — Union syndicale des ouvriers en **bâtiment** et similaires de la ville de Romilly-sur-Seine et ses environs (61 membres). Siège social : Maison du Peuple, ROMILLY-SUR-SEINE.

Bouches-du-Rhône [29 décembre 1901]. — Syndicat aixois des dames **employées de commerce** (30 membres). Siège social : rue du Louvre, 18, AIX. — [29 décembre 1901]. — Syndicat de l'aiguille aixoise, association professionnelle des ouvrières de l'**habillement**, métiers similaires et professions connexes (75 membres). Siège social : rue du Louvre, 18, AIX.

Drôme [20 novembre 1901]. — Syndicat de l'**ameublement** de Romans et Bourg-de-Péage (18 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [29 décembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **chevriers** et **corroyeurs** de Romans et de Bourg-de-Péage (45 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS.

Manche [2 décembre 1899]. — Syndicat des travailleurs réunis du **port** de Cherbourg (2123 membres). Siège social : rue Amiral-Courbet, 6, CHERBOURG.

Meurthe-et-Moselle [27 mai 1901]. — Syndicat ouvrier des industries **chimiques** et branches similaires de Meurthe-et-Moselle (210 membres). Siège social : rue du Haut-de-Tilly, 33, SAINT-NICOLAS.

Nièvre [15 décembre 1901]. — Syndicat des **scieurs de long** de la Nièvre (42 membres). Siège social : rue Saint-Etienne, 54, NEVERS. — [8 décembre 1901]. — Syndicat des **bûcherons** de Sichamps (27 membres). Siège social : SICHAMPS.

Orne [5 juin 1901]. — Syndicat des ouvriers en **chaussures**, sabotiers, cordonniers,

tanneurs, etc. d'Alençon (22 membres). Siège social : ALENÇON. — [17 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** et parties similaires d'Alençon (15 membres). Siège social : ALENÇON. — [26 mars 1901]. — Syndicat des ouvriers en **voitures** d'Alençon (18 membres). Siège social : ALENÇON. — [21 octobre 1901]. — Syndicat des **menuisiers**, charpentiers et ébénistes de Flers (55 membres). Siège social : FLERS.

Pyrénées-Orientales [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des **travailleurs de terre** de la ville d'Elne (90 membres). Siège social : rue de la Mairie, ELNE. — [2 mai 1893]. — Syndicat des « corps réunis » garçons **limonadiers**, hôtels et restaurants de la ville de Perpignan (50 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [19 février 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Perpignan (49 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [9 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de Perpignan (27 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [22 octobre 1901]. — Chambre syndicale des employés et ouvriers des **tramways** électriques de la ville de Perpignan (36 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [29 octobre 1901]. — Association syndicale des ouvriers **menuisiers** de Rivesaltes (5 membres). Siège social : rue de la République, 8, RIVESALTES.

Rhône [mai 1901]. — Syndicat des ouvrières **brodeuses** et couseuses pour gants en étoffes et similaires (21 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [1^{er} novembre 1901]. — Syndicat des minervistes, pointeurs, margeurs **typographes** de Lyon (47 membres). Siège social : rue Mercière, 62, LYON.

Saône (Haute-) [13 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en constructions **mécaniques** et métiers similaires de l'arrondissement de Lure (221 membres). Siège social : rue Carnot, 11, LURE. — [20 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **balanciers**, métallurgistes et métiers similaires de l'arrondissement de Vesoul (85 membres). Siège social : PORT-SUR-SAÔNE. — [8 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de la Haute-Saône (40 membres). Siège social : rue du Palais, 11, VESOUL.

Seine [5 novembre 1901]. — Association professionnelle des artistes **musiciens** de Paris (800 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS 3^e.

Seine-Inférieure [15 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **horlogers** de Saint-Nicolas-d'Aliermont (100 membres). Siège social : SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT.

Vienne (Haute-) [9 novembre 1901]. — « L'Avenir », syndicat des ouvriers des ateliers de **construction** de l'État (tabacs) [14 membres]. Siège social : LIMOGES.

Alger [11 novembre 1901]. — Chambre syndicale des **peintres de lettres** du département d'Alger (5 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes [28 septembre 1899]. — Chambre syndicale de la **paumellerie** (15 membres). Siège social : Buffet de la gare, CHARLEVILLE.

Calvados [13 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers des usines de **produits chimiques** Phospho-Guano du canton de Honfleur (69 membres). Siège social : rue Bavole, 51, HONFLEUR.

Eure-et-Loir [11 avril 1896]. — Syndicat des agents généraux des Compagnies françaises d'**assurances** à primes fixes contre l'incendie du département d'Eure-et-Loir (18 membres). Siège social : rue Sainte-Marie, 5, CHARTRES.

Haute-Garonne [1^{er} août 1901]. — Syndicat du **bâtiment** et des métaux de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [1^{er} août 1901]. — Syndicat de la **cordonnerie** et des cuirs et peaux de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [30 sep-

tembre 1898]. — Syndicat des **horticulteurs** et pépiniéristes des quatre cantons de la ville de Toulouse (25 membres). Siège social : place Lafayette, 9, TOULOUSE. — [1^{er} août 1901]. — Syndicat des **marchands-tailleurs** de Toulouse et de la Haute-Garonne (3 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE. — [1^{er} août 1901]. — Syndicat des **marchands de tissus** et chemisiers de Toulouse et de la Haute-Garonne (5 membres). Siège social : rue de Rémusat, 44, TOULOUSE.

Gironde [10 juin 1898]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de menus **comestibles** de la ville de Bordeaux (76 membres). Siège social : rue Lugeol, 15, BORDEAUX. — [30 juin 1897]. — Syndicat des docteurs médecins **dentistes** et chirurgiens-dentistes diplômés de la ville de Bordeaux (12 membres). Siège social : rue Castillon, 22, BORDEAUX.

Meuse [13 avril 1899]. — Chambre syndicale de la **boucherie** et de la charcuterie de la ville de Bar-le-Duc (15 membres). Siège social : BAR-LE-DUC.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aube [2 juin 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et maréchaux-ferants de la ville de Troyes (19 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 10 bis, TROYES.

Finistère [20 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de la ville de Brest (17 membres). Siège social : Marché aux toiles, 2, BREST.

Haute-Garonne [1^{er} septembre 1900]. — Syndicat des **afficheurs** et **distributeurs** de Toulouse (15 membres). Siège social : rue Merly, 1, TOULOUSE. — [4 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Toulouse (50 membres). Siège social : rue Merly, 1, TOULOUSE. — [25 septembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **colleurs** de papiers peints de la ville de Toulouse (65 membres). Siège social : rue Merly, 1, TOULOUSE. — [10 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **garnisseurs en voitures** de la ville de Toulouse (20 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 9, TOULOUSE. — [25 juin 1900]. — Chambre syndicale des **mouluriers** sur bois de la ville de Toulouse (7 membres). Siège social : rue Merly, 1, TOULOUSE.

Gironde [25 novembre 1891]. — Syndicat des compagnons aspirants **boulangers** du devoir de la ville de Bordeaux (15 membres). Siège social : rue Roquelaure, 8, BORDEAUX. [8 janvier 1898]. — Association fraternelle des ouvriers **boulangers** de Bordeaux et du département (membres). Siège social : place d'Aquitaine, 10, BORDEAUX. — [18 octobre 1900]. — Syndicat de la Basoche du ressort de la Cour d'appel de Bordeaux (**clercs**) (95 membres). Siège social : Athénée municipal, BORDEAUX. — [15 juin 1900]. — Syndicat des **coltineurs** des poteaux de mines (98 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [14 mars 1898]. — Syndicat des **employés de placage** de la ville de Bordeaux (35 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [4 avril 1896]. — Syndicat professionnel des **maîtres d'hôtels** et **garçons navigateurs** (294 membres). Siège social : place du Marché-Grands-Hommes, 4, BORDEAUX. — [janvier 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers **voiliers** de Bordeaux (6 membres). Siège social : rue des Pontets, 7, BORDEAUX. — [23 septembre 1900]. — Syndicat des **arrimeurs** et **manœuvres** des ports de Bordeaux et Pauillac (section de Pauillac) (141 membres). Siège social : Trompeloup, en PAUILLAC. — [25 août 1899]. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Saint-André-de-Cubzac (15 membres). Siège social : SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC. — [10 février 1900]. — Union syndicale des **travailleurs** réunis du Verdon et de Soulac-sur-Mer (20 membres). Siège social : LE VERDON.

Meuse [15 janvier 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **boulangers** de Verdun (40 membres). Siège social : VERDUN.

Haut-Rhin [15 décembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **horlogers**, ouvriers sur métaux et parties similaires de Beaucourt (80 membres). Siège social : BEAUCOURT. — [15 novembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** et des parties similaires de Beaucourt (60 membres). Siège social : rue de Dampierre, BEAUCOURT. — [27 août 1899]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** et parties similaires du département du Haut-Rhin, territoire de Belfort (36 membres). Siège social : Hôtel de ville, BELFORT.

Vienne [1^{er} mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bonnetiers** de Poitiers (8 membres). Siège social : Hôtel de ville, POITIERS.

3° SYNDICAT MIXTE.

Gironde [6 juillet 1890]. — Syndicat des **marins** de la petite navigation fluviale de la Gironde (120 membres). Siège social : cours Bacalan, BRAYE.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Corrèze [1^{er} février 1900]. — Fédération des syndicats ouvriers du **bâtiment** de Tulle (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, TULLE. (Se confond avec la Bourse du travail de Tulle.)

Gironde [2 septembre 1892]. — Fédération régionale du Sud-Ouest des corporations ouvrières du **bâtiment** de France (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Lalande, 42, BORDEAUX.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900. — Notice sur l'exposition collective des institutions patronales des six grandes compagnies de chemins de fer (Est, Midi, Nord, Orléans, Ouest, P.-L.-M.). (1 fasc. de 12 planches; Imp. Courtier, 43, rue de Dunkerque, Paris).

AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistics*. (1 vol. in-8° de 78 pages. Sydney, 1901; Imp. W. A. Gullick). — Notes statistiques sur les six États australiens et néo-zélandais (1861-1900).

AUTRICHE. — STATISTIQUE MUNICIPALE. — *Statistisches Jahrbuch der Stadt Wien*. (1 vol. in-4° de 942 pages. Vienne, 1901; W. Braumüller). — Annuaire statistique de Vienne (1899).

AUTRICHE-HONGRIE. — STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Die VIII. Session des internat. statistischen Instituts in Budapest* (1 fasc. in-4° de 31 pages. Vienne, 1902; Imp. Holder). — La huitième session de l'Institut international de statistique à Budapest (29 septembre-5 octobre 1901).

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Rapports annuels de l'inspection du travail* (1900). (1 vol. in-4° de 309 pages. Bruxelles, 1901; Lebègue et Schepens, impr.).

COLOMBIE BRITANNIQUE. — ADMINISTRATION DES MINES. — *Annual report*. (1 vol. in-4° de 1,027 pages. Victoria, 1901; Imp. R. Wolfenden). — Rapport annuel sur les exploitations minières (1900).

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DE NEW-YORK. — *Fourteenth annual report of the Board of mediation and arbitration*. (1 vol. in-8° de 372 pages. Albany, 1901; Imp. J.-B. Lyon). — 14^e Rapport annuel du comité de conciliation et d'arbitrage (1900).

————— **SERVICE DE LA STATISTIQUE.** — *Fifteenth report : Annual statistics of manufactures*. (1 vol. in-8° de 157 pages. Boston, 1901; Impr. Wright et Potter). — 15^e Rapport annuel statistique sur les manufactures (1900).

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Eighteenth annual report of the State New-York* (1 vol. in-8° de 1072 pages. Albany, 1901; Imp. J.-B. Lyon). — 18^e rapport sur les diverses statistiques du travail dans l'État de New-York (1900).

————— **INSPECTION DU TRAVAIL.** — *Fifteenth annual report of the factory Inspector of the State New-York* (1 vol. in-8° de 928 pages. Albany, 1901; Imp. J.-B. Lyon). — 15^e rapport annuel de l'inspecteur des fabriques (1900).

GRAND-DUCHÉ DE HESSE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Beiträge zur Statistik* (1 fasc. in-4° de 89 pages. Darmstadt, 1901; imp. G. Jonghaus). — Contribution à la statistique du grand-duché de Hesse, 1901).

GRANDE-BRETAGNE. — BOARD OF TRADE. — *Statement showing the production, consumption and export of coal, and the number of persons employed in coal production, in the principal countries of the world, in each year, from 1883 to 1899.* (1 fasc. in-4° de 64 pages. Londres, 1901; Imp. royale). — État de la production, de la consommation et de l'exportation du charbon, ainsi que du personnel employé à l'extraction houillère dans les principaux pays du monde (1883 à 1899).

HONGRIE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistisches Jahrbuch.* (1 vol. in-4° de 453 pages. Budapest, 1902; Imp. de l'Atheneum). — Annuaire statistique de la Hongrie (1900, nouvelle suite, VIII).

MASSACHUSETTS. — BUREAU DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Thirty-first annual report* (1 vol. in-8° de XXII-792 pages, Boston, 1901, Wright et Potter, imp.). — 31^e rapport annuel contenant, de la page 3 à la page 66, le mouvement de la population de l'État en 1900.

De la page 70 à la page 247 on trouve ensuite une étude très étendue sur les accidents, maladie, invalidité et chômage aux États-Unis et sur les assurances sociales dans les divers pays d'Europe. Cette étude est basée sur des documents officiels et privés déjà publiés et dont les sources sont indiquées aux pages 69 et 70 du volume. La partie relative à la Grande-Bretagne est très détaillée (pages 179-202).

La partie consacrée à la France est encore plus développée (pages 203 à 239). La plupart des renseignements qui s'y trouvent sont empruntés à des publications de l'Office du travail.

On trouve ensuite une importante étude comparative sur les salaires industriels et le prix des denrées nécessaires à la vie dans les divers pays.

Les pages 272 à 651 sont occupées par des tableaux de prix maxima, minima et moyens des diverses denrées nécessaires à la vie aux États-Unis et dans la plupart des pays, y compris les logements et les pensions des célibataires. Voir la table pages XI à XV.

Ensuite le rapport rappelle les tableaux des salaires industriels dans les divers pays, qui ont paru dans les rapports de 1895, 1896, 1897 et 1898, puis il analyse ces rapports, c'est-à-dire que pour chaque industrie et chaque spécialité professionnelle il cherche dans quel pays on trouve les salaires les plus élevés et les plus bas avec indication de l'époque. (Pages 654 à 733.)

Le rapport fait ensuite la même analyse pour chaque article de consommation : dans quel pays et pour quelle époque les prix les plus hauts, moyens et minima. (Pages 734 à 767.)

Des pourcentages intéressants et des comparaisons ingénieuses entre les résultats des analyses précédentes terminent le volume.

NORVÈGE. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Statistik Aarbog for Kristiania* (1 vol. in-8° de 216 pages. Kristiania, 1900; Imp. officielle). — Annuaire statistique de Christiania (1900).

SUÈDE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Fabriker och Handverk* (1 fasc. in-4° de 104 pages. Stockholm, 1902; Imp. Hæggström.) — Statistique professionnelle (1900). Table des matières : Rapport au roi. — Liste alphabétique des fabriques et des professions manuelles. — Classification des fabriques et professions manuelles. — Tableaux annexés.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant.

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{re}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

Dé la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

**Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des ar-
tères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer
russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaire et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er}: *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et
1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p.
(1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4°
de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de
55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p.
(1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in 8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in 8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en mars.....	222	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —	
Situation générale.....	223	Loi du 17 août 1901 sur les fabriques et ate-	
Grèves en mars.....	225	liers.....	256
Conciliation et arbitrage en mars.....	228	Hongrie : Les caisses d'assurance contre la mala-	
Rapports sur l'application pendant l'année 1900 des		die en 1898.....	258
lois réglementant le travail (3 ^e et dernier article).....	229		
Opérations et situation en 1900 des caisses de se-		<i>Actes et documents officiels.</i>	
cours des ouvriers et employés des mines.....	235	Loi du 22 mars 1902 modifiant divers articles de	
Les coopératives ouvrières de production et la loi		la loi du 9 avril 1898, concernant les responsa-	
du 1 ^{er} décembre 1875. — Lettre du Ministre		bilités des accidents dont les ouvriers sont vic-	
des Finances, en date du 29 mars 1902.....	236	times dans leur travail. — Loi du 10 avril 1902	
		complétant l'article 2 de la loi du 27 décembre	
		1890, concernant le contrat de louage. — Dé-	
		crets du 21 mars 1902 relatifs à l'application en	
		Algérie de dispositions concernant l'hygiène et	
		la sécurité des travailleurs dans les établisse-	
		ments industriels, les mesures de protection spé-	
		ciales à l'égard des enfants, des filles mineures	
		et des femmes, et les conditions du travail dans	
		les marchés des travaux publics. — Décret du	
		23 mars 1902 relatif à l'exécution des articles 11	
		et 12 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la	
		loi du 22 mars 1902. — Décret du 23 mars 1902,	
		modifiant l'article 16 du décret du 1 ^{er} septembre	
		1899 portant réorganisation du Conseil supé-	
		rieur du travail.....	259
<i>Jurisprudence.</i>			
Contrat de louage.....	238		
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>			
Allemagne : Revue du travail. — Placement. —		<i>Renseignements divers.</i>	
Grèves. — Ordonnances sur le travail des em-		Analyse, par département, des renseignements	
ployés et apprentis dans les auberges et débits		fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc. ;	
de boissons, et sur l'emploi des ouvrières et des		2 ^o par les correspondants.....	273
jeunes ouvriers dans les fabriques de hiorcée.		Analyse, par département, des renseignements	
— Les associations minières de prévoyance en		fournis par les associations ouvrières.....	276
1900. — Le chômage dans le grand-duché de		Adjudications; prix courants divers; commerce	
Bade.....	242	extérieur; transports, faillites; autorisations de	
Australie : L'arbitrage industriel dans la Nouvelle-		bâtir.....	290
Galles du Sud.....	245	Mouvement syndical.....	293
Autriche : Grèves. — Placement gratuit. — L'as-		Bibliographie.....	296
surance contre la maladie en 1899. — Les asso-			
ciations minières de prévoyance en 1900. — Les			
accidents dans les mines en 1900.....	246		
Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	251		
Danemark : Loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le travail			
dans les fabriques.....	251		
Etats-Unis : Réglementation de la durée du travail			
dans les divers Etats.....	253		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^{es} Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du *samedi* 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au *Bulletin*.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL DE BELGIQUE.

(Office du travail.)

Il est ouvert un septième concours pour la collation du legs de 10 000 francs institué par le docteur Guinand et destiné à être remis, s'il y a lieu, à l'auteur du meilleur ouvrage ou de la meilleure invention ayant pour objet d'améliorer la position matérielle ou intellectuelle de la classe ouvrière en général et sans distinction.

Les personnes qui désirent prendre part à ce concours doivent adresser, avant le 1^{er} juillet 1902, au ministère de l'industrie et du travail de Belgique, à Bruxelles, soit l'ouvrage ou le manuscrit écrit dans l'ordre d'idées indiqué par le testateur, soit le modèle ou le mémoire descriptif de l'invention concourant au même but.

EXPOSITION INTERNATIONALE INDUSTRIELLE DE CORK (IRLANDE) EN 1902.

Une exposition internationale industrielle sera ouverte à Cork, de mai à novembre de l'année courante, sous le patronage officiel de l'Irlande. Le Comité d'initiative institué à Cork a décidé de consentir aux fabricants dont les machines auront été agréées les prérogatives suivantes :

1^o Paiement des frais de transport de la fabrique à l'exposition ; 2^o emplacement gratuit ; 3^o description complète des machines dans le catalogue officiel de l'exposition ; 4^o assurance contre l'incendie et les accidents ; 5^o force motrice gratuite ; 6^o gages d'un ouvrier expert choisi par l'exposant et restant à la disposition du département pendant la durée de l'exposition ; 7^o fourniture des matières premières dans la mesure du possible.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à M. le secrétaire du Département de l'agriculture et de l'enseignement technique d'Irlande, à DUBLIN, Reaper Merriion Street.

Prière d'envoyer les communications relatives au *Bulletin* et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de mars, situation toujours aussi satisfaisante pour la pêche côtière, les travaux forestiers, les industries extractives. Reprise du travail dans l'agriculture, la fabrication du vêtement (tailleurs et couturiers), les métiers du bâtiment. Accroissement d'activité dans l'imprimerie et les industries céramiques. Amélioration dans la chapellerie, la préparation des cuirs et des peaux, la cordonnerie sur commande, la menuiserie, l'industrie sidérurgique, la serrurerie. Accalmie dans la fabrique de tulle, ainsi que dans la fabrique des soieries, à l'exception de la rubanerie.

État stationnaire, généralement satisfaisant, dans la filature et le tissage des principaux centres, les métiers de l'alimentation, les industries chimiques et la verrerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1 194 chambres syndicales ouvrières, groupant 180 000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 892, avec 126 000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, dont le total atteint 17 346, ce qui fait une moyenne de chômage de près de 14 p. % (syndicats de mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne mensuelle précédente (février) était de 15 p. %.

L'ouvrage pendant le mois de mars a été jugé, en comparaison avec la situation en février, plus abondant par 18 p. % des syndicats, groupant 26 p. % des adhérents; équivalent par 68 p. % des syndicats, groupant 61 p. % des adhérents; moins abondant par 14 p. % des syndicats, groupant 13 p. % des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 286 syndicats, avec 52 000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 259, avec 43 000 adhérents, ont répondu par la négative.

De ces chiffres globaux, comme aussi des renseignements particuliers émanant des diverses branches d'industries, on peut conclure qu'une amélioration assez sensible sur le marché du travail s'est produite, pendant le mois de mars, dans les branches qui souffraient le plus du chômage.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche côtière a été particulièrement favorisée en Méditerranée par le beau temps; le travail est généralement satisfaisant, mais les prix sont en baisse. Chez les ouvriers agricoles, le chômage d'hiver touche à sa fin; les ensemencements de printemps, les greffages et les premiers travaux des vignes, dans le Midi, ont contribué à la reprise du travail. En forêts, l'ouvrage demeure abondant, plus même que les années précédentes dans le Centre (Allier, Cher, Loiret, Nièvre).

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 145 000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,99	"	"	"	3	97
Loire.....	5,44	"	"	35	32	33
Gard et Hérault.....	5,91	"	"	"	16	84
Isère (anthracite).....	5,76	"	"	"	100	"
Provence (lignites).....	5,39	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	5,30	"	"	"	89	11
Centre.....	5,50	"	"	10	66	24
Tarn et Aveyron.....	5,88	"	"	"	28	72
ENSEMBLE pour la France.	5,84	"	1	5	21	74

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,78. Il était de 5,93 en mars 1901.

CARRIÈRES. — Le travail en carrières est resté actif, favorisé par la température au cours du mois. Le chômage moyen, d'après les réponses des syndicats, ne serait inférieur à 2 p. %.

ALIMENTATION. — Dans les métiers de l'alimentation, légère amélioration au point de vue de la demande de main-d'œuvre. Chez les ouvriers boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers, cuisiniers, garçons de cafés et de restaurants, la proportion moyenne de chômeurs est redescendue à 13 p. %, comme en janvier, au lieu de 17 p. % en février.

En ce qui concerne la comparaison avec le mois précédent, 15 p. % des syndicats, avec 57 p. % des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 73 p. % des syndicats, avec 33 p. % des adhérents, l'estiment équivalent; 12 p. % des syndicats, avec 10 p. % des adhérents, l'estiment moins abondant. (Renseignements fournis par 53 chambres syndicales.)

La production des alcools, à la fin du mois de février 1902 (cinq premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1 091 656 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, au lieu de 1 517 817 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte principalement sur les alcools de betteraves et de substances farineuses. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à

140 552 hectolitres, contre 181 858 hectolitres, évaluation correspondant aux cinq premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

En industrie sucrière, à la fin du mois de mars 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids des betteraves mises en œuvre s'élève à 9 350 851 795 kilogrammes contre 8 717 439 211 kilogrammes de betteraves mises en œuvre pendant les sept premiers mois de la campagne précédente, soit une augmentation de 633 412 584 kilogrammes. La quantité totale de sucre extraite des turbines, à cette date, est de 1 081 815 939 kilogrammes, contre 1 058 072 188 kilogrammes produits à la même date de 1901 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Situation sans changement, généralement satisfaisante, dans les raffineries de pétrole et la savonnerie. Ralentissement chez les huiliers du Havre, attribué à la surproduction. Travail actif dans les fabriques de toiles cirées et de caoutchouc, ainsi que dans la papeterie.

Chez les typographes et similaires, l'ouvrage est abondant dans l'ensemble. L'accentuation de la reprise, par suite de l'approche des élections, se fait sentir en province plus qu'à Paris. La moyenne de chômage ressort à 4 p. %; à Paris, elle atteint 6 p. %. Parmi les 100 chambres syndicales, groupant 9 500 adhérents, qui ont répondu au questionnaire, 11 p. %, avec 47 p. % des adhérents, estiment que le travail est plus abondant qu'en février; 75 p. %, avec 42 p. % des adhérents, l'estiment équivalent; 14 p. %, avec 11 p. % des adhérents, l'estiment moins abondant.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, l'activité paraît en voie de d'augmentation. Le chômage moyen ne serait que 7 p. %, d'après les réponses des syndicats. Dans la ganterie, à Paris notamment, la situation n'est pas encore redevenue normale. Il y a reprise, dans la cordonnerie, pour l'article sur commande; par contre, la fabrique est en ralentissement. Chez les selliers-mécaniciens pour l'article de chasse, la morte-saison tire à sa fin. Travail faible chez les monteurs de sièges en cuir.

Dans l'ensemble, 27 p. % des syndicats, groupant 33 p. % des adhérents, estiment que l'ouvrage est plus abondant que le mois dernier; 57 p. %, avec 31 p. % des adhérents, l'estiment équivalent; 16 p. %, avec 36 p. % des adhérents, estiment qu'il y a diminution.

TEXTILES. — La moyenne de chômage se maintient à 12 p. %, comme le mois dernier, dans la filature et le tissage. Dans le Nord, les établissements sont en plein travail, tant pour les industries linière et cotonnière que pour l'industrie lainière. A Elbeuf, à Louviers et à Sedan, bon courant d'activité, de même qu'à Vienne et à Mazamet. La fabrique de Reims compte sur des ordres importants pour le mois prochain. A Rouen, état stationnaire pour la filature de coton, qui reçoit peu d'ordres importants. Léger ralentissement dans la fabrique lyonnaise.

Dans la région de Saint-Étienne, le travail continue à être très abondant pour la passementerie et la rubanerie. La fabrique de tulle est calme, à Calais, à Saint-Quentin, à Lyon.

Dans la chapellerie, un peu plus d'ouvrage que le mois dernier.

Dans le vêtement, fin de la morte-saison, reprise à peu près générale.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe des textiles et

(1) *Journal officiel* du 19 mars 1902.

(2) *Journal officiel* du 13 avril 1902.

du vêtement, ressort à 11 p. %, au lieu de 15 p. % le mois précédent (d'après les réponses de 187 chambres syndicales).

En comparaison avec l'état du travail en février, l'ouvrage pendant le mois de mars est estimé plus abondant par 20 p. % des syndicats, groupant 20 p. % des adhérents; équivalent par 70 % des syndicats, avec 67 p. % des adhérents; moins abondant par 10 % des syndicats, avec 13 p. % des adhérents.

BOIS. — Commencement de la reprise saisonnière chez les charpentiers, scieurs et menuisiers en bâtiment. Situation meilleure dans la menuiserie-ébénisterie. Pas de changements appréciables dans la fabrique de voitures; de même chez les sabotiers-galochiers. Dans la tonnellerie, travail peu actif, chômage sensiblement plus intense que l'an dernier à même époque. Situation stationnaire dans les diverses branches de la tabletterie.

Pour l'ensemble des industries du bois, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 18 p. % environ (d'après les réponses de 95 syndicats). Sur 120 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation sur l'état du travail en mars comparé avec l'état du travail en février, 24 p. %, avec 30 p. % des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 53 p. %, avec 44 p. % des adhérents, l'estiment équivalent; 23 p. %, avec 26 p. % des adhérents, l'estiment moins abondant.

MÉTAUX. — Continuation de la reprise précédemment signalée dans l'industrie sidérurgique. Les établissements du Nord, de la Haute-Marne et des Ardennes sont abondamment pourvus. Dans la Loire et le Centre, l'amélioration ne s'est pas encore fait sentir.

Pour l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen s'est abaissé à 9 p. % (d'après les réponses de 104 chambres syndicales). Sur 145 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation de l'état du travail en comparaison avec le mois précédent, 20 p. %, avec 15 p. % des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 65 p. %, avec 77 p. % des adhérents, l'estiment équivalent; 15 p. %, avec 8 p. % des adhérents, estiment qu'il y a diminution.

Dans la serrurerie, le travail est plus abondant, à la suite de la reprise du bâtiment. Chez les mécaniciens, pas de changements notables. Situation toujours calme chez les ferblantiers-boitiers, les couteliers, les ferblantiers zingueurs, les tourneurs en cuivre, les ouvriers en étain; situation plus favorable chez les ouvriers en scies. Dans la bijouterie, l'horlogerie, on ne signale pas d'amélioration. Dans la fabrique d'optique, activité satisfaisante.

BÂTIMENT. — Chez les maçons, tailleurs de pierres, couvreurs, plâtriers, peintres et sculpteurs, le chômage, encore que très élevé, est en diminution; la moyenne indiquée, résultant des réponses de 127 syndicats, est d'environ 20 p. %. On peut cependant considérer d'ores et déjà la morte-saison comme terminée.

En ce qui concerne la comparaison de l'état du travail en mars avec la situation en février, sur 162 syndicats, 31 p. %, groupant 38 p. % des adhérents, estiment qu'il y a plus d'ouvrage; 55 p. %, avec 51 p. % des adhérents, estiment qu'il y en a autant; 14 p. %, avec 11 p. % des adhérents, estiment qu'il y en a moins.

Chez les marbriers du Nord, travail actif; activité faible, au contraire, chez les marbriers des Pyrénées.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Accentuation de la reprise et situation généralement satisfaisante chez les chauxfourniers et fabricants de ciments. Accroissement de l'activité dans diverses fabriques de céramique, ainsi que dans la briquetterie et la tuilerie en général. Aucun changement n'est signalé dans la verrerie.

Chômage moyen pour le groupe des industries céramiques et de la verrerie : moins de 2 p. %.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les ouvriers des transports, camionneurs, charretiers, bateliers, etc. (chemins de fer non compris), le chômage demeure très élevé et aux environs de 20 p. %.

Dans la manutention, il y a amélioration pour les ouvriers des ports, à Dunkerque et à Calais ; ralentissement au Havre ; état stationnaire dans les autres ports.

Chez les employés de commerce, la moyenne de chômage reste aux environs de 5 p. %.

Chez les gens de maison, à Paris, les syndicats continuent à signaler une baisse des salaires et une diminution dans l'offre du travail.

LES GRÈVES EN MARS 1902.

46 grèves ont été signalées en mars à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 43 d'entre elles, est de 9 541. Il y avait eu, en mars 1901, 46 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures est de 50.

Ces 46 grèves, dont 41 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	28
Réduction de salaire.....	6
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Contre le travail aux pièces.....	3
Demande de suppression des amendes.....	2
Demande de maintien du travail aux pièces.....	1
Demande de renvoi d'un directeur.....	1
Demande de diminution du temps de travail.....	1
Règlement d'atelier.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 27 départements et on en a compté :

12 dans le Nord, 3 dans l'Indre, 3 dans la Seine, 2 dans la Charente-Inférieure, l'Ille-et-Vilaine, l'Isère et la Marne et 1 seule dans les 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 14 ; industries du bâtiment, 9 ; travail des métaux, 5 ; chemisières, cuirs et peaux, ouvriers des ports, 2 ; acide gallique (ouvriers d'une fabrique d'), blanchisseuses, brasseurs, caoutchoutières, carriers, chapeliers, chauffeurs et soutiers, déménageurs, mineurs, miroitiers, porcelainiers, ouvriers aux tabacs, 1 grève.

Des 46 grèves commencées en mars, 32 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, un jour ou moins de 1 jour ; huit, 2 jours ; deux, 3 jours ; deux, 4 jours ; trois, 5 jours ; quatre, 6 jours ; une, 7 jours ; deux, 11 jours ; deux, 12 jours et une 14 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 40 jours, 37 jours, 17 jours et 7 jours, on trouve, parmi les 36 conflits terminés, les résultats suivants :

5 réussites.
14 transactions.
17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
21 nov...		Voiron.....	Isère.....	Mouleurs.....	1	20	1
15 janv...		Saint-Janien.....	Haute-Vienne.....	Mégissiers-palissonneurs.....	1	334	2
3 fév...	15 mars	Loudenvielle.....	Hautes-Pyrénées.....	Mineurs.....	1	41	3
4 fév...		Olliergues.....	Puy-de-Dôme.....	Tisseurs.....	1	60	4
7 fév...	17 mars	Lyon.....	Rhône.....	Orfèvres.....	1	7	5
13 fév...		Beuzec-Connq.....	Finistère.....	Ferblantiers-boîtiers.....	1	40	6
14 fév...	3 mars	Lyon.....	Rhône.....	Fumistes.....	1	10	7
17 fév...		Paris.....	Seine.....	Battours d'or.....	1	24	8
21 fév...		Condé.....	Nord.....	Charpentiers de bateaux.....	1	18	9
24 fév...	3 mars	Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs sur cuivre.....	1	14	10
28 fév...	.j.	St ^e -Colombes-sur- l'Hers.....	Aude.....	Peigniers.....	1	100	11

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} mars.	5 mars.	Lomme.....	Nord.....	Banbrocheuses et étirageuses.....	1	63	1
1 ^{er} mars.	3 mars.	Paris.....	Seine.....	Blanchisseuses.....	1	18	2
1 ^{er} mars.	7 mars.	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	18	3
2 mars.		Nestalas.....	Hautes-Pyrénées.....	Mineurs.....	1		4
3 mars.		Chantenay - sur Loire.....	Loire-Inférieure.....	Ferblantiers-boîtiers.....	1	39	5
3 mars.		Paris.....	Seine.....	Ferblantiers.....	1	16	6
3 mars.		Moussey.....	Vosges.....	Tisseurs et fileurs.....	1	360	7
4 mars.	5 mars.	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	75	8
5 mars.	12 mars.	Villedieu.....	Indre.....	Chemisières.....	1	210	9
7 mars.	8 mars.	Pompey.....	Meurthe-et-Moselle.....	Chargeurs.....	1	30	10
10 mars.	12 mars.	Betheniville.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	40	11
10 mars.	22 mars.	Cermeaux.....	Tarn.....	Maçons.....	1	80	12
10 mars.		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	122	13
10 mars.		Lyon.....	Rhône.....	Robinettiers.....	1	16	14
11 mars.	12 mars.	Yerres.....	Seine-et-Oise.....	Miroitiers.....	1	47	15
11 mars.	13 mars.	Fourmies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	65	16
12 mars.	14 mars.	Lille.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	100	17
12 mars.	17 mars.	La Rochelle.....	Charente-Inférieure.....	Ouvriers des ports.....	5	345	18
13 mars.	14 mars.	Évreux.....	Eure.....	Terrassiers et poseurs.....	1	66	19
13 mars.	18 mars.	Bourganeuf.....	Crense.....	Porcelainiers.....	1	24	20
13 mars.	24 mars.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	20	21
14 mars.	26 mars.	Saint-Paul-en-Jar- ret.....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	230	22
17 mars.	19 mars.	Valpajola.....	Corse.....	Acide gallique (Ouvriers d'une fabrique d').	1	50	23
17 mars.	19 mars.	Fourmies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	22	24
17 mars.	19 mars.	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Chauffeurs et soutiers.....	1	150	25
18 mars.		Paris.....	Seine.....	Chapeliers.....	1	52	26
19 mars.	21 mars.	Bessèges.....	Gard.....	Métallurgistes.....	1	14	27
19 mars.	2 avril.	La Tour-du-Pin.....	Isère.....	Tallistes.....	1	25	28
19 mars.		Sarlat.....	Dordogne.....	Caoutchoutières.....	1	34	29
20 mars.	21 mars.	Virieu-le-Grand.....	Ain.....	Carriers (chaux).....	1	26	30

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MARS 1902 (1).

1	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	.....	Établissement fermé.
2	Protestation contre l'emploi de machines.....	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	Échec.	
6	Refus de souder les boîtes fabriquées à la machine.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
8	Mise à l'index d'un établissement faisant travailler en province à prix réduit.	.....	
9	Réduction de salaire.....	.....	
10	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
11	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	

EN MARS 1902.

1	Demande de maintien du travail au temps.....	Échec.	Grévistes remplacés.
2	Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier blessé dans la mine.	.....	
5	Demande de maintien du travail aux pièces.....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du directeur.	.....	
8	Protestation contre une amende infligée pour malfaçon...	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Réduction de salaire, puis demande d'augmentation.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande de réintégration de deux ouvriers et de suppression du travail aux pièces.	.....	
15	Réduction de salaire.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif).	Transaction.	
21	Demande de dépôt du tarif au siège du syndicat et au Conseil des prud'hommes.	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif).	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande de suppression des amendes nouvellement édictées.	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
27	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
28	Protestation contre le changement des heures d'entrée et de sortie.	Échec.	
29	Réduction de salaire.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TATION.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
20 mars..	26 mars..	Roscoff	Finistère.....	Ménisiers.....	1	.....	31
21 mars..	25 mars..	Lille.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	148	32
21 mars..	.....	Sables-d'Olonne..	Vendée.....	Maçons.....	1	40	33
22 mars..	28 mars..	Grenoble.....	Isère.....	Palissonneurs.....	1	16	34
24 mars..	25 mars..	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	50	35
24 mars..	4 avril..	Bordeaux.....	Gironde.....	Déménageurs.....	5	80	36
24 mars..	.....	Châteauroux.....	Indre.....	Brasseurs.....	1	47	37
25 mars..	26 mars..	Loos.....	Nord.....	Dévidieuses.....	1	26	38
25 mars..	28 mars..	La Rochelle.....	Charente-Inférieure ^{re}	Plâtriers.....	.....	.....	39
26 mars..	.....	Villedieu.....	Indre.....	Chémisières.....	1	160	40
26 mars..	.....	Reims.....	Marne.....	Ouvriers de filatures.....	18	6 000	41
27 mars..	.....	Ivry-en-Montagne.	Côte-d'Or.....	Terrassiers.....	1	50	42
28 mars..	3 avril..	Redon.....	Ille-et-Vilaine..	Maçons.....	4	41	43
28 mars..	.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	30	44
29 mars..	1 ^{er} avril	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	280	45
30 mars..	5 avril ..	Orléans.....	Loiret.....	Ouvriers aux tabacs.....	1	216	46

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Trois applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en mars à la Direction du travail :

1^o Grève de chemisières à Villedieu-sur-Indre. — 210 chemisières occupées par M. Rousseau, à Villedieu (Indre) se sont mises en grève le 5 mars, à l'annonce d'une réduction de tarif; les grévistes ripostèrent à cette annonce par une demande d'augmentation sur certains articles.

Sur la demande de M. Rousseau, un comité de conciliation s'est réuni, le 11 mars, devant le juge de paix de Buzançais; après des concessions faites de part et d'autre, le travail a été repris le lendemain 12 mars.

2^o Grève des ouvriers des ports de La Rochelle. — Les ouvriers des quais et docks de La Pallice, à La Rochelle (Charente-Inférieure), au nombre de 345, se sont mis en grève le 12 mars, en formulant les réclamations suivantes :

- 1^o Journée minimum de 5 fr., été et hiver;
- 2^o Travaux de nuit et de dimanches et fêtes à 0 fr. 75 de l'heure;
- 3^o Toute demi-journée commencée devra être payée intégralement;
- 4^o Travaux exigeant l'emploi des grues et des bennes, prix unique 0 fr. 50 la tonne;
- 5^o Portage à dos d'homme, journée de 6 fr. été et hiver pour tous les fardeaux excédant 100 kilos

Le 16 mars, sur l'intervention des juges de paix des cantons est et ouest de La Rochelle, un comité de conciliation s'est réuni et, après discussion, les revendications des grévistes ont été acceptées, sauf sur le 3^e article, modifié comme suit :

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MARS 1902. (Suite.)			
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
35	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
38	Protestation contre la défectuosité des matières premières..	Échec.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
40	Demande de réintégration de quatre ouvrières.....	.....	
41	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	.....	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
43	Demande d'augmentation de salaire et diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
44	Contre le remplacement des bâcleurs (enfants) par des hommes.	.....	
45	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

« Tout quart de journée commencé sera payé intégralement » ; et sur l'article 2, par lequel, les dimanches et fêtes, le prix de 75 centimes l'heure n'est accordé qu'à partir de midi. Le travail a été repris le lendemain 17 mars.

3^o Grève des maçons de Redon. — Les maçons de Redon demandaient la journée de onze heures au lieu de douze, à raison de 33 centimes l'heure pour les maçons, 35 centimes pour les poseurs et 25 centimes pour les manœuvres. Ils ont fait appel à l'intervention du juge de paix, aussitôt après s'être mis en grève, le 28 mars.

Un comité de conciliation s'est réuni le 1^{er} avril et a mis fin à la grève. Les patrons ont accepté la journée de onze heures et ont offert une augmentation générale de 5 centimes l'heure, soit 30 centimes pour les maçons, 30 à 35 centimes pour les poseurs et 22 pour les manœuvres, sous réserve de payer à un prix plus réduit les mousses ou goujats et les anciens que les patrons déclarent n'embaucher ou conserver que pour leur être agréables. La convention a prévu également des majorations de 5 centimes l'heure pour les travaux dangereux ou éloignés de plus de 6 kilomètres de la ville, pour les heures supplémentaires, et de 20 centimes pour les heures de nuit.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION EN 1900 DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL. (Fin.) (1)

Pour terminer ces extraits, nous donnons ci-après : la statistique relative aux établissements de bienfaisance soumis à la loi du 2 novembre 1892, ainsi que le relevé des procès-verbaux et des contraventions pour l'année 1900, et pour l'ensemble des établissements industriels visités par les inspecteurs du travail.

(1) Voir les numéros de février et mars 1902.

RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTION, DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS

RÉSIDENCES des INSPECTEURS.		LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.													DÉCRET DU 13 MAI									
		ARTICLE 2.	ARTICLE 3.	ARTICLE 4.	ARTICLE 5.	ARTICLE 8.	ARTICLE 10.	ARTICLE 11.			ARTICLE 14.	ARTICLE 15.	ARTICLE 16.	ARTICLE 20.	ARTICLE 29.	ARTICLE 1 ^{er} .	ARTICLE 2.	ARTICLE 3.	ARTICLE 4.	ARTICLE 5.	ARTICLE 6.	ARTICLE 7.	ARTICLE 8.	ARTICLE 10.
								Affichage.	Relais.	Équipes.														
Paris	20	1164	705	855	"	101	73	"	"	6	"	"	"	10	"	7	"	"	"	1	"	"	"	"
Tours.....	121	"	78	254	2	110	59	"	"	12	2	1	"	1	5	6	1	"	"	"	"	"	"	"
Dijon.....	57	31	49	184	"	272	78	"	"	22	"	"	"	"	7	20	"	"	5	1	"	1	"	"
Nancy.....	15	47	89	131	"	81	70	"	"	5	"	"	3	2	2	6	"	"	1	"	"	1	"	"
Lille.....	222	"	223	363	2	749	754	"	"	18	"	"	"	2	5	26	"	"	1	7	6	"	"	"
Rouen.....	194	"	68	115	10	151	45	"	"	80	3	"	"	3	1	3	"	2	"	"	1	1	"	"
Nantes.....	42	"	37	160	"	65	104	"	"	14	"	"	"	2	4	2	"	"	1	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	7	"	33	63	"	32	16	3	"	17	1	"	"	2	3	18	"	1	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	17	18	70	43	"	181	27	"	"	2	2	"	"	"	2	11	"	2	1	"	"	"	1	"
Marseille.....	36	"	124	669	"	168	75	"	"	30	"	"	2	2	5	135	"	"	2	"	"	"	"	"
Lyon.....	52	353	58	88	"	354	365	"	4	5	"	13	"	3	1	2	2	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX...	783	1,613	1534	2,925	14	2,264	1,666	3	4	211	8	14	5	27	35	236	3	5	11	9	7	3	1	"

ET DES CONTRAVENTIONS RELEVÉES PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL EN 1900.

1893.				LOI DU 12 JUIN 1893				DÉCRET DU 10 MARS 1894.														LOI DU 30 MARS 1900.		LOI DU 9 SEPT. 1848.		LOI DU 9 AVRIL 1898.		CODE PÉNAL, ART. 224. DÉCR. DU 15 JUIL. 1893, ART. 4.		TOTAL DES CONTRAVENTIONS.		NOMBRE DES PROCÈS-VERBAUX.																													
Art. 13 et arrêté minist. du 31 juillet 1894.				ARTICLE 12.				ART. 14 ET TAB. A.				ART. 15 ET TAB. B.				ART. 16 ET TAB. C.				ARTICLE 2.		ARTICLE 6.		ARTICLE 11.		ARTICLE 12.		ARTICLE 1 ^{er} .		ARTICLE 2.		ARTICLE 4.		ARTICLE 5.		ARTICLE 6.		ARTICLE 8.		ARTICLE 10.		ARTICLE 11.		ARTICLE 12.		ARTICLE 14.		ARTICLE 15.		ARTICLE 16.		ARTICLE 1 ^{er} .		ARTICLE 9.							
28	2	"	"	5	5	"	2	"	"	"	2	19	"	"	2	2	24	"	"	4	23	1,196	255	32	"	"	"	"	"	"	7	2	5	"	"	8	2	45	"	"	"	210	151	"	16	1	"	"	"	"	"	"	4,543	523							
9	4	"	"	"	28	"	2	1	1	7	2	5	"	"	"	8	2	45	"	"	"	210	151	"	16	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8	2	45	"	"	"	210	151	"	16	1	"	"	"	"	"	"	1,144	261							
3	2	"	"	4	22	"	5	"	"	"	1	1	34	51	17	"	135	"	1	"	180	194	86	60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	135	"	1	"	180	194	86	60	"	"	"	"	"	"	"	"	1,523	240							
7	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	5	"	11	"	6	"	"	"	1 604	1,001	5	78	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11	"	6	"	"	"	1 604	1,001	5	78	"	"	"	"	"	"	"	"	3,173	184						
35	3	"	3	6	41	"	6	"	1	"	"	"	11	"	3	4	15	1	"	1	2 675	819	18	76	"	61	"	"	"	"	"	"	"	"	3	4	15	1	"	1	2 675	819	18	76	"	61	"	"	"	"	"	"	6,156	468							
9	"	"	"	"	6	"	6	"	"	"	1	"	6	"	11	"	31	"	"	4	1 089	427	132	39	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11	"	4	1 089	427	132	39	"	"	"	"	"	"	"	"	2,434	188								
6	"	"	"	2	6	1	"	1	1	"	1	"	"	"	17	1	36	"	"	"	117	80	20	97	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17	1	36	"	"	"	117	80	20	97	1	"	"	"	"	"	"	818	185						
1	"	"	"	"	5	"	2	"	"	"	1	"	"	"	13	"	23	"	"	"	130	16	354	22	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	130	16	354	22	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	765	84								
"	1	1	"	7	3	"	5	"	2	"	"	2	18	"	6	1	17	"	"	"	10	15	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10	15	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	467	115								
"	"	"	"	3	65	"	"	"	7	"	1	"	"	1	2	"	32	"	1	1	116	1	4	11	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	116	1	4	11	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,494	168								
"	2	"	"	"	1	"	"	"	1	"	1	"	1	"	3	"	15	"	"	"	373	1,061	18	125	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	373	1,061	18	125	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,901	360							
98	16	1	3	27	183	1	28	2	13	7	10	27	75	52	93	10	379	1	2	5	6,527	4,961	892	559	4	61	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,527	4,961	892	559	4	61	"	"	"	"	"	"	"	"	25,418	2,776								

LOIS ET DÉCRETS.

NATURE DE LA CONTRAVENTION.

		Report.....	11 740
	Art. 1 ^{er}	Nettoyage, mesures de propreté et d'hygiène.....	13
	Art. 2.....	Locaux où l'on travaille des matières organiques altérables.....	"
	Art. 2.....	Lessivage avec une solution désinfectante.....	5
	Art. 2.....	Résidus putrescibles.....	2
	Art. 3.....	Emanations d'égouts, etc.....	"
	Art. 3.....	Intercepteur hydraulique.....	"
	Art. 3.....	Ventilation des puits, ceintures de sûreté.....	"
	Art. 4.....	Cabinets d'aisances.....	10
	Art. 5.....	Cube d'air, locaux encombrés.....	27
	Art. 5.....	Aération, éclairage des dépendances, passages et escaliers.....	"
	Art. 5.....	Évacuation des gaz et des poussières insalubres, incommodes ou toxiques.....	3
	Art. 6.....	Évacuation des buées, gaz, vapeurs par des hottes avec cheminées d'appel.....	"
	Art. 6.....	Ventilation aspirante des poussières déterminées par des appareils mécaniques.....	71
	Art. 6.....	Ventilation <i>per descensum</i> des gaz lourds.....	"
	Art. 6.....	Pulvérisation en vase clos des matières irritantes ou toxiques.....	"
	Art. 6.....	Aération des ateliers.....	1
	Art. 8.....	Repas dans l'atelier.....	51
	Art. 8.....	Eau potable, vestiaires avec lavabos.....	1
	Art. 9.....	Évacuation des ateliers pendant les repas.....	"
	Art. 9.....	Moteur non isolé.....	8
	Art. 9.....	Passages, nivellement.....	5
	Art. 10.....	Escaliers dépourvus de fortes rampes.....	6
	Art. 10.....	Absence de barrières ou de garde-corps.....	28
	Art. 10.....	Echafaudages non protégés.....	46
	Art. 11.....	Monte-charges non protégés.....	10
	Art. 11.....	Parties dangereuses non protégées.....	235
	Art. 12.....	Machines, outils à instruments tranchants présentant des causes de danger.....	134
	Art. 12.....	Maniement des courroies à la main.....	9
	Art. 12.....	Ouvrier occupé dans le plan de rotation d'un engin pesant tournant à grande vitesse.....	1
	Art. 13.....	Signal de la mise en marche.....	"
	Art. 14.....	Arrêt des moteurs par le conducteur de la machine.....	"
	Art. 14.....	Arrêt des moteurs par le contremaître de l'atelier.....	1
	Art. 15.....	Dispositifs de sûreté pour le nettoyage et le graissage des mécanismes en marche.....	1
	Art. 15.....	Calage non assuré.....	1
	Art. 15.....	Portes s'ouvrant de dedans en dehors et non encombrées.....	1
	Art. 16.....	Escaliers multiples.....	"
	Art. 16.....	Escaliers incombustibles.....	4
	Art. 17.....	Isolément des huiles et pétrole.....	"
	Art. 18.....	Isolément et protection des machines dynamos.....	"
	Art. 18.....	Vêtements flottants.....	"
Loi du 9 sept. 1848. — Art. 1 ^{er} . § 1.		Travail des adultes au delà de 12 heures.....	892
		Durée du travail des enfants et des femmes.....	4 224
		Simultanéité des repos.....	905
	Art. 1 ^{er}	Repos inférieurs à une heure.....	47
Loi du 30 mars 1900 ..		Relais.....	511.
		Équipes.....	840
	Art. 2... ..	Durée du travail des hommes adultes.....	4 961
Loi du 9 avril 1898. — Art. 11 et 31			559
Loi du 7 décembre 1874. {	Art. 1 ^{er}	Emploi d'enfants de moins de 16 ans à des tours de force périlleux.....	"
	Art. 4... ..	Défaut de justification de l'acte de naissance et de l'identité de l'enfant.....	"
Décret du 15 juillet 1893 — Art. 4..			61
Code pénal. — Art. 224.....		Outrage aux inspecteurs.....	4
TOTAL.....			25 418

OPÉRATIONS ET SITUATION DES CAISSES DE SECOURS

DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1900 ⁽¹⁾.

En 1900, 197 sociétés de secours, instituées par la loi du 29 juin 1894 et fonctionnant dans 34 départements, ont réuni 178 876 participants (en 1899 : 191 sociétés et 170 674 participants). Ce chiffre comprend, outre les ouvriers du fond et du jour, les ouvriers occupés dans les bureaux du siège des exploitations et un certain nombre d'ouvriers des industries annexes, que la loi autorise à s'affilier aux sociétés. La loi laissant toute latitude aux intéressés pour arrêter la circonscription de secours, le nombre des participants varie suivant les sociétés; le plus souvent, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise sont groupés en une seule société; dans quelques grandes exploitations seulement, ils sont groupés en diverses sociétés correspondant aux fosses; rarement les employés du fond sont séparés de ceux du jour ou les employés des ouvriers.

Au point de vue de la nature des mines, les sociétés se distribuent comme suit :

	SOCIÉTÉS.	MEMBRES.
Mines de combustibles	142	166. 176
Mines de fer.....	32	6. 928
Mines métalliques.....	14	4. 440
Mines de sel.....	4	532
Mines de schistes bitumineux et de soufre.....	5	800
TOTAUX	197	178 876

Le nombre des malades s'est élevé, en 1900, à 141 090 (soit 79 malades pour 100 sociétaires); le nombre des jours de maladie constatés à 2 042 776 (soit 14,48 jours par malade et 11,42 jours par sociétaire).

Le tableau suivant donne le détail des recettes (6,418,021 francs) réalisées par les 197 sociétés en 1900 :

	RECETTES.		francs.
Retenues sur les salaires.....	3 770 686	soit	58, 75 p. %.
Versements de l'exploitant.....	1 929 430	—	30, 06
Allocations de l'État.....	928	—	0, 015
Amendes pour infractions aux statuts de la Société	1, 793	—	0, 03
Amendes pour infractions aux règlements de l'entreprise.....	371 477	—	5, 79
Intérêts des fonds.....	72 129	—	1, 125
Prélèvement sur les réserves.....	156 395	—	2, 44
Recettes diverses (y compris les dons manuels).	115 183	—	1, 79
TOTAL	6 418 021	—	100, 00

Les dépenses se sont élevées à 6 015 810 francs. D'après le mode de fonctionnement des sociétés et sous cette réserve que les sociétés n'ont pas distribué également

⁽¹⁾ Extrait de la *Statistique de l'industrie minérale en France*, pour 1900.

certaines secours non obligatoires, la moyenne par participant ressort à 33 fr. 63; le total se répartit comme suit :

NATURE DES DÉPENSES.		DÉPENSES.			
		NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de participants.	Montant de la dépense	
				totale.	par parti- cipant.
Frais médicaux.....	Participants seuls...	35	11 314	44 408	3,92
	Participants et leurs familles.....	150	141 629	635 300	4,49
Frais pharmaceutiques.	Participants seuls...	39	14 610	116 885	8,00
	Participants et leurs familles.....	148	148 433	1 641 700	11,06
Frais de traitement des participants dans les hôpitaux.....		85	121 978	54 585	0,45
Secours statutaires aux participants malades..		196	178 822	2 579 752	14,42
Frais funéraires.....	Participants seuls...	98	77 634	30 987	0,39
	Participants et leurs familles.....	53	93 126	75 783	0,81
Versements à la Caisse nationale des retraites.		166	171 634	83 850	0,49
Secours supplémentaires à des participants malades.....		131	147 015	132 802	0,90
Secours à des participants devenus infirmes..		42	69 440	68 210	0,99
Secours aux familles des participants décédés.		89	132 256	150 260	1,14
Secours aux familles des participants réservistes ou territoriaux.....		92	122 479	168 539	1,37
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.....		82	107 367	94 881	0,88
Frais d'administration, de direction et frais judiciaires.....		158	167 096	75 810	0,45
Jetons de présence aux administrateurs.....		86	126 754	22 738	0,18
Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades.....		84	97 737	39 320	0,40
TOTAL.....				6 015 810	

L'année 1900 s'est soldée par un excédent de recettes de 402 211 francs qui, joint à l'encaisse des sociétés au 1^{er} janvier 1899, formait en fin d'exercice une réserve totale de 2 951 408 francs.

Seules, 2 sociétés groupant ensemble 1 377 participants ne possédaient aucune réserve et présentaient même un déficit total de 1 795 francs, soit 1 fr. 30 par sociétaire, alors que le chiffre moyen de la réserve pour les 195 autres sociétés est de 16 fr. 63 par sociétaire.

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LA LOI DU 1^{er} DÉCEMBRE 1875.

Lettre du Ministre des Finances au Ministre du Commerce relative à l'immunité d'impôt édictée par l'article 2 de la loi du 1^{er} décembre 1875 en faveur des associations coopératives ouvrières de production.

Paris, le 29 mars 1902.

Monsieur le Ministre et cher Collègue,

Par dépêche du 1^{er} mars, vous avez bien voulu me demander quels sont les

caractères précis que doit réunir une association ouvrière de production pour pouvoir bénéficier de l'immunité d'impôt édictée par l'article 2 de la loi du 1^{er} décembre 1875.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'après ce texte, les associations coopératives de production doivent, pour être exemptées d'impôt, remplir les trois conditions suivantes :

1^o Elle doivent être formées exclusivement entre des ouvriers ou artisans : si elles admettent des membres ayant une qualité différente, elles rentrent dans le droit commun ;

2^o Le capital social doit être divisé en parts d'intérêt, et non en actions ; ce point a été précisé dans le rapport de la Commission (1) [Annexe de la séance du 22 novembre 1875, *J. O.*, p. 9732, 1^{re} col.] ;

3^o La société doit être alimentée au moyen de cotisations périodiques fournies par les adhérents ; si elle reçoit des fonds sous une autre forme ou par une autre voie, il n'y a pas lieu non plus à la dispense de la taxe.

Les principes en cette matière sont donc bien définis.

Mais il est évident que, dans la pratique, des doutes peuvent s'élever sur le point de savoir si telle ou telle association coopérative rentre ou non dans les prévisions de la loi ; si la substance du contrat s'accorde avec les qualifications adoptées par les intéressés, s'il y a société de personnes ou de capitaux, si l'objet principal de l'entreprise est, ou non, de favoriser le travail personnel des ouvriers ou des artisans.

Ce sont là des difficultés d'espèce qui ne peuvent être résolues que par un examen attentif des termes et de l'esprit de chaque association, et la solution en est souvent fort délicate.

Pour reconnaître notamment la société de capitaux ou société par actions et la distinguer de l'association de personnes, on ne saurait s'attacher à une classe déterminée ou à un fait isolé.

Il faut une interprétation d'ensemble portant sur toutes les dispositions statutaires et permettant de dégager l'intention qui a présidé au pacte social. On ne peut, à cet égard, tracer aucune règle précise en dehors de celles que le code civil a formulées, pour l'interprétation des conventions.

Comme vous l'avez reconnu vous-même, Monsieur le Ministre et cher collègue, en rappelant une décision rendue par mon administration en 1897, celle-ci n'a pas exagéré la rigueur des restrictions quelque peu étroites auxquelles le législateur de 1875 a subordonné la dispense de taxe. Aux termes de cette décision, concernant spécialement les associations coopératives ouvrières de production adhérentes à la Chambre consultative de Paris, ces entreprises doivent être considérées, sauf exception, comme des sociétés de personnes et non pas comme des sociétés de capitaux ; des instructions ont été données dans ce sens.

Toutes les fois qu'elle s'est trouvée en présence d'associations formées entre ouvriers se connaissant et stipulant en considération de leurs personnalités respectives, la Direction générale de l'Enregistrement, sans s'attacher aux expressions employées par les parties pour la designation des titres, n'a pas hésité à les regarder comme des sociétés à parts d'intérêt et à les faire bénéficier de l'immunité légale, les autres conditions prévues par le texte qui la prononce étant d'ailleurs remplies.

Il appartient aux sociétés imposées d'introduire dans leurs statuts et dans leur fonctionnement les modifications nécessaires pour s'assurer le bénéfice de l'exemp-

(1) Il s'agit de la Commission parlementaire qui a délibéré sur le projet de loi.

tion d'impôt. Il leur est loisible de choisir, parmi les voies qui s'ouvrent à elles pour atteindre le but qu'elles se proposent, celle qui donne ouverture aux droits les moins élevés. Mais il doit être bien entendu que mon service doit s'abstenir de toute immixtion dans la rédaction ou la modification des statuts de ces sociétés, car, en agissant différemment, il sortirait de son rôle et perdrait l'autorité et l'indépendance qui lui sont nécessaires pour appliquer impartialement les lois d'impôt.

Agrez, etc.

JURISPRUDENCE.

Contrat de louage. — Rupture du contrat. — Droit de grève.

L'exercice du droit de grève laisse subsister entre les parties l'engagement qu'elles ont pris d'observer entre elles les délais d'usage. L'ouvrier qui, de son plein gré, a quitté son patron pour se mettre en grève peut être condamné à payer une indemnité pour n'avoir point observé, vis-à-vis dudit patron, le délai de prévenance déterminé par l'usage des lieux.

COUR DE CASSATION: Chambre des requêtes, 18 mars 1902.

CONCLUSIONS DE L'AVOCAT GÉNÉRAL (1).

Le sieur Loichot était employé comme ouvrier chez le sieur Hufflein, entrepreneur de serrurerie à Montbéliard. Le contrat de louage d'ouvrage était sans durée déterminée. Le 13 juin 1900, Loichot, suivant l'exemple des autres ouvriers du bâtiment, à Montbéliard, se mettait en grève et quittait brusquement l'atelier. La grève terminée, Loichot voulut reprendre son travail, mais le patron refusa de l'occuper. Se considérant alors comme indûment congédié, Loichot introduisit, contre son patron, une demande en paiement d'une indemnité de 32 francs, représentant le salaire de huit journées de travail, pour renvoi sans avertissement préalable. A cette demande, Hufflein répondit par une demande reconventionnelle en 150 francs de dommages-intérêts, fondée exactement sur la même cause, c'est-à-dire sur l'abandon, par l'ouvrier, de son travail, sans avoir observé, à son égard, le délai de prévenance en usage dans les rapports entre patrons et ouvriers, à Montbéliard.

C'est en cet état que la cause se présentait devant le Tribunal civil de Montbéliard qui, statuant comme juge d'appel d'une sentence de juge de paix, a débouté Loichot de sa demande; et, faisant droit à celle du patron, a condamné l'ouvrier, pour inobservation du délai de prévenance, à 28 francs de dommages-intérêts, valeur d'une semaine de salaire.

C'est contre ce jugement, tout au moins dans sa partie portant condamnation contre lui, que Loichot a formé le pourvoi dont vous êtes saisis.

Quels sont, en présence des faits que je viens de résumer, les motifs donnés par le jugement pour justifier la condamnation qu'il prononce? C'est ce qu'il convient de préciser immédiatement. Le jugement pose d'abord, en principe, que « la grève n'est que l'exercice collectif du droit que possède chacun de refuser son travail, « mais que ce refus est aux risques et périls de ceux qui s'y sont volontairement et

(1) Extraits de la *Gazette des Tribunaux* du 20 mars 1902.

librement décidés ». Ainsi, d'après le jugement, la grève est un fait licite et l'exercice d'un droit, mais la grève ne confère pas aux ouvriers, qui se concertent pour cesser collectivement le travail, des droits différents de ceux de l'ouvrier qui le cesse individuellement et sans concert préalable. De ce principe, le jugement tire immédiatement cette conséquence que le refus de travail « les expose, s'il y a lieu » en violation d'engagements contractés, à des dommages-intérêts ». Puis, abordant l'examen des faits de la cause, il déclare que « Loichot a commis une faute en « quittant son patron sans avertissement et sans se conformer au délai d'usage ».

Quel est le délai d'usage, dans l'industrie du bâtiment à Montbéliard ? Le jugement prend soin de le préciser, quelques lignes plus loin : « Qu'il y a lieu de retenir l'appréciation du juge de paix, qui a fixé à la valeur d'une semaine de salaire le montant de l'indemnité pour brusque congé, alors que le louage de service est de durée indéterminée; que cette indemnité due par le patron, si c'est lui qui a rompu le contrat, est due par l'ouvrier, si, comme dans la cause, la rupture est le fait de celui-ci ».

Il résulte donc d'une constatation souveraine, parce qu'elle est de pur fait, qu'il existe à Montbéliard un usage, par suite duquel, dans les contrats de louage d'ouvrage, sans durée déterminée, est sous-entendue une clause, obligeant la partie contractante qui veut unilatéralement les faire cesser, à prévenir l'autre partie au moins une semaine à l'avance, sous peine de dommages-intérêts.

Quant à la valeur juridique de ces usages, aucun doute ne peut exister. Vous les avez toujours considérés comme liant les parties, au même titre que les conventions expresses. Ainsi, vous dites, dans un arrêt du 4 août 1879 (D. 80.1.272) : « Attendu qu'il est de principe que le louage de services sans détermination de durée peut toujours cesser par la libre volonté de l'un ou de l'autre des contractants, en observant, toutefois, les délais commandés par l'usage, ainsi que les autres conventions, expresses ou tacites, de l'engagement ».

— « Attendu, dites-vous dans un autre arrêt du 17 mai 1887 (D. 87.1.410), que le louage de services et d'industrie, sans détermination de durée, peut toujours cesser par la libre volonté de l'un des contractants, à la seule condition d'observer les délais de congé spécifiés, soit par l'usage, soit par les accords exprès ou tacites des parties ».

Tenons donc comme juridiquement établi dans la cause et comme obligatoire, aussi bien pour le juge que pour les parties contractantes, l'usage local dont le jugement constate l'existence. Telle est, en fait et en droit, l'économie de la décision attaquée.

Le pourvoi est formé, vous le savez sur la violation de l'article 1789 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890, des articles 414 et 415 du Code pénal, ainsi que du principe supérieur de la liberté du travail.

Il nous faut donc examiner maintenant le sens et la portée de ces articles et du principe invoqué : L'article 1780 nouveau du Code civil dispose que le louage de services fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties contractantes, mais que la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, il ne permet pas aux parties de renoncer d'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts. Toute convention contraire doit être considérée comme nulle et non avenue.

Votre jurisprudence interprétative de cet article n'a jamais varié. Elle a constamment décidé, depuis la promulgation de la loi du 27 décembre 1890, qui a complété l'ancien article 1780, que la rupture d'un contrat de louage fait sans détermination de durée est l'exercice d'un droit appartenant à l'une ou à l'autre des parties

et qu'il n'est dû de dommages-intérêts qu'autant que celle des parties qui a rompu le contrat a fait de son droit un usage abusif et préjudiciable; que c'est à la partie qui demande les dommages-intérêts, à faire la preuve de l'abus et du préjudice; et qu'enfin, pour avoir une base légale, le jugement de condamnation doit constater le préjudice et l'usage abusif.

Attendu, dit notre Chambre civile, dans un arrêt du 19 novembre 1900, le plus récent sur la matière qui ait paru dans les recueils (D. 1901. 1. 22), « que si la rupture du contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, c'est à la condition qu'elle lui soit préjudiciable et qu'elle constitue de la part de celui qui l'impose un abus de son droit dont la preuve incombe au demandeur ».

Cet arrêt, dans son énergique concision, n'est que le résumé de toute votre jurisprudence antérieure.

Par conséquent, si le jugement attaqué était fondé sur l'article 1780 du Code civil et, si l'indemnité de 28 francs allouée à Hufflen lui était accordée pour rupture unilatérale du contrat, je n'hésiterais pas un instant à associer mes observations à celle du pourvoi. Car, le jugement ne constate ni l'abus du droit, ni le préjudice causé, et manquerait ainsi de base légale.

Mais, la condamnation ne repose nullement sur la disposition de l'article 1780 du Code civil; elle n'a pas pour cause, pour base juridique la faute ou le préjudice causé. Elle repose sur la violation d'une convention, convention de prévenance qui existe à Montbéliard — le jugement le constate — et qui est obligatoire au même titre qu'une convention expresse — votre jurisprudence le décide.

Pour tout résumer en une brève formule, la condamnation prononcée contre Loichot procède non *ex delicto* et de l'article 1780, mais *ex contractu* et de l'article 1134 du Code civil.

C'est là qu'est l'erreur, l'erreur capitale du pourvoi, qui n'a jamais cessé, ni dans sa formule, ni dans ses développements, de confondre la faute et le fait dommageable pouvant éventuellement donner ouverture à l'action en dommages-intérêts, avec la violation d'une convention et l'application de la clause pénale qui y est attachée par la convention tacite des parties contractantes.

C'est en vain que le pourvoi voudrait soutenir que la loi du 27 décembre 1890 qui a modifié l'article 1780 du Code civil, aurait, dans la matière du louage d'ouvrage, supprimé la liberté des conventions et abrogé l'article 1134 du Code civil. Ce serait généraliser une disposition dérogatoire au droit commun, et l'entente du cas prévu à celui qui ne l'a pas été.

Assurément, la loi du 27 décembre 1890 a restreint la liberté des conventions, en ce sens qu'elle a déclaré illicite la convention par laquelle les parties renonceraient à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts pour rupture abusive et préjudiciable du contrat de louage d'ouvrage.

Mais elle n'a jamais dit, ni voulu dire que les parties ne seraient pas libres de convenir, soit expressément, soit tacitement, que la rupture ne pourrait avoir lieu qu'après un certain délai de prévenance et que l'inobservation de la convention donnerait ouverture à des dommages-intérêts ou à l'application d'une clause pénale et forfaitaire.

La question a été examinée avec le plus grand soin par votre Chambre civile, dans les trois arrêts qu'elle a rendus, le 20 mars 1895, conformément aux remarquables conclusions de M. l'avocat général Rau : « Pas de difficultés, disait notre « savant collègue, lorsque des usages constants auront été méconnus, ou, lorsqu'à « défaut d'usage, les parties seront convenues expressément ou tacitement de ne « pouvoir se dégager unilatéralement qu'en observant certains délais ou certaines « autres conditions. »

Et, dans les trois arrêts qui interviennent, votre Chambre civile a pris grand soin d'indiquer que les conventions relatives aux délais de prévenance étaient parfaitement licites. « Attendu, dit le premier de ces arrêts (D. 95.1.251), que l'ouvrier « Maître n'invoquait, à l'appui de sa demande en dommages-intérêts, aucune convention expresse ou tacite qui obligerait son patron Dehaitre à lui en payer, en « cas de brusque rupture du contrat de louage qui les liait l'un à l'autre, sans détermination de durée. . . »

La même solution est consacrée par un arrêt plus récent de votre Chambre des requêtes, que vous citait M. le rapporteur.

C'est alors, et je dirais, volontiers, en désespoir de cause, que le pourvoi émet cette prétention véritablement exorbitante, que le délai de prévenance ne doit pas être observé en cas de grève; que la grève est, non seulement un acte licite, mais l'exercice du droit naturel et supérieur de travailler ou de ne pas travailler, droit consacré par la loi et qu'aucune sanction pénale, ni même civile, ne peut, ni directement, ni indirectement, en entraver l'exercice, hormis le cas de menaces, de violences ou de manœuvres frauduleuses. Ainsi, selon le pourvoi, la brusque cessation du travail, au mépris d'une condition expresse ou tacite, qui serait passible de dommages-intérêts s'il s'agissait d'un acte individuel, ne saurait motiver aucune condamnation, s'il s'agit d'un acte collectif ou corporatif.

Singulier système, en vérité, et combien dangereux! Et où donc, dans quel texte le pourvoi trouve-t-il cette distinction entre l'acte individuel et l'acte corporatif? Oui, assurément, la grève est l'exercice d'un droit! Et il est bien loin de m'être venu à l'esprit de chercher à en entraver l'exercice; mais un droit, si étendu qu'il soit, trouve toujours sa limite dans le droit d'autrui, et surtout dans le respect des conventions. A côté des droits, dont on parle trop souvent, il y a les devoirs, dont on ne parle pas assez. Si c'est un droit, pour les ouvriers et les patrons, de faire la grève, c'est un devoir pour eux de tenir leurs engagements! Où donc a-t-on vu que l'état de grève crée des droits particuliers aux grévistes, ou les délie de leurs engagements?

Qu'on m'en cite un seul exemple!

Est-ce que l'état de grève dispense le gréviste de payer son loyer, ses fournisseurs et les dettes qu'il a contractées?

Pourquoi, dès lors, serait-il dispensé d'exécuter les obligations de faire qu'il a contractées envers son patron? Est-ce que les obligations qui dérivent du contrat de louage de services sont moins respectables que celles qui découlent du contrat de vente ou de bail? Et ce que je dis des patrons, je le dis, bien entendu, des ouvriers. Est-ce qu'il pourrait être loisible à des chefs d'industrie coalisés de licencier brusquement, du matin au soir, sous prétexte de faire la grève, tous leurs ouvriers envers lesquels ils avaient un engagement, exprès ou tacite, de ne les point congédier, sans un préavis d'une semaine, de quinze jours ou d'un mois? Comment, sous prétexte de faire la grève, des patrons pourraient-ils impunément et impudemment violer la loi du contrat et faire à la masse de leurs ouvriers, ce qu'ils pourraient faire à un seul d'entre eux, individuellement congédié?

Voilà, cependant, où, par une juste et nécessaire réciprocité, il en faudrait venir si l'on suivait la théorie du pourvoi.

L'exposer, c'est la condamner, n'est-il pas vrai!

Le pourvoi parle ensuite de force majeure. Oui, assurément, la grève peut être parfois un cas de force majeure. Ne voyons-nous pas, trop souvent, l'ouvrier qui voudrait accomplir l'engagement de travail qu'il a contracté, arraché par la violence à l'atelier? Ne voyons-nous pas aussi des patrons obligés, pour un motif identique, à fermer les usines et à renvoyer les ouvriers qui voudraient continuer le travail? Mais ce n'est nullement le cas de l'espèce actuelle.

Le jugement constate que Loichot a été un gréviste volontaire, que c'est de son plein gré qu'il a quitté l'atelier et rompu le contrat de travail, sans observer le délai de prévenance qui en formait l'une des clauses, — clause tacite et résultant de l'usage local, il est vrai, mais obligatoire au même titre qu'une clause expresse, ainsi que vous l'avez formellement décidé.

Comment donc, dans le jugement attaqué, qui est très explicitement motivé, trouveriez-vous la violation de l'article 1780 du Code civil, qui n'est point en jeu et qui n'a point été appliqué? Des articles 414 et 415 du Code pénal, qui consacrent le droit de grève, mais ne confèrent, aux grévistes, ni privilèges, ni droits particuliers dérogeant au droit commun? Le jugement attaqué s'est borné à assurer le respect d'une convention librement consentie; en statuant ainsi, il a fait, non seulement une œuvre absolument juridique, mais une œuvre absolument morale.

Vous rejetterez la requête.

ARRÊT.

LA COUR,

Sur le moyen pris de la violation des articles 1780 et 1382 du Code civil, 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890, 414 et 415 du Code pénal, 7 de la loi du 20 avril 1810 et du principe de la liberté du travail;

Attendu que Loichot, ouvrier serrurier au service de Huffle, ayant, de son plein gré, quitté ce dernier pour se mettre en grève, a été condamné à payer une indemnité de 28 francs pour n'avoir point observé, vis-à-vis de son patron, le délai ordinaire de prévenance; que cette décision est vainement critiquée par le pourvoi;

Qu'il est, en effet, constaté par le jugement attaqué que, d'après l'usage existant à Montbéliard, le patron comme l'ouvrier doivent se prévenir, une semaine à l'avance, de leur intention de rompre le contrat de travail;

Que, d'autre part, la grève, quelque légitime qu'en fut l'exercice, ne laissait pas moins les parties dans les liens de l'engagement qu'elles avaient pris d'observer entre elles les délais d'usage;

Par ces motifs;

Rejette, etc...

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1902 (1). — L'amélioration satisfaisante constatée le mois dernier a persisté au cours de mars. Progrès sensibles dans la *brasserie* et le *bâtiment*; seules la construction des *machines* et l'industrie *métallurgique* ne se relèvent toujours pas.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mars 1901, une diminution du chômage dans 27 villes seulement, une augmentation dans 56.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Les placements effectués dans ces villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mars 1901.....	30 734	19 329	50 063	55 543	14 400	69 943	180,7	74,5	139,7
Mars 1902.....	27 841	19 592	47 433	55 218	15 442	70 660	198,3	78,8	148,9

Grèves en mars 1902. — 36 grèves nouvelles contre 18 en février 1902 et 76 en mars 1901. Les grèves les plus importantes se sont produites dans l'industrie métallurgique, la construction des machines et dans le vêtement.

Ordonnance du 23 janvier 1902 sur le travail des employés et des apprentis dans les auberges et débits de boissons (1). — Cette ordonnance, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} avril 1902, a été rendue par le Conseil fédéral de l'Empire, en vertu du paragraphe 120 c de la loi industrielle (*Gewerbeordnung*). En voici les principales dispositions :

ART. 1^{er}. — Dans les auberges et débits de boissons, il y a lieu d'accorder, sept fois par semaine, à tout employé et apprenti au-dessus de seize ans, une période de repos ininterrompu d'au moins huit heures. La première période de repos peut s'ouvrir la semaine précédente ; la septième, se terminer la semaine suivante.

Pour les employés et apprentis au-dessous de seize ans, la période de repos doit comporter au moins neuf heures. Par voie d'arrêtés de police émanant des autorités qualifiées pour rendre de tels arrêtés, cette période de repos plus étendue peut être prescrite également à l'égard des employés et apprentis au-dessus de seize ans.

L'autorité administrative supérieure a la faculté de réduire jusqu'à sept heures la période de repos des employés et apprentis au-dessus de seize ans, dans les hôtelleries des stations balnéaires et thermales, pendant la saison, mais non toutefois au delà de trois mois. A côté de cette période de repos, il doit être accordé chaque jour, en dehors du temps des repas, des pauses dans le travail, d'une durée totale d'au moins deux heures.

ART. 2. — Le laps de temps entre deux périodes de repos, qui comprend aussi la préparation du travail proprement dit et les pauses, ne peut avoir qu'une durée de seize heures au plus, dans les cas prévus à l'article 1^{er}, 1^{er} alinéa ; de quinze heures au plus dans les cas prévus article 1^{er}, 2^e alinéa ; de dix-sept heures au plus dans les cas prévus à l'article 1^{er}, 3^e alinéa.

ART. 3. — La prolongation des laps de temps spécifiés à l'article 2 peut être autorisée jusqu'à soixante fois par an et par établissement. Entrent, à cet égard, en ligne de compte tous les cas où cette prolongation n'a eu lieu même que pour un seul employé ou apprenti.

Dans ces cas aussi, le travail doit être coupé chaque semaine par sept périodes de repos, de la durée prescrite plus haut (art. 1^{er}).

ART. 4. — A la place d'une des périodes de repos ininterrompues qui doivent être accordées d'après l'article 1^{er}, il y a lieu d'accorder aux employés et apprentis, au moins une semaine sur trois, une période de repos ininterrompue de vingt-quatre heures au minimum.

(1) *Reichsanzeiger*, 27 janvier 1902.

Dans les communes possédant, d'après le dernier recensement effectué, plus de vingt mille habitants, cette période de repos sera accordée au moins une semaine sur deux.

Au cours des autres semaines où, par conséquent, une période de repos de vingt-quatre heures n'est pas de rigueur, il sera accordé, au moins une fois, en dehors du repos ininterrompu de la durée prescrite à l'article 1^{er}, un repos complémentaire ininterrompu d'au moins six heures, qui devra se placer entre 8 heures du matin et 10 heures du soir.

ART. 5. — Les patrons sont tenus de dresser une liste nominative des employés et apprentis. Sur cet état seront portées, spécialement pour chaque employé et apprenti, la date et la durée des périodes de repos accordées en conformité des dispositions de l'article 4.

Les patrons qui usent du bénéfice des dispositions de l'article 3, sont tenus de dresser un autre état sur lequel seront mentionnées les époques de l'année où il a été effectué du travail supplémentaire dans l'établissement.

Les mentions à inscrire d'après les alinéas 1 et 2, doivent l'être au plus tard le premier jour qui suit la fin de chaque semaine, pour la semaine écoulée.

Les états seront présentés, sur leur demande, aux autorités et fonctionnaires compétents, afin qu'ils en prennent connaissance.

ART. 6. — Il est interdit d'occuper des employés et des apprentis au-dessous de seize ans, de 10 heures du soir à 6 heures du matin. D'autre part, les employés et apprentis du sexe féminin, âgés de seize à dix-huit ans, qui n'appartiennent pas à la famille du patron, ne pourront être affectés au service du public durant cet intervalle de temps.

ART. 7. — Sont considérées comme employés et apprentis, au sens des présentes dispositions, les personnes du sexe masculin ou féminin occupées dans les auberges et débits de boissons, au buffet ou à la préparation des mets froids, en qualité de premiers garçons, garçons ou apprentis-garçons, de cuisiniers ou apprentis-cuisiniers. Sont exceptées toutefois les personnes employées principalement dans une exploitation commerciale ou de caractère professionnel quelconque, annexée à l'auberge ou au débit de boissons, en tant que la durée quotidienne de leur travail dans cette exploitation est soumise par ailleurs à des règlements d'Empire.

Ordonnance du 31 janvier 1902, sur l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les fabriques de chicorée (1). — Cette ordonnance, rendue par le Conseil fédéral, en vertu du paragraphe 139 de la *Gewerbeordnung*, a interdit le travail des femmes et des jeunes ouvriers dans les fabriques de chicorée actionnées d'une façon permanente par des moteurs, ainsi que dans les locaux y attachés, où fonctionnent des étuves.

Ces dispositions entrent en vigueur le premier avril 1902 et sont valables pour une durée de 10 ans.

Les associations minières de prévoyance en 1900 (2). — Les associations de mineurs (*Knappschaftsvereine*) qui ont fonctionné pendant l'année 1900 étaient au nombre de 139, avec 641 000 adhérents. Ces sociétés qui sont, pour les mines spécialement, les organes de l'assurance obligatoire contre la maladie et contre l'in-

(1) *Reichsanzeiger*, 3 février 1902.

(2) *Der Kompass* (numéro de février 1902.)

validité, ont encaissé, durant cet exercice, 55 122 000 marks de recettes et ont dépensé 45 465 000 marks; leur avoir total à la fin de l'année s'élevait à 121 953 000 marks (109 968 000 m. en 1899).

Il a été payé pendant l'exercice considéré :

14 934 000 marks de pensions à	64 855 invalides.
6 659 000 —	à 59 293 veuves.
2 752 000 —	à 46 585 orphelins.
Soit au total....	24 345 000 — à 170 733 personnes.

La cotisation moyenne par membre ressort à 77 m. 80, dont 42 m. 38 à la charge du participant et 35 m. 42 à la charge de l'exploitant de mines.

Le chômage dans le Grand-Duché de Bade (1). — L'affaiblissement de l'activité dans l'industrie date déjà, en partie, de 1900. Cet affaiblissement est surtout remarquable dans les exploitations s'occupant du travail des métaux, comme les fonderies, les fabriques de machines et d'outils et dans une partie de celles qui manutentionnent la terre, les pierres ou le bois, telles que les fabriques de ciment, les carrières, les briqueteries, les scieries. On signale encore une diminution considérable des affaires dans les industries textiles, celles du papier et du cuir.

Dans quelques-unes, comme l'industrie des produits chimiques, celles des cigares, la bijouterie, la brasserie, le courant d'affaires est, à quelques exceptions près, satisfaisant.

D'après les renseignements fournis par les douze bureaux d'indication de travail du Grand-Duché de Bade, il y avait en octobre, pour 100 places libres, 372 demandes d'emploi, en novembre 470 demandes pour 100 places. Le total des ouvriers demandant du travail en en novembre était de 14 994; sur ce nombre 4 414 étaient inscrits, c'est-à-dire domiciliés dans la commune et 10 880 ne l'étaient pas. En octobre, le nombre des inscrits avait été de 5 595, celui des non-inscrits de 8 477.

Le chiffre de 15 000 personnes environ sans travail n'a, du reste, rien d'excessif, si l'on considère que la population du Grand-Duché est, d'après le recensement de 1900, de 1 866 000 habitants.

Pour remédier au chômage, le Gouvernement et les municipalités ont entrepris de nombreux travaux ou fait des commandes. Ainsi la Direction des Chemins de fer badois n'a pas congédié un seul de ses employés et a commandé pour 6 millions de marks de voitures et de locomotives, et pour 8 millions d'autre matériel. En outre, elle a fait commencer les travaux, qui n'étaient que projetés, des nouvelles voies de garage à Mannheim.

Quant à la ville, elle a fait procéder immédiatement à l'achèvement du tramway électrique et elle a commencé la construction d'un parc et d'une promenade dans le bois de Neckarau, récemment acquis par elle.

AUSTRALIE.

L'arbitrage industriel dans la Nouvelle-Galles du Sud (2). — *L'Industrial Arbitration Act* du 10 décembre 1901 a réglementé la reconnaissance des *Industrial Unions* (syndicats professionnels) et a établi un tribunal d'arbitrage pour le règlement des conflits industriels. Cette loi doit rester en vigueur jusqu'au 30 juin 1908.

Le tribunal d'arbitrage est composé d'un juge de la *Supreme Court*, président, et

(1) D'après un rapport du Consul de France à Mannheim.

(2) D'après *The Labour Gazette* (numéro de février 1902).

de deux membres choisis, l'un sur une liste de personnes présentées par les Unions industrielles de patrons, l'autre sur une liste de personnes présentées par les Unions d'ouvriers. Deux assesseurs choisis sur présentation des parties peuvent être adjoints au tribunal, lorsque le différend comporte des questions techniques. Le tribunal connaît de toute difficulté ou matière industrielle qui lui est soumise par une Union ou par un Registrar (fonctionnaire chargé de l'enregistrement des Unions). Avant de connaître d'une difficulté, le président et chacun des membres du tribunal prêtent serment de ne divulguer rien de ce qui peut avoir trait au secret commercial, aux bénéfices, etc. En cas de violation du serment, ils sont passibles d'une amende (12,500^f au maximum) et de révocation.

Ne peuvent introduire une affaire devant le tribunal que les Unions industrielles et les personnes commises ou autorisées par lui. Aucune affaire ne peut lui être soumise par une Union qu'après décision conforme de la majorité des membres de cette Union réunis en assemblée spéciale (sauf le cas où la convocation de l'assemblée paraît impraticable au Registrar); il en est de même pour la procédure visant l'exécution d'une décision du tribunal. Le Registrar a le droit de saisir le tribunal d'un différend industriel lorsque les intéressés ne font pas partie d'une Union.

La loi prévoit qu'une Union industrielle peut faire une convention sur une matière industrielle avec une autre Union ou un patron. Cette convention liera les parties et les personnes, tant qu'elles feront partie de l'Union, pourvu que la convention ait été notifiée au Registrar et à condition que sa durée ait été spécifiée et qu'elle n'excède pas trois années. Cette convention aura, entre les parties, le même effet qu'une décision du tribunal et sera exécutoire comme elle.

La loi contient encore des dispositions relatives aux grèves, lock-outs, renvoi du personnel, fixation d'un salaire minimum, préférence pour l'emploi des membres des Unions, et des prescriptions visant l'exécution forcée des décisions et ordonnances du tribunal.

AUTRICHE.

Grèves en janvier et février 1902. — 13 (11) nouvelles grèves, avec 1 023 (3 400) grévistes, et 2 lock-outs pour janvier. C'est en Basse-Autriche et en Bohême, et pour l'industrie textile qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 (4) succès, 3 (1) transactions, 6 (3) échecs (1). Causes : insuffisance de salaires, 7 (2) cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; motifs divers, 6 (5) cas.

Placement en janvier et février 1902. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 878 (889) bureaux de placement professionnels :

	POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
Janvier.	310	85	168	32	117	60	76	50	60	25	59	36
Février.	304	100	183	33	100	55	76	51	61	25	50	33

(1) Résultat encore inconnu dans 2 cas (janvier) et dans 3 cas (février).

L'assurance contre la maladie en 1899 (1). — Le nombre des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1899 a été de 2 916 (2 908 en 1898); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 2 442 333 (2 349 746 en 1898). Il y a eu, par conséquent, augmentation de 0,3 p. % sur le nombre des caisses et de 3,9 p. % sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 60 p. %, car on ne comptait à cette époque que 1 549 000 assurés.

1° STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ.

Pendant l'année 1899, les caisses ont indemnisé 22 404 876 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1 261 623. Ces chiffres représentent une moyenne de 9,17 jours de maladie par membre assuré et de 0,51 cas de maladie; la durée moyenne des cas de maladie ressort à 16,7 jours.

Le tableau suivant permet de comparer ces résultats à ceux des années précédentes :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN de jours de maladie par assuré.	NOMBRE MOYEN de cas de maladie par assuré.	DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
—	—	—	Jours.
1890.....	8,01	0,51	15,5
1891.....	6,90	0,45	16,9
1892.....	7,97	0,47	17,0
1893.....	8,20	0,49	16,8
1894.....	8,05	0,45	17,8
1895.....	8,48	0,50	17,4
1896.....	8,35	0,48	17,5
1897.....	8,76	0,41	21,4
1898.....	8,71	0,50	17,4
1899.....	9,17	0,51	16,7

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires, en ce qui concerne la durée maxima d'allocation des secours. Voici sur ce point, les résultats observés depuis 1890 :

CATÉGORIE DE CAISSES.	NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAR ASSURÉ									
	en 1890.	en 1891.	en 1892.	en 1893.	en 1894.	en 1895.	en 1896.	en 1897.	en 1898.	en 1899.
Caisses de district.....	6,15	6,37	6,72	7,90	6,80	7,30	7,37	7,83	7,61	7,85
Caisses de fabriques.....	9,71	9,11	9,60	10,05	10,17	10,59	10,31	10,84	10,47	11,63
Caisses d'entreprises de construction.....	11,11	8,91	9,87	6,72	6,70	12,46	9,42	5,99	2,80	5,98
Caisses de corporations..	5,83	5,35	5,54	5,82	5,63	6,05	6,21	6,25	7,06	7,23
Caisses de sociétés.....	10,56	9,66	9,99	9,96	9,81	10,19	9,63	10,20	10,12	10,22
ENSEMBLE des caisses..	8,01	6,00	7,97	8,20	8,05	8,48	8,35	8,76	8,71	9,17

2° STATISTIQUE FINANCIÈRE.

Le montant total des recettes en 1899, pour l'ensemble des caisses de maladie,

(1) D'après le Rapport officiel.

a été de 45 118 169 couronnes (43 032 580 en 1898), et le montant total des dépenses a atteint le chiffre de 44 138 708 couronnes (40 167 144 en 1898). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 979 461 couronnes (2 865 436 en 1898). La somme produite par les cotisations s'élève à 42 149 885 couronnes (40 297 070 en 1898).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 17,26 couronnes, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement de 5,33 couronnes et 11,93 couronnes. (En 1898, ces chiffres s'établissaient ainsi: cotisation totale, 17,15 couronnes; part du patron, 5,29 couronnes; part de l'assuré, 11,86 couronnes.)

Ces moyennes se rapportent à l'ensemble des caisses. Elles varient d'ailleurs selon la catégorie de caisses, comme le montre le tableau ci-dessous :

CATÉGORIE DE CAISSES.	COTISATION MOYENNE PAR ASSURÉ.						RECETTE moyenne totale par assuré.	
	Part du patron.		Part de l'assuré.		Total.			
	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.	1898.
	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.
Caisses de district	4,95	4,88	9,87	9,70	14,82	14,58	15,71	15,48
Caisses de fabriques . . .	6,86	6,76	11,96	11,80	18,82	18,56	20,87	20,36
Caisses d'entreprises de construction	5,59	3,14	11,35	6,30	16,94	9,44	17,75	10,02
Caisses de corporations . .	5,87	5,86	12,02	11,98	17,89	17,84	18,90	18,82
Caisses de sociétés	3,45	3,50	16,70	17,16	20,15	20,66	21,01	21,56
ENSEMBLE des caisses.	5,33	5,29	11,93	11,86	17,26	17,15	18,47	18,31

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT.	P. % du total
	couronnes.	
Secours en argent	23 257 807	52,7
Frais médicaux	6 751 808	15,3
Frais pharmaceutiques	5 089 395	11,5
Frais de traitement à l'hôpital	2 467 993	5,6
Frais funéraires	1 133 915	2,6
TOTAL des frais de maladie	38 700 918	87,7
Frais d'administration	3 384 889	7,7
Divers	2 052 901	4,6
TOTAL des dépenses	44 138 708	100,0

Les frais d'administration forment 7,7 p. % seulement des dépenses. Cette proportion ne varie pas depuis plusieurs années (7,8 en 1897 et 1898). Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 8 p. %; leur montant moyen par assuré est de 1,39 couronnes.

Les frais de maladie se montent à 38 700 918 couronnes. En voici les moyennes, dans chaque catégorie de caisses et dans l'ensemble : 1° par assuré; 2° par journée

de maladie; 3° en p. % des cotisations totales (part du patron et de l'assuré réunies) :

CATÉGORIE DE CAISSES.	MONTANT DES FRAIS DE MALADIE				RAPPORT des frais de maladie aux cotisations totales.	
	par assuré.		par jour de maladie.			
	1899.	1898.	1899.	1898.	1899.	1898.
	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.	cour.
Caisses de district.....	13,07	12,54	1,62	1,62	88,2	86,1
Caisses de fabriques.....	18,37	16,62	1,54	1,54	97,6	89,5
Caisses d'entreprises de construction.....	17,80	9,04	2,99	3,04	105,3	95,8
Caisses de corporations..	15,29	14,72	2,04	2,02	85,5	82,5
Caisses de sociétés.....	19,05	18,56	1,80	1,78	94,5	89,8
ENSEMBLE des caisses..	15,85	14,96	1,83	1,66	91,8	87,3

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et de cas de maladie, donnent les moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
	cour.	cour.	cour.	cour.
Secours en argent.....	1,04	1,02	17,74	17,78
Frais médicaux.....	0,30	0,31	5,15	5,40
Frais pharmaceutiques.....	0,23	0,22	3,88	3,84
Frais de traitement à l'hôpital.....	0,11	0,11	1,89	1,96
TOTAL.....	1,68	1,66	28,66	28,98

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 7 p. o/o de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que les deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades; l'excédent, ainsi que tous les frais de gestion, étant couvert par la contribution patronale.

Les associations minières de prévoyance en 1900 (1). — Les caisses fraternelles (*Brudersladen*) des associations minières existant en 1900 se composaient de 195 caisses d'assurance contre la maladie et de 238 caisses de pensions; les premières comptant 180,000 adhérents (sans compter les femmes et les enfants de ces derniers) et les secondes 167 000 adhérents (non compris les femmes et les enfants).

(1) *Statistische Jahrbuchs des Ackerbau-Ministeriums*, 1900 (tome II, 2^e livraison).

Les opérations et la situation de ces caisses pendant l'année 1900 se résument ainsi :

1° *Caisses de maladie.*

	Couronnes.
Cotisations des adhérents.....	2 259 207
Cotisations des exploitants de mines.....	2 023 268
TOTAL des cotisations.....	4 282 475
Secours ordinaires de chômage aux malades.....	1 674 283
Secours extraordinaires.....	119 514
Frais funéraires.....	127 099
Honoraires des médecins et médicaments.....	1 744 564
Frais scolaires.....	5 592
Frais d'administration.....	321 979
TOTAL des dépenses.....	3 993 031

2° *Caisses de pensions.*

Cotisations des adhérents.....	4 049 485
Cotisations des exploitants de mines.....	4 312 680
TOTAL des cotisations.....	8 362 165
Pensions aux invalides.....	3 835 619
Pensions aux veuves.....	1 522 512
Pensions aux orphelins.....	373 768
TOTAL des pensions payées en 1900.....	5 731 899
Avoir total des caisses de pensions au 31 décembre 1900.....	76 382 207

Les pensionnés étaient, en 1900, au nombre de 45.693, sur lesquels 17.248 anciens cotisants invalides, 17 043 veuves et 11 402 orphelins.

Les accidents dans les mines en 1900. — Les accidents graves survenus pendant l'année 1900 dans les mines autrichiennes se montent au total à 1,269 (1,086 en 1899), et comprennent 248 cas de mort et 1,021 cas d'incapacité grave de travail (174 et 912 en 1899).

Rapportés à 1,000 ouvriers occupés dans les exploitations, ces chiffres donnent les proportions suivantes : 1,84 cas de mort et 7,56 cas de blessures graves. Le détail des accidents par genre d'exploitation est indiqué ci-après :

ACCIDENTS SURVENUS EN 1900 :

DÉSIGNATION des mines.	CAS DE MORT		CAS DE BLESSURES GRAVES.	
	Chiffres absolus.	Moyenne par 1,000 ouvriers.	Chiffres absolus.	Moyenne par 1,000 ouvriers.
Mines de houille.....	61	0,92	436	6,58
— lignite.....	163	3,10	480	9,12
— fer.....	9	1,62	38	6,84
— sel gemme.....	2	0,82	11	4,51
— autres minéraux.....	13	1,04	56	4,48
ENSEMBLE des mines.....	248	1,84	1,021	7,56

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1902. — Activité normale dans les charbonnages, travail restreint dans les carrières par suite de la température, accentuation de la reprise déjà signalée dans la fabrication du fer et de l'acier; l'amélioration est moins sensible pour la grosse construction métallique. La situation est satisfaisante pour l'armurerie; la mauvaise saison habituelle pèse encore sur les divers métiers du bâtiment et du vêtement. Faiblesse dans les industries du bois, ralentissement du travail pour la meunerie et la brasserie, chômage partiel dans la filature de coton. Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les treize offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements est de nouveau plus favorable: pour 424 offres de patrons, il y a eu 1,026 demandes des ouvriers (hommes), soit 242 p. %. Le mois précédent, il y avait 852 demandes pour 322 offres, soit 264 p. %, et, en février 1901, 981 demandes pour 629 offres, soit 156 p. %.

Grèves en février 1902. — 6 grèves nouvelles, avec 488 grévistes et 105 chômeurs forcés, et 1 lock-out avec 700 ouvriers. Trois conflits dans l'industrie textile, deux dans les industries des métaux, un dans les carrières. Le lock-out intéresse les charbonnages. Cinq de ces grèves intéressant 479 ouvriers se sont terminées par l'échec des grévistes, l'autre intéressant 80 ouvriers a donné lieu à une transaction.

DANEMARK.

Loi du 1^{er} juillet 1901, sur le travail dans les fabriques(1). — Le 1^{er} janvier 1902, est entrée en vigueur, en Danemark, une loi du 1^{er} juillet 1901, concernant le travail dans les fabriques.

L'emploi des enfants âgés de moins de 12 ans est interdit dans les établissements soumis à l'inspection. (Précédemment l'âge d'admission était de 10 ans.)

Les enfants de 12 ans et au delà, qui n'ont pas satisfait aux obligations des lois scolaires, ne peuvent travailler que 6 heures sur 24 (précédemment 6 heures 1/2) y compris un repos d'au moins 30 minutes, qui ne doit pas être précédé d'une période de travail de plus de 4 heures 1/2 consécutives. De même que sous l'ancienne loi, les enfants ne peuvent être employés qu'entre 6 heures du matin et 8 heures du soir; ils ne doivent pas travailler pendant les heures de classes, ni pendant l'heure et demie qui précède l'ouverture de ces classes. Le travail des enfants est également interdit le dimanche et les jours de fête.

Les jeunes gens de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de 18 ans, qui ont satisfait aux obligations scolaires, ne peuvent travailler plus de 10 heures par jour: les heures de travail doivent être placées entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, avec un repos d'une demi-heure au moins après chaque période de 4 heures 1/2 de travail continu. (Précédemment les jeunes gens de 14 à 18 ans, sans aucune dis-

(1) D'après la *Labour Gazette*.

inction au sujet de l'accomplissement des obligations scolaires, pouvaient être employés pendant 12 heures, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, avec des intervalles de repos d'une durée totale d'au moins 2 heures.) Certaines dérogations peuvent être apportées à cette règle, pour les jeunes gens âgés de 15 ans, dans l'intérêt de leur instruction technique.

Lorsque les Inspecteurs jugent que certaines catégories de travaux sont particulièrement fatigants ou dangereux pour la santé des jeunes ouvriers, le Conseil du travail peut élever l'âge d'admission des enfants, ou même en interdire complètement l'emploi, ainsi que celui des femmes. Les patrons ont le droit de porter appel contre ces décisions, devant le Ministre de l'Intérieur. (Précédemment le pouvoir de faire ces règlements appartenait au Ministre de l'Intérieur seul.)

Comme dans la législation précédente, aucun jeune ouvrier ne peut être employé sans avoir été reconnu par un médecin comme ayant les aptitudes physiques nécessaires pour le travail auquel il veut se livrer; au sujet de cette visite, la nouvelle loi attire tout particulièrement l'attention des médecins sur la constitution physique du futur ouvrier, spécialement sur la taille, le poids et le tour de poitrine. Les femmes ne peuvent être employées dans les 4 semaines qui suivent leur accouchement, sauf sur la production d'un certificat médical attestant que le travail de la mère ne sera dangereux ni pour elle ni pour son enfant.

La loi contient également des dispositions sur l'entourage des machines et sur les autres précautions à prendre contre les accidents, qui figuraient déjà dans la loi du 12 avril 1889 sur la prévention des accidents.

En ce qui concerne l'encombrement des ateliers, la loi exige un minimum de 282 pieds cubes d'air par ouvrier et l'installation de ventilateurs mécaniques s'il est nécessaire. Les ateliers doivent être convenablement chauffés pendant la saison d'hiver et les patrons sont tenus de disposer des salles dans lesquelles les ouvriers pourront prendre leurs repas; on doit également assurer dans ces salles une température convenable. Partout où cela sera praticable, des dispositions devront être prises pour permettre aux travailleurs de faire chauffer les aliments qu'ils apportent avec eux.

Le personnel de l'Inspection du travail est maintenant organisé en Département de l'Industrie à la tête duquel est placé un directeur nommé par le roi, avec deux secrétaires, dont l'un spécialisé dans les sciences sociologiques et économiques et l'autre spécialisé dans les sciences techniques. Le Directeur a sous ses ordres les inspecteurs nommés par le Ministre de l'Intérieur, qui peuvent être de l'un et l'autre sexe, et dont le nombre sera fixé chaque année dans la loi du budget, le Ministre de l'Intérieur étant autorisé, dans l'intervalle, à nommer jusqu'à 20 inspecteurs. Le nouveau Département de l'Industrie a le droit de demander aux patrons de fournir en vue des statistiques, des rapports sur le nombre, le sexe, l'âge, l'état de santé et les salaires de leurs ouvriers, ainsi que sur le nombre, la nature et les dimensions des machines qu'ils emploient.

La nouvelle loi porte la création d'un Conseil du Travail, composé d'un président nommé par le roi, et de huit autres membres (dont 3 au moins seront des patrons et 3 autres des ouvriers) nommés par le Ministre de l'Intérieur. Le Directeur du Département de l'Industrie est autorisé à consulter le Conseil sur toutes les matières qui concernent son département; le Conseil, sur sa propre initiative, peut faire une enquête sur toutes les questions soulevées par la loi, et peut faire des observations à leur sujet au Département de l'Industrie et au Gouvernement. Il peut aussi appeler l'attention du Ministre de l'Intérieur sur toutes les propositions qu'il serait désirable de voir adopter dans l'avenir, au sujet des lois protégeant les travailleurs.

ÉTATS-UNIS.

Réglementation légale de la durée du travail (1). — Parmi les États de l'Union où la durée du travail journalier est fixée par la législation (2), on distingue les catégories suivantes :

a) ÉTATS DONT LES PRESCRIPTIONS SUR LA DURÉE LÉGALE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL NE SONT APPLICABLES QUE SUBSIDIAIREMENT, À DÉFAUT D'UNE CLAUSE Y RELATIVE DANS LE CONTRAT DE TRAVAIL.

ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.	ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.	ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.
Californie	8	Indiana	8	Nebraska	10
Connecticut	8	Maine	10	New-Hampshire ..	10
Floride	10	Michigan	10	New-York	8
Géorgie	{ Du lever au coucher du soleil.	Minnesota	10	Pensylvanie	8
Illinois		Missouri	8	Wisconsin	8

b) ÉTATS QUI PRÉVOIENT LÉGISLATIVEMENT UNE DURÉE MAXIMA DU TEMPS DE TRAVAIL DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET LES TRAVAUX POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT ET DES COMMUNES.

ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.	ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.	ÉTATS.	NOMBRE d'heures réglemen- taires.
Californie	8	Kansas	8	Pensylvanie	8
Colorado	8	Maryland (3)	8	Texas	9
Distr. de Colombie	8	Massachusetts ...	De 8 à 9	Utah	8
Idaho	8	New-York	8	Washington	8
Indiana	8	Ohio	8	Wyoming	8

c) ÉTATS OÙ EST DÉTERMINÉE LA DURÉE LICITE DE LA JOURNÉE DES OUVRIÈRES DANS LES FABRIQUES.

1° Sans distinction d'âge.

ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires		ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires	
	par jour.	par semaine.		par jour.	par semaine.
Connecticut	10	60	Maryland (5)	10	„
Géorgie	11	66	Massachusetts	10	58
Louisiane	10	60	Nebraska	10	60
Maine (4)	10	60	New-Hampshire	10	60

(1) Extrait du XVIII^e rapport annuel du *Service de la Statistique du travail* (État de New-York, 1900).

(2) États dans lesquels la matière n'est régie par aucune loi :

Alabama,	Kentucky,	Caroline du Nord,
Arizona,	Mississippi,	Oregon,
Arkansas,	Montana,	Tennessee,
Delaware,	Nevada,	Virginie occidentale.
Iowa,	New-Mexico,	

(3) Pour la ville de Baltimore.

(4) Seulement dans des fabriques déterminées.

(5) Heures supplémentaires admises.

ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires		ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires	
	par jour.	par semaine.		par jour.	par semaine.
New-Jersey.....	10	55	Rhode-Island.....	10	60
New-York.....	10	60	Caroline du Sud.....	11	66
Dakota septentrional (1)...	10	#	Dakota méridional (1)...	10	#
Oklahoma (1).....	10	#	Virginie.....	10	60
Pennsylvanie.....	12	60	Wisconsin (1).....	8	#

2° Au-dessous de 21 ans.

ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires		ÉTATS.	NOMBRE D'HEURES réglementaires	
	par jour.	par semaine.		par jour.	par semaine.
Colorado (pour les ouvriers au-dessous de 18 ans).....	10	60	Nebraska.....	10	60
Connecticut.....	10	60	New-Hampshire.....	10	60
Géorgie.....	{ Du lever au coucher du soleil.		New-Jersey.....	10	55
Illinois (pour les ouvriers au-dessous de 16 ans).....			New-York.....	10	60
Indiana (pour les ouvriers au-dessous de 18 ans).....	10	60	Dakota septentrional (pour les ouvrières au-dessous de 18 ans) (1).....	10	#
Louisiane.....	10	60	Ohio (<i>idem</i>).....	10	55
Maine (pour les ouvriers au-dessous de 18 ans).....	10	60	Oklahoma (<i>idem</i>) (1)....	10	#
Maryland (p ^r les ouvriers au-dessous de 16 ans).....	10	60	Pennsylvanie.....	12	60
Massachusetts.....	10	58	Rhode-Island.....	10	60
Michigan.....	10	60	Dakota méridional (pour les ouvrières au-dessous de 18 ans) (1).....	10	#
Minnesota, pour les ou- vriers au-dessous de :			Virginie.....	10	60
16 ans.....	10	#	Wisconsin (1).....	8	#
De 16 à 20 ans.....	10	60			

d) ÉTATS POSSÉDANT LA MÊME RÉGLEMENTATION LÉGALE QU'EN c), POUR LES JEUNES OUVRIERS
DU SEXE MASCULIN.

ÉTATS.	POUR les ouvriers au-dessous de :	NOMBRE D'HEURES réglementaires	
		par jour.	par semaine.
Californie.....	18 ans.	10	60
Connecticut.....	16 ans.	10	60
Géorgie.....	Du lever au coucher du soleil.		
Illinois.....			
Indiana.....	16 ans.	10	60
Louisiane.....	18 ans.	10	60
Maine.....	16 ans.	10	60
Maryland.....	16 ans.	10	60
Massachusetts.....	18 ans.	10	58
Michigan.....	18 ans.	10	60
Minnesota (1).....	21 ans.	10	60
	16 ans.	10	#

(1) Heures supplémentaires admises.

ÉTATS.	POUR les ouvriers au-dessous de :	NOMBRE D'HEURES réglementaires	
		par jour.	par semaine.
New-Hampshire.....	18 ans.	10	60
New-Jersey.....	18 ans.	10	55
New-York.....	18 ans.	10	60
Dakota septentrional (1).....	18 ans.	10	#
Ohio.....	18 ans.	10	55
Oklahoma (1).....	18 ans.	10	#
Pensylvanie.....	21 ans.	12	60
Rhode-Island.....	16 ans.	10	60
Dakota méridional (1).....	18 ans.	10	#
Vermont.....	15 ans.	10	60
Virginie.....	14 ans.	10	60
Wisconsin (1).....	18 ans.	8	#

c) ÉTATS, DANS LESQUELS LA DURÉE DU TRAVAIL QUOTIDIEN DES FEMMES ET DES JEUNES GENS EMPLOYÉS DANS LES MAGASINS ET LES MAISONS DE COMMERCE EST RÉGLEMENTÉE PAR LES LOIS.

Californie.....	} Mêmes prescriptions que pour les fabriques.
Connecticut.....	
Illinois.....	
Indiana.....	
Maryland (pour la ville de Baltimore).....	
Massachusetts (pour les jeunes gens au-dessous de 18 ans et pour les femmes).....	58 heures par semaine.
Minnesota.....	} Mêmes prescriptions que pour les fabriques.
Nebraska.....	
New-York (pour les ouvriers au-dessous de 16 ans et les ouvrières au-dessous de 21 ans).....	60 heures par semaine.
Pensylvanie.....	} Mêmes prescriptions que pour les fabriques.

Voici enfin quel est l'âge minimum, fixé dans chaque État de l'Union, pour l'emploi des jeunes ouvriers dans les fabriques :

ÉTATS.	ÂGE minimum.	ÉTATS.	ÂGE minimum.
Californie.....	10 ans.	Nebraska (2).....	10 ans.
Colorado.....	14 ans.	New-Hampshire.....	10 ans.
Connecticut.....	14 ans.	New-Jersey { pour les garçons.	12 ans.
Illinois.....	14 ans.	{ pour les filles...	14 ans.
Indiana.....	14 ans.	New-York.....	14 ans.
Louisiane { pour les garçons..	12 ans.	Dakota septentrional.....	12 ans.
{ pour les filles... 14 ans.		Ohio.....	13 ans.
Maine.....	12 ans.	Pensylvanie.....	13 ans.
Maryland.....	12 ans.	Rhode Island.....	12 ans.
Massachusetts.....	14 ans.	Tennessee.....	12 ans.
Michigan.....	14 ans.	Vermont.....	10 ans.
Minnesota.....	14 ans.	Virginie occidentale.....	12 ans.
Missouri.....	14 ans.	Wisconsin.....	14 ans.

(1) Heures supplémentaires admises.

(2) Les enfants jusqu'à 12 ans ne peuvent travailler que quatre mois chaque année.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars 1902. — Le marché du travail a montré une certaine amélioration en mars par rapport au mois précédent dans la plupart des industries importantes.

3,7 p. % de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 551 000 membres contre 4,3 p. % en février 1902 et 3,6 p. % en mars 1901.

5,35 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 488 000 mineurs contre 5,39 en février 1902 et 5,30 en mars 1901.

314 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1902, avec 22 000 ouvriers contre 315 en février 1902 et 291 en mars 1901.

88 p. % du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mars 1902 et 77 p. % dans les tissages, avec 80 000 ouvrières, femmes et filles, contre 92 p. % et 79 p. % en février 1902 et 79 p. % et 70 p. % en mars 1901.

Grèves. — 21 nouvelles grèves en mars 1902 avec 6 185 chômeurs, contre 18 avec 6 950 en février 1902, et 52, avec 21 000, en mars 1901; 3 grèves dans le bâtiment, 7 dans les mines, 3 dans les textiles, 3 dans la métallurgie et 5 dans d'autres industries. Sur 22 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 5 825 grévistes : 6 succès, 10 échecs, 6 transactions.

Loi du 17 août 1901 sur les fabriques et ateliers. (1) — La législation anglaise concernant les fabriques et les ateliers, se composait des lois de 1878, 1883, 1891, 1895 et 1897, qui, par leurs dispositions diverses et leurs modifications successives, étaient devenues assez difficiles à consulter. L'ensemble de ces lois a été refondu en une loi unique, formant un véritable code de la matière; c'est la loi du 17 août 1901 sur les fabriques et ateliers, récemment entrée en vigueur (1^{er} janvier 1902).

Cette loi a apporté, en outre, de nombreuses modifications à la législation précédemment existante; nous allons examiner les principales.

Une des plus importantes de ces modifications est celle qui institue une procédure entièrement nouvelle pour l'établissement des règlements sur les industries dangereuses et insalubres. Auparavant, une réglementation spéciale devait être faite pour chaque fabrique ou atelier; il en résultait que des règlements différents s'appliquaient, suivant les endroits, à des industries analogues. Chaque patron pouvait recourir à l'arbitrage au sujet de l'établissement de ces règlements, mais les ouvriers n'avaient aucun moyen de faire entendre leur voix.

La nouvelle procédure, au contraire, donne à toutes les personnes intéressées, ouvriers ou patrons, le droit et le moyen de présenter leurs objections.

Quand le secrétaire d'État juge qu'un mécanisme, un outillage, un procédé de fabrication ou une méthode particulière de travail, une opération quelconque, est insalubre ou dangereuse pour les travailleurs, il peut rédiger un projet de règlement à ce sujet. Il doit publier ce projet et toute personne intéressée, patron ou ouvrier, peut adresser par écrit, au secrétaire d'État, les objections qu'elle élève.

(1) D'après la *Labour Gazette*.

Si le secrétaire d'État tient compte de ces objections et modifie son règlement, il doit le publier, ainsi modifié, de la même manière que précédemment.

Si le secrétaire d'État ne se rend pas aux observations qui lui sont présentées, il doit, avant de faire définitivement son règlement, prescrire une enquête. Cette enquête doit être faite publiquement et toute personne intéressée peut y être entendue.

Le règlement, pour être définitif, doit être déposé sur le bureau des deux Chambres, qui ont un délai de quarante jours pour l'annuler.

Le règlement ainsi établi, devient applicable dans toutes les fabriques et ateliers dans lesquels le procédé de fabrication réputé dangereux ou insalubre est employé.

Les autres modifications apportées par la loi sont les suivantes :

HYGIÈNE. — La loi édicte des prescriptions relatives à la ventilation des ateliers ; à l'écoulement des eaux sur les planchers ; au cube d'air exigé dans le cas où les locaux de travail servent de dortoir pendant la nuit ; à la température des ateliers. Défense est faite de prendre les repas dans les ateliers où l'on met en œuvre des matières toxiques qui peuvent donner naissance à des poussières ou à des vapeurs.

SÉCURITÉ. — Pour la première fois, des mesures sont prises au sujet des chaudières à vapeur, qui devront toutes être munies d'une soupape de sûreté, d'un manomètre et d'appareils indicateurs du niveau de l'eau. Toute chaudière doit être visitée à fond, au moins tous les quatorze mois, par une personne compétente. Il est défendu d'employer les enfants au nettoyage des machines ou des endroits placés sous les machines, sauf sous l'arbre de transmission. Il est interdit d'employer les adolescents au nettoyage des machines en marche. Les mesures à prendre pour permettre au personnel de s'échapper en cas d'incendie, sont développées.

CONDITIONS DU TRAVAIL. — La durée du travail dans les industries textiles, est réduite de une heure. Dans le cas où les femmes et les enfants seraient employés dans un magasin par le même patron, en dehors de la durée du travail fixée pour la fabrique ou l'atelier, le patron doit en faire mention sur le registre général. Les heures supplémentaires, dans le cas où elles sont autorisées, ne peuvent avoir lieu que 50 jours par an au lieu de 60, et 3 jours par semaine au lieu de 5. L'emploi des enfants de moins de 12 ans dans une fabrique ou un atelier est interdite.

TRAVAIL À DOMICILE. — Les patrons et entrepreneurs doivent adresser aux autorités du district la liste des personnes qu'ils emploient en dehors de l'atelier. Des mesures spéciales peuvent être prises par le conseil de district quand le travail à domicile est effectué dans des conditions dangereuses ou insalubres. Quand une maladie infectieuse a été signalée dans une maison, le conseil de district peut interdire de donner du travail à emporter à toute personne habitant ou travaillant dans cette maison.

LOCATION DE FORCE MOTRICE. — Les prescriptions relatives à la location de force motrice, et qui imposaient certains devoirs au propriétaire, sont maintenant étendues aux exploitants dans certains cas. Les locations de force motrice sont, en outre, soumises à un certain nombre de prescriptions de la présente loi.

RÈGLES SPÉCIALES À CERTAINS ÉTABLISSEMENTS. — *Boulangeries.* — L'usage des sous-sols pour les boulangeries sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1904, à moins que le conseil de district, après en avoir examiné la construction, la clarté, la ventilation, ne délivre une autorisation.

Tissage du coton. — *Fabriques à atmosphère humide.* — La loi relative à ces fabriques a été modifiée sur plusieurs points. Le secrétaire d'État peut changer les mesures d'aération applicables jusqu'ici. Pour les locations de force motrice, le pro-

priétaire peut être substitué à l'exploitant pour les mesures à prendre relativement à l'aération.

Docks. — Les prescriptions relatives aux docks sont étendues à tous les appareils servant au chargement et au déchargement des navires, ainsi qu'aux passerelles et aux échelles employées dans ces opérations.

Voies ferrées. — Certaines dispositions sont appliquées pour la première fois aux voies ferrées à l'usage des fabriques et qui ne tombent pas sous l'application du « Railway employment Act, 1900 ».

DISPOSITIONS DIVERSES. — Les autres dispositions nouvelles importantes sont les suivantes : obligation pour les patrons de tenir dans chaque fabrique ou atelier un *registre général*, où devront figurer toutes les mentions requises par la loi et toutes les exceptions dont ils profitent ; obligation pour le conseil de district de tenir un registre de tous les ateliers du district ; rapport annuel du médecin du service d'hygiène sur l'application de la loi. — Un tableau indiquant l'état du personnel doit être fourni par les patrons, à des intervalles de temps compris entre un et trois ans. — Le doute qui subsistait, dans le texte des lois antérieures, au sujet des travaux électriques, disparaît dans la nouvelle législation, par suite de l'insertion des stations électriques, dans la définition des « fabriques non textiles ». Le nettoyage à sec, le battage des tapis, le lavage des bouteilles sont également soumis à certaines dispositions de la loi.

HONGRIE.

Les caisses d'assurance contre la maladie en 1898⁽¹⁾. — Les caisses mutuelles d'assurance contre la maladie sont régies en Hongrie par la loi du 9 avril 1891, qui a institué dans ce pays l'assurance obligatoire sur des bases analogues à celles des institutions similaires d'Autriche et d'Allemagne.

Il existait, à la fin de l'année 1898, 453 caisses de maladie, avec 656,000 adhérents, et se répartissant ainsi :

	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de membres.
Caisses de district.....	111	307 539
Caisses de corporations industrielles.....	101	74 282
Caisses de fabriques.....	183	184 726
Caisses de sociétés privées.....	58	89 715
TOTAL.....	453	656 262

Les résultats financiers, pour l'ensemble des caisses, se résument comme suit :

1° Recettes.

	Couronnes.
Cotisations des adhérents.....	8 845 811
Droits d'entrée des adhérents volontaires.....	3 820
Dons.....	35 835
Intérêts.....	112 105
Amendes.....	101 521
Emprunts.....	30 565
Recettes diverses.....	261 918
TOTAL des recettes.....	9 391 575

(1) *A Magyar Korona Országainak Betegsegélyező-Pénztárai 1898-ban.* Budapest, 1901.

2° Dépenses.

Secours en argent aux malades.....	2 923 898
Secours aux femmes en couches.....	141 855
Frais d'hôpital.....	719 397
Frais pharmaceutiques.....	1 779 170
Frais médicaux.....	1 509 520
Frais funéraires.....	310 372
Frais d'administration.....	1 190 425
Dépenses diverses.....	246 113

TOTAL des dépenses..... 8 820 750

Le nombre total des journées de maladie, indemnisées à domicile ou payées à l'hôpital en 1898, s'élève à 2.945.000, et celui des cas de maladie à 228.000, chiffres correspondant à une moyenne, par membre, de 4,44 journées et de 0,34 cas de maladie.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 22 mars 1902 modifiant divers articles de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

(J. O. du 27 mars 1902).

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2,400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires, élevant le chiffre de la quotité.

ART. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être

déclaré dans les quarante-huit heures; non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident, dans les formes réglées par décret; est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargés de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

Art. 12. — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit; la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance;
- 3° La nature des lésions;
- 4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance;
- 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes;
- 6° La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

Art. 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix,

soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

ART. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

ART. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexorable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser, soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

ART. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (§§ 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier président de la cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

ART. 2. — La présente loi est applicable aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.

Loi du 10 avril 1902, complétant l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890 (Contrat de louage).

(J. O. du 12 avril 1902.)

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890 :

« Dans le cas où l'homologation, prévue par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890 sur le contrat de louage et les rapports entre les agents de chemins

de fer et les compagnies, n'est accordée que sous réserve de certaines modifications ou additions non acceptées par la compagnie, il sera statué par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État.»

Décret du 21 mars 1902, relatif à l'application en Algérie des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes. (1)

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions du présent décret les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre en Algérie ainsi que leurs dépendances. Les mines et carrières ne sont assujetties aux dispositions du présent décret qu'en ce qui concerne les prescriptions spéciales au travail des enfants.

Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, ces établissements sont soumis aux mesures de sécurité et d'hygiène inscrites au présent décret.

ART. 2. — Les enfants de nationalité française ou européenne ne peuvent être employés par les patrons, ni admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de treize ans révolus.

Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882, peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans.

Les enfants indigènes occupés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} devront être renvoyés, s'il résulte d'un certificat médical que leur développement physique ne leur permet pas de supporter le travail industriel.

ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures et demie par jour. Cette durée de travail sera réduite à dix heures à partir du 31 mars 1904.

Un arrêté du Gouverneur général déterminera les conditions spéciales du travail des enfants de moins de dix-huit ans dans les travaux souterrains des mines.

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi.

ART. 5. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées, en cas de nécessité, par le fonctionnaire chargé du contrôle qui en rendra compte au Gouverneur général de l'Algérie.

ART. 6. — Les chefs d'industrie ou patrons devront tenir un registre sur lequel seront portés les noms ou prénoms des enfants de nationalité française ou européenne, âgés de moins de dix-huit ans, ainsi que la date de leur entrée dans l'atelier et celle de leur départ. Ils seront tenus en outre de représenter à toute réquisition le bulletin de naissance de ces enfants.

Dans les établissements dans lesquels le travail ne se fait pas à l'aide d'un moteur mécanique ou qui n'emploient pas plus de 20 ouvriers, la tenue du registre ne sera pas obligatoire.

ART. 7. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état

(1) J. O. du 27 mars 1902.

constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 8. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

ART. 9. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

ART. 10. — Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

ART. 11. — Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales que pendant la durée d'une demi-journée de travail divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

Il est également interdit d'employer les enfants au-dessous de seize ans à actionner au moyen de pédales les métiers dits à la main.

ART. 12. — Les enfants au-dessous de seize ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ni aux scies à ruban.

ART. 13. — Les enfants au-dessous de seize ans ne peuvent être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques.

ART. 14. — Il est interdit de préposer des enfants au-dessous de seize ans au service des robinets à vapeur.

ART. 15. — Il est interdit d'employer des enfants de moins de seize ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

ART. 16. — Les jeunes ouvriers ou ouvrières au-dessous de dix-huit ans employées dans l'industrie ne peuvent porter, trainer ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur à l'usage normal de leurs forces.

ART. 17. — Il est interdit d'employer des filles au-dessous de quatorze ans au travail des machines à coudre mues par des pédales.

ART. 18. — Il est interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à la confection d'écrits, imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimés par les lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs.

Il est également interdit d'occuper des enfants au-dessous de seize ans et des filles mineures dans les ateliers où se confectionnent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

ART. 19. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisance ou de toute autre source d'infection.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisance, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Les ouvriers appelés à travailler dans ces conditions seront attachés par une ceinture de sûreté.

ART. 20. — Les cabinets d'aisance ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés les ouvriers.

ART. 21. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques, seront évacués directement au dehors de l'atelier au fur et à mesure de leur production.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 22. — Les moteurs à vapeur, à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance. Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 0 m. 80; le sol des intervalles sera nivelé.

Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les échafaudages seront munis sur toutes leurs faces de garde-corps de 0 m. 90 de haut.

ART. 23. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'article 1^{er}, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise, ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse de la victime, ainsi que des témoins de l'accident et fera connaître autant que possible ses causes et son degré de gravité. Elle sera, dans les vingt-quatre heures, adressée par le patron au juge de paix, qui en accusera réception et avisera aux mesures à prendre.

S'il existe un médecin résidant dans un rayon de 10 kilomètres, le patron devra faire appel aux soins de l'homme de l'art dans le délai maximum de quarante-huit heures à partir de l'accident, et adresser au juge de paix, dans les vingt-quatre heures de sa délivrance, un certificat médical indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Le juge de paix accusera réception du certificat.

Une copie de la déclaration et du certificat médical sera envoyée par le juge de paix au fonctionnaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

ART. 24. — Les ingénieurs et contrôleurs des mines sont chargés de surveiller l'application du présent décret.

Ils sont placés, pour ce service, sous l'autorité du Gouverneur général de l'Algérie. Ils ont entrée dans tous les établissements visés par l'article 1^{er} et par le dernier paragraphe de l'article 7. Ils peuvent se faire représenter le registre et les bulletins de naissance prescrits par l'article 6.

Toutefois, le Gouverneur général pourra, dans le cas où cette mesure lui paraîtrait nécessaire, dispenser des visites du service les ateliers où sont exercées certaines industries indigènes.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des ingénieurs et contrôleurs qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au Gouverneur général et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles en vigueur en Algérie, quant à la constatation et à la poursuite des infractions au présent décret.

ART. 25. — Le Gouverneur général de l'Algérie adressera chaque année au Ministre du Commerce et de l'Industrie, un rapport sur l'exécution du présent décret et les modifications dont il serait susceptible.

ART. 26. — En ce qui concerne l'application des dispositions contenues dans les articles 7 à 22 inclus du présent décret et dans les arrêtés du Gouverneur général prévus à l'article 27, les ingénieurs et contrôleurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlement ou arrêtés,

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur un registre qui devra être tenu constamment à la disposition du service: elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Gouverneur général. Ce dernier peut, après avoir pris, s'il y a lieu, l'avis du conseil d'hygiène du ressort, modifier la mise en demeure ou proroger le délai imparti pour son exécution.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative. Avis en est donné à l'ingénieur.

ART. 27. — Au fur et à mesure des nécessités constatées, des arrêtés pris par le gouverneur général, après avis des conseils d'hygiène, détermineront les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

ART. 28. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans le présent décret, qui auront contrevenu à ses dispositions, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

Aucune peine ne sera appliquée s'il est établi que l'industriel a été induit en erreur sur l'âge de la personne employée.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 29. — En cas de récidive, le contrevenant sera toujours condamné au maximum de l'amende. Il y a récidive, lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention de même nature.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

ART. 30. — Les peines prononcées par les deux articles qui précèdent ne font pas obstacle aux autres peines encourues, notamment en vertu des articles 319 et 320 du code pénal, non plus qu'à toute responsabilité civile.

ART. 31. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher le présent décret d'une manière apparente dans leur établissement; néanmoins, en cas d'infraction à cette disposition particulière, l'amende sera de 1 à 5 francs sans pouvoir excéder ce dernier chiffre, même en cas de récidive.

ART. 32. — Le présent décret ne sera exécutoire que trois mois après sa promulgation.

ART. 33. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret du 21 mars 1902, relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés des travaux publics, passés au nom de l'État. (1)

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passées en Algérie, au nom de l'État ou de l'Algérie, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'Administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Dans les cas prévus à l'article 18, § 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, l'insertion des clauses et conditions ci-dessus énoncées sera facultative.

ART. 2. — L'entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'Administration.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le Ministre, pour les marchés passés au nom de l'État ou le gouverneur général pour ceux passés au nom de l'Algérie, pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider par voie de mesure générale, de l'exclure, pour un temps déterminé ou définitivement, des marchés de son département.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et tous les autres Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(1) J. O. 27 mars 1902.

Décret du 21 mars 1902, relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des départements (1).

ARTICLE PREMIER. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures, passés au nom des départements de l'Algérie par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

- 1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;
- 2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision du préfet ou du général commandant la division selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;
- 3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les départements devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins du préfet ou du général commandant la division.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret du 21 mars 1902, relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance (1).

ARTICLE PREMIER. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance

(1) J. O. du 27 mars 1902.

de l'Algérie par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

- 1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;
- 2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision du préfet ou du général commandant la division, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;
- 3° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou région, suivant la saison.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 3° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les communes et les établissements de bienfaisance devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite sous le contrôle du préfet ou du général de division par l'administration intéressée.

ART. 4. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 5. — Le Ministre de l'Intérieur et des Cultes et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret du 23 mars 1902 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la loi du 22 mars 1902.

(J. O. du 27 mars 1902).

ARTICLE PREMIER. — Pour chaque victime d'un accident ayant occasionné une incapacité de travail, dans les cas prévus par la loi du 9 avril 1898, la déclaration de l'accident, le récépissé de cette déclaration, le procès-verbal du maire, le dépôt du certificat médical, le récépissé de ce dépôt, la transmission de pièces à la justice de paix, l'avis au service d'inspection, seront établis conformément aux sept modèles annexés au présent décret.

ART. 2. — Le présent décret aura effet à dater du 1^{er} mai 1902.

Sont rapportés, à la même date, les décrets des 30 juin et 18 août 1899.

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret.

MODÈLE I.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL (A).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer le nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 3.

(2) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.

(3) Indiquer le nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(4) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

(5) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.

(6) Indiquer les noms, professions et adresses.

(7) Titre et siège du syndicat de garantie, de la société mutuelle ou de la compagnie à primes fixes qui assure le chef d'entreprise. S'il n'y a pas d'assureur, le déclarer expressément.

Le soussigné, (1)
déclare à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié
par la loi du 22 mars 1902, qu'un accident ayant occasionné
une incapacité de travail est survenu le
à heure
dans (2)
à (3)

L'accident a été occasionné par la cause matérielle (4) ci-après, dans les circonstances suivantes :

L'accident a produit les blessures suivantes : (5)

Les témoins de l'accident sont : (6)

Je déclare être assuré contre les accidents du travail par la société ci-après : (7)

Fait à , le 19 .

(Signature du déclarant.)

(A) Cette déclaration doit être remise à la mairie par le chef d'entreprise ou son préposé dans les quarante-huit heures de l'accident, non compris les dimanches et jours fériés. Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise ou son préposé doit, en outre, déposer un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif (Mod. IV).

Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le certificat médical doit être joint à la déclaration.

MODÈLE II.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

d

Mairie d

ARRONDISSEMENT

u

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

CANTON

d

Nous soussigné (1)
mairie de la commune d
dounons récépissé à M. (2)

de la déclaration de l'accident survenu le
à (3)

qu'il a déposée ce jour à la mairie, à heure.

Fait à , le 19 .

(Signature.)

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom et prénoms du déclarant.

(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

MODÈLE III.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie d

ARRONDISSEMENT

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION
D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Nom et prénoms.

(2) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 4.

(3) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.

(4) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(5) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

(6) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.

(7) Indiquer les noms, professions et adresses.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
avons reçu le à heure
de M. (2)

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, une déclaration relative à un accident survenu le à heure dans (3)
à (4)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause matérielle (5)
ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (6) :

3° Que les témoins de l'accident sont (7) :

La déclaration, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant, a été annexée au présent procès-verbal pour être transmise à la justice de paix dans le délai prescrit par la loi (4).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.

(Signature du maire.)

(A) Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le procès-verbal fait en outre mention du dépôt du certificat médical, qui doit être joint à la déclaration.

MODÈLE IV.

DÉPÔT DE CERTIFICAT MÉDICAL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise.

(2) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(3) Nom et adresse.

Le soussigné, (1)
remet à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
pour être joint à la déclaration faite le
de l'accident survenu le
à (2)

un certificat du docteur (3)

indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Fait à . le 19 .

(Signature du déposant.)

MODÈLE V.

d DÉPARTEMENT _____ d ARRONDISSEMENT _____ d CANTON _____	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. <i>Mairie d</i> _____ RÉCÉPISSÉ DE CERTIFICAT MÉDICAL. (Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.) Nous, soussigné (1) maire de la commune d donnons récépissé à M (2) du certificat médical relatif à l'accident survenu à (3) qu'il a déposé ce jour à la mairie, à _____ heure , pour être joint à la déclaration reçue le _____ Fait à _____ , le _____ 19 _____. (Signature.)
---	--

MODÈLE VI.

d DÉPARTEMENT _____ d ARRONDISSEMENT _____ d CANTON _____	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. <i>Mairie d</i> _____ TRANSMISSION DE PIÈCES À LA JUSTICE DE PAIX POUR ENQUÊTE (a). (Art. 12 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.) Nous, soussigné (1) maire de la commune d transmettons avec la présente à M. le juge de paix du canton d _____ la déclaration faite à notre mairie le (2) à _____ heure , par (3) au sujet d'un accident survenu le (4) à (5) occupé dans (6) Ci-joint le certificat médical déposé le pour être annexé à la déclaration susvisée (7). (ou:) Nous certifions qu'il n'a pas été déposé de certificat médical dans le délai prévu par la loi (7). Fait à _____ , le _____ 19 _____.
---	--

(a) Cette transmission doit être faite dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration.

MODÈLE VII.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRONDISSEMENT

Mairie d

CANTON

AVIS DE DÉCLARATION D'ACCIDENT

DU TRAVAIL

TRANSMIS AU SERVICE D'INSPECTION (a).

(1) Nom et prénoms.

(2) L'inspecteur départemental du travail en résidence à
ou l'ingénieur ordinaire des mines en
résidence à(3) Indiquer le nom, la qualité et
l'adresse du déclarant.(4) Indiquer la nature de l'établisse-
ment et son adresse, ainsi que le lieu
précis où l'accident s'est produit.(5) Indiquer les nom, prénoms,
âge, sexe, profession et adresse de la
victime.(6) Spécifier l'engin, le travail, le
fait qui a occasionné l'accident.(7) Préciser la nature des blessures :
fracture de la jambe, contusions, lé-
sions internes, asphyxie, etc.(8) Indiquer les noms, professions
et adresses.(9) Si la victime est décédée, le spé-
cialier expressément; sinon indiquer au-
tant que possible la durée probable
d'incapacité de travail d'après le certi-
ficat médical.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902.)

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d

avisons M (2)

que nous avons reçu le à heure

de (3)

une déclaration d'accident survenu le

à heure

dans (4)

à (5)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause matérielle (6)
ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (7) :

3° Que les témoins de l'accident sont (8) :

Le certificat médical indique comme suites probables de l'ac-
cident (9) :

Fait à , le 19 .

(a) Cette transmission à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines, suivant le cas, doit être faite dans le même délai que la transmission au juge de paix (Mod. VI). Elle n'est faite toutefois que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à la production d'un certificat médical.

Décret du 23 mars 1902, modifiant l'article 16 du décret du 1^{er} septembre 1899, portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.

(J. O. du 27 mars 1902).

ARTICLE PREMIER. — La première phrase de l'article 16 du décret du 1^{er} septembre 1899 est modifiée ainsi qu'il suit :

« ART. 16. — Le Conseil se réunit chaque année, le premier lundi de novembre. »

ART. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, ...

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants (1).

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — Au cours du deuxième semestre 1901, le nombre des *fonderies de fer* en activité n'a pas varié, le ralentissement de la vente et de la production ont amené une forte dépréciation des prix, sensiblement inférieurs à ceux même de 1898, quoique les conditions de la production soient beaucoup plus onéreuses qu'à cette époque. La diminution de la production, estimée à 25 p. % dans les *fonderies de chauffage* et à 35 p. % dans les *fonderies sur modèles*, par rapport à la période 1899-1900, a causé quelques chômages; pour les ouvriers occupés, les prix de façon se sont à peu près maintenus, sauf dans certaines *fonderies sur modèles*; les salaires ont néanmoins été diminués du fait de la réduction des heures de travail. Les *fonderies de cuivre-nickelage* et l'industrie du *fer battu* ont subi les mêmes fluctuations que les *fonderies de fer*; il n'y a pas eu cependant de chômage dans l'industrie du *fer battu*. Dans la *feronnerie*, les prix de vente ont supporté une baisse très sensible, les salaires sont restés sans changement, il n'y a pas eu de chômage à proprement parler mais réduction de la durée du travail. Dans la *métallurgie*, la production et la vente des produits laminés des forges et de leurs dérivés, fils, clous et pointes, a continué à décroître au cours de l'année 1901, entraînant dans les forges des chômages de 3 à 4 jours par semaine et jusqu'à une semaine sur deux. Les prix de vente sont considérés comme très mauvais, par suite non seulement du maintien à des prix excessifs des matières premières et surtout des combustibles, mais encore du fait que la réduction de la production a très notablement augmenté le prix de revient normal. Pour l'industrie de la *fonte malléable* et la fabrication des *articles pour voitures*, l'année 1900 a marqué une forte diminution des commandes et un notable abaissement des prix de vente. La vente des *tôles ondulées galvanisées* a eu une bonne moyenne et les derniers mois de l'année ont été particulièrement actifs. L'industrie des *ferures de wagons et du matériel de chemins de fer* a continué à subir la même crise, surtout au cours du second semestre 1901. Dans la *fabrique de pelles et la taillanderie*, la production et la vente sont assez actives, les matières premières étant revenues à des taux avantageux. Les salaires sont sans variation; aucun chômage au cours du second semestre. Affaires très actives dans les établissements typographiques et lithographiques, surtout en circulaires, tarifs, catalogues et réclames; salaires maintenus, les ouvriers sont largement occupés il y aurait plutôt pénurie de main-d'œuvre dans la région. Dans les *mines de cuivre* on a dû renvoyer 300 ouvriers sur 1,200, faute de travail. Réduction d'une heure pour la journée de travail dans la *fabrique de crayons*. La *fabrique de pipes* en terres n'occupe plus que péniblement ses anciens mouleurs,

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au dernier trimestre de 1901.

la consommation étant de plus en plus réduite. La *tannerie* et les *moulins à tan* subissent une crise du fait de la hausse exagérée des peaux brutes. Dans la *fabrique de chaux et de ciments*, la production est normale, les prix de vente stationnaires, les salaires sans changement. Le personnel ouvrier n'a subi aucun chômage; il y a afflux de main-d'œuvre depuis un an. Pour les *ardoisières*, la production a plutôt diminué dans le bassin de l'umay, par suite de la défectuosité du schiste, elle a augmenté à Rimogne, pendant neuf mois, et a été nulle pendant trois mois de chômage, par suite de grève. Pour les carrières, la production et la vente sont faibles par suite de la concurrence étrangère. L'industrie des *produits réfractaires* a amélioré son outillage (installation d'un four à feu continu), les prix de vente et les salaires sont sans changement. Dans la *broserie*, les affaires ont été rendues difficiles par suite des cours élevés des matières premières. Dans certaines maisons, depuis octobre, la durée du travail journalier a été réduite à 8 heures pour permettre d'occuper tout le personnel ouvrier.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Au cours du deuxième semestre 1901, dans la construction des *machines agricoles*, le travail a été réduit à 5 jours par semaine et à 9 heures par jour. L'activité signalée pour l'industrie céramique pendant le premier semestre ne s'est pas maintenue pendant le second. Pour la *poterie de grès* la demande dépasse la production; situation très prospère pour les *tuileries mécaniques*. Dans la *verrerie* l'écoulement des produits est difficile; activité maintenue dans les *carrières de pierres*, l'industrie de la *charpente*, la *fabrique d'essieux* et d'*ustensiles en fer battu*, la *carrosserie*, la *bijouterie*, la *reliure* et *cartonnage*. Situation prospère dans la *fabrique de toiles cirées*, la *confection de lingerie*; amélioration pour l'*équipement militaire*. Quoique la vente soit restée encore difficile, la situation de la *métallurgie* s'est améliorée dans le département. Dans la *chaufournerie*, l'activité a repris son cours normal, elle laisse à désirer pour les *ciments de laitier*.

Seine. — A Paris, au cours du deuxième semestre de 1901, les industries du bâtiment ont eu une bonne activité et le nombre des ouvriers occupés a été très élevé. La situation a été satisfaisante dans les *ateliers des Compagnies de chemins de fer*; dans ceux de la Compagnie d'Orléans on a constaté une augmentation du personnel, dans ceux de la Compagnie du Nord une légère diminution. Le personnel ouvrier de la *Compagnie du gaz* a augmenté, comme cela se produit pendant les derniers mois de chaque année; le personnel occupé par les *Compagnies des voitures et des omnibus* n'a pas varié. La *construction mécanique* paraît avoir été favorisée au cours du deuxième semestre, un nouvel établissement occupant 400 ouvriers environ a été créé. Dans la *charpente en fer* l'activité a été satisfaisante et a permis d'occuper tout le personnel; il en a été de même dans les *fonderies* où, en fin de semestre, plusieurs maisons ont embauché du personnel, dans la *chaudronnerie* et *ferblanterie* et dans la fabrication des *bronzes d'art et d'ameublement* avec la journée moyenne de 10 heures. La *joaillerie*, l'*orfèvrerie*, la *bijouterie* en double ont eu bon courant d'affaires; de même pour l'*horlogerie*, la fabrication d'*appareils électriques* et d'*instruments de précision*. Dans l'*ébénisterie* aucun changement notable dans la durée du travail et le taux des salaires; légère diminution du nombre des ouvriers occupés dans les maisons de *tapiserie*. Dans la *fabrique des papiers peints*, l'article de luxe a été surtout l'objet de commandes relativement importantes. Dans la *chapellerie*, l'effectif des ouvriers employés n'a pas varié; pour les *tailleurs sur mesure*, le trimestre a été plutôt calme; pour les *couturières* et la *confection*, on a constaté un léger ralentissement; de même pour la *lingerie*. Bonne activité pour les *fleurs et plumes* et la *passementerie*. Dans la *fabrique de boutons*, la production est toujours abondante. Le travail est assez actif dans les ateliers *graphiques et typographiques*, certaines maisons ont augmenté leur personnel; la situation est assez satisfaisante pour la *reliure* et le *brochage*; l'incendie d'une maison importante a forcé au chômage certain nombre d'ouvriers. Le travail a été assez régulier dans la *carrosserie* et la *sellerie*. Pour la *tannerie*, *mégisserie*, *maroquinerie*, le dernier semestre a été peu favorable; on constate une légère diminution du nombre des ouvriers employés. Pas de changement notable dans la *fabrique de chaussures*. Dans les *raffineries*, le travail a été très actif, une maison a considérablement augmenté le chiffre de son personnel. La fabrication des *vélo-pèdes* est toujours très active; il en est de même de l'industrie des *automobiles*.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le quatrième trimestre de 1901, l'industrie *colonnaire* a vu sa situation s'améliorer. Pendant les deux pre-

niers mois du trimestre, la *filature de coton* a eu un courant d'affaires très calme, le mouvement de reprise s'est accentué pendant le mois de décembre, à la suite de la nouvelle d'une faible récolte aux États-Unis. Cette reprise a amené la conclusion de nombreux marchés et un progrès dans le prix des fils. Le *tissage*, la *rouennerie* et les *mouchoirs* ont eu, pour la même cause, une reprise d'activité, mais les opérations traitées sont limitées aux besoins présents. Le marché avec l'Algérie se présente dans de bonnes conditions, moins bonnes pour l'Indo-Chine et Madagascar. Pour les *indiennes*, *filés* et *tissus teints*, les affaires ont été un peu plus actives que pendant le trimestre précédent, les clients se montrent cependant toujours réservés dans leurs achats. L'état du marché pour les *produits chimiques* n'a pas changé depuis le trimestre précédent. Aucune amélioration n'est signalée dans les *ateliers de construction*, où le manque d'affaires a obligé les constructeurs à réduire la journée de travail. Les prévisions favorables qu'avait fait naître le troisième trimestre, ne se sont pas réalisées pour la *tannerie*. Depuis décembre, les affaires traitées ont été peu nombreuses et peu rémunératrices; malgré le maintien des prix des cuirs bruts, les cuirs fabriqués se sont mal vendus; il y a lieu, cependant, d'espérer que cette situation anormale sera de courte durée.

Le trafic du port de Rouen présente, à l'entrée, pour le quatrième trimestre de 1901, une différence en moins de 165,816 tonnes par rapport au trimestre correspondant de 1900, et de 8,630 tonnes par rapport au troisième trimestre de 1901. Les sorties du quatrième trimestre ne sont guère supérieures à celles du trimestre correspondant de 1900. Pour l'ensemble de l'année, les entrées totales de 1901, présentent sur celles de 1900, une différence en moins de 317,925 tonnes. Par contre, on constate aux sorties une augmentation de 39,428 tonnes sur l'exercice 1900, dues à d'importantes exportations de sucre dans les premiers mois de 1901.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Darnétal, le *tissage* et la *filature* sont sans changement sur le troisième trimestre 1901. La durée du travail (11 heures par jour) et le taux des salaires (2 francs à 3 fr. 50) n'ont pas variés. Le chômage s'est maintenu 2 jours par semaine dans quelques établissements, 1 jour dans les autres. Dans la *teinture*, le chômage a atteint 3 jours par semaine. La situation est à peu près normale pour l'impression sur étoffes, bonne pour le *grattage* des tissus de coton et les *apprêts* des mêmes tissus. Pour les industries de la *construction* et du *bâtiment*, le chômage a atteint jusqu'à 40 p. % des maçons et 60 p. % des tailleurs de pierre.

À Elbeuf, le travail a été moins abondant pour la *filature* et l'*effilochage de laines* que pendant le précédent trimestre; aucun changement dans la durée du travail et les salaires; les chômages ont été plus fréquents.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Au cours du deuxième trimestre 1901, la *draperie* a eu un courant d'affaires moins actif que l'année précédente, il en a été de même pour la *confection* en général, ce qui a entraîné des chômages prolongés pour certaines catégories d'ouvriers et a contribué pour une bonne part à la diminution des salaires. Dans l'industrie du *jute*, les *fils* se sont assez bien maintenus quoique ayant suivi les cours de la matière première en baisse; pour les *tissus*, malgré la demande qui s'est maintenue active, les prix continuent à rester peu satisfaisants; par contre la *ficellerie* et la *corderie de jute* sont dans une situation relativement satisfaisante. La *ficellerie* et la *corderie de chanvre* travaillent presque sans profit, à cause des prix élevés de la matière première. Dans l'industrie *lainière*, la *filature* a vu s'accroître la mévente des fils bien que, pour écouler ses stocks, elle eut restreint d'un sixième sa production. Le deuxième semestre n'a pas amélioré la situation du *tissage*. Aucun changement notable dans le *tissage du velours écaré* et du *velours imprimé*, la production est restée à peu près la même que pendant le premier semestre. Pour les *velours teints*, la vente a été très active, mais avec des prix peu rémunérateurs; les *velours imprimés* est resté sans changement. Les établissements de *teinture* ont montré plus d'activité qu'en 1900. Pour l'industrie *lainière*, les *tissus mérinos* se sont tenus à un prix moyen normal; les *peignés ordinaires* ont continué à baisser. La *filature*, par suite de la diminution des broches en activité, a été plus occupée que pendant le premier semestre, et a pu relever ses prix; les chômages partiels que l'on avait prévus ont pu être empêchés. Dans l'industrie de la *chaussure*, la hausse persistante des cuirs reste préjudiciable; la vente des produits fabriqués a été moins active, aussi reste-t-il un stock important de marchandises fabriquées. La reprise des affaires pour l'article d'été semble cependant annoncer de meil-

leurs résultats. Pour l'industrie *sucrière*, la dernière campagne a été longue et facile, mais la richesse en sucre de la betterave est inférieure à celle de l'an dernier. Pour l'industrie *métallurgique*, la situation ne s'est pas améliorée; les ateliers de mécanique et les fonderies souffrent toujours du manque de commandes.

Haute-Vienne. — Dans la circonscription du conseil de prud'hommes de Limoges, l'activité du travail est restée sans changement; aucune modification notable n'est survenue dans la situation générale de l'industrie. Les ouvriers porcelainiers et décorateurs sur porcelaine ont tous été occupés; travail maintenu, pas de chômeurs chez les typographes, les tanneurs et les corroyeurs. Le nombre des ouvriers en chômage pour le bâtiment est évalué à un tiers; la durée du travail est, en moyenne, de 36 heures par semaine. Moitié de chômeurs chez les tonneliers, 24 heures seulement par semaine pour les ouvriers occupés; pas de chômeurs chez les ouvriers sabotiers et travail abondant chez les cordonniers.

Vosges. — A Épinal, dans l'industrie *cotonnière*, le travail est moins abondant que l'an dernier, les prix de vente moins rémunérateurs. L'industrie du bâtiment compte un tiers environ de chômeurs par suite de la saison, 40 heures, en moyenne, par semaine, les salaires tendent à augmenter. A Remiremont, pour l'industrie *textile*, activité satisfaisante, pas de chômage dans les filatures et tissages. A Saint-Dié, la situation de l'industrie *textile* est moins favorable que l'an dernier; les cours, moins rémunérateurs, sont en baisse d'environ 10 p. %.

Yonne. — Dans la circonscription des prud'hommes d'Auxerre, l'activité du travail est satisfaisante; aucune modification dans la situation générale de l'industrie; aucune variation dans le nombre des établissements et le taux des salaires. La durée du travail est d'environ 60 heures par semaine, la proportion des ouvriers en chômage peut être évaluée à 5 p. %.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

Ain. — A Bourg, 35 p. % de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *ouvriers du bâtiment*. A Thoiry, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 30 p. % de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *garçons brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, travail plus actif que l'an dernier chez les *tisseurs*; légère augmentation, 60 heures par semaine, chez les *ouvriers du piquage de cartons*; 12 p. % de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *tullistes en guipure*; légère reprise, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 55 heures, travail satisfaisant pour la saison, chez les *menuisiers*; 4 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *chaudronniers*; 2 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; travail satisfaisant, 57 heures, chez les *peintres*.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant, chez les *ouvriers en instruments de musique*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Saint-Michel, travail moins actif, 66 heures par semaine, chez les *ouvriers de la chaussure*; travail actif chez les *mouleurs*. A Chauny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 35 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Allier. — A Montluçon, 10 p. % de chômeurs environ chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *verriers*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacerie*. A Commentry, 8 p. % de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *métallurgistes*. A Sainte-Yane, pas de changement chez les *sourciers des eaux minérales*.

A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Cérilly; pas de

changement chez ceux de Saint-Ennemond; 40 p. % de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Montvicq, 4 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Commeny et de Bézenet; travail moins actif que l'an dernier, 45 à 50 heures, chez ceux de Doyet.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 4 p. % de chômeurs chez les *vermicelliers*; 33 p. % de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers et employés de *brasseries*; 5 p. % de chômeurs, 65 heures, chez les *typographes*; 65 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 35 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *ébénistes-sculpteurs*; nombreux chômeurs chez les *menuisiers* en bâtiment; travail assez satisfaisant chez les *électriciens-mécaniciens*; 40 p. % de chômeurs chez les *funistes-tôliers*; 40 p. % de chômeurs, 48 heures, légère reprise, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *plâtriers*; 1 p. % de chômeurs environ chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *sténographes* et chez les *représentants et placiers de commerce*.

A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers*; travail plus actif que le mois dernier chez les *typographes*; pas de chômeuses, travail actif, chez les *couturières*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement, toujours du chômage, chez les *maçons* et chez les *peintres*. A Menton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 6 p. % de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 2 p. % de chômeurs, 50 heures en moyenne par semaine, chez les *mégissiers de rivière*; 10 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Aubenas, pas de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*. A Serrières, travail moins actif chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de changement chez les ouvriers du bâtiment.

Ardennes. — A Charleville, 4 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif que le mois dernier, chez les *typographes*. A Sedan, 35 p. % de chômeurs chez les *tisseurs*. A Pourru-aux-Bois, un tiers de chômeurs chez les ouvriers en *tissus*; pas de chômeurs chez ceux de Floing. A Francheval, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux des *Mazures*. A Deville, 7 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez ceux de Monthermé, Vivier-au-Court et Vrine-aux-Bois. A Neufmanil, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *forgerons d'écrans*.

Ariège. — A Lavelanet, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A la Bastide-sur-l'Hers, 2 p. o/o de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *filateurs*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *mouleurs en fonte*; 8 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; reprise du travail chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 40 p. % de chômeurs, légère augmentation du travail pour les ouvriers *cultivateurs*; 16 p. % de chômeurs, 98 heures par semaine, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; 70 p. % de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

A Carcassonne, 10 p. % de chômeurs, 77 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. % de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; travail peu actif chez les *métallurgistes* et les *mouleurs*; un quart de chômeurs chez les *maçons*.

A Ouveillan, chômage persistant chez les ouvriers *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de changement chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *typographes*. A Decazeville, travail peu abondant chez les *métallurgistes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 15 p. % de chômeurs chez les *confiseurs-biscuitiers*; 13 p. % de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *conducteurs-imprimeurs*; nombreux chômeurs chez les *tapissiers en meubles*. Pas de changement chez les *tailleuses*; pas de chômeuses chez les *blanchisseuses*; travail moins actif, moitié de chômeurs, chez les *calfat-perceurs*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*.

18 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 17 p. % de chômeurs, 70 heures, chez les *ajusteurs-mécaniciens*; travail peu abondant chez les *modelleurs*; 10 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tôliers-junistes*; pas de changement chez les *ferblantiers*. Un quart de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons limousinant*; deux tiers de chômeurs chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de changement chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; un quart de chômeurs chez les *carreleurs*; 6 p. % de chômeurs chez les *peintres-décorateurs*. Un tiers de chômeurs chez les *borneurs-remorqueurs*; 80 p. % de chômeurs chez les ouvriers des *ports et quais*; pas de changement chez les *emballeurs des docks*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Arles, un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Châteaurenard, 25 % de chômeurs, 69 heures par semaine, chez les ouvriers en *chaussures*. A Fontvieille, 8 p. % de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Savournin, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Fuveau; pas de chômeurs, travail en reprise sur le mois dernier, chez ceux de Gardonne. A la Ciotat, pas de chômeurs, 60 heures, reprise du travail, chez les *cordonniers*. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Martigues. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, 10 p. % de chômeurs, 65 heures, chez les *potiers*; pas de changement chez les *maçons*; de même chez ceux de Salon.

Calvados. — A Caen, 30 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers* et les ouvriers en *meubles*; travail actif, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Condé-sur-Noircau, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*. A Lisieux, 30 p. % de chômeurs, 48 à 66 heures, chez les ouvriers *liniers* et *lainiers*. A Honfleur, 37 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs*; de même chez les *charpentiers* et *menuisiers*; travail assez actif chez les *serruriers* et les ouvriers en *parapluies*; ralentissement chez les *ébénistes* et *sabotiers*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 71 heures par semaine, chez les *tailleurs*; 25 p. % de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; 10 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 15 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail plus actif, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Rochefort, 20 p. % de chômeurs, 105 à 115 heures de travail par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, situation satisfaisante chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 3 p. % de chômeurs, 72 heures chez les *métallurgistes*; 8 p. % de chômeurs 52 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*.

A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Saintes, pas de chômeurs, 60 heures travail actif chez les ouvriers en *bois*. A Marennnes, pas de changement, chez les ouvriers de la *glacerie*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les ouvriers en *toiles cirées*; 20 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; 16 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; un tiers de chômeurs, chez les *maçons*; 35 p. % de chômeurs environ chez les *peintres*; 10 p. % de chômeurs; chez les *plâtriers*; 4 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *useurs de grains*;

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*; A Saint-Amand, pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; de même chez les *plâtriers-peintres*. A Vierzon, un tiers de chômeurs environ chez les *journaliers*.

A Nérondes, pas de chômeurs, travail assez abondant, chez les *ouvriers agricoles*; à Neuville-Barrois; pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même, chez ceux d'Apremont, de Sancergues, de la Chapelle-Hugon, de Torteron, de Jussy-le-Chaudrier; travail satisfaisant, 60 heures, chez ceux de Vailenay et d'Henrichemont; 8 % de chômeurs chez ceux de Cuffy; A la Guerche-sur-l'Aubois, un quart de chômeurs chez les *bûcherons*; travail satisfaisant chez les *chaufourniers*; pas de changement chez ceux de Juny-le-Chaudrier.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures, travail maintenu satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement, quelques chômages chez les *sabotiers*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 72 heures, situation satisfaisante chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 6 p. % de chômeurs, chez les ouvriers *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*; 5 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les ouvriers *agricoles*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, chez les *typographes*. A Lavaveix-les-Mines, 3 p. % de chômeurs, 72 heures, travail normal, chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement, chez les *typographes*; 2 p. % de chômeurs environ chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Lanouaille, 20 p. % de chômeurs, chez les *seuillardiens*.

Doubs. — A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Audincourt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 3 p. % de chômeurs chez les ouvriers en *automobiles*.

A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les ouvriers de la *filature de coton*. A Valentigney, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*, A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *horlogerie*; travail moins actif chez ceux de Seloncourt.

Drôme. — A Valence, 6 % de chômeurs, 60 heures, travail peu actif chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 64 heures chez les *scieurs de bois*.

A Saint-Registut, pas de chômeurs, chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Vallier, travail plus actif

que le mois dernier, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tourneurs et modelleurs en porcelaines*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Pont-de-l'Arche, 15 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *chaussonniers*. A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les *tisseurs*. A L'Habit, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 12 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; travail normal chez les *mouleurs en métaux*; 2 p. % de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. % de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*. A Dreux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Châteaudun, travail assez satisfaisant dans l'*imprimerie*; de même et journée de 11 heures chez les *fondeurs-mécaniciens*; travail en reprise chez les ouvriers du *bâtiment*.

Finistère. — A Brest, 20 p. % chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 9 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les *démolisseurs de navires*; deux tiers de chômeurs chez les *déchargeurs*; 4 p. % de chômeurs, chez les ouvriers *charbonniers du port*.

A Morlaix, un tiers de chômeurs, 66 heures, chez les *cordiers*; 4 p. % de chômeurs, 35 heures, chez les *tonneliers*. A Audierne, 25 p. % de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*; 23 p. % de chômeurs, 60 à 70 heures chez ceux de Comcarneau. A Lagonna-Daoulas, 8 p. % de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Gard. — A Nîmes, 13 p. % de chômeurs, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs*; 15 p. % de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *charretiers et camionneurs*.

A Bessèges, pas de changement, chez les ouvriers des *laminoirs et forges*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Sauve, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Aramon, 8 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*. A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *boissellerie*;

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 3 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *maçons tailleurs de pierres*.

Gironde. — A Bordeaux, 8 % de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *pâtisseries*; 15 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; reprise du travail, 60 heures chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *ébénistes et billardiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*; travail peu actif chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 15 p. % de chômeurs chez les *ferblantiers*.

Pas de changement chez les *tailleurs de pierre* et les *maçons* et chez les *paveurs et cimentiers*; 15 p. % de chômeurs chez les *couvreurs*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *verriers*; 32 p. % de chômeurs chez les *charbonniers du port*; pas de changement chez les *gabariers-leteurs*; un quart de chômeurs chez les *déménageurs et emballers*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*; 4 p. % de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Pauillac, 45 p. % de chômeurs chez les *arrimeurs et manœuvres du port*. A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs-marins* inscrits maritimes. A Daignac, travail satisfaisant chez les *carriers*. A Vayres, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement chez les *jardiniers-fleuristes*; 27 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; 22 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*;

légère reprise chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *ébénistes*; 40 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *tonneliers*; travail moins abondant chez les *horlogers-bijoutiers*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; 30 p. % de chômeurs chez les *peintres*; deux tiers de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *cochers*; 8 p. % de chômeurs chez les *manœuvres et hommes de peine*; 6 p. % de chômeurs chez les *garçons coiffeurs*.

A Béziers, moitié de chômeurs chez les *cultivateurs et vignerons*; 30 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; légère amélioration chez les *plâtriers*. A Cette, 28 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs de bois à la mécanique*. A Vic-les-Étangs, pas de changement chez les *agriculteurs et vignerons*. A Mèze, travail plus abondant que le mois dernier chez les *pêcheurs*; un quart de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*. A Graissessac, 14 p. % de chômeurs, chez les *mineurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeur, travail plus actif que le mois dernier chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Fougères, 8 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*; de même et 60 heures, chez les *couvreurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs, travail actif chez les *granitiers*. 2 p. % de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, travail moins suivi que le mois dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *ouvriers en draps*; A Issoudun, pas de chômeurs chez les *ouvriers des cuirs et peaux*. Au Poinçonnet, chômage général chez les *bûcherons*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 15 p. % de chômeurs, 105 heures par semaine chez les *ouvriers boulangers*; pas de chômeurs 60 heures chez les *ouvriers en produits chimiques*. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 72 heures chez les *cordonniers-galochiers*; 1 p. % de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 6 p. % de chômeurs, 60 heures, travail peu satisfaisant chez les *typographes*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de changement chez les *ponceurs et doreurs en peaux*; 14 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes et sculpteurs*. Pas de changement chez les employés de *tramways*.

A Vienne, travail satisfaisant, 66 heures par semaine, chez les *ouvriers textiles*; travail un peu plus actif chez les *mouleurs*. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *travailleurs du livre*; A la Côte-Saint-André, 6 p. % de chômeurs chez les employés des *tramways*.

A Bouvette-Quirien, 20 p. % de chômeurs, chez les *carriers*. A la Motte-d'Aveillans, travail moins abondant chez les *mineurs*. A Izeaux, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Portieu-Amblopieu, un tiers de chômeurs environ chez les *tailleurs de pierre*; de même chez ceux de *Parmilieu*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Claude, chômage persistant chez les *lapidaires*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Dax, pas de chômeurs, chez les *mouleurs en métaux*.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 18 p. % de chômeurs, 95 heures, chez les *boulangers*; 10 p. % de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 18 p. % de chômeurs, 37 à 50 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les

chefs d'ateliers tisseurs; travail assez actif, 60 heures, chez les *passementiers*; 20 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 5 p. % de chômeurs environ chez les *employés de fabrique*; pas de chômeurs, 95 heures, chez les *employés de commerce*; 2 p. % de chômeurs environ chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les employés de *tramuays*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 40 p. % de chômeurs, chez les *menuisiers*; 8 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*; 12 p. % de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*; pas de changement chez les *tailleurs-de pierre*; 16 p. % de chômeurs, 54 heures chez les *aides-maçons et couvreurs*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-peintres*; travail satisfaisant chez les *tourneurs en poterie*; 4 p. % de chômeurs chez les *bateliers*.

A Jarnosse, 5 p. % de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *tisseurs*; travail moins actif chez ceux de Saint-Rambert; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; reprise pour le velours chez ceux des Barques-Saint-Rambert; pas de chômeurs chez ceux de La Gresle, A Saint-Genest-Lerpt, 5 p. % de chômeurs 60 heures, chez les *passementiers*; 15 p. % de chômeurs, chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; pas de chômeurs chez ceux d'Avezieux et de Terrenoire.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux de Rive-de-Gier; travail peu actif chez ceux de La Ricamarie; pas de chômeurs chez ceux de La Talaudière, de Villars; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Saint-Chamond. A Firminy, 1 p. % de chômeurs, 45 heures chez les *métallurgistes*; à Chazelle-sur-Lyon, 30 p. % de chômeurs, chez les *chapeliers-fouleurs*; à Rive-de-Gier, pas de changement chez les *verriers à vitres*; à Sail-sur-Couzan, travail actif chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 24 p. % de chômeurs, chez les *métallurgistes*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs chez les *passementiers*. A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *travailleurs de terre*; 10 p. % de chômeurs chez les *mineurs*. A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *écrivains-graveurs-lithographes*; 10 p. % de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; 4 p. % de chômeurs, travail un peu plus actif, chez les *chaudronniers*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs-tourneurs*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; travail actif chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs chez les *granitiers*; 4 p. % de chômeurs chez les *plâtriers*; travail satisfaisant chez les *peintres*; 1 p. % de chômeurs chez les *employés*; 10 p. % de chômeurs chez les *camionneurs*; 8 p. % de chômeurs chez les *garçons coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, travail abondant chez les *boulangers*; 7 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, 20 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; de même chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*, 20 p. % de chômeurs chez les *peintres*; moins de 2 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Montargis, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Faverolles, de Thou, et de Chevilly.

Lot. — A Cahors, 13 p. % de chômeurs chez les *peintres et tapissiers*. A Souillac, pas de chômeurs, 69 heures, travail satisfaisant chez les *tanneurs-corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 7 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 20 p. % de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; travail assez actif chez les *métal-*

lurgistes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; moitié de chômeurs chez les *peintres*; 18 p. % de chômeurs chez les *céramistes*;

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement, travail actif, 72 heures par semaine, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *hommes de peine*; à Lavardac, 2 p. % de chômeurs chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. % de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail moins actif chez les *peigneurs de chanvre*; nombreux chômeurs chez les *tourneurs sur bois*; situation satisfaisante pour les *employés de commerce*.

A Saumur, pas de changement chez les *bijoutiers-chapeletiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Cholet, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Tessoualle et de la Séguinière; pas de changement chez ceux de Saint-Philibert-en-Mauges et de Trémentines.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs, 68 heures par semaine, chez les *typographes*. A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, 38 p. % de chômeurs; 66 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries*.

A Reims, 3 p. % de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 1 p. % de chômeurs environ, 66 heures, travail actif chez les travailleurs de l'industrie *tannière*; pas de changement chez les *menuisiers*, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 6 p. % de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. % de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*

Marne (Haute-). — A Chaumont, travail moins actif, 50 heures par semaine, chez les *gantiers*. A Saint-Dizier, 6 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, travail satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures*; 20 p. % de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail plus actif chez les *métallurgistes*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Renazé 5 jours seulement de travail par semaine chez les *ardoisiers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, travail un peu plus actif que le mois dernier, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, travail très satisfaisant chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 15 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *limes*; pas de changement, 55 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. % de chômeurs environ, 78 heures, chez les *employés de commerce et comptables*.

A Saint-Nicolas, 18 p. % de chômeurs, chez les ouvriers des industries *chimiques*. A Bouxières-aux-Chênes, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Ludres, de Chavigny, de Jœuf, de Gobbbranches et de Frouard.

Meuse. — A Lérouville, pas de chômeurs, 66 heures, travail toujours satisfaisant chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; 8 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*. A Ploërmour, 19 p. % de chômeurs, chez les *serblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; 28 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

A Decize, 12 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 7 p. % de chômeurs chez ceux de la Charité; travail actif, 60 heures, chez ceux de Guéigny et de Saint-Pierre-le-Moutier.

A Balleray, pas de changement chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Ciez, de Saint-Amand, d'Entrains et de Saint-Pierre-le-Moutiers; pas de chômeurs chez ceux d'Arquian,

de La Chapelle-Saint-André, des Loges-de-Montavon, de Saint-Verain, de Trois-Vesvres, de Buzy, de Corval et de Billy-sur-Oisy.

Nord. — A Lille, 2 p. % de chômeurs, 74 heures, par semaine, chez les *confiseurs et chocolatiers*; pas de chômeurs chez les *coupeurs en confection*; 10 p. % de chômeurs, légère amélioration, chez les *mouleurs et fondeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 11 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *plafonneurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *port*. A Armentières, pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier chez les *charpentiers*. A Saint-Amand, 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Roubaix, travail abondant, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers*; 9 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs chez les *serblantiers-zingueurs*; 18 p. % de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *emballeurs-camionneurs*.

A Tourcoing, l'amélioration du mois dernier se maintient dans la *filature* et le *tissage*, avec une moyenne de 55 à 66 heures par semaine; travail actif dans le *triage et peignage* des *laines*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures chez les ouvrières en *guipures*; amélioration sensible chez les *mécaniciens*. A Cousolre, pas de chômeurs, travail actif chez les *marbriers à la cheminée*.

A Houplines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 9 p. % de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Wignehies; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Saint-Souplet. A Haspres, 15 p. % de chômeurs chez les *tisserands*; un tiers de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Linselles. Au Cateau, pas de changement chez les *tisseurs*, de même chez ceux d'Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Rieux.

A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Gomegnies, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *scieurs*. A Marly, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Caudry, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tullistes*. A Comines, 1 p. % de chômeurs chez les *rubaniers*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Onnaing, pas de changement chez les *métallurgistes*, travail un peu plus abondant chez ceux d'Hautmont. A Lourches, pas de chômeurs chez les *verriers*; travail satisfaisant chez ceux d'Aniche et de Fresnes.

Oise. — A Beauvais, pas de changement chez les *typographes*; 30 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures par semaine, chez les *menuisiers*.

A Montataire, pas de changement chez les *mouleurs*, travail plutôt faible chez ceux de Noyon. A Mouy, pas de chômeurs, 66 heures, travail abondant chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

A Tracy-le-Mont, 6 p. % de chômeurs chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Béthisy-Saint-Pierre; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers* de Méru. A Cressonsacq, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*. A Hermes, 4 p. % de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Crépy, travail normal chez les ouvriers du *bâtiment*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, travail actif, 70 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez les *plâtriers*. A Flers, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 5 p. % de chômeurs, 52 heures, chez les *tullistes*; travail plus abondant chez les *tailleurs*; 6 p. % de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *port*.

A Montreuil-sur-Mer, 10 p. % de chômeurs, 64 heures, travail plus abondant chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Boulogne-sur-Mer, 2 p. % de chômeurs environ, 60 heures, chez les *typographes*. A Marquise, travail plus abondant que le mois dernier chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 28 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *caoutchoutiers*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *employés de tramways*.

A Riom, 13 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*; A Thiers, 10 p. % de chômeurs, 75 heures, chez les *émouleurs polisseurs en ciseaux*; 10 p. % de chômeurs, 96 heures, chez les *monteurs en coutellerie*; travail satisfaisant, chez les *monteurs en ciseaux*. A Messeix, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Éloy et de La Roche.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 8 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *carrossiers*; 12 p. o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Bayonne, 13 p. % de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant chez les *tapisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*; 25 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers du bâtiment*; 2 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant chez les *cordonniers*; 3 p. % de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; travail un peu plus abondant chez les *maçons*; pas de changement, 54 heures, chez les *marbriers polisseurs*; travail moins actif que l'an dernier chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *travailleurs de terre*; 60 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. % de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisiers-confiseurs*; 20 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; un quart de chômeurs, 58 heures, chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs environ chez les *peintres*.

A Pézilla-la-Rivière, plus de moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; de même chez ceux de Claux; pas de changement chez ceux de Rivesaltes et du Soler.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers textiles*. A Giromagny, pas de changement chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, 26 p. % de chômeurs, journée de 18 heures chez les *limonadiers-restaurateurs*. Environ 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *imprimeurs-conducteurs*; 5 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 30 p. % de chômeurs, chez les *cordonniers du cousu-main*; 3 p. % de chômeurs chez les *employés de la soierie*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs de l'article meuble*; 20 p. % de chômeurs chez les *navetiers*; travail moins actif, 66 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *chapeliers fantaisie*; 3 p. % de chômeurs chez les *chapeliers appropriés*; 18 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisiers*; 4 p. % de chômeurs, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*.

30 p. % de chômeurs chez les *scieurs-raboteurs*; pas de changement chez les *sculpteurs-mouleuriers*; 10 p. % de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 1 p. % de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *bronziers*; légère amélioration chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les *paveurs*; un tiers de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs*; un tiers de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; pas de changement chez les *camionneurs*; 5 p. % de chômeurs chez les *garçons de peine*; 12 p. % de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*.

A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*. A Grandris, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tisseurs*; pas de changement, 66 heures par semaine, chez ceux de Thizy. A Villefranche, travail satisfaisant chez les *teinturiers*. A Grigny, pas de chômeurs, travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *cordonniers*. A Héricourt, 11 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Plancher-les-Mines, pas de changement chez les ouvriers sur *métal*.

Saône-et-Loire. — Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant chez les *typographes*; diminution du travail chez les *métallurgistes*; un quart de chômeurs environ chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; 10 p. % de chômeurs chez les *mariniers-d'bardeurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Digoin, légère reprise chez les *faïenciers*. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail satisfaisant, 60 heures par semaine en moyenne chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Gueugnon.

A Nanton, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *piqueurs de grès*. A Montchanin, pas de chômeurs chez les *tailiers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *ébénistes*; 25 p. % de chômeurs, 42 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *couveurs*; 11 p. % de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Arvillard, reprise du travail chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, travail actif, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de changement, 66 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Thonon, travail satisfaisant, 60 heures par semaine, chez les *typographes*, A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers*.

Seine. — A Paris, pas de changement chez les *boulangers*; 4 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; 23 p. % de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 6 p. % de chômeurs, 90 à 100 heures par semaine chez les *pâtisseries*; 14 p. % de chômeurs chez les *confiseurs*; 13 p. % de chômeurs, journée de 18 heures, chez les ouvriers de la *charcuterie*; pas de changement chez les employés de l'alimentation et chez les *limonadiers-restaurateurs*; 12 p. % de chômeurs chez les *échaudeurs*.

8 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *papetiers-régisseurs*; 9 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de la *durure sur cuirs, papiers et composites*; 4 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. % de chômeurs, 65 heures, travail un peu plus actif que le mois dernier, chez les *conducteurs-pointeurs*; 9 p. % de chômeurs chez les *lithographes* (Union); travail moins actif que le mois dernier chez les *imprimeurs-lithographes*; moins de 2 p. % de chômeurs chez les *graineurs-lithographes*; 9 p. % de chômeurs chez les *dessinateurs-lithographes*; 4 p. % de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; pas de changement chez les *graveurs sur bois* pour l'illustration; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, travail plus abondant chez les *coloristes-enlumineurs*; pas de changement chez les *opérateurs* et *bitumiers de la photogravure*; de même chez les *chromistes de la photographie*.

Pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir*; deux tiers de chômeurs chez les *mégissiers*; travail satisfaisant, 60 à 65 heures, chez les *mégissiers du mouton*; reprise du travail chez les *apprêteurs en pelleteries*; situation toujours défavorable chez les *gantiers*; 2 p. % de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *selliers* et *mécaniciennes de l'article de chasse*; 11 p. % de chômeurs, 54 heures par semaine, chez les *monteurs en sièges cuir*;

pas de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; 18 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *talons*; 9 p. % de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *cheveau glacé*.

10 p. % de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 16 p. % de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 4 p. % de chômeurs, 40 heures, chez les *passemmentiers à la main*; 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs en broderies*; moins de 1 p. % de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 4 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; pas de chômeurs 56 heures, chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle et de la ceinture*; 2 p. % de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 10 p. % de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 6 p. % de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoirs*.

Travail un peu plus actif que le mois dernier, mais pas satisfaisant encore, chez les *charpentiers*; 8 p. % de chômeurs, 56 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs, travail actif chez les *menuisiers en voitures*; 7 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 30 p. % de chômeurs chez les *tourneurs en procédés*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *doreurs sur bois*; travail moins abondant chez les ouvriers de la *marqueterie*; pas de changement dans la *brosserie pour peinture*; travail plus actif, 66 heures, chez les *souffletiers*.

1 p. % environ de chômeurs chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 5 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; travail un peu plus abondant chez les *serruriers en bâtiment*; 10 p. % de chômeurs chez les ouvriers en *scies*; pas de changement chez les *trombonistes*; 2 p. % de chômeurs, 54 heures en moyenne, chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 3 p. % environ de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 20 p. % de chômeurs chez les *bijoutiers*; 7 p. % de chômeurs, 48 à 54 heures chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 17 p. % de chômeurs chez les *bijoutiers-garnisseurs*; pas de changement chez les *balanciers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *opticiens*; 20 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les *diamantaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lapidaires*.

Travail assez satisfaisant chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *fourniers spécialistes*; 40 p. % de chômeurs chez les *cimentiers canalisateurs*; pas de changement chez les *bitumiers-asphalteurs*; nombreux chômeurs chez les *paveurs en bois*; travail plus actif que le mois dernier, 60 heures en moyenne, chez les *peintres*; un tiers de chômeurs environ, 45 à 48 heures, chez les *sculpteurs*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs statuaires*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *graveurs de cimetières*.

Environ 6 p. % de chômeurs chez les *comptables*; 1 p. % de chômeurs environ chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 6 p. % de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de changement chez les *courtiers et représentants de commerce*; chez les *employés des mandataires aux halles* et chez les *employés des bureaux de placement autorisés*; 8 p. % de chômeurs chez les *sténographes*; 7 p. % de chômeurs chez les *sténographes et dactylographes*; 4 p. % de chômeurs chez les *femmes sténographes*.

40 p. % de chômeurs chez les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *cochers (coopératives)*; pas de changement chez les *camionneurs*, les *employés de tramways*, les *employés des bateaux-parisiens*, les *porteurs aux halles et marchés*; 4 p. % de chômeurs environ chez les *gens de maison*.

Pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*; 2 p. % de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*; pas de changement chez les *clercs d'huissiers*; moins de 1 p. % de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*.

A Maisons-Alfort, 7 p. % de chômeurs chez les ouvriers *maréchaux*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers de la *terre*, de Vitry. A Courbevoie, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; 30 p. % de chômeurs environ chez les *maçons d'Aubervilliers*. A Saint-Denis, pas de changement chez les *graveurs sur bois*. A Arcueil, pas de changement, 70 heures, chez les *blanchisseurs*. A Levallois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 10 p. % de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine, chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, travail toujours très abondant chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de

chômeurs chez les *chaussonniers*; 10 p. % de chômeurs chez les *charpentiers*; 10 p. % de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *chaudronniers*; légère reprise chez les *constructeurs-mécaniciens*; 4 p. % de chômeurs chez les *employés*; 10 p. % de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 20 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens du port*; pas de changement chez les *mariniers* de la Basse-Seine; moitié de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, 14 p. % de chômeurs, chez les *cuisiniers navigateurs*; 11 p. % de chômeurs, 63 heures, chez les *pétroliers et huiliers*; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; un quart de chômeurs environ chez les *tapissiers*; 7 p. % de chômeurs, travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *charpentiers*; 30 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; près de moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*; 20 p. % de chômeurs chez les *chaudronniers-formeurs*; 10 p. % de chômeurs chez les *modeleurs*; 6 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *granitiers*; 18 p. % de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*; moitié de chômeurs chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; moitié de chômeurs environ chez les *camionneurs*; 40 p. % de chômeurs chez les *charbonniers-déchargeurs*; travail moins abondant que le mois dernier chez les *journaliers du port*; pas de changement, 48 heures, chez les *journaliers des docks*.

A Boibec, 1 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *cotonniers*; travail satisfaisant chez ceux de Lillebonne. A Elbeuf, 20 p. % de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 2 p. % de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *métallurgistes*. A Arques, travail satisfaisant chez les *menuisiers* à la mécanique.

Seine-et-Marne. — A Meaux, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *travailleurs du livre*. A Montereau, pas de changement, 60 heures, chez les *faïenciers*. A Souppes, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Lagny, 28 p. % de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail peu abondant, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail plus actif que le mois dernier, chez les *scieurs découpeurs*; 30 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *maréchaux*; pas de changement chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Étampes, travail satisfaisant 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Saint-Germain, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Bonnières, pas de changement chez les ouvriers de la raffinerie de pétrole. A Argenteuil, 10 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Méry-sur-Oise, travail plus actif chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Cernay-la-Ville. A Éssonnnes, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Sèvres, légère augmentation du travail chez les *blanchisseurs*. A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Melle, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Rompière de Saint-Louis, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, travail peu actif, 1 jour de chômage par quinzaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; travail satisfaisant chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*; moitié de chômeurs chez les *teinturiers*; reprise du travail chez les *coupeurs-tailleurs*; 40 p. % de chômeurs chez les *mouleurs* en fer; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-plafonneurs*; 4 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Abbeville, travail plus actif chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn. — A Albi, 10 p. % de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 35 heures, chez les *chapeliers*. A Graulhet, 10 p. % de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les ouvriers *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, 20 p. % de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Briatexte, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers*. A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 12 p. % de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers* en bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A Grisolles, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, 2 p. % de chômeurs, 60 heures, reprise du travail chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *voiliers*; 15 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *chaudronniers en fer*; 13 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *potiers*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, mais travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures*. A Cavaillon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *cuir*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Caderonne, 20 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *balaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement, 66 heures, chez *maçons*; pas de changement chez les *portefaix*. A Faymoreau, pas de changement, travail satisfaisant chez les *mineurs*. Aux Epesses, 6 p. % de chômeurs, 48 heures, chez les *tisserands*; 10 p. % de chômeurs chez ceux d'Evrunes.

Vienne. — A Poitiers, 7 p. % de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *lithographes*; 20 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 7 p. % de chômeurs, travail un peu plus abondant que le mois dernier chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 8 p. % de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; travail satisfaisant chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; de même et pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; travail assez actif, 48 heures, chez les *sabotiers*; 2 p. % de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; 18 p. % de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maçons*; moins de 1 p. % de chômeurs chez les *journaliers en porcelaines*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, pas de chômeurs, 85 heures par semaine, travail plus abondant que l'an dernier chez les *papetiers*; pas de changement chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; pas de chômeurs, travail normal chez les *gantiers*; travail actif chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Yrieix, pas de changement chez les *feillardiers*; 15 p. % de chômeurs chez les *maçons*.

Vosges. — A Saint-Dié, 35 p. % de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Épinal, 5 p. % de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes* et *lithographes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. 8 p. % de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs* et *filateurs*. A Saint-Nabord, pas de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant chez les *papetiers*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *mouleurs en fer* et chez les *métallurgistes*.

A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; 3 p. % de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Fargeau, pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Courson, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*; pas de changement chez ceux de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez ceux de Fontenailles et de Septfonds; 20 p. % de chômeurs chez ceux de Sommechaie et de Treigny; 30 p. % de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau; 45 p. % de chômeurs chez ceux de Saint-Martin-des-Champs. A Ravière, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, pas de changement chez les *cuisiniers*; 5 p. % de chômeurs chez

les typographes; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; reprise du travail chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers en lièges; pas de changement chez les *maçons* et les *terrassiers*; 20 p. % de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Oran, nombreux chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; 20 p. % de chômeurs chez les *cuisiniers*; deux tiers de chômeurs chez les *bateliers du port*; moitié de chômeurs chez les *chargeurs et arrimeurs*.

A Constantine, nombreux chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*. A Bougie, 25 p. % de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bône, 6 p. % de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Adjudications. — Adjudications importantes en avril 1902.

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

VOSGES. — 5 avril. — Préfecture : canal de l'Est, construction d'une rigole.....	113 000 ^f
GIRONDE. — 11 avril. — Préfecture : entretien des quais du port de Bordeaux.....	275 000
SEINE-INFÉRIEURE. — 15 avril. — Préfecture : prolongement de digue.....	93 000

CANALISATIONS.

SEINE. — 12 avril. — Tribunal de commerce : Branchement partiel d'égouts.....	144 610
DROME. — 22 avril. — Mairie de Valence : extension du canal et construction d'égouts.....	190 058

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

NORD. — 9 avril. — Préfecture : tabliers métalliques.....	100 000
---	---------

ROUTES ET CHEMINS.

LOZÈRE. — 3 avril. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	96 772
SEINE-ET-OISE. — 4 avril. — Préfecture : entretien de chemins de grande communication pour quatre ans.... Montant annuel :	221 000
ARDÈCHE. — 7 avril. — Sous-préfecture de Largentière : travaux sur chemins vicinaux.....	139 900
SEINE. — 10 avril — Tribunal de commerce : travaux neufs sur route départementale et chemins de grande communication....	2 397 000
ILLE-ET-VILAINE. — 10 avril. — Préfecture : cylindrage sur routes nationales pendant cinq années..... Montant annuel :	22 240
LOT-ET-GARONNE. — 17 avril. — Sous-préfecture de Marmande : entretien sur chemins vicinaux pendant trois ans.....	149 100
PUY-DE-DÔME. — 24 avril. — Préfecture : Cylindrage sur routes nationales pendant cinq ans.....	96 000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

MAINE-ET-LOIRE. — 1 ^{er} avril. — Mairie d'Angers : agrandissement de l'abattoir.....	95 000
VERDUN. — 3 avril. — Guerre : entretien des bâtiments militaires pendant cinq ans..... Montant annuel :	150 000
CHERBOURG. — 4 avril. — Marine : entretien des établissements du port.....	120 000
SEINE-INFÉRIEURE. — 5 avril. — Mairie de Rouen : travaux communaux.....	114 095

PAS-DE-CALAIS. — 9 avril. — Hôtel-Dieu de Montreuil-sur-Mer : construction de trois pavillons.....	163 59
ROCHEFORT. — 10 avril. — Marine : entretien des établissements du port de Rochefort.....	130 000
SEINE. — 12 avril. — Tribunal de commerce : agrandissement de l'usine élévatoire de Clichy.....	175 000
CORRÈZE. — 12 avril. — Mairie de Tulle : construction d'un groupe scolaire.....	186 775
GARD. — 14 avril. — Préfecture : construction d'un pont sur le Gardon.....	229 000
LOIRE-INFÉRIEURE. — 15 avril. — Préfecture : construction de bâtiments.....	138 531
BREST. — 16 avril. — Marine : établissement d'un poste de torpilleur.....	235 000
PYRÉNÉES (HAUTES-). — 22 avril. — Mairie de Bagnères-de-Bigorre : construction de collèges et d'école.....	376 799

CHEMINS DE FER.

PARIS. — 17 avril. — Chemin de fer État : reconstruction de bâtiments à la gare de Saumur.....	90 000
SEINE-ET-OISE. — 22 avril. — Préfecture : chemin de fer d'Étampes à la ligne d'Argent à Beaune-la-Rolande, infrastructure.....	1 620 000
CANTAL. — 24 avril. — Préfecture : ligne de Bort à Neussargues, travaux d'infrastructure.....	940 000
AVEYRON. — 24 avril. — Préfecture : ligne d'Espalion à Bertholène, travaux d'infrastructure.....	2 805 000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mars 1901.	Fév. 1901.	Mars 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	43 ^f 96 ^s	44 ^f 745	47 10
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	0 2979	0 3017	0 3148
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	27 375	27 75	21 375
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 625	29 50	25 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	65 00	61 50	63 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	58 25	50 00	74 00
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	37 50	37 50	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 00	63 00	74 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	52 87	59 25	55 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	123 50	117 00	130 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	42 25	44 50	45 00
Cuivre en lingots, idem.....	"	"	147 75
Étain Banka, idem.....	"	"	314 50
Plomb, idem.....	37 50	40 625	34 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	41 71	43 43	43 90
Blé à Paris, idem.....	"	19 35	21 75
Blé à Nantes, idem.....	"	19 10	20 75
Blé à Dijon, idem.....	"	18 25	20 50
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	"	1 21	1 24
Viande veau, idem.....	"	1 79	1 90
— mouton, idem.....	"	1 80	1 89
— porc, idem.....	"	1 27	1 40

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1902 (commerce spécial).

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	172 902 000	182 229 000	"	9 327 000
Matières nécessaires à l'industrie.	926 665 000	838 611 000	88 054 000	"
Objets fabriqués	191 333 000	196 926 000	"	5 593 000
TOTAUX.....	1 290 900 000	1 217 766 000	88 054 000	14 920 000
AUGMENTATION en 1902.....			73 134 000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	169 314 000	193 512 000	"	24 198 000
Matières nécessaires à l'industrie.	299 885 000	234 002 000	65 883 000	"
Objets fabriqués	519 147 000	453 122 000	66 025 000	"
Colis postaux	58 401 000	61 785 000	"	3 384 000
TOTAUX.....	1 046 747 000	942 421 000	131 908 000	27 582 000
AUGMENTATION en 1902.....			104 326 000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 291 200 600 francs du 1^{er} janvier au 25 mars 1902 contre 285 189 300 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 2,10 p. %.

Faillites. — 114 faillites et 18 liquidations judiciaires en mars 1902 (contre 109 et 19 en mars 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 172 demandes en mars 1902, dont 144 pour des constructions neuves, contre 184 et 155 en mars 1901.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 21 unions de syndicats patronaux ;
- 3 unions de syndicats ouvriers ;
- 18 syndicats patronaux comptant 942 membres ;
- 39 syndicats ouvriers comptant 2,947 membres ;
- 1 syndicat mixte comptant 1,876 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

12 en décembre, 5 en novembre, 5 en octobre, 3 en septembre, 3 en août, 4 en juillet, 3 en juin, 6 en mai, 2 en avril, 5 en mars, 4 en février, 2 en janvier et 9 antérieurement au 1^{er} janvier 1901.
Total : 63.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [8 décembre 1901]. — Chambre syndicale des maîtres **teinturiers-dégraisseurs** de Marseille et de la région (22 membres). Siège social : rue des Récollettes, 13, MARSEILLE.

Charente [29 juillet 1901]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de la ville d'Angoulême et des environs (41 membres). Siège social : rue de Périgueux, 42, ANGOULÊME. — [19 mars 1901]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **maçonnerie** de l'arrondissement d'Angoulême (12 membres). Siège social : rue du Marché, 4, ANGOULÊME. — [26 février 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** de la Charente (32 membres). Siège social : Hôtel de ville, ANGOULÊME.

Dordogne [5 août 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins et spiritueux** du département de la Dordogne (30 membres). Siège social : rue Chanzy. PÉRIGUEUX.

Loire (Haute-) [12 septembre 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **dentelles** de la ville de Craponne et de la région craponnaise (26 membres). Siège social : Hôtel de ville, CRAPONNE. — [28 mars 1901]. — Association des fabricants de **dentelles et passementeries** de la Haute-Loire (33 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE PUY.

Puy-de-Dôme [16 mai 1901]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs **maçons et tailleurs de pierre** (61 membres). Siège social : Hôtel de ville, MONTAIGUT. — [Mai 1901]. — Chambre syndicale des fabricants de **coutellerie** de l'arrondissement de Thiers (225 membres). Siège social : maison Hocquart, rue de la Gare, THIERS.

Saône-et-Loire [5 novembre 1901]. — Syndicat des **débitants**, restaurateurs et café tiers de la ville et de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône (108 membres). Siège social : rue Porte-de-Lyon, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [24 octobre 1901]. — Association syndicale et amicale des **maîtres d'armes** titulaires des lycées, collèges et institutions de l'Université de France (20 membres). Siège social : rue Daru, 29, PARIS, 8^e. — [8 décembre 1901]. — Syndicat fédéré des objets **mobiliers** et articles de ménage (13 membres). Siège social : Bourse de commerce, PARIS, 1^{er}.

— [16 décembre 1901]. — Union syndicale des **sages-femmes** françaises (40 membres). Siège social : rue des Dames, 117, PARIS, 17°.

Seine-et-Marne [10 avril 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** du département de Seine-et-Marne (39 membres). Siège social : quai Pasteur, 12, MELUN.

Vienne — [6 décembre 1901]. — Syndicat des négociants en **vins et spiritueux** du département de la Vienne (70 membres). Siège social : Hôtel de ville, PORTIERS.

Vienne (Haute-) [18 juin 1881]. — Chambre syndicale des **imprimeurs lithographes** de Limoges (20 membres). Siège social : Chambre de commerce, LIMOGES.

Vosges [25 août 1901]. — Syndicat du commerce en gros des **vins et spiritueux** du département des Vosges (119 membres). Siège social : rue Saint-Michel, 2, ÉPINAL.

Yonne [4 décembre 1900]. — Syndicat des **brasseurs** entrepositaires de bière et fabricants d'eaux gazeuses de l'Yonne et départements limitrophes (31 membres). Siège social : AUXERRE.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Calvados [avril 1901]. — Chambre syndicale des **ouvriers du bâtiment** de Lisieux (94 membres). Siège social : place Matignon, LISIEUX. — [Juin 1901]. — Chambre syndicale des **ouvriers couvreurs, zingueurs et plombiers** de la ville de Lisieux et du département (47 membres). Siège social : place Matignon, LISIEUX.

Charente [14 septembre 1901]. — Association des **ouvriers horlogers et bijoutiers** de la ville d'Angoulême et du département (22 membres). Siège social : Café du Jour, rue de Périgueux, ANGOULÊME. — [1^{er} janvier 1901]. — Syndicat des **ouvriers sabotiers** d'Angoulême (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME.

Cher [25 décembre 1901]. — Chambre syndicale des **ouvriers carriers** et travaux similaires de la région de Bessais-le-Fromental (64 membres). Siège social : Bessais-le-Fromental.

Gironde [1^{er} octobre 1901]. — Chambre syndicale des **mécaniciens et chauffeurs** du chemin de fer du Midi (groupe de Bordeaux) (90 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [7 mai 1901]. — Association professionnelle syndicale des employés et **ouvriers des tramways** électriques de Béziers et extension (112 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [1^{er} décembre 1901]. — Chambre syndicale des **ouvriers charbonniers** et travaux similaires du port de Cette (60 membres). Siège social : Grande-Rue, 70, CETTE. — [1^{er} décembre 1901]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs-cantonniers du département de l'Hérault (173 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [3 décembre 1901]. — Syndicat professionnel des **ouvriers agricoles** de Sérignan (124 membres). Siège social : Salle de l'hospice, SÉRIGNAN.

Marne [6 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **lithographes**, papetiers, relieurs et parties similaires de Reims (sous-section d'Épernay) (19 membres). Siège social : rue de Grandpierre, 32, ÉPERNAY.

Nord [21 décembre 1901]. — Syndicat de **filature «le Bon métier»** (30 membres). Siège social : rue d'Alger, TOURCOING. — [27 décembre 1901]. — Syndicat de **tissage «la Chaîne Mohair»** (30 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, 22, TOURCOING. — [29 novembre 1901]. — Syndicat de **filature «le Mélange»** (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING.

Puy-de-Dôme [mai 1901]. — Chambre syndicale professionnelle et similaire des

ouvriers **mineurs** des mines de La Combelle (150 membres). Siège social : AUZAT-SUR-ALLIER. — [31 août 1901]. — Syndicat des **émouleurs** et polisseurs en rasoirs de la région de Thiers (35 membres). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [17 février 1901]. Syndicat des ouvriers **maçons** et aides-maçons de Thiers (45 membres). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mécaniciens estampeurs**, découpeurs et étireurs de la ville de Thiers (40 membres). Siège social : rue du Collège, THIERS. — [27 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers en bâtiments** de la ville de Thiers (40 membres). Siège social : rue du Collège, THIERS. — [15 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Thiers (18 membres). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [8 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **papetiers** de la ville de Thiers (50 membres). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [10 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers-peintres** de la ville de Thiers (20 membres). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [25 novembre 1901]. — Syndicat des **sabotiers** et galochiers de Thiers (24 membres). Siège social : rue du Collège, THIERS.

Pyrénées-Orientales [24 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** de la ville de Perpignan (15 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Haut-Rhin [11 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie **textile** de Giromagny (280 membres). Siège social : GIROMAGNY.

Saône-et-Loire [24 novembre 1901]. — Syndicat des **piqueurs de grès** et similaires de Saint-Gengoux-le-National (29 membres). Siège social : SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL.

Sarthe [15 mars 1901]. — Union amicale des ouvriers **coiffeurs** du Mans et de la Sarthe (64 membres). Siège social : rue Gambetta, 1, LE MANS. — [1^{er} décembre 1901]. — Syndicat « l'Union des ouvriers **marbriers** de l'Ouest (125 membres). Siège social : rue de l'Abreuvoir, SABLÉ.

Seine [2 juin 1893]. — Chambre syndicale ouvrière de la **dorure chimique** (130 membres). Siège social : chez le secrétaire général, M. Lucien Devaux, rue des Vignoles, 30, PARIS, 20^e. — [décembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** militaire de Paris (6 membres). Siège social : rue du Banquier, 5, PARIS, 13^e. — [1^{er} décembre 1901]. — Groupe indépendant des ouvriers **peintres** en bâtiment du département de la Seine (40 membres). Siège social : faubourg Saint-Antoine, 240, PARIS, 12^e.

Seine-et-Oise [23 septembre 1899]. — Union syndicale des ouvriers **papetiers** et parties similaires de l'arrondissement de Corbeil (400 membres). Siège social : rue d'Angoulême, 24, ESSONNES.

Vienne [14 juillet 1901]. — Union syndicale des **employés** représentants, voyageurs, de commerce, d'industrie et de bureau de la Vienne (65 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vienne (Haute-) [1^{er} juin 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Limoges (37 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres en bâtiments** de Limoges (15 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1^{er} décembre 1892]. — « L'Avenir », Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Limoges (30 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Yonne [12 mai 1901]. — Société syndicale des ouvriers **forestiers-bûcherons** de la région de Domats (152 membres). Siège social : DOMATS. — [20 octobre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Lavau (166 membres). Siège social : LAVAU. — [1^{er} juin 1901]. — Union sénonnaise des industries du **livre** (12 membres). Siège social : rue Laurencin, 11, SENS.

3° SYNDICAT MIXTE.

Nord [16 mars 1899]. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers de l'industrie **textile** d'Armentières (1,876 membres). Siège social : rue Denis-Papin, 25, ARMENTIÈRES.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Hérault [23 octobre 1900]. — Syndicat régional du commerce en gros des **vins** et spiritueux du Midi (5 syndicats adhérents). Siège social : rue de la République, 15, MONTPELLIER.

Nord [octobre 1901]. — Fédération des syndicats **médicaux** du Nord et du Pas-de-Calais (9 syndicats adhérents). Siège social : rue d'Arcole, 38, LILLE.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Puy-de-Dôme [20 juin 1901]. — Union fédérale des ouvriers en **bâtiments** de Thiers (4 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS. — [1^{er} juillet 1901]. — Union des syndicats ouvriers de Thiers (7 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Ancien-Colège, THIERS.

Seine [novembre 1901]. — Fédération des ouvriers **menuisiers** de France et des colonies (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Perignon, 15, PARIS, 15^e.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Direction de l'assistance et de l'hygiène publiques.* — Rapport sur la mortalité des enfants placés en nourrice en 1898. — Ce rapport présente les résultats du dépouillement de fiches individuelles établies par les inspecteurs chargés de surveiller l'exécution de la loi Roussel; le dépouillement et les calculs ont été effectués par le Service du recensement.

Grâce à la fiche établie pour chaque enfant, on peut déterminer le nombre des journées passées par l'enfant dans le service et tenir compte, dans le calcul du taux de mortalité, de la durée plus ou moins longue du placement.

Les enfants sont classés suivant leur âge et suivant leur filiation, légitime ou naturelle; les décès sont groupés suivant leur cause en tenant compte du mode d'allaitement. Enfin, les enfants nés dans le département de la Seine ont été étudiés à part.

D'après les résultats de la statistique, la mortalité des enfants placés en nourrice est sensiblement supérieure à la mortalité générale, pour les enfants du même âge. Il en est ainsi, surtout, pour les enfants légitimes; ceux du département de la Seine sont relativement plus frappés que les autres. Les enfants élevés au sein résistent mieux que ceux qui sont nourris artificiellement.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893).....	8 fr.
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6 ^e rapport annuel du Dép ^t du travail des États-Unis. — Des ar- tèles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaire et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{re} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III : Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV : Résultats généraux. — 1 vol in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{re} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	2 fr. 50
Tome II : Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol: in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé.
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).	Épuisé.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	2 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie: Accidents. — 1 vol. in 8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie: Maladie, Invalidité Vieillesse. — 1 vol. in 8° de 229 p. (1895)...	2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 351 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
--	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
---	-------

Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899)..... 1 fr. 50

<i>Annuaire statistique (1892-94).</i> — 1 vol. in-8° de 783 p.....	8 fr.
<i>Idem.</i> (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p.....	Epuisé.
<i>Années 1897 à 1900.</i> — 4 vol. de 520, 653, 615 et 583 p. Chacun.....	7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 250, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— 1897. 1 vol. de 304 p.....	6 fr.
— 1898. 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897 [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901)..

1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 249 p. (1901)..... 3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901)..... 1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés:

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en avril.....	297
Situation générale.....	298
Grèves en avril.....	301
Conciliation et arbitrage en avril.....	309
L'industrie minérale (1900).....	313
La lutte contre la tuberculose dans l'usine et l'atelier.....	316
Les caisses d'épargne ordinaires (1900).....	317

Jurisprudence.

Loi du 2 novembre 1892 : Établissements de bienfaisance. — Tâcherons ; chef d'industrie responsable pénalement.....	320
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — Ordonnance sur l'installation et l'exploitation des établissements pour la vulcanisation du caoutchouc. — Ordonnance sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les verreries. — L'assurance contre l'invalidité en 1900. — Le salaire des journaliers en 1892 et 1901.....	321
Australie : L'inspection du travail et le chômage dans le Queensland en 1900.....	330
Autriche : Placement. — Grèves.....	331
Belgique : Placement. — Grèves.....	331
Danemark : Les grèves et lock-outs en 1900.....	332
Espagne : Réglementation de la durée du travail dans les établissements de l'État.....	332
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les Trade-Unions en 1900. — La journée de huit heures et la durée du travail en 1900. — Le saturnisme dans la céramique.....	333
Norvège : L'inspection.....	
Nouvelle-Zélande : La conciliation et l'arbitrage.....	336
Pays-Bas : L'inspection du travail en 1900.....	337
Suisse : Loi du 28 novembre 1901 sur le repos du dimanche dans le canton de Vaud.....	338

Actes et documents officiels.

Décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes. — Décret du 12 avril 1902, modifiant les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1 ^{er} du décret du 21 juin 1900 sur le personnel ouvrier de la marine. — Décret du 14 avril 1902, modifiant l'article 2 du décret du 2 mai 1899 et l'article 8 du décret du 13 juin 1899 portant règlement d'administration publique sur les élections au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. — Arrêtés du 30 décembre 1901 et du 3 mars 1902, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes. — Arrêté du 3 février 1902 relatif à la composition des conseils d'hygiène publique et de salubrité. — Arrêté du 17 avril 1902, relatif au recrutement des surveillants répétiteurs dans les écoles nationales d'arts et métiers. Arrêté du 19 avril 1902, fixant le nombre des bourses à attribuer dans les écoles de commerce et d'industrie. — Arrêté du 26 avril 1902 instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives en vue de l'organisation du contrôle des sociétés d'assurances sur la vie. — Arrêté du 2 mai 1902, instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives relatives au contrat d'assurances.....	340
État des travaux législatifs.....	345

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc. ; 2 ^o par les correspondants.....	346
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	349
Placement gratuit pendant le 1 ^{er} trimestre 1902..	362
Prix courants divers ; commerce extérieur de la France ; transports, faillites ; autorisations de bâtir ; adjudications.....	376
Mouvement syndical.....	378

PARIS.

BERGER-LEVRULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr.).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières. (6^e arr.).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.
Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi, mercredi, jeudi, vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1° Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SELLERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2° Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi, mercredi, jeudi et samedi*.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis et jeunes Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL DE BELGIQUE.

(Office du travail.)

Il est ouvert un septième concours pour la collation du legs de 10 000 francs institué par le docteur Guinard et destiné à être remis, s'il y a lieu, à l'auteur du meilleur ouvrage ou de la meilleure invention ayant pour objet d'améliorer la position matérielle ou intellectuelle de la classe ouvrière en général et sans distinction.

Les personnes qui désirent prendre part à ce concours doivent adresser, avant le 1^{er} juillet 1902, au ministère de l'Industrie et du travail de Belgique, à Bruxelles, soit l'ouvrage ou le manuscrit écrit dans l'ordre d'idées indiqué par le testateur, soit le modèle ou le mémoire descriptif de l'invention concourant au même but.

EXPOSITION INTERNATIONALE INDUSTRIELLE DE CORK (IRLANDE) EN 1902.

Une exposition internationale industrielle sera ouverte à Cork, de mai à novembre de l'année courante, sous le patronage officiel de l'Administration de l'agriculture et de l'instruction technique d'Irlande. Le Comité d'initiative institué à Cork a décidé de consentir aux fabricants dont les machines auront été agréées les prérogatives suivantes :

1° Paiement des frais de transport de la fabrique à l'exposition ; 2° emplacement gratuit ; 3° description complète des machines dans le catalogue officiel de l'exposition ; 4° assurance contre l'incendie et les accidents ; 5° force motrice gratuite ; 6° gages d'un ouvrier expert choisi par l'exposant et restant à la disposition du département pendant la durée de l'exposition ; 7° fourniture des matières premières dans la mesure du possible.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à M. le secrétaire du Département de l'agriculture et de l'enseignement technique d'Irlande, à DUBLIN, Reaper Merrion Street.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (vir').

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention :
à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois d'avril, la situation a été satisfaisante dans les exploitations forestières et les carrières, moins favorable que précédemment pour la pêche côtière. La reprise du travail a continué pour les exploitations agricoles, le bâtiment et les diverses industries et métiers qui en sont tributaires. Très grande activité dans l'imprimerie.

L'amélioration s'est facilement maintenue dans les industries textiles et dans la métallurgie. Léger ralentissement du travail dans la préparation des cuirs et peaux; activité soutenue dans le vêtement, la fabrique de chaussures et la chapellerie; pas de changement sensible à signaler dans les métiers de l'alimentation, les industries chimiques, le travail du bois, la chaudronnerie, la céramique et la verrerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état de travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,075 chambres syndicales ouvrières, groupant 188,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 741 avec 106,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, dont le total atteint 11,521, ce qui fait une proportion moyenne de près de 11 p. 100 (syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne précédente s'élevait à 14 p. 100; elle était de 8.5 p. 100 en avril 1901.

L'ouvrage pendant le mois d'avril a été jugé, en comparaison avec le mois de mars, plus abondant par 20 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des adhérents; équivalent par 66 p. 100 des syndicats groupant 60 p. 100 des adhérents; moins abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 261 syndicats, comptant 44,000 adhérents ont répondu par l'affirmative, et 229, comptant 53,000 adhérents, ont répondu par la négative.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office par les

bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières s'occupant du placement de leurs adhérents.

Les chiffres relatifs au premier trimestre de 1902 sont les suivants :

Nombre de demandes par 100 offres de travail en janvier 1902	220
— — — — — février 1902	178
— — — — — mars 1902	173

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le rendement de la pêche côtière, sur le littoral de l'Atlantique ne s'est amélioré qu'à la fin du mois d'avril. De façon générale, les mois de mars et d'avril ont été peu rémunérateurs dans ces régions. Dans l'agriculture et l'horticulture, les ouvriers ont été largement occupés par les travaux de printemps. En forêts, travail très actif et en augmentation, par rapport au mois de mars; période de l'écorçage.

Dans l'ensemble du groupe agricole et forestier, le chômage moyen, d'après les réponses des syndicats, ressort à 10 p. 100.

MIXES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 143,000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5.99	"	"	"	4	96
Loire	5.43	"	"	3	82	15
Gard et Hérault.....	5.95	"	"	"	21	79
Provence (lignites).....	5.38	"	"	10	90	"
Bourgogne et Nord-Est..	5.35	"	"	"	68	32
Centre.....	5.59	"	"	"	78	22
Tarn et Aveyron (1)....	5.53	"	10	"	49	61
ENSEMBLE pour la France.	5.84	"	1	"	25	74

(1) Grève aux mines d'Albi.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.84. Il était de 5.71 en avril 1901.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, l'activité précédemment signalée se maintient. La presque totalité des syndicats qui ont répondu au questionnaire estiment la situation satisfaisante. Le chômage moyen n'est toujours que de 2 p. 100.

ALIMENTATION. — Dans les métiers de l'alimentation, la saison de Pâques est terminée, sans qu'on signale toutefois un ralentissement sensible d'activité. Pour le groupe des ouvriers boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers, cuisiniers, garçons de café et de restaurant, la moyenne de chômage ressort à 13 p. 100, comme le mois dernier.

En ce qui concerne la comparaison de l'état du travail en avril avec le mois précédent, 20 p. 100 des syndicats, avec 21 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 66 p. 100 des syndicats, avec 23 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 14 p. 100 des syndicats, avec 56 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

La production des alcools, à la fin du mois de mars 1902 (six premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,224,797 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 1,673,104 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte principalement sur les alcools de betteraves et atteint pour cette seule catégorie 436,888 hectolitres. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 152,507 hectolitres, contre 195,417 hectolitres, évaluation correspondant aux six premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

La fabrication des glucoses, de septembre 1901 à fin de mars 1902 (sept premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 14,626,944 kilogrammes, en diminution de 3,292,566 kilogrammes sur la production pendant la période correspondante de la campagne précédente, qui se montait à 17,919,510 kilogrammes (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Légère accalmie dans la raffinerie de pétrole et la fabrique d'huiles. Situation toujours satisfaisante, comme le mois dernier, dans la fabrication du caoutchouc, des toiles cirées, dans la fabrication et le travail du papier et du carton, en général.

Chez les typographes, sensible accroissement de l'activité, en comparaison avec le mois précédent, en raison de la période électorale.

Parmi les 101 chambres syndicales, groupant 10,700 adhérents, qui ont répondu au questionnaire, 47 p. 100, avec 62 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 47 p. 100, avec 25 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 6 p. 100, avec 13 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

La moyenne de chômage s'est abaissée à 3 p. 100, pour l'ensemble du groupe des industries du livre. Elle est de 4 p. 100 à Paris et d'environ 2 p. 100 en province.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, la moyenne de chômage s'est relevée à 10 p. 100 environ. Un ralentissement est signalé dans diverses régions. Situation toujours calme dans la ganterie à Paris; normale et satisfaisante dans la région de Grenoble.

Chez les ouvriers en chaussures, l'ouvrage est plus abondant à Paris (chevreau glacé), Lyon, Montpellier, Fougères, Bagnères-de-Bigorre; partout ailleurs, sans changement.

Dans la sellerie, la bourrellerie et la fabrication de l'article de chasse, reprise saisonnière à peu près générale.

Dans l'ensemble du groupe des cuirs et peaux, le chômage ressort à environ 10 p. 100. Le travail, en comparaison avec le précédent mois, est jugé être en augmentation par 14 p. 100 des syndicats, groupant 6 p. 100 des adhérents; sans changement par 64 p. 100 des syndicats, groupant 32 p. 100 des adhérents; en diminution par 22 p. 100 des syndicats, groupant 62 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — La moyenne du chômage, pour la filature et le tissage, se maintient à 12 p. 100 comme les mois précédents. L'activité signalée précédemment dans

(1) *Journal officiel* du 19 avril 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 avril 1902.

les filatures et les tissages du Nord se maintient pour les industries linière, cotonnière et lainière. La situation reste normale et assez satisfaisante pour l'industrie textile dans l'Est et le Nord-Ouest. La fabrique de draps ne compte pas ou peu de chômeurs à Châteauroux, Romorantin et dans le Sud-Est.

Dans la région de Saint-Étienne, reprise accentuée pour le velours, baisse dans le ruban. Dans la passementerie, les métiers sont bien occupés, en particulier pour les articles en grande largeur. A Lyon et dans la région lyonnaise, les unions de tissage mécanique conservent la même activité que le mois passé, l'article mousseline occupant les métiers qui deviennent disponibles par suite de la réduction de la fabrication des tissus teints en pièces. Dans les ateliers de tissage mécanique à la main, le niveau du travail s'abaisse graduellement; il en est de même pour les ateliers à bras de la campagne. La production de la fabrique lyonnaise est évaluée, pour 1901, à 4,547,700 kilogrammes de soieries, rubans, tulles, etc., contre 4,305,300 kilogrammes en 1900.

Dans l'industrie du tulle, la production est encore plus calme que le mois dernier à Calais et à Lyon.

Dans la chapellerie, commencement de la morte-saison dans certains centres de fabrication; pour l'ensemble, diminution de la production par rapport au mois dernier. Dans les industries du vêtement, la reprise s'est accentuée et leur activité est maintenant normale.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 10 p. 100 (11 p. 100 pour le mois de mars; 15 p. 100 pour le mois de février) d'après les réponses des 101 chambres syndicales ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs.

En comparaison avec l'état du travail en mars, pour 147 syndicats ayant fait connaître leur appréciation, l'ouvrage pendant le mois d'avril est estimé plus abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 9 p. 100 des adhérents; équivalent par 71 p. 100 des syndicats avec 57 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, avec 34 p. 100 des adhérents.

BOIS. — La reprise commencée avec le printemps s'est encore accentuée pour les charpentiers et menuisiers du bâtiment; la durée du travail a aussi augmenté, elle est actuellement en moyenne de 60 à 66 heures par semaine. Chez les menuisiers-ébénistes, le travail reste sensiblement le même que le mois précédent. Dans la tonnellerie, la situation n'est pas plus favorable dans les divers centres du Midi et du Sud-Ouest, mais le travail est estimé actif en Champagne. Pour la carrosserie et la fabrication des voitures, l'activité est normale, la situation est considérée comme satisfaisante.

Aucun changement notable n'est signalé dans la vannerie et boissellerie; reprise assez sensible dans la broserie; situation stationnaire dans la tabletterie.

Pour l'ensemble des industries du bois, la proportion moyenne de chômeurs ressort à environ 16 p. 100 (18 p. 100 pour le mois de mars) d'après les réponses de 86 syndicats ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs. Sur 110 syndicats ayant fait connaître leur appréciation sur l'état du travail en avril, en comparaison avec le mois de mars, 20 p. 100, avec 17 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 66 p. 100, avec 68 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 14 p. 100, avec 15 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

MÉTAUX. — La situation générale de la métallurgie peut être considérée comme bonne, la reprise allant encore en s'accroissant dans l'ensemble. On peut espérer que l'activité se maintiendra par suite des commandes reçues pour la marine, les chemins de fer et le métropolitain de Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois d'avril, la situation a été satisfaisante dans les exploitations forestières et les carrières, moins favorable que précédemment pour la pêche côtière. La reprise du travail a continué pour les exploitations agricoles, le bâtiment et les diverses industries et métiers qui en sont tributaires. Très grande activité dans l'imprimerie.

L'amélioration s'est facilement maintenue dans les industries textiles et dans la métallurgie. Léger ralentissement du travail dans la préparation des cuirs et peaux; activité soutenue dans le vêtement, la fabrique de chaussures et la chapellerie; pas de changement sensible à signaler dans les métiers de l'alimentation, les industries chimiques, le travail du bois, la chauxfournerie, la céramique et la verrerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état de travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,075 chambres syndicales ouvrières, groupant 188,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 741 avec 106,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, dont le total atteint 11,521, ce qui fait une proportion moyenne de près de 11 p. 100 (syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne précédente s'élevait à 14 p. 100; elle était de 8.5 p. 100 en avril 1901.

L'ouvrage pendant le mois d'avril a été jugé, en comparaison avec le mois de mars, plus abondant par 20 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des adhérents; équivalent par 66 p. 100 des syndicats groupant 60 p. 100 des adhérents; moins abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 261 syndicats, comptant 44,000 adhérents ont répondu par l'affirmative, et 229, comptant 53,000 adhérents, ont répondu par la négative.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office par les

bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières s'occupant du placement de leurs adhérents.

Les chiffres relatifs au premier trimestre de 1902 sont les suivants :

Nombre de demandes par 100 offres de travail en janvier 1902.....	220
— — — — — février 1902.....	178
— — — — — mars 1902.....	173

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le rendement de la pêche côtière, sur le littoral de l'Atlantique ne s'est amélioré qu'à la fin du mois d'avril. De façon générale, les mois de mars et d'avril ont été peu rémunérateurs dans ces régions. Dans l'agriculture et l'horticulture, les ouvriers ont été largement occupés par les travaux de printemps. En forêts, travail très actif et en augmentation, par rapport au mois de mars; période de l'écorçage.

Dans l'ensemble du groupe agricole et forestier, le chômage moyen, d'après les réponses des syndicats, ressort à 10 p. 100.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 143,000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPE DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	3	4	5	6	7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5.99	"	"	"	4	96
Loire.....	5.43	"	"	3	82	15
Gard et Hérault.....	5.95	"	"	"	21	79
Provence (lignites).....	5.38	"	"	10	90	"
Bourgogne et Nord-Est..	5.35	"	"	"	68	32
Centre.....	5.59	"	"	"	78	22
Tarn et Aveyron (1)....	5.53	"	10	"	49	61
ENSEMBLE pour la France.	5.84	"	1	"	25	74

(1) Grève aux mines d'Albi.

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.84. Il était de 5.71 en avril 1901.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, l'activité précédemment signalée se maintient. La presque totalité des syndicats qui ont répondu au questionnaire estiment la situation satisfaisante. Le chômage moyen n'est toujours que de 2 p. 100.

ALIMENTATION. — Dans les métiers de l'alimentation, la saison de Pâques est terminée, sans qu'on signale toutefois un ralentissement sensible d'activité. Pour le groupe des ouvriers boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers, cuisiniers, garçons de café et de restaurant, la moyenne de chômage ressort à 13 p. 100, comme le mois dernier.

En ce qui concerne la comparaison de l'état du travail en avril avec le mois précédent, 20 p. 100 des syndicats, avec 21 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 66 p. 100 des syndicats, avec 23 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 14 p. 100 des syndicats, avec 56 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

La production des alcools, à la fin du mois de mars 1902 (six premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,224,797 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 1,673,104 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte principalement sur les alcools de betteraves et atteint pour cette seule catégorie 436,888 hectolitres. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 152,507 hectolitres, contre 195,417 hectolitres, évaluation correspondant aux six premiers mois de la campagne 1900-1901 (1).

La fabrication des glucoses, de septembre 1901 à fin de mars 1902 (sept premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 14,626,944 kilogrammes, en diminution de 3,292,566 kilogrammes sur la production pendant la période correspondante de la campagne précédente, qui se montait à 17,919,510 kilogrammes (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Légère accalmie dans la raffinerie de pétrole et la fabrique d'huiles. Situation toujours satisfaisante, comme le mois dernier, dans la fabrication du caoutchouc, des toiles cirées, dans la fabrication et le travail du papier et du carton, en général.

Chez les typographes, sensible accroissement de l'activité, en comparaison avec le mois précédent, en raison de la période électorale.

Parmi les 101 chambres syndicales, groupant 10,700 adhérents, qui ont répondu au questionnaire, 47 p. 100, avec 62 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 47 p. 100, avec 25 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 6 p. 100, avec 13 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

La moyenne de chômage s'est abaissée à 3 p. 100, pour l'ensemble du groupe des industries du livre. Elle est de 4 p. 100 à Paris et d'environ 2 p. 100 en province.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, la moyenne de chômage s'est relevée à 10 p. 100 environ. Un ralentissement est signalé dans diverses régions. Situation toujours calme dans la ganterie à Paris; normale et satisfaisante dans la région de Grenoble.

Chez les ouvriers en chaussures, l'ouvrage est plus abondant à Paris (chevreau glacé), Lyon, Montpellier, Fougères, Bagnères-de-Bigorre; partout ailleurs, sans changement.

Dans la sellerie, la bourrellerie et la fabrication de l'article de chasse, reprise saisonnière à peu près générale.

Dans l'ensemble du groupe des cuirs et peaux, le chômage ressort à environ 10 p. 100. Le travail, en comparaison avec le précédent mois, est jugé être en augmentation par 14 p. 100 des syndicats, groupant 6 p. 100 des adhérents; sans changement par 64 p. 100 des syndicats, groupant 32 p. 100 des adhérents; en diminution par 22 p. 100 des syndicats, groupant 62 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — La moyenne du chômage, pour la filature et le tissage, se maintient à 12 p. 100 comme les mois précédents. L'activité signalée précédemment dans

(1) *Journal officiel* du 19 avril 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 avril 1902.

les filatures et les tissages du Nord se maintient pour les industries linière, cotonnière et lainière. La situation reste normale et assez satisfaisante pour l'industrie textile dans l'Est et le Nord-Ouest. La fabrication de draps ne compte pas ou peu de chômeurs à Châteauroux, Romorantin et dans le Sud-Est.

Dans la région de Saint-Étienne, reprise accentuée pour le velours, baisse dans le ruban. Dans la passementerie, les métiers sont bien occupés, en particulier pour les articles en grande largeur. A Lyon et dans la région lyonnaise, les unions de tissage mécanique conservent la même activité que le mois passé, l'article mousseline occupant les métiers qui deviennent disponibles par suite de la réduction de la fabrication des tissus teints en pièces. Dans les ateliers de tissage mécanique à la main, le niveau du travail s'abaisse graduellement; il en est de même pour les ateliers à bras de la campagne. La production de la fabrique lyonnaise est évaluée, pour 1901, à 4,547,700 kilogrammes de soieries, rubans, tulles, etc., contre 4,305,300 kilogrammes en 1900.

Dans l'industrie du tulle, la production est encore plus calme que le mois dernier à Calais et à Lyon.

Dans la chapellerie, commencement de la morte-saison dans certains centres de fabrication; pour l'ensemble, diminution de la production par rapport au mois dernier. Dans les industries du vêtement, la reprise s'est accentuée et leur activité est maintenant normale.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 10 p. 100 (11 p. 100 pour le mois de mars; 15 p. 100 pour le mois de février) d'après les réponses des 101 chambres syndicales ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs.

En comparaison avec l'état du travail en mars, pour 147 syndicats ayant fait connaître leur appréciation, l'ouvrage pendant le mois d'avril est estimé plus abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 9 p. 100 des adhérents; équivalent par 71 p. 100 des syndicats avec 57 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, avec 34 p. 100 des adhérents.

Bois. — La reprise commencée avec le printemps s'est encore accentuée pour les charpentiers et menuisiers du bâtiment; la durée du travail a aussi augmenté, elle est actuellement en moyenne de 60 à 66 heures par semaine. Chez les menuisiers-ébénistes, le travail reste sensiblement le même que le mois précédent. Dans la tonnellerie, la situation n'est pas plus favorable dans les divers centres du Midi et du Sud-Ouest, mais le travail est estimé actif en Champagne. Pour la carrosserie et la fabrication des voitures, l'activité est normale, la situation est considérée comme satisfaisante.

Aucun changement notable n'est signalé dans la vannerie et boissellerie; reprise assez sensible dans la broserie; situation stationnaire dans la tabletterie.

Pour l'ensemble des industries du bois, la proportion moyenne de chômeurs ressort à environ 16 p. 100 (18 p. 100 pour le mois de mars) d'après les réponses de 86 syndicats ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs. Sur 110 syndicats ayant fait connaître leur appréciation sur l'état du travail en avril, en comparaison avec le mois de mars, 20 p. 100, avec 17 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 66 p. 100, avec 68 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 14 p. 100, avec 15 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

MÉTAUX. — La situation générale de la métallurgie peut être considérée comme bonne, la reprise allant encore en s'accroissant dans l'ensemble. On peut espérer que l'activité se maintiendra par suite des commandes reçues pour la marine, les chemins de fer et le métropolitain de Paris.

Dans les établissements du Nord, travail complet, particulièrement en petits fers; dans ceux de Meurthe-et-Moselle, nombreuses commandes, notamment en rails.

Pour le premier trimestre 1902, l'importation totale des fontes, fers et aciers s'est élevée à 46.874 tonnes, soit 10,386 tonnes de moins que pour la période correspondante de 1901.

Par contre, les exportations se sont élevées à 105,063 tonnes, soit 50,685 tonnes de plus que pour le premier trimestre de 1901.

Chez les serruriers-mécaniciens, la reprise saisonnière du bâtiment a amené une augmentation notable du travail; il en est de même pour les ferblantiers-zingueurs et plombiers. Légère reprise dans la mécanique de précision; aucune amélioration dans l'horlogerie et la bijouterie.

Dans l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen est évalué à 10 p. 100 d'après les réponses de 94 syndicats ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs. Sur 140 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation sur le travail en comparaison avec le mois précédent, 14 p. 100, avec 26 p. 100 des adhérents, l'estiment plus abondant; 22 p. 100, avec 22 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant; 64 p. 100, avec 52 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent.

BÂTIMENT. — Dans les diverses industries du bâtiment, le chômage ne décroît que très faiblement, la moyenne indiquée par 107 syndicats ayant fourni le chiffre de leurs chômeurs s'élève à 17 p. 100 (20 p. 100 pour le mois de mars). La reprise du travail est cependant générale dans toute la France pour les tailleurs de pierre, maçons, peintres et plâtriers. Pour la comparaison de l'état du travail en avril avec la situation en mars, sur 157 syndicats ayant fourni leur appréciation, 36 p. 100 groupant 35 p. 100 des adhérents estiment le travail plus abondant; 54 p. 100, avec 49 p. 100 des adhérents l'estiment équivalent; 10 p. 100, avec 16 p. 100 des adhérents estiment qu'il est en diminution.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la fabrique de chaux et de ciments, la situation reste généralement satisfaisante. Dans la verrerie et la glacerie, l'activité du travail est assez maintenue. Dans la tuilerie, la briqueterie, la poterie céramique et la porcelainerie, aucun changement notable n'est signalé.

Pour l'ensemble du groupe, le chômage moyen s'élève à environ 4 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La situation semble s'être notablement améliorée pour les divers ouvriers des transports, charretiers, camionneurs, bateliers, etc.; le chômage moyen s'est abaissé à 4 p. 100.

Pour la manutention (portefaix, journaliers, ouvriers des ports), la situation se maintient sans changement; la moyenne du chômage est d'environ 7 p. 100.

Chez les employés de commerce et d'industrie, comptables, etc., la situation s'est légèrement améliorée et la moyenne du chômage s'est abaissée à 3 p. 100 au lieu de 5 p. 100 en mars.

LES GRÈVES EN AVRIL 1902.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois d'avril 1902. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 308 et 309.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
21 nov...		Voiron.....	Isère.....	Mouleurs.....	1	20	1
15 janv...	21 avril..	Saint-Jannien.....	Haute-Vienne.....	Mégissiers.....	1	330	2
4 fév....	7 avril..	Olliergues.....	Puy-de-Dôme.....	Tisseurs.....	1	51	3
13 fév....	6 mai...	Beuzec-Conn.....	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	40	4
15 fév....	8 avril..	Condé-sur-l'Escaut.....	Nord.....	Charpentiers de bateaux.....	1	20	5
28 fév....		St-Colombes-sur-l'Hers.....	Aude.....	Peigniers.....	1	100	6
3 mars...		Paris.....	Seine.....	Ferblantiers.....	1	16	7
3 mars...	18 avril..	Moussey.....	Vosges.....	Tisseurs et fileurs.....	1	412	8
10 mars...	7 avril..	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	130	9
19 mars...	2 avril..	Sarlat.....	Dordogne.....	Caoutchoutières.....	1	34	10
21 mars...	8 avril..	La Rochelle.....	Charente-Inférieure.....	Plâtriers.....	1	22	11
24 mars...	4 avril..	Châteauroux.....	Indre.....	Brasseurs.....	1	42	12
26 mars...	28 avril..	Villedieu.....	Indre.....	Chémisiers.....	1	160	13
26 mars...	30 avril..	Reims.....	Marne.....	Filatures (Ouvriers de).....	18	6,000	14
27 mars...		Ivry-en-Montagne.....	Côte-d'Or.....	Terrassiers.....	1	50	15
28 mars...	9 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	38	16
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} avril..	2 avril..	Mailly.....	Aube.....	Terrassiers.....	1	60	1
1 ^{er} avril..	2 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	54	2
1 ^{er} avril..	3 avril..	Dunkerque.....	Nord.....	Gréens.....	1	21	3
1 ^{er} avril..	4 avril..	Jarville.....	Meurthe-et-Moselle.....	Fab. de plâtre (Ouvriers d'une)	1	8	4
1 ^{er} avril..	7 avril..	Saint-Bucil.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	150	5
1 ^{er} avril..	7 avril..	Pourmies.....	Nord.....	Rattacheurs et soigneuses.....	4	186	6
1 ^{er} avril..	7 avril..	Saint-Léonard.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	102	7
1 ^{er} avril..	9 avril..	Tourcoing.....	Nord.....	Peignage de laine (Ouvriers d'un).....	1	283	8
1 ^{er} avril..	10 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	54	9
1 ^{er} avril..	10 avril..	Crar-Gévrier.....	Haute-Savoie.....	Tisseurs.....	1	240	10
1 ^{er} avril..	22 avril..	Aubenas.....	Ardèche.....	Moulinages de soie (Ouvriers de).....	8	1,000	11
1 ^{er} avril..		Ivry.....	Seine.....	Stéariniérs.....	1	50	12
2 avril..	3 avril..	Privas.....	Ardèche.....	Fileuses de soie.....	1	19	13
2 avril..	3 avril..	Saint-Fons.....	Rhône.....	Fabrique de colle (Ouvriers d'une).....	1	70	14
2 avril..	4 avril..	Lille.....	Nord.....	Fileuses.....	1	32	15
2 avril..	8 avril..	Saint-Dié.....	Vosges.....	Teinturiers.....	1	34	16
2 avril..	9 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	22	17
2 avril..		Vienne.....	Isère.....	Industries textiles (Ouvriers des).....	44	6,000	18
2 avril..		Limoges.....	Haute-Vienne.....	Porcelainiers.....	23	5,875	19

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1902 (1).

1	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire et de suppression des engagements individuels.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Refus de souder les boîtes fabriquées à la machine.....	Échec.	
5	Réduction de salaire.....	Échec.	
6	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du directeur.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Réduction de salaire.....	Réussite.	
11	Demande de diminution du temps de travail et réglementation d'atelier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
13	Demande de réintégration de 4 ouvrières.....	Réussite.	
14	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
16	Contre le remplacement des bâcleurs (enfants) par des hommes et réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	

EN AVRIL 1902.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
2	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaire et règlement d'atelier.....	Transaction.	
6	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
7	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
8	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
9	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
10	Demande de modification au calcul des primes.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	.....	
13	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
14	Demande de diminution du temps de travail (loi du 30 mars 1900).....	Réussite.	
15	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Échec.	
16	Demande de diminution du temps de travail avec maintien du salaire journalier.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
17	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
18	Demande de diminution du temps de travail.....	.....	
19	Règlement d'atelier.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
3 avril...	4 avril..	Cambrai.....	Nord.....	Chauffeurs.....	1	14	20
3 avril...	4 avril..	Fourmies.....	Nord.....	Peigneurs de laine.....	1	25	21
3 avril..	4 avril..	Tourecoing.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	40	22
3 avril...	4 avril..	Ménil-Thillot...	Vosges.....	Tisseurs.....	1	100	23
3 avril...	7 avril..	Wignehies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	23	24
3 avril...	8 avril..	Wignehies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	2	76	25
3 avril...	15 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	3	239	26
4 avril...	7 avril..	Cornimont.....	Vosges.....	Terrassiers.....	1	44	27
4 avril...	15 avril..	Arques.....	Pas-de-Calais...	Terrassiers.....	1	60	28
4 avril...	18 avril..	Thizy.....	Rhône.....	Filature de soie (Ouvr. d'une)	1	53	29
5 avril...	6 avril..	Ambres.....	Tarn.....	Terrassiers.....	1	98	30
5 avril...	8 avril..	Thaon.....	Vosges.....	Filature (Ouvr. d'une)	1	200	31
5 avril...	14 avril..	Lille.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	14	32
5 avril...	14 avril..	Tourecoing.....	Nord.....	Bonnetières.....	1	29	33
5 avril...	16 avril..	Lure.....	Haute-Saône....	Tisseurs et fileurs.....	1	89	34
5 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Opticiens.....	1	82	35
5 avril...	.....	Beaumont-sur-Oise	Seine-et-Oise....	Horlogers.....	1	16	36
7 avril...	9 avril..	Croix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	120	37
7 avril...	9 avril..	Comines.....	Nord.....	Retorderie (Ouvr. d'une)...	1	160	38
7 avril...	9 avril..	Tourecoing.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	56	39
7 avril...	9 avril..	Tourecoing.....	Nord.....	Fuseautiers.....	1	12	40
7 avril...	10 avril..	Pompey.....	Meurthe-et-Moselle	Métallurgistes.....	1	120	41
7 avril...	11 avril..	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Coupeurs en chaussures.....	1	45	42
7 avril...	11 avril..	Louvignyes-Quesnoy	Nord.....	Tisseurs.....	1	107	43
7 avril...	.....	Nouzon.....	Ardennes.....	Feronniers et mouleurs.....	6	2,000	44
7 avril...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Guimprières.....	1	70	45
7 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Comptoirs d'étain (Ouvr. en)	1	7	46
8 avril...	9 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	120	47
8 avril...	9 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Peigneurs et soigneuses.....	1	50	48
8 avril...	9 avril..	Tourecoing.....	Nord.....	Tissage de tapis, tireurs de cordes.	1	18	49
8 avril...	10 avril..	Louviers.....	Eure.....	Fileurs.....	1	70	50
8 avril...	10 avril..	Fourmies.....	Nord.....	Soigneuses (filature).....	1	"	51
8 avril...	10 avril..	Saint-Léonard...	Oise.....	Blanchisseurs.....	1	38	52
8 avril...	15 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Soigneuses (filature).....	1	39	53
8 avril...	17 avril..	Thiers.....	Puy-de-Dôme....	Couteliers.....	1	28	54

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
AVRIL 1902. (Suite.)		
01 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
02 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
03 Contre le remplacement des bâcleurs (enfants) par des hommes.	Réussite.	
04 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
05 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
06 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
07 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
08 Demande de paiement d'une heure de chômage occasionné par la pluie.	Échec.	
09 Demande d'augmentation de salaire et de diminution de temps de travail.	Échec.	
10 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Échec.	
11 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
13 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
14 Demande d'assister à la pesée des laines confiées aux ouvrières.	Transaction.	
15 Demande de renvoi d'un contremaître et de réintégration d'ouvrières.	Échec.	
16 Réduction de salaire.....	.....	
17 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	.....	
18 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
19 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
20 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
21 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
22 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
24 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	.....	
26 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	.....	
27 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
29 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
30 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
32 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Échec.	
33 Demande de travailler 6 jours par semaine au lieu de 5..	Échec.	
34 Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
35 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DEPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
9 avril..	10 avril..	Ohain.....	Nord.....	Rattacheurs.....	2	"	55
10 avril..	11 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	40	56
10 avril..	18 avril..	Thaon.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	200	57
10 avril..	.....	Carvin.....	Pas-de-Calais.....	Tanneurs.....	1	16	58
11 avril..	12 avril..	Rethel.....	Ardennes.....	Terrassiers.....	1	117	59
11 avril..	14 avril..	Ourscamp.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	360	60
11 avril..	25 avril..	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Briqueurs.....	12	150	61
12 avril..	15 avril..	Paris.....	Seine.....	Ouvrières aux tabacs.....	1	746	62
12 avril..	16 avril..	Bellenglise.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	71	63
12 avril..	14 avril..	Saint-Etienne.....	Loire.....	Mineurs.....	1	31	64
12 avril..	16 avril..	Port-sur-Saône.....	Haute-Saône.....	Balanciers.....	1	90	65
13 avril..	17 avril..	Nomexy.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	290	66
14 avril..	15 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Débourreurs. (Filature.)...	1	4	67
14 avril..	16 avril..	Halluin.....	Nord.....	Papiers peints (Ouvriers en).	1	51	68
14 avril..	17 avril..	Rouen.....	Seine-Inférieure.....	Maréchaux ferrants.....	"	100	69
14 avril..	21 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Soigneuses. (Filature.)....	1	31	70
14 avril..	23 avril..	Bléré.....	Indre-et-Loire.....	Mouleurs.....	1	17	71
14 avril..	29 avril..	Lyon.....	Rhône.....	Tourneurs-décolleteurs.....	1	34	72
14 avril..	.....	Louviers.....	Eure.....	Tisseurs.....	1	83	73
14 avril..	.....	Morlaix.....	Finistère.....	Peintres-décorateurs.....	3	35	74
14 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Poëliers-fumistes.....	1	75	75
15 avril..	18 avril..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Métallurgistes.....	1	45	76
15 avril..	19 avril..	Fougères.....	Ile-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	156	77
15 avril..	.....	Pantin.....	Seine.....	Verriers.....	1	200	78
16 avril..	18 avril..	Fourmies.....	Nord.....	Fileurs.....	1	17	79
16 avril..	5 mai..	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	1,780	80
16 avril..	.....	Kremlin-Bicêtre.....	Seine.....	Argileurs-mineurs.....	6	120	81
17 avril..	18 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Charpentiers en fer et serruriers.....	1	27	82
17 avril..	18 avril..	Watreloos.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	50	83
17 avril..	19 avril..	Doullens.....	Somme.....	Tisseurs et fileurs.....	1	270	84
17 avril..	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	48	85
17 avril..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Robinettiers.....	1	12	86
19 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Lithographes.....	1	60	87
19 avril..	.....	Saint-Sernin-lez-Mailhoc.....	Tarn.....	Mineurs.....	1	1,024	88
21 avril..	23 avril..	Torcy-le-Grand.....	Seine-Inférieure.....	Ouvriers de filatures.....	1	100	89
21 avril..	26 avril..	Rocquecourbe.....	Tarn.....	Terrassiers.....	1	215	90
21 avril..	.....	S ^t -Jean-du-Gard.....	Gard.....	Ouvriers de filatures.....	1	"	91
21 avril..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Instruments de musique (Ouvriers en).	1	60	92
21 avril..	9 mai..	Elbeuf.....	Seine-Inférieure.....	Tisseurs.....	6	672	93
22 avril..	28 avril..	Redon.....	Ile-et-Vilaine.....	Menuisiers-ébénistes.....	1	41	94
23 avril..	25 avril..	Tourcoing.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	16	95
23 avril..	27 avril..	Lonzac.....	Corrèze.....	Terrassiers.....	1	80	96
23 avril..	28 avril..	Romans.....	Drôme.....	Géolochiers.....	1	160	97
23 avril..	28 avril..	Auxerre.....	Yonne.....	Mouleurs.....	1	28	98

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
AVRIL 1902. (Suite.)		
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
Discipline intérieure trop rigoureuse.....		
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Refus de conduire 3 métiers au lieu de 2.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Contre le déplacement de 3 ouvrières.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de tarif à la suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de maintien du congé partiel du lundi.....	Échec.	
Demande de suppression du travail du dimanche et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Réussite.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
Demande de renvoi d'un apprenti.....	Échec.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.		
Demande d'augmentation de salaire.....		
Demande de renvoi du contremaître.....		
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Règlement d'atelier.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....		
Règlementation du travail.....	Échec.	
Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....		
Demande de renvoi d'un surveillant et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de diminution du taux des amendes nouvellement édictées.	Échec.	
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.		
Règlementation du travail.....		
Demande d'augmentation de salaire.....		
Réduction de salaire.....		
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Règlementation du travail.....		
Réduction de salaire.....		
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de suppression des corvées.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un ouvrier et de réintégration de cinq autres.	Transaction.	
		Travail repris par 450 ouvriers d'un établissement le 22 avril et par 55 ouvriers d'un autre établissement le 1 ^{er} mai.
		Conciliation devant le juge de paix.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
24 avril ..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ramoneurs.....	1	54	99
25 avril ..	26 avril ..	Vrigne-aux-Bois...	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	25	100
25 avril ..	26 avril ..	Roubaix.....	Nord.....	Doubleuses (retorderie)....	1	40	101
25 avril ..	2 mai ..	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	41	102
26 avril ..	9 mai ..	Paris.....	Seine.....	Fabrique de comptoirs d'étain (Ouvriers d'une).....	1	23	103
28 avril ..	5 mai ..	Lyon.....	Rhône.....	Apprêteurs.....	1	50	104
29 avril ..	.....	Le Gâteau.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	250	105
29 avril ..	9 mai ..	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	2	150	106
30 avril ..	1 ^{er} mai ..	Caudebac-lès-El- beuf.	Seine-Inférieure ..	Tisseurs.....	1	28	107

LES GRÈVES EN AVRIL 1902.

107 grèves ont été signalées en avril à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 104 d'entre elles, est de 26,941. Il y avait eu, en avril 1901, 52 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures, est de 49.

Ces 107 grèves, dont 93 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	41
Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	38
Réglementation du travail.....	6
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	5
Demandes de renvoi de contremaîtres, d'ouvriers et d'apprentis.....	5
Règlement d'ateliers.....	5
Réduction de salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	4

Ces grèves ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

38 dans le Nord, 10 dans la Seine, 8 dans le Rhône, 7 dans les Vosges, 5 dans la Seine-Inférieure, 3 dans les Ardennes, l'Ille-et-Vilaine et le Tarn, 2 dans l'Aisne, l'Ardeche, l'Eure, l'Isère, la Meurthe-et-Moselle, l'Oise, le Pas-de-Calais et la Haute-Saône et 1 seule dans les 14 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 59; industries des métaux, 17; construction, 11; cuirs et peaux, 4; mineurs, 3; produits chimiques, 3; briquetiers, cochers, gréeurs, lithographes, papiers peints, fabrique de plâtre, poëliers-fumistes, porcelainiers, ouvriers aux tabacs, verriers, 1 grève.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
AVRIL 1902. (Suite et fin.)		
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Hygiène d'atelier.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

Des 107 grèves commencées en avril, 85 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-et-une, un jour ou moins d'un jour; quinze, 2 jours; neuf, 4 jours; huit, 3 jours; six, 9 jours; cinq, 7 jours; cinq, 6 jours; quatre, 5 jours; deux, 8 jours; deux, 11 jours; deux, 12 jours; une, 10 jours; une, 14 jours; une, 15 jours; une, 18 jours; une, 19 jours et une 21 jours.

Si l'on y ajoute 12 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 96 jours, 82 jours, 62 jours, 52 jours, 46 jours, 35 jours, 33 jours, 28 jours, 18 jours, 14 jours, 12 jours et 11 jours, on trouve, parmi les 97 conflits terminés, les résultats suivants :

31 réussites.
31 transactions.
35 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Onze applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en avril à la Direction du travail :

1^o Grève des ouvriers plâtriers de la Rochelle. — Le 21 mars, les ouvriers plâtriers de la Rochelle s'étaient mis en grève en demandant la journée de dix heures au lieu de onze heures, avec le maintien du même salaire, ainsi que la réglementation de l'embauchage et du travail dans les chantiers éloignés.

Sur l'initiative des juges de paix des cantons est et ouest de la Rochelle, un comité de conciliation, réuni le 7 avril, a amené la reprise du travail aux conditions suivantes proposées par les patrons :

A dater du 1^{er} avril, les ouvriers seront payés à raison de 0 fr. 45 l'heure. — Les jeunes gens et petits ouvriers sortant d'apprentissage seront payés de gré à gré suivant capacité. — Durée du travail : l'été, de 6 heures à 6 heures, deux heures de repos; l'hiver, la durée du

travail variera suivant la saison, le repos sera d'une heure. — En cas de presse, les ouvriers feront une heure supplémentaire qui sera payée à raison de 0 fr. 45 également. — L'embauche se fera au magasin ou au chantier, au gré du patron, dans tout le périmètre de l'octroi. — Lorsque l'ouvrier sera appelé à travailler à 2 kilomètres en dehors dudit périmètre, il lui sera alloué 5 centimes de plus par heure et dix minutes par kilomètre pour faire la route, minutes qui seront comprises dans sa journée de travail. — Les kilomètres ainsi payés commenceront au périmètre de l'octroi et finiront au chantier. — Pour les travaux dans un rayon de 40 kilomètres, d'où les ouvriers ne pourront rentrer tous les soirs, il sera alloué à ceux-ci 1 fr. 50.

2° Grève de teinturiers à Saint-Dié (Vosges). — Les ouvriers de la maison Clavelin demandaient que la journée de travail qui était de onze heures fût réduite à dix heures et demie, avec le même salaire.

Un comité de conciliation, réuni sur la demande des ouvriers, a établi le 7 avril, devant le juge de paix, un accord aux termes duquel il a été décidé que les ouvriers reprendraient le travail aux conditions suivantes :

Pendant quinze jours, après la rentrée aux ateliers, les ouvriers feront dix heures et demie de travail, avec le même salaire que pour onze heures; après ces quinze jours, ils feront soit onze heures de travail pour le même salaire, soit dix heures et demie avec réduction de 10 centimes par jour.

Le travail a été repris le 8 avril.

3° Grève de tisseurs à Saint-Léonard (Vosges). — Les grévistes demandaient que le taux de la production donnant droit aux primes fût diminué de manière qu'ils pussent profiter de ces primes comme par le passé et que leur salaire mensuel restât à peu près le même malgré la diminution d'une demi-heure de travail.

Un comité de conciliation, réuni les 4 et 6 avril sur la demande des deux parties, a amené la reprise du travail sur les bases suivantes :

Le tarif ancien a été maintenu, une diminution de 2 francs a été acceptée sur les différents taux de production donnant droit aux primes. Ces taux sont ramenés aux chiffres suivants :

A 39 francs au lieu de 41 francs, prime de.....	7 francs.
A 49 — au lieu de 51 — prime de.....	9 —
A 59 — au lieu de 61 — prime de.....	11 —
A 69 — au lieu de 71 — prime de.....	13 —

4° Grève des galochiers de Romans et de Bourg-de-Péage. — Les ouvriers galochiers de Romans et de Bourg-de-Péage demandaient la suppression complète des corvées qui leur prenaient environ trois jours par mois.

Sur l'initiative du juge de paix de Romans, un comité de conciliation s'est réuni les 26 et 27 avril et s'est mis d'accord sur les points suivants :

Suppression immédiate de la corvée consistant à transporter des ateliers à la gare les bois travaillés.

Le transport des bois bruts de la gare aux ateliers sera rétribué à raison de 0 fr 25 par 100 paires de bois.

La suppression totale des corvées aura lieu le 1^{er} janvier 1903.

5° Grève de tisseurs à Cran-Gévrier. — Les 240 ouvrières du tissage de coton de Cran-Gévrier, près Annecy, craignant que la journée du dix heures et demie ne leur permit pas d'atteindre le taux de production donnant droit aux primes, demandaient les modifications suivantes au calcul des primes :

- 1° Prime de 2 francs attribuée au salaire de 15 francs, au lieu de 16 francs;
- 2° Prime de 4 francs attribuée au salaire de 17 francs, au lieu de 18 francs;
- 3° Prime de 5 francs attribuée au salaire de 20 francs, au lieu de 22 francs.

Sur le refus du Directeur, M. Laeuffer, elles se mirent en grève le 1^{er} avril, au nombre de 240, forçant au chômage les 70 ouvrières de la préparation.

Sur la demande du Directeur, adressée le 2 avril au juge de paix du canton sud d'Annecy, un comité de conciliation se réunit le 3 et se mit d'accord sur la solution de différentes réclamations accessoires.

Sur la demande principale, le Directeur prétendit que les ouvrières pourraient obtenir les mêmes primes, même en n'accélérant pas leur travail, et il fit passer sous leurs yeux un tableau résumant les détails de la paye du 1^{er} au 15 mars, qui s'était élevée à 5,688 fr. 38 pour les 240 tisseuses, primes comprises :

1° 40 ouvrières, sans prime, avaient touché en moyenne pour leur quinzaine, 14 fr. 06;

2° 25 avaient touché en moyenne pour leur quinzaine 17 fr. 03, plus 2 francs de prime;

3° 96 avaient touché en moyenne pour leur quinzaine 21 fr. 42, plus 4 francs de prime;

4° 79 avaient touché en moyenne pour leur quinzaine 24 fr. 29, plus 5 francs de prime.

En déduisant la valeur du travail d'une demi-heure pour les trois catégories d'ouvrières qui avaient obtenu des primes, on voit que, pour la quinzaine, le salaire ne serait diminué que de 76 centimes, 96 centimes et 1 fr. 09, ce qui laisserait en moyenne, à chacune d'elles, la somme de 16 fr. 27, 20 fr. 46 et 23 fr. 20, leur donnant droit, comme auparavant, aux primes de 2, 4 et 5 francs.

Ce calcul de moyennes ne réussit pas à convaincre les déléguées, qui maintinrent leur demande. Le juge de paix proposa alors de recourir à un arbitrage, ce qui fut accepté par le Directeur, qui proposa en outre de faire un essai de quatre quinzaines aux conditions nouvelles, après quoi elles reprendraient les pourparlers avec lui, si l'expérience ne donnait pas de résultats conformes à ses prévisions. Les déléguées repoussèrent cette dernière proposition et demandèrent à prendre l'avis de leurs collègues, en ce qui concernait l'arbitrage.

Le même jour, elles firent savoir au juge de paix que, ne connaissant personne qui pût leur servir d'expert pour la question en litige, l'assemblée des grévistes avait décidé de continuer la grève.

Toutefois le lendemain, elles avertissaient le juge de paix qu'après réflexion elles acceptaient le recours à l'arbitrage, et, dans une nouvelle réunion du comité, tenue le 5 avril, les deux parties désignèrent chacune un arbitre.

Après trois jours de pourparlers, les deux arbitres, ne pouvant se mettre d'accord, abandonnèrent la tâche qui leur avait été confiée.

Le Directeur de l'usine annonça qu'il allait procéder au recrutement d'un personnel nouveau; cette déclaration fit fléchir les grévistes qui vinrent se faire inscrire en masse et le travail fut repris, sans conditions, le 10 avril.

6° Grève des industries textiles de Vienne. — L'Union syndicale des ouvriers et ouvrières de l'industrie textile de Vienne (Isère) avait écrit, dès le 23 février, à la Chambre syndicale patronale pour lui demander d'étudier en commun les mesures à prendre en vue de faciliter l'application de la loi du 30 mars 1900; elle n'avait reçu aucune réponse. Le 1^{er} avril, conformément à la loi, la durée de la journée de travail fut réduite à dix heures et demie dans tous les ateliers occupés par des femmes, des enfants ou par un personnel mixte, la journée restant fixée à onze heures dans les ateliers n'employant que des adultes hommes.

Le renvoi de deux jeunes gens âgés de moins de 18 ans d'un atelier d'apprêt où n'étaient occupés que des hommes causa un vil mécontentement aux ouvriers des filatures qui, dès le lendemain, 2 avril, se mirent en grève, demandant que la

journée de dix heures et demie fût appliquée à tout le personnel sans distinction et sans réduction de salaire.

Tous les patrons de l'industrie textile, réunis le 3, décidèrent de s'en tenir strictement aux prescriptions de la loi du 30 mars 1900 et de ne pas étendre le bénéfice de ladite loi aux ouvriers qu'elle n'a pas visés; en outre, comme l'arrêt du travail dans les filatures devait amener, à bref délai, le chômage des tissages, la fermeture immédiate de tous les établissements textiles fut résolue, ce qui porta à 6,000 le nombre des grévistes volontaires ou involontaires.

Sur la demande des ouvriers, adressée au juge de paix du canton nord de Vienne, le 7 avril, un comité de conciliation se réunit, le 8 et le 11, sans aboutir à une entente; les patrons acceptaient de soumettre la question des salaires des personnes protégées par la loi à l'arbitrage d'anciens industriels textiles et d'anciens ouvriers prud'hommes de la même industrie, à désigner par les deux parties; mais cette proposition, soumise directement aux grévistes, fut repoussée dans quatre assemblées générales distinctes tenues par les cardeurs, les rattacheurs, les teinturiers et les apprêteurs.

La grève s'est prolongée jusqu'au 15 mai, date à laquelle les derniers grévistes ont repris le travail sans conditions.

7° Grève de tisseurs et fileurs à Lure. — Les tisseurs et fileurs de la maison Scheurer et Sahler se sont mis en grève le 5 avril, demandant le renvoi d'un contremaître qui avait infligé une amende à une ouvrière qui refusait de graisser une machine en marche.

Un comité de conciliation s'est réuni, sur leur demande, le 8 avril, mais aucun accord n'a pu s'y établir et le recours à un arbitrage a été repoussé par les deux parties.

La grève a continué jusqu'au 16 avril et s'est terminée par un échec pour les ouvriers.

8° Grève des feronniers et mouleurs de Nouzon (Ardennes). — Cette grève, qui atteint tous les établissements de ferronnerie de Nouzon, dont les ouvriers demandent le même salaire pour dix heures et demie que pour onze heures, a commencé le 7 avril.

Sur la convocation du juge de paix de Charleville, les délégués patrons et ouvriers se rendirent le 8 à la mairie de Nouzon, mais exprimèrent le désir de ne pas être mis en présence, de sorte que le juge de paix, intermédiaire entre les deux groupes pour transmettre de l'un à l'autre les demandes et les réponses, ne put pas constituer le comité de conciliation tel qu'il est prévu par la loi.

Ces négociations ayant échoué, la grève a continué.

9° Dans la grève des tisseurs de Nomexy (Vosges), le juge de paix est intervenu d'office le 14 avril. Le patron a fait connaître au juge de paix, le 16 avril au matin, qu'il refusait l'arbitrage et maintenait ses conditions. La grève a pris fin le même jour, par voie de conciliation directe.

10° Dans la grève des menuisiers-ébénistes de Redon, les ouvriers avaient demandé la réunion d'un comité de conciliation avant la cessation du travail; les patrons ont refusé. Grève terminée par un échec au bout de huit jours.

11° Dans la grève des tisseurs de Louvignies-Quesnoy (Nord), le patron n'a pas répondu à l'invitation qui lui avait été adressée par le juge de paix.

CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE
PENDANT L'ANNÉE 1900.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée récemment par le Ministère des travaux publics.
(Cf. *statistique pour 1899*, *Bulletin* de 1901, p. 641 et suivantes.)

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE.

ANNÉES.	NOMBRE			(A)	CONSUMATION millions de tonnes.	PRODUCTION, millions de tonnes.	(B)	NOMBRE DE MINES			(C)	BÉNÉFICES DES MINES EN GAIN. (Revenu net imposé.)			NOMBRE DE MINES EN PENTE.	DÉFICIT DES MINES EN PENTE. (Admis par les comités d'évaluation.)		(D-E)	BÉNÉFICE RESTANT. millions de francs.	VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.	SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.	BÉNÉFICE PAR TONNE EXTRAITE. ($\frac{C-D}{A}$)	PRODUCTION ANNUELLE tonnes. ($\frac{A}{B}$)	SALAIRE MOYEN ANNUEL D'UN OUVRIER. francs.	BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOYÉ. francs. ($\frac{C-D}{B}$)
	MOYEN	d'ouvriers employés.	DE CONCESSIONS existant au total.					DE CONCESSIONS exploitées dans la période.	EN GAIN.	EN PENTE.		millions de francs.	millions de francs.	fr. c.		fr. c.	fr. c.								
1881-1890.....	108	636	301	179	31,8	21,5	132	176	65,0	41,4	132	36,5	4,9	36,5	11,50	5,45	1,70	199	1.000	335					
1891.....	132	635	296	176	36,6	24,1	130	176	65,0	60,0	130	5,0	5,0	13,25	6,10	2,30	197	1.203	455						
1892.....	133	636	298	158	30,5	26,2	133	158	46,6	46,6	136	39,3	7,3	39,3	12,40	6,20	1,50	197	1.221	295					
1893.....	133	636	298	151	36,4	25,7	133	151	34,0	34,0	150	25,0	8,9	25,0	11,50	5,95	1,00	193	1.146	190					
1894.....	135	634	312	133	38,0	27,4	135	133	36,0	36,0	177	26,1	9,8	26,1	11,20	5,80	0,95	204	1.181	194					
1895.....	137	636	301	146	38,6	28,0	137	146	36,4	36,4	152	29,5	8,2	29,5	11,01	5,69	1,05	204	1.161	215					
1896.....	140	634	294	146	39,9	29,2	140	146	34,5	34,5	144	26,3	8,2	26,3	10,84	5,66	0,90	208	1.175	188					
1897.....	143	634	287	135	41,8	30,8	143	135	35,2	35,2	147	26,3	8,9	26,3	10,84	5,56	0,85	215	1.194	184					
1898.....	149	634	281	144	43,3	32,4	149	144	42,9	42,9	138	7,4	7,4	35,5	11,22	5,63	1,10	217	1.228	238					
1899.....	154	637	292	161	45,2	32,9	154	161	61,5	61,5	134	54,9	6,6	54,9	12,41	5,90	1,70	214	1.261	350					
1900.....	162	610	301	174	48,8	33,4	162	174	105,3	105,3	141	97,2	8,1	97,2	14,95	6,50	2,59	206	1.333	600					

(1) Le revenu net imposé des mines en gain ressort à 3 fr. 34 par tonne de charbon en 1900 contre 2 fr. 01 en 1899.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1900	France.....	33,404,300	2,714,000	708,000	1,227,000	"	14,067	6,400	15,200	36,300	"
1900	Algérie.....	400	"	"	"	"	80	"	"	"	"
1900	Colonies françaises et protector.	(1) 194,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Grande-Bretagne et Irlande...	228,784,000	9,103,000	1,181,000	4,800,000	3,112	5,936	61,600	42,000	24,800	9,010
1900	Allemagne.....	59,551,000	7,550,000	1,011,000	6,361,000	415	168,549	31,000	121,000	156,000	2,030
1900	Luxembourg.....	"	971,000	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Belgique.....	23,463,000	1,019,000	353,000	569,000	"	"	"	16,400	119,000	"
1900	Autriche.....	33,207,000	996,000	(3) 450,000	881,000	26	40,037	1,100	9,700	7,200	41
1900	Hongrie et Croatie-Slavonie...	6,497,000	445,000	"	"	3,209	20,084	180	2,000	2,000	"
1900	Italie.....	480,000	24,000	191,000	116,000	52	23,440	10,400	23,800	550	"
1900	Russie.....	16,138,000	2,905,000	787,000	990,000	38,656	3,489	8,900	230	5,900	"
1900	Suède.....	252,000	527,000	186,000	300,000	89	2,113	136	1,424	"	"
1900	Norvège.....	"	230	avec l'acier.	380	4	4,785	940	"	"	"
1900	Espagne.....	91,000	"	54,000	144,000	13	140,457	47,800	172,500	5,600	"
1900	Portugal.....	22,200	"	"	"	1	"	"	"	"	"
1900	Grèce.....	13,000	"	"	"	"	31,472	"	16,000	"	"
1900	États-Unis.....	243,387,000	13,750,000	(4) 2,630,000	10,137,000	119,337	1,853,888	273,000	250,000	112,000	"
1900	Canada.....	4,141,000	"	"	"	41,953	139,616	6,800	9,900	"	"
1899	Terre-Neuve.....	5,080	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Autriche.....	5,495,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Tasmanie.....	45,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Nouvelle-Zélande.....	991,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1898	République Sud-Africaine.....	1,938,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	583,000	"	"	"	2,978	"	"	"	"	"
1900	Indes et poss. anglaises en Asie.	6,217,000	"	"	"	13,807	"	"	"	"	"
1897	Japon.....	34,000	"	"	"	1,936	50,308	20,400	770	"	39,000
1900	Chili.....	5,220,000	"	"	"	"	"	"	"	"	50
1900	Mexique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Bolivie.....	"	"	"	"	14,158	1,794,168	26,000	84,700	"	"
1900	Australasie.....	"	"	"	"	"	"	22,400	2,100	"	4,800
1900	Indes orientales néerlandaises.	400	"	"	"	108,776	683,716	20,400	54,000	"	3,110
1900	Turquie.....	"	"	"	"	373	2,292	"	"	"	18,160
1900	Centre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	37	13,352	"	"	"	"
1900	Chine.....	"	"	"	"	15,875	789,961	"	"	"	"
1900	Corée.....	"	"	"	"	6,470	"	"	"	"	"
1900	Totaux.....	762,702,000	40,140,000	7,558,000	25,575,000	374,138	5,787,619	492,000	820,000	467,000	76,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et de Madagascar. (3) Production approximative de 1896. (4) Production approximative des fers laminés en 1896. (5) Nous avons groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française.

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE, POUR 1900 (1).

1^o HOUILLÈRES. (HOUILLE, ANTHRACITE ET LIGNITE.)*A l'intérieur :*

116,400 ouvriers, dont 103,200 hommes, 7,200 jeunes gens de 16 à 18 ans et 6,000 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

45,700 ouvriers, dont 32,500 hommes, 3,000 jeunes gens de 16 à 18 ans 5,700 femmes et 4,500 enfants de 13 à 16 ans.

Le tableau suivant indique la moyenne, par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production dans les principaux bassins :

BASSINS HOUILLERS.	NOMBRE des journées de travail par ouvrier		SALAIRE annuel par ouvrier		SALAIRE journalier par ouvrier		PRODUCTION annuelle par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.	
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinction. tonnes.	fr. c.	fr. c.
Valenciennes (Nord et Pas-de-Calais).....	286	306	1,539	1,147	5 41	3 75	308	240	6 05	
Saint-Étienne.....	302	289	1,578	1,094	5 22	3 78	300	199	7 10	
Alais.....	267	270	1,295	869	4 85	3 22	236	158	7 32	
Le Creusot et Blanzy....	289	276	1,383	990	4 78	3 58	261	151	8 06	
Aubin et Carmaux.....	278	241	1,262	785	4 54	3 25	259	163	6 66	
Commentry.....	305	300	1,303	1,033	4 28	3 41	274	186	6 52	
Lignites de Faveau (Pro- vence).....	266	284	1,241	946	4 66	3 33	301	221	5 23	
ENSEMBLE.....	285	290	1,454	1,022	5 11	3 53	287	206	6 46	

2^o AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.*A l'intérieur :*

11,698 ouvriers, dont 11,386 hommes, 247 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 65 enfants au-dessous de 16 ans.

A l'extérieur :

5,117 ouvriers, dont 4,085 hommes, 295 jeunes gens de 16 à 18 ans, 510 femmes et 227 enfants au-dessous de 16 ans.

Dans les mines de fer et minières (6,500 ouvriers du fond et 3,600 du jour), le salaire journalier du fond est de 4 fr. 84; celui du jour est de 3 fr. 62, et celui de l'ensemble de 4 fr. 44, en hausse de 4 centimes par ouvrier sans distinction sur le salaire de 1899.

IV. — ACCIDENTS DANS LES MINES.

MINES DE CHARBON.

En 1900, on a compté 16.3 tués par 10,000 ouvriers du fond, 9.0 par 10,000 ouvriers de la surface et 13.8 par 10,000 ouvriers employés tant au fond qu'au jour.

(1) Non compris l'Algérie.

La proportion des tués par 10,000 ouvriers employés tant à la surface qu'au fond des exploitations a été la suivante pendant les six dernières années :

ANNÉES.	NOMBRE DES TUÉS dans les charbonnages par 10,000 ouvriers.		
	1° Grison.	2° Autres causes.	TOTAL.
1894.....	0.0	8.5	8.5
1895.....	0.4	11.5	11.9
1896.....	0.2	12.8	13.0
1897.....	0.4	10.3	10.7
1898.....	0.0	10.7	10.7
1899.....	0.1	13.5	13.6
1900.....	0.6	13.6	14.2

En 1900, il y a eu environ 7 tués par million de tonnes de charbon extrait contre 6 en 1899; vers 1835, ce million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes.

AUTRES MINES.

En 1900, on a compté 16.5 tués par 10,000 ouvriers du fond, 3.9 par 10,000 ouvriers de la surface et 17.8 par 10,000 ouvriers tant du fond que du jour.

V. — ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR.

Nombres d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité.

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1876-1880.....	3.6	4.2	4.9
1881-1885.....	3.4	3.7	3.5
1886-1890.....	3.2	2.6	1.8
1891-1895.....	2.9	1.9	1.8
1896-1900.....	3.4	1.6	2.0

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE DANS L'USINE ET L'ATELIER.

A la suite d'un rapport sur la question, qui lui était présenté par son directeur, le Conseil de direction de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail (1) vient d'adopter, touchant la prophylaxie de la tuberculose dans les établissements industriels, les conclusions suivantes (2) :

Le Conseil de direction de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail :

1° Appelle la sérieuse attention des industriels sur la nécessité de com-

(1) Rue de Lutèce, n° 3, Paris.

(2) Bulletin de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail (Année 1902, n° 14).

battre énergiquement la propagation de la tuberculose, parmi leur personnel d'ouvriers et d'employés;

2° Les engage à substituer, toutes les fois qu'il sera possible, le nettoyage humide des ateliers au nettoyage à sec, et dans tous les cas, à faire effectuer autant que possible le balayage le soir, après le départ des ouvriers, plutôt que le matin avant leur entrée;

3° Les engage aussi à éviter, dans toute la mesure possible, l'action nocive des poussières professionnelles, soit en aspirant ces poussières pour les recueillir ou les détruire, soit en faisant usage de masques respirateurs lorsque ce dernier moyen sera seul possible;

4° Leur conseille de faire, dans leurs ateliers et bureaux, l'essai de crachoirs, en recommandant au personnel de se servir de ces appareils et de ne pas cracher sur le sol;

5° Leur conseille de faire à cet égard l'éducation du personnel, en lui expliquant, par des avis affichés et des instructions verbales, l'intérêt considérable qui existe pour les ouvriers et leurs familles à ce que cette précaution hygiénique soit observée;

6° Leur conseille, enfin, d'appeler l'attention de leur personnel sur les dangers de l'alcoolisme et sur sa corrélation avec la tuberculose.

La même association tient à la disposition de ses membres des exemplaires d'une affiche, destinée à être apposée dans les ateliers, et dont la teneur est un exposé résumé des dangers de la tuberculose, de ses causes et des principales règles d'hygiène préventive.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES

EN 1900 (1).

Chiffres définitifs.

Le nombre des caisses d'épargne qui ont fonctionné pendant l'année 1900 est de 547; celui des succursales et des bureaux auxiliaires de 1,299; enfin 336 perceptions, au lieu de 342 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2,182 établissements de toute classe contre 2,133 en 1899.

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1899 était de 6,997,577; au 31 décembre 1900, ce nombre était de 7,116,402, en augmentation de 118,825.

Quant aux versements, ils ont été au nombre de 3,503,322, représentant une somme de 760,708,550 francs, ce qui donne une moyenne de 208 francs, contre 205 francs en 1899.

Les remboursements ont été au nombre de 2,725,691, représentant un capital de 751,788,631 francs, soit une moyenne de 276 francs, contre 288 francs en 1899.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 117,576 versements en plus, et une

(4) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (J. O. 29 avril 1902.)

somme versée supérieure de 64,018,424 francs; les remboursements ont donné, comme nombre, 53,285 unités en plus, mais 18,672,780 francs en moins, comme sommes.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	MONTANT DES VERSEMENTS.	MOYENNE PAR OPÉRATION.	MONTANT DES REMBOURSEMENTS.	MOYENNE PAR OPÉRATION.
—	fr.	fr.	fr.	fr.
1896.....	696,947,303	215	807,964,076	303
1897.....	719,112,135	215	790,250,989	300
1898.....	673,759,611	208	784,594,921	285
1899.....	696,690,126	205	770,461,411	288
1900.....	760,708,550	208	751,788,631	276

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1900, était de 3,263,994,342 francs, contre 3,407,310,726 francs au 31 décembre 1899.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1900, d'une part, les opérations de versement et de remboursement, et, d'autre part, le total des livrets en cours, selon l'importance soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PRO- PORTION P. 100 dans le total.	MONTANT.	PRO- PORTION P. 100 dans le total.	MOYENNES.
—	—	—	—	—	—
1° VERSEMENTS.					
Versements :			fr. c.		fr. c.
20 fr. et au-dessous.	887,767	25.34	3,111,466 08	1.07	9 14
21 à 100 fr.....	1,149,634	32.82	74,993,358 84	9.86	65 23
101 à 200 fr.....	506,305	14.45	82,760,370 53	10.88	163 46
201 à 500 fr.....	554,654	15.83	200,162,277 11	26.31	360 88
501 à 1,000 fr.....	264,746	7.56	206,619,720 76	27.16	780 44
1,001 à 1,500 fr.....	138,674	3.96	185,267,555 51	24.35	1,335 99
1,501 à 2,000 fr. et au-dessus	1,469	0.04	2,793,801 31	0.37	1,811 80
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE	3,503,322	100.00	760,708,550 14	100.00	217 13

2° REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements :	fr.		fr. c.		fr. c.
20 fr. et au-dessous.	281,602	9.05	3,612,330 56	0.37	12 83
21 à 100 fr.....	1,283,610	41.25	76,818,509 96	7.87	59 84
101 à 200 fr.....	377,670	12.14	60,954,800 33	6.24	161 40
201 à 500 fr.....	487,105	15.65	176,404,346 82	18.07	362 15
501 à 1,000 fr.....	430,962	13.85	289,098,030 57	29.62	670 82
1,001 à 1,500 fr.....	150,861	4.85	194,322,525 98	19.91	1,288 09
1,501 à 2,000 fr. et au-dessus	100,134	3.21	174,975,406 47	17.92	1,747 41
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- NÉRALE	3,111,944	100.00	976,185,950 69	100.00	313 69

3° LIVRETS EXISTANT AU 31 DÉCEMBRE 1900.

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	MONTANT.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	MOYENNES.
			fr. c.		fr. c.
Livrets :					
20 fr. et au-dessous.....	2,220,906	31.21	20,630,490 62	0.63	9 29
21 à 100 fr.....	1,178,038	16.55	62,047,208 39	1.90	52 67
101 à 200 fr.....	559,778	7.87	81,678,031 17	2.50	145 91
201 à 500 fr.....	798,021	11.21	266,289,237 58	8.16	333 67
501 à 1,000 fr.....	770,975	10.83	558,728,711 33	17.12	724 70
1,001 à 1,500 fr.....	957,295	13.45	1,258,883,513 55	38.57	1,315 04
1,501 à 2,000 fr. et au-dessus passibles de réduction...	626,415	8.81	991,701,718 79	30.36	1,583 14
2,000 fr. et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	4,974	0.07	24,035,431 02	0.74	4,832 21
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE.....	7,116,402	100.00	3,263,994,342 45	100.00	458 66

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	NOMBRE.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	NOMBRE.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.	NOMBRE.	PRO- PORTION p. 100 dans le total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.	28,628	11.69	19,206	7.53	47,834	9.57
Journaliers et ouvriers agri- coles.....	32,850	13.41	20,926	8.21	53,776	10.76
Ouvriers d'industrie.....	38,507	15.72	30,934	12.13	69,441	13.89
Domestiques.....	15,414	6.29	30,594	12.00	46,008	9.20
Militaires et marins.....	4,569	1.87	1,100	0.43	5,669	1.14
Employés.....	15,657	6.39	5,180	2.03	20,837	4.17
Professions libérales.....	4,312	1.76	2,644	1.04	6,956	1.39
Propriétaires, rentiers et per- sonnes sans profession.....	18,966	7.74	61,837	24.25	80,803	16.16
Mineurs sans profession.....	86,031	35.13	82,544	32.32	168,575	33.72
TOTAUX.....	144,934	100.00	254,965	100.00	499,899	100.00

En résumé, il y a un déposant nouveau sur 76.82 habitants. Le chiffre de 1899 était de 81.89.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 185 déposants par 1,000 habitants. La moyenne générale, par habitant, au 31 décembre 1900, était de 84 fr. 74, et la valeur moyenne par livret de 458 fr. 66. Les chiffres, pour 1899, étaient de 182 déposants par 1,000 habitants, la moyenne du solde par habitant de 88 fr. 46, et la moyenne par livret de 486 fr. 88.

JURISPRUDENCE.

Travail dans les établissements industriels.

- 1° ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE OU D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ÉTRANGERS AU TRAVAIL INDUSTRIEL. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 NON APPLICABLE.
- 2° CARACTÈRE INDUSTRIEL DU TRAVAIL. — CONSTATATION SOUVERAINE DES FAITS. — TRAVAUX INDUSTRIELS ACCESSOIRES ET NON RÉGULIÈREMENT ORGANISÉS. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 NON APPLICABLE.
- 3° LOI DU 2 NOVEMBRE 1892, ARTICLE 2, § 6. — ENFANTS ÂGÉS DE MOINS DE TREIZE ANS. — DURÉE DU TRAVAIL. — CARACTÈRE INDUSTRIEL DU TRAVAIL NÉCESSAIRE.

1° Ne comportent pas l'application de la loi du 2 novembre 1892 les établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel qui demeurent étrangers à tout travail industriel;

2° Est justifié l'arrêt qui, par une appréciation souveraine des faits, déclare la loi du 2 novembre 1892 non applicable dans un couvent où se font des travaux, dont quelques-uns pourraient, selon le cas, être considérés comme industriels, mais ne font pas l'objet d'une organisation régulière et n'interviennent qu'accessoirement;

3° L'article 2, § 6, de la loi du 2 novembre 1892, qui limite à trois heures par jour le travail des enfants âgés de moins de treize ans, dans les orphelinats et institutions de bienfaisance, n'est applicable qu'autant qu'il se fait un travail industriel dans ces établissements.

COUR DE CASSATION (Chambre criminelle), 6 décembre 1901. — Rejet du pourvoi du Procureur général près la Cour d'appel de Limoges contre un Arrêt rendu, le 15 février 1901, par ladite Cour d'appel, chambre correctionnelle.

Loi du 2 novembre 1892, article 26. — Tâcherons. — Chef d'industrie responsable pénalement.

L'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 soumet à la responsabilité pénale des contraventions le chef immédiat du service où l'infraction a eu lieu, et à défaut d'agents intermédiaires, cette responsabilité se confond avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie. En conséquence, celui-ci est responsable pénalement des infractions commises à l'occasion de l'emploi des enfants, même à son insu, par des tâcherons ou des entrepreneurs occupés aux usines, alors que la surveillance des travaux et la responsabilité de l'observation des prescriptions légales lui incombent en qualité de directeur.

EXTRAITS DE L'ARRÊT.

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que l'article susvisé dispose : « § 1. Les manufacturiers, directeurs ou « gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux « prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à « son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles « d'une amende de 5 francs à 15 francs. — § 4 : les chefs d'industrie seront civile- « ment responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou « gérants ».

Attendu que le sieur Binachon, directeur des usines Dorian, Holtzer, Jackson

et C^{ie}, était poursuivi pour avoir, en contravention à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, employé dans ses usines trois enfants mineurs de 18 ans; qu'il a soutenu que les contraventions ne pouvaient être retenues contre lui par le motif que les enfants mineurs, trouvés dans ses usines, n'étaient pas employés par lui, mais par des tâcherons, travaillant aux pièces, et payant eux-mêmes les enfants qu'ils occupent; qu'il a été relaxé par le motif qu'il ne saurait être déclaré responsable des infractions, commises à son insu, par des entrepreneurs occupés aux usines dont il a la direction;

Attendu que l'article 26 susvisé, sous la dénomination de *manufacturiers, directeurs ou gérants* soumet à la responsabilité pénale des contraventions commises au cours du travail les chefs immédiats de service où les infractions ont eu lieu, et qu'à défaut d'agents intermédiaires, chefs de service, cette responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile, sur la tête du chef d'industrie;

Attendu qu'il résulte de la décision attaquée que Binachon avait la direction des usines dans lesquelles étaient employés les enfants au sujet desquels les infractions ont été relevées;

Attendu qu'il importe peu que ces enfants aient été employés à l'insu de Binachon par des tâcherons ou entrepreneurs occupés auxdites usines, alors que la surveillance des travaux lui incombait en qualité de directeur, et aussi la responsabilité de l'observation des prescriptions légales:

D'où il suit qu'en relaxant Binachon des fins de la poursuite, la décision attaquée a violé l'article susvisé;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Saint-Didier-la-Seauve, en date du 15 mai 1901...

COUR DE CASSATION. (Chambre criminelle), 24 janvier 1902. — Arrêt rendu sur le réquisitoire du Procureur général, qui avait été chargé par le Garde des Sceaux de réquerir, dans l'intérêt de la loi et par application de l'article 441 du Code d'instruction criminelle, l'annulation d'un jugement du tribunal de simple police de Saint-Didier-la-Seauve (Haute-Loire), en date du 15 mai 1901, qui avait relaxé des poursuites dirigées contre lui, en vertu de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, le sieur Binachon, directeur des usines Dorian et C^{ie}, à Pont-Salomon.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1902 (1). — L'amélioration constatée dans les deux derniers mois ne s'est pas maintenue en avril. On cite, entre autres causes du chômage assez sensible, l'activité bien faible pour la saison de l'industrie métallurgique, du bâtiment et surtout des mines, dont la production très ralentie a eu de fâcheuses conséquences pour les autres branches industrielles.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 84 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'avril 1901, une diminution du chômage dans 29 villes seulement, une augmentation dans 55.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Les placements effectués dans ces 84 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Avril 1901.....	34,958	16,852	51,810	58,902	15,095	73,997	168.5	89.6	142.8
Avril 1902.....	38,138	19,550	57,688	67,287	17,898	85,185	176.4	91.6	147.5

Grèves en avril 1902. — 38 grèves nouvelles contre 36 en mars 1902 et 65 en avril 1901. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le *bâtiment*, l'*industrie métallurgique*, les machines et le travail du *bois*.

Ordonnance du 1^{er} mars 1902, sur l'installation et l'exploitation des établissements industriels pour la vulcanisation des articles de caoutchouc (1). — Cette ordonnance, rendue par le Conseil fédéral, en exécution du paragraphe 120^e de la *Gewerbeordnung*, doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le plancher des ateliers où sont vulcanisés des articles de caoutchouc par l'emploi du sulfure de carbone, ne peut se trouver à un niveau plus bas que le sol environnant. Ces ateliers doivent être pourvus de fenêtres qui donnent sur le plein air, puissent s'ouvrir dans leur moitié inférieure et permettent à l'atmosphère de se renouveler suffisamment.

Les locaux doivent être aérés de façon efficace par des ventilateurs mécaniques. On peut, avec l'assentiment de l'autorité administrative supérieure, se passer de ventilateurs fonctionnant mécaniquement, en tant que l'on pourvoie d'une autre manière à une puissante aération.

ART. 2. — Les ateliers de vulcanisation visés à l'article 1^{er} ne peuvent pas être utilisés comme pièces d'habitation, chambres à coucher et cuisines, non plus qu'à titre d'entrepôts ou de séchoirs; il est également interdit de s'y livrer à des travaux autres que la vulcanisation. Le séjour, dans les ateliers de vulcanisation, d'autres ouvriers que les vulcanisateurs, ne doit pas être autorisé.

Le nombre des personnes y travaillant doit être calculé de telle sorte qu'il revienne à chacune au moins 20 mètres cubes d'air.

ART. 3. — Il n'est permis d'amener dans les ateliers de vulcanisation que les quantités de sulfure de carbone utiles pour les besoins de la journée. Le surplus des approvisionnements sera conservé dans des entrepôts spéciaux, séparés des ateliers.

Les récipients destinés à recevoir le liquide vulcanisant doivent être de fabrication durable; les récipients remplis seront, tant qu'ils resteront inutilisés, tenus hermétiquement clos.

ART. 4. — Les ateliers de vulcanisation et les séchoirs ne peuvent être chauffés que par la vapeur ou par circulation d'eau chaude.

L'éclairage artificiel de ces locaux ne peut avoir lieu qu'au moyen de lampes électriques à incandescence, munies d'ampoules protectrices.

Des dérogations aux prescriptions des alinéas 1 et 2 peuvent être autorisées par l'autorité administrative supérieure.

(1) *Reichsanzeiger* du 4 mars 1902.

ART. 5. — Les machines servant à vulcaniser les longues bandes de caoutchouc (systèmes à cylindres), doivent, afin d'empêcher le plus possible le dégagement des vapeurs de sulfure de carbone dans les ateliers, être recouvertes d'un entourage (par exemple, d'une cage de verre), d'où l'air sera puissamment aspiré par un ventilateur mécanique. L'accès de l'espace entouré ne pourra être permis aux ouvriers que lors de dérangements dans la marche de l'exploitation.

Dans les cas où l'entourage de la machine n'est pas praticable pour des raisons techniques, l'autorité administrative supérieure peut, en exigeant d'autres mesures de protection appropriées (en particulier, l'installation de la machine dans une salle ouverte, la limitation à deux jours par semaine seulement de la durée du travail des mêmes ouvriers occupés à la machine), autoriser des dérogations aux prescriptions du premier alinéa.

ART. 6. — La vulcanisation de tous autres objets non désignés à l'article 5 doit, en tant qu'elle n'a pas lieu en plein air, être effectuée sous des hottes protectrices (digesteurs, cages de verre), dans lesquelles l'ouvrier n'a besoin d'introduire que les mains, et qui préservent son visage des vapeurs.

L'air doit être chassé des hottes par une puissante aspiration.

ART. 7. — La prescription de l'article 6 s'applique également à la vulcanisation des parois aussi bien extérieures qu'intérieures des tuyaux de caoutchouc.

Lorsqu'ils vulcanisent les parois internes, on ne doit pas tolérer que les ouvriers aspirent avec la bouche le liquide vulcanisant.

ART. 8. — Après avoir été trempées dans le liquide vulcanisant, les marchandises doivent, non pas rester à air libre dans l'atelier de vulcanisation, mais être, ou gardées sous une hotte protectrice ventilée (art. 6), ou transportées immédiatement dans des séchoirs spéciaux.

Les armoires à sécher ou autres séchoirs, dans lesquels les marchandises sont exposées, aussitôt après vulcanisation, à la chaleur artificielle, doivent être installés de telle sorte qu'il ne soit pas nécessaire d'y entrer pour déposer ou enlever les objets vulcanisés. L'accès des séchoirs, pendant leur fonctionnement, doit être interdit aux ouvriers.

ART. 9. — Si la vulcanisation est effectuée au moyen de vapeurs de chlorure de soufre, les récipients ou chambres servant à leur dégagement doivent être agencés de telle sorte que ces vapeurs ne puissent s'échapper au dehors.

L'accès des chambres de vulcanisation ne doit être permis qu'après aération complète; elles ne doivent pas être utilisées pour des travaux autres que ceux nécessaires à l'opération précitée de la vulcanisation.

ART. 10. — La vulcanisation par l'emploi du sulfure de carbone ou les autres occupations, pendant lesquelles les ouvriers sont exposés aux effets du sulfure de carbone, ne doivent pas durer plus de deux heures sans interruption, et par jour plus de quatre heures en tout; après que les ouvriers ont travaillé deux heures durant, il doit leur être accordé, avant la reprise du travail, une pause d'au moins une heure.

Les personnes au-dessous de 18 ans ne doivent pas, en règle générale, être employées à de semblables travaux.

ART. 11. — Le patron est tenu de mettre à la disposition de tous les ouvriers employés aux travaux spécifiés à l'article 10, des vêtements en nombre suffisant et appropriés à ces occupations.

Il lui appartient, par des mesures d'ordre et de surveillance convenables, d'aviser à ce que les habits de travail soient conservés, tant qu'il n'en est pas fait usage, dans des locaux *ad hoc*.

ART. 12. — Pour les ouvriers désignés à l'article 11, il doit y avoir, isolés des

ateliers, des lavabos et des vestiaires, séparément pour l'un et l'autre sexe. Ces locaux doivent être tenus en état de propreté et chauffés en hiver.

Dans les lavabos et les vestiaires, il doit y avoir en quantité suffisante de l'eau, du savon et des essuie-mains.

ART. 13. — Le patron est tenu de déléguer la surveillance de l'état sanitaire des ouvriers exposés aux influences du sulfure de carbone, à un médecin agréé, dont le nom sera notifié à l'Inspecteur du travail, et qui devra visiter les ouvriers au moins une fois par mois sur le lieu de l'exploitation, en s'attachant à saisir chez eux les premiers symptômes éventuels de sulfocarbonisme.

Sur l'ordonnance du médecin, il y a lieu de tenir éloignés des travaux de la nature spécifiée à l'article 10, jusqu'à complète guérison seulement, les ouvriers présentant des symptômes de sulfocarbonisme, mais, d'autre part, à titre permanent, ceux qui se montrent particulièrement sensibles aux influences du sulfure de carbone.

ART. 14. — Il incombe au patron de tenir un registre permettant de se rendre compte du roulement entre les ouvriers et de leur effectif, ainsi que de leur état sanitaire, pour les travaux de la nature spécifiée à l'article 10. Le patron est responsable de l'intégrité et de l'exactitude des mentions inscrites, en tant qu'elles ne le sont pas par le médecin.

Ce registre de contrôle doit mentionner :

- 1° Le nom de celui qui le tient;
- 2° Le nom du médecin chargé de la surveillance de l'état sanitaire des ouvriers;
- 3° Les prénoms et nom de famille, l'âge, la demeure, la date d'entrée et de sortie de chacun des ouvriers désignés à l'alinéa 1^{er}, ainsi que la nature de son occupation;
- 4° La date et le genre de la maladie de l'ouvrier;
- 5° La date de la guérison;
- 6° Les dates et les résultats des visites médicales de caractère général prescrites à l'article 13.

ART. 15. — Le patron devra prendre des dispositions visant les points suivants :

- 1° L'interdiction aux ouvriers d'apporter des aliments dans les ateliers de vulcanisation;
- 2° L'obligation pour les ouvriers de se servir des appareils de protection désignés aux articles 5 à 7, ainsi que des vêtements de travail qui leur sont affectés (art. 11), dans ceux des ouvrages pour lesquels le patron le prescrit;

3° L'obligation pour les ouvriers de suivre les instructions arrêtées par le patron, en conformité des articles 5, alinéa 1^{er}, phrase 2; 7, alinéa 2; 8, alinéa 1^{er}, alinéa 2, phrase 2, et de l'article 9, alinéa 2.

Il y a lieu de stipuler dans les règlements à édicter, que les ouvriers qui contreviendront, en dépit d'avertissements répétés, aux règlements précités, peuvent être renvoyés avant expiration de la période fixée par leur contrat de travail et sans délai de congé.

S'il existe pour une exploitation un règlement de travail (article 134 a de la *Gowerbeordnung*), les dispositions précitées seront introduites dans ce règlement.

ART. 16. — Dans tout atelier de vulcanisation de la nature spécifiée à l'article 1^{er}, il sera placé un écriteau signé, pour attestation de l'exactitude de sa teneur, par l'autorité de police locale et permettant de voir :

- 1° Le cube d'air de l'atelier;
- 2° Le nombre des ouvriers que, par suite, il est permis d'y occuper.

.....

Ordonnance du 5 mars 1902, sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les verreries, les ateliers de taille et gravure du verre, ainsi que dans les souffleries de verre (1). — Cette ordonnance, rendue par le Conseil fédéral, en exécution du paragraphe 139 a de la *Gewerbeordnung* est entrée en vigueur le 1^{er} avril, pour une durée de dix ans. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — L'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les verreries, les ateliers pour la taille et la gravure du verre, ainsi que dans les souffleries de verre, est subordonné aux prescriptions suivantes :

1° Dans ceux des locaux où le travail s'effectue devant le four (four de fusion, fourneaux à recuire, à rechauffer, à étendre), et dans ceux des locaux où règne une chaleur extraordinairement élevée (chambres aux creusets et autres semblables), on ne doit pas accorder d'emploi aux ouvrières et aux garçons de moins de 14 ans, ni autoriser leur séjour. Toutefois, des dérogations à cette mesure peuvent être permises par le Conseil fédéral;

2° Dans ceux des locaux où, soit les matières premières soit les rognures de verre sont triturées ou mélangées, dans ceux encore où le travail se fait à l'aide de l'acide fluorhydrique, on ne doit pas accorder d'emploi aux ouvrières et aux jeunes ouvriers ni autoriser leur séjour;

3° Il est interdit d'occuper à la machine à courant de sable les ouvrières et les jeunes ouvriers.

4° Il est interdit d'occuper aux opérations de la taille les garçons au-dessous de 14 ans et les jeunes ouvrières. Il n'est pas non plus permis d'occuper des ouvrières adultes à celles des opérations de la taille, au cours desquelles les verres sont taillés à sec ou pendant lesquelles la roue à émoudre n'est pas actionnée par une force mécanique. L'emploi d'ouvrières adultes pour la taille à sec, par dérogation à la mesure précédente, peut être autorisé par l'autorité administrative supérieure, sur la demande du patron, à la condition qu'il soit pourvu dans l'exploitation, au moyen d'agencements appropriés, à une aspiration constante et efficace de la poussière qui se dégage;

5° On ne doit occuper les jeunes gens du sexe masculin, en tant que les présentes dispositions autorisent leur emploi, que s'il appert du certificat d'un médecin agréé par l'autorité administrative supérieure que le développement corporel de l'ouvrier le met en état de travailler sans danger pour sa santé.

Le certificat médical sera remis avant le commencement du travail entre les mains du patron, qui procédera à l'égard de cette pièce comme avec le livret de travail (§ 107, *Gewerbeordnung*).

ART. 2. — Dans les verreries où la *fritte* est simultanément fondue et travaillée — abstraction faite des glacières qui fabriquent du verre laminé — il est permis, au sujet de l'emploi des jeunes gens du sexe masculin aux travaux devant le four (four de fusion, fourneaux à recuire, à rechauffer, à étendre), de ne point appliquer les dispositions du paragraphe 136, *Gewerbeordnung*, sous réserve des tempéraments suivants :

1° La journée de travail ne doit pas, y compris les pauses, durer plus de douze heures et pauses non comprises, plus de dix heures.

La durée totale du travail ne doit pas, dans l'espace d'une semaine, non compris les pauses, excéder soixante heures.

Chaque journée de travail doit être interrompue par une ou plusieurs pauses d'une

(1) *Reichsanzeiger* du 8 mars 1902.

durée totale d'au moins une heure. En règle générale, les interruptions de travail de moins d'un quart d'heure n'entrent pas dans le décompte des pauses. L'une des interruptions doit avoir une durée d'au moins une demi heure.

Toutefois, pour celles des exploitations où les jeunes gens font des journées de huit heures ou de durée moindre, et où leur besogne est peu pénible et comporte par sa nature même des interruptions, procurant un repos suffisant, avec une telle fréquence, que déjà, pour ces raisons seules, leur santé ne saurait être compromise, l'autorité administrative supérieure peut permettre, sur demande, et sous réserve de pouvoir retirer en tout temps son autorisation, que ces interruptions de travail entreront dans le calcul de la durée totale d'une heure des pauses, alors même que les diverses interruptions dureront moins d'un quart d'heure; l'une des interruptions doit cependant, dans ces cas également, avoir toujours une durée d'au moins une demi-heure. Cette permission ne doit être délivrée que si la durée de la période de repos accordée aux jeunes gens entre deux journées de travail consécutives atteint au moins vingt-quatre heures dans les fabriques de verre en tables, et au moins seize heures dans les fabriques de gobeletterie.

2° Lorsque l'exploitation marche le jour et la nuit, un roulement doit avoir lieu chaque semaine entre les équipes. Cette disposition n'est pas applicable à celles des verreries où la besogne est réglée de telle sorte qu'il s'étend pour les jeunes gens, entre deux journées de travail consécutives, une période de repos d'au moins vingt-quatre heures.

3° Pendant les pauses des adultes, il n'est pas permis d'occuper de jeunes ouvriers.

4° Entre deux journées de travail consécutives doit trouver place une période d'au moins douze heures.

5° Les dimanches et jours fériés, on ne doit pas travailler depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Cette prescription, dans le cas où plusieurs jours fériés se suivent, ne s'applique qu'au premier.

ART. 3. — Dans les verreries où alternent la fusion et la mise en œuvre de la fritte, il est permis, relativement à l'emploi des jeunes gens du sexe masculin aux travaux devant le four (four de fusion, fourneaux à recuire, à rechauffer, à étendre), de ne point appliquer les dispositions des paragraphes 135, alinéa 3 et 136 de la *Gewerbeordnung*, sous réserve des tempéraments suivants :

1° La durée totale du travail ne doit pas s'élever dans l'espace d'une semaine, pauses non comprises, à plus de soixante heures.

Ne doit pas se trouver comprise entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, dans l'espace de deux semaines, plus de la moitié de la durée totale du travail.

La durée des pauses doit être, pour les journées de travail de dix heures au maximum, d'au moins une heure; pour les journées de travail plus longues, d'au moins une heure et demie. Les interruptions de travail de moins d'un quart d'heure ne sont pas comptées dans le calcul des pauses; l'une des pauses doit durer au minimum une demi-heure.

2° Entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, la durée du travail, pauses non comprises, ne doit pas excéder dix heures.

3° Pendant les pauses des ouvriers adultes il n'est pas permis d'occuper de jeunes gens.

4° Entre deux journées de travail consécutives doit se placer une période de repos, dont la durée atteindra pour le moins celle de la dernière journée terminée. Est licite, au cours de la période de repos, l'emploi de jeunes gens à des besognes accessoires, s'ils restent encore absolument inoccupés, avant le commencement ou la fin de ce travail, pendant un laps de temps égal à la durée de la dernière journée

terminée. La durée de l'emploi à des besognes accessoires entre dans le calcul de la durée totale du travail hebdomadaire.

5° Les dimanches, le travail ne doit se trouver compris qu'une fois en l'espace de deux semaines, entre 6 heures du matin et 6 heures du soir.

ART. 4. — Aux verreries qui profitent des exceptions admises, articles 2 et 3, sont applicables les dispositions du paragraphe 138, alinéa 2, phrase 3 de la *Gewerbeordnung*, avec les tempéraments suivants :

1° La liste des jeunes gens, à afficher dans les locaux de la fabrique, doit être établie de telle sorte que ceux occupés dans la même équipe forment une section distincte.

2° Il n'est pas nécessaire que la liste, dans les verreries de la nature spécifiée à l'article 3, pour les jeunes gens occupés à des travaux devant le four, renferme des indications au sujet des jours de travail, du temps de travail et des pauses. En leur lieu et place, il sera annexé à la liste un tableau du modèle ci-joint, sur lequel seront portées, pendant ou immédiatement après chaque journée de travail, les mentions prévues.

Le tableau doit renseigner au moins sur les journées de travail de la dernière quinzaine. Le nom de celui qui inscrit les diverses mentions doit s'y trouver.

L'assurance contre l'invalidité en 1900 (1). — La nouvelle loi d'assurance contre l'invalidité, du 13 juillet 1899 (2), remplaçant la loi du 22 juin 1889 sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

Les arrérages des pensions payées pendant l'année 1900 par l'ensemble des caisses régionales et des caisses spéciales pour les mines et les chemins de fer se sont élevés à 80,448,760 marks. Dans ce total, la part incombant en propre aux établissements est de 49,687,683 marks, la part de l'Empire de 30,713,390 marks en ce qui concerne la majoration des pensions et de 47,687 marks qui représentent la charge supplémentaire provenant de ce que l'État s'est substitué aux assurés pour le paiement des cotisations pendant leur temps de présence sous les drapeaux.

Il a été en outre remboursé aux veuves des assurés, en cas de décès antérieurement à l'entrée en jouissance de pension, 6,616,721 marks de cotisations.

Depuis les débuts de l'institution, les sommes ainsi payées chaque année aux assurés se chiffrent comme suit :

ANNÉES.	ARRÉRAGES	REMBOURSEMENTS
	de pensions. marks.	de cotisations. marks.
1891.....	15,299,133	„
1892.....	22,363,970	„
1893.....	27,912,706	„
1894.....	34,451,413	„
1895.....	41,829,540	219,345
1896.....	48,171,309	1,975,248
1897.....	54,617,290	3,390,931
1898.....	61,813,195	4,497,478
1899.....	69,194,022	5,446,147
1900.....	80,448,760	6,616,721

(1) D'après le compte rendu officiel.

(2) Voir *Bulletin*, numéro d'août 1899.

Le produit de la vente des timbres de cotisations a atteint, en 1900, 117,973,598 marks et le nombre des timbres achetés s'élève à 523,154,213.

Parmi les arrérages de rentes payées en 1900, il convient de distinguer les *rentes de maladie*, allouées en vertu de la nouvelle loi aux assurés, après vingt-six semaines consécutives de maladie entraînant incapacité de travail. Ces pensions, distinctes des pensions d'invalidité proprement dites, ont motivé une dépense de 650,000 marks d'arrérages.

Les rentes concédées, en 1900, par l'ensemble des établissements et des caisses spéciales, sont au nombre de 150,211, représentant un chiffre global de 21,530,980 marks. Elles se divisent en :

	NOMBRE.	MONTANT. marks.
Rentes d'invalidité.....	124,588	17,696,204
Rentes de maladie.....	6,463	954,777
Rentes de vieillesse.....	19,790	2,879,999

Le montant moyen des rentes d'invalidité concédées dans l'année ressort à 142 marks, celui des rentes de maladie à 148 marks, celui des rentes de vieillesse à 146 marks.

Les titulaires des rentes ci-dessus mentionnées se répartissent d'après l'âge ainsi qu'il suit :

ÂGE DES ASSURÉS à l'époque de la concession de la rente.	RENTES d'invalidité. nombre.	RENTES de maladie. nombre.
20 à 24 ans.....	2,907	678
25 à 29 ans.....	4,670	973
30 à 34 ans.....	4,603	784
35 à 39 ans.....	5,036	816
40 à 44 ans.....	6,354	801
45 à 49 ans.....	8,288	765
50 à 54 ans.....	12,601	646
55 à 59 ans.....	18,245	578
60 à 64 ans.....	24,686	301
65 à 69 ans.....	23,946	104
70 ans et au-dessus.....	13,252	17

La rente de vieillesse n'est allouée qu'à partir de 70 ans aux assurés encore valides. Les titulaires de cette catégorie se répartissent ainsi d'après l'âge à l'époque de la concession de la rente (en 1900) :

ÂGE DES ASSURÉS à l'époque de la concession de la rente.	NOMBRE.
70 ans.....	11,491
71 ans.....	4,743
72 ans.....	1,384
73 ans.....	641
74 ans.....	412
75 à 79 ans.....	857
80 à 84 ans.....	216
85 à 89 ans.....	43
90 ans et au-dessus.....	3

L'avoir total des établissements régionaux et des caisses spéciales, au 31 décembre 1900, se montait à 847,195,467 marks.

Progression des salaires des journaliers dans les différentes régions, de 1892 à 1901 (1). — Le Département impérial de l'Intérieur a publié récemment un tableau des salaires habituellement payés aux journaliers dans l'ensemble des villes et des districts de l'Empire.

Établi pour servir à la détermination la plus juste possible des secours à allouer en vertu de la loi sur l'assurance contre la maladie, cet état représente l'appréciation moyenne des journaliers de diverses régions, qui ont été interrogés par deux fois : en 1892 et en 1901, sur le montant de leur gain quotidien.

Il permet de constater par comparaison entre les deux époques de l'enquête une augmentation remarquable du taux des salaires déclarés, et non-seulement dans les villes, où elle est souvent de 30 à 50 p. 100; mais aussi dans les campagnes. En voici les extraits les plus caractéristiques :

1^{re} CAMPAGNE.

		1892.		1901.	
		SALAIRES journaliers.		SALAIRES journaliers.	
		Marks.		Marks.	
Gouvernement de Königsberg.	Dans 11 arrondis ^{ts} .	1 20 et au-dessous.	Dans 3 arrondis ^{ts}	1 20	
	— 1 —	1 25	.....		
	— 2 —	1 30	.....		
	— 2 —	1 40	— 5 —	1 40	
	— 1 —	1 50	— 6 —	1 50	
	.....		— 1 —	1 50 à 1 80	
	.....		— 1 —	1 50 à 2 00	
	.....		— 1 —	1 60	
	.....		— 1 —	1 80	
					
Gouvernement de Potsdam.	— 1 —	1 20	.....		
	— 2 —	1 25	.....		
	— 1 —	1 30	.....		
	— 4 —	1 40	.....		
	— 4 —	1 50	— 2 —	1 50	
	— 1 —	1 60	— 1 —	1 50 à 2 00	
	— 1 —	1 80	— 4 —	1 60 à 1 85	
	.....		— 3 —	1 70	
	.....		— 1 —	1 70 à 2 50	
	.....		— 1 —	1 75 à 2 50	
Gouvernement de Magdebourg.	— 1 —	1 40	.....		
	— 4 —	1 50	— 3 —	1 50	
	— 3 —	1 60	— 1 —	1 50 à 2 00	
	— 2 —	1 70	— 1 —	1 60 à 2 00	
	— 1 —	1 75	— 1 —	1 70	
	— 3 —	1 80	— 2 —	1 75 à 1 80	
	.....		— 1 —	1 80	
	.....		— 2 —	1 80 à 2 00	
	.....		— 1 —	2 00	
	.....		— 1 —	2 00 à 2 15	

(1) D'après la *Soziale Rundschau*, mai 1902.

		1892.		1901.	
		SALAIRES journaliers.		SALAIRES journaliers.	
		Marks.		Marks.	
Gouvernement d'Osnabrück.	Dans l'ensemble des 10 arrondis ^{ts} ...	1 50	3	1 50	
	.....		3	1 60	
	.....		2	1 70	
	.....		1	1 90	
Basse-Alsace.	.....		1	2 00 à 2 20	
	Presque partout...	1 80	Presque partout.....	2 00	
	Dans 4 cantons et l'arrondissement de Strasbourg..	2 00	Dans 2 arrondis..	1 85 à 2 00	
					

2° VILLES.

L'augmentation des salaires des journaliers qu'on a pu constater pour les campagnes est encore plus sensible dans les centres urbains importants. Dès 1892, les villes maritimes occupaient à cet égard la première place, surtout Brême, Hambourg, Altona et Bremerhaven avec un maximum de 3 marks. En 1891, il faut citer d'abord Bremerhaven (3^{mk}60); puis: Brême (3^{mk}50); Kiel (3^{mk}20); Hambourg et Altona (3^{mk}). Les autres villes se rangent ainsi:

		SALAIRES journaliers courants.		SALAIRES journaliers courants.	
		1892. 1901.		1892. 1901.	
		Marks.		Marks.	
Königsberg	2 50 2 30		Cassel	2 17 2 50	
Dantzig	1 80 2 50		Dortmund	2 00 2 75	
Stettin	2 25 2 50		Elberfeld	2 40 2 70	
Posen	1 60 2 00		Cologne	2 50 2 50	
Breslau	2 00 2 40		Crefeld	2 40 2 60	
Berlin	2 70 2 90		Francfort-sur-Mein	2 50 3 10	
Magdebourg	2 00 2 50		Mayence	2 20 2 60	
Halte	2 20 2 45		Munich	2 30 3 00	
Brunswick	2 20 2 50		Nuremberg	2 20 2 90	
Hannovre	2 40 2 70		Stuttgart	2 50 3 00	
Leipzig	2 00 3 00		Mannheim	2 30 2 70	
Dresde	2 50 2 80		Strasbourg	2 20 2 50	
Chemnitz	2 20 2 50				

On le voit, Cologne est restée stationnaire, ainsi du reste que Hambourg et Altona; d'autre part, Königsberg accuse un léger recul. Mais pour toutes les autres villes, la progression est très forte; Leipzig arrive en tête avec un écart de 1 mark. Ainsi, les chiffres susmentionnés marquent d'une façon indéniable, dans leur ensemble, une augmentation sensible des salaires sur la plupart des points du territoire de l'Empire allemand.

AUSTRALIE.

L'inspection du travail et le chômage dans le Queensland en 1900. — D'après le rapport des inspecteurs des fabriques, 1,261 établissements, occupant

17,960 ouvriers, étaient soumis à l'inspection, contre 1,056 en 1899, avec un effectif de 15,462 travailleurs. Le chômage a été très accentué. Ainsi, il s'est présenté au *Government Labour Bureau* 6,495 chômeurs au cours de 1900, sur lesquels 5,311 ont pu recevoir du travail par les soins du gouvernement qui fit exécuter à la journée des travaux de construction sur les chemins de fer et conjura de cette façon la crise. Les secours de chômage versés par l'État se sont élevés à 5,812 livres sterlings contre 550 en 1899; le nombre moyen des familles assistées mensuellement a été de 627, contre 62 l'année précédente.

AUTRICHE.

Placement en mars 1902. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 906 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emplois, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
245	89	167	41	113	60	75	50	62	31	56	37

Grèves en mars 1902. — 19 nouvelles grèves, avec 1,900 grévistes; aucun lock-out. C'est en Bohême, et pour les mines, le vêtement et les modes qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 3 succès, 8 transactions, 6 échecs (1). Causes : insuffisance de salaires, 11 cas; questions relatives à la durée du travail, 3 cas; motifs divers, 5 cas.

BELGIQUE.

Placement en mars 1902. — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les quatorze offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, est de nouveau plus favorable : pour 672 offres de patrons, il y a eu 1,018 demandes des ouvriers (hommes), soit 151 p. 100. Le mois précédent, il y avait 1,026 demandes pour 424 offres, soit 242 p. 100, et, en mars 1901, 648 demandes pour 379 offres, soit 170 p. 100.

Grèves en mars 1902. — 9 grèves nouvelles, avec 876 grévistes et 552 chômeurs forcés; 6 de ces grèves intéressant 1,403 ouvriers se sont terminées par l'échec des grévistes; 2 intéressant 313 ouvriers ont donné lieu à transaction.

(1) Résultat encore inconnu dans 2 cas.

DANEMARK.

Les grèves et lockouts en 1900. — Le tableau suivant permet de comparer le mouvement des conflits pour les années 1898, 1899 et 1900.

ANNÉES.	NOMBRE des grèves et lockouts.	NOMBRE des conflits où l'on connaît le nombre des ouvriers intéressés.	NOMBRE des ouvriers intéressés dans les conflits.	NOMBRE des grèves dont on connaît la durée.	NOMBRE de journées de travail perdues.
1898.....	147	121	6,787	107	92,433
1899.....	98	86	36,096	58	2,828,447
1900.....	82	67	7,545	55	235,877

Il convient de faire remarquer que l'on n'a pu, faute de renseignements, faire figurer aux totaux de 1898, une grève très longue, et que d'autre part, l'élévation du total des journées de travail perdues en 1899 est due à un lockout qui réduisit au chômage 30,009 personnes et leur fit perdre 2,712,859 journées.

En 1900, le total des journées perdues se décompose comme suit :

98,972 pour	2 grèves dans l'alimentation et les tabacs.
65,688 — 9	— le bâtiment.
43,999 — 12	— la métallurgie.
27,218 — 32	— dans diverses industries.

Les causes de grèves ou lockouts se décomposent comme suit :

ANNÉES.	SALAIRES.	HEURES de travail.	RÈGLEMENTS de travail.	TRADE unionisme.	SYMPATHIE.	CAUSES inconnues.	TOTAL.
1898...	114	3	10	6	3	11	147
1899...	65	1	9	8	3	12	98
1900 ..	47	3	5	3	11	13	82

Enfin, pendant ces trois années, 38 conflits ont été réglés par la conciliation (18 en 1900 et 20 en 1899), et 13 par l'arbitrage (4 en 1900, 4 en 1899 et 5 en 1898).

ESPAGNE.

La journée de huit heures dans les établissements de l'État. — Un décret royal, en date du 11 mars 1902, publié dans la *Gazette de Madrid*, fixe à huit heures la journée de travail dans les établissements de l'État. Le décret est ainsi conçu :

« Afin de régulariser le travail des ouvriers dans les propriétés, mines, fabriques et autres établissements de l'État dépendant du ministère des finances et de fixer d'une façon uniforme et définitive le nombre d'heures qui doit constituer la journée de travail ; afin de déterminer la rétribution supplémentaire à accorder aux ouvriers lorsque, pour les besoins du service, il convient de prolonger la journée ordinaire, le Roi, et en son nom la Reine régente, décrète que la journée ordinaire de travail, dans tous les établissements ressortissant au ministère des finances sera de huit heures ; toute heure en plus sera payée au taux équivalent à un huitième du salaire journalier stipulé.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril 1902. — Le marché du travail n'a montré aucune amélioration en avril par rapport au mois précédent.

3,9 p. 100 de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 550,958 membres contre 3,7 p. 100 en mars 1902 et 3,8 p. 100 en avril 1901.

4,90 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 495,283 mineurs contre 5,35 en mars 1902 et 4,91 en avril 1901.

316 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril 1902, avec 21,950 ouvriers contre 314 en mars 1902 et 293 en avril 1901.

80 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en avril 1902 et 84 p. 100 dans les tissages, avec 89,000 ouvrières, femmes et filles, contre 88 p. 100 et 72 p. 100 en mars 1902 et 77 p. 100 et 64 p. 100 en avril 1901.

Grèves. — 32 nouvelles grèves en avril 1902 avec 3,635 chômeurs, contre 21 avec 6,285 en mars 1902, et 66, avec 35,322, en avril 1901; 6 grèves dans le bâtiment, 7 dans les mines, 5 dans les textiles, 5 dans la métallurgie et les constructions navales, et 9 dans d'autres industries. Sur 24 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,221 grévistes : 5 succès, 10 échecs, 9 transactions.

Les Trade-Unions en 1900. — A la fin de 1899, le nombre des Trade-unionistes était de 1,800,869. Il s'est élevé, au cours de l'année 1900, à 1,905,116, soit une augmentation de 104,247 ou de 5,8 p. %.

Le nombre des Unions enregistrées, en vertu du Trade-Union act, serait de 609 au lieu du 614.

Les Trade-unionistes femmes sont actuellement au nombre de 122,047. Les industries textiles en comptent à elles seules 108,988.

Le revenu des cent Trade-Unions (1) les plus importantes s'est élevé en 1900 à 49,802,256 francs, soit un gain d'environ 2,522,000 francs sur 1899. Les dépenses aussi ont augmenté. Le chiffre pour 1900 est de 37,594,416 francs. Cependant les fonds en caisse à la fin de l'année dernière accusent également une augmentation. Ils s'élevaient à 94,999,179 francs.

On peut évaluer à 38 fr. 65 le montant de la souscription moyenne par tête en 1900. Cette moyenne est, d'ailleurs, faite d'éléments très différents, en ce sens qu'à prendre les 100 principales unions, on constate que dans 43 d'entre elles la moyenne est inférieure à 25 francs. Elle est de 25 à 50 francs dans 34 unions, de 50 à 75 francs dans 14 unions. Dans neuf enfin, elle varie entre 75 et 80 francs.

Les frais que les conflits industriels ont occasionnés aux cent principales unions se sont élevés en 1900 à 3,790,333 francs, ainsi répartis entre les industries :

	francs.
Bâtiment.....	1,749,980
Mines et carrières.....	294,181
Métallurgie, génie civil et constructions maritimes.....	559,722
Industries textiles.....	305,026
Vêtements.....	155,464
Transports.....	280,310
Autres unions.....	445,584
TOTAL.....	3,790,333

(1) La valeur de la livre sterling a été prise de 7 gr. 3223 d'or fin, soit 24 fr. 2213.

Les unions considérées ont consacré 734,342 francs à venir en aide à ceux de leurs membres qui se trouvaient sans travail. Ici encore il est intéressant de donner le détail, en comparant les chiffres de 1900 avec ceux de 1899 :

	1900.	1899.
	francs.	francs.
Bâtiment.....	1,169,133	612,297
Mines et carrières.....	111,452	262,924
Métallurgie, génie civil et constructions maritimes.....	2,324,000	2,017,804
Industries textiles.....	1,490,175	666,296
Vêtement.....	41,316	34,780
Transports.....	91,099	76,093
Autres unions.....	1,465,080	1,145,702
TOTAL.....	6,691,917	4,792,340

Les maladies et les accidents ont nécessité le paiement d'une somme de 323,231, soit sur 1899 une augmentation de 22,768.

Les retraites ont absorbés 188,447 et les frais d'obsèques 98,683.

Les retraites sont généralement payées hebdomadairement. Elles varient entre 2 fr. 50 et 15 francs. Par semaine. On peut dire que la moyenne est entre 6 fr. 25 et 12 fr. 50.

Les « Trade-Councils » étaient, à la fin de l'année dernière, au nombre de 171, représentant 753,024 unionistes. Il faut ajouter aux Conseils qui ont été indiqués comme les plus importants ceux de Sheffield et de Leicester.

Quant aux fédérations, on en comptait 110 à la fin de 1900. La Fédération générale comprend actuellement 386,696 membres. Les unions qui la composent appartiennent principalement à la métallurgie, au génie civil et aux constructions maritimes ainsi qu'au travail non spécialisé. Les industries textiles y sont représentées, de même que les industries du vêtement, mais les mines et les industries du bâtiment ne s'y sont que peu ou même point ralliées.

La journée de huit heures et les changements de la durée du travail en 1900 (1). — En 1900, pour 57,726 personnes sur lesquelles des renseignements sont fournis il y a eu accroissement de 1,64 heures par semaine pour 869 d'entre elles et réduction de 4,21 heures pour les 56,857 autres, soit un total d'heures en moins de 238,043 heures, lequel réparti entre les 57,726 personnes, dont la durée de travail a été modifiée, donnent une réduction de 4,12 heures pour chaque. Les années précédentes les chiffres ont été les suivants :

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire.
1893.....	34,649	1,09 heures.	1897.....	70,632	4,03 heures.
1894.....	77,158	4,04 —	1898.....	39,049	2,10 —
1895.....	22,735	1,94 —	1899.....	35,949	3,54 —
1896.....	108,271	0,73 —	1900.....	57,726	4,12 —

Le nombre des travailleurs atteints a augmenté brusquement en 1900 par le fait que 26,500 houilleurs du Lanarkshire ont obtenu la journée de huit heures par une réduction de 6 heures en moyenne sur la durée de leur travail hebdomadaire.

En plus 8 000 ébénistes de Londres ont obtenu une diminution de deux heures et demie et

(1) D'après le *Report on changes in rate of wages and hours of labour in 1900* (1 vol. in-8° de XCIV 271 pages. Londres, 1901, Eyre et Spottis-Wood, dépositaire, prix : 85 centimes.

1,510 employés de tramways du Conseil de Comté de Londres une diminution de six heures.

Quant à la journée de huit heures, le tableau ci-après montre pour chaque année, depuis 1893, le nombre d'ouvriers qui l'ont conquise dans les administrations publiques ou dans les établissements privés et le nombre de ceux qui n'ont pas pu la conserver et qui sont revenus à des durées de travail plus longues. Le nombre de ces régressions a été de 1 432 sur 100,780 bénéficiaires de la journée de huit heures, soit de 1,4 p. %. L'augmentation brusque que l'on constate en 1894 est due à l'accession des ouvriers des arsenaux de la marine et des ateliers de la guerre. Celle de 1900 est due aux 2 650 houilleurs du Lanarkshire dont on a parlé plus haut.

ANNÉES.	NOMBRE D'OUVRIERS AYANT OBTENU LA JOURNÉE DE HUIT HEURES.		NOMBRE D'OUVRIERS des établis- sements privés qui sont revenus de la journée de huit heures à des durées de travail plus longues.
	dans des établisse- ments privés.	dans des admi- nistrations publiques.	
1893.....	1,304	229	1,533
1894.....	8,690	43,400	52,090
1895.....	163	869	1,032
1896.....	645	923	1,568
1897.....	10,302	502	11,434
1898.....	2,087	12	2,099
1899.....	2,297	1,019	3,316
1900.....	27,643	65	27,708
TOTAL.....	53,761	47,019	100,780

Le saturnisme dans la céramique (1). — Le nombre d'empoisonnements par le plomb, constatés dans l'industrie de la porcelaine et des poteries pendant les trois dernières années, est le suivant :

ANNÉES.	HOMMES.	FEMMES.
1899.....	128	121
1900.....	95	105
1901.....	57	47

Les ouvriers céramistes le plus sujets à ce genre d'intoxication sont ceux occupés aux opérations de la couverte, du trempage et du nettoyage. Mais le relevé ci-dessus marque une régression constante du saturnisme, dont il y a lieu de se féliciter et qui tient sans doute, en partie, à une surveillance plus rigoureuse de l'état sanitaire du personnel ouvrier de la part des médecins.

C'est ainsi que dans les districts de Hanley, Burslem, Tunstall et Stoke, les médecins des fabriques ont éloigné l'an dernier des travaux les plus dangereux 82 travailleurs, dont 21 à titre définitif (2).

(1) D'après un document parlementaire anglais.

(2) Le bilan des empoisonnements par le plomb dans les autres branches d'industrie soumises au *Factory and Workshops Act.*, se présente ainsi pour la même période 1899-1901 :

ANNÉES.	HOMMES.	FEMMES.
1899.....	942	67
1900.....	789	69
1901.....	715	42

NORVÈGE.

L'inspection des fabriques en 1900 (1). — Le rapport des inspecteurs fait connaître que le nombre des exploitations soumises à l'inspection s'est élevé à 3,173. Le personnel occupé comprenait, fin 1900, 79,457 ouvriers se décomposant ainsi :

70,631 adultes.....	{ 58,166 hommes. 12,465 femmes.
5,524 jeunes ouvriers entre 16 et 18 ans.....	{ 3,838 du sexe masculin. 1,686 du sexe féminin.
2,695 jeunes ouvriers entre 14 et 16 ans.....	{ 2,024 garçons. 671 filles.
607 enfants.....	{ 451 du sexe masculin. 156 du sexe féminin.

Les accidents signalés pour l'ensemble de ces travailleurs ont été au nombre de 598, dont 18 mortels.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

La conciliation et l'arbitrage dans l'industrie. — La loi d'août 1894, mise en application en janvier 1895, a organisé en Nouvelle-Zélande l'arbitrage obligatoire. Elle a créé un comité de conciliation dans chaque district industriel (chargé de rétablir l'entente, mais ne possédant pas les moyens de rendre ses sentences exécutoires) et une cour d'arbitrage unique dont la décision est obligatoire et peut être sanctionnée par des amendes.

Cette loi a été successivement complétée par les actes de 1895, de 1896 et par la loi du 5 novembre 1898 qui renforce notamment les pouvoirs dont dispose la cour d'arbitrage pour assurer l'exécution de ses décisions.

Ces diverses lois ont été abrogées par la loi du 20 octobre 1900 « codifiant et amendant les lois relatives à l'aplanissement des conflits industriels par la conciliation et l'arbitrage » et qu'est venu compléter encore l'acte de 1901 que nous résumons ci-dessous.

Aux termes de cette loi, les dispositions de la loi de 1900 sont désormais applicables à toutes les personnes travaillant comme employés ou ouvriers. Comme par le passé, les trade unions ne peuvent concourir à la constitution des bureaux de conciliation ou du tribunal d'arbitrage, que si elles sont enregistrées comme unions industrielles. Toutefois elles peuvent désormais, bien que n'étant pas enregistrées, conclure un contrat d'industrie et être tenues à l'exécution des sentences rendues. Cette modification a pour but — comme l'a fait remarquer le secrétaire du Labour département de la Nouvelle-Zélande — « d'empêcher les trade-unions de se soustraire à la loi, de faire grève, ou de créer des conflits, toutes choses que ne peuvent faire les unions industrielles. »

(1) *Sociale Praxis*, 27 février 1902.

En ce qui concerne les sentences exécutoires au moment de l'entrée en vigueur de la loi principale, le tribunal peut, aux termes de l'acte de 1901, en ordonner l'observation à des unions, à des associations ou à des patrons du district et de l'industrie où elles sont applicables, et cela bien que ces unions, associations ou patrons n'aient pas été directement intéressés dans lesdites sentences.

Le tribunal d'arbitrage peut en outre limiter l'application d'une sentence à une ville, à un bourg, etc. L'inspecteur des fabriques assurera l'observation des contrats, décisions, etc., sans y être forcément autorisé par une résolution d'une union ou association. Les parties peuvent désormais demander à ce que le litige qui les sépare soit porté immédiatement devant le tribunal d'arbitrage sans passer devant les conseils de conciliation existants (dont la constitution, soit dit en passant, devient « obligatoire sur la demande d'une seule des parties »).

Enfin, statuant sur la conduite que doivent tenir les parties, pendant l'examen de leur différend, la loi se borne à compléter les dispositions de l'acte de 1900. Elle stipule, entre autres choses, que la paix ne pourra être troublée pour un fait antérieur au recours en conciliation ou à l'arbitrage; elle édicte enfin « que le renvoi d'un ouvrier ou le refus de travailler opposé par un ouvrier avant le règlement du litige sera considéré comme un délit, à moins qu'il ne soit prouvé au tribunal que l'ouvrier a été renvoyé ou a refusé de travailler pour une raison étrangère au différend ».

PAYS-BAS.

L'inspection du travail en 1900 (1). — L'inspection du travail dans les Pays-Bas a porté sur 10,067 fabriques et ateliers avec un total de 110,610 travailleurs, dont 19,876 personnes au-dessous de 16 ans et 15,584 femmes au-dessus de 16 ans, protégés par la *Arbeidswet* (loi concernant le travail de jeunes gens et de femmes).

2,253 contraventions ont été constatées contre cette loi et 91 contre la *Heiligheidswet* (loi concernant la sûreté dans les fabriques et les ateliers). De ces 2,263 contraventions, 52 concernent le travail d'enfants au-dessous de 12 ans, qui est tout à fait interdit, 704 le travail de personnes protégées pendant les heures interdites.

5,305 accidents du travail ont été constatés, dont 94 ont causé la mort. De ces accidents ont eu lieu le dimanche 55, le mardi 859, le mercredi 836, le jeudi 818, le vendredi 844, le samedi 872, le lundi 1,019.

SUISSE.

Loi du 28 novembre 1901 sur le repos du dimanche dans le canton de Vaud. — Aux termes de cette loi cantonale, sont considérés comme jours de repos public, le dimanche, le Vendredi-Saint, l'Ascension et Noël.

(1) Extrait des *Verslagen van de inspecteurs van den arbeid in het Koninkrijk der Nederlanden*. La Haye 1901.

Les titres III et IV de la loi règlent le repos dans l'industrie et le commerce. En voici les dispositions :

Extraits de la loi du 28 novembre 1901.

LE TRAVAIL PENDANT LES JOURS DE REPOS PUBLIC.

§ 1. — Dans l'industrie.

ART. 4. — Les travaux industriels sont interdits, les jours de repos public, pour autant que cette interdiction ne résulte pas déjà de la loi fédérale sur les fabriques, savoir :

A. — Travaux extérieurs.

Les terrassements, les fouilles, les constructions du génie civil et du bâtiment, les démolitions, le chargement, le déchargement et le transport des déblais, des matériaux de construction et des combustibles.

B. — Travaux intérieurs.

Les travaux intérieurs bruyants et ceux de ces travaux, même non bruyants, dans lesquels sont occupés des employés ou ouvriers.

ART. 5. — En dérogation aux prescriptions de l'article 4, peuvent être exécutés, les jours de repos public ;

A. — Sans permission spéciale :

1° Le travail des boulangers, confiseurs et pâtisseries ; ce travail est limité toutefois, pour les ouvriers, à huit heures, d'un minuit à l'autre, sauf dans la période du 20 décembre au 2 janvier, inclusivement.

2° Le travail des bouchers, limité dans chaque localité par règlement de police ;

3° Le transport des vivres chez la clientèle ;

4° Le travail dans les salons de coiffeurs, dans les ateliers de photographie et dans les établissements de bains, le matin, jusqu'à l'heure fixée à l'article 8 pour l'ouverture des magasins d'aliments ;

5° Les travaux nécessaires pour rétablir sur terre ou sur eau la circulation interrompue par quelque accident.

B. — Avec l'autorisation du Syndic :

1° Les travaux sur les voies publiques et les cours d'eau, quand l'intérêt public ou la sécurité l'exigent ;

2° Des travaux d'un caractère purement privé, en cas d'urgence exceptionnelle bien justifiée.

C. — Avec l'autorisation du Conseil d'État :

Le travail dans les métiers qui exigent une exploitation continue.

§ 2. — Dans l'agriculture.

ART. 6. — Les travaux agricoles sont suspendus les jours de repos public.

Sont toutefois réservés :

a) Les soins à donner aux animaux domestiques et, chez les horticulteurs, les travaux indispensables à la conservation des cultures ;

b) Le travail strictement indispensable dans les laiteries et fromageries.

c) La protection et la rentrée des récoltes, en cas d'urgence.

§ 3. — Dans le commerce.

ART. 7. — Les magasins doivent être fermés les jours de repos public, sous réserve des exceptions mentionnées à l'article suivant.

ART. 8. — La fermeture des magasins n'est pas exigée le 31 décembre ou le jour de l'an quand l'un de ces jours est un dimanche.

Les magasins d'aliments, soit les boulangeries, confiseries, pâtisseries, boucheries, charcuteries, magasins de comestibles et débits de lait, peuvent être ouverts, le matin, jusqu'à 9 heures en été (1^{er} avril au 30 septembre) et jusqu'à 10 heures en hiver (1^{er} octobre au 31 mars).

Sauf les boucheries, ils peuvent être ouverts de nouveau, le soir, aux heures sanctionnées par la Municipalité.

Les pharmacies, les kiosques à journaux, les magasins exclusivement affectés à la vente des journaux, des fleurs naturelles, des cigares et tabacs peuvent être ouverts d'une manière permanente.

ART. 9. — Les établissements publics destinés à la vente en détail des boissons doivent être fermés, les jours de repos public, jusqu'à onze heures du matin, sauf en ce qui concerne les voyageurs de passage et le déjeuner de pensionnaires habituels.

Sous réserve de ce qui précède, les heures d'ouverture et de fermeture des établissements publics sont fixées par les règlements communaux, conformément à la loi sur la vente en détail des boissons.

ART. 10. — Le déballage, le colportage dans les propriétés particulières et les ventes aux enchères sont interdits les jours de repos public.

Sur la voie publique, l'étalage et le colportage peuvent être restreints et même interdits par l'autorité locale.

La vente, sur la voie publique, de confiseries, de pâtisseries et rafraîchissements, de fleurs naturelles et de fruits, dont l'autorisation est du ressort de la police locale, ne peut avoir lieu avant onze heures du matin.

ART. 11. — En dérogation à l'article 7 et sur la demande de la majorité des négociants d'une même branche de commerce, la Municipalité peut autoriser l'ouverture de magasins les jours de repos public et en fixer la durée, si elle juge cette mesure utile aux intérêts de la localité.

L'autorisation peut être restreinte à la durée d'une saison ou à une partie seulement du territoire de la commune.

Elle est révocable en tout temps.

La Municipalité peut également déroger aux dispositions des articles 7 à 9, à l'occasion de fêtes locales.

LE REPOS DES EMPLOYÉS, OUVRIERS ET APPRENTIS.

ART. 12. — Les employés et ouvriers des industries et commerces non régis par la loi fédérale sur les fabriques doivent être libres de tout travail :

- a) Dans les métiers à exploitation continue (art. 5, c.) un dimanche sur deux :
- b) Dans les entreprises de transport par voitures, fiacres ou omnibus, un dimanche sur deux ou l'équivalent en une journée ou deux demi-journées dans la semaine.
- c) Chez les horticulteurs, dans les magasins dont l'ouverture est autorisée, dans

les établissements publics destinés à la vente en détail des boissons, un dimanche sur deux ou l'équivalent en une journée dans la semaine, ou deux demi-journées dont l'une au moins le dimanche.

Les industries et commerces exploités dans les stations climatiques balnéaires peuvent obtenir du Conseil d'État la suspension partielle des congés ci-dessus, pendant trois mois au plus chaque année.

ART. 13. — La surveillance des congés accordés aux employés et ouvriers les jours de repos public incombe à la Municipalité, à laquelle chaque patron doit fournir, trimestriellement, le tableau des congés accordés.

ART. 14. — Le repos des apprentis est réglé par la loi du 21 novembre 1896 sur l'apprentissage et par les arrêts du Conseil d'État qui en découlent (1).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.

(J. O. 17 mai 1902.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu la loi du 9 septembre 1848 relative aux heures de travail dans les manufactures et usines, et notamment l'article 2 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à cette disposition générale, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure » ;

Vu la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ;

Vu la loi du 30 mars 1900, portant modification de celles du 2 novembre 1892 et du 9 septembre 1848 ;

Vu les décrets des 17 mai 1851, 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899, rendus en exécution de la loi du 9 septembre 1848 ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes peut, pour les travaux désignés au tableau suivant et conformément à ses indications, être élevée au-dessus des limites respectivement fixées par l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, en ce qui concerne les établissements ou parties d'éta-

(1) Aux termes de l'article 13 de la loi précitée, il est interdit de faire travailler l'apprenti la nuit et le dimanche. Aux termes de l'article 14, le Conseil d'État peut autoriser des dérogations en faveur des professions dont les conditions particulières l'exigent. Ces professions ont été visées par un arrêté du 23 avril 1897. Ce sont : les boulangers, pâtisseries, confiseurs, bouchers, charcutiers, tripiers, laitiers, hôteliers, restaurateurs, cafetiers, cuisiniers, jardiniers, horticulteurs, coiffeurs. Toutefois, pour ces professions, le même arrêté prescrit qu'il doit être accordé à l'apprenti au moins un dimanche libre sur trois et, chaque semaine au moins, une demi-journée lorsque l'apprenti est occupé le dimanche après-

blissements industriels n'employant dans les mêmes locaux que des hommes adultes, et par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissements industriels employant dans les mêmes locaux des hommes adultes et des enfants, des filles mineures ou des femmes :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	LIMITE D'AUGMENTATION DE DURÉE DU TRAVAIL EFFECTIF.
1° Travail des ouvriers spécialement employés dans une industrie quelconque à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, ainsi qu'au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire, et ne constitue pas le travail fondamental de l'établissement. <i>Travail des mécaniciens et des chauffeurs employés au service des machines motrices.</i>	Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement; deux heures le lendemain de tout jour de chômage.
2° Travail des ouvriers employés, après arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des métiers ou autres machines productrices que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement.	Une demi-heure au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.	Deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
4° Travail des ouvriers spécialement employés soit au service des fours, soit à d'autres opérations, quand le service ou les opérations doivent rester continus pendant plus d'une semaine.	Faculté illimitée pendant un jour pour permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.
5° Travail des ouvriers spécialement employés soit à des opérations de grosse métallurgie (fonte, forgeage, laminage des métaux en grosses pièces et opérations connexes), soit à d'autres opérations reposant sur des réactions qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque les unes et les autres n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles.	Deux heures, exceptionnellement pour la grosse métallurgie, six heures la veille de tout jour de chômage.
6° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus soit au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement.	Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les autres jours, deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848.
7° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.	Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le Ministre qui ordonne les travaux.
8° Travail du personnel des imprimeries typographiques, lithographiques et en taille douce.	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848. Maximum annuel : 100 heures.
9° Travail des ouvriers spécialement employés à la mouture des grains dans les moulins exclusivement actionnés par l'eau ou par le vent.	Deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} , de la loi du 9 septembre 1848.

ART. 2. — Les facultés d'augmentation de la durée du travail journalier accordées pour les enfants, les filles mineures et les femmes, en vertu de la loi du 2 novembre 1892, s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux.

ART. 3. — Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues aux articles précédents est tenu de faire connaître préalablement à l'inspecteur du travail la nature de la dérogation, le nombre d'ouvriers pour lesquels la durée du travail journalier sera augmentée, les heures de travail et de repos de ces ouvriers, celle de l'ensemble du personnel de l'établissement et les jours auxquels s'applique l'augmentation. Copie de cet avis sera affichée dans l'établissement.

Si cette augmentation est motivée, soit par les circonstances exceptionnelles prévues au paragraphe 5 du tableau annexé à l'article 1^{er}, soit par les travaux urgents prévus au paragraphe 6 du même tableau, l'avis doit être envoyé par exprès ou par télégramme à l'inspecteur du travail. Si la faculté réclamée ne lui paraît pas justifiée, celui-ci en avisera l'industriel.

ART. 4. — Les décrets des 17 mai 1851, 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899 sont abrogés.

ART. 5. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret du 12 avril 1902, modifiant les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} du décret du 21 juin 1900 sur le personnel ouvrier de la marine.

(J. O. 15 avril 1902.)

Décret du 14 avril 1902, modifiant l'article 2 du décret du 2 mai 1899 et l'article 8 du décret du 13 juin de la même année portant règlement d'administration publique sur les élections au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

(J. O. 23 avril 1902.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels;

Vu les décrets des 2 mai et 13 juin 1899, portant règlement d'administration publique sur les élections au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, en date du 20 novembre 1901;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 2 mai 1899, portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au conseil supérieur institué par la loi du 1^{er} avril 1898, est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 2. — L'élection des représentants au conseil supérieur a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, trois semaines après, à un second tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative. »

ART. 2. — L'article 8 du décret du 13 juin 1899, portant règlement d'administration publique sur l'élection du représentant des syndicats médicaux au conseil supérieur, institué par la loi du 1^{er} avril 1898, est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 8. — L'élection du représentant au conseil supérieur a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé trois semaines après à un second tour de scrutin. Cette fois l'élection a lieu à la majorité relative.

ART. 5. — Le Ministre de l'Intérieur et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Arrêtés du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 30 décembre 1901 et du 3 mars 1902, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes.

(J. O. 18 avril 1902.)

Par arrêtés en date du 30 décembre 1901 et du 3 mars 1902, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes a décerné la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes à MM. les conseillers prud'hommes dont les noms suivent :

Médailles d'or.

M. Plessis (Ludovic), secrétaire du conseil du bâtiment à Paris; 52 ans de services.

M. Leroux (François), ouvrier corroyeur au Mans; 39 ans de services.

Médailles d'argent.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

MM. Toutain (Alfred), relieur à Elbeuf; 33 ans de services.

Cavroy (Jean-Baptiste), fabricant de sucre à Douai; 28 ans de services. Président depuis 1880.

Olivier (Joseph-René), horloger à Paris (conseil des métaux); 28 ans de services. Ancien président.

Michel (Théophile), opticien à Marseille; 26 ans de services.

Morel (Auguste), fabricant de plâtre à Paris (conseil du bâtiment); 25 ans de services. Ancien président.

Nicolle (Victor), tanneur à Saint-Omer; 24 ans de services. Président depuis 1880.

Héry (Paul), doreur au Mans; 23 ans de services. Président depuis 1881.

Vivier (Joseph), marchand tailleur, membre du conseil des tissus, à Paris; 21 ans de services. Ancien président.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

MM. Pavis (Célestin), cordier à Angers; 25 ans de services.

Bataille (Louis), tailleur à Valenciennes; 24 ans de services. Ancien vice-président.

Gremaux (Jean-Baptiste), tailleur de pierres à Dijon; 23 ans de services. Ancien président.

Clerget (Victor-Léon-Achille), mécanicien en instruments de chirurgie à Paris (conseil des métaux); 22 ans de services.

Delorme (Joseph), carrier à Montalieu-Vercieu; 21 ans de services.

Driant (Louis), tailleur de pierres à Montalieu-Vercieu; 21 ans de services. Ancien président.

Vandenmersch (Victor-Joseph), mécanicien à Dunkerque; 22 ans de services.

Graillat (Laurent), ouvrier tonnelier; vice-président du conseil de prud'hommes des produits chimiques à Paris; 20 ans de services.

Arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Cultes, en date du 3 février 1902, complétant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 1849, modifié par les arrêtés des 5 juin 1890 et 3 mai 1899, relatif à la composition des conseils d'hygiène publique et de salubrité.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes;

Vu l'arrêté du Chef du pouvoir exécutif en date du 18 décembre 1848, sur l'organisation des conseils d'hygiène publique et de salubrité;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 1849, fixant la composition de ces conseils et les arrêtés modificatifs des 1^{er} septembre 1851, 5 juin 1890 et 3 mai 1899;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 1849, modifié par les arrêtés des 5 juin 1890 et 3 mai 1899, est complété ainsi qu'il suit :

« Le directeur ou l'ingénieur des établissements du service des poudres et salpêtres, l'ingénieur des mines, l'ingénieur des ponts et chaussées, l'officier du génie chargé du casernement, le médecin militaire du grade le plus élevé ou le plus ancien dans le grade le plus élevé, l'inspecteur divisionnaire ou l'inspecteur départemental du travail, l'architecte du département, les chefs de division ou de bureau de la préfecture dans les attributions desquels se trouveront la salubrité, la voirie et les hôpitaux, pourront, dans le cas où ils ne feraient pas partie du conseil d'hygiène publique et de salubrité de leur résidence, être appelés à assister aux délibérations avec voix consultative ».

ART. 2.

Les préfets des départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 17 avril 1902, relatif au recrutement des surveillants répétiteurs dans les écoles nationales d'arts et métiers.

(J. O. 19 avril 1902.)

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 19 avril 1902, fixant le nombre des bourses à attribuer dans les écoles de commerce et d'industrie à la rentrée scolaire de 1902.

(J. O. 22 avril 1902.)

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 26 avril 1902, instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives en vue de l'organisation du contrôle des sociétés d'assurances sur la vie.

(J. O. 7 mai 1902.)

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 2 mai 1902, instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives relatives au contrat d'assurances.

(J. O. 7 mai 1902.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois de mars 1902, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 6 mars 1902. — Dépôt, par M. Demôle, d'un rapport sur les propositions de lois suivantes, adoptées par la Chambre des députés :

- 1° Proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898;
- 2° Proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898;
- 3° Proposition de loi tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer;
- 4° Proposition de loi ayant pour objet de donner le droit à la responsabilité forfaitaire pour les accidents du travail. (Doc. parl. n° 108.)

————— *Sénat.* — Séance du 14 mars 1902. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 février 1902. — Communication du projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 3101.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 18 mars 1902. — Dépôt d'un rapport par M. Mirman, (Doc. parl. n° 3108.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 21 mars 1902. — Adoption de ce projet de loi (1).

Agents des trains. — *Sénat.* — Séance du 11 mars 1902. — Dépôt, par M. Jules Godin, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français. (Doc. parl. n° 123.)

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 mars 1902. — Dépôt, par MM. Bouveri et Coutant, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire destiné à venir en aide aux ouvriers victimes du chômage. (Doc. parl. n° .)

Contrat de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 mars 1902. — Dépôt, par M. Rose, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Raiberti, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890. (Doc. parl. n° 3075.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 mars 1902. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 21 mars 1902. — Communication de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 175.)

————— *Sénat.* — Séance du 25 mars 1902. — Renvoi à la commission des chemins de fer.

————— *Sénat.* — Séance du 26 mars 1902. — Dépôt, par M. J. Godin, d'un rapport sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 211.)

————— *Sénat.* — Séance du 29 mars 1902. — Adoption de cette proposition de loi.

(1) Loi du 22 mars 1902. (J. O. du 27 mars 1902.)

Durée du travail. — Mines. — Sénat. — Séance du 17 mars 1902. — Dépôt, par M. Gomot, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Darbot, relative à la durée de la journée de travail dans les mines, et ayant pour objet de prévenir la grève des mineurs par l'association du capital et du travail. (Doc. parl. n° 164.)

Hygiène et Sécurité. — Sénat. — Séance du 3 mars 1902. — Dépôt, par M. Strauss, d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. (Doc. parl. n° 101.)

Repos hebdomadaire. — Chambre des députés. — Séance du 27 mars 1902. — Proposition de loi de M. Zévaès tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasin. — Déclaration de l'urgence. — Première délibération. — Adoption.

————— **Sénat.** — Séance du 28 mars 1902. — Communication de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° .)

Retraites des mineurs. — Chambre des députés. — Séance du 24 mars 1902. — Dépôt, par M. Germain Périer, d'une proposition de loi ayant pour effet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement de la caisse de retraite des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 3137.)

Salaires. — Chambre des députés. — Séance du 18 mars 1902. — Dépôt, par M. Clovis Hugues, d'une proposition de loi tendant à la fixation du salaire des ouvriers du bâtiment. (Doc. parl. n° 3111.)

Sociétés de secours mutuels. — Chambre des députés. — Séance du 25 mars 1902. — Dépôt, par M. Holtz, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (Doc. parl. n° 3146.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2° par les correspondants (1).

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN. — Au cours du deuxième semestre de 1901, la situation de l'industrie de la *draperie* a continué à être difficile; la demande s'est surtout exercée dans le bon marché; par suite de la prudence de la fabrique, le stock n'est pas considérable. Les expéditions en draperie s'élèvent, pour le deuxième semestre 1901, à 1,715,732 kilos, contre 1,782,200 kilos, pour la période correspondante de 1900, et 2,107,506 kilos pour la période correspondante de 1899. Dans la *métallurgie*, la crise se prolonge quoique le travail soit moins rare dans les usines métallurgiques. L'industrie de la fonte et de l'acier ont eu à subir les hauts prix des marchés antérieurement conclus pour les charbons. Les industries de la Givonne et de Vigne-aux-Bois, qui travaillent beaucoup pour l'exportation, ont lutté difficilement, sur les marchés étrangers, avec les produits similaires belges et allemands. L'industrie de la *bouclerie* a eu un assez bon écoulement, avec une légère diminution de la production.

Cher. — A Bourges, dans la circonscription du conseil des prud'hommes, aucun changement dans l'activité du travail ni dans la situation générale de l'industrie. La proportion des ouvriers en chômage dans le bâtiment est évaluée à 15 p. 100 et aucun travail important n'est en perspective. Les salaires et prix de façon sont les mêmes que précédemment.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au premier trimestre de 1902.

Côtes-du-Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC. — La fermeture d'un établissement d'*aciérie* précédemment signalée est confirmée. La situation reste stationnaire dans les *ardoisères* et dans l'industrie de la *brasserie*; les *briqueteries* et *brosseries* sont prospères et continuent à occuper un nombreux personnel; l'exploitation des *carrières de granit* est sans changement appréciable, on escompte cependant un redoublement prochain d'activité par suite de la construction de chemins de fer départementaux. Les *carrières de grès* sont en pleine activité, bien que le pavage en bois nuise à l'écoulement de leurs produits. La situation des *cartonneries* et *papeteries* est satisfaisante malgré la concurrence qu'elles ont à supporter; de même pour la *fabrication des machines agricoles* et pour la *filature*. Les *industries du bâtiment* paraissent reprendre de l'activité avec le printemps; la production est active et l'écoulement facile dans les *tuileries*; un important gisement de *kaolin* est en pleine exploitation près de Loudéac et occupe de nombreux ouvriers. La situation est satisfaisante pour la *minoterie*, les *scieries mécaniques* et la *tannerie*. Les *chantiers de construction* sont très actifs surtout à Paimpol. La situation de la *grande pêche* est très prospère; elle est moins satisfaisante pour la *pêche côtière*; quant à l'*ostréiculture*, elle périclité de plus en plus dans la région.

En résumé, la situation des établissements industriels du département est stationnaire; l'outillage est en progrès; les salaires sans changement; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 à 11 heures.

Drôme. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Romans, la fabrique de *chaussons* et de *chapellerie*, qui suit les principales industries du pays, chôment, en moyenne, en cette saison, un à deux jours par semaine. La situation n'est pas plus favorable pour le *bâtiment*. Aucune variation dans le nombre des établissements. Quant au personnel on peut évaluer à un tiers la proportion des ouvriers en chômage dans les diverses industries. Depuis le dernier semestre, la durée du travail a subi une réduction d'un jour par semaine; aucun changement dans le taux des salaires et des prix de façon. Cette situation défavorable est attribuée à l'état général de la chaussure et de la chapellerie, qui ont eu à subir, cette année, une morte-saison plus accentuée.

Hérault. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Béziers, aucun changement notable sur le trimestre précédent. La crise dont souffre le commerce et l'industrie de la région, par suite de la mévente des vins, semble persister.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Cette, ralentissement de l'activité du travail. La proportion des chômeurs chez les *soutireurs*, les *tonneliers* en vieux et ouvriers en bois merrains s'élèvent jusqu'à 50 p. 100, et à 70 p. 100 chez les *portefaix*. Chez les *tonneliers* en neuf, le travail est peu actif, et on compte 45 p. 100 de chômeurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*, 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. L'établissement du Creusot, qui a allumé ses feux le 16 avril, offrira du travail à la corporation. La menuiserie et l'ébénisterie ne compte pas trop de chômeurs et voit ses prix maintenus.

Ille-et-Vilaine. — Dans la circonscription du conseil de prud'hommes de Rennes, légère reprise du travail sur le trimestre précédent, particulièrement sensible dans les professions du bâtiment, sauf la menuiserie. La proportion des ouvriers en chômage est évaluée à 20 p. 100 chez les *menuisiers*, 10 p. 100 chez les *boulangers*. Nombreux chômeurs dans la *métallurgie*, la *sellerie* et *bourellerie*. Les *tanneurs* et les ouvriers du bâtiment sont, en général, assez bien occupés. Aucun changement dans la durée du travail, le taux des salaires et les prix de façons.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Fougères, la situation, après avoir été satisfaisante, semble moins favorable depuis quelques semaines. Aucun changement dans le nombre des établissements et dans le chiffre du personnel occupé.

Indre. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHÂTEAUROUX. — La fabrique de *draps* ne paraît pas avoir été touchée par la crise qui pèse sur les industries de la région depuis la fin de 1900. La *tannerie* a sa production de plus en plus réduite, par suite des méthodes nouvelles de tannage, qui fournissent à meilleur marché. La fabrication des *machines agricoles* a ralenti sa production, par suite du défaut d'écoulement. Dans la *porcelainerie*, le ralentissement de la fabrication a été moins appréciable que dans certains centres de fabrication plus importants. La *minoterie* travaille avec un bénéfice de plus en plus restreint.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE. — Au cours de l'année 1901, sauf la compagnie de Fives-Lille, les *ateliers de construction* ont dû réduire le nombre de leurs ouvriers et la durée de la journée de travail, pour diminuer leur production de près de moitié. Même situation pour les *fonderies de fer et de cuivre*. L'industrie des *constructions métalliques* et la *serrurerie* ont pu, pendant le premier semestre, occuper un personnel restreint; pendant le second trimestre, elles ont dû diminuer leur personnel et réduire le nombre des heures de travail. On peut estimer que la production de l'année 1901 n'a été que la moitié de la production moyenne des années 1885 à 1898, et le tiers seulement de celle des années 1899 et 1900.

La *filature de coton* de Lille, qui comprend 1 million de broches à filer et 300,000 broches à retordre, n'a pas été favorisée, et les stocks de filés, assez réduits au 1^{er} janvier 1901, ont été toujours en s'accroissant.

La *retorderie de coton* n'a pas, d'une façon générale, donné les résultats satisfaisants de l'année 1900. La *teinture des fils* s'est naturellement ressentie du ralentissement général de la production de la filature.

La situation n'a pas été plus favorable pour la *filature de lin*. La hausse qui s'était produite, en 1900, sur les lins russes, qui entrent aujourd'hui pour 90 p. 100 dans l'alimentation de la filature française, a encore augmenté, en 1900, de 35 à 40 p. 100. Pour empêcher l'avisement des stocks, on décida de réduire la production du sixième. Cette mesure, adoptée par 400,000 broches, fut insuffisante pour soutenir les cours, qui fléchirent aux mois de mai et juin, entraînant la fermeture définitive de trois ou quatre établissements. L'industrie des *fils retors* a eu à subir des chômages partiels à différentes reprises. Pour le *tissage de toile*, les affaires ont manqué d'activité, d'où des chômages partiels. La *teinturerie de toile*, a vu son chiffre décroître dans la même proportion que celle du tissage. Il en a été de même pour le *crémage et blanchiment*.

La *grande industrie chimique* a été assez favorisée pour la vente des petits produits, chlorures et sulfates; mais elle a été fortement compromise par la mévente du produit principal, l'acide, qui sert de base à la plupart des autres fabrications. Pour la *sucrerie*, en général, l'année 1901 a été peu satisfaisante, par suite de la baisse des prix de vente. La situation ne s'est pas améliorée pour la *distillerie*, qui a dû réduire sa production de 40 p. 100. La *brasserie*, dont la prospérité est liée à celle des autres industries, a dû diminuer sa production d'une façon très sensible. L'*imprimerie* a vu ses commandes très réduites, surtout en étiquettes et chromos.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ARMENTIÈRES. — La *filature de lin* a eu à supporter une année des plus malheureuses. A partir du premier mois, la production a été réduite d'un sixième. Cette diminution a été encore plus forte pendant les derniers mois de l'année. La *filature de coton* a eu une production normale, et l'abaissement du prix des filés, plus rapide que celui de la matière, a diminué les bénéfices. L'augmentation du coton brut a amené une vive reprise sur les filés, et actuellement la situation est satisfaisante; il y a des ordres, pas de stock, et tous les ouvriers sont occupés. Dans le *tissage de toile*, on évalue à 25 p. 100 la diminution de la production; cependant, la fin de l'année a semblé amener une légère amélioration dans la situation du tissage. L'abaissement du prix des alcools a entraîné une réduction très considérable de la production de la *distillerie*. La *meunerie* a vu aussi réduire sa production, avec des prix peu rémunérateurs. La concurrence du vin et la crise industrielle ont restreint le travail de la *brasserie*. La *briqueterie* a souffert du ralentissement des affaires et n'a pu écouler ses stocks. Dans la *construction mécanique* et la *chaudronnerie*, le ralentissement signalé pour les derniers mois de 1900 s'est encore accentué, et le chômage, fin 1901, peut être évalué à 30 p. 100.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Valenciennes, la situation reste sans changement sur le trimestre précédent. Dans la plupart des établissements, pour éviter le renvoi du personnel le travail a été réduit de 4 à 5 jours par semaine. Le taux des salaires est resté sans changement; la durée moyenne du travail est de dix heures par jour.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes d'Halluin, la situation générale de l'industrie a été assez satisfaisante; aucune variation n'est signalée dans le nombre des établissements, le personnel occupé, le taux des salaires et la durée du travail.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif que l'an dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Thoiry, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*, travail assez actif chez ceux de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Laon, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *typographes*. A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les garçons *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers *nouveurs*; de même, chez les *piqueurs de cartons*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux des *mouleurs*; 60 p. 100 de chômeurs 78 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; travail actif, 60 heures, chez les *peintres*.

A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Michel, travail moins actif, 50 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de changement chez les *mouleurs*. A Chauny, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Origny-en-Thiérache, 16 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *vanniers*.

Allier. — A Moulins, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif chez les *typographes*. A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*.

A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même et 72 heures chez ceux de Saint-Ennemond; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Doyet, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; travail satisfaisant chez ceux de Saint-Hilaire. A Sainte-Yorre, pas de changement chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de changement chez les *vermicelliers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *fumistes-tôliers*; un quart de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; un quart de chômeurs environ chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Cannes, pas de changement, travail plus abondant, chez les *cuisiniers*; travail actif chez les *couturières*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail peu abondant chez les *peintres*. A Menton, pas de changement 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 6 p. 100 de chômeurs, ralentissement du travail chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; travail un peu plus abondant chez les *ferblantiers-zingueurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Aubenas, travail satisfaisant chez les *plâtriers* et *peintres*. A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Charleville, travail actif chez les *métallurgistes*. A Sedan, pas de changement, 62 à 70 heures, chez les *métallurgistes*. A Francheval, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; de même chez les *tisseurs* de Pourru-aux-Bois et de Floing.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*. A Haybes, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers*. A Bourg-Fidèle, pas de changement, 72 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux des Vieilles-Forges de Mazures. A Neufmanil, pas de chômeurs, travail actif, chez les *forgerons d'écrans*. A Deville, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez ceux de Vivier-au-Court; pas de chômeurs chez ceux de Monthermé, Laval-Dieu et de Vrinne-aux-Bois.

Ariège. — A Lavelanet, pas de chômeurs, chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, travail assez satisfaisant, pour la fantaisie et les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *filateurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en fonte*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *coiffeurs*.

A Aix-en-Othe, travail moins actif que l'an dernier, quelque peu de chômage chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tonneliers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Carcassonne, 27 p. 100 de chômeurs, 77 heures par semaine, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 112 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; travail peu actif chez les *charpentiers*; 25 p. 100 chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*.

A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *textiles*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *peignes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 18 p. 100 de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; travail peu satisfaisant chez les employés d'*hôtels* et *restaurants*. Pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les *conducteurs-imprimeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*. 60 p. 100 de chômeurs chez les *corroyeurs*. Pas de chômeurs, 70 heures, travail actif chez les ouvriers de la *tente*; pas de changement chez les *tailleuses*; pas de chômage, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses*; pas de changement chez les *forgerons*; 14 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *modeleurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *tôliers-fumistes*.

8 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons limousinant*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *carreleurs*; moitié de chômeurs, 45 heures, chez les *paveurs* et *damiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres-décorateurs*; pas de changement chez les *tuyaux-céramistes*. Pas de changement chez les *représentants* et *placiers du commerce*; de même, chez les *sténographes* et chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les ouvriers des *ports* et *docks*; trois quarts de chômeurs chez les ouvriers des *ports* et *quais*; moitié de chômeurs chez les patrons *borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *charretiers-camionneurs*, les employés de *tramways*, les *cochers de fiacre*. Nombreux chômeurs chez les *artistes musiciens*. A Aix, 12 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *chapeliers-fourneurs*.

A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *peintres*. A Salon, pas de changement chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *potiers*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Châteaurenard, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; travail satisfaisant chez ceux de Martigues. A Saint-Savournin, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau; pas de chômeurs, travail régulier chez ceux de Gardonne. A Fontvieille, 9 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 22 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*, *menuisiers* et ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Lisieux, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *liniers* et *lainiers*. A Honfleur, moitié de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers* et *usines de bois*. A Guibray, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs de pierre*, *couvriers*, *zingeurs*, *charpentiers*, *cimentiers* et *paveurs*; travail maintenu chez les *serruriers*; reprise chez les *peintres* et *plâtriers*, travail actif chez les *imprimeurs lithographes*; assez satisfaisant chez les *ébénistes*, *sabotiers*, *galochiers*, *cordonniers*, *briquetiers* *chaufourniers*; satisfaisant chez les ouvriers en *parapluies*.

Charente. — A Angoulême, nombreux chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs

travail plus actif chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs et imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 1/4 p. 100 de chômeurs, 105 à 45 heures par semaine, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, situation assez satisfaisante chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A la Rochelle, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; travail actif chez les *peintres*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*.

A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Marennnes, pas de changement chez les *ouvriers de la glacière*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; travail plus actif que l'an dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail un peu plus actif chez les *ouvriers en essieux*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; légère amélioration chez les *travailleurs sur métaux*. Un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 9 p. 100 de chômeurs; 55 à 60 heures, chez les *employés*. A Vierzon, un tiers de chômeurs chez les *journaliers*.

A Saint-Amand, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*; pas de changement chez ceux de Jussy-le-Chaudrier.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Jussy-le-Chaudrier, d'Aprémont, Cuffy, la Chapelle-Hugon; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; pas de changement chez ceux de Vallenay et de Sancoins. A Neuvy-le-Barrois, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de changement chez ceux de la Guerche.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif que l'an dernier chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

Corse. — A Ajaccio, travail plus actif, 54 heures par semaine, chez les *typographes*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, travail abondant, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs doreurs maroquiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Lavaveix-les-Mines, 2 p. 100 de chômeurs environ, 72 heures par semaine, travail assez satisfaisant chez les *mineurs*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

Au Bugue, morte-saison chez les *chapeliers-appropriers*.

Doubs. — A Besançon, moins de 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez

les *typographes*; travail plus actif chez les *papetiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers-plombiers*. A Montbéliard, pas de changement chez les ouvriers en *bâtiment*. A Seloncourt, travail moins actif chez les *horlogers*, pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Sainte-Suzanne.

A Audincourt, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de changement chez les *métallurgistes*, reprise du travail chez les ouvriers en *automobiles*. A Valentigney, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*, pas de changement chez ceux de Beaulieu. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *filateurs*; situation normale, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 67 heures chez les *scieurs de bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Romans, 24 p. 100 de chômeurs, 55 heures chez les ouvriers *cherriers et maroquinières*. A Die, pas de chômeurs, 60 à 63 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 40 heures, travail actif chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Bourg-de-Péage, pas de changement chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*. A Dreux, travail moins actif que le mois dernier chez les *cordonniers*.

Finistère. — A Brest, 18 p. 100 chômeurs, 90 heures par semaine, travail normal chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, chez les *démolisateurs de navires*; deux tiers de chômeurs chez les *déchargeurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers*.

A Guilvinec, légère reprise chez les *pêcheurs*. A Morlaix, travail actif chez les *cordiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*; de même chez ceux de Concarneau. A Lagonna-Daoulas, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Gard. — A Nîmes, 27 p. 100 de chômeurs, chez les *confiseurs et pâtisseries*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *sculpteurs*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Sauve, travail moins abondant chez les *bonnetiers*; pas de changement chez les ouvriers en *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 70 heures par semaine, travail abondant chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*, pas de changement chez les *trépointeurs*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

Gironde. — A Bordeaux, 20 p. 100 de chômeurs, 112 heures par semaine, chez les *pâtisseries-glacières*; légère amélioration chez les *cuisiniers*. Travail satisfaisant 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs 60 heures chez les *papetiers-relieurs*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes et billardiers*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *vanniers*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de la *bijouterie* et de l'*horlogerie*.

Pas de changement chez les *tailleurs de pierre ravauteurs* et chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; un quart de chômeurs chez les *déménageurs et emballeurs*; pas de changement chez les *charbonniers-sacquières du port*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers du port*; pas de changement chez les *gabariers-leteurs du port*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs-marins*. A Daignac, travail satisfaisant chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement chez les *jardiniers-fleuristes*; 28 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *mancœuvres et hommes de peine*.

A Narbonne, moitié de chômeurs chez les *ouvriers cultivateurs*. A Béziers, pas de changement chez les *tailleurs*. A Mèze, pas de changement chez les *pêcheurs*; nombreux chômeurs, chez les *ouvriers agriculteurs*. A Vic-les-Étangs, pas de changement chez les *agriculteurs-vigne-rons*. A Graissessac, 18 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *mineurs*. A Agde, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers des industries du cuir*; pas de changement chez les *chapeliers-appropriateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers et scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*;

A Fougères, 4 p. 100 de chômeurs, 38 heures seulement par semaine chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; travail actif chez les *peintres*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Bruz, pas de changement, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Laignelet, pas de chômeurs chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail actif, 63 heures chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures chez les *ouvriers en draps*. Au Poinçonnet, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons et carriers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *coupeurs et brôcheurs en chaussures*; travail assez actif chez les *ébénistes*. A Châteaurault, 2 p. 100 de chômeurs environ, 66 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; travail actif, pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

Isère. — A Grenoble, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *imprimeurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ponceurs et doleurs de peaux*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; pas de changement chez les *artistes musiciens*.

A Bourgoin, travail toujours peu actif chez les *mécaniciens*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Bouvesse-Quirien, 15 p. 100 de chômeurs chez les *carriers-chaufourniers*. A Izeaux, reprise du travail chez les *cordonniers*. A Gières, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gantiers*. A Porcieu-Amblagnieu, pas de changement chez les *tailleurs de pierres et carriers*; pas de chômeurs chez ceux de *Parmilieu*; nombreux chômeurs chez ceux de *Moutalieu-Vercieu*.

Jura. — A Dôle, travail très actif, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 77 heures, chez

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*, les *employés de commerce*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement, 95 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *trapiers-boyaudiers*; moins de 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 70 à 72 heures chez les *selliers-bourreliers*; pas de changement chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *armuriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *aigiseurs et polisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; moins de 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *voyageurs de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*; pas de chômeurs, 95 heures, chez les *employés de commerce*.

A Roanne, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *typographes*; 1 p. 100 de chô-

meurs, 60 heures chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *sabotiers-galochiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fonte et cuivre*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 22 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-peintres*; travail assez actif chez les *tourneurs en poterie*; 14 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *batellerie*. A la *Gresle*, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux des *Barques* et de *Saint-Just-sur-Loire*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Saint-Rambert*.

A *Saint-Jean-Bonnefonds*, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de la *Talaudière*, de même chez ceux de *Villars*. A *Saint-Genest-Lerpt*, travail actif chez les *chefs d'atelier passementiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*. Pas de chômeurs, 60 heures chez les *passementiers* de *Terrenoire*. A *Régny*, pas de chômeurs, chez les ouvriers de la *teinture*.

A *Firminy*, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures en moyenne chez les *métallurgistes*; situation toujours peu satisfaisante chez ceux de *Saint-Chamond*. A *Chazelle-sur-Lyon*, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*; de même chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A *Sail-sur-Couzan*, travail actif chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au *Puy*, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A *Sainte-Florine*, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs de terre*. A *Vergongheon*, pas de changement chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A *Nantes*, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, travail satisfaisant chez les *écrivains-graveurs-lithographes*; pas de changement chez les *charpentiers de navires*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *vanniers*; plus de moitié de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *granitiers*. A *Saint-Nazaire*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*.

Loiret. — A *Orléans*, 20 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures par semaine chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, chez les *maçons*; un quart de chômeurs chez les *couvreurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *plâtriers*; A *Gien*, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de *Thou* et de *Faverolles*, travail assez satisfaisant chez ceux de *Chevilly*. chômage général chez ceux d'*Ozouer-sur-Trezé*. A *Montargis*, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Lot. — A *Cahors*, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *peintres en tapissiers*. A *Souillac*, pas de chômeurs, travail actif chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A *Agen*, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 119 heures par semaine chez les *limonadiers*; pas de changement chez les *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; de même et 60 heures chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs 66 heures, chez les *sabotiers* et *galochiers*; pas de changement, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres*; pas de chômeurs, chez les *plâtriers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *céramistes*.

A *Villeneuve-sur-Lot*, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*. A *Casteljaloux*, pas de chômeurs chez les *hommes de peine*; à *Lavardac*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A *Angers*, travail toujours peu actif chez les *cordiers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *mécaniciens-ajusteurs*; pas de chômeurs, 32 heures chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les employés de *commerce*.

A *Saumur*, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; travail actif chez les *carrossiers*-

menuisiers-charrons; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Cholet, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *menuisiers*.

A la Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Séguinière; Gerté, Saint-Léger, Saint-Philibert-en-Mauges; pas de changement chez ceux de Trémentines.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 63 à 66 heures par semaine, chez les *ébénistes-menuisiers*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *typographes*. A Reims, pas de changement chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *steinturiers et apprêteurs* (grève partielle); pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 61 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, pas de changement chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail peu actif chez les *gantiers*. A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; reprise du travail, pas de chômeurs, chez les ouvriers en *chaussures*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cotonniers*; reprise du travail chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 65 à 70 heures par semaine, chez les *tailleurs*; travail très satisfaisant chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres ravaleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons de magasin livreurs*.

A Chavigny, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gobbbranches, Ludres, Bouxières-aux-Dames, Bouxières-aux-Chênes, Frouard, Jœuf et Hautcourt.

Meuse. — A Lérrouville, travail toujours actif, 72 heures par semaine, pas de chômeurs chez les *carriers-terrassiers*; la main-d'œuvre fait toujours défaut. A Vaucouleurs, pas de changement chez les *mouleurs*. A Cousances-aux-Forges, travail actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, 8 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Sauzon, 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ferblantiers-botliers*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, travail actif chez les *sabotiers*; 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de la Charité; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier. A Guérigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Perroy, Arquian, Saint-Verain, Menestreau, la Chapelle-Saint-André, Séchamps, Menon at Trois-Vesvres; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Amand, Entrains, Ciez et Billy-sur-Oisy.

Nord. — A Lille, moins de 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, par semaine, chez les *confiseurs et chocolatiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 59 à 62 heures, chez les *lithographes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *tapissiers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers sur *métaux*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-poêliers*; pas de changement chez les *commissionnaires publics*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs environ, 63 heures, chez les *tordeurs d'huiles*, pas de changement chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *plafonneurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *port*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typo-lithographes*. A Roubaix, travail assez actif chez les ouvriers *textiles*; de même chez les *tisserands*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; légère reprise chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *emballeurs*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, pas de changement, 64 heures par semaine, chez les *tricurs de laine*; de même chez les *filateurs de coton*; travail assez satisfaisant pas de changement chez les *tisserands*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers* en grosse maquette; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. Travail moins actif chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert; de même chez ceux du Cateau, légère amélioration chez les *tisserands* de Linselles; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Haspres; nombreux chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies.

A Armentières, travail actif chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez ceux d'Houplines, de Wignehies; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet. A Comines, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvrières *rubaniers*. A Marly, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Gomegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Felleries, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tourneurs sur bois*. A Onnaing, pas de changement chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux d'Hautmont, de même et 50 heures, chez ceux de Maubeuge; pas de changement chez ceux de Cambrai. A Croix, 16 p. 100 de chômeurs, 60 à 68 heures, chez les *mouleurs*. A Aniche, pas de changement chez les *verriers*; de même chez ceux de Louches et de Fresnes.

Oise. — A Beauvais, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un quart de chômeurs chez les *menuisiers*. A Montataire, pas de changement chez les *mouleurs sur métaux*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. A Crépy, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Cressonsacq, pas de chômeurs, reprise du travail chez les ouvriers *agricoles*. A Hermes, travail actif, 60 à 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Méru, travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *boutonniers en os*. A Tracy-le-Mont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Béthisy-Saint-Pierre.

Orne. — A Alençon, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Flers, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs* en métaux.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtissiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs environ, 52 heures, chez les *tullistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Boulogne-sur-Mer, travail actif, 60 heures, chez les *cordonniers-tanneurs-corroyeurs*. A Montreuil-sur-Mer, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Marquise, travail moins actif chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 28 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus abondant que le mois dernier chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement chez les ouvriers *caoutchoutiers*; 3 p. 100 de chômeurs *menuisiers*.

A Messeix, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Thiers, pas de changement chez les *forgerons en coutellerie*; pas de changement chez les *monteurs en coutellerie*; travail très actif, chez les *monteurs en ciseaux*; 7 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *émouleurs polisseurs de ciseaux*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, travail actif, 60 heures par semaine, chez les *typographes*;

pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Bayonne, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *tapisiers*; pas de chômeurs, 69 à 72 heures, chez les ouvriers du bâtiment. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mécaniciens* pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. De même et 54 heures, chez les *marbriers polisseurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de changement chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement, 65 heures, chez les *maréchaux ferrants*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Canohès, 75 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; nombreux chômeurs chez les *travailleurs agricoles de Clairac*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Héricourt, 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 65 heures, chez ceux de Giromagny.

Rhône. — A Lyon, un tiers de chômeurs, 98 heures par semaine; légère reprise du travail chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chocolatiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les employés de *cafés-restaurants*.

3 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures par semaine, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; de même chez les *imprimeurs-conducteurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cartonniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cordonniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers du cousu-main*. Un tiers de chômeurs environ chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *baquetteurs et plieuses*; pas de changement chez les ouvriers de la *soierie*; travail moins actif que le mois dernier chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers en fantaisie*. Pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*.

15 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en sièges*; travail moins actif chez les *sculpteurs-mouleuriers du meuble*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repousseurs sur métaux*; pas de changement chez les *litiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *bronziers*. Pas de changement chez les *dessinateurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *hommes de peine*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*.

A Villefranche, travail peu actif, 33 heures seulement par semaine, chez les *filateurs*. Travail satisfaisant chez les *tisseurs* de Thizy; de même et 63 heures en moyenne chez ceux de Bourg-du-Thizy. A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs et boucheurs sur cristaux*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail actif chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 85 heures, chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de changement chez les ouvriers en *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *sparterie et vannerie*; pas de changement chez les *mouleurs*.

A Creusot, travail actif, pas de chômeurs, 60 heures en moyenne chez les *métallurgistes*. A Perrecy-les-Forges, pas de changement chez les *mineurs*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *piqueurs de grès*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les

carriers. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Épinac, pas de chômeurs chez les *verriers*. A Montceau-les-Mines, pas de changement chez les *bateliers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; travail plus actif chez les *maçons*; pas de changement chez les *couvreur*s; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Château-du-Loir, travail actif, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*. A Arvillard, travail très satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, travail un peu plus actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Thonon, travail abondant, 60 heures, chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, pas de changement chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures par semaine, chez les *biscuitiers en pain d'épices*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 30 p. 100 de chômeurs, 78 à 79 heures chez les *ouvriers en salaisons*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charcutiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail un peu moins abondant que le mois dernier chez les *employés de l'alimentation*.

Travail un peu plus abondant 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; de même et 3 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs et conducteurs*; de même et 14 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes (Union)*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *graineurs-lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; pas de changement chez les *graveurs sur bois* pour l'illustration; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coloristes-enlumineurs*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *opérateurs-bitumiers de la photogravure*; 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *doreurs sur cuirs et papiers*.

Pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir*; moitié de chômeurs chez les *mégissiers*; travail actif chez les *mégissiers du mouton*; 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *chevreau glacé*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *talons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs en chaussures*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *selliers-harnacheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; pas de changement chez les *apprêteurs en pelleterie*; situation toujours peu satisfaisante chez les *gantiers*.

Travail assez actif, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 4 p. 100 de chômeurs, 36 heures seulement, chez les *passementiers à la main*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers-dégrossiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; un tiers de chômeurs, morte-saison chez les *casquettiers*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières *tailleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; ralentissement du travail chez les ouvriers de *l'habillement*; pas de chômage, travail actif chez les *couturières*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoirs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *couleurs et garçons de lavoir*.

8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de changement chez les *scieurs de long*; 20 p. 100 chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes en photographie*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en procédés (billard)*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *coffretiers*; travail satisfaisant chez les *souffletiers*. Travail

plus actif, 58 heures, chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*; un quart de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *métallurgie*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de service et contremaitres des industries métallurgiques*, nombreux chômeurs chez les *polisseurs sur métaux*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *bronziers-galvaniseurs*; pas de changement chez les *trombonistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *comptoirs d'étain*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers* en argent; moitié de chômeurs chez les ouvriers de la *bijouterie dorée*; pas de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *opticiens*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *diamantaires*.

8 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *bitumiers-asphalteurs*; moitié de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de changement chez les *sculpteurs statuaires*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres de la Seine*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en décors* (bois et marbre). 7 p. 100 de chômeurs, chez les *boucheurs à l'émeri*.

Un peu plus de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*; 20 p. 100 de chômeurs environ chez les *placiers en fleurs et plumes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants du commerce*; pas de changement chez les *employés des bureaux de placement autorisés*, chez les *représentants et employés de la bijouterie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de chômeurs chez les *dames employées aux écritures*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes* (Alliance); 9 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes et dactylographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *femmes sténographes*.

Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*, pas de changement chez les *travailleurs et employés des bateaux-parisiens*, chez les *employés des tramways* et chez les *camionneurs*, 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *gens de maison*.

Moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *artistes-musiciens*. A Vitry, pas de chômeurs; 72 heures par semaine, travail actif chez les ouvriers de la *terre*. A Courbevoie, travail satisfaisant chez les *blanchisseuses*. A Boulogne pas de changement chez les *terrassiers-mineurs et puisatiers*; A Bondy, travail plus actif chez les ouvriers du *bâtiment*; A Gentilly, travail actif chez les *travailleurs du chiffon*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de changement chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière*; un tiers de chômeurs, 55 heures, chez les *charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; pas de changement chez les *journaliers du port*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens du port*; un tiers de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *huiliers-pétroliers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; un quart de chômeurs environ chez les *charpentiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers-formeurs*; 7 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *modeleurs pour fonderies*; 46 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers sur fer*; moitié de chômeurs chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *granitiers*; travail actif chez les *maçons-plâtriers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; travail actif chez les *journaliers des docks et entrepôts*; deux tiers de chômeurs chez les *journaliers du port*; moitié de chômeurs chez les *charbonniers-déchargeurs*.

A Bolbec, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *cotonniers*; travail satisfaisant chez ceux de Lillebonne. A Arques, pas de chômeurs chez les *menuisiers à la mécanique*. A Saint-Nicolas-d'Aliéumont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail actif, 60 à 63 heures, chez les *typographes*. A

Lagny, 66 à 72 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Souppes, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre. A Bécard, pas de chômeurs chez les maçons.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures par semaine, chez les typographes; pas de changement chez les ouvriers *maréchaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les serruriers-mécaniciens; 45 p. 100 de chômeurs chez les maçons et tailleurs de pierre.

A Saint-Germain, pas de chômeurs, chez les typographes; pas de chômeurs, 63 heures, chez les menuisiers; A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 63 heures, chez les moulleurs en métaux; A Bonnières, pas de chômeurs, 70 heures, chez les raffineurs de pétrole.

A Essonne, pas de changement chez les chapeliers; pas de changement, 66 heures, chez les moulleurs en métaux et les chauffeurs-mécaniciens. A Chaville, pas de chômeurs, 65 à 72 heures, chez les blanchisseurs. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers; de même et 60 à 72 heures chez ceux de Méry-sur-Oise. A Argenteuil, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes. A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment; de même chez ceux de Saint-Leu.

Sèvres (Deux-). — A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes. A la Rampierre de Saint-Louis pas de chômeurs, 66 heures, chez les mineurs.

Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes; pas de changement chez les lithographes; pas de changement chez les ouvriers en chaussures; travail actif chez les teinturiers; un tiers de chômeurs, 54 heures, chez les moulleurs en fer; pas de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs.

A Abbeville, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 2 p. 100 de chômeurs chez les chapeliers-appropriers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Castres, pas de changement chez les tourneurs sur bois; pas de chômeurs chez les menuisiers-ébénistes 16 p. 100 de chômeurs chez les métallurgistes.

A Carmaux, pas de changement chez les mineurs; 40 p. 100 de chômeurs chez les verriers. A la Bastide-Rouairoux, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie lainière. Au Garric, pas de chômeurs chez les mineurs. A Graulhet, 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers moutonniers.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les menuisiers-ébénistes; pas de chômeurs chez les menuisiers en bâtiment; pas de changement chez les plâtriers. A Castelsarrazin, pas de changement chez les métallurgistes. A Septfonds, travail moins actif chez les ouvriers en chapeaux de paille.

Var. — A Toulon, 8 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, travail très actif chez les typographes, pas de chômeurs chez les voiliers; pas de chômeurs chez les tailleurs de pierres et maçons; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce. A Barge-mon, pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 68 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 heures, chez les tanneurs-corroyeurs; pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures.

A Cavaillon, pas de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur cuir. A Ménerbes, pas de chômeurs, 50 heures, chez les carriers. A Valréas, pas de chômeurs, 66 heures, chez les maçons.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons. Aux Sables-d'Olonne, situation peu satisfaisante pour les marins-pêcheurs.

A Faymoreau, pas de changement, chez les mineurs. Aux Épesses, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les tisserands; travail plus abondant que le mois dernier chez ceux des Épesses; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Evrunes.

Vienne. — A Poitiers, 20 p. 100 de chômeurs chez les charpentiers; 17 p. 100 de chômeurs, chez les tailleurs de pierre.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 5 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures par semaine chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif chez les *imprimeurs lithographes*; pas de changement, travail satisfaisant chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de changement chez les *ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 36 à 42 heures, chez les *sabotiers*; pas de changement chez les *maréchaux ferrants*; 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *mécaniciens*; 16 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-plafonneurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*; plus de moitié, 60 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaines* et les *peintres en porcelaine*; pas de chômeurs chez les employés de *tramways*; pas de changement chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les élèves en *pharmacie*.

A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Junien, pas de changement chez les *papetiers*; reprise du travail, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Remiremont, pas de chômeurs chez les *typographes* et *lithographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Dié, 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Lifflot-le-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*. A Sens, pas de changement, 63 heures, chez les *brossiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Pas de chômeurs chez les *forestiers* et *agriculteurs* de Saint-Fargeau, Saint-Martin-des-Champs, Treigny et Septfonds; pas de changement chez ceux de Courson; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; 32 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fontenailles-sur-Andryes.

Algérie. — A Alger, pas de changement, 72 à 80 heures par semaine, chez les *cuisiniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de changement chez les *selliers-bourrelliers*; pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *lièges*. Nombreux chômeurs chez les *plâtriers*; de même chez les *peintres et tapissiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 69 heures, chez les employés en *quincaillerie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce*; un tiers de chômeurs chez les *cochers de fiacre*.

A Oran, travail plus actif que la moitié, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; moitié de chômeurs chez les *bateliers du port*.

A Constantine, moitié de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 1^{ER} TRIMESTRE 1902.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	258	209	85	15	148	191	77	16	265	298	104	52
— (II ^e —)...	906	901	565	9	1,132	1,134	708	"	1,715	1,750	1,118	"
— (IV ^e —)...	451	422	399	13	426	384	348	6	479	464	415	9
— (V ^e —)...	114	166	108	14	107	159	106	8	127	230	110	4
— (VI ^e —)...	591	506	286	186	403	517	247	262	494	783	281	456
— (IX ^e —)...	184	130	47	29	207	349	106	"	303	556	118	70
— (XII ^e —)...	147	103	79	6	135	92	71	"	129	111	93	"
— (XIII ^e —)...	434	391	292	"	338	351	239	"	381	453	255	"
— (XIV ^e —)...	274	249	123	1	262	217	131	"	268	262	131	3
— (XV ^e —)...	334	208	201	7	237	206	202	4	203	281	269	7
— (XVII ^e —)...	480	596	299	13	467	586	277	14	480	570	289	9
— (XIX ^e —)...	643	354	264	22	573	334	248	13	604	397	258	31
— (XX ^e —)...	264	220	147	10	195	257	138	"	165	284	156	"
— (refuges municipaux).....	(1)	(1)	109	125	(1)	(1)	92	173	(1)	(1)	77	274
Levallois-Perret.....	132	116	116	"	174	120	116	"	200	181	174	"
Bordeaux.....	172	23	12	11	98	30	13	10	"	"	"	"
Brest.....	63	15	17	"	"	"	"	"	54	22	24	"
Charleville.....	16	15	7	"	29	12	3	"	26	25	2	"
Douai.....	9	15	"	"	10	15	"	"	15	17	"	"
Épinal.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Puy (Le).....	8	7	6	"	6	5	5	"	13	4	3	"
Lille.....	1	"	"	2	"	"	"	"	3	"	"	"
Lisieux.....	125	114	60	3	144	92	55	3	159	117	68	2
Lyon.....	160	138	45	"	113	136	53	1	106	157	55	1
Montpellier.....	"	"	"	"	8	5	4	"	6	3	2	"
Nancy.....	49	29	7	"	47	26	14	"	"	"	"	"
Orléans.....	2	1	1	"	4	2	2	"	5	4	4	"
Reims.....	46	54	"	"	25	51	"	"	45	80	"	"
Saint-Dié.....	36	39	20	3	32	30	17	3	"	"	"	"
Sens.....	32	10	7	"	33	15	12	"	"	"	"	"
Versailles.....	5	3	3	1	4	5	3	"	"	"	"	"
Vienne (Isère).....	32	10	"	"	10	7	6	"	13	14	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (1^{er} TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.			a demeure	en extra.
Agen.....	"	"	"	"	58	12	1	"	"	"	"	"
Aix.....	78	32	32	"	80	30	30	"	79	40	35	"
Amiens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	178	50	50	8
Angers.....	129	37	36	"	140	40	40	"	214	98	98	"
Belfort.....	98	85	57	"	77	57	41	"	123	88	68	"
Bordeaux.....	240	76	24	52	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	69	53	47	"	"	"	"	"	71	61	49	42
Bourges.....	664	204	182	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	"	"	"	"	"	"	"	"	306	218	180	"
Chalon-sur-Saône.....	254	52	33	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	40	47	7	"	11	60	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	"	"	"	"	"	"	"	"	83	39	29	"
Narbonne.....	524	205	4	201	"	"	"	"	469	188	22	164
Nîmes.....	126	28	28	98	89	44	44	45	88	51	46	42
Orléans.....	114	58	26	"	117	88	35	"	130	131	58	"
Poitiers.....	31	17	9	2	28	16	6	7	36	21	14	5
Roanne.....	23	7	3	2	36	6	"	1	18	4	"	4
Romans.....	136	57	28	"	104	54	48	"	"	"	"	"
Rouen.....	"	"	"	"	327	238	115	66	327	350	167	56
Saumur.....	26	19	14	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	292	126	96	27	202	106	95	11	271	171	104	15
Tours.....	289	102	98	"	258	99	82	"	"	"	"	"
Valence.....	225	82	34	"	198	106	59	"	"	"	"	"
Versailles.....	27	9	8	"	16	4	3	1	"	"	"	"
Vierzon-ville.....	64	33	18	13	64	38	23	15	50	55	21	25
Alger.....	498	353	271	179	443	375	263	191	455	361	261	294
Mustapha.....	28	18	"	"	157	88	"	"	62	42	"	"

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (1^{er} TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.			FÉVRIER.			MARS.		
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS
				a demeure. ou en extra.			a demeure. ou en extra.			a demeure. ou en extra.
Bordeaux.....	Bijouterie.....	"	"	"	3	1	"	1	"	"
Grenoble.....	Bijouterie et horlogerie.	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	"
Le Havre.....	Épicerie.....	20	23	20	"	"	"	7	3	4
Isle-Adam (S.-O.)	Boucherie et charcuterie.	13	9	9	1	9	8	6	12	11
Le Mans.....	Épicerie.....	34	12	10	"	24	14	8	36	10
Lyon.....	Horticulteurs.....	3	"	"	3	2	2	"	2	1
Id.....	Articles de voyages.....	3	2	1	"	1	"	"	"	1
Mâcon.....	Pharmacie.....	2	2	"	5	6	3	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	18	23	18	"	13	16	16	17	16
Nîmes.....	Horticulteurs.....	"	"	"	"	1	"	"	"	"
Orléans.....	Ameublement.....	"	"	"	3	3	"	"	"	"
Paris.....	Papier et industries qui le transforment.....	60	36	24	"	64	44	35	"	69
Id.....	Marchands et papetiers de France.....	"	"	"	"	"	"	"	15	3
Id.....	Magnétiseurs et masseurs	45	4	"	4	"	"	"	(1)	(1)
Id.....	Gérants des débits de tabacs.	"	"	"	"	"	"	"	11	6
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	90	75	"	125	45	45	"	"	"
Id.....	Boulangerie de Paris.....	110	98	68	"	86	78	60	"	81
Id.....	Produits alimentaires.....	12	8	8	"	10	6	5	"	65
Id.....	Négociants commissionnaires.....	26	9	7	"	15	3	3	"	2
Id.....	Couteliers de Paris.....	41	37	34	"	34	29	27	"	38
Id.....	La Monnerie française.....	13	7	7	"	11	7	7	"	36
Id.....	Commerce et fabrication de quincaillerie.....	(1)	41	25	"	(1)	48	32	"	13
Id.....	Reliure.....	69	33	37	"	80	51	58	"	60
Id.....	Épiciers en détail.....	366	260	254	"	293	186	180	"	39
Id.....	Débits de vins et liquoristes.....	102	91	84	3	98	85	78	14	254
Id.....	Épicerie française.....	740	859	668	"	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de beurre et œufs.....	"	"	"	(1)	115	87	"	"	"
Id.....	Les usines d'électricité.....	"	"	"	"	"	"	"	6	3
Id.....	Pharmacie de France.....	15	19	7	"	"	"	"	14	18
Id.....	Doreurs, argentiers et nickeliers.....	"	"	"	26	2	1	1	"	9
Id.....	Teinture et nettoyage.....	94	106	58	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Association des pharmaciens.....	"	1	"	1	2	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	Bâtiment.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Germain-en-Laye.....	Industrie du bâtiment.....	42	2	"	2	55	24	1	22	200
Toulon.....	Boulangerie.....	40	25	12	20	"	"	"	32	18
Tours.....	Office du travail.....	116	71	62	"	97	59	56	"	11
Id.....	Charcuterie.....	38	32	27	"	19	22	15	"	23
Versailles.....	Coiffeurs.....	39	27	22	5	17	13	9	4	30

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.

(1^{er} TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Bordeaux.....	Jardiniers.....	5	7	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Agde.....	Ouvriers agricoles.....	452	40	"	86	"	"	"	"	"	"	"	"
Maisons-Alfort.....	Maraisiers.....	30	10	"	"	"	(1)	"	4	"	"	"	"
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	"	"	"	"	280	110	22	228
Idem.....	Idem.....	102	87	3	90	290	11	3	8	"	"	"	"
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Nice.....	Employés, restaurateurs, limonadiers, maîtres d'hôtel et similaires.....	273	138	70	63	158	104	58	46	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	"	"	"	"	18	4	4	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de brasserie.....	"	"	"	"	15	10	"	"	"	"	"	"
Cannes.....	Cuisiniers.....	55	24	"	"	"	"	"	"	7	6	"	5
Carcassonne.....	Id.....	6	(1)	"	4	4	4	"	11	6	1	"	3
Id.....	Limonadiers, restaurateurs.....	2	"	"	"	(1)	(1)	"	1	"	"	"	"
Narbonne.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	3	(1)	1	1	"	"	"	"
Marseille.....	Confiseurs et pâtisseries.....	34	5	4	16	37	3	2	8	47	14	3	8
Id.....	Boulangers.....	31	58	29	14	35	59	28	17	35	55	24	16
Angoulême.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	4	3	5
Rochefort-s-Mer.....	Id.....	10	25	4	21	8	24	2	22	7	16	2	14
Brest.....	Id.....	"	"	"	"	30	20	20	14	30	20	18	10
Bordeaux.....	Pâtisseries-glacières.....	30	17	17	12	42	26	21	60	42	15	5	10
Id.....	Garçons limonadiers et restaurateurs.....	70	53	10	43	(1)	(1)	14	118	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11	73
Montpellier.....	Boulangers.....	9	3	1	2	15	7	1	3	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	7	12	4	8	14	3	3	7	14	5	3	2
Béziers.....	Id.....	"	"	"	"	8	2	2	3	"	"	"	"
Saint-Nazaire.....	Boulangers.....	20	12	1	2	10	81	11	80	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	Id.....	"	"	"	"	20	5	6	8	27	4	4	"
Id.....	Tripriers.....	"	"	"	"	4	1	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Boulangers.....	15	2	6	65	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Boulangers et charcutiers.....	(1)	4	"	"	2	2	"	2	4	4	"	"
Id.....	Limonadiers.....	"	"	"	"	(1)	(1)	2	20	2	1	1	20
Lille.....	Confiseurs et chocolatiers.....	16	14	14	1	17	6	12	4	17	21	15	6
Bayonne.....	Boulangers.....	(1)	(1)	2	"	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand.....	Cuisiniers.....	11	2	1	15	11	5	1	21	11	2	1	23
Id.....	Garçons, limonadiers, restaurateurs, hôteliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	25	16	84
Perpignan.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	4	2	(1)	(1)	2	13	(1)	(1)	1	9
Id.....	Pâtisseries, confiseurs.....	1	1	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Paris.....	Limonadiers-restaurateurs et similaires.....	192	148	22	148	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Alsaciens-Lorrains, limonadiers, restaurateurs-hôteliers.....	60	40	15	40	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés d'hôtels.....	20	13	6	14	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Union des ouvriers limonadiers l'Espérance.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	20	300
Niort.....	Boulangers.....	(1)	3	3	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Albi.....	Id.....	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	1
Limoges.....	Cuisiniers et pâtisseries.....	8	4	1	41	6	4	3	38	4	6	3	"
Toulon.....	Boulangers.....	15	5	5	"	"	"	"	"	9	5	"	"
Oran.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	(1)	(1)	5	7	"	"	"	"
Constantine.....	Id.....	9	(1)	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	6	7

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Alger.....	Cuisiniers-Pâtisseries.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	"	"	"
Lyon.....	Chocolatiers et simil.....	1	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Employés de cafés. res-taurateurs, hôtels.....	80	10	10	20	60	48	12	36	40	35	30	90
Id.....	Confiseurs, pâtisseries, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	10	"	2
Paris.....	Boulangers (X ^{ie}).....	(1)	(1)	45	12	(1)	(1)	53	10	"	"	43	12
Id.....	Biscuitiers.....	22	11	"	36	"	"	"	"	17	6	"	21
Id.....	Pâtisseries.....	86	28	28	208	50	170	20	150	52	180	18	162
Id.....	Garçons de cuisine.....	79	49	7	42	70	177	8	177	51	64	9	64
Id.....	Cuisiniers.....	"	65	7	94	95	52	19	164	"	(1)	32	167
Id.....	Confiseurs.....	33	2	2	"	(1)	(1)	"	2	"	"	"	"
Id.....	Garçons laitiers en gros..	(1)	(1)	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de l'alimenta-tion.....	"	"	"	"	446	306	245	60	478	298	125	73
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Saint-Quentin.	Typographes.....	(1)	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Id.....	"	"	"	"	7	7	7	"	"	"	"	"
Marseille.....	Papetiers, relieurs et car-tonniers.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Conducteurs, imprimeurs et clicheurs.....	(1)	1	1	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Valence.....	Typographes.....	2	2	"	2	3	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Papetiers, relieurs et car-tonniers.....	65	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Typographes.....	10	7	7	"	22	12	4	8	"	"	"	"
Grenoble.....	Id.....	5	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Dôle.....	Id.....	5	2	"	2	1	1	"	1	2	1	0	1
Blois.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Saint-Nazaire..	Association typographique	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	4	"	4
Agen.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	"	2
Reims.....	Lithographes.....	2	2	2	"	2	1	1	"	"	1	"	"
Epernay.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Id.....	3	"	"	"	"	"	"	"	5	1	"	1
Châlons.....	Id.....	3	"	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Laval.....	Id.....	19	7	"	5	"	"	"	"	5	(1)	4	1
Lille.....	Lithographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	12	0	12
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	6	"	6
Pau.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	5	"	"	"	"	"	"
Clermont-Ferr.	Id.....	2	1	1	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Beauvais.....	Id.....	2	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Alençon.....	Id.....	2	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Ouvriers de la dorure sur cuirs, papiers, etc....	22	2	2	"	21	0	"	"	22	2	2	"
Id.....	Papetiers-régisseurs.....	70	12	8	4	20	8	8	"	"	"	"	"
Id.....	Typographes (Savoie)...	236	160	"	"	300	140	"	"	118	82	"	"
Id.....	Lithographes (union)...	46	29	20	9	40	22	16	6	44	26	21	5
Id.....	Lithographes (résistance)..	"	"	"	60	"	"	"	63	63	"	37	"
Paris.....	Graveurs-lithographes...	14	14	6	8	"	"	"	9	"	20	5	15
Id.....	Conducteurs-pointeurs...	"	"	"	"	70	33	11	22	32	21	9	12
Id.....	Graveurs.....	"	"	"	"	8	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Chromistes.....	"	"	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs-écrivains et graveurs-lithographes..	"	"	"	"	20	20	2	11	18	19	1	7
Id.....	Conducteurs-typographes (Gutenberg).....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	14	6	8
Meaux.....	Typographes.....	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Photographes.....	2	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Typographes.....	(1)	3	3	"	"	"	"	"	5	1	"	5
Poitiers.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	5	(1)	7	"	"	"	"	"
Auxerre.....	Typographes.....	2	2	1	1	2	2	2	"	"	"	"	"
Alger.....	Id.....	12	15	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
CUIRS ET PEAUX.													
Narbonne.....	Cordonniers.....	4	"	"	"	1	3	"	1	"	"	"	"
La Ciotat (B ^{se} du-Rhône)...	Ouvrières et ouvriers cordonniers.....	12	2	2	"	2	2	"	"	"	"	"	"
Châteauroux....	Ouvriers en chaussures.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vienne (Isère)...	Ouvriers et ouvrières en chaussures.....	8	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Appréteurs en pelletterie, lustrage et fourrures..	40	15	15	"	20	10	"	"	16	10	10	"
Id.....	Selliers-mécaniciens....	3	3	3	3	4	3	3	2	5	6	4	2
Id.....	Chevreau glacé.....	12	8	"	"	15	10	10	"	15	8	8	"
Lyon.....	Ouvriers cordonniers cousu-main de commande..	92	0	"	"	98	56	"	56	42	30	"	30
Id.....	Ouvr. cordonniers (groupe corporatif).....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	12	8	2
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Troyes.....	Ouv. et ouv ^{res} de toutes les professions se rattachant à la filature.....	2	(1)	2	"	5	(1)	5	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la bonneterie..	20	2	2	"	"	"	"	"	10	1	10	"
Narbonne.....	Ouvriers tailleurs.....	10	0	"	"	4	4	4	"	"	"	"	"
Marseille.....	Blanchisseuses.....	"	"	"	"	(1)	42	15	"	"	"	"	"
Angoulême.....	Ouvriers tailleurs.....	9	0	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Bourges.....	Taillleurs d'habits.....	5	1	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Id.....	"	"	"	"	3	2	"	2	"	"	"	"
Béziers.....	Ouvriers tailleurs.....	36	(1)	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Ouvriers textiles (cordiers)	"	"	"	"	"	"	"	"	37	0	"	2
St-Léger-Cholet (M ^{re} -et-Loire)	Tisserands.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	3	"	"
Nancy.....	Taillleurs d'habits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	5	"
Lille.....	Ouvriers tapissiers.....	25	2	1	1	"	"	"	"	10	6	"	3
Villerson - Cauchies.....	Tisserands.....	"	"	"	"	"	"	"	"	48	0	"	"
Candry (Nord)...	Tullistes.....	6	2	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Colais.....	Id.....	"	"	"	"	88	8	8	"	151	5	5	"
Lyon.....	Ouv. chapeliers, feutres..	"	"	"	"	(1)	4	"	4	"	"	"	"
Id.....	Ouv. et ouv ^{res} boguetteuses et plieuses.....	10	6	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Héricourt.....	Ouvriers textiles.....	40	2	1	5	40	5	1	2	"	"	"	"
Paris.....	Ouvriers teinturiers et dégraisseurs (appui mutuel)	88	53	40	13	87	69	33	5	135	195	90	31
Id.....	Façonniers-passementiers à la Barre (r. Palikao) ..	40	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id.....	10	23	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Passementiers à la main..	"	"	"	"	4	1	1	"	3	0	"	"
Id.....	Ouvriers casquettiers....	62	91	"	"	"	"	"	"	223	"	"	"
Id.....	Coupeurs chemisiers.....	16	10	6	4	18	15	10	5	15	13	10	3
Id.....	Taillleurs de Paris.....	8	2	1	"	30	24	12	2	46	18	28	"
Id.....	Coupeurs de cols-cravates.	2	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Taillleurs de la Seine.....	66	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvrières confectionneuses de cols-cravates...	50	15	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. et ouv ^{res} de la bretelle et de la ceinture.....	6	3	3	"	6	(1)	"	6	"	"	"	"
Id.....	Ouv ^{res} couturières (Union)	62	53	"	"	53	34	"	"	25	60	"	"
Id.....	Taillleurs-coupeurs.....	5	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Courbevoie.....	Ouv ^{res} et ouv. blanchis....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	"	"	"
Chaville.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	9	"	"
Le Havre.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	(1)	"	2
Id.....	Garçons de lavoirs (rue Ordenet).....	14	2	8	2	9	1	7	3	37	15	39	9
Id.....	Id. (B. du T.).....	"	"	"	"	4	10	12	2	17	11	8	3
Amiens.....	Coupeurs et tailleurs....	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				dépense a	en extra.			dépense a	en extra.			dépense a	en extra.
BOIS.													
Saint-Quentin..	Menuisiers de bâtiment..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"	"
Bourg	Sabotiers-galochiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	23	"	"
Narbonne.....	Ouvriers menuisiers et												
Id.....	ébénistes.....	10	0	"	"	10	0	"	"	3	1	1	"
Nice.....	Ouvriers tonneliers.....	60	2	"	2	"	"	10	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers ébénistes, sculp- teurs sur bois, etc.....	"	"	"	"	35	6	2	4	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	0	"	"
Marseille.....	Id.....	"	"	"	"	50	0	"	"	"	"	"	"
Arles.....	Ouvriers menuisiers et												
Id.....	ébénistes.....	15	0	"	"	5	1	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	Ouvriers menuisiers.....	6	3	"	"	8	0	"	"	10	5	1	4
Id.....	Ouvriers en voitures.....	"	"	"	"	23	0	"	"	"	"	"	"
Tulle.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	23	"	"	"
Montpellier....	Ouvriers menuisiers en												
Id.....	bâtiment.....	12	(1)	3	"	"	"	"	"	12	(1)	3	"
Rennes.....	Ouvriers charpentiers.....	6	3	2	4	5	2	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Id.....	12	0	4	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	"	"	4	10	"	4	"	"	"	"
Roanne.....	Ouvriers menuisiers.....	20	(1)	"	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Id.....	"	"	"	"	18	0	"	"	"	"	"	"
Saumur.....	Ouvriers carrossiers, me- nuisiers, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	6	"	"
Nancy.....	Ouvriers menuisiers.....	21	1	"	3	21	2	"	2	0	5	"	"
Id.....	Ouvriers de l'ameublement	2	(1)	2	"	(1)	1	1	"	(1)	2	2	"
Roubaix.....	Ouvriers charpentiers et												
Id.....	menuisiers.....	"	"	"	"	18	6	4	2	11	7	5	2
Lyon.....	Ouvriers machinistes sur												
Id.....	bois.....	3	(1)	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers tisseurs traitant												
Id.....	Partie meuble.....	25	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers scieurs, rabo- teurs, etc.....	"	"	"	"	50	2	1	1	"	"	"	"
Le Mans.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	4	"	2
Id.....	Ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	"	2
Paris.....	Ouvriers menuisiers.....	141	27	"	21	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Scieurs, découpeurs et												
Id.....	mouleurs à la méca- nique.....	32	7	9	6	27	8	7	4	32	14	12	7
Id.....	Tourneurs en procédés de												
Id.....	queues de billard.....	14	0	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la marqueterie	6	2	"	2	"	"	"	"	30	0	"	"
Id.....	Marbriers du meuble.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	(1)	"	15
Id.....	Colfretiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	1	"	1
Rouen.....	Ouvriers charpentiers en												
Id.....	bâtiment.....	"	"	"	"	20	(1)	"	5	"	"	"	"
Toulon.....	Carrossiers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Ouvriers ébénistes.....	3	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers sabotiers.....	"	"	"	"	23	5	5	"	18	1	1	"
MÉTAUX.													
Saint-Quentin..	Ouvriers chauffeurs, con- ducteurs mécaniciens..	7	(1)	1	2	"	"	"	"	2	"	"	"
Id.....	Ouvriers couvreurs et zin- guours.....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Ouvriers électriciens et												
Id.....	mécaniciens.....	9	(1)	"	3	20	(1)	1	10	20	(1)	"	8
Decazeville....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	56	4	44	"	"	"	"	"
Marseille.....	Serruriers.....	"	"	"	"	20	15	15	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs.....	"	"	"	"	12	8	8	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
MÉTALX. (Suite.)													
Saintes.....	Ouvriers métallurgistes..	"	"	"	"	"	"	"	"	11	5	"	4
Bourges.....	Travailleurs sur métaux..	15	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Ouvriers ferblantiers....	10	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la bijouterie, de l'horlogerie, etc....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Saint-Étienne...	Ouvriers maréchaux-fer- rants.....	23	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Ouvriers des machines- outils.....	85	3	2	15	"	"	"	"	59	2	"	2
Id.....	Ouvriers serruriers....	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Ouvriers serruriers, poi- liers en travaux de bâ- timent.....	15	2	2	"	"	"	"	"	60	"	"	"
Pau.....	Ferblantiers et zingueurs.	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	2	(1)	2	"	1	"	"	"
Lyon.....	Chaudfours, mécaniciens, électriciens.....	12	(1)	1	4	11	(1)	1	"	12	2	2	1
Paris.....	Chefs de service et contre- maîtres des industries métallurgiques.....	2	9	"	"	4	4	"	"	5	5	"	"
Id.....	Tourneurs-décolleteurs...	19	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la poterie d'étain.....	20	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-robinetiers...	12	3	"	"	10	3	"	6	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de l'orfèvrerie...	50	(1)	1	"	35	(1)	3	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers bijoutiers et gar- nisseurs et polisseurs en cannes et parapluies...	3	(1)	"	1	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvrier de la bijouterie dorée, deuil, acier, pe- tit bronze.....	90	4	"	"	"	"	"	"	200	2	"	"
Id.....	Ouvriers graveurs et cise- leurs.....	8	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	72	5	16	"	70	(1)	7	"	67	10	30	"
Id.....	Ouvriers opticiens.....	1	3	1	"	0	3	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	1	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en soies.....	"	"	"	"	3	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers métallurgistes (rue Angereau).....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	65	"	"
Id.....	Ouvriers en compteurs d'é- tain.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	"
Id.....	Ouvriers bronzes et gal- vaniseurs sur métaux...	"	"	"	"	"	"	"	"	16	(1)	2	"
Id.....	Ouvriers prof. de la méca- nique industrielle et scientifique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	2	2	"
Rouen.....	Ouvriers constructeurs- mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	27	"	"	"
Le Havre.....	Ouvriers chaudronniers...	"	"	"	"	"	"	"	"	75	"	"	"
Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	"	4	(1)	1	2	"	"	"	"
Limoges.....	Ouvriers mécaniciens....	8	2	"	"	8	(1)	3	"	"	"	"	"
BÂTIMENT.													
Saint-Quentin..	Couvriers-zingueurs....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers peintres en bâ- timent.....	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
Marseille.....	Ouvriers maçons limousi- nants.....	45	4	4	"	65	2	"	2	19	25	"	19

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
BÂTIMENT. (Suite.)													
Marseille.....	Peintres.....	38	(1)	"	"	50	(1)	"	"	"	"	"	"
Id.....	Mineurs terrassiers.....	"	"	"	"	15	9	9	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	Plâtriers.....	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Brive.....	Peintres-plâtriers.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Ouvriers en bâtiment.....	"	"	"	"	10	3	3	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Ouvriers tailleurs de pierres, ravaieurs et maçons.....	40	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers tailleurs de pierres et maçons.....	62	8	"	"	68	12	"	"	47	6	"	"
Id.....	Couvreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	"	"	"
Agde (Hérault).....	Ouvriers tailleurs de pierres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	(1)	"	24
Rennes.....	Ouvriers des industries du bâtiment.....	45	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Ouvriers plâtriers-peintres.....	"	"	"	"	5	0	"	"	6	"	"	"
Lille.....	Sculpteurs.....	10	2	"	2	15	12	3	9	"	"	"	"
Orléans.....	Ouvriers couvreurs.....	14	1	1	"	6	8	"	"	16	0	"	"
Epernay.....	Ouvriers du bâtiment.....	41	17	11	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan.....	Ouvriers peintres et arts décoratifs.....	"	"	"	"	29	0	"	"	10	"	"	"
Alençon.....	Plâtriers.....	2	(1)	2	"	(1)	3	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Ouvriers paveurs, dresseurs et piqueurs de grès.....	12	6	"	12	5	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Plâtriers et peintres.....	(1)	2	2	"	53	3	"	3	"	"	"	"
Le Mans.....	Ouvriers couvreurs.....	3	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Ouvriers terrassiers, puisatiers, mineurs.....	200	(1)	"	157	150	(1)	130	"	50	"	"	"
Id.....	Taillieurs de pierre, maçons.....	"	"	"	"	69	(1)	5	2	"	"	"	"
Id.....	Sculpteurs bâtiment.....	"	"	"	"	93	(1)	"	"	95	"	"	"
Id.....	Ouvriers peintres (rue Clerc).....	"	"	"	"	20	5	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers peintres (Grandes carrières).....	"	"	"	"	642	5	227	"	"	"	"	"
Courbevoie.....	Ouvriers du bâtiment.....	12	4	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Peintres.....	30	6	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Poitiers.....	Taillieurs de pierres.....	20	0	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Limoges.....	Ouvriers plâtriers et plafonneurs.....	"	"	"	"	4	0	2	"	"	"	"	"
Alger.....	Maçons.....	21	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3
Id.....	Terrassiers.....	"	"	"	"	40	6	6	"	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Marseille.....	Marins de commerce.....	328	(1)	161	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Nettoyeurs et eieurs d'appartements.....	11	15	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers des ports et docks.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4000	1800	"	1800
Nîmes.....	Charretiers.....	10	2	2	3	70	0	3	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Charbonniers du port.....	(1)	(1)	45	"	(1)	45	16	37	90	(1)	16	"
Nantes.....	Camionneurs.....	"	"	"	"	35	4	2	1	"	"	"	"
Calais.....	Ouvriers du port.....	(1)	16	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Conducteurs d'automobiles.....	16	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Kremlin.....	Tramways.....	32	3	3	"	28	(1)	6	3	18	5	"	"
Le Havre.....	Manœuvres et hommes de peine.....	285	72	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	"	"	"	"	18	0	"	6	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Nice	Employés de commerce..	17	6	6	"	"	"	"	"	18	15	15	"
Marseille.....	Association des sténogra- phes professionnels...	"	"	"	"	"	"	"	"	8	7	6	"
Dijon.....	Employés de commerce de la Bourse.....	10	3	4	"	8	2	4	"	8	3	4	"
Dax.....	Employés de commerce..	1	2	"	"	"	"	"	"	2	1	"	"
Saint-Etienne...	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	"	"	"	4	1	1	"	3	2	1	"
Agen.....	Employés de commerce..	15	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Id.....	"	"	"	"	3	0	1	"	"	"	"	"
Nancy.....	Id.....	5	7	3	"	8	4	5	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Id.....	1	2	1	"	2	2	"	1	0	2	"	"
Paris.....	Employés de la Bourse du commerce.....	3	5	2	"	23	4	3	"	6	2	1	"
Id.....	Employés de commerce et de l'industrie.....	81	150	36	"	67	124	28	"	58	121	35	"
Id.....	Comptables (Union)....	45	12	11	1	37	23	11	1	47	11	11	"
Id.....	Sténographes (Alliance).	6	4	1	"	4	14	2	"	5	21	9	"
Id.....	Sténographes, dactylo- graphes.....	16	22	10	"	10	5	"	"	1	8	4	"
Id.....	Courtiers et représentants	38	2	2	"	38	1	1	"	35	4	2	"
Id.....	Femmes dactylo-sténographes	"	"	"	"	12	10	4	1	(1)	24	7	2
Id.....	Employés d'hôtels des deux sexes.....	"	"	"	"	19	22	9	5	30	22	10	3
Rouen.....	Employés.....	"	"	"	"	16	4	2	"	"	"	"	"
Toulon.....	Employés de commerce..	17	3	3	"	37	13	13	"	17	8	9	"
Epinal.....	Id.....	1	(1)	1	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés en quincaillerie	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"	12	"	"	"
COIFFEURS.													
Troyes.....	Coiffeurs.....	2	0	"	"	0	3	"	"	4	2	2	"
Montpellier...	Id.....	"	"	"	"	7	3	5	5	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	38	15	12	3
Paris.....	Id.....	(1)	(1)	77	480	"	"	"	"	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison et femmes employées de commerce	65	84	31	4	49	76	26	3	41	72	31	5
Paris.....	Union.....	50	117	40	16	12	21	8	"	120	201	86	22
Id.....	Maisons bourgeoises...	38	12	7	"	"	"	"	"	27	49	22	"
Id.....	Association.....	150	100	90	10	116	(1)	50	20	50	150	50	10
DIVERS.													
Marseille.....	Presse hebdomadaire...	"	"	"	"	35	2	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Clercs d'huissier.....	(1)	(1)	6	"	"	"	"	"	6	"	"	"
Paris.....	Professeurs de l'enseigne- ment libre.....	6	6	3	3	7	3	3	"	12	10	8	2
Id.....	Employés de l'enseigne- ment privé.....	7	1	1	"	4	2	2	"	7	2	2	0
Id.....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	5	"	5
Limoges.....	Élèves en pharmacie...	"	"	"	"	"	"	"	"	4	3	2	2
(1) Chiffre non indiqué.													

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (1^{er} TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Amiens	Voyageurs et représen- tants de commerce....	5	4	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"
Id.....	Garçons de café et res- taurant.....	95	277	41	234	82	216	36	176	"	"	"	"
Angers.....	Boulangers.....	(1)	30	6	30	80	72	"	72	10	2	2	52
Id.....	Les Compagnons cou- vriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	24	24	24
Arcueil (Seine)..	« Les Robustes ».....	28	4	5	"	20	3	7	"	27	8	6	"
Belfort.....	La « Jeanne d'Arc ».....	11	(1)	4	"	13	2	3	"	17	5	4	"
Id.....	Les employés de com- merce.....	4	2	3	"	3	2	3	"	4	2	4	"
Besançon.....	Les employés de com- merce.....	2	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Bordeaux.....	« L'Étoile bisontine ».....	"	"	"	"	50	45	15	151	65	48	22	172
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville.....	Les employés.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Fileurs.....	"	"	"	"	6	7	3	2	"	"	"	"
Grenoble.....	Les commis et employés.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"	"	"
Le Havre.....	Les « Coiffeurs ».....	103	80	24	55	53	43	12	29	72	55	19	"
Lyon.....	Les employés de la soie- rie.....	10	8	1	"	3	3	1	"	3	6	1	"
Id.....	Garçons de salle et de chambre.....	(1)	(1)	85	307	(1)	(1)	22	215	(1)	(1)	106	321
Id.....	Institutrices et dames pro- fesseurs.....	"	"	"	"	(1)	(1)	6	"	(1)	(1)	5	"
Marseille.....	« Le Vatel ».....	45	40	30	10	80	40	10	30	45	30	25	5
Id.....	Les commis et employés.	93	5	5	"	84	5	5	"	104	8	8	"
Montbéliard....	Les employés de com- merce.....	2	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Nantes.....	Mécaniciens et chauffeurs.	3	1	"	1	3	1	1	"	(1)	1	1	"
Id.....	La Réunion des ma- çons.....	12	2	2	"	6	6	6	"	4	6	4	"
Nevers.....	Les employés de com- merce.....	2	"	"	"	2	1	"	"	2	2	"	"
Nice.....	Commis et employés....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Pantin (Seine)..	Les ouvriers caoutchou- tiers.....	5	3	3	"	3	1	1	"	(1)	2	2	"
Paris.....	Boucherie « Les Vrais amis ».....	190	74	15	"	177	67	11	"	154	57	13	"
Id.....	Cuisiniers et pâtisseries..	49	32	31	698	36	(1)	28	240	"	"	"	"
Id.....	Garçons restaurateurs-li- monadiers.....	416	1,151	27	1,124	380	628	24	604	380	842	31	811
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	350	40	260	(1)	320	60	230	(1)	600	84	440
Id.....	Union de la charenterie..	283	313	253	1	320	367	273	3	329	331	270	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris	Les employés d'hôtels...	(1)	(1)	17	11	(1)	(1)	36	18	(1)	(1)	37	13
Id.....	« L'Union Helvetia »	216	81	68	5	252	83	65	45	232	131	103	30
Id.....	Sommeliers	92	40	33	25	115	52	49	30	"	"	"	"
Id.....	L'Épicerie	290	246	225	"	311	234	226	"	261	160	132	"
Id.....	Gens de maison	(1)	53	17	3	(1)	56	12	4	(1)	61	19	5
Id.....	Les concierges-gérants ..	25	13	5	"	19	7	2	"	9	4	3	"
Id.....	Société « La Couturière » ..	15	7	10	"	15	11	12	"	32	30	24	"
Id.....	L'Union générale des gantiers	"	"	"	"	3	3	3	"	3	4	3	"
Id.....	Compagnons tisseurs-fer- randiniers	35	3	"	"	38	2	"	"	41	1	"	"
Id.....	Compagnons charrons	43	52	9	34	49	58	8	41	55	63	22	33
Id.....	« La Menuiserie de Paris » ..	4	1	1	"	"	"	"	"	3	1	1	"
Id.....	L'union des chauffeurs- conducteurs	7	2	1	1	5	3	2	1	8	2	2	1
Id.....	L'« Amitié »	1	1	2	"	1	1	"	1	1	1	1	"
Id.....	Ouvriers paveurs	"	"	"	"	"	"	"	"	147	51	19	22
Id.....	Les Mécaniciens de la Seine	30	13	13	3	"	"	"	"	23	2	1	12
Id.....	Chauffeurs - conducteurs de machines	2	(1)	"	1	3	1	"	1	3	2	1	"
Id.....	« Le Bâtiment »	9	6	2	"	9	9	3	"	10	15	6	"
Id.....	Commis et entrepreneurs de peinture	2	2	2	"	3	3	"	"	2	2	2	"
Id.....	« La Quincaillerie »	29	20	15	5	32	18	15	3	37	23	21	2
Id.....	Les employés de trans- port	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les garçons de recette et de caisse	5	2	1	1	7	1	"	1	6	1	1	1
Id.....	« La Prévoyance » humani- taire	5	3	1	2	8	4	5	2	"	"	"	"
Id.....	« La Saint-Michel »	43	190	125	324	45	146	114	173	"	"	"	"
Id.....	« La Franc-comtoise »	2	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine	181	351	120	"	223	459	134	"	199	508	127	"
Id.....	« La Luxembourgeoise » ..	29	4	3	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen	Secrétaires et employés de mairie	1	1	"	"	2	1	1	"	1	"	"	"
Id.....	La « Prévoyance mu- tuelle »	"	"	"	"	"	"	"	"	6	6	3	1
Saint-Étienne ..	Comptables et employés de banque	4	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes ..	La Prévoyance des em- ployés	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société académique des comptables	4	2	2	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Vienne	Ouvriers métallurgistes ..	26	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (1^{er} TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Angers	Patronage des libérés....	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	1	1	(1)	(1)	"	2
Armentières....	Ecole nationale profes- sionnelle	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne	Société de Sainte-Anne..	"	"	"	"	"	"	"	"	28	110	24	"
Bordeaux	Assistance par le travail.	(1)	(1)	4	6	(1)	(1)	12	5	(1)	(1)	12	8
Id.	Maison du Marin	73	45	45	"	87	60	60	"	57	42	42	"
Boulogne - sur- Mer	Les Jardiniers ouvriers...	63	63	63	"	63	63	63	"	"	"	"	"
Bourges	Les prisonniers libérés..	1	(1)	1	"	"	"	"	"	4	(1)	2	"
Clermont - Fer- rand	Les sœurs de l'Immaculée- Conception	(1)	(1)	18	4	(1)	(1)	15	4	(1)	(1)	22	5
Cluses (Haute- Savoie)	L'École nationale d'horlo- gerie	4	4	4	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Coubeyrac par Gensac	Orphelinat agricole	(1)	(1)	1	"	(1)	(1)	2	"	1	(1)	2	"
Courville (Eure)	Assistance par le travail.	(1)	(1)	1	35	(1)	(1)	5	37	(1)	(1)	2	75
Couzon au Mont- d'Or (Rhône).	Asile Saint-Léonard	(1)	4	4	"	"	"	"	"	3	2	3	"
Die	Asile-orphelinat	5	8	3	"	3	8	2	"	6	3	2	1
Dunkerque	Maison du Marin	(1)	(1)	184	"	(1)	(1)	219	"	(1)	(1)	244	"
Epinal	Association amicale des anciens élèves	13	11	6	7	"	"	"	"	20	12	4	7
Grand - Quevilly	Refuge	(1)	1	1	"	"	2	2	"	"	"	"	"
La Chalmelle (Marne)	Colonie agricole	7	18	5	39	26	10	3	8	15	(1)	11	7
La Rochelle	Maison du Marin	46	(1)	29	"	61	(1)	43	"	58	(1)	39	"
Le Havre	Société d'assistance par le travail	114	(1)	5	"	137	(1)	1	"	127	1	"	1
Id.	Maison des sœurs de Saint-Aubin	48	55	37	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans	Sœurs servantes de Ma- rie	20	"	"	"	30	"	"	"	17	"	"	"
Le Puy	La Maison de filles	(1)	(1)	"	19	(1)	(1)	"	9	(1)	(1)	"	1
Lille	Office central des institu- tions charitables	177	186	66	"	83	135	12	"	217	160	58	"
Luc par Alzon (Gard)	Colonie agricole	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon	Patronage des libérés....	36	(1)	31	"	38	(1)	26	"	1	1	1	"
Id.	Asile protestant	27	65	13	4	17	81	11	4	22	73	12	2
Id.	Association de patrons ca- tholiques	359	379	164	"	320	382	151	"	275	357	145	"
Id.	Assistance par le travail.	140	(1)	31	"	127	(1)	"	31	90	(1)	"	30
Id.	Société philanthropique savoisienne	68	57	47	"	73	67	55	"	70	58	48	"
Id.	Patronage des prisonniers libérés	27	(1)	24	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)	Assistance de Saint-Jean.	"	"	"	"	(1)	6	1	5	1	16	3	14
Marseille	Assistance par le tra- vail	59	19	27	2	54	23	26	4	53	13	20	"
Id.	La Préservation	54	42	32	"	35	31	33	"	55	54	27	1
Id.	Repos des marins	67	15	16	12	(1)	(1)	22	"	"	"	"	"
Metun	Assistance par le travail.	24	24	1	23	47	47	3	44	"	"	"	"
Nantes	La Maison du Marin	137	(1)	94	"	177	98	79	"	104	71	71	"
Id.	L'Œuvre du Sacré-Cœur.	(1)	23	5	"	(1)	8	6	"	"	"	"	"
Nice	« Le Foyer	42	60	"	"	26	55	20	"	21	43	15	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris.....	Assistance par le travail.	50	58	38	"	54	48	41	"	"	"	"	"
Id.....	Asile Saint-Charles.....	142	389	121	"	60	298	51	"	84	348	62	"
Id.....	Les Alsaciens-Lorrains.....	(1)	3	3	"	"	"	"	"	(1)	5	5	"
Id.....	L'Alsace-Lorraine.....	171	351	120	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	« The mission home ».....	102	101	18	5	104	64	19	5	101	98	19	6
Id.....	Ouvriers du bâtiment.....	10	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Home israélite français.....	(1)	(1)	4	14	(1)	(1)	2	10	"	"	"	"
Id.....	L'hospitalité de nuit.....	(1)	(1)	"	3	(1)	(1)	2	(1)	(1)	"	12	"
Id.....	Home allemand.....	(1)	15	35	"	(1)	27	45	"	(1)	44	48	"
Id.....	Home français.....	(1)	(1)	5	"	"	"	"	"	(1)	(1)	17	"
Id.....	Philanthropique savoienne.....	114	164	118	"	87	213	132	"	110	241	164	4
Id.....	Le patronage des libérés.....	394	(1)	50	"	276	(1)	33	"	297	(1)	59	"
Id.....	Notre-Dame auxiliaire.....	(1)	(1)	430	"	(1)	(1)	457	"	(1)	(1)	445	"
Id.....	Philanthropique de Paris.....	289	212	30	259	267	235	15	252	333	174	52	201
Id.....	Jeunes filles sans situation.....	7	5	1	"	8	8	8	"	8	5	"	"
Id.....	Les pauvres honteux.....	31	10	5	"	35	6	4	"	30	8	6	"
Id.....	Solidarité mutuelle.....	900	205	132	"	800	191	120	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue.....	(1)	(1)	23	"	(1)	(1)	39	"	(1)	(1)	33	"
Id.....	Assistance pour jeunes gens.....	57	70	43	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société charit.ble des visiteurs.....	54	28	26	2	"	"	"	"	54	30	30	"
Quimper.....	Les Enfants de la Providence.....	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	4	"	(1)	(1)	2	"
Remiremont.....	L'Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	"	4	"	"	1	9	1	"	1	3	"	"
Rochefort.....	Fourneau économique.....	2	(1)	1	1	2	(1)	"	2	3	(1)	"	3
Roiffe (Vienne).....	École de réforme Saint-Hilaire.....	(1)	10	7	"	(1)	6	4	"	(1)	8	7	"
Roubaix.....	École nationale des arts industriels.....	"	"	"	"	2	4	2	"	(1)	2	2	"
Rouen.....	École professionnelle et ménagère.....	"	"	"	"	2	"	"	"	1	1	"	"
Id.....	Maison des Sœurs Saint-Aubin.....	45	57	34	1	"	"	"	"	38	65	23	1
Saint-Didier-le-Sauve (H ^{te} -Loire).....	École pratique d'industrie.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Germain-Village (Eure).....	Orphelinat.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Toulouse.....	Patronage des libérés.....	"	"	"	"	40	10	7	6	29	15	17	10
Tours.....	Patronage des prisonniers libérés.....	8	(1)	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Patronage des condamnés libérés.....	8	(1)	1	"	9	2	1	1	10	7	3	6
Versailles.....	Patronage des libérés.....	141	(1)	5	"	"	"	"	"	134	(1)	5	1
Vichy (Allier).....	Fédération ouvrière.....	46	12	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon (Cher).....	Société amicale des anciens élèves de l'école nationale.....	11	3	2	"	8	2	2	"	4	2	2	"
Yzeure (Allier).....	École professionnelle et ménagère.....	(1)	(1)	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Union internationale des amis de la jeune fille.....	29	*13	"	"	33	13	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avril 1901.	Mars 1902.	Avril 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	43 ^f 96 ^e	47 10	48 ^f 67
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	0 2975	0 3148	0 3213
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	27 60	21 375	21 625
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	28 75	25 50	26 825
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	69 00	63 00	61 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	73 25	74 00	73 00
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	37 50	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 00	74 00	72 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	50 87	55 37	60 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	125 50	130 00	137 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	42 00	45 00	44 00
Fers marchands, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)...	21 00	#	#
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	186 50	147 75	143 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	148 95	314 50	346 00
Plomb, <i>idem.</i>	31 25	34 50	35 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	42 18	43 90	45 62
Blé à Paris, <i>idem.</i>	18 60	21 75	22 00
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	18 45	20 75	20 85
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	18 10	20 50	20 75
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 23	1 24	1 23
Viande veau, <i>idem.</i>	1 81	1 90	2 02
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 89	1 86
— porc, <i>idem.</i>	1 39	1 40	1 49

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	229,854,000	236,953,000	"	7,099,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,062,198,000	997,425,000	64,773,000	"
Objets fabriqués.....	256,586,000	255,911,000	675,000	"
TOTAUX.....	1,548,638,000	1,490,289,000	65,448,000	7,099,000
AUGMENTATION en 1902.....			58,349,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	222,695,000	245,463,000	"	22,768,000
Matières nécessaires à l'industrie..	375,100,000	305,117,000	69,983,000	"
Objets fabriqués.....	711,522,000	663,453,000	48,069,000	"
Colis postaux.....	81,669,000	83,883,000	"	2,214,000
TOTAUX.....	1,390,986,000	1,297,916,000	118,052,000	24,982,000
AUGMENTATION en 1902.....			93,070,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 427,706,400 francs du 1^{er} janvier au 16 mai 1902 contre 421,058,600 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1.58 p. 100.

Faillites. — 105 faillites et 11 liquidations judiciaires en avril 1902 (contre 123 et 13 en avril 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — demandes en avril 1902, dont pour des constructions neuves, contre 211 et 180 en avril 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en mai 1902.

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

VERDUN. — 2 mai. — Guerre : construction d'un baraquement...	370.000 ^f
HAUTE-LOIRE. — 6 mai. — Préfecture : construction de caserne de gendarmerie.....	98,700
SOMME. — 3 mai. — Hôtel-Dieu d'Abbeville : Reconstruction de l'Hôtel-Dieu.....	436,018
SEINE. — 10 mai. — Mairie du Kremlin-Bicêtre : construction d'une mairie.....	522,679
— 10 mai. — Mairie du Kr.mlin-Bicêtre : construction d'un dispensaire.....	157,240
DIJON. — 10 mai. — Guerre : construction d'un casernement....	530.580
SEINE. — 15 mai. — Mairie de Vanves : construction d'un groupe scolaire.....	160,000
MEURTHE-ET-MOSELLE. — 15 mai. — Sous-préfecture de Briey : construction d'une église.....	191,676
LOIRE. — 26 mai. — Mairie de Saint-Étienne : construction d'une salle de cours publics.....	702,135
VERDUN. — 27 mai. — Guerre : renforcement et construction d'ouvrages.....	1,310,000
HAUTE-LOIRE. — 30 mai. — Mairie du Puy : construction d'une école de commerce.....	146,914

ROUTES ET CHEMINS.

ARDÈCHE. — 1 ^{er} mai. — Sous-préfecture de Tournon : travaux sur chemins vicinaux.....	130,800
GARD. — Préfecture : construction de routes nationales.....	248,000
LOZÈRE. — 2 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	334,740
CHARENTE. — 3 mai. — Sous-préfecture de Confolens : travaux sur chemins vicinaux.....	96,000
BASSES-ALPES. — 3 mai. — Travaux sur routes nationales.....	117,900
TARN. — 3 mai. — Préfecture : travaux sur chemins de grande communication.....	96,300
YONNE. — 5 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux...	166,080
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 6 mai. — Sous-préfecture de Marennes : construction d'un pont sur chemin de grande communication...	168,000
JURA. — 7 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux....	120,240
ARIÈGE. — 9 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux...	123,240
ARDÈCHE. — 9 mai. — Travaux sur routes départementales et chemins vicinaux.....	211,428
SAVOIE. — 10 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux..	165,200
NORD. — 12 mai. — Mairie de Cambrai : pavage et empierrement sur voies nouvelles.....	350,000

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 22 mai. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux.....	157,800 ^f
BASSES-ALPES. — 24 mai. — Préfecture : travaux sur routes nationales.....	126,500
SEINE. — 26 mai. — Tribunal de commerce : Élargissement de rue.	91,039
NORD. — 30 mai. — Préfecture : travaux sur routes nationales. . .	132,400

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

ARDENNES. — 1 ^{er} mai. — Mairie de Vouziers : travaux d'adduction d'eau	242,000
---	---------

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats patronaux ;
- 2 unions de syndicats ouvriers ;
- 14 syndicats patronaux comptant 254 membres ;
- 18 syndicats ouvriers comptant 853 membres ;

et de la dissolution de :

- 1 union de syndicats patronaux ;
- 1 union de syndicats ouvriers ;
- 1 union de syndicats mixtes ;
- 32 syndicats patronaux comptant 846 membres ;
- 90 syndicats ouvriers comptant 5,142 membres ;
- 1 syndicat mixte comptant 34 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

- 11 en décembre, 4 en novembre, 1 en octobre, 3 en août, 1 en juillet, 1 en juin, 2 en février et 13 antérieurement au 1^{er} janvier 1901. Total : 36.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [15 novembre 1901]. — Chambre syndicale des patrons **tailleurs de pierres** (20 membres). Siège social : boulevard National, 125, MARSEILLE.

Charente [25 août 1884]. — Syndicat professionnel et régional des fabricants de **papiers** du Sud-Ouest (11 membres). Siège social : Hôtel des Postes, rue de l'Arsenal. ANGOULÊME.

Finistère [15 décembre 1901]. — Association et syndicat de la **Presse finistérienne** (20 membres). Siège social : rue de la Rampe, 28, BREST.

Hérault [janvier 1893]. — Chambre syndicale **horticole** de l'arrondissement de Béziers (20 membres). Siège social : Café Jaune, BÉZIERS. — [10 mai 1900]. — Chambre syndicale des marchands **forains** de la ville de Cette (26 membres). Siège social : Grande-Rue, 70, CETTE.

Indre-et-Loire [28 décembre 1901]. — Syndicat des **laiteries** industrielles du Centre et de l'Ouest (30 membres). Siège social : boulevard Béranger, 6, TOURS.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des loueurs de **voitures** de la ville de Nancy (15 membres). Siège social : rue de la Monnaie, 6, NANCY.

Nord [11 juin 1901]. — Syndicat des **peigneurs de laine** de la région de Fourmies (9 membres). Siège social : rue de Constantine, 22, FOURMIES. — [29 août 1901]. — Syndicat des fabricants de **tissus** de la région de Fourmies (14 membres). Siège social : rue de Constantine, 22, FOURMIES. — [1^{er} janvier 1895]. — Association des **verreries à vitres** du Nord de la France (13 membres). Siège social : VALENCIENNES.

Pyrénées (Basses-) [20 février 1900]. — Union syndicale des maîtres **cochers** de la ville de Biarritz (23 membres). Siège social : Café du Sport, place de la Liberté, BIARRITZ.

Rhône [17 février 1901]. — Syndicat **vétérinaire** de Lyon et du Sud-Est (32 membres). Siège social : rue Bat-d'Argent, 21, LYON.

Seine [15 décembre 1901]. — Syndicat fédéré des **articles de voyages**, de sports et de luxe (10 membres). Siège social : Bourse de commerce, PARIS, 1^{er}. — [19 décembre 1901]. — Syndicat fédéré des **tissus** (11 membres). Siège social : Bourse de commerce, PARIS, 1^{er}.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [25 mars 1900]. — Chambre syndicale de l'industrie du **tissu** de Boheries-Vadencourt (120 membres). Siège social : BOHERIES-VADENCOURT. — [17 février 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **chaussures** et professions similaires (60 membres). Siège social : rue Malézieux-Mercier, 1, CHÂTEAU-THIERRY. — [1^{er} août 1901]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Chauny (35 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY.

Bouches-du-Rhône [23 novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charrons** et **forgerons** et parties similaires de la voiture (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ARLES.

Charente [18 juillet 1901]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Cognac (26 membres). Siège social : rue du Minage, 14, COGNAC.

Charente-Inférieure [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat des ouvrières des usines de **filature** de la Pallice-Rochelle (122 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Hérault [en 1891]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Béziers (80 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [1^{er} juin 1881]. — Syndicat des ouvriers **tisserands** de Riols (10 membres). Siège social : RIOLS.

Lot-et-Garonne [15 décembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** et **ébénistes** de la ville de Marmande (24 membres). Siège social : Café de l'Aurore, boulevard Gambetta, MARMANDE.

Nord [27 octobre 1892]. — Syndicat de l'industrie **textile** linselloise (95 membres). Siège social : Estaminet du Grand-Logis, LINSSELLES. — [16 août 1901]. — Syndicat de **tissage** « Les Amis du Pont de Neuville » (30 membres). Siège social : rue de Gand, 635, TOURCOING.

Puy-de-Dôme [1^{er} novembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de Clermont-Ferrand (29 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Rhône [25 novembre 1901]. — Chambre syndicale des employés, ouvriers et similaires de la Compagnie des **bateaux-omnibus**. (35 membres). Siège social : Café Doucet, voûte d'Ainay, LYON.

Savoie [1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs** et similaires de la ville et de l'arrondissement de Chambéry (17 membres). Siège social : à la Grenette, CHAMBÉRY.

Seine [2 novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **communaux** d'Issy-les-Moulineaux (14 membres). Siège social : Hôtel de ville, ISSY-LES-MOULINEAUX.

Vaucluse [15 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville d'Avignon (35 membres). Siège social : école, rue Tête-Noire, AVIGNON. — [13 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Cadenet (56 membres). Siège social : CADENET.

Vienne [mars 1899]. — Chambre syndicale ouvrière de la **boulangerie** (45 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

3°. — UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [15 décembre 1901]. — Union fédérale de l'**ameublement** (3 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du commerce, PARIS, 1^{er}. — [19 décembre 1901]. — Union fédérale de l'**habillement** (2 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du commerce, PARIS, 1^{er}.

4°. — UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Eure-et-Loir [1^{er} décembre 1901]. — Union des syndicats ouvriers d'Eure-et-Loir (5 syndicats adhérents). Siège social : Cloître-Notre-Dame, 5, CHARTRES.

Seine [1^{er} novembre 1901]. — Fédération nationale des ouvriers et ouvrières du département des Finances. — **Tabacs, allumettes**. — (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Lécuyer, 1, AUBERVILLIERS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [1^{er} janvier 1886]. — Syndicat professionnel des maîtres **cordonniers, bottiers** et similaires de la ville de Bourg (5 membres). Siège social : rue Neuve, 6, BOURG.

Alpes-Maritimes [26 mai 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** et de travaux publics (13 membres). Siège social : Tribunal de commerce, ANTIBES. — [11 juillet 1897]. — Syndicat des entrepreneurs de **bâtiments** et de travaux publics de Menton (14 membres). Siège social : Casino municipal, MENTON. — [26 janvier 1900]. — Syndicat des **distillateurs**, liquoristes et négociants en spiritueux des Alpes-Maritimes (15 membres). Siège social : distillerie Blanqui, NICE. — [8 mars 1893]. — Syndicat de la **presse** hebdomadaire et des correspondants de journaux de Nice (22 membres). Siège social : rue Croix-de-Marbre, 2, NICE.

Bouches-du-Rhône [1^{er} février 1897]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton de la Ciotat (32 membres). Siège social : LA CIOTAT. — [10 février 1901]. — Syndicat des propriétaires de **cabinets d'aisance** publics (11 membres). Siège social : rue de Rome, 65, MARSEILLE. — [19 septembre 1895]. — Syndicat des **commissionnaires** en bestiaux de Marseille (9 membres). Siège social : Madrague, MARSEILLE. — [14 octobre 1892]. — Chambre syndicale des patrons **confectionneurs** de la ville de Marseille (18 membres). Siège social : cours Belzunce, 19, MARSEILLE. — [14 juillet 1891]. — Syndicat des patrons **pêcheurs** de la petite pêche (78 membres). Siège social : quai du Port, 78, MARSEILLE. — [17 mai 1892]. — Syndicat de la **rizerie** française (9 membres). Siège social : rue Montgrand, 42, MARSEILLE. — [5 juin 1899]. — Syndicat des patrons **pêcheurs** du petit art de Martigues (48 membres). Siège social : MARTIGUES.

Calvados [17 septembre 1899]. — Société et chambre syndicale des patrons **maréchaux ferrants** de Normandie (130 membres). Siège social : restaurant Noury, PONT-L'ÉVÊQUE.

Charente [février 1897]. — Syndicat des patrons **boulangers** de la ville d'Angoulême et des cantons de Larocheffoucauld, Montbron, Chabanais, Saint-Claud, Montembœuf et Confolens (36 membres). Siège social : café Alvarez, ANGOULÊME.

Cher [1^{er} février 1899]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** de Bourges et de l'arrondissement (14 membres). Siège social : café Lamadou, BOURGES. — [10 décembre 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **serrurerie** de Bourges (10 membres). Siège social : BOURGES. — [février 1894]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Mehun-sur-Yèvre (11 membres). Siège social : café du Nord, MEHUN-SUR-YÈVRE.

Doubs [18 novembre 1890]. — Chambre syndicale des industries **métallurgiques** de l'Est (25 membres). Siège social : MONTBÉLIARD.

Drôme [1884]. — Chambre syndicale des fabricants de **chapeaux** de feutre de Bourg-de-Péage et Romans (8 membres). Siège social : cercle Humbert, place du Marché, BOURG-DE-PÉAGE. — [29 octobre 1899]. — Syndicat professionnel des **maréchaux ferrants** de l'arrondissement de Valence (79 membres). Siège social : foyer du théâtre, VALENCE.

Hérault [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat des **loueurs de futailles** (9 membres). Siège social : hôtel de ville, BÉZIERS. — [9 octobre 1899]. — Syndicat des **transitaires**, consignataires, commissionnaires de transports et négociants importateurs (25 membres). Siège social : place Delille, 5, CETTE.

Ille-et-Vilaine [10 avril 1900]. — Syndicat des agents généraux d'assurances d'Ille-et-Vilaine (25 membres). Siège social : rue de l'Hermine, 4, RENNES.

Maine-et-Loire [22 mai 1899]. — Syndicat des patrons **ferblantiers-zingueurs** et plombiers de la ville de Cholet (14 membres). Siège social : café du Bosquet, CHOLET.

Nord [octobre 1899]. — Union des **filateurs** de la région de Fourmies (51 membres). Siège social : rue de Constantine, FOURMIES.

Saône-et-Loire [22 mars 1901]. — Syndicat des **épiciers** en détail de la ville de Mâcon (24 membres). Siège social : rue Philibert-Laguiche, 43, MÂCON.

Seine-Inférieure [15 novembre 1897]. — Syndicat des **pharmaciens** de l'arrondissement de Dieppe (20 membres). Siège social : Grande-Rue, 41, DIEPPE. — [11 septembre 1896]. — Syndicat des **grains** et farines du Havre et de la région environnante (32 membres). Siège social : rue de la Bourse, 44, Le Havre. — [1^{er} juin 1893]. — Syndicat des **brasseurs**, entrepositaires et représentants des brasseries et bières de Rouen (10 membres). Siège social : rue du Val-d'Eauplet, 65, ROUEN.

Vienne (Haute-) [28 janvier 1899]. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, joailliers, orfèvres et des parties qui s'y rattachent de la Haute-Vienne (33 membres). Siège social : LIMOGES. — [Août 1894]. — Chambre syndicale de la **pâtisserie** de Limoges (6 membres). Siège social : rue du Consulat, 36, LIMOGES.

Vosges [8 décembre 1899]. — Association de l'industrie **textile** de l'arrondissement de Saint-Dié (10 membres). Siège social : rue de la Bolle, 44, SAINT-DIÉ.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [2 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs d'habits** de Bourg (12 membres). Siège social : rue du Gouvernement, 1, BOURG. — [12 mars 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers et ouvrières de **tissage** sur toiles métalliques et carderie de Chaley-Charabotte (118 membres). Siège social : CHALEY. — [10 août 1900]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** et ébénistes (30 membres). Siège social : OYONNAX.

Aisne [20 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **apprêteurs** et apprêteuses et des industries similaires de Saint-Quentin (18 membres). Siège social : rue Montmorency, 29, SAINT-QUENTIN.

Allier [25 mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Ferrières (175 membres). Siège social : hôtel de ville, COMMENTRY. — [17 avril 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers-galochiers** de Cusset-Vichy (10 membres). Siège social : hôtel de ville, CUSSET. — [16 mai 1900]. — Syndicat des ouvriers **carrossiers** de Montluçon (30 membres). Siège social : édifice communal, MONTLUÇON. — [21 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** (92 membres). Siège social : auberge Passat, rue Damiette, MONTLUÇON. — [29 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** monteurs de la ville de Moulins (6 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS. — [5 octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers**, galochiers, pareurs de la ville de Moulins (3 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS. — [28 octobre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de Moulins (4 membres). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS.

Alpes-Maritimes [15 septembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** français de la commune de Cannes (31 membres). Siège social : bar de la Passerelle, CANNES. — [24 novembre 1900]. — Syndicat des maîtres **d'hôtels**, garçons limonadiers et parties similaires (12 membres). Siège social : boulevard Mac-Mahon, 30, NICE. — [2 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de la ville de Nice (35 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [19 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de Vallauris (18 membres). Siège social : rue du Four, VALLAURIS.

Bouches-du-Rhône [17 novembre 1896]. — Syndicat des ouvriers de **brasseries**, de limonades, de sirops et liqueurs (20 membres). Siège social : rue Curiol, 12, MARSEILLE. — [17 septembre 1900]. — Syndicat international des **charbonniers** des ports de Marseille. (150 membres). Siège social : rue de l'Évêché, 41, MARSEILLE. — [26 octobre 1899]. — Syndicat international des ouvriers en **chaussures** (80 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [16 avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** régimentaires de la ville de Marseille (50 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [12 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux ferrants** de la ville de Marseille (35 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [14 novembre 1897]. — Syndicat international des ouvriers **monteurs en chaussures** (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [8 février 1900]. — Chambre syndicale et d'études des **monteurs-électriciens** (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [30 juillet 1889]. — Syndicat des cochers et conducteurs **d'omnibus** (100 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [17 février 1896]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en arts décoratifs (42 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [20 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers **peintres** décorateurs et peintres en bâtiments (45 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} juin 1899]. — Association syndicale des élèves en **pharmacie** du Midi (52 membres). Siège social : rue Tapis-Vert, 51, MARSEILLE. — [13 août 1892]. — Syndicat des ouvriers **plombiers-gaziers** spécialistes (15 membres). Siège social : Marché des Capucins, 1, MARSEILLE. — [8 avril 1888]. — Chambre syndicale des **portefaix** du marché central de Marseille (35 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [18 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de Marseille (40 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers employés de **tramways** de la ville d' Marseille (21 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} mars 1901]. — Union syndicale des travailleurs en **chaux** et ciments de Roquefort (711 membres). Siège social : La Bédoule, commune de ROQUEFORT. — [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers et employés de la **tonnellerie** de la poudrerie de Saint-Chamas (19 membres). Siège social : Café du Commerce, SAINT-CHAMAS.

Calvados [20 décembre 1900]. — Syndicat des ouvriers des usines des produits chimiques du canton de Honfleur (10 membres). Siège social : RIVIÈRE-SAINT-SAUVEUR (LA).

Charente [1^{er} avril 1900]. — Syndicat des **mouleurs** en métaux et parties similaires d'Angoulême (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [2 septembre 1900]. — Chambre syndicale des **tuiliers** charentais [300 membres]. Siège social : Fontaie, commune de GENOULLAC.

Cher [10 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Bourges (35 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Creuse [18 février 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Lavareix-les-Mines [60 membres]. Siège social : SAINT-MARTIAL-LE-MONT.

Hérault [10 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** de Béziers et des environs (25 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [Septembre 1879]. — Chambre syndicale des **mennisiers** de la ville de Béziers (43 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [15 juin 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **barilleurs** de la ville de Cette (50 membres). Siège social : École Victor-Hugo, CETTE. — [1^{er} janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** (22 membres). Siège social : Café de France, Grande-Rue, CETTE. — [26 janvier 1900]. — Syndicat des garçons **d'hôtel**, limonadiers, restaurateurs et assimilés (54 membres). Siège social : rue de la République, 1, MONTPELLIER. — [17 mars 1900]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux**

ferrants de la ville de Montpellier (20 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [25 mai 1900]. — Syndicat des ouvriers **peintres** (15 membres). Siège social : Bra-serie du XX^e siècle, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [23 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Rennes (17 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [10 septembre 1895]. — Chambre syndicale des vendeurs de **journaux** de Rennes (14 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES. — [10 février 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en **métaux** de la ville de Rennes (44 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Maine-et-Loire [8 juin 1900]. — Chambre syndicale de la corporation des **cochers** du département de Maine-et-Loire (21 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [27 mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville d'Angers (5 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [12 avril 1899]. — Chambre syndicale des fendeurs d'**ardoises** de la Renaissance d'Avrillé (17 membres). Siège social : AVRILLÉ.

Pyrénées (Basses-) [9 juin 1901]. — Union syndicale des ouvriers du **port** de Bayonne (275 membres). Siège social : BAYONNE.

Rhône [13 août 1900]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** de Saint-Symphorien-sur-Coise (19 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE. — [3 janvier 1900]. — Syndicat du **tissage** mécanique en velours et similaires de Lyon (116 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [Novembre 1899]. — Chambre syndicale de prévoyance des ouvriers **vermicelliers** et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue (45 membres). Siège social : rue Chaponnay, 8, LYON.

Saône-et-Loire [27 juillet 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** du Creusot (20 membres). Siège social : boulevard du Guide, 6, LE CREUSOT. — [21 mai 1899]. — Syndicat des **maçons** de Digoïn et de la région (20 membres). Siège social : pont de Bourbon, DIGOÏN. — [12 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Montceau-les-Mines (40 membres). Siège social : café Moreau, MONTCEAU-LES-MINES. — [16 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Montceau-les-Mines et des villes environnantes (23 membres). Siège social : Café Marlot, MONTCEAU-LES-MINES. — [18 décembre 1899]. — Syndicat de la protection du travail des ouvriers **des mines** de Blanz y et de ses dépendances (20 membres). Siège social : salle Saunier, MONTCEAU-LES-MINES. — [28 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers-galochiers** monteurs de Montceau-les-Mines (8 membres). Siège social : Maison Delorme, rue Carnot, MONTCEAU-LES-MINES. — [3 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **tuiliers** de Montchanin-les-Mines (110 membres). Siège social : MONTCHANIN-LES-MINES.

Sarthe [21 décembre 1888]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** du Mans (17 membres). Siège social : Hôtel de la Galère, LE MANS. — [Mars 1877]. — Syndicat des **cordiers** de la ville du Mans (14 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [2 juin 1891]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** du Mans (50 membres). Siège social : place de la République, 11, LE MANS. — [1^{er} janvier 1896]. — Chambre syndicale des **mécaniciens** et parties similaires du département de la Sarthe (63 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — [2 février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierre** du Mans et du département de la Sarthe (30 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Seine-Inférieure [1^{er} août 1900]. — Chambre syndicale des travailleurs de la **fonderie** de Maronne et des environs (40 membres). Siège social : route de Dieppe, 264, DEVILLE-LÈS-ROUEN. — [15 janvier 1896]. — Syndicat des préposés des manufactures de **tabacs** et des manufactures d'allumettes [section de Dieppe] (16 membres). Siège social : rue d'Écosse, 93, DIEPPE. — [13 décembre 1900]. — Syndicat fraternel des ouvriers **caoutchoutiers** d'Elbeuf (45 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF. — [18 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **débardeurs** et parties similaires du port d'Elbeuf (88 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF. — [Décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **stéariniers** d'Elbeuf et de ses environs (74 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF. — [17 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvrières employées au triage des **cafés** (180 membres). Siège social : Bourse

du travail, LE HAVRE. — [10 août 1893]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers** du Havre (21 membres). Siège social : place du Vieux-Marché, 98, LE HAVRE. — [27 décembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** du Havre et de l'arrondissement (11 membres). Siège social ; Bourse du travail, LE HAVRE. — [16 juin 1899]. — Chambre syndicale des **manœuvres** et hommes de peine de toutes corporations du Havre (376 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — [22 juillet 1899]. — Chambre syndicale des **maréchaux ferrants** de la ville du Havre (30 membres). Siège social : Bourse du travail : LE HAVRE. — [1^{er} mars 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers employés dans les **scieries** du Havre et des environs (27 membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — [20 mars 1896]. — Syndicat des préposés de la manufacture des **tabacs** et du magasin de transit du Havre (16 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE HAVRE. — [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** et parties similaires du Havre et des environs (membres). Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — [22 décembre 1900]. — Chambre syndicale des employés de la compagnie havraise des **tramways** électriques (49 membres). Siège social : rue Domidoff, 112, LE HAVRE. — [21 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de **déchets de coton** et chiffons et parties similaires de Rouen et ses environs (60 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [Juin 1900]. — Chambre syndicale des maîtres d'**hôtels**, garçons restaurateurs et limonadiers, de chambre et d'office, chefs de cuisine et garçons de cuisine *la Ruche de Rouen* (220 membres). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, ROUEN.

Var [25 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers **maçons** (30 membres). Siège social : avenue Gambetta, 59, LA SEYNE.

Vendée [14 septembre 1888]. — Syndicat de prévoyance des **tisserands** à la main d'Évrunes (13 membres). Siège social : ÉVRUNES. — [1^{er} septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** et parties similaires de la Vendée (13 membres). Siège social : LA VERRIE.

Haute-Vienne [24 avril 1882]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** instrumentistes de Limoges (18 membres). Siège social : rue des Sapeurs, 9, LIMOGES. — 23 septembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers**, layetiers et cercliers de la ville de Limoges (membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [Mars 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **zingueurs-plombiers** de Limoges (45 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Vosges [9 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de pierres de Saint-Dié (30 membres). Siège social : rue Concorde, 18, SAINT-DIÉ. — [1^{er} décembre 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers **papetiers** et industries similaires et annexes de l'arrondissement de Remiremont (10 membres). Siège social : MOULINS-SAINT-NABORD.

3° SYNDICAT MIXTE.

Aisne [29 avril 1892]. — Syndicat professionnel des patrons et ouvriers de la **métallurgie** (34 membres). Siège social : maison Charlier, place de la Sablonnière, SAINT-MICHEL.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [avril 1897]. — Fédération des syndicats aixois (4 syndicats adhérents). Siège social : place de l'Archevêché, 26, AIX.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [13 janvier 1900]. — Fédération locale des syndicats du **bâtiment** de Montluçon (3 syndicats adhérents). Siège social : cour de l'Écu, MONTLUÇON.

6° UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Aisne [29 avril 1892]. — Union des syndicats mixtes de la **métallurgie** et de la chaussure (2 syndicats adhérents). Siège social : maison Charlier, place de la Sablonnière, SAINT-MICHEL.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

**Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des at-
tèles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer
russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaires et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er}: *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III: *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et
1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV: *Résultats généraux*. — 1 vol in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II: *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

L^{es} associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p.
(1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4°
de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de
55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p.
(1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie: *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie: *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1898. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899)

7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1898.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.) — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
---	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
--	-------

Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899).....

1 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p.

8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1900. — 4 vol. de 520, 653, 615 et 583 p. Chacun..... 7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— 1897. 1 vol. de 304 p.....	6 fr.
— 1898. 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897 [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901)..

1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901).....

3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....

1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés:

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de mai, l'activité a été normale dans les exploitations forestières, les carrières, les principales industries de l'alimentation, la filature et le tissage de la laine, les industries du bâtiment et les industries céramiques. La pêche côtière, l'horticulture, la briqueterie et la tuilerie ont souffert des intempéries.. Dans les charbonnages, léger ralentissement. Il y a accalmie dans tannerie et la corroierie, l'industrie cotonnière des principaux centres, dans la fabrication des soieries, dans la grande industrie métallurgique, le travail des métaux en général, l'orfèvrerie et l'horlogerie, dans plusieurs industries du bois, notamment la tonnellerie et la marqueterie. Pour le vêtement, la saison ne s'annonce pas comme devant être aussi favorable que les renseignements du mois précédent permettaient de le prévoir. Morte-saison chez les confiseurs et similaires, chez les typographes, chez les chapeliers et les ouvriers en tulle. L'activité est satisfaisante chez les mégissiers en mouton, les selliers-bourrelliers, les monteurs de sièges en cuir, les passementiers, veloutiers, avec légère reprise chez les rubaniers.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,109 chambres syndicales ouvrières, groupant 191,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 767 avec 130,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, dont le total atteint 13,700, ce qui fait une moyenne de 10.5 p. 100 environ (syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne précédente était de 11 p. 100.

L'ouvrage, pendant le mois de mai, a été jugé, en comparaison avec le mois d'avril, plus abondant par 10 p. 100 des syndicats, groupant 6 p. 100 des adhérents; équivalent par 76 p. 100 des syndicats groupant 77 p. 100 des adhérents; moins abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des adhérents.

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 11, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS A LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS A LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES SERRIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.2^e Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHEs. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'École professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au *Bulletin*.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL DE BELGIQUE.

(Office du travail.)

Il est ouvert un septième concours pour la collation de legs de 10 000 francs institué par le docteur Guinard et destiné à être remis, s'il y a lieu, à l'auteur du meilleur ouvrage ou de la meilleure invention ayant pour objet d'améliorer la position matérielle ou intellectuelle de la classe ouvrière en général et sans distinction.

Les personnes qui désirent prendre part à ce concours doivent adresser, avant le 1^{er} juillet 1902, au ministère de l'industrie et du travail de Belgique, à Bruxelles, soit l'ouvrage ou le manuscrit écrit dans l'ordre d'idées indiqué par le testateur, soit le modèle ou le mémoire descriptif de l'invention concourant au même but.

Prière d'envoyer les communications relatives au *Bulletin* et aux *Syndicats professionnels*, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention :
Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de mai, l'activité a été normale dans les exploitations forestières, les carrières, les principales industries de l'alimentation, la filature et le tissage de la laine, les industries du bâtiment et les industries céramiques. La pêche côtière, l'horticulture, la briqueterie et la tuilerie ont souffert des intempéries.. Dans les charbonnages, léger ralentissement. Il y a accalmie dans tannerie et la corroierie, l'industrie cotonnière des principaux centres, dans la fabrication des soieries, dans la grande industrie métallurgique, le travail des métaux en général, l'orfèvrerie et l'horlogerie, dans plusieurs industries du bois, notamment la tonnellerie et la marqueterie. Pour le vêtement, la saison ne s'annonce pas comme devant être aussi favorable que les renseignements du mois précédent permettaient de le prévoir. Morte-saison chez les confiseurs et similaires, chez les typographes, chez les chapeliers et les ouvriers en tulle. L'activité est satisfaisante chez les mégissiers en mouton, les selliers-bourreliers, les monteurs de sièges en cuir, les passementiers, veloutiers, avec légère reprise chez les rubaniers.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,109 chambres syndicales ouvrières, groupant 191,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 767 avec 130,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, dont le total atteint 13,700, ce qui fait une moyenne de 10.5 p. 100 environ (syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne précédente était de 11 p. 100.

L'ouvrage, pendant le mois de mai, a été jugé, en comparaison avec le mois d'avril, plus abondant par 10 p. 100 des syndicats, groupant 6 p. 100 des adhérents; équivalent par 76 p. 100 des syndicats groupant 77 p. 100 des adhérents; moins abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 230 syndicats, comptant 37,000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 249, comptant 45,000 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le mauvais temps a retardé l'ouverture de la pêche de la sardine, sur les côtes de l'Océan, et a peu favorisé la pêche du maquereau sur le littoral de la Manche. Sur le littoral de la Méditerranée, le rendement paraît suffisant, mais on se plaint de la mévente. En agriculture, les travaux de préparation des terres à betteraves sont terminés. En horticulture, le froid et les pluies ont plutôt nui à la régularité du travail. En forêts, l'activité se maintient satisfaisante.

Dans l'ensemble du groupe agricole et forestier, la moyenne de chômage résultant des réponses des syndicats est la même que le mois précédent, soit de 10 p. 100.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 143,000 ouvriers environ, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5,72	"	"	"	95	5
Loire.....	5,01	"	"	3	89	8
Gard et Hérault.....	5,67	"	"	"	93	7
Isère.....	5,53	"	"	43	100	"
Provence (lignites)....	4,85	"	"	"	57	"
Bourgogne et Nord-Est..	5,56	"	"	"	100	"
Centre.....	5,64	"	"	"	96	4
Tarn et Aveyron (1)....	5,81	"	"	"	65	35
ENSEMBLE pour la France.	5,69	"	"	1	93	6

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.84. Il était de 5.93 en mai 1901.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, le travail continue à être en général abondant. La proportion moyenne de chômeurs pour les syndiqués ne paraît pas dépasser 3 p. 100.

ALIMENTATION. — La proportion moyenne de chômeurs, pour le groupe de l'alimentation, ressort à 15 p. 100 d'après les renseignements des syndicats qui ont répondu au questionnaire. La fin de saison dans les stations hivernales, le commencement de la morte-saison chez les confiseurs et similaires, sont les principaux facteurs actuels du chômage. Le marché du travail est cependant jugé satisfaisant pour l'époque par la majorité des syndicats, notamment à Paris.

La production des alcools, à la fin du mois d'avril 1902 (sept premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,339,332 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 1,808,817 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte principalement sur les alcools de betteraves et atteint pour cette seule catégorie 437,338 hectolitres. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 161,119 hectolitres, contre 206,965 hectolitres, évaluation correspondant aux sept premiers mois de la campagne 1901-1902 (1).

En industrie sucrière, au 15 mai 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids total des betteraves mises en œuvre s'élève à cette date 9,350,851,795 kilogrammes, contre 8,717,439,211 kilogrammes mis en œuvre pendant la période correspondante de la campagne précédente. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 979,905,888 kilogrammes, contre 968,307,534 kilogrammes, quantité extraite au 15 mai 1902 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Aucun changement n'est signalé dans la raffinerie de pétrole et la fabrique d'huiles. Ralentissement saisonnier dans les usines à gaz.

Chez les typographes, le commencement de la morte-saison, accentué encore par la fin de la période électorale, se fait sentir dans beaucoup d'endroits. Le travail, pendant le mois de mai, en comparaison avec le mois précédent, est jugé plus abondant par 6 p. 100 des syndicats, groupant 4 p. 100 des adhérents; équivalent par 66 p. 100 des syndicats, groupant 66 p. 100 des adhérents; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 30 p. 100 des adhérents.

La moyenne de chômage ressort à 6 p. 100, pour l'ensemble du groupe des industries du livre. Elle est de 8 p. 100 à Paris et de 5 p. 100 en province.

CUIRS ET PEaux. — Chez les tanneurs et corroyeurs, la situation paraît calme. Toutefois, les mégissiers en mouton sont en ce moment, à Paris notamment, largement occupés.

Dans la cordonnerie, les appréciations varient beaucoup selon les régions; l'impression générale est celle d'un état du travail normal pour l'époque. En ce qui concerne la ganterie, les appréciations des syndicats sont les mêmes qu'il y a un mois, pour Paris et pour la région de Grenoble respectivement.

Dans la sellerie et la bourrellerie, la reprise précédemment signalée s'est maintenue. Chez les monteurs de sièges en cuir, le travail est en augmentation.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe des cuirs et peaux, peut être évaluée à 8 p. 100. En comparaison avec le mois précédent, l'ouvrage est estimé plus abondant par 16 p. 100 des syndicats, groupant 9 p. 100 des adhérents; équivalent par 58 p. 100 des syndicats, groupant 42 p. 100 des adhérents; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 49 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — La filature et le tissage accusent une proportion moyenne de chômeurs de 12 p. 100, comme les mois précédents.

L'industrie cotonnière traverse en ce moment une phase assez difficile en raison des fluctuations des cours du coton. Dans la région de Rouen, le tissage est plus atteint que la filature. Dans le Nord, les retorderies ne marchent que 3 ou 4 jours par semaine.

(1) *Journal officiel* du 18 mai 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 mai 1902.

L'industrie lainière, à Roubaix-Tourcoing, est en bonne situation; les ordres de fabrique sont abondants. La fabrique de draps, à Elbeuf, continue à être bien pourvue.

On signale une hausse sensible sur les laines filées et peignées, à Fourmies; l'absence de stock active la production.

L'état de la fabrique lyonnaise est stationnaire.

La passementerie et la fabrication du velours témoignent d'une activité satisfaisante, avec légère reprise sur le ruban.

La morte-saison se poursuit dans l'industrie du tulle.

La chapellerie est de même en pleine morte-saison, et le chômage est intense.

Dans les industries du vêtement, la reprise n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait; les syndicats attribuent au mauvais temps persistant le léger ralentissement qu'on signale de plusieurs régions, par rapport au mois précédent.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 11 p. 100, d'après les réponses de 156 chambres syndicales.

En comparaison avec l'état du travail en avril, sur 178 syndicats ayant fait connaître leur appréciation, 15 p. 100, avec 8 p. 100 des adhérents, estiment le travail plus abondant, 66 p. 100, avec 63 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent, 19 p. 100, avec 29 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

Bois. — Chez les scieurs, charpentiers et menuisiers en bâtiment, l'activité est normale. On signale une augmentation du travail à Lyon, le Havre, Dunkerque (nouvelles constructions de navires), Caen, Tourcoing, Tarbes, Cholet, Arques, Flers; et une diminution à Saint-Quentin, Beauvais, Chartres, Nantes, Poitiers, Tulle, Bourges, Montpellier.

Situation stationnaire, travail à peu près normal dans l'ébénisterie et la carrosserie; accalmie dans la tonnellerie et dans la marqueterie; continuation de la reprise précédemment signalée dans la broserie.

Pour l'ensemble du groupe des industries du bois, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 12 p. 100, d'après les réponses de 82 syndicats.

Sur 108 syndicats ayant fait connaître leur appréciation sur l'état du travail en mai, comparé avec l'état du travail en avril, 11 p. 100, avec 12 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 74 p. 100, avec 75 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 15 p. 100, avec 13 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

MÉTAUX. — La tendance favorable que les renseignements des mois précédents indiquaient dans la métallurgie ne paraît pas s'être maintenue. Les forges, laminoirs et fonderies du Nord, de la Haute-Marne, de la Loire et du Centre, ne présentent qu'une activité relative, et un certain ralentissement dans les ordres.

Chez les serruriers, ajusteurs, mécaniciens, on s'accorde à juger l'ouvrage moins abondant que l'an dernier à pareille époque. Accalmie chez les ouvriers en cuivre et en bronze. Même situation dans l'horlogerie et l'orfèvrerie-bijouterie. D'après le relevé effectué par le service de la garantie des matières d'or et d'argent, les objets présentés à la marque ou à la vérification du 1^{er} janvier au 30 avril 1902, et émanant de la fabrication nationale aux titres légaux, forment un total de 31,762 hectogrammes pour les objets d'or, et de 373,962 hectogrammes en ce qui concerne les objets d'argent. Les chiffres de la période correspondante de 1901 étaient, respectivement, 34,729 hectogrammes et 499,814 hectogrammes (1).

(1) *Journal Officiel*, 24 mai 1902.

Pour l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen ressort à 8 p. 100, d'après les réponses de 87 chambres syndicales. Sur 111 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation sur l'état du travail, en comparaison avec le mois précédent, 11 p. 100, avec 4 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 67 p. 100, avec 75 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 22 p. 100, avec 21 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

BÂTIMENT. — Dans les principales industries du bâtiment, le chômage diminue normalement; la moyenne générale ressort à 14 p. 100 environ, d'après les réponses de 107 syndicats de maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, sculpteurs, peintres, etc. On signale une augmentation notable du travail à Paris, Marseille, Bordeaux, le Mans, Dunkerque, Amiens, le Havre, Poitiers, Orléans, Laval, Rochefort, Château-Thierry, Riom, Perpignan. En ce qui concerne la comparaison avec le mois précédent, sur 132 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation, 19 p. 100, avec 18 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 78 p. 100, avec 80 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 3 p. 100, avec 2 p. 100 des adhérents, des adhérents, l'estiment moins abondant.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La briqueterie et la tuilerie ont été fortement affectées par le chômage, en raison des pluies persistantes. La fabrication de la faïence et de la porcelaine est toujours en bonne situation, quoiqu'on constate en général, en comparaison avec l'année dernière, un certain ralentissement dans les commandes, et l'accroissement des stocks.

Dans la région de Limoges, une grève importante est à noter.

Situation identique à celle des mois précédents dans la verrerie.

Pour l'ensemble du groupe, la moyenne de chômage (grévistes non compris), peut être évaluée à 3 p. 100 environ.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La moyenne de chômage chez les charretiers, camionneurs, livreurs, bateliers, ressort à 8 p. 100 environ.

Dans la manutention, le travail est signalé partout comme stationnaire, sauf un chômage considérable à Honfleur (journaliers des chantiers), à Rochefort (journaliers des docks), et à Cette (charbonniers du port).

Chez les employés de commerce, la moyenne de chômage ressort à 4 p. 100 environ.

Chez les gens de maison; les évaluations syndicales fixent la proportion de chômeurs à environ 5 p. 100. Les offres de places sont en diminution à Paris.

LES GRÈVES EN MAI 1902.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de mai 1902. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve aux pages 392 et 393.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	

GRÈVES NON TERMINÉES

21 nov...	12 mai...	Voiron.....	Isère.....	Mouleurs.....	1	20	1
2 avril...	16 mai...	Vienne.....	Isère.....	Industries textiles (Ouvriers des).	44	6,000	2
2 avril...	23 mai...	Limoges.....	Haute-Vienne...	Porcelainiers.....	21	4,471	3
5 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Opticiens.....	1	82	4
5 avril...	.....	Beaumont-sur-Oise.	Seine-et-Oise...	Horlogers.....	1	16	5
10 avril...	13 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Scieurs à la mécanique.....	1	3	6
14 avril...	12 mai...	Louviers.....	Eure.....	Tisseurs.....	1	83	7
14 avril...	.....	Paris.....	Seine.....	Poëliers-fumistes.....	1	75	8
16 avril...	.....	Kremlin-Bicêtre..	Seine.....	Argileurs-mineurs.....	6	120	9
17 avril...	23 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Robinetiers.....	1	12	10
19 avril...	9 mai...	Saint-Sornain-les- Mailhoc.	Tarn.....	Mineurs.....	1	1,024	11
21 avril...	30 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Instruments de musique (Ouv- riers en).	1	60	12
21 avril...	.....	Saint-Jean-du-Gard	Gard.....	Ouvriers de filatures.....	1	100	13
24 avril...	20 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Ramoneurs.....	9	54	14
26 avril...	6 mai...	Paris.....	Seine.....	Comptoirs d'étain (Ouvriers en).	1	23	15

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} mai...	5 mai...	Paimpont.....	Ille-et-Vilaine...	Mineurs.....	1	69	1
1 ^{er} mai...	5 mai...	Paris.....	Seine.....	Monteurs en chaussures.....	1	5	2
3 mai...	3 mai...	Watrelos.....	Nord.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	19	3
3 mai...	6 mai...	Saint-Laurent-du- Pont.	Isère.....	Maçons.....	4	63	4
3 mai...	.....	Mehun-sur-Yèvre.	Cher.....	Maçons.....	7	50	5
5 mai...	6 mai...	Pantin.....	Seine.....	Embouteilleurs.....	1	16	6
5 mai...	7 mai...	Nangis.....	Seine-et-Marne...	Mécaniciens-construteurs...	1	60	7
5 mai...	12 mai...	Tulle.....	Corrèze.....	Sabotiers.....	9	26	8
5 mai...	.....	Paris.....	Seine.....	Passementiers.....	1	4	9
6 mai...	8 mai...	La Montagne.....	Loire-Inférieure	Maçons et charpentiers.....	3	28	10
6 mai...	9 mai...	Thiers.....	Puy-de-Dôme...	Serruriers et ferblantiers.....	1	"	11
7 mai...	.....	Feurs.....	Loire.....	Mécaniciens-construteurs...	1	"	12
9 mai...	13 mai...	Leumes.....	Côte-d'Or.....	Terrassiers.....	1	64	13
9 mai...	22 mai...	Epernon.....	Eure-et-Loir...	Meuliers et forgerons.....	1	70	14
10 mai...	14 mai...	Halluin.....	Nord.....	Vernisseurs sur chaises.....	1	14	15
10 mai...	17 mai...	Pont-de-Chéray..	Isère.....	Mécaniciens-construteurs...	2	1,100	16
10 mai...	27 mai...	Marly.....	Nord.....	Chaudronniers en fer.....	1	40	17
12 mai...	13 mai...	Elbeuf.....	Seine-Inférieure	Déchargeurs.....	1	14	18
12 mai...	14 mai...	Châlons-sur-Marne	Marne.....	Tisseurs.....	1	178	19
12 mai...	30 mai...	Laval et Sablé...	Sarthe et Mayenne	Marbriers.....	3	225	20
13 mai...	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en scies.....	1	61	21
15 mai...	.....	Lure.....	Haute-Saône...	Mécaniciens-construteurs...	1	150	22
16 mai...	17 mai...	Quingey.....	Doubs.....	Forgerons.....	1	70	23

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

LE 1^{ER} MAI 1902 (1).

1	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
2	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
3	Règlement d'atelier.....	Transaction.	
4	Réduction de salaire.....		
5	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....		
6	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
7	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Échec.	
8	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Règlementation du travail, demande de suppression du travail aux pièces, de renvoi d'un contremaître et de deux ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
11	Réduction de salaire.....	Transaction.	
12	Réduction de salaire.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....		
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

LE 2ND MAI 1902.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire et de réduction du temps de travail.....		
6	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
7	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....		
10	Crainte d'une réduction de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande de suppression d'une retenue pour caisse de secours.....		
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Demande de suppression du travail à la journée.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
17	Réduction de tarif et demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
19	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
20	Réduction de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
21	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
22	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'un ouvrier.....		
23	Contre la désignation du médecin attaché à l'usine.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TATION.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 mai...	9 juin...	Vichy-Cusset....	Allier.....	Charrons.....	1	12	24
20 mai...		Lorient.....	Morbihan.....	Serruriers.....	1	21	25
21 mai...	23 mai...	Marly.....	Nord.....	Mineurs.....	1	150	26
22 mai...	10 juin...	Paris, etc.....	Seine, etc.....	Ouvriers aux tabacs.....	21	13,041	27
22 mai...		Escarbotin.....	Somme.....	Mouleurs et tourneurs.....	1	40	28
23 mai...	24 mai...	Oullins.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	100	29
23 mai...		Paris.....	Seine.....	Lithographes.....	1	20	30
24 mai...		Gauchy.....	Aisne.....	Raffineuses (sucre).....	1	"	31
26 mai...	30 mai...	Lorient.....	Morbihan.....	Déchargeurs de charbon.....	1	120	32
26 mai...	2 juin...	Limoges.....	Haute-Vienne.....	Porcelainiers.....	1	101	33
26 mai...		Morlaix.....	Finistère.....	Menuisiers.....	8	50	34
26 mai...		Ivry.....	Seine.....	Verriers.....	1	44	35
27 mai...	4 juin...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Veloutiers.....	3	170	36
28 mai...	30 mai...	Golbey.....	Vosges.....	Fileurs.....	1	88	37
28 mai...		Bessèges.....	Gard.....	Métallurgistes.....	1	"	38
29 mai...		Ourscomps.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	700	39
30 mai...	4 juin...	Baume-les-Dames.....	Doubs.....	Fileurs.....	1	55	40
30 mai...	31 mai...	Avignon.....	Vaucluse.....	Terrassiers.....	1	30	41
31 mai...		Lorient.....	Morbihan.....	Terrassiers.....	1	900	42
31 mai...		Paris.....	Seine.....	Monteurs en chaussures.....	1	6	43

LES GRÈVES EN MAI 1902.

43 grèves ont été signalées en mai à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 39 d'entre elles, est de 17,974. Il y avait eu, en mai 1901, 61 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures, est de 53.

Ces 43 grèves, dont 34 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	23
Réduction de salaire.....	8
Demandes de diminution du temps de travail.....	4
Demandes de renvoi de contremaîtres et d'ouvriers.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	2
Réglementation du travail.....	2
Règlement d'atelier.....	1
Demande de suppression de retenues pour une caisse de secours.....	1
Demande d'avancement à l'ancienneté exclusivement.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 29 départements et on en a compté :

7 dans la Seine, 4 dans le Nord, 3 dans le Morbihan, 2 dans le Doubs, l'Isère et la Loire et 1 seule dans les 23 autres départements.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN MAI 1902. (Suite et fin.)			
24	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
25	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail.	Transaction.	
27	Demande d'avancement à l'ancienneté exclusivement	Réussite.	
28	Réduction de salaire.....	Transaction.	
29	Demandes d'augmentation de salaire, de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
33	Règlement d'atelier	Réussite.	
34	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
35	Réduction de salaire	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
37	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
38	Réduction de salaire.....	Transaction.	
39	Refus de conduire trois métiers au lieu de deux.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
42	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
43	Réduction de salaire	Transaction.	

Conciliation devant le juge de paix.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 9; métaux, 9; textiles, 8; cuirs et peaux, 2; déchargeurs de charbon, 2; mineurs, 2; charrons, embouteilleurs, lithographes, meuliers, porcelainiers, raffinerie de sucre, sabotiers, ouvriers aux tabacs, vernisseurs sur chaises, verriers, 1 grève.

Des 43 grèves commencées en mai, 28 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Six, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; cinq, 4 jours; trois, 7 jours; deux, 3 jours; une, 5 jours; une, 8 jours; une, 13 jours; une, 17 jours; une, 18 jours; une, 19 jours et une 24 jours.

Si l'on y ajoute 10 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 172 jours, 51 jours, 44 jours, 39 jours, 33 jours, 28 jours, 26 jours, 20 jours, et 10 jours, on trouve, parmi les 38 conflits terminés, les résultats suivants :

8 réussites.
17 transactions.
13 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Trois applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées en mai à la Direction du travail :

1° Grève des mineurs de Cagnac à Saint-Sornin-les-Mailhoc. — Le 19 avril, les ouvriers mineurs de Cagnac s'étaient mis en grève à la suite d'une réduction de salaire infligée à vingt piqueurs. Le 10 mai, les grévistes demandaient au juge de paix l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage. Le directeur, après avoir demandé un délai de quarante-huit heures, a décliné la proposition.

La grève a pris fin le 9 juin par une transaction.

2° Grève d'ouvriers marbriers à Laval et à Sablé. — Le 12 mai, 125 ouvriers de la marbrerie de Cumont, commune de Laval, et 100 autres de la marbrerie de Sablé, appartenant toutes deux à la Société des Marbreries de l'Ouest, se sont mis en grève en demandant le maintien du salaire de 11 heures pour 10 heures $1/2$ et une augmentation de tarif pour les ouvriers à la tâche. Sur la demande des ouvriers de Laval, un comité de conciliation s'est réuni les 19, 21 et 22 mai. Le directeur, après avoir pris l'avis de son Conseil d'administration, a fait connaître aux ouvriers qu'il lui était impossible de donner satisfaction aux diverses revendications formulées par les grévistes et le recours à un arbitrage proposé par le juge de paix a été repoussé par les délégués de la Société.

Sur la demande des ouvriers des établissements de Sablé et de Solesme un comité de conciliation s'est également réuni les 15, 18 et 20 mai à Sablé et n'a pas abouti; le recours à un arbitrage proposé par le juge de paix a aussi été repoussé par le directeur de la Société.

Le travail a été repris le 30 mai à la suite de quelques concessions faites par les administrateurs de la Société.

3° Grève d'ouvriers déchargeurs de charbons, à Lorient. — Le 26 mai, 120 ouvriers employés au déchargement des navires de charbon, pour le compte de la Société Bazin et C^{ie} se mirent en grève, réclamant 4 francs par jour au lieu de 3 francs pour 10 heures de travail et la paye tous les jours.

Sur la demande des ouvriers adressée au juge de paix du premier canton de Lorient, le 26 mai, un comité de conciliation s'est réuni le 29 du même mois et a amené une transaction. Les ouvriers ont obtenu 35 centimes de l'heure, il pourront en outre recevoir un acompte journalier de 2 francs à 2 fr. 50, le reste des salaires devant être payé à la fin du déchargement d'un ou plusieurs navires faisant partie du même convoi. Les ouvriers qui, sans raisons majeures, quitteraient le travail au milieu d'un déchargement, subiraient, à titre d'indemnité, une retenue égale à la valeur d'une journée de travail.

SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION OU DE CRÉDIT, SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1901.

<i>Banque coopérative des associations ouvrières de production, 98, boulevard de Sébastopol, à Paris.</i>	25,000 ^f
<i>Caisse de prêts pour les chefs d'ateliers de la fabrique d'étoffes de soie de la ville de Lyon</i>	20,000

<i>La Verrerie ouvrière, à Albi.</i>	10,000
<i>Société en coopération des ouvriers mineurs et similaires de Saône-et-Loire, à Sanvignes.</i>	10,000
<i>Société coopérative ouvrière de production des tisseurs de la Loire, 6, rue de la République, à Saint-Étienne.</i>	8,000
<i>Chambre consultative des associations ouvrières de production, 98, boulevard de Sébastopol, à Paris.</i>	5,000
<i>Caisse de prêts aux Chefs d'ateliers tisseurs de la ville de Saint-Étienne.</i>	5,000
<i>Société des décatisseurs et apprêteurs réunis, 9, rue de Saintonge, à Paris.</i>	4,000
<i>Association générale des ouvriers en instruments de musique, 81, rue Saint-Maur, à Paris.</i>	3,000
<i>L'Union fraternelle, association coopérative d'ouvriers puisatiers, terrassiers du département de la Seine, 99 bis, rue de la Tombe-Issoire, à Paris.</i>	3,000
<i>L'Avenir, coopérative d'horlogers, à Badevel (Doubs).</i>	2,000
<i>Société coopérative d'entreprises de construction de Bourges, 10, rue Mérot, à Bourges.</i>	2,000
<i>Société coopérative d'ouvriers menuisiers en bâtiment, 12, rue des Peigneurs, à Clermont-Ferrand.</i>	2,000
<i>Les Coutelliers réunis de Châtellerault, usine de Coindres, commune de Naintré, par les Barres (Vienne).</i>	2,000
<i>Société des ouvriers menuisiers de Limoges, 2, rue Cruveilhaier, à Limoges.</i>	2,000
<i>Banque coopérative des associations ouvrières (section du Sud-Est), 5, passage Coste, à Lyon.</i>	2,000
<i>Association coopérative des ouvriers cordonniers de la ville de Lyon, 129, rue Cuvier, à Lyon.</i>	2,000
<i>Association coopérative des tabletteurs en nacre, 1, passage de l'Hôtel-de-Ville, à Méru (Oise).</i>	2,000
<i>Association générale du cartonnage en tous genres, 66, rue d'Angoulême, à Paris.</i>	2,000
<i>Association ouvrière des ornemanistes sur métaux pour l'architecture, 13, passage Maurice, à Paris.</i>	2,000
<i>Les Peintres de Paris, 144, rue de Flandre, à Paris.</i>	2,000
<i>La Fraternelle, Société des ouvriers tailleurs de pierre et maçons de Poitiers, 3 bis, rue de Chilvert, à Poitiers.</i>	2,000
<i>La Fourmi, Société des tailleurs de pierres, carriers, voituriers, etc. à Porcieu-Amblagnieu (Isère).</i>	2,000
<i>Société coopérative toulousaine des ouvriers selliers de l'équipement militaire, place de la Dorade, à Toulouse.</i>	2,000
<i>La Laborieuse, association ouvrière d'ouvriers en cannes et manches de parapluies et ombrelles, à Vibraye (Sarthe).</i>	2,000
<i>Les Fumistes français de la Seine, 72, rue Saint-Maur, à Paris.</i>	1,500

<i>Société ouvrière de ciments et chaux de Blanzly, à Blanzly (Saône-et-Loire)</i>	1,000 ^f
<i>Société coopérative d'ouvriers charpentiers réunis de la ville de Bordeaux, 19, rue Brémontier, à Bordeaux</i>	1,000
<i>L'Union des travailleurs réunis (terrassiers et maçons) de Bordeaux et banlieue, 56, rue de la Devise, à Bordeaux</i>	1,000
<i>Association de ouvriers forestiers de la forêt de Montmorency, à Domont (Seine-et-Oise)</i>	1,000
<i>Société coopérative anonyme des tisseurs en tous genres de Grandris (Rhône)</i>	1,000
<i>Association agricole et industrielle de Gueugnon (Saône-et-Loire)</i>	1,000
<i>Société ouvrière des maçons et tailleurs de pierre de la Charité-sur-Loire, rue de la Montée-Saint-Jacques, à la Charité (Nièvre)</i>	1,000
<i>Union ouvrière de l'ameublement, 14, rue Haute-Vienne, à Limoges</i>	1,000
<i>Société des ouvriers charpentiers réunis de Limoges, 10 bis, rue des Sœurs-de-la-Rivière, à Limoges</i>	1,000
<i>Pax Labor, association ouvrière coopérative du bâtiment, 78, cours Lafayette, à Lyon</i>	1,000
<i>Association ouvrière des tanneurs-corroyeurs de Lyon et de sa banlieue, 7, passage Coste (7, cours Lafayette), à Lyon</i>	1,000
<i>L'Union des fondeurs, rue de Ciry, à Montceau-les-Mines</i>	1,000
<i>La Morlaisienne, société coopérative des cordiers de Morlaix, Petit-Launay, à la Madeleine-Morlaix (Finistère)</i>	1,000
<i>L'Avenir du bâtiment, 9, rue Clodion, Nancy</i>	1,000
<i>La Laborieuse, association coopérative des ouvriers de l'imprimerie, 7, rue J.-B.-A. Godin, à Nîmes</i>	1,000
<i>Fédération des Bourses du travail de France (Caisses ouvrières de prêt gratuit), à Paris</i>	1,000
<i>Association coopérative des ouvriers casquetiers, 23, rue des Blancs-Manteaux, à Paris</i>	1,000
<i>Les charpentiers de l'avenir, 23, rue de l'Avre, à Paris</i>	1,000
<i>Association ouvrière des emballeurs du département de la Seine, 143, rue d'Aboukir, à Paris</i>	1,000
<i>Le Papier, association de fabrication de sacs en papier et papiers en gros, 26, avenue Laumière, à Paris</i>	1,000
<i>La solidarité des ouvriers serruriers de la Seine, 52, rue Saint-Maur (4, cité Dupont), à Paris</i>	1,000
<i>Association ouvrière des plâtriers-peintres de Poitiers, 1, rue d'Alsace-Lorraine, à Poitiers</i>	1,000
<i>La Laborieuse, association d'ouvriers peintres, 16, rue Rousselle, à Puteaux (Seine)</i>	1,000
<i>Société coopérative d'entreprise de construction de Rennes, rue Alphonse-Guérin, à Rennes</i>	1,000

<i>Coopérative ouvrière des diamantaires du Jura et de l'Ain, Reffay,</i>	
<i>Fournier et Cie à Saint-Claude (Jura).....</i>	1,000 ^f
<i>Les Maçons de Troyes, 5, rue du Bois-de-Vincennes, à Troyes,</i>	1,000
<i>La Plâtrerie, 75, boulevard de la République, à Agen.....</i>	500
<i>Blanchisserie ouvrière, 49, quai de Boulogne, à Boulogne-sur-</i>	
<i>Seine.....</i>	500
<i>L'Union des peintres Bourse du travail, à Constantine.....</i>	500
<i>L'Union professionnelle de Levallois-Perret, 4, rue Fromont, à</i>	
<i>Levallois-Perret.....</i>	500
<i>Société des casseurs de pierres français, 73, rue Labrouste, à</i>	
<i>Paris.....</i>	500
TOTAL	153,000

LA RÉDUCTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL. ET LE RENDEMENT INDUSTRIEL.

L'expérience suivante a été faite, pendant les mois de mars et d'avril 1902, dans une filature de schappe (bourre de soie) occupant 550 ouvriers. Pendant le mois de mars, la durée du travail journalier était de onze heures; elle fut réduite à dix heures et demie le mois suivant. L'influence de cette réduction sur la production journalière est insensible, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-dessous (calculés sur la base uniforme de 100 ouvriers d'effectif) :

TABLEAU COMPARATIF des productions journalières moyennes (ramenées à 100 ouvriers d'effectif) d'une filature de schappe occupant 550 ouvriers, pour les mois de mars (11 heures de travail par jour) et d'avril (travail réduit à dix heures et demie par jour).

DATES.		PEIGNAGE.	FILATURE.	RETORDAGE.	PURGEAGE.	DÉVIDAGE.
		kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
1 ^{re} semaine.....	{ de mars..	56	82	80	74	66
	{ d'avril...	54	81	75	74	61
2 ^e semaine.....	{ de mars..	53	78	83	92	74
	{ d'avril...	52	78	83	76	76
3 ^e semaine.....	{ de mars..	53	74	67	75	66
	{ d'avril...	53	78	74	79	73
4 ^e semaine.....	{ de mars..	56	82	71	73	68
	{ d'avril...	56	78	69	77	70
Moyenne générale.	{ pour mars	54	79	75	78	69
	{ pour avril	54	79	76	76	70

LES SUBVENTIONS À LA MARINE MARCHANDE (1).

RELEVÉ GÉNÉRAL des primes allouées de 1893 à 1900 par application de la loi du 30 janvier 1893.

PRIMES À LA CONSTRUCTION.					PRIMES À LA NAVIGATION									
ANNÉES.	NAVIRES EN BOIS		MACHINES et renou- vellement de machines (15 francs par 100 kilogr.).	NAVIRES en fer (65 francs par tonneau).	TOTAL des primes à la construction.	NAVIRES EN BOIS.		NAVIRES EN FER.		Voiliers de construction	Voiliers de construction	TOTAL des primes à la navigation.		
	de moins de 150 tonneaux (30 francs par tonneau).	de plus de 150 tonneaux (40 francs par tonneau).				Voiliers de construction		Vapeurs de construction					française.	étrangère.
						française.	étrangère.	française.	étrangère.					
1893.....	francs. 283,089	francs. 128,456	francs. 536,702	francs. 1,164,296	francs. 2,112,543	francs. 196,570	francs. 22,926	francs. 4,195,143	francs. 327,190	francs. 1,002,978	francs. 327,001	francs. 6,071,808		
1894.....	263,824	123,843	814,117	887,518	2,089,302	344,096	33,076	5,244,162	533,173	1,315,024	384,408	7,853,939		
1895.....	316,867	117,059	1,041,398	1,325,350	2,800,674	298,701	24,277	5,910,502	695,568	1,236,132	415,172	8,580,892		
1896.....	336,016	113,828	1,024,589	2,631,917	4,106,350	231,686	20,092	6,774,687	1,223,561	923,254	401,451	9,574,731		
1897.....	379,613	188,086	866,184	3,711,928	5,145,811	255,344	6,155	7,091,353	2,799,359	866,632	404,125	11,332,968		
1898.....	279,822	169,000	1,236,672	2,928,351	4,613,845	234,024	2,790	6,600,396	3,811,936	805,812	345,772	11,800,730		
1899.....	230,917	186,542	1,243,525	5,403,181	7,064,195	255,415	1,634	7,198,339	4,722,704	735,379	332,156	13,245,827		
1900.....	219,378	187,806	1,264,802	7,594,534	9,296,520	274,192	2,370	6,952,030	7,108,444	631,455	319,296	15,287,787		
TOTAUX...	3,330,556	1,214,620	8,027,989	25,647,075	37,229,210	2,090,028	113,320	49,966,612	21,131,935	7,316,866	2,929,921	83,548,682		

(1) Extrait du Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances.

LA SEPTICÉMIE CHARBONNEUSE (1).

On continue à observer cette affection d'une manière fréquente chez les mégisiers occupés au travail des produits d'importation. En 1901 sont entrés à Saint-Denis, à l'hôpital, 10 ouvriers du même établissement: 1 en février; 3 en mai; 1 en juin; 1 en juillet; 2 en septembre; 1 en octobre et enfin 1 en novembre.

Le diagnostic a été cliniquement, bactériologiquement et expérimentalement établi dans chacun des cas, qui tous se sont terminés par guérison sous l'influence d'un traitement ayant pour base la destruction totale de la pustule (cautérisation et injections sous-cutanées de teinture d'iode) et, à l'intérieur, l'emploi de préparations iodées. Grâce à la surveillance attentive exercée sur les ouvriers de cet établissement, le traitement a pu être institué chaque fois de bonne heure et c'est là une cause importante de succès.

Ainsi que d'habitude, les parties du corps découvertes pendant le travail ont été seules atteintes: 6 fois la face, 1 fois le cou, 3 fois l'avant-bras. Au nombre de ces ouvriers se trouvait le chauffeur de l'établissement qui, ne manipulant pas les peaux, a dû être vraisemblablement contaminé au niveau d'une légère érosion par des poussières chargées de spores que souvent rendent très irritantes des débris de poil et parfois même la présence de sarcoptides détriticoles incitant les ouvriers à se gratter.

On sait que les peaux desséchées qui viennent de Chine ou d'autres pays exotiques hébergent souvent des parasites acariens, notamment des *dermestes*, qui vivent aux dépens du tissu cellulaire ou des fragments des muscles peaussiers restés adhérents à l'hypoderme.

Ces parasites passent volontiers des peaux qui leur ont donné asile sur les ouvriers de l'atelier où elles sont manipulées. Il n'est pas rare que des ouvriers se plaignent d'avoir été piqués ou mordus. Si le *dermeste* mordeur provient d'une peau charbonneuse, on prévoit qu'il puisse inoculer le charbon à l'ouvrier qu'il mord.

Il est inutile de rappeler la gravité extrême de cette intoxication professionnelle qui, autrefois, était presque toujours mortelle.

Aujourd'hui, on lui oppose heureusement un traitement iodé qui réussit toujours lorsqu'il est commencé à temps.

Des arrêtés spéciaux ont été pris en Angleterre et en Allemagne pour régler à ce point de vue spécial les industries où l'infection charbonneuse est à craindre.

Les précautions prescrites consistent dans la désinfection de certaines marchandises suspectes, dans une propreté rigoureuse des locaux, dans des mesures de protection et d'antisepsie corporelle (vêtements de travail, matelas protecteurs pour la tête, le cou, soins de toilette, etc.), dans l'interdiction absolue de manger à l'atelier et enfin dans l'obligation de surveiller et de soigner immédiatement les moindres coupures, écorchures ou égratignures survenues dans le personnel.

(1) D'après des observations de MM. Le Roy des Barres et Nocard au Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine. Compte rendu de la séance du 6 décembre 1901.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

*Séances des 21 et 28 février 1902.*ACCIDENTS DU TRAVAIL. — TAXE ADDITIONNELLE À LA PATENTE.
EXPLOITANT DE COUPES DE BOIS. — TRAVAIL AGRICOLE. — EXEMPTION.

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en ce qui concerne la taxe sur la constitution du fonds de garantie, n'est pas applicable à l'agriculture, dans tous les cas où il n'est pas fait emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

Spécialement, doit être considéré comme non soumis à la taxe établie additionnellement à la patente, un marchand de bois exploitant des coupes de bois sans faire usage des machines précitées.

Le Ministre des Finances a déféré au Conseil d'État divers arrêtés de Conseils de préfecture exonérant de la taxe établie additionnellement à la patente, pour l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, les marchands de bois exploitant des coupes de bois sans moteur inanimé.

Il a notamment formé recours contre un arrêté du Conseil de préfecture de la Nièvre, du 9 avril 1898, qui avait exonéré de cette taxe M. Boutroux, marchand de bois à Nevers, en se fondant sur ce que les exploitations forestières ne rentrent pas dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, et qu'on ne saurait appeler chantier l'emplacement où travaillent les bûcherons.

Cette exonération se justifiait par une considération plus générale, que la chambre des requêtes de la Cour de cassation avait accueillie dans son arrêt du 8 mai 1901, et consistant à appliquer aux travaux d'exploitation forestière la loi du 30 juin 1899, aux termes de laquelle la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

C'est ce que le Conseil d'État a admis à son tour, en rejetant le recours du Ministre des Finances par les motifs suivants, et après avoir entendu M. Léger, auditeur, en son rapport, M^e Gosset, avocat de M. Boutroux, en ses observations, et M. Saint-Paul, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions.

« Le Conseil d'État :

« Considérant que, d'après les dispositions de l'article unique de la loi du 30 juin 1899, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, dans tous les cas où il n'est pas fait emploi de machines mues par des moteurs inanimés ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Boutroux achète les coupes de bois et qu'il les exploite, sans faire usage de machines mues par des moteurs inanimés ; que, dans ces conditions, les exploitations de coupes forestières constituent, par elles-mêmes, un travail agricole, au sens de la loi du 30 juin 1899 ; indépendamment de la qualité de ceux qui s'y livrent, ou pour le compte de qui elles sont entreprises ; qu'il suit de là que le sieur Boutroux n'est pas soumis à la loi du 9 avril 1898, et que le ministre n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté ci-dessus visé, par lequel le Conseil de préfecture du département de la Nièvre lui a accordé décharge de la taxe pour la constitution du fonds de garantie prévu par les articles 24 et 25 de ladite loi, à laquelle il a été imposé sur les rôles

de la ville de Nevers, pour le deuxième semestre de l'année 1899 et pour l'année 1900;

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er}. — Le recours susvisé du Ministre des Finances est rejeté ».

Mêmes séances.

ACCIDENT DU TRAVAIL. — TAXE ADDITIONNELLE À LA PATENTE.
FABRICANTS DE FLEURS ARTIFICIELLES. — MODISTE. — EXEMPTION.

Les fabricants de fleurs artificielles ou les modistes ne sont point assujettis à la taxe établie additionnellement à la patente par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, la nature des opérations effectuées par eux et les conditions de leur exploitation ne permettant pas de considérer leurs établissements comme des manufactures, dans le sens de l'article premier de ladite loi.

Dans les mêmes séances, le Conseil d'État a donné des solutions identiques à celles de l'arrêt qui précède, en rejetant les recours de M. le Ministre des Finances, concernant les arrêtés du Conseil de préfecture de la Seine, qui avaient accordé décharge de la taxe additionnelle édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, à des fabricants de fleurs artificielles et à des modistes

Nous croyons intéressant de reproduire ces deux arrêts, rendus au rapport de M. Grunebaum, auditeur, et sur les conclusions du même commissaire du Gouvernement, M. Saint-Paul :

« Le Conseil d'État :

« Sur le rapport de la section du contentieux;

« Considérant que la taxe additionnelle édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 n'est due que par le patentable qui se trouve dans l'un des cas énumérés à l'article 1^{er} de cette loi.

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Mancourt, imposé aux droits de patente de la 5^e classe du tableau A, en qualité de *fabricant de fleurs artificielles*, occupe, pour l'exercice de sa profession, un appartement, sis à Paris, rue de Richelieu, 61, au deuxième étage; que l'une des pièces de cet appartement sert de magasin de vente et que, dans deux autres, servant d'ateliers, des ouvriers et ouvrières se livrent à la fabrication des fleurs artificielles, à l'aide de menus outils, dont ce travail nécessite l'emploi: que ni la nature des opérations effectuées et de l'outillage employé dans l'établissement du sieur Mancourt, ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer cet établissement comme une manufacture, dans le sens de l'article premier précité; qu'il suit de là que le Ministre des Finances n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté susvisé, par lequel le Conseil de préfecture a accordé au sieur Mancourt décharge de la taxe additionnelle établie pour la constitution du fonds de garantie,

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er}. — Le recours du Ministre des Finances est rejeté.

« Le Conseil d'État;

« Sur le rapport de la section du contentieux;

« Considérant que la taxe additionnelle, édictée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, n'est due que par le patentable qui se trouve dans l'un des cas énumérés à l'article 1^{er} de cette loi;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Dupuis, imposé aux droits de patente de la 5^e classe du tableau A, pour la profession de *modiste*, occupe dans l'atelier attaché à son magasin des ouvrières, qui se bornent à confectionner des chapeaux et coiffures de dames; que ni la nature des opérations effectuées, ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer l'établissement du sieur Dupuis comme une manufacture, dans le sens de l'article premier précité; qu'il suit de là que le Ministre des Finances n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêt susvisé, par lequel le Conseil de préfecture a accordé au sieur Dupuis décharge de taxe additionnelle établie pour la constitution du fonds de garantie;

« DÉCIDE :

« ART. 1^{er}. — Le recours du Ministre des Finances est rejeté. »

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1902 (2). — La dépression du mois dernier s'est encore accusée, et toujours pour la même cause : activité considérablement ralentie de la production industrielle en général et minière en particulier.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mai 1901, une diminution du chômage dans 20 villes seulement, une augmentation dans 63.

Les placements effectués dans ces 83 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mai 1901.....	31,111	16,140	47,251	55,356	13,226	68,582	177.9	81.9	145.1
Mai 1902.....	26,000	16,571	42,571	58,317	14,913	73,230	224.3	90.0	172.0

Grèves en mai 1902. — 55 grèves nouvelles contre 38 en avril 1902 et 68 en mai 1901. Les grèves les plus importantes ont été signalées dans le *bâtiment*, le travail des *métaux*, la construction des *machines* et le travail du *bois*.

Ordonnance du Conseil fédéral, en date du 20 mars 1902, sur l'aménagement et l'exploitation des carrières et des chantiers de taille des pierres (2).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Dans les carrières et les chantiers de taille des pierres, où travaillent régulièrement cinq ouvriers ou plus, il doit y avoir, pour abriter pendant la durée des repos les travailleurs occupés en plein air, des locaux assez spacieux et hermétiquement clos, éclairés de façon suffisante, munis d'un plancher étanche et

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) *Reichsanzeiger*.

chauffés en cas de froid; ils contiendront des sièges, à raison d'un pour chaque ouvrier occupé en permanence. Il y aura de même des appareils pour le chauffage des aliments.

Les abris seront nettoyés tous les jours; ils ne doivent pas être utilisés comme dépôts ou resserres.

ART. 2. — Dans les exploitations désignées à l'article premier se trouveront, en nombre suffisant, des cabinets d'aisances répondant aux exigences de l'hygiène et de la décence.

ART. 3. — Quant aux carrières et chantiers de taille des pierres, où travaillent régulièrement moins de cinq ouvriers, la faculté est laissée, comme ci-devant, aux autorités compétentes de prescrire par voie de décision ou d'ordonnance ou encore d'arrêtés de police (Parag. 120^d, 120^e, *Gewerbeord.*), des agencements de la nature de ceux visés par les articles 1 et 2.

ART. 4. — A l'effet de garantir des intempéries les tailleurs de pierres travaillant en plein air, on élèvera des toits-abris au-dessus des blocs à ouvrir ou bien des baraquements. Ces derniers doivent pouvoir se fermer de trois côtés, et en particulier sur celui d'où vient surtout le vent.

ART. 5. — Dans les carrières et les chantiers de taille des pierres, le patron mettra à la disposition des ouvriers de bonne eau potable ou des boissons appropriées.

Les autorités désignées à l'article 3 peuvent ordonner que les patrons ne doivent pas permettre aux ouvriers d'apporter des spiritueux dans l'exploitation.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX OUVRIERS DU GRÈS.

ART. 6. — Dans les carrières et chantiers de taille des pierres, les ouvriers doivent être éloignés d'au moins deux mètres les uns des autres, lors du piquage ou des autres façonnements complémentaires du grès.

ART. 7. — Afin d'éviter le plus possible la production de poussières, il est prescrit, sur les chantiers de taille des pierres, lors du travail du grès, et ce dans la mesure où le permettent les considérations d'ordre technique, d'entretenir dans un état d'humidité les blocs à ouvrir, et par un temps chaud et sec, également les emplacements du travail ainsi que les planchers des baraquements et des ateliers.

Les baraquements et ateliers seront débarrassés chaque jour de tous déchets et débris, et les planchers également nettoyés des poussières par un lavage suffisant.

L'eau nécessaire sera fournie par le patron.

ART. 8. — Aux autorités désignées à l'article 3 est laissée la faculté de prendre des dispositions du genre de celles prévues pour les ouvriers du grès, également à l'égard des travailleurs occupés à extraire la dolérite ou d'autres pierres analogues qui produisent des poussières à vives arêtes.

TRAVAIL DES OUVRIERS ADULTES.

ART. 9. — Dans les carrières de pierres, les ouvriers employés aux opérations d'extraction de la pierre (perçement, entaille, forage, établissement et remplissage des trous de mines, sautage à la poudre, etc.), ne doivent pas travailler plus de dix heures par jour.

Dans les carrières et chantiers de taille des pierres, les ouvriers employés au piquage ou autres façonnements complémentaires du grès, ne doivent pas travailler plus de neuf heures par jour.

Des dérogations aux précédentes dispositions peuvent être permises par l'autorité administrative subalterne pour les travaux à entreprendre incontinent en cas de force majeure ou dans l'intérêt public. L'autorisation ne doit pas être délivrée pour plus de 2 heures par jour, pendant une période maxima de quatorze jours.

TRAVAIL DES OUVRIÈRES ET DES JEUNES OUVRIERS.

ART. 10. — Dans les carrières, il est interdit d'occuper des ouvrières ou de jeunes ouvriers à l'extraction (art. 9, alinéa 1) ou au travail de premier dégrossissement des pierres.

Dans les chantiers de taille des pierres, il est défendu d'employer de jeunes ouvriers au traitement à sec du grès, de même que des ouvrières à d'autres besognes au cours desquelles elles sont exposées aux effets des poussières.

En outre, les ouvrières et les jeunes ouvriers ne doivent pas être occupés, dans les carrières et chantiers de taille des pierres, au transport ni au déchargement des pierres. Pour les ardoisières, l'autorité administrative supérieure peut tolérer en l'espèce des exceptions, en autorisant l'emploi de jeunes ouvriers, lors du transport ou du déchargement des pierres, à des travaux appropriés à leurs forces.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 11. — Sont également réputées chantiers de taille des pierres, selon le sens des précédentes dispositions, celles des exploitations où l'on effectue en carrière la mise en œuvre complémentaire des blocs de pierre, consécutive au travail de premier dégrossissement.

Les dispositions des articles 1, 2 et 12 ne s'appliquent point dans les cas où des tailleurs de pierre sont employés hors d'un chantier régulier, par exemple dans des constructions.

ART. 12. — Dans les carrières et chantiers de taille des pierres, il sera apposé à un endroit bien en vue une pancarte reproduisant en caractères apparents les dispositions des articles 1 à 5 et 9 à 11.

Dans les carrières et les ateliers de taille des pierres, où le grès est extrait ou travaillé, l'écrêteau (alinéa 1^{er}) doit reproduire de plus les dispositions des articles 6 et 7.

ART. 13. — Les dispositions de l'article 10, réglementant le travail des ouvrières, entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1903; les autres dispositions de la présente ordonnance, le 1^{er} octobre 1902.

L'utilisation ultérieure des abris et des cabinets d'aisances déjà existants, qui ne satisfont pas aux dispositions générales de la présente ordonnance, peut être autorisée par l'autorité administrative supérieure, à titre exceptionnel, jusqu'au 1^{er} octobre 1903.

Les dispositions de l'article 10 ne sont point applicables aux jeunes ouvriers déjà employés, dans les carrières et chantiers de taille des pierres à l'époque de la promulgation de la présente ordonnance.

Naufrages et accidents de mer en 1899 (1). — Le nombre des navires allemands disparus s'est élevé, pour 1899, au chiffre de 97 bâtiments d'un tonnage net de 44,000 tonneaux, dont 79 voiliers avec un tonnage d'environ 22,000 tonneaux et 18 vapeurs d'un peu plus de 22,000 tonneaux pour l'ensemble.

Les pertes de vies humaines occasionnées par ces sinistres se sont élevées au

(1) Extrait de *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs*, 1902.

chiffre de 225 (237 en 1898), comprenant 220 hommes d'équipage et 5 passagers; les navires naufragés avaient à leur bord 986 hommes d'équipage et 180 passagers.

Les pertes de navires sur les côtes allemandes, en 1899, se sont élevées au chiffre de 484, entraînant 45 pertes de vies humaines s'appliquant aux seuls hommes d'équipage.

AUTRICHE.

Placement en avril 1902. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 900 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
231	85	166	43	118	60	74	50	64	32	59	38

Grèves en avril 1902. — 18 nouvelles grèves, avec 1,100 grévistes; aucun lockout. C'est dans la Basse-Autriche, en Galicie et en Bohême, et pour l'industrie des pierres et terres, de l'argile et du verre d'une part; de l'autre, pour le vêtement et modes, qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 succès, 5 transactions, 7 échecs (1). Causes : insuffisance de salaires, 7 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; les deux motifs réunis, 2 cas; divers, 7 cas.

BELGIQUE

Placement en avril 1902. — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les 14 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, est un peu moins favorable : pour 541 offres de patrons, il y a eu 906 demandes des ouvriers (hommes), soit 167 p. 100. Le mois précédent, il y avait 1,018 demandes pour 672 offres, soit 151 p. 100, et, en avril 1901, 786 demandes pour 974 offres, soit 121 p. 100.

Grèves en avril 1902. — 7 grèves nouvelles, avec 873 grévistes et 88 chômeurs forcés. 5 grèves intéressant 511 ouvriers se sont terminées par l'échec des grévistes; 2 intéressant 219 ouvriers ont donné lieu à transaction.

L'assurance contre le chômage à Gand. — Voici quels ont été les résultats obtenus pendant les 5 derniers mois de 1901 par la caisse de chômage instituée par l'administration communale de la ville de Gand (2).

(1) Résultat encore inconnu dans 4 cas.

(2) Voir les n° du *Bulletin* de juin 1900 et de décembre 1901.

28 syndicats professionnels ouvriers comptant 13,000 membres ont rempli les formalités voulues pour avoir droit aux subventions de la caisse de chômage. Ils ont alloué à leurs membres des secours s'élevant pendant ces 5 mois à 17,875 francs, et ont obtenu de la ville des majorations égales à 6,254 francs. Cette somme totale de 24,129 francs a été distribuée à 2,089 ouvriers et ouvrières.

Il résulte des chiffres relevés à la fin de 1901 que l'assurance syndicale contre le chômage de Gand a payé environ 50,000 francs d'indemnités pendant toute l'année.

ÉTATS-UNIS.

Les grèves et lockouts de 1881 à 1900. — Le *Département du travail* des États-Unis a réuni, dans son 16^e rapport annuel qui vient de paraître, les renseignements relatifs aux grèves et aux lockouts pour la période qui s'étend du 1^{er} janvier 1881 au 31 décembre 1900. Ce document reproduit ainsi les principaux renseignements déjà contenus dans le 3^e rapport annuel (grèves et lockouts de 1881 à 1886) et dans le 10^e rapport (grèves et lockouts de 1887 à 1894 (1)); il donne, en outre, les chiffres relatifs à la période 1894-1900.

Le tableau suivant résume par année et pour une période de vingt ans, le nombre et la durée moyenne des grèves, le nombre d'établissements mis en chômage et celui des grévistes, ainsi que le pourcentage des grévistes ayant réussi ou échoué.

ANNÉES.	NOMBRE DE GRÈVES.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS atteints par les grèves.	DURÉE MOYENNE EN JOURS du chômage d'un établ.	NOMBRE DE GRÉVISTES.	RÉUSSITE COMPLÈTE.		RÉUSSITE PARTIELLE.		ÉCHEC COMPLÈT.	
					P. o/o DU NOMBRE d'établissements en grève.	P. o/o du nombre des grévistes.	P. o/o DU NOMBRE d'établissements en grève.	P. o/o du nombre des grévistes.	P. o/o DU NOMBRE d'établissements en grève.	P. o/o du nombre des grévistes.
1881	471	2,928	12.8	129,521	61.37	42.93	7.00	13.50	31.63	43.57
1882	454	2,105	21.9	104,671	53.59	29.58	8.17	4.60	38.24	65.82
1883	478	2,759	20.6	149,763	58.17	36.82	16.09	11.37	25.74	51.81
1884	443	2,367	30.5	147,054	51.50	35.86	3.89	3.43	44.61	60.71
1885	645	2,284	30.1	242,705	52.80	47.54	9.50	9.83	37.70	42.03
1886	1,432	10,053	23.4	508,044	34.50	38.48	18.85	14.61	46.65	46.91
1887	1,436	6,589	20.9	379,676	45.64	33.60	7.19	6.97	47.17	59.43
1888	906	3,506	26.3	147,704	52.22	27.83	5.48	7.54	42.30	64.03
1889	1,075	3,786	26.3	249,559	46.49	28.89	18.91	25.09	34.60	46.02
1890	1,833	9,424	24.2	351,944	52.65	45.12	10.01	13.77	37.34	41.11
1891	1,717	8,116	34.9	298,939	37.88	27.02	8.29	7.65	53.83	65.33
1892	1,298	5,540	23.4	206,671	39.31	29.58	8.70	7.95	51.99	62.47
1893	1,305	4,555	20.6	265,914	50.86	23.44	10.32	15.79	38.82	60.77
1894	1,349	8,196	32.4	660,425	38.09	17.79	13.50	20.83	48.41	61.38
1895	1,215	6,973	20.5	392,403	55.24	39.86	9.94	11.14	34.82	49.00
1896	1,026	5,462	22.0	241,170	59.19	41.39	7.47	14.31	33.34	44.30
1897	1,078	8,492	27.4	408,391	57.31	38.90	28.12	37.29	14.57	23.81
1898	1,056	3,809	22.5	(1) 249,002	64.19	43.64	6.38	9.24	29.43	47.12
1899	1,797	11,317	15.2	417,072	73.24	54.48	14.25	14.30	12.51	31.22
1900	1,779	9,248	23.1	505,066	46.43	28.81	20.62	38.75	32.95	32.44
TOTAL	22,793	117,509	23.8	(1) 6,105,694	50.77	35.02	13.04	16.72	36.19	48.26

(1) Non compris le chiffre des ouvriers de 33 établissements pour lesquels les renseignements manquent.

(1) *Bulletin de l'Office du travail* de 1896, pages 308, 309.

Sur les 117,509 établissements atteints, 77,067 (soit 65.58 p. 100), se trouvent situés dans les trois états de New-York, Pensylvanie et Illinois. Pour ces trois mêmes états, le nombre total des grèves s'élève à 11,946 (soit 52.40 p. 100 du total).

Il convient d'ajouter à ces divers chiffres ceux des lockouts survenus pendant cette période de vingt années : 504,307 ouvriers ont été contraints au chômage dans 1,005 établissements, ce qui porte le total des établissements atteints à 118,514, et celui des chômeurs à 6,610,000.

Quant aux résultats des lockouts, ils ont été les suivants :

Il y a eu réussite pour les patrons dans 4,972 établissements (soit 50.79 p. 100) ; réussite partielle dans 615 établissements (soit 6.28 p. 100), et échec dans 4,203 établissements (soit 42.93 p. 100). Pour 1.44 p. 100 des établissements, il n'a pas été possible d'avoir de renseignements.

6 industries ont été particulièrement atteintes et ont vu se produire 59 p. 100 du total des grèves, atteignant 76.95 p. 100 des établissements et 71.56 p. 100 du total des grévistes.

INDUSTRIES.	GRÈVES.		ÉTABLISSEMENTS.		GRÉVISTES.	
	TOTAL.	P. 100.	TOTAL.	P. 100.	TOTAL.	P. 100.
Bâtiment	4,440	19.48	41,910	35.67	665,946	10.91
Industrie charbonnière	2,515	11.03	14,575	12.40	1,892,435	31.05
Métallurgie	2,080	9.13	4,652	3.96	511,336	8.37
Vêtement	1,638	7.19	19,695	16.76	563,772	9.23
Tabacs	1,509	6.62	6,153	5.24	251,096	4.11
Transports	1,265	5.55	3,436	2.92	484,454	7.93

51.44 p. 100 des lockouts sont survenus dans ces 6 mêmes industries (avec 78.82 p. 100 des établissements et 60.53 p. 100 du total des chômeurs).

Dans les grèves, 90 p. 100 des chômeurs étaient du sexe masculin et 10 p. 100 seulement des femmes ; dans les lockouts, ces chiffres deviennent respectivement 80.24 p. 100 et 19.76 p. 100.

Voici comment se répartissent, d'après le nombre des établissements atteints, les causes des 22,793 grèves :

CAUSES OU OBJETS DES GRÈVES.	NOMBRE des établissements,	P. 100 du nombre total des établissements atteints.
Contre une réduction de salaires	8,423	7.17
Pour une augmentation de salaires	33,731	28.70
Pour une diminution de la journée de travail	13,116	11.16
Pour une augmentation de salaire et la diminution de la journée de travail	13,201	11.23
Pour une question de salaire ou de durée de travail et une autre cause	10,545	8.99
Par sympathie pour d'autres grévistes	4,078	3.47
Pour la défense de la cause syndicale	6,348	5.40
Pour faire rentrer des ouvriers renvoyés	878	0.74
Autres causes	27,189	23.14
TOTAL	117,509	100.00

Dans 58.26 p. 100 des établissements atteints, les grèves ont eu pour cause une question de salaire ou de réduction de la journée de travail.

Pendant cette période de vingt années, 14,457 grèves (sur 22,793), affectant 103,455 établissements, ont été ordonnées par des associations ouvrières. Les grévistes ont réussi complètement dans 52.86 p. 100 des établissements, partiellement dans 13.60 p. 100, et échoué dans 33.54 p. 100. 8,326 grèves, atteignant 13,913 établissements, n'ont pas été ordonnées par des associations : ici, les ouvriers ont réussi complètement dans 35.56 p. 100 des établissements, partiellement dans 9.05 p. 100 et échoué dans 55.39 p. 100. Les pertes en salaires subies par les 6,610,001 chômeurs dans 127,442 établissements (grèves et lockouts), se sont élevées à 1,533,416,115 francs, soit en moyenne à 230 francs par tête et 12,030 francs par établissement. Les patrons accusent une perte de 613,655,605 francs par suite de grève et de 99,639,915 francs par suite de lockout, soit ensemble 713,295,520 francs, ou 5,595 francs par établissement.

Les secours versés aux chômeurs pendant ces 20 années par les associations ouvrières, se sont élevés à 98,131,270 francs, soit 80,873,965 francs pour cause de grève et 17,257,305 pour cause de lockout. Ces sommes ne représentent que 6.40 p. 100 environ du total des salaires perdus.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1902. — Le marché du travail s'est peu modifié depuis le mois d'avril. En comparaison avec l'année précédente, il y a amélioration pour les industries textile et sidérurgique, mais ralentissement dans la construction mécanique et la construction navale.

4,0 p. 100 de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 549,000 membres contre 3,9 p. 100 en avril 1902 et 3,6 p. 100 en mai 1901.

4,89 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 490,000 mineurs contre 4,90 en avril 1902 et 5,23 en mai 1901.

321 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1902, avec 22,200 ouvriers contre 319 en avril 1902 et 303 en mai 1901.

83 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mai 1902 et 86 p. 100 dans les tissages, avec 89,000 ouvrières, femmes et filles, contre 80 p. 100 et 84 p. 100 en avril 1902 et 75 p. 100 et 62 p. 100 en mai 1901.

Grèves. — 23 nouvelles grèves en mai 1902 avec 7,385 chômeurs, contre 32 avec 3,635 grévistes en avril 1902, et 64, avec 8,039 grévistes, en mai 1901; 7 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines, 3 dans les industries des métaux, 2 dans les textiles et 2 dans les transports. Sur 21 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 11,818 grévistes : 5 succès, 10 échecs, 6 transactions.

Accidents mortels survenus dans l'industrie en 1901 (1). — Le nombre des ouvriers morts à la suite d'accidents survenus pendant le travail s'est élevé, en 1901, à 4,619.

(1) *Labour gazette*, numéro de mars 1902.

Le tableau suivant permet de comparer, par groupe d'industries, le nombre d'accidents suivis de mort, enregistrés pour les cinq dernières années 1897-1901.

CATÉGORIE D'INDUSTRIES.	TOTAL du personnel employé.	NOMBRE DES DÉCÈS				
		en 1897	en 1898	en 1899	en 1900	en 1901
Transports par eau	235,544	1,642	1,598	1,839	1,889	1,722
Mines.....	839,178	979	941	972	1,050	1,126
Carrières.....	93,895	123	134	117	127	97
Chemins de fer.....	534,141	539	522	555	612	539
Fabriques.....	3,929,213	513	575	675	802	769
TOTAL.....	5,631,971	3,796	3,770	4,158	4,480	4,253

Il convient d'ajouter que, pour un certain nombre d'accidents suivis de mort, il n'a pas été possible de relever les chiffres du personnel employé. En ajoutant aux totaux donnés ci-dessus les chiffres de ces décès enregistrés pour chacune des cinq années 1897-1901, on obtient les totaux suivants: 4,030 en 1897, 3,998 en 1898, 4,458 en 1899, 4,812 en 1900 et 4,619 en 1901.

Quant à la moyenne annuelle des accidents suivis de mort par 1,000 ouvriers, il est assez difficile de l'établir d'une façon rigoureusement exacte. Le total des ouvriers employés (5,631,971) est formé de chiffres s'appliquant à différentes périodes; c'est ainsi que le chiffre des mineurs se rapporte à 1901, celui des transports par eau et des carrières à 1900, celui des fabriques et des chemins de fer à 1898. Les moyennes suivantes ne sont donc qu'approximatives: 1897, 0.67 p. 1,000; 1898, 0.66 p. 1,000; 1899, 0.73 p. 1,000; 1900, 0.79 p. 1,000; 1901, 0.76 p. 1,000.

Le total des décès de 1901 (4,619) est inférieur de 193 (soit de 4 p. 100) au total de 1900. Il y a augmentation dans les mines et diminution dans les transports par eau. Il est à noter enfin que le total des décès est surtout élevé dans ces mêmes transports pour toute la période considérée; le chiffre de 1,722 donné pour 1901 comprend: 992 décès par suite de naufrages ou avaries et 730 par suite d'accidents divers.

RUSSIE.

Association patronale d'assurance contre les accidents du travail. —

Il vient de se former à Ivanovo-Voznessensk, en Russie, sous les auspices des autorités impériales, une association patronale d'assurance contre les accidents du travail, qui est la première de ce genre dont on ait autorisé la constitution en Russie.

Cette association groupe 34 industriels employant ensemble environ 40,000 ouvriers, dans les gouvernements de Vladimir et de Kostroma, et payant une cotisation annuelle pour chaque ouvrier ou employé gagnant moins de 4,750 francs par an.

L'association se propose de verser une indemnité à tout ouvrier victime d'un accident survenu pendant le travail, excepté quand il y a cas de force majeure, négligence ou malveillance de la part de l'ouvrier.

Les indemnités sont fixées comme suit (toutes les fois que l'accident n'a pas donné lieu à procédure et à jugement):

En cas d'incapacité totale de travail, la victime reçoit jusqu'à sa mort, ou tant qu'elle demeure incapable de travail, une pension égale au montant de son salaire

annuel, si ce dernier n'excède pas 791 fr. 65; si l'ouvrier gagnait plus que cette somme, sa pension devient égale aux trois quarts de son salaire s'il est marié, ou égale aux deux tiers seulement s'il est célibataire.

En cas de mort de la victime, son conjoint survivant reçoit une pension variant entre 30 et 50 p. 100 des salaires annuels du défunt, suivant que ce dernier gagnait plus de 791 francs ou moins de 475 francs par an. Chaque enfant a droit en outre, jusqu'à l'âge de 15 ans, à une pension calculée d'après les salaires de la victime, sans que cependant le total des pensions touchées par une même famille puisse dépasser le salaire annuel du défunt ou être inférieur à 475 francs. Les pensions peuvent être remplacées par une somme versée une fois pour toutes.

Aux termes du règlement, le conseil exécutif de l'Association doit prescrire les mesures préventives à prendre contre les accidents, en dehors de celles édictées par la loi; il est autorisé, le cas échéant, à imposer des cotisations plus élevées à tout sociétaire qui enfreindrait ces prescriptions.

SUÈDE.

Les grèves en 1901 (1). — Les chiffres ci-après résument la statistique des grèves et lockouts survenus pendant l'année 1901, avec rappel des chiffres de l'année 1900, pour permettre la comparaison entre les deux dernières années :

	ANNÉES.	
	1901.	1900.
Nombre de grèves.....	112	90
Nombre de lockouts.....	15	14
TOTAL.....	127	104
Chômeurs pour cause de grève.....	5,203	6,170
Chômeurs pour cause de lockout.....	997	4,120
TOTAL.....	6,200	10,290
Nombre de journées de travail perdues :		
Pour cause de grève.....	121,000	142,000
Pour cause de lockout.....	89,300	189,600
TOTAL.....	210,300	331,600

La caisse d'épargne postale en 1900. — Pendant l'année 1900, 2,652 bureaux de poste (98.66 p. 100 du nombre total) ont été ouverts au service de la Caisse d'épargne, soit un bureau pour 1,937 habitants. Ils ont reçu 542,713 versements, représentant une somme totale de 13,601,291 couronnes, et effectué 178,709 remboursements, représentant un total de 19,043,635 couronnes (soit 140 p. 100 du montant des versements). Cette infériorité des versements par rapport aux remboursements date seulement de l'année 1899, où le montant des remboursements s'est élevé à 138 p. 100 du montant des versements, contre 88 p. 100 en 1898.

La valeur moyenne des versements a été de 25 couronnes, celle des rembourse-

(1) D'après l'*Ekonomisk Tidskrift*

ments de 106 couronnes. Le nombre des versements par 1,000 habitants s'est élevé à 106, celui des remboursements à 35.

Le nombre des livrets existant à la fin de l'année 1900 s'élevait à 566,805, soit 110 par 1,000 habitants, et l'avoir des déposants montait à 56,461,391 couronnes. Les nombres et proportions pour chaque catégorie de livrets dans le total des livrets et crédits sont les suivants :

	NOMBRE de livrets.	PROPORTION P. 100	
		dans le nombre total des livrets.	dans le montant total des livrets.
Livrets de 10 couronnes et au-dessus.....	277,482	49	2
Livrets de 11 à 50 couronnes.....	133,921	24	6
Livrets de 51 à 100 couronnes.....	42,853	7	5
Livrets de 101 à 500 couronnes.....	83,737	15	33
Livrets de 501 à 1,000 couronnes.....	16,838	3	23
Livrets au-dessus de 1,000 couronnes.....	11,947	2	31
TOTAUX.....	566,805	100	100

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 10 mai 1902, portant réorganisation du service de l'inspection du travail.
(J. O. 1^{er} juin 1902.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 18 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçus :

Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ce service comprendra :

- 1° Des inspecteurs divisionnaires;
- 2° Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

Un décret, rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail ci-dessous instituée, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire;

Vu le paragraphe 2 de l'article 19 de ladite loi, ainsi conçu : « La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an »;

Vu les décrets des 13 décembre 1892, 27 décembre 1892, 18 décembre 1893 et 28 octobre 1895;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

- 11 inspecteurs divisionnaires ;
110 inspecteurs ou inspectrices départementaux.

ART. 2. — La délimitation des circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, le lieu de leurs résidences, l'indication du département ou des départements inspectés par les inspecteurs ou inspectrices départementaux, les lieux de résidence de ces inspecteurs ou inspectrices sont inscrits au tableau suivant :

CIRCON- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des INSPECTEURS et inspectrices départementaux.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS départementaux.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS divisionnaires.
1 ^{re} .	Seine	14 inspecteurs ...	Paris.....	Paris.
	Seine-et-Oise, Seine-et-Marne..	14 inspectrices ...		
	Loiret, Cher et Loir-et-Cher...	2 inspecteurs ...	Orléans, Bourges	
2 ^e .	Indre-et-Loire	Idem.....	Tours.....	
	Indre, Vienne.....	1 inspecteur ...	Poitiers.....	Limoges.
	Haute-Vienne.....	Idem.....	Limoges.....	
	Allier, Creuse.....	Idem.....	Montluçon	
	Yonne, Nièvre.....	Idem.....	Nevers	
3 ^e .	Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or,			Dijon.
	Haute-Saône, territoire de	5 inspecteurs ...	Troyes, Dijon, Belfort, Besan-	
	Belfort, Doubs, Jura et		çon, Chalon-sur-Saône	
	Saône-et-Loire			
4 ^e .	Aisne, Ardennes, Marne, Meuse,	8 inspecteurs ...	Saint-Quentin, Reims, Mé-	
	Meurthe-et-Moselle et Vosges.		zières, Bar-le-Duc, Nancy,	Nancy.
			Epinal.....	
			Lille, Roubaix, Tourcoing, Va-	
5 ^e .	Nord, Pas-de-Calais et Somme.	13 inspecteurs...	lenciennes, Avesnes, Cam-	
		1 inspectrice...	brai, Douai, Dunkerque, Ca-	Lille.
			lais, Boulogne, Arras,	
			Amiens.....	
6 ^e .	Oise, Seine-Inférieure, Eure,	7 inspecteurs ...	Creil, Beauvais, Rouen, Le	
	Eure-et-Loir, Orne, Calvados,	1 inspectrice...	Havre, Elbeuf, Chartres,	Rouen.
	et Manche		Caen.....	
	Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord..	1 inspecteur ...	Rennes.....	
	Sarthe, Mayenne.....	Idem.....	Le Mans.....	
7 ^e .	Loire-Inférieure, Vendée.....	2 inspecteurs ...	Nantes.....	Nantes.
		1 inspectrice...		
	Maine-et-Loire, Deux-Sèvres ..	1 inspecteur ...	Angers.....	
	Finistère, Morbihan.....	Idem.....	Lorient.....	
	Charente-Inférieure, Gironde..	2 inspecteurs ...	Bordeaux.....	
8 ^e .	Lot-et-Garonne, Landes, Gers,	Idem.....	Agen, Pau.....	Bordeaux.
	Basses-Pyrénées, Hautes-Py-			
	rénées.....			
	Charente, Dordogne, Corrèze,	Idem.....	Angoulême, Cahors.....	
	Lot.....			
	Aude, Pyrénées-Orientales...	1 inspecteur ...	Carcassonne	
9 ^e .	Hérault	Idem.....	Montpellier	
	Aveyron, Cantal, Lozère.....	Idem.....	Rodez.....	Toulouse.
	Tarn.....	Idem.....	Castres.....	
	Haute-Garonne, Tarn-et-Ga-	2 inspecteurs ...	Toulouse	
	ronne, Ariège.....			
	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-	4 inspecteurs ...	Marseille, Nice.....	
	Maritimes, Corse.....	1 inspectrice...	Marseille.....	
10 ^e .	Vaucluse, Basses-Alpes.....	1 inspecteur ...	Avignon.....	Marseille.
	Drôme, Hautes-Alpes.....	Idem.....	Valence.....	
	Gard.....	Idem.....	Nîmes.....	
	Ardèche.....	Idem.....	Privas.....	
	Rhône, Isère, Ain.....	4 inspecteurs ...	Lyon, Grenoble.....	
		1 inspectrice...	Lyon.....	
11 ^e .	Haute-Savoie, Savoie.....	1 inspecteur ...	Chambéry.....	Lyon.
	Puy-de-Dôme, Loire, Haute-		Saint-Etienne, Roanne, Cler-	
	Loire	4 inspecteurs ...	mont-Ferrand.....	

ART. 3. — Dans les départements ou groupes de départements pour lesquels le tableau ci-dessus prévoit plusieurs postes d'inspecteurs, un arrêté ministériel déterminera la section à attribuer à chacun des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

ART. 4. — Les inspecteurs et inspectrices stagiaires institués par l'article 19 de la loi reçoivent un traitement annuel de 2,400 francs.

ART. 5. — Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont répartis en cinq classes dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

5^e classe, 3,000 francs;

4^e classe, 3,500 francs;

3^e classe, 4,000 francs;

2^e classe, 4,500 francs;

1^{re} classe, 5,000 francs.

Le nombre des inspecteurs et inspectrices départementaux de chaque classe est fixé conformément aux indications ci-après :

Inspecteurs départementaux.

1^{re} classe, 8 inspecteurs au maximum;

2^e classe, 8 inspecteurs au maximum;

3^e classe, 18 inspecteurs au maximum;

4^e, 5^e classes et stagiaires, 57 inspecteurs au minimum.

Inspectrices départementales.

1^{re} et 2^e classes, 3 inspectrices au maximum dont 1 au maximum de 1^{re} classe.

3^e classe, 4 inspectrices au maximum.

4^e, 5^e classes et stagiaires, 12 inspectrices au minimum.

ART. 6. — Les inspecteurs divisionnaires sont répartis en trois classes dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

3^e classe, 6,000 francs;

2^e classe, 7,000 francs;

1^{re} classe, 8,000 francs;

Le nombre des inspecteurs divisionnaires de chaque classe est fixé conformément aux indications ci-après :

1^{re} classe, 3 inspecteurs divisionnaires au maximum;

2^e classe, 3 inspecteurs divisionnaires au maximum;

3^e classe, 4 inspecteurs divisionnaires au minimum.

ART. 7. — Les inspecteurs et inspectrices ne peuvent être élevés de classe qu'après trois ans de services dans la classe immédiatement inférieure.

Les inspecteurs divisionnaires sont nommés au choix parmi les inspecteurs départementaux appartenant au moins à la 2^e classe.

ART. 8. — Les frais de tournée des inspecteurs et inspectrices seront réglés sur état, selon les formes prescrites par décisions du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et suivant le tarif fixé par le décret du 28 octobre 1895.

Les frais de transport par mer seront remboursés aux inspecteurs d'après le prix des places en 1^{re} classe.

L'inspecteur divisionnaire résidant à Paris reçoit, pour frais de tournées dans le département de la Seine, une indemnité fixe de 3,000 francs par an. Ses frais de tournées dans les départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise lui seront remboursés sur le même taux qu'aux autres inspecteurs divisionnaires.

Les inspecteurs et inspectrices départementaux du département de la Seine

reçoivent une indemnité fixe de 600 francs pour les frais de déplacement dans l'enceinte de Paris; l'indemnité est de 900 francs pour les inspecteurs attachés au service de la banlieue.

Dans les départements autres que celui de la Seine où les conditions de service l'exigent, les frais de tournées alloués sur état aux inspecteurs et inspectrices peuvent être remplacés par des indemnités fixes réglées par arrêté ministériel.

Les déplacements des inspecteurs hors de leur circonscription ou section, nécessités par les besoins du service, sont comptés comme frais de tournées et réglés sur état aux mêmes tarifs.

ART. 9. — Il sera alloué aux inspecteurs divisionnaires des frais de bureau fixés à 2,200 francs pour l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription, à 1,800 francs pour l'inspecteur divisionnaire de la cinquième circonscription et à 1,500 francs pour les autres inspecteurs divisionnaires.

ART. 10. — Les décrets des 13 décembre 1892, 27 décembre 1892 et 18 décembre 1893 sont abrogés.

ART. 11. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Arrêté du Ministre des Travaux publics, en date du 20 mai 1902, modifiant l'arrêté du 4 novembre 1899, relatif à la durée du travail et du repos des mécaniciens et chauffeurs.

(J. O., 6 juin 1902.)

Le Ministre des Travaux publics,

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer;

Vu le décret du 1^{er} mars 1901, qui a modifié l'ordonnance du 15 novembre 1846 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et notamment les articles 56, 64 et 76 dudit décret;

Vu l'avis du Conseil d'État, en date du 9 avril 1884;

La Direction des chemins de fer de l'État, les Compagnies de chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et de Paris à Orléans, et le Syndicat des chemins de fer de Ceinture de Paris entendues

Sur le rapport du conseiller d'État, directeur des chemins de fer,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 3 de l'arrêté du 4 novembre 1899, relatif à la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs, sont modifiées de la manière suivante :

Tous les dix jours, en moyenne, il doit y avoir, à la résidence, un grand repos de trente heures au moins; l'intervalle entre deux de ces repos consécutifs ne peut être supérieur à vingt jours. Durant ces grands repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence. Ces jours de repos ne sont comptés que pour dix heures dans le calcul de la moyenne décadaire fixée à l'article 2.

Toutefois, pour les agents dont le service ne comporte pas de découcher hors la résidence, la durée des grands repos ci-dessus définis pourra être réduite à vingt-quatre heures et le nombre en pourra être réduit à un par quinzaine en moyenne.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 26 mai 1902, nommant la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, pour l'exercice 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit.

(J. O., 30 mai 1902.)

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Sur la proposition du Directeur du travail,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — La Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au chapitre 26 du budget du Ministère, pour l'exercice 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit, est composée ainsi qu'il suit :

MM. Lourties, sénateur, ancien ministre du commerce, président ;

Desmons, sénateur ;

Leydet, sénateur ;

Strauss, sénateur ;

Doumergue, député ;

Lemire, député ;

Jeanneney, député ;

Briand, député ;

Constant Deville, ancien conseiller prud'homme ouvrier ;

Keufer, secrétaire de la Fédération des travailleurs du livre ;

Denis Poulot, ancien maire du 11^e arrondissement ;

Favaron, président de la Chambre consultative des associations ouvrières de production ;

Arthur Fontaine, directeur du travail ;

Petit, chef du cabinet du ministre ;

Isidore Finance, sous-directeur du travail.

ART. 2. — M. Spire, sous-chef du bureau des Associations professionnelles, et M. Dufour, rédacteur, rempliront les fonctions de secrétaire.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 27 mai 1902, relatif à la limite supérieure de la charge qui peut être transportée au moyen de tricycles-porteurs par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Vu la loi du 2 novembre 1892 ;

Vu l'article 11 du décret du 13 mai 1893, ainsi conçu :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie ne peuvent porter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons au-dessous de 14 ans.....	10 kilogrammes.
Garçons de 14 à 18 ans.....	15 —
Ouvrières au-dessous de 16 ans.....	5 —
Ouvrières de 16 à 18 ans.....	10 —

« Il est interdit de faire traîner ou pousser lesdits jeunes ouvriers et ouvrières, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

« Les conditions d'équivalence des deux genres de ce travail seront déterminées par arrêté ministériel » ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1894 :

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail ;

Sur la proposition du Directeur du travail,

ARRÊTE :

L'arrêté susvisé du 31 juillet 1894, est complété ainsi qu'il suit :

5° *Tricycles-porteurs.*

Garçons de 16 à 18 ans..... 75 kilogrammes.

Décret du 28 mai 1902, fixant, pour l'exercice 1902, le maximum de la rente viagère totale à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit.

(J. O. 6 juin 1902.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics,

Vu l'article 9 du décret du 22 février 1896, portant que la rente viagère totale à assurer aux cantonniers de l'État ne peut excéder la fraction du salaire moyen annuel qui sera fixée chaque année par décret rendu en Conseil d'État, dans la limite des crédits ouverts au budget ;

Vu la loi du 30 mars 1902, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1902 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Le maximum de la rente viagère totale à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit, par application du deuxième paragraphe de l'article 9 du décret du 22 février 1896, est fixé, pour l'exercice 1902, aux deux tiers du salaire.

ART. 2. — Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2° par les correspondants (1).

Aisne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bohain, la situation est restée sensiblement la même que pour le dernier trimestre de 1901 ; malgré un semblant de reprise, elle n'est guère améliorée ; l'article grande nouveauté qui fournit le plus de travail à la région ne se portant plus actuellement, la vogue étant toujours aux tissus unis.

Calvados. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Vire, la situation

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au premier trimestre de 1902.

reste sans changement appréciable pour les diverses industries qui comptent environ 12 fabriques munies de forces motrices hydrauliques. Aucune variation dans le nombre du personnel, dans la durée du travail et le taux de salaires; la proportion des ouvriers en chômage est très faible.

Eure. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Évreux, la proportion des chômeurs peut être évaluée à 10 p. 100 du personnel ouvrier. Dans les usines de coutil, une seule fait subir quelque chômage à ses ouvriers; la durée moyenne du travail est de 10 heures et demie par jour. Aucun changement dans le prix de façon depuis le dernier trimestre.

Loire. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Roanne, l'état du travail est en général satisfaisant, les tissages mécaniques et les fabriques de lainages sont en pleine activité. Rien de notable dans les autres industries.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Saint-Chamond, le premier trimestre de 1902 a été peu satisfaisant. Le défaut de travail dans les forges, grandes et petites, a entraîné quelques chômages et quelques diminutions de salaires. Le manque d'écoulement de la houille a amené la réduction de l'extraction à 4 jours par semaine. Dans l'industrie du lacet, deux ateliers ont cessé le travail, les prix de vente étant trop peu rémunérateurs. On signale une légère reprise dans la teinturerie, particulièrement en noir, pour Lyon.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Charlieu, aucun changement sensible n'est à noter dans l'état du travail. Le tissage de soie, qui est la principale industrie, compte environ 10 p. 100 de chômeurs; la production est supérieure à la consommation. La durée du travail journalier est de 10 heures et demie, le taux des salaires est sans changement.

Mayenne. — L'état du travail est en général satisfaisant dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Laval. L'industrie du coutil est en bonne activité, le chômage a disparu tant dans le tissage à la main que dans le tissage mécanique. Aucune variation dans le nombre des établissements et dans les salaires.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Mayenne, on signale un manque d'activité et un ralentissement dans la production. La durée du travail a été réduite à 10 heures et demie par jour conformément à la loi.

Meuse. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, les chantiers sont en pleine activité et la situation générale de l'industrie est bonne. Aucun chômage n'est signalé; les fonderies ont repris un peu plus d'activité. La durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures; aucun changement dans les salaires.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS ET DE L'OISE. — Au cours de l'année 1901, la production de la minoterie a été assez forte, mais la vente a laissé à désirer surtout pour l'exportation; les salaires sont restés stationnaires, la main-d'œuvre a été suffisante. Pour les féculeries, leur nombre continue à diminuer, la production a été faible par suite du manque de demandes pour la glucoserie, principal débouché des féculs. La distillerie de betteraves est dans une situation très défavorable, les prix de vente sont en baisse et désavantageux. Les salaires sont restés les mêmes et la main-d'œuvre a fait défaut. Dans les sucreries, la production a été active, mais la vente très faible par suite de la surproduction et des prix désavantageux. Les salaires ont une tendance à décroître; il n'y a pas eu de chômage proprement dit mais réduction de la durée du travail journalier.

Dans la brasserie, le nombre des établissements n'a pas varié et l'outillage n'a subi aucune transformation; la production et la vente ont été faibles vu l'abondance et le bon marché des vins. Pour les produits chimiques et engrais, la vente, très active pendant les deux années précédentes, a subi cette année un ralentissement par suite de la diminution des ensemencements de betteraves; les salaires sont restés à peu près les mêmes; la main-d'œuvre n'est pas rare sauf pour certaines spécialités; il n'y a pas eu de chômage, mais la durée du travail journalier a été, dans certains cas, réduite à 9 heures, mais pendant très peu de temps. Pour l'industrie des produits céramiques, la production et la vente ont été assez actives par suite des travaux de construction et d'amélioration d'immeubles effectués dans la région. Dans la

construction de bateaux, la production et la vente ont été faibles, les salaires restant stationnaires, la main-d'œuvre fait quelquefois défaut et on éprouve de la difficulté à former des apprentis.

Pour les *industries métallurgiques*, on signale une transformation de l'outillage dans la grosse métallurgie, spécialement pour les laminoirs, forges et fonderies de Montataire. La production et la vente ont, en général, été faibles et les cours des métaux ont sensiblement baissé. Les salaires sont stationnaires et la main-d'œuvre fait défaut dans certains ateliers. Le manque de commandes a entraîné des chômages, notamment dans les forges, fonderies de cuivre, etc., de Creil et Montataire; certaines usines ont pu travailler 10 heures, mais d'autres n'ont pu faire que 8 heures avec un repos d'un ou deux jours par semaine. Pour la *construction de machines agricoles*, la production et la vente sont actives en ce qui concerne la fabrication des appareils d'extérieur de ferme, mais très calmes pour ceux d'intérieur. Les salaires n'ont pas varié et la main-d'œuvre reste normale; on constate, cependant, que l'ouvrier de métier devient de plus en plus rare; pas de chômage à signaler. La fabrique de *paillons métalliques* prend chaque année du développement; la production et la vente ont été actives, surtout en ce qui concerne l'exportation. Les prix de vente sont en hausse; mais, d'autre part, les métaux et les combustibles sont chers. Les salaires n'ont pas varié et la main-d'œuvre est suffisante.

Pour l'*orfèvrerie*, la production et la vente ont continué à s'accroître; pour l'industrie des *corsets*, l'année 1901 a amené une amélioration sensible; le travail est satisfaisant dans la *filature de coton* et le *tissage de velours*.

Dans l'*industrie lainière*, la production a été trop forte pour une vente de plus en plus faible. Malgré les prix de vente désavantageux, les salaires se sont maintenus et les ouvriers n'ont pas eu de chômage à éprouver.

Dans la *passenterie*, l'outillage reste sans changement, mais les machines tendent toujours à remplacer le travail manuel. La production et la vente ont subi un léger ralentissement, mais les prix de vente n'ont pas varié. Les salaires sont stationnaires et la main-d'œuvre suffisante; pas de chômage à signaler. Pour les *tapis et tissus d'ameublement*, la situation reste défavorable. Dans la *bonneterie*, l'outillage s'améliore tous les jours, la production est grande mais la vente faible. Aucune variation dans les salaires; il n'y a pas eu de chômage. Travail maintenu mais prix de vente faibles dans la fabrique de *papiers peints*. Dans l'*industrie de la chaussure*, l'outillage s'est un peu modifié, mais sans transformation importante. La production est restée normale mais la vente a été très faible. La main-d'œuvre est plus que suffisante en raison de la faiblesse des ventes; il y a eu quelques chômages partiels par suite du manque d'affaires.

Dans la *boutonnerie*, le nombre des établissements a diminué dans la région de Méru, la production a été supérieure à la vente et les affaires ont été beaucoup moins actives qu'en 1900, par suite d'une diminution très sensible de l'exportation. Malgré la baisse des prix de vente, les salaires sont restés les mêmes que l'an dernier, la main-d'œuvre a fait défaut dans certaines localités; on n'a eu cependant à subir que quelques chômages passagers. Production et vente faibles dans la fabrique d'*eventails*. Dans la fabrication des instruments d'optique, le travail reste le même pour le travail ordinaire, mais pour les articles de précision on commence à employer des machines perfectionnées. Production normale, vente plutôt faible sauf pour quelques genres de jumelles et de longues-vues. Les salaires n'ont pas été modifiés et la main-d'œuvre est toujours demandée.

Orne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, la durée du travail journalier est de dix heures et demie dans le *tissage de coton* et de 7 heures et demie dans le *tissage de lin* et de chanvre. Vente difficile des produits par suite de la cherté de la matière première et de la concurrence que fait à l'industrie locale la région du Nord qui se trouve dans des conditions plus avantageuses pour produire meilleur marché. Les salaires ont subi une diminution proportionnelle à la réduction de la journée de travail.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie reste sans changement. Seule, l'industrie du caoutchouc est en pleine prospérité et occupe dans les trois établissements plus de 2,000 ouvriers. La durée moyenne de la journée de travail a été de 9 à 10 heures, aucun changement dans le taux des salaires, main-d'œuvre suffisante.

Pas-de-Calais. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Saint-Omer, la situation générale de l'industrie n'a pas subi de modifications notables. Une nouvelle fabrique de cartons est en voie de construction. Il n'y a pas eu de chômage et la durée du travail est, en général, de 10 heures et demie par jour.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE DIEPPE. — La situation de l'industrie des *constructions maritimes* a subi, dans ces derniers temps, une dépression assez notable. Les chantiers ne construisent que des bateaux de petites dimensions (canots, chaloupes, bateaux de pêche, etc.). Le malaise général qui a pesé ces dernières années sur l'industrie de la pêche a pour résultat d'arrêter presque complètement la construction. — Pour les *constructions mécaniques* appliquées aux besoins de la navigation la situation est la même que pour les *constructions navales*.

La *minoterie* subit également une légère crise par suite du bas prix des farines. La situation n'est pas non plus satisfaisante pour l'industrie des *bois du Nord*. Il en est de même pour l'*horlogerie* qui souffre de la concurrence étrangère, notamment de l'Allemagne et de l'Italie.

L'industrie des *sucres*, très prospère il y a quelques années, a fait une mauvaise dernière campagne à cause de la faiblesse des cours. Celle des *agglomérés de houille*, étroitement liée au commerce des charbons, est également dans une situation peu prospère. L'industrie des *briquettiers* voit aussi ses débouchés se restreindre par suite de l'écart existant entre les prix de la batellerie et les tarifs de chemins de fer.

Enfin, en ce qui concerne l'industrie des *textiles*, l'année 1901 s'ouvre sous de meilleurs auspices que sa devancière.

Pour la *filature de coton*, on voit disparaître la crise qui sévissait depuis 1898, et l'on constate une reprise générale dans les affaires, toutefois, pas très accentuée. Le *tissage de coton* en général, voit, en 1900, augmenter le prix de ses filés par suite des demandes réitérées pour nos colonies de l'Extrême-Orient. Mais un ralentissement dans les affaires survient vers le milieu de l'année 1901 et se prolonge jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle une amélioration se produit. Le *tissage de lin*, comme celui du coton, a vu l'année 1899 assez prospère en raison de la baisse de la matière première qui avait permis aux articles pur lin de lutter avantageusement contre les métiers recherchés à cause de leurs prix modiques. Cette activité se fait sentir jusqu'à la fin de 1900.

En 1901, la situation apparaît moins satisfaisante par suite du manque de récolte. Quant au *tissage à la main*, il tend de plus en plus à disparaître à cause de la concurrence du tissage mécanique.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Darnétal, la situation reste sans changement sur le trimestre précédent, en ce qui concerne le *tissage* et la *filature*. De 1,500 à 1,600 personnes sont employées dans ces industries, la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures et demie.

Situation identique pour la *teinture*, l'*impression sur étoffes* et bonne pour le *grattage* des tissus de coton et les apprêts.

Journée moyenne de 10 heures et demie et le salaire varie entre 0 fr. 30 et 0 fr. 45 de l'heure. Pas de changement non plus pour les *industries diverses*; situation peu satisfaisante pour les *constructions* et les *petits métiers* restent stationnaires.

Var. — CHAMBRE DE COMMERCE DE TOULON. — La situation commerciale, en ce qui concerne les vins, reste stationnaire; mais il est permis d'espérer à un relèvement, car la récolte prochaine s'annonce sous de meilleurs auspices. Pas de changement dans l'industrie de la *tannerie*, sauf en ce qui concerne la fabrication du cuir à empeignes (cuir pour le dessus des chaussures), peu connue il y a quelques années et qui aujourd'hui, à l'avantage des marchés, prend un développement considérable. La durée moyenne de la journée de travail, dans cette industrie est de 10 heures et le salaire journalier moyen est de 4 fr. 50. La *sériciculture* traverse une crise assez sérieuse par suite des progrès constants de la pébrine qui rend très difficile l'élevage de vers à soie. L'industrie des *savons* et la fabrication des huiles d'olives sont également peu prospères. Cette dernière est moins importante qu'autrefois, car beaucoup d'agriculteurs de la région ont préféré abandonner la culture de l'olivier pour des cultures plus rémunératrices. La fabrication des *sels* a été fortement éprouvée au mois d'août dernier, à la suite de violents orages qui ont réduit la récolte à une demi-production. Dans

cette industrie, le travail se fait à la tâche et la journée des ouvriers atteint 6 et 8 francs par jour. La situation dans l'industrie *marbrière* et du bâtiment est aussi peu satisfaisante.

Mais l'industrie des *bauxites* a acquis depuis quelques années un grand développement. Le département du Var, notamment, a produit 65,000 tonnes en 1901, alors qu'en 1898, le chiffre n'atteignait que 33,585.

L'industrie du *meuble* souffre un peu de la concurrence étrangère, notamment de l'Allemagne et de l'Italie, et les *constructions maritimes* sont dans un état stationnaire.

Vosges. — CHAMBRE CONSULTATIVE DES ARTS ET MANUFACTURES DE REMIREMONT. — La situation dans l'industrie de la filature et du tissage est assez satisfaisante. Pas de chômage, pas de grèves, les tissus et les filés s'écoulent assez bien, le nombre des établissements croît sans cesse, ce qui est une preuve de prospérité. Les *bois* diminuent légèrement de prix, néanmoins pas de grands changements à signaler.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ÉPINAL. — L'industrie de la *brasserie* est moins prospère que l'an dernier par suite de l'abondance et du bas prix du vin. L'industrie de la *grosse céramique* est dans un état satisfaisant. Celle des *broderies et dentelles* est moins rémunératrice; le salaire des *dentelles* s'est abaissé d'environ 30 p. 100; l'état général de l'industrie des *meubles, chaises, etc.* n'est pas meilleur; par contre, les industries de la *feronnerie, la clouterie, etc.* sont très prospères. L'industrie des *filature et tissage* de coton subit cette année une certaine crise, et la situation relative aux industries de l'*imprimerie, impressions sur étoffes, instruments de musique* est des plus satisfaisantes. Pour les *kirchs, eaux-de-vie, liqueurs*, la consommation a diminué dans de notables proportions; enfin, la situation de l'industrie de la *papeterie* est excellente, par suite des débouchés nouveaux en Orient et dans toute l'Amérique du Sud. Les prix des *bois* sont restés bons pour le chauffage, les autres ont sensiblement diminué. Pas de changement pour les *houilles*. La situation est bonne pour la verrerie; mais celle des industries d'art (*feronnerie artistique, bijouterie, céramique, bois sculptés, etc.*) est peu prospère.

Yonne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Auxerre, la situation générale de l'industrie reste sans grand changement. Le travail est assez actif; pas de variation dans le nombre des établissements, ni dans le personnel qu'ils occupent; pas de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 heures et demie pour les enfants au-dessous de 18 ans et de 10 à 12 heures pour les personnes au-dessus de 18 ans. Le taux des salaires reste le même, toujours de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 l'heure.

Algérie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ORAN. — L'industrie n'occupe qu'une place secondaire dans le département d'Oran. Sur 628 machines d'une force collective de 7,053 chevaux, 386 machines développant 3,579 chevaux sont affectées aux travaux agricoles. Le reste de cette force actionne de petites industries. Il importe cependant de faire une exception pour les deux industries : la *minoterie* et la *préparation des tabacs* dont l'importance est très notable.

L'industrie des blés est en pleine activité et le développement croissant de la colonisation lui assure un avenir certain. Les salaires y varient entre 2 fr. 50 et 8 francs par jour, selon la valeur professionnelle des travailleurs. La transformation du *tabac* a pris depuis quelques années un développement considérable. Le personnel occupé dans cette industrie se compose en grande partie de femmes gagnant un salaire moyen de 1 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour, suivant leur habileté; les hommes occupés sont affectés aux gros travaux : machines, etc.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOUGIE. — La situation industrielle de la région de Bougie reste sans changement appréciable. A signaler cependant, l'usine de chaux hydraulique et ciment qui se trouve en grande prospérité. Ses produits appréciés tendant de plus en plus en remplacer en Algérie ceux fournis exclusivement autrefois par les fabriques de la Métropole.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les ouvriers *sabotiers*. A Bellegarde, pas de

chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre* de Thoisy et de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Laon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs du *livre*. A Saint-Quentin, pas de chômeurs, chez les garçons *brasseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* et *tissuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *piquage de carton*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*. Pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs-plombiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ébarbeurs* et *manœuvres de fonderies*.

A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même, et 66 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Saint-Michel, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; travail actif chez les *mouleurs*. A Chauny, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 84 heures en moyenne par semaine chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Montluçon, pas de changement chez les *verriers*; pas de chômeurs, travail plus actif que l'an dernier chez les ouvriers de la *glacière*. A Commentry, travail moins actif que le mois dernier, 55 heures au lieu de 66 par semaine, chez les *mineurs*.

A Vichy, pas de changement chez les *maçons*. A Saint-Yorre, travail très satisfaisant chez les *sources des eaux minérales*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Saint-Ennemond; un quart de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mézangy. A Saint-Hilaire, pas de chômeurs chez les *mineurs*; travail moins actif chez ceux de Doyet, Bezenet et Montvicq.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 28 p. 100 de chômeurs, 91 heures de travail par semaine chez les *confiseurs-glaciers*; fin de saison chez les ouvriers *vermicelliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *restaurateurs*; travail moins actif que l'an dernier chez les *tapissiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes-sculpteurs*; pas de changement chez les *menuisiers* et chez les *tonneliers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *électriciens-mécaniciens*; 40 p. 0/0 de chômeurs, 48 heures, chez les *fumistes* et *tôliers*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Cannes, pas de changement chez les *cuisiniers*; fin de saison chez les *couturières*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Menton, un tiers de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Annonay, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, 11 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Ardennes. — A Sedan, pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisseurs* et *tisseuses*. A Haraucourt, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez ceux de Fumay, de Bourg-Fidèle; pas de changement chez ceux de Mazures. A Virgineaux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Menges, pas de changement chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Floing.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 1 p. 100 de chômeurs environ, 50 heures par semaine, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *filateurs*; travail moins actif, 40 heures en moyenne, chez les *bonnetiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers-poêliers*; pas de changement chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 35 p. 100 de chômeurs, journée de 8 heures, chez les *ouvriers cultivateurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; un tiers de chômeurs, 36 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *employés de commerce*.

A Carcassonne, 10 p. 100 de chômeurs, 77 heures par semaine, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail satisfaisant chez les *ouvriers de l'habillement*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; pas de changement chez les *maçons et tailleurs de pierre*; moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Ouveillan, chômage persistant chez les *ouvriers cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de changement, 63 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*. A Decazeville, pas de changement chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail moins actif que l'an dernier chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *confiseurs-biscuitiers-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *employés du gaz*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de changement, moins de 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons limousinants*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; un tiers de chômeurs environ, 30 heures seulement chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *forgerons*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tôliers-fumistes*.

Pas de changement chez les *représentants et placiers du commerce* et chez les *employés de commerce*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-camionneurs* et chez les *patrons borieux-remorqueurs*; nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *ouvriers des ports et quais*; de même et 60 heures, chez les *ouvriers des docks*; pas de changement chez les *emballeurs des entrepôts*, chez les *moellonniers du port*; moitié de chômeurs, 30 heures, chez les *ouvriers des mûles*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Aix, 18 p. 100 de chômeurs, mais 25 à 30 heures seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Arles, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Aubagne, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *potiers*. A Berre, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*, pêche meilleure que l'an dernier chez ceux de Martigues. A Fuveau, 4 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Gardanne; pas de chômeurs, 40 heures, chez ceux de Saint-Savournin. A Fontvieille, 8 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; le chômage continue pour les *ouvriers du port*. A Lisieux, 20 p. 100 de chômeurs, 46 à 63 heures, chez les *ouvriers liniers et lainiers*. A Honfleur, nombreux chômeurs chez les *ouvriers des chantiers de bois*. A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierre et charpentiers*; travail assez actif chez les *serruriers, plâtriers, peintres, menuisiers, ébénistes et sabotiers*, très abondant chez les *ouvriers en parapluies*; peu actif chez les *terrassiers*. A Champagnac, travail actif chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; 9 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *horlogers-bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures de travail par semaine chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de changement, 60 à 66 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*.

A Rochefort, 20 p. 100 de chômeurs, 105 à 115 heures par semaine, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *quais*.

A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*. A l'Aumône, pas de changement chez les ouvriers de la *glacerie*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail moins actif que le mois dernier chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*; un tiers de chômeurs; 54 heures, chez les *travailleurs sur métaux*. 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Vierzon, 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *journaliers*. A Saint-Amand, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même et 66 heures chez ceux de la *Guerche*; pas de chômeurs chez les *maçons* de Dun-sur-Auron et de Saint-Amand.

A Nérondes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *cultivateurs*. A Sancoins, pas de changement chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Vallenay et de la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois, Grossaure, Jussy-le-Chaudrier, Apremont et la *Guerche-sur-l'Aubois*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cuffy; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron. A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; de même et 72 heures chez ceux de Bes-sais-le-Fromental. A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement, 66 heures, chez les *chaufourniers*; de même et travail actif chez ceux de la *Guerche-sur-l'Aubois*.

Corrèze. — A Tulle, un tiers de chômeurs environ, 50 à 60 heures par semaine, chez les *scieurs de long*. A Brive, un tiers de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; travail satisfaisant chez les *peintres et plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail assez abondant, chez les *menuisiers et ébénistes*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers de la *chaussure*; un tiers de chômeurs environ, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. Pas de changement chez ceux de Pagny-le-Château. Aux Laumes, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tuilliers*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*. A Dinan, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*.

Creuse. — A Guéret, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; travail toujours peu satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bergerac, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Lanouaille, 10 p. 100 de chômeurs environ, 84 heures par semaine, chez les tra-

vailleurs agricoles. Au Bugue, morte-saison, trois jours de chômage par semaine, chez les *chapeliers-approprieurs*.

Doubs. — A Besançon, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; un quart de chômeurs chez les *graveurs et décorateurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *ressorts d'horlogerie*; travail peu actif, 20 à 25 heures seulement par semaine, chez les *repasseurs en horlogerie*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les ouvriers de la *filature de coton*.

A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail très abondant, 66 heures, chez ceux d'Audincourt. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *horlogerie*; pas de changement chez ceux de Seloncourt.

Drôme. — A Valence, pas de changement chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *scieurs de bois*. A Romans, pas de changement chez les *chevriers-corroyeurs*. A Bourg-de-Péage, morte-saison chez les *chapeliers*. A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *porcelaine*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, un tiers de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers du *bâtiment*; un tiers de chômeurs environ chez les *menuisiers*; travail peu actif chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*.

A Nogent-le-Rotrou, travail satisfaisant dans les diverses industries, sauf dans la *chapellerie* qui est en pleine morte-saison.

Finistère. — A Brest, 10 p. 100 de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *démolisseurs de navires*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *charbonniers*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*.

A Lagouna-Daoulas, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*; de même chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs chez les *confiseurs et pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *sculpteurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*. A Bessèges, pas de changement chez les ouvriers des *lami-noirs*.

A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Sauve, pas de changement chez les *bonnetiers* (30 ouvriers sont sans travail par suite de l'incendie d'une usine); de même chez les ouvriers en *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables*.

Gironde. — A Bordeaux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers-agriculteurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *glaciers-pâtisseries*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*. Pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*. Un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; un tiers de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; un quart de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; de même et 65 heures chez les *vanniers*.

Pas de changement chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 20 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *bijoutiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *poëliers-fumistes*; travail plus actif chez les *déménageurs et emballers*; pas de chômeurs, chez les *nettoyeurs de magasins*; pas de changement chez les *charbonniers du port*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Cette, pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement chez les *jardiniers-fleuristes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, travail abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*; moitié de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *peintres*; de même chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *commis et employés*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et hommes de peine*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, nombreux chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en bois merrains; 25 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *charretiers*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers du port*. A Béziers, moitié de chômeurs chez les *ferblantiers-plombiers*.

A Mèze, pas de changement chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Sérignan, un quart de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Graissessac, travail satisfaisant chez les *mineurs*. A Agde, deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers du cuir; morte-saison chez les *chapeliers-appropriers*; ouvrage abondant, 63 heures et demie par semaine, chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers*. A Pont-Péan, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Louvigné-du-Désert, pas de chômeurs, 72 heures chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, travail moins actif que le mois dernier chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers en *draps*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du bâtiment.

A Issoudun, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*. Au Poinçonnet, pas de changement chez les *bûcherons*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les *ébénistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Châteaurenault, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *employés de tramways*.

A Vienne, pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Gières, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *gantiers*. A Vienne, grève chez les ouvriers *textiles*; travail moins actif que le mois dernier chez les *mouleurs*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Bouvesse-Quirien, 20 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Izeaux, pas de chômeurs chez les ouvriers *cordonniers*. A Porcieu-Amblagnieu, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mécaniciens*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Vendôme, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement, 95 heures de travail en moyenne par semaine chez les *boulangers*; pas de changement, 90 heures chez les *tripeurs-boyaudiers*; 2 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 45 à 60 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *aiguiseurs et polisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *batellerie*.

A Rive-de-Gier, pas de changement chez les *verriers*. A Villars, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de la *Talaudière*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Saint-Jean-Bonnefonds*; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de la *Ricamarie*; pas de changement chez ceux de Rive-de-Gier. A Firminy, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures en moyenne chez les *métallurgistes*. A Sail-sur-Couzan, pas de changement chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Rambert, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; de même chez ceux de la *Gresle*; de Saint-Just-sur-Loire et de Jainosse. A Terrenoire, pas de chômeurs chez les *passementiers*. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*; de même chez les *chefs d'atelier passementiers*. A Régnay, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*. A Chazelle-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de terre*. A Saint-Didier-la-Séauve, 8 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'atelier passementiers*.

A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*. A Saint-Just-Malmont, pas de chômeurs chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; pas de changement, nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*; 11 p. 100 pas de chômeurs, 90 heures, chez les *camionneurs*.

Loiret. — A Orléans, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly et d'Ozouer-sur-Trézé.

Lot. — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *sabotiers-galochiers*; de même chez les *métallurgistes*; 25 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *céramistes*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de chômeurs, travail actif chez les *charpentiers*; A Lavardac, un tiers de chômeurs chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de changement chez les *typographes*; travail moins

actif que l'an dernier chez les coupeurs en *chaussures*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-ajusteurs*.

A Saumur, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Cholet, pas de chômeurs, travail abondant chez les *menuisiers*. A la Séguinière, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de Gesté, de la Tessoualle, 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Philibert-en-Manges.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes-menuisiers et charpentiers*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

A Reims, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *blanchisseuses, teinturiers apprêteurs*; 140 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 76 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, pas de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Saint-Dizier, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*; un quart de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*, travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus actif chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement* et chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers en *limes*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et comptables*; 4 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *garçons de magasin*.

A Ludres, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; de même chez ceux de Frouard, de Gobbranches, de Jœuf, de Chavigny et de Bouxières-aux-Dames.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Léroutville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers-terrasiers-mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 14 p. 100 de chômeurs, chez les *manœuvres*. A Hennebont, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*. A Sauzon, moitié de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, *maçons*; pas de chômeurs, chez les *sabotiers*.

▲ Decize, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de la Charité; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier. A Guéigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Corvol-l'Orgueilleux, pas de chômeurs chez les *ouvriers des bois*; de même chez ceux de la Chapelle-Saint-André, d'Aignan, de Menon, des Trois-Vesvres, des Loges, de Montavon, de Billy-sur-Oisy et de Saint-Verain; pas de changement chez ceux de Coulaute, de Saint-Pierre-le-Moutier, d'Entrains, de Séchamps et de Ciez.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 66 heures, travail un peu plus abondant que l'an dernier chez les *confiseurs et chocolatiers*; pas de changement chez les *pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs cartonniers ornementistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures

chez les *mouleurs et fondeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en métaux*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *serruriers-poêliers*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tordeurs d'huiles*, pas de changement chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *plafonneurs*; travail actif chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de changement chez les *tonneliers*. A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typo-lithographes*. A Cambrai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *mouleurs*.

A Tourcoing, amélioration très sensible chez les *filateurs*; reprise chez les *tisserands* avec une légère augmentation sur les prix de façon; pas de changement chez les *ouvriers du piquage et de la retorderie*; les *trieurs et peigneurs de laine*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tapisiers en grosse maquette*; 18 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Roubaix, 9 p. 100 de chômeurs, 50 à 70 heures, chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de Linselles; pas de changement chez ceux de Saulzois; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Haspres; moitié de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles* de Wignehies; pas de chômeurs chez ceux de Neuville et de Saint-Souplet; pas de changement chez ceux d'Houplines. A Caudry, 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs chez les *ouvrières rubaniers* de Comines et Verwicq. Pas de chômeurs, 55 heures, chez les *imprimeurs sur tissus* de Marly.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *charpentiers-menuisiers*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la cheminée*; A Gamegnies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Hautmont, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*. A Roubaix, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chaudronniers en fer*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Maubeuge, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Saint-Amand. A Lourches pas de chômeurs chez les *verriers*; pas de changement chez ceux de Fresnes; travail actif chez ceux d'Aniche.

Oise. — A Beauvais, pas de changement chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Montataire, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Crépy. A Liancourt, travail peu actif chez les *cordonniers*; travail assez actif chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures* de Mouy.

A Cressonsacq, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *ouvriers agricoles*. A Crépy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Hermes, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*. A Tracy-le-Mont, pas de chômeurs, reprise du travail chez les *brossiers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Méru, pas de changement chez les *boutonniers en os*. A Andeville, 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *couvreurs-zingeurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *serruriers*.

A Flers, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *tullistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'habillement*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Montreuil-sur-Mer, travail actif, chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement chez les *cordonniers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de changement chez les *ouvriers et ouvrières*

en *caoutchouc*; travail actif chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *carrossiers*; A Riom, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Thiers, pas de changement chez les *plâtriers et peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *polisseurs en ciseaux*; pas de chômeurs, chez les *émouleurs en rasoirs*. A Saint-Éloy, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *mineurs* (2 jours de chômage par mois); pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Auzat-sur-Allier; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Messeix.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *carrossiers*.

A Bayonne, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mécaniciens*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *marbriers polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, toujours du chômage chez les *travailleurs de terre*; pas de changement chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *charrons-forgerons*.

A Canohès, 60 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; deux tiers de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Clairac.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Rougemoutte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez ceux de Giromagny.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 60 heures de travail par semaine, chez les *chocolatiers*; nombreux chômeurs chez les employés de *cafés et restaurants*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *minervistes-pointeurs-margeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail moins abondant chez les *tanneurs-corroyeurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *navetiers*; moitié de chômeurs chez les *apprêteurs tullistes*; pas de changement chez les *tullistes à la chaîne*; nombreux chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers fantaisie*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs* et chez les *tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*.

Un quart de chômeurs environ chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs-raboteurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs mécaniciens de la navigation*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repousseurs sur métaux*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *bronziers*. Pas de changement chez les *employés de la soierie*; chez les *comptables* et les *dessinateurs*; moins de 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce et de l'industrie*. Pas de changement chez les *camionneurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; et chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail actif chez les *filateurs*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* de Thizy. A Grégnay, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*. A Héricourt, 11 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *sparterie vannerie*. A Chalon-sur-Saône, pas de changement, 66 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *plâtriers-peintres*. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*.

A Montceau-les-Mines, 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *mineurs*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Saint-Gergoux, 40 à 45 heures, chez les *piqueurs de grès*. Au Creusot, travail actif, 60 heures en moyenne chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Geugnons.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, 72 heures par semaine, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; situation toujours défavorable chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Château-du-Loir, travail moins actif chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Vibraye, 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; 28 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*. A Arvillard, pas de changement, travail actif, 63 heures par semaine, chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; A Thonon, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers et carriers*.

Seine. — A Paris, 10 p. 100 de chômeurs environ, 60 à 70 heures de travail par semaine, chez les ouvriers *confiseurs*; 7 p. 100 de chômeurs environ, 91 heures par semaine, chez les *pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; travail assez satisfaisant chez les employés de l'alimentation; 30 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 78 heures chez les ouvriers en *salaisons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *échaudeurs*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *papetiers-régleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs-lithographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes* (Union); 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-pointeurs-lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* (Résistance); 18 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs*; pas de changement chez les *conducteurs-typographes* (Gutenberg); 3 p. 100 de chômeurs chez les *correcteurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs-typographes*; travail plus actif que le mois dernier chez les *graveurs sur bois*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; pas de changement chez les *graveurs d'écritures françaises*; 6 p. 100 chez les *chromistes de la photographie*; travail moins satisfaisant, 7 p. 100 de chômeurs chez les *coloristes-enlumineurs*.

Travail satisfaisant chez les *mégissiers du mouton*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *pelletterie*; travail moins abondant, beaucoup de chômage chez les ouvriers et ouvrières *monteurs en chaussures*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *talons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; situation toujours peu satisfaisante chez les *gantiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en sièges cuir*.

6 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *passementiers à la main*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; deux tiers de chômeurs chez les *façonniers-passementiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *casquettiers*; travail actif chez les *couturiers*; pas de changement chez les *tailleurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les

confectionneuses de cols et cravates; chômage considérable chez les fleuristes; 9 p. 100 de chômeurs chez les couleurs et garçons de lavoirs; 7 p. 100 de chômeurs, chez les garçons de lavoirs.

Pas de changement chez les tailleurs et scieurs de pierre; 28 p. 100 de chômeurs, chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; amélioration chez les maçons; pas de chômeurs chez les fourniers spécialistes; pas de changement chez les bitumiers-asphalteurs; 45 p. 100 de chômeurs chez les sculpteurs du bâtiment; un tiers de chômeurs chez les plombiers « colonnards»; travail assez actif chez les peintres.

8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les scieurs-découpeurs-mouliniers; pas de changement chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs en procédés; travail actif chez les menuisiers en voitures; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers doreurs sur bois; 15 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les coffretiers; pas de changement chez les souffletiers, un quart de chômeurs chez les ouvriers de la marquerie; pas de changement chez les ouvriers de la broserie pour peinture.

11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres de la métallurgie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les lamineurs; pas de changement chez les ouvriers en limes; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la mécanique industrielle et scientifique; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les électriciens; pas de changement chez les chauffeurs-conducteurs d'automobiles; 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les ouvriers en instruments de chirurgie; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en instruments de précision; pas de chômeurs, 60 heures, chez les opticiens; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'orfèvrerie; 25 p. 100 de chômeurs chez les bijoutiers en argent; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les bijoutiers-garnisseurs; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs-robinettiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en comptoirs d'étain; 9 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les bronziers-galvaniseurs.

23 p. 100 de chômeurs chez les courtiers et représentants de commerce; pas de changement chez les placiers en fleurs et plumes; chez les représentants et employés de la bijouterie; 7 p. 100 de chômeurs chez les comptables; 14 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 3 p. 100 de chômeurs chez les sténographes (Alliance); 8 p. 100 de chômeurs chez les sténographes et dactylographes; pas de changement chez les femmes sténographes et dactylographes.

4 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les employés de tramways électriques; pas de chômeurs chez les employés, ouvriers et mécaniciens de la Compagnie des omnibus; pas de changement chez les cochers de grande remise et pour le personnel des bateaux-voyageurs; pas de chômeurs chez les porteurs aux halles et marchés.

Moins de 2 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; 3 p. 100 de chômeurs pour le personnel des maisons bourgeoises; 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de l'enseignement privé; pas de changement pour les professeurs de l'enseignement libre; chez les artistes-musiciens et chez les élèves en pharmacie.

A Vitry, pas de changement chez les ouvriers de la terre. A Arcueil, 13 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs; pas de changement chez ceux de Courbevoie. A Malakoff, pas de changement chez les treillageurs-rustiqueurs. A Levallois-Perret, pas de chômeurs chez les cochers (coopérative).

Seine-Inférieure. — A Rouen, travail toujours actif, pas de chômeurs chez les typographes; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les lithographes, papetiers; 15 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs en liquides; 25 p. 100 de chômeurs chez les charretiers-livreurs; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'équipe et employés du port.

Au Havre, 38 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les huiliers-pétroliers; travail actif chez les typographes; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les voiliers; moitié de chômeurs chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; pas de chômeurs, 66 heures, chez les granitiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les couvreurs-plombiers; pas de chômeurs, 63 heures, chez les charpentiers; 35 p. 100 de chômeurs chez les fondeurs; moitié de chômeurs chez les métallurgistes et chez les chaudronniers; 25 p. 100 de chômeurs chez les camionneurs; moitié de chômeurs chez les journaliers du port; pas de chômeurs, 48 heures, chez les journaliers des docks.

A Bolbec, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers cotonniers; pas de chômeurs,

60 heures, chez ceux de Lillebonne. A Elbeuf, pas de changement chez les *peintres*. A Arques, travail satisfaisant, 63 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Nicolas-d'Alieumont, 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail moins actif, 54 à 63 heures, chez les *typographes*. A Lagny, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Château-Landon, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Montereau, travail plus actif que le mois dernier chez les *jueniers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *employés*.

A Saint-Germain, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 54 heures chez ceux d'Étampes. A Méry-sur-Oise, pas de changement chez les *carriers*. A Bonnières, pas de changement, 70 heures, chez les ouvriers *raffineurs de pétrole*. A Essonnes, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*. A Étampes, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Argenteuil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Sèvres (Deux-). — A Melle, pas de chômeurs chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Laure, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*. A Moulins, près de moitié de chômeurs chez les *tisserands*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; pas de changement, 62 h. 1/2 chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-plafonneurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*. A Moreuil, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Tarn. — A Albi, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, morte-saison, chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Graulhet, 38 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *moutonniers*. A Mazamet, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*. A Castres, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tourneurs sur bois* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *verriers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *voiliers*; pas de changement chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; pas de changement chez les *choristes*; pas de changement chez les *machinistes*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Valréas, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Caderousse, un tiers de chômeurs chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *carriers*. A Cavaillon, pas de changement, 66 heures, chez les ouvriers du *cuir*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*.

Aux Sables-d'Olonne, travail contrarié par le mauvais temps chez les *pêcheurs*; pas de chô-

meurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *portefaix*. A Évrune, 5 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; un tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs chez ceux des Épesses. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures par semaine, chez les *mineurs*.

Vienne. — A Poitiers, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierre* et *ravailleurs*; travail moins actif que le mois dernier chez les *charpentiers*; un quart de chômeurs chez les *ménisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 5 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures de travail par semaine, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif que l'an dernier chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *talonniers*; travail satisfaisant chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; 2/4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; de même et 60 heures chez les *couvreurs*; travail un peu plus actif que le mois dernier chez les *peintres*; pas de changement chez les *ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *sabotiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *modelleurs-céramistes* et chez les *peintres sur porcelaines*; pas de chômeurs, 77 heures, chez les employés des *tramways*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, pas de changement chez les *papetiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *cuir* et *peaux*; travail normal, pas de chômeurs chez les *gantiers*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les employés de commerce. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 63 à 72 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Moulins-Saint-Nabord, pas de chômeurs, 72 heures de travail par semaine, chez les *papetiers*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'ameublement; pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail peu abondant chez les *maçons-plâtriers* et *tailleurs de pierre*. A Sens, travail actif chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries*. A Brienon, pas de changement chez les *galochiers*. A Saint-Martin-des-Champs, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*; de même chez ceux de Septfonds et de Saint-Fargeau; pas de chômeurs chez les *orestiers-bûcherons* de Domats; de même chez les *bûcherons* de Fontenailles; pas de changement chez les *forestiers-agriculteurs* de Lavau, de Courson, de Saint-Sauveur et de Somme-cause. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 16 p. 100 de chômeurs environ chez les *ébénistes*; pas de changement, travail actif chez les ouvriers en liège; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; 16 p. 100 de chômeurs chez les employés en quincaillerie; 28 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; pas de changement chez les *chargeurs* et *déchargeurs du port*. A Mustapha, un tiers de chômeurs, 80 heures environ, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; travail actif, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Oran, 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les ouvriers agricoles; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*.

A Bône, 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1902.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aiane	0 27	1 71	"	3 40	6 00	0 35	"	4 13
Ardennes	0 25	"	1 52	3 00	10 00	0 38	"	"
Bouches-du-Rhône ..	0 46	"	"	"	12 00	0 25	"	"
Charente-Inférieure ..	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 26	1 61	1 99	2 85	5 00	0 23	"	"
Gard	0 31	1 87	"	"	"	0 16	"	"
Gironde	0 27	"	"	"	10 00	0 26	"	3 94
Indre-et-Loire	0 25	"	"	"	"	"	"	"
Isère	0 30	"	1 53	"	7 00	0 26	"	3 77
Loire	0 29	1 51	1 40	"	"	0 20	"	"
Meurthe-et-Moselle ..	0 29	1 63	1 41	2 93	"	0 32	0 25	3 97
Nord	0 30	"	"	3 42	8 00	0 72	"	1 82
Pas-de-Calais	0 27	1 05	2 10	2 61	"	0 68	"	"
Rhône	0 31	1 70	1 72	2 70	10 00	0 21	"	4 24
Saône-et-Loire	0 27	1 40	1 33	"	"	0 21	"	3 64
Seine	0 25	2 03	2 54	3 06	9 00	0 33	0 26	6 28
Seine-et-Oise	0 27	1 80	2 28	2 93	7 00	0 25	0 30	5 79
Deux-Sèvres	0 23	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 26	1 38	1 67	2 92	8 00	0 25	0 25	4 26
Quantités vendues par l'ensemble des 544 sociétés	kil. 16,978,175	kil. 323,280	kil. 114,037	kil. 94,711	quint. 4,746	lit. 2,146,596	lit. 197,953	quint. 103,03
RAPPEL du 4 ^e trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 574 sociétés	16,429,239	362,719	132,514	68,557	4,461	3,201,517	176,206	104,051
Prix moyen	fr. c. 0 25	fr. c. 1 63	fr. c. 1 73	fr. c. 2 83	fr. c. 8 00	fr. c. 0 30	fr. c. 0 22	fr. c. 4 70
RAPPEL DU 1 ^{er} TRIMESTRE 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 538 sociétés	15,445,567	407,861	122,233	59,806	2,909	2,378,523	53,340	91,846
Prix moyen	fr. c. 0 27	fr. c. 1 57	fr. c. 1 63	fr. c. 2 94	fr. c. 9 33	fr. c. 0 31	fr. c. 0 32	fr. c. 3 91

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1902 résultent du dépouillement des rapports de 544 sociétés, dont 466, qui ont fait connaître le nombre de leurs adhérents, groupaient 127,594 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 544 sociétés.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mai 1901.	Avril 1902.	Mai 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	43 ^f 96	48 ^f 67	48 ^f 67
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	0 3213	0 3210
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 75	21 625	21 50
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 85	26 825	29 175
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 75	61 50	61 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	72 00	73 00	80 50
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	37 50	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 00	72 00	76 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	49 50	60 37	59 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	123 50	137 00	"
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 00	44 00	43 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	173 90	143 75	146 25
Etain Banka, idem.....	361 00	346 00	362 00
Plomb, idem.....	30 78	35 00	34 25
Zinc, bonnes marques, idem.....	44 06	45 62	45 77
Blé à Paris, idem.....	20 10	22 00	21 65
Blé à Nantes, idem.....	18 65	20 85	20 70
Blé à Dijon, idem.....	18 75	20 75	20 75
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 36	1 23	1 28
Viande veau, idem.....	1 97	2 02	1 78
— mouton, idem.....	1 88	1 86	1 86
— porc, idem.....	1 36	1 49	1 50

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	284,206,000	301,302,000	"	17,096,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,293,200,000	1,250,848,000	42,352,000	"
Objets fabriqués.....	321,549,000	322,517,000	"	968,000
TOTAUX.....	1,898,955,000	1,874,667,000	42,352,000	18,064,000
AUGMENTATION en 1902.....			24,288,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	280,340,000	310,263,000	"	29,923,000
Matières nécessaires à l'industrie..	476,951,000	402,987,000	73,964,000	"
Objets fabriqués.....	889,500,000	362,876,000	26,624,000	"
Colis postaux.....	103,121,000	103,925,000	"	804,000
TOTAUX.....	1,749,912,000	1,680,051,000	100,588,000	30,727,000
AUGMENTATION en 1902.....			69,861,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 536.629,000 francs du 1^{er} janvier au 13 juin 1902 contre 529,761,000 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1.21 p. 100.

Faillites. — 138 faillites et 15 liquidations judiciaires en mai 1902 (contre 115 et 10 en mai 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 126 demandes en mai 1902, dont 98 pour des constructions neuves, contre 199 et 165 en mai 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en mai 1902.

ROUTES.

ILLE-ET-VILAINE. — 4 juin. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux	150,600 ^f
VAR. — 4 juin. — Préfecture : travaux sur routes nationales et chemins vicinaux	206,670
HAUTE-SAVOIE. — 10 juin. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux	310,057
SEINE-INFÉRIEURE. — 11 juin. — Préfecture : travaux sur routes nationales	100,000
SEINE. — 12 juin. — Tribunal de commerce : travaux sur chemins vicinaux	439,000
RHÔNE. — 16 juin. — Mairie de Lyon : construction de chaussées en cailloux roulés	119,646

CHEMINS DE FER.

CANTAL. — 7 juin. — Préfecture : ligne de Bort à Neussargues, travaux d'infrastructure	1,365,000
ALGÉRIE. — 23 juin. — Préfecture de Constantine : ligne d'intérêt local, construction de gares	110,000
BASSES-PYRÉNÉES. — 23 juin. — Préfecture : chemin de fer de raccordement des Allées-Marines, travaux d'infrastructure	305,000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — 6 juin. — Préfecture : port de la Rochelle, reconstruction du pont et de l'écluse de Maubec	118,000
HAUTE-MARNE. — 7 juin. — Préfecture : construction du canal de la Marne à la Saône	2,130,000
AISNE. — 13 juin. — Préfecture : canal de Saint-Quentin, doublement d'écluse	370,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 18 juin. — Préfecture : port de Marseille, relevé à bout de la chaussée	155,000
— 18 juin. — Préfecture : port du Frioul, rechargement de talus	185,000

CANALISATIONS.

HAUT-RHIN. — 18 juin. — Mairie de Belfort : construction d'égouts	310,047
HÉRAULT. — 22 juin. — Mairie de Servian : travaux d'alimentation et de distribution d'eau	120,294

MAÇONNERIE.

DOUBS. — 5 juin. — Sous-préfecture de Montbéliard : travaux communaux	91,414
LÉROUVILLE. — 12 juin. — Guerre : construction de baraques et d'un mess	164,000

VAR. — 14 juin. — Préfecture : construction d'une caserne de gendarmerie.....	169,243 ^f
AJACCIO. — 16 juin. — Construction d'un casernement.....	90,000
PAS-DE-CALAIS. — 18 juin. — Mairie de Boulogne : construction d'écoles.....	103,699
GRENOBLE. — 18 juin. — Guerre : construction de manutention..	187,000
VICHY. — 19 juin. — Guerre : construction d'un pavillon d'officiers.	174,000
VERSAILLES. — 20 juin. — Guerre : construction d'un stand.....	92,700
CALVADOS. — 21 juin. — Mairie de Lisieux : agrandissement de l'hôpital.....	214,672
RHÔNE. — 21 juin. — Préfecture : agrandissement de l'asile départemental de Bron.....	500,979
PUY-DE-DÔME. — 23 juin. — Mairie de Clermont-Ferrand : construction d'un groupe scolaire.....	168,122
AUDE. — 28 juin. — Préfecture : construction d'une prison cellulaire.....	150,000
SARTHE. — 28 juin. — Hospice du Mans : construction d'un pavillon de chirurgie.....	96,400
VOSGES. — 28 juin. — Mairie de Mirecourt : travaux communaux.	122,486
LOIRE. — 30 juin. — Mairie de Chambon-Feugerolles : construction d'un abattoir.....	118,410

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de

- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 25 syndicats patronaux comptant 1,239 membres;
- 41 syndicats ouvriers comptant 3,405 membres;

et de la dissolution de :

- 28 syndicats patronaux comptant 888 membres;
- 50 syndicats ouvriers comptant 3,350 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

3 en décembre, 4 en novembre, 6 en octobre, 5 en septembre, 6 en août, 6 en juillet, 4 en juin, 6 en mai, 6 en avril, 2 en mars, 1 en février, 8 en janvier et 11 antérieurement au 1^{er} janvier 1901.
Total : 68.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Charente [14 septembre 1901]. — Syndicat des **vétérinaires** de la région de Cognac (9 membres). Siège social : rue de la Société vinicole, 6, COGNAC.

Eure [1^{er} juin 1901]. — Syndicat des **bouilleurs** ambulants de l'Eure (17 membres). Siège social : rue de l'Horloge, 24. ÉVREUX. — [19 avril 1901]. — Syndicat du Commerce des **boissons** de l'arrondissement de Louviers (180 membres). Siège social : Hôtel du Bras d'Or, LOUVIERS.

Gard [17 janvier 1901]. — Syndicat de la **boucherie**, charcuterie, triperie, marchands de bestiaux et marchands de peaux d'Alais (29 membres). Siège social : Café-restaurant Cabannes, ALAIS. — [1^{er} juillet 1901]. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** d'Alais et de l'arrondissement (30 membres). Siège social : Grande-Rue, maison Issarte, ALAIS. — [20 octobre 1901] — Syndicat de l'**épicerie** de la ville d'Alais (26 membres). Siège social : Haute-Place-Saint-Jean, café Valette, ALAIS. — [mars 1893]. Syndicat des **limonadiers**, débitants de boissons de la ville d'Alais et banlieue (66 membres). Siège social : quai Neuf, 8, ALAIS. — [25 septembre 1901]. — Syndicat des **camionneurs**, loueurs de voitures, laitiers et toutes autres personnes occupant industriellement des chevaux (112 membres). Siège social : rue Nationale, 8, NÎMES. — [1^{er} septembre 1901]. — Chambre syndicale des patrons/coiffeurs de Nîmes (80 membres). Siège social : chez M. Savoy, square de la Couronne, NÎMES. — [12 janvier 1901]. — Syndicat des **épiciers** et charcutiers revendeurs de la ville de Nîmes (174 membres). Siège social : salle du Printemps, place de la Couronne, NÎMES. — [1^{er} octobre 1900]. — Syndicat national des marchands **forains** ambulants et colporteurs de France (41 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [23 avril 1901]. — Syndicat des patrons **peintres** du département du Gard (27 membres). Siège social : Café Gambrinus, place Questel, NÎMES.

Loire [10 mai 1898]. — Syndicats de la **boucherie** Montbrisonnaise (8 membres). Siège social : Hôtel de Ville, MONTBRISON. — [10 mai 1898]. — Syndicat des **débitants de boissons** de Montbrison (67 membres). Siège social : Hôtel de Ville, MONTBRISON. — [1^{er} janvier 1889]. — Syndicat patronal des **boulangers** de La Ricamarie (14 membres). siège social : rue Gambetta, maison Escoffier Jean-Claude, LA RICAMARIE. — [29 octobre 1901]. — Syndicat professionnel des marchands **bouchers** de la ville de Roanne (57 membres). Siège social : rue du Lycée, 57, ROANNE. — [2 avril 1901]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** de Roanne (23 membres). Siège social : rue Mulsont, 47, Roanne. — [25 janvier 1901]. Syndicat des **cafetiers**, restaurateurs et débitants du canton de Saint-Chamond (33 membres). Siège social : avenue de la Gare, 3, SAINT-CHAMOND. — [2 1901]. — Comité des **Forges** de la Loire (12 membres). Siège social : Palais de la Bourse, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [11 juillet 1901]. — Chambre syndicale des **entrepreneurs** de zinguerie, plomberie, chaudronnerie et fumisterie (5 membres). Siège social : rue Thiers, 8, SAINT-NAZAIRE.

Morbihan [7 août 1887]. — Syndicat des **pharmaciens** du Morbihan (30 membres). Siège social : Tribunal de Commerce, VANNES.

Rhône [1^{er} août 1901] — Chambre syndicale et commerciale de l'**épicerie** et comestibles du canton de Villefranche (40 membres). Siège social : rue de la Gare, 3, VILLEFRANCHE.

Var [20 février 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de La Seyne (22 membres). Siège social : rue Hoche, café Gaudemard, LA SEYNE. — [17 décembre 1901]. — Syndicat du **bâtiment** toulonnais (110 membres). Siège social : rue Molière, 12, TOULON. — [4 mai 1901]. — Syndicat des marchands de **bois** et charbons (27 membres). Siège social : rue de la Valette, 5, TOULON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [7 avril 1901]. — Syndicat des **cultivateurs** et travailleurs de terre de Coursan (100 membres). Siège social : Café Pech, rue de la Révolution, 3, COURSAN.

Gard [14 avril 1901]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Bessèges (25 membres). Siège social : rue la République, 79, BESSÈGES. — [5 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Bessèges (350 membres). Siège social : rue de la République, 79, BESSÈGES. — [9 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs**, noyauteurs et parties similaires de Bessèges et de la banlieue (42 mem-

bres). Sièges sociaux : rue de la République, 72, Bessèges. — [8 août 1901]. — Chambre syndicale des garçons bouchers, tripiers, pelletiers et employés de l'abattoir de la ville de Nîmes (56 membres). Siège social : rue de la Vierge, 25, Nîmes. — [mai 1900]. — Syndicat de secours mutuels lithographique de la ville de Nîmes (24 membres). Siège social : Bourse du travail, Nîmes.

Gers [28 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes de la ville d'Auch (48 membres). Siège social : Auch.

Hérault [1^{er} septembre 1901]. — Chambre syndicale des artistes musiciens instrumentistes de Cette (58 membres). Siège social : maison Buffet, cité Doumet, Cette.

Loir-et-Cher [17 juillet 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers boulangers de Blois et du département de Loir-et-Cher (33 membres). Siège social : Bourse du travail, Blois.

Loire [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de Chambon-Feugerolles (995 membres). Siège social : Grande-Rue, 90, Chambon-Feugerolles. — [31 juillet 1901]. — Syndicat des verriers en verre blanc (57 membres). Siège social : RIVE-DE-GIER. — [1^{er} novembre 1901]. — Syndicat des verriers en verre noir (46 membres). Siège social : RIVE-DE-GIER. — [28 août 1901]. — Syndicat des ouvriers boulangers et similaires de Roanne et du Coteau (49 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [22 août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers imprimeurs sur écheveaux de Roanne et du Coteau (30 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [Janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers tanneurs et corroyeurs roannais, (100 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [novembre 1901]. — Chambre syndicale des employés de tramways et similaires de la Compagnie T. R. de Roanne (22 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [15 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures réunis de Roanne, du Cotuau et des environs (45 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — [? 1901]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de Saint-Etienne (15 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Mayenne [18 mai 1901]. — Chambre syndicale des employés de commerce et d'administration de Laval (29 membres). Siège social : Bourse du travail, LAVAL. — [8 décembre 1901]. — Syndicat des ouvriers marbriers de Laval et Sablé. (170 membres). Siège social : Bourse du travail, LAVAL.

Morbihan [20 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers des cantons de Vannes (13 membres). Siège social : rue Bois-Moreau, VANNES. — [1^{er} août 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons des cantons de Vannes (145 membres). Siège social : Hôtel de ville, VANNES. — [29 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers des cantons de Vannes (87 membres). Siège social : rue Thiers, 36, VANNES. — [6 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre des cantons de Vannes (51 membres). Siège social : Hôtel de ville, VANNES.

Nord [24 octobre 1901]. — Syndicat de filature « Les Amis réunis » (30 membres). Siège social : rue Winoc-Choque, 148, TOURCOING. — [21 octobre 1901]. — Syndicat de filature « Le Magasin » (30 membres). Siège social : rue de Tournai, 29, TOURCOING.

Deux-Sèvres [15 décembre 1900]. — Société niortaise des garçons limonadiers, d'hôtels, restaurateurs, officiers et assimilés (30 membres). Siège social : avenue Bujault, 5, NIORT. — [16 octobre 1901]. — Chambre syndicale typographique de Thouars (11 membres). Siège social : rue Porte-de-Paris, 51, THOUARS.

Var [? 1901]. — Syndicat des ouvriers maçons (25 membres). Siège social : DRAGUENAN. — [21 juin 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers boulangers d'Ityères

(36 membres). Siège social : Grand Café du siècle, HYÈRES. — [9 octobre 1901]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Saint-Raphaël et Fréjus réunis (19 membres). Siège social : boulevard Valescure, propriété Milano (Pierre), SAINT-RAPHAËL. — [9 novembre 1901]. — Syndicat des employés civils de l'artillerie et du génie du 15^e corps d'armée (38 membres). Siège social : rue Hippolyte Duprat, Bar du xx^e siècle, TOULON. — [5 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers** de Toulon (36 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [12 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **peintres** (52 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [11 mai 1901]. — Syndicat du personnel ouvrier de l'École de **pyrotechnie** de la Marine de Toulon (120 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [23 décembre 1900]. — Syndicat des ouvrières réunies de l'École de **pyrotechnie** et des hôpitaux de la Marine de l'État (91 membres). Siège social : École de pyrotechnie, TOULON.

Alger [7 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **colleurs** en papier peint (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [26 octobre 1900]. Syndicat des ouvriers **menuisiers** du département d'Alger (130 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [1882]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** d'Alger-Mustapha (86 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [30 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **tapissiers** en meubles (35 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [2 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** (21 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA.

3°. — UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gard [25 août 1901]. — Union des chambres syndicales ouvrières de Bessèges (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la République, 79, BESSÈGES.

Rhône [18 novembre 1899]. — Fédération des moyens de **transports** des services publics et municipaux de France et des colonies (11 chambre syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, Lyon.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

([La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.])

1°. — SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [20 mars 1900]. — Syndicat des **brasseurs** de la Bourgogne et des départements limitrophes (21 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Gard [24 juin 1896]. — Syndicat des **représentants** de commerce de la ville de Nîmes et de la région (28 membres). Siège social : café Tortoni, NÎMES.

Indre-et-Loire [30 juillet 1901]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** du canton de Châteaurenault et cantons limitrophes (21 membres). Siège social : hôtel de l'Écu, CHÂTEAURENAULT. — [22 décembre 1899]. — Chambre syndicale des marchands de **charbons** de terre de Tours et de la banlieue (62 membres). Siège social : café de la Renaissance, TOURS.

Loire [29 décembre 1899]. — Syndicat professionnel des **meuniers** d'une région de la Loire, de Saône-et-Loire et de l'Allier (19 membres). Siège social : hôtel de France, ROANNE. — [10 juin 1895]. — Chambre syndicale des **approvisionnement** alimentaires de la ville de Saint-Etienne et de la région (16 membres). Siège social : rue Michelet, 3, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [29 août 1859]. — Syndicat des maîtres **imprimeurs-typographes** de Nantes (8 membres). Siège social : rue de la Fosse, 10, NANTES. — [1^{er} septembre 1893].

— **Chambre syndicale des patrons imprimeurs-lithographes** de Nantes (12 membres). Sièges social : rue Dubreil, 2, NANTES — [8 novembre 1888]. — **Chambre syndicale des entrepreneurs des travaux de bâtiments** (31 membres). Sièges social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 13, SAINT-NAZAIRE. — [1^{er} janvier 1884]. — **Chambre syndicale des restaurateurs et débiteurs** de Saint-Nazaire (91 membres). Sièges social : à Penhouet, SAINT-NAZAIRE. — [7 août 1899]. — **Syndicat des fabricants de salaisons** de Bretagne et de Vendée (6 membres). Sièges social : chez le président, à VERTOU.

Marne [28 mai 1899]. — **Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment** de la ville et de l'arrondissement de Vitry-le-François (35 membres). Sièges social : Hôtel de ville, VITRY-LE-FRANÇOIS.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} mai 1899]. — **Syndicat des marchands nourrisseurs** et commissionnaires en bestiaux approvisionnant la place de Nancy et la région (80 membres). Sièges social : rue des Tanneries, 2, NANCY.

Morbihan [22 avril 1900]. — **Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments** de la ville de Vannes (36 membres). Sièges social : avenue Saint-Symphorien, 24, VANNES.

Nord [1^{er} juillet 1899]. — **Syndicat des marbriers** du Nord contre les accidents du travail (45 membres). Sièges social : COUSOLRE. — [1^{er} mars 1892]. — **Syndicat des libraires** de la région du Nord (72 membres). Sièges social : Grande Place, 64, LILLE. — [1^{er} mai 1900]. — **Corporation des entrepreneurs de maçonnerie** de Roubaix (31 membres). Sièges social : Grande Place, 21, ROUBAIX. — [23 novembre 1899]. — **Chambre syndicale des débiteurs de boissons** de la ville de Tourcoing (50 membres). Sièges social : rue de Tournai, 18, TOURCOING.

Pas-de-Calais [17 février 1888]. — **Syndicat des brasseurs** de la région d'Aire (15 membres). Sièges social : café du Midi, AIRE-SUR-LA-LYS. — [16 juillet 1896]. — **Syndicat professionnel des marchands de charbon** de la ville de Calais (22 membres). Sièges social : café des Beaux-Arts, CALAIS.

Basses-Pyrénées [2 octobre 1894]. — **Syndicat de l'Union de la boucherie et de la charcuterie** de Bayonne (13 membres). Sièges social : rue Poissonnerie, 20, BAYONNE.

Hautes-Pyrénées [1^{er} juillet 1898]. — **Union syndicale des patrons boulangers** de l'arrondissement d'Argelès-Gazost (16 membres). Sièges social : ARGELÈS-GAZOST.

Rhône [6 octobre 1893]. — **Union syndicale indépendante des patrons coiffeurs** de Lyon et de la banlieue (61 membres). Sièges social : place de l'Hôpital, 1, LYON.

Sarthe [12 février 1891]. — **Syndicat du commerce de la chapellerie** du Mans et de la Sarthe (12 membres). Sièges social : place de la République, LE MANS. — [8 janvier 1896]. — **Chambre syndicale de la graineterie** de la ville du Mans et des environs (22 membres). Sièges social : place de la République, LE MANS.

Seine-et-Marne [27 décembre 1892]. — **Syndicat de la boulangerie** de Lagny et des environs (18 membres). Sièges social : LAGNY.

Alger [décembre 1895]. — **Syndicat des patrons réunis des voitures** de place (32 membres). Sièges social : rue de Strasbourg, 7, ALGER.

Constantine [22 octobre 1895]. — **Chambre syndicale des maîtres boulangers** de Philippeville (13 membres). Sièges social : rue Valée, 15, PHILIPPEVILLE.

2°. — SYNDICATS OUVRIERS.

Ardennes [1^{er} janvier 1900]. — **Chambre syndicale des mouleurs** de Renwez (35 membres). Sièges social : RENWEZ.

Aude [22 juin 1900]. — **Syndicat des ouvriers selliers bourreliers** (23 membres). Sièges social : Hôtel de ville, NARBONNE.

Corse [22 août 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de la ville d'Ajaccio (104 membres). Siège social : Hôtel de ville, AJACCIO. — [9 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **typographes** d'Ajaccio (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, AJACCIO.

Côte-d'Or [12 septembre 1892]. — Syndicat des ouvriers **carriers** du canton de Nuits (240 membres). Siège social : COMBLANCHIEN. — [12 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Dijon et de la région (67 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [28 décembre 1898]. — Syndicat des **poêliers-fumistes** et similaires de Dijon (20 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Gard [janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Nîmes (15 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [1^{er} juillet 1900]. — Chambre syndicale des **maréchaux-ferrants** de Nîmes et du Gard (3 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES.

Landes [1^{er} janvier 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux (37 membres). Siège social : SAINT-PAUL-LÈS-DAX.

Loire [1900]. — Syndicat des **tailleurs de pierres** et similaires de Firminy et des environs (40 membres). Siège social : FIRMINY. — [6 août 1892]. — Syndicat des **passemmentiers** de la Fouillouse (137 membres). Siège social : LA FOUILLOUSE. — [2 février 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers de la **teinture** de Régný (27 membres). Siège social : RÉGNÝ. — [4 août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers en **soieries** de Saint-Denis-de-Cabanne (8 membres). Siège social : SAINT-DENIS-DE-CABANNE. — [15 avril 1887]. — Chambre syndicale des **cuisiniers** de Saint-Étienne (31 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} janvier 1901]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de la ville de Saint-Étienne (40 membres). Siège social : Palais de Justice, SAINT-ÉTIENNE. — [17 octobre 1900]. — Chambre syndicale des conducteurs-receveurs, employés des dépôts et similaires des **tramways** électriques de Saint-Étienne (71 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [1^{er} mars 1897]. — Syndicat des ouvriers **verriers** (80 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [8 septembre 1898]. — Chambre syndicale des chefs d'atelier (**passemmentiers**), ouvriers et ouvrières réunis de Saint-Genest-Lerpt (493 membres). Siège social : SAINT-GENEST-LERPT.

Loire-Inférieure [1^{er} juillet 1890]. — Syndicat des ouvriers **débardeurs** du port de Nantes (135 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **outilleurs** en bois de la ville de Nantes (12 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [30 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers **replanisseurs** de parquets (9 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES. — [10 février 1900]. — Chambre syndicale des **tisseurs** en métaux (22 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Marne [8 octobre 1893]. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment (5 membres). Siège social : avenue de Paris, 76, REIMS.

Haute-Marne [23 juin 1900]. — Association amicale des **employés de commerce** de la ville de Chaumont (50 membres). Siège social : rue des Chamarandes, 7, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [23 septembre 1891]. — Chambre syndicale des **peintres** en bâtiment et parties similaires de Nancy (54 membres). Siège social : rue Clodion, 6, NANCY.

Nièvre [15 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **meuniers** du département de la Nièvre (30 membres). Siège social : place Chaméaune, 3, NEVERS.

Nord [24 mars 1900]. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **textile** de Caudry (79 membres). Siège social : rue Gambetta, 48, CAUDRY. — [1^{er} octobre 1900]. —

Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de filature (125 membres). Siège social : rue du Milieu, 34, DUNKERQUE. — [4 septembre 1899]. — **Chambre syndicale des ouvriers ébénistes** de Roubaix (20 membres). Siège social : rue des Arts, 172, ROUBAIX. — [12 octobre 1898]. — **Union syndicale des ouvriers faïenciers**, porcelainiers, potiers et similaires de la section de Saint-Amand (250 membres). Siège social : Moulin des Loups, SAINT-AMAND.

Oise [29 janvier 1896]. — **Fédération des préposés des manufactures des tabacs**, magasins et manufactures d'allumettes [section de Saintines] (11 membres). Siège social : café Vala, SAINTINES.

Pas-de-Calais [8 décembre 1890]. — « La Fraternité », chambre syndicale des ouvriers ourdisseurs de Calais (30 membres). Siège social : café Dutertre, CALAIS.

Hautes-Pyrénées [1^{er} juillet 1900]. — **Syndicat des ouvriers menuisiers**, charpentiers et machinistes de la ville de Bagnères-de-Bigorre (11 membres). Siège social : BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhône [9 juillet 1899]. — **Chambre syndicale des garçons de bateaux-lavoirs et lavoirs** de Lyon et de la banlieue (150 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Haute-Savoie [25 juin 1899]. — **Syndicat professionnel ouvrier des carrières** d'Allinges et Lully (30 membres). Siège social : ALLINGES. — [26 décembre 1893]. — **Société professionnelle des ouvriers et ouvrières en chapellerie** de la ville d'Annecy (16 membres). Siège social : rue de l'Île, 1 bis, ANNECY.

Var [7 juillet 1891]. — **Chambre syndicale des travailleurs du livre (typographes)** de Draguignan (15 membres). Siège social : place aux Herbes, 2, DRAGUIGNAN. — [16 février 1897]. — **Syndicat des conducteurs et aides-conducteurs de machines-outils** de la Compagnie de la Seyne (6 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [20 mai 1897]. — **Syndicat des journaliers et manœuvres des forges et chantiers de la Seyne** (7 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON.

Vienne [18 décembre 1897]. — **Chambre syndicale des ouvriers couvreurs** (5 membres). Siège social : Hôtel de ville, POITIERS.

Yonne [1^{er} novembre 1900]. — **Syndicat des ouvriers en bâtiment** de Saint-Fargeau (27 membres). Siège social : SAINT-FARGEAU.

Alger [1^{er} septembre 1897]. — **Chambre syndicale des ouvriers carrossiers** d'Alger-Mustapha (80 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [17 septembre 1900]. — **Chambre syndicale des matelots et chauffeurs-marins** d'Alger (400 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [3 septembre 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers mouleurs** d'Alger, Mustapha, Saint-Eugène (14 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER. — [25 mars 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers vermicelliers** d'Alger-Mustapha (55 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

Constantine [8 septembre 1900]. — **Syndicat des ouvriers maréchaux-ferrants** (25 membres). Siège social : rue Maillot, BONE. — [29 mars 1900]. — **Syndicat des ouvriers menuisiers, ébénistes et charpentiers** (78 membres). Siège social : porte d'Hippone, BONE. — [15 août 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers boulangers** de la ville de Philippeville (43 membres). Siège social : rue de Paris, PHILIPPEVILLE.

Oran [27 janvier 1900]. — **Chambre syndicale des ouvriers tonneliers et foudriers** de la ville d'Oran (57 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique des chemins de fer français (1900)* [1 vol. in-4° de 535 pages; Paris, 1901; Imp. Nat.].

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire (1898 et 1899)* [2 vol. in-4° de 418 et 413 pages. Melun, 1900-1901; imp. administrative].

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique sanitaire des villes de France et d'Algérie (1898, 1899 et 1900)* [3 vol. in-4°. Melun, 1899, 1900 et 1901; imp. administrative].

————— GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — *Statistique financière (1900)* [1 vol. in-4° de 119 pages. Alger, 1902; imp. Fontana].

————— SOCIÉTÉS DE CRÉDIT POPULAIRE DES ALPES-MARITIMES. — *Compte-rendu de la IV^e session (16 février 1902)* [1 broch. in-8° de 27 pages. Menton, 1902; imp. coopérative mentonnaise].

————— MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en 1899 (France, Algérie et Tunisie)*. [1 vol. in-4° de 176 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale.]

————— MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Compte général de l'administration de la justice criminelle en 1899 (France, Algérie et Tunisie)* [1 vol. in-4° de 172 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale.]

————— MUSÉE SOCIAL. — *La corporation de l'acier des États-Unis et la grève de ses ouvriers en 1901*. (1 fasc. in-8° de 79 pages; Paris, 1902; Imprimerie A. Rousseau).

————— MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique de l'industrie minérale (1900)* [1 vol. in-4° de 226 pages. Paris, 1901; Imprimerie nationale].

————— MINISTÈRE DES FINANCES. — *Renseignements statistiques relatifs aux contributions indirectes et aux taxes assimilées* (1 vol. in-8° de 196 pages. Paris, 1902; Imprimerie nationale).

ALGÉRIE. — GOUVERNEMENT GÉNÉRAL. — *Statistique générale de l'Algérie (1900)*. [1 vol. in-8° de 263 pages. Alger, 1902; Imprimerie P. Fontana.]

ALLEMAGNE. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Statistique de l'État de Hambourg (Mouvement de la population, 1892-99; statistique électorale, 1887-1901; l'impôt sur le revenu, 1893-99)* [1 vol. in-4° de 134 pages. Hambourg, 1902; Imp. Meissner].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique générale de l'Empire (1902, 1^{er} cahier trimestriel)* [1 vol. in-4° de 1392 pages. Berlin, 1902; Imp. Puttkammer et Mühlbrecht].

————— SECRÉTARIAT OUVRIER DE WALDENBOURG. — *Rapport annuel (1901)* [1 broch. in-16° de 35 pages. Breslau, 1902; Imp. Schatzky].

————— SECRÉTARIAT OUVRIER DE HANNOVRE. — *Rapport annuel (1901)* [1 broch. in-8° de 12 pages. Hanovre, Imp. Dörnke et Löber].

————— SECRÉTARIAT OUVRIER DE NUREMBERG. — *Rapport annuel (1901)* [1 broch. in-8° de 24 pages. Nuremberg, 1902; Libr.-Imp. de la Franconie].

————— SECRÉTARIAT OUVRIER DE MUNICH. — *4^e rapport annuel (1901)* [1 broch. in-8° de 72 pages. Munich, 1901; Imp. de l'Union syndicale de Munich].

ALLEMAGNE. — MINISTÈRE GRAND-DUCAL DE L'INTÉRIEUR. — *Rapport annuel de l'Inspection du travail dans le grand duché de Hesse (1900)*.

— MINISTÈRE GRAND-DUCAL DE L'INTÉRIEUR. — *Rapport annuel de l'Inspection des fabriques dans le grand-duché de Bade (1900)* [1 broch. in-8° de 87 pages. Berlin, 1901, imp. impériale].

— ASSOCIATION DES DOYENS DU COMMERCE. — *Rapport sur le commerce et l'industrie à Berlin (1901)* [1 fasc. in-4° de 108 pages. Berlin, 1902; imp. Boll].

— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Communications statistiques sur l'Empire (1901; 4^e fasc. trimestriel)* [1 fasc. in-4° de 313 pages. Berlin, 1901; Puttkammer et Mühlbrecht, éditeurs.]

— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Länder behördlich Arbeiterschutzvorschriften* (1 vol. in-4° de 150 pages. Berlin, 1902; Imprimerie Decker). — Mesures de protection du travail prises par les divers États.

Cet ouvrage est divisé en deux parties. La première contient l'indication des prescriptions édictées pour la protection des ouvriers, soit en vertu du paragraphe 120, alinéa 2, de la *Gewerbeordnung* (ou conformément à des dispositions plus anciennes correspondantes), soit en vertu de la législation de chaque État, par les autorités centrales ou par autorité de police. Les tableaux qui constituent la première partie mentionnent la branche d'industrie à laquelle s'appliquent les mesures prises, les autorités d'où émanent celles-ci, leur date, la circonscription qu'elles intéressent, leur contenu.

Ces prescriptions sont d'abord divisées d'après leur caractère général (a. Protection de la vie et de la santé; b. Protection des bonnes mœurs et des convenances). Elles font en outre l'objet d'une double subdivision effectuée selon le but spécial auquel elles visent (1^o a. Protection contre les accidents; b. Mesures d'hygiène; 2^o Aménagement des salles de travail, des machines, du matériel; surveillance du travail et du bon ordre).

La deuxième partie du volume contient le texte des prescriptions dont les numéros d'ordre sont marqués d'un astérisque dans la colonne 1 de la première partie.

— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Kriminalstatistik* (1 vol. in-4° de 114 pages. Berlin, 1902; Imprimerie Puttkammer et Mühlbrecht). — Statistique criminelle (1899).

AUTRICHE. — STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Die Arbeits-Verhältnisse im Lloydarsenale und Stabiliments technico triestino* (1 fasc. in-4° de 97 pages. Vienne, 1902; impr. A. Hölder). Les conditions du travail dans le Lloyd et le Stabiliments technico de Trieste.

— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Mouvement de la population (1898)* [1 fasc. in-4° de 263 pages. Vienne, 1902; imp. off.].

— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Mouvement de la population (1898)* [1 vol. in-4° de 263 pages. Vienne, 1902; librairie Gerold].

AUTRICHE-HONGRIE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Les Caisses d'épargne et les Coopératives de production et de consommation de la Styrie (1900)* [1 fasc. in-4° de 54 pages. Graz, 1902; librairie Lenschner et Lubensky].

BELGIQUE. — ÉTUDES DU MUSÉE SOCIAL À PARIS. — *Quelques pages d'histoire syndicale belge* (1 vol. in-8° de 200 pages. Paris, 1902; Imprimerie A. Rousseau).

— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Les moteurs électriques dans les industries à domicile* (1 vol. in-4° de 292 pages. Bruxelles, 1902; imp. Lebègue et Schepens).

— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Les filatures de lin* (1 vol. in-4° de 463 pages. Bruxelles, 1902; Lebègue et Schepens, éditeurs).

— SOCIÉTÉ LIÉGEOISE D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL. — *Rapport sur l'exercice 1901* (1 broch. in-16 de 24 pages. Liège, 1902; imp. La Meuse).

BELGIQUE. — *Statistique médicale de l'armée belge (1900).* [1 vol. in-8° de 49 pages. Bruxelles, 1901; Imp. Goemaere.]

BRÉSIL. — *DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — Registre de l'état civil (1895).* [1 vol. in-4° de 441 pages. Rio-de-Janeiro, 1901; Imprimerie officielle.]

— **MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE; DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS.** — *Âges de la population recensée au 31 décembre 1890.* (1 vol. in-4° de 411 pages. Rio-de-Janeiro, 1901; Imprimerie officielle.)

CONNECTICUT. — *CONSEIL D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ. — 23^e rapport (1900)* [1 vol. in-8° de 196 pages. New-Haven, 1901; Imprimerie Tuttle, Morehouse, Taylor et C^o.]

DANEMARK. — *BUREAU DE LA STATISTIQUE. — Comptes communaux et des ports (1895-99)* [1 vol. in-4° de 86 pages. Copenhague, 1902; imp. B. Lunos].

ÉTATS-UNIS. — *STATISTIQUE DU TRAVAIL. — Fifteenth annual report: Wages in commercial countries* (2 vol. in-8° de 864 et 1642 pages. Washington, 1900; Imprimerie officielle). — 15^e Rapport annuel sur les salaires dans les pays commerçants (1900).

— *COMMISSION DE L'INDUSTRIE. — Report on the Chicago labor disputes* (1 vol. in-8° de 612 pages. Washington, 1901; Imprimerie officielle). — Rapport sur les différends du travail à Chicago (1900).

— *COMMISSIONER OF LABOR. — Grèves et lock-outs (1901)* [1 vol. in-8° de 1053 pages. Washington, 1902; Imp. offic.].

— *BUREAU DE LA STATISTIQUE. — Statistique succincte des États-Unis (1901)* [1 vol. in-8° de 488 pages. Washington, 1902; Imp. offic.].

— *BUREAU DES STATISTIQUES OUVRIÈRES DE L'ÉTAT DE CONNECTICUT. — (17^e rapport annuel du bureau des statistiques ouvrières pour 1901)* [1 vol. in-8° de 443 pages; Mériden, Connecticut, 1901; Imp. Journal publishing Company].

GRANDE-BRETAGNE. — *STATISTIQUE GÉNÉRALE. — Statistical table relating to the colonial and other possessions of the United Kingdom* (1 vol. in-4° de 701 pages. Londres, 1902; imprimerie royale). Tableaux statistiques relatifs aux colonies et autres possessions du Royaume-Uni (1899).

ILLINOIS. — *BUREAU DE LA STATISTIQUE. — Eleventh biennial report* (1 vol. in-8° de 282 pages. Springfield, 1902; Imprimerie P. Bros). — 11^e Rapport bi-annuel relatif aux diverses statistiques du travail (1900).

ITALIE — *CHAMBRE DE COMMERCE DE MILAN. — Propositions de modifications au projet de loi sur le travail des femmes et des enfants* (1 broch. in-8° de 31 pages. Milan, 1902, impr. Bellini).

JAPON. — *STATISTIQUE GÉNÉRALE. — Annuaire statistique (1901).* [1 vol. in-8°. Tokio, 1902.]

MAINE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE ET DU TRAVAIL. — *15^e rapport annuel (1901)* [1 vol. in-8° de 186 pages. Augusta, 1902; imp. Kennebec].

MARYLAND. — BUREAU DE LA STATISTIQUE INDUSTRIELLE. — *10^e rapport annuel (1901)* [1 vol. in-8° de 255 pages. Baltimore, 1902; imp. King frères].

NORWÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistik Aarbog* (1 vol. in-8° de 154 pages. Christiania, 1901; Imprimerie Aschehoug et C^{ie}). — *Annuaire statistique (1901)*.
 — STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *De offentlige Jernbaner* (1 vol. in-8° de 362 pages. Christiania, 1901; Imprimerie Aschehoug et C^{ie}). — *Les chemins de fer publics (1^{er} avril 1900-31 mars 1901)*.

— BUREAU CENTRAL DE LA STATISTIQUE. — *Statistisk Aarbog* (1 vol. in-8° de 154 pages, Christiania, 1901; Imp. Aschehong et C^{ie}). — *Annuaire statistique (1901)*.

— MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Les chemins de fer publics norvégiens (1^{er} avril 1900-31 mars 1901)* [1 vol. in-8° de 362 pages. Christiania, 1901; imp. Archerong et C^{ie}].

NOUVELLE-ZÉLANDE. — STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Annuaire statistique (1901)*. [1 vol. in-8° de 640 pages. Wellington, 1901; Imprimerie J. Mackay.]

OHIO. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Twenty-fourth annual report* (1 vol. in-8° de 461 pages. Columbus, 1900; Imprimerie J. Heer). — *24^e rapport annuel relatif aux diverses statistiques du travail (1900)*.

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Jaareijfers* (1 vol. in-4° de 281 pages. La Haye, 1901; Imp. Belinfante frères). — *Annuaire statistique (1900)*.

— *Rapport de l'association coopérative : EIGEN HULP (1901)* [1 broch. in-16 de 27 pages. La Haye, 1901].

PRUSSE. — BUREAU DE STATISTIQUE. — *Communications statistiques relatives aux corporations* (1 fasc. in-4° de 53 pages. 1901).

— BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Bulletin de statistique générale (1901; 3^e cahier trimestriel)* [1 fasc. in-4° de 246 pages. Berlin, 1901; imp. off.].

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Anuario* (1 vol. in-4° de 499 pages. Buenos-Ayres, 1901; Compagnie sud américaine de billets de banque). — *Annuaire statistique (1900, tome II)*.

ROUMANIE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE SANITAIRE. — *Causes de la mortalité en Roumanie* (1 broch. in-8° de 53 pages. Bucarest, 1901; Imp. off.).

RUSSIE. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de Saint-Petersbourg (1899)*. [1 vol. in-4° de 483 pages. Saint-Petersbourg, 1901; Imprimerie officiel].

— MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Statistique criminelle (1900)*. [2 fasc. in-4° de 233 et 59 pages. Saint-Petersbourg, 1901. — 1^{re} partie, Russie d'Europe; 2^e partie, Asie.]

SERBIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE D'ÉTAT. — *Matériaux pour la statistique du Royaume* (1 vol. in-4. de 399 pages. Belgrade, 1901; Imprimerie royale).

————— DIRECTION DE LA STATISTIQUE D'ÉTAT. — *Statistique générale du Royaume* (tome XVII) [1 vol. in-4° de 811 pages. Belgrade, 1902; Impr. offic.].

SUISSE. — BUREAU DE STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR. — *Mouvement de la population (1900)*. [1 fasc. in-4° de 32 pages. Berne, 1902; Imprimerie Schmid et Francke.]

————— BUREAU FÉDÉRAL DES ASSURANCES. — *Rapport sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse (1900)* [1 vol. in-4° de 136 pages. Berne, 1902; librairie Schmid et Francke].

————— SECRÉTARIAT OUVRIER DE BÂLE. — *Rapport de la Caisse de chômage de l'Union ouvrière de Bâle* (1 broch. in-16° de 16 pages. Bâle, 1902; Imp. Birhäuser).

URUGUAY. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Anuario estadístico* (1 vol. in-4° de 1,248 pages. Montevideo, 1901; Imprimerie «la Nation»). Annuaire satistique (1899-1900).

VICTORIA. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1895-1898)*. [1 vol. in-8° de 1132-CCXXXV pages. Melbourne, 1901; Imprimerie R.-S. Brain.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

**Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des ar-
tèles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer
russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaire et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er}: *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III: *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et
1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV: *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II: *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p.
(1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4°
de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de
55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p.
(1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie: *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie: *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.) — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
---	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Guiris et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
---	-------

Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899)..... 1 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1900. — 4 vol. de 520, 653, 615 et 583 p. Chacun..... 7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— <i>1897.</i> 1 vol. de 804 p.....	6 fr.
— <i>1898.</i> 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897) [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).. 1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901)..... 3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901)..... 1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en juin	449
Situation générale	451
Grèves en juin	455
Conciliation et arbitrage en juin	458

Conseil supérieur du travail : résultat des élections des représentants des conseils de prud'hommes	461
---	-----

Le recensement de l'industrie en Allemagne, en Belgique et en France (1895-1896)	462
--	-----

Les indemnités de chômage de la Fédération des travailleurs du livre en 1901	467
--	-----

Jurisprudence.

Loi du 30 mars 1900 : article 2 ; définition des mots « mêmes locaux ». — Loi du 12 juin 1893 : article 2 ; défaut de protection d'un engrenage ; imprudence de l'ouvrier ; responsabilité du patron	469
--	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves	471
---	-----

Autriche : Placement. — Grèves	471
--------------------------------------	-----

Belgique : Placement. — Grèves	472
--------------------------------------	-----

Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves	472
--	-----

Roumanie : Loi du 4 mars 1902 sur l'organisation des métiers	473
--	-----

Pages.

Actes et documents officiels.

Décret du 23 juin 1902, autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement, en vue du paiement de pensions annuelles aux vieillards, infirmes et incurables indigents. — Décret du 4 juillet 1902, complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail. — Arrêté du 18 juin 1902, portant nomination des membres de la commission de répartition du crédit attribué aux associations ouvrières de production et de crédit. — Arrêté du 21 juin 1902, instituant une commission chargée de rechercher les modifications à introduire dans les lois des 24 juillet 1867 et 1 ^{er} août 1893, relatives aux sociétés par actions. — Circulaire du 27 mai 1902, sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents	476
Etat des travaux législatifs	479

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc. ; 2 ^o par les correspondants	482
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières	487
Prix courants divers ; commerce extérieur ; transports, faillites ; autorisations de bâtir ; adjudications	500
Mouvement syndical	502
Bibliographie	510

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires. On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE	3 fr. 50 —

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
 Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.
 SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
 Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.
 SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.
 Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.
 CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.
 CHAMBRE SYNDICALE DES SELLERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.
 CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.
 CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.
 CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.
 CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.
 CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.
 UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.
 CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.
 UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^e Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.
 CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et *Jeunes Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au *Bulletin*.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
 Direction du Travail,
 PARIS (vif).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juin, l'agriculture, la pêche côtière, les industries extractives, la brasserie, la fabrication du caoutchouc et des toiles cirées, la sellerie et la bourrellerie, les diverses industries du bois, les industries du bâtiment et les industries céramiques ont eu un travail abondant, à quelques exceptions près pour certaines régions et localités. Il y a eu accalmie dans les fabriques d'huiles et de bougies, les usines à gaz, les industries du livre, la préparation des cuirs et des peaux, la cordonnerie, l'industrie cotonnière, la chapellerie, la fabrication des passementeries, des dentelles et du tulle, le travail des métaux divers, l'horlogerie, l'orfèvrerie, la bijouterie en argent, la fabrique d'optique, la chaufournerie, la fabrique de ciments et la verrerie. La situation est sans changement notable pour les autres industries.

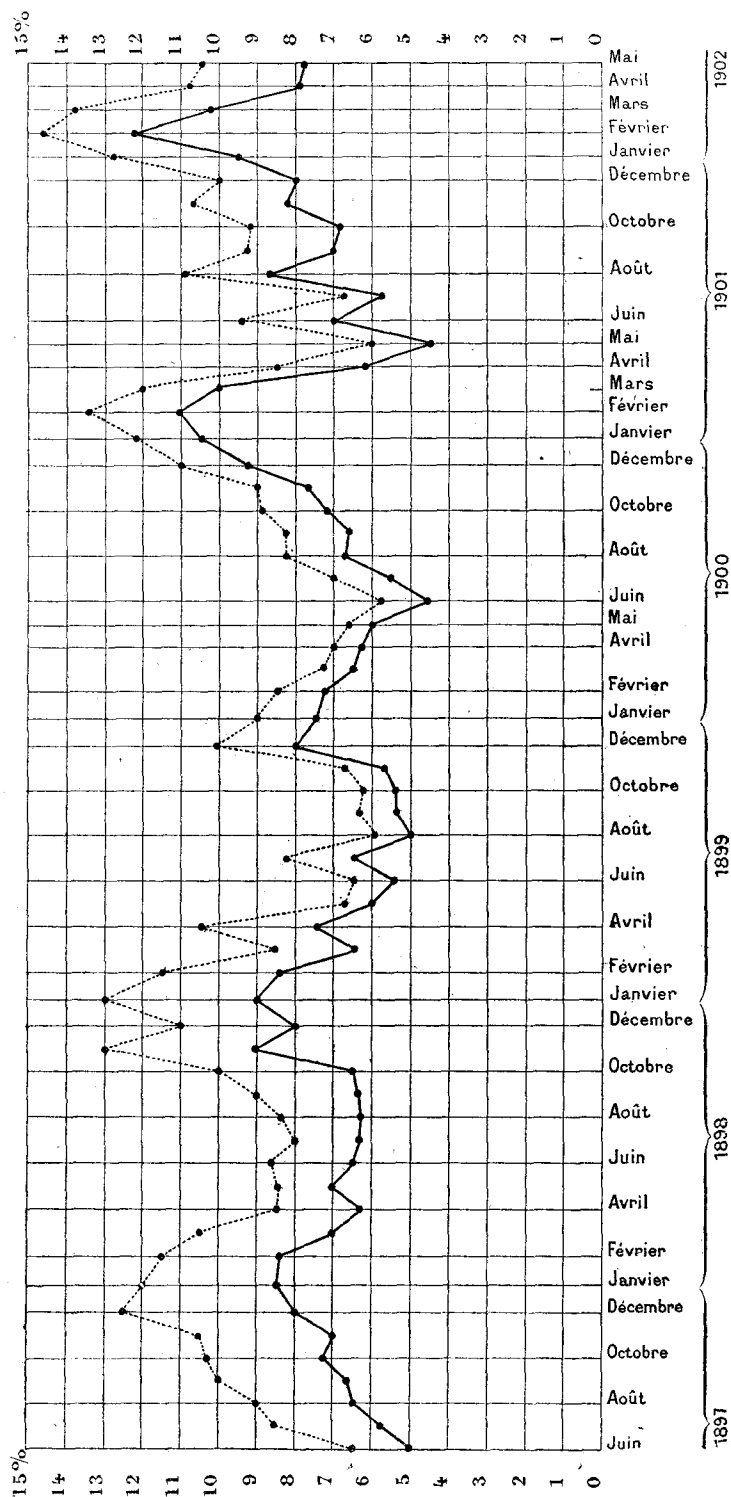
Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 993 chambres syndicales ouvrières, groupant 197,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 775 avec 140,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 12,855, ce qui correspond à une moyenne de chômage de 9 p. 100 environ (syndicat des mineurs du Pas-de-Calais non compris). La moyenne pour le mois précédent était de 10.5 p. 100. Si l'on tient compte de l'ensemble des mineurs syndiqués, la proportion de chômeurs s'abaisse à 7 p. 100.

L'ouvrage, pendant le mois de juin, a été jugé, en comparaison avec la situation en mai, plus abondant par 12 p. 100 des syndicats, groupant 10 p. 100 des adhérents; équivalent par 69 p. 100 des syndicats groupant 67 p. 100 des adhérents; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour

Évaluation mensuelle du chômage de juin 1897 à mai 1902(1).



(1) Sur ce diagramme, l'écartement des lignes horizontales correspond à une variation du chômage égale à 1 p. 100 du nombre des travailleurs considérés. D'autre part, certains syndicats des mineurs ne répondant pas régulièrement chaque mois, nous avons tracé séparément deux courbes dont l'une en pointillé correspond aux variations du chômage, les mineurs non compris, l'autre, en trait continu, aux variations du chômage, les mineurs compris.

l'époque? 247 syndicats, groupant 29,000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 243, comptant 43,000 adhérents, ont répondu par la négative.

Le diagramme ci-contre, analogue à ceux qui ont été publiés les années précédentes à pareille date, représente les variations mensuelles du chômage, de juin 1897 à mai 1902. Les courbes ont été établies d'après les moyennes indiquées chaque mois dans la *Revue du travail*.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche de la sardine a débuté par de mauvais temps qui ont nui au travail. Sur le littoral de la Méditerranée, on constate un ralentissement par rapport au mois dernier. Les ouvriers agricoles ont été abondamment pourvus d'ouvrage par la fenaïson et le binage des pommes de terre. Dans le midi, toutefois, les syndicats signalent un chômage persistant qu'ils attribuent à la crise viticole. Le travail en forêts est terminé dans plusieurs régions et il en résulte un chômage momentané pour les bûcherons qui n'ont pas encore trouvé à s'employer aux travaux agricoles.

Le chômage moyen, pour l'ensemble du groupe agricole et forestier, ressort à 8 p. 100 d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 124,000 ouvriers environ, soit environ les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juin 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5.95	"	"	"	24	76
Loire.....	5.31	"	"	44	32	24
Gard et Hérault.....	5.62	"	"	"	24	76
Provence (liguites)....	4.91	"	"	35	65	"
Bourgogne et Nord-Est..	5.52	"	"	"	63	37
Centre.....	5.83	"	"	"	49	51
Tarn et Aveyron.....	5.62	"	14	"	"	86
ENSEMBLE pour la France.	5.80	"	1	5	22	72

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.69. Il était de 5.85 en juin 1901.

CARRIÈRES. — Un léger ralentissement dans les commandes s'est fait sentir en divers endroits. Le travail néanmoins paraît normal dans l'ensemble. La moyenn de chômage, d'après les réponses des syndicats, ressort à 3 p. 100 comme le moi dernier.

ALIMENTATION. — Le marché du travail ne s'est pas sensiblement modifié pour les boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, limonadiers, bouchers, charcutiers. La proportion moyenne de chômeurs est un peu moins élevée que le mois précédent; elle est de 12 p. 100 environ, au lieu de 15 p. 100 en mai; 12 p. 100 des syndicats, groupant 11 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 72 p. 100, avec 48 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 16 p. 100, avec 41 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

La production des alcools, à la fin du mois de mai 1902 (huit premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,446,850 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 1,947,733 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. Il y a diminution principalement sur les alcools de betteraves, et augmentation sur les alcools de mélasse. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 168,739 hectolitres, contre 214,698 hectolitres, évaluation correspondant aux huit premiers mois de la campagne précédente (1).

En industrie sucrière, au 15 juin 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids total des betteraves mises en œuvre s'élève à cette date à 9,350,851,795 kilogrammes, contre 8,717,439,211 kilogrammes mis en œuvre pendant la période correspondante de la campagne précédente. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 985,853,297 kilogrammes, contre 974,785,235 kilogrammes, extraits au 15 juin 1902 (2).

Commencement de la pleine fabrication pour la brasserie.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Ralentissement du travail dans la fabrique d'huiles et la fabrique de bougies. Accalmie saisonnière chez les ouvriers des usines à gaz. Travail abondant dans la fabrique de caoutchouc et la fabrique de toiles cirées, signalé de diverses régions.

Chez les typographes et autres travailleurs du livre, situation stationnaire, calme. La moyenne de chômage est de 5 p. 100, dans l'ensemble des syndicats. Elle s'élève à 9 p. 100 à Paris, et n'est que de 3 p. 100 en province. En comparaison avec le mois précédent, l'ouvrage est jugé plus abondant par 7 p. 100 des syndicats, groupant 8 p. 100 des adhérents; équivalent par 67 p. 100 des syndicats, groupant 62 p. 100 des adhérents; moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 30 p. 100 des adhérents.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, l'accalmie précédemment signalée persiste et paraît même s'accroître.

En cordonnerie, l'abondance des stocks est indiquée comme cause de ralentissement du travail dans un grand nombre de localités.

La ganterie est toujours dans une situation peu satisfaisante à Paris.

Chez les selliers, bourreliers et harnacheurs, travail abondant; chez les selliers et mécaniciens de l'article de chasse, la saison ne s'annonce pas favorablement.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe des cuirs et des peaux, ressort à 9 p. 100. En comparaison avec le mois précédent, l'ouvrage est estimé plus abondant par 4 p. 100 des syndicats, groupant 1 p. 100 des adhérents, équivalent par 70 p. 100 des syndicats, groupant 73 p. 100 des adhérents, moins abondant par 26 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — La filature et le tissage accusent une proportion moyenne de chômeurs de 10 p. 100.

(1) *Journal officiel* du 19 juin 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 juin 1902.

La situation est toujours calme dans l'industrie cotonnière. Le travail est réduit dans le Nord et le sera probablement à bref délai dans la région de Rouen, si rien ne vient modifier l'état des manufactures.

Dans l'industrie lainière, le peignage et la filature de laine peignée sont bien alimentés, mais il y a un ralentissement sensible dans le tissage, à Roubaix.

La fabrique lyonnaise reste stationnaire.

On ne signale aucune amélioration dans l'industrie des dentelles et du tulle. La passementerie et la rubanerie ont moins d'ouvrage, sauf pour les articles velours.

Dans la chapellerie, continuation de la morte-saison.

La fabrique de tapis, dans le Midi et le Centre, est calme; il y a accroissement d'ouvrage chez les tapissiers en grosse moquette du Nord.

Dans les métiers du vêtement, tailleurs, couturières, chemisiers, l'état du travail ne s'est pas modifié depuis le mois précédent.

Pour l'ensemble du groupe des textiles, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 10 p. 100, d'après les réponses de 158 chambres syndicales.

En comparaison avec l'état du travail en mai, 19 p. 100 des syndicats, groupant 4 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 69 p. 100, avec 75 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 22 p. 100, avec 21 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

BOIS. — Les ouvriers du bois, scieurs, charpentiers et menuisiers en bâtiment, sont en pleine période d'activité. Chez les charpentiers et scieurs de long, le travail est jugé généralement moins abondant que l'an dernier à la même époque.

Il en est de même chez les ouvriers du meuble.

Amélioration par rapport au mois précédent dans la carrosserie.

Les sabotiers et galochiers sont largement pourvus d'ouvrage.

Dans la tonnellerie, la situation reste calme, ainsi que dans l'ébénisterie-marqueterie.

Chez les ouvriers vanniers, bouchonniers, tabletiers, ouvriers en peignes, brosiers, balaitiers, le travail est abondant, et la situation jugée très satisfaisante. Chez les monteurs de chaises en cuir, morte-saison.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe du bois, ressort à 8 p. 100, d'après les réponses de 104 syndicats.

Sur 98 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation de l'état du travail en juin, comparé avec l'état du travail en mai, 23 p. 100, groupant 22 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 62 p. 100, avec 58 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 15 p. 100, avec 20 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

MÉTAUX. — La situation de la grande industrie métallurgique ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier. Pendant les cinq premiers mois de l'année 1902, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 75,697 tonnes, présentant une diminution de 15,116 tonnes, soit environ 16.64 p. 100, par rapport aux résultats de la période correspondante de 1901. Les exportations se sont élevées à 188,746 tonnes (dont 37,347 tonnes en décharge d'acquets), et présentent une augmentation, comparativement aux résultats des cinq premiers mois de 1901, de 89,018 tonnes, ou de 89,25 p. 100 (1).

Le travail est calme, avec tendance au ralentissement, chez les serruriers, for-

(1) Bulletin du Comité des Forges, n° 1974.

gerons, ajusteurs, mécaniciens. État stationnaire chez les ouvriers en métaux divers; diminution du travail chez les ferblantiers-boîtiers, chez les bijoutiers en argent et les fabricants d'optique. Reprise sensible chez les ouvriers en instruments de précision.

Pour l'ensemble du groupe des métaux, le chômage moyen ressort à 7 p. 100 environ, d'après les réponses de 114 chambres syndicales.

Sur 135 syndicats qui ont fait connaître leur appréciation de l'état du travail, comparativement avec le mois précédent, 10 p. 100, groupant 13 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 65 p. 100, avec 44 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 25 p. 100, avec 43 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

BÂTIMENT. — Dans l'industrie du bâtiment, l'activité est générale, et le travail est signalé en augmentation dans un grand nombre de localités. La moyenne de chômage ressort à 12 p. 100 environ, d'après les réponses de 137 syndicats de maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, peintres, couvreurs, sculpteurs, marbriers. Elle s'élevait à 14 p. 100 le mois précédent.

Comparativement à la situation en mai, l'ouvrage en juin est jugé plus abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des adhérents, équivalent par 64 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des adhérents, moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des adhérents.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail calme dans la chaudière et la fabrique de ciments. Dans plusieurs fabriques de faïence et de porcelaine, l'ouvrage est en augmentation sur le mois précédent.

La verrerie à vitres et la verrerie à bouteilles subissent, dans le Nord, un ralentissement; la situation paraît stationnaire dans les autres régions.

Pour l'ensemble du groupe, la moyenne de chômage peut être évaluée à 6 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La moyenne de chômage chez les charretiers, camionneurs, cochers, mariniers, ressort à 4 p. 100 environ. Chez les travailleurs de la manutention, elle s'élève, d'après les réponses des syndicats, à 11 p. 100 environ. Il y a amélioration comparativement au mois précédent chez les ouvriers du port, à Calais et à Rochefort.

Chez les employés de commerce, la moyenne de chômage ressort à 5 p. 100.

Chez les gens de maison, à Paris, le chômage augmente, comme tous les ans, à la même époque, par suite des villégiatures.

LES GRÈVES EN JUIN 1902.

56 grèves ont été signalées en juin à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 55 d'entre elles, est de 5,905. Il y avait eu, en juin 1901, 62 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures, est de 55.

Ces 56 grèves, dont 43 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	31
Demandes de renvoi d'un directeur, de contremaîtres et d'ouvriers.....	7
Réduction de salaire.....	6
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	5
Contre l'introduction du travail aux pièces.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Réglementation du travail.....	2
Demandes de suppression des amendes.....	2
Demande de suppression de retenues pour une caisse de secours.....	1
Demande d'augmentation du temps de travail.....	1
Demande de suppression de retenues diverses.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 29 départements et on en a compté :

10 dans le Nord, 5 dans le Finistère, 4 dans l'Ille-et-Vilaine et le Rhône, 3 dans la Meurthe-et-Moselle, 2 dans les Ardennes, le Gard, l'Isère, le Morbihan, les Basses-Pyrénées et la Seine et 1 seule dans les 18 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 15; textiles, 14; métaux, 12; cuirs et peaux, 5; employés de tramways, 2; abatteurs de bestiaux, casseuses de sucre, polisseurs sur glace, produits chimiques, ouvriers des quais, trieuses de légumes secs, typographes, verriers, 1 grève.

Des 56 grèves commencées en juin, 45 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; sept, 5 jours; six, 2 jours; quatre, 6 jours; quatre, 14 jours; trois, 4 jours; trois, 7 jours; trois, 11 jours; deux, 3 jours; deux, 10 jours; une, 8 jours; une, 12 jours; une, 19 jours et une 28 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 41 jours, 32 jours, 24 jours et 21 jours, on trouve, parmi les 49 conflits terminés, les résultats suivants :

9 réussites.
21 transactions.
19 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
16 avril		Kremlin-Bicêtre	Seine	Argileurs-mineurs	6	120	1
2 mai	12 juin	Mehun-sur-Yèvre	Cher	Maçons	7	50	2
5 mai		Paris	Seine	Passementiers	1	4	3
15 mai	16 juin	Lure	Haute-Saône	Mécaniciens-construteurs	1	150	4
20 mai		Lorient	Morbihan	Serruriers	1	20	5
21 mai		Escaubotin	Somme	Mouleurs et tourneurs	1	40	6
26 mai		Morlaix	Finistère	Ménisiers	8	50	7
26 mai		Ivry	Seine	Verriers	1	44	8
27 mai	17 juin	Bessèges	Gard	Métallurgistes	1	8	9
29 mai		Ourscamp	Oise	Tisseurs	1	700	10
31 mai	24 juin	Lorient	Morbihan	Terrassiers	1	900	11
31 mai		Paris	Seine	Monteurs en chaussures	1	6	12

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} juin	6 juin	Ivry	Seine	Employés de tramways	1	100	1
2 juin	23 juin	Chaligny	Meurthe-et-Moselle	Maçons	1	60	2
2 juin	2 juin	Roubaix	Nord	Soigneuses	1	19	3
2 juin	30 juin	Cirey	Meurthe-et-Moselle	Polisseurs sur glace	1	60	4
3 juin	5 juin	Cazamozza	Corse	Acide gallique (Ouvriers d'une usine d')	1	115	5
3 juin	6 juin	Albert	Somme	Fondeurs en fer	1	30	6
3 juin	9 juin	Leers	Nord	Tisseurs	1	95	7
3 juin	17 juin	Donarnenez	Finistère	Ferblantiers-boitiers	1	175	8
4 juin	5 juin	Fougères	Ille-et-Vilaine	Ouvriers en chaussures (mécaniciennes)	3	87	9
4 juin	9 juin	Oléron	Basses-Pyrénées	Terrassiers	1	98	10
4 juin	23 juin	Vaillafaus	Doubs	Cloutiers	1	40	11
5 juin	6 juin	Castre	Tarn	Fileuses	1	11	12
5 juin	7 juin	Fougères	Ille-et-Vilaine	Ouvriers en chaussures (mécaniciennes)	1	32	13
5 juin	7 juin	Saint-Etienne	Loire	Verriers (souffleurs)	1	13	14
5 juin	19 juin	Danieres	Haute-Loire	Tisseurs	1	25	15
6 juin		Tarare	Rhône	Brodeuses	1	35	16
7 juin	13 juin	Lesquin	Nord	Mécaniciens-construteurs	1	113	17
9 juin	14 juin	Concarneau	Finistère	Maçons (aides)	4	150	18
10 juin	11 juin	Chaligny	Meurthe-et-Moselle	Maçons et aides	1	75	19
11 juin	12 juin	Lorient	Morbihan	Employés de tramways	1	70	20
11 juin	16 juin	Bessèges	Gard	Lamineurs	1	150	21
11 juin	19 juin	Marquise-Rinxent	Pas-de-Calais	Mécaniciens-construteurs	1	300	22
12 juin	16 juin	Mézières	Ardennes	Mouleurs	1	26	23
12 juin		Tarare	Rhône	Brodeuses	1	19	24
13 juin	23 juin	Bourgoin-Jallieu	Isère	Maçons	9	40	25
13 juin	24 juin	Pau	Basses-Pyrénées	Tailleurs de pierre	1	180	26
14 juin	16 juin	Bailleul	Nord	Terrassiers	1	150	27
14 juin	19 juin	S ^t -Jean-de-Muzol	Ardèche	Imprimeurs sur étoffes	1	45	28
16 juin	17 juin	S ^t -André-lez-Lille	Nord	Maçons (aides)	1	25	29
16 juin	18 juin	Nice	Alpes-Maritimes	Tueurs de bestiaux	"	50	30
16 juin	19 juin	Roubaix	Nord	Typographes	1	15	31
16 juin	23 juin	Montargis	Loiret	Ouvriers en bâtiment	25	411	32
16 juin	23 juin	Nevers	Nievre	Plâtriers et peintres	24	70	33

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

N ^{OS} DES RECHERCHES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1902 (1).

1	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.
2	Demande d'augmentation de salaire et réduction du temps de travail.	Transaction.
3	Demande d'augmentation de salaire	Échec.
4	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'un employé.	Échec.
5	Demande de diminution du temps de travail	Transaction.
6	Réduction de salaire	Échec.
7	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.
8	Réduction de salaire	Échec.
9	Réduction de salaire	Échec.
10	Refus de conduire trois métiers au lieu de deux	Transaction.
11	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.
12	Réduction de salaire	Transaction.

EN JUIN 1902.

1	Demande de réintégration de 5 employés	Échec.	
2	Demande de travailler une demi-journée le dimanche	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
5	Demandes d'augmentation de salaire, de renvoi du directeur et d'un contremaître.	Échec.	
6	Demande de suppression de la retenue pour caisse de secours.	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
8	Demande de renvoi des femmes	Transaction.	
9	Demande d'une meilleure répartition du travail	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
11	Refus de conduire quatre métiers au lieu de trois	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
13	Réduction de tarif sur un article	Réussite.	
14	Contre le remplacement des souffleurs par des relais et demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
15	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
16	Contre l'introduction du travail aux pièces	Transaction.	
17	Réduction de salaire, demande de maintien du travail aux pièces et suppression de retenues diverses.	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
19	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire et de suppression des amendes.	Transaction.	
21	Réduction de salaire sur un article spécial	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Échec.	
23	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
24	Contre l'introduction du travail aux pièces	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
26	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
28	Réduction de tarif sur un article spécial	Échec.	
29	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
30	Demande de diminution du temps de travail	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		MÉTRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
16 juin...	27 juin...	Paris.....	Seine.....	Casseuses de sucre.....	1	250	34
16 juin...	30 juin...	Quimperlé.....	Finistère.....	Ouvriers en bâtiments.....	"	300	35
16 juin...		Hennebont.....	Morbihan.....	Couvreurs.....	"	"	36
18 juin...	23 juin...	Bessèges.....	Gard.....	Métallurgistes.....	1	200	37
18 juin...		Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Trieurs de légumes secs.....	2	350	38
18 juin...		Tarare.....	Rhône.....	Brodeuses.....	1	10	39
19 juin...	30 juin...	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures.....	1	40	40
19 juin...	1 ^{er} juil.	Grenoble.....	Isère.....	Pareurs en peaux.....	1	108	41
20 juin...	24 juin...	Tours.....	Indre-et-Loire...	Mécaniciens-constructeurs.....	1	15	42
20 juin...		Lérezzy.....	Ardennes.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	7	43
21 juin...		Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Menuisiers.....	"	75	44
23 juin...	25 juin...	Quimper.....	Finistère.....	Plâtriers.....	1	30	45
23 juin...		Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme.....	Ouvriers en bâtiments.....	"	600	46
24 juin...	28 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	29	47
24 juin...	30 juin...	La Madeleine.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35	48
24 juin...	8 juillet.	Versailles.....	Seine-et-Oise....	Maréchaux ferrants.....	"	100	49
24 juin...		Lyon.....	Rhône.....	Coupeurs en chaussures.....	1	25	50
25 juin...		Rocheft-sur-Mer.	Charente-Inférieur	Ouvriers des quais.....	2	500	51
27 juin...	28 juin...	Châlons-sur-Marne	Marne.....	Tisseurs.....	1	40	52
27 juin...	4 juillet.	Mons-en-Bareuil..	Nord.....	Tisseurs.....	1	20	53
27 juin...	7 juillet.	Thaon.....	Vosges.....	Ouvriers de filatures.....	1	175	54
27 juin...		Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	72	55
30 juin...	5 juillet.	Quimper.....	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	40	56

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

13 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, ont été signalées en juin à la Direction du travail :

1^o Grève des ouvriers charrons et carrossiers de Vichy-Cusset (Allier).

— Les charrons et carrossiers de Vichy-Cusset se sont mis en grève le 15 mai en demandant à faire 10 heures de travail au lieu de 11 heures par jour, et une augmentation de salaire de 5 centimes par heure.

Sur la demande des ouvriers adressée au juge de paix des cantons de Vichy-Cusset, le 14 mai un comité de conciliation s'est réuni les 17 et 20 mai sans pouvoir amener d'entente et le recours à un arbitrage a été repoussé par les deux parties.

La grève a continué jusqu'au 10 juin et s'est terminée par une réussite.

2^o Grève de brodeuses à Tarare (Rhône). — 35 brodeuses se sont mises en

REPRÉSENT.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
34	Réglementation du travail.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
37	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
39	Contre l'introduction du travail aux pièces.....	.....	
40	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
42	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	Transaction.	
43	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	.....	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
46	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
48	Réduction de salaire.....	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et suppression du travail du dimanche.	Transaction.	
50	Demande de renvoi de deux ouvrières.....	.....	
51	Contre la concurrence faite par un entrepreneur à une société coopérative de production.	.....	
52	Demande de renvoi d'un contremaître et de suppression d'une amende.	Réussite.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
54	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
55	Réduction de salaire par suite de la mauvaise qualité des matières premières.	.....	
56	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail à la journée.	Échec.	

grève le 6 juin, pour protester contre l'introduction du travail aux pièces. Sur la demande des ouvrières, un comité de conciliation s'est réuni les 7 et 10 juin, mais aucun accord n'a pu intervenir.

La grève continue.

3° Grève d'ouvriers maçons à Bourgoin-Jallieu (Isère). — 40 ouvriers maçons se sont mis en grève le 13 juin en formulant les réclamations suivantes :

1° Que la journée de travail soit de 10 heures et payée à raison de 0 fr. 50 l'heure au minimum ;

2° Que tout ouvrier déplacé, à plus de 3 kilomètres, ait droit à un franc de déplacement ;

3° Que tout ouvrier qui sera obligé de se nourrir et de coucher dehors reçoive une indemnité de déplacement de 2 francs par jour ;

4° Que les heures de nuit soient payées à raison de 1 franc l'heure ;

5° Que tout travail de puits, four, chaudière, fosse d'aisance, soit payé 80 centimes de l'heure ;

6° Que la paye soit faite tous les 15 jours.

Sur l'initiative du juge de paix de Bourgoin, un comité de conciliation s'est réuni les 18 et 20 juin et a amené la reprise du travail aux conditions ci-après :

- 1° Journée de 10 heures, payée 0 fr. 50 l'heure;
- 2° Tout ouvrier déplacé à plus de 3 kilomètres, sera payé à raison de 0 fr. 575 l'heure;
- 3° Les entrepreneurs ne pourront envoyer travailler un ouvrier dans un lieu où il sera obligé de se nourrir et de se coucher, qu'après avoir débattu au préalable avec lui les conditions de déplacement;
- 4° Les heures de nuit seront payées au prix de 75 centimes jusqu'à 10 heures et 1 franc à partir de 10 heures;
- 5° Le travail de puits, four, chaudière, fosse d'aisance, sera payé 80 centimes l'heure;
- 6° La paye se fera tous les 15 jours.

4° Grève de couvreurs à Hennebont (Morbihan). — Les couvreurs d'Hennebont se sont mis en grève le 16 juin en demandant la fixation de la journée de travail à 10 heures en été et 9 heures en hiver, et une augmentation de salaire. Sur l'initiative du Juge de paix du canton d'Hennebont, un comité de conciliation s'est réuni le 12 juin : aucun accord n'a pu intervenir.

La grève continue.

5° Grève de brodeuses à Tarare (Rhône). — 10 brodeuses de la maison Joseph-Côte, jeune, de Tarare, se sont mises en grève le 18 juin, pour protester contre la décision prise par leur patron de substituer le travail aux pièces au travail à la journée. — Sur la demande des ouvrières, un comité de conciliation s'est réuni le 21 juin, mais aucun accord n'a pu s'y établir et le recours à un arbitrage a été repoussé par les deux parties.

La grève continue.

6° Grève d'ouvriers monteurs en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine). — Les ouvriers monteurs en chaussures de la maison Boutin se sont mis en grève, le 21 juin, demandant le renvoi d'un contremaître, accusé de favoritisme dans la répartition du travail. Sur la demande des ouvriers adressée au juge de paix, le 27 juin, un comité de conciliation s'est réuni le 8 du même mois et a amené la reprise du travail aux conditions suivantes :

Le contremaître est maintenu, mais le patron a pris l'engagement de veiller à ce que la répartition du travail fût faite plus équitablement.

7° Grève d'ouvriers plâtriers à Quimper. — Le 23 juin, 23 ouvriers plâtriers se sont mis en grève, réclamant, en raison du chômage qu'ils éprouvent l'hiver, une augmentation de salaire, une indemnité de déplacement pour travail en campagne et une diminution du temps de travail en été.

Dans un comité de conciliation, réuni le 24 juin, sur la demande des ouvriers, les patrons ont accordé les conditions proposées par les ouvriers ; la journée de travail en ville est portée à 4 fr. 25, au lieu de 4 francs en été et à 3 fr. 75 au lieu de 3 fr. 50 en hiver ; l'indemnité de déplacement pour travail en campagne est portée, en toutes saisons, à 0 fr. 75, par jour. La journée de travail, en été, sera de 10 heures, au lieu de 10 heures et demie.

8° Dans la grève des mécaniciens-constructeurs de Lure (Haute-Saône), déclarée le 15 mai, les ouvriers ont fait appel, dès les premiers jours, à l'intervention du juge de paix ; le patron a repoussé la tentative de conciliation.

Grève terminée par un échec le 16 juin.

9° Dans la grève des ouvriers maçons (aides) de Concarneau et Beuzac-

Conq (Finistère), le 9 juin, 60 grévistes avaient quitté le travail en demandant une augmentation de salaire, le même jour, ils adressaient au juge de paix une demande en conciliation. Les patrons n'y ont pas répondu.

Grève terminée le 14 juin par une conciliation directe.

10° Dans la grève des brodeuses à Tarare (Rhône), 19 ouvrières de la maison Gravillon, qui s'étaient mises en grève, le 12 juin, pour protester contre l'introduction du travail aux pièces, ont demandé au juge de paix la réunion d'un comité de conciliation, mais les patrons ont refusé.

11°, 12° et 13°. — Dans les grèves des **ouvriers cloutiers de Vuillafans (Doubs)** des **casseuses de sucre de l'établissement Lebaudy**, à Paris, et des **ouvriers menuisiers de Fougères**, les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation, demandée par les ouvriers.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Les conseils de prud'hommes désignés par le sort (1) ont élu, le 26 juin 1902, les membres prud'hommes prévus par les articles 5 et 6 du décret du 1^{er} septembre 1899, portant réorganisation du conseil supérieur du travail (2). Les résultats des diverses élections sont les suivants :

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

1^{re} CATÉGORIE. — PARIS.

1. Conseil du bâtiment.

M. HARET (Émile), entrepreneur de menuiserie, 16, rue de Bruxelles, à Paris.

1. Conseil des métaux.

M. COQUELIN (Gaston-Auguste), ciseleur, 38, rue Sorbier, à Paris.

2. Conseil des tissus.

M. LAROCHE (Edmond-Eugène), fabricant de fleurs, 27, rue des Petites-Écuries, à Paris.

2. Conseil des produits chimiques.

M. DESLANDRES, imprimeur-typographe, 66, rue des Boulets, à Paris.

2^e CATÉGORIE. — VILLES DE PLUS DE 40,000 HABITANTS.

3. Conseil de Versailles.

M. BAILLET-RÉVIRON, entrepreneur de charpente et de serrurerie, 1, rue de Gravelle, à Versailles.

3. Conseil d'Orléans.

M. GENTILHOMME, sellier-carrossier, 12, rue de l'Auge, à Orléans.

4. Conseil de Grenoble.

M. FAURE (Marcel), entrepreneur de travaux publics, 20, rue Docteur-Mazet, à Grenoble.

4. Conseil de Reims.

M. LEFÈVRE (Léon), typographe, 18, rue du Jard, à Reims.

5. Conseil de Caen.

M. JOUENNE (Octave), boulanger, 153, rue Saint-Pierre, à Caen.

5. Conseil de Troyes.

M. SELVE (Amédée), ouvrier bonnetier, chemin du Haut-de-la-Mission, à Troyes.

(1) Voir Bulletin de mars, page 161.

(2) Voir le décret du 1^{er} septembre 1899, au Bulletin de septembre 1899, page 792.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

3^e CATÉGORIE. — VILLES DE MOINS DE 40,000 HABITANTS.6. *Conseil de Cognac.*

M. CHASSÉRIAUD, fabricant de futailles, à Cognac.

6. *Conseil de Condé-sur-Noireau.*

M. BERTIER (Jules), cordonnier, à Condé-sur-Noireau.

7. *Conseil de Laval.*

M. JUHEL (Pierre), entrepreneur de serrurerie, 66, rue du Val-de-Mayenne, à Laval.

7. *Conseil de Lunéville.*

M. MARTIN (Auguste), peintre céramiste.

LE RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE

EN ALLEMAGNE, EN BELGIQUE ET EN FRANCE (1895-1896) (1).

Le recensement général effectué en Allemagne le 14 juin 1895, a été étendu à toute la population et aux entreprises industrielles ou commerciales. La statistique des entreprises (*Gewerbezahl*) forme une partie spéciale; les relevés ont porté sur le nombre des entreprises, sur leur personnel et sur l'outillage.

Le recensement belge a porté sur les entreprises industrielles, sur leur personnel, sur les forces motrices, sur les salaires et la durée du travail; il a été effectué le 1^{er} décembre 1896.

Le recensement général de la population française, effectué le 29 mars 1896, a atteint toute la population, ainsi que les entreprises et leur personnel.

Les résultats du recensement allemand ont été publiés en 18 volumes (2); ceux du recensement français en 4 volumes (3); ceux du recensement belge en 18 volumes (4) dont les derniers viennent de paraître. Il est donc actuellement possible de comparer les chiffres relatifs aux entreprises industrielles et à leur personnel pour les trois pays.

Malgré la différence des classifications — et aussi sans doute des interprétations — la comparaison est susceptible d'une assez grande exactitude parce que, dans les trois pays, les résultats ont été produits avec de grands détails. Les rubriques d'industries sont très nombreuses; il est par suite possible de former des groupes de composition semblable.

Cependant, en ce qui concerne les industries saisonnières, il est bon de tenir compte des dates différentes des recensements.

Le tableau I ci-après fait connaître les nombres comparatifs des personnes occupées dans 45 catégories professionnelles réparties en 10 groupes.

Si, pour chaque groupe, on rapporte le nombre des personnes occupées

(1) Résultats communiqués par le Service du recensement.

(2) *Beruf- und Gewerbezahl*, Berlin, *Statistik des deutschen Reichs*. Tomes 102 à 119.

(3) Recensement des industries et professions, tomes I à IV, Paris. Office du travail. — Résumés publiés dans le *Bulletin de l'Office du travail* (numéros de novembre 1899, juin 1900, juin 1901).

(4) Recensement des industries et des métiers, tomes I à XVIII. Bruxelles. Office du travail.

à la population de chaque pays on obtient les nombres proportionnels inscrits dans les trois premières colonnes du tableau ci-dessous :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES pour 10,000 habitants.			NOMBRE DE FEMMES pour 100 hommes.		
	Allemagne.	Belgique.	France.	Allemagne.	Belgique.	France.
I. — Mines, carrières, taille des pierres.	106	262	73	3	7	3
II. — Industries de l'alimentation . . .	128	146	111	15	7	22
III. — Industries chimiques, papier . . .	85	76	41	46	25	40
IV. — Industries polygraphiques	34	22	21	24	8	24
V. — Industries textiles, vêtement . . .	379	512	570	114	194	256
VI. — Cuirs et peaux	103	95	85	7	19	16
VII. — Industries du bois	162	140	182	3	3	5
VIII. — Industries des métaux	221	210	173	5	5	7
IX. — Industries du bâtiment	224	157	158	3	8	1
X. — Céramique, verrerie	20	43	17	24	18	18
ENSEMBLE	1,462	1,663	1,431	25	33	51

Relativement au chiffre de la population, les industries qui occupent le plus de personnes sont les suivantes :

En Allemagne : Industries chimiques;
Industries polygraphiques;
Industries des cuirs et peaux;
Industries des métaux;
Industries du bâtiment.

En Belgique : Industries extractives;
Industries de l'alimentation;
Céramique et verrerie.

En France : Industries textiles;
Industries du bois.

L'ensemble des industries occupe en France et en Allemagne à peu près la même fraction de la population, le septième; cette fraction est sensiblement plus forte en Belgique.

Sur le tableau I, les personnes ont été distinguées suivant le sexe; il est donc facile de calculer la proportion des femmes sur cent hommes et de comparer les trois pays au point de vue de l'intervention du travail féminin dans les diverses industries. Les proportions applicables aux dix groupes principaux figurent dans les trois dernières colonnes du tableau ci-dessus.

Pour l'ensemble des industries, la proportion est sensiblement plus forte en France que dans les deux autres pays, cela tient à la grande place que tiennent en France les industries textiles et surtout celles du vêtement qui sont pour ainsi dire spéciales au travail féminin.

La proportion des femmes est plus forte en France qu'en Allemagne et en Belgique dans le groupe des industries textiles et du vêtement, dans les industries de l'alimentation et dans celles des métaux. Elle est la plus forte en Allemagne, dans les industries chimiques, ainsi que dans le groupe de la

céramique et de la verrerie. Elle atteint le taux le plus élevé en Belgique pour le groupe des industries extractives, pour celui des cuirs et peaux et pour celui du bâtiment. Dans les industries polygraphiques, le rapport du nombre des femmes à celui des hommes est notablement plus faible en Belgique que dans les deux autres pays.

Le tableau II fait connaître, pour l'ensemble des industries, le nombre des entreprises et leur classement suivant le nombre des employés ou ouvriers. Ici, la comparaison des chiffres applicables aux trois pays est rendue plus difficile par la différence des définitions et la non-concordance des catégories formées en Belgique et en Allemagne. En France, les catégories formées étant plus nombreuses que dans les deux autres pays, on peut comparer directement la France et la Belgique d'une part, et l'Allemagne d'autre part. Une réserve est à faire quant à la définition de l'entreprise.

Sur le tableau II, l'entreprise considérée en Allemagne ou en Belgique englobe toutes les exploitations groupées sous une même raison sociale, même si ces exploitations fonctionnent dans des localités différentes. En France, on a, sauf pour les mines, considéré comme entreprises distinctes, les établissements qu'une même société possède dans des localités différentes. On a également distingué en entreprises distinctes, les exploitations d'un même propriétaire dans une même localité lorsque ces exploitations n'ont aucune connexité (1). D'après cela, la concentration industrielle ressortira légèrement moins forte en France qu'elle ne l'est effectivement.

Sous cette réserve, voici les proportions calculées au moyen des chiffres du tableau II.

Répartition, suivant leur importance, des entreprises employant au moins une personne et de leur personnel.

CATÉGORIES.	EMPLOYÉS et ouvriers.				CATÉGORIES.	EMPLOYÉS et ouvriers.			
	ENTREPRISES.					ENTREPRISES.			
	France.	Bel- gique.	France.	Bel- gique.		France.	Alle- magne.	France.	Alle- magne.
1 à 4 employés.	851	779	263	149	1 à 5 employés.	880	823	286	294
5 à 50 —	136	197	298	254	6 à 20 —	88	129	156	164
51 à 500 —	12	21	291	364	21 à 100 —	26	39	197	176
Plus de 500 —	1	3	148	233	101 à 1,000 —	6	9	260	282
					Plus de 1,000 —	0,3	0,3	101	84
	1,000	1,000	1,000	1,000		1,000	1,000	1,000	1,000

La concentration du personnel dans les grandes entreprises semble un peu plus accentuée en Belgique que dans les deux autres pays.

(1) Voir dans le *Bulletin de l'Office du travail*, numéro de novembre 1899, page 958, les explications fournies sur l'établissement. En Allemagne et en Belgique, on a fait une étude spéciale des exploitations relevant d'une même entreprise, mais la répartition de ces exploitations est encore moins comparable à la répartition des établissements français que la répartition des entreprises complexes que traduit le tableau II.

TABLEAU I. — *Population professionnelle par groupe d'industries.*

GROUPE D'INDUSTRIES.	ALLEMAGNE (1) GEMERKEZAHLUNG (14 juin 1895).			BELGIQUE (2) INDUSTRIES ET MÉTIERS (1 ^{er} décembre 1896).			FRANCE RECENSEMENT GÉNÉRAL (29 mars 1896).		
	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE. (3)
I. — <i>Mines, carrières, taille des pierres.</i>									
a. Mines de combustibles ..	280,647	4,064	284,711	113,211	9,018	122,229	139,274	3,201	142,494
b. Autres mines et carrières, taille des pierres.....	259,085	12,638	271,723	41,700	1,377	43,077	133,927	5,000	138,937
TOTAUX.....	539,732	16,702	556,434	154,911	10,395	165,306	273,201	8,204	281,431
II. — <i>Industries de l'alimentation.</i>									
a. Meunerie.....	106,465	5,857	112,322	11,028	409	11,437	93,708	23,109	116,856
b. Fabrication et raffineries de sucre.....	87,532	7,630	95,162	22,876	1,406	24,282	18,356	2,409	(4) 20,788
c. Brasserie, malterie.....	100,269	3,504	103,773	19,165	646	19,811	21,471	999	22,475
d. Boulangerie, pâtisserie..	208,977	52,939	261,916	25,043	1,936	26,979	140,350	34,847	175,263
e. Autres industries de l'alimentation.....	75,231	19,455	94,686	7,985	1,221	9,206	76,089	18,491	94,661
TOTAUX.....	578,474	89,385	667,859	86,097	5,618	91,715	349,974	79,855	430,043
III. — <i>Industries chimiques, papier.</i>									
a. Usines à gaz.....	19,434	78	19,512	2,742	11	2,753	19,657	191	19,850
b. Fabriques d'agglomérés, carbonisation.....	13,520	2,022	15,542	3,305	647	3,952	1,780	73	1,854
c. Autres industries chimiques.....	189,618	100,162	289,780	24,785	5,404	30,189	58,387	21,417	80,013
d. Fabriques de caoutchouc et succédanés.....	12,998	5,393	18,391	766	410	1,206	3,961	2,013	5,987
e. Fab. du papier, du carton.	60,619	32,914	99,563	6,816	3,157	9,973	29,685	21,738	51,487
TOTAUX.....	302,219	140,569	442,788	38,414	9,659	48,073	113,470	45,132	159,191
IV. — <i>Industries polygraphiques.....</i>	143,245	34,712	177,957	13,130	996	14,126	65,520	15,656	81,237
V. — <i>Industries textiles, vêtement.</i>									
a. Ind. linière et ind. textiles mal désignées.....	112,362	89,366	201,728	25,833	17,671	43,504	101,765	61,457	163,368
b. Industrie cotonnière.....	109,142	112,786	221,928	12,245	8,796	21,041	75,858	83,541	159,611
c. Industrie lainière.....	133,266	106,263	239,529	22,620	12,215	34,835	113,229	70,746	183,986
d. Industrie de la soie.....	36,143	26,748	62,891	395	200	655	41,982	104,867	146,852
e. Teinture, apprêt, impression.....	73,558	22,733	96,291	7,215	1,622	8,837	39,970	7,110	47,088
f. Bonneterie.....	38,425	47,819	86,244	1,276	5,785	7,061	24,239	31,481	55,723
g. Fab. de dentelles, broderies.....	12,319	32,511	44,830	933	51,498	52,431	18,872	72,858	91,736
h. Fab. de passementerie, etc.	13,387	19,124	32,511	1,238	1,434	2,672	14,170	22,972	37,143
i. Ouvrages en tissus.....	25,221	3,277	28,498	3,728	1,216	4,944	18,714	17,788	36,512
j. Confection de vêtements, lingerie, etc.....	303,561	437,885	741,446	25,985	82,474	108,459	106,851	824,777	931,641
k. Fab. de chapeaux, chaussons, fleurs, etc.....	25,163	54,776	79,939	2,501	11,226	13,727	25,598	93,313	118,941
l. Blanchissage, teinture et nettoyage.....	7,387	93,841	101,228	1,238	15,516	16,754	14,452	181,303	195,819
m. Vannerie, sparterie.....	38,391	7,484	45,875	4,944	3,346	7,790	20,246	6,120	26,369
TOTAUX.....	928,325	1,054,615	1,982,938	109,651	213,059	322,710	615,946	1,578,233	2,194,789

(1) *Gewerbe statistik*, band 113, tab. 2.(2) *Recensement industriel*, tome IV, cad. I.

(3) Y compris les personnes dont le sexe n'était pas indiqué sur les bulletins de recensement, non compris les employés et ouvriers en chômage.

(4) En France, le personnel des sucreries a été relevé après la fabrication, tandis que les chiffres fournis en Belgique s'appliquent à la période de fabrication. Pour la comparaison avec ce pays, le chiffre français devrait être augmenté de 36,000 unités. En Allemagne, le personnel a été déclaré au mois de juin, c'est-à-dire, en principe, après fabrication.

GROUPE D'INDUSTRIES.	ALLEMAGNE GEWERBEZÄHLUNG (14 juin 1895).			BELGIQUE INDUSTRIES ET MÉTIERS (1 ^{er} décembre 1896).			FRANCE RECENSEMENT GÉNÉRAL (29 mars 1896).		
	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	ENSEMBLE.
VI. — Cuir et peaux.									
a. Travail des peaux et cuirs.	124,871	9,584	134,455	11,058	2,287	13,345	84,449	13,005	97,510
b. Fab. de chaussures, de gants.	379,106	26,124	405,230	39,715	7,158	46,873	196,790	32,458	229,272
TOTAUX.	503,977	35,708	539,685	50,773	9,445	60,218	281,239	45,463	326,782
VII. — Industries du bois.									
a. Gros ouvrages en bois.	361,314	2,863	364,177	51,467	246	51,713	440,706	2,116	442,829
b. Fab. d'ustensiles en bois.	88,627	6,245	94,872	18,996	1,211	20,207	120,535	3,789	124,324
c. Ebénisterie.	327,680	5,240	332,920	10,652	211	10,863	77,371	10,104	87,482
d. Tabletterie, broserie.	48,598	8,787	57,385	4,436	1,250	5,686	26,547	20,981	47,551
TOTAUX.	826,219	23,135	849,354	85,551	2,918	88,469	665,159	36,900	702,186
VIII. — Industrie des métaux.									
a. Fer et acier, construction mécanique.	751,756	21,220	772,976	94,651	2,930	97,581	409,023	14,533	423,575
b. Serrurerie.	104,200	705	104,905	1,953	6	1,959	55,285	350	55,636
c. Métallurgie des métaux autres que le fer.	22,577	1,987	24,564	7,216	177	7,393	7,317	310	7,627
d. Armurerie.	21,782	122	21,904	10,858	710	11,568	15,465	1,204	16,669
e. Fab. de cuivrie et d'instruments divers.	73,686	11,806	85,492	7,426	1,811	9,237	57,336	8,831	66,184
f. Ferblanterie, articles en étain, plomb, etc.	92,014	11,713	103,727	2,582	181	2,763	64,146	8,202	72,390
g. Travail des métaux fins.	30,197	10,639	40,836	1,371	194	1,565	17,804	7,801	25,621
TOTAUX.	1,096,212	58,192	1,154,404	126,057	6,009	132,066	626,376	41,233	667,702
IX. — Industries du bâtiment.									
a. Travaux de canalisation et de distribution.	54,254	234	54,488	10,811	62	10,873	53,475	264	53,740
b. Entreprises de bâtiment.	819,186	9,939	829,125	76,681	249	76,930	473,063	2,237	475,312
c. Chauffage, plâtrerie.	28,930	966	29,896	5,974	197	6,171	23,792	774	24,566
d. Briqueterie, tuilerie, poterie.	232,287	24,252	256,539	4,530	251	4,781	50,480	5,045	55,525
TOTAUX.	1,134,657	35,391	1,170,048	97,996	759	98,755	600,810	8,320	609,143
X. — Céramique et verrerie.									
a. Fab. de faïence et porcelaine.	34,494	12,762	47,256	2,095	945	3,040	17,929	5,973	23,932
b. Verrerie, miroiterie, émaillerie.	51,205	8,210	59,415	21,092	3,280	24,372	35,842	3,834	39,705
TOTAUX.	85,699	20,972	106,671	23,187	4,225	27,412	53,771	9,807	63,637
ENSEMBLE des industries comparées.	6,138,759	1,509,379	7,648,138	785,767	263,083	1,048,850	3,645,466	1,869,293	5,516,141
Autres professions, agricoles, industrielles, commerciales ou diverses (résultats non comparables).	1,791,185	829,946	2,621,131	51,478	1,016	53,394	8,415,655	4,513,365	12,951,197
TOTAUX GÉNÉRAUX des résultats publiés dans chaque pays (résultats non comparables).	7,929,944	2,339,325	10,269,269	837,245	264,999	1,102,244	12,061,121	6,382,658	18,467,338

(1) Pour la France, le total général s'applique à toutes les personnes exerçant une profession quelconque; il n'en est pas de même pour les deux autres pays.

TABLEAU II. — *Établissements ou entreprises occupant au moins 1 employé ou ouvrier (non compris les travailleurs isolés).*

ENTREPRISES OCCUPANT :	BELGIQUE (ENTREPRISES COMPLEXES).		FRANCE (ÉTABLISSE- MENTS).		ENTREPRISES OCCUPANT :	ALLEMAGNE (GESAMMT BETRIEBE).		FRANCE (ÉTABLISSE- MENTS).	
	Nombre.	Per- sonnel.	Nombre.	Per- sonnel.		Nombre.	Per- sonnel.	Nombre.	Per- sonnel.
De 1 à 4 employés.	51,700	105,000	490,000	807,000	De 1 à 5 employ.	717,000	1,905,000	506,300	889,000
De 5 à 50 —	13,000	181,000	78,100	913,000	De 6 à 20 —	112,000	1,068,000	50,500	486,000
De 51 à 500 —	1,400	259,000	7,000	878,000	De 21 à 100 —	34,000	1,141,000	15,100	613,000
Plus de 500 —	200	165,000	400	456,000	De 101 à 1,000 —	8,000	1,826,000	3,450	811,000
					Plus de 1,000 —	300	542,000	150	313,000
TOTAUX	66,300	710,000	575,500	3,054,000	TOTAUX	871,300	6,482,000	575,500	3,112,000

Les indemnités de chômage de la Fédération des travailleurs du livre en 1901.

Le fonctionnement des indemnités de chômage instituées par la Fédération des travailleurs du livre au début de l'année dernière a donné, pour l'exercice 1901, les résultats suivants.

Le total des indemnités payées pendant les quatre trimestres s'est élevé à 80,154 francs, à savoir : 29,592 francs pour chômage par manque de travail et 50,562 francs pour chômage par suite de maladie.

Chômage par manque de travail.

1 ^{er} trimestre.....	5,353 ^f
2 ^e —.....	5,626
3 ^e —.....	11,320
4 ^e —.....	7,293
TOTAL.....	29,592

Chômage par suite de maladie.

1 ^{er} trimestre.....	15,304 ^f
2 ^e —.....	11,629
3 ^e —.....	12,850
4 ^e —.....	10,779
TOTAL.....	50,562

TOTAL GÉNÉRAL des indemnités..... 80,154

Le nombre total des membres ayant reçu l'assistance s'est élevé à 2,233 (soit 785 pour manque de travail et 1,448 pour cause de maladie). Si l'on évalue à 9,989 la moyenne des fédérés payants en 1901, les chiffres précédents donnent respectivement les moyennes suivantes : 22.35 p. 100, 7.85 p. 100 et 14.50 p. 100.

Chaque membre indemnisé a touché une moyenne de 35 fr. 89 représentant 17.94 journées de chômage, se décomposant à son tour en 37 fr. 69 et 18.84 journées pour chômage par manque de travail et 34 fr. 92 et 17.46 journées pour chômage par suite de maladie.

Le tableau suivant donne le nombre des chômeurs ayant été indemnisés par les différentes sections.

Statistique des chômeurs ayant touché des indemnités en 1901.

SECTIONS.	NOMBRE de CHÔMEURS INDEMNISÉS pendant l'année entière.			SECTIONS.	NOMBRE de CHÔMEURS INDEMNISÉS pendant l'année entière.		
	Chômeurs pour manque de travail.	Chômeurs par suite de maladie.	TOTAL.		Chômeurs pour manque de travail.	Chômeurs par suite de maladie.	TOTAL.
Angers.....	19	25	44	Chartres.....	3	11	14
Avignon.....	2	"	2	Nogent-le-Rotrou.....	"	"	"
Besançon.....	4	16	20	Niort.....	4	5	9
Béziers.....	5	"	5	Pithiviers.....	2	"	2
Bordeaux.....	14	64	78	Évreux.....	"	3	3
— conducteurs.....	"	"	"	Périgueux.....	2	5	7
Brest.....	1	10	11	Oyonnax-Saint-Claude.....	"	2	2
Charleville.....	3	2	5	Rodez.....	1	3	4
Constantine.....	3	1	4	Narbonne.....	3	"	3
Dijon.....	15	10	25	Nantes.....	17	57	74
Grenoble.....	8	19	27	Villeneuve-sur-Lot.....	2	"	2
Le Havre.....	14	22	36	Beaune.....	"	4	4
Le Mans.....	8	22	30	Belfort.....	3	5	8
Lille.....	31	60	91	Cognac.....	"	"	"
— relieurs.....	1	4	5	Alger.....	10	4	23
Lyon.....	51	37	88	Châlons-sur-Marne.....	"	11	11
Marseille.....	25	53	78	Versailles.....	1	11	12
Montpellier.....	15	30	45	Toulon.....	7	15	22
Nancy.....	10	35	45	Arras.....	1	12	13
Nevers.....	3	4	7	Semur.....	"	1	1
Nice.....	11	7	18	Châteauroux.....	4	18	22
Mâcon.....	2	2	4	Moulins.....	9	6	15
Paris, compositeurs.....	114	295	409	Reims.....	8	22	30
— fondeurs.....	14	34	48	— conducteurs.....	"	4	4
— conducteurs.....	11	5	16	Épinal.....	3	8	11
Rouen-Elbeuf.....	5	21	26	Le Puy.....	"	3	3
Saint-Brieuc.....	3	7	10	Vendôme.....	1	4	5
Sens.....	"	1	1	Douai.....	8	6	14
Troyes.....	5	3	8	Oran.....	6	2	8
Valence.....	6	7	13	Orléans.....	9	27	36
Auxerre.....	1	11	12	— conducteurs.....	"	"	"
Bourges.....	2	1	3	Bagnères-de-Bigorre.....	5	2	7
Clermont-Ferrand.....	3	3	6	Vannes.....	"	5	5
Saint-Nazaire.....	"	1	1	Parthenay.....	4	1	5
Bourg.....	5	4	9	Lagny-Thorigny.....	7	3	10
Dôle.....	3	4	7	Saint-Quentin.....	4	7	11
Cette.....	6	"	6	Saint-Lô.....	"	"	"
Lons-le-Saunier.....	6	3	9	Lorient.....	1	4	5
Gap.....	2	"	2	Tours.....	7	13	20
Rochefort-sur-Mer.....	1	6	7	Tunis.....	1	"	1
Bar-le-Duc.....	3	1	4	Épernay.....	"	1	1
Libourne.....	2	3	5	Montreuil-sur-Mer.....	2	1	3
Reims.....	2	12	14	Laval.....	3	9	12
Chambéry.....	"	2	2	Meaux.....	2	3	5
Chalon-sur-Saône.....	2	10	12	Dunkerque.....	2	3	5
Limoges.....	9	15	24	Blois.....	8	4	12
— conducteurs.....	1	5	6	La Rochelle.....	4	7	11
Montauban.....	1	2	3	Valenciennes.....	"	5	5
Bône.....	2	"	2	Vichy.....	"	"	"
Amiens.....	7	33	40	Châteaudun.....	"	1	1
Saint-Étienne.....	15	16	31	Melle.....	"	1	1
Annecy.....	"	"	"	Nîmes.....	1	7	8
Aurillac.....	"	"	"	Morez-du-Jura.....	"	"	"
Salins.....	"	"	"	Pontarlier.....	1	2	3
Agen.....	8	1	9	Montluçon.....	10	4	14
Angoulême.....	21	19	40	Leon.....	"	"	"
Saint-Germain.....	"	1	1	Mont-de-Marsan.....	"	4	4
Vesoul.....	1	5	6	Saint-Gaudens.....	"	"	"
La Roche-sur-Yon.....	2	5	7	Poitiers.....	3	11	14
Toulouse.....	33	27	60	Pau.....	14	14	28

SECTIONS.	NOMBRE de CHÔMEURS INDEMNISÉS pendant l'année entière.			SECTIONS.	NOMBRE de CHÔMEURS INDEMNISÉS pendant l'année entière.		
	Chômeurs pour manque de travail.	Chômeurs par suite de maladie.	TOTAL.		Chômeurs pour manque de travail.	Chômeurs par suite de maladie.	TOTAL.
Guéret.....	"	1	1	Châteaubriant.....	"	1	1
Bayonne.....	1	"	1	Beauvais.....	7	6	13
Menton.....	"	"	"	Grasse.....	"	"	"
Aix-en-Provence.....	"	"	"	Dinan.....	"	"	"
Alençon.....	6	13	19	Brive.....	"	"	"
Montbéliard.....	1	5	6	Remiremont.....	2	1	3
Thonon-les-Bains.....	"	"	"	Château-Thierry.....	"	2	2
Soissons.....	"	4	4	Boulogne-sur-Mer.....	4	4	8
Tulle.....	1	2	3	Saumur.....	"	"	"
Perpignan.....	"	3	3	Roanne.....	1	5	6
Montargis.....	"	1	1	Cambrail.....	3	8	11
Calais.....	7	1	8	Senlis.....	"	2	2
Fougères.....	"	3	3	Etampes.....	1	4	5
Thouars.....	1	"	1	Vire.....	"	1	1
Albi.....	1	"	1	Arcis-sur-Aube.....	1	2	3
Avranches.....	2	6	8	Ligugé.....	2	6	8
Caen.....	2	8	10	Fontenay-le-Comte.....	2	3	5
Cannes.....	2	"	2	Tarbes.....	1	"	1
Roubaix.....	2	6	8				
Quimper.....	"	2	2				
Fiers.....	2	1	3				
				TOTAUX.....	785	1,448	2,233

JURISPRUDENCE.

Loi du 30 mars 1900. — Article 2. — Définition des mots «*mêmes locaux*».

ARRÊT.

La Cour,

Oùï, M. le conseiller Garas, en son rapport, M. l'avocat général Collignies, en ses conclusions, M. Passez, avocat en la Cour, dans ses observations,

Statuant sur le pourvoi de C. . . . , contre un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble, en date du 10 août 1901, qui l'a condamné à trois amendes d'un franc, pour trois contraventions à l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, portant modification de l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848;

Sur le moyen pris de la violation, par fausse application du texte de loi précité, en ce que la Cour de Grenoble a condamné C. . . à trois amendes pour trois contraventions qu'il aurait commises en faisant travailler trois ouvriers adultes pendant plus de onze heures de journée de travail «*dans les mêmes locaux*» que des femmes;

Attendu qu'il est constant, en fait, que l'atelier où travaillaient, seules, les femmes employées dans la papeterie C. . . , au triage et à la manipulation de chiffons, est séparé de celui où travaillaient les hommes adultes par un hangar dans lequel se trouvent les portes donnant accès dans chacun de ces ateliers; que de cette constatation de l'arrêt attaqué il résulte que les hommes adultes et les femmes, bien que travaillant dans le même bâtiment, ne sont pas employés dans les «*mêmes locaux*»; que, par cette expression, qui a pour but de restreindre l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, on ne doit entendre, en effet, que l'atelier

où le travail se fait simultanément et en commun et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers distincts et séparés d'une même usine;

D'où il suit que l'arrêt attaqué a violé, en l'appliquant faussement, l'article de loi susvisé;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Grenoble, chambre des appels correctionnels, le 10 août 1901.....

COUR DE CASSATION. (Chambre criminelle), 20 février 1902.

Loi du 12 juin 1893. — Article 2. — Défaut de protection d'un engrenage. Imprudence de l'ouvrier. — Responsabilité du patron.

ARRÊT.

La Cour,

Où, à l'audience publique de ce jour, 10 mars 1902, M. le conseiller Fauconneau-Dufresne, en son rapport, M^{rs} Talamon et Trézel, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. Melcot, avocat général, en ses conclusions et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi;

Donne défaut contre les non-comparants, et statuant sur les deux moyens réunis;

Vu l'article 2 de la loi du 12 juin 1893;

Attendu que la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité dans les établissements industriels prescrit, article 2, que dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, notamment les engrenages, soient munis de dispositifs protecteurs;

Attendu que ces prescriptions sont générales et absolues, qu'elles intéressent tous les travailleurs d'un établissement industriel et que l'infraction qui y est commise engage la responsabilité de son auteur vis-à-vis l'ouvrier qui en a été victime, quel que soit le travail auquel il est affecté; que s'il est établi que l'ouvrier s'est rapproché de l'organe non protégé en dehors des nécessités de son service, il en résulte sans doute à sa charge une faute plus ou moins grave dont le juge devra tenir compte dans la fixation des dommages-intérêts, mais que l'existence de cette faute ne saurait effacer celle du patron;

Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que, le 10 mai 1895, Vincent Bureau, âgé de dix-neuf ans, ouvrier tanneur chez le sieur Menaut, était occupé dans un local fermé, dénommé en terme de métier « poudrier », à mélanger diverses matières avec du tan qui sortait d'un broyeur et à les mettre en sac; que pour se soustraire à l'atmosphère étouffante et chargée de poussière du local dans lequel il exécutait son travail, il fut contraint de sortir quelques instants afin de respirer en plein air et que, ne trouvant dans la cour aucun abri à l'ombre, il entra dans une salle voisine où fonctionnait une essoreuse; que là, il s'adossa contre la machine, les mains derrière le dos, et qu'il eut la main droite saisie et broyée dans un engrenage à découvert;

Attendu que Vincent Bureau relevait à l'appui de sa demande en dommages-intérêts comme cause déterminante de l'accident dont il a été victime, une contravention résultant de ce que l'engrenage de l'essoreuse n'était point muni d'un dispositif protecteur;

Attendu qu'il y avait dans l'espèce une relation évidente entre cette contravention et l'accident survenu; que cependant l'arrêt attaqué écarte la responsabilité du patron par le motif que ce dernier ne devait protéger ses ouvriers contre leur

propre imprudence que dans l'exercice de leur travail et que rien n'obligeait Bureau à pénétrer dans l'atelier dans lequel fonctionnait l'essoreuse où il n'avait aucun service à remplir;

Qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi susvisé;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'appel de Paris, le 19 janvier 1899.

COUR DE CASSATION. (Chambre civile), 10 mars 1902.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1902 (1). — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 87 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juin 1901, une diminution du chômage dans 29 villes seulement, une augmentation dans 58.

Les placements effectués dans ces 87 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1901....	31,804	16,466	48,270	61,150	12,406	73,556	192.3	75.3	152.4
Juin 1902....	31,550	17,721	49,271	66,892	15,803	82,695	212.0	89.2	167.8

Grèves en juin 1902. — 21 grèves nouvelles contre 55 en mai 1902 et 38 en juin 1901. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le bâtiment, la métallurgie, la construction de machines et le travail du bois.

AUTRICHE.

Placement en mai 1902 (2). — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
260	82	179	39	122	56	77	49	64	30	59	36

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après la *Soziale Rundschau*.

Grèves en mai 1902. — 24 nouvelles grèves, avec 7,300 grévistes; 2 lockouts affectant 305 ouvriers. On compte: 3 succès, 8 transactions, 7 échecs et 6 grèves dont l'issue n'est pas encore connue. Causes: insuffisance de salaires, 12 cas; questions relatives à la durée du travail, 5 cas; ces deux causes réunies, 2 cas; motifs divers, 5 cas.

BELGIQUE.

Placement en mai 1902. — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les 14 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, est de nouveau plus favorable: pour 576 offres de patrons, il y a eu 802 demandes des ouvriers (hommes), soit 139 p. 100. Le mois précédent, il y avait 906 demandes pour 541 offres, soit 167 p. 100, et, en mai 1901, 700 demandes pour 807 offres, soit 86 p. 100.

Grèves en mai 1902. — 3 nouvelles grèves, avec 37 grévistes et 15 chômeurs forcés, on été signalées en mai à l'Office du Travail. 2 d'entre elles ont été terminées, au bout de quelques jours, par transaction; la troisième a échoué.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1902. — Le marché du travail en juin n'a pas été tout à fait aussi satisfaisant qu'en mai. Comparativement avec la période correspondante de 1901, il y a eu amélioration dans le tissage de coton, la filature de laine, ainsi que dans diverses branches métallurgiques, à l'exception de la construction mécanique et de la construction navale.

4.2 p. 100 de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 545,000 membres contre 4.0 p. 100 en mai 1902 et 3.4 p. 100 en juin 1901.

5.17 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 487,000 mineurs contre 4.89 en mai 1902 et 4.71 en juin 1901.

324 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1902, avec 22,000 ouvriers contre 321 en mai 1902 et 310 en juin 1901.

84 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juin 1902 et 83 p. 100 dans les tissages, avec 86,000 ouvrières, femmes et filles, contre 83 p. 100 et 86 p. 100 en mai 1902 et 84 p. 100 et 64 p. 100 en juin 1901.

Grèves. — 11 nouvelles grèves en juin 1902 avec 10,600 chômeurs, contre 23 avec 7,300 en mai 1902, et 39, avec 10,400, en juin 1901; 1 grève dans le bâtiment, 5 dans les mines, 1 dans la métallurgie, 2 dans les textiles et 2 dans diverses industries. Sur 13 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 7,300 grévistes: 9 succès, 3 échecs, 1 transaction.

ROUMANIE.

Loi du 4 mars 1902 sur l'organisation des métiers. — Voici le résumé de la nouvelle loi réglementant en Roumanie l'organisation des métiers; cette loi, promulguée le 5 mars dernier, entrera en vigueur le 5 septembre prochain.

La loi énumère les divers métiers que l'on peut librement exercer en se conformant aux prescriptions qu'elle édicte; elle excepte les grands ateliers, l'industrie domestique et les ruraux exerçant au village, en dehors d'une autre profession, divers métiers énumérés. Ces deux énumérations peuvent être modifiées par le Conseil des ministres, conformément à l'avis donné par la chambre de commerce et d'industrie.

Les étrangers devront, pour exercer un métier, prouver que le droit de réciprocité pour les Roumains existe dans leur pays, ou, dans le cas contraire, obtenir l'autorisation de ladite chambre de commerce et d'industrie.

Conditions d'exercice. — 1) *Maîtres.* — Nul ne peut exercer un métier à son compte, ni employer des élèves ou des ouvriers, s'il n'a le brevet de maître.

Le brevet de maître sera délivré obligatoirement (art. 8) par le comité de la corporation à quiconque (art. 9) : 1) aura été ouvrier chez un patron pendant 2 ans au moins; 2) aura le diplôme de sortie d'une école spéciale reconnu comme équivalant au brevet; 3) prouvera avoir dirigé, pendant 2 ans au moins, un atelier dans le métier pour lequel il demande le brevet; 4) passera un examen devant une commission de 3 membres dont 2 choisis par le comité de la corporation et l'autre par le ministre.

Les élèves sortant des écoles de métiers recevront le brevet pour l'exercice de leur métier dans les communes rurales.

Tout brevet refusé ou délivré sans droit sera accordé ou annulé par la chambre de commerce et d'industrie. Les recours contre la décision de la chambre seront adressés au Ministre.

2) *Ouvriers.* — Tout ouvrier doit avoir un carnet que lui délivre le comité de la corporation s'il a un certificat d'élève ou un acte reconnu équivalent, s'il prouve avoir travaillé pendant 5 ans dans sa spécialité ou s'il passe un examen tel que prévu à l'article 9.

3) *Élèves.* — Les enfants ayant 12 ans révolus (et 14 ans pour les industries insalubres) peuvent entrer, contre paiement ou gratuitement, chez un patron pour y apprendre un métier; l'apprentissage durera de 3 ans au moins à 5 ans au plus sauf exceptions consenties par la chambre. Le patron donnera à l'élève une attestation du temps passé en apprentissage, qui servira de base au certificat d'élève que doit délivrer le comité de la corporation.

Relations entre employeurs et employés. — Ces relations sont réglées par la loi et les conventions des parties; les conventions entre employeurs et employés ne sont définitives qu'après l'expiration d'une période d'essai fixée à 1 mois pour les élèves et à 15 jours pour les ouvriers.

Patrons et élèves. — Les élèves âgés de moins de 14 ans ne peuvent travailler plus de 8 heures par jour et ceux de 14 à 16, plus de 10 heures (y compris les heures d'école), interrompues par un repos d'au moins une heure; ils ne peuvent être occupés la nuit.

Le patron est tenu d'instruire l'élève dans son métier et de l'obliger à aller à l'école. Il ne l'emploiera qu'à des travaux de son métier.

Si un apprenti se sauve, ses représentants légaux sont sommés de le ramener chez son patron sous peine de dommages à payer audit patron.

Le patron peut résilier immédiatement le contrat si l'élève commet un vol ou un abus de confiance, frappe ou insulte gravement le patron ou l'un des siens, est atteint d'une maladie contagieuse; il peut le faire, après avis préalable de 15 jours, si l'élève ne veut ou ne peut exécuter ce que la loi prescrit, est malade plus de 2 mois de suite ou s'il (le patron) désire cesser l'exercice de son métier.

L'élève ou son représentant légal pourra résilier *immédiatement* si le patron abuse de son droit de discipline paternelle ou commet à son égard des actes prévus par la loi, ou s'il y a danger pour lui à continuer son travail; après *avis préalable* de 15 jours si le patron ne remplit pas ses devoirs, va s'installer dans une autre commune, est malade plus de 2 mois sans se faire remplacer ou fait faillite. Si l'élève s'en va pour embrasser un autre métier, il devra indemniser le patron.

Patrons et ouvriers. — Le travail sera limité à l'exercice du métier. Le patron ne pourra (sous peine de dommages à payer par lui et par l'ouvrier) prendre un ouvrier encore lié par contrat avec un autre patron. Il pourra à toute époque réclamer le carnet de l'ouvrier et devra le lui rendre lors de son départ. Sauf stipulation contraire, la convention entre patron et ouvrier pourra être résiliée par une dénonciation faite 15 jours d'avance; l'ouvrier, toutefois, devra avoir terminé l'ouvrage commencé s'il est aux pièces, et rembourser, en argent ou en travail, l'avance qu'il pourrait avoir reçue. L'ouvrier congédié ayant l'accomplissement du délai prescrit aura droit, en partant, au salaire représenté par le temps qui lui reste à fournir. Le patron peut résilier immédiatement le contrat dans les cas énumérés ci-dessus pour le contrat avec les élèves ou encore si l'ouvrier ne remplit pas son contrat ou, par imprudence, met en péril la sécurité de l'établissement.

L'ouvrier peut agir de même si le patron n'observe pas les obligations prises, est atteint de maladie contagieuse, le frappe ou l'insulte, l'excite au mal, ou si sa propre vie est mise en péril par son travail.

Patrons et maîtres. — Les dispositions précédentes (excepté celles relatives au carnet) sont applicables aux maîtres qui s'engagent au service d'un patron.

2^e Partie. — *Les corporations (art. 44-62).* — Dans toute commune, les artisans d'un même métier ou de métiers similaires peuvent constituer une corporation s'ils sont au moins 50 jouissant de leurs droits civils et politiques et si les deux tiers d'entre eux ont décidé cette constitution. S'ils appartiennent à différents métiers, on demande le consentement de la majorité de chaque spécialité; s'ils ne sont pas en nombre suffisant, ils ont le droit de s'inscrire dans la corporation de la commune voisine. Tout artisan de la commune fait partie de droit et *obligatoirement* de la corporation de sa spécialité; s'il exerce plusieurs métiers, il choisit sa corporation.

Les corporations sont des personnes juridiques, mais ne peuvent acquérir que les immeubles nécessaires pour leur siège social ou pour les institutions qu'elles créent; si elles en acquièrent d'autres, toute partie intéressée pourra demander l'annulation de l'acquisition jusqu'à la mise en vente publique desdits immeubles. Les corporations ne peuvent non plus emprunter ou disposer de leur avoir sans l'autorisation de la chambre de commerce et d'industrie, faire du commerce ou travailler pour leur compte. La chambre approuvera leurs statuts dans le délai d'un mois après le dépôt; appel contre les décisions de la chambre peut être adressé au Ministre de l'agriculture par tout sociétaire ou par le commissaire du Gouvernement. Les statuts, entre autres choses, fixeront la cotisation sans qu'elle puisse dépasser

4 p. 100 du salaire annuel d'un membre. La corporation aura pour but de développer l'honneur professionnel, de maintenir l'union entre les artisans, de défendre les intérêts corporatifs, de perfectionner les connaissances des élèves et ouvriers, d'organiser l'assistance mutuelle, d'habituer les artisans à soumettre à la commission d'arbitres les différends surgissant entre eux. Elle devra, suivant ses moyens et après dépôt de statuts spéciaux, fonder des caisses d'assurance ou assurer ses membres à des sociétés d'assurance contre la maladie, les accidents, les infirmités, etc., ouvrir des bureaux de placement pour élèves et ouvriers, créer ou subventionner des écoles spéciales d'adultes où les étrangers ne seront admis que dans la proportion de un quart. Plusieurs corporations pourront s'associer pour s'acquitter en commun de ces obligations; elles peuvent également fusionner.

Les corporations sont placées sous la surveillance et l'autorité de la chambre de commerce et d'industrie de leur circonscription; la chambre reçoit les appels contre toute décision de l'assemblée générale ou du comité de la corporation et peut voir ses décisions soumises au Ministre de l'agriculture; appel et recours ont un effet suspensif. Le Ministre choisit parmi les membres de chaque corporation un commissaire du Gouvernement chargé de veiller à l'observation de la loi et des statuts et qui assiste à chaque réunion; il peut aussi nommer des inspecteurs. La corporation est représentée et administrée par une assemblée générale et un comité.

L'assemblée générale ordinaire, composée de tous les membres majeurs et jouissant de leurs droits se réunit au moins une fois l'an.

Le comité de la corporation, sauf stipulation contraire des statuts, se compose de 6 membres et d'un président rééligibles, élus pour 3 ans par l'assemblée générale spéciale; le commissaire du Gouvernement ne peut en faire partie. Si l'assemblée n'élit pas son comité, celui-ci est nommé par la chambre avec approbation du Ministre. Aucun membre élu ne peut refuser de siéger au comité. Le comité résout toutes les affaires qui ne sont pas réservées à l'assemblée ou à d'autres organes spéciaux.

Commission d'arbitres. — Une commission d'arbitres composée du commissaire du Gouvernement (président), de 2 membres élus par les patrons et de 2 membres élus par les ouvriers est chargée, dans chaque corporation, d'aplanir les discordes entre artisans, par conciliation d'abord et ensuite par décision rendue à la majorité. Les membres et les suppléants sont élus pour trois ans par les assemblées spéciales. Les parties se présentent seules devant la commission, sans avocats ni conseils; elles ne peuvent s'adresser à la justice ordinaire pour toute affaire de la compétence de la commission que lorsque appel aura été fait à cette dernière et que mention du résultat du recours aura été inscrite au procès-verbal. S'il est constaté que les parties n'ont pu se concilier, et si celles-ci consentent par écrit à se soumettre à tout moyen d'attaquer la sentence, cette sentence sera définitive et exécutoire. Dans tout autre cas, la sentence peut être annulée si, dans les dix jours, la partie s'adresse à la justice ordinaire. L'exécution pourra être suspendue si la partie condamnée prouve que la sentence lui cause un dommage irréparable ou si elle fournit une caution suffisante.

Pénalités. — En cas d'infraction, des avertissements peuvent être donnés à tout artisan par le comité et au comité par la chambre et par le Ministre. Des amendes variant de 5 francs à 300 francs peuvent être infligées, selon la nature de l'infraction; les personnes n'ayant pas le brevet de maître ou le carnet d'ouvrier se verront en outre privées du droit d'exercice; les patrons ne remplissant pas les conditions de leur contrat pourront perdre, pour un temps limité, le droit d'avoir des élèves et des ouvriers mineurs. Le Ministre, sur avis de la chambre, peut dissoudre

le comité, la commission d'arbitres ou tout autre organe de la corporation et l'on procède alors à de nouvelles élections. Il peut clore une assemblée, dissoudre une corporation.

Dispositions transitoires. — La chambre de commerce et d'industrie délivrera un brevet de maître à tous ceux qui, au moment de la promulgation de la loi, exerceront depuis deux ans un métier pour leur compte, et un livret d'ouvrier à tous ceux qui auront travaillé dans un métier pendant le même laps de temps ou sortiront d'une école spéciale, ainsi qu'aux élèves ou ouvriers en service qui seront recommandés par leurs patrons. Le Ministre nommera aussitôt un ou plusieurs délégués dans chaque commune comptant le nombre d'artisans requis pour les aider à constituer des corporations.

Dans les entreprises ou fournitures pour le compte de l'État ou d'autres autorités civiles ou militaires ne dépassant pas 30,000 francs, préférence sera donnée aux Roumains, alors même que leurs offres dépasseront de 5 p. 100 celles de leurs concurrents. Les sociétés d'artisans roumains légalement constituées seront admises à déposer seulement la moitié des garanties exigées de la part des soumissionnaires. Les entrepreneurs étrangers ne seront admis que s'ils prouvent qu'il existe un droit de réciprocité dans leur pays.

Dans les cahiers des charges de travaux publics ou de fournitures de l'État, des communes ou autres autorités civiles et militaires, une clause portera que l'entrepreneur ne peut employer des ouvriers étrangers que dans la proportion fixée par l'Administration.

Pour les besoins de la présente loi, chaque chambre de commerce et d'industrie formera une section distincte, composée par moitié de membres nommés par la chambre et par moitié de membres élus par l'assemblée des comités des corporations de la circonscription correspondante.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 23 juin 1902, autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en vue du paiement de pensions annuelles aux vieillards, infirmes et incurables, indigents.

(J. O. 29 juin 1902.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Vu la délibération du Conseil général de la Corrèze, en date du 9 avril 1902;

Vu l'avis du Ministre des Finances, en date du 31 mai 1902;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu les lois des 10 août 1871 et 12 juillet 1898;

La section de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Conseil d'État entendue,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1903, dix-neuf centièmes de centime (0^e 19) additionnels au principal des contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement appli-

cable au paiement de pensions annuelles aux vieillards, aux infirmes et aux incurables indigents, dans les conditions fixées par l'article 43 de la loi de finances, du 29 mars 1897.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu des lois du 10 août 1871 et du 12 juillet 1898.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur et des Cultes et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 4 juillet 1902, complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail.

(J. O. 5 juillet 1902.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899 et 18 avril 1901;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899 et 18 avril 1901 et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

Gainerie.

Polissage, dorure, gravure, ciselage, guillochage et planage en orfèvrerie.

Travaux de maçonnerie et de couverture faits en chantiers.

ART. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 18 juin 1902, portant nominations de membres de la Commission de répartition du crédit attribué aux associations ouvrières de production et de crédit.

(J. O. 20 juin 1902.)

Par arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 18 juin 1902, sont nommés membres de la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au chapitre 26 du Ministère

pour l'exercice 1902 au profit des associations ouvrières de production ou de crédit.

MM. Cère, député.

Krauss, député.

Chapsal, maître des requêtes au Conseil d'État, directeur du cabinet du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en date du 21 juin 1902, instituant une commission chargée de rechercher les modifications à introduire dans les lois des 24 juillet 1867 et 1^{er} août 1893 relatives aux sociétés par actions.

(J. O. 23 juin 1902.)

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 27 mai 1902, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un exemplaire du *Journal officiel* du jeudi 27 mars 1902, qui contient les textes suivants :

1° La loi du 22 mars 1902 qui modifie les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

2° Le décret du 23 mars 1902, qui remplace les décrets des 30 juin et 18 avril 1899 abrogés;

3° La circulaire que j'ai adressée à MM. les Préfets, le 23 mars 1902, au sujet de l'application de la loi et du décret précités.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur celles des dispositions nouvelles qui concernent plus spécialement le service de l'inspection. Je n'ai pas besoin de commenter ici les modifications apportées par la loi en ce qui concerne le délai pour la déclaration et le dépôt du certificat médical. Vous trouverez, à cet égard, tous les renseignements nécessaires dans la circulaire que j'ai adressée aux préfets le 23 mars dernier.

Vous remarquerez qu'à la différence de ce qui se passait sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, les inspecteurs départementaux du travail ne recevront plus des maires, avis de toutes les déclarations d'accidents sans distinction.

Le décret du 23 mars 1902 dispose en effet (voir la note « du modèle 7 de l'avis de déclaration transmis au service de l'inspection ») que la transmission à l'inspecteur départemental du travail et à l'ingénieur ordinaire des mines « n'est faite que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical ». Or, aux termes de l'article 11, § 3, de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902, le dépôt d'un certificat médical n'est obligatoire pour le chef d'entreprise que si la victime n'a pas repris son travail dans les quatre jours qui suivent l'accident.

Par conséquent, les inspecteurs ne recevront plus, en général, d'avis de déclaration, lorsque la victime aura repris son travail avant l'expiration des quatre jours qui suivront l'accident. Il convient donc de ne pas tenir compte, dans les états trimestriels d'accidents et dans les tableaux statistiques d'accidents de fin d'année, de la colonne relative aux accidents de quatre jours et au-dessous, en attendant que

cette colonne soit supprimée dans les modèles qui seront imprimés ultérieurement.

La transmission de l'avis de déclaration d'accident doit être faite à l'inspecteur départemental du travail, aux termes des instructions adressées à MM. les Préfets, dans le même délai que celle de l'avis au juge de paix, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures qui suivront le dépôt du certificat, et, en tout cas, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident.

Aucun délai n'avait été fixé pour la transmission de l'avis au service de l'inspection par les instructions antérieures. La disposition nouvelle comble donc une lacune. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt que peut avoir le service de l'inspection à être promptement avisé des accidents qui se produisent, en vue notamment des enquêtes auxquelles ils peuvent donner lieu. Je vous prie, en conséquence, de veiller attentivement à ce que la transmission de l'avis soit faite dans le délai fixé et de me signaler les maires qui apporteraient des retards habituels à cette transmission.

Il n'est rien innové en ce qui concerne la répartition des avis de déclaration entre les inspecteurs du travail, les ingénieurs des mines et les ingénieurs du contrôle des chemins de fer. Vous devrez continuer à suivre les règles tracées à ce sujet par les circulaires antérieures.

Enfin, je vous rappelle que l'article 31 de la loi du 9 avril 1898 a donné aux inspecteurs du travail le pouvoir de relever les infractions aux articles 11 et 31 de cette loi. En ce qui concerne les infractions à l'article 11, il pourra arriver qu'un industriel néglige de produire, dans le délai fixé par la loi, un certificat médical, alors qu'il résulte avec certitude des indications de la déclaration d'accident, de la nature des blessures par exemple, que la victime ne pourra pas reprendre son travail dans les quatre jours qui suivront l'accident.

Il va sans dire que si vous receviez d'un maire un avis dressé dans ces conditions, vous devriez rechercher d'urgence si l'absence de toute indication relative au certificat médical ne résulterait pas d'une infraction à l'article 11 de la loi de 1898.

Vous devrez également veiller à ce que les modifications apportées par la loi du 22 mars 1902 à la loi du 9 avril 1898 soient affichées à côté de cette dernière loi ou incorporées dans son texte.

Recevez, etc.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant le mois de juin 1902, en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 9, *J. O.*, p. 454.)

————— Séance du 30 juin 1902. — Dépôt, par M. Dubuisson, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 160.)

Assistance. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1902. — Dépôt, par MM. Emile Rey et Lachize, d'une proposition de loi relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. (Doc. parl. n° 56, *J. O.*, p. 506.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 23 juin 1902. — Dépôt, par M.

Bienvenu Martin, d'une proposition de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. (Doc. parl. n° 118.)

Assurances sur la vie. Rentes viagères. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet de prescrire certaines mesures conservatoires pour la sécurité des engagements à lointaine échéance contractés par les sociétés d'assurance sur la vie, de rentes viagères, de capitalisation et d'épargne. (Doc. parl. n° 10, *J. O.*, p. 458.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Ferrette, d'une proposition de loi sur le contrôle et la surveillance par l'État des sociétés d'assurance et de rentes viagères. (Doc. parl. n° 14, *J. O.*, p. 476.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1902. — Dépôt, par MM. Gellé et Coache, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi de 1867 sur les sociétés. (Doc. parl. n° 62, *J. O.*, p. 520.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin 1902. — Dépôt, par M. Chastenet, d'une proposition de loi relative à la réforme de la législation en matière d'assurances. (Doc. parl. n° 26.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1902. — Dépôt, par M. Guiesse, d'une proposition de loi relative aux sociétés d'assurances sur la vie. (Doc. parl. n° 94.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1902. — Dépôt, par M. Guiesse, d'une proposition de loi portant modification de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. (Doc. parl. n° 95.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin 1902. — Dépôt, par M. Duhaillon, d'un rapport sommaire sur les six propositions de loi qui précèdent. (Doc. parl. n° 158.)

Assurance contre la vieillesse. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse. (Doc. parl. n° 17, *J. O.*, p. 478.)

————— Séance du 26 juin 1902. — Dépôt, par M. Émile Rey, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 151.)

Bien de famille. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable. (Doc. parl. n° 18, *J. O.*, p. 482.)

————— Séance du 30 juin 1902. — Dépôt, par M. Morel, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 163.)

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1902. — Dépôt, par M. Charles Dumont, d'une proposition de loi tendant à assurer les salaires des ouvriers et employés bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre le chômage résultant de l'incendie des usines, magasins, manufactures et chantiers. (Doc. parl. n° 99.)

Contrat d'association. — *Chambre des députés.* — Séance du 19 juin 1902. — Dépôt, par M. Paul Meunier, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association. (Doc. parl. n° 97.)

————— Séance du 26 juin 1902. — Dépôt, par M. Rabier, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi.

Contrat de travail. — Renvoi. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 juin 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer une juste réparation aux salariés qui sont congédiés à raison d'une délégation à eux confiée par leurs camarades de travail. (Doc. parl. n° 66.)

Délégues mineurs. *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1902. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat (2 février 1897) concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 39, J.-O. p. 494.)

Durée du travail dans les mines. — *Sénat.* — Séance du 12 juin 1902. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Darbot, relative à la durée du travail dans les mines, et ayant pour objet de prévenir la grève des mineurs par l'association du capital et du travail.

— Séance du 17 juin. — Renvoi de cette proposition à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines.

Durée du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 juin 1902. — Dépôt, par M. Rudelle, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 mars 1900, sur le travail des adultes, des femmes et des enfants dans les établissements industriels, manufactures, usines, ateliers et chantiers. (Doc. parl. n° 152.)

Employés de commerce. — *Sénat.* — Séance du 19 juin 1902. — Dépôt, par M. Cordelet, d'une proposition de loi ayant pour objet de faire rentrer les employés de commerce dans le droit commun, au point de vue de la juridiction, par l'abrogation du paragraphe 1^{er} de l'article 634 du Code de commerce. — Renvoi à la commission relative aux conseils de prud'hommes. (Doc. parl. n° 272.)

Habitations à bon marché. — *Sénat.* — Séance du 12 juin 1902. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Paul Strauss, tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.

Liberté du travail. — **Coalitions.** — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1902. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat (14 février 1896), ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal. (Doc. parl. n° 36, J. O. p. 492.)

Ouvriers des manufactures de la Guerre. — *Chambre des députés.* — Séance du 26 juin 1902. — Dépôt, par M. Berteaux, d'une proposition de loi concernant les manufactures, ateliers et arsenaux de la Guerre. (Doc. parl. n° 153.)

Placement des employés et ouvriers. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1902. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions. (Doc. parl. n° 47, J. O., p. 496.)

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 juin 1902. — Dépôt, par M. Émile Chauvin, d'une proposition de loi sur la protection du travail national. (Doc. parl. n° 71.)

Travail des femmes et des enfants. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin 1902. — Dépôt, par M. Suchetet, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Vente d'objets abandonnés chez les ouvriers. — *Sénat.* — Séance du 12 juin 1902. — Proposition de loi, de M. Paul Strauss, relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels. (Voir Doc. parl. : 300, rectifié, et 454 [1901], 140 [1902].) — 1^{re} délibération. — Adoption.

Warrants agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 24 juin 1902. — Dépôt, par MM. Chastenet et Gerald, d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 124.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants (1).

Ain. — A Bourg, travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque chez les entrepreneurs du bâtiment. Pas de changement dans le cours des produits fabriqués; les prix de façon sont les mêmes.

Aisne. — La situation reste sensiblement la même chez les patrons *boulangers* de Laon. Sans variation appréciable, on constate une légère diminution dans le travail chez les *marchands bouchers* de Saint-Quentin; le cours des bestiaux se maintient et la consommation est moins forte; le nombre des établissements en activité reste le même que dans le trimestre précédent. Dans la *brasserie* de la région de Saint-Quentin, pendant le premier trimestre de 1902, ouvrage plus abondant que l'an dernier, prix de vente identiques par suite de l'abondance des vins. Dans la *charcuterie*, pas de changement notable.

Ardennes. — A Charleville, dans l'industrie de la *boulonnerie* on constate une légère diminution dans le travail, le nombre des établissements reste le même. Situation identique chez les *filateurs de laine cardée*.

Aude. — A Narbonne, chez les entrepreneurs de *menuiserie et ébénisterie* travail moins abondant que l'an dernier, la durée du travail se maintient à 60 heures par semaine. Pas de changement chez les *boulangers*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *maîtres-carriers* d'Arles, l'ouvrage est moins abondant que pendant la période correspondante de l'année précédente; les prix de vente ont été aussi moins rémunérateurs. A Marseille, travail beaucoup moins abondant chez les *minotiers* et les fabricants de *semoules*. Pas de changement notable chez les fabricants de *savons*; légère hausse dans le prix de vente de leurs produits. Chez les fabricants de *chaussures*, la situation est meilleure que l'an dernier; les cours des cuirs ont augmenté, les tarifs sont maintenus et les prix de vente restent les mêmes. Pas de changement notable chez les *transitaires*; le travail est cependant en légère diminution. Situation identique chez les *loueurs des voitures de place* de la ville.

Calvados. — A Caen la situation du commerce en gros des *vins et spiritueux* est la même que pendant le trimestre précédent. A Lisieux, pas de changement appréciable chez les *coiffeurs*; l'ouvrage est à peu près le même, mais les salaires pour les ouvriers sont plus rémunérateurs. Pas de changement non plus chez les *boulangers* et les *entrepreneurs de bâtiments* de Trouville.

Dans la circonscription du conseil de prud'hommes de Lisieux la situation générale de l'industrie reste sensiblement la même que dans le trimestre précédent. A signaler cependant 5 p. 100 de chômeurs dans l'industrie *lainière*; 5 p. 100 dans l'industrie *linière*; 10 p. 100 dans celle des *cuirs*; les salaires n'ont pas varié.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre de 1902.

Cher. — A Jouet-sur-l'Aubois, pendant le premier trimestre de 1902, ouvrage plus abondant chez les fabricants de *chaux hydrauliques*; un nouvel établissement occupant 20 ouvriers a été créé; durée du travail 65 heures par semaine; pas de chômage.

Drôme. — A Valence, chez les fabricants de *bois de galoches* travail plus abondant que l'an dernier; pas de chômage. Les prix de façon ont augmenté de 1 p. 100.

Finistère. — A Châteaulin, chez les commerçants de *grains* et *engrais*, travail moins abondant en ce qui concerne les froments et les avoines. Les autres céréales paraissent encore assez abondantes dans la campagne; 57 heures de travail par semaine; pas de chômage.

Gironde. — A Bordeaux, la *boulangerie*, comme dans le trimestre précédent, subit une légère crise, le prix des farines est plus élevé, 31 francs les 100 kilogrammes au lieu de 27 fr. l'an dernier. Dans le commerce en gros d'*huiles minérales*, des *savons*, pas de changement. Chez les *ébénistes*, *sculpteurs* et *bâtonniers*, travail un peu moins abondant, mais les cours se maintiennent et le chômage est sans importance. La situation n'est guère meilleure chez les fabricants de *caisses* par suite de la cherté du bois. A Contras, pas de changement dans la *boulangerie*.

Hérault. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Lodève, aucun changement dans l'activité du travail ni dans la situation générale de l'industrie; léger ralentissement du travail dans les usines de *draps*.

Isère. — A Grenoble, pendant le 1^{er} trimestre de 1902, dans l'*ameublement*, ralentissement dans le travail. Même situation chez les débitants de *boissons* de Saint-Marcellin.

Loire. — A Saint-Étienne, travail beaucoup plus abondant dans l'industrie des *tissus* et des matières *textiles*, prix plus rémunérateurs; pas de changement sérieux à noter chez les *charcutiers* de Saint-Chamond; de même pour les entrepreneurs du *bâtiment* de Firminy.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — La production de la *soie* en 1901 est supérieure de 17 millions à celle de 1900; cette augmentation est due surtout aux mélangés, principalement au *velours*; c'est l'article bon marché qui a donné lieu aux transactions les plus importantes. Les salaires des ouvriers *veloutiers* ont été élevés et la main-d'œuvre a fait défaut. La hausse des prix a été importante. La consommation des *filés de coton* a été sensiblement égale, comme quantités, à celle de l'année 1900 (800,000 kgs.). Le chiffre d'affaires a été supérieur de 1/2 million (5 millions de francs au lieu de 4 et 1/2), la demande ayant porté surtout sur l'article fin pour le *velours* et pour quelques articles spéciaux; les prix se sont maintenus d'une manière générale, mais surtout dans les numéros fins. La consommation des *schappes* a été beaucoup plus considérable qu'en 1900 (60,000 kgs. au lieu de 40,000), prix moyen égal à celui de 1900 (20 francs le kilog). Dans la *teinture* le nombre des établissements va en diminuant; le chiffre d'affaires a été inférieur à celui de 1900 et les prix de vente en baisse et désavantageux; le travail a fait défaut. Dans l'*armurerie* le chiffre d'affaires a augmenté de 20 p. 100, les prix de vente sont en hausse et les salaires supérieurs de 10 p. 100 environ. La *métallurgie* a subi, par contre, un ralentissement considérable; chiffre d'affaires diminué de 25 p. 100, baisse dans les prix et le chômage a atteint 10 à 15 p. 100 des ouvriers métallurgistes.

L'industrie *quincaillière* reste stationnaire. Dans les *mines* l'*outillage* continue à se perfectionner; la production qui, en 1900, avait été de 3,946,998 tonnes, a diminué, en 1901, d'environ 150,000 tonnes, les demandes ayant été moins actives; légère diminution dans les prix de vente. Pas de changement notable dans la *verrerie*; l'*outillage* se modifie progressivement; la fabrication mécanique tend à se généraliser.

Loiret. — A Orléans, dans la *charcuterie*, le travail est à peu près le même que l'an dernier; les prix de vente fléchissent; néanmoins pas de chômage, durée du travail, de 50 à 55 heures par semaine. L'état général de l'industrie chez les entrepreneurs de *serrurerie* est bon, durée du travail, 10 heures par jour, pas de chômage. Dans le commerce des *vins*, *spiritueux* et *vinaigres*, la vente est normale pour les vins et les vinaigres, très faible pour les alcools.

Maine-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGERS. — L'industrie des *ardoisières* est très prospère. Elle n'occupe pas moins de 5,000 ouvriers; la production annuelle est d'environ 250 millions d'ardoises qui, en raison de leur excellente qualité, trouvent un écoulement facile en France et à l'étranger. L'industrie de l'*imprimerie* donne de bons résultats; le chiffre des ouvriers employés est de 250 environ. La *corderie* ne peut manquer de prendre un nouvel essor par suite de la réunion en une seule des deux vieilles maisons de la ville; plus de 5,000 ouvriers sont employés à cette industrie et le chiffre annuel d'affaires s'élève à plus de 20 millions. Le commerce des *tissus* (chanvre, lin, coton, laine) est toujours considérable dans les régions d'Angers, Baugé et Segré. Angers, qui est le centre de ce commerce, voit s'étendre aussi l'industrie de la confection des *vêtements*; plusieurs manufactures fonctionnent et ne font pas moins de 3 millions d'affaires par an. La fabrication de la *dentelle* et de la *broderie* est également prospère. Quant à l'industrie des *bois*, elle se trouve dans une situation non moins excellente.

Marne. — Chez les *meuniers* de Châlons, le travail est le même que pendant le dernier trimestre de 1901; prix de vente moins rémunérateurs, la farine, de 27 francs est tombée à 26 francs, et le prix du blé est resté sensiblement le même.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Reims, la situation reste à peu près la même que l'an dernier; pas de chômage, pas de changement dans la durée du travail; dans l'industrie de la laine, les prix des matières premières sont trop élevés pour permettre la vente avantageuse des produits manufacturés.

Mayenne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Laval, travail moins actif dans l'industrie des *coutils*; le chômage qui en résulte peut être évalué à 40 p. 100, tant pour le tissage à la main que pour le tissage mécanique. Dans l'industrie des *cotons* et *fils* de la région de Mayenne, pas de changement notable.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pendant le 1^{er} trimestre de 1902, travail moins abondant que l'année précédente chez les *brasseurs*, par suite de l'abondance des vins. Les fabriques de *chaussures* sont dans une situation stationnaire; durée du travail, 63 heures par semaine; léger chômage. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Lunéville, la situation industrielle reste la même que l'an dernier, c'est-à-dire satisfaisante; pas de changement pour la *faïencerie*. L'usine des *wagons* a repris un peu d'activité; le nombre d'ouvriers est aujourd'hui de 960 au lieu de 900.

Meuse. — Dans la circonscription des conseils des prud'hommes de Bar-le-Duc, les chantiers sont toujours en activité et la situation générale de l'industrie est bonne. Le nombre des établissements industriels n'a pas varié; pas de chômage, travail abondant dans les *fonderies* en particulier.

Morbihan. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, état général de l'industrie très satisfaisant; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; peu ou pas dans les *industries diverses*, durée habituelle de la journée de travail, 10 heures.

Nord. — A Lille, chez les *constructeurs de petite mécanique*, travail moins abondant; les prix de façon sont moins rémunérateurs, le nombre des établissements reste le même, et la durée du travail, de 40 à 45 heures par semaine, est en diminution; chez les *maréchaux-ferrants*, le travail est moins abondant que l'an dernier; chez les *filateurs* et *retordeurs*, le travail reste le même que pendant le trimestre précédent; les prix des *filés* sont sans variation, bien que les matières premières soient en hausse; augmentation dans la durée du travail (63 heures par semaine depuis le 1^{er} avril); chez les *louveurs de voitures*, ouvrage moins abondant, la durée du travail reste la même, pas de chômage; travail un peu plus abondant chez les *teinturiers-apprêteurs*. Les travaux sont plus actifs surtout comme travaux d'entretien chez les entrepreneurs de *peinture et vitrerie*; les cours des huiles, essence, vernis, sont sans changement appréciable; la *céruse* a subi une baisse de 10 p. 100 environ. Au Cateau, chez les *tisseurs*, travail moins abondant pour les *lainages*, normal pour les *cotons*; prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier; durée du travail, 63 heures par semaine, léger chômage dans quelques établissements. Dans l'industrie *lainière*, le travail est

plus abondant que l'an dernier, sauf pour le tissage; la main-d'œuvre est dans des conditions habituelles pour le peignage; durée du travail, 66 heures par semaine; les salaires restent stationnaires.

CHAMBRE DE COMMERCE DE TOURCOING. — Le nombre des filatures de *coton* ne s'est pas accru en 1901; la production et la vente se sont à peu près équilibrées; les stocks de filés relativement réduits sont les mêmes au 31 décembre 1901 qu'au 31 décembre 1900. Toutefois, de mars à juillet 1901, il y a eu plutôt mévente par suite des bas prix de certains genres de laines communes qui concurrençaient le coton dans plusieurs articles de tissus; pas de changement dans les salaires, main-d'œuvre suffisante.

Pour les *tissus*, la fabrication a été moindre en 1901 qu'en 1900; les prix de vente, sans être plus avantageux, ont été plus élevés par suite de la hausse des matières premières; les salaires n'ont pas diminué, mais les ouvriers ont souffert du chômage; la main-d'œuvre a été plutôt abondante. Dans la fabrication des *tissus d'ameublement*, le nombre des établissements est resté le même, ainsi que l'outillage; la production et la vente ont été faibles par suite de la concurrence étrangère; pas de changement dans les salaires, main-d'œuvre abondante du fait de l'arrêt d'une partie des métiers. Dans le *peignage des laines*, production et vente très actives; les prix de vente sont en hausse pour les laines communes, stationnaires pour les laines fines; les salaires ont augmenté pour les hommes; la main-d'œuvre est suffisante. Dans la filature des *laines peignées*, le nombre des établissements est resté le même; peu de variations dans les prix de vente; les salaires tendent à s'accroître; chômages partiels. Pas de grands changements dans la fabrication des *tapis*; la vente n'a pas été très active; baisse sur les prix en raison du peu de commandes; la main-d'œuvre ne fait pas défaut, les salaires restent à peu près les mêmes.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Armentières, la situation est beaucoup moins mauvaise que l'an dernier dans le *tissage de toile*; travail moins actif dans la *filature de coton*, et assez abondant dans la *filature de lin*; les salaires sont sensiblement les mêmes.

Oise. — A Compiègne, dans la *boulangerie*, pas de changement au point de vue du travail; 2 établissements en plus occupant chacun 4 ouvriers. Chez les entrepreneurs de *bâtiments* et de *travaux publics*, travail un peu plus abondant que l'an dernier à pareille époque; les cours sont stationnaires, augmentation de la durée du travail. Pas de changement notable chez les *fabricants de boîtes* de la Croix Saint-Ouen.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, la situation reste sensiblement la même que l'an dernier, au point de vue du travail, pour le commerce des *liquides*; pas de changement non plus chez les *boulangers*, les *débitants* et *restaurateurs*.

Basses-Pyrénées. — A Pau, chez les limonadiers, ralentissement dans le travail; 6 établissements en plus occupant 10 ouvriers. Travail beaucoup plus abondant dans la *boucherie*; les cours sont en hausse depuis le précédent trimestre de 20 p. 100 environ; légère augmentation de la durée du travail.

Rhône. — Pendant le premier trimestre de 1902, ouvrage moins abondant chez les *chocolatiers* et *confiseurs* de Lyon par suite de l'augmentation de la concurrence. Travail aussi moins abondant chez les négociants en *chiffons* et *vieux métaux*; les chiffons sont en baisse, mais le prix de façon n'a pas changé. Chez les *tisseurs en soieries*, le travail n'est abondant que pour l'article *mousseline*; les prix de vente se sont à peu près maintenus. La période d'entre-saisons a causé un temps d'arrêt pour la fabrication du *façonné*, de la nouveauté et de la belle étoffe de soie pure. Travail plus actif dans le commerce des *primeurs*; les cours sont plus élevés, durée du travail 84 heures par semaine. Chez les *brasseurs* et entrepositaires de *bières*, grande animation dans la fabrication en vue de la campagne prochaine; l'outillage est toujours en voie de progrès, la main-d'œuvre est suffisante, les salaires sont rémunérateurs et le chômage est nul. Pas de changement chez les *fabricants d'orfèvrerie*.

A Villefranche, chez les *charcutiers*, travail un peu moins abondant, légère hausse dans les prix d'achat. Pas de changement notable chez les *boulangers* de Givors; la durée du travail est toujours de 70 à 75 heures par semaine, pas de chômage.

Saône-et-Loire. — Pendant le premier trimestre de 1902, le travail reste le même que l'an dernier chez les *boulangers* de Montceau-les-Mines; la main-d'œuvre augmente par suite du manque d'ouvriers. Chez les *débitants de vins* de Saint-Sorlin, situation générale très satisfaisante.

Seine. — A Paris, travail moins abondant chez les *fleuristes*; les cours restent les mêmes que pendant le trimestre précédent, légère diminution dans la durée du travail. Chez les *carriers* pas de changement notable au point de vue du travail; l'outillage est le même, durée du travail, 60 heures par semaine, pas de chômage. Dans l'industrie de l'alimentation, travail un peu moins abondant; néanmoins la situation du personnel est satisfaisante. Travail plus actif chez les fabricants de *couleurs et vernis*; les prix se sont élevés et la durée du travail, comme dans le trimestre précédent, est de 60 heures par semaine. Chez les fabricants de *produits pharmaceutiques*, le travail est moins abondant que l'an dernier et les prix sont aussi moins rémunérateurs. Situation stationnaire chez les *imprimeurs-typographes*. Les fabricants de *papier* de la région parisienne ont été moins occupés que l'an dernier, prix moins rémunérateurs, légère diminution dans la durée du travail. Pas de changement chez les fabricants de *toiles cirées*, ainsi que chez les *mégissiers*. Travail moins abondant que dans le trimestre précédent dans la *passenterie*, prix moins rémunérateurs, diminution de la durée du travail, journée réduite à 8 heures. Chez les *tapisseries-décorateurs*, léger ralentissement du travail; par contre, les commandes sont plus abondantes que l'an dernier chez les *tailleurs sur mesure*. Dans la *menuiserie*, pas de changement appréciable; la durée du travail est généralement de 10 heures par jour. Dans la *tabletterie*, peu d'activité dans le travail, les commandes ont diminué, les salaires restent toujours les mêmes. Travail beaucoup plus abondant chez les marchands de futailles à la suite de la suppression des droits sur les vins, légère augmentation de la durée du travail, pas de chômage. Chez les *modeleurs-mécaniciens*, ralentissement dans le travail; de même chez les *mécaniciens, chaudronniers*. Chez les fabricants de *bronzes*, commandes moins abondantes que l'année précédente, diminution de la durée du travail; dans la *bijouterie fantaisie*, ouvrage moins abondant, prix moins rémunérateurs. Pas de changement notable chez les entrepreneurs de *ravalements*.

Seine-Inférieure. — Au Havre, pendant le premier trimestre de 1902, travail moins abondant dans la *charcuterie*; de même pour la *boucherie*, par suite de la hausse des cours. L'industrie du *bâtiment* est aussi peu active; diminution de la durée du travail, chômage chez les charretiers, métallurgistes et maçons. Travail moins abondant chez les *arrimeurs* en raison du manque d'arrivages. A Rouen, pas de changement dans la *filature* et le *tissage de coton*. Chez les entrepreneurs de *maçonnerie*, travail un peu plus actif; durée du travail 63 heures par semaine. Situation normale dans l'industrie du *bâtiment* de Dieppe et pas de changement appréciable chez les *tanneurs* de Saint-Saëns.

Seine-et-Oise. — A Versailles, chez les entrepreneurs de *bâtiments*, travail un peu moins abondant que l'an dernier, prix peu rémunérateurs. Même situation dans la *meunerie* à Étampes; légère hausse du blé, les prix de vente restent les mêmes que dans le trimestre précédent. Travail régulier chez les entrepreneurs du *bâtiment*, augmentation de la durée du travail. Pas de changement chez les *blanchisseurs* de Sèvres et de Rueil. De même, dans l'industrie du *bâtiment* à Saint-Germain-en-Laye et à l'Isle-Adam.

Somme. — Chez les *charcutiers* d'Amiens, travail moins abondant que l'an dernier. Dans l'industrie du *bâtiment*, plus d'activité dans le travail; les prix sont stationnaires.

Vosges. — A Épinal, pendant le premier trimestre de 1902, dans l'industrie textile, production un peu plus active, les cours sont en hausse pour les tissus. Le travail est aussi plus abondant chez les *tisseurs* de Saint-Dié; les cours restent les mêmes, durée du travail 63 heures par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

Ain. — A Bellegarde, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les ouvriers du bâtiment; à Divonne-les-Bains, 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les tailleurs de pierre; pas de changement chez ceux de Thoisy.

Aisne. — A Laon, 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les travailleurs du livre. A Château-Thierry, pas de changement chez les ouvriers en instruments de musique;

A Saint-Quentin, pas de changement chez les noueurs; 13 p. 100 de chômeurs, chez les tullistes en guipure; pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; pas de changement chez les mouleurs; de même chez les chauffeurs-conducteurs; travail actif chez les peintres en bâtiment; 1 p. 100 de chômeurs chez les voyageurs et employés.

A Bohéries-Vadencourt, pas de chômeurs chez les ouvriers en tissu. A Chauny, pas de chômeurs, 65 heures, chez les mouleurs; de même chez ceux de Saint-Michel.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les carrossiers-selliers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers-peintres; à Commeny, pas de changement chez les mineurs; de même chez ceux de Montvicq; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Hilaire et chez ceux de Doyet.

A Montluçon, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes; à la Ville-Gozet, pas de chômeurs chez les ouvriers de la glacerie; à Vichy, 12 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus actif chez les restaurateurs-limonadiers; nombreux chômeurs. 66 à 70 heures chez les ouvriers du bâtiment.

Pas de chômeurs chez les bûcherons de Lurcy-Lévy; de Saint-Ennemond; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mézangy; à Saint-Yorre, pas de chômeurs chez les sourciers des eaux minérales.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 24 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; nombreux chômeurs chez les tapissiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; pas de changement chez les carrossiers; un tiers de chômeurs chez les électriciens; 40 p. 0/0 de chômeurs, 48 heures, chez les fumistes-tôliers; pas de changement chez les horlogers; 16 p. 100 de chômeurs chez les maçons; 5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les employés de commerce; 6 p. 100 de chômeurs chez les garçons de magasin.

A Cannes, pas de chômeurs chez les boulangers; pas de changement chez les cuisiniers; pas de changement chez les couturières; 11 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers; travail actif chez les peintres. A Menton, travail très peu satisfaisant chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons. A Vallauris, pas de changement chez les potiers.

Ardèche. — A Annonay, 8 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers-palissoneurs; 3 p. 100 de chômeurs, 40 heures par semaine, chez les mégissiers; pas de changement chez les serruriers. A Tournon, pas de changement chez les imprimeurs sur étoffes. A Serrières, pas de chômeurs, mais 4 jours seulement de travail par semaine chez les chapeliers-fouleurs.

Ardennes. — A Charleville, 40 p. 100 de chômeurs, 66 à 84 heures, chez les mouleurs; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Revin; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Vrigne-aux-Bois; A Fumay, pas de chômeurs, travail toujours actif chez les mineurs.

A Sedan, nombreux chômeurs, 50 heures par semaine, chez les ouvriers en tissus; pas de chômeurs chez les tisseurs et tisseuses; à Neufmanil, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les forgerons d'écrans; à Francheval, nombreux chômeurs chez les ouvriers de l'industrie lainière; pas de chômeurs chez les ouvriers en tissus de Floing; aux Vieilles-Forges, pas de changement chez les métallurgistes; à Hayves, pas de chômeurs, 46 heures, chez les ardoisiers.

Ariège. — A Lavelanet, pas de chômeurs chez les ouvriers textiles; à la Bastide-sur-l'Hers, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en peignes.

Aube. — A Troyes, 1 p. 100 de chômeurs environ, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures par semaine, chez les *filateurs*; nombreux chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, pas de changement, 50 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *tonneliers*.

A Carcassonne, 22 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement; un tiers de chômeurs environ, chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 5 1/4 heures, chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Sainte-Colombe-sur-l'Her, travail actif, 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Decazville, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, un tiers de chômeurs chez les *meuniers*; pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; pas de changement chez les *employés de cafés*; de même chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures par semaine, chez les ouvriers des *huileries*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail très peu actif chez les *tapissiers*; pas de changement chez les *corroyeurs*.

Pas de changement chez les *scieurs de long*.

14 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mouleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs-mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de changement chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*; chômage presque général chez les *chaudronniers*.

18 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *cochers*.

A Arles, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *potiers*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*. A Gardanne, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 4 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Fontvieille, 8 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Lisieux, 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 63 heures, chez les *liniers* et *lainiers*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers *cotonniers* de Condé-sur-Noireau; pas de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *couvreurs*.

A Guibray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Honfleur, un tiers de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers de bois*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers *bouchers* et *charcutiers*; travail assez abondant chez les *maçons*, *tailleurs de pierre*, *charpentiers* et *couvreurs*. A Champagnac, pas de changement chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*.

A Cognac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine,

chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes* et chez les *menuisiers*, pas de chômeurs 40 heures, chez les *métallurgistes* de même chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *quais et docks*.

A la Rochelle, 9 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures par semaine, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de changement chez *peintres* et les *plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saintes, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*. A l'Aumône, pas de changement chez les ouvriers de la *glacière*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail peu satisfaisant chez les *typographes*; pas de changement, 60 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers en *voitures*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les travailleurs sur *métaux*. 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Vierzon, pas de changement chez les *métallurgistes*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers*. A Dun-sur-Auran, pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; de même et 72 heures, chez ceux de Saint-Amand.

A Nérondes, pas de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers *agricoles*. A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Vallenay, de Neuville-Barrois, de Jussy-le-Chaudrier et de Sancergues; pas de changement chez ceux d'Apremont et de Sancoins; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 8 p. 100 chez ceux de Cuffy; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron. A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *carriers*; travail moins actif chez ceux de Bessais-le-Frumental. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*; pas de changement chez ceux de la Guerche-sur-l'Aubois.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 27 p. 100 de chômeurs environ, 50 à 60 heures par semaine, chez les *scieurs de long*. A Brive, pas de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *peintres* et *plâtriers*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs environ chez les *typographes*. A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*; pas de changement chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, travail normal et assez satisfaisant chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typo-lithographes*. Au Bugeu, travail régulier, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *ressorts d'horlogerie*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Séloncourt, pas de changement chez

les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *filateurs*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Romans, 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures par semaine, chez les *chevriers-corroyeurs*; 7 p. 100 de de chômeurs, chez les *coupeurs en chaussures*.

A Saint-Remès, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Bourg-de-Péage, légère reprise chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Saint-Vallie, pas de changement chez les ouvriers *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en porcelaine*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 18 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du bâtiment. A Dreux, travail moins actif chez les *cordonniers*.

A Châteaudun, travail satisfaisant chez les *typographes*; de même chez les *fondeurs-mécaniciens* où l'on demande des ouvriers; travail supérieur à celui de l'an dernier chez les ouvriers du bâtiment; chez les ouvriers *agricoles*, hausse sensible des salaires. A Nogent-le-Rotrou, situation assez bonne chez les *typographes*; morte-saison chez les *chapeliers*; bon courant chez les *chaussonniers*; pas de changement chez les *tanneurs*; bonne activité dans le bâtiment.

Finistère. — A Brest, 9 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *démolisseurs de navires*; 18 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les garçons *charbonniers*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*.

A Morlaix, grève partielle chez les *menuisiers-ébénistes*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*; de même chez ceux de Concarneau et de Saint-Guénolé. A Lagonnec, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Gard. — A Nîmes, 15 p. 100 de chômeurs, 77 heures, chez les *confiseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *carrossiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tonneliers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Tréséols, pas de chômeurs chez les ouvriers et employés *mineurs*. A Sauve, pas de changement chez les *bonnetiers*; pas de changement chez les ouvriers en *boissellerie*. A Bessèges, pas de changement chez les ouvriers des *laminoirs*; pas de chômage chez les *verriers*,

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; travail moins actif chez les *trépointeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*.

Gironde. — A Bordeaux, 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*. 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

22 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers-horlogers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *plâtriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*; pas de changement chez les *paveurs-cimentiers*; pas de changement chez les *marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *charbonniers-sacquières*; pas de

chômeurs, chez les nettoyeurs de magasins; un tiers de chômeurs chez les déménageurs; 6 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison.

A Arcachon, pas de chômeurs chez les chauffeurs et marins. A Daignac, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les carriers.

Hérault. — A Montpellier, pas de changement chez les tailleurs; pas de chômeurs chez les cordonniers; pas de changement chez les ébénistes; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les manœuvres; 15 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; à Cette, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les scieurs à la mécanique; 60 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en bois merrains; 30 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; à Béziers, travail peu abondant chez les tailleurs; un tiers de chômeurs chez les ferblantiers-plombiers; nombreux chômeurs chez les tapissiers; travail actif chez les coiffeurs; à Agde, pas de changement chez les tailleurs de pierre; à Mèze, travail moins abondant que le mois dernier chez les pêcheurs; un quart de chômeurs, 36 heures par semaine, chez les ouvriers agriculteurs; de même, et 48 heures, chez ceux de Sérignan; pas de changement chez ceux de Vic-les-Étangs. A Graissessac, 18 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les mineurs.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes; pas de chômeurs chez les chapeliers; pas de chômeurs chez les ouvriers en cuir; pas de changement chez les plâtriers; à Fougères, 10 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les coupeurs en chaussures, et chez les cordonniers; à Bruz, peu de chômeurs chez les mineurs; à Saint-Malo, pas de changement chez les charbonniers du port.

Indre. — A Châteauroux, 4 jours de chômage par semaine pour les ouvriers travaillant aux pièces, chez les typographes; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en chaussures; au Poinçonnet, pas de changement chez les bûcherons-carriers.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les boulangers 15 p. 100 de chômeurs, 30 heures par semaine, chez les coupeurs et brocheurs en chaussures; pas de changement chez les ébénistes; à Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les tanneurs-corroyeurs; pas de changement chez les cordonniers-galochiers; 40 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du bâtiment; à Amboise, pas de changement chez les mouleurs.

Isère. — A Grenoble, pas de changement chez les ouvriers du gaz; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ponceurs et doleurs de peaux; 8 p. 100 de chômeurs chez les peintres; pas de changement chez les ouvriers et employés de tramways; pas de changement chez les musiciens.

A Vienne, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; à la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les mineurs. A Bouvesse-Quirien, 17 p. 100 de chômeurs chez les carriers; à Bourgoin, moitié de chômeurs chez les mécaniciens.

A Montalieu-Vencieu, moitié de chômeurs chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs chez ceux de Paunillieu; pas de changement chez ceux de Porcieu-Amblagnieu.

Jura. — A Dôle, travail moins abondant que le mois précédent, pas de chômeurs cependant chez les typographes. A Saint-Claude, un peu de chômage chez les ouvriers en tuyaux de pipe.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les mouleurs; à Dax, pas de changement chez les employés de commerce.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 98 heures, chez les employés; à Romorantin, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers en draps; pas de chômeurs, 67 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement, chez les tripiers; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les imprimeurs-graveurs-lithographes; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*; pas de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *selliers-bourreliers*; 20 p. 100 de chômeurs. 60 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*; pas de chômeurs chez les *employés de tramways*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *monteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *chefs d'atelier rubaniers*. A Saint-Rambert, travail peu actif chez les *tisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Gresle; travail satisfaisant chez ceux de la Cergne et de Saint-Just-sur-Loire. A Régnv, 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *teinturiers*. A Aveizieux, 16 p. 100 de chômeurs chez les *passemmentiers*; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Terre-noire; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Genest-Lerpt. A Chazelle-sur-Lyon, pas de chômeurs chez les *chapeliers-souleurs*.

A Firminy, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures en moyenne chez les *métallurgistes*; à Rive-de-Gier, travail irrégulier chez les *métallurgistes*; moins actif chez ceux de Saint-Chamond. A la Ricamarie, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez ceux de la Talaudière et de Villars; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds; à Sail-sur-Couzan, pas de changement chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*. A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *travailleurs de terre*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, un quart de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *écrivains-lithographes*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs*; pas de changement, chez les *ferblantiers-boitiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*;

A Gien, pas de changement chez les *bûcherons*; travail peu actif chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé et de Chevilly. A Montargis, travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Lot. — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et tapissiers*; à Souillac, pas de chômeurs, travail actif, 69 heures par semaine, chez les *tanneurs-corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de changement, chez les ouvriers de l'*ameublement* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; à Marmande, pas de chômeurs, 63 heures, travail normal, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *boulangers*; à Casteljaloux, travail actif chez les *charpentiers*; à Fumel, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*; à Lavardac, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *peigneurs de chanvre*; travail moins actif chez les *coupeurs en chaussures*; pas de changement chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-ajusteurs*; pas de changement chez les *sculpteurs*;

A Cholet, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de Saint-Léger, de Saint-Philibert-en-Manges, de Gesté, de la Séguinière et de la Tessonalle. A Saumur, 13 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *bijoutiers-chapeletiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Manche. — A Cherbourg, pas de changement, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *typographes*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers de l'industrie *laitière*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 à 48 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *blanchisseuses*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, peu d'activité chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 76 heures, chez les *maçons*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *boucheonniers*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fismes, pas de changement chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 42 heures par semaine, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 40 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 5 p. 100 de chômeurs, pour le *coussu-main*, chez les ouvriers en *chaussures*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*.

Pas de chômeurs, chez les *mineurs*; de Jœuf, de Gobbranches, de Frouard, de Ludres, pas de changement chez ceux de Maxéville et de Bouxières-aux-Dames.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *carriers terrassiers-mineurs*. A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, travail assez actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *sabotiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *céramique*.

A Decize, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de la Charité et de Saint-Pierre-le-Moutier. A Guérigny, pas de changement chez les ouvriers des *forges*.

Pas de changement chez les *bûcherons* de Saint-Verain, de Saint-Amand, d'Entrains et de Ciez; pas de chômeurs chez ceux de Montavon, de Menon; de Séchamps, de la Chapelle-Saint-Andrée, de Billy-sur-Oisy et de Saint-Pierre-le-Moutier, deux tiers de chômeurs, chez ceux des Trois-Vesvres.

Nord. — A Lille, 22 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *métaux*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *mouleurs*; pas de changement 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Maubeuge, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même, et 63 heures par semaine, chez ceux de Vieux-Condé. A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*.

A Dunkerque, 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *tordeurs d'huiles*, pas de changement chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plafonneurs*.

A Roubaix, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; de même, et 63 heures par semaine, chez les *tisserands*; travail assez actif chez les *teinturiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 61 heures par semaine, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs chez les *farblantiers-zingueurs*.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Armentières, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Tourcoing, pas de changement chez les *tisseurs de laine*; travail plus actif que l'an dernier chez les *tisseurs*; près du tiers de chômeurs chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies; pas de changement chez ceux de Saulzoir; pas de chômeurs chez ceux de Linxelles; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Nenvilly, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; de même, et 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Wignehies; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *rubaniers* de Comines; pas de changement chez les *tisseurs* du Cateau et d'Avesnes-les-Aubert. A Marly, 3 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur tissus*. A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, environ, chez les ouvriers *tullistes*.

A Sin-le-Noble, pas de changement chez les ouvriers et employés *mineurs*; de même chez ceux de Denain. A Louches pas de chômeurs chez les *verriers*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Dorignies; travail actif chez ceux de Fresnes; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aniche. A Gamegnies, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les ouvriers *sciéurs*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *marbriers à la cheminée*.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs chez les *typographes*, A Montataire, pas de changement chez les *mouleurs*.

A Mouy, pas de chômeurs, 53 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers* de Liancourt. A Crépy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment; de même chez ceux de Creil.

A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Hermes, pas de changement, travail actif, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Méru, travail normal chez les *boutonniers en os*. A Béthizy-Saint-Pierre, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*.

Orne. — A Alençon, grève chez les ouvriers du bâtiment. A Flers, quelques chômages chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, travail actif chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les ouvriers du bâtiment; un tiers de chômeurs chez les ouvriers des ports.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *typographes*; travail actif chez ceux de Montreuil.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, travail plus actif chez les *cui-*

siniers; 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Riom, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; A Thiers, pas de chômeurs, travail actif. 60 heures par semaine chez les ouvriers *papetiers*; pas de changement chez les *menuisiers*; travail peu actif chez les *émouleurs en ciseaux*; pas de changement, 84 heures, chez les *monteurs en coutellerie* et chez les *monteurs en ciseaux*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *forgerons en coutellerie*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A Messieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*; de même chez ceux de Saint-Eloy et d'Auzat-sur-Allier.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*.

A Bayonne, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; travail plus actif chez les *tapissiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 69 à 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; de même chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail actif chez les *typographes*; 3 p. de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *travailleurs de terre*; de même chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, chez les *typographes*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers*.

Pas de changement chez les *travailleurs de terre* de Pezella la-Rivière; moitié de chômeurs, chez ceux de Claira et d'Espira-de-l'Agly.

Rhin (Haut-). — A Giromagny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; 14 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez ceux d'Héricourt.

Rhône. — A Lyon, 12 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries-chocolatiers*, 9 p. 100 de chômeurs chez les garçons *limonadiers-restaurants*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de changement chez les *minervistes-pointeurs*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; toujours beaucoup de chômage chez les *tullistes à la chaîne*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *chapeliers fantaisie*, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers du cousu-main*.

2 p. 100 de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *scieurs-raboteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *litiers*; pas de changement chez les *tréfileurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs mécaniciens*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; et chez les *employés de la soierie*; chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs chez les employés des *bateaux omnibus*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *camionneurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*. Pas de changement chez les *clercs d'huissiers*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Grondris, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Thizy. A Villefranche, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *filateurs*, pas de changement

chez les *teinturiers*. A Grégny, pas de chômeurs, 50 heures. chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *travailleurs-manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouze, pas de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs, 65 à 70 heures chez les *sabotiers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *mariniers-débardeurs*. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*.

Au Creusot, quelques chômages partiels, 60 heures en moyenne chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de Geugnion. A Montceau-les-Mines, 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Penecy-les-Forges. A Saint-Léger-sur-Dheune, 10 p. 100 de chômeurs, chez les *manouvriers*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ménuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs. 66 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Château-du-Loir, travail peu satisfaisant chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Vibraye, 20 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*. A Sablé, travail assez actif chez les *marbriers*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ménuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers*.

Seine. — A Paris, pas de changement chez les ouvriers *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine. Chez les *biscuitiers en pains d'épice*; 4 p. 100 de chômeurs environ chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures par semaine, chez les *confiseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; pas de changement chez les *limonadiers-restaurateurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 78 heures par semaine, chez les ouvriers en *salaisons*. 17 p. 100 de chômeurs chez les *échaudeurs*; pas de changement chez les *travailleurs du gaz*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail moins actif que le mois dernier, chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *conducteurs-typographes*. 10 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *graineurs-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-pointeurs lithographes*; pas de changement chez les *graveurs d'écritures*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*.

Reprise du travail chez les *fleuristes et plumassières*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *teinturiers-dégraissers*. Un tiers de chômeurs, 40 à 50 heures par semaine, chez les *façonnières-passementiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*. 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures par semaine, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers

et ouvrières *tailleurs*; de même chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs diplômés*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures par semaine, chez les *coupeurs-chemisiers*; travail plus actif chez les *couturières*; pas de changement chez les *casquiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers et ouvrières de la *bretelle* et de la *ceinture*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs* et *garçons de lavoirs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*.

16 p. 100 de chômeurs, 45 heures par semaine chez les ouvriers du *chevreau-glacé*; pas de changement chez les *corroyeurs du cuir noir*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *corroyeurs*; pas de changement chez les *monteurs en chaussures*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *talons*; situation toujours peu satisfaisante chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *selliers-harnacheurs*. 10 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *scieurs de long*; travail plus actif chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *marqueterie*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en sièges*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coffretiers*; travail satisfaisant chez les *souffletiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en procédés*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; travail moins actif chez les ouvriers en *limes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *coffres-forts*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *bronziers-galvaniseurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *bijoutiers en argent*; travail peu actif chez les *bijoutiers-garnisseurs*; un tiers de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *lapidaires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *opticiens*; 2 p. 100 de chômeurs, environ 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*.

Travail peu actif chez les ouvriers du *bâtiment*; amélioration chez les *maçons*; travail peu actif chez les *terrasiers-puisatiers-mineurs*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; légère reprise chez les *bitumiers-asphalteurs*; nombreux chômeurs chez les *paveurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *paveurs de cimetière*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *sculpteurs-statueniers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en art décoratif*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *peintres de la Seine*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *peintres (Union)*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *employés du commerce et de l'industrie*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; travail peu actif chez les *employés à la Bourse du commerce*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés en serrurerie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de changement chez les *employés de bureaux de placement autorisés*; chez les *représentants et employés de la bijouterie*; chez les *placiers en fleurs et plumes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*.

Pas de changement chez les *cochers de grande remise*; chez les *employés de tramways*; chez les *employés des bateaux-voyageurs*; des *tramways électriques*; chez les *porteurs aux halles*. Pas de changement chez les *employés de l'enseignement privé*; pas de changement chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les *porteurs de journaux*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Vitry-sur-Seine, pas de changement chez les ouvriers de la *terre*. A Issy-les-Moulineaux, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *cartouchiers*. A Arcueil-Cachan, 15 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Clamart, travail satisfaisant chez les *treillageurs*. A Aubervilliers, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; travail assez actif chez les ouvriers du *bâtiment* de Noisy-le-Sec. A Levallois, pas de changement chez les *cochers (coopératives)*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 5 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens du port*.

Au Havre, pas de changement 35 p. 100 de chômeurs chez les *huiliers-pétroliers-savonniers*; pas de chômeurs, travail toujours abondant chez les *typographes*; nombreux chômeurs

chez les *voiliers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; travail peu actif chez les *métallurgistes*; travail moins actif chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *grenitiers*; moitié de chômeurs chez les *charbonniers*; travail actif chez les *journaliers des docks*.

A Elbeuf, travail actif chez les *peintres en bâtiments*. A Lillebonne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *cotonniers*. A Arques-la-Bataille, travail assez satisfaisant, 63 heures par semaine, chez les *menuisiers*. A Deville, travail actif chez les *métallurgistes*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures par semaine, chez les *typographes*. A Lagny, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon. A Montereau, pas de chômeurs, 50 à 63 heures, chez les *faïenciers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *scieurs-découpeurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Argenteuil, un tiers de chômeurs chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonnes, pas de chômeurs, travail actif, 66 heures par semaine, chez les ouvriers *papetiers*; pas de changement chez les *chapeliers*. A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Saint-Germain, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Melle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Louis, travail actif, 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs et tisseuses*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*.

Tarn. — A Albi, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Castres, nombreux chômeurs chez les *tailleurs*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*.

A Graulhet, travail peu actif, 40 heures par semaine, chez les ouvriers *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, travail plus abondant; pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Mazamet, pas de changement chez les *menuisiers*. A Briante, travail actif, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Sept-Fonds, moitié de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de paille*. A Gresolles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *machinistes*. A la Seyne, travail peu abondant chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *chaudronniers*. A Bargemon, morte-saison chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Vaucluse. — A Avignon, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *hommes de peine*. A Cavaillon, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers sur *cuir*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 55 heures par semaine, chez les *carriers*. A Valréas, travail satisfaisant chez les *maçons*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas d'amélioration chez les *marins-pêcheurs*. A Faymoreau, pas de changement, 66 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, un tiers de chômeurs chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Évrune; pas de chômeurs chez ceux des Épesses.

Vienne. — A Poitiers, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; travail moins actif que le mois dernier chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les *imprimeurs-lithographes*. Pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, 50 à 60 heures, chez les *sabotiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; de même et 60 heures chez les *couvreurs* et chez les *terrassiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *journaliers en porcelaine*.

A Saint-Junien, 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Moussey, légère amélioration chez les *tisseurs et filateurs*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en fer*; de même chez les *métallurgistes*.

A Sens, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *travailleurs du livre*; léger ralentissement chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Briennon, travail actif, 55 heures par semaine, chez les *galochiers*.

A Saint-Martin-des-Champs, 13 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*; pas de chômeurs chez les *forestiers-bûcherons* de Domats; d'Andryes; de Lavau; de Septfonds, de Treigny; pas de changement chez ceux de Saint-Sauveur, de Courson et de Sommechaie; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau. A Ravières, pas de changement chez les *carriers tailleurs de pierre*.

Algérie. — A Alger, travail moins actif que le mois dernier chez les *limonadiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement, chez les ouvriers en *liège*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*.

A Mustapha, un tiers de chômeurs environ, 80 heures par semaine, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; travail actif chez les *selliers-bourreliers*; travail un peu plus actif chez les *tailleurs de pierre*.

A Oran, un tiers de chômeurs, chez les ouvriers *agriculteurs*; pas de chômeurs chez les *bateliers du port*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1901.	Mai 1902.	Juin 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	45 ^f 53	48 ^f 67	51 ^f 81
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	0 32 ¹⁰	0 34 ¹⁰
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	27 37 ⁵	21 50	20 75
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	25 87 ⁵	29 12 ⁵	31 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	57 75	61 50	60 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	82 87 ⁵	80 50	78 25
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	37 50	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 50	76 00	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	54 62	59 87	58 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	119 50	"	141 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	42 00	43 00	50 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	170 00	146 25	146 25
Etain Banka, <i>idem.</i>	360 00	362 00	340 00
Plomb, <i>idem.</i>	30 93	34 25	33 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	41 87	45 77	50 00
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 35	21 65	24 12
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	18 50	20 70	"
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	19 10	20 75	"
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 23	1 28	1 35
Viande veau, <i>idem.</i>	1 81	1 78	1 20
— mouton, <i>idem.</i>	1 88	1 86	1 81
— porc, <i>idem.</i>	1 44	1 50	1 50

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	350,783,000	356,874,000	"	6,091,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,515,478,000	1,482,381,000	33,097,000	"
Objets fabriqués.....	385,563,000	384,855,000	708,000	"
TOTAUX.....	2,251,824,000	2,224,110,000	33,805,000	6,091,000
AUGMENTATION en 1902.....			27,714,200	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	337,021,000	366,713,000	"	29,692,000
Matières nécessaires à l'industrie..	572,452,000	493,483,000	78,969,000	"
Objets fabriqués.....	1,053,459,000	1,032,410,000	21,049,000	"
Colis postaux.....	120,273,000	122,091,000	"	1,818,000
TOTAUX.....	2,083,205,000	2,014,697,000	100,018,000	31,510,000
AUGMENTATION en 1902..			68,508,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 645,375,800 francs du 1^{er} janvier au 24 juin 1902 contre 638,807,500 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1.1 p. 100.

Faillites. — 93 faillites et 10 liquidations judiciaires en juin 1902 (contre 123 et 12 en juin 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 148 demandes en juin 1902, dont 117 pour des constructions neuves, contre 162 et 136 en juin 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en juin 1902.

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

NORD. — 2 juillet. — Préfecture : canal de la Sensée, travaux d'amélioration.....	1,455,000
SEINE. — 10 juillet. — Tribunal de commerce : construction d'un port à Billancourt.....	216,00

MAÇONNERIE.

LOIRE-INFÉRIEURE. — 5 juillet. — Mairie de Nantes : construction d'un marché.....	244,040
PARIS. — 8 juillet. — Direction des Beaux-Arts : travaux de menuiserie.....	138,000
FINANCES. — 9 juillet. — Manufacture d'allumettes de Pantin : construction de bâtiments.....	705,585
BRIANÇON. — 10 juillet. — Guerre : amélioration de l'ouvrage du Janus.....	350,000
SEINE. — 11 juillet. — Mairie de Montrouge : agrandissement de la mairie.....	233,550
REMIREMONT. — 19 juillet. — Guerre : construction de locaux et dépendances.....	493,820

CHEMINS DE FER.

PARIS. — 3 juillet. — Chemin de fer de l'État : agrandissement de la gare de Nantes, ballastage et pose de voies.....	113,600
CANTAL. — 5 juillet. — Préfecture : ligne de Bort à Neussargues, travaux d'infrastructure.....	1,685,000
CHARENTE. — 12 juillet. — Préfecture : ligne de Ruffec à Roumazières, travaux d'infrastructure.....	680,000
SEINE. — 12 juillet. — Tribunal de commerce : construction du 6 ^e lot, ligne métropolitaine n° 3.....	3,256,000

ROUTES ET CHEMINS.

AIN. — 2 juillet. — Préfecture : construction d'un pont suspendu.	350,000
ALPES-MARITIMES. — 10 juillet. — Mairie de Nice : travaux de viabilité.....	285,280
AVEYRON. — 10 juillet. — Préfecture : travaux sur chemins vicinaux.....	158,710
RHÔNE. — 22 juillet. — Mairie de Lyon : travaux de viabilité.....	100,000

CANALISATIONS.

HÉRAULT. — 6 juillet. — Mairie de Lamalou : travaux d'adduction et distribution d'eau.....	160,000
--	---------

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 union de syndicats patronaux ;
- 3 unions de syndicats ouvriers ;
- 50 syndicats patronaux comptant 1,930 membres ;
- 78 syndicats ouvriers comptant 4,893 membres ;
- 4 syndicats mixtes comptant 207 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

26 en janvier, 36 en février, 28 en mars, 24 en avril, 7 en mai, 1 en juin et 14 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 136.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

EN 1901.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Finistère [29 décembre 1901]. — Syndicat patronal des fabricants marchands de meubles, tapisseries et tissus d'ameublements de la ville de Brest (9 membres). Siège social : BREST.

Gironde [2 décembre 1901]. — Syndicat des médecins-oculistes de Bordeaux (9 membres). Siège social : à l'*Athénée*, rue des Trois-Conils, 53, BORDEAUX.

Nord [11 juin 1901]. — Syndicat des fileteurs de laine de la région de Fourmies (55 membres). Siège social : rue de Constantine, 22, FOURMIES.

Vienne. [11 décembre 1901]. — Syndicat professionnel de l'épicerie, de Poitiers. (2 membres). Siège social : POITIERS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [2 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons, fendeurs et travaux similaires du département de l'Allier, section d'Yzeure (93 membres). Siège social : YZEURE.

Cher [17 novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiment du canton de Sancergues (15 membres). Siège social : SANCERGUES.

Côte-d'Or (8 mars 1901). — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P.-L.-M. (section de Dijon) (196 membres). Siège social : rue de la Manutention, 14, DIJON.

Gers [14 décembre 1901]. — Chambre syndicale des typographes et similaires de la ville d'Auch (43 membres). Siège social : AUCH.

Nièvre [2 novembre 1901]. — Syndicat des **manœuvres** et hommes de peine de Nevers et des environs (220 membres). Siège social : rue Saint-Étienne, 54, NEVERS.

Nord [25 juin 1901]. — Syndicat de **tissage** « les Bons Amis » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 26, TOURCOING. — [23 août 1901]. — Syndicat de **triage** et peignage « l'Industrie » (30 membres). Siège social : rue de la Blanche-Porte, 108, TOURCOING.

3° SYNDICAT MIXTE.

Finistère [29 décembre 1901]. — Union-syndicat des **marins-pêcheurs** de Tréboul (72 membres). Siège social : TRÉBOUL.

4°. — UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [23 septembre 1901]. — Fédération nationale des ouvriers **charpentiers** de France et des colonies (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Torcy, 26, PARIS-18°. — [1^{er} juillet 1901]. — Fédération des **transports** parisiens (10 syndicats adhérents). Siège social : rue de Sévigné, 42, PARIS-3°.

EN 1902.

1° SYNDICATS PATRONAUX

Aisne [28 février 1902]. — Syndicat des **charcutiers** de Laon et des environs (15 membres). Siège social : place du Parvis, café du Commerce, LAON.

Aube [10 février 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plâtrerie** de la ville de Troyes (12 membres). Siège social : rue du Beffroi, 23, TROYES.

Bouches-du-Rhône [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat amical des **pilotes** lamaneurs de Marseille (40 membres). Siège social : quai du Port, 180, Marseille. — [1^{er} mars 1902] — Syndicat des intérêts du corps médical des **vétérinaires** du département des Bouches-du-Rhône (22 membres). Siège social : café de la Bourse, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [5 avril 1902]. — Chambre syndicale des maîtres **arrimeurs** et entrepreneurs de chargements et déchargements de navires des ports de la Rochelle et la Rochelle-la-Pallice (5 membres). Siège social : avenue Coligny, LA ROCHELLE.

Cher [2 janvier 1902]. — Syndicat des grandes **pharmacies** de province (20 membres). Siège social : rue de la Monnaie, 1 bis, BOURGES. — [17 janvier 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **serrurerie** de la ville de Bourges (10 membres). Siège social : Office du travail, BOURGES. — [7 janvier 1902]. — Chambre syndicale des marchands **tailleurs** de la ville de Bourges (15 membres). Siège social : Office du travail, BOURGES.

Côte-d'Or [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat des **courtiers** et représentants de commerce en gros de la ville de Dijon (14 membres). Siège social : Bourse du Commerce, DIJON. — [29 mars 1902]. — Syndicat des **maréchaux-ferrants** de la Côte-d'Or (50 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Haute-Garonne [4 février 1902]. Chambre syndicale des **débitants de boissons** de la ville de Toulouse (130 membres). Siège social : rue du Capitole, 20, TOULOUSE.

Gironde [2 mars 1902]. — Chambre syndicale des marchands **ambulants** de la ville de Bordeaux (20 membres). Siège social : rue de Moscou, 24, BORDEAUX. — [11 février 1902] — Syndicat des **déménageurs-emballeurs** de Bordeaux (16 membres). Siège social :

Athénée, BORDEAUX. — [23 mars 1902]. — Syndicat de l'**alimentation** et de l'épicerie de la ville de Bordeaux et de la banlieue (30 membres). Siège social : rue Vieille-Tour, 21, BORDEAUX.

Hérault [1^{er} mai 1902]. — Syndicat des **limonadiers** de la ville de Montpellier (82 membres). Siège social : rue Maguelone, café américain, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [20 mars 1902]. — Chambre syndicale des **cafetiers**, restaurateurs, hôteliers, débitants, limonadiers de la ville de Fougères (40 membres). Siège social : salle des réunions, rue de l'Horloge, FOUGÈRES. — [12 février 1902]. — Syndicat des patrons **bouchers** et charcutiers du département d'Ille-et-Vilaine (42 membres). Siège social : RENNES.

Indre-et-Loire [19 mars 1902]. — Syndicat du commerce de l'**épicerie** de la ville de Tours (134 membres). Siège social : café de l'Intendance, rue des Halles, TOURS.

Isère [4 mars 1902]. — Syndicat des **épiciers** en détail du canton sud de Grenoble (25 membres). Siège social : cours Saint-André, 53, GRENOBLE.

Loire [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat patronal de l'industrie du **vêtement** (22 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, café des Négociants, SAINT-ÉTIENNE.

Haute-Loire [3 janvier 1902]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** de la ville du Puy (24 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE PUY. — [7 février 1902]. — Chambre syndicale d'**épicerie**, produits alimentaires et droguerie de la ville du Puy et de la Haute-Loire (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, LE PUY.

Haute-Marne [1^{er} mai 1902]. — Chambre syndicale des voyageurs de commerce des **vins et spiritueux**, cafetiers et maîtres d'hôtel des départements de l'Aube, Marne, Haute-Marne, Meuse, Vosges, Yonne, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, etc. (41 membres). Siège social : SAINT-DIZIER.

Meurthe-et-Moselle [2 janvier 1902]. — Chambre syndicale des **maîtres-imprimeurs** de Nancy et de la région (20 membres). Siège social : rue des Dominicains, 47, NANCY.

Nièvre [24 février 1902]. — Syndicat des **maîtres-imprimeurs** du département de la Nièvre (8 membres). Siège social : NEVERS.

Nord [1^{er} janvier 1902]. — Chambre syndicale des marchands de **légumes** et épiciers en détail de Dunkerque (35 membres). Siège social : rue des Vieux-Quartiers, 19, DUNKERQUE. — [16 mars 1902]. — Syndicat des marchands de **fruits**, primeurs et légumes (100 membres). Siège social : Hôtel des Sapeurs-pompiers, ROUBAIX. — [22 janvier 1902]. — Chambre syndicale des **plombiers-zingueurs** et couvreurs de Valenciennes (10 membres). Siège social : chez M. Castian, passage Boca, VALENCIENNES.

Pyrénées (Basses-) [12 avril 1902]. — Chambre syndicale des **maîtres-cochers** de Bayonne (19 membres). Siège social : café de la Citadelle, place Saint-Esprit, 5, BAYONNE.

Rhône [24 janvier 1902]. — Syndicat professionnel de la **boucherie** de Givors (17 membres). Siège social : rue Neuve-des-Verreries, 7, GIVORS. — [15 janvier 1902]. — Chambre syndicale patronale des **maréchaux-ferrants** de la ville de Lyon, du Rhône et des départements limitrophes (45 membres). Siège social : cours Gambetta, LYON.

Saône-et-Loire [16 mars 1902]. — Syndicat des **bouchers**-charcutiers du Creusot et de la région (41 membres). Siège social : boulevard du Guide, 3, LE CREUSOT. — [20 février 1902]. — Syndicat des patrons **boulangers** du Creusot (34 membres). Siège social : rue de Chalon, 76, LE CREUSOT. — [20 février 1902]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Tournus (16 membres). Siège social : TOURNUS.

Sarthe [28 février 1902]. — Syndicat des **courtiers-représentants** de commerce de la ville du Mans (n membres). Siège social : rue de Sarthe, 1, LE MANS.

Seine [21 février 1902]. — Commission des emplois industriels et domestiques de l'alcool (19 membres). Siège social : faubourg Poissonnière, 40, PARIS-10^e. — [7 janvier 1902]. — Chambre syndicale « Institut des **coiffeurs de Dames de France** » (25 membres). Siège social : rue Le Peletier, 26, PARIS-9^e. — [16 janvier 1902]. — Syndicat des membres de l'enseignement libre supérieur et secondaire (32 membres). Siège social : rue de Vaugirard, 74, PARIS-6^e. — [7 mars 1902]. — Chambre syndicale du Petit **équipement** militaire [14 membres]. Siège social : Rue Tiquetonne, 62, PARIS-2^e. — [7 avril 1902]. — L'*Abeille*, syndicat professionnel d'**ingénieurs** (300 membres). Siège social : rue des Saints-Pères, 74, PARIS-7^e. — [1^{er} février 1902] Syndicat des **médecins** des théâtres de Paris (37 membres). Siège social : rue de Rivoli, 124, PARIS-1^{er}. — [18 avril 1902] — Chambre syndicale des négociants experts en **timbres-poste** et timbres fiscaux (15 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e.

Seine-Inférieure [6 avril 1902]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux-ferrants** de Rouen et des environs (28 membres). Siège social : Brasserie de l'Époque, rue Guillaume-le-Conquérant, ROUEN.

Seine-et-Marne [16 mars 1902]. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Lagny et environs (40 membres). Siège social : Hôtel de ville, LAGNY. — [14 février 1902]. Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Melun et du département de Seine-et-Marne (133 membres). Siège social : chez M. Davesne, TOURNAN.

Vosges [11 avril 1902]. — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie de Saint-Dié et de l'arrondissement (32 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-DIÉ.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [12 avril 1902]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Guise (38 membres). Siège social : Hôtel de ville, GUISE.

Allier [3 mars 1902]. — Union professionnelle des ouvriers **mineurs** des houillères de Bézenet (91 membres). Siège social : BÉZENET. — [13 janvier 1902]. — Syndicat régional des travailleurs **agricoles** et similaires de Buxières-les-Mines (50 membres). Siège social : BUXIÈRES-LES-MINES. — [24 février 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers des produits **chimiques** (41 membres). Siège social : rue de la République, 125, MONTLUÇON. [11 mars 1902]. — Syndicat des ouvriers de la **glacerie** de Montluçon (36 membres). Siège social : salle Vitu, marais de Blanzat, MONTLUÇON. — [2 février 1902]. — Syndicat des **employés** de bureau (17 membres). Siège social : rue de l'Horloge, 21, MOULINS.

Ardèche [3 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **ovalistes** et similaires (moulinage de la **soie**) d'Antraigues et ses environs (11 membres). Siège social : Maison Étienne Frédéric, ANTRAIGUES.

Bouches-du-Rhône [10 mars 1902]. — Syndicat des employés et courtiers d'**assurances** terrestres de Marseille (40 membres). Siège social : rue Dumarsais, 5, MARSEILLE. — [24 février 1902]. — Syndicat international des ouvriers des enclos de **bois** (150 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [16 mars 1902]. — Syndicat des employés au **canal** de la ville de Marseille (38 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [22 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'**équipement** militaire (47 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [13 février 1902]. — Chambre syndicale des **infirmiers** et infirmières de terre et de mer des Bouches-du-Rhône (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [2 février 1902]. — Syndi-

cat des **jardiniers** employés municipaux de la ville de Marseille (26 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [20 mars 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers des **ports** et quais de Marseille [1^{re}, 2^e et 3^e zones] (153 membres). Siège social : place de la Joliette, 5, MARSEILLE. — [22 février 1902]. — Syndicat des ouvriers auxiliaires de la Raffinerie nationale des **poudres** et salpêtres (20 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Cher [4 janvier 1902]. — Syndicat de l'Union amicale ouvrière des établissements **militaires** de Bourges (161 membres). Siège social : Office du travail, BOURGES. — [13 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et travaux similaires de la commune de Saint-Loup-des-Chaumes (13 membres). Siège social : SAINT-LOUP-DES-CHAUMES.

Côte-d'Or [10 mars 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **biscuitiers**, pains d'épiciers et assimilés de la ville de Dijon (74 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Doubs [29 janvier 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Besançon] (100 membres). Siège social : rue de Belfort, 37, BESANÇON.

Finistère [20 février 1902]. — Chambre syndicale des employés des **tramways** brestois (67 membres). Siège social : Rue du Marché-aux-Toiles, 2, BREST.

Haute-Garonne [1^{er} juin 1902]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Toulouse (32 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [1^{er} mars 1902]. — Chambre syndicale des **journalistes**, correspondants, reporters et hommes de sciences de la ville de Toulouse (12 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [13 mai 1902]. — Chambre syndicale des **pâtisseries** glaciers de Toulouse (27 membres). Siège social : Café Jean, place Lafayette, 9, TOULOUSE. — [23 mai 1902]. — Syndicat des **sténographes** duployens de Toulouse et de la région (23 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [25 avril 1902]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de Bordeaux (100 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [8 avril 1902]. — Chambre syndicale de solidarité des ouvriers **tapissiers-décorateurs** de la ville de Bordeaux (35 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [19 mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du magasin régional de Montpellier [**habillement** et campement] (15 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Indre [19 janvier 1902]. — Société locale des ouvriers **chapeliers** de Buzançais (20 membres). Siège social : rue Grande, salle Méry, BUZANÇAIS. — [9 février 1902]. — Union syndicale des ouvriers **brasseurs** et similaires de Châteauroux (# membres). Siège social : Bourse du travail, CHÂTEAURoux. — [5 mars 1902]. — Syndicat des **chemisières** et parties similaires de Villedieu-de-l'Indre (# membres). Siège social : VILLEDIEU-DE-L'INDRE. — [2 mars 1902]. — Syndicat des **porcelainiers** et parties similaires de Villedieu-de-l'Indre (# membres). Siège social : VILLEDIEU-DE-L'INDRE.

Indre-et-Loire [17 février 1902]. — Union syndicale tourangelles des industries du **livre** (14 membres). Siège social : rue Marceau, 20, TOURS. — [18 février 1902]. — Chambre syndicale des travailleurs **municipaux** de la ville de Tours (62 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère [25 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **chapeliens** de Grenoble (80 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — [9 avril 1902]. — Fédération indépendante des ouvriers de l'industrie **textile** de Vienne (28 membres). Siège social : rue Jacquart, 10, VIENNE.

Loire [8 février 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** pour hommes (65 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loiret [2 mars 1902]. — Union des **employés** d'Orléans [chambre syndicale indépendante] (30 membres). Siège social : rue de la Charpenterie, 90, ORLÉANS. — [25 janvier 1902]. — Chambre syndicale des conducteurs, pointeurs, margeurs et minervistes **typographes** d'Orléans (40 membres). Siège social : rue des Pensées, ORLÉANS.

Marne [27 février 1902]. — Syndicat des vendeurs de **journaux** de Reims et de la région (50 membres). Siège social : route d'Épernay, 24, REIMS. — [16 février 1902]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers de l'arrondissement d'Épernay (91 membres). Siège social : SÉZANNE.

Marne (Haute-) [12 mars 1902]. — Chambre syndicale des employés de **ganterie** de la ville de Chaumont (59 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle [22 février 1902]. — Syndicat des représentants en **vins** et spiritueux en gros de Meurthe-et-Moselle (22 membres). Siège social : rue du Faubourg-Stanislas, 12, NANCY.

Nièvre [6 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers des **bois** de Vaudoisy (149 membres). Siège social : Hôtel de ville de COLMÉRY. — [27 janvier 1902]. — Syndicat des ouvriers en **limes** et parties similaires de Cosne (60 membres). Siège social : maison Langlois-Bronchard, COSNE. — [11 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et parties similaires du département de la Nièvre (30 membres). Siège social : Bourse du travail, NEVERS.

Nord [22 janvier 1902]. — Syndicat des **portefaix** commissionnés de la ville de Lille (54 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE. — [23 février 1902]. — Union amicale des **voyageurs-représentants**, employés et comptables de l'industrie, du commerce et des administrations de la ville de Lille et de ses environs (50 membres). Siège social : rue Léon-Gambetta, 265, LILLE. — [17 février 1902]. — Syndicat de **tissage** « La textile linselloise » (27 membres). Siège social : estaminet Sainte-Cécile, rue des Chaudronniers, LINSELLES. — [2 février 1902]. — Syndicat des **peigneurs** réunis de Roubaix (15 membres). Siège social : rue de Fontenoy, 81, ROUBAIX. — [16 février 1902]. — Syndicat des ouvriers **teinturiers** et apprêteurs de Roubaix et environs (47 membres). Siège social : rue de Sébastopol, 38, ROUBAIX. — [2 mars 1902]. — Syndicat des **tisserands** du Fontenoy (20 membres). Siège social : rue de l'Alma, 169, ROUBAIX. — [27 février 1902]. — Syndicat de **filature** « Les fileurs de la Croix-Rouge » (30 membres). Siège social : rue de la Croix-Rouge, 264, TOURCOING.

Puy-de-Dôme [29 mars 1902]. — Association syndicale des ouvriers civils de la Direction de l'artillerie de Clermont-Ferrand (80 membres). Siège social : rue des Cordeliers, 2, MONTFERRAND.

Basses-Pyrénées [31 mars 1902]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers du département des Basses-Pyrénées (215 membres). Siège social : chez le président, maison Berraute, quartier Lachepaillet, BAYONNE.

Pyrénées-Orientales [16 avril 1902] — Association des **travailleurs de terre** réunis (115 membres). Siège social : CLAIRA.

Rhône [6 février 1902]. — Syndicat des membres de l'**enseignement** du département du Rhône (21 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [25 avril 1902]. — Syndicat des employés **forains** (30 membres). Siège social : rue Bellecordière, 22, LYON.

Sarthe [5 janvier 1902]. — Syndicat ouvrier des **horticulteurs** de la Sarthe (16 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Seine [20 février 1902]. — Union des **chauffeurs-mécaniciens** des étuves municipales (10 membres). Siège social : café Jules, boulevard Magenta, 6, PARIS 10°. — [15 avril 1902]. — Chambre consultative de **chemins de fer** français (19 membres). Siège social : rue Saint-Vincent-de-Paul, PARIS 10°. — [4 avril 1902]. — Chambre syndicale des **cochers postiers** de Paris (150 membres). Siège social : passage Alexandre, 5, PARIS 15°. — [2 février 1902]. — Syndicat français des **gens de maison** (59 membres). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS 2°. — [20 mai 1902]. — Syndicat des **internes** en médecine et en chirurgie des hôpitaux de Paris (124 membres). Siège social : rue Censier, 39, PARIS 5°. — [29 avril 1902]. — Association syndicale professionnelle et mutuelle de la critique dramatique et musicale (**journalistes**) [165 membres]. Siège social : rue Vivienne, 46, PARIS 2°. — [1^{er} avril 1902]. — Chambre syndicale des **mouleurs en métaux** et parties similaires de France (18 membres). Siège social : rue des Amandiers, 14, PARIS 20°.

Seine-Inférieure [2 mai 1902]. — Association syndicale des garçons **coiffeurs** d'Elbeuf et des environs (# membres). Siège social : Bourse du travail, rue Thiers, 20, ELBEUF. — [2 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** et parties similaires d'Elbeuf et ses environs (14 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF.

Haute-Vienne [26 avril 1902]. — Chambre syndicale des **cochers**, conducteurs d'omnibus, de camions et parties similaires de la ville de Limoges (40 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Vosges [3 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers **textiles** et similaires d'Épinal et des environs (210 membres). Siège social : rue Haute, 2, ÉPINAL. — [26 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **textile**, comprenant toutes filatures et tous tissages de coton, d'Igney (250 membres). Siège social : rue des Cités-Ouvrières, 11, IGNEY. — [14 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **textile**, comprenant toutes filatures et tous tissages de coton, de Thaon-les-Vosges (240 membres). Siège social : rue de Lorraine, 91, THAON-LES-VOSGES.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [20 mars 1902]. — Union patronale des fabricants de **chaussures** de Marseille et de la région (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [24 février 1902]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** « soie et mécanique » (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : passage Pecquai, 1, PARIS 4°.

5° SYNDICATS MIXTES.

Allier [10 avril 1902]. — Syndicat professionnel de patronnes, employés et ouvrières en **habillement**, métiers similaires et connexes (60 membres). Siège social : rue François-Péron, 24, MOULINS.

Cantal [12 janvier 1902]. — Syndicat mixte du **bâtiment** pour l'arrondissement de Mauriac (60 membres). Siège social : avenue de la Gare, MAURIAC.

Ille-et-Vilaine [5 janvier 1902]. — Syndicat de la **presse** des arrondissements de Saint-Malo et Dinan (15 membres). Siège social : rue de Toulouse, 17, SAINT-MALO.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — PRÉFECTURE DE POLICE. — *Rapports sur les opérations de l'Inspection des établissements classés (1901)* [1 broch. in-8° de 31 pages, Paris 1902; Imprimerie municipale].

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — *Compte moral de l'Assistance publique (1900)* [1 vol. in-4° de 102 pages. Montévrain, 1902; Imprimerie de l'Ecole d'Alembert].

MINISTÈRE DES FINANCES. — *Résultats de la 1^{re} revision décennale du revenu et des propriétés bâties* (1 vol in-4° de 223 pages. Paris, 1901; Imp. nationale).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. — *Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels (1899)* [1 vol. in-4° de 972 pages. Melun, 1902; Imp. administrative].

ALLEMAGNE. — ALSACE-LORRAINE. — *Rapports annuels des Inspecteurs du travail (1900)* [1 vol. in-8° de 123 pages. Berlin, 1901; Imprimerie impériale].

BAVIÈRE. — *Rapports annuels des Inspecteurs du travail et des Ingénieurs des mines (1900)* [1 vol. in-8°. Munich, 1901; Librairie Ackermann].

INSPECTION DU TRAVAIL DU GRAND-DUCHÉ DE BADE. — *La situation sociale des ouvriers bijoutiers de Pforzheim* (1 vol. in-4° de 248 pages. Carlsruhe, 1901; Thiergarten, libraire-éditeur).

BUREAU DE LA STATISTIQUE DE BRÊME. — *Annuaire statistique de Brême (1899)* [1 vol. in-4° de 284 pages. Brême, 1900; de Halem, libraire-éditeur].

UNION MINIÈRE DE DORTMUND. — *Les habitations des mineurs dans le bassin de la Ruhr* [1 vol. in-4° de 84 pages. Dortmund, 1902].

BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique du royaume de Bavière (1901)* [1 vol. in-8° de 304 pages. Munich, 1901; librairie Lindauer].

ASSOCIATION SYNDICALE ET SECRÉTARIAT OUVRIER DE HAMBOURG. — *Rapports annuels (1901)* [1 broch. in-16 de 118 pages. Hambourg, 1902; Kretschmer, libraire-éditeur].

SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1902)* [1 vol. in-8° de 254 pages. Berlin 1902; Puttkammer et Mühlbrecht, imp.].

AUSTRALIE. — NOUVELLE-GALLES DU SUD. — *Annuaire statistique (1900)* [1 vol. in-8° de 1053 pages. Sydney: William Applegate Gullick, 1902].

NOUVELLE-ZÉLANDE. — *Annuaire statistique (1900)* [1 vol. in-4° de 550 pages. Wellington-John Mackay, libraire-éditeur, 1901].

AUTRICHE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Rapport du Service de la statistique ouvrière (1901)* [1 broch. in-8° de 33 pages. Vienne, 1902; Imprimerie officielle].

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Recensement général des industries et des métiers (31 oct. 1896)* [1 vol. in-4° de 440 pages. Bruxelles, 1902; Imprimerie Weissenbruch].

ESPAGNE. — MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. — *Mouvement annuel de la population (1900)* [1 vol. in-4° de 595 pages. Madrid, 1901; Imprimerie officielle].

ÉTATS-UNIS. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *L'industrie de la soie en Amérique* (1 broch. in-4° de 37 pages. New-York, 1902).

PENNSYLVANIE. — *Rapport annuel du secrétaire de l'Intérieur, 3^e partie; statistiques industrielles*, vol. 28 (1900). — *Industries du verre, du fer et de l'acier en Pennsylvanie* [1 vol. in-8°, 562 pages. Stanley Ray, imprimeur de l'État de Pennsylvanie, 1901].

FINLANDE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Compte rendu de l'état de l'assurance* (1900) [1 vol. in-4°. Helsingfors, 1902; Imp. officielle].

BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Statistique industrielle pour 1899*. (1 vol. in-4° de 131 pages. Helsingfors, 1901).

BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Mouvement de la population (1750-1890)* [1 vol. in-4° de 526 pages. Helsingfors, 1902; Imp. officielle].

BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *L'assistance publique dans les communes (1898)* [1 vol. in-4° de 113 pages. Helsingfors, 1902; Imp. officielle].

BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1902)* [1 vol. in-8° de 234 pages. Helsingfors, 1902; Imp. officielle].

HONGRIE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1900)*. [1 vol. in-4° de 609 pages. Budapest, 1901].

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Résumé statistique de l'Empire (1902)* [1 vol. in-8° de 154 pages. Tokio, 1902].

RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1900)* [1 vol. in-4° de 526 pages. Mexique. 1901; Imp. de la Secretaria de Fomento].

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATIQUE. — *Recensement et répartition territoriale* (1900) [1 vol. in-4° de 339-53 pages. Mexico, 1901; Imp. de la Secretaria de Fomento].

SUISSE. — DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE. — *Rapports des inspecteurs des fabriques et des mines (1900-1901)* [1 vol. in-8° de 271 pages. Aarau, 1902; Sauerländer et C^{ie}, libraires-éditeurs].

SUISSE. — DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INDUSTRIE. — *Statistique suisse des fabriques (1901)* [1 vol. in-4° de 149 pages. Berne, 1902; Imp. Benteli].

URUGUAY. — DIRECTION GÉNÉRALE DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1899-1900)* [2 vol. in-4°, ensemble, de 1248 pages. Montevideo, 1901; Imprimerie la Nation].

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaires et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er}: *Seine*. — 1 vol. in-8° 7 fr. 50

Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie: *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie: *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.). — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
--	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
---	-------

Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899)..... 1 fr. 50

<i>Annuaire statistique (1892-94).</i> — 1 vol. in-8° de 783 p.....	8 fr.
<i>Idem.</i> (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p.....	Épuisé.
<i>Années 1897 à 1900.</i> — 4 vol. de 525, 653, 615 et 583 p. Chacun.....	7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— 1897. 1 vol. de 304 p.....	6 fr.
— 1898. 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897) [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....

1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901)..... 3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901)..... 1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en juillet.....	513
Situation générale.....	514
Grèves en juillet.....	519
Conciliation et arbitrage en juillet.....	522
Les sociétés de secours mutuels en 1899.....	524
Les caisses nationales d'assurance en cas de décès et en cas d'accident, en 1901.....	529

Jurisprudence.

Loi du 2 novembre 1892, article 26 : cumul des contraventions. — Loi du 9 avril 1898, article 1 ^{er} : assujettissement des professions dont les risques sont prévus par l'arrêté ministériel du 30 mars 1899.....	532
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — Les caisses d'épargne prussiennes en 1900.....	534
Autriche : Placement. — Grèves.....	535
Belgique : Placement. — Grèves. — La caisse d'épargne et de retraite belge en 1901. — Les conseils de l'industrie et du travail en 1901. — Les conseils de prud'hommes en 1901.....	535
Espagne : Décret du 20 juin 1902 sur les conditions du travail dans les travaux publics.....	542
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves.....	543
Italie : Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants. — Loi du 29 juin 1902 créant un office du travail.....	543
Suisse : Loi fédérale du 26 juin 1902 sur le payement des salaires. — Arrêté du conseil d'Etat de Saint-Gall sur la conciliation en cas de grève. L'inspection du travail en 1900 et 1901.....	549

Pages.

Actes et documents officiels.

Décret du 19 juillet 1902 portant modification au règlement de la caisse des retraites des agents et ouvriers des chemins de fer de l'Etat. — Rapport au Président de la République, adressé par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, suivi du décret du 18 juillet 1902 réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment. — Décret du 20 juillet 1902 relatif à la répartition des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895. — Circulaire du 20 juin 1902, sur l'application de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 relatif à la mention du certificat d'études primaires sur les livrets de travail. — Circulaire du 3 août 1902 sur l'application du décret du 4 juillet 1902, admettant certains genres de travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.....	555
Etat des travaux législatifs.....	559

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	560
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	564
Prix courants divers; commerce extérieur; transports, faillites; autorisations de bâtir; adjudications.....	577
Mouvement syndical.....	579
Bibliographie.....	586

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires. On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jendi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jendi*, salle C.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jendi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^e Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHEs. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jendi* et *samedi*.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juillet, l'activité a été normale dans l'agriculture, la pêche, l'horticulture, les mines, la papeterie, les diverses industries du bois, l'industrie sidérurgique, les métiers du bâtiment, la manutention et les transports.

Accalmie dans les carrières, la fabrication des chaux et des ciments, la fabrication des produits chimiques, la préparation des cuirs et des peaux, la cordonnerie, la filature et le tissage de coton, le travail des métaux divers, notamment du bronze, et la bijouterie, les industries céramiques et la verrerie. Morte-saison annuelle chez les travailleurs du livre, dans la fabrication des soieries, de la dentelle et de la passementerie. Fin de saison chez les tailleurs et couturières. Légère reprise dans la chapellerie.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,050 chambres syndicales ouvrières, groupant 178,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 885 avec 143,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,866, ce qui correspond à une moyenne de chômage de 10 p. 100 environ (syndicat des mineurs du Pas-de-Calais non compris). La moyenne pour le mois précédent était de 9 p. 100. Si l'on tient compte de l'ensemble des mineurs syndiqués, la proportion de chômeurs s'abaisse à 8 p. 100.

L'ouvrage, pendant le mois de juin, a été jugé, en comparaison avec la situation en mai, plus abondant par 9 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des adhérents; équivalent par 76 p. 100 des syndicats groupant 67 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour

l'époque? 328 syndicats, groupant 40,000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 254, comptant 48,000 adhérents, ont répondu par la négative.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres d'emploi signalées à l'Office du travail par les chambres syndicales ouvrières s'occupant du placement de leurs adhérents.

Les chiffres relatifs au 2^e trimestre de 1902 sont les suivants :

Nombre de demandes par 100 offres en avril 1902	281
mai 1902	201
juin 1902	227

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le commencement du mois de juillet a été favorable pour la pêche de la sardine sur les côtes de l'Océan; il y a eu ralentissement pendant la dernière semaine; en Méditerranée, les pêcheurs se plaignent des ravages causés par les dauphins dans les bancs. Le rendement de la pêche du thon paraît jusqu'ici devoir être inférieur à celui de l'année précédente.

En agriculture, la moisson se termine dans le Midi, bat son plein dans le Centre et est à son début dans la région de Paris. Travail généralement abondant chez les horticulteurs. Les bûcherons sont en maints endroits employés, comme chaque année à pareille époque, aux travaux de la récolte.

Le chômage moyen, pour l'ensemble du groupe agricole et forestier, ressort à 7 p. 100 environ, d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 140,000 ouvriers environ, soit environ les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5.83	"	"	"	48	52
Loire	5.30	"	"	5	83	12
Gard et Hérault	6.00	"	"	2	"	98
Provence (lignites).....	5.02	"	"	42	58	"
Bourgogne et Nord-Est..	5.64	"	"	"	68	32
Centre	5.80	"	"	"	49	51
Tarn et Aveyron	6.04	"	"	"	"	100
Isère	6.00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	5.77	"	"	1	45	54

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.80. Il était de 5.62 en juillet 1901.

En ce qui concerne spécialement les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, la production houillère, pendant le premier semestre de 1902, s'est élevée à 10,344,168 tonnes (déduction faite des déchets de triage), contre 10,018,512 tonnes extraites pendant la période correspondante de 1901. La production en cokes et en agglomérés des usines appartenant aux compagnies houillères de ces départements a été, pendant la même période, de 1,035,597 tonnes, contre 998,615 tonnes produites pendant le premier semestre de 1901.

CARRIÈRES. — Situation généralement stationnaire, calme. Dans diverses localités, les ouvriers en chômage, ou non pleinement employés dans les carrières, trouvent de l'ouvrage avec la moisson. La moyenne de chômage ressort à 7 p. 100 environ.

Pendant les six premiers mois de 1902, l'exportation des marbres, pierres ouvrées, meules, pierres et terres diverses, ardoises, pierres de construction et pavés s'est élevée à 10,833,000 francs, contre 10,977,000 francs, valeur de l'exportation correspondant aux six premiers mois de 1901.

ALIMENTATION. — La proportion moyenne de chômeurs ressort à 10 p. 100, d'après les réponses de 56 syndicats; elle s'élevait à 12 p. 100 le mois précédent et à 15 p. 100 il y a deux mois. Pour les cuisiniers et similaires, commencement de la saison des bains de mer et aux thermales. Chez les confiseurs et fabricants de confitures et conserves de fruits, reprise saisonnière.

En comparaison avec le mois de juin, il y a augmentation du travail, d'après 13 p. 100 des syndicats, groupant 31 p. 100 des adhérents; état stationnaire, d'après 80 p. 100 des syndicats, groupant 63 p. 100 des adhérents; diminution du travail, d'après 7 p. 100 des syndicats, groupant seulement 6 p. 100 des adhérents.

La production des alcools, à la fin du mois de juin 1902 (neuf premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,555,613 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 2,082,172 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. Il y a diminution principalement sur les alcools de betteraves, et augmentation sur les alcools de mélasse. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 174,611 hectolitres, contre 240,007 hectolitres, évaluation correspondant aux neuf premiers mois de la campagne précédente (1).

En industrie sucrière, au 15 juillet 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids total des betteraves mises en œuvre s'élève à cette date à 9,350,851,795 kilogrammes, contre 8,717,439,211 kilogrammes mis en œuvre pendant la période correspondante de la campagne précédente. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 989,859,302 kilogrammes, contre 979,966,239 kilogrammes, extraits au 15 juillet 1902 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Aucun changement n'est signalé dans la raffinerie de pétrole, ni dans les usines de produits chimiques. Travail abondant pour la papeterie dans certaines régions, ralentissement dans d'autres; l'état général de cette industrie paraît plutôt satisfaisant.

Chez les typographes et autres travailleurs du livre, la morte-saison se fait sentir. La moyenne de chômage s'élève à 7 p. 100, pour l'ensemble des syndicats, à 10 p. 100 à Paris, à 5 p. 100 en province. Comparativement au mois précédent,

(1) *Journal officiel* du 20 juillet 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 juillet 1902.

80 p. 100 des syndicats, avec 50 p. 100 des adhérents, estiment qu'il y a la même quantité d'ouvrage; et 20 p. 100 des syndicats, avec 50 p. 100 des adhérents, estiment qu'il y a diminution.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, la situation reste calme. On signale une diminution du travail à Lyon, Grenoble, Rennes, Issoudun, Romans, Souillac; partout ailleurs, état stationnaire.

En cordonnerie, il y a de même, dans un grand nombre de localités, un ralentissement que l'on peut attribuer à l'abondance des stocks, d'une part, et à ce que les commandes d'hiver font défaut.

Il n'y a pas non plus d'amélioration sensible dans la ganterie.

Chez les selliers, bourrelliers, harnacheurs, travail normal; travail sensiblement inférieur à celui des années précédentes chez les selliers-mécaniciens de l'article de chasse; travail calme chez les monteurs de chaises en cuir.

La proportion moyenne de chômeurs, pour l'ensemble du groupe, ressort à 11 p. 100. En comparaison avec le mois précédent, l'état du travail est stationnaire, d'après 65 p. 100 des syndicats, groupant 66 p. 100 des adhérents; il y a ralentissement, d'après 35 p. 100 des syndicats, groupant 34 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 13 p. 100, d'après les réponses de 70 syndicats. En industrie cotonnière, on ne signale aucune amélioration. La situation de l'industrie lainière, dans les principaux centres, ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier; les affaires sont toujours calmes pour les tissus à Fourmies; à Reims, la fabrique reçoit des ordres en assez grand nombre pour les mérinos et les mousselines de laine. En filature, l'insuffisance de stock promet une alimentation suffisante.

Dans la fabrique lyonnaise, la morte-saison annuelle est commencée. Elle se poursuit dans l'industrie du tulle et dans la passementerie. La situation de la rubannerie reste stationnaire.

Dans la chapellerie, il se dessine une légère reprise.

Fin de saison dans l'industrie du vêtement (tailleurs, couturières).

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs s'élève à près de 14 p. 100, d'après les réponses de 141 syndicats; la moyenne indiquée pour le mois précédent était de 10 p. 100.

En comparaison avec l'état du travail en juin, 9 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 70 p. 100 des syndicats, avec 63 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 21 p. 100 des syndicats, avec 20 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant. Une moitié des syndicats, comprenant le tiers environ des adhérents, estime le travail satisfaisant pour l'époque; l'autre moitié, avec les deux tiers des adhérents, est de l'avis contraire.

Bois. — Chez les ouvriers du bois, en général, l'état du travail est le même que le mois précédent. Il y a accroissement d'ouvrage chez les charpentiers, à Paris, Lyon, Rennes, Saint-Etienne, Roanne; chez les charrons, à Toulouse; chez les carrossiers, à Orléans; chez les menuisiers, à Caen, le Mans, Bayonne, Annecy; chez les ébénistes en photographie, doreurs sur bois, fabricants de billards, à Paris.

Chez les tonneliers, ouvrage plus abondant à Paris, Cette, Dunkerque; par contre, ralentissement à Reims, Montpellier, Narbonne.

Chez les sabotiers-galochiers, ainsi que dans les diverses branches de la tabletterie, la situation est normale et identique à celle du mois précédent.

Le chômage moyen, pour le groupe entier du bois, est descendu à 4 p. 100, d'après les réponses de 115 syndicats. Comparativement à l'état du travail en juin, l'ouvrage est jugé plus abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des adhérents; équivalent, par 68 p. 100 des syndicats, avec 63 p. 100 des adhérents; moins abondant, par 15 p. 100 des syndicats, avec 16 p. 100 des adhérents.

MÉTAUX. — La situation de l'industrie sidérurgique est stationnaire dans les diverses régions. Dans les forges du Nord, l'activité a été satisfaisante; l'Est a été favorisé par de nombreuses commandes de rails et accessoires de voies; dans le Centre, le travail reste calme.

L'importation totale des fontes, fers et aciers, pendant les six premiers mois de l'année 1902, s'est élevée à 89,132 tonnes, en diminution de 18,426 tonnes, soit 17 p. 100 environ, sur l'importation pendant la période correspondante de 1901. L'exportation a été de 230,057 tonnes (dont 50,088 tonnes en décharge d'acquets), en augmentation de 108,611 tonnes, soit 89 p. 100, sur l'exportation pendant les six premiers mois de 1901 (1). Aucun changement n'est signalé dans l'état du travail chez les serruriers, forgerons, mécaniciens, ajusteurs, tourneurs, si ce n'est un ralentissement chez les mécaniciens, à Lyon, Rouen, le Havre, Nantes, Bessèges. Une accalmie générale règne dans les industries du bronze, dans la bijouterie en faux. Continuation de la reprise précédemment annoncée dans la fabrique d'instruments de précision, à Paris.

Pour le groupe entier des métaux, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 9 p. 100, d'après les réponses de 112 chambres syndicales.

En comparaison avec le mois précédent, le travail est jugé plus abondant par 10 p. 100 des syndicats, comprenant 14 p. 100 des adhérents; équivalent par 75 p. 100 des syndicats, avec 67 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, avec 19 p. 100 des adhérents.

BÂTIMENT. — Chez les maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, couvreurs, sculpteurs, peintres, marbriers, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 10 p. 100, d'après les réponses de 126 syndicats. Elle s'élevait à 12 p. 100 le mois précédent et à 14 p. 100 en mai.

Comparativement à l'état du travail en juin, l'ouvrage est jugé plus abondant par 12 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des adhérents; équivalent par 73 p. 100 des syndicats, groupant 71 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des adhérents (sur un total de 153 syndicats).

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Même situation qu'en juin, calme dans la chaudière et la fabrique de ciments; il en est de même dans la tuilerie, la fabrique de poterie, la fabrique de faïence et de porcelaine.

Tendance générale au ralentissement dans la verrerie du Nord et du Centre.

La proportion moyenne de chômeurs ressort à près de 10 p. 100, pour l'ensemble du groupe, d'après les réponses des syndicats. En comparaison avec le mois précédent, il y a augmentation du travail pour 4 p. 100 des syndicats, groupant 3 p. 100 des adhérents; diminution pour 18 p. 100 des syndicats, avec 44 p. 100 des adhérents; pas de changement pour 78 p. 100 des syndicats, avec 53 p. 100 des adhérents.

Pendant les six premiers mois de 1902, l'exportation des plâtres, chaux et

(1) *Bulletin du Comité des Forges*, n° 1987.

ciments s'est élevé à 7,596,000 francs; celle des briques, tuiles, poteries grossières et fines à 15,452,000 francs; celle des verres et cristaux à 19,359,000 francs. Les valeurs représentant les exportations correspondantes pendant les six premiers mois de 1901 sont respectivement : 7,531,000 francs (plâtres, chaux et ciments); 14,170,000 francs (briques, tuiles, poteries grossières et fines); 23,154,000 francs (verres et cristaux).

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les charretiers, camionneurs, cochers, mariniers, la moyenne de chômage ressort à 5 p. 100 environ.

Chez les travailleurs de la manutention, elle atteint le chiffre très élevé de 18 p. 100. On signale toutefois une augmentation de travail chez les ouvriers du port, à Dunkerque, Honfleur, Saint-Nazaire et Rouen.

Chez les employés de commerce, la moyenne de chômage est de 5 p. 100, comme en juin.

Dans l'ensemble, comparativement avec le mois précédent, il y a augmentation d'ouvrage pour 5 p. 100 des syndicats, comprenant 23 p. 100 des adhérents; diminution pour 6 p. 100 des syndicats, avec 3 p. 100 des adhérents; pas de changement pour 89 p. 100 des syndicats, groupant 74 p. 100 des adhérents (sur un total de 82 syndicats des transports, de la manutention et du commerce).

LES GRÈVES EN JUILLET 1902.

35 grèves ont été signalées en juillet à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 33 d'entre elles, est de 6,434. Il y avait eu, en juillet 1901, 30 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures, est de 58.

Ces 35 grèves, dont 25 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	20
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	3
Demande de suppression de retenues.....	3
Réduction de salaire.....	2
Demandes de renvoi de contremaîtres.....	2
Réglementation du travail.....	2
Règlement d'atelier.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Demande de maintien du travail aux pièces.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 23 départements et on en a compté :

7 dans le Nord, 3 dans la Seine, 2 dans les Bouches-du-Rhône, l'Isère, le Rhône et la Seine-Inférieure et 1 seule dans les 17 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Textiles, 9; bâtiment, 9; métaux, 5; mineurs, 3; portefaix, 3; boulangers, boueurs, céramistes, chaisiers, teinturiers en peaux, conducteurs-typographes, 1 grève.

Des 35 grèves commencées en juillet, 25 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Trois, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; deux, 4 jours; deux, 5 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; une, 10 jours; une, 11 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; deux, 15 jours; une, 17 jours; une, 19 jours; une, 20 jours et une, 21 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 46 jours, 40 jours, 31 jours, 22 jours, 21 jours et 14 jours, on trouve, parmi les 31 conflits terminés, les résultats suivants :

12 transactions.
11 échecs.
7 réussites.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
16 avril ..	.....	Kremlin-Bicêtre ..	Seine	Argileurs-mineurs	6	120	1
5 mai ..	20 juin ..	Paris	Seine	Passementiers	1	4	2
22 mai ..	.....	Escarbotin	Somme	Mouleurs et tourneurs ..	1	40	3
22 mai ..	.....	Ivry	Seine	Verriers	1	44	4
29 mai ..	.....	Ourscamp	Oise	Tisseurs	1	700	5
29 mai ..	8 juillet ..	Paris	Seine	Monteurs en chaussures ..	1	6	6
6 juin ..	7 juillet ..	Tarare	Rhône	Brodeuses	3	64	7
16 juin ..	.....	Hennebont	Morbihan	Couvreurs	"	"	8
18 juin ..	.....	Lévezey	Ardennes	Mécaniciens-constructeurs	1	7	9
21 juin ..	.....	Fougères	Ille-et-Vilaine	Menuisiers	27	75	10
23 juin ..	7 juillet ..	Clermont-Ferrand ..	Puy-de-Dôme	Maçons et terrassiers	35	360	11
24 juin ..	15 juillet ..	Lyon	Rhône	Coupeurs en chaussures ..	1	22	12
25 juin ..	.....	Rochefort-sur-Mer ..	Charente-Inférieu ^{re} ..	Ouvriers des quais	1	500	13
27 juin ..	19 juillet ..	Lille	Nord	Tisseurs	1	72	14
28 juin ..	.....	Paris	Seine	Bronzeurs et galvaniseurs ..	16	80	15
GRÈVES COMMENCÉES							
2 juillet ..	17 juillet ..	Bessèges	Gard	Mineurs	1	40	1
2 juillet ..	21 juillet ..	Belfort	Haut-Rhin	Tisseurs	1	70	2
3 juillet ..	7 juillet ..	Lyon	Rhône	Maçons	1	42	3
3 juillet ..	18 juillet ..	Cosne	Nièvre	Boulangers (patrons) ..	14	14	4
3 juillet ..	.....	Auxerre	Yonne	Mécaniciens-constructeurs	1	35	5
4 juillet ..	5 juillet ..	Roubaix	Nord	Teinturiers-apprêteurs ..	1	30	6
7 juillet ..	9 juillet ..	Paris	Seine	Teinturiers en peaux	1	150	7
8 juillet ..	9 juillet ..	Suresnes	Seine	Mécaniciens-constructeurs	1	286	8
8 juillet ..	15 juillet ..	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	120	9
8 juillet ..	.....	Paris	Seine	Céramistes	1	33	10
10 juillet ..	12 juillet ..	Marseille ..	Bouches-du-Rhône ..	Ouvriers du port	1	180	11
10 juillet ..	12 juillet ..	Argentine	Savoie	Terrassiers	1	41	12
10 juillet ..	15 juillet ..	Corbeil	Seine-et-Oise	Maçons	4	300	13
10 juillet ..	24 juillet ..	Malannay	Seine-Inférieure ..	Tisseurs	1	350	14
10 juillet ..	.....	Isle	Haute-Vienne	Conducteurs-typographes ..	1	9	15
15 juillet ..	1 ^{er} août ..	Sainte-Suzanne ..	Doubs	Ouvriers en horlogerie ..	1	20	16
16 juillet ..	29 juillet ..	Fourmies	Nord	Tisseurs	1	42	17
18 juillet ..	19 juillet ..	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	60	18
18 juillet ..	30 juillet ..	Grenoble	Isère	Vitriers	1	13	19
19 juillet ..	23 juillet ..	Commeny	Allier	Maçons	6	39	20
21 juillet ..	23 juillet ..	Maubeuge	Nord	Puddeurs	1	75	21
21 juillet ..	29 juillet ..	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	Couvreurs	5	25	22
21 juillet ..	11 août ..	Anzin	Nord	Mineurs	1	1,764	23
22 juillet ..	2 août ..	Saint-Etienne	Loire	Boueurs	"	80	24
22 juillet ..	11 juillet ..	Fougères	Ille-et-Vilaine	Charpentiers	"	"	25
22 juillet ..	.....	Grenoble	Isère	Charpentiers	"	120	26
22 juillet ..	.....	Halluin	Nord	Chaisiers	1	16	27
22 juillet ..	.....	Billy-Montigny ..	Pas-de-Calais	Mineurs	1	89	28
25 juillet ..	30 juillet ..	Decazeville	Aveyron	Chauffeurs et aides	1	20	29

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

N ^{OS} DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{ER} JUILLET 1902 (1).

1	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
3	Réduction de salaire .....	.....	
4	Réduction de salaire .....	.....	
5	Refus de conduire trois métiers au lieu de deux	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
7	Contre l'introduction du travail aux pièces	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un ouvrier .....	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
12	Demande de renvoi de deux ouvrières	Échec.	Grévistes remplacés.
13	Concurrence faite par un entrepreneur à une société coopérative de production .....	.....	
14	Réduction de salaire par suite de la mauvaise qualité des matières premières	Échec.	
15	Demande de limitation du nombre des apprentis et de suppression de l'embauchage des femmes .....	.....	

EN JUILLET 1902.

1	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
2	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	
3	Retard dans le paiement des salaires	Réussite.	
4	Contre l'arrêté municipal abaissant le prix du pain	Échec.	
5	Demande de suppression d'une retenue pour la casse des pièces .....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
7	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
8	Demande de renvoi d'un contremaître	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
10	Demande de renvoi d'un contremaître .....	.....	
11	Réglementation du travail	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance	Réussite.	
15	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
16	Réduction de salaire	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
18	Contre la défectuosité des matières premières	Réussite.	
19	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
21	Règlement d'atelier	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
23	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
27	Demande de maintien du travail aux pièces .....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
29	Réduction de salaire	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
25 juillet.	.....	S ^t -Louis-du-Rhône.	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers des quais.....	"	300	30
25 juillet.	4 août...	Bourg-de-Thizy...	Rhône.....	Tisseurs.....	1	35	31
31 juillet.	2 août...	Bastia.....	Corse.....	Moulineuses.....	1	52	32
31 juillet.	.....	Cette.....	Hérault.....	Portefaix.....	"	1,800	33
31 juillet.	.....	Lorient.....	Morbihan.....	Plâtriers.....	"	40	34
31 juillet.	.....	Monville.....	Seine-Inférieure ..	Tisseurs.....	1	150	35

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, ont été signalées en juillet à la Direction du travail :

1^o Grève des maçons de Clermont-Ferrand. — Le 23 juin, les ouvriers maçons, terrassiers et manœuvres de Clermont, au nombre de 360, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire, une diminution du temps de travail et des indemnités de déplacement pour les travaux à la campagne.

Sur le recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni les 1^{er}, 2, 4 et 5 juillet.

L'accord s'est établi le 5 et le travail a été repris le lundi 7 juillet aux conditions suivantes :

1^o Minimum du prix de l'heure de travail :

Pour les maçons chefs de chantier, 0 fr. 50 au lieu de 0 f. 45 (la demande était de 0 fr. 55);

Pour les ouvriers maçons, 0 fr. 45 au lieu de 0 fr. 40 (la demande était de 0 fr. 50);

Pour les terrassiers munis de leurs outils, 0 fr. 36 (la demande était de 0 fr. 40);

Pour les forts manœuvres, 0 fr. 35 au lieu de 0 fr. 30 (la demande était de 0 fr. 40);

Pour les petits manœuvres, 0 fr. 33 (la demande était de 0 fr. 35);

2^o Journée de 10 heures au lieu de 11; les heures supplémentaires sont facultatives, mais elles subiront une majoration de 0 fr. 10, quand elles seront demandées par les patrons;

3^o Majoration de 50 p. 100, pour le travail de nuit;

4^o Pour le travail de banlieue, 0 fr. 50 en plus par jour jusqu'à 3,500 mètres;

5^o Au delà de 3,500 mètres, si l'ouvrier peut rentrer chez lui chaque soir par la voie ferrée, il touchera ses frais de chemin de fer en 3^e classe plus une indemnité de 0 fr. 50 par jour. Mais le total en devra être inférieur à l'indemnité de déplacement complet qui est fixée à 1 fr. 50 par jour;

6^o La paye une fois par mois, le samedi ou le dimanche qui suivra le 4 du mois,

N°.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1902. (Suite et fin.)			
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
32	Demande que les frais de voyage soient supportés par les patrons.	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire et réglementation du travail.		
34	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.		
35	Demande d'augmentation de salaire.....		

avec faculté pour l'ouvrier de demander, à titre d'acompte, les neuf dixièmes des salaires acquis, par sommes de 5 francs;

7° Aucun renvoi ne sera fait pour cause de grève.

2° Grève des maçons de Commentry (Allier). — Les ouvriers maçons de Commentry, au nombre de 39, se sont mis en grève le 19 juillet pour obtenir une augmentation de salaire et des indemnités de déplacement pour le travail en campagne.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 22 juillet et a décidé la reprise du travail aux conditions suivantes :

1° Le prix de l'heure est fixé pour les ouvriers maçons de 0 fr. 32 à 0 fr. 45 au lieu de 0 fr. 30 à 0 fr. 36 (la demande était de 0 fr. 40 à 0 fr. 45);

Pour les manœuvres et terrassiers de 0 fr. 22 à 0 fr. 35 au lieu de 0 fr. 22 à 0 fr. 28 (la demande était de 0 fr. 30 à 0 fr. 32);

2° Les ouvriers obligés de coucher hors de leur domicile toucheront une indemnité de déplacement égale aux frais de pension, chambre et voyage;

3° Les travaux dangereux seront payés au double du tarif fixé au paragraphe 1.

3° Grève des couvreurs de Saint-Brieuc. — Les ouvriers couvreurs de Saint-Brieuc, au nombre de 35 se sont mis en grève le 25 juillet pour obtenir :

1° La suppression de la retenue pour l'assurance;

2° Que le travail à la journée soit payé à raison de 3 fr. 50;

3° Que l'indemnité de déplacement, qui était de 1 franc, soit portée à 1 fr. 50.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 28 juillet et a amené la reprise du travail aux conditions suivantes :

1° Journée de travail fixée à 3 fr. 50, été comme hiver;

2° Suppression de la retenue pour l'assurance;

3° Aucun renvoi ne sera fait pour cause de grève ou de syndicat.

4° Dans la grève des ouvriers tisseurs de Belfort, déclarée le 2 juillet, les ouvriers ont fait appel, dès les premiers jours, à l'intervention du juge de paix; le patron a repoussé la tentative de conciliation.

Grève terminée le 21 juillet par un échec.

5° Grève des charpentiers de Fougères. — Le 22 juillet, les ouvriers charpentiers de Fougères se sont mis en grève en demandant une augmentation de salaire.

Sur le recours des ouvriers adressé au juge de paix le 24 juillet, un comité de conciliation s'est réuni le 30, mais aucun accord n'a pu s'y établir et le recours à un arbitrage a été repoussé par les deux parties.

Grève terminée le 11 juin par une transaction.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1899 (1).

Au 31 décembre 1899, il existait en France 13,030 sociétés de secours mutuels groupant 2,194,757 membres.

En 1898 à la même époque, on comptait 11,825 sociétés et 1,909,479 membres.

L'augmentation pour l'année est par suite de 1,205 sociétés et de 285,278 membres, soit de 10.19 p. 100 du nombre des sociétés en 1898 et de 14.94 p. 100 du nombre correspondant de sociétaires.

Le nombre moyen de membres participants s'élève à 168 par société en général, à 150 par société approuvée et à 116 par société libre.

Voici quelles sont, par rapport à 100 membres participants, les proportions d'hommes, de femmes et d'enfants :

	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues.....	79.36	17.84	2.80	100.0
Sociétés libres.....	84.16	13.92	1.92	100.0
ENSEMBLE des sociétés.....	80.37	17.02	2.61	100.0

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 4,961,912 dans les sociétés approuvées et à 1,548,780 dans les sociétés libres.

Ces totaux renferment, le premier 4,248,753 journées payées à des hommes et 713,159 journées payées à des femmes, et le second 1,386,690 journées payées à des hommes et 162,092 journées payées à des femmes, ce qui fait en tout, pour les hommes, 5,635,443 journées, et, pour les femmes, 875,251 journées.

En rapprochant les nombres annuels de journées de maladie des nombres correspondants de membres participants (défalcation faite des sociétés qui n'allouent pas de secours de maladie), on obtient, comme nombre moyen annuel de jours de maladie, par membre participant, les chiffres suivants :

Hommes : 5.23 ; femmes : 7.80 ; ensemble : 5.49, pour les sociétés approuvées et reconnues d'utilité publique ;

Hommes : 6.69 ; femmes : 5.85 ; ensemble : 6.59, pour les sociétés libres.

(1) D'après le Rapport du 31 décembre 1901, présenté à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

Quant au nombre moyen annuel de journées payées à chaque malade dans l'année 1899, il a été de :

21.27 pour les hommes ; de 29.80 pour les femmes, et de 22.19 pour l'ensemble dans les sociétés approuvées.

De 20.55 pour les hommes ; de 19.56 pour les femmes et de 20.44 pour l'ensemble dans les sociétés libres.

Les décès se sont élevés, en 1899, à 24,343. Ce nombre comprend 19,304 décès dans les sociétés approuvées et 5,039 dans les sociétés libres. La moyenne annuelle de décès par 1,000 sociétaires (coefficient moyen de mortalité) a été de 15.0 dans les sociétés approuvées et de 14.7 dans les sociétés libres.

RECETTES ET DÉPENSES.

Les recettes des sociétés approuvées se sont élevées à 30,261,697 francs en 1899, en augmentation de 1,274,678 francs sur les recettes de l'exercice précédent. En voici le détail :

	francs.	PROPORTION p. 100 dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	2,647,166	8.75
Cotisations des membres participants.....	18,184,363	60.09
Cotisations des enfants.....	135,380	0.45
Amendes.....	662,525	2.18
Droits d'entrée.....	420,607	1.39
Intérêts des fonds placés.....	3,908,565	12.91
Subventions, dons et legs.....	2,158,978	7.13
Recettes diverses.....	2,144,113	7.10
TOTAL des recettes.....	30,261,697	100.00

Les dépenses correspondantes se montent à 24,501,262 francs, en augmentation de 928,292 francs sur les chiffres des dépenses en 1898. Elles se composent de :

	francs.	PROPORTION p. 100 dans le total.
Secours en argent aux malades.....	6,194,905	25.28
Honoraires des médecins.....	3,462,524	14.13
Frais pharmaceutiques.....	3,928,062	16.03
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.....	469,765	1.92
Secours aux veuves et orphelins.....	541,343	2.21
Dépenses des enfants.....	90,941	0.37
Versements aux fonds de retraites.....	3,040,334	12.42
Frais funéraires.....	1,090,775	4.44
Pensions et suppléments payés sur les fonds libres.....	2,778,759	11.34
Frais de gestion.....	1,223,937	4.99
Dépenses diverses.....	1,679,917	6.87
TOTAL des dépenses.....	24,501,262	100.00

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 13,585,491 francs, soit à 55.44 p. 100 du total des dépenses.

Le rapport au même total des frais de gestion n'est que de 4.99 p. 100. Par membre participant, dans les sociétés approuvées, la recette générale moyenne a été de 23 fr. 58; la dépense générale moyenne, de 19 fr. 09, d'où il ressort un excédent de 4 fr. 49 de la recette sur la dépense.

Les recettes des sociétés libres s'élèvent, pour 1899, à 8,781,136 francs, en diminution de 547,938 francs sur les recettes des mêmes sociétés en 1898.

Elles se composent de :

	francs.	PROPORTION p. 100 dans le total.
Cotisations des membres honoraires	407,618	4.64
Cotisations des membres participants	5,106,409	58.14
Cotisations des enfants	34,278	0.40
Amendes	165,832	1.88
Droits d'entrée	113,489	1.30
Intérêts des fonds placés	1,492,512	17.00
Dons manuels	847,486	9.65
Recettes diverses	613,512	6.99
TOTAL des recettes	8,781,136	100.00

Les dépenses correspondantes se montent à 7,001,505 francs, en augmentation de 86,976 francs sur les dépenses des sociétés libres, en 1898.

Elles comprennent :

	francs.	PROPORTION p. 100 dans le total.
Secours en argent aux malades	2,230,854	31.86
Honoraires des médecins	643,549	9.16
Frais pharmaceutiques	881,475	12.59
Secours aux vieillards infirmes et incurables	232,768	3.33
Secours aux veuves et aux orphelins	239,269	3.42
Dépenses pour les enfants	16,901	0.24
Versements aux fonds de retraites	1,257,233	18.00
Frais funéraires	247,745	3.54
Frais de gestion	330,857	4.71
Dépenses diverses	920,854	13.15
TOTAL des dépenses	7,001,505	100.00

Les frais de maladie (secours en argent, honoraires des médecins et frais pharmaceutiques) représentent une somme de 3,755,878 francs et forment 53.61 p. 100

des dépenses totales. La proportion des frais de gestion n'est que de 4.71 p. 100 des dépenses totales.

Les frais de maladie moyens, par membre participant, se sont élevés, en 1899, dans les sociétés approuvées : à 14 fr. 83 pour les hommes, à 17 fr. 11 pour les femmes, à 15 fr. 14 pour l'ensemble; dans les sociétés libres : à 19 fr. 26 pour les hommes, à 14 fr. 21 pour les femmes, à 18 fr. 59 pour l'ensemble.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé, dans les sociétés approuvées : à 27 fr. 70 par malade, à 1 fr. 24 par jour de maladie et à 6 fr. 86 par membre participant; dans les sociétés libres : à 29 fr. 44 par malade, à 1 fr. 44 par jour de maladie et à 9 fr. 49 par membre participant.

Les secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1899, par 1,263 sociétés approuvées et 468 sociétés libres. Le montant moyen des secours a été de 79 fr. 22 dans les premières et de 125 fr. 01 dans les secondes.

Des secours aux vieillards, infirmes et incurables ont été alloués par 1,572 sociétés approuvées et par 532 sociétés libres. La moyenne des secours est de 53 fr. 72 pour les sociétés approuvées et de 63 fr. 13 pour les sociétés libres.

Les frais funéraires ont été payés par 4,717 sociétés approuvées et 1,253 sociétés libres. La moyenne de ces indemnités ressort à 70 fr. 59 dans les sociétés approuvées et de 51 fr. 17 dans les sociétés libres.

FONDS DE RETRAITES.

Le fonds de retraites global des sociétés approuvées s'élevait, au 31 décembre 1899, à 141,685,375 francs, appartenant à 4,655 sociétés. Au 31 décembre 1898 il était de 134,473,240 francs, pour 4,419 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 4,655 sociétés au nombre, indiqué plus haut, de sociétés approuvées, on constate que 48.03 p. 100 de ces associations possèdent un fonds de retraites.

Le nombre des pensionnés au 31 décembre 1898 s'élevait à 42,922; au 31 décembre 1899, il était de 43,764, soit une augmentation de 842; 349 de ces pensionnaires jouissent d'une rente constituée à capital aliéné. Le montant des arrérages payés en 1899 sur le fonds de retraites par la Caisse des dépôts et consignations atteint le chiffre de 3,112,696 francs (y compris les bonifications, pour une somme de 194,355 francs accordée par l'État).

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été en 1898 de :

$$\frac{3,112,696 \text{ francs}}{\frac{1}{2} (42,922 + 43,764)} = 71 \text{ fr. } 81.$$

Au 31 décembre 1899, 74 sociétés libres comptant 43,681 membres participants ont servi des pensions et le montant total de ces pensions s'élevait, en 1899, à 542,460 francs pour 11,593 pensions. La pension moyenne ressort, par conséquent, à 47 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1899.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait au 31 décembre 1899, à 294,194,407 francs. Au 31 décembre 1898, il se montait à 278,755,397 francs. Il

a, par suite, augmenté, pendant l'exercice, de 15,439,011 francs, soit de 5.87 p. 100. L'avoir total des sociétés, au 31 décembre 1899, se décomposait ainsi :

	francs.	P. 100 du total général.
Fonds de réserve des sociétés approuvées	107,443,422	36.52
Fonds de retraites	141,685,375	48.16
AVOIR TOTAL des sociétés approuvées.....	249,128,797	84.68
AVOIR TOTAL des sociétés libres.....	45,065,610	15.32
AVOIR TOTAL de l'ensemble des sociétés.....	294,194,407	100.00

Le tableau ci-dessous résume les principales données statistiques, relatives à l'année 1899, concernant les sociétés de secours mutuels.

	sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique.	sociétés libres.
Nombre de sociétés	9,691	3,339
Nombre des membres honoraires	269,666	34,614
Nombre des membres participants.....	1,540,776	349,701
Nombre moyen de jours de maladie, par membre participant, en 1899	5.49	6.59
MOYENNE pour les 10 dernières années.....	5.37	6.00
Nombre moyen de jours de maladie, payés à chaque maladie, en 1899.....	22.19	20.50
MOYENNE pour les 10 dernières années	18.68	17.84
Nombre moyen de décès par 1,000 participants, en 1899.....	15.0	14.7
MOYENNE pour les 10 dernières années.....	16.1	15.8
Recette moyenne, par membre participant, en 1899....	23.58	25.60
MOYENNE pour les 10 dernières années.....	23.86	26.96
Dépense moyenne, par membre participant, en 1899...	19.09	20.41
MOYENNE pour les 10 dernières années.....	20.32	21.42
Frais moyens de maladie, par membre participant, en 1899.....	15.14	18.59
MOYENNE pour les 10 dernières années.....	14.57	16.48

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1901

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT (1).

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des assurances individuelles contractées en 1901 est de 143; le capital assuré correspondant s'élève à 155,878 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1901, est de..... 3,350,445^f

Au 31 décembre 1900 ce montant était de..... 3,269,634

Il y a eu, par suite, augmentation de..... 80,811

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,164 primes représentant une somme de 77,924 francs.

Les sinistres (capitaux payés au décès) s'élèvent à 56,674 francs pour 37 polices. Le montant des sinistres, par rapport aux primes encaissées pendant l'année, est de 72.7 p. 100 de ces dernières.

Les assurances collectives, contractées en 1901 par les sociétés de secours mutuels approuvées sont au nombre de 97 et comprennent 15,601 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 103,335 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 103,079 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, n'est donc que de 256 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1901.

Au 31 décembre 1901, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur, au taux de 3 1/4 p. 100. de 33,030 francs de rentes 3 p. 100.....	1,024,565 ^f 19 ^c
et de 17,543 francs de rentes 3 1/2 p. 100.....	541,977 49
2° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	42,452 01
3° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.....	10,185 94

MONTANT TOTAL de l'actif..... 1,619,180 63

(1) D'après le rapport de la Commission supérieure des Caissees d'assurances en cas de décès et en cas d'accident.

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	10,880 ^f 59 ^c
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2,241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	1,002,578 77
et aux polices à primes temporaires et aux assurances mixtes....	142,296 23
4° Les primes échéant en 1902 et payées par anticipation en 1901.....	303 21

MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles.. 1,158,300 49

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 1,33 p. 100 (1) des dépenses sur les recettes se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1902, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1901.....	42,056 40
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1901, pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1902.	38,293 52

PASSIF TOTAL.....	1,238,650 41
L'actif étant de.....	1,619,180 63

L'excédent d'actif ressort à.....	380,530 22
L'excédent constaté au 31 décembre 1900 s'élevait à.....	325,527 69

L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif en 1901 a donc été de..... 55,002 53

Cette augmentation résulte :

1° De l'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	16,862 33
2° De la majoration de la valeur de la rente 3 1/2 p. 100, provenant du mode d'évaluation de l'actif.....	5,677 76
3° Des bénéfices afférents aux assurances individuelles.....	11,258 59
4° Des bénéfices afférents aux assurances collectives.....	21,203 85

SOMME ÉGALE.....	55,002 53
------------------	-----------

(1) Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1901 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 30 novembre 1900 se résument ainsi :

Recettes.....	878,955 ^f 13 ^c
Dépenses.....	890,804 13

EXCÉDENT des dépenses.....	11,849 00
----------------------------	-----------

soit, 1,33 p. 100.

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1901 sont au nombre de 251 et représentent une somme de 1,440 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 239,342 fr.	
Les recettes totales ont été de.....	240,801 ^f 00 ^c
et les dépenses totales de.....	3,246 00
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	<u>237,555 00</u>

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1901, il a été versé 283,143 francs de primes au nom de 43,968 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 236,284 francs, qui n'a atteint que la proportion de 83.45 p. 100 des versements et qui a laissé un excédent de 46,859 francs.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 7,472,157 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total des recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 7,519,017 francs.

Sur les 43,968 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 100 sinistres, dont 74 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 26 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.27 accidents par 1,000 assurés.

Le nombre moyen de personnes assurées annuellement est de 1,293.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1901 s'élevait à 538, en diminution sur le chiffre constaté au 31 décembre 1900, dont :

1) 499 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 11 millions de francs de salaires et correspondant à un total de primes de 212,536 francs;

2) 39 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles et comportant 1,936 francs de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1901 se sont élevées à.....	215,694 ^f 00 ^c
Les dépenses à.....	320,623 00
Soit un excédent de dépenses de 104,929 francs.	
Si l'on ajoute au total des recettes, en 1901, le solde du compte au 31 décembre 1900.....	<u>270,109 00</u>

on obtient (déduction faite des dépenses), comme solde créditeur au 31 décembre 1901, une somme de.....	<u>165,181 00</u>
---	-------------------

A reporter.....	165,181 00
-----------------	------------

Report.....	165,181 ^f 00 ^c
Si l'on ajoute au solde ci-dessus :	
Les primes échues et encaissées en 1901 dans les départements mais non centralisées dans les écritures de la Direction gé- nérale.....	35,422 00
Le total des disponibilités ressort, pour 1902, à.....	200,603 00
D'autre part, les sommes à mettre en réserve pour faire face au payement, soit de dépenses se rapportant à l'exercice 1901, soit de sinistres survenus depuis 1899, mais dont le règlement est reporté à 1902, s'élevant à :	
Pour provisions de primes payées d'avance. . .	58,068 ^f 00 ^c
Pour frais d'administration de l'année 1902 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1902. . .	32,708 00
Pour règlement de sinistres en cours	127,346 00
Cette somme de 218,122 francs est supérieure aux disponibilités de.....	17,519 00

JURISPRUDENCE.

Loi du 2 novembre 1892, article 26. — Cumul des contraventions. — Il doit être prononcé autant d'amendes qu'il y a de contraventions commises du chef d'une même personne employée.

ARRÊT.

LA COUR,

Où, M. le conseiller Accarias, en son rapport, M^e de Ramel, en ses observations et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Attendu que d'un procès-verbal régulier et non contredit il résulte que B..., directeur de la verrerie à bouteilles de la société anonyme des verreries de F..., a commis : 1° dix contraventions à l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892, en employant dix enfants dont les uns avaient moins de 12 ans, et les autres âgés de 12 à 13 ans, n'étaient pas pourvus du certificat d'études primaires; 2° dix contraventions à l'article 10, consistant en ce que ces dix enfants n'avaient pas de livret; 3° dix autres contraventions au même article, tenant à ce que ces mêmes enfants n'étaient pas inscrits sur le registre réglementaire; 4° enfin, huit contraventions à l'article 4, résultant de ce que huit filles travaillaient la nuit;

Sur la recevabilité du pourvoi;

Attendu qu'il est allégué par la défense que le jugement attaqué étant sujet à appel, le ministère public n'était pas fondé à se pourvoir en cassation avant l'expiration du délai d'appel;

Mais attendu que si les dix condamnations prononcées pouvaient donner lieu à un appel du prévenu, le jugement était en dernier ressort quant aux vingt-huit décisions de relaxe; que, dès lors, à l'égard de ces dernières, le ministère public devait se pourvoir, comme il l'a fait, dans le délai de trois jours francs; d'où il suit que dans cette même mesure, son pourvoi, quoique libellé en termes généraux, est incontestablement recevable;

Déclare le pourvoi recevable, en ce qui concerne les décisions de relaxe;

Au fond :

Attendu que le jugement motive les décisions de relaxe sur ce que les dix enfants

employés contrairement à l'article 2 étaient les mêmes que ceux qui n'avaient pas n'avaient pas de livret et qui n'étaient pas inscrits sur le registre et sur ce que les huit filles qui se livraient à un travail de nuit figuraient aussi parmi ces dix enfants;

Attendu que ce motif qui, s'il était exact en droit, ne s'appliquerait, en fait, qu'à cinq des huit filles employées au travail de nuit, n'est conforme ni au texte ni à l'esprit de la loi; qu'en effet, l'article 26, en disant que « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées contrairement à la loi », a voulu proscrire la multiplication de l'amende par le nombre des journées pendant lesquelles une même contravention se serait prolongée, mais n'a pas entendu que des contraventions de nature différente, commises du chef d'une même personne, ne donneraient lieu qu'à une seule amende, qu'il y a alors plusieurs ordres de fautes indépendantes les unes des autres et par cela même passibles de peines distinctes; qu'en interprétant la loi autrement, l'on encouragerait les industriels à multiplier du chef d'une même personne les contraventions qui, commises du chef de personnes différentes, entraîneraient pluralité d'amendes;

Par ces motifs, faisant droit à la requête du ministère public;

CASSE et ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Condé-sur-l'Escaut, en date du 22 août dernier, quant aux vingt-huit chefs de prévention sur lesquels il a relaxé B...

COUR DE CASSATION (Chambre criminelle), 14 décembre 1901.

Loi du 9 avril 1898. — Article 1^{er}. — Arrêté ministériel du 30 mars 1899 fixant les primes afférentes à l'assurance des risques d'un certain nombre de professions. — L'assujettissement de ces professions est laissé à l'appréciation des tribunaux.

ARRÊT.

LA COUR,

Considérant que l'article premier de la loi du 9 avril 1898 détermine en termes généraux les entreprises assujetties à ces dispositions; que le législateur de 1898 n'a pas, comme on l'a fait en Allemagne et en Autriche, délégué au pouvoir réglementaire de l'Administration le soin d'établir la classification des professions diverses soumises à la législation nouvelle des accidents du travail, fondée sur le risque professionnel;

« Considérant qu'on ne saurait admettre, comme le prétend l'appelant, que l'arrêté du Ministre du Commerce, en date du 30 mars 1899, contient à cet égard une énumération légalement obligatoire pour l'interprétation des termes de l'article premier susvisé; que cet arrêté, fixant les primes afférentes à l'assurance des risques d'un certain nombre de professions qu'il énumère, a été pris en exécution de l'article 6 du décret du 28 février 1898, rendu en vertu des pouvoirs délégués aux règlements d'administration publique par l'article 27 de la loi, notamment quant à la détermination des réserves ou cautionnements devant être imposés aux compagnies d'assurances mutuelles;

« Que, limitée à son objet légal, cette réglementation administrative laisse entier le pouvoir d'appréciation des Tribunaux de l'ordre judiciaire pour l'application de la loi à chacune des entreprises particulières faisant l'objet d'un litige soumis à leur juridiction;

« Par ces motifs,

« Confirme, etc. »

COUR D'APPEL DE PARIS, 28 novembre 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1902. — Légère amélioration générale sur le mois précédent; moins de chômeurs par suite d'une reprise d'activité dans la construction. A noter, cependant, une dépression persistante dans deux branches capitales de l'industrie : les mines et la métallurgie.

Placement en juillet 1902 (1). — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 89 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juillet 1901, une diminution du chômage dans 30 villes, une augmentation dans 59.

Les placements effectués dans ces 89 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juillet 1901...	25,799	14,974	44,773	56,444	14,806	71,250	182.7	98.9	159.1
Juillet 1902...	35,944	16,971	52,915	71,111	15,988	87,099	197.8	94.2	163.4

Grèves en juillet 1902. — 25 grèves nouvelles contre 21 en juin 1902 et 49 en juillet 1901. Les grèves les plus importantes se sont produites dans la métallurgie, la construction mécanique et dans le bâtiment.

Les caisses d'épargne prussiennes en 1900 (2). — On comptait, à la fin de l'année 1900, 1,490 caisses d'épargne (contre 1,573 en 1899), et 4,318 caisses de dépôt d'épargne, soit une par 80^{km²} 74 et par 7,994 habitants. Les bureaux pour la vente des timbres d'épargne étaient au nombre de 2,703 (contre 2,908 en 1899).

Le total des livrets de caisse d'épargne pour le Royaume de Prusse s'élevait à 8,670,709 (contre 8,449,447 en 1899, soit 2.62 p. 100 d'augmentation); il ressort de là que l'on comptait 25.12 livrets par 100 habitants, soit environ 1 livret par 4 habitants. La moyenne des dépôts s'élevait à 662 marks 67 par livret.

Voici, en chiffres ronds, le montant des dépôts des caisses d'épargne, depuis 1886 :

ANNÉES.	MILLIONS de marks.	ANNÉES.	MILLIONS de marks.
1886.....	2,274,3	1894.....	3,751,1
1887.....	2,471,2	1895.....	4,000,0
1888.....	2,672,1	1896.....	4,346,3
1889.....	2,887,9	1897.....	4,653,0
1890.....	3,102,4	1898.....	4,968,1
1891.....	3,281,7	1899.....	5,285,9
1892.....	3,406,5	1900.....	5,493,6
1893.....	3,551,7		

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après la *Zeitschrift des K. preussischen statistischen Bureau*, 1902.

Dans les quatre dernières années l'accroissement des fonds a donc atteint près d'un milliard. Les fonds de réserve, qui étaient de 165 millions de marks, en 1886, s'élevaient en 1900 à 364,6 millions et le capital propriété des caisses, à 3,72 millions.

L'excédent d'intérêt des caisses d'épargne prussiennes, en 1900, a été de 51,18 millions, les frais généraux de 10,39 millions, d'où, comme bénéfice restant, 41,79 millions de marks.

AUTRICHE.

Placement en juin 1902 (1). — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 903 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
260	92	192	39	109	52	78	52	68	30	57	35

Grèves en juin 1902. — 27 nouvelles grèves, avec 8,700 grévistes; aucun lock-out. C'est dans les provinces du Littoral et dans les mines, la métallurgie, le bâtiment et les textiles qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 succès, 9 transactions, 7 échecs, 9 résultats inconnus. Causes : insuffisance de salaires, 14 cas; questions relatives à la durée du travail, 7 cas; motifs divers, 6 cas.

BELGIQUE.

Placement en juin 1902 (2). — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les 14 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, est de nouveau moins favorable : pour 741 offres de patrons, il y a eu 1,159 demandes des ouvriers (hommes), soit 156 p. 100. Le mois précédent, il y avait 802 demandes pour 576 offres, soit 139 p. 100, et, en juin 1901, 611 demandes pour 729 offres, soit 83 p. 100.

Grèves en juin 1902. — 7 nouvelles grèves, avec 1,088 grévistes et 105 chômeurs forcés ont été signalées en juin à l'*Office du travail*. 2 de ces grèves intéressant 600 ouvriers se sont terminées par l'échec des grévistes; 1 intéressant 20 ouvriers s'est terminée à l'avantage de ceux-ci; une autre enfin s'est terminée par une transaction.

(1) D'après la *Soziale Rundschau*.

(2) D'après la *Revue du Travail*.

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1901 (1).

1° CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu en 1901, 3,310,192 versements représentant une somme totale de 305,754,590 francs et effectué 947,638 remboursements pour une somme de 251,361,166 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1901 était de 1,862,829, et le compte total, après capitalisation, de 735,333,171 fr. L'accroissement des dépôts a atteint près de 74 millions; le nombre des livrets a augmenté de 104,923.

La moyenne du compte, par livret, s'élevait à 394 fr. 75.

Voici quelle a été, depuis 1875, la marche des comptes de la caisse d'épargne :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	SOLDE TOTAL au 31 décembre.	MOYENNE par livret.
		francs.	francs.
1875.....	106,312	44,857,001	422
1880.....	200,565	125,098,287	624
1885.....	444,087	189,061,089	425
1890.....	731,057	325,415,412	445
1895.....	1,145,408	453,429,304	396
1896.....	1,238,601	481,160,337	388
1897.....	1,377,643	532,081,818	386
1898.....	1,514,810	564,829,271	373
1899.....	1,642,778	608,440,774	370
1900.....	1,757,906	661,507,887	376
1901.....	1,862,829	735,333,171	394

Les livrets nouveaux créés en 1901, au nombre de 205,597, se répartissent, au point de vue de la profession et du sexe des titulaires, ainsi qu'il suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	2,406		2,406
Ouvriers d'industrie ou exerçant un métier quelconque.....	24,894	6,870	31,764
Journaliers et ouvriers agricoles.....	10,385	3,163	13,548
Domestiques.....	1,706	6,514	8,220
Militaires.....	1,931	"	1,931
Commerçants et détaillants.....	3,530	2,559	6,089
Professeurs et instituteurs.....	525	451	976
Fonctionnaires et employés.....	5,182	702	5,884
Professions libérales.....	439	28	467
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	568	111	679
Propriétaires, rentiers, ménagères et personnes n'exerçant aucune profession.....	2,491	22,839	25,330
Enfants mineurs.....	53,983	51,323	105,306
TOTAL des livrets créés au nom des particuliers.	108,040	94,560	202,600
Livrets au nom de sociétés diverses.....	"	"	2,997
TOTAL GÉNÉRAL.....	"	"	205,597

(1) D'après le compte rendu officiel des opérations en 1901.

Les 1,862,829 livrets existant à la fin de l'année, classés d'après l'importance des sommes, se décomposent en :

	NOMBRE.	SOMMES.	P. 100 du nombre total de livrets.
	—	francs.	—
Livrets de 1 à 20 francs...	780,104	209,487,170	41.9
— de 20 à 100 francs...	347,428		18.7
— de 100 à 500 francs...	352,830		18.9
— de 500 à 1,000 francs...	138,689		7.4
— de 1,000 à 2,000 francs...	129,832	459,246,203	7.0
— de 2,000 à 3,000 francs...	107,748		5.8
— de plus de 3,000 francs...	6,198		0.3
TOTAUX.....	1,862,829	715,901,310	100.0

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1901, la caisse d'épargne avait avancé 44,529,952 francs à 148 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de sociétés ayant emprunté.	SOMMES avancées.
—	—	francs.
Sociétés de crédit anonymes.....	106	40,063,106
— coopératives.....	8	2,422,918
Sociétés immobilières anonymes.....	33	1,977,428
— coopératives.....	1	66,500

Le développement précédemment signalé (1) des sociétés d'habitations à bon marché a continué en 1901. Le nombre des sociétés agréées par la caisse d'épargne, qui était en 1900 de 140 (dont 135 ayant reçu des avances de la caisse), s'est élevé en 1901 à 152 (dont 148 ayant obtenu des subsides).

Au point de vue du taux de l'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise comme suit : 28,115,424 francs à 2 1/2 p. 100, 15,466,527 francs à 3 p. 100 et 948,000 francs à 3 1/4 p. 100.

Au 31 décembre 1901, le solde des fonds déposés en comptes courants à la caisse d'épargne par les sociétés agréées se montait à 2,846,083 francs à 3 p. 100.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1901, 95 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne pour une somme totale de 378,482 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 129,042 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1901, 1,368,406 versements pour une somme de 8,853,414 francs. Ce total se compose de 888,479 versements à capital réservé pour une somme de 3,861,176 francs, et de 479,927 versements à capital aliéné pour une somme de 4,992,238 francs.

(1) *Bulletin de l'Office du travail* (novembre 1901).

Pendant les neuf dernières années, le mouvement des versements a été le suivant :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.
		francs.
1893.....	58,882	1,620,280
1894.....	69,242	1,762,792
1895.....	85,477	2,354,079
1896.....	111,020	2,558,583
1897.....	171,506	2,648,682
1898.....	332,029	3,505,701
1899.....	627,100	4,598,637
1900.....	856,116	5,121,056
1901.....	1,368,406	8,853,414

Les livrets créés en 1901, au nombre de 133,606, se répartissent, d'après la profession et le sexe des titulaires, de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	1,187	2	1,189
Ouvriers des autres industries.....	18,460	5,809	24,269
Journaliers et ouvriers agricoles.....	8,800	4,350	13,150
Domestiques.....	803	2,806	3,609
Militaires.....	55	"	55
Commerçants et détaillants.....	1,278	1,266	2,544
Professeurs et instituteurs.....	512	298	810
Fonctionnaires et employés.....	2,705	255	2,960
Professions libérales.....	522	77	599
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	610	118	728
Propriétaires, rentiers, personnes sans profession.....	810	15,904	16,714
Enfants mineurs.....	36,250	30,729	66,979
TOTAUX.....	71,992	61,614	133,606

Au 31 décembre 1901, le nombre des pensionnés en cours de jouissance de leur rente était de 4,462 et le montant total des rentes correspondantes s'élevait à 1,606,001 francs.

Ces rentes se décomposent de la manière suivante :

394	rentes au-dessous de 12 francs.
500	— de 12 à 24 —
1,138	— de 24 à 120 —
733	— de 120 à 360 —
861	— de 360 à 720 —
836	— de 720 à 1.200 —

4,462

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1901, étaient au nombre de 15,748 représentant 37,905,229 francs de capitaux assurés.

Voici quel a été, depuis neuf ans, le nombre et le montant, chaque année, des polices en cours :

ANNÉES.	NOMBRE	
	de polices en cours au 31 décembre,	de capitaux en cours au 31 décembre,
1893.....	1,520	3,823,033
1894.....	2,538	6,280,470
1895.....	3,719	9,024,105
1896.....	5,171	12,134,722
1897.....	6,873	16,031,651
1898.....	8,936	20,891,118
1899.....	11,198	26,279,791
1900.....	13,289	31,598,750
1901.....	15,748	37,905,229

Les 15,748 contrats en cours à la fin de 1901 comprenaient 1,774 contrats de dix ans, 3,758 de quinze ans, 4,024 de vingt ans, et 6,192 de vingt-cinq ans. D'après l'importance des sommes, ils se divisent en :

1,171	contrats	de moins de 1,000 francs.
4,417	—	de 1,000 à 2,000 —
3,999	—	de 2,000 à 3,000 —
3,240	—	de 3,000 à 4,000 —
2,321	—	de 4,000 et au-dessus.

Ces contrats ont été souscrits par 15,030 personnes se répartissant ainsi d'après la profession :

Ouvriers mineurs, houilleurs.....	2,152
Ouvriers des autres industries.....	8,453
Journaliers et ouvriers agricoles.....	2,771
Ménagères.....	142
Agents inférieurs d'administration.....	1,512
TOTAL.....	15,030

Les Conseils de l'industrie et du travail en 1901 (1). — Au 1^{er} janvier 1901, il existait en Belgique 75 conseils de l'industrie et du travail, comprenant ensemble 303 sections; 158 seulement de celles-ci étaient constituées. Pendant l'année, 14 conseils, comprenant 43 sections, ont été renouvelés. Avant les élections, 34 de ces sections étaient constituées. Les nouvelles élections ont amené la constitution de 30 sections. Au 31 décembre 1901, les 75 conseils existants comprenaient 154 sections constituées.

(1) D'après la *Revue du travail*, juin 1902.

Réunions des sections sur convocation de la députation permanente. — Un certain nombre de sections des conseils de l'industrie et du travail des provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale, de Hainaut et de Liège ont été convoquées en 1901 par la députation permanente du conseil provincial, en conformité de l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi organique du 16 août 1887 (réunion annuelle).

Dans la province d'Anvers, l'objet mis à l'ordre du jour de la réunion était « l'assurance contre le chômage involontaire ». Toutes les sections qui se sont réunies, soit 11 sections du conseil d'Anvers et 1 section du conseil de Boom, ont recommandé les caisses d'assurances organisées au moyen des cotisations des ouvriers intéressés, et presque toutes ont préconisé l'intervention pécuniaire, en faveur de ces caisses, des patrons et des pouvoirs publics.

Les diverses sections des conseils de la province de Brabant ont été appelées par la députation permanente à délibérer sur la question de la « fixation d'un jour pour le repos hebdomadaire ». 19 sections se sont réunies. Tous ces collèges se sont déclarés partisans en principe d'un jour de repos par semaine. La plupart ont proposé le dimanche et ont demandé que les cas d'urgence et de nécessité soient toujours réservés.

31 sections des conseils de l'industrie et du travail de la province de Hainaut ont été réunies en 1901 pour délibérer sur les questions suivantes :

« 1° De l'assurance contre le chômage involontaire;

« 2° Des moyens de supprimer le chômage du lundi;

« 3° Des effets de la loi limitant à un cinquième du salaire le montant des amendes journalières des ouvriers. »

La plupart des sections « minières » se sont récusées en ce qui concerne le premier point de l'ordre du jour, par la raison qu'il n'y a en quelque sorte pas de chômage involontaire dans l'industrie des charbonnages. En temps de crise, on ne fait pas chômer une partie des ouvriers, mais on réduit la durée de la journée de travail de chacun, de façon à répartir la besogne entre tous. La plupart des autres sections ont préconisé la création de caisses d'assurance alimentées par les cotisations des intéressés et subsidiées par les pouvoirs publics. Différents moyens ont été proposés par les sections consultées pour supprimer le chômage du lundi. Les principaux sont : la limitation du nombre des cabarets, l'augmentation de la patente des cabaretiers, la fermeture des cafés, le dimanche, à 10 heures du soir au plus tard, le paiement aux parents du salaire des ouvriers mineurs, enfin la faculté pour les patrons d'infliger à leurs ouvriers qui s'absentent le lundi une forte amende. Ce dernier moyen se rattache également au troisième point de l'ordre du jour : « Des effets de la défense faite aux chefs d'industrie, par l'article 24 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, d'infliger par jour à un ouvrier des amendes dépassant le cinquième de son salaire journalier. »

Un assez grand nombre de sections se sont plaintes de cette disposition. D'après elles, le nombre des absences serait aujourd'hui beaucoup plus grand et le montant total des amendes infligées beaucoup plus considérable qu'avant la mise en vigueur de la loi sur les règlements d'atelier. En conséquence, certaines de ces sections ont proposé de revenir purement et simplement à l'ancien état de choses, c'est-à-dire à la liberté absolue du patron quant au taux des amendes. D'autres ont émis l'avis de ne pas fixer le taux maximum par jour, mais de limiter le total des amendes qui peuvent être infligées en une semaine à un cinquième du salaire hebdomadaire. Un certain nombre de sections, enfin, ont déclaré que le taux fixé par l'article 24 de la loi du 15 juin 1896 est suffisant pour assurer la discipline dans tous les cas.

Dans la province de Liège, 2 sections seulement du conseil de Herstal et 15 sections du conseil de Liège ont tenu, en 1901, la réunion prévue par l'ar-

article 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 août 1887. La députation permanente avait autorisé l'ajournement des autres sections, qui n'avaient fait aucune proposition en vue de l'ordre du jour.

La 3^e section du conseil de Herstal (petite construction mécanique) avait à l'ordre du jour de sa réunion les deux questions suivantes : « 1^o de l'assurance contre le chômage involontaire; 2^o des moyens de former de bons ouvriers en encourageant l'apprentissage. » Les membres de la section ont été d'accord pour demander l'intervention des pouvoirs publics ; en ce qui concerne le premier objet, en vue de l'établissement d'une statistique plus ou moins complète du chômage involontaire; en ce qui concerne le deuxième objet, pour la création d'écoles professionnelles et l'établissement de cours théoriques et pratiques, ainsi que de concours avec primes entre ouvriers pour la production de certaines pièces difficiles. La 13^e section du conseil de Liège (industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment) avait, entre autres, à l'ordre du jour de sa réunion, la question de l'extension de la compétence des conseils de prud'hommes en matière d'accidents du travail. Elle a émis le vœu de voir étendre cette compétence jusqu'à la somme de 200 francs. Enfin, la 15^e section du même conseil (industries accessoires du vêtement) s'est occupée de l'affiliation des ouvriers à la Caisse de la retraite de l'État.

Autres réunions. — Il n'a été signalé à l'Office du travail que quelques réunions des sections tenues, en 1901, en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 16 août 1887, sur convocation de la députation permanente et à la demande des intéressés, chefs d'industrie ou ouvriers. Les sections qui ont délibéré dans ces conditions sont :

La 9^e section du conseil de Gand (vêtement), qui a élaboré un tarif minimum de salaires à adopter pour les adjudications publiques de la province et de l'État et spécialement pour la fourniture des habillements des gardes-champêtres. Cette même section s'est encore réunie pour discuter la question de l'extension aux établissements de couture des lois sur l'hygiène et la salubrité des ateliers et a émis le vœu de voir le travail de nuit limité pour les couturières;

La 13^e section (imprimerie) du même conseil, qui a établi un tarif minimum des salaires en vue des adjudications de la province;

La 1^{re} section (mines) du conseil de Liège, qui a délibéré sur les points suivants : « 1^o demande d'augmentation de 50 p. 100 pour le travail du septième jour; 2^o fourniture des outils par les chefs d'entreprise; 3^o admission du 1^{er} mai comme jour régulier du chômage; 4^o journée de huit heures. » Il résulte du procès-verbal de la séance que le premier point a été réservé de commun accord; que les membres patrons ont promis l'introduction, à titre d'essai, de la mesure faisant l'objet du deuxième point, et enfin que les deux groupes n'ont pu s'entendre sur le troisième et le quatrième objet de l'ordre du jour.

Intervention des conseils dans les conflits entre chefs d'industrie et ouvriers. — Il a été signalé à l'Office du travail 6 cas dans lesquels les conseils de l'industrie et du travail sont intervenus, en 1901, en vue de remplir la mission, qui leur est confiée par les articles 1^{er} et 10 de la loi du 16 août 1887, « d'aplanir les différends entre chefs d'industrie et ouvriers ». L'intervention des conseils a amené la conciliation des parties dans 1 cas.

Convocations par arrêté royal. — Le Roi, usant de la faculté qui lui est attribuée par l'article 11 de la loi organique de 1887, a prescrit à différentes reprises la réunion, en 1901, de sections des conseils.

Notamment, un arrêté royal du 30 décembre 1899, pris en application de l'article 2 de la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, a convoqué : d'une part, les sections représentant respectivement les industries et groupes d'industries ci-après : filature du coton, du lin, du chanvre et du jute, tissage du coton, du lin, du chanvre et du jute, industrie lainière, industries d'art, imprimerie, industrie du diamant, industries chimiques, industries alimentaires, industrie du mobilier et industries accessoires du mobilier, industrie du vêtement et industries accessoires du vêtement, industrie de la petite construction mécanique, pour présenter leurs observations et avis sur un projet d'arrêté royal prescrivant les mesures de salubrité et de sécurité à observer dans un certain nombre d'entreprises non classées comme insalubres, dangereuses ou incommodes; d'autre part, les sections représentant respectivement l'industrie du bâtiment et les industries accessoires du bâtiment, pour présenter leurs observations et avis sur un projet d'arrêté royal prescrivant les mesures de sécurité à observer dans l'industrie du bâtiment, les travaux de construction et de terrassement en général.

Les sections se sont réunies du 15 janvier au 10 mars 1901; 90 sections ont délibéré sur le premier projet et 18 sur le deuxième.

Travaux des Conseils de prud'hommes en 1901 (1). — Le nombre des contestations déferées à la juridiction des 33 conseils constitués pendant cette année s'est élevé à 8.584; en 1900, le nombre était de 8,289 pour 32 conseils, et, en 1899, de 8,245 pour les mêmes conseils.

Les bureaux de conciliation ont été saisis de 8,523 affaires; 5,213 ont été conciliées, soit environ 61 p. 100; 20 affaires étaient encore pendantes au 31 décembre 1901; quant aux autres affaires (3,290), ou bien elles ont été introduites devant les conseils (1,126), ou bien elles sont restées sans suite par le fait des parties elles-mêmes (2,164).

Les conseils ont été saisis de 1,187 affaires: 697 ont été terminées par jugement; 457 (soit environ 38 1/2 p. 100) ont été arrangées par les conseils; 9 sont restées sans suite par le fait des parties, et le reste, soit 24, étaient encore pendantes au 31 décembre 1901.

En tenant compte à la fois des affaires conciliées par les bureaux de conciliation et par les conseils, la proportion des affaires terminées à l'amiable s'élève à environ 66 p. 100.

ESPAGNE.

Décret du 20 juin 1902, sur les conditions du contrat à remplir par les adjudicataires de travaux publics.

ARTICLE 1^{er}. Dans toute adjudication de travaux publics à exécuter pour le compte de l'État, des gouvernements provinciaux ou des municipalités,

1) On stipulera expressément au contrat passé entre les ouvriers et l'adjudicataire, la durée dudit contrat, les causes qui pourront en amener la résiliation ou la suspension, la durée de la journée de travail et le taux du salaire quotidien.

(1) *Revue du travail*, juin 1902.

2) On soumettra tous les différends résultant de la non-exécution du contrat au comité local de réformes sociales (*reformas sociales*) qui pourra se constituer en tribunal d'arbitrage sous la présidence du représentant du gouvernement. Il pourra être fait appel de la décision du comité conformément aux dispositions de la loi civile.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux contrats passés par l'État, les gouvernements provinciaux et les municipalités lorsque les travaux sont exécutés sous la surveillance d'un administrateur.

ART. 3. — Les commissions provinciales ou les municipalités, qui contreviendraient aux dispositions qui précèdent, seraient considérées comme des administrateurs responsables, sans préjudice des autres poursuites auxquelles ladite infraction pourrait donner lieu.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet 1902 (1). — Le marché du travail a montré peu de changement en juillet par rapport au mois précédent.

4.0 p. 100 de chômeurs dans 222 trade-unions, groupant 550,169 membres contre 4.2 p. 100 en juin 1902 et 3.4 p. 100 en juillet 1901.

4.82 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 471,879 mineurs contre 5.17 en juin 1902 et 4.83 en juillet 1901.

325 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet 1902, avec 22,440 ouvriers contre 324 en juin 1902 et 312 en juillet 1901.

89 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juillet 1902 et 81 p. 100 dans les tissages, avec 90,500 ouvrières, femmes et filles, contre 84 p. 100 et 83 p. 100 en juin 1902 et 81 p. 100 et 65 p. 100 en juillet 1901.

Grèves. — 25 nouvelles grèves en juillet 1902 avec 104,642 chômeurs, contre 11 avec 10,679 en juin 1902, et 28, avec 8,148, en juillet 1901; 12 grèves dans mines, 4 dans les textiles, 4 dans la métallurgie. Sur 20 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 103,191 grévistes: 1 succès, 15 échecs, 4 transactions.

ITALIE.

Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie (2).

ARTICLE PREMIER. — Les enfants des deux sexes ne pourront être employés dans les ateliers industriels, dans les laboratoires, aux travaux de voirie, à l'extérieur des carrières, des mines et des galeries souterraines s'ils ne sont âgés de 12 ans accomplis.

Toutefois les enfants âgés de plus de 10 ans accomplis qui y seraient déjà em-

(1) D'après la *Labour gazette*.

(2) *Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia*, 7 juillet 1902.

ployés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront continuer à y travailler.

Sauf les exceptions prévues à l'article 4, on ne pourra employer aux travaux souterrains dans les carrières, les mines et les galeries, des enfants âgés de moins de 13 ans accomplis ou des femmes de n'importe quel âge.

A l'expiration des trois ans qui suivront la promulgation de la présente loi, on ne pourra employer des enfants âgés de moins de 14 ans accomplis dans les travaux souterrains, dans les carrières, les mines et les galeries où l'on ne fait pas usage de la traction mécanique.

Pourront toutefois continuer à y être employés les enfants âgés de 11 ans y travaillant au moment où la présente loi entrera en vigueur.

Sauf les exceptions prévues à l'article 4, on ne pourra employer des enfants âgés de moins de 15 ans accomplis à des travaux dangereux ou insalubres, quand bien même ces travaux ne seraient pas exécutés dans des ateliers, carrières, mines ou galeries.

ART. 2. — Ne peuvent être employés aux travaux désignés par la présente loi et par le règlement prévu à l'article 15, les femmes mineures et les enfants âgés de moins de 15 ans accomplis qui n'auraient pas un livret portant un certificat de médecin attestant qu'ils sont sains de corps et aptes au travail qui leur sera assigné.

Le livret sera conforme au modèle établi par le règlement à intervenir; il sera fourni aux communes par le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie et délivré gratuitement aux ouvriers par le maire de la commune où ils ont leur domicile ordinaire.

Le livret devra indiquer la date de la naissance de la femme mineure et de l'enfant; attester qu'ils ont été vaccinés, qu'ils sont reconnus sains de corps et aptes aux travaux qu'on leur confie, et qu'ils ont suivi les cours d'enseignement élémentaire désignés par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1877, n° 3961.

Il est accordé aux enfants qui, lors de la promulgation de la présente loi, n'auraient pas satisfait à cette dernière prescription, un délai de trois ans pour se mettre en règle.

L'examen médical sera fait par l'officier sanitaire de la commune qui inscrira le certificat sur le livret, sans exiger aucune rémunération de l'ouvrier. Les frais d'examen médical, qu'il y en ait un ou plusieurs, seront à la charge de la commune. Le règlement déterminera en quel cas il y aura lieu de procéder à un nouvel examen médical.

Le livret, le certificat médical, le certificat de naissance et toutes les pièces nécessaires pour les obtenir, seront exempts du droit de timbre.

ART. 3. — Quiconque emploie des femmes, quel que soit leur âge, ou des enfants âgés de moins de 15 ans, aux travaux désignés par la présente loi et par le règlement, devra, chaque année, en faire la déclaration, selon les termes et le mode déterminés par le règlement.

Devront en outre être déclarées dans le courant de l'année, toutes les modifications survenues, soit par suite de cessation permanente des travaux, soit par suite du changement de la raison sociale ou de l'adoption de moteurs mécaniques, soit pour toute autre raison indiquée par le règlement. Les déclarations seront adressées en double exemplaire à la préfecture de la province où s'exerce l'exploitation; le préfet les transmettra sans retard au Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, et inscrira sur un registre la teneur des déclarations.

Toutes les personnes dirigeant des exploitations soumises à la présente loi devront, dans les six mois qui en suivront l'entrée en vigueur, adresser à l'autorité une nouvelle déclaration, indépendamment de celle qu'elles doivent fournir confor-

mément à la loi du 11 février 1886, n° 3657 (série 3) et au règlement du 17 septembre 1886, n° 4082 (série 3).

ART. 4. — Un décret royal, rendu sur avis du conseil supérieur d'hygiène et du conseil de l'industrie et du commerce, déterminera les travaux dangereux ou insalubres auxquels ne pourront être employés les enfants des deux sexes âgés de moins de 15 ans et les femmes mineures.

Seront désignés de même façon, et sous forme d'exceptions, les travaux dangereux et insalubres auxquels pourront être employés les enfants âgés de moins de 15 ans et les femmes mineures, avec l'indication des précautions et des mesures que l'on devra nécessairement prendre.

ART. 5. — Le travail de nuit est interdit aux garçons âgés de moins de 15 ans et aux femmes de n'importe quel âge. Toutefois, les femmes âgées de plus de 15 ans employées dans les ateliers, les carrières ou les mines, lors de la promulgation de la présente loi, pourront continuer à y travailler.

Cinq ans après la promulgation de cette loi, les femmes quel que soit leur âge, ne pourront plus travailler la nuit. Jusqu'à l'expiration de ce délai, les femmes de tout âge, employées à des travaux de nuit, devront être munies du livret prescrit à l'article 2.

Sur avis favorable du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra autoriser, pendant les trois ans qui suivront la promulgation de la présente loi, le remplacement des femmes mineures actuellement employées dans les ateliers, par d'autres mineures âgées de plus de 15 ans.

On entendra par travail de nuit le travail exécuté entre 8 heures du soir et 6 heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars, et entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre.

Lorsque le travail sera exécuté par deux équipes, il pourra commencer à 5 heures du matin pour finir à 11 heures du soir.

Sur avis favorable du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra modifier les heures fixées ci-dessus pour le travail de nuit, dans les localités où l'exigeront les conditions spéciales du climat et du travail.

ART. 6. — Les femmes relevant de couches ne pourront être employées qu'un mois après l'accouchement; par exception, elles pourront l'être après un délai moindre, — sans toutefois que ce délai puisse jamais être inférieur à trois semaines, — si elles produisent un certificat du bureau d'hygiène de la commune où elles sont domiciliées, attestant qu'elles sont en état de travailler sans danger pour leur santé.

ART. 7. — Les enfants des deux sexes âgés de plus de 10 ans et de moins de 12 ans, ne pourront être employés plus de huit heures par jour; ceux de 12 à 15 ans, plus de onze heures et les femmes de n'importe quel âge plus de douze heures.

Sur avis du conseil d'hygiène de la province, le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pourra, pour un temps limité et exceptionnellement, permettre aux enfants de 12 à 15 ans de travailler jusqu'à douze heures par jour, quand l'exigeront les conditions techniques et économiques.

ART. 8. — Le travail des enfants et des femmes de n'importe quel âge devra être coupé par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'au moins une heure quand la journée est de six à huit heures; d'une durée d'une heure et demie quand la

journée est de huit à onze heures, et d'une durée de deux heures quand la journée est de plus de onze heures.

En aucun cas le travail de ces ouvriers ne pourra durer plus de six heures ininterrompues.

ART. 9. — Les femmes de n'importe quel âge et les enfants âgés de moins de 15 ans auront droit à un jour entier (24 heures) de repos par semaine.

ART. 10. — Sauf stipulation contraire des autres lois et règlements, les propriétaires, gérants, directeurs, entrepreneurs, employeurs à forfait, occupant des enfants, ou des femmes de tout âge, devront adopter et faire adopter, conformément au règlement, tant dans les locaux de travail et leurs dépendances que dans les dortoirs, les réfectoires et les pièces réservées aux nourrissons, toutes les mesures propres à assurer l'hygiène, la sécurité et la morale.

Dans les fabriques occupant des femmes, on devra permettre aux ouvrières d'allaiter leurs nourrissons, soit dans une pièce spéciale annexée à l'établissement, soit au dehors, en les autorisant à quitter la fabrique aux heures indiquées par le règlement intérieur, et sans leur supprimer les repos prescrits à l'article 8.

Toute fabrique occupant au moins 50 femmes devra toujours posséder une pièce indépendante réservée aux nourrissons.

ART. 11. — Les règlements intérieurs des établissements visés par la présente loi devront être rendus conformes aux propositions de ladite loi et du règlement prévu à l'article 13 ; ils seront visés par le maire et ainsi rendus authentiques ; ils seront affichés en bonne place pour qu'ils puissent être consultés par les intéressés et les fonctionnaires désignés à l'article ci-dessous.

ART. 12. — L'application de la présente loi est confiée au Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, qui en assurera l'exécution par l'intermédiaire des inspecteurs d'industrie, des ingénieurs des mines et de leurs assistants, et des agents de la police judiciaire.

Les personnes chargées de la surveillance auront libre accès dans les ateliers, mines, carrières, galeries, et y relèveront les infractions faites à la loi et au règlement.

Les procès-verbaux dressés seront envoyés sans retard à l'autorité judiciaire compétente ; copie en sera remise à la préfecture locale.

Les fonctionnaires désignés ci-dessus seront soumis à l'article 5, troisième paragraphe de la loi du 17 mars 1898, n° 80, sur la divulgation des secrets de fabrication.

ART. 13. — Toute infraction aux dispositions contenues dans les 9 premiers articles de la loi sera punie d'une amende de 50 francs au maximum pour chacune des personnes auxquelles se rapporte ladite infraction, sans toutefois que le montant total de l'amende puisse excéder 5,000 francs,

Les contraventions aux articles 10 et 11 seront punies d'une amende variant de 50 à 500 francs ; celles aux dispositions du règlement prévu par l'article 15 d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 francs.

En cas de récidive, l'amende sera augmentée dans des proportions allant du sixième au tiers.

Le produit des amendes sera versé à la Caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité, instituée par la loi du 17 juillet 1898, n° 350.

ART. 14. — Lorsque l'infraction sera passible d'amende seulement, le délinquant pourra interrompre l'action pénale en versant, avant l'ouverture des débats, une

somme égale au maximum de l'amende fixée pour ladite infraction, et en payant les frais du procès.

ART. 15. — Dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi à la *Gazzetta ufficiale*, un règlement d'administration publique approuvé par décret royal et rendu après avis du Conseil d'État, du Conseil supérieur d'hygiène et du Conseil de l'industrie et du commerce, viendra fixer le mode d'application de la loi.

La loi entrera en vigueur quatre mois après la publication dudit règlement.

Les modifications apportées ultérieurement au règlement entreront en vigueur quatre mois après leur publication.

ART. 16. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Loi du 29 juin 1902 portant création d'un Office du travail. (1)

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce un Office du travail.

L'Office du travail a pour mission :

a) De recueillir, de coordonner et de publier les renseignements et informations relatifs au travail dans le royaume et dans les pays étrangers vers lesquels se porte de préférence l'émigration, notamment en ce qui concerne : l'état et le développement de la production nationale; l'organisation et la rémunération du travail ainsi que ses rapports avec le capital; le nombre et la condition des ouvriers ainsi que l'état du chômage; les grèves avec leurs causes et leurs résultats; le nombre, les causes et les conséquences des accidents du travail; les effets des lois intéressant plus spécialement le travail et la situation comparée du travail en Italie et à l'étranger,

b) De suivre et de faire connaître les progrès de la législation et des institutions ayant à l'étranger un caractère social, et de concourir à l'étude des réformes à introduire dans la législation ouvrière en Italie.

c) D'effectuer tous les travaux et toutes les recherches se rattachant à cet ordre d'idées, qui lui seraient demandés par le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, soit directement, soit à la suite d'un vote ou d'une proposition du Conseil supérieur du travail.

ART. 2. — Il est en outre institué au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, un Conseil supérieur du travail, présidé par le Ministre, ou, à son défaut, par le sous-secrétaire d'État.

Le Conseil se compose de 43 membres, non compris le président, à savoir :

3 sénateurs nommés par le Sénat et 3 députés nommés par la Chambre, pour toute la durée de la législature ;

4 membres nommés par les chambres de commerce ;

4 membres nommés par les comices agraires ;

3 membres nommés par la fédération des sociétés de secours mutuels ;

3 membres nommés par la ligue nationale des sociétés coopératives italiennes ;

2 membres nommés par l'association des banques populaires.

Font, en outre, partie du conseil : le directeur général de l'agriculture ; le directeur général de la statistique ; le directeur général de la marine marchande ; le di-

(1) *Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia*, 7 juillet 1902.

recteur de l'industrie et du commerce ; le directeur de la division du crédit et de la prévoyance ; le directeur de l'Office du travail ; le commissaire général de l'émigration.

Les 14 autres membres sont nommés par décret royal sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce. Ils sont choisis : 2 parmi des économistes et des statisticiens, 5 parmi les producteurs et chefs d'exploitations agricoles, industrielles ou commerciales ; 2 parmi les ouvriers et contremaîtres des mines de la Sicile et de la Sardaigne ; un parmi les ouvriers des ports et les gens de mer ; 4 parmi les paysans et les ouvriers.

A l'exception des 3 sénateurs et des 3 députés, tous les membres nommés restent 3 ans en charge ; ils sont rééligibles, et se renouvellent chaque année par tiers.

Pendant les deux premières années, l'ordre de sortie sera réglé par voie de tirage au sort.

ART. 3. — Le directeur de l'Office du travail fait, de droit, partie du conseil de l'émigration et du conseil de la Caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité des ouvriers.

ART. 4. — Le Conseil supérieur du travail est appelé à examiner les questions concernant les rapports entre patrons et ouvriers ; à suggérer les mesures à adopter pour améliorer le sort des ouvriers ; à proposer les études et les enquêtes que devra entreprendre l'Office du travail ; à donner son avis sur les projets de lois ayant trait au travail et sur toutes les affaires que le Ministre juge à propos de lui soumettre,

ART. 5. — Il est institué dans le Conseil supérieur du travail une commission permanente chargée de recueillir et coordonner les éléments afférents aux études et aux travaux du Conseil et revêtue des attributions consultatives qui lui seront attribuées par le règlement prévu à l'article 13.

La commission permanente se compose de 9 membres choisis parmi les membres du conseil et désignés par lui ; trois d'entre eux devront être pris parmi les conseillers ouvriers.

ART. 6. — Les membres du Conseil et de la commission ne résidant pas à Rome recevront une indemnité de voyage et de séjour telle que fixée par un règlement à venir.

ART. 7. — L'Office du travail publiera, au moins une fois par mois, un *Bulletin de l'Office du travail*, contenant les renseignements et informations spécifiés à l'article 1, et notamment ceux relatifs aux pays vers lesquels se porte l'émigration italienne. L'Office fera également paraître des publications spéciales sur toutes les questions intéressant le travail.

ART. 8. — Les publications de l'office du travail seront vendues, au numéro ou à l'abonnement, au prix coûtant.

Elles seront envoyées gratuitement aux associations ouvrières qui en feront la demande

ART. 9. — Les autorités locales, les corps constitués, les sociétés agricoles, industrielles, commerciales et ouvrières ainsi que les offices locaux du travail sont tenus de fournir à l'Office du travail, les renseignements et les informations qu'il pourra leur demander et dont il aura besoin pour s'acquitter de sa mission.

Les communications que ces personnes adresseront à l'Office du travail jouiront de la franchise postale.

ART. 10. — Ceux qui refuseront de fournir les renseignements et les informa-

tions demandés par l'Office du travail, ou qui, sciemment altéreront la vérité, seront punis d'une amende variant de 5 francs au moins à 50 francs au plus.

ART. 11. — Des décrets royaux rattacheront progressivement à l'Office du travail tous les services relatifs au travail, à la prévoyance et à l'assurance sociales.

Il est ouvert un crédit annuel de 50,000 francs pour le personnel de cet Office; il sera pourvu, sur le budget du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice 1902-1903, aux modifications organiques qui pourraient se produire.

ART. 12. — On portera la somme de 50,000 francs destinée à faire face aux dépenses de l'Office et du Conseil du travail, au chapitre des dépenses du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1902 au 30 juin 1903.

ART. 13. — Un règlement approuvé par décret royal rendu après avis du Conseil d'État :

Établira la base du fonctionnement de l'Office du travail ;

Spécifiera ses attributions ainsi que celles du Conseil du travail et de la commission permanente ;

Fixera le mode selon lequel les chambres de commerce, les comices, la fédération, la ligue et l'association désignées à l'article 2 désigneront leurs représentants et les choisiront parmi leurs membres ;

Déterminera enfin tous les points nécessaires à la bonne exécution de la loi elle-même.

Une partie du personnel devant constituer l'Office du travail, sera choisie, lors de sa création, parmi les économistes et les statisticiens qui devront produire leurs titres.

ART. 14. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1902.

SUISSE.

Loi fédérale, du 26 juin 1902, concernant le payement des salaires et les amendes dans les entreprises soumises à la responsabilité civile, conformément à la loi fédérale du 26 avril 1887.

ART. 1^{er}. — Les prescriptions des articles 7 et 10 (1) de la loi fédérale du 23 mars 1877, concernant le travail dans les fabriques sont appliquées comme suit aux entreprises soumises à la loi fédérale du 26 avril 1887 sur l'extension de la responsabilité civile complétant celle du 25 juin 1881.

(1) Voici le texte des articles 7 et 10 de la loi fédérale du 13 mars 1877 :

ART. 7. — Les fabricants sont tenus d'établir un règlement sur toute l'organisation du travail, sur la police de la fabrique, sur les conditions d'admission et de sortie, sur le payement des salaires.

Si le règlement statue des amendes, celles-ci ne peuvent pas dépasser la moitié du salaire d'une journée.

Le produit des amendes doit être employé dans l'intérêt des ouvriers, et particulièrement consacré à des caisses de secours.

Les déductions de solde pour travail défectueux ou détérioration de matières premières ne sont pas considérées comme des amendes.

a. Les possesseurs des entreprises mentionnées sont tenus de régler leurs ouvriers au moins tous les quinze jours, au comptant et en monnaie ayant cours légal.

Par entente spéciale et préalable, les parties pourront aussi convenir que le paiement a lieu tous les mois.

La partie du salaire portée à compte nouveau le jour de la paye ne doit pas excéder le salaire dû pour six jours.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement seront fixées préalablement de gré à gré; toutefois, le paiement doit avoir lieu, au plus tard, le premier jour de paye qui suit l'achèvement de l'ouvrage.

Pour les travaux dont l'exécution exige plus de douze jours, l'ouvrier a droit, le jour de paye, à un acompte correspondant au travail effectué.

b. Les amendes ne peuvent être prononcées que sur la base d'un règlement approuvé.

Elles ne peuvent, en aucun cas, dépasser la moitié du salaire journalier de l'ouvrier puni; le produit doit en être employé dans l'intérêt des ouvriers et particulièrement consacré à des caisses de secours.

Les déductions de solde pour travail défectueux ou détérioration de matières premières ne sont pas considérées comme des amendes.

ART. 2. — Les contestations sur le mode de paiement, sur les retenues de salaire et sur la perception et l'emploi des amendes seront tranchées par le juge compétent.

ART. 3. — Les cantons sont chargés de l'exécution de la présente loi; le Conseil fédéral exerce la haute surveillance sur cette exécution.

Les gouvernements cantonaux transmettront, en tout temps, à l'autorité fédérale les renseignements que celle-ci leur demandera.

ART. 4. — Les contraventions aux prescriptions de la présente loi ou aux ordres écrits des autorités compétentes seront frappées par les tribunaux d'une amende de 5 à 500 francs, sans préjudice de la responsabilité civile.

ART. 5. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale, du 17 juin 1874, concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque de son entrée en vigueur.

(Date de la publication : 9 juillet 1902.)

(Délai d'opposition : 7 octobre 1902.)

Les fabricants doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et au respect des convenances dans les ateliers où sont occupés des ouvriers et des ouvrières.

ART. 10. — Les fabricants sont tenus de régler leurs ouvriers au moins tous les quinze jours, au comptant, en monnaie ayant cours légal, et dans la fabrique.

Les conventions spéciales entre patrons et ouvriers et les règlements de fabrique pourront aussi déterminer que le paiement a lieu tous les mois.

La partie du salaire portée à compte nouveau le jour de la paye ne doit pas excéder le salaire de la dernière semaine.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

Il est interdit de faire, sur le salaire des ouvriers, une retenue pour un but spécial, si cette retenue ne résulte pas d'une convention entre l'ouvrier et le patron.

Arrêté du Conseil d'État du canton de Saint-Gall, sur la conciliation en cas de grèves (25 février 1902).

ART. 1^{er}. — Lorsque parmi les patrons et les ouvriers de quelque établissement isolé, ou de groupes professionnels tout entiers, des différends se seront élevés, qui pourraient conduire à une cessation de travail, ou bien quand une grève sera déjà un fait accompli, le Conseil d'État donnera aux parties, dans les conditions du présent arrêté, l'occasion de régler le différend par une procédure de conciliation.

ART. 2. — A cet effet, le Conseil d'État, en cas de grève imminente ou déjà déclarée, nommera, sur la demande d'un intéressé, un comité de conciliation sous la présidence d'un de ses membres ou d'une tierce personne hors de cause.

Dans des cas graves, la municipalité ou l'administration du district peut aussi solliciter du Conseil d'État la constitution d'un comité de conciliation.

ART. 3. — S'il s'agit de différends entre ouvriers et patrons d'un ou de plusieurs groupes professionnels, le comité de conciliation doit se composer, en dehors du président, d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers de la profession en cause ou d'autres personnes du métier.

S'agit-il, par contre, de différends entre des ouvriers et le patron d'un établissement isolé, le Conseil d'État peut charger un de ses membres ou un tiers hors de cause de chercher à lui seul un terrain d'entente.

ART. 4. — Le président du comité de conciliation avise immédiatement les parties de l'ouverture des opérations en vue de la conciliation, désigne un secrétaire-rapporteur et compose la liste des membres du comité, qui est subordonnée à l'approbation du Conseil d'État.

En règle générale, doivent être nommés du comité deux représentants pour chacune des parties; il y a lieu, ce faisant, de tenir compte, dans la mesure du possible, des propositions des parties. Le comité de conciliation peut se compléter lui-même; toutefois, il faut, en ce cas, nommer toujours un nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Le comité de conciliation est convoqué aux séances par le président.

Les décisions du comité sont prises à la majorité absolue.

Le procès-verbal des opérations en vue de l'arrangement sera signé par tous les membres du comité de conciliation.

ART. 5. — Le Conseil d'État, sur le rapport du comité, ou, selon le cas, du délégué chargé de concilier les parties, fera publier un avis dans le journal officiel:

a) Quand la procédure de conciliation aura été repoussée par l'une des parties, avec l'exposé des principaux motifs du refus;

b) Quand la proposition d'arrangement une fois faite aura été repoussée par l'une des parties ou par toutes deux, avec l'énoncé de l'offre et l'indication des principaux motifs du refus;

c) Quand un arrangement sera intervenu, avec l'exposé de ses grandes lignes.

L'inspection du travail en 1900 et 1901 (1). — Au 31 décembre 1901, le nombre des établissements industriels soumis à la loi fédérale sur les fabriques, du 23 mars 1877, s'élevait, dans les trois arrondissements d'inspection de la Suisse, à 6,121, occupant ensemble 241,121 ouvriers.

Le tableau suivant indique comment se décomposent ces chiffres pour chacun des arrondissements :

1 ^{er} arrondissement :	2,054 établissements	93,519 ouvriers.
2 ^e —	1,804 —	51,860 —
3 ^e —	2,263 —	95,742 —
TOTAL.....	6,121	241,121

Au 31 décembre 1899, le nombre des établissements soumis à la loi n'était que de 5,910 : il a donc augmenté de 211 au cours de la dernière période d'inspection.

Le nombre des inspections faites en 1900 et en 1901 s'est élevé à 13,183. Ce total comprend non seulement les visites faites dans les fabriques soumises à la loi, mais encore celles qui ont eu lieu dans les entreprises soumises seulement aux lois sur la responsabilité civile.

Un certain nombre d'établissements — et notamment les fabriques d'allumettes — ont été inspectés plusieurs fois au cours de 1900-1901.

Le nombre total des accidents déclarés s'est élevé pour les deux années à 47,813. Le tableau suivant fait connaître comment se répartissent, dans chaque arrondissement, les chiffres des accidents dans les fabriques et les autres établissements, ainsi que le total des indemnités payées.

ARRONDISSE- MENTS.	a. ACCIDENTS dans les fabriques.			b. ACCIDENTS survenus dans d'autres entreprises soumises aux lois sur la responsabilité civile.		INDEMNITÉS payées pour les fabriques et entreprises.			
	Nombre d'ouvriers. (2)	Nombre des accidents.		1899. 1900.		TOTAL a ET b. 1899. 1900.		1899. 1900. francs. francs.	
		1899.	1900.						
I.....	93,519	5,504	5,076	4,027	3,736	9,531	8,812	1,566,873	1,517,852
II (3)....	48,381	2,564	2,683	2,659	3,131	5,223	5,814	858,220	828,494
III.....	95,742	4,793	4,736	3,579	3,623	8,372	8,359	1,612,655	1,349,826
	237,642	12,861	12,495	10,265	10,490	23,126	22,985	4,037,748	3,696,172

(1) D'après les Rapports des inspecteurs fédéraux des fabriques et des mines pour les années 1900 et 1901, publiés par le Département fédéral de l'industrie.

(2) Le nombre des ouvriers se rapporte à l'une des années 1899, 1900, 1901.

(3) Les chiffres d'accidents ne comprennent que les accidents entraînant une incapacité de plus de six jours.

Si l'on examine les accidents survenus dans les *fabriques* seulement, en les classant par groupes d'industries, et en ne considérant que ceux donnant droit à l'indemnité, on obtient les résultats suivants :

ACCIDENTS DE FABRIQUES CLASSÉS PAR GROUPES D'INDUSTRIE.

GROUPES D'INDUSTRIE.	NOMBRE des ouvriers. 1)	ACCIDENTS AYANT OCCASIONNÉ une incapacité temporaire de travail.				INDEMNITÉS PAYÉES.		CAS de mort.	
		1899.		1900.					
		Acci- dents.	Jours.	Acci- dents.	Jours.	1899.	1900.	1899	1900
						francs.	francs.		
Industrie du coton.....	38.015	982	23.136	1.019	22.937	145.979	158.019	3	3
Industrie de la soie.....	33.578	476	10.374	432	9.863	62.292	73.948	1	—
Autres industries textiles.....	25.510	387	7.779	402	8.732	50.559	68.849	1	3
Travail des cuirs, peaux et poils.	9.322	284	4.574	278	6.039	30.542	45.956	—	—
Aliments stimulants.....	16.976	1.057	24.392	987	22.495	258.388	195.586	12	6
Industrie chimique.....	6.527	805	16.429	797	16.975	133.204	163.859	6	9
Fabrication du papier et industries polygraphiques...	13.411	555	10.585	568	11.854	88.144	126.678	1	6
Industrie du bois.	14.365	1.669	38.976	1.424	30.558	427.984	301.386	7	7
Métaux et machines.....	45.208	5.100	99.089	5.057	100.372	833.874	874.779	12	12
Horlogerie, bijouterie.....	22.247	261	4.410	275	4.862	58.214	36.044	1	1
Salines, travail des terres et des pierres...	12.483	1.166	22.665	1.052	21.339	235.868	162.225	14	6
TOTAL...	237.642	12.742	262.408	12.291	256.026	2.325.048	2.207.327	58	53

Ces divers chiffres permettent d'établir comme suit les moyennes d'accidents et de jours d'incapacité de travail pour les ouvriers des *fabriques* :

	1899.	1900.
Accidents par 1,000 ouvriers.....	53.61	51.72
Moyenne des jours d'incapacité par accident.....	20.59	20.83
Moyenne des jours d'incapacité par ouvrier.....	1.10	1.07

(1) Le nombre des ouvriers se rapporte à l'une des années 1899, 1900, 1901.

Si l'on examine les accidents survenus dans les *entreprises*, soumises seulement aux lois sur la *responsabilité civile*, on obtient les résultats suivants :

	1899.	1900.
Accidents ayant occasionné une incapacité de travail.....	10.063	10.259
Nombre de journées d'incapacité.....	210.015	205.708
Moyenne des journées d'incapacité par accident.....	21.35	20.00
Indemnités payées.....	1.712.700	1.488.845

Le nombre des cas de mort dans les *entreprises* s'est élevé à 117 en 1899 et à 66 en 1900; il n'a été que de 58 en 1899 et 53 en 1900 dans les *fabriques*.

Le total des autorisations exceptionnelles de travail prolongé accordées en 1900 et 1901 s'est élevé à 2.017 pour 6.090 établissements occupant 242.487 ouvriers.

Le rapport constate que, par suite de la meilleure connaissance des lois et de la bonne volonté des industriels, le nombre des infractions à la loi et des observations diminue chaque année. (C'est ainsi que dans le 2^e arrondissement d'inspection, le total des observations et infractions suivies de prescriptions et de mises en demeure n'a été en 1900 et 1901 que de 605 au lieu de 734 en 1898 et 1899.) Le nombre des amendes infligées dans tout le pays pour contraventions à la loi sur les fabriques et aux lois sur la responsabilité civile a été de 356, représentant une somme de 7.212 francs. Dans le 2^e arrondissement, ces chiffres sont respectivement de 155 cas et de 2.020 francs; selon le rapporteur, ces chiffres ne correspondent pas au total des contraventions, par suite de la grande indulgence apportée par certains cantons dans l'application des pénalités prévues par la loi.

Le rapport examine la situation des diverses institutions fondées au profit des ouvriers; caisses de secours en cas de maladie; caisses d'épargne des fabriques, assurance sur la vie, pensions de retraites, etc. Mais comme les renseignements fournis pour les 3 arrondissements ne se rapportent pas à la même année, il n'a pas été possible de donner des résultats pour la Suisse entière.

Dans le 1^{er} et le 3^e arrondissement, pour un total de 5.317 établissements soumis à la loi et occupant 189,261 ouvriers, on comptait en 1900, 463 caisses de maladie avec 89,365 membres, alimentées par les cotisations des ouvriers et par les dons volontaires des patrons. L'avoir de ces caisses s'élevait à 3,071,203 francs, soit à 34 fr. 60 par tête. Le nombre des journées de maladie a été de 629,163 représentant une somme de 1,395,884 francs pour indemnités et frais de guérison. Dans le 1^{er} arrondissement, le nombre de jours de maladie par tête a été de 7.5 et dans le 3^e de 6.58.

Dans le 2^e arrondissement, pour un total de 1,804 fabriques avec 51,860 ouvriers, on comptait en 1901 92 caisses de secours avec 11,513 membres. Ces caisses possédaient un capital de 383,599 francs, (soit 33.31 par tête); elles ont payé 67,770 journées de maladies, soit un total de 165,937 francs. La moyenne des journées de maladie ressort ici à 5^{fr} 80 par tête.

On comptait en 1900, dans toute la Suisse, 104 caisses d'épargne de fabriques comptant 10,727 livrets, représentant une somme totale de 3,908,831 francs. Ce nombre relativement restreint de caisses d'épargne privées s'explique par ce fait que les ouvriers ont à leur disposition les caisses d'épargne cantonales et les caisses locales, dans tous les centres industriels de quelque importance.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 12 juillet 1902 portant modification au règlement de la caisse des retraites des agents et ouvriers commissionnés des chemins de fer de l'Etat.

(J. O., 21 juillet 1902.)

Rapport au Président de la République, adressé par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, suivi d'un décret, en date du 18 juillet 1902, réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

(J. O., 19 juillet 1902.)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

Depuis longtemps, les graves maladies des peintres en bâtiment qui manipulent cette substance ont attiré l'attention des hygiénistes et ému l'opinion publique. Récemment encore, le comité consultatif d'hygiène publique de France, le conseil général des bâtiments civils, la commission d'hygiène industrielle du Ministère du Commerce, appelés à examiner la question, n'ont pas hésité à reconnaître la nocivité du blanc de céruse et la possibilité de lui substituer d'autres produits dans la plupart des travaux de la peinture en bâtiment.

Le projet primitif de règlement élaboré par la commission d'hygiène industrielle concluait à l'interdiction absolue de l'emploi de la céruse dans les travaux de la peinture en bâtiment.

Le comité consultatif des arts et manufactures fut d'avis de modifier ce projet et d'édicter seulement un certain nombre de précautions à observer.

Après un examen minutieux des avis émis par les conseils saisis de la question, il m'avait paru que, pour protéger efficacement les ouvriers peintres, il était nécessaire d'ajouter aux simples mesures de précaution édictées par le comité consultatif des arts et manufactures des dispositions interdisant l'emploi de la céruse : 1° dans tous les travaux d'impression, de rebouchage et d'enduisage; 2° après un délai évalué d'après les nécessités industrielles, dans tous les travaux de peinture à l'intérieur des bâtiments.

Le Conseil d'Etat, auquel le projet de décret a été renvoyé, conformément à la loi, a présenté contre ces dispositions des objections d'ordre juridique. Il a été d'avis que leur introduction dans le règlement d'administration publique élaboré n'était aucunement autorisée par les termes de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

En présence de cet avis, je n'ai pas cru pouvoir maintenir l'interdiction d'employer la céruse dans certains travaux de la peinture en bâtiment, et c'est le texte approuvé par le comité consultatif des arts et manufactures et le Conseil d'Etat que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Mais, pour les raisons d'hygiène et de salubrité qui m'avaient déterminé à préparer le texte primitif de décret, je me réserve de vous demander ultérieurement

de présenter au Parlement un projet de loi spécial visant l'interdiction écartée par le Conseil d'État.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

GEORGES TROUILLOT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1° Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. . . ;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article. »

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — La céruse ne peut être employée qu'à l'état de pâte dans les ateliers de peinture en bâtiment.

ART. 2. — Il est interdit d'employer directement avec la main les produits à base de céruse dans les travaux de peinture en bâtiment.

ART. 3. — Le travail à sec au grattoir et le ponçage à des peintures au blanc de céruse sont interdits.

ART. 4. — Dans les travaux de grattage et de ponçage humides, et généralement dans tous les travaux de peinture à la céruse, les chefs d'industrie devront mettre à la disposition de leurs ouvriers des surtouts exclusivement affectés au travail, et en prescrire l'emploi. Ils assureront le bon entretien et le lavage fréquent de ces vêtements.

Les objets nécessaires aux soins de propreté seront mis à la disposition des ouvriers sur le lieu même du travail.

Les engins et outils seront tenus en bon état de propreté, leur nettoyage sera effectué sans grattage à sec.

ART. 5. — Les chefs d'industrie seront tenus d'afficher le texte du présent décret dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers.

ART. 6. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Décret du 20 juillet 1902 relatif à la répartition, en 1902, des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.

(J. O., 25 juillet 1902.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du Ministre des finances;

Vu la loi du 31 décembre 1895, relative à la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites;

Vu l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1896, modifiant l'article 3 de la loi du 31 décembre 1895,

Vu le décret du 9 juin 1896, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 31 décembre 1895 susvisée;

Vu la loi de finances du 13 avril 1898, et notamment l'article 75 de ladite loi;

Vu la loi de finances du 30 mai 1899, et notamment l'article 33 de ladite loi;

Vu la loi de finances du 25 février 1901, et notamment l'article 60 de ladite loi;

Vu la loi de finances du 30 mars 1902;

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — Les demandes de majoration de rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraites devront être produites par les intéressés, avec les justifications réglementaires à l'appui, avant le 30 novembre 1902 au plus tard, sous peine d'exclusion.

ART. 2. — L'attribution des majorations et des bonifications spéciales sera faite dans les conditions spécifiées par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1896 et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, et l'article 3 du décret du 9 juin 1896.

ART. 3. — Auront droit à cette attribution, en 1902, les personnes visées à l'article 1^{er} du présent décret, qui, n'ayant point encore reçu de rente supplémentaire, seront âgées de 65 ans au moins en 1902, et qui, indépendamment des autres conditions exigées par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1895, justifieront de vingt-deux années de prévoyance.

ART. 4. — Les rentes supplémentaires seront émises avec jouissance du 1^{er} janvier 1902, pour les rentiers âgés de 65 ans au moins au 31 mars 1902, et, pour les rentiers atteignant leur soixante-cinquième année du 1^{er} avril au 31 décembre 1902, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront cet âge, à charge de justifier de leur existence à cette date.

ART. 5. — L'administration de la Caisse des dépôts et consignations est chargée de l'instruction des demandes tendant à l'obtention des majorations visées par la loi du 31 décembre 1895 et de la liquidation de ces majorations.

ART. 6. — Les frais concernant les majorations afférentes à l'année 1902 et résultant soit de l'enquête, soit de la répartition et de la délivrance des rentes à accorder, seront prélevés sur le crédit inscrit, en vue desdites majorations, au budget du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

ART. 7. — Les Ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
en date du 20 juin 1902, adressée aux préfets, sur l'application de l'article 10
de la loi du 2 novembre 1892 relatif à la mention du certificat d'études primaires
sur les livrets de travail.

MONSIEUR LE PRÉFET,

L'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes prescrit aux maires de mentionner, sur les livrets de travail des enfants de moins de 13 ans, que ces jeunes ouvriers sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Cette mention permet aux inspecteurs du travail de se rendre compte si l'enfant porteur du livret remplit bien les conditions exigées par l'article 2, § 2 de la loi du 2 novembre 1892, n'autorisant l'emploi des enfants de 12 à 13 ans que s'ils sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et d'un certificat d'aptitude physique.

Or, M. le Ministre de l'instruction publique m'informe qu'un certain nombre de maires délivrent à des enfants de 12 à 13 ans des livrets de travail sur la présentation d'une autre pièce que le certificat institué par la loi du 28 mars 1882.

Je vous serais donc obligé de rappeler à MM. les maires de votre département qu'ils ne doivent pas établir de livrets, pour les enfants de 12 à 13 ans, sans exiger, outre le certificat d'aptitude physique, la présentation du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et revêtu du sceau de l'inspecteur d'académie. Aucun autre certificat ne saurait tenir lieu de cette pièce. Les maires devront notamment se tenir en garde contre les confusions qui pourraient se produire entre le certificat d'études primaires élémentaires délivré par l'État et les attestations quelconques de scolarité que des directeurs d'écoles privées remettent à leurs élèves.

Je vous prie, en m'accusant réception de cette circulaire, de me faire connaître les mesures que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

Recevez, etc. . .

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,
en date du 3 août 1902, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail,
sur l'application du décret du 4 juillet 1902, admettant certains genres de
travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE,

Je vous ai fait parvenir le texte d'un décret, en date du 4 juillet 1902, qui a admis certains genres de travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Je vous signale tout particulièrement les dispositions de ce décret qui concernent les maçons et couvreurs travaillant en chantier, car le travail essentiellement irrégulier de ces ouvriers nécessite un régime spécial.

La construction des bâtiments ne peut s'exécuter activement que pendant la bonne saison, l'influence du froid pouvant compromettre la solidité des travaux; il en résulte qu'à une certaine époque de l'année il règne dans cette industrie, comme dans les industries saisonnières, une activité qui justifie, aux termes de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, une prolongation de la durée du travail.

Si l'irrégularité du travail du bâtiment ne provenait que de cette seule cause, l'industrie considérée ne devrait prétendre qu'aux seules dérogations octroyées aux industries saisonnières et dont la durée a été fixée par la circulaire du 17 mai 1900.

Mais, même dans la période d'activité, les travaux exécutés en plein air subissent

les effets des troubles atmosphériques et doivent être souvent, soit suspendus par suite de mauvais temps, soit prolongés, contre toute attente, en cas de menace de mauvais temps, pour l'achèvement de certaines opérations. Il est difficile de ne pas tenir compte de ces circonstances particulières. Aussi m'a-t-il paru légitime de faire profiter les chantiers en plein air de tolérances plus larges que celles accordées aux industries qui ne sont que saisonnières.

Aux termes des instructions actuelles, ces dernières peuvent porter à douze heures la durée du travail pendant soixante jours par an et supprimer quinze fois par an le repos hebdomadaire. J'estime que l'on peut sans inconvénient porter au maximum de quatre-vingt-dix jours par an la durée pendant laquelle les ouvriers maçons et couvreurs travaillant en chantier pourront faire douze heures. Cette latitude paraît suffisante pour obvier aux inconvénients résultant de l'irrégularité du travail; dans le cas toutefois où des circonstances tout à fait exceptionnelles vous sembleraient exiger une plus longue période d'activité, vous devriez m'en référer avant d'accorder des tolérances supplémentaires.

Ayant ainsi réglé le nombre annuel de jours où la durée de travail peut être élevée à douze heures pour les industries de bâtiment inscrites au décret, il y a lieu de se demander s'il faut lever pour elles l'obligation du repos hebdomadaire. Cette obligation ne vise actuellement que les ouvriers de moins de 18 ans et les femmes; les hommes adultes n'y sont pas astreints. L'industrie du bâtiment ne semble pas avoir besoin de cette dérogation relative aux enfants, dont elle n'a pas bénéficié jusqu'à présent. Ce ne sont en effet que les obligations imposées aux adultes par la loi nouvelle du 30 mars 1900 qui motivent les réclamations actuelles. D'autre part, il est très désirable que les jeunes ouvriers occupés à des travaux réellement pénibles puissent jouir chaque semaine d'un jour de repos.

Vous devrez, en conséquence, limiter à la seule prolongation de durée de travail les autorisations à accorder aux catégories du bâtiment énumérées au décret.

Il y aura lieu d'assimiler, pour le régime des dérogations, aux maçons et couvreurs travaillant en plein air, les briquetiers et tuiliers travaillant en plein air.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire dont je vous envoie un nombre suffisant d'exemplaires destinés aux inspecteurs placés sous vos ordres.

Recevez, etc.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant le mois de juillet 1902, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Assistance. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet 1902. — Dépôt, par M. Émile Rey, d'un rapport sommaire sur :

1° La proposition de loi de MM. Émile Rey et Lachizée, relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables;

2° La proposition de loi de M. Bienvenu Martin sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

(Doc. parl. n° 222.)

Assurance contre la vieillesse. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1902. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer. (Doc. parl. n° 187.)

— Séance du 10 juillet 1902. — Dépôt, par M. Gongy, d'un rapport sommaire sur cette proposition de loi.

Durée de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1902. — Dépôt, par M. Congy, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Rudelle, tendant à modifier la loi du 30 juin 1900 sur le travail des adultes, des femmes et des enfants dans les établissements industriels, manufactures, usines, ateliers, chantiers. (Doc. parl. n° 202.)

Ouvriers de l'imprimerie nationale. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 juillet 1902. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but de réorganiser la caisse des retraites et d'assurances contre la maladie des employés, ouvriers et ouvrières de l'imprimerie nationale.

Palais du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juillet 1901. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 300,000 francs, en vue d'accorder une subvention pour achèvement du Palais du Travail, place Dupleix, et pour aménagement de locaux destinés aux associations ouvrières coopératives et syndicales. (Doc. parl. n° 265.)

Réglementation du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 juillet 1902. — Dépôt, par M. Dron, d'une proposition de loi relative à la réglementation du travail des adultes dans les établissements industriels.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1902. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

Warrants agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juillet 1902. — Dépôt, par M. de Castelnaud, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Guillaume Chastenot, sur les warrants agricoles.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Au cours du 2° trimestre de 1901, la situation de l'industrie des charbonnages reste à peu près la même que pendant le trimestre précédent. L'outillage tend de plus en plus à être actionné par l'énergie électrique; la production et la vente ont été assez actives; les salaires sont légèrement en voie de hausse; le chômage est nul, la main d'œuvre suffisante; pas de changement dans la durée du travail. La minoterie-semoulerie subit une légère crise; la fabrication est sensiblement réduite et les prix de vente sont faibles; les salaires sont toujours les mêmes. Dans la raffinerie de sucre, pas de changement appréciable sur le trimestre précédent; léger ralentissement dans la production; les sucres raffinés ont subi une certaine baisse suivant en cela le mouvement rétrograde qui s'est manifesté sur les cours des sucres bruts; néanmoins, les prix pratiqués laissent une marge normale; chômages partiels, durée du travail 10 heures par jour, sauf pour les ouvriers à la tâche. Dans la rizerie, le nombre des établissements en activité reste stationnaire; production plutôt faible, prix de vente peu rémunérateurs. La brasserie, comme dans le trimestre précédent, se trouve dans une situation très satisfaisante. La stéarinerie est fortement éprouvée par l'afflux toujours croissant des stéarines étrangères; production moins active; les cours restent stationnaires malgré le renchérissement des matières premières. Dans la savonnerie, la situation est à peu près la même que pendant le trimestre précédent; vente et production plutôt faibles par suite du cours élevé des matières premières; néanmoins, pas de chômage; les salaires sont stationnaires.

La fabrication et la vente des huiles ont été plus actives au cours du 2° trimestre de 1902

par suite de la diminution des importations des huiles de coton; trois huileries, occupant 500 ouvriers environ, qui n'étaient pas exploitées ces dernières années, ont été récemment ouvertes; les salaires n'ont pas varié. Dans le *tissage* et la *corderie*, l'état de l'industrie est sensiblement le même que dans le trimestre précédent; vente faible à cause de la concurrence étrangère; les prix sont désavantageux; les salaires restent les mêmes; pas de chômage, durée de la journée de travail 10 heures. La situation de l'industrie de la *construction mécanique* a subi, dans ces derniers temps, une dépression assez notable; il s'est créé un établissement pour la construction des machines à vapeur; prix de vente peu rémunérateurs, les salaires tendent à s'accroître. Pas de changement appréciable dans la *fonderie* de fonte et l'*affinage* du plomb. Dans l'industrie des *chaux et ciments*, situation normale; l'outillage des usines à ciment de la région de Valdonne et de la Bédoule tend à se mettre au niveau des progrès réalisés dans le Nord, notamment sous le rapport de la «mouture»; les tubes à boulets de silex tendent de plus en plus à se substituer aux meules; sans changement sensible les prix de vente sont plutôt en baisse; pas de variation dans les salaires; la main-d'œuvre est abondante. Situation analogue dans l'industrie de la *céramique* et de la *verrerie*.

Charente-Inférieure. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de la Rochelle, la situation générale de l'industrie est sensiblement la même que dans le trimestre précédent; pas de changement dans le nombre des établissements en activité; 20 p. 100 de chômeurs chez les serruriers, 25 p. 100 chez les menuisiers; travail très abondant chez les peintres et les tailleurs de pierres; durée du travail, 10 à 11 heures par jour.

Ille-et-Vilaine. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Fougères, la situation générale de l'industrie est sans changement appréciable; état stationnaire dans le bâtiment; 5 p. 100 de chômeurs; durée moyenne du travail, 7 à 8 heures par jour.

Isère. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de la Tour-du-Pin, peu d'activité dans le travail; 15 p. 100 de chômeurs; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures; aucun changement dans les salaires.

Loir-et-Cher. — L'état du travail est en général assez satisfaisant dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Blois; le nombre des établissements en activité est toujours le même; pas de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 heures et demie.

Loire. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Saint-Chamond, léger ralentissement dans l'activité du travail depuis l'année dernière; chômages partiels dans l'industrie du fer; les salaires restent stationnaires.

Loire-Inférieure. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Saint Nazaire, la situation générale de l'industrie reste sans grand changement. Le travail est assez actif dans les corporations du bâtiment; les industries métallurgiques et les constructions navales subissent depuis quelque temps un léger ralentissement; 40 p. 100 de chômeurs, la durée moyenne de la journée de travail est de 11 heures; les salaires n'ont pas varié.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. — Dans la minoterie, le travail est en diminution sur l'an dernier; la production dépassant les besoins de la consommation, il en résulte des prix de vente désavantageux; les salaires des ouvriers restent néanmoins stationnaires avec une main-d'œuvre normale. Aucune modification ne s'est effectuée dans l'outillage des brasseries de bière, dont le nombre n'a pas varié; production faible par suite de l'abondance et du bas prix du vin; la main-d'œuvre est abondante et les salaires sont les mêmes.

Travail assez satisfaisant dans la fabrication des tissus de laine, surtout dans le tissage mécanique à façon. La production, au cours du 1^{er} semestre de 1902, a été plus active que durant le semestre précédent et la vente plus forte en raison des ordres nombreux venus des États-Unis; les salaires des ouvriers ont augmenté et ils ont une tendance à s'accroître encore; dans les tissages mécaniques, la main-d'œuvre est normale; chez les tisseurs à la main, elle fait défaut; pas de chômage. Dans le *tissage de lin*, le nombre des établissements est le même; l'outillage n'a pas été modifié. Légère reprise des affaires, mais les lins bruts sont encore d'un prix très élevé; prix de vente peu rémunérateurs, principalement pour la

filature; les salaires restent stationnaires. Dans les fabriques de *tulles* et *guipures*, la situation reste sans changement appréciable. En *dentelles*, la production est moyenne; la vente a lieu par à-coups avec alternative de faiblesse et d'activité; les prix sont plutôt à la baisse. En *tulle grec*, la demande est presque nulle. En *broderies*, les demandes sont très actives, mais les prix sont peu rémunérateurs par suite de la concurrence étrangère. Les *unis* ont une légère augmentation, 8 p. 100 environ; elle est justifiée par la hausse des fils de coton qui sont, en ce moment, extrêmement chers. Dans les fabriques de *batistes*, *mouchoirs*, *linons*, léger ralentissement dans le travail; production faible, le stock des marchandises existant actuellement pouvant subvenir largement aux besoins courants; les prix de vente sont stationnaires ainsi que les salaires. Dans la *blanchisserie* et *teinturerie*, aucune modification n'est à signaler dans le nombre des établissements et dans l'outillage; la production est peu active, les affaires sont calmes, les prix de vente peu rémunérateurs. Dans les *scieries de bois*, la production et la vente restent normales, les salaires ont une tendance à l'augmentation, la durée de la journée de travail est de 10 heures et demie; pas de chômage.

Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Fourmies, la situation générale de l'industrie est satisfaisante. On ne compte pas moins de 57 établissements importants de *filature* et de *tissage*, occupant de 6,500 à 7,000 ouvriers; 7 verreries occupant environ 1,250 ouvriers. Le chômage est presque nul (2 p. 100), la durée du travail est de 10 heures et demie par jour; le travail se fait principalement aux pièces.

Haut-Rhin. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BELFORT. — Dans le *tissage de coton*, le travail très actif, pendant le 2^e semestre de 1899 et pendant l'année 1900, se ralentit dans de notables proportions en 1901; néanmoins la demande semble se réveiller à chaque mouvement en hausse du coton, mais les prix ne sont malheureusement pas rémunérateurs et les marges du tissage ne sont pas satisfaisantes en raison du prix de la matière. Dans la *bonneterie*, travail assez abondant; les produits trouvent un écoulement assez facile; la main-d'œuvre est suffisante; les salaires sont stationnaires. En 1901, l'industrie du *chapeau de paille* a légèrement souffert. Le ralentissement qui s'est produit dans la fabrication a eu pour cause capitale le défaut d'arrivage des « tresses » qui constituent la matière première du chapeau. La campagne de 1902 s'ouvre sous de meilleurs auspices; les transactions comme les arrivages ont repris leur marche normale. Le commerce et l'industrie des *bois* ont subi pendant l'année 1901 un ralentissement sensible. Pendant les premiers mois, l'industrie du *bois*, se trouvant encore pourvue du solde des commandes non achevées en 1900, a continué sa marche normale et les cours des bois se sont maintenus assez fermement jusqu'en automne; les ventes de coupes de bois de l'exercice 1901 ont subi une baisse moyenne de 10 p. 100 sur les prix de 1900; les cours des *futaies de chêne* se sont maintenus malgré la pénurie des commandes pour 1902; enfin les bois du Nord ont subi, en fin d'année, une baisse d'environ 10 p. 100. Les *industries métallurgiques* également ont traversé, en 1901, une certaine crise due en grande partie à l'arrêt des constructions. Actuellement la situation s'est un peu améliorée comme activité de travail, mais les prix restent encore insuffisants. En fin d'année 1901, dans la fabrication des *essieux* et *ressorts*, on a pu constater une légère reprise dans les affaires qui permet d'espérer une certaine activité dans le travail pour l'année 1902. La vente de l'*horlogerie* en général, pendant l'année 1901, a été en légère augmentation sur celle de l'année précédente, la demande ayant été plus active, surtout pour la *montre*.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLEFRANCHE. — Pendant le 2^e trimestre de 1901, la situation générale de l'industrie est à peu près la même que pendant le trimestre précédent. Dans la *meunerie*, le nombre des établissements n'a pas changé; l'outillage ne subit aucune transformation; les prix sont normaux mais peu rémunérateurs; les salaires se maintiennent sans augmentation; main-d'œuvre suffisante; chômages partiels. Dans l'*outillage agricole*, la production et la vente sont faibles par suite de la crise viticole; pas de chômage; la durée moyenne de la journée de travail est de 9 à 10 heures. Vente très active dans l'industrie des *tissus de coton*, mais les prix sont en baisse; la main-d'œuvre fait défaut; pas de chômage.

Depuis le 1^{er} janvier 1902, la situation générale de l'industrie de la *teinture*, *apprêts* et *impressions* s'améliore; néanmoins, il y a un chômage partiel de quelques jours par semaine

dans un certain nombre d'usines; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures. Dans l'industrie des *cotons filés*, l'outillage prend de l'importance; la production et la vente ont été régulières pendant le 1^{er} semestre de 1902; les prix sont normaux et les salaires stationnaires malgré la réduction de la journée de travail; main-d'œuvre suffisante; pas de chômage. L'industrie de la *filature* proprement dite s'est développée en ce qui concerne la vente des *filés* pour le tissage et la fabrique mécanique de bonneterie; mais celle des *cotons moulins* (mercerie, articles pour le tricotage à la main et le crochet), tend à diminuer dans de notables proportions.

Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Tarare, au cours du 1^{er} trimestre de 1902, comme dans le trimestre précédent, la situation générale de l'industrie est très satisfaisante; le nombre des établissements en activité est le même; la proportion des ouvriers en chômage dans les principales industries est à peu près nulle; la durée du travail n'a pas varié; le taux des salaires et les prix de façon sont sensiblement les mêmes que pendant le trimestre précédent.

Saône-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHALON-SUR-SAÔNE, AUTUN ET LOUHANS.

— Dans la région de Chalon-sur-Saône, les *houillères* traversent un moment critique; les commandes sont moins importantes que l'an dernier; les ouvriers chôment 1 jour par semaine. L'industrie de la *féculerie* et *glucoserie* suit sa marche régulière, cependant sa production est plutôt faible depuis un an; baisse dans les prix de vente; les salaires sont actuellement stationnaires; le recrutement du personnel ouvrier se fait assez facilement; la situation n'est pas meilleure dans l'industrie *sucrière* par suite de la surproduction. La situation actuelle dans les usines du *Creusot* et les *chantiers* de Chalon est assez bonne; les salaires ouvriers ont une tendance à s'élever bien que l'on puisse assez facilement se procurer la main-d'œuvre dont on a besoin; pas de chômage; cependant, dans certaines industries, quelques ouvriers de métier ont dû être occupés pendant quelque temps à la manœuvre, comme par le passé, la durée de la journée de travail est restée à 10 heures. Dans les *ateliers de construction*, léger ralentissement dans le travail; l'hiver a été mauvais, les commandes ont fait défaut; malgré cela pas de chômage, les maisons ayant fait des travaux à l'avance. Situation identique dans l'industrie du *bâtiment*. Les fabricants de *tuiles* et de *briques* ont généralement travaillé cet hiver; les ventes ont été assez actives pendant les 4 premiers mois; l'hiver n'ayant pas été rigoureux, on a pu faire, sans arrêts ou à peu près, les réparations courantes et continuer les constructions des maisons; légère augmentation des salaires dans cette dernière industrie. La vente des *produits des verreries à bouteilles* de Chalon est peu active; la cause principale est la qualité inférieure des vins des trois dernières récoltes; les prix de vente sont stationnaires et peu avantageux; le stock disponible est important et on ne prévoit pas, quant à présent, de modifications à apporter dans l'outillage. Bien qu'ayant une tendance à croître, on estime que les salaires resteront à peu près les mêmes cette année; la durée du travail est de 7 heures et demie par jour, le personnel est difficile à recruter. Dans la région d'Autun, l'industrie des *schistes* a employé à la transformation de son outillage les primes qui lui ont été accordées. Elle a obtenu ainsi comme résultat des produits meilleurs et aussi des produits nouveaux d'une vente plus facile, tels que les *paraffines*, le *sulfate d'ammoniaque*, etc. C'est ce qui a permis à cette industrie de se maintenir. L'industrie du *meuble*, qui occupe à Autun un assez grand nombre d'ouvriers, est prospère en ce moment au point de vue de la vente; seule la question de main-d'œuvre est de plus en plus difficile, les bons ouvriers étant rares. Jusqu'en mai 1901, le travail a été très abondant dans les *houillères d'Épinac*; mais à partir de cette date il y a eu un léger ralentissement; pas de chômage; les ouvriers paraissent satisfaits de leurs salaires. Dans l'arrondissement de Louhans, situation normale dans la fabrique de *chapeaux de feutre mats* système américain; 150 ouvriers sont occupés dans cette industrie; la production journalière atteint 600 chapeaux.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Dans l'industrie des *produits chimiques*, pendant le 1^{er} trimestre de 1902, la situation est restée la même que dans le trimestre précédent. De même pour la *tannerie*, la vente du cuir fabriqué s'est soutenue, mais les prix sont restés inférieurs; toutefois, la situation est assez satisfaisante. Dans la *filature de coton*, à la suite d'une hausse survenue sur les cotons en laine au mois de mars dernier, les produits ont eu un écoulement régulier et à des prix légèrement supérieurs à ceux du trimestre précédent; les stocks sont aujourd'hui épuisés. La fermeté de la matière première et

la hausse des filés n'ont eu guère de répercussion sur les affaires du *tissage*, des *rouenneries* et des *mouchoirs*; les acheteurs se sont tenus constamment sur une grande réserve, se bornant à satisfaire aux besoins les plus urgents. Dans certaines spécialités (*indiennes, filés et tissus teints*), les affaires ont eu un peu plus d'activité; il y a eu quelques demandes pour l'Algérie et on espère que la pénurie de marchandises chez les acheteurs va rendre ces demandes plus nombreuses. Les affaires avec Madagascar, l'Indo-Chine et les autres colonies françaises ont été moins importantes que pendant le dernier trimestre de 1901. Enfin, une légère reprise s'est manifestée dans certains *ateliers de construction*; par contre, au 1^{er} trimestre de 1902, le mouvement du port accuse un léger déficit sur le trimestre correspondant de 1901.

Sèvres (Deux-). — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Niort, pendant le 1^{er} trimestre de 1902, situation peu satisfaisante dans l'industrie de la *ganterie de peau*; dans deux maisons importantes 150 ouvriers ont été renvoyés. Par contre, l'industrie du *cycle et automobiles* tend à prendre un certain développement, les fabricants, constructeurs et réparateurs deviennent de plus en plus nombreux.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — Dans la *mégisserie*, à Graulhet, les affaires ont été très calmes pendant le 1^{er} semestre de 1902; néanmoins, une légère reprise s'est manifestée au mois de juin; les prix ont subi une baisse de 18 à 20 p. 100; la main-d'œuvre est très abondante; les salaires ont une tendance à décroître. A Castres, l'industrie des *tissus* est actuellement en pleine prospérité; les fabricants ont complètement abandonné l'ancien genre dit « *péruvienne* » et la transformation de l'outillage a permis de créer de nouveaux genres fort goûtés par la clientèle. Grâce aux perfectionnements apportés à la fabrication et aux apprêts, les tissus fabriqués actuellement luttent avantageusement avec les articles similaires fabriqués dans le Nord. Tout le personnel est occupé, il y aurait plutôt manque de main-d'œuvre. Dans l'industrie du *bois* les ateliers de *tournerie*, bois ouvrés et la fabrication de meubles se maintiennent dans un bon courant d'affaires; la main-d'œuvre est suffisante et les salaires rémunérateurs. La situation des *ateliers de fonderie et de constructions métalliques* est toujours la même. Ces établissements, qui ont à supporter la concurrence de la grande industrie, luttent très difficilement. Malgré cela, le personnel ouvrier est conservé dans les ateliers, mais les heures de travail ont été réduites.

Vienne (Haute-). — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Limoges, pendant le 1^{er} trimestre 1902, la situation générale de l'industrie est sensiblement la même que dans le trimestre précédent; le nombre des établissements n'a pas varié. Dans la *tannerie*, travail très abondant; chez les *corroyeurs* 10 p. 100 de chômeurs et 30 p. 100 chez les *tonneliers*, qui ne font que 36 heures de travail par semaine; léger ralentissement de travail chez les *sabotiers*, 10 p. 100 de chômeurs; travail satisfaisant dans l'industrie du *bâtiment*, ainsi que chez les *peintres et décorateurs* sur porcelaine. Au cours du 2^e trimestre, l'état d'activité du travail dans l'industrie se maintient dans de très bonnes conditions; pas de chômage; main-d'œuvre insuffisante; salaires rémunérateurs.

Yonne. — Dans la circonscription des conseils des prud'hommes d'Auxerre, la situation générale, au point de vue de l'activité du travail, est moins satisfaisante que l'an dernier et par rapport au trimestre précédent; pas de variations dans le nombre d'établissements ni dans le personnel occupé; pas d'ouvriers en chômage; la durée moyenne de la journée de travail est de dix heures et demie; le taux des salaires est le même.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

Ain. — A Bellegarde, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, dans le *bâtiment*; de même et 66 heures à Divonne-les-Bains. A Thoiry, travail assez actif chez les *tailleurs de pierre*.

Aisne. — A Chauny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *mouleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *mécaniciens*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs et 72 heures dans le *bâtiment*.

A Saint-Quentin, peu de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 35 à 38 heures, chez les *tullistes en quipure*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *piqueurs de carton*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 à 75 heures chez les *chauffeurs*; travail actif chez les *couvreurs* et les *peintres*. A Château-Thierry, pas de chômeurs et 60 heures chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs et 54 heures chez ceux de Saint-Michel.

A Bohéries-Vadencourt, pas de chômeurs dans l'industrie du *tissu*. A Origny-en-Thiérache, pas de changement chez les *vanniers*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs et 60 heures chez les *carrossiers*. A Saint-Evremond et à Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; à Ville-Gozet, travail actif chez les ouvriers des *glaceries*; chez les *mineurs*, pas de changement à Commeny, à Bézenet; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Hilaire. A Saint-Yorre, pas de chômeurs chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, le travail se ralentit chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs et 98 heures; pas de changement chez les *vermicelliers*; 3 p. 100 et 95 heures chez les *employés restaurateurs*; 14 p. 100 de chômeurs et 40 heures chez les *typographes*; 40 p. 0/0 de chômeurs, 48 heures, chez les *fumistes*; travail peu actif chez les *maçons*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 14 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *employés de commerce*.

A Cannes, pas de changement chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs et 48 à 60 heures chez les *travailleurs du livre*; chômage général par suite de fin de saison chez les *couturières*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *peintres*. A Vallauris, pas de changement chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures dans la *métallurgie*; travail moins actif chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de changement chez les *serruriers*; à Tournon, pas de changement chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs dans le *bâtiment*. A Aubenas, pas de chômeurs et 63 heures, chez les *plâtriers*.

Ardennes. — A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; à Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; à Francheval, 50 p. 100 de chômeurs dans l'industrie *lainière*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs* et chez les *mouleurs*. A Rimogne, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*. A Rhy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *tissus*; pas de chômeurs chez ceux de Floing. A Monthermé, 14 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *mouleurs*; aux Vieilles-Forges, pas de changement dans la *métallurgie*; à Neufmanil, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrans*; au Bourg-Fidèle, pas de changement dans la *métallurgie*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, travail actif et 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, chômage presque nul chez les *boulangers*; pas de chômeurs et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs et 63 heures chez les *filateurs*; nombreux chômeurs chez les *bonnetiers*; 4 p. 100 environ de chômeurs et 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs dans la *métallurgie*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs et 72 heures chez les *maçons*. A Aix-en-Othe, 25 p. 100 de chômeurs et 54 heures chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Carcassonne, travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; 42 p. 100 de chômeurs et 50 heures chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs et 60 heures dans

l'habillement; travail plus actif, 66 heures, chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; travail plus actif chez les *terrassiers*.

A Narbonne, 45 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs*, qui font 50 heures par semaine; travail médiocre chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs et 60 heures chez les *typographes* et chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *maçons*. A Ouveillan, pas de changement chez les *cultivateurs*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, travail plus actif et 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs et 60 heures chez les *typographes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 et 105 heures chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; pas de changement chez les *employés de café*; le travail est actif chez les *employés du gaz*, avec 49 heures par semaine; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *conducteurs-imprimeurs* et *clicheurs*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ajusteurs-mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *smilleurs de pavés*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; un quart de chômeurs chez les *borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *garçons cochers*; pas de changement chez les *sténographes*, les *employés de commerce*; un quart de chômeurs chez les *placiers*.

A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Châteaurenard, 22 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les ouvriers en *chaussures*. A Aubagne, pas de changement chez les *potiers*; de même chez les *tuiliers* de Saint-Henri. A Gardanne et à Saint-Savournin pas de chômeurs chez les *mineurs*; 4 jours de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Fontvieille, environ 20 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, 5 p. 100 de chômeurs et 66 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 environ de chômeurs et 63 heures chez les *mouleurs en métaux*. A Honfleur, les deux tiers des ouvriers des *chantiers* et *usines de bois* sont sans travail. A Lisieux, 10 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les *lainiers* et *liniers*; pas de changement chez les *couvreurs*. A Guibray, pas de chômage dans la *bonneterie*. Pas de chômeurs et 63 heures chez les ouvriers *cotonniers* de Condé-sur-Noireau.

Cantal. — A Aurillac, 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*, les *terrassiers*, les *cimentiers*, les *paveurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*. Travail assez actif chez les *peintres*, les *briquetiers*, *ébénistes*, *galochiers* et *chaufourniers*; très actif chez les *imprimeurs*.

Charente. — A Angoulême, 8 p. 100 de chômeurs et 71 heures chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*; 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Cognac, pas de chômeurs et 16 à 18 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *dessinateurs-lithographes*; de même chez les *menuisiers-ébénistes* et chez les *métallurgistes*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; très peu de chômeurs et 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *métallurgistes*, pas de changement et 63 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Rochefort, très peu de chômeurs, chez les *typographes*; travail assez actif et 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des quais*;

à Saintes, pas de chômeurs et 60 heures, chez les ouvriers du bois; pas de changement chez les métallurgistes. A Escillais, pas de changement chez les carriers.

Cher. — A Bourges, 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs et 58 heures chez les tailleurs d'habits; 16 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les ouvriers en voitures; pas de chômeurs et 72 heures, chez les couvreurs; travail moins actif chez les plâtriers; 10 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce.

A la Guerche, pas de chômeurs et 66 heures, dans le bâtiment; pas de changement chez les chaufourniers. A Bessais-le-Fromental, 62 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les carriers, et 30 p. 100 avec 60 heures chez ceux de Dun-sur-Auron.

Chez les bûcherons, pas de chômage à Neuvy-le-Barrois (69 heures), à Sancergues (72 heures), Vallenay (60 heures), Jussy-le-Chaudrier (72 heures), Grossouvre (90 heures), Guerche-sur-l'Aubois (60 heures); 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez ceux de la Chapelle-Hugon; 37 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez ceux de Cuffy.

A Nérondes, travail très actif (96 heures) chez les ouvriers agricoles. A Graçay, pas de chômeurs, 72 heures dans le bâtiment. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les maçons; de même et 50 à 60 heures, chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de changement chez les tuiliers. A Vierzon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les journaliers.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs et 60 heures, chez les typographes; nombreux chômeurs et 40 à 50 heures, chez les scieurs de long. A Brive, pas de changement chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures chez les couvreurs, les peintres et plâtriers; de même et 66 heures chez les maçons, tailleurs de pierre. A Bort, pas de chômeurs chez les chapeliers-fouleurs.

Corse. — A Ajaccio, peu de chômeurs chez les employés de commerce.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs chez les typographes. A Corcelles-les-Ci teaux, pas de chômeurs chez les bûcherons.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs chez les typographes.

Creuse. — A Guéret, pas de changement et 60 heures, chez les typographes.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les typo-lithographes et chez les ferblantiers-boitiers. Au Bugue, pas de chômeurs chez les chapeliers-appropriateurs.

Doubs. — A Besançon, 22 p. 100 de chômeurs et 36 heures chez les graveurs et décorateurs; pas de chômeurs, 60 heures chez les maçons. A Montbéliard, travail actif dans le bâtiment. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les ouvriers des filatures; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers textiles. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers horlogers. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes. A Audincourt, pas de changement chez les métallurgistes et chez les ouvriers de l'automobile.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs et 67 heures chez les scieurs sur bois; 4 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Romans, 33 p. 100 de chômeurs et 50 heures, chez les ouvriers de l'ameublement; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, chez les chevrillers-corroyeurs; 4 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les coupeurs d'habit; pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers textiles. A Saint-Vallier, pas de changement chez les ouvriers carrossiers; pas de chômeurs chez les mouleurs en porcelaine.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les typographes.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement dans le bâtiment.

Finistère. — A Brest, 9 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *démolisseurs de navires*; près de la moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons charbonniers*. A Concarneau, 90 p. 100 de chômeurs, par suite du manque de pêche chez les *ferblantiers-boîtiers*. A Audierne, chômage général chez les *ferblantiers-boîtiers*. A Morlaix, travail peu actif, pas de chômeurs, 3 ou 4 journées de travail par semaine, chez les *tonneliers*. A Lagonna-Baoulas, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

Gard. — A Nîmes, travail satisfaisant chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, mais 3 jours de travail par semaine chez les *sculpteurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*. A Bessèges, pas de chômeurs chez les *lamineurs*; 8 p. 100, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*. A Tréséols, pas de chômage chez les *mineurs*. A Sauve, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *boissellerie*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes* et chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômage chez les *menuisiers en fauteuils* et les *charrons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs de galoches*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, et 60 à 70 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, 7 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *cuisiniers*; pas de changement pour les ouvriers des usines à gaz; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; 1 p. 100 de chômeurs environ, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs et 50 heures, chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; 30 p. 100 de chômeurs et 48 heures, chez les *bijoutiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, dans les *constructions maritimes*; pas de changement chez les *paveurs*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 42 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *déménageurs*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *nettoyeurs de magasins*.

A Daignac, pas de chômeurs et situation satisfaisante chez les *carriers*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs-marins*.

Hérault. — A Montpellier, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; morte-saison chez les *tailleurs d'habits*; 38 p. 100 de chômeurs et 64 heures, chez les *tonneliers*. A Béziers, 36 p. 100 de chômeurs et 52 heures, chez les *ferblantiers*. A Cette, pas de changement chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typo-lithographes*; 40 p. 100 de chômeurs et 30 heures, chez les *scieurs à la mécanique*; pas de chômeurs, 54 à 57 heures, chez les ouvriers en *bois merrains*. A Mèze, travail moins actif, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *pêcheurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *agriculteurs*. A Sérignan, 60 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *agricoles*. A Agde, 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; peu de chômage, 48 heures, chez les ouvriers *agricoles* et *terrassiers*. A Graissessac, 20 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs et 60 heures, dans l'industrie du cuir; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 3 p. 100 et 63 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les *plâtriers*.

A Fougères, pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs et 40 heures, chez les *coupeurs en chaussures*, 2 p. 100 et 30 à 36 heures, chez les *cordonniers*; chômage général par suite de grève chez

les *menuisiers*. A Bruz, pas de changement chez les *manœuvres de la mine*. A Louvigné-du-Désert, pas de changement, 72 heures, chez les *granitiers*.

Indre. — A Châteauroux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *ouvriers de la manufacture de draps*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*. A Issoudun, pas de chômeurs et 60 heures, dans les *cuirs et peaux*. Au Poinçonnet, 72 heures et pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs et 60 heures dans les *produits chimiques*; pas de chômeurs et 63 heures, dans l'*industrie du cuir*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierres*; travail très actif chez les *peintres*; chômeurs assez nombreux chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, 6 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs et 66 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 9 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ponceurs et doleurs de peaux*; travail actif chez les *mouleurs en fer*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vienne, nombreux chômeurs et 72 heures, chez les *ouvriers des textiles*. Pas de changement chez les *employés de tramways*. A Gières, pas de chômeurs, et travail actif chez les *gantiers*. A Porcieu-Amblagneu, 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Montalieu-Vercieu, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; travail plus abondant chez ceux de Parmilieu. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Izeaux, pas de chômeurs chez les *cordonniers*. A Bourgoin, 25 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Jura. — A Lons-le-Saulnier, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*. A Dôle, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*. A Champagnole, pas de chômeurs chez les *fromagers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs et 63 heures, chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers en draps*; travail actif, 69 heures dans le *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 20 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *tripiers*; peu de chômage et 60 heures, chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*; 10 p. 100 de chômeurs et 65 heures, chez les *charpentiers*; travail actif, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de changement, 60 heures, chez les *maçons*; de même chez les *employés de commerce*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*; travail actif chez les *voyageurs de commerce*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *boulangers* et chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 6 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *imprimeurs sur échavaux*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers* et les *charpentiers*; de même chez les *ouvriers en voitures* et les *sabotiers-galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs, 61 heures, chez les *plâtriers-peintres*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; peu de chômeurs chez les *enfourneurs* et chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *employés de tramways*; 6 p. 100 chez ceux de la *batellerie*.

A Villars, 5 jours de travail par semaine chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds. A Firminy, 3 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Chamond, travail peu actif, 66 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Rive-de-Gier, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs et 42 heures, chez les *verriers en verre blanc*; chômage de saison chez les *verriers en bouteilles*. A Saint-Rambert, 33 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *tisseurs*; A Bourg-Argental, pas de chômeurs

et 63 heures chez les *tourneurs sur bois*. A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 23 p. 100 de chômeurs chez les *passemmentiers*. A Chazelles, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs* et travail plus actif chez les *ouvriers en chapellerie*. A Terrenoire, 66 p. 100 de chômeurs chez les *passemmentiers*. A Jarnosse, pas de chômeurs et 66 heures, chez les *tisseurs*. A Saint-Genest-Lerpt pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes* et chez les *cordonniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Sainte-Florine, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *travailleurs de terre*. A Saint-Just-Mallement, pas de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *passemmentiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 25 p. 100 de chômeurs et 92 heures en moyenne, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*; 64 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs*; chômage presque général chez les *ouvriers des machines-outils*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *granitiers* et chez les *camionneurs*. A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du port*.

Loiret. — A Orléans, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *couvriers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*. A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*. Le travail est très abondant pour les *bûcherons*; pas de chômage chez ceux de Chevilly, Gien (72 heures), Ouzoué-sur-Trézé (60 heures) et Thon (60 heures).

Lot. — A Agen, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs et 104 heures, chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*. A Cahors, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *peintres*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*, dans l'*ameublement* et chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement, 63 heures chez les *peintres*; travail plus actif, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; moins actif chez les *ouvriers des produits céramiques*. A Fumel, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Marmande, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*. A Villeneuve-sur-Lot, 3 p. 100 de chômeurs et 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers* et chez les *hommes de peine*. A Lavardac, 3 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *bouhonnières*.

Maine-et-Loire. — A Angers, très nombreux chômeurs et 30 heures, chez les *cordiers*; pas de chômeurs et 66 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

Pas de chômeurs chez les *tisserands* de la Tessonalle, de la Séguinière et de Saint-Philibert-en-Manges. A Saumur, 27 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *carrossiers*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs et 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *peintres*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs du port*.

Marne. — A Châlons, pas de chômeurs et 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, 76 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs et 60 heures chez les *typographes* et dans l'*industrie lainière*; 5 p. 100 de chômeurs et 50 à 65 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, travail moins abondant, 60 heures, chez les *tonneliers* et chez les *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les *mouleurs*. A Épernay, 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures chez les *typographes*. A Fismes, pas de chômeurs chez les *ouvriers pelletiers et apprêteurs*. A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs et 48 heures, chez les *mégissiers-polissoyeurs*. A Saint-Dizier, 3 p. 100 de chômeurs et 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 3 p. 100 de chômeurs, et 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif, chez les ouvriers en *chaussures*; 50 p. 100 de chômeurs dans l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; travail moins actif, 66 heures, dans le bâtiment.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail moins abondant et 52 heures chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs dans le *vêtement* et chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; chez les *mineurs*, pas de chômeurs à Marbach, Haucourt, Ludres, Jœuf, Chavigny, Bouxières, Maxéville. A Saint-Nicolas, pas de travail assez actif, et 70 à 84 heures, dans l'industrie *chimique*.

Meuse. — A Lérouville, pas de chômeurs, 72 heures chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 environ de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les *menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Sauzon, 11 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*. A Hennebont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*. A la Perrière, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Lorient, travail moins actif, 63 à 72 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierres*.

Nièvre. — A Nevers, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment; de même, à la Charité-sur-Loire; de même, et 60 heures, à Guérigny. La situation est satisfaisante et le travail abondant chez les *bûcherons*, à Arquian (72 heures), la Chapelle-Saint-André, Billy-sur-Oisy, Menestreau, Menon, Saint-Amand, Montavon, Trois-Èvres (84 heures), Sichamps (72 heures), Saint-Verain; pas de changement à Champroux, Ciez, Entrains.

Nord. — A Lille, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *pâtisseries* et 8 p. 100 chez les *confiseurs et chocolatiers*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *tapissiers*; 8 p. 100 de chômeurs et 56 heures, chez les *mouleurs et fondeurs en fer et cuivre*; travail moins abondant, 50 à 55 heures, dans l'industrie des *métaux* (Saint-Eloi; 12 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*).

A Roubaix, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; chez les *tisserands*, les *teinturiers*, les *chaudronniers*, les *ferblantiers-zingueurs*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers*, qui font 60 à 70 heures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez les *tordeurs d'huile*; travail assez actif chez les *voiliers*; 5 p. 100 de chômeurs et 55 à 60 heures, chez les *plafonneurs*; pas de changement chez les *plombiers*; 47 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *maçons*; 37 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du port. A Armenvières, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, les *ouvriers textiles*. A Cambrai, pas de changement et 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *mouleurs*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *tapissiers*; de même, et 63 heures chez les *ouvriers des filatures*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *tissu*; pas de changement chez les *tisseurs de laine* et chez les *tisseurs*; pas de chômeurs et 64 heures, chez les *menuisiers*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies; travail moins abondant chez ceux de Saulzois; pas de chômeurs chez ceux de Linxelles; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Neuville et à Houplines, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; de même, et 63 heures, chez ceux de Souplet; 2 p. 100 de chômeurs et 63 heures, chez

ceux de Wignehies; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* du Cateau et d'Avesnes-les-Aubert.

A Gommegnies, 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *scieurs*. A Maubeuge et à Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; de même, et 54 heures, chez ceux d'Haumont. A Cousolre, travail très actif, 66 heures, chez les *marbriers*. A Comines, pas de changement chez les *rubaniers*. A Marly, pas de chômeurs et 42 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Sin-le-Noble, pas de changement chez *mineurs*. A Felleris, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*. Chez les *verriers*, le travail est actif à Lourches, moins abondant à Dorignies et à Fresnes; le chômage est général en fin du mois à Aniche.

Oise. — A Beauvais, 22 p. 100 de chômeurs et 60 à 63 heures, chez les *menuisiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*. A Mouy, pas de changement et 51 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Hermes, travail abondant, 66 heures, dans les *sciéries mécaniques*. A Méru, travail actif, 63 heures, chez les *boutonniers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Saint-Just-des-Maraais, pas de chômage chez les *cordonniers*; travail peu abondant chez ceux de Liancourt. A Béthizy-Saint-Pierre et à Tracy-le-Mont, pas de chômeurs chez les *brossiers*; nombreux chômeurs, chez ceux de Saint-Sauveur. A Noyon, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *mouleurs*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs et 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; de même et 63 heures, chez les *plâtriers*. A Flers, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *cotonniers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*, chez les *mouleurs* (63 heures). A Marquise, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *tailleurs*; 54 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les ouvriers du *port*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs et 72 heures, chez les *typographes*; travail actif chez ceux de Montreuil; pas de changement chez les *cordonniers*; pas de chômeurs et 63 heures, chez les *menuisiers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Saint-Éloy et à la Roche, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Thiers, travail assez actif chez les ouvriers *papetiers*, qui font 60 heures; pas de chômeurs chez les *galochiers*; travail moins actif chez les *monteurs en coutellerie*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*; travail très peu actif chez les *monteurs en ciseaux*; 7 p. 100 de chômeurs et 57 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *plâtriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, 6 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs et 66 heures, chez les *carrossiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs* et les *maçons*; de même et 50 heures, chez les *peintres*. A Bayonne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *tapisseries*; 15 p. 100 de chômeurs et 60 à 66 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs et 66 heures, chez les *ébénistes*; de même et 69 à 72 heures, dans le *bâtiment*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, travail actif, 60 à 66 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers* et les *peintres*. A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *cordonniers*; de même chez les ouvriers *textiles*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *marbriers* et pas de changement chez les *marbriers-polisseurs*, pas de chômeurs et 40 à 45 heures, chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A Canohève, 21 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*. A Clairà, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *travailleurs agricoles*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, un quart de chômeurs, à la suite d'une grève, et 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Héricourt, 5 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Rhône. — A Lyon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 17 p. 100 de chômeurs et 96 heures, chez les *employés de café*; 11 p. 100 de chômeurs, et 60 heures, chez les *papetiers et régleurs*; 12 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *minervistes-poin-teurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs et 48 à 60 heures, chez les *employés photographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 24 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *talonniers*; travail moins abondant et 50 à 55 heures, chez les *monteurs en chaussures*; 8 p. 100 de chômeurs et 55 heures, chez les ouvriers en *cheveau glacé*; 19 p. 100 de chômeurs et 54 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 56 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *tullistes*; 4 p. 100 de chômeurs et 54 heures, chez les *baquetteurs*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 40 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*; 33 p. 100 de chômeurs et 50 heures, chez les *chapeliers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; les *tuiliers*; travail moins abondant chez les *menuisiers en sièges*; travail plus abondant et 60 heures, chez les *charpentiers*.

2 p. 100 de chômeurs et 40 heures, chez les *bronziers*; 15 p. 100 de chômeurs et 76 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*; travail très peu actif, 75 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *sculpteurs-mouluriers*; 6 p. 100 environ de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *paveurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bateaux-omnibus*; très peu de chômeurs chez les *camionneurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

A Villefranche, pas de changement chez les *teinturiers*. A Thizy, pas de chômeurs et 63 heures, chez les *tisseurs*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Saint-Loup, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *sparterie*. A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs et 60 à 70 heures, chez les *sabotiers*; nombreux chômeurs et 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs et 60 heures, chez les *plâtriers*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Saint-Gueugoux, 13 p. 100 de chômeurs et 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*. A Penecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même à Montceau-les-Mines, avec 45 heures de travail. A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *galochiers*; 30 p. 100 de chômeurs et 54 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; travail actif pour *employés de bureau*.

A Château-du-Loir, le travail reprend chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Vibraye, 32 p. 100 de chômeurs et 63 à 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, 12 p. 100 de chômeurs et 55 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs et 63 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers* et les *plâtriers-peintres*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres*. A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*;

pas de chômeurs et 60 heures, chez les *menuisiers*; travail assez actif chez les *tailleurs de pierres*. A Thonon, pas de chômeurs, 66 heures, dans le *bâtiment*. A Meillerie, pas de changement chez les *bacheliers*.

Seine. — A Paris, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 14 p. 100 de chômeurs et 15 heures de travail par jour chez les *pâtis-siers*; 7 p. 100 environ, avec 60 à 70 heures, chez les *confiseurs*; 6 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *biscuitiers* et 17 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 30 p. 100 de chômeurs et 78 heures, chez les ouvriers en *salaisons* et 16 p. 100 de chômeurs chez les *échaudeurs*.

5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *périmètre de la Compagnie du gaz* et pas de chômeurs chez les *cartouchiers*.

7 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *papetiers-régleurs*; travail assez satisfaisant et 60 heures, chez les *conducteurs-typographes* (*Gutenberg*); 12 p. 100 de chômeurs et 50 heures environ, chez les *typographes* (*typographie parisienne*); 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *graineurs-lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes* (*Union*); 7 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs et bitumeurs de la photogravure*; 5 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les ouvriers *dessinateurs et graveurs-lithographes*; travail assez satisfaisant et 54 à 60 heures, chez les *graveurs d'écritures*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chromistes de la photogravure*; 15 p. 100 de chômeurs et 54 à 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*; peu de chômeurs chez les *typographes* (*industrie du livre*).

Pas de chômeurs et 60 à 65 heures, chez les *mégissiers du mouton*; 44 p. 100 de chômeurs et 35 heures, chez les *mégissiers*; travail assez actif chez les *apprêteurs en pelletterie*; 18 p. 100 de chômeurs et 40 à 50 heures, chez les *tanneurs*.

Pas de changement chez les *fleuristes et plumassiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *façonniers-passementiers*; 5 p. 100 de chômeurs et 30 heures, chez les *passementiers à la main*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 33 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie et feutre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 53 p. 100 de chômeurs et 30 heures, chez les ouvriers et ouvrières *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières *confectionneuses de cols-cravates*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures par semaine, chez les *coupeurs-chemisiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; pas de chômeurs et 76 heures chez les *blanchisseurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoirs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*; pas de chômeurs et 76 heures chez les ouvrières *blanchisseuses*.

4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en procédés*; 14 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *ébénistes en photographie*; 36 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *doreurs sur bois*; travail plus actif chez les *charpentiers* et chez les *tonneliers*; pas de changement chez les ouvriers de la *marqueterie*; travail plus actif et 60 heures chez les *tonneliers*; 2 p. 100 environ de chômeurs et 60 heures, chez les *décol-leteurs*; travail très actif chez les *treillageurs-rustiquaires*;

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *mécanique industrielle et scientifique et de la métallurgie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinettiers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *bronziers-galvaniseurs*; 55 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *bijouterie dorée*; travail peu actif chez les *bijoutiers-garnisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *opticiens*; 1 p. 100 de chômeurs, environ 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; pas de changement chez les *trombonistes*; 20 p. 100 environ de chômeurs et 60 heures, chez les *électriciens*; 2 p. 100 et 60 heures chez les *modeleurs-mécaniciens*.

Pas de changement, 50 heures, chez les *graveurs des cimetières parisiens*; 29 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *marbriers du meuble*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres*, les *bitumiers*; un tiers de chômeurs et 50 heures, chez les *plombiers colonnards*. Travail plus actif et très peu de chômeurs chez les *peintres*, qui font 60 heures, en moyenne. Pas de changement chez les *boucheurs à l'émeri*.

Pas de changement chez les *loueurs et cochers de grande remise*; 5 p. 100 de chômeurs chez

les ouvriers des tramways électriques; pas de chômeurs chez les receveurs-pontonnières et chez les porteurs des halles.

7 p. 100 de chômeurs chez les comptables; pas de changement chez les dames employées; 6 p. 100 de chômeurs chez les employés de la Bourse du commerce; 5 p. 100 de chômeurs chez les sténographes; pas de changement chez les employés de mandataires aux halles, les placiers en fleurs et les employés de bureaux de placement; 27 p. 100 de chômeurs chez les courtiers et représentants.

A Arcueil-Cachan, 30 p. 100 de chômeurs et 68 à 70 heures, chez les blanchisseurs. A Courbevoie et à Asnières pas de changement dans le bâtiment. A Noisy-le-Sec 10 p. 100 de chômeurs dans cette même industrie. A Levallois pas de chômeurs et 60 à 70 heures, chez les peintres; pas de changement chez les cochers. Aux Lilas, pas de chômeurs chez les employés des tramways.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs chez les typographes; travail moins abondant chez les teinturiers; 23 p. 100 de chômeurs et 54 heures, chez les constructeurs-mécaniciens; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les employés des ports.

Au Havre, travail actif chez les maîtres d'hôtels et garçons navigateurs; pas de chômeurs chez les typographes; près de 80 p. 100 de chômeurs et 48 heures chez les voiliers; 60 p. 100 de chômeurs chez les chaudronniers en fer; 40 p. 100 et 60 heures, chez les chaudronniers-formeurs en tôle; 30 p. 100 et 60 heures, chez les terrassiers; pas de chômeurs 66 heures, chez les granitiers; peu de travail chez les peintres; très nombreux chômeurs chez les déchargeurs de navires et les journaliers du port. A Deville-les-Rouen, 20 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les métallurgistes. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 17 p. 100 de chômeurs chez les horlogers. A Elbeuf, travail assez actif dans le bâtiment; 30 p. 100 de chômeurs et 66 heures, chez les lainiers. A Bolbec, chômage presque nul chez les cotonniers; pas de chômeurs chez ceux de Lillebonne. A Arques, pas de chômeurs et 63 heures, chez les menuisiers.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 2 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les typographes. A Château-Landon, chômage général chez les tailleurs de pierres. A Montereau, le travail reprend chez les faïenciers.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; 77 p. 100 de chômeurs dans l'ameublement; pas de chômeurs et 66 heures, chez les serruriers et les peintres; 25 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les maçons.

A Étampes, pas de chômeurs, 48 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, chez les mouleurs. A Cernay-la-Ville et à Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les carriers. A Bonnières, pas de changement et 60 heures, chez les raffineurs de pétrole. A Essonnes, travail actif et 11 heures, chez les papetiers; pas de changement chez les chapeliers et les chauffeurs. Au Pecq, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes. A Argenteuil, travail moins abondant chez les brodeurs; pas de chômeurs et 60 heures, chez les métallurgistes. A Rueil, 10 p. 100 de chômeurs et 88 heures, chez les chauffeurs-mécaniciens. A Orsay, pas de chômeurs, 66 heures, dans le bâtiment.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 4 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les typographes. A Melle, pas de changement chez les typographes. A Saint-Laur, pas de chômeurs chez les mineurs. A Parthenay, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierres.

Somme. — A Amiens, 7 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les lithographes; 33 p. 100 de chômeurs et 66 heures, chez les mouleurs; pas de changement et 54 heures chez les serruriers; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce.

Tarn. — A Albi, pas de changement chez les boulangers; 1 p. 100 environ de chômeurs et 30 heures chez les chapeliers; travail assez actif dans le bâtiment. A Castres, pas de chômeurs, chez les métallurgistes. A Graulhet, 30 p. 100 de chômeurs et 40 heures, chez les moutonniers. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs et 60 heures, chez les lainiers. A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment. Au Garric, 30 p. 100 de chômeurs chez les mineurs. A Mazamet, pas de changement chez les menuisiers. A Carmaux, pas de changement chez les verriers.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment* et pas de changement chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, 50 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*. A Hyères, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* et 13 p. 100, avec 70 heures, chez ceux de Saint-Raphaël. A Bargemon, pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

Vaucluse. — A Avignon, 7 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs et 50 heures chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs et 66 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de changement chez les *ferblantiers*. A Cavaillon, 25 p. 100 de chômeurs et 66 heures chez les *ouvriers du cuir*. A Cadenet, pas de chômeurs; 75 à 80 heures chez les *vanniers*. A Ménerbes, pas de chômeurs et travail plus abondant chez les *carriers*. A Valréas, pas de changement chez les *maçons*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. Aux Sables-d'Olonne, le travail est moins abondant à la fin du mois pour les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de changement, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, 30 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *tisserands*; 6 p. 100 chez ceux d'Évrunes et 2 1/2 p. 100 et 54 heures, chez ceux des *Épesses*.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; peu de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 4 p. 100 de chômeurs et 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 8 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *allumeurs de gaz*; 5 p. 100 de chômeurs et 60 heures, chez les *lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs, par suite de grève, chez les *lithographes*; pas de chômeurs et 65 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs et 60 heures chez les *mécaniciens*, les *plâtriers*, les *couvreurs*; travail plus actif pour les *manœuvres*, les *maçons*, les *mouffletiers*, les *modeleurs et mouleurs en plâtre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Junien, 35 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 50 p. 100 de chômeurs et 36 heures par semaine, chez les *gantiers*; pas de changement dans le *bâtiment*. A Saint-Yrieix, pas de changement chez les *feuillardiers*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; travail actif dans le *bâtiment*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs dans l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes* et dans le *bâtiment*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*. A Auxerre, travail moins actif chez les *maçons*. A Saint-Fargeau, pas de changement chez les *ouvriers des scieries*. A Briennon, travail actif chez les *galochiers*.

Pas de chômage chez les ouvriers *forestiers et agriculteurs* de Courson, Sept-Fonds, Saint-Fargeau, Lavau, Saint-Martin-des-Champs, Saint-Sauveur; de même chez les *forestiers-bûcherons* de Domats et les *bûcherons* de Fontenailles. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, un quart de chômeurs et 112 heures chez les *limonadiers*; 7 p. 100 de chômeurs et 54 heures chez les *typographes*; pas de changement, chez les *tailleurs d'habits*; travail moins actif et 60 heures, chez les ouvriers et *ouvrières du liège*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*. Moitié de chômeurs, et 66 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons cochers*. A Mustapha, 30 p. 100 de chômeurs et 84 à 90 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*. A Bône, pas de changement chez les *déchargeurs du port*.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juil. 1901.	Juin 1902.	Juil. 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	48 ^f 67	51 ^f 81	50 24
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	0 34 ¹⁰	0 33 ²³
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	25 75	30 75	21 25
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 25	31 50	31 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	63 00	60 25	57 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	78 50	78 25	78 50
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	36 50	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 00	71 00	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	51 62	58 12	56 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	122 00	141 00	143 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 00	50 00	47 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	174 81	146 25	144 00
Etain Banka, idem.....	214 00	340 00	338 50
Plomb, idem.....	29 68	33 00	33 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	41 25	50 00	50 50
Blé à Paris, idem.....	22 10	24 12	21 50
Blé à Nantes, idem.....	19 35	"	"
Blé à Dijon, idem.....	19 75	"	"
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 20	1 35	1 30
Viande veau, idem.....	1 74	1 20	1 30
mouton, idem.....	1 88	1 81	1 80
porc, idem.....	1 45	1 50	1 51

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	419,117,000	422,058,000	"	2,941,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,738,632,000	1,740,145,000	"	1,513,000
Objets fabriqués.....	448,758,000	448,312,000	446,000	"
TOTAUX.....	2,606,507,000	2,610,515,000	446,000	4,454,000
DIMINUTION en 1902.....				4,008,000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	390,659,000	421,039,000	"	30,380,000
Matières nécessaires à l'industrie..	668,588,000	573,315,000	95,273,000	"
Objets fabriqués.....	1,219,415,000	1,181,033,000	38,382,000	"
Colis postaux.....	134,852,000	132,726,000	2,126,000	"
TOTAUX.....	2,413,514,000	2,308,113,000	135,781,000	30,380,000
AUGMENTATION en 1902..				105,401,000

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 756,666,600 francs du 1^{er} janvier au 22 juillet 1902 contre 748,197,000 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1 p. 100.

Faillites. — 148 faillites et 16 liquidations judiciaires en juillet 1902 (contre 121 et 16 en juillet 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 112 demandes en juillet 1902, dont 95 pour des constructions neuves, contre 109 et 84 en juillet 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en août 1902.

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

OISE. — 9 août. — Préfecture : Rivière d'Oise, reconstruction des portes d'écluses.....	118,000
NORD. — 6 août. — Préfecture : canal de Saint-Quentin; doublement d'écluses et construction de maisons éclusières.....	678,000
HAUTE-MARNE. — 9 août. — Préfecture : canal de la Marne à la Seine. Travaux préparatoires du réservoir de Charmes.....	267,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 20 août. — Mairie de Marseille : construction et entretien d'ouvrage.....	650,000
SEINE-INFÉRIEURE. — 28 août. — Préfecture : consolidation d'une digue.....	158,000

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

SEINE. — 9 août. — Tribunal de commerce : construction d'un égout collecteur.....	416,000
CHARENTE-INFÉRIEURE. — 13 août. — Mairie de la Rochelle : établissement d'une conduite de refoulement.....	168,000
AUDE. — 30 août. — Mairie de Carcassonne : amélioration de la distribution d'eau.....	262,300
BASSES-PYRÉNÉES. — 6 août. — Mairie de Saint-Jean-de-Luz : travaux de distribution d'eau.....	248,000
ALLIER. — 30 août. — Mairie de Vichy : construction d'un réseau d'égouts.....	815,000

ROUTES ET CHEMINS.

CÔTES-DU-NORD. — 8 août. — Préfecture : rectification de routes nationales.....	182,000
ALPES-MARITIMES. — 19 août. — Préfecture : construction de routes nationales.....	122,000
ALGÉRIE. — Sous-préfecture de Sétif : construction de chemin de grande communication.....	146,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 21 août. — Mairie de Marseille : travaux de viabilité.....	1,121,000
GINONDE. — 26 août. — Sous-préfecture de Libourne : construction d'un pont sur la Dordogne.....	118,000

MAÇONNERIE ET BATIMENT.

TOUL. — 4 août. — Guerre : construction de bâtiments.....	896,000
VOSGES. — 1 ^{er} août. — Sous-préfecture de Remiremont : construction d'une église et d'une buanderie.....	168,000
AUBE. — 9 août. — Mairie de Troyes : construction d'un groupe scolaire.....	212,000
INDRE. — 16 août. — Mairie d'Issoudun : construction d'un groupe scolaire.....	110,000

HÉRAULT. — 23 août. — Mairie de Béziers : construction d'un collège.....	489,000
EURE. — 17 août. — Mairie de Vernon : construction d'une école primaire.....	116,000
SEINE-ET-OISE. — 19 août. — Mairie d'Essonne : construction d'une école maternelle.....	147,000
BAYONNE. — 30 août. — Guerre : Réorganisation d'un casernement.	228,000
BESANÇON. — 21 août. — Guerre : construction d'une manutention.	154,000
VERSAILLES. — 29 août. — Guerre : construction de baraquements.	104,000

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 bourse du travail;
- 3 unions de syndicats patronaux;
- 8 unions de syndicats ouvriers;
- 31 syndicats patronaux comptant 817 membres;
- 75 syndicats ouvriers comptant 10,751 membres;

et de la dissolution de :

- 7 syndicats patronaux comptant 134 membres;
- 18 syndicats ouvriers comptant 703 membres;
- 12 syndicats mixtes comptant 2,832 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en juillet, 23 en juin, 13 en mai, 22 en avril, 9 en mars, 9 en février, 25 en janvier et 13 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 118.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [18 janvier 1902]. — Syndicat de l'ameublement de Saint-Quentin (13 membres). Siège social : rue Croix-Beile-Porte, 1, SAINT-QUENTIN.

Aube [1^{er} janvier 1902]. — Union syndicale des limonadiers, maîtres d'hôtels, restaurateurs et épiciers de Troyes et du département de l'Aube (70 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, TROYES. — [3 mai 1902]. — Chambre syndicale des fabricants de tuiles, briques et autres produits céramiques du département de l'Aube (16 membres). Siège social : place de la Préfecture, 2, TROYES.

Doubs [1^{er} juin 1902]. — Syndicat professionnel des charcutiers de la ville de Besançon (18 membres). Siège social : café de la Bourse, BESANÇON.

Loiret [12 avril 1902]. — Syndicat des négociants en vins, spiritueux, vinaigres et autres produits alimentaires de l'Orléanais (n membres). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Marne [31 mai 1902]. — Union charbonnière de Reims et de l'arrondissement

(25 membres). Siège social : rue de Vesle, 1, REIMS. — [22 avril 1902]. — Syndicat des **laitiers** de l'arrondissement de Reims (29 membres). Siège social : place Drouet d'Erlon, 4, REIMS.

Haute-Marne [10 février 1902]. — Comité **métallurgique** de Champagne (6 membres). Siège social : SAINT-DIZIER.

Nord [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat du commerce d'**épicerie**s, drogueries et articles s'y rattachant de Cambrai et les environs (92 membres). Siège social : rue des Rôtisseurs, 22, CAMBRAI.

Hautes-Pyrénées [6 juin 1902]. — Syndicat des **limonadiers**, débitants, restaurateurs, hôtels et commerçants similaires de la ville de Tarbes (70 membres). Siège social : rue d'Espourins, TARBES.

Pyrénées-Orientales [16 avril 1902]. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** françaises (incendie, vie, accidents et grêle) du département des Pyrénées-Orientales (22 membres). Siège social : PERPIGNAN.

Seine [2 avril 1902]. — Syndicat de l'**épicerie** de Boulogne-Billancourt (65 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 37, BOULOGNE-SUR-SEINE. — [28 juin 1902]. — Syndicat des **capitaines** au long cours de France (6 membres). Siège social : boulevard Raspail, PARIS-14^e. — [8 juillet 1902]. — Syndicat général français du commerce des (**bois**) **mer-** rains et de la tonnellerie (21 membres). Siège social : rue Godot-de-Mauroi, 11, PARIS-9^e. — [26 mai 1902]. — Syndicat fédéré des **joailliers** français (10 membres). Siège social : Bourse du commerce, PARIS-1^{er}. — [3 mai 1902]. — Union syndicale des patrons **maîtres** **maréchaux-ferrants** de Paris et du département de la Seine (14 membres). Siège social : avenue de Saxe, 48, PARIS-7^e. — [3 janvier 1902]. — Syndicat professionnel des négociants et courtiers en **perles** et pierres précieuses (20 membres). Siège social : rue Cadet, 9, PARIS-9^e. — [1^{er} mars 1902]. — Syndicat des **pharmaciens** du 15^e arrondissement et arrondissements environnants (35 membres). Siège social : avenue Bosquet, 68, PARIS-7^e. — [2 mai 1902]. — Chambre syndicale des **mosaïstes-céramistes** (5 membres). Siège social : rue Génin, 20, SAINT-DENIS.

Seine-Inférieure [24 février 1902]. — Syndicat professionnel de la **charcuterie** d'Elbeuf et banlieue (24 membres). Siège social : rue Henry, 47, ELBEUF. — [13 juin 1902]. — Syndicat général des agents généraux havrais des compagnies d'**assurances** françaises à primes fixes contre l'incendie (18 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-ville, 18, LE HAVRE. — [4 mars 1902]. — Syndicat des **maîtres-voiliers** du Havre (14 membres). Siège social : LE HAVRE. — [22 janvier 1902]. — Syndicat des négociants de **pommes** et poires (52 membres). Siège social : café du commerce, ROUEN. — [9 mai 1902]. — Syndicat des **teinturiers** en cotons filés de la Seine-Inférieure (12 membres). Siège social : rue Ampère, 1, ROUEN.

Seine-et-Oise [7 novembre 1901]. — Chambre syndicale des patrons **brodeurs** au métier suisse d'Argenteuil et environs (21 membres). Siège social : Grande-Rue, 70, ARGENTEUIL. — [3 1901]. — Syndicat de l'**épicerie** de Poissy (8 membres). Siège social : boulevard de Caillois, 15, POISSY.

Tarn [5 janvier 1902]. — Chambre syndicale patronale des **ornements** en bois et meubles de Castres et de Roquecourbe (6 membres). Siège social : café Oulmière, CASTRES.

Vendée [15 décembre 1901]. — Syndicat central du commerce des **vins**, spiritueux et vinaigres en gros du département de la Vendée (46 membres). Siège social : place d'Armes, 7, LA ROCHE-SUR-YON.

Oran [27 avril 1902]. — Syndicat des **distillateurs-bouilleurs** du département d'Oran (22 membres). Siège social : chez le Président, ORAN. — [11 février 1902]. — Syndicat des

muteurs fabricants de **mistelles** et vins de liqueurs (26 membres). Siège social : rue de la Bastille, 1, **ORAN**. — [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat des **primeuristes** d'Oran (31 membres). Siège social : boulevard Sébastopol, 16, **ORAN**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [8 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, manœuvres et similaires de Commentry (21 membres). Siège social : Bourse du travail, **COMMENTRY**. — [16 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés du **tramway** à air comprimé de Cusset-Vichy (20 membres). Siège social : salle Guyot, rue des Capucins, **CUSSET**. — [6 juin 1902]. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** (corporation réunie) de Doyet et des environs (20 membres). Siège social : rue de la République, **DOYET**. — [25 juin 1902]. — Syndicat des **employés** de commerce (6 membres). Siège social : rue de l'Horloge, 21, **MOULINS**.

Aube [11 mai 1902]. — «La Concorde», syndicat des **employés de fabriques** (6 membres). Siège social : rue Mignard, 3, **TROYES**.

Aude [12 juillet 1902]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Narbonne (31 membres). Siège social : Bourse du travail, **NARBONNE**.

Bouches-du-Rhône [18 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la manufacture des **cartonnages** allumettes-cire de Marseille (70 membres). Siège social : rue Sainte-Famille, 15 A, **MARSEILLE**. — [12 juin 1902]. — Syndicat international des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de la ville de Marseille (150 membres). Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**. — [1^{er} juin 1902]. — Union syndicale des ouvriers des **ports**, docks et similaires (2,000 membres). Siège social : boulevard maritime, **MARSEILLE**.

Cher [3 novembre 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers du bâtiment (section des **maçons**) de Dun-sur-Auron (8 membres). Siège social : Maison du peuple, **DUN-SUR-AURON**.

Corrèze [2 juin 1902]. — Union syndicale des garçons **bouchers** et similaires de la ville de Brive (16 membres). Siège social : Bourse du travail, **BRIVE**.

Corse [29 mars 1902]. — Syndicat des **garçons de cafés** et restaurants de la ville d'Ajaccio (26 membres). Siège social : place du Diamant, 2, **AJACCIO**.

Drôme [6 avril 1902]. — Syndicat des chefs-cantonniers et cantonniers du département de la Drôme (500 membres). Siège social : boulevard Canel, 13, **VALENCE**.

Indre [15 juin 1902]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs-cantonniers des routes nationales et des chemins de grande communication du département de l'Indre (150 membres). Siège social : **CHÂTEAUX-ROUX**.

Loire [12 avril 1902]. — Groupe corporatif et de secours des ouvriers **armuriers** de Saint-Étienne (25 membres). Siège social : Bourse du travail, **SAINT-ÉTIENNE**. — [17 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **battandiers** et similaires de la Loire et extensions (30 membres). Siège social : Bourse du travail, **SAINT-ÉTIENNE**. — [14 avril 1902]. — Syndicat des employés et **camionneurs messagistes** de la ville de Saint-Étienne (52 membres). Siège social : Bourse du travail, **SAINT-ÉTIENNE**.

Loire-Inférieure [19 mai 1902]. — Syndicat des **métallurgistes** de Méan-Penhoët (72 membres). Siège social : Bourse du travail, **SAINT-NAZAIRE**.

Morbihan [2 juin 1902]. — Syndicat des employés de la Compagnie des **tramways** de Lorient (67 membres). Siège social : rue Carnot, **LORIENT**.

Nièvre [18 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de CERCY-la-Tour (23 membres). Siège social : CERCY-LA-TOUR. — [? mars 1902]. — Union des **employés** de la ville de Nevers (49 membres). Siège social : place Saint-Sébastien, 5, NEVERS. — [15 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **peintres** et **plâtriers** du département de la Nièvre (60 membres). Siège social : Bourse du travail, NEVERS. — [15 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre (60 membres). Siège social : LA CELLE-SUR-NIÈVRE.

Nord [1^{er} juin 1902]. — Union **typographique** dunkerquoise et industries similaires (18 membres). Siège social : rue de la Marine, 6, DUNKERQUE. — [10 juin 1900]. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **textile** de Fourmies et de la région (400 membres). Siège social : rue de Wignehies, 38, FOURMIES. — [24 janvier 1902]. — Syndicat de **filature** «La Bobine de Préparation» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [24 janvier 1902]. — Syndicat de **filature** «Les bonnes rattacheuses» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [24 janvier 1902]. — Syndicat de **filature** «La sécurité ouvrière» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [28 février 1902]. — Syndicat de **filature** «Les joyeuses ouvrières» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [28 janvier 1902]. — Syndicat de **filature** «La volonté» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [5 février 1902]. — Syndicat de **filature** «Le centième» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [14 avril 1902]. — Syndicat de **filature** «La laine» (30 membres). Siège social : rue d'Haubourdin, 42, TOURCOING. — [23 avril 1902]. — Syndicat de **filature** «L'énergie» (30 membres). Siège social : maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [28 avril 1902]. — Syndicat de **filature** «Les soigneuses des Francs» (30 membres). Siège social : rue Hoche, 26, TOURCOING.

Pas-de-Calais [12 avril 1902]. — Section de Calais de l'Union syndicale des **mécaniciens-navigateurs** établie à Dunkerque (21 membres). Siège social : rue de la Mer, 21, CALAIS.

Puy-de-Dôme [7 mai 1902]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Clermout-Ferrand (35 membres). Siège social : rue de la Tannerie, 6, CLERMONT-FERRAND.

Hautes-Pyrénées [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale ouvrière de la **boucherie** et charcuterie tarbaise (30 membres). Siège social : rue Massey, 53, TARBES.

Pyrénées-Orientales [4 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et scieurs de long de la ville de Perpignan (25 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [14 juin 1902]. «L'Émancipation», Union syndicale des ouvriers du Livre (**typographes**) de la ville de Perpignan (22 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Haute-Savoie [5 avril 1902]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers des manufactures d'Annecy et de Cran-Gevrier [**tissage** et **filature**] (189 membres). Siège social : rue Filaterie, 7, ANNECY.

Seine [23 décembre 1896]. — Groupement du personnel secondaire de l'**assistance publique** à Paris (3,300 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°. — [27 janvier 1902]. — Union syndicale de la **bijouterie** parisienne et des industries s'y rattachant (37 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [7 juillet 1902]. — Chambre syndicale ouvrière de la **boucherie** du demi-gros et des parties similaires (64 membres). Siège social : Abattoirs de la Villette, PARIS-19°. — [20 janvier 1902]. — Association corporative des **chauffeurs-conducteurs** mécaniciens de la Seine (25 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [10 février 1902]. — Syndicat des ouvriers et employés de la compagnie générale des **eaux** (« membres). Siège social : rue Montessuy, 8, PARIS-7°. — [11 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** pour la réparation du

meuble ancien et moderne (23 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°. — [1^{er} février 1902]. — Union syndicale des **garçons de magasin**, cochers, livreurs et parties similaires (50 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat de l'association philanthropique des **gens de maison** habitant Paris et les départements (250 membres). Siège social : rue Marbeuf, 19, PARIS-8°. — [5 février 1902]. — Syndicat du personnel de l'**imprimerie** municipale (13 membres). Siège social : rue du Temple, 48, PARIS-4°. — [25 janvier 1902]. — Syndicat national des **infirmiers** et infirmières diplômés (23 membres). Siège social : rue de Tilsitt, 14, PARIS-8°. — [22 janvier 1902]. — Syndicat « Le foyer du **limonadier** » (32 membres). Siège social : 2, rue Marie-Stuart, PARIS-2°. — [12 janvier 1902]. — « La lithographie indépendante », syndicat des ouvriers imprimeurs, reporters et conducteurs **lithographes** du département de la Seine (25 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [12 février 1902]. — Les **égaux** syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de la Seine (150 membres). Siège social, boulevard de Belleville, 86, PARIS-20°. — [12 janvier 1902]. — Émancipation syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiment du département de la Seine (250 membres). Siège social : rue de la Gaîté, 21, PARIS-14°. — [14 mars 1902]. — Syndicat indépendant des **peintres** du IX^e arrondissement (14 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 52, PARIS-9°. — [18 juin 1902]. — Chambre syndicale des travailleurs des deux sexes de l'industrie **sucrière** du département de la Seine (280 membres). Siège social : rue de Tanger, 19, PARIS-19°.

Seine-Inférieure [18 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux** de Rouen et ses environs (60 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Seine-et-Marne [5 janvier 1902]. — Syndicat des ouvriers **carriers**, plâtriers et parties similaires du département de Seine-et-Marne (50 membres). Siège social : maison Piette, NANTEUIL-LÈS-MEAUX.

Seine-et-Oise [22 septembre 1901]. — Syndicat professionnel des ouvriers **bûcherons** du département de Seine-et-Oise (75 membres). Siège social : LES MESNULS.

Somme [27 avril 1902]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires d'Albert (400 membres). Siège social : salle Héniquet, place Faidherbe, ALBERT.

Tarn [16 février 1902]. — Chambre syndicale de la corporation des ouvriers **charpentiers-couvreurs** de la ville de Castres (59 membres). Siège social : Hôtel-de-ville, CASTRES. — [13 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et tailleurs de pierres de Castres (80 membres). Siège social : salle des syndicats, Hôtel-de-ville, CASTRES. — [16 juillet 1901]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs cantonniers du département du Tarn (380 membres). Siège social : GAILLAG.

Vaucluse [5 juin 1902]. — Syndicat des vendeurs de **journaux** (15 membres). Siège social : brasserie Müller, rue de la République, AVIGNON. — [25 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et parties similaires d'Avignon (50 membres). Siège social : École, rue Tête-Noire, AVIGNON. — [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et ouvriers en terre réfractaire et industries connexes du canton de Bollène (25 membres). Siège social : café Julien, place de la Mairie, BOLLÈNE.

Vendée [1^{er} mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et menuisiers du canton de La Roche-sur-Yon (31 membres). Siège social : rue de la Mairie, 64, LA ROCHE-SUR-YON.

Vienne [18 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **brossiers** et brossières de Poitiers (42 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Haute-Vienne [1^{er} juin 1902]. — Syndicat indépendant de prévoyance des ouvriers et ouvrières **céramistes** du Limousin (10 membres). Siège social : rue Montmailler, 2, LI-

MOGES. — (1^{er} juin 1902). — Chambre syndicale des **zingueurs-plombiers** de Limoges (25 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Alger [1^{er} mars 1902]. — Groupe amical des employés civils des établissements du Ministère de la Guerre (**artillerie**, génie et campement) dépendant de la place d'Alger. (34 membres). Siège social : brasserie Bugeaud, place d'Isly, ALGER. — [28 décembre 1898]. — Syndicat des **mécaniciens** brevetés de la marine marchande d'Algérie (30 membres). Siège social : rue de Chartres, 18, ALGER.

Oran [14 juin 1901]. — Syndicat des ouvriers **portefaix** du département d'Oran (260 membres). Siège social : rue Legrand, 12, ORAN. — [20 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierre** de la ville d'Oran (26 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN. — [15 avril 1902]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** d'Oran (91 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Indre-et-Loire. [13 juin 1902]. — Fédération des syndicats de l'alimentation tourangelles (5 syndicats adhérents). Siège social : rue Étienne-Pallu, 5, TOURS.

Pas-de-Calais [4 mai 1902]. — Fédération des syndicats du commerce en gros des vins et spiritueux du Pas-de-Calais (6 syndicats adhérents). Siège social : place du Théâtre, 7 bis, ARRAS.

Seine [5 juin 1902]. — Union des chambres syndicales des produits agricoles industriels (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue des Petites-Écuries, 48. PARIS 10°.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. [1^{er} avril 1901]. — Fédération des chambres syndicales ouvrières de Saint-Quentin (23 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, Palais de Fervagues, SAINT-QUENTIN.

Ardennes [19 août 1900]. — Union des chambres syndicales du **tissage** et similaires de Sedan et des environs (6 syndicats adhérents). Siège social : avenue du général Margueritte, 5, SEDAN.

Nord [3 avril 1902]. — Fédération des syndicats indépendants de Lille et des environs (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Léon-Gambetta, 265, LILLE.

Rhône [8 janvier 1902]. — Fédération des syndicats ouvriers du **bâtiment** (conseil local de Lyon) [7 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine [10 mai 1902]. — Fédération des artistes **musiciens** de France (9 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Rochechouart, 74, PARIS 18°. — [5 janvier 1902]. — Union fédérative des **travailleurs** de l'État (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, PARIS 10°.

Seine-Inférieure [2 mai 1902]. — Union fédérative des syndicats ouvriers d'Elbeuf et ses environs (10 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF.

Vosges [16 novembre 1901]. — Union des syndicats professionnels de l'arrondissement de Remiremont (3 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel-de-Ville, REMIREMONT.

BOURSE DU TRAVAIL.

Hérault [16 mars 1902]. — Bourse du travail de Cette (25 syndicats adhérents). Siège social : rue Jeu-de-Mail, CETTE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition).

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine (15 novembre 1893). — Syndicat pour la défense du commerce des **valeurs mobilières** (21 membres). Siège social : rue Le Peletier, 31, PARIS 9°. — [16 août 1894]. — Syndicat des marchands des **quatre saisons** et chineurs de Saint-Ouen (# membres). Siège social : SAINT-OUEN.

Seine-et-Oise [21 mai 1900]. — Chambre syndicale des marchands de **combustibles** de la région Est de Paris (12 membres). Siège social : LE RAINCY.

Constantine [25 janvier 1897]. — Syndicat pour l'amélioration et la reproduction de l'espèce **chevaline** (# membres). Siège social : GUELMA.

Oran [19 mars 1899]. Chambre syndicale de la **boulangerie** oranaise (53 membres). Siège social : rue d'Arzew, 35, ORAN.

Guadeloupe [16 juillet 1895]. — Chambre syndicale des **pharmaciens** de la Guadeloupe (37 membres). Siège social : POINTE-À-PÎTRE. — [6 mai 1887]. — Syndicat des fabricants de **sucre** de la Guadeloupe (11 membres). Siège social : POINTE-À-PÎTRE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [3 août 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **briquetiers** de la Seine (21 membres). Siège social : rue du Surmelin, 15, PARIS 20°. — [12 juillet 1896]. — Syndicat des membres pensionnaires de l'association des **comptables** du commerce et de l'industrie du département de la Seine (9 membres). Siège social : rue de Savoie, 1, PARIS 6°. — [5 avril 1889]. — Association amicale des **cornettistes** de Paris (48 membres). Siège social : boulevard Magenta, 47, PARIS 10°. — [1^{er} février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **démolisseurs** français (153 membres). Siège social : boulevard de la Gare, 211, PARIS 13°. — [17 juin 1891]. — Chambre syndicale des **drayeurs** (45 membres). Siège social : rue du Temple, 108, PARIS 3°. — [21 mai 1896]. — Union syndicale des **étaliers** du département de la Seine (62 membres). Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 35, PARIS 1^{er}. — [2 février 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers **fouisseurs** à façon (12 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 8, PARIS 10°. — [26 janvier 1896]. — Syndicat de production et de prévoyance sociales des **frotteurs** et encaustiqueurs de Paris et du département de la Seine (5 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 187, PARIS 2°. — [17 octobre 1893]. — Syndicat des **garçons** de magasin, de bureau et de recettes (9 membres). Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS 2°. — [en 1894]. — Chambre syndicale des **graveurs** de la photogravure (60 membres). Siège social : rue du Château, 52, PARIS, 14°. — [2 mai 1893]. — Société générale des **infirmiers**, infirmières, garde-malades hospitaliers de Paris (6 membres). Siège social : rue de Provence, 51, PARIS, 9°. — [15 novembre 1893]. — Union fraternelle des **maçons** et tailleurs de pierres du département de la Seine (18 membres). Siège social : rue de l'Ave-Maria, 20, PARIS 4°. — [24 novembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **pipiers** (45 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS 10°. — [25 septembre 1897]. — Syndicat des commis en **quincaillerie** (60 membres). Siège social : rue Bertin-Poiré, 17 PARIS 1^{er}. — [2 novembre 1888]. — « L'Unité », association française des ouvriers **restaurateurs** et limonadiers (21 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 150, PARIS 2°. — [18 août 1893]. — « La Mutualité sténographique », chambre syndicale des **sténographes** et sténographes dactylographes (méthode Prevost-Delaunay) [5 membres]. Siège social : rue Christine, 9, PARIS 6°. — [en 1889]. — Chambre syndicale de la **teinturerie** en peaux pour ganterie de la ville de Paris (100 membres). Siège social : rue de Meaux, 1, PARIS 19°. — [24 novembre 1895].

— Chambre syndicale des ouvriers **timbreurs** et similaires du département de la Seine (24 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Denis, 29, PARIS 10°.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patrons, ouvriers et employés de l'**alimentation** (29 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patronnes, ouvrières et employées de l'**alimentation** (170 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patrons, employés et ouvriers du **bâtiment** (62 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patrons, ouvriers et employés de l'**habillement** (22 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patronnes, ouvrières et employées de l'**habillement** (180 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patrons, employés et ouvriers du **livre** (8 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat mixte des patronnes, ouvrières et employées du **livre** (8 membres). Siège social : CLICHY-LA-GARENNE. — [17 août 1891]. — Syndicat des patrons, employés et ouvriers de **transports** (63 membres). Siège social : rue de Neuilly, 14, CLICHY-LA-GARENNE. — [mars 1891]. — Union corporative des patrons et ouvriers **boulangers** de la Seine (n membres). Siège social : rue de Bezons, 33, COURBEVOIE. — [25 mars 1887]. — Syndicat des **instituteurs** et institutrices laïques (2,200 membres). Siège social : faubourg Saint-Denis, 174, PARIS 10°. — [16 mai 1893]. — Société fraternelle des **pharmaciens** (60 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la Bretonnerie, 28, PARIS 4°.

Constantine [24 juin 1894]. — Chambre syndicale des patrons et ouvriers **coiffeurs** (30 membres). Siège social : rue d'Aumale, 1, CONSTANTINE.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DIRECTION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — *Recueil des documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Commerce*, n° 6. Jurisprudence; table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3. (1 brochure 63 pages. Paris, Berger-Levrault, 1902.)

ALLEMAGNE. — VILLE DE BRÈME. — *Annuaire statistique de Brème pour 1901* (1 vol. in-8° de 322 pages. Brème 1902; de Halem, libraire-éditeur.)

— OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE. — *Les grèves et les lockouts en 1901*. (1 vol. in-12 de 296 pages. Puttkammer et Mühlbrecht, Berlin, 1902.)

— ARCHIVES DU CONSEIL DE L'AGRICULTURE D'ALLEMAGNE. — *Rapport sur les opérations de la 30^e assemblée plénière du conseil de l'Agriculture d'Allemagne en février 1902*. (1 vol. in-8° de 325 pages. Paul Parey, Berlin, 1902.)

AUSTRALIE. — ÉTAT DE VICTORIA. — *Rapport de l'inspecteur en chef des fabriques, ateliers et magasins, pour l'année 1901* (1 vol. in-8° de 84 pages. Melbourne, Brain, Imprimerie de l'État, 1902.)

— QUEENSLAND. — *Annuaire officiel du Queensland, pour 1901*. (1 vol. in-8° de 424 pages. George-Arthur Vaughan, William Street; Brisbane.)

— QUEENSLAND. — *Annuaire statistique de la colonie pour 1900*. (1 vol. in-4° de 425 pages. Gregory, William Street; Brisbane, 1901.)

AUSTRALIE. — QUEENSLAND. — *Rapport de l'inspecteur général des fabriques et magasins, pour l'année 1899.* (1 fasc. in-4° de 35 pages. Gregory, William Street; Brisbane, 1900).

— QUEENSLAND. — *16^e rapport du registrar des sociétés de secours mutuels, sociétés de construction et trade-unions; liste des sociétés au 31 août 1901; nombre des membres et budgets en 1900.* (1 fasc. in-8° de 58 pages. Arth Vaughan, William Street; Brisbane, 1901.)

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Recensement général des industries et des métiers (31 octobre 1896.)* Volumes VI à XVIII.

Volume VI. — Répartition des entreprises et des ouvriers d'après la date de fondation et d'après le nombre de mois d'activité par année, 480 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1901.

Volume VII. — Répartition des ouvriers d'après le sexe, l'âge et le moment de l'occupation. Répartition des entreprises d'après le sexe et l'âge des ouvriers, 511 pages, Lesigne, Bruxelles, 1901.

Volume VIII. — Répartition des entreprises et des ouvriers d'après la durée du travail, 721 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1901.

Volume IX. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les mines, carrières et métaux, 711 pages, Hayez, Bruxelles, 1901.

Volume X. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les métaux (fin), les industries céramiques et verrières, 471 pages, Hayez, Bruxelles, 1901.

Volume XI. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les industries chimiques et dans les industries alimentaires, 723 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1901.

Volume XII. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les industries textiles et les industries du vêtement, 603 pages, Hayez, Bruxelles, 1901.

Volume XIII. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les industries de la construction, du bois, de l'ameublement et des peaux et cuirs, 823 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1901.

Volume XIV. — Répartition du personnel ouvrier d'après le taux des salaires dans les industries du tabac, du papier et du livre, les industries d'art et de précision, les industries spéciales et les transports, 577 pages, Hayez, Bruxelles, 1901.

Volume XV. — Répartition des ouvriers d'après le mode de calcul des salaires. — Répartition des entreprises d'après l'emploi des moteurs, 734 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1901.

Volume XVI. — Répartition des ouvriers travaillant au siège des entreprises d'après le sexe, l'âge et l'état civil, 591 pages, Lesigne, Bruxelles, 1901.

Volume XVII. — Répartition des ouvriers travaillant au siège des entreprises, d'après le sexe, l'âge et l'état civil (fin). — Autres renseignements sur les ouvriers et les familles ouvrières, 755 pages, Lesigne, 1901.

Volume XVIII. — Exposé général des méthodes et des résultats. — Répertoire alphabétique des exploitations industrielles et des métiers. — Répertoire alphabétique des communes, 546 pages, Weissenbruch, Bruxelles, 1902.

ESPAGNE. — MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. — *Recensement de la population au 31 décembre 1900.* (1 vol. in-8° 436 pages. Madrid, Imprimerie de l'Institut géographique, 1902.)

ÉTATS-UNIS. — RAPPORTS DES CONSULS. — (*Commerce, industrie, etc., juin 1902*). [1 vol. in-8° de 373 pages. Washington; Imprimerie de l'État.]

GRANDE BRETAGNE ET IRLANDE. — DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE D'IRLANDE. — *Les statistiques agricoles de l'Irlande (1901).* [1 vol. in-8° de 162 pages. Dublin Alex. Thom, 1902.]

GRANDE-BRETAGNE et IRLANDE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, LABOUR DEPARTMENT. — *8^e extrait annuel des statistiques ouvrières pour le Royaume-Uni (1900-1901)* [1 vol. in-8° de 224 pages. Londres, 1902; Darling et fils, 34, Bacon Street.]

HOLLANDE. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE D'AMSTERDAM. — *Annuaire statistique de la ville d'Amsterdam, 6^e année (1900), tome 1^{er}*. [1 vol. in-8° de 278 pages. Amsterdam; Johannes Muller, 1902.]

INDES-ANGLAISES. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistiques judiciaires et administratives pour 1900-1901*. (1 vol. in-12 de 382 pages. Calcutta; Imprimerie nationale, 1902.)

ITALIE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique judiciaire pénale pour 1899*. (1 vol. in-8° de 289 pages. Rome, Imprimerie nationale, 1902.)

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Annales de statistique : l'industrie du coton en Italie*. (1 vol. in-8° de 153 pages. Rome; Imprimerie nationale, 1902.)

MEXIQUE. — *Bulletin démographique du Mexique (1900)*. [1 vol. de 423 pages. Mexico, Ministère de l'Intérieur, 1901.]

— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Recensement et divisions territoriales en 1900*. (1 vol. de 237 pages. Mexico, Ministère de l'Intérieur, 1901.)

PORTUGAL. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Mouvement de la population en 1894-1895-1896*. (1 vol. in-4° de 431 pages. Lisbonne, 1901; Imprimerie nationale.)

SERBIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Annuaire statistique 1898-1899*. (1 vol. in-8° de 778 pages. Imprimerie de l'État; Belgrade, 1902.)

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Statistique des prix des produits agricoles dans le royaume de Serbie de 1896 à 1900*. (1 vol. in-8° de 288 pages. Imprimerie de l'État; Belgrade, 1902.)

SUÈDE. — CHAMBRES DE COMMERCE. — *L'exploitation des mines en 1901*. (1 broch. in-16 24 pages. Beckman, Stockholm, 1902.)

— BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Caisses d'épargne et banques populaires en 1900*. (1 broch. in-16 de 49 pages. Norstedt et Söner, Stockholm, 1902.)

URUGUAY. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE. — *Commerce extérieur et navigation en 1901*. (1 broch. in-8° de 67 pages. Montevideo; Imprimerie de l'école nationale des Arts, 1902.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

**Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des ar-
tères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer
russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaires et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{re}: *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III: *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et
1896). Chacun..... 7 fr. 50

Tome IV: *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. —
1 vol. in-8° de 232 p. (1902)..... 3 fr. 50

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{re}: *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II: *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p.
(1897)..... 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896)..... Épuisé.

Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4°
de 23 p. (1899)..... Épuisé.

Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899)..... Épuisé.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897). Épuisé.

Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de
55 p. (1900)..... 1 fr.

Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p.
(1899)..... 2 fr.

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... Épuisé.

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie: *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie: *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).. 2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

<i>Années 1890-91.</i> — 1 vol. gr. in-8° de 123 p.....	1 fr. 50
<i>1892.</i> — 1 vol. de 186 p.....	1 fr. 50
<i>1893.</i> — 1 vol. de 425 p.....	3 fr. 50
<i>1894 à 1898.</i> — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun.....	3 fr.
<i>1899.</i> — 1 vol. de 632 p.....	3 fr. 50
<i>1900.</i> — 1 vol. de 619 p. (1901).....	3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

<i>Dén. gén.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894).....	15 fr.
<i>Dén. des étrangers.</i> — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893).....	7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I ^{er} . <i>Région de Paris au Nord et à l'Est.</i> (15 départem.) — Tome II. <i>Région du Sud-Est</i> (27 départem.) — Tome III. <i>Région de l'Ouest au Midi</i> (45 départem.) — Tome IV. <i>Résultats généraux.</i> — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun.....	10 fr.
---	--------

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I ^{er} . <i>Moteurs à vapeur.</i> — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....	3 fr. 50
Tome II. <i>Moteurs hydrauliques.</i> — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....	3 fr. 50

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I ^{er} . <i>Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.</i> — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. <i>Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.</i> — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....	5 fr.
---	-------

Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899)..... 1 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1901. — 5 vol. de 520, 653, 615, 583 et 592 p. Chacun.. 7 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. *Années 1890-1891-1892.*

1 vol. de 641 p.....	7 fr. 50
<i>Années 1893 à 1896.</i> — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....	5 fr.
— <i>1897.</i> 1 vol. de 304 p.....	6 fr.
— <i>1898.</i> 1 vol. de 197 p.....	5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897) [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — <i>Idem.</i> (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p. Chacun.....	5 fr.
--	-------

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de*

M. Albert Métin, agrégé de l'Université. — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).. 1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901)..... 3 fr.

Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901)..... 1 fr. 50

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —</i>	
Revue du travail en août.....	589	L'inspection des fabriques en 1901.....	620
Situation générale.....	590	<i>Italie. — Les grèves en 1901.....</i>	621
Grèves en août.....	595	Luxembourg : Loi du 22 mai 1902 sur l'inspection du travail.....	622
Conciliation et arbitrage en août.....	598	<i>Russie. — Décret impérial du 14 juin 1902 régle- mentant les articles.....</i>	623
Les associations ouvrières de production au 31 juil- let 1902.....	599	<i>Suisse. — Le recensement des fabriques en 1901.....</i>	623
Les travaux de secours en cas de chômage en 1901.....	604		
Les travaux des conseils de prud'hommes en 1901.....	612		
<i>Jurisprudence.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
Loi du 12 juin 1893, article 6 : caractère continu de la contravention; prescription; amnistie non applicable. — Loi du 2 novembre 1892 : atelier; procès-verbal; constatations insultantes. — Loi du 21 mars 1894, articles 4 et 9 : syndicat di- visé en sections. — Loi du 21 mars 1894, ar- ticle 4 : droit pour un syndicat d'ester en jus- tice.....	612	Décret du 6 août 1902 modifiant l'article 4 du dé- cret du 10 mars 1894 relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. — Circulaire du Mi- nistre de la Marine, en date du 21 août 1902, relative à l'interdiction d'employer le vert de Schweinfurth en poudre et le blanc de céruse.....	628
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — Ordonnance du 27 mai 1902 sur l'em- ploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les laminoirs et les forges.....	617	Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	630
Autriche : Placement. — Grèves.....	620	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	635
Belgique : Placement. — Grèves.....	620	Placement gratuit pendant le 2 ^e trimestre 1902 ..	648
		Prix courants divers; commerce extérieur; trans- ports, faillites; autorisations de bâtir; adjudi- cations.....	662
		Mouvement syndical.....	664

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.

SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.

Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.

SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.

Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^{er} Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SELLERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.

CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.

CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.

UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^e Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHEs. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.

CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VI^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention :
à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

En agriculture, l'achèvement des travaux de la moisson a été entravé par les pluies, pendant la seconde moitié du mois d'août. L'activité pendant le mois d'août a été normale chez les travailleurs forestiers, dans les mines, dans la charpente et la menuiserie, chez les ouvriers de la manutention et des transports. La situation s'est maintenue au calme dans les carrières, dans les fabriques de produits chimiques, d'huile, de savons, de bougies; dans la préparation des cuirs et des peaux, la ganterie, la grande industrie lainière, l'industrie métallurgique et la construction mécanique, la fabrication des chaux et des ciments, la verrerie à vitres. Morte-saison chez les typographes, les ouvriers en chaussures, dans la broserie, dans les industries de la soie, la passementerie, la fabrication du tulle, la rubanerie, chez les teinturiers, les tailleurs et les couturières; chez les gens de maison, en raison des villégiatures. Travail satisfaisant chez les ouvriers de l'alimentation, dans la raffinerie de pétrole, l'industrie cotonnière, la carrosserie, la fabrication des sabots, des soufflets, de la vannerie, les industries du bâtiment, la fabrication de la faïence et de la porcelaine. Reprise dans la chapellerie, la sellerie-bourrellerie de l'article de chasse, l'industrie de la fourrure, chez les ouvriers en instruments de précision et chez les batteurs d'or.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,061 chambres syndicales ouvrières, groupant 220,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 933, avec 198,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,480, ce qui correspond à une moyenne de 8 p. 100 environ. Les mineurs du Pas-de-Calais sont compris dans ces chiffres. Défalcation faite de l'ensemble des mineurs syndiqués, la proportion de chômeurs s'élève à près de 11 p. 100.

L'ouvrage, pendant le mois d'août a été jugé, en comparaison avec la situation en juillet, plus abondant par 9 p. 100 des syndicats, groupant 7 p. 100 des adhérents; équivalent par 74 p. 100 des syndicats, groupant 78 p. 100 des adhérents; moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 361 syndicats, groupant 41,000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 311, groupant 65,000 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les intempéries ont retardé l'achèvement de la moisson dans le Nord et dans l'Ouest, qui n'était pas encore terminé à la fin du mois dans ces régions. La maturation de la vigne s'opère très lentement, et l'on prévoit que les vendanges seront tardives. Chez les ouvriers agricoles et forestiers, la situation du travail ne s'est pas modifiée depuis le mois de juillet. La proportion moyenne de chômeurs peut être évaluée de 7 à 8 p. 100, d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur 140,000 ouvriers environ, soit environ les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais....	5.91	"	"	"	57	63
Loire.....	5.39	"	"	4	87	9
Gard et Hérault.....	5.91	"	"	2	19	79
Provence (lignite).....	4.84	"	"	41	59	"
Bourgogne et Nord-Est..	5.56	"	"	5	95	"
Centre.....	5.85	"	"	"	43	57
Tarn et Aveyron.....	5.87	"	"	"	28	72
Isère.....	5.95	"	"	"	21	79
ENSEMBLE pour la France.	5.81	"	"	2	44	54

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,77. Il était également de 5,77 en août 1901.

CARRIÈRES. — L'état du travail en août ne paraît pas, en général, présenter plus d'activité qu'en juillet. Toutefois, la proportion moyenne de chômeurs, indiquée par les syndicats, s'est abaissée de 7 p. 100 à 6 p. 100.

ALIMENTATION. — La moyenne de chômage, pour l'ensemble du groupe ressort à 10 p. 100, d'après les réponses de 58 syndicats de boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, bouchers, charcutiers. Ce chiffre est le même que celui du mois précédent. Pour les cuisiniers et similaires, la saison des bains de mer et des eaux thermales bat son plein.

En comparaison avec le mois de juillet, il y a augmentation du travail, pour 12 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des adhérents; état stationnaire, pour 74 p. 100 des syndicats, groupant 71 p. 100 des adhérents; diminution du travail, pour 14 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des adhérents. D'autre part, 68 p. 100 des syndicats, avec 63 p. 100 des adhérents estiment que l'état du travail est satisfaisant pour l'époque de l'année, et 32 p. 100, avec 37 p. 100 des adhérents, sont de l'avis contraire.

La production des alcools, à la fin du mois de juillet 1902 (dix premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,660,780 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 2,215,112 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. Il y a diminution principalement sur les alcools de betteraves, et augmentation sur les alcools de mélasse. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, est évaluée à 178,530 hectolitres, contre 263,914 hectolitres, évaluation correspondant aux dix premiers mois de la campagne précédente (1).

En industrie sucrière, au 15 août 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids total des betteraves mises en œuvre s'élève à cette date à 9,350,851,795 kilogrammes, contre 8,717,439,211 kilogrammes mis en œuvre pendant la période correspondante de la campagne précédente. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 992,267,161 kilogrammes, contre 983,708,818 kilogrammes, extraits au 15 août 1902 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — La situation est calme, en général, dans les usines de produits chimiques, excepté dans la fabrication des engrais, qui est en bonne activité; chez les ouvriers huiliers, savonniers, tordeurs d'huiles, corrélativement avec une baisse des prix sur le marché. Dans les raffineries de pétrole, l'activité est normale et satisfaisante. Accentuation du ralentissement précédemment signalé dans la papeterie.

Chez les typographes et similaires, l'accalmie saisonnière causée par les vacances ralentit le travail; néanmoins, la situation est considérée presque partout comme normale, étant donnée l'époque de l'année. La moyenne de chômage ressort à 8 p. 100 pour l'ensemble des syndicats, à 10 p. 100 à Paris, à 6 p. 100 en province. Comparativement au mois précédent, 8 p. 100 des syndicats, avec 10 p. 100 des adhérents, estiment qu'il y a augmentation d'ouvrage; 70 p. 100 des syndicats, avec 45 p. 100 des adhérents, estiment que la quantité d'ouvrage est identique, 22 p. 0/0 des syndicats, avec 45 p. 100 des adhérents, estiment qu'il y a diminution d'ouvrage.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et des peaux, la situation est

(1) *Journal officiel* du 19 août 1902.

(2) *Journal officiel* du 24 août 1902.

toujours calme. On signale une diminution du travail à Paris, Rouen, Rennes, Carcassonne, Château-du-Loir.

Légère reprise chez les fourreurs et chez les apprêteurs en pelleterie. Dans la corbonnerie, la morte-saison sévit; elle se fait sentir notamment à Paris; l'article cousu-main toutefois reste assez bien alimenté, sinon à Paris, du moins en province.

Dans la sellerie-bourrellerie, le travail est plus abondant; pleine-saison chez les fabricants de l'article de chasse; ralentissement chez les monteurs de sièges en cuir.

Situation stationnaire, calme dans la ganterie.

La moyenne de chômage ressort à 10 p. 100 pour l'ensemble du groupe.

En comparaison avec le mois précédent, 9 p. 100 des syndicats, groupant 3 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 62 p. 100 des syndicats, avec 74 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 29 p. 100 des syndicats, avec 23 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 12 p. 100, d'après les réponses de 72 syndicats. Le travail dans l'industrie cotonnière paraît en voie d'amélioration, notamment dans le Nord. L'industrie lainière se maintient au calme; on signale un ralentissement à Elbeuf dans la fabrique de draps, à Fourmies, dans le tissage, à Roubaix-Tourcoing, dans le peignage.

Dans la fabrique lyonnaise et l'industrie de la soierie, en général, le travail est très ralenti.

La passementerie, la fabrication du tulle, la rubanerie sont toujours dans la situation précédemment signalée, conséquence, pour partie, de la morte-saison annuelle. La fabrication du ruban-velours est néanmoins active; il y a reprise chez les dessinateurs en broderie.

L'activité dans la chapellerie, sauf pour l'article soie, à Paris, est généralement plus satisfaisante que le mois dernier.

Dans la tapisserie, travail normal. Morte-saison chez les ouvriers du vêtement, tailleurs et couturières.

Chez les blanchisseurs, à Paris, teinturiers, apprêteurs, travail calme, morte-saison annuelle.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs s'élève à 15 p. 100 environ, d'après les réponses de 137 syndicats.

En comparaison avec la quantité d'ouvrage pendant le mois de juillet, 7 p. 100 des syndicats, réunissant 4 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 75 p. 100, avec 77 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent; 18 p. 100 des syndicats, avec 19 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

Bois. — L'activité du travail est restée, en général, tout à fait normale dans l'industrie du bois; il y a augmentation d'ouvrage chez les charpentiers, à Besançon, Rennes, Rouen; chez les menuisiers de Vannes, Lyon (ouvriers en sièges), le Mans, La Rochelle, Thiers, Périgueux, Castres, Montauban, chez les scieurs de long, à Paris, chez les carrossiers, à Saumur et à Bourges. Il y a, par contre, diminution du travail dans plusieurs localités, chez les ébénistes, scieurs et mouluriers à la mécanique, notamment à Paris. Dans la tonnellerie, situation identique à celle du mois précédent.

Travail généralement satisfaisant chez les sabotiers-galochiers, sauf à Nevers, Limoges, Annecy. Ouvrage plus abondant chez les souffletiers.

Dans la brosserie, à Paris, chômage annuel; travail normal dans les autres branches de la tabletterie (fabrication des peignes et des boutons, notamment).

La proportion moyenne de chômeurs, pour le groupe entier des industries du bois, ressort à 7 p. 100 environ, d'après les réponses de 104 syndicats. Comparativement à la quantité d'ouvrage en juillet, il y a augmentation, pour 15 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des adhérents; diminution, pour 16 p. 100 des syndicats, avec 14 p. 100 des adhérents; état stationnaire, pour 69 p. 100 des syndicats, avec 70 p. 100 des adhérents. La situation est jugée, par la majorité des syndicats, satisfaisante pour l'époque de l'année.

MÉTAUX. — La situation du marché métallurgique, dans la région de Paris, laisse à désirer; il en est de même dans le Nord, où les laminoirs marchent à une allure modérée. Dans la Haute-Marne, les forges ont un bon courant de commandes. Dans la Loire et le Centre, la situation se maintient au calme. Chez les ouvriers métallurgistes, forgerons, serruriers, ouvriers divers de la construction mécanique, l'impression fréquente est qu'il y a ralentissement, et notamment à Saint-Chamond, Saint-Étienne, Roanne, Bessèges, Vieux-Condé, Maubeuge, le Boucau, chez les chaudronniers du Havre, les ouvriers en automobiles d'Audincourt, les serruriers en bâtiment de Paris, etc.

Chez les ferblantiers-boîtiers, le travail est aussi très ralenti.

Chez les ouvriers en instruments de précision, l'activité est en accroissement; il en est de même chez les batteurs d'or.

D'après le relevé effectué par le service de la garantie des matières d'or et d'argent, les objets présentés à la marque ou à la vérification, et émanant de la fabrication nationale aux titres légaux, forment, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 juillet 1902, un total de 55,496 hectogrammes pour les objets d'or, et de 673,229 hectogrammes pour les objets d'argent. Les chiffres de la période correspondante de 1901 étaient, respectivement, 60,090 hectogrammes, et 706,929 hectogrammes (1).

Pour le groupe entier des métaux, la moyenne de chômage ressort à 10 p. 100, d'après les réponses de 128 syndicats.

Comparativement au mois précédent, le travail pendant le mois d'août est jugé plus abondant par 8 p. 100 des syndicats, réunissant 9 p. 100 des adhérents; équivalent par 75 p. 100 des syndicats, avec 63 p. 100 des adhérents, moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, avec 28 p. 100 des adhérents.

La situation est jugée satisfaisante pour l'époque de l'année par un tiers des syndicats, groupant 23 p. 100 des adhérents, non satisfaisante par les deux tiers des syndicats, avec 77 p. 100 des adhérents.

BÂTIMENT. — Dans les industries de la construction, le chômage indiqué par les syndicats a notablement diminué. La moyenne générale ressort à 9 p. 100, d'après les réponses de 151 syndicats de maçons, tailleurs de pierres, plâtriers, peintres, sculpteurs, couvreurs, zingueurs. Tous ces métiers sont en ce moment bien occupés.

La durée hebdomadaire du travail varie presque partout entre 66 et 72 heures.

Comparativement à l'état du travail en juillet, il y a augmentation d'ouvrage pour 10 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des adhérents; état stationnaire pour 71 p. 100 des syndicats, avec 68 p. 100 des adhérents; diminution d'ouvrage pour 19 p. 100 des syndicats, avec 13 p. 100 des adhérents.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chaudière et la

(1) *Journal officiel*, 22 août 1902.

fabrique de ciments, un ralentissement se dessine; il en est de même dans la briqueterie et la tuilerie. Les fabriques de faïence et de porcelaine ont en général un bon courant de commandes et la situation est devenue très satisfaisante dans la région de Limoges. Le chômage parmi les syndiqués de ces industries ne dépasse pas en ce moment 2 p. 100.

Le ralentissement précédemment signalé dans la verrerie du Nord et du Centre s'est accentué. Le chômage est considérable dans les usines du Nord.

La fabrication des glaces se maintient en situation satisfaisante.

En comparaison avec le mois précédent, il y a augmentation du travail pour 16 p. 100 des syndicats, groupant 13 p. 100 des adhérents; état stationnaire pour 64 p. 100 des syndicats, avec 60 p. 100 des adhérents; diminution du travail pour 20 p. 100 des syndicats, avec 27 p. 100 des adhérents.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La proportion moyenne de chômeurs, accusée par les syndicats, est de 12 p. 100 chez les ouvriers des transports (charretiers, camionneurs, cochers, mariniers), de 6 p. 100 chez les travailleurs de la manutention, de 5 p. 100 chez les employés de commerce. Les ouvriers du port, à Calais, Saint-Malo, Brest, Lorient, Rochefort, Bordeaux, déchargeurs et charbonniers sont relativement bien occupés. L'impression au Havre et à Rouen est moins favorable.

Le chômage est assez considérable en ce moment chez les gens de maison.

Dans l'ensemble, comparativement avec le mois précédent, 5 p. 100 des syndicats, groupant 10 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant; 89 p. 100 des syndicats, avec 72 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent, et 6 p. 100 des syndicats, avec 18 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

LES GRÈVES EN AOÛT 1902.

28 grèves ont été signalées en août à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 26 d'entre elles, est de 2,844. Il y avait eu, en août 1901, 35 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 années antérieures, est de 49.

Ces 28 grèves, dont 26 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	11
Réductions de salaire.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	3
Règlement d'ateliers.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	1
Contestations diverses relatives aux salaires.....	2
Réglementation du travail.....	1
Demande de renvoi de contremaîtres.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 17 départements et on en a compté :

6 dans le Nord, 4 dans la Seine, 3 dans l'Ardèche, 2 dans les Bouches-du-Rhône et 1 seule dans les 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 8; construction, 6; industries des métaux, 5; allumettiers, briquetiers, cuirs et peaux, doreurs, faïenciers, facteurs de piano, mineurs, produits chimiques et ouvriers des salins, 1 grève.

Des 28 grèves commencées en août, 24 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; quatre, 2 jours; quatre, 3 jours; trois, 4 jours; une, 5 jours; une, 6 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; une, 13 jours et une, 20 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 110 jours, 54 jours, 46 jours, 30 jours, 19 jours, 12 jours et 12 jours, on trouve, parmi les 31 conflits terminés, les résultats suivants :

2 réussites.
12 transactions.
17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		ARRIVÉES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
22 mai...	10 sept...	Escarbotin.....	Somme.....	Mouleurs et tourneurs.....	1	40	1
22 mai...	.....	Ivry.....	Seine.....	Verriers.....	1	44	2
29 mai...	.....	Ourcamp.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	200	3
18 juin...	.....	Lévezey.....	Ardennes.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	7	4
21 juin...	7 août...	Fongères.....	Ille-et-Vilaine.....	Mécaniciens.....	27	75	5
25 juin...	.....	Rocheport-sur-Mer.....	Charente-Inférieure.....	Ouvriers du port.....	1	500	6
28 juin...	.....	Paris.....	Seine.....	Bronzeurs et galvaniseurs.....	16	80	7
3 juillet...	.....	Auxerre.....	Yonne.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	35	8
8 juillet...	1 ^{er} sept...	Paris.....	Seine.....	Céramistes.....	1	33	9
10 juillet...	.....	Isle.....	Haute-Vienne.....	Conducteurs-typographes.....	1	9	10
22 juillet...	4 août...	Grenoble.....	Isère.....	Charpentiers.....	"	120	11
22 juillet...	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	16	12
25 juillet...	14 août...	Saint-Louis-du-Rhône.....	Bouches-du-Rhône.....	Ouvriers du port.....	"	300	13
31 juillet...	30 août...	Cette.....	Hérault.....	Ouvriers du port.....	"	1,800	14
31 juillet...	.....	Lorient.....	Morbihan.....	Plâtriers.....	"	40	15
31 juillet...	12 août...	Monville.....	Seine-Inférieure.....	Tisseurs.....	1	150	16
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} août...	2 août...	Pamiers.....	Ariège.....	Métallurgistes.....	1	80	1
1 ^{er} août...	4 août...	Nesles.....	Pas-de-Calais.....	Briquettiers.....	1	23	2
1 ^{er} août...	5 août...	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	19	3
4 août...	7 août...	Marmande.....	Lot-et-Garonne.....	Maçons.....	4	20	4
5 août...	6 août...	Ivry.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	50	5
6 août...	8 août...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Produits chimiques (Ouvriers d'une fabrique de).....	1	6	6
6 août...	.....	Paris.....	Seine.....	Doreurs (chimiques).....	1	38	7
7 août...	8 août...	Saint-Louis.....	Deux-Sèvres.....	Mineurs.....	1	"	8
8 août...	9 août...	Hellesmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	40	9
8 août...	14 août...	Fourmies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	17	10
9 août...	11 août...	Janjac.....	Ardèche.....	Terrassiers.....	1	15	11
9 août...	11 août...	Tanus.....	Tarn.....	Peintres.....	1	18	12
11 août...	12 août...	Nouzon.....	Ardennes.....	Métallurgistes.....	1	10	13
11 août...	14 août...	Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....	1	100	14
12 août...	19 août...	Bernay.....	Eure.....	Couvreur.....	7	19	15
12 août...	2 sept...	Grenoble.....	Isère.....	Ponceurs-doleurs.....	1	3	16
18 août...	.....	Beaulieu-les-Annonay.....	Ardèche.....	Tisseuses.....	1	41	17
20 août...	21 août...	Fos.....	Bouches-du-Rhône.....	Ouvriers des salins.....	1	70	18
22 août...	23 août...	Trélazé.....	Maine-et-Loire.....	Allumettiers.....	1	307	19
22 août...	26 août...	Roubaix.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	31	20
23 août...	27 août...	Auby.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	250	21
23 août...	31 août...	Montereau.....	Seine-et-Marne.....	Faïenciers.....	1	700	22
23 août...	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en limes.....	1	18	23
25 août...	28 août...	Tournon.....	Ardèche.....	Imprimeurs sur étoffes.....	1	65	24
26 août...	28 août...	Houffleur.....	Calvados.....	Charpentiers.....	1	11	25
27 août...	2 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Appréteurs d'étoffes.....	1	13	26
30 août...	.....	Decazeville.....	Aveyron.....	Chaudfoueurs.....	1	860	27
30 août...	12 sept...	Paris.....	Seine.....	Facteurs de pianos.....	1	20	28

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
U 1 ^{er} AOÛT 1902 (1).		
Réduction de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
Réduction de salaire .....	.....	
Refus de conduire trois métiers au lieu de deux .....	.....	Transaction.
Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'ouvrier.	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	.....
Concurrence faite par un entrepreneur à une société coopérative de production.	.....	
Demande de limitation du nombre des apprentis et de suppression de l'embauchage des femmes.	.....	.....
Demande de suppression d'une retenue pour la casse des pièces.	.....	
Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	Transaction.
Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	.....
Demande de maintien du travail aux pièces .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire, réglementation du travail.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	.....
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
N AOÛT 1902.		
Réduction de salaire	Échec.	Transaction.
Contestation relative à la date du paiement des salaires ..	Transaction.	
Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	.....
Protestation contre la journée de onze heures en usage chez un patron.	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	.....
Demande d'adjonction d'un homme par équipe	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître .....	.....	Transaction.
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Réussite.
Règlement d'atelier .....	.....	
Demandes d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	Grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
Réglementation du travail .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	.....
Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	.....
Réduction de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Transaction.
Demande de suppression d'une punition	Transaction.	
Demande d'un minimum de salaire par semaine, quel que soit le nombre des jours de travail.	Échec.	.....
Demande de réintégration de 2 ouvriers et de maintien du salaire.	Transaction.	
Réduction de salaire	Transaction.	.....
Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	.....
Demande de diminution du temps de travail avec maintien de salaire.	Échec.	
Contestation relative au salaire	Échec.	.....
Réduction de salaire .....	.....	
Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	.....

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en août à la Direction du travail :

1^o Grève des ouvriers du port de Saint-Louis du Rhône. — Le 26 juillet, les ouvriers du port de Saint-Louis du Rhône (Bouches-du-Rhône) se mettaient en grève pour obtenir une augmentation de salaire et des modifications à la réglementation du travail de jour et de nuit.

Dans une réunion du comité de conciliation, tenue le 9 août, sur l'intervention du juge de paix d'Arles, l'accord n'ayant pu s'établir, les deux parties ont consenti à recourir à un arbitrage.

Les Compagnies n'ayant pas encore désigné leur arbitre le 12 août, une deuxième réunion du comité a eu lieu, le 13, à la suite de laquelle l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

Durée de la journée. — 10 heures en été, 9 heures en hiver ; durée de la demi-journée du matin, l'été, de 6 heures à midi avec 1 heure de 8 à 9 heures, pour déjeuner ; — durée de la demi-journée du soir, l'été, de 2 heures à 7 heures ; durée de la demi-journée du matin, l'hiver, de 6 heures et demie à midi avec une demi-heure, de 8 à 8 heures et demie, pour déjeuner (exception faite pour décembre et janvier) ; — le soir, de 1 heure à 5 heures.

Faculté pour les besoins du service de faire la journée de 10 heures l'été, de 9 heures l'hiver en continuant le travail de midi à 2 heures. — Dans cet intervalle, repos d'une demi-heure accordé à tour de rôle.

Heures supplémentaires le jour. — De 4 heures à 6 heures du matin, de midi à 2 heures, de 7 heures à 9 heures, l'été ; — de 4 heures à 6 heures et demie (sauf décembre et janvier) et de 5 heures à 9 heures du soir ; — 0 fr. 70 l'heure.

Heures supplémentaires la nuit. — De 9 heures à 11 heures du soir à raison de 1 franc l'heure ; après minuit, les heures supplémentaires seront payées 1 fr. 25. Le patron doit déclarer à l'ouvrier qu'il embauche le matin si c'est pour la demi-journée ou pour la journée qu'il est engagé.

Exceptionnellement, et pour assurer le service si l'ouvrier est embauché à 9 heures ou 10 heures le matin, le patron est tenu de lui assurer sa demi-journée de 3 francs correspondant à 5 heures de travail.

La nuit commence de 9 heures à minuit avec une demi-heure pour dîner de minuit à minuit et demie et de minuit et demie à 5 heures du matin.

Tarifs. — Le prix de la journée de travail, été et hiver, est fixé à 6 francs. — La demi-journée 3 francs ; le prix de la nuit, 7 francs ; de la demi-nuit, 3 fr. 50 ; le prix de la journée de travail les dimanches et fêtes légales est fixé à 6 francs, de la demi-journée, 3 francs.

Le prix de la journée pour les débarquements de minerai de cuivre (pyrites) est fixé à 7 fr. 50 et pour les bois à 8 francs.

Le travail a été repris le 14 août.

2^o Grève d'ouvriers du port, à Cette. — Les ouvriers du port de Cette, qui se sont mis en grève, le 31 juillet, pour obtenir des modifications aux conditions du travail (salaires, durée, réglementation) ont fait appel, dès le premier jour, à l'intervention du juge de paix.

Sur la demande des ouvriers, un comité de conciliation a été convoqué pour le 1^{er} août ; mais, sur 9 Compagnies intéressées, 2 seulement s'y sont fait représenter

et ont conclu un accord pour le travail des ouvriers à la journée. En conséquence, le travail a été repris, le 4, pour ces 2 Compagnies.

Deux autres réunions ont eu lieu le 10 et le 14 ; une transaction offerte par les grévistes dans cette dernière réunion a été repoussée par les Compagnies qui ont également refusé de recourir à un arbitrage.

Des négociations entre le syndicat ouvrier et le syndicat patronal ont amené la reprise du travail le 30 août, aux conditions offertes par les ouvriers le 14.

3^e Grève des tisseurs en soie, à Boulieu-les-Annonay (Ardèche). — Un comité de conciliation s'est réuni en présence du juge de paix, mais n'a pu aboutir à une entente. La grève continue.

4^e Dans la grève des chauffeurs et aides-chauffeurs, à Decazeville, le juge de paix a proposé sa médiation, mais le directeur de la Compagnie a refusé de se prêter à une tentative de conciliation.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION EN FRANCE

AU 31 JUILLET 1902.

(D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES PRÉFETS.)

On trouvera ci-après le classement par professions et par départements des associations ouvrières de production en France. Celles-ci étaient au nombre de 323 au 31 juillet 1902, non compris l'Algérie et la Tunisie(1). On en comptait 214 au 1^{er} janvier 1898, 246 au 1^{er} juillet 1899, 247 au 1^{er} juillet 1900 et 294 au 1^{er} janvier 1901.

I. — Liste par ordre alphabétique d'industries.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Afficheurs	1	Camionnage.....	1
Ameublement	2	Carreleurs-marbriers.....	2
Alimentation (Ouvriers de l').....	1	Carriers.....	1
Allumeurs de lampes.....	1	Carriers, tailleurs de pierres.....	1
Balaitiers et broisseurs.....	1	Carriers, tailleurs de pierres et voitu- riers.....	1
Bâtiment en général.....	13	Carriers et bûcherons.....	1
Bières et eaux gazeuses (Entrepôt de).	1	Cartonniers.....	1
Biseauteurs et polisseurs.....	3	Casquettiers.....	1
Blanchisseurs.....	1	Casseurs de pierres.....	3
Bouchonniers.....	2	Chambre consultative des associations de production.....	1
Boulangers.....	3	Charbonniers du port.....	1
Bourreliers (colliers anglais).....	1	Charpentiers.....	9
Boutonniers en os.....	1	Charpentiers et menuisiers.....	2
Brossiers.....	2		
Bûcherons.....	1		

(1) Les renseignements concernant les associations ouvrières d'Algérie ne sont pas parvenus en temps utile. Le ministère des Affaires étrangères a signalé l'existence d'une association ouvrière du bâtiment à Tunis, qui est comprise dans les listes suivantes.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Charpentiers et foudriers.....	1	Frotteurs-encaustiqueurs.....	1
Charpentiers, maçons, terrassiers et tailleurs de pierres.....	1	Fumistes.....	1
Chauffage (appareils de).....	1	Glaces (Tailleurs de).....	2
Chaussonniers.....	1	Granitiers.....	1
Chicorée (fabrication de).....	1	Granitiers et poseurs de granit.....	1
Chiffonniers.....	1	Graveurs sur bois.....	1
Ciments et chaux (Fabrique de)....	1	Grillageurs.....	1
Clisseuses.....	1	Habillement.....	1
Cochers.....	16	Horlogers.....	2
Coiffeurs.....	2	Horlogers et bijoutiers.....	1
Comptabilité.....	2	Imprimeurs.....	5
Conserves alimentaires.....	1	Imprimeurs et papetiers.....	1
Construction d'habitations à bon mar- ché.....	3	Imprimeurs sur étoffes.....	3
Construction maritime.....	1	Instruments de précision (Fabrique d')..	1
Cordiers.....	1	Jardiniers.....	2
Cordonnerie de l'équipement militaire	1	Jardiniers-rondeurs.....	1
Cordonniers.....	8	Journaux (Vendeurs de).....	2
Cordonniers et galochiers.....	1	Lanterniers.....	2
Cotonniers.....	1	Lapidaires.....	1
Couteliers.....	1	Limes (Ouvriers en).....	1
Couvreurs.....	3	Lithographes.....	1
Couvreurs-plafonneurs.....	1	Lunetiers.....	2
Couvreurs-plombiers.....	1	Maçons.....	8
Couvreurs-plombiers-zingueurs.....	2	Maçons et tailleurs de pierres.....	5
Cuirs (Fabrique de).....	1	Manches de parapluie (Fabrique de).....	1
Écatisseurs-apprêteurs.....	1	Mécaniciens.....	1
Décoration du bâtiment, fabrication et décoration du meuble.....	1	Menusiers.....	12
Dessin industriel.....	1	Menusiers, ébénistes et charpentiers.....	1
Diamantaires.....	3	Métallurgistes.....	2
Doreurs sur bois.....	1	Mineurs (houille) [1].....	3
Draperie (Fabrique de).....	1	Modelleurs-mécaniciens.....	1
Ebénistes.....	2	Monteurs de boîtes d'or et d'argent..	1
Ebénistes et menuisiers.....	2	Musique (Fabrique d'instruments en cuivre et en bois de).....	1
Ebénistes, menuisiers et ornements en bois.....	1	Ornemanistes sur métaux.....	1
Ebénistes, menuisiers et tapissiers..	1	Papeterie, réglure.....	1
Ebénistes, tourneurs et scieurs.....	1	Parqueteurs.....	1
Éclairage (Fabrique d'appareils d')..	1	Paveurs.....	5
Électricité (Fabrique d'appareils d')..	1	Paveurs et cimentiers.....	1
Emballeurs.....	1	Pêche (Teinture des filets de).....	1
Équipement et chaussures militaires.	2	Peignes (Fabrique de).....	1
Ferblantiers.....	1	Peintres.....	12
Ferblantiers-plombiers-zingueurs....	1	Peintres-plâtriers.....	4
Fondeurs.....	3	Peintres et vitriers.....	2
Fondeurs de cuivre.....	1	Peintres, décors et vitriers.....	2
Fondeurs de fer.....	1	Peintres, vitriers et papiers peints..	1
Fonderies, lamineries et tréfileries..	1	Phosphates (Exploitation des).....	1
Fournitures militaires.....	1	Photographes.....	2
		Photographie (Fabrique d'instru- ments de).....	1
		Photograpeurs.....	1

(1) Contrairement aux états des années précédentes, on n'a pas fait figurer la société des mines de fer de Riancé, qui est une exploitation intercommunale et non une association ouvrière de production.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Pianos (Facteurs de).....	1	Tanneurs.....	1
Piqueurs de grès.....	1	Tanneurs et corroyeurs.....	2
Plâtriers.....	1	Tapissiers.....	1
Plâtriers et plafonneurs.....	1	Terrassiers.....	3
Port (Ouvriers du).....	1	Terrassiers et paveurs.....	1
Potiers d'étain.....	1	Terrassiers et maçons.....	1
Rampistes.....	1	Terrassiers, puisatiers et cimentiers..	1
Replanisseurs de parquets.....	1	Théâtre.....	1
Sabotiers.....	1	Tisseurs.....	6
Sacs en papier (Fabrique de).....	2	Tôliers.....	1
Sculpteurs-mouleurs.....	1	Tonneliers.....	3
Sculpteurs, décorateurs, ornemanistes..	1	Typographes.....	10
Selliers.....	1	Typographes, lithographes, graveurs..	1
Selliers de l'équipement militaire.....	2	Vanniers.....	1
Serruriers.....	7	Verriers.....	2
Serruriers-mécaniciens-électriciens..	1	Vêtement pour les agents du P.-L.-M.	1
Sparterie.....	1	Vins et bouchons.....	1
Sucreries.....	2	Viticulteurs.....	6
Tabletters en nacre.....	1	Voiture (Industrie de la).....	2
Tailleurs d'habits.....	2		
Tailleurs de pierres.....	1	TOTAL.....	324

II. Liste par départements.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Ain.....	1	Lot-et-Garonne.....	4
Aisne.....	1	Maine-et-Loire.....	2
Ardennes.....	3	Meurthe-et-Moselle.....	1
Ariège.....	1	Morbihan.....	1
Aube.....	3	Nièvre.....	2
Bouches-du-Rhône.....	5	Nord.....	6
Charente.....	2	Oise.....	5
Charente-Inférieure.....	5	Puy-de-Dôme.....	3
Cher.....	4	Pyrénées-Orientales.....	3
Corrèze.....	2	Rhône.....	17
Doubs.....	3	Saône-et-Loire.....	5
Eure.....	2	Sarthe.....	2
Finistère.....	6	Seine.....	146
Gard.....	3	Seine-Inférieure.....	2
Garonne (Haute-).....	3	Seine-et-Oise.....	1
Gers.....	1	Deux-Sèvres.....	1
Gironde.....	17	Somme.....	2
Hérault.....	3	Tarn.....	4
Ille-et-Vilaine.....	5	Vendée.....	2
Indre.....	3	Vienne.....	3
Indre-et-Loire.....	2	Vienne (Haute-).....	13
Isère.....	7	Yonne.....	2
Jura.....	3	Tunisie.....	1
Loire.....	7		
Loir-et-Cher.....	1	TOTAL.....	324
Loire-Inférieure.....	3		

**Liste par département des sociétés coopératives de consommation
existant au 31 juillet 1902.**

(D'après les renseignements fournis par les préfets.)

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.					
	Total des sociétés au 1 ^{er} juillet 1902.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 1 ^{er} juillet 1902.	Total des sociétés au 1 ^{er} juillet 1902.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1902.		
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			
AIN.....	3	2	223	1	12	4	1,021	8		
AISNE.....	21	13	2,526	8	13	3	2,273	10		
ALLIER.....	2	2	295	"	9	5	3,009	4		
ALPES (BASSES-).....	"	"	"	"	1	1	325	"		
ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	1	"	"	1		
ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	"	5	"	"	5		
ARDÈCHE.....	3	2	271	1	6	4	513	2		
ARDENNES.....	12	8	1,812	4	51	16	2,780	35		
ARIÈGE.....	"	"	"	"	"	"	"	"		
AUBE.....	1	"	"	1	15	3	1,200	12		
AUDE.....	3	"	"	3	1	"	"	1		
AVEYRON.....	10	6	1,696	4	1	"	"	1		
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	12	4	896	8	13	2	385	11		
CALVADOS.....	"	"	"	"	3	"	"	3		
CANTAL.....	2	"	"	2	"	"	"	"		
CHARENTE.....	11	3	404	8	6	3	1,637	3		
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	153	59	11,243	94	(1) 3	"	"	3		
CHER.....	4	"	"	4	8	3	1,563	5		
CORRÈZE.....	2	2	654	"	1	"	"	1		
CORSE.....	"	"	"	"	"	"	"	"		
CÔTE-D'OR.....	2	2	212	"	5	5	1,913	"		
CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	"	"	"	"		
CREUSE.....	"	"	"	"	1	1	825	"		
DORDOGNE.....	7	7	2,417	"	1	1	262	"		
DOUBS.....	5	"	"	5	30	11	2,824	19		
DRÔME.....	"	"	"	"	9	4	919	5		
EURE.....	"	"	"	"	6	6	1,263	"		
EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	"	5	2	3,338	3		
FINISTÈRE.....	1	1	279	"	4	3	1,203	1		
GARD.....	14	8	1,424	6	11	5	1,172	6		
GARONNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	2	"	"	2		
GEARS.....	6	5	702	1	1	1	106	"		
GIROUDE.....	38	38	5,643	"	10	9	3,153	1		
HÉRAULT.....	2	2	416	"	5	5	831	"		
ILLE-ET-VILAINE.....	"	"	"	"	3	"	"	3		
INDRE.....	2	1	141	1	2	1	168	1		
INDRE-ET-LOIRE.....	23	16	3,891	7	6	1	237	5		
ISÈRE.....	"	"	"	"	57	15	1,284	42		
JURA.....	"	"	"	"	14	14	2,877	"		
LANDES.....	1	1	255	"	1	"	"	1		
LOIR-ET-CHER.....	4	3	977	1	3	2	756	1		
LOIRE.....	14	7	1,935	7	41	13	5,551	28		
LOIRE (HAUTE-).....	2	"	"	2	5	3	360	2		
LOIRE-INFÉRIEURE.....	2	1	81	1	9	4	1,890	5		
LOIRET.....	3	1	97	2	4	1	201	3		
LOT.....	2	"	"	2	"	"	"	"		

(1) Sans compter l'épicerie coopérative des chemins de fer de l'État à Saintes, gérée par l'Administration de cette exploitation.

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.			
	Total des sociétés au 31 juillet 1902.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connait pas le nombre de membres au 31 juillet 1902.	Total des sociétés au 31 juillet 1902.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connait pas le nombre de membres au 31 juillet 1902.
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	
LOT-ET-GARONNE.....	2	"	"	2	1	"	"	1
LOZÈRE.....	1	1	122	"	"	"	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	6	"	"	6	10	4	1,686	6
MANCHE.....	"	"	"	"	8	5	4,441	3
MARNE.....	"	"	"	"	4	3	847	1
MARNE (HAUTE-).....	1	1	149	"	(1) 8	"	"	8
MAYENNE.....	1	"	"	1	2	"	"	2
MEURTHE-ET-MOSELLE...	1	1	81	"	(2) 13	3	3,132	10
MEUSE.....	3	3	256	"	4	4	1,538	"
MORRHAN.....	13	10	3,305	3	"	"	"	"
NIÈVRE.....	6	4	719	2	9	5	2,450	4
NORD.....	36	14	4,982	22	(3) 83	14	5,093	69
OISE.....	3	1	310	2	9	1	180	8
ORNE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	3	1	774	2	44	15	3,869	29
PUY-DE-DÔME.....	3	"	"	3	4	"	"	4
PYRÉNÉES (BASSES-)....	1	"	"	1	1	1	533	"
PYRÉNÉES (HAUTES-)....	"	"	"	"	3	1	100	2
PYRÉNÉES-ORIENTALES...	"	"	"	"	1	"	"	1
RHIN (HAUT-).....	1	1	368	"	11	4	1,347	7
RHÔNE.....	33	14	3,122	19	56	12	5,962	44
SAÔNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	9	5	1,463	4
SAÔNE-ET-LOIRE.....	64	36	3,951	28	37	16	2,278	21
SARTHE.....	9	3	645	6	2	2	928	"
SAVOIE.....	"	"	"	"	3	2	818	1
SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	"	1	"	"	1
SEINE.....	1	"	"	1	110	20	26,685	90
SEINE-INFÉRIEURE.....	1	"	"	1	16	3	2,362	13
SEINE-ET-MARNE.....	12	7	1,088	5	6	1	292	5
SEINE-ET-OISE.....	4	4	1,141	"	27	8	1,906	19
SÈVRES (DEUX-).....	55	32	6,869	23	3	2	210	1
SOMME.....	6	1	240	5	8	3	881	5
TARN.....	3	"	"	3	5	1	38	4
TARN-ET-GARONNE.....	1	"	"	1	2	"	"	2
VAR.....	2	1	41	1	8	3	270	5
VAUCLUSE.....	7	6	754	1	2	"	"	2
VENDÉE.....	28	13	2,963	15	5	3	596	2
VIENNE.....	8	4	1,603	4	2	"	"	2
VIENNE (HAUTE-).....	5	2	469	3	2	"	"	2
VOSGES.....	"	"	"	"	23	3	920	20
YONNE.....	15	12	1,727	3	6	2	425	4
ALGER.....	"	"	"	"	4	"	"	4
CONSTANTINE.....	1	"	"	1	2	"	"	2
ORAN.....	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	703	366	44,169	337	938	297	116,269	671

(1) Non compris deux économats de Pont-Varin à Wassy et des forges de Saint-Dizier.

(2) Non compris deux économats patronaux de Cirey et de Blainville-sur-l'Eau.

(3) Non compris l'économat patronal des hauts fourneaux de Denain.

(1) Non compris deux économats de Pont-Varin à Wassy et des forges de Saint-Dizier.

(2) Non compris deux économats patronaux de Cirey et de Blainville-sur-l'Eau.

(3) Non compris l'économat patronal des hauts fourneaux de Denain.

Au 1^{er} janvier 1901, on comptait 695 sociétés ne s'occupant que de boulangerie et 864 sociétés s'occupant de ventes diverses. (Voir le détail au *Bulletin* de 1901, p. 575 et 576.)

Sociétés de crédit, banques populaires.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Alpes-Maritimes.....	5	Morbihan.....	1
Bouches-du-Rhône.....	3	Oise.....	1
Charente.....	3	Pyrénées (Hautes-).....	1
Garonne (Haute-).....	2	Rhône.....	3
Gers.....	1	Saône-et-Loire.....	2
Indre-et-Loire.....	7	Seine.....	6
Isère.....	3	Seine-et-Marne.....	2
Jura.....	5	Seine-et-Oise.....	10
Loir-et-Cher.....	2	Var.....	23
Loire.....	1	Alger.....	1

NOTA. — La statistique des caisses rurales est dressée par le Ministère de l'Agriculture.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE

PENDANT L'ANNÉE 1901.

Le nombre des départements dans lesquels des travaux de secours contre le chômage ont été organisés en 1901 est de 69. En 1900, ce nombre était de 59.

Le montant des dépenses s'est élevé à 1,666,651 fr. 95, un peu inférieur à celui de l'année précédente qui était de 1,675,181 fr. 80.

Départements dans lesquels les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours.

Alpes (Basses-).	Creuse.	Rhin (Haut-).
Alpes-Maritimes.	Dordogne.	Savoie.
Ardèche.	Doubs.	Savoie (Haute-).
Ariège.	Haute-Garonne.	Seine-et-Marne.
Aube.	Loire (Haute-).	Somme.
Cantal.	Lot.	Var.
Corse.	Lozère.	Vaucluse.
Côte-d'Or.	Marne (Haute-).	Vosges.

*Départements dans lesquels les municipalités
ont organisé des travaux de secours contre le chômage.*

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c	
AIN.....	Bourg.....	8,494 10	15 à 20 personnes occupées journellement; salaire : 0 fr. 18 l'heure.
AISNE.....	Laon.....	1,976 10	La moyenne des ouvriers employés est de 48; le nom- bre total des journées faites est de 1.170. Le salaire a varié de 1 fr. 60 à 2 francs.
ALLIER.....	Moulins.....	36,982 13	250 ouvriers sans travail et vieillards ont été employés.
	Cusset.....	1,885 65	41 ouvriers employés.
ALPES (HAUTES-).....	Gap.....	4,267 41	438 chômeurs employés, 1,980 journées faites.
	Embrun.....	200 00	15 — 72 1/2 —
	Briançon.....	350 00	20 — 200 —
ALPES-MARITIMES.....	"	"	L'assistance par le travail de Cannes a reçu du Ministre de l'agriculture 9,000 francs pour la construction des ateliers de travail. Elle reçoit de la ville de Cannes une subvention annuelle de 500 francs.
ARDENNES.....	Mézières.....	1,500 00	21 ouvriers employés à des travaux d'enlèvement de neiges ou glaces sur 30 qui s'étaient fait inscrire. 500 journées de travail.
	Haybes.....	480 00	Extraction et transport de pierres, 16 chômeurs ins- crits, 12 employés, 160 journées à 3 francs.
	Bizamet.....	1,937 00	35 chômeurs employés, 775 journées faites.
	Boutenac.....	796 00	20 — 398 —
	Carcassonne.....	6,800 00	100 — 3,020 —
	Fabrezan.....	2,400 00	33 — 1,200 —
	Fleury.....	4,200 00	150 — 2,100 —
AUDE.....	Lésignan.....	7,470 00	189 — 3,900 —
	Limoux.....	2,544 00	68 — 1,106 —
	Montréal.....	5,400 00	80 — 3,000 —
	Narbonne.....	29,850 00	2,580 — 11,470 —
	Peyriac-de-Mer.....	1,420 00	31 — 710 —
	Rieux-Minervois.....	1,560 50	26 — 1,041 —
AVEYRON.....	Rodez.....	1,714 00	69 chômeurs occupés à 2 francs la journée, 857 jour- nées faites.
	Millau.....	5,760 00	240 ouvriers occupés, 2,370 journées faites, moyenne de prix de 10 journées par homme, salaire moyen : 2 fr. 43.
	"	910 00	Chantier supplémentaire, 55 ouvriers, 382 journées.
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	Marseille.....	19,200 00	152 ouvriers employés, 1,801 journées faites.
	Aix.....	2,500 00	110 — 1,000 — à 2 fr. 50.
	Miramas.....	451 00	5 — 152 —
	Tarascon.....	3,000 00	" — " —
	Arles.....	6,014 81	382 — 1,807 —
	Coen.....	"	52 chômeurs occupés, 2,183 journées faites.
	Caumont.....	"	3 — 200 — à 1 fr. 50.
	Falaise.....	7,396 20	67 — 2,218 —
CALVADOS.....	Lisieux.....	2,253 75	51 — 1,803 — à 1 fr. 25.
	Bonnebosq.....	"	15 — 120 — à 2 fr. 50.
	Saint-Gatien.....	"	1 — 12 — à 2 fr. 50.
	Vire.....	"	20 — " —
	Beny-Bocage.....	"	20 — " — à 1 franc par jour.
			à 1 fr. 25 par jour.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
CHARENTE.....	Angoulême.....	64,406 85	Travaux d'entretien de voirie et d'établissements publics. 230 ouvriers employés, 55,796 journées faites.
	Barbezieux.....	1,023 50	16 — 841 —
	Cognac.....	6,247 50	67 — 6,248 —
	Jarnac.....	540 00	10 — 370 —
	Confolens.....	2,400 00	90 — 1,600 —
	Ruffec.....	300 00	20 — 300 —
CHARENTE-INFÉR.....	Marennes.....	500 00	250 journées de travail à 2 francs.
	Royan.....	5,796 45	92 ouvriers ont fait 3,153 journées à 1 fr. 65 en moyenne.
	Rochefort.....	"	1.250 journées à 2 fr. 10.
CHER.....	Vallenay.....	996 90	58 ouvriers employés, 139 journées faites.
	Blot.....	2,500 00	45 — 995 —
	Sancoins.....	1,500 00	45 — 270 —
	Grou.....	1,050 00	30 — 386 —
	Raymon.....	453 75	28 — 140 —
	Grosses.....	748 85	13 — 332 —
	Saint-Priest.....	448 40	19 — 224 —
	Saint-Loup-des-Chaumes.....	599 25	38 — 300 —
	Clément.....	350 00	13 — 177 —
	Sury-près-Léré.....	226 75	8 — 96 —
CORRÈZE.....	Tulle.....	5,600 00	2.230 journées faites par 120 ouvriers.
CÔTE-D'OR.....		"	La ville de Dijon a alloué en 1901 aux caisses de chômage de 11 syndicats divers une somme de 1,240 fr.
CÔTES-DU-NORD.....	Saint-Brieuc.....	42,680 00	354 chômeurs employés, 28,085 journées faites.
	Quintin.....	303 75	18 — 243 —
DRÔME.....	Aouste.....	200 00	4 chômeurs employés, 100 journées faites.
	Beaumont-lès-Valence.....	700 00	14 — 312 —
	Châteauneuf-d'I-sère.....	230 00	15 — 115 —
	Grâne.....	171 25	4 — 115 —
	Mirabel-et-Blacons.....	100 00	7 — 44 —
	Montélimar.....	600 00	8 — 300 —
	Valence.....	3,754 00	150 — 1,779 —
	Urie.....	89 50	7 — 60 —
EURE.....	Évreux.....	"	La municipalité est venue en aide à 30 ou 40 ouvriers auxquels il a été payé un salaire journalier de 1 fr. 50 environ.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT	OBSERVATIONS.
		des DÉPENSES.	
		fr. c.	
EURE-ET-LOIR....	Chartres.....	13,989 00	172 ouvriers ont été employés à des travaux d'enlèvement de boues, neiges et différents autres travaux d'utilité générale. Travail donné à la tâche et à la journée, de 7 heures du matin à 5 heures du soir, 8,084 journées faites au prix de 0 fr. 80 à 1 fr. 50.
	Châteaudun....	3,333 00	75 ouvriers ont fait 1,960 journées de 1 fr. 20 à 2 fr. 50.
	Bonneval.....	5,803 00	40 ouvriers, 1,780 journées (1 fr. à 1 fr. 50).
	Brou.....	2,809 00	1 fr. 25 la journée moyenne.
	Dreux.....	5,907 00	14 ouvriers, 3,641 journées à 1 fr. 50.
	Nogent-le-Rotrou.	9,362 00	46 employés, 6,122 journées à 1 fr. 50.
	Franconville....	3,300 00	20 ouvriers, 1,110 journées à 2 francs.
	99 communes diverses (1).....	33,294 80	
FINISTÈRE.....	Brest.....	29,000 00	Atelier dit de Charité employant de vieux ouvriers à 1 fr. et 1 fr. 50 par jour.
	Lambelzellec....	3,600 00	
	Landerneau.....	3,400 00	
	Quimper.....	3,990 00	Salaires de 1 fr. 10 à 1 fr. 30.
GARD.....	Nîmes.....	11,958 00	Entretien de chemins vicinaux, 469 chômeurs. Il existe à Nîmes une société d'assistance par le travail.
	21 communes diverses (2).....	10,787 00	519 chômeurs employés.
GARONNE (HAUTE-)	.....	"	La ville de Toulouse a employé en 1901, 1,988 ouvriers à divers travaux de vicinalité.
GERS.....	Auch.....	6,000 00	
	Cadillac-s ^t -Garonne	604 80	9 chômeurs employés, 243 journées faites.
	Teich.....	698 75	12 — 69 —
	Ludon.....	750 00	20 — 300 —
	Léognan.....	1,200 00	21 — 120 —
	Coutras.....	454 00	13 — 227 —
	Saint-Genès-de-Castillon.....	398 00	6 — 138 —
	S ^t -Pey-de-Castets..	300 00	15 — 150 —
GIRONDE.....	Libourne.....	7,059 00	31 — 4,706 —
	S ^t -Foy-la-Grande..	50 50	3 — 17 —
	Bassanne.....	80 00	7 — 40 —
	Puybarbon.....	92 00	11 — 46 —
	Gojac.....	145 00	5 — 72 —
	Noaillan.....	129 00	5 — 64 —
	Talais.....	200 00	7 — 100 —
	Couquègues.....	35 00	2 — 17 —
	Saint-Vivien.....	322 50	19 — 215 —

(1) Ces communes sont : Amilly, Annay-sous-Crécy, Argenvilliers, Bailleau-le-Pin, Bailleau-l'Évêque, Bailleau-sous-Gallardon, Bazoches-Gouet (la), Beauvilliers, Bleury, Bérchères-sur-Vesgre, Boisville-la-Saint-Père, Boullay-Thierry, Brœu, Bu, Chaulhous, Charay, Chêne-Chenu, Gloyes, Cormainville, Coudray (le), Coulombs, Courville, Combres, Crécy-Couvé, Dancy, Digny, Écublé, Epeautrolles, Ferté-Vidame (la), Ferté-Villeneuil (la), Fontaine-la-Guyon, Fontenay-sur-Eure, Fresnay-le-Comte, Fresnay-l'Évêque, Frétigny, Friaize, Francé, Garancières-en-Drouais, Garnay, Gasville, Gironville, Guillonville, Illiers, Janville, Jouy, Lèves, Levesville-la-Chenard, Louvilliers-en-Drouais, Lucé, Mainvilliers, Marboué, Mée (le), Meslay-le-Grenet, Mézières-en-Drouais, Mittainvilliers, Moléans, Montboisier, Morancez, Moriers, Ollé, Ornoy, Orrouer, Ouerre, Oulins, Pontgouin, Poupry, Prunay-le-Gillon, Puiset (le), Puiseux, Romilly-sur-Aigre, Rouvres, Saint-Arnauld-des-Bois, Saint-Denis-de-Moronval, Saint-Eliph, Saint-Eman, Saint-Léger-des-Aubées, Saint-Loup, Saint-Lupercie, Saint-Maur, Sancheville, Sandarville, Sérazeux, Sours, Theuivy-Achères, Thieulin (le), Thimert, Tremblay-le-Virumte, Tréon, Trizay-lès-Bonnevals, Vernouillet, Viabon, Vieuvicq, Ville-aux-Nonains, Villiers-le-Morhier, Vitray-en-Beauce, Voves, Ymonville.

(2) Ces communes sont : Aigues-Mortes, Beauvoisin, Saint-Gilles, Sommières, Vauvert, Bagnols, Bourdic, Chuselan, Foissac, Garrigues, Gaujac, Gondargues, Laudon, Montfaucon, Pujaut, Roquemaure, Saint-Julien, Saint-Victor-Lacoste, Sauveterre, Seze, Villeneuve-les-Avignon.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT	OBSERVATIONS.
		des DÉPENSES.	
		fr. c.	
HÉRAULT	51 communes di- verses (1).	142,373 00	Il existe à Montpellier une société d'assistance par le travail.
	Rennes.....	22,800 75	14,248 journées à 1 fr. 50 ou 2 francs. — 1,633 chômeurs inscrits et 1,487 employés.
ILLE-ET-VILAINE ..	Vitré.....	20,916 50	13,575 journées.
	Bain.....	400 00	
INDRE.....	Châteauroux.....	10,780 50	409 chômeurs et 5,907 journées faites.
	Issoudun.....	5,779 00	209 — 2,889 —
INDRE-ET-LOIRE ..	Tours.....	55,994 10	291 chômeurs employés et 14,882 journées faites.
ISÈRE.....	Vienne.....	7,217 50	208 chômeurs employés et 2,887 journées faites.
JURA.....	Arbois.....	2,298 00	
	Poligny.....	2,600 00	
	Arrondissement de Mont-de-Marsan	27,468 50	
LANDES.....	Arrondissement de Saint-Sever.	11,677 15	Ouvriers de nationalité française avec salaires variant de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.
	Arrondissement de Dax.	33,866 20	
	Mer.....	12,500 00	50 chômeurs employés et 6,000 journées faites.
LOIR-ET-CHER.....	Vendôme.....	7,000 00	120 — 3,680 —
	5 communes di- verses (2).	2,058 00	
LOIRE.....	Saint-Étienne.....	98,069 60	6,380 ouvriers inscrits, 38,880 journées faites.
	Roanne.....	17,044 20	1,240 — 4,762 —
LOIRE-INFÉRIEURE]	Nantes.....	3,558 65	Salaires : 2 francs.
	Orléans.....	15,000 00	203 ouvriers employés, 9,740 journées faites.
LOIRET.....	10 communes di- verses (3).....	5,615 00	104 chômeurs ont été occupés.
LOT-ET-GARONNE..]	Agen.....	2,000 00	800 journées de travail.
	Angers.....	27,000 00	
	Cholet.....	11,200 00	
MAINE-ET-LOIRE..]	Beaufort.....	4,500 00	
	41 communes di- verses (4).	23,060 00	
	Avanches.....	5,350 00	
	Cherbourg.....	10,980 00	
MANCHE.....	Coutances.....	9,000 00	
	Saint-Lô.....	6,575 00	
	6 communes di- verses (5).....	11,500 00	
	Châlons.....	4,033 80	
MARNE.....	Épernay.....	3,300 00	
	Reims.....	48,862 15	Salaire maximum : 2 fr. 25.

(1) Ces communes sont : Abeilham, Agde, Alignan-du-Vent, Autignac, Bassan, Bessau, Béziers, Candilargues, Canet, Castelnau-de-Guers, Cazoul-les-Béziers, Corneilham, Cournonsec, Florensac, Fontès, Gabian, Gigeac, Lansargues, Lespignan, Lésignan-la-Cèbe, Loupian, Lunel, Maraussan, Marsillargues, Mauguin, Méez, Mudaison, Mariel-les-Béziers, Nébian, Neffies, Nézignan-l'Évêque, Nissan, Nizas, Pézenas, Pinet, Pomerols, Poussan, Ponzolles, Quarante, Ronjan, Saint-Bazille-de-Putois, Saint-Chinian, Saint-Félix-de-Lodez, Saint-Thibery, Saussan, Sanvian, Sérignan, Vendrez, Vias, Villeneuve-les-Béziers et Villeveyrac.

(2) Ces communes sont : Cour-sur-Loir, Josnes, Montoire, Pineuil et Villetrée.

(3) Ces communes sont : Meung, Beaugency, Pithiviers, Bondaroy, Broûailles, Neuville, Saint-Brissson, Champoulet, Feins et Daupierre.

(4) Ces communes sont : Audard, Beaulieu, Bohalle (1a), Brain-sur-l'Authion, Briollay, Faverage, Joué-Etiau, Méniltré (1a), Plessis-Grammoire (1e), Saint-Mathurin, Saint-Sylvain, Sarrigné, Soucelles, Thouaré, Trelazé, Villeveque, Corné, Etriché, Fontaine-Guérin (1a), Gée, Mazé, Moulherne, Chemillé, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Trémontines, Antoigné, Cizay, Pouces, Méron, Montreuil-Bellay, Rosiers (1es), Saint-Clément-des-Lavées, Verchers (1es), Saumur (subvention à la caisse de chômage), Saint-Martin-de-la-Place, Armaillé, Nyoiseau, Pouéze (1a), Segré, Vern et Thorigné.

(5) Ces communes sont : Granville, Montebourg, Périers, Thorigny-sur-Vire, Valognes, Villedieu.

DÉPARTEMENTS,	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
PYRÉNÉES - ORIEN- TALES	St-Félicien-d'Avall...	5,600 00	103 chômeurs, 1,350 journées faites.
	St ^e -Marie-la-Mer...	1,500 00	40 — 600 —
	Vingrau.....	7,652 20	85 — 1,550 —
	Estagel.....	1,900 00	250 — 750 —
	Elne.....	5,618 30	140 — 1,990 —
	Trouillas.....	2,970 35	82 — 1,082 —
	Le Soler.....	3,500 00	94 — 1,120 —
	Salses.....	3,859 00	80 — 1,543 —
	Saint-Hippolyte...	1,900 00	99 — 760 —
	Canohes.....	1,833 75	53 — 438 —
	Perpignan.....	10,000 00	250 — 3,333 —
			L'assistance par le travail de Perpignan a employé 349 chômeurs qui ont fait 5,235 journées pour une dépense totale de 1,500 francs.
RHÔNE.....	Lyon.....	"	L'œuvre lyonnaise de l'hospitalité de nuit et d'assistance par le travail a occupé 593 ouvriers sans ouvrage.
SAÔNE (HAUTE-).	10 communes diverses (1).....	11,691 20	168 chômeurs ont fait 4,892 journées.
SAÔNE-ET-LOIRE ..	Le Crenot.....	3,694 25	75 chômeurs, 2,150 journées faites.
	Montceau-l.-Mines	14,731 75	405 — 2,840 —
	Saint-Vallier.....	3,118 10	86 — 1,034 —
SARTHE.....	Mans (Le).....	27,807 40	465 chômeurs, 14,882 journées faites.
	Mamers.....	2,136 75	85 — 2,233 —
	Flèche (La).....	800 00	35 — 1,000 —
	Château-sur-Loire.	88 50	
SEINE-INFÉRIEURE.	.....	"	Quelques travaux de secours à la Fresnaye, à Épouville, Aifranvillers. Il existe à Rouen et au Havre des sociétés d'assistance par le travail.
SEINE-ET-OISE....	Bellefontaine.....	105 00	
	Bois-d'Arcy.....	1,000 09	
	Choiselles.....	504 00	
	Cormeilles.....	1,479 00	
	Hermeray.....	550 00	
	Maisons-sur-Seine.	199 00	
	Maule.....	300 00	
	Meulan.....	300 00	
	Perelhay (Le)....	400 00	
	Pontoise.....	580 00	
	Rambouillet.....	425 00	
	Rouquerolles.....	350 00	
	Rueil.....	764 80	
	Soisy.....	1,029 50	
	Vallangoujard....	1,000 00	
	Villers-St-Frédéric	425 00	
DEUX-SÈVRES.....	Saint-Pezenac....	350 00	9 chômeurs, 230 journées faites.
	Saint-Maixent....	3,500 00	25 — 1,200 —
	Romans.....	190 50	8 — 110 —
	La Forest.....	424 00	

(1) Ces communes sont : Dampierre-sur-Linotte, Noroy-le-Bourg, Esprels, Amance, Gourgeon, Jussey, le Tremblais, Membrey, Veveas, Rupt-sur-Saône.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr c.	
MAYENNE.....	Ambrières..... Château-Gontier.. Ernée..... Laval..... Mayenne.....	500 00 837 50 3,450 00 11,502 30 16,028 25	31 chômeurs 236 journées faites. 95 — 837 — 116 — 3,014 — 336 — 6,092 — 215 — 10,496 —
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	Nancy.....	13,000 00	5,800 journées de travail pour 400 chômeurs. Il existe à Nancy une œuvre d'assistance par le travail qui a distribué 13,970 fr. 25.
MEUSE.....	Bar-le-Duc.....	1,384 30	80 chômeurs.
MORBIHAN.....	Lorient..... Vannes..... 8 communes diverses (1).	3,394 50 10,348 15 6,864 15	21 chômeurs, 1,694 journées faites. 64,617 heures de travail.
NIÈVRE.....	29 communes (2).	16,954 40	8,037 journées pour 682 chômeurs.
NORD.....	8 communes diverses (3).	3,761 70	Ces communes ont employé 81 chômeurs, qui ont fait 1,636 journées.
OISE.....	Beauvais..... Senlis..... 6 communes diverses (4).	30,700 00 4,350 00 2,302 40	123 chômeurs employés, 15,200 journées. 40 — 6,000 — 39 chômeurs, 722 journées.
ORNE.....	Mortagne.....	2,000 00	35 à 40 ouvriers employés, à 1 franc environ par jour.
PAS-DE-CALAIS....	8 communes diverses (5).	7,423 00	4,588 journées par 112 chômeurs.
PUY-DE-DÔME....	Clermont-Ferrand.	4,547 00	75 ouvriers ont fait 1,440 journées.
PYRÉNÉES (BASSES)-	Pau.....	15,640 15	La société l'Union d'assistance a distribué 265 bons de travail à 0 ^f 60 ^c , et l'assistance par le travail de couture a payé à 141 ouvrières 2,543 francs de salaires.
PYRÉNÉES (HAUTES-)	Bagnères-de-Bigorre. Lourdes.....	1,800 00 3,046 00	1,200 journées à 1 fr. 50.

(1) Ces communes sont : Aury, Gourin, Guéméné, Hennebont, Locminé, Palais, Pontivy, Port-Louis.

(2) Ces communes sont : Arquian, Annay-Cosne, Azy-le-Vil, Balleray, Billy-sur-Oisy, Busay-la-Pesle, Cosne, Donzy, Fours, Garchy, Celle-sur-Nièvre (1a), Larochemillay, Luzay, Millay, Moutceaux-le-Comte, Mouzou, Marcy, Nevers, Poil, Pougny, Préparché, Saint-Aubin-les-Forges, Saint-Benin-des-Bois, Saint-Germain-des-Bois, Saint-Père, Saint-Pierre-le-Moutier, Ternaut, Tracy-sur-Loire, Tronsanges.

(3) Beuvillers, Blaringheim, Hon, Hergies, Le Cateau, Maroilles, Mœuvres, Niergnies.

(4) Ces communes sont : Clermont, Bulles, Catenoy, Nointel, Sacy-le-Grand, Fleurines.

(5) Ces communes sont : Bapaume, Bary-Notre-Dame, Saulchoy, Aubin-Saint-Vaast, Hesdin, Marconnette, Dohem, Saint-Martin-d'Hardinghem.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT des DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	
DEUX-SÈVRES..... (Suite.)	Montigné..... Saint-Genard..... Douq-s.-Auvault.. Menigoute.....	300 00 1,600 00 100 00 405 20	6 chômeurs, 96 journées faites. 18 — 570 — 13 — 50 — 20 — " —
SOMME.....	Amiens.....	"	L'œuvre amiénoise d'assistance par le travail par le travail a distribué 15,091 fr. 60 pour 10,933 journées de travail.
TARN.....	Aïbi..... Gaillac..... Lavaur..... 13 communes di- verses (1).	9,750 00 4,335 00 13,664 00 4,671 95	160 chômeurs employés, 6,500 journées faites. 54 — 2,890 — 69 — 976 — 315 — 2,738 —
TARN-ET-GARONNE.	Montauban..... Valence..... Beaumont-de-Lô- magne. 53 communes di- verses (2).	21,500 00 1,500 00 2,378 35 66,294 10	124 chômeurs occupés. 25 — 15 —
VENDÉE.....	Fontenay-le-Comte Luçon..... Roche-sur-Yon (La) Sables - d'Olonne (Les). 6 communes di- verses.	1,545 90 2,553 25 4,599 65 31,789 00 2,860 00	89 chômeurs employés, 1,037 journées faites. 71 — 1,154 — 114 — 2,250 — 252 — 17,677 — 125 — 1,700 —
Vienne.....	Poitiers..... Châtellerault..... Loudun..... Montmorillon....	8,154 70 1,302 00 2,834 60 1,708 35	533 chômeurs employés, 3,625 journées faites. 120 — 868 — 17 — 695 — 56 — 854 —
Vienne (HAUTE-).	Limoges..... Saint-Junien.....	19,106 60 2,383 00	
Yonne.....	Saint-Fargeau.... Lavau..... Rogny..... Bléneau..... Saint-Martin-des- Champs. Saint-Privé..... 3 communes di- verses (3).	4,700 00 13,314 60 3,000 00 2,000 00 2,800 50 2,000 00 2,632 25	30 chômeurs employés, 1,600 journées faites. 115 — 5,325 — 70 — 1,200 — 86 — 609 — 85 — 831 — 40 — 800 — 108 — 851 —
TOTAL.....		1,666,651 95	

(1) Ces communes sont : Brens, Cabannes, Cahuzac, Cordes, Labruguières, Lagardiolles, Lagrave, Larroque, Rabastens, Saint-Amancet, Saint-Arcisse, Saint-Paul, Tonnac.

(2) Ces communes sont : Albefeuille-Lagarde, Albias, Angeville, Aueanville, Auvillers, Barry, Bellegarde, Bessens, Bourret, Bressols, Bruniquet, Canals, Cayrie, Cazals, Corbarieu, Corde-Tolosane, Escatolens, Espanac, Espinas, Fayolles, Labastide-du-Temple, Labastide-Saint-Pierre, Lacourt-Saint-Pierre, Larraxet, Lauzerte, Lavilledieu, Leojac, Les Barthes, Mas-Grenier, Mirabel, Moissac, Molières, Montalzat, Montesquieu, Montbartier, Montbeton, Montriconx, Négrepelisse, Nohic, Perville, Puylaroque, Réalville, Saint-Arroumex, Saint-Cirq, Saint-Michel, Saint-Nicolas, Saint-Sardos, Saint-Vincent, Saint-Vincent-l'Espinasse, Septfonds, Vaissac, Varennes, Vazerac, Verdun-sur-Garonne.

(4) Ces communes sont : Michery, Pont-sur-Yonne, Villiers-Saint-Benoît.

STATISTIQUE DES TRAVAUX
DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES DE FRANCE ET D'ALGÉRIE
 PENDANT L'ANNÉE 1901.

145 conseils de prud'hommes ont fonctionné en France pendant l'année 1901, au lieu de 141 en 1900.

Ces tribunaux ont été saisis de 50,212 affaires, soit une diminution de 1,878 affaires par rapport à l'année 1900.

Les bureaux particuliers en ont concilié 21,456; 10,407 ont été retirées par les parties avant que les bureaux aient statué; 18,120 n'ont pu être conciliées; 14,835 seulement ont été portées devant le bureau général. Comme d'autre part, les bureaux de jugement avaient encore à examiner 138 affaires restant de l'année précédente, ils ont eu à statuer sur 14,973 différends. Parmi ceux-ci, 7,741 ont été retirés avant jugement, 5,717 ont été terminés par des jugements en dernier ressort et 1,317 par des jugements susceptibles d'appel. 198 ont été reportés à l'année suivante.

En Algérie, 6 conseils ont fonctionné en 1901. Ils ont été saisis de 2,359 affaires, soit une augmentation de 116 par rapport à l'année 1900. 1,218 ont été conciliées, 234 retirées par les parties avant que le bureau ait statué. 806 affaires n'ont pu être conciliées, mais 653 seulement ont été portées devant le bureau général. 15 affaires restant à juger de l'année précédente, les bureaux de jugement ont examiné 669 différends; 429 ont été retirés avant jugement, 194 terminés par des jugements en dernier ressort, 37 par des jugements susceptibles d'appel, 8 ont été reportés à l'année suivante.

JURISPRUDENCE.

I. Travail dans les établissements industriels. — Loi du 12 juin 1893, article 6.
 — Inexécution de travaux prescrits par l'inspecteur du travail. — Caractère continu de la contravention. — Prescription. — Amnistie non applicable.

I. L'inexécution de travaux prescrits par l'inspecteur du travail en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 constitue une contravention continue. Le point de départ de la prescription doit dès lors être fixé non à l'expiration du délai imparti pour l'exécution desdits travaux, mais à la date du procès-verbal dressé postérieurement contre le prévenu qui n'a pas obtempéré à la mise en demeure.

II. L'amnistie de l'article 1, § 6, de la loi du 27 décembre 1900 ne s'applique pas aux contraventions à l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 commises antérieurement au 15 décembre 1900 si les contraventions se sont continuées et ont été constatées après cette date.

L'arrêt ci-après a été rendu sur le réquisitoire du Procureur général près la Cour de cassation qui expose qu'il est chargé par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, de requérir, dans l'intérêt de la loi, et par application de l'article 441 du Code d'instruction criminelle, l'annulation d'un jugement du tribunal de simple police du canton de Mondoubleau (Loir-et-Cher), qui, à la date du 7 mars 1901, a prononcé le relâche du sieur Georget (Louis), poursuivi en vertu de la loi du 12 juin

1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et de l'article 2 du décret du 10 mars 1894.

La lettre de M. le Garde des sceaux, en date du 7 janvier 1902, est ainsi conçue :

« Monsieur le Procureur général,

« J'ai l'honneur de vous transmettre, avec le dossier de la procédure, l'expédition d'un jugement rendu, le 7 mars 1901, par le tribunal de simple police du canton de Mondoubleau (Loir-et-Cher), qui a prononcé le relaxe du sieur Georget poursuivi en vertu de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et de l'article 2 du décret du 10 mars 1894.

« Le tribunal de simple police, saisi d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur départemental du travail le 17 décembre 1900, a décidé, d'une part, que la contravention remontait au mois de décembre 1898, qu'à cette époque un délai de six mois avait été accordé au contrevenant pour exécuter certains travaux, et que plus d'une année s'étant écoulée depuis l'expiration de ce délai, la prescription est acquise; et, d'autre part, que la contravention serait, en tous cas, couverte par l'amnistie, en vertu de l'article 1^{er}, § 6, de la loi du 27 décembre 1900.

« J'estime que cette décision a été rendue en violation de la loi.

« L'inobservation des dispositions des loi et décret susvisés, et l'inexécution des travaux régulièrement prescrits, constituent en effet, à mon avis, des contraventions permanentes et successives, qui ne cessent qu'au moment où l'état de choses défectueux a lui-même cessé. Les infractions prennent donc la date même des procès-verbaux dressés par l'inspection du travail pour les constater.

« Dans ces conditions, j'estime que le tribunal de simple police ne pouvait prononcer le relaxe du prévenu en se basant sur la prescription établie par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, ou sur l'amnistie qui s'applique exclusivement aux contraventions commises antérieurement au 15 décembre 1900.

« Je vous charge, en conséquence, Monsieur le Procureur général, conformément à l'article 441 du Code d'instruction criminelle, de vouloir bien déférer à la chambre criminelle de la Cour de cassation le jugement susvisé du tribunal de simple police du canton de Mondoubleau, et d'en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi.

« Agrérez, ...

ARRÊT.

La Cour,

Oùï M. Garas, conseiller, en son rapport, et M. l'avocat général Bonnet, en ses conclusions;

Vu la requête du procureur général près la Cour de cassation;

Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la fausse application des articles 640 du Code d'instruction criminelle et 1^{er}, § 6, de la loi du 27 décembre 1900 :

Vu lesdits articles et l'article 441 du Code d'instruction criminelle;

Attendu, en fait, que du jugement attaqué il résulte qu'à la date du 27 décembre 1898 l'inspecteur du travail dans le département de Loir-et-Cher a, en exécution de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, mis le sieur Georget en demeure de se conformer dans un délai de six mois aux prescriptions du décret du 10 mars 1894, article 2, relatives à l'enduit des murs et à leur lavage;

Que le 17 décembre 1901, le même inspecteur a constaté que lesdites prescriptions n'avaient pas été observées;

Attendu que le juge de police a relaxé Georget des poursuites exercées contre lui à raison de ces contraventions pour le double motif : 1^o que plus d'une année s'étant écoulée depuis le 22 juin 1899, date à laquelle expirait le délai de six mois

imparti au prévenu, la prescription était acquise à ce dernier; 2° que, d'un autre côté, alors même que les contraventions auraient subsisté, malgré l'expiration de ce délai, elles seraient effacées par la loi du 27 décembre 1900 sur l'amnistie;

Attendu, en ce qui touche la prescription, que les contraventions reprochées à Georget consistent dans l'inexécution de travaux prescrits par le décret du 10 mars 1894, que ces contraventions se continuaient encore le 17 décembre 1900, date du procès-verbal, puisque à ce moment le prévenu n'avait pas encore obtempéré à la mise en demeure à lui notifiée; que la prescription n'était donc pas acquise le 7 mars 1901, jour où a été rendu le jugement de relaxe, d'où il suit que ledit jugement a fait une fausse application de l'article 640 du Code d'instruction criminelle;

Attendu, en ce qui concerne l'amnistie, que les dispositions de la loi du 27 décembre 1900 ne s'appliquent qu'aux faits antérieurs au 15 décembre; que les contraventions à raison desquelles Georget a été poursuivi s'étant prolongées au delà de cette date, c'est à tort que le juge de police les a déclaré effacées par l'amnistie;

CASSE et ANNULE dans l'intérêt de la loi seulement le jugement du tribunal de simple police de Mondoubleau, en date du 7 mars 1901.

COUR DE CASSATION (Chambre criminelle), 16 mai 1902.

Travail dans les établissements industriels. — Loi du 2 novembre 1892.

Atelier. — Procès-verbal. — Constatations insuffisantes.

C'est à bon droit que le juge de police relaxe un prévenu de contravention à la loi du 2 novembre 1892, lorsque le procès-verbal ne précise aucune circonstance dont on puisse induire que le local dans lequel a pénétré l'inspecteur du travail présente les caractères de l'atelier organisé au sens de la susdite loi.

ARRÊT.

La Cour,

Où M. le conseiller Garas, en son rapport, M. l'avocat général Bonnet, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation, pour ne les avoir pas appliqués, des articles 1, 5, 11, 20 de la loi du 2 novembre 1892, en ce que le local où étaient employées les ouvrières trouvées par l'inspecteur du travail chez la prévenue, était un atelier organisé, au sens de la loi du 2 novembre 1892;

Attendu qu'un procès-verbal régulier de l'inspecteur du travail dans l'industrie, pour le département de la Gironde, constate que, le 3 août 1901, la loi du 2 novembre 1892 et les règlements d'administration relatifs à son exécution n'étaient pas affichés dans l'atelier de Bourdat, épouse Pompée, couturière, « où, dit ce procès-verbal, sont employées trois ouvrières, dont deux mineures de dix-huit ans; » qu'il n'y était pas davantage indiqué, par une affiche, à quelle heure commençait et finissait le travail, l'heure et la durée des repas et le jour adopté pour le repos hebdomadaire; que ledit procès-verbal constate de plus que Bourdat, épouse Pompée, n'a pu représenter le registre prescrit par ladite loi et les livrets des ouvrières mineures.

Attendu que ce procès-verbal, dans ses termes laconiques, ne précise aucune circonstance dont on puisse induire que le local dans lequel a pénétré l'inspecteur du travail présente les caractères de l'atelier organisé, au sens de la loi du 2 novembre 1892;

D'où il suit que la décision de relaxe est justifiée et que, par suite, il n'y a pas eu violation des articles de loi visés au moyen :

Par ces motifs,
REJETTE, etc.

Rejet du pourvoi du Ministère public près le tribunal de simple police de Libourne contre un jugement rendu, le 13 novembre 1901, par ledit tribunal.

COUR DE CASSATION (Chambre criminelle), 16 mai 1902.

Loi du 21 mars 1884. — Articles 4 et 9. — Syndicat divisé en sections. — Section syndicale ayant son conseil d'administration. — Dépôt des noms des administrateurs.

La section d'un syndicat professionnel qui nomme elle-même les administrateurs de cette section, indépendamment du syndicat dont elle forme une partie, est considérée comme ayant une existence propre, et elle est tenue de déclarer les noms de ses administrateurs.

JUGEMENT.

Attendu qu'en leur qualité d'administrateurs de la section du syndicat de Neuville-lès-Decize, laquelle dépend elle-même du syndicat des bûcherons de la Nièvre, dont le siège est à Chantenay, il incombait aux nommés M... et T... de faire à la mairie de Neuville-lès-Decize, siège de ladite section, les déclarations prévues par les articles 4 et 9 de la loi du 21 mars 1884, touchant les noms de toutes les personnes qui, à un titre quelconque, étaient chargées de l'administration et de la direction de ladite section ;

Qu'il est constant que cette déclaration n'a été faite ni à la mairie de Chantenay, ni à celle de Neuville-lès-Decize ; que vainement les prévenus soutiennent aujourd'hui que, si cette obligation incombait aux administrateurs du syndicat des bûcherons de la Nièvre, eux, simples administrateurs de la section de Neuville-lès-Decize, n'y étaient pas astreints ; mais qu'il y a lieu de remarquer que ladite section avait son conseil local et son existence propre (art. 12 et 13 des statuts) ; que, pour ce motif, ses administrateurs devaient être tenus des mêmes obligations que ceux du syndicat des bûcherons dont ils n'étaient qu'une émanation.

Attendu que le motif qui a inspiré au législateur une semblable prescription est, en effet, de permettre à l'autorité locale de contrôler, de surveiller, sinon les actes, tout au moins la composition des membres du syndicat ou des sections de syndicat ; que, dans l'espèce, il y avait un intérêt d'autant plus grand à ce que cette prescription fût observée que l'un des prévenus, T... par suite de ses antécédents judiciaires, se trouve déchu du droit de faire partie de l'administration d'un syndicat ;

Attendu que cette infraction prévue par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 précitée est réprimée par l'article 3 de la même loi ;

Par ces motifs,

Le Tribunal déclare les sieurs M... et T... coupables d'infraction à la loi du 21 mars 1884 et les condamne, savoir : M... à 25 francs d'amende et T... à 50 francs d'amende.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Nevers, 20 février 1902.

Sur appel, la cour de Bourges a rendu, le 1^{er} mai 1902, l'arrêt suivant :

La Cour,

Adoptant les motifs des premiers juges ;

Attendu, en outre, que le syndicat de Neuville, étant pourvu des organes nécessaires à son fonctionnement, ayant notamment son président, son trésorier, son secrétaire percevant directement des cotisations, ne saurait être considéré comme un groupe sans existence propre et comme une simple fraction du syndicat de Chantenay;

Que l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 est formel et exige des fondateurs de tout syndicat professionnel le dépôt des statuts et des noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration et de la direction;

Attendu qu'il n'y a lieu de s'arrêter à l'exception tirée de la bonne foi des délinquants;

Que les déclarations exigées par l'article 4 de la loi sont des formalités purement matérielles;

Qu'ainsi il y a violation de la loi par cela seul que les déclarations n'ont pas été effectuées;

Par ces motifs :

Confirme le jugement, etc.

COUR D'APPEL DE BOURGES, 1^{er} mai 1902.

Loi du 21 mars 1884. — Article 4. — Droit pour un syndicat d'ester en justice. — Non-accomplissement intégral des formalités prescrites par la loi. — Dépôt des statuts et du nom des administrateurs.

JUGEMENT.

Attendu que le syndicat professionnel des ouvriers boulangers du département de la Nièvre, agissant aux requête, poursuite et diligence du sieur Vistel, son secrétaire, a assigné le sieur Denizot pour s'entendre condamner à supprimer de son enseigne et de ses cartes ainsi libellées : BUREAU DE PLACEMENT DES OUVRIERS BOULANGERS, *autorisé et institué par la chambre syndicale*, les mots *autorisé et institué par la chambre syndicale*;

Attendu que Denizot conclut à ce que Vistel soit déclaré non recevable en sa demande pour défaut de qualité, subsidiairement au fond mal fondé en son action;

Attendu que la loi du 21 mars 1884, art. 4, impose aux syndicats professionnels l'obligation de révéler leur existence par le dépôt : 1° de leurs statuts; 2° de la liste des noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration et de la direction; que l'accomplissement de ces deux formalités leur constitue seul le droit de jouir des avantages accordés par le législateur et notamment d'acquérir une personnalité civile et distincte de celle de leurs membres, leur donnant la faculté d'ester en justice;

Attendu, en l'espèce, que si le syndicat professionnel des ouvriers boulangers du département de la Nièvre a satisfait à la première formalité en déposant ses statuts à la mairie de Nevers, le 5 mai 1899, il n'a point rempli la seconde; qu'il n'a, en fait, ni à ce moment ni depuis, fait connaître les noms de ceux qui, à un titre quelconque, étaient, en mai 1899, ont été depuis et sont actuellement chargés de l'administration et de la direction;

Que, dans ces conditions, et sans qu'il y ait même lieu de rechercher si la délibération du 5 octobre 1901, produite par Vistel et ainsi conçue : « A l'issue de la séance du 5 octobre 1901, les syndiqués, rappelés en assemblée pour délibérer sur la question Denizot, donnent pleins pouvoirs au camarade Vistel pour exercer des poursuites contre le sieur Denizot et en rendre compte à la séance suivante.

La séance est levée à 4 h. 20. » est régulière et valable, il échet de déclarer Vistel non recevable en l'action intentée par lui à Denizot au nom et en qualité de secrétaire du syndicat des ouvriers boulangers du département de la Nièvre qui n'a pas acquis la personnalité civile et, par suite, le droit d'ester en justice, n'ayant pas satisfait intégralement aux prescriptions de la loi ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs, le Tribunal déclare Vistel ès-qualités qu'il agit non recevable en sa demande, l'en déboute et le condamne également ès-qualités aux dépens de la présente instance.

TRIBUNAL CIVIL DE NEVERS, 11 décembre 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1902 (1). — La situation du travail est apparue, dans l'ensemble, plus mauvaise qu'au mois d'août de l'année dernière.

Placement en août 1902. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'août 1901, une diminution du chômage dans 36 villes, une augmentation dans 47.

Les placements effectués dans ces 83 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Août 1901....	31,159	18,277	49,436	61,088	12,828	73,916	196.0	70.1	149.5
Août 1902....	30,670	16,821	47,491	62,091	14,622	76,713	202.4	86.9	161.5

Grèves en août 1902. — 28 grèves nouvelles contre 25 en juillet 1902 et 25 en août 1901. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans le bâtiment (7) ; dans l'industrie métallurgique et la construction des machines (6) ; enfin dans le travail des pierres et terres (3).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

**Ordonnance du 27 mai 1902, rendue par le Conseil fédéral
sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les laminoirs et les forges (1).**

I. — L'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les laminoirs et les forges à feu continu est subordonné aux restrictions suivantes :

- 1) Il ne doit pas être occupé d'ouvrières à l'exploitation immédiate de ces établissements ;
- 2) Les enfants au-dessous de 14 ans ne doivent pas, de façon générale, être employés dans ces établissements.

II. — Dans les laminoirs et les forges qui travaillent le fer ou l'acier à feu continu, il est permis, en ce qui concerne l'emploi de jeunes gens du sexe masculin à l'exploitation desdits établissements, de ne point tenir compte des restrictions du paragraphe 136, *Gewerbeordnung*, sous réserve de l'observation des conditions suivantes :

1) Avant que tout jeune ouvrier commence à travailler, un certificat d'un médecin qualifié par l'autorité administrative supérieure pour la délivrance de pareilles attestations, sera remis au patron, constatant que le développement corporel de l'ouvrier le met en état de travailler dans l'établissement sans danger pour sa santé. Le patron procédera à l'égard de ce certificat comme avec le livret de travail (§ 107, *Gewerbeordnung*).

2) La journée de travail ne doit pas, y compris les pauses, durer plus de douze heures, et pauses non comprises, plus de dix heures. Chaque journée de travail doit être interrompue par des pauses d'une durée totale d'au moins une heure.

Les interruptions de travail de moins d'un quart d'heure n'entrent pas, en règle générale, dans le décompte des pauses. Toutefois si, dans une exploitation, la besogne des jeunes ouvriers est peu pénible et comporte par sa nature même des interruptions procurant un repos suffisant, avec une telle fréquence que déjà, pour ces raisons seules, leur santé ne saurait être compromise, l'autorité administrative supérieure peut permettre à une semblable exploitation, sur demande et sous réserve du retrait en tout temps de cette autorisation, que ces interruptions de travail entreront dans le calcul de la durée totale d'une heure des pauses, alors même que les diverses interruptions dureront moins d'un quart d'heure. Lorsque les jeunes ouvriers sont occupés par équipes travaillant plus de huit heures, l'une des interruptions doit avoir toujours une durée d'au moins une demi-heure et se placer entre la fin de la quatrième et le commencement de la huitième heure du travail.

La durée totale du travail ne doit pas, dans l'espace d'une semaine, non compris les pauses, excéder soixante heures.

Lorsque l'exploitation marche jour et nuit, un roulement doit avoir lieu chaque semaine entre les équipes. Dans les exploitations marchant à raison de deux équipes par jour, le nombre des périodes de travail à fournir par les jeunes gens entre 8 heures et demie du soir et 5 heures et demie du matin (périodes de nuit) ne doit pas être de plus de six par semaine ;

3) Entre deux journées de travail doit trouver place un temps de repos d'au moins douze heures. N'est pas licite pendant cette pause, l'emploi de jeunes gens à des besognes accessoires ;

(1) *Reichsgesetzblatt* ; année 1902, n° 26.

4) Les dimanches et jours fériés, on ne doit pas travailler de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Il n'est permis de travailler les dimanches, aux heures qui précèdent ou suivent ce laps de temps, que si un repos ininterrompu d'au moins 24 heures reste assuré aux jeunes gens avant le commencement ou après la fin de la période de travail;

5) Pendant les pauses des adultes, il n'est pas permis d'occuper de jeunes ouvriers.

III. — Aux laminoirs et aux forges qui profitent des exceptions admises en II, est applicable la disposition du paragraphe 138, alinéa 2, *Gewerbeordnung*, avec les tempéraments suivants :

1) La liste des jeunes gens, à afficher dans les locaux de la fabrique, doit être établie de telle sorte que ceux occupés dans la même équipe forment une section distincte;

2) S'il est accordé aux jeunes ouvriers des pauses régulières, le moment où elles commencent et finissent pour chaque section doit être consigné sur la liste par une mention spéciale;

3) Si des pauses régulières ne sont pas accordées, point n'est besoin que la liste renferme d'indications au sujet des pauses. En leur lieu et place il sera annexé à la liste un tableau sur lequel on relatara, pendant ou immédiatement après chaque période de travail, le commencement et la fin des pauses consenties. Le tableau doit renseigner, dans le cas du roulement entre deux équipes, au moins sur les quatorze dernières périodes de travail; dans le cas d'un roulement entre trois équipes, au moins sur les vingt dernières périodes de travail. Le nom de celui qui inscrit les diverses mentions doit se trouver sur le tableau;

4) Le tableau visé par le n° 3 n'a pas besoin d'être établi à l'égard des jeunes ouvriers qui travaillent exclusivement aux trains de laminoirs ne marchant qu'à feu intermittent, pourvu que le four reçoive en l'espace de 24 heures, huit charges au minimum et ne soit pas rechargé pendant le travail aux trains de laminoirs.

5) Au surplus, certaines exploitations peuvent être dispensées par l'autorité administrative supérieure, sur leur demande et sous réserve du retrait en tout temps de cette dispense, de l'établissement du tableau pour des travaux déterminés, à énumérer en détail, et au cours desquels, en raison de leur nature dans une exploitation donnée, il se produit régulièrement, pour les jeunes ouvriers, au moins des pauses de la durée fixée en II, 2.

L'autorité administrative supérieure doit tenir, d'après le modèle ci-joint, une liste des établissements dispensés d'établir le tableau en vertu de l'alinéa 1^{er}. Un extrait de cette liste embrassant l'année écoulée sera produit jusqu'au 1^{er} février de chaque année, par l'autorité territoriale centrale, au Chancelier de l'Empire.

IV. — Dans les laminoirs et les forges à feu continu doit être apposé, à un endroit bien apparent, un tableau reproduisant en caractères visibles les dispositions énoncées sous I.

Dans ceux des laminoirs et celles des forges qui profitent des exceptions admises en II, le tableau doit contenir, en outre, les dispositions énoncées en II et en III.

Reste intacte la prescription du paragraphe 138, alinéa 2, ligne 4, *Gewerbeordnung*.

V. — Les précédentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juin 1902 et seront valables pendant 10 ans.

AUTRICHE.

Placement en juillet 1902 (1). — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 933 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
250	93	192	40	107	52	78	52	68	31	56	36

Grèves en juillet 1902. — 20 nouvelles grèves, avec 2,100 grévistes; aucun lockout. C'est dans la Basse-Autriche et les régions du littoral, et pour le travail des métaux et les textiles qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 4 succès, 7 transactions, 5 échecs (2). Causes : insuffisance de salaires, 11 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; les deux motifs réunis, 4 cas; motifs divers, 3 cas.

BELGIQUE.

Placement en juillet 1902 (3). — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les 12 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, n'est pas plus favorable que le mois précédent : pour 584 offres de patrons, il y a eu 1,075 demandes des ouvriers (hommes), soit 184 p. 100. Le mois précédent, il y avait 1,159 demandes pour 741 offres, soit 156 p. 100, et, en juillet 1901, 630 demandes pour 430 offres, soit 146 p. 100.

Grèves en juillet 1902. — 10 nouvelles grèves, avec 835 grévistes et 972 chômeurs forcés ont été signalées en juillet à l'Office du travail; de plus, 1 grève, avec 88 participants, commencée le 30 juin, a continué d'exister pendant la première moitié de juillet.

En ce qui concerne les résultats, en tenant compte de 2 grèves du mois de juin, on a compté 1 succès, 3 transactions, 8 échecs.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1902 (4). — Le marché du travail n'a montré aucune amélioration en août, excepté dans les mines de charbon, par rapport au mois précédent.

4.5 p. 100 de chômeurs dans 222 trade's-unions, groupant 551,565 membres contre 4.0 p. 100 en juillet 1902 et 3.9 p. 100 en août 1901.

4.94 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 481,906 mineurs contre 4.82 en juillet 1902 et 4.91 en août 1901.

(1) D'après la *Sociale Rundschau*.

(2) Résultat inconnu dans 4 cas.

(3) D'après la *Revue du travail*.

(4) D'après la *Labour Gazette*.

327 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1902, avec 22,500 ouvriers contre 325 en juillet 1902 et 317 en août 1901.

85 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en août 1902 et 72 p. 100 dans les tissages, avec 86,000 ouvrières, femmes et filles, contre 89 p. 100 et 81 p. 100 en juillet 1902 et 80 p. 100 et 64 p. 100 en août 1901.

Grèves. — 15 nouvelles grèves en août 1902 avec 4,703 chômeurs, contre 25 avec 104,642 en juillet 1902, et 32, avec 10,129, en août 1901; 6 grèves dans les mines, 5 dans la métallurgie et les constructions navales, 4 dans diverses industries. Sur 21 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 3,703 grévistes: 4 succès, 10 échecs, 7 transactions.

L'inspection des fabriques en 1901 (1). — Le rapport de l'inspecteur en chef des fabriques et ateliers constate que, en 1901, le nombre des fabriques inscrites s'est élevé de 95,664 à 97,845, et que le nombre des ateliers est passé de 137,648 à 143,065. Ces totaux comprennent les buanderies, mais non pas les docks et entrepôts.

Les propriétaires ou chefs des établissements visés par la loi ont adressé 322,000 déclarations, dont 83,760 se rapportent à des accidents, 936 à des cas d'empoisonnements constatés à la fabrique ou à l'atelier et 167,000 à des heures supplémentaires.

Le nombre des accidents suivis de mort est inférieur à celui de l'année 1900; par contre, celui des accidents non mortels a augmenté de 4,750. Le tableau suivant permet de comparer les chiffres relatifs à ces deux années.

	ACCIDENTS suivis de mort.		ACCIDENTS non suivis de mort.	
	1900.	1901.	1900.	1901.
Fabriques.....	802	769	67,926	72,128
Ateliers.....	11	13	229	230
Autres locaux soumis à la loi sur les fabriques.....	232	253	9,820	10,367
TOTAL.....	1,045	1,035	77,975	82,725

ITALIE.

Les grèves en 1901 et pendant les trois premiers mois de 1902. — De janvier 1901 à fin mars 1902 ont été signalées 1844 grèves, auxquelles ont pris part 458,000 travailleurs. En 1900, il n'y avait eu que 383 grèves avec 81,000 grévistes.

Les 1844 grèves qui ont éclaté pendant les 15 mois précités se subdivisent en :

Grèves agraires.....	660
Grèves industrielles.....	889
Grèves commerciales.....	295

(1) *Labour Gazette*, août 1902.

Les provinces qui ont compté le plus grand nombre de grèves sont les suivantes :

Province de Milan.....	174	grèves avec	42,000	grévistes.
— Côme.....	122	— —	10,000	—
— Novare.....	114	— —	22,000	—
— Pavie.....	113	— —	19,000	—
— Rovigo.....	88	— —	35,000	—
— Ferrare.....	79	— —	36,000	—
— Rome.....	78	— —	15,000	—

En ce qui concerne les résultats 1,098 grèves se sont terminées avec succès pour les grévistes, et 732 se sont terminées par un échec ; pour 14 grèves, le résultat est inconnu.

LUXEMBOURG.

Loi du 22 mai 1902 sur l'inspection du travail industriel (1). —

ART. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à nommer un ou plusieurs inspecteurs et une ou plusieurs inspectrices de travail, qui seront rétribués dans les limites des sommes allouées par le budget.

Leur organisation et leurs attributions seront déterminées par le Gouvernement.

Toutefois la surveillance de l'exécution des lois et règlements sur le travail des femmes et enfants, de celle des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que celle des lois sur la cessibilité et la saisissabilité et sur la procédure de saisie-arrest des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, forment partie intégrante de leur mission, tandis que la surveillance des chaudières à vapeur peut en faire partie par dérogation à la loi du 14 mai 1874.

L'inspection des mines, minières et carrières restera confiée au personnel de l'administration des mines.

ART. 2. — Les inspecteurs de travail ont entrée dans tous les établissements industriels : ainsi dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Ils ont le droit d'enquête et celui de faire des visites de nuit, lorsque ces établissements soumis à leur surveillance sont en activité, — le tout conformément aux règles à établir par un règlement d'administration publique.

Ils peuvent se faire représenter les registres prescrits par la loi ou par les règlements d'administration publique, ainsi que les livrets et les règlements intérieurs.

Avant d'entrer en fonctions, les inspecteurs de travail et les délégués ouvriers prêteront serment de ne point révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation dont ils pourront prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 3. — Les contraventions aux lois et règlements dont la surveillance leur est confiée seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au Gouvernement et l'autre déposé au parquet.

ART. 4. — Le Gouvernement pourra adjoindre aux inspecteurs de travail des

(1) *Mémorial du Grand-Duché*, n° 32.

délégués ouvriers à nommer parmi une liste de trois candidats pour chaque place vacante, proposée par les assemblées générales des caisses de maladie de la circonscription afférente. Ces assemblées sont convoquées et présidées par un inspecteur du travail, délégué à cet effet par le Gouvernement, et elles sont composées en conformité de l'article 33 de la loi du 31 juillet 1901.

ART. 5. — Quiconque a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur ou d'un délégué est puni d'une amende de 26 francs à 100 francs, et en cas de récidive dans les trois ans à partir de la troisième condamnation, d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans préjudice de l'application des peines plus fortes établies par le Code pénal ou d'autres lois spéciales.

Les dispositions du premier livre du Code pénal, ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions dont s'agit.

RUSSIE.

Décret impérial du 14 juin 1902, réglementant les «artèles». (1) — Un décret impérial en date du 14 juin 1902 porte que «toute association formée dans le but de faire des opérations spéciales, d'exercer une industrie ou d'exécuter des travaux ou entreprises en employant ses propres membres, et ce pour leur avantage collectif et sous leur responsabilité, sera reconnue comme une artèle».

Les associations de ce genre peuvent se constituer, soit conformément aux règles ou principes exposés par le décret, soit avec des statuts spéciaux conformes au droit commun. Dans le premier cas, elles devront faire approuver leurs statuts par le gouverneur du district, y inscrire certaines dispositions prévues par le décret, et y indiquer entre autres choses si la responsabilité des membres est limitée ou non. L'artèle pourra acquérir des biens (y compris des biens fonciers), passer des contrats, intenter une action judiciaire et être citée en justice, exercer enfin une industrie ou métier quelconque. Chaque membre aura droit de vote aux assemblées générales; le vote par procuration pourra se faire si le mandataire est membre de l'association. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité absolue. Les cotisations seront les mêmes pour tous; elles pourront être acquittées en argent ou en marchandises nécessaires à la société. Les bénéfices réalisés par l'artèle seront divisés entre les membres «proportionnellement au travail personnel de chacun et ainsi que l'aura déterminé l'assemblée générale».

SUISSE.

Le recensement des fabriques en 1901. (2) — Les relevés ci-après ont été obtenus par les inspecteurs du travail et se rapportent à l'ensemble des établissements soumis à la loi fédérale sur les fabriques du 13 mars 1877. Les renseignements ont été recueillis à la date du 5 juin 1901.

Le premier tableau (pages 624 et 625) est un état récapitulatif, par branches d'industries, des établissements recensés, de la répartition des ouvriers par sexe et

(1) *Viestnik Financoff*, 27 juillet 1902.

(2) Extrait de la *Statistique suisse des fabriques* établie d'après les relevés faits le 5 juin 1901 par les inspecteurs fédéraux des fabriques, publiée par le Département fédéral de l'industrie.

I. — STATISTIQUE DES ÉTABLISSEMENTS, DES OUVRIERS ET DES HEURES

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES OUVRIERS								
		DE 14 à 18 ans.		DE 18 à 50 ans.		AU-DESSUS de 50 ans.		TOTAL.		
		Hom-	Fem-	Hom-	Fem-	Hom-	Fem-	Hom-	Fem-	Ensem-
		mes.	mes.	mes.	mes.	mes.	mes.	mes.	mes.	ble.
I. Industrie du coton	1,099	2,889	5,503	14,201	20,141	3,550	2,739	20,640	28,383	49,023
— de la soie	235	1,221	4,563	6,203	18,622	1,248	1,649	8,672	24,834	33,506
— de la laine	65	248	474	1,213	1,842	252	137	1,713	2,453	4,166
— du lin	13	26	49	286	491	63	41	375	581	956
Autres industries textiles	322	168	1,533	1,406	5,999	218	218	1,792	7,750	9,542
TOTAL de l'industrie textile..	(1) 1,734	4,552	12,122	23,309	47,095	5,331	4,784	33,192	64,001	97,193
II. Mise en œuvre des peaux, du cuir, etc.	(a) 146	899	1,278	4,105	2,512	385	94	5,389	3,884	9,273
III. Aliments, boissons et stimulants	(3) 638	871	1,766	7,944	6,160	752	900	9,567	8,826	18,393
IV. Industries chimiques et physico-chimiques	(4) 279	265	245	5,104	753	597	52	5,966	1,050	7,016
V. Fabrication du papier et industries polygraphiques	(5) 496	1,455	915	7,958	2,499	821	133	10,234	3,547	13,781
VI. Préparation du bois	(6) 852	743	40	12,174	215	1,276	12	14,198	276	14,474
VII. Mise en œuvre des métaux	(7) 377	1,443	122	9,478	693	956	39	11,877	854	12,731
VIII. Industrie des machines	(8) 522	3,316	108	25,416	343	3,439	25	32,171	476	32,647
IX. Bijouterie, horlogerie	(9) 663	1,730	1,919	12,623	6,781	1,504	30	15,857	9,001	24,858
X. Salines, mise en œuvre des terres et pierres	(10) 398	1,300	79	9,286	323	1,076	14	11,752	416	12,168
TOTAUX	6,105	16,669	18,603	117,397	67,374	16,137	6,354	150,203	92,331	242,534

(1) Dont 39 non en exploitation.

(2) — 5 —

(3) — 15 —

(4) — 17 —

(5) — 4 —

LE TRAVAIL, D'APRÈS LES BRANCHES D'INDUSTRIES.

Dont FEMMES mariées.		OUVRIERS TRAVAILLANT À DOMICILE.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES OUVRIERS TRAVAILLANT PAR SEMAINE JUSQU'À											
			65 heures.		62 heures 1/2.		60 heures.		57 heures.		54 heures.		moins de 54 heures.	
			Établis- sements.	Ou- vriers.	Établis- sements.	Ou- vriers.	Établis- sements.	Ou- vriers.	Établis- sements.	Ou- vriers.	Établis- sements.	Ou- vriers.	Établis- sements.	Ou- vriers.
TOTAL.	avec des enfants de moins de 12 ans.													
8,667	4,097	12,151	848	35,607	58	3,559	138	8,344	18	1,257	4	145	7	111
6,381	3,242	19,423	124	18,749	42	6,168	55	7,361	8	822	2	358	2	48
804	497	3,363	22	1,536	11	1,476	28	1,005	1	144	"	"	1	5
229	141	328	8	547	1	123	4	254	1	32	"	"	"	"
1,120	462	7,600	125	3,099	48	1,695	122	3,437	16	1,123	5	100	5	88
7,201	8,439	39,838	1,121	59,538	159	13,021	347	20,401	44	3,378	11	603	15	252
598	277	1,573	51	1,873	24	1,640	55	3,527	6	2,145	4	62	1	26
2,825	1,416	601	359	8,124	46	3,031	188	6,375	12	395	11	229	8	229
295	148	808	119	2,751	28	778	96	2,583	9	131	5	579	6	194
681	332	222	61	3,578	15	651	126	2,920	73	1,612	197	4,497	25	523
77	29	529	324	4,664	46	783	442	8,705	7	251	5	43	2	28
243	129	112	87	1,801	24	1,956	252	7,708	5	1,138	5	46	1	22
111	50	989	128	2,845	41	1,432	310	26,322	25	1,866	7	91	4	91
1,899	901	7,594	302	8,220	126	5,345	207	11,031	4	91	2	112	4	59
112	65	25	243	7,829	27	935	98	2,816	6	247	3	284	2	57
24,042	11,786	52,291	2,795	101,223	536	29,572	2,121	82,446	191	11,254	250	6,556	68	1,481

(6) Dont 26 non en exploitation.

(7) — 5 —

(8) — 7 —

(9) — 18 —

(10) — 19 —

II. — FORCE MOTRICE, NOMBRE DES INSTALLATIONS

		NOMBRE DES ETABLISSEMENTS.								
GROUPES D'INDUSTRIES.		TOTAL.	SANS moteurs.	AVEC MOTEURS, SAVOIR :						
				TOTAL.	hydrauliques		à vapeur		électriques	
					en général.	exclusi- vement.	en général.	exclusi- vement.	en général.	exclusi- vement.
I.	Industrie textile :									
	a. Industrie du coton.	1,099	577	522	319	108	228	51	57	27
	b. Industrie de la soie.	235	23	212	112	41	117	49	39	20
	c. Industrie de la laine.	65	3	62	54	23	29	5	14	3
	d. Industrie du lin.	13	1	12	2	4	5	"	2	1
	e. Autres industries textiles.	322	167	155	53	27	51	31	48	34
	TOTAL.	1,734	771	963	548	200	430	135	161	85
II.	Peaux, cuir, poils.	146	32	114	43	22	46	26	32	23
III.	Aliments, boissons, stimulants.	638	128	510	278	140	263	130	111	33
IV.	Industries chimiques et physico-chimiques.	279	31	248	115	73	99	61	46	25
V.	Papier, industries graphiques.	496	53	443	138	86	62	20	156	94
VI.	Préparation du bois.	852	97	755	331	215	234	147	132	114
VII.	Mise en œuvre des métaux.	377	116	261	125	75	43	17	71	50
VIII.	Industrie des machines.	522	30	492	215	117	135	64	157	111
IX.	Bijouterie, horlogerie.	663	223	440	147	95	31	13	252	218
X.	Mise en œuvre de terres.	398	62	336	129	68	155	89	98	54
	TOTAL.	6,105	1,543	4,562	2,058	1,089	1,471	696	1,213	805

T CHEVAUX DE FORCE.

		AVEC FORCE motrice diverse.	FORCE MOTRICE EN CHEVAUX.							
autres moteurs			EAU.	VAPEUR.	ÉLECTRI- CITÉ.	AUTRES moteurs.	TOTAL.	DONT données à louage.	DONT réellement disponibles.	NÉ- CESSAIRES.
en général.	exclusi- vement.									
160	122	214	27,782	15,009	2,263	2,281	47,335	1,404	45,931	33,942
39	17	85	3,807	9,794	1,144	350	15,095	380	14,715	10,390
7	"	31	3,101	2,295	1,137	131	6,667	913	5,754	4,587
"	"	7	817	175	14	"	1,006	56	950	799
43	28	35	472	795	352	323	1,942	381	1,561	1,152
249	167	372	35,979	28,068	4,910	3,088	72,045	3,134	68,911	50,870
24	14	29	559	1,186	804	272	2,821	720	2,101	1,985
63	24	183	14,876	13,297	5,376	1,012	34,561	1,369	33,192	24,584
52	28	61	101,243	12,269	10,751	3,005	127,268	19,978	107,290	96,361
206	151	92	8,320	3,683	2,062	1,055	15,120	947	14,173	11,738
197	153	126	5,571	6,709	1,605	1,599	15,484	665	14,819	12,219
84	61	58	6,737	2,581	1,906	627	11,851	1,454	10,397	9,335
134	78	122	4,012	7,517	4,418	1,839	17,786	1,580	16,206	11,980
84	50	64	1,109	612	1,545	471	3,737	463	3,274	2,615
60	34	91	7,078	8,108	4,038	536	19,760	1,085	18,675	14,740
1,154	760	1,187	185,486	84,030	37,413	13,503	320,432	31,395	289,037	238,927

par âge, avec indication des ouvriers travaillant à domicile, et de la répartition des établissements, d'après la durée hebdomadaire du travail, avec indication en regard des nombres d'ouvriers correspondants.

Sur 157 sous-groupes d'industrie, 90 ont fourni des indications sur les ouvriers employés à domicile; leur nombre s'élève à 52,291, ce qui fait une proportion de 21.5 p. 100 ouvriers de fabrique. Ce chiffre ne représente d'ailleurs qu'une faible partie des ouvriers de l'industrie domestique, ouvriers que le dénombrement, portant exclusivement sur les fabriques, ne pouvait atteindre. Le recensement donne en revanche l'intéressant résultat que souvent l'industrie des fabriques reste fort en arrière de l'industrie domestique, en ce qui a trait au nombre des ouvriers. Voici, pour quelques industries, la proportion minimum des ouvriers à domicile pour 100 ouvriers de fabrique :

Fabrication de tissus mi-laine.....	453
Sculpture sur bois.....	302
Fabriques de boîtes à musique.....	138
Broderie au tambour.....	134
Tricotage.....	127

Les proportions sont aussi très élevées dans la broderie mécanique, le tissage de la soie et l'industrie de la paille.

Le second tableau (pages 626 et 627) est relatif aux forces motrices employées dans les établissements recensés, à leur nature et à leur répartition.

Le recensement donne enfin des renseignements sur les ouvriers étrangers.

Sur un total de 242,534 ouvriers recensés, on a compté :

Allemands.....	18,375
Autrichiens.....	3,063
Français.....	4,204
Italiens.....	14,028
Autres nationalités étrangères.....	398

La proportion des ouvriers étrangers aux ouvriers de fabrique indigènes, a passé de 12.7 p. 100 en 1895, à 16.5 p. 100 en 1901, et il y a maintenant 3 étrangers là où il en existait précédemment deux; leur nombre s'est élevé de 100 à 157, tandis que l'augmentation des Suisses atteint à peine 16 p. 100 dans le même intervalle, et celle de la classe ouvrière en général 21 p. 100. L'augmentation, de 1895 à 1901, est très différente selon les nationalités; en admettant la base de 100 en 1895, les Italiens sont maintenant 274, les Autrichiens 162, les Français 125, et les Allemands 123.

L'horlogerie et la bijouterie occupent le plus fort contingent des Français; un grand nombre sont également employés à l'industrie métallurgique et des machines.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 6 août 1902, modifiant l'article 4 du décret du 10 mars 1894 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

(J. O. 12 août 1902.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu la loi du 12 juin 1893;
Vu le décret du 10 mars 1894;
Vu le décret du 14 juillet 1901;
Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France;
Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;
Le Conseil d'État entendu :

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — L'article 4, § 1^{er} du décret du 10 mars 1894 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les cabinets d'aisance ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où seront employés les ouvriers; ils seront éclairés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur. Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair. »

ART. 2. — L'article 14 du décret du 10 mars 1894 est complété ainsi qu'il suit :

« § 3. — Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne. »

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 21 août 1902, adressée aux Vice-Amiraux, Commandants en chef, Préfets maritimes, Officiers généraux, supérieurs et autres commandants à la mer, Directeurs des Établissements hors des ports, relative à l'interdiction d'employer le vert de Schweinfurth en poudre et le blanc de céruse.

MESSIEURS,

L'usage des couleurs vénéneuses pour la protection des objets est souvent une nécessité, mais on doit s'efforcer de diminuer les effets dangereux de ces substances en supprimant de plus en plus les poussières qui se dégagent pendant leur manipulation.

Un progrès considérable a été réalisé dans ce sens le jour où certaines usines ont pu effectuer la préparation de ces couleurs et leur mélange en vase clos (blanc de céruse, vert de Schweinfurth, etc.). Un progrès plus considérable encore a été réalisé par la substitution du blanc de zinc inoffensif au blanc de céruse.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris les décisions suivantes :

Il ne sera plus passé, à l'avenir, de marché pour la fourniture de vert arsenical en poudre, et on devra substituer pour toutes les peintures en blanc, le blanc de zinc au blanc de céruse.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants (1).

Aisne. — La situation de la *brasserie*, pendant le 2° trimestre est restée à peu près la même que pendant la période correspondante de l'année dernière; depuis 2 ans cette industrie a beaucoup souffert par suite de la concurrence que font aux bières les vins à bon marché. Le chômage des *ouvriers du fer* a en outre fait sensiblement diminuer la consommation.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN. — La situation de la *draperie*, difficile pendant les 4 premiers mois de l'année 1902 s'est légèrement améliorée à la fin du 1^{er} semestre pour les articles bon marché. Les cours de la *blousse* se maintiennent; la blousse de belle qualité est chère et rare. Depuis le mois de mai, la *filature* travaille. Les expéditions en *draperie* s'élèvent pour ce 1^{er} semestre à 1,230,688 kilogrammes contre 1,119,089 kilogrammes pour le 1^{er} semestre de 1901. La situation de la *bouclerie* et des *fonderies de seconde fusion* est restée la même qu'à la fin de 1901. Dans toutes les usines il y a de l'ouvrage, plus ou moins rémunérateur il est vrai, mais il n'y a pour ainsi dire pas de chômeurs.

Dans la *métallurgie*, les cours des produits fabriqués ont baissé, tandis que ceux des *matières premières* se relèvent et promettent une nouvelle hausse pour le 3° trimestre qui vient de s'ouvrir.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, la situation du commerce des *salaisons* reste la même qu'il y a 3 mois. Dans le commerce des *amandes*, on constate une hausse dans les cours par suite des mauvaises nouvelles que l'on a des récoltes, notamment à l'étranger. Dans la *minoterie* le travail est moins abondant et l'on constate des chômages partiels. Enfin, la *tonnellerie* de Marseille souffre de la concurrence étrangère.

Calvados. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Lisieux, la situation générale est restée la même pendant les 2 premiers trimestres; le nombre des établissements n'a pas varié, et les salaires sont restés les mêmes. Le nombre des chômeurs peut être évalué à 40 p. 100 dans l'industrie *lainière*, à 5 p. 100 dans l'industrie *linière* et dans le *bâtiment* et à 10 p. 100 dans l'industrie *des cuirs*. La journée varie entre 10 et 12 heures selon les industries.

Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Vire, la situation est restée la même que pendant le 1^{er} trimestre de 1902.

CHAMBRE DE COMMERCE DE HONFLEUR. — SITUATION PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE DE 1902. — La production des *acides sulfurique et nitrique* a été très active grâce à l'activité montrée par les distilleries de pétrole de la région et par la fabrique de *celluloid*. La production des *engrais chimiques* et de la *dynamite* est restée normale. Dans le commerce d'*exportation des bois du Nord* il y a progression croissante des cours et amélioration des prix de vente. Les salaires sont restés stationnaires pendant ce 1^{er} semestre de 1902, mais ont été augmentés l'an dernier à la suite de grèves. La main-d'œuvre a été abondante pendant le 1^{er} trimestre.

Charente-Inférieure. — Dans les 46 professions soumises à la juridiction du Conseil de prud'hommes de Rochefort, la situation est restée la même pendant les 2 premiers trimestres de l'année. Il y a eu peu de chômage. Presque partout on fait 10 heures en été et 9 heures en

(1) Sau indication contraire, les renseignements se rapportent au 2° trimestre de 1902.

hiver; dans les quelques professions où l'on travaillait 11 heures, on applique actuellement la journée de 10 heures et demie. Le taux des salaires pour les ouvriers de toutes professions varie entre 4 et 5 francs; celui des terrassiers, journaliers, etc., est en moyenne de 3 francs à 3 fr. 75.

Cher. — Dans la région de Bourges, l'activité a diminué par suite du renvoi de nombreux ouvriers des établissements militaires. Dans le *bâtiment* on compte de 20 à 30 p. 100 de chômeurs. La durée de la journée et les salaires restent les mêmes. Dans l'industrie *horticole*, le travail est très abondant : on fait 12 heures par jour.

Doubs. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BESANÇON. — SITUATION PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE DE 1902. — La fabrication a été peu active dans la région industrielle du Doubs. Les fabriques de *fil de fer* ont traversé une période active de janvier à avril; à partir de mai, la vente des fils pour clôture et pour vignes cessant presque complètement, la production a diminué fortement; les cours, très bas à la fin de 1901 se sont relevés au début de l'année courante. Production ordinaire dans les *clouteries* et *pointeries* et la *construction mécanique*. Pas de chômage important à signaler; les salaires varient entre 3 fr. 50 et 5 fr. 50 pour les hommes, 1 fr. 25 et 3 francs pour les femmes.

Dans l'*horlogerie*, la fabrication s'est beaucoup ralentie et on signale d'assez nombreux chômeurs. La production reste normale dans les *filatures* et *tissages*, les *fabriques de cellulose* et de *papier*. Dans la fabrication de la *soie artificielle*, les cours tendent à baisser par suite de l'établissement d'usines concurrentes appliquant des procédés pour lesquels l'alcool n'est pas nécessaire. Les distilleries et fabriques d'absinthe de Pontarlier demeurent dans un état prospère; les cours restent réguliers dans l'*industrie fromagère*.

Finistère. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Morlaix, la situation générale est à peu près la même que précédemment; le nombre des établissements n'a pas varié, mais il y a diminution dans le personnel employé : environ un tiers des ouvriers sont en chômage. Dans la *tonnellerie* et la *tannerie*, on ne fait plus que 10 heures et demie. Le taux des salaires des *peintres en bâtiments* et des *menuisiers* a augmenté de 8 à 13 p. 100 à la suite de grèves.

Le commerce de *grains* a été assez actif.

Ille-et-Vilaine. — D'une manière générale, le travail est moins actif que l'an dernier dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Rennes. Le nombre des établissements industriels n'a pas varié au cours du deuxième trimestre. On compte environ 25 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*, 10 p. 100 chez les *boulangers*; 20 p. 100 chez les ouvriers travaillant le *fer*, 7 p. 100 à 8 p. 100 chez les *menuisiers*. Il n'y a pas de chômeurs parmi les *peintres en bâtiment* et les *décorateurs*.

On fait presque partout 10 heures et demie de travail par jour; quant aux salaires, ils n'ont pas varié au cours du 2^e trimestre.

A Dinard, le nombre des établissements, dans le *bâtiment*, a augmenté, en raison de nombreuses constructions et travaux publics entrepris; le salaire des *manœuvres* a passé de 0 fr. 22 à 0 fr. 25 et 0 fr. 27 l'heure, celui des *maçons*, *plâtriers* et *peintres*, de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 et 0 fr. 45.

Isère. — A Vienne, le travail a repris assez activement pendant un mois dans l'*industrie drapière*, à la suite de la grève générale qui a duré du 1^{er} avril au 10 mai. Un ralentissement a commencé à se faire sentir en juillet, par suite du retard des livraisons et du manque de commandes. Cette reprise du travail pourra amener une amélioration dans diverses autres industries. Dans le *bâtiment*, on fait presque partout 10 heures par jour; la main-d'œuvre est abondante dans la *maçonnerie* et la *charpente*.

Jura. — La situation reste la même dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Saint-Claude; 5 p. 100 de chômeurs parmi les ouvriers de l'*article de Saint-Claude*; 50 p. 100 chez les *lapidaires* et *diamantaires*.

A Dôle, légère hausse sur les cours dans la *boucherie* et la *charcuterie* où l'on fait en moyenne 80 heures par semaine. A Salins les cours ont de même un peu augmenté et deviennent plus rémunérateurs dans les *fabriques de gruyère*.

Loire. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Roanne, le travail a été abondant dans la fabrication des *cotonnades*; mais le printemps ayant été pluvieux il s'est fait peu de réassortiments et 25 p. 100 des ouvriers chôment actuellement ou ne sont occupés que moitié du temps. Les ordres sont très abondants pour l'hiver prochain dans la *bonneterie fantaisie* et les ouvrières à la main, comme les ateliers, ont du travail assuré pour toute la saison.

Haute-Loire. — Pendant le 1^{er} semestre, la situation est restée la même dans l'arrondissement de Brioude dans la *verrerie* et les *mines*; la production a été très active dans la *passenterie* où tout le personnel travaillait.

A Yssingeaux, le travail était très actif dans la *serrurerie*, la *rubannerie* et la *passenterie*, moins abondant dans les *moulinages de soie*; main d'œuvre abondante; salaires stationnaires.

Au Puy, la situation est restée ce qu'elle était l'an dernier dans la *brasserie*, la *passenterie*, la *chapellerie*, la *confection*, la *papeterie*; vente active dans les *fabriques de bas* dont on a amélioré l'outillage, dans la *poterie* où les prix de vente ont été rémunérateurs, la *minoterie*; production normale dans le *dévidage* et les *moulinages de soie*. Main-d'œuvre en général abondante et pas de chômeurs.

Loiret. — Il y a hausse sensible sur les cours dans la *charcuterie*; la situation reste dans le bâtiment ce qu'elle était pendant le 1^{er} trimestre.

Haute-Marne. — La reprise des forges fait espérer un regain d'activité en *fonderie* et la fin de la crise; les ventes de *tuyaux de conduite* ont sensiblement diminué et les cours pour ces articles ont fortement baissé. Dans certaines usines, on a congédié les jeunes gens; dans d'autres on a créé pour eux des locaux séparés. Lorsque la journée des adultes a été abrégée, on a souvent appliqué une réduction de salaire proportionnelle.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômage dans la *brasserie* et la *boucherie* à Nancy; salaires stationnaires. Dans la *charcuterie*, hausse des cours; diminution sensible du travail comme chaque année à pareille époque: on ne fait plus que 48 à 50 heures par semaine.

Morbihan. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Lorient, le travail est devenu plus actif pendant le 2^e trimestre, dans l'industrie des *conserves alimentaires* de poissons et légumes. Le personnel des usines a plus que triplé depuis 3 mois. A Vannes, pas de chômage dans la *meunerie*.

Nièvre. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NEVERS. (Situation pendant le 1^{er} semestre 1902.) — Un malaise général se fait sentir sur toutes les industries du *bâtiment*; dans les entreprises importantes, le personnel a été réduit des trois quarts. Dans les *mines*, le travail n'a pas varié; on a fait 10 heures comme pendant le trimestre précédent. Même situation dans l'*industrie du gaz*; la cherté des charbons à distillation et la diminution du prix de vente des sous-produits ont réduit les bénéfices; des perfectionnements ont été apportés dans les fours; les salaires sont satisfaisants. Dans la *cordonnerie*, le manque d'ouvriers qui s'en vont vers les grands centres fait adopter l'outillage mécanique; travail plus abondant que l'année dernière; cours identiques, salaires satisfaisants. L'industrie *quincaillière* reste stationnaire, la production est la même que l'an dernier mais les prix de vente sont moins rémunérateurs; les salaires tendent légèrement à la hausse; on fait 10 heures de travail sans réduction de paye. Dans la *meunerie*, où la production dépasse les besoins de la consommation, les prix de vente sont peu satisfaisants; les salaires restent néanmoins stationnaires avec une main-d'œuvre normale. Dans la *faïencerie* le travail est plus actif que l'an dernier, alors que des menaces de grève agitaient le principal établissement de la région. Toutefois l'industrie traverse une crise due en partie au mode de fabrication des produits manufacturés; « l'emploi de matériel mécanique coûteux supprime la main-d'œuvre mais supprime aussi « le temps » facteur essentiel

à tout bon produit». Les fabriques de *colles et engrais* de Nevers réduisent leur production par suite de la mévente générale sur les marchés étrangers et de la création d'usines concurrentes dans ces mêmes pays.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — La production a été normale et la situation est restée assez bonne pendant le 1^{er} semestre. La vente, active pendant les 3 premiers mois, s'est ralentie sensiblement vers la fin des 3 derniers. Les salaires restent stationnaires et la main-d'œuvre est suffisante; on fait en général 10 heures et demie de travail par jour.

Dans la circonscription des Conseils de prud'hommes d'Halluin et de Valenciennes, le travail est resté actif; le nombre des établissements n'a pas varié; pas de chômage et journée de 10 heures.

Dans la région d'Avesnes et Cambrai le travail a été très actif dans la *filature* et le *peignage de la laine*, par suite des fortes demandes de l'étranger; l'exportation pour les 6 premiers mois de 1902 a atteint presque le double de celle de la période correspondante de 1901. En *filature*, demande soutenue et hausse de 10 p. 100 sur les prix de façon du 1^{er} trimestre. On fait 10 heures et demie depuis le 1^{er} avril; les ouvriers à la journée continuent presque partout à toucher le salaire de 12 heures.

Le commerce des *vins et spiritueux* traverse une crise sérieuse et l'on signale la fermeture de plusieurs établissements.

Pas-de-Calais. — Dans la circonscription des Conseils de prud'hommes de Bapaume et de Saint-Omer, la situation ne s'est pas modifiée depuis le 1^{er} semestre; pas de chômage, les ouvriers s'employant aux champs à l'occasion. Comme dans le département du Nord, la distillerie agricole subit une crise prolongée.

Puy-de-Dôme. — La situation générale de l'industrie a été satisfaisante à Clermont-Ferrand pendant le 2^e trimestre. Le nombre des établissements ainsi que le personnel qui y est occupé a peu varié; l'industrie du *caoutchouc* est particulièrement prospère. La journée moyenne a été de 11 à 12 heures avec un salaire quotidien variant de 3 fr. 50 à 5 fr. 50. La grève des *maçons et terrassiers* s'est terminée par une légère augmentation.

Rhône. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Tarare l'activité du travail a diminué pendant le 2^e trimestre, notamment dans la *broderie*. Les *brodeuses* en dentelles et en cordonnet ont cessé le travail.

A Lyon, la situation est satisfaisante dans la *brasserie* où l'outillage continue à se transformer. Dans la *boucherie*, le travail est plus abondant. Les prix de fabrique tendent à baisser dans la *cordonnerie*; l'outillage s'y améliore. Dans cette industrie où l'on pratique la journée de 10 heures et où la main-d'œuvre est suffisante, le chômage est nul pour le personnel ouvrier sérieux attaché aux maisons; il se réduit à 10 ou 15 p. 100 des journées totales de l'année pour le personnel flottant qui constitue environ un cinquième du personnel total. Dans le *tissage mécanique de soieries*, les prix de façon, après avoir repris une marche ascendante sont retombés assez bas; la fabrication se ralentit par suite de l'abondance des stocks; les chômages partiels deviennent plus fréquents.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (Situation pendant le 1^{er} semestre 1902). — L'activité se maintient dans la *filature* et le *tissage du coton*; les cours des produits fabriqués n'ont pas augmenté dans la même proportion que ceux des matières premières et sont moins rémunérateurs. Travail plus abondant dans la fabrication des *chapeaux* de feutre et paille, plus actif dans la *papeterie* et l'*imprimerie*, la *tannerie*, la *métallurgie*. La production a été plus forte dans les fabriques de *bois de galoches* où les prix sont suffisamment rémunérateurs, mais où il devient malheureusement de plus en plus difficile de se procurer les matières premières. La fabrication du *chlorate de potasse* et de *soude*, et du *carbure de calcium* donne de bons résultats et l'usine de chlorate qui occupe 100 ouvriers a pu doubler sa production par suite de l'amélioration apportée dans ses procédés techniques. Dans l'*horlogerie* (cette industrie concentrée à Cluses occupe 3,500 personnes dont

un tiers de femmes et d'enfants) le travail est un peu moins actif; bien qu'il y ait une légère surproduction, les cours des objets fabriqués se maintiennent. Partout on fait 10 heures et demie de travail par jour; la main-d'œuvre est suffisante et il n'y a pas de chômage.

Le commerce des boissons n'a pas subi de modifications et donne des bénéfices satisfaisants.

Seine. — L'industrie du bâtiment a été, pendant tout le semestre écoulé en bonne situation. Toutefois on relève une assez forte diminution dans le chiffre des demandes en autorisation de bâtir qui s'est élevé à 675 contre 959 dans le semestre correspondant de 1902. Les ateliers des grandes compagnies de chemins de fer ont été très occupés et le personnel en a été légèrement augmenté; les ouvriers font 10 heures par jour et gagnent de 4 à 9 francs. Ralentissement du travail dans la Compagnie du gaz, comme chaque année à l'approche de l'été; journée de 10 et 11 heures avec salaires de 3 à 8 francs par jour. Pas de modifications dans les effectifs de la Compagnie générale des voitures, et dans ceux de la compagnie des omnibus. Léger ralentissement du travail chez les constructeurs-mécaniciens où l'on fait de 9 à 10 heures. Beaucoup d'entrain dans les usines de charpentes en fer dont le personnel est au grand complet; journée de 10 heures et salaire de 7 à 8 francs par jour. Le travail a été moins abondant dans les fonderies de cuivre et de bronze; 3 maisons ont dû réduire leur personnel; il s'est ralenti également dans les ateliers de chaudronnerie, mais sans que ce ralentissement amène toutefois du chômage. Dans l'orfèvrerie et les bronzes d'église les affaires diminuent, mais les cours se maintiennent; les orfèvres font de 48 à 54 heures par semaine. Les fabricants de poids et mesures souffrent d'une crise prolongée et réduisent leur personnel de 25 à 30 p. 100; on fait 60 heures par semaine; l'outillage reste à peu près le même.

Pas de chômage chez les ébénistes et chez les tapissiers. Chez les marbriers du meuble, le travail est moins actif que l'an dernier à pareille époque, les cours tendent légèrement à la baisse; quelques maisons installent des machines à tailler le marbre. On fait 54 heures par semaine chez les plaqueurs-ciseleurs pour la sellerie et la carrosserie où le travail a diminué d'un tiers.

Pas de changement dans le travail pour les blanchisseurs; ralentissement de l'activité chez les éditeurs de livres, images et objets de piété et chez les fabricants de produits pharmaceutiques, état stationnaire chez les fabricants de toiles cirées. On fait 63 heures par semaine chez les fabricants de casquettes; 54 heures dans les fabriques de fournitures militaires pour qui le travail devient moins abondant; les prix de la main-d'œuvre sont en hausse de 10 p. 100 sur ceux de l'an dernier.

Seine Inférieure. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes d'Elbeuf, la situation de la filature est restée stationnaire; dans le tissage à la main, le nombre des métiers a diminué; 15 p. 100 de chômeurs dans la teinture; 8 à 10 p. 100 de chômeurs dans la peinture en bâtiment et la menuiserie; ralentissement dans la chaudronnerie, la métallurgie et la charpente.

CHAMBRE DE COMMERCE DE FÉCAMP (Situation pendant l'année 1901 et les premiers mois de 1902. — Depuis le début de l'année, les cours qui étaient bas en 1901 se sont relevés dans le commerce des bois du Nord et d'Amérique, les scieries et raboteries mécaniques. Une grande activité a régné dans les chantiers de constructions navales. Travail peu soutenu dans les huileries. Hausse assez sensible et qui semble devoir se maintenir dans la filature. Les affaires ont été calmes dans le tissage mécanique et les métiers ont travaillé au jour le jour. La minoterie a eu son courant d'affaires ordinaire; dans la tannerie la situation est restée stationnaire. A noter le développement pris par la station centrale d'électricité de Fécamp qui, grâce aux perfectionnements adoptés a pu abaisser le prix de vente du kilo watt heure bien au-dessous de ce qu'il est dans la plupart des stations françaises. La campagne de pêche à Terre-Neuve a été fructueuse et a donné un rendement supérieur à celui de l'exercice précédent; la pêche du hareng a donné de bons résultats.

A Dieppe, bien que les affaires soient calmes, tout le monde travaille dans le bâtiment. Au Havre, l'approche de la date d'expiration de la loi de 1893 sur la marine marchande cause une certaine incertitude dans la construction mécanique et la chaudronnerie; les établissements

ont en général perfectionné leur outillage pour lutter contre la concurrence étrangère; les salaires n'ont pas diminué mais le chômage atteint environ 45 p. 100.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Divonne-Bains, 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; pas de chômeurs chez ceux de Thoiry. A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les *tisseurs filateurs*; de même chez les *ouvriers du piquage de cartons*; 11 p. 100 de chômeurs, 42 à 45 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*.

A Soissons, travail normal chez les *typographes*. A Laon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*. A Saint-Michel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; travail normal chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Guise et de Chauny. A Bohéries-Vadencourt, travail actif, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, travail moins actif que l'an dernier chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; à la Ville-Gozet, pas de chômeurs, travail actif chez les *ouvriers de la glacerie*.

A Montluçon, pas de changement chez les *verriers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacerie*. A Buxières, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons de Saint-Ennemond*, de Lurcy-Lévy, de Cérilly; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Saint-Hilaire, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Bézenet. A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; morte-saison chez les *tabletiers*; un tiers de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *fumistes-tôliers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Cannes, 14 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; beaucoup de chômage chez les *couturières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail assez actif chez les *maçons*. A Menton, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Ardèche. — A Annonay, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers palissonneurs*; travail actif chez les *serruriers*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapetiers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Ardennes. — A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez les *mouleurs*. A Rimogne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers*. A Floing, pas de chômeurs chez les

tisseurs. A Neufmanil, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *forgerons d'écrans*; à Nouzon, 5 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez ceux de Vrigue-aux-Bois. A Vieilles-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Bourg-Fidèle.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, travail actif, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *filateurs*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *coiffeurs*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *cordonniers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Carcassonne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; nombreux chômeurs chez les *mégissiers*; travail moins actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Coursan, travail peu actif chez les ouvriers *cultivateurs*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, moitié de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *confiseurs et pâtisseries*; pas de changement chez les *limonadiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *imprimeurs-lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Moitié de chômeurs chez les *corroyeurs*; chômage presque général chez les ouvriers de la *tonte*: travail assez satisfaisant pour l'époque chez les *blanchisseuses*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. Pas de changement, 50 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ajusteurs-mécaniciens*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Travail peu abondant chez les *smilleurs de pavés*; pas de changement chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons limousinants*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres-décorateurs*; pas de changement chez les *représentants de commerce*; de même chez les *sténographes* et chez les *employés de commerce*.

Un quart de chômeurs chez les patrons *borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *cochers de place*; 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers de bois*. Pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*.

A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Salon, travail moins actif chez les *maçons*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Fuveau, 4 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Gardanne. A Fontvieille, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail actif chez les *mouleurs*. A Honfleur, 16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers et usines de bois*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *cotonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *liniers et lainiers* de Lisieux.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les ouvriers du bâtiment. A Champagnac, pas de chômeurs, travail actif chez les mineurs.

Charente. — A Angoulême, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes-lithographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 71 heures par semaine, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A la Couronne, pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures par semaine, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *peintres*.

A Rochefort, 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail actif chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *quais et docks*.

A Saintes, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *métallurgistes*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers en *toiles cirées*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 28 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les *peintres*.

A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement, 66 heures, chez les *chaufourniers*; de même chez ceux de la Guerche. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *maçons*; de même chez ceux de la Guerche, de Sancergues, de Dun-sur-Auron et de Graçay. A Saint-Pierre-lès-Etioux, pas de changement chez les *tuiliers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, travail peu actif chez les ouvriers *agricoles*; pas de changement chez ceux de Nérondes. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Neuvy-le-Barrois, de Jussy-le-Chaudrier, de Sancergues, pas de changement chez ceux de Vallenay; moitié de chômeurs environ chez ceux de Grossouvre; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez ceux de la Chapelle-Hugon; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cuffy; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; un tiers de chômeurs environ chez ceux d'Apremont. A Dun-sur-Auron, moitié de chômeurs chez les *carriers*; de même chez ceux de Bessais-le-Fromental.

Corrèze. — A Tulle, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Bort, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *employés de commerce*. A Bastia, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-lès-Cîteaux, pas de chômeurs, travail actif chez les *bûcherons*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*; pas de changement chez les *typographes-lithographes*; travail assez actif chez les *menuisiers*. Au Bugue, pas de chômeurs, travail actif chez les *chapeliers-appropriers*.

Doubs. — A Besançon, un quart de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *charpentiers*; travail plus actif chez les *serruriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-décorateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; pas de changement chez ceux de *Seloncourt*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *filatures*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Valentigney.

Drôme. — A Valence, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 67 heures, chez les *scieurs*. A Romans, pas de changement chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Bourg-de-Péage, légère reprise du travail chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *métallurgistes*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *porcelainiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes et relieurs*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*; travail actif chez les *mouleurs en métaux*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Dreux, pas de changement chez les *cordonniers*.

Finistère. — A Brest, 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *démolisseurs de navires*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers*.

A Douarnenez, travail peu actif, morte-saison chez les *ferblantiers-bottiers*; pas de changement chez ceux de Concarneau. A Lagonna-Daoulas, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

Gard. — A Nîmes, 4 p. 100 de chômeurs, 77 heures par semaine, chez les *confiseurs et pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*. A Bessèges, pas de chômeurs, 69 heures par semaine, chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Tréséols; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement chez les ouvriers des *laminoirs*. A Sauve, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *bonnetiers*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; pas de changement chez les *trépointeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *pâtisseries-glacières*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; un tiers de chômeurs chez les *tapissiers-décorateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; travail moins actif chez les *tailleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*.

Un tiers de chômeurs chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *bijoutiers-horlogers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; un tiers de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; moitié de chômeurs, chez les *déménageurs*; pas de changement chez les

charbonniers; 8 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs, chez les *chauffeurs-marins* inscrits maritimes. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *carriers*. A Vayres, un quart de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *jardiniers-fleuristes*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; morte-saison chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs, morte-saison chez les *tailleurs d'habits*; nombreux chômeurs chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *commis et employés*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et hommes de peine*.

A Cette, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs à la mécanique*. A Mèze, pas de changement chez les *pêcheurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sérignan. A Graissessac, 17 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Agde, travail assez actif chez les *tonneliers*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierres*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *ouvriers des industries du cuir*; pas de chômeurs, mais 5 jours de travail seulement par semaine, chez les *chapeliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*.

A Fougères, 2 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez *coupeurs en chaussures*; travail moins actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers*; A Bruz, pas de chômeurs les *mineurs*.

Indre. — A Châteauroux, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en draps*. Pas de changement chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Villedieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chemisières*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail actif chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*; un quart de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *ébénistes*.

A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *polissonneurs-mégissiers*; pas de chômeurs chez les *teinturiers en peaux*; un quart de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*.

A Vienne, près d'un tiers de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; à Izeaux, pas de chômeurs, travail très actif chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Porcieu-Amblagnieu, 18 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez ceux de Montaliieu-Vercieu, et chez ceux de Parmilieu.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Salins, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Champagnole, pas de chômeurs, travail actif, chez les *ouvriers fromagers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeurs, 70 à 72 heures par semaine, chez les *selliers-bourrelliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'atelier rubaniers*; un tiers de chômeurs, chez les *charpentiers*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *maré chaux-ferrants*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 90 heures par semaine chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *imprimeurs sur échelons*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *batellerie*.

A Rive-de-Gier, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 5 jours de travail par semaine chez ceux de Villars; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds; pas de chômeurs chez ceux de la Talaudière.

A Jarnasse, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; de la Gresle; un tiers de chômeurs chez ceux de Saint-Rambert. A Terrenoire, nombreux chômeurs, chez les *pasementiers*; pas de chômeurs, 84 heures par semaine, chez ceux de Saint-Just-Malemort. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *chapelières-fouleurs*.

A Bourg-Argental, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tourneurs sur bois*. A Chambon-Feugerolles, travail peu abondant chez les *métallurgistes*. A Firminy, 5 p. 100 de chômeurs environ, 45 heures, chez les *métallurgistes*; travail peu abondant chez ceux de Saint-Chamond. A Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sainte-Florine, travail peu actif, la moisson étant finie, chez les *travailleurs de terre*. A Vergougeon, pas de changement chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; travail moins actif chez les *charpentiers de navires*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *chaudronniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *gratiers*; pas de changement chez les *camionneurs*.

A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*; de même chez les ouvriers des *machines-outils*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs, 63 à 72 heures chez les ouvriers en *voitures*; 17 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Thon, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Faverolles; d'Ouzouer-sur-Trézée.

Lot. — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 16 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers et charcutiers*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Marmande, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*. A Lavardac, 6 p. 100 de chômeurs chez les *bouhonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, par semaine chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *employés*.

A Cholet, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Séguinière; de Saint-Léger-sur-Cholet; pas de changement chez ceux de Tréméntines.

A Saumur, travail actif chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 50 heures par semaine, chez des *bijoutiers-chapeletiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes-menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *peintres-décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *typographes*.

A Reims, pas de changement chez les *lithographes-papetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers-apprêteurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*, travail peu actif chez les *tonneliers-cavistes*; nombreux chômeurs chez les *mouleurs*.

A Épernay, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, travail actif chez les *mégissiers-pailissonneurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *gantiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cotonniers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 52 heures par semaine, chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *vêtement*; travail actif, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres-ravaleurs*; pas de chômeurs, chez les *garçons de magasin* et *livreurs*.

Pas de changement chez les *mineurs* de Bouxières-au-Dames, Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Gobbranches Frouard-Pompey, Chavigny et Jœuf; A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers des *industries chimiques*.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *carriers-terrasiers*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Hennebont, travail peu actif chez les *métallurgistes*. A Sauzon, 17 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ferblantiers-bottiers*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *sabotiers*; 28 p. 100 de chômeurs chez

les ouvriers du bâtiment. A Cosne, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en limes.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André de Menon, Saint-Verain, Calméry, Menestreau, Arquian, Saint-Amand, Sichamps, Billy-sur-Oisy; un tiers de chômeurs chez ceux de Trois-Èvres; pas de changement chez ceux de Ciez, Coulontre, Entrains et Champroux. A la Charité, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; de même chez ceux de Decize; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier.

Nord. — A Lille, 17 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, travail assez régulier chez les ouvriers *pâtisseries*; très peu de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *confiseurs et chocolatiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-cartonniers*.

A Roubaix, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *peigneurs*; de même et 63 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs 60 heures chez les *teinturiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 62 à 70 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 à 67 heures, chez les *peintres*. A Valenciennes, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez ceux de Cambrai.

A Dunkerque, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tordeurs d'huile*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 80 heures, chez les *métallurgistes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *plafonneurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Vieux-Condé, 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand, d'Onnain et de Maubeuge. A Cambrai, pas de changement chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Croix. A Cousolre, pas de changement, 63 heures par semaine, chez les *marbriers à la pendule*. A Fresnes, nombreux chômeurs chez les *verriers*; travail actif chez ceux de Louches. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les ouvriers et employés *mineurs*; 52 heures en moyenne par semaine, baisse sur les salaires chez ceux de Lens.

A Tourcoing, travail actif chez les *trieurs de laine*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*. A Wignehies, 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert; travail peu actif chez les *tisserands* de Saulzois, de Villers-en-Cauchies, d'Haspres; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Linselles. A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *tullistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *rubaniers* de Comines et Wewicq. A Gommegnies, 16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *scieurs*; pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois* de Felteries.

Oise. — A Beauvais, pas de changement chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*. A Creil, pas de changement chez les *mouleurs*; travail assez satisfaisant chez ceux de Noyon. A Crèpy-en-Valois, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

A Hermes, 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A la Croix Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *layetiers*. A Béthizy-Saint-Pierre, 15 p. 100 de chômeurs chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *boutonniers* de Méru. A Mouy, pas de changement, 53 heures par semaine, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. A Liancourt, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *cordonniers*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*.

A Flers, travail actif chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers *cotonniers*; pas de changement chez les *menuisiers-charpentiers*; travail moins actif que le mois dernier chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement, travail toujours actif chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; pas de changement chez les ouvriers du port.

A Boulogne-sur-Mer, 4 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bois*; A Marquise, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Ferques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *carriers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Thiers, travail moins actif chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *émouleurs en ciseaux*; travail peu actif chez les *polisseurs en coutellerie*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. A Messeix, pas de chômeurs chez les *mineurs*; de même et 60 heures par semaine, chez ceux de Saint-Eloy-les-Mines; A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *tapissiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*.

A Espira de l'Agly, moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; travail peu abondant chez ceux d'Elne, de Rivesaltes, de Clairac.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers*. A Giromagny, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*.

Pas de changement chez les ouvriers de la *soie*; moitié de chômeurs chez les *tisseurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *piqueurs et liseurs de dessins*; pas de changement chez les *tullistes à la chaîne*; pas de changement chez les *chapeliers en fantaisie*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en sièges*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; de même chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repousseurs sur métaux*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *découpeurs-estampeurs*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; de même chez les *paveurs*; travail non satisfaisant chez les *tuiliers*.

Pas de changement chez les *dessinateurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la soierie*; pas de changement chez les *comptables* et chez les *dames employées de commerce*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Thizy, 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures par semaine chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Grandis. A Villefranche, pas de chômeurs, 53 heures, chez les *filateurs*. A Pierre-Bénite, moitié de chômeurs environ chez les *tailleurs de cristaux*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail peu abondant chez les *typographes*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de changement chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *maçons*; pas de changement chez les *mariniers-débardeurs*.

A Mâcon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Montceau-les-Mines, 16 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures par semaine, chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Perrecy-les-Forges. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; de même, chez ceux de Saint-Émilion. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Saint-Gengoux, 5 p. 100 de chômeurs chez les *piqueurs de grès*.

Sarthe. — Au Mans, un quart de chômeurs, 60 heures, par semaine chez les *ouvriers horticulteurs*; fermeture d'un établissement chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *galochiers*; un peu d'amélioration chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; de même, chez les *couvreurs*; un quart de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Château-du-Loir, travail moins actif chez les *tanneurs et corroyeurs*. A Vilraye, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; quelque peu de chômage chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, pas de changement chez les *boulangers*; travail un peu plus actif chez les *pâtisseries*; morte-saison chez les *confiseurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail assez satisfaisant chez les *ouvriers en salaisons*.

15 p. 100 de chômeurs, travail moins actif chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif que le mois dernier chez les *coloristes-enlumineurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur cuirs et papiers*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *corroyeurs du cuir noir*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleteries*; un quart de chômeurs chez les *cordonniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du chevreau glacé*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *selliers et mécaniciens de l'article de chasse*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en sièges cuir*; situation toujours mauvaise chez les *gantiers*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 6 p. 100 de chômeurs, 36 heures par semaine chez les *passementiers à la main*; un tiers de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *dessinateurs en broderies*; travail actif chez les *chapeliers en fantaisie*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; morte-saison chez les *ouvriers en chapeaux de soie et feutre*; pas de changement chez les *casquettiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs et décatisseurs*;

7 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail actif chez les *couturières*; morte-saison chez les *tailleurs de Paris*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'*habillement*; travail actif chez les ouvriers de la *bretelle et de la ceinture*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoirs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *blanchisseuses*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs chez les *tourneurs en procédés de billards*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; travail peu actif chez les *ébénistes pour photographie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *brosserie pour peinture*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement chez les ouvriers de la *métallurgie*; de même; chez les ouvriers en *limes*; travail actif, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *modeleurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *coffres-forts*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers du bâtiment*; 11 p. 100 de chômeurs chez les chefs de service et contremaîtres de la *métallurgie*; de même et 58 heures, chez les *estampeurs-découpeurs*; un quart de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bronze*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tourneurs-robinettiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *opticiens*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *bijoutiers-garnisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; travail moins satisfaisant chez les *lapidaires*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *bateurs d'or*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en optique*; pas de changement chez les *trombonistes*.

28 p. 100 de chômeurs chez les *fourniers*; nombreux chômeurs chez les *paveurs en bois*; pas de changement chez les *bitumiers-asphalteurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers-puissatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 9 p. 100 de chômeurs en moyenne, 70 heures par semaine chez les *peintres*; pas de changement chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *graveurs de cimetières*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *briquetiers et potiers*.

Pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés; chez les *caissières-comptables*; chez les *placiers en fleurs et plumes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les employés des *coopérative de consommation*; 20 p. de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *Bourse du commerce*.

Nombreux chômeurs chez les *cochers de grande remise*; pas de changement chez les employés des *omnibus*; des *tromways*; des *bateaux parisiens*; pas de changement chez les *porteurs aux halles*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; travail actif chez les *porteurs de journaux*; 3 p. 100 de chez les employés de l'*enseignement privé*.

A Levallois, pas de changement chez les *cochers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail normal, pas de chômeurs chez les *fondeurs en fer*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *maçons*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens et employés du port*.

Au Havre, 17 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *huiliers-pétroliers et savonniers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *voiliers*; moitié de chômeurs chez les *chaudronniers-formeurs*; pas de changement chez les *chaudronniers en fer*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers-puissatiers-mineurs*; travail peu abondant chez les *peintres*; 1 p. 100 de chômeurs chez les employés des *magasin*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks et entrepôts*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers*.

A Elbeuf, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; pas de changement chez les *cotonniers de Lillebonne*; travail actif chez ceux de *Bolbec et d'Oissel*. A Arques-la-Bataille, pas de changement chez les *menuisiers*.

Seine-et-Marne. — A Fontainebleau, 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 72 heures par semaine chez les *maçons*. A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*. A Meaux, travail actif, 60 à 63 heures par semaine chez les *travailleurs du liège*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers de *lameublement*; un tiers de chômeurs chez les *maçons tailleurs de pierres*.

A Étampes, pas de chômeurs, travail actif, 54 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Germain. A Mantes, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *carriers*; de même, chez ceux de Méry-sur-Oise. A Bonnières, pas de changement, travail actif chez les ouvriers de la *raffinerie de pétrole*. A Chaville, 25 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux* d'Essones.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Laur, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, 12 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tisseurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; de même, chez les *couvreurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés du commerce et de l'industrie*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Graulhet, un tiers de chômeurs, 40 heures par semaine chez les ouvriers *moutonniers*. A Castres, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; travail assez satisfaisant, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux du Garric. A Castres, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fer*. A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *peintres*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, chez les *machinistes*. A Draguignan, 2 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 66 heures par semaine chez les *tanneurs-corroyeurs*. A Valréas, pas de changement chez les *maçons*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 48 heures par semaine chez les *carriers*. A Caderousse, 12 p. 100 de chômeurs chez les *balaitiers*. A Cavaillon, un quart de chômeurs chez les *ouvriers du cuir*. A Cadenet, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *vanniers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même, chez ceux de Fontenay-le-Comte; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; de même, chez ceux des *Épesses*.

Vienne. — A Poitiers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 1 p. 100 de chômeurs, 86 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 53 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *sabotiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *monfletiers*; travail actif, pas de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Saint-Junien, pas de changement chez les *papetiers*; continuation de la morte-saison chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuillardiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Vosges. — A Saint-Dié, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*. A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail peu abondant pour les *employés de commerce*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Ignery, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de *l'ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail actif, 66 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*; pas de changement chez les *forestiers* de Courson, Saint-Fargeau et Sommechaie; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Martin-des-Champs; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Fontenailles-sur-Andryes. A Brienon, travail actif chez les *galochiers*.

Algérie. — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *typographes*; travail peu actif chez les *tailleurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *liège*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés en quincaillerie*; un tiers de chômeurs chez les *cochers de fiacre*.

A Mustapha, un tiers de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de changement chez les *bourrelliers-harnacheurs*; travail un peu plus actif chez les *tailleurs de pierres*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*.

A Bône, pas de changement chez les *chargeurs et déchargeurs du port*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1902.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement) ...	255	284	134	24	194	208	91	9	202	182	76	27
— (II ^e —) ...	1,541	1,543	978	8	1,017	1,023	653	"	847	836	517	8
— (IV ^e —) ...	496	468	421	11	394	369	355	7	385	357	327	7
— (V ^e —) ...	127	227	125	8	122	174	111	1	88	150	98	15
— (VI ^e —) ...	409	820	275	476	370	519	223	264	368	428	185	214
— (IX ^e —) ...	263	521	113	37	277	431	98	70	215	284	100	5
— (XII ^e —) ...	"	"	"	"	123	95	76	1	137	90	76	4
— (XIII ^e —) ...	456	288	282	"	447	336	307	"	390	291	274	"
— (XIV ^e —) ...	76	56	28	"	241	209	107	"	216	197	101	"
— (XV ^e —) ...	279	286	277	2	"	"	"	"	262	195	192	3
— (XVII ^e —) ...	502	690	322	24	450	584	278	11	367	481	241	7
— (XIX ^e —) ...	626	366	267	11	688	348	258	20	579	337	253	10
— (XX ^e —) ...	178	249	142	9	184	206	156	"	239	218	140	11
— (refuges municipaux) ...	(1)	(1)	97	198	(1)	(1)	71	177	(1)	(1)	84	149
Levallois-Perret.....	175	159	159	"	176	139	139	"	136	119	119	"
Bordeaux.....	183	23	14	"	135	26	16	"	128	26	12	"
Brest.....	75	34	34	"	88	22	22	"	70	25	27	"
Charleville.....	24	16	"	"	20	16	3	"	16	16	"	"
Douai.....	9	10	"	"	"	17	"	"	3	5	"	"
Épinal.....	2	1	1	"	"	"	"	"	3	"	"	"
Puy (Le).....	12	6	5	"	10	9	7	"	7	6	6	"
Lille.....	1	12	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Lisieux.....	146	109	66	"	134	124	61	2	132	159	77	2
Lyon.....	112	177	56	2	137	152	60	3	133	157	50	8
Nancy.....	71	42	18	"	93	36	21	"	43	20	8	"
Orléans.....	4	3	3	"	5	4	4	"	4	3	3	"
Reims.....	33	74	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sens.....	33	19	10	"	36	16	13	"	41	15	9	"
Saint-Dié.....	33	35	18	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Trouville.....	"	"	"	"	19	7	6	"	28	10	10	"
Versailles.....	9	6	8	"	9	10	7	"	7	4	3	"
Vienne.....	12	8	"	"	105	45	"	"	75	32	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (2^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agen.....	23	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aix.....	77	36	34	"	65	33	31	"	71	25	24	"
Amiens.....	170	59	59	28	148	56	46	2	107	66	51	4
Angers.....	225	97	97	"	206	115	107	"	230	100	98	"
Belfort.....	105	120	82	"	114	124	91	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	69	47	42	"	76	49	42	"	97	72	59	"
Bourges.....	207	211	124	4	204	159	106	6	"	"	"	"
Chalon-sur-Saône.....	"	"	"	"	44	49	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	"	"	"	"	125	63	56	7	"	"	"	"
La Rochelle.....	35	17	13	"	"	"	"	"	85	66	55	"
Montpellier.....	160	105	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	478	210	19	191	359	209	18	190	287	125	20	104
Nice.....	"	"	"	"	"	"	"	"	79	32	32	"
Nîmes.....	141	63	63	80	132	59	52	80	163	83	75	88
Orléans.....	137	119	68	"	142	86	62	"	131	114	72	"
Poitiers.....	45	23	"	20	48	32	10	16	52	35	9	21
Rennes (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,202	778	568	"
Roanne.....	30	10	9	1	23	8	5	2	23	4	"	"
Rouen.....	"	"	"	"	252	257	130	60	376	236	146	213
Saint-Étienne.....	319	155	139	6	272	162	122	17	346	151	128	10
Saumur.....	"	"	"	"	48	30	18	11	57	46	30	10
Toulouse.....	"	"	"	"	303	235	225	"	"	"	"	"
Tours.....	392	250	218	"	425	235	224	"	368	244	222	"
Valence.....	256	119	112	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles.....	24	6	6	"	10	14	9	"	"	"	"	"
Vierzon.....	90	69	23	32	55	67	21	22	96	86	42	28
Alger.....	582	434	339	211	555	431	318	357	556	416	312	243
Mustapha.....	48	33	"	"	60	48	"	"	58	38	"	"

(1) Pendant le 2^e trimestre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (2° TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure. à	en extra.			demeure. à	en extra.			demeure. à	en extra.
Bordeaux.....	Boucherie et charcuterie.....	38	21	23	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Isle-Adam (S.-O.)	Boucherie et charcuterie.....	20	18	16	2	19	13	13	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Charcuterie.....	"	"	"	"	14	6	6	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Épicerie.....	38	18	8	"	34	10	15	"	35	21	6	"
Mâcon.....	Pharmaciens.....	"	"	"	"	6	19	3	9	"	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	15	12	12	"	21	21	21	"	16	11	11	"
Paris.....	Débitants de vins.....	"	"	"	"	518	387	150	73	"	"	"	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	255	288	139	5	196	126	110	5	"	192	128	5
Id.....	Épiciers en détail.....	326	269	232	"	284	268	216	"	300	277	235	"
Id.....	Épicerie française.....	667	897	638	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Meuniers de France.....	17	7	8	"	13	7	7	"	9	7	7	"
Id.....	Boulangerie de Paris.....	77	72	46	"	81	61	46	"	59	32	18	"
Id.....	Produits alimentaires.....	16	6	5	"	16	7	6	"	19	6	6	"
Id.....	Maîtres tailleurs.....	"	"	144	"	90	"	75	"	65	55	"	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	51	36	26	"	37	33	21	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands et fabricants papetiers de France.....	"	"	"	"	27	1	"	"	21	2	2	"
Id.....	Quincaillerie.....	"	74	43	"	"	54	40	"	"	55	42	"
Id.....	Couteliers.....	29	35	26	"	35	27	26	"	47	32	29	"
Id.....	Doreurs, argentiers.....	5	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Teinture et nettoyage.....	"	"	"	"	70	102	41	"	"	"	"	"
Id.....	Négociants commissionnaires.....	20	5	6	"	10	2	2	"	19	8	10	"
Id.....	Gérants de débits de tabacs.....	23	4	"	"	"	"	"	"	12	"	3	"
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	85	42	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pharmaciens de France.....	15	18	6	2	12	16	5	3	17	8	3	3
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.....	"	2	1	"	23	3	2	1	20	3	2	1
Id.....	Usines d'électricité.....	11	2	1	"	6	3	2	"	"	"	"	"
Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.....	"	"	"	"	14	"	2	"	"	"	"	"
Id.....	Propriétaires de bains.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	18	2	17
Saint-Germain-en-Laye.....	Bâtiment.....	36	31	"	30	"	"	"	"	39	28	"	27
Toulon.....	Maîtres boulangers.....	40	25	20	30	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Boucherie.....	"	"	"	"	18	19	12	"	28	17	12	"
Id.....	Charcuterie.....	48	27	21	"	48	26	24	"	36	25	24	"
Id.....	Office des travailleurs.....	104	71	63	"	116	54	51	"	116	61	58	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	25	21	19	2	42	21	17	4	21	19	12	7
Vichy.....	Fédération des syndicats ouvriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	59	20	24	21

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.

(2^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Bordeaux.....	Jardiniers, agriculteurs..	5	7	6	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Méze.....	Ouvriers-agriculteurs....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Auzat-sur-Allier	Mineurs.....	50	10	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ménèrbes (Vau-cluse).....	Carriers.....	201	190	23	202	200	168	21	147	"	"	"	"
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Vichy.....	Garçons-restaurateurs...	"	"	"	"	250	108	68	40	"	"	"	"
Nice.....	Employés, restaurateurs...	180	131	48	83	"	"	"	"	154	117	53	64
Id.....	Confiseurs-glacières....	30	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	30	15	10	10	15	5	2	10
Carcassonne...	Garçons-limonadiers....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	4	6	2	9	4	2	2	9	2	1	1	12
Narbonne.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	2
Marseille.....	Garçons-bouchers et charcutiers.....	34	42	24	12	43	34	27	15	51	36	40	9
Id.....	Confiseurs, biscuitiers, pâtisseries et simil....	40	7	5	2	"	"	"	"	21	14	14	11
Id.....	Cuisiniers (B. du T.)...	137	6	6	28	"	"	"	"	"	"	"	"
Cognac.....	Boulangers.....	"	"	"	"	5	6	5	"	"	"	"	"
La Rochelle...	Id.....	"	"	"	"	(1)	18	18	20	"	"	"	"
Besançon.....	Garçons limonadiers-restaurateurs.....	18	12	12	24	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Confiseurs.....	"	"	"	"	7	2	12	"	10	6	"	"
Bordeaux.....	Glacières, pâtisseries....	30	9	9	12	35	14	7	7	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	15	103	50	25	15	80	(1)	(1)	22	12
Brest.....	Boulangers.....	30	25	24	20	"	"	"	"	22	15	15	"
Rochefort-s-Mer	Id.....	25	39	18	21	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Bouchers et charcutiers..	5	(1)	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"
Montpellier...	Cuisiniers.....	12	2	2	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	4	4	"
Saint-Etienne...	Id.....	16	15	9	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	25	120	(1)	(1)	40	90
Lille.....	Pâtisseries du Nord.....	10	8	10	7	64	35	30	5	67	45	40	5
Id.....	Confiseurs-chocolatiers du Nord.....	14	11	11	"	"	"	"	"	11	9	9	"
Nevers.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80	10	9	2
Clerm ^t -Ferrand	Cuisiniers.....	"	"	"	"	5	7	3	27	(1)	8	"	"
Id.....	Limonadiers.....	"	"	"	"	40	37	20	85	"	"	"	"
Mousserolles (Bayonne)...	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"
Perpignan.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	3	7	4	2	1	1	"	"	"	"
Lyon.....	Employés, cafés, restaurateurs, hôtels et simil....	60	(1)	20	80	"	"	"	"	60	45	55	280
Id.....	Confiseurs, pâtisseries....	"	"	"	"	8	4	3	"	8	4	"	"
Paris.....	Boulangers (XI ^e).....	"	"	"	"	(1)	51	14	(1)	(1)	15	7	"
Id.....	Boulangers et porteurs...	"	"	"	"	(1)	(1)	20	14	"	"	"	"
Id.....	Employés de l'alimentat.	342	322	230	92	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Limonadiers-restaurateurs (l'Espérance).....	(1)	(1)	100	300	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs.....	21	(1)	2	"	22	11	11	14	15	5	1	"
Id.....	Cuisiniers de Paris.....	88	52	63	263	"	203	55	208	65	(1)	44	43
Id.....	Garçons de cuisine.....	"	"	"	"	42	38	12	121	49	85	18	125
Id.....	Employés d'hôtels.....	"	"	"	"	"	21	14	65	"	"	"	"
(1) Chiffre non indiqué.													

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Paris	Buisemters, pain d'épices et assimilés	"	"	"	"	"	"	"	"	16	7	"	22
Albi	Boulangers	2	0	"	"	4	2	2	"	(1)	(1)	"	4
Saint-Raphaël	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	4	6	1	14
Limoges	Cuisiniers et pâtisseries	6	5	4	54	"	"	"	"	4	2	2	4
Id.	Boulangers	"	"	"	"	12	5	5	40	"	"	"	"
Mustapha (Algérie)	Cuisiniers et pâtisseries	12	(1)	"	6	12	"	"	"	10	(1)	"	"
Oran	Cuisiniers	(1)	(1)	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Saint-Quentin	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Nice	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Moulins	Id.	3	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille	Imprimeurs lithographes	8	2	2	"	6	3	3	"	8	2	2	"
Id.	Imprimeurs	"	"	"	"	2	(1)	1	"	"	"	"	"
Ajaccio	Typographes	"	"	"	"	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"
Valence	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	1
Brest	Id.	"	"	"	"	1	1	1	"	5	1	1	"
Toulouse	Lithographes	"	"	"	"	4	2	"	2	"	"	"	"
Id.	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Bordeaux	Id.	25	10	2	10	10	7	7	"	10	8	"	8
Id.	Imprimeurs, conducteurs	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	35	"
Grenoble	Imprimeurs lithographes	2	0	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.	Typographes	6	0	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Dôle	Id.	2	0	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Blois	Id.	"	"	"	"	3	2	1	1	"	"	"	"
Saint-Nazaire	Id.	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Epernay	Id.	(1)	1	1	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Châlons-s-Marne	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	1	1	"
Laval	Id.	3	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy	Id.	10	1	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Paris	Papetiers-régisseurs	10	12	10	"	"	"	"	"	16	12	2	10
Id.	Conducteurs-typographes (Gutenberg)	18	9	2	7	24	9	2	7	9	4	2	2
Id.	Imprimeurs-lithographes (Résistance)	77	23	"	44	"	"	"	"	78	17	28	"
Id.	Conducteurs, pointeurs, margeurs et minervistes	32	30	6	24	19	8	"	8	"	"	"	"
Id.	Lithographes	10	22	16	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Correcteurs	3	1	1	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Chromistes (photograv.)	7	(1)	3	"	3	2	"	2	7	3	3	"
Id.	Ouvriers de la dorure sur cuirs, papiers, etc.	17	2	2	"	"	"	"	"	12	2	2	"
Id.	Imprimeurs et conducteurs-lithographes	"	"	"	"	17	3	2	10	"	"	"	"
Id.	Margeurs, pointeurs, lithographes	"	"	"	"	70	10	3	10	"	"	"	"
Id.	Dessinateurs, graveurs, lithographes	"	"	"	"	16	10	1	3	15	11	2	5
Id.	Union lithographique	"	"	"	"	59	38	20	18	49	26	11	15
Id.	Typographes parisiens	"	"	"	"	"	"	"	"	300	35	"	"
Id.	Graveurs-lithographes	"	"	"	"	"	"	"	"	20	15	5	10
Id.	Opérateurs et bitumiers	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	1
Lille	Typographes	24	7	"	7	16	4	"	4	"	"	"	"
Beauvais	Id.	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alençon	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	3	"	3
Pau	Id.	4	"	"	"	1	"	"	"	4	9	"	"
Bayonne	Id.	"	"	"	"	3	1	1	"	1	1	"	"
Lyon	Id.	"	"	"	"	4	1	2	1	6	3	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démeure en extra.	démeure en extra.			démeure en extra.	démeure en extra.				
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Lyon.....	Papetiers et régleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	1	"	"
Rouen.....	Lithographes-papetiers..	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles....	Typographes.....	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Id.....	1	5	1	"	3	1	2	"	"	"	"	"
Id.....	Lithographes.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Typographes.....	3	(1)	1	"	3	2	"	"	3	2	"	2
Poitiers.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Limoges.....	Id.....	3	(1)	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Auxerre.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
CUIRS ET PEAUX.													
Narbonne.....	Ouvriers cordonniers....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	2	"	"
Romans.....	Coupeurs en chaussures..	"	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Châteauroux..	Ouvriers en chaussures..	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Liancourt(Oise)	Cordonniers et similaires.	"	"	"	"	"	"	"	"	400	0	"	"
Lyon.....	Cordonniers (Cousu main).....	24	13	"	13	17	5	0	5	20	6	"	6
Paris.....	Apprêteurs en pelletterie	25	15	15	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Selliers et mécaniciens (Articles de chasse)....	6	6	4	2	10	3	2	2	6	3	1	2
Id.....	Monteurs en sièges cuir..	0	1	"	5	"	"	"	"	10	0	"	"
Id.....	Ouvriers du cheveau glacé et similaires....	10	7	7	"	11	15	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers et ouvrières de la confrérie de poils...	(1)	(1)	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
St-Quentin...	Tullistes.....	13	0	"	"	13	0	"	"	13	9	"	"
Serrières (Ar- dèche).....	Chapeliers fouloureux....	4	0	"	"	"	"	"	"	5	0	"	1
St-Amand.....	Laveuses, nettoyeuses..	"	"	"	"	"	"	"	"	10	40	"	"
Troyes.....	Ouv et ouv**de la filature	5	0	4	"	7	0	5	"	"	"	"	"
Marseille....	Chapeliers.....	"	"	"	"	45	2	"	2	"	"	"	"
Angoulême....	Taillieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Montpellier..	Taillieurs d'habits.....	10	5	"	5	5	1	"	1	15	2	"	2
Romans.....	Coupeurs, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Angers.....	Cordiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	112	0	"	"
Reims.....	Blanchis ^{rs} , teinturiers et apprêteurs (La Liberté)	60	50	32	18	35	26	26	"	"	"	"	"
Agen.....	Taillieurs d'habits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	3	1	"
Nancy.....	Id.....	2	(1)	2	"	"	"	"	"	4	(1)	2	"
Lille.....	Ouvriers tapissiers.....	10	5	2	3	"	"	"	"	4	0	"	"
Caudry.....	Tullistes.....	"	"	"	"	6	2	4	"	"	"	"	"
Calais.....	Tullistes et similaires..	524	2	2	"	"	"	"	"	426	7	7	"
Héricourt....	Ouvriers textiles.....	"	"	"	"	17	3	1	2	11	7	3	4
Lyon.....	Imprimeurs sur étoffes..	"	"	"	"	"	"	"	"	8	"	"	"
Id.....	Chapeliers, fantaisie, paille et feutre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Puteaux.....	Blanchisseurs (à seves)..	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	"	"
Paris.....	Ouv. confectionneuses de cols-gravates.....	"	"	"	"	"	"	"	"	70	5	"	"
Id.....	Teinturiers et dégrais ^{rs} ..	144	199	104	26	124	145	87	19	123	147	98	14
Id.....	Passementiers.....	8	(1)	"	"	"	"	"	"	8	(1)	"	"
Id.....	Passementiers à la barre.	40	10	"	10	10	4	1	"	"	"	"	"
Id.....	Façonniers passementiers à la barre.....	35	12	1	2	60	28	1	23	65	17	"	1
Id.....	Ouvriers casquetiers....	35	0	"	"	45	10	"	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs-chemisiers, lin- gerie, etc.....	20	17	12	5	25	18	15	3	18	14	11	3

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en extra.				demeure en extra.				demeure en extra.	
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Paris.....	Taillieurs de la Seine. (Solidarité).....	14	41	13	"	21	49	"	20	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs tailleurs.....	50	4	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fleuristes, feuilagistes etsimilaires.....	50	7	7	"	"	"	"	"	10	3	"	2
Id.....	Ouv. et ouv ^{es} blanchis- seurs (Union).....	25	18	16	5	"	"	4	100	"	"	"	"
Id.....	Garçons de lavoirs de Paris (L'Union).....	14	27	10	0	21	15	13	2	(1)	(1)	16	8
Id.....	Concours et garçons de lavois.....	"	"	"	"	30	10	8	2	31	18	16	2
Id.....	Dessinateurs en broderies.....	"	"	"	"	9	2	0	2	6	0	"	"
Id.....	Ouv. de la bretelle.....	"	"	"	"	2	"	"	1	"	"	"	"
Id.....	Couturiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	(1)	"	"
Villers-en-Gau- chies (Nord).....	Tisserands.....	45	(1)	"	"	"	"	"	"	30	(1)	"	"
Villefranche... Ouv. de la filature.....		(1)	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
BOIS.													
Bourges.....	Ménusiers.....	8	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. en voitures.....	15	(1)	"	"	"	"	"	"	10	(1)	5	"
Brives.....	Ménusiers et ébénistes.....	0	2	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	"	"	5	8	0	5	5	6	"	5
Id.....	Ouvriers charrons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3	"	4
Bordeaux.....	Scieurs de long.....	23	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Ménusiers ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	5	"	"
Montpellier.....	Ménusiers.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	12	"	"
Romans(Drôm ^e).....	Ouvriers de l'ameublement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	3	5	"
Roanne.....	Ouvriers charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	10	"	"
Nancy.....	Ameublement.....	"	"	"	"	(1)	4	2	1	"	"	"	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuisi ^{ers}	9	5	4	1	6	2	2	"	"	"	"	"
Armentières.....	Id.....	2	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Charpentiers de navires.....	3	(1)	0	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Ouv. scieurs, raboteurs et similaires (scieries).....	10	5	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Chalon-s-Saône.....	Sabotiers et similaires.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	7	2	"
Paris.....	Scieurs, découpeurs, mou- luriers (mécaniques).....	33	11	9	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs en queues de billards.....	15	15	15	"	"	"	"	"	4	1	1	"
Id.....	Marqueterie.....	26	2	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"
Id.....	Ménusiers.....	"	"	"	"	19	5	0	12	15	2	7	"
Poitiers.....	Ménusiers. ébénistes.....	27	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Sabotiers.....	18	6	"	"	10	4	4	0	"	"	"	"
Alger.....	Ouv. et ouv ^{es} du liège.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	"	1
MÉTALX.													
Nice.....	Fumistes-tôliers.....	"	"	"	"	23	3	3	"	"	"	"	"
Vigne-aux-Bois (Ardennes).....	Mouleurs.....	4	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Mécaniciens, chauffeurs conducteurs.....	10	0	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers-plombiers.....	"	"	"	"	11	4	4	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"
Romans(Drôm ^e).....	Mouleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	2	6	0	"	"
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	1	1	"
Béziers.....	Ouv. ferblantiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	17	1	"	"
Caen.....	Mouleurs.....	4	(1)	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	"
La Rochelle... Ouv. de la métallurgie.....		311	5	5	"	5	2	1	"	10	0	"	"
Dijon.....	Ouv. métallurgistes.....	80	42	8	26	"	"	"	"	"	"	"	"
(1) Chiffre non indiqué.													

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
MÉTALX. (Suite.)													
Bordeaux.....	Ouvriers de la bijouterie..	2	"	"	"	14	10	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Ouvriers métallurgistes..	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Serruriers.....	12	3	3	"	18	4	4	"	"	"	"	"
Agen.....	Ouvriers métallurgistes..	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Serruriers, poëliers (bâ- timent).....	47	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Thiers.....	Emouleurs et polisseurs en ciseaux.....	8	4	"	1	11	0	"	2	20	0	"	"
Pau.....	Ferblantiers-zingueurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	3	0	2	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Chauffeurs - mécaniciens- électriciens. (Fédéra- tion).....	18	2	2	4	12	0	4	6	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - mécaniciens - Electriciens de la navi- gation.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - mécaniciens réunis.....	8	0	"	"	24	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bronziers.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Chefs de service et con- tremaîtres (industrie métallurgique).....	(1)	7	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la mécanique industrielle et scientifi- que.....	5	3	3	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - conducteurs d'automobiles.....	16	6	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Électriciens.....	50	5	1	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-robinettiers..	4	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bijoutiers, garnisseurs et polisseurs en cannes et parapluies.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de l'orfèvrerie..	27	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers bronziers et gal- vaniseurs.....	18	0	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	61	11	34	"	54	14	41	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de chirurgie.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la métallur- gie.....	15	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en limes.....	"	"	"	"	18	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-décolleteurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	23	0	7	"
Rouen.....	Constructeurs-mécaniciens	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs-mécaniciens de la marine.....	"	"	"	"	12	1	"	6	"	"	"	"
S ^t -Nicolas- d'A- hiermont (S ^{ne} . Inférieure)...	Ouvriers horlogers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Chaudronniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	532	0	"	"
Poitiers.....	Serruriers.....	"	"	"	"	1	4	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Mécaniciens.....	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Charrons-forgers.....	"	"	"	"	35	27	26	1	"	"	"	"
BÂTIMENT.													
Saint-Quentin..	Couvreur et plombiers..	(1)	2	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Peintres en bâtiment...	"	"	"	"	"	3	1	"	(1)	4	"	"
Carcassonne...	Maçons et tailleurs de pierres.....	2	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Maçons limousinants...	42	6	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons (synd. internat.)..	"	"	"	"	20	5	"	5	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BÂTIMENT. (Suite.)													
Arles	Maçons	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Brive	Peintres et plâtriers	2	3	3	1	0	3	"	"	"	"	"	"
Id.	Couvreurs	"	"	"	"	"	"	"	"	0	4	"	"
Angoulême	Tail. de pierres et maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	45	0	"	"
Chartres	Bâtiment	"	"	"	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Tail. de pierres et maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	49	16	"	"
Montpellier	Peintres	27	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Tail. de pierre, maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	100	"	"	"
Agde	Taillleurs de pierres	20	(1)	10	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Bordeaux	Taillleurs de pierres	82	19	"	"	53	17	"	"	"	"	"	"
Id.	Marbriers	"	"	"	"	8	"	"	"	"	"	"	"
Porcieu-Ambla- gnieu (Isère)	Tail. de pierres et carriers	"	"	"	"	"	"	"	"	15	6	8	13
Montalien-Var- cieu (Isère)	Tail. de pierres et carriers	"	"	"	"	"	"	"	"	150	0	"	"
Saint-Chamond	Taillleurs de pierres	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Orléans	Couvreurs	14	8	"	"	14	8	"	"	"	"	"	"
Agen	Tail. de pierres et maçons	(1)	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cahors	Peintres et tapissiers	2	6	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg	Peintres et décorateurs	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	6
Épernay	Bâtiment	"	"	"	"	(1)	8	8	"	"	"	"	"
Lorient	Ouvriers en bâtiment	(1)	(1)	2	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Dunkerque	Maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	100	"	"	"
Lille	Sculpteurs, cartonniers, ornemanistes	5	3	1	2	5	2	2	"	0	2	"	"
Creil	Bâtiment	"	"	"	"	5	(1)	2	3	"	"	"	"
Thiers	Maçons et aides	20	2	"	"	"	"	"	"	(1)	2	"	"
Bayonne	Ouv. du bâtiment (Union)	0	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan	Taillleurs de pierres	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chalon - sur- Saône	Maçons, tailleurs de pierres, plâtriers et peintres	20	25	18	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon	Paveurs, dresseurs et pi- queurs de grès	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	"	2
Paris	Terrassiers, puisatiers, mineurs	220	0	"	"	300	0	30	"	"	"	"	"
Id.	Bitumiers, asphaltiers, bétonniers	25	4	2	"	4	2	"	3	(1)	2	"	"
Id.	Sculpteurs	92	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Peintres du département de la Seine (Union) ..	22	11	30	2	25	10	"	"	25	12	"	"
Id.	Tail. de pierres (Union) ..	"	"	"	"	25	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Peintres en bât. (Avenir) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	2	"
Id.	Peintres (Père-Lachaise) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	"
Le Havre	Granitiers	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Corbeil	Maçons, plâtriers	"	"	"	"	"	11	"	"	"	"	"	"
Draguignan	Maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Poitiers	Taillleurs de pierres et ravaieurs	10	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Limoges	Peintres en bâtiment	0	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Plâtriers	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.													
Agen	Ouv. des usines des pro- duits céramiques	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	4	2
Limoges	Ouv. moufleurs	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	2	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Marseille	Camionneurs	15	(1)	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"
Id.	Emballleurs des entrepôts ..	1000	300	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Charbonniers du port	"	"	"	"	788	"	"	"	72	(1)	"	"
Id.	Charbonniers	"	"	"	"	60	14	"	"	"	"	"	"
Nîmes	Ouv. charretiers et cam. ..	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Cette	Charbonniers du port	200	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				démou- re	en extra.			démou- re	en extra.			démou- re	en extra.
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Nantes.....	Camionneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	18	10	4
Lyon.....	Chauffeurs-navigation....	"	"	"	"	8	(1)	2	3	"	"	"	"
Montceau - les Mines.....	Bateliers.....	"	"	"	"	62	(1)	"	25	"	"	"	"
Paris.....	Ouv. méc. (C ^e s omn.)..	8	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Empl. de mag. des sexes	8	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Kremlin....	Agent de la traction de comp. des tramways...	12	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Garçons cochers.....	"	"	"	"	17	0	"	20	20	(1)	40	10
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Saint-Quentin .	Voyageurs de commerce..	"	"	"	"	4	3	3	"	"	"	"	"
Nice.....	Employés de commerce..	19	12	12	"	19	8	7	"	40	3	3	"
Ajaccio.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Dax.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Saint-Etienne.	Voyageurs de commerce..	"	"	"	"	1	0	"	"	2	4	1	"
Nancy.....	Employés de commerce..	11	8	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Empl. de com. et débureau	"	"	"	"	1	2	1	"	2	1	1	"
Paris.....	Sténograph. (all. et assoc.)	2	14	7	"	"	"	"	"	1	15	2	"
Id.....	Comptables.....	6	16	9	1	15	30	15	2	13	27	23	4
Id.....	Sténogr., dactylographes.	7	12	10	"	5	21	1	"	"	"	"	"
Id.....	Dames sténo-dactylogr. et sténographes.....	(1)	(1)	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs et écrivains.	20	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Courtiers et représentants de commerce.....	33	2	1	"	47	11	10	"	45	9	9	"
Id.....	Employés d'hôtel.....	(1)	24	10	10	"	"	"	"	24	21	16	6
Id.....	Employés de commerce..	52	103	29	"	42	107	"	17	"	"	"	"
Id.....	Employés à la bourse du commerce.....	"	"	"	"	7	0	1	"	6	0	2	"
Rouen.....	Voyageurs en liquides..	18	2	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	4	6	1
Toulon.....	Employés de commerce..	37	19	19	"	"	"	"	"	10	10	10	"
Epinal.....	Id.....	5	2	1	"	3	2	"	"	2	0	7	"
Alger.....	Employés en quincaillerie	14	2	2	"	14	0	"	"	14	1	1	"
COIFFEURS.													
Troyes.....	Patrons et empl. coiffeurs	1	2	1	"	2	5	2	"	4	4	1	3
Montpellier..	Coiffeurs.....	6	4	3	3	23	15	15	32	"	"	"	"
Cette.....	Id.....	"	"	"	"	13	1	1	"	"	"	"	"
Béziers.....	Id.....	"	"	"	"	10	5	5	10	8	10	3	4
Vienne.....	Id.....	2	0	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	45	30	"	"	"	"	"	"	30	22	22	"
Le Mans.....	Id.....	22	20	20	4	21	25	21	15	18	15	15	7
Paris.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	66	484	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	2	0	"	"	2	1	1	"	1	(1)	"	1
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison.....	57	61	28	6	55	64	24	3	54	59	19	2
Paris.....	Union.....	60	113	46	12	60	122	48	12	60	62	30	14
Id.....	Maisons bourgeoises....	50	59	18	2	28	24	24	"	26	48	7	1
Id.....	Association philanthrop....	65	60	35	5	77	80	50	15	"	"	"	"
Id.....	Rue Marbeuf.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	15	15	"
DIVERS.													
Vonges (Côte- d'Or).....	Auxiliaires de la pondrerie	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	0	"	15
Lyon.....	Employés photographes..	4	8	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Empl. de l'ens. privé....	2	1	1	4	7	4	2	"	5	1	1	"
Id.....	Prof. de l'ens. libre.....	3	5	2	3	5	7	5	2	4	6	2	4
Id.....	Artistes musiciens (assoc.)	35	10	"	8	30	5	4	1	"	"	"	"
Id.....	Id.....	118	14	14	40	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Porteurs de journaux....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	10	6	4
(1) Chiffre non indiqué.													

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (2^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Amiens.....	Voyageurs et représen- tants de commerce....	6	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Boulangers.....	18	20	8	6	(1)	15	3	12	141	169	4	125
Id.....	Les Compagnons cou- vresseurs.....	"	"	"	"	28	30	28	28	11	17	"	"
Arcueil (Seine)..	« Les Robustes ».....	2	9	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon.....	Les compagnons charpen- tiers, menuisiers, ma- réciaux et ferblantiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	18	21	18	"
Belfort.....	La « Jeanne d'Arc ».....	8	(1)	1	"	6	(1)	2	"	7	(1)	3	"
Id.....	Les employés de com- merce.....	1	"	"	"	2	1	2	"	3	2	3	"
Besançon.....	Les employés de com- merce.....	2	"	"	"	"	1	"	"	2	"	"	"
Bordeaux.....	Liquoristes, confiseurs et chocolatiers.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Charleville.....	Les employés.....	"	"	"	"	1	2	1	"	"	1	"	"
Elbeuf.....	Fileurs.....	"	"	"	"	14	7	7	2	11	6	5	1
Le Havre.....	Coiffeurs.....	64	56	17	35	76	63	18	40	86	69	21	48
Lyon.....	Les employés de la soie- rie.....	6	5	1	"	5	6	2	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de salle et de chambre.....	(1)	(1)	103	325	(1)	(1)	146	389	(1)	(1)	133	547
Id.....	Institutrices et dames pro- fesseurs.....	(1)	(1)	4	"	(1)	(1)	5	"	"	"	"	"
Marseille.....	« Le Vatel ».....	120	60	20	40	21	22	20	2	60	58	57	1
Id.....	Les commis et employés.	112	6	6	"	125	6	6	"	156	6	6	"
Montbéliard....	Les employés de com- merce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Nantes.....	Mécaniciens et chauffeurs.	2	"	"	"	2	"	"	"	3	1	"	"
Id.....	La Réunion des ma- çons.....	3	2	2	"	8	7	7	"	2	2	2	"
Nevers.....	Les employés de com- merce.....	4	2	"	"	3	3	"	"	2	2	"	"
Paris.....	Boucherie « Les Vrais amis ».....	"	"	"	"	(1)	569	200	54	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers et pâtisseries..	27	75	65	426	24	50	45	578	65	55	55	442
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	600	140	640	(1)	800	200	550	(1)	1,000	200	650
Id.....	Union de la charcute- rie.....	345	369	315	"	362	317	262	4	281	393	248	1
Id.....	« L'Étoile » garçons res- taurateurs et limona- diers.....	385	"	31	896	(1)	(1)	35	1,116	320	79	1,187	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Paris	Sommeliers d'hôtel	271	160	155	107	"	"	"	"	141	129	116	150
Id.	« L'Union Helvetia »	354	121	121	51	298	126	108	109	249	141	123	51
Id.	Les employés d'hôtels	(1)	(1)	30	18	(1)	(1)	31	18	(1)	(1)	20	22
Id.	Gens de maison	(1)	66	17	2	(1)	63	20	3	(1)	50	14	2
Id.	Les concierges-gérants	12	11	2	"	13	11	5	"	7	10	5	"
Id.	Compagnons tisseurs-ser- randiniers	39	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	« La Couturière »	10	25	10	"	4	15	4	"	23	15	23	"
Id.	L'Union générale des gantiers	4	4	4	"	4	5	4	"	3	3	3	"
Id.	« Le Bâtiment »	18	15	2	1	8	8	1	1	17	11	1	1
Id.	« La Menuiserie de Paris »	3	1	2	"	5	2	2	"	"	"	"	"
Id.	Compagnons charrons	64	71	39	25	67	79	23	44	"	"	"	"
Id.	Commis et entrepreneurs de peinture	"	"	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Id.	Ouvriers paveurs	227	134	108	"	234	170	157	"	147	52	20	32
Id.	« La Quincaillerie »	31	17	13	4	28	17	10	7	37	23	17	6
Id.	Les Mécaniciens de la Seine	25	3	11	"	6	4	"	5	"	"	"	"
Id.	L'« Amitié »	"	"	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"
Id.	Chauffeurs - conducteurs de machines	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Id.	L'union des chauffeurs- conducteurs - électri- ciens	9	4	2	2	6	4	2	2	5	4	3	1
Id.	Les employés de trans- port	"	"	"	"	3	"	2	1	"	"	2	1
Id.	« Les Comptables »	171	96	83	13	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Les garçons de recette et de caisse	"	"	"	"	7	1	2	"	12	1	2	"
Id.	Les employés d'assuran- ces maritimes	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Id.	« La Prévoyance humani- taire »	"	"	"	"	6	4	2	2	7	3	2	1
Id.	« La Saint-Michel »	1,200	770	200	238	1,230	264	196	400	1,200	249	186	207
Id.	Association générale d'Al- sace-Lorraine	"	"	"	"	221	401	140	"	206	383	147	"
Rouen	Secrétaires et employés de mairie	3	"	"	"	2	"	"	"	(1)	1	"	"
Id.	La « Prévoyance mu- tuelle »	3	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon	Société amicale des an- ciens élèves de l'école nouvelle	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (3^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Angers	Patronage des libérés....	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	1	"	(1)	(1)	"	1
Id.	Sœurs du « Bon Pasteur ».	"	"	"	"	"	"	"	"	6	4	5	"
Bayonne	Société de Sainte-Anne..	40	86	28	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Belle-Ile	Les pupilles libérés	"	"	"	"	(1)	10	4	"	"	"	"	"
Bordeaux	Assistance par le travail.	(1)	1	7	7	(1)	(1)	9	6	(1)	(1)	11	6
Id.	La « Maison du Marin »..	105	87	87	"	63	(1)	38	"	83	54	54	"
Boulogne - sur- Mer	Les Jardiniers ouvriers..	63	63	63	"	63	63	63	"	63	63	63	"
Bourges	Les prisonniers libérés..	2	(1)	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"
Clermont - Fer- rand	Les sœurs de l'Immaculée- Conception	(1)	(1)	30	5	(1)	(1)	24	6	(1)	(1)	20	6
Cluses (Haute- Savoie)	L'École nationale d'horlo- gerie	4	1	"	"	2	2	2	"	1	(1)	"	"
Coubeyrac (Gi- ronde)	Orphelinat agricole	1	"	1	"	2	"	"	"	(1)	(1)	1	"
Courville (Eure)	Assistance par le travail.	(1)	(1)	1	62	(1)	(1)	6	63	(1)	(1)	5	49
Die	Asile-orphelinat	8	6	2	1	4	6	4	"	4	3	3	"
Dunkerque	Maison du Marin	(1)	(1)	152	"	(1)	(1)	225	"	(1)	(1)	246	"
Epinal	Association amicale des anciens élèves	6	2	1	2	9	5	4	4	6	1	3	1
Grand - Quevilly La Chalmelle (Marne)	Refuge	2	"	"	"	(1)	1	1	"	1	7	1	"
La Rochelle	Colonie agricole	20	16	14	"	22	5	3	4	"	"	"	"
Le Havre	« Maison du Marin »..	54	(1)	37	"	25	(1)	14	"	72	(1)	45	"
Id.	Assistance par le travail.	124	(1)	1	"	165	(1)	1	"	107	(1)	"	"
Id.	Sœurs de Saint-Aubin ..	53	61	30	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	École professionnelle et ménagère	1	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans	Sœurs servantes de Ma- rie	29	(1)	"	"	17	(1)	"	"	17	(1)	"	"
Le Puy	La Maison de filles	(1)	(1)	6	"	(1)	(1)	5	"	"	"	"	"
Le Vésinet	Orphelinat d'Alsace-Lor- raine	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"
Libourne	Orphelinat Saint-Paul..	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"
Lille	Office central des institu- tions charitables	208	186	56	"	190	141	43	"	"	"	"	"
Id.	Patronage des libérés	16	(1)	16	"	23	(1)	10	1	8	(1)	8	"
Lyon	Association de patrons ca- tholiques	333	488	190	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Asile protestant	19	54	13	1	17	85	14	"	12	40	11	"
Id.	Société philanthropique savoisienne	86	76	59	"	"	"	"	"	108	96	83	"
Id.	Patronage des libérés	26	(1)	19	"	39	(1)	29	"	46	(1)	35	"
Id.	Assistance par le travail.	112	(1)	"	35	90	(1)	"	28	54	(1)	"	31
Lue par Alzon (Gard)	Colonie agricole	1	1	1	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir) ..	Assistance de Saint-Jean.	(1)	13	4	9	(1)	9	1	8	"	"	"	"
Marseille	La Préservation	64	52	25	3	64	52	25	"	60	50	19	2
Id.	Assistance par le travail.	49	20	23	3	54	18	6	"	"	"	"	"
Melun	Assistance par le travail.	22	22	"	22	27	27	"	27	18	18	"	18
Couzon au Mont- d'Or (Rhône).	Société de Saint-Léonard	2	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes	Maison du Marin	162	(1)	139	"	185	(1)	100	"	119	(1)	84	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Nantes.....	L'Œuvre du Sacré-Cœur.	(1)	(1)	16	8	(1)	(1)	20	10	(1)	(1)	14	6
Nice.....	« Le Foyer ».....	"	"	"	"	18	20	15	"	"	"	"	"
Orléans.....	Patronage des libérés...	(1)	(1)	2	"	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"
Paris.....	Asile Saint-Charles.....	238	354	198	"	108	349	72	"	60	223	50	"
Id.....	Asile chrétien pour do- mestiques.....	24	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance du xvi ^e arron- dissement.....	"	"	"	"	3	(1)	3	"	11	11	11	"
Id.....	Assistance par le travail du vi ^e arrondissement.	37	(1)	22	"	32	(1)	6	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance par le travail du ii ^e arrondissement.	(1)	16	23	"	(1)	17	12	"	29	11	7	"
Id.....	Les sœurs de la Croix...	(1)	(1)	480	"	(1)	(1)	436	"	(1)	(1)	335	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	209	457	144	"	"	"	"	"	206	383	148	"
Id.....	« Home français ».....	"	"	"	"	(1)	(1)	12	"	"	"	"	"
Id.....	« Home israélite français »	"	"	"	"	(1)	(1)	2	8	"	"	"	"
Id.....	« The mission home »...	140	114	26	6	88	105	24	9	100	90	23	5
Id.....	« Home allemand ».....	(1)	35	66	"	(1)	28	38	"	(1)	13	22	"
Id.....	L'hospitalité de nuit.	(1)	(1)	"	27	(1)	(1)	"	7	(1)	(1)	"	13
Id.....	Assistance pour jeunes gens.....	39	38	34	"	48	36	34	"	44	32	27	"
Id.....	Employés du bâtiment...	"	"	"	"	27	15	15	"	"	"	"	"
Id.....	Les pauvres honteux...	"	"	"	"	29	9	5	"	25	4	2	"
Id.....	Patronage des libérés...	311	(1)	79	"	263	(1)	41	"	273	(1)	60	"
Id.....	Patronage « La Provi- dence ».....	8	10	"	30	"	"	"	"	11	5	"	34
Id.....	Patronage Saint-Antoine- de-Padoue.....	(1)	(1)	32	"	(1)	(1)	31	"	(1)	(1)	25	"
Id.....	Philanthropie savoi- sienne.....	120	251	153	"	82	210	122	"	72	184	120	2
Id.....	Philanthropie de Paris.	423	250	65	256	249	120	88	139	304	222	79	165
Id.....	Société des visiteurs...	48	34	34	"	47	30	30	"	"	"	"	"
Quimper.....	Les Enfants de la Provi- dence.....	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	4	"	(1)	(1)	2	"
Remiremont...	L'Orphelinat de l'Enfant- Jésus.....	1	5	"	"	1	2	1	"	"	3	"	"
Rochefort.....	« Fourneau économique ».	2	"	2	"	3	"	3	"	"	"	"	"
Roiffe (Vienne).	École de réforme Saint-Hi- laire.....	(1)	7	7	"	(1)	16	12	"	(1)	12	9	"
Roubaix.....	École nationale des arts industriels.....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Rouen.....	Sœurs de Saint-Aubin..	37	60	26	1	"	"	"	"	45	70	28	1
Saint-Étienne...	Les jardins ouvriers....	"	"	"	"	35	13	20	"	"	"	"	"
Saint-Germain- Village (Eure)	Orphelinat.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
Toulouse.....	Patronage des libérés...	25	6	5	7	11	3	3	5	10	5	5	4
Tours.....	Patronage des libérés...	"	"	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"
Tourville (Eure- et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	2	44	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Patronage des libérés...	9	1	2	"	6	3	3	2	7	4	5	3
Valenciennes...	Patronage des libérés...	1	(1)	"	1	"	"	"	"	1	(1)	"	1
Versailles.....	Patronage des libérés...	148	(1)	6	1	116	(1)	5	8	138	(1)	6	1
Vierzon (Cher).	Société amicale des an- ciens élèves de l'école nationale.....	5	2	1	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Yzeure (Allier).	École professionnelle et ménagère.....	"	"	"	"	(1)	(1)	3	2	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1901.	Juil. 1902.	Août 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	49 ^f 45	50 24	49 ^f 455
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	0 3323	"
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	25 25	21 25	20 50
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	28 00	31 25	31 875
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	63 625	57 50	57 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	80 00	78 50	73 125
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	39 00	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	62 50	71 00	71 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	57 12	56 37	56 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	125 00	143 00	143 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 50	47 00	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	166 25	144 00	141 50
Etain Banka, idem.....	311 30	338 50	333 00
Plomb, idem.....	29 525	33 50	33 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	42 50	50 50	47 965
Blé à Paris, idem.....	21 10	21 40	22 10
Blé à Nantes, idem.....	20 45	"	20 45
Blé à Dijon, idem.....	22 35	"	20 35
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 24	1 30	1 28
Viande veau, idem.....	1 53	1 30	1 55
— mouton, idem.....	1 85	1 80	1 89
— porc, idem.....	1 50	1 51	1 54

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	490,232,000	491,502,000	"	1,270,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,943,235,000	1,949,540,000	"	6,305,000
Objets fabriqués.....	509,497,000	515,579,000	"	6,082,000
TOTAUX.....	2,942,964,000	2,956,621,000	"	13,657,000
DIMINUTION en 1902.....	.....	.....	13,657,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	444,542,000	473,959,000	"	29,417,000
Matières nécessaires à l'industrie..	757,245,000	663,494,000	93,751,000	"
Objets fabriqués.....	1,386,637,000	1,340,285,000	46,352,000	"
Colis postaux.....	154,202,000	149,787,000	4,415,000	"
TOTAUX.....	2,742,626,000	2,627,525,000	144,518,000	29,417,000
AUGMENTATION en 1902.....	.....	.....	115,101,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 910,322,500 francs du 1^{er} janvier au 12 septembre 1902 contre 898,811,800 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de: 1.28 p. 100.

Faillites. — 96 faillites et 14 liquidations judiciaires en août 1902 (contre 108 et 16 en août 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 106 demandes en août 1902, dont 84 pour des constructions neuves, contre 118 et 91 en août 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en août, septembre et octobre 1902.

ROUTES ET CHEMINS.

CHARENTE. — 4 septembre. — Sous-préfecture de Confolens : construction de chemins vicinaux ordinaires.....	114,500 ^f
RHÔNE. — 8 septembre. — Mairie de Lyon : construction de chaussées en pavés d'échant.....	157,861
RHÔNE. — 15 septembre. — Mairie de Lyon : construction de chaussées en pavés d'échant.....	100,000
ALGÉRIE. — 15 septembre. — Préfecture d'Oran : travaux d'empierrement.....	145,000
ALGÉRIE. — 23 septembre. — Préfecture d'Oran : rectification de route nationale.....	112,000
ALGÉRIE. — 24 septembre. — Préfecture d'Alger : travaux sur chemins de grande communication.....	150,000
ALGÉRIE. — 24 septembre. — Préfecture d'Alger : travaux de pavage.....	125,000
ALGÉRIE. — 24 septembre. — Préfecture d'Alger : construction de chaussées sur routes nationales.....	150,000
ALGÉRIE. — 26 septembre. — Préfecture d'Oran : construction de chemins.....	98,000
ALGÉRIE. — 3 octobre. — Préfecture d'Oran : construction de chemins.....	221,000
SARTHE. — 10 octobre. — Préfecture : cylindrage de matériaux d'empierrement pour 6 ans.....	255,000

CHEMINS DE FER.

CÔTES-DU-NORD. — 13 septembre. — Préfecture : ligne de Saint-Brieuc à Montcontour; infrastructure.....	295,000 ^f
LANDES. — 7 octobre. — Préfecture : ligne de Saint-Sever à Hagetman; infrastructure.....	1,100,000

CANAUx, NAVIGATION ET PORTS.

SEINE. — 13 septembre. — Tribunal de commerce : rivière de Seine; approfondissement du chenal entre Corbeil et Paris.....	165,000 ^f
NORD. — 17 septembre. — Préfecture : canal de la Sensée. Travaux d'amélioration.....	567,057
SEINE-INFÉRIEURE. — 23 septembre. — Préfecture : port du Havre. Démolition et reconstruction de la jetée Nord.....	2,700,000
MORBIHAN. — 27 septembre. — Préfecture : port d'Hennebont. Approfondissement et construction d'un quai.....	370,000

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

SEINE. — 13 septembre. — Tribunal de commerce : construction d'un collecteur, rue Bicpus.....	415,646 ^f
SEINE. — 13 septembre. — Tribunal de commerce : drainage du domaine de Picquenard.....	192,451

SEINE. — 13 septembre. — Tribunal de commerce : canalisation et distribution d'eaux d'égout sur le domaine de Picquenard.....	365,050 ^f
SEINE. — 13 septembre. — Tribunal de commerce : déviation de l'aqueduc des eaux d'Ourcq.....	189,372
SEINE. — Tribunal de commerce : maçonnerie d'égout.....	261,612
RHÔNE. — 22 septembre. — Mairie de Lyon : construction d'égouts.	112,445

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — 28 août. — Préfecture : construction d'un hôpital.....	297,000 ^f
HAUTE-SAÔNE. — 30 août. — Mairie de Vesoul : restauration et agrandissement de l'hôpital.....	185,000
PAS-DE-CALAIS. — 3 septembre. — Mairie de Courcelles : reconstruction de l'église.....	100,528
NORD. — 8 septembre. — Mairie de Cambrai : Démantèlement; construction de ponts.....	105,000
AIN. — 10 septembre. — Préfecture : construction d'une maternité départementale.....	118,946
HÉRAULT. — 18 septembre. — Préfecture : travaux à l'asile départemental d'aliénés.....	620,635
VERSAILLES. — 26 septembre. — Guerre : construction de magasins en ciment armé.....	127,357
ASSISTANCE PUBLIQUE. — 27 septembre. — Tribunal de commerce : création d'un hospice à Neuilly.....	152,213
ASSISTANCE PUBLIQUE. — 27 septembre. — Tribunal de commerce : assainissement à l'hospice de Bicêtre.....	569,114
LOZÈRE. — 30 septembre. — Mairie de Marvéjols : construction d'hospice.....	200,000
LORIENT. — 6 octobre. — Guerre : construction d'une batterie...	215,000

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

NORD. — 17 septembre. — Préfecture : canal de la Sensée. Tabliers métalliques.....	235,000 ^f
OISE. — 7 octobre. — Préfecture : rivière d'Oise. Construction d'un barrage. Tablier métallique.....	170,000

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 12 syndicats patronaux comptant 259 membres;
- 38 syndicats ouvriers comptant 3,473 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 234 membres;

et de la dissolution de :

- 31 syndicats patronaux comptant 1,672 membres;
- 2 syndicats ouvriers comptant 80 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en août, 17 en juillet, 8 en juin, 9 en mai, 1 en avril, 4 en mars, 1 en janvier et 11 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 55.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [9 juin 1902]. — Syndicat des **charcutiers** de Soissons et de l'arrondissement (21 membres). Siège social : rue de la Buerie, 11, SOISSONS.

Alpes-Maritimes [15 mars 1902]. — Syndicat **médical** du canton de Cannes (18 membres). Siège social : rue Bivouac, 1, CANNES.

Bouches-du-Rhône [5 août 1902]. — Union fraternelle des titulaires d'emplacements pour la vente des **journaux** (40 membres). Siège social : rue des Chartreux, 11, MARSEILLE.

Calvados [29 juin 1902]. — Syndicat des Maîtres **ébénistes** et tapissiers de Caen (# membres). Siège social : place Saint-Sauveur, 16, CAEN.

Côtes-du-Nord [6 juin 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiment** de la ville de Saint-Brieuc (34 membres). Siège social : rue Saint-Michel, 51, SAINT-BRIEUC.

Doubs [1^{er} juillet 1902]. — Syndicat des **maraichers** des Chaprais (15 membres). Siège social : BESANÇON.

Gironde [12 mai 1902]. — Syndicat des fabricants de **chaussures** de Bordeaux et de la région (17 membres). Siège social : rue de Kater, 111, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine [15 juillet 1902]. — Chambre syndicale de l'**épicerie** fougèraise et de l'arrondissement (28 membres). Siège social : salle des Réunions, rue de l'Horloge, FOUGÈRES.

Meurthe-et-Moselle [24 juin 1902]. — Syndicat des **sels** gemmes et ignigènes (20 membres). Siège social : rue Gambetta, 48, NANCY.

Saône-et-Loire [16 juillet 1902]. — Syndicat des entrepreneurs de **menuiserie** de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône (22 membres). Siège social : quai Sainte-Marie, 6, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine [10 août 1902]. — Chambre syndicale des **facteurs** à la criée des abattoirs de la Villette (5 membres). Siège social : rue de Flandre, 126, PARIS-19^e. — [27 juin 1902]. — Chambre syndicale des agences de ventes et locations de **propriétés** des départements de Seine et Seine-et-Oise (Paris excepté) (39 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [29 avril 1902]. — Chambre syndicale ouvrière des produits **chimiques** et industries similaires ou connexes de Chauny (150 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 20, CHAUNY. — [17 mai 1902]. — Chambre syndicale des **typographes** et des professions similaires de Chauny (10 membres). Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY. — [4 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **boutons** et professions similaires (39 membres). Siège social : CRÉZANCY.

Alpes (Hautes) [1^{er} mars 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P.-L.-M. (Section de Veynes) (80 membres). Siège social : Hôtel de ville, VEYNES.

Alpes-Maritimes [1^{er} juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **confiseurs**, pâtisseries et parties similaires de Nice (23 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Ardeche [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. (Section du Teil) (150 membres). Siège social : LE TEIL. — [4 mai

1902]. — Fédération des coketiers des **chemins de fer P.-L.-M** (20 membres). Siège social : rue de la République, LE TEIL.

Aube [31 mars 1902]. Syndicat des **cantonniers et chefs-cantonniers** du département de l'Aube (300 membres). Siège social : Hôtel de ville, TROYES. — [10 juillet 1902]. — Union fraternelle des employés de la compagnie des **tramways** de Troyes (49 membres). Siège social : rue de la Cité, 39, TROYES.

Bouches-du-Rhône [20 juillet 1902]. — Syndicat international des **hommes de peine** de Marseille (27 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [29 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers du **port et travaux similaires** de Port-Saint-Louis-du-Rhône (142 membres). Siège social : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

Charente-Inférieure [4 mai 1902]. — Association fraternelle et amicale des **chefs-cantonniers et cantonniers** du département de la Charente-Inférieure (150 membres). Siège social : SAINTES.

Côtes-du-Nord [22 juillet 1902]. — Association syndicale des ouvriers **couvreur**s de Saint-Brieuc (25 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Drôme [1^{er} avril 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** (Section de Portes) [40 membres]. Siège social : café Monier, PORTES.

Eure [1^{er} juin 1902]. — Union syndicale des **apprêteurs**, décatisseurs et parties similaires de Louviers (76 membres). Siège social : Hôtel de ville, LOUVIERS. — [15 mai 1902]. — Union syndicale des ouvriers **métallurgistes** de Louviers et des environs (12 membres). Siège social : Hôtel de ville, LOUVIERS.

Eure-et-Loir [24 novembre 1901]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs en métaux et parties similaires** de Dreux et des environs (22 membres). Siège social : rue d'Orisson, 22, DREUX.

Garonne (Haute) [22 juillet 1902]. — Association amicale des ouvriers **boulangers indépendants** de Toulouse (40 membres). Siège social : rue de la Pomme, 22, TOULOUSE. — [13 juillet 1902]. — Syndicat des **cantonniers** du département de la Haute-Garonne (425 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Hérault [4 juillet 1902]. — Syndicat des ouvriers **sculpteurs sur bois** de la ville de Montpellier (18 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Isère [1^{er} janvier 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** [section de Grenoble] (104 membres). Siège social : cours Berriat, 80, GRENOBLE.

Jura [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** [section de Dôle] (126 membres). Siège social : café du Commerce, rue de Besançon, DOLE. — [1^{er} janvier 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** [section de Lons-le-Saunier] (55 membres). Siège social : café du Commerce, place de la Liberté, LONS-LE-SAUNIER. — [20 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers **manœuvres** de Salins (38 membres). Siège social : rue Prével, 8, SALINS.

Loire (Haute-) [16 mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires réunis du bassin houiller de Langeac (62 membres). Siège social : restaurant Passenard, LANGEAC.

Lot [14 juin 1902]. — Syndicat **typographique** de Cahors (30 membres). Siège social : rue Clément-Marot, CAHORS.

Nord [8 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures militaires** de Lille (45 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE. — [10 juillet 1902]. — «L'Égalité», chambre syndicale des ouvriers de **filature** de lin, chanvre et étoupes et des ouvriers filtiers de Lille et des environs (122 membres). Siège social : rue du Chauffour, 2, LILLE. — [15 juillet 1902]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires (40 membres). Siège social : rue Voltaire, 44, ROUBAIX.

Puy-de-Dôme [3 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et aides-charpentiers de la ville de Clermont-Ferrand (40 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées-Orientales [4 août 1902]. — Chambre syndicale des manœuvres aides-maçons de la ville de Perpignan (37 membres). Siège social : PERPIGNAN.

Saône-et-Loire [4 août 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Chagny] (70 membres). Siège social : rue du Pavillon, CHAGNY. — [7 novembre 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Chalon-sur-Saône] (29 membres). Siège social : rue d'Autun, 66, CHALON-SUR-SAÔNE.

Savoie (Haute-) [1^{er} octobre 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section d'Annemasse] (89 membres). Siège social : café Veuve Gevaux, avenue de la Gare, ANNEMASSE.

Seine [2 novembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **déménageurs** de Paris et du département de la Seine (270 membres). Siège social : boulevard de Grenelle, 56, PARIS-15^e. — [20 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **emballeurs en chiffons** et parties similaires du département de la Seine (62 membres). Siège social : rue de l'Oureq, 88, PARIS-19^e. — [30 mai 1902]. — « L'Union fleuriste », association amicale et professionnelle des employés et employées des magasins de **fleurs** naturelles (441 membres). Siège social : rue de Clichy, 33, PARIS-9^e. — [1^{er} juin 1902]. — Union syndicale des ouvriers **tôliers** des départements de Seine et Seine-et-Oise (15 membres). Siège social : rue Saint-Louis-en-l'Île, 6, PARIS-4^e.

3° SYNDICATS MIXTES.

Alpes-Maritimes [28 mai 1899]. — Syndicat agricole et **horticole** du Broc (52 membres). Siège social : maison Giraudy, LE BROC.

Ille-et-Vilaine [9 mars 1902]. — Syndicat des **marins** de la Houle-Cancale (120 membres). Siège social : CANCALE.

Nord [16 juillet 1902]. — Association professionnelle des **journalistes** de la région du Nord (62 membres). Siège social : Grand'Place, 10, LILLE.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [2 juillet 1902]. — Fédération des chambres syndicales ouvrières de Chauny (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Chaussée, 6, CHAUNY.

Seine [19 octobre 1901]. — Fédération nationale ouvrière des **transports** en commun de France et des colonies (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3^e.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [30 mars 1887]. — Syndicat **horticole** commercial de Montreuil-sous-Bois (15 membres). Siège social : rue Franklin, 37, MONTREUIL-SOUS-BOIS. — [25 septembre 1895]. — Association des rectificateurs d'**alcools** (9 membres). Siège social : Bourse du Commerce, PARIS-1^{er}. — [21 avril 1895]. — Syndicat des maîtres d'**armes** civils de France (110 membres). Siège social : rue Laffitte, 13, PARIS-9^e. — [25 novembre 1895]. — Syndicat des **assureurs** agricoles (70 membres). Siège social : rue Richelieu, 108, PARIS-2^e. — [19 février 1896]. — Chambre syndicale des entrepositaires de **bières** de Paris (17 membres). Siège social : rue Croix-Nivert, 114, PARIS-15^e. — [21 septembre 1900]. — Syndicat national de défense des **débitants** de boissons de France et des Colonies

(548 membres). Sièges social : rue du Faubourg-Montmartre, 27, PARIS-9°. — [8 mai 1891]. — Syndicat des **brasseurs** français et entrepositaires de bières françaises à Paris (3 membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [6 décembre 1887]. — Chambre syndicale de la **chemiserie** en gros (? membres). Sièges social : rue du Sentier, 38, PARIS-2°. — [4 mars 1890]. — Syndicat de la grande industrie **chimique** (12 membres). Sièges social : quai Saint-Michel, 13, PARIS-5°. — [2 février 1890]. — Syndicat des produits **chimiques** et pharmaceutiques (25 membres). Sièges social : rue Réaumur, 53, PARIS-2°. — [26 mars 1890]. — Chambre syndicale des fabricants de **coffres-forts** et fermetures de sûreté (16 membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS, 10°. — [14 juin 1892]. — Syndicat général des **coiffeurs** de dames (Paris, Départements, Etranger) [50 membres]. Sièges social : rue de la Paix, 7, PARIS-2°. — [30 avril 1890]. — Chambre syndicale des **commissionnaires** en poissons aux Halles centrales de Paris (17 membres). Sièges social : Rue Rambuteau, 61, PARIS-4°. — [20 juin 1890]. — Chambre syndicale des fabricants de **couronnes** funéraires (7 membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [23 janvier 1895]. — Chambre syndicale des **dessinateurs** et graveurs sur bois d'art industriel (21 membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [1^{er} novembre 1896]. — Syndicat des **explorateurs** français (26 membres). Sièges social : rue Grange-Batelière, 13, PARIS-9°. — [13 mai 1895]. — Société civile particulière des **géomètres** experts de la France (177 membres). Sièges social : rue Serpente, 28, PARIS-6°. — [29 mai 1899]. — Association des **géomètres** experts pour l'Exposition de 1900 (23 membres). Sièges social : rue d'Angoulême, 6, PARIS-11°. — [19 février 1890]. — Chambre syndicale des **horticulteurs**, fleuristes et entrepreneurs de jardins des départements de la Seine et de Seine-et-Oise (200 membres). Sièges social : rue Saussure, 2, PARIS-17°. — [17 juillet 1890]. — Chambre syndicale de l'**imprimerie** typographique (? membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [? octobre 1884]. — Syndicat des **ingénieurs-conseil** en matière de propriété industrielle (50 membres). Sièges social : cité Rougemont, 10, PARIS-9°. — [23 janvier 1892]. — Syndicat des directeurs ou associés de **manèges** de la ville de Paris (13 membres). Sièges social : rue Duphot, 12, PARIS-1^{er}. — [29 juin 1895]. — Syndicat général des **médecins** de Paris et du département de la Seine (102 membres). Sièges social : place Dauphine, 14, PARIS-6°. — [19 juillet 1889]. — Union scientifique et syndicat des **médecins-pharmaciens** français (? membres). Sièges social : rue Mouffetard, 143, PARIS-5°. — [7 mars 1894]. — Alliance **médicale** de France et syndicat (36 membres). Sièges social : rue Saint-Charles, 119, PARIS-15°. — [5 octobre 1886]. — Chambre syndicale des marchands de reconnaissances du **Mont-de-Piété** de Paris et des départements (11 membres). Sièges social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [27 octobre 1888]. — Syndicat des directeurs des **mutuelles** réassurées (4 membres). Sièges social : rue de Provence, 48, PARIS-9°. — [26 juillet 1892]. — Chambre syndicale de l'industrie du **pétrole** (5 membres). Sièges social : rue de Provence, 60, PARIS-9°. — [21 novembre 1898]. — Syndicat de la **presse** de l'Exposition de 1900 (75 membres). Sièges social : rue Le Peletier, 6, PARIS-9°. — [En 1888]. — Syndicat de la **presse** parisienne professionnelle et périodique (27 membres). Sièges social : rue Laffitte, 3, PARIS-9°. — Syndicat des fabricants de **sucres-raffineurs** de France (3 membres). Sièges social : Bourse du commerce, PARIS-1^{er}.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [16 juillet 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de Roubaix (40 membres). Sièges social : rue de Lannoy, 34, ROUBAIX.

Vosges [3 février 1900]. — Chambre syndicale ouvrière **métallurgique** de Saint-Dié (40 membres). Sièges social : rue de la Prairie, 52, SAINT-DIÉ.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893).....	8 fr.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des ar- tèles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaires et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{re} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III : <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
<i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
<i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902).....	3 fr. 50
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{re} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	2 fr. 50
Tome II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
<i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
<i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
<i>En Allemagne</i> . — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
<i>En Autriche</i> . — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie: <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie: <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895)...	2 fr.
Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I^{er}. *Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.* — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. *Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun. 5 fr.

Saisie-arrest sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). 1 fr. 50

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.

Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901). — 1 vol. in-8° de 416 p. (1902). 3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

Dén. gén. — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894). 15 fr.

Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893). 7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I^{er}. *Région de Paris au Nord et à l'Est* (15 départem.). — Tome II. *Région du Sud-Est* (27 départem.). — Tome III. *Région de l'Ouest au Midi* (45 départem.). — Tome IV. *Résultats généraux.* — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun. 10 fr.

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I^{er}. *Moteurs à vapeur.* — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900). 3 fr. 50

Tome II. *Moteurs hydrauliques.* — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901). 3 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle, Années 1890-1891-1892.

1 vol. de 641 p. 7 fr. 50

Années 1893 à 1896. — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun. 5 fr.

— 1897. 1 vol. de 304 p. 6 fr.

— 1898. 1 vol. de 197 p. 5 fr.

— 1899 et 1900. 1^{er} volume: *Mouvement de la population*, 313 p. 5 fr.

— — 2^e volume: *Établissements d'assistance*, 217 p. 5 fr.

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1901. — 5 vol. de 520, 653, 615, 583 et 592 p. Chacun. 7 fr. 50

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

Années 1890-1891. — 1 vol. gr. in-8° de 123 p. 1 fr. 50

1892. — 1 vol. de 186 p. 1 fr. 50

1893. — 1 vol. de 425 p. 3 fr. 50

1894 à 1898. — 5 vol. de 304, 352, 374, 320 et 352 p. Chacun. 3 fr.

1899. — 1 vol. de 632 p. 3 fr. 50

1900. — 1 vol. de 619 p. (1901). 3 fr. 50

Annuaire des syndicats professionnels (1897) [1897]. — *Idem.* (1898-1899).

[1897]. — *Idem.* (1900) [1900]. — 3 vol. in-8° de 620, 614 et 688 p.

Chacun. 5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉRIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
du travail en septembre.....	669	Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Indus-	
tuation générale.....	672	trie, des Postes et des Télégraphes, en date du	
èves en septembre.....	675	21 septembre 1902, aux inspecteurs division-	
nciliation et arbitrage en septembre.....	678	naires du travail sur l'application du décret du	
on et opérations de la caisse nationale des		28 mars 1902.....	717
ites pour la vieillesse (1901).....	679		
ation, en 1901, de la loi du 3 novembre			
, sur le travail des femmes et des enfants..	681		
		<i>Renseignements divers.</i>	
<i>Jurisprudence.</i>		Analyse, par département, des renseignements	
u 9 avril 1898 et article 1382 du Code civil :		fournis : 1° par les associations patronales, etc. ;	
ou en responsabilité du droit commun.....	701	2° par les correspondants.....	723
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Analyse, par département, des renseignements	
gne : Revue du travail. — Placement. —		fournis par les associations ouvrières.....	728
es. — Les grèves et lock-outs en 1901. —		Prix-courant des coopératives de consommation ..	741
pection des fabriques et des mines en		Prix courants divers ; commerce extérieur ; trans-	
se (1901).....	705	ports, faillites ; autorisations de bâtir ; adjudica-	
ae : Placement. — Grèves.....	709	tions.....	742
ue : Placement. — Grèves.....	709	Mouvement syndical.....	745
g-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —		Bibliographie.....	749
ifications survenues en 1901 dans les salaires			
a durée du travail. — Les grèves et lock-			
en 1901.....	710		
de : Les chambres de travail en 1901.....	717		

PARIS.

GERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS ORGANISÉS

PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES. (Suite.)

[ANNÉE 1901-1902.]

SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'HABILLEMENT, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
Reprise du cours gratuit de coupe au siège social, le *mercredi*, M. LAROCHE, professeur. — Ouverture d'un second cours de coupe, 68, rue de Mas, le *lundi*, M. LAROCHE, professeur.
SYNDICAT DES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE, 14, rue des Petits-Carreaux, Paris.
Réouverture des cours de dessin et de mécanique, 228, rue Lafayette.
SYNDICAT DES FAÇONNIERS PASSEMENTIERS À LA BARRE, 41, rue des Panoyaux, à Paris.
Les cours gratuits sont repris au siège social depuis le 8 novembre 1901, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi*, *vendredi*, de 8 heures à 10 heures du soir, et le *dimanche* de 10 heures du matin à midi.

COURS ORGANISÉS À LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1^o Cours professionnels.

UNION DES CHAUFFEURS. — Cours d'électricité, de 8 à 9 heures du soir, le *lundi*, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 heures du soir, le *mardi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SELLIERS EN VOITURES. — Cours de dessin, montage et coupe, de 8 à 10 heures, le *mercredi*, salle B.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-BROCHEURS EN CHAUSSURES. — Cours professionnel de 8 heures et demie à 10 heures et demie, le *mercredi*, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUDRONNIERS EN FER. — Cours professionnel (les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois), de 8 heures et demie à 11 heures, le *jeudi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES SERRURIERS EN BÂTIMENT. — Cours professionnel de 8 à 10 h., le *jeudi*, salle C.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour hommes de 9 à 11 heures, le *jeudi*, salle D.
CHAMBRE SYNDICALE DES CHAUFFEURS-CONDUCTEURS. — Cours professionnel de 9 à 10 h., le *vendredi*, salle A.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de construction, d'entretien et de conduite d'automobiles, de 9 à 10 heures, le *samedi*, salle A.
CHAMBRE SYNDICALE DES TAILLEURS. — Cours de coupe pour dames, de 9 à 11 h., le *samedi*, salle D.
UNION DES CHAUFFEURS-MÉCANICIENS. — Cours de chauffage et conduite de machines à vapeur, de 2 heures et demie à 5 heures, le *dimanche*, salle A.

2^o Cours professionnels de l'annexe de la Bourse du Travail (rue Jean-Jacques-Rousseau, 35).

CHAMBRE SYNDICALE DES FEMMES STÉNO-DACTYLOGRAPHES. — Cours de sténographie et de dactylographie, de 8 à 11 heures du soir, les *lundi*, *mercredi*, *jeudi* et *samedi*.
CHAMBRE SYNDICALE DES COUPEURS-TAILLEURS. — Cours de coupe, de 8 à 10 heures, le *mardi* et le *jeudi*.

Les **Concours de travaux manuels et d'encouragement**, organisés par la Commission administrative de l'École professionnelle de la Chambre syndicale du Papier entre tous les *Apprentis* et jeunes *Employés* des deux sexes appartenant au commerce et à l'industrie du papier, auront lieu cette année, à partir du samedi 5 avril, selon le programme et les conditions spéciales à chaque industrie.

S'adresser pour tous renseignements à M. le Directeur de l'école professionnelle, 10, rue de Lancry (Hôtel des chambres syndicales).

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (17^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations sur la situation industrielle à la fin du deuxième trimestre ou au commencement du troisième trimestre de 1902, qui ont été envoyées à l'Office du travail par les chambres syndicales patronales, au nombre de 137, groupant 8,635 établissements occupant 336,000 ouvriers :

1^o Comparaison avec l'état du travail en 1901 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS (1).
Travail plus abondant.....	8 p. 100.	11.5 p. 100.	24.8 p. 100.
Travail équivalent.....	50 —	51.2 —	53.3 —
Travail moins abondant.....	42 —	37.3 —	21.9 —

2^o Comparaison avec les prix de vente en 1901 à pareille époque :

Prix de vente plus rémunérateurs....	7.3 p. 100.	4.7 p. 100.	8.9 p. 100.
Prix de vente équivalents.....	56.2 —	66.4 —	60.1 —
Prix de vente moins rémunérateurs..	36.5 —	38.9 —	31 —

3^o Mouvement des prix par rapport au trimestre précédent :

Prix de vente en hausse.....	19 p. 100.	15.8 p. 100.	3.8 p. 100.
Prix de vente sans variation.....	64 —	67.8 —	60.6 —
Prix de vente en baisse.....	17 —	16.4 —	35.6 —

(1) Proportion par rapport à l'effectif total indiqué ci-dessus : 336,000.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées à l'Office du travail par 1,070 chambres syndicales ouvrières, groupant 170,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 966, avec 149,000 adhérents, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,000, ce qui correspond à une moyenne de 10 p. 100 environ (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris dans ces chiffres).

L'ouvrage, pendant le mois de septembre a été jugé, en comparaison avec la situation en août, plus abondant par 8 p. 100 des syndicats, réunissant 9 p. 100 des adhérents; équivalent par 77 p. 100 des syndicats, avec 70 p. 100 des adhérents; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des adhérents.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 387 syndicats, réunissant 44,000 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 285 syndicats, avec 62,000 adhérents, ont répondu par la négative.

L'activité pendant le mois de septembre s'est continuée normalement dans les travaux agricoles, et dans la pêche, dont le rendement, il est vrai, a été peu satisfaisant. Il y a eu ralentissement du travail dans les travaux forestiers proprement dits, dans les carrières, dans certains métiers de l'alimentation (garçons de café, d'hôtels, de restaurants), dans la fabrication des produits chimiques, les industries du livre, dans la sellerie-bourrellerie, dans le tissage de coton et de laine, le peignage de laine, la fabrication des soieries, la teinture et l'apprêt, la carrosserie, les industries métallurgiques, la fabrication des boîtes de conserves, et dans la plupart des industries du bâtiment.

L'activité a été satisfaisante dans les mines. Il se dessine une reprise dans la préparation des cuirs et des peaux, dans l'industrie de la fourrure, dans la passementerie, dans les industries du vêtement, dans l'industrie du meuble, du découpage et de la dorure sur bois, et dans la verrerie. Il y a accalmie dans la fabrication des chaux et des ciments; la situation est normale dans la céramique, très satisfaisante dans la fabrication des glaces. Le chômage est assez accentué en ce moment parmi les ouvriers des ports.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur le littoral breton et vendéen, on se plaint des résultats de la saison pour la pêche de la sardine, du merlan et des autres poissons. Les usines de conserves ont moins travaillé que les années précédentes.

D'après les renseignements recueillis par le *Bulletin des Halles*, la récolte du blé aurait produit 125,202,000 hectolitres pour 6,836,111 hectares ensemencés. La récolte de 1902 dépasserait ainsi de 11,718,000 hectolitres la production moyenne des dix années précédentes.

Le froid et l'humidité survenus à la fin du mois ont contrarié les vendanges commencées, et ont inquiété les cultivateurs du Nord sur le sort de la récolte betteravière.

Le travail en forêts est calme en ce moment; parmi les ouvriers bûcherons, le ralentissement annuel dans les occupations agricoles détermine un accroissement du chômage.

On peut évaluer à 10 p. 100 la proportion moyenne des chômeurs, dans l'ensemble du groupe, d'après les réponses des syndicats.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 130,000 ouvriers environ, soit environ les trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	5.81	"	"	3	33	64
Loire.....	5.83	"	"	"	53	47
Gard et Hérault.....	5.96	"	"	"	16	84
Provence (bgnites).....	5.17	"	"	40	35	25
Bourgogne et Nord-Est..	5.76	"	"	"	88	12
Centre.....	5.76	"	"	"	34	66
Tarn et Aveyron.....	5.46	"	"	41	27	32
ENSEMBLE pour la France.	5.80	"	"	5	37	58

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.81. Il était de 5.77 en septembre 1901.

CARRIÈRES. — Il y a ralentissement du travail dans diverses régions, état stationnaire ailleurs, avec 50 heures ou 72 heures de travail hebdomadaire. La moyenne de chômage, indiquée par les syndicats, se relève à 9 p. 100.

ALIMENTATION. — La proportion moyenne des chômeurs, pour l'ensemble du groupe, ressort à 12 p. 100, d'après les réponses de 52 syndicats de boulangers, cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, bouchers, charcutiers, garçons limonadiers, garçons brasseurs, etc. Cette augmentation du chômage par rapport au mois précédent, pour lequel la moyenne ressortait à 10 p. 100, doit être attribuée à la fin de la saison estivale dans les villes d'eaux et les bains de mer.

En comparaison avec le mois d'août, il y a augmentation du travail, pour 5 p. 100 des syndicats, groupant 4 p. 100 des adhérents; état stationnaire, pour 83 p. 100 des syndicats, avec 80 p. 100 des adhérents; diminution du travail, pour 12 p. 100 des syndicats, avec 16 p. 100 des adhérents.

La production des alcools, à la fin du mois d'août 1902 (onze premiers mois de la campagne 1901-1902), s'élève à 1,754,482 hectolitres, produits par les distillateurs et les bouilleurs de profession, contre 2,349,444 hectolitres produits pendant la période correspondante de la campagne précédente. La diminution porte sur les alcools de vins, de betteraves et de substances farineuses. La production des bouilleurs de cru, pendant la même période, peut être évaluée à

182,420 hectolitres, contre 287,556 hectolitres, évaluation correspondant aux onze premiers mois de la campagne précédente (1).

En industrie sucrière, au 31 août 1902, 332 fabriques avaient terminé les travaux de défécation. Le poids total des betteraves mises en œuvre s'élève à cette date à 9,350,851,795 kilogrammes, contre 8,717,439,211 kilogrammes mis en œuvre pendant la période correspondante de la campagne précédente. La quantité totale de sucre extraite des turbines est de 992,578,839 kilogrammes, contre 984,685,578 kilogrammes, extraits à la date du 31 août 1901 (2).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — CARTON. — INDUSTRIES DU LIVRE. — Il n'y a pas de changements notables signalés depuis le mois dernier dans les usines de produits chimiques; le travail est aussi le même dans les raffineries de pétrole. En ce qui concerne la papeterie, des renseignements non concordants sont fournis suivant les régions: l'activité est considérée comme satisfaisante à Thiers et à Essonnes; dans la Haute-Vienne, au contraire, les ouvriers syndiqués se plaignent du chômage.

Chez les typographes, lithographes et similaires, la situation reste calme et ne s'est pas améliorée depuis le mois précédent; le chômage moyen est de 9 p. 100 pour l'ensemble des syndicats, il dépassera 11 p. 100 à Paris et n'est que de 5 p. 100 en province. Comparativement avec l'état du travail pendant le mois d'août, l'ouvrage est jugé plus abondant par 9 p. 100 des syndicats, réunissant 12 p. 100 des adhérents, équivalent par 73 p. 100 des syndicats, avec 74 p. 100 des adhérents, moins abondant, par 18 p. 100 des syndicats, avec 14 p. 100 des adhérents.

CUIRS ET PEAUX. — Chez les tanneurs, corroyeurs, mégissiers, la majorité des appréciations syndicales atteste un état stationnaire, mais qui ne pourra être de longue durée, vu la hausse générale des cours de la matière fabriquée. On signale, toutefois, une augmentation d'activité chez les tanneurs, à Lyon, à Limoges et à Rouen; chez les mégissiers-palissonneurs, à Millau; un ralentissement chez les mégissiers en peaux de mouton, à Paris.

Dans la cordonnerie, le travail, en général, n'a pas encore pleinement repris; chez les fourreurs, la saison est commencée et l'ouvrage paraît abondant; chez les selliers-harnacheurs et chez les selliers de l'article de chasse, la saison touchant à sa fin, il y a naturellement ralentissement. Rien n'est signalé touchant la ganterie.

La moyenne de chômage, pour l'ensemble du groupe des cuirs et des peaux, ressort à 9 p. 100.

En comparaison avec le mois précédent, on estime que l'ouvrage est plus abondant, dans 9 p. 100 des syndicats, groupant 4 p. 100 des adhérents; équivalent, dans 75 p. 100 des syndicats, groupant 85 p. 100 des adhérents; moins abondant, dans 16 p. 100 des syndicats, groupant 11 p. 100 des adhérents.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, la proportion moyenne de chômeurs ressort à 9 p. 100, d'après les réponses de 66 syndicats. L'industrie cotonnière est toujours en même situation. Dans la région de Rouen, la filature marche dans des conditions satisfaisantes, mais le tissage laisse encore à désirer. En ce qui concerne l'industrie lainière, aucun changement n'est signalé dans les principaux centres; à Roubaix, la filature marche bien, le travail est moins abondant dans le tissage, et l'ouvrage diminue dans le peignage.

(1) *Journal officiel* du 20 septembre 1902.

(2) *Journal officiel* du 25 septembre 1902.

La situation reste au calme dans la fabrique lyonnaise. Dans la Loire, l'ouvrage est encore abondant pour les passementiers et les veloutiers. La reprise ne s'est pas encore produite chez les tullistes. Chez les apprêteurs, teinturiers, décatisseurs, à Paris, il y a en ce moment crise générale. Reprise chez les passementiers à la barre.

Dans la chapellerie, aucun changement n'est signalé.

Chez les tailleurs et couturiers et les diverses industries du vêtement, il y a une légère reprise; la saison d'hiver va commencer.

Pour l'ensemble du groupe des textiles et du vêtement, la proportion moyenne de chômeurs s'élève à environ 12 p. 100, d'après les réponses de 124 syndicats.

En comparaison avec la quantité d'ouvrage pendant le mois d'août, il y a augmentation, pour 11 p. 100 des syndicats, groupant 7 p. 100 des adhérents; équivalence, pour 75 p. 100 des syndicats, avec 61 p. 100 des adhérents; diminution, pour 14 p. 100 des syndicats, groupant 32 p. 100 des adhérents.

BOIS. — Il y a diminution du travail chez les charpentiers, à Paris, le Havre, le Mans, Lyon, Saint-Etienne, Marseille; partout ailleurs, situation stationnaire. Les ouvriers de l'ameublement, les scieurs-découpeurs, les doreurs sur bois sont, en général, bien occupés, et il y a reprise par rapport au mois dernier, notamment à Paris. Diminution d'ouvrage chez les carrossiers, à Moulins et à Orléans, chez les tonneliers, à Cette; chez les coffretiers, à Paris. Aucun changement chez les sabotiers-galochiers.

La proportion moyenne de chômeurs, pour le groupe entier des industries du bois, ressort à 8 p. 100 environ, d'après les réponses de 101 syndicats. En comparaison avec la quantité d'ouvrage pendant le mois d'août, il y a augmentation, pour 11 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des adhérents; état stationnaire, pour 73 p. 100 des syndicats, groupant 67 p. 100 des adhérents; diminution, pour 16 p. 100 des syndicats, avec 19 p. 100 des adhérents.

MÉTAUX. — Le marché métallurgique reste au calme; les transactions ne sont actives que pour les bicyclettes et les automobiles. Chez les ferblantiers-boitiers, le travail est très ralenti en raison des mauvais résultats de la pêche à la sardine.

Dans les industries du bronze et de la galvanoplastie, il paraît y avoir une légère reprise. L'activité se maintient chez les ouvriers en optique et en instruments de précision.

Pour le groupe entier des métaux, la moyenne de chômage ressort à 15 p. 100, et est sensiblement supérieure à celle du mois précédent (10 p. 100), d'après les réponses de 128 chambres syndicales. Le chômage le plus fort s'observe chez les mouleurs, fondeurs et métallurgistes.

Comparativement avec le mois d'août, l'ouvrage est jugé plus abondant par 11 p. 100 des syndicats, réunissant 8 p. 100 des adhérents, équivalent par 76 p. 100 des syndicats, avec 72 p. 100 des adhérents, moins abondant par 13 p. 100 des syndicats, avec 20 p. 100 des adhérents.

BÂTIMENT. — Dans les industries de la construction, la moyenne de chômage a beaucoup augmenté; elle s'élève à 12 p. 100, d'après les réponses de 152 syndicats de maçons, tailleurs de pierres, plâtriers, peintres, couvreurs, zingueurs. Pour ces professions, la fin de l'été marque le début de la morte-saison.

Comparativement avec l'état du travail pendant le mois d'août, il y a augmentation d'ouvrage, pour 10 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des adhérents; état stationnaire pour 66 p. 100 des syndicats, avec 60 p. 100 des adhérents.

rents; diminution d'ouvrage pour 24 p. 100 des syndicats, avec 25 p. 100 des adhérents.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail calme dans la chaudière, la fabrique de ciments, la tuilerie et la briqueterie.

Même situation que le mois précédent dans les industries céramiques, fabriques de faïence et de porcelaine.

La situation s'est sensiblement améliorée dans la verrerie en général; sauf pour les verriers en verre noir de Rive-de-Gier, qui souffrent d'un chômage considérable. La fabrication des glaces continue à présenter un bon courant d'activité.

Le chômage moyen, pour l'ensemble de ces industries, ressort à 8 p. 100 environ. En comparaison avec la quantité d'ouvrage en août, 10 p. 100 des syndicats, réunissant 33 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant, 90 p. 100 des syndicats, avec 67 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers, charretiers, camionneurs, marinières et bateliers, le chômage est en décroissance; chez les travailleurs de la manutention, et, notamment chez les ouvriers des ports, l'activité paraît s'être ralentie depuis le mois dernier. Le chômage est considérable à Dunkerque, et le travail a diminué à Calais, au Havre et à Brest.

Chez les employés de commerce, d'après les renseignements fournis par 30 chambres syndicales, on compte une proportion moyenne de chômeurs d'un peu moins de 4 p. 100; c'est dire que ces professions ont en ce moment de l'occupation en quantité suffisante.

Dans l'ensemble du groupe, comparativement avec le mois d'août, 1 p. 100 des syndicats, groupant 1 p. 100 des adhérents, estiment l'ouvrage plus abondant, 90 p. 100 des syndicats, avec 67 p. 100 des adhérents, l'estiment équivalent, et 9 p. 100 des syndicats, avec 32 p. 100 des adhérents, l'estiment moins abondant.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1902.

28 grèves ont été signalées en septembre à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 23 d'entre elles, est de 5,332. Il y avait eu, en septembre 1901, 31 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 50.

Ces 28 grèves, dont 24 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	9
Réduction de salaire.....	9
Réglementation du travail.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers et d'un directeur.....	3
Demande de renvoi d'un sous-directeur.....	1
Demande d'affichage de tarif.....	1
Demande de suppression d'une amende.....	1
Règlement d'atelier.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 18 départements et on en a compté :

4 dans le Nord et dans la Seine, 2 dans les Bouches-du-Rhône, la Marne, le Rhône, la Seine-Inférieure et les Vosges et 1 seule dans les 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 10; industries des métaux, 4; portefaix, 2; bâtiment, 2; charretiers, ouvriers en chaussures militaires, ébénistes, marins, mineurs, ouvriers en produits chimiques, ouvriers de raffinerie de sucre, sabotiers, ouvriers des salins, vanniers, 1 grève.

Des 28 grèves commencées en septembre, 16 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Quatre, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; trois, 3 jours; une, 5 jours; une, 6 jours; une, 7 jours; deux, 9 jours et une, 11 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 89 jours, 44 jours, 44 jours, 40 jours, 37 jours et 8 jours, on trouve, parmi les 22 conflits terminés, les résultats suivants :

4 réussites.
7 transactions.
11 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		MÉTÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
29 mai...	.....	Ourscamp.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	100	1
18 juin...	.....	Lévry.....	Ardenne.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	7	2
28 juin...	25 sept...	Paris.....	Seine.....	Bronzeurs et galvaniseurs.....	12	60	3
10 juillet...	.....	Isle.....	Haute-Vienne.....	Conducteurs-typographes.....	1	9	4
22 juillet...	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	16	5
31 juillet...	8 sept...	Lorient.....	Morbihan.....	Plâtriers.....	8	40	6
6 août...	19 sept...	Paris.....	Seine.....	Doreurs (chimiques).....	1	38	7
11 août...	20 sept...	Paris.....	Seine.....	Chapelliers.....	3	13	8
16 août...	22 sept...	Cette.....	Hérault.....	Déchargeurs de charbon.....	6	300	9
18 août...	1 ^{er} oct...	Boulien-lès-Anno- nay.....	Ardèche.....	Tisseuses.....	1	41	10
30 août...	.....	Decazeville.....	Aveyron.....	Métallurgistes et mineurs.....	1	2,119	11
GRÈVES COMMENCÉES							
2 sept...	3 sept...	Fos.....	Bouches-du-Rhône	Ouvriers des salines.....	1	50	1
3 sept...	12 sept...	Nouzon.....	Ardenne.....	Frappeurs.....	1	30	2
4 sept...	9 sept...	Halluin.....	Nord.....	Épeuleuses (tissage).....	1	70	3
5 sept...	8 sept...	Reims.....	Marne.....	Tisseurs.....	1	154	4
6 sept...	.....	Brest.....	Finistère.....	Marins.....	"	"	5
8 sept...	9 sept...	Paris.....	Seine.....	Raffinerie de sucre (Ouvrières d'une).....	1	200	6
8 sept...	10 sept...	Cette.....	Hérault.....	Charretiers.....	15	150	7
8 sept...	11 sept...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Armuriers.....	1	40	8
11 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Tourneurs-mécaniciens.....	1	16	9
15 sept...	18 sept...	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Terrassiers (tubistes).....	1	90	10
15 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	38	11
15 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	50	12
16 sept...	17 sept...	Saint-Maurice.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	225	13
16 sept...	25 sept...	Lyon.....	Rhône.....	Dessinateurs pour la fabrique.....	1	11	14
16 sept...	.....	Le Teil.....	Ardèche.....	Portefaix.....	1	"	15
16 sept...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-lampistes.....	1	7	16
17 sept...	19 sept...	Besançon.....	Doubs.....	Chaussures militaires (Ouv- riers en).....	1	140	17
17 sept...	19 sept...	Fresse.....	Vosges.....	Fileurs et tisseurs.....	1	105	18
18 sept...	25 sept...	Angers.....	Maine-et-Loire.....	Vanniers.....	1	13	19
19 sept...	25 sept...	Reims.....	Marne.....	Filature (Ouvriers de).....	1	109	20
23 sept...	.....	St-Louis-du-Rhône	Bouches-du-Rhône	Port (Ouvriers du).....	"	"	21
23 sept...	.....	Lille.....	Nord.....	Oourdisseurs.....	1	4	22
24 sept...	.....	Dorignies, etc. (C ^{ie} del'Escarpelle).....	Nord et Pas-de-Calais.....	Mineurs.....	1	3,423	23
25 sept...	6 oct...	La Rochelle.....	Charente-Inférieure.....	Phospho - guano (Ouvriers d'une usine de).....	1	178	24
26 sept...	27 sept...	Rouen.....	Seine-Inférieure.....	Tisseurs.....	1	94	25
27 sept...	.....	Arnay-le Duc.....	Côte-d'Or.....	Sabotiers.....	"	"	26
27 sept...	.....	La Frette.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	135	27
29 sept...	.....	Fiers-Breucq.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	"	28

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

U 1^{er} SEPTEMBRE 1902 (1).

Refus de conduire trois métiers au lieu de deux.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
Demande de limitation du nombre des apprentis et de suppression de l'embauchage des femmes.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
Demande de maintien du travail aux pièces.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Les grévistes ont été remplacés.
Demande de diminution du temps de travail. — Réglementation du travail.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Demande de retour à un ancien tarif.....	.....	Les mineurs se sont mis en grève par solidarité.

SEPTEMBRE 1902.

Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Transaction.	L'un des trois ouvriers sera embauché ailleurs.
Demande de suppression d'une amende.....	Échec.	
Demande de renvoi du sous-directeur.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande de réintégration d'une ouvrière.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Refus d'exécuter à la machine un travail précédemment fait à la main.....	Échec.	Cconciliation devant le juge de paix.
Réduction de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	.....	
Retard dans le paiement des salaires.....	.....	
Réduction de tarif.....	Réussite.	
Réduction de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation et d'affichage de tarif.....	.....	
Demande de maintien du directeur.....	Échec.	
Réduction de tarif.....	Transaction.	Le nouveau tarif a été conservé, mais une modification du taux des primes aboutit à une augmentation du salaire journalier.
Réduction de salaire.....	Échec.	
Demande de retrait d'un nouveau règlement.....	Échec.	Lock-out : le patron a fermé son usine le 19 septembre et procédé à un nouvel embauchage le 25.
Demande de suppression des ouvriers au mois.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Réduction de salaire.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	.....	
Demande de rétablissement de l'ancien tarif.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en septembre à la Direction du travail :

1° Grève d'ouvriers frappeurs, à Nouzon (Ardennes). — Le 3 septembre, 39 ouvriers frappeurs de l'usine Thomé-Génot, à Nouzon (Ardennes), cessèrent le travail à la suite du renvoi de trois de leurs collègues. Le directeur confia au syndicat patronal le soin de régler le différend ; dans une réunion des délégués des deux syndicats, tenue sur l'initiative du juge de paix de Charleville, le syndicat patronal fut d'avis que deux des ouvriers congédiés fussent repris ; mais les ouvriers persistèrent à réclamer la réintégration du troisième.

Le 10 septembre, le juge de paix convoqua un comité de conciliation, conformément à la loi de 1892. Puis, le lendemain, 11 septembre, sans attendre la réponse des parties, il se rendit à Nouzon et apprit que le conflit s'était terminé par une transaction. Le directeur reprenait les deux ouvriers visés par le syndicat patronal. Quant au troisième, un actionnaire de la société s'engageait à lui chercher une autre place et à lui payer son salaire tant qu'il chômerait. Tous les ouvriers ont repris le travail le 12 septembre.

2° Grève d'ouvriers charretiers, à Cette. — 150 ouvriers charretiers de Cette se sont mis en grève le 8 septembre pour obtenir une augmentation de salaire de 5 francs par semaine. La convention donnant gain de cause aux grévistes a été signée devant le juge de paix, le 9 septembre. Le travail a été repris le 10.

3° Grève des déchargeurs de charbon de Cette. — Les ouvriers déchargeurs de charbon du port de Cette, qui se sont mis en grève le 19 août pour obtenir la journée de 8 heures au lieu de 9 et l'augmentation à 13, au lieu de 9, du nombre des ouvriers de chaque équipe employée dans les cales, ont fait appel aussitôt à la médiation du juge de paix. Les entrepreneurs ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

La grève a pris fin le 22 septembre grâce à l'intervention du maire. La durée de la journée a été réduite à 8 heures, mais la composition des équipes n'a pas été modifiée.

4° Grève des ouvriers de l'usine de phospho-guano de La Rochelle. — Les ouvriers de l'usine de phospho-guano de la Rochelle se sont mis en grève le 25 septembre pour obtenir une augmentation de salaire de 0 fr. 25 pour les chauffourniers et de 0 fr. 55 pour les travailleurs des quais et des caves. Un comité de conciliation s'est réuni devant le juge de paix le 3 octobre. L'entente n'a pu s'établir. Les ouvriers ont repris le travail le 6 en abandonnant leur demande.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1901 (1).

Les versements, en 1901, ont été au nombre de 3,075,274 et se sont élevés à 66,304,194 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, soit 13,155,773 francs. Les chiffres correspondants étaient, en 1900 de 2,797,004 versements représentant une valeur de 55,745,317 francs; il y a donc en faveur de 1901 une augmentation de 278,270 sur le nombre et de 10,558,876 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1901 en vertu de la loi du 20 juillet 1866 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.....	1,646,036	20,566,010	20,242	4,237,602	1,666,278	24,803,612
Versements à capital réservé.....	1,372,772	24,359,559	32,822	3,985,250	1,405,590	28,344,809
TOTAL.....	3,018,808	44,925,569	53,064	8,222,852	3,071,872	53,148,421

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une augmentation de 279,787 sur le nombre et de 2,636,612 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une diminution de 3,603 sur le nombre et de 13,116 sur les sommes versées. Mais cette diminution n'est pour la plus grande part qu'apparente; elle est due surtout à des mesures prises pour faire entrer dans la catégorie des versements collectifs un certain nombre de versements effectués antérieurement à titre individuel au profit d'écoliers. Les versements à capital aliéné ont augmenté de 100,566 quant à leur nombre et de 1,227,877 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont augmenté de 175,618 en nombre, et de 1,395,619 francs pour leur montant.

Les versements à capital aliéné, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés en 1901, à 3,402 en nombre, et à 13,155,773 francs en somme. Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 4,425 bénéficiaires (contre 2,020 en 1900). Dans ce total de 13,155,773 francs, figure une somme de 975,306 francs versée par le Ministère du Commerce pour constituer 276 pensions au profit de victimes ou d'ayants droit de victimes d'accidents survenus en juin 1899 et mises à la charge de l'État.

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1901 s'élève à 240,316, savoir :

8,329 comptes individuels,
227,562 comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
4,425 comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898,

Ensemble 240,316 comptes.

(2) Rapport au Président de la République (*Journal officiel* du 26 juillet 1902.)

mines, et les établissements de la guerre et de la marine, qui font l'objet de rapports spéciaux, ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous).

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Établissements soumis aux lois de 1900 et 1893	164,592
Établissements soumis aux lois de 1848 et 1893	34,531
Établissements soumis à la loi du 12 juin 1893 seulement.....	111,093
Établissements soumis à la loi du 29 décembre 1900 seulement...	17,487
	<u>327,703</u>

Le nombre des établissements surveillés s'est accru, en 1901, de 18.326 (309,377 en 1900 contre 327,703 en 1901). La différence provient presque tout entière des établissements soumis à la loi du 29 décembre 1900 qui sont compris pour la première fois dans les statistiques annuelles, et qui sont au nombre de 17,487.

En défalquant du total ces 17,487 établissements, il reste 310,216 établissements industriels, accusant encore sur les chiffres de 1900 un accroissement de 839 unités.

Voici le relevé des établissements existants d'après l'importance du personnel occupé :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	P. 100.
Établissements occupant :		
de 1 à 5 ouvriers	250,597	76.5
de 6 à 20 ouvriers	55,987	17.1
de 21 à 100 ouvriers	16,915	5.1
de 101 à 500 ouvriers	3,776	1.1
plus de 500.....	428	0.13
TOTAL.....	<u>327,703</u>	

Le personnel employé dans les établissements se répartissait, en 1901, de la façon suivante :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	PROPORTIONS P. 100.	
		en 1901.	en 1900.
Enfants au-dessous { Garçons.....	246,719	8.6	8.5
de dix-huit ans. { Filles.....	234,388	8.2	7.8
Filles au-dessus de 18 ans et femmes.....	667,835	23.3	22.3
Hommes au-dessus de 18 ans.....	1,716,890	59.9	61.4
TOTAL.....	<u>2,865,832</u>		

L'augmentation du personnel féminin et enfantin constatée en 1901 par rapport à 1900 (1,148,942 contre 1,082,080) tient à ce que les établissements soumis à la loi du 29 décembre 1900 qui emploient uniquement des femmes, figurent pour la première fois dans les statistiques. Quant à la proportion des jeunes ouvriers de moins de 18 ans qui est passée de 8.5 à 8.6 p. 100, elle indique que les renvois d'enfants qui avaient été annoncés au cours de 1900 comme une conséquence de l'application de la loi du 30 mars, sont restés des faits isolés.

La répartition professionnelle des établissements existants et du personnel employé, qui figure ci-après, a été établie suivant une classification nouvelle destinée

à permettre de comparer à l'avenir les renseignements fournis par les inspecteurs avec les statistiques générales de l'Office du travail :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	
	d'éta- blissements.	d'ouvriers.
Pêche (établissements ayant un caractère industriel).....	308	991
Forêts, agriculture (établissements ayant un caractère industriel).....	416	1,955
Industries extractives (industries annexes des).....	84	530
Industries de l'alimentation.....	25,905	213,873
Industries chimiques.....	4,540	95,559
Caoutchouc, papier carton.....	2,497	68,768
Industries du livre.....	5,165	78,241
Industries textiles proprement dites.....	15,322	576,724
Travail des étoffes.....	70,807	371,639
Travail des pailles, plumes, crins.....	1,059	11,125
Cuir et peaux.....	19,367	116,886
Industries du bois.....	51,476	247,946
Métallurgie.....	599	90,578
Travail des métaux ordinaires.....	52,986	458,117
Travail des métaux fins.....	1,762	15,738
Taille des pierres précieuses.....	105	1,611
Taille et polissage des pierres.....	3,431	20,630
Terrassement, construction en pierres.....	41,594	250,041
Travail des pierres et terres au feu.....	9,675	152,201
Manutention et transports.....	1,333	29,549
Commerce, banque.....	18,689	49,052
Professions libérales.....	41	1,448
Soins personnels ; service domestique.....	10	783
Service de l'État, des départements et des communes.....	532	11,847
TOTAUX.....	327,703	2,865,832

Voici le relevé, par circonscription, des établissements non encore visités :

N°.	CIRCONSCRIPTIONS. Chef-lieu de la circonscription.	ÉTABLIS- SEMENTS. NON ENCORE visités.
1 ^{re}	Paris.....	268
2 ^e	Tours.....	9,155
3 ^e	Dijon.....	1,128
4 ^e	Nancy.....	3,369
5 ^e	Lille.....	3,147
6 ^e	Rouen.....	16,124
7 ^e	Nantes.....	26,618
8 ^e	Bordeaux.....	17,089
9 ^e	Toulouse.....	2,462
10 ^e	Marseille.....	1,746
11 ^e	Lyon.....	1,318
	TOTAUX.....	82,424

Quant au total des établissements visités en 1901, il s'élève à 124,016, sur les

327,703 établissements dont l'existence a été constatée; le personnel rencontré dans ces établissements est de 1,967,463.

La proportion des établissements visités, relativement au total, atteint 37.9 p. 100 contre 38.3 p. 100 en 1900; celle du personnel rencontré s'établit à 68.65 p. 100 contre 65 p. 100 en 1900. Le personnel des 124.016 établissements inspectés se décompose de la façon suivante :

DÉSIGNATION	NOMBRE		NOMBRES ABSOLUS.		P. 100.
	de garçons.	de filles.	de garçons et de filles.	d'ouvriers et d'ouvrières.	
Enfants de douze à treize ans, munis du certificat.	1,041	955	1,996		
Enfants de treize à dix-huit ans.....	158,584	157,401	315,985		
TOTAL.....	159,625	158,356	317,981	317,981	16.16
Filles majeures de dix-huit ans et femmes de tout âge.....				492,006	25.00
Ouvriers adultes.....				1,157,476	58.84
TOTAL.....				1,967,463	100.00

C'est dans les départements suivants que la proportion des jeunes ouvriers et ouvrières est la plus élevée :

Haute-Loire, 31.4 p. 100; Ardèche, 26.5 p. 100; Morbihan, 26.3 p. 100; Hautes-Alpes, 24.5 p. 100; Drôme, 22.6 p. 100; Basses-Alpes, 22.5 p. 100; Gard, 21.4 p. 100; Deux-Sèvres, 21 p. 100; Corrèze, 21 p. 100; Vosges, 20 p. 100; Vienne, 20 p. 100.

Dans les suivants, la proportion du personnel féminin est la plus grande :

Ardèche, 63.2 p. 100; Drôme, 60 p. 100; Gard, 58.8 p. 100; Vaucluse, 54.8 p. 100; Ain, 51.4 p. 100; Hautes-Alpes, 48.9 p. 100; Corse, 48.3 p. 100; Basses-Alpes, 45.4 p. 100; Isère, 44.8 p. 100; Landes, 43 p. 100; Charente, 43 p. 100; Seine, 38.9 p. 100; Savoie, 36.9 p. 100.

Enfin, la main-d'œuvre du personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892 représente dans les départements suivants une proportion supérieure à 50 p. 100 sur l'ensemble :

Ardèche, 68.9 p. 100; Drôme, 65.6 p. 100; Haute-Loire, 64.1 p. 100; Gard, 63.7 p. 100; Vaucluse, 60.1 p. 100; Isère, 58.3 p. 100; Vosges, 58 p. 100; Finistère, 55.5 p. 100; Hautes-Alpes, 55.1 p. 100; Corse, 53.5 p. 100; Creuse, 53 p. 100; Basses-Alpes, 52.3 p. 100; Vendée, 52 p. 100.

(Dans les relevés qui précèdent, on n'a pas compris les mines, carrières ni les établissements dépendant des ministères de la guerre et de la marine.)

Ateliers de famille. — Les inspecteurs divisionnaires s'accordent à déclarer que l'accroissement constaté en 1900 dans le nombre des ateliers de famille, est devenu plus sensible encore au cours de 1901. — On sait que la limitation de la durée du travail et l'âge d'admission ne sont pas réglementés dans ces ateliers; en beaucoup de cas, et notamment dans les industries permettant le travail à domicile, des industriels ont pu éviter à la fois l'application des lois sur le travail et les frais de

construction d'édifices en confiant à des façonniers des travaux que ces derniers font à domicile sous le régime des ateliers de famille.

Établissements de l'État. — Aucune modification appréciable ne s'est produite dans le personnel des établissements de l'État. Les principaux d'entre eux (en dehors de ceux de la Marine et de la Guerre), sont dans la circonscription de Paris : les ateliers du Timbre et de l'Enregistrement; Imprimerie nationale; Imprimerie du ministère des finances; manufactures des tabacs et des allumettes; manufactures de Sèvres, des Gobelins; la Monnaie; postes et télégraphes (imprimerie, matériel); etc.

Dans les autres circonscriptions on peut citer surtout les manufactures de tabac, d'allumettes et de boîtes d'allumettes, les ateliers de réparation du matériel des ponts et chaussées, les maisons centrales, les écoles nationales d'arts et métiers, les écoles pratiques d'industrie, la manufacture de tapisseries de Beauvais, l'école nationale d'horlogerie de Cluses, l'usine des câbles sous-marins de la Seyne, etc.

CHAPITRE II.

ÂGE D'ADMISSION.

Il a été relevé en 1901, 1,019 contraventions à la disposition de la loi de 1892 interdisant, en principe, l'emploi des enfants âgés de moins de 13 ans, contre 783 en 1900. Cette recrudescence, sensible surtout dans la verrerie, est due, moins à l'augmentation réelle du nombre des faits contraventionnels, qu'à l'énergie toute particulière déployée l'an dernier pour les réprimer.

Voici la nomenclature des industries dans lesquelles se sont produites les contraventions les plus nombreuses : verreries et cristalleries, 552; établissements de bienfaisance, 68; briqueteries, tuileries, 49; cartons, papeterie, 23; modes, confections, couture, lingerie, 22; corderies, 20; bonneteries, 17; imprimeries, 13; fabriques de chaussures, 12; filatures et peignages de laine, 12; tissage de la soie, 12.

CHAPITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

Les inspecteurs déclarent à peu près unanimement que la journée de onze heures en vigueur depuis le 1^{er} avril 1900, a été appliquée pendant toute l'année 1901, sans qu'ils aient eu à constater de ce fait une répercussion fâcheuse sur la production. Cette durée de travail était d'ailleurs déjà pratiquée dans la plupart des industries.

Beaucoup d'industriels ont déjà pris leurs mesures en prévision de l'abaissement à dix heures et demie, à partir du 1^{er} avril 1902, de la durée de travail dans les établissements mixtes.

Dans les Vosges, la question a déjà été examinée, et pour parer à la réduction de la production, il est question de construire de nouveaux tissages et de nouvelles filatures. Il est probable alors que la diminution des heures de travail ne pèsera pas trop sur les salaires puisque les affaires sont assez florissantes dans l'industrie textile pour supporter la différence.

M. l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription (Lille) est d'avis que cette seconde étape de la loi du 30 mars 1900 sera franchie sans obstacle, dans l'ensemble des industries, par suite du ralentissement des affaires. Les embarras ne sont à craindre que dans les chantiers de maçonnerie et de charpente, dans les grands ateliers de serrurerie, les chantiers de construction de bateaux et quelques établissements de construction mécanique.

M. l'inspecteur divisionnaire de la 8^e circonscription (Bordeaux) estime que « des difficultés ne paraissent pas devoir se produire lors de la réduction de la journée de travail à dix heures et demie. Si des complications se produisent, elles seront tout à fait momentanées et résulteront de ce fait que quelques industriels voudront manifester leur désapprobation de la réglementation par la réduction proportionnelle des salaires. »

Tel est également l'avis de l'inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription (Marseille) :

« La réduction de la journée à dix heures et demie ne nous fait pas prévoir de graves difficultés. Les chefs d'industrie ont été prévenus, et à partir du 1^{er} avril 1902, les dispositions de la loi du 30 mars 1900 qui doivent être mises en vigueur à cette époque seront appliquées dans toute l'étendue de la 10^e circonscription. »

Un arrêt de la cour de cassation en date du 30 novembre 1901 est venu limiter le champ d'application de la loi du 30 mars 1900, en restreignant à l'atelier où se fait un travail en commun le sens de l'expression de « mêmes locaux ». Aux termes de cet arrêt qui fait aujourd'hui jurisprudence, la limitation de la loi du 30 mars 1900 serait inapplicable à des ouvriers adultes travaillant dans la même industrie que des femmes ou des enfants, si ces adultes sont occupés dans des ateliers séparés de ceux où travaille le personnel protégé.

Les difficultés qu'avait fait naître dans le monde industriel l'interprétation que l'administration avait puisée dans les éléments de la discussion même de la loi du 30 mars 1900 ont disparu depuis la jurisprudence nouvelle.

Si, en ce qui concerne les femmes et les enfants, l'unification des heures d'entrée, de sortie et de repos a pu être obtenue sans grande difficulté, la durée et le nombre des repos accordés à ce personnel ont été presque partout réduits dans le cours de l'année écoulée. Les courts repos du premier déjeuner et du goûter ont été généralement supprimés.

4,572 contraventions ont été relevées pendant l'année 1901, pour infraction à la durée du travail des femmes et des enfants. Ce chiffre dépasse de 2,959 le nombre de celles relevées pour le même objet au cours de l'année précédente. Il prouve à quel point la limitation de la durée du travail des femmes et des enfants reste difficile à faire observer. A rapprocher de ce chiffre le nombre des contraventions dressées pour excès de travail des adultes qui s'est élevé à 2,914 en 1901 contre 892 en 1900.

Voici la nomenclature des industries dans lesquelles a été relevé le plus grand nombre de contraventions aux dispositions légales réglementant la durée du travail :

Filatures de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute, 1,258; modes, confections, couture et lingerie, 880; filatures et peignages de laine, 432; tulles et rideaux, 425; filatures et peignages de coton, 422; scieries mécaniques, 398; constructions mécaniques, 366; tissages de soie, 315; teintureries, 310; blanchisseries, repassage, 301; tissages de laines de drap, 227; confiseurs, fabriques de chocolat, 214.

Un certain nombre de ces infractions ont donné lieu à des contestations portant sur le calcul de la durée du travail effectif.

Afin de fixer exactement le sens du terme de travail effectif employé par la loi, M. le Ministre du commerce a adressé, à la date du 25 juin 1901, aux inspecteurs divisionnaires, une circulaire aux termes de laquelle procès-verbal ne pouvait être dressé aux industriels que si les ouvriers rencontrés dans l'usine avant la mise en marche ou après l'arrêt des moteurs étaient occupés à un travail quelconque. Par contre, s'ils n'étaient pas encore ou s'ils n'étaient plus à la disposition de l'industriel, aucune contravention ne saurait être relevée à la charge de ce dernier, quelle

que soit l'heure à laquelle les ouvriers franchissent le seuil de l'usine pour y entrer ou pour en sortir.

Le mouvement de renvoi de femmes et d'enfants commencé en 1900 par certains industriels désireux de s'affranchir de la limitation du travail de l'article 2 de la loi de 1900 ne s'est nullement généralisé dans l'industrie en 1901. Les faits de cette nature constatés surtout dans le bâtiment, la charpente, l'imprimerie, la serrurerie, la gainerie, la papeterie, etc., sont restés spécialisés à la petite industrie et purement individuels.

CHAPITRE IV.

TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Travail de nuit. — Le travail de nuit (de 9 h. du soir à 5 h. du matin) reste pratiqué d'une façon habituelle, en dehors des usines à feu continu, dans les mêmes industries que précédemment : usines à gaz, stations électriques, fabriques de pâte à papier, clouteries, scieries de marbre, minoteries, imprimeries, fabriques de glace alimentaire, blanchisseries, produits chimiques, raffineries de pétrole, laminages, tréfileries, soudières, fabriques de tulles et dentelles, fabriques de savon, fabriques de bourre de soie, fabriques de ciment, fabriques de faulx, etc. Dans quelques filatures de coton où le matériel de préparation n'est pas en rapport avec la production des métiers à filer, on a eu également recours au travail de nuit des hommes adultes.

Les dérogations que la loi autorise à l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes sont, soit acquises de plein droit par suite de l'inscription de l'industrie dans le règlement prévu par la loi, soit subordonnées à l'autorisation du service; les premières vont être examinées ci-après, les autres figureront au chapitre suivant.

Travail à double équipe. — Le travail par deux équipes successives, de 4 heures du matin à 10 heures du soir, qui avait été autorisé par l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, avait donné lieu à de tels abus que le législateur a cru devoir le supprimer, à partir du 30 mars 1902, par une disposition spéciale de la loi du 30 mars 1900.

Le travail à deux équipes successives reste naturellement autorisé à partir de cette date, mais dans les limites du travail de jour.

Ce mode de travail n'est plus guère pratiqué qu'exceptionnellement et sa suppression n'offrira pas de graves inconvénients. Il fonctionnait encore en 1901 dans certaines filatures des Vosges, dans des filatures de laine cardée ou peignée, dans une fabrique de feutre de la circonscription de Toulouse, et dans un certain nombre de fabriques de lacets de la région lyonnaise.

Veillées. — Un certain nombre d'industries, telles que la confection et la couture, la broderie et passementerie pour confections, la fabrication et confection des chapeaux, etc., sont autorisées à porter à 12 heures la durée du travail pendant 60 jours par an, et à veiller jusqu'à 11 heures du soir pendant cette même période.

Le service d'inspection se plaint de ce que les avis de veillée ne renferment presque jamais les modifications apportées à l'horaire. Il ne peut contrôler si, les jours où le travail (qui se termine ordinairement vers 7 ou 8 heures) se poursuit jusqu'à 11 heures, les 12 heures autorisées n'ont pas été dépassées.

La commission supérieure du travail ne peut que signaler cette année encore aux pouvoirs publics les inconvénients de cette disposition légale qui rend possible une

durée de travail pouvant atteindre jusqu'à 14 heures par jour, sans que le contrôle ait possibilité de s'exercer sérieusement.

« Nous avons souvent signalé, dit à ce sujet l'inspecteur de la 11^e circonscription, la contradiction qui existe entre la faculté de veiller jusqu'à 11 heures du soir et la réserve de ne pas dépasser douze heures de travail. Cette double dérogation à la durée du travail et à l'interdiction du travail de nuit ne nous paraît pas devoir répondre à des besoins réels. L'intervalle entre 6 ou 7 heures du matin et 11 heures du soir est trop grand pour ne pas favoriser la fraude, d'autant plus commode qu'elle est moins aisée à découvrir. Un inspecteur explique fort bien les difficultés insurmontables auxquelles se heurte le service à ce sujet quand il nous dit : les grandes couturières sont installées aux étages supérieurs des maisons bourgeoisement habitées et leurs ateliers donnent sur la cour. Les appartements privés et les salons d'essayage ont seuls vue sur la rue. Pas de lumière aux fenêtres pour trahir la fraude; pas de sonnette. Le concierge habite à l'entresol, et souvent il existe un escalier de service permettant aux ouvrières de se sauver d'un côté si l'on parvient à monter de l'autre. »

Travail de nuit permanent pendant 7 heures. — Ce travail, autorisé en raison de sa très courte durée et des nécessités industrielles auxquelles il répond, ne s'applique qu'à 4 genres de travaux dont l'un, le séchage de l'amidon de maïs, n'est plus pratiqué la nuit.

Une remarque commune à tous ces genres de travaux, c'est qu'ils sont susceptibles, en raison des heures de nuit pendant lesquelles ils sont exécutés, de permettre des fraudes presque impossibles à réprimer, et sur lesquelles un inspecteur appelle tout particulièrement l'attention :

« Dans un établissement, nous avons pu acquérir la conviction que des ouvrières ayant déjà travaillé pendant le jour faisaient également partie d'une équipe de nuit. Malheureusement, comme elles nous ont donné le soir un nom différent de celui qu'elles nous avaient donné le jour, nous n'avons pu faire une constatation suffisamment motivée pour dresser procès-verbal. »

La statistique relève que 682 femmes et enfants ont été employés, dans 75 établissements seulement, conformément aux dispositions qui précèdent.

Travail de nuit temporaire — Les 8 industries autorisées à déroger, pour 30 à 120 jours, aux dispositions relatives au travail de nuit, ne peuvent demander à leur personnel plus de 10 heures par 24 heures de travail.

Les infractions aux dispositions relatives au travail de nuit ont été, en 1901, au nombre de 1,349 (contre 1,534 en 1900). Voici l'indication des industries dans lesquelles les contraventions de cette nature ont été les plus nombreuses.

Modes, confections, couture, lingerie : 606; verreries et cristalleries : 329; fourrures, 66; blanchisseries, repassage : 57; chaussures (fabriques de) : 49; confiseurs, fabriques de chocolat : 35; chapeaux de paille : 34; carreaux céramiques : 22; imprimeries : 18; cartons, cartonnages et papeterie : 13.

Repos hebdomadaire et jours fériés. — Le jour de repos généralement choisi reste fixé au dimanche, excepté dans certaines industries où le repos est donné par roulement et affiché avec le nom de chaque ouvrier.

Le repos hebdomadaire paraît généralement observé; ce sont toujours les blanchisseries et les industries des confections qui sont signalées comme présentant le plus grand nombre de contraventions.

Le tableau ci-après indique les industries dans lesquelles les contraventions de cette nature ont été les plus fréquentes.

Blanchisseries, repassage : 464 ; modes, confections, couture, lingerie : 412 ; chaussures (fabriques de) : 176 ; imprimeries : 151 ; cartons, cartonnages et papeteries : 146 ; teintureries, apprêts : 72 ; serruriers, mécaniciens : 48 ; tailleurs : 48 ; produits alimentaires : 42 ; couronnes funéraires : 41 ; sucreries : 41 ; confiseurs, fabriques de chocolat : 36 ; bonneterie : 33.

La commission supérieure du travail appelle l'attention des pouvoirs publics sur ce fait que la législation n'exige pas que l'on indique à l'inspecteur le jour de repos hebdomadaire choisi ; l'article 5 prescrivant simplement l'affichage à l'atelier du jour adopté, et ce jour pouvant être modifié au gré de l'industriel, le repos resterait incertain en cas de mauvaise volonté du patron.

Usines à feu continu. — Il ne s'est opéré, en 1901, aucun changement appréciable dans le nombre et la nature des usines de ce genre. Le passage de l'équipe de jour à l'équipe de nuit s'y fait généralement, soit par un travail continu de 18 heures, soit même par un travail de 24 heures. L'inspection tient la main à ce que le travail des enfants et des femmes ne dépasse pas 10 heures par 24 heures.

On signale dans un assez grand nombre d'usines une tendance à arrêter le travail le dimanche. Cette pratique (comme en certains cas le travail par 3 équipes) serait due à une situation moins prospère des industries qui y sont exercées.

A signaler un essai intéressant des maîtres verriers de Lille. Ces industriels ont tenté pendant 3 mois (octobre à décembre) l'expérience d'un arrêt de travail de 15 heures chaque dimanche « pour montrer aux ouvriers leur désir de conciliation et leur permettre de prouver, ainsi qu'ils l'affirment, qu'ils donneront hebdomadairement, malgré l'arrêt du dimanche, une production égale à celle qu'ils ont fournie pendant les années de production normale ». L'expérience doit avoir donné satisfaction aux intéressés, car le travail n'a pas été repris le dimanche.

CHAPITRE V.

TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

L'autorisation de travailler la nuit pour raison de chômage résultant d'interruption accidentelle ou de force majeure a été donnée par les inspecteurs divisionnaires dans 20 établissements industriels pendant l'année 1901. Il faut cependant reconnaître qu'à plusieurs reprises le service a été informé de l'abandon de l'autorisation avant l'expiration de sa durée, ce qui tend à confirmer que cette tolérance n'est pas d'une application facile.

Le travail de nuit autorisé en 1901 dans ces conditions n'a atteint que le chiffre de 2,116 nuits de travail pour tout le personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892.

Il convient de signaler, d'après les rapports des inspecteurs, et notamment d'après celui de l'inspecteur divisionnaire de Lille, que de nombreuses réclamations se produisent en vue d'une modification légale tendant à substituer à l'autorisation du travail de nuit, généralement impraticable, l'autorisation de prolonger la durée du travail de jour.

Le nombre total des journées auxquelles s'est appliquée, en 1901, la prolongation de la durée du travail dans les industries inscrites à l'article 5 du décret de 1893, a été de 2,877,784, tandis qu'il n'a atteint, en 1900, que 2,536,666. Ce nombre de dérogations se répartit entre 1,917 établissements industriels.

1,491 industries ont demandé, dans la même période, l'autorisation de faire

travailler le jour du repos hebdomadaire. Le nombre de ces jours de repos non chômés s'élève à 159,979, tandis qu'en 1900 il avait atteint 168,402.

Les industries inscrites à l'article 5 du décret qui n'ont adressé aucune demande de dérogation sont à peu près les mêmes que celles précédemment signalées : fabrication d'appareils orthopédiques, délainage des peaux de mouton, dorure pour ameublement, dévidage de la soie pour étoffes de nouveautés, extraction des parfums des fleurs, papier de tenture.

Voici, par contre, l'indication des industries qui ont sollicité le plus grand nombre de dérogations :

INDUSTRIES.	NOMBRE d'établissements ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaire.
Blanchisseries de linge fin...	264	315
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants.....	261	303
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et poissons.....	112	109
Imprimeries.....	225	143
Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes.....	123	33
Chapeaux (Fabrication et confection de), en toutes matières, pour hommes et femmes.....	91	112

CHAPITRE VI.

LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — Le nombre des enfants non pourvus de livrets va sans cesse en diminuant. C'est dans la petite industrie et généralement dans les établissements visités pour la première fois, que des contraventions sont constatées le plus fréquemment. Cependant, en ce qui concerne les verreries, où l'on a constaté l'emploi trop fréquent de mineurs de 13 ans, des mesures spéciales ont été prises.

Le tableau ci-après constate un nouvel accroissement de la proportion des enfants rencontrés munis de livrets de travail :

NUMÉROS des circonscriptions.	RÉSIDENCES des inspecteurs divisionnaires.	PROPORTION	
		en 1900.	en 1901.
		p. 100.	p. 100.
1 ^{re}	Paris.....	90.6	91.5
2 ^e	Tours.....	86.0	92.2
3 ^e	Dijon.....	95.0	86.2
4 ^e	Nancy.....	96.0	96.7
5 ^e	Lille.....	93.0	97.6
6 ^e	Rouen.....	95.0	94.5
7 ^e	Nantes.....	84.0	77.0
8 ^e	Bordeaux.....	81.0	79.6
9 ^e	Toulouse.....	89.8	88.8
10 ^e	Marseille.....	97.9	97.1
11 ^e	Lyon.....	98.0	97.2

L'application de la circulaire ministérielle du 20 avril 1899, relative à la délit-

vance des livrets aux enfants étrangers, a été poursuivie avec vigueur; cette circulaire, on le sait, exige le visa des pièces d'identité par le consulat de la nation à laquelle appartiennent ces enfants.

Registres d'inscription. — Les industriels sont pour la plupart munis du registre d'inscription prescrit; seuls, les petits industriels visités pour la première fois n'en sont pas toujours pourvus.

Ainsi que le fait remarquer un inspecteur, la loi n'exige pas que l'industriel conserve un registre d'une visite à l'autre de l'inspecteur. Il en résulte qu'à chaque visite l'industriel peut présenter un registre nouveau portant les enfants de moins de 18 ans présents; il est ainsi en règle bien qu'il ait fait disparaître la preuve matérielle des observations qui ont pu lui être faites. La commission supérieure du travail émet le vœu que l'inspecteur garde la trace des inscriptions qu'il a pu porter sur les registres.

Affichage. — L'affichage des lois et règlements est généralement fait dans la grande industrie; dans les petits ateliers, l'affiche se trouve souvent détériorée et n'est pas remplacée.

Quant à l'envoi à l'inspecteur du double du tableau des heures de travail, il est fait d'une façon plus régulière que par le passé; la commission supérieure du travail qui a déjà appelé l'attention du service sur ce point, estime que l'envoi régulier de ce duplicata permettrait à l'inspecteur de réprimer, d'une façon beaucoup plus certaine, les infractions relatives à la durée du travail.

Imprimés. — Les inspecteurs ont continué cette année encore à remettre des imprimés de la loi, de l'horaire, ainsi que des registres aux industriels qu'ils visitaient pour la première fois.

Il n'y a aucun inconvénient à ce que cette distribution cesse dans la grande industrie. Dans les petits ateliers, par contre, un grand nombre d'inspecteurs expriment le désir de la voir continuer.

CHAPITRE VII.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Les dispositions des articles 12 à 16 de la loi du 2 novembre 1892, relatives à l'hygiène et à la sécurité, continuent à pouvoir être invoquées en faveur des femmes et des enfants, malgré la loi plus récente du 12 juin 1893, rendue sur le même objet, et applicable à la généralité des établissements industriels, qu'ils occupent ou non des femmes et des enfants.

Le décret du 13 mai 1893, rendu en exécution des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, détermine les travaux spécialement interdits aux femmes et aux enfants, et fixe les conditions du travail de ce personnel dans les industries présentant des causes particulières d'insalubrité et d'insécurité.

L'application de ce décret a donné lieu en 1901 à 551 contraventions. Il a été relevé en outre 277 contraventions aux dispositions de l'article 14, dont 43 pour défaut d'hygiène, et 234 pour non-protection des machines.

Cependant, on peut affirmer que, d'une façon de plus en plus générale, les femmes et les enfants sont employés dans de meilleures conditions. Les 828 contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret de 1893 se répartissent de la façon suivante :

Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi

du 2 novembre 1892, 277; graissage de mécanismes en marche, 27; machines non protégées, 319; machines à pédales, 1; emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main, 6; emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires, 14; emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques, 10; emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants, 3; surcharges, 56; travail des machines à coudre avant 16 ans, 7; travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes, 36; conditions imposées pour certains travaux, 72.

II. — ACCIDENTS.

Depuis la mise en application de la loi du 9 avril 1898 qui décide que l'article 15 de la loi de 1892 ne sera plus applicable dans les cas visés par la loi de 1898, le champ d'application de cet article 15 se trouve réduit aux seules industries énumérées par la loi de 1892, et qui ne figureraient pas dans la nomenclature de la loi de 1898.

La nomenclature de la loi du 9 avril 1898 étant, d'une façon générale, plus large dans l'énumération des industries qu'elle vise que la loi du 2 novembre 1892, il paraît peu probable qu'un établissement puisse être dorénavant appelé à déclarer ses accidents sous le régime de cette dernière loi.

CHAPITRE VIII.

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — Un travail manuel de moins de 3 heures par jour est autorisé, dans ces établissements, pour les enfants au-dessous de 13 ans, à la condition que ce travail ait un caractère d'enseignement professionnel. Au-dessus de 13 ans les dispositions générales de la loi du 2 novembre 1892 s'appliquent aux établissements de bienfaisance comme à tous les autres établissements qui emploient des mineurs de dix-huit ans et des femmes; mais une disposition spéciale de l'article 11 y prescrit, en outre, la tenue d'un tableau spécial des conditions du travail et d'un état nominatif du personnel à jour dont le double doit être trimestriellement fourni à l'inspecteur du travail.

À la suite de contestations élevées sur la portée de cette dernière disposition, la Cour de cassation a jugé que les exigences générales de la loi du 2 novembre 1892 s'appliquent aux établissements de bienfaisance « et que les obligations que la loi impose aux chefs d'industrie sont pareillement imposées aux directeurs et aux directrices des ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance ». Elle a décidé que les paragraphes 4 et 5 de l'article 11 ne sont que « des dispositions complémentaires qui doivent s'appliquer cumulativement avec les autres dispositions de la loi ».

Une circulaire ministérielle du 27 avril 1901 a précisé cette interprétation en prescrivant aux inspecteurs d'exiger que, dans tous ces établissements, tous les enfants de moins de 18 ans admis au travail soient munis de livrets, et que tous les enfants de moins de 18 ans, sans exception, soient, en dehors des obligations prescrites par l'article 10, portés sur l'état nominatif établi conformément à l'article 11, § 5, etc.

D'une façon générale, la loi est de mieux en mieux observée dans ces établissements. L'instruction primaire y est très exactement donnée, les livrets sont presque toujours présentés, l'affichage de l'article 11 est plus régulier et les conditions d'hygiène y sont plus satisfaisantes.

Le nombre des établissements de bienfaisance a passé, de 1,472 en 1900, à 1,483 en 1901; 1,021 d'entre eux ont été visités par l'inspecteur.

Le personnel rencontré a été de 45,758 enfants répartis de la façon suivante :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE d'enfants protégés par sexe.	TOTAL.
Enfants au-dessus de 13 ans non munis du certificat.	Garçons..... 1,310 Filles..... 12,820	14,130
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Garçons..... 17 Filles..... 231	248
Enfants de 13 à 18 ans.....	Garçons..... 1,496 Filles..... 18,870	20,366
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	.....	5,833
Filles majeures et femmes.....	.....	5,159
Hommes adultes.....	.....	22
ENSEMBLE.....	.....	45,758

Les contraventions relevées, qui s'élevaient en 1899 à 4,429 et en 1900 à 1,371, ont fléchi en 1901, et n'ont atteint que le chiffre de 1,044. Elles se répartissent de la façon suivante :

DÉSIGNATION des contraventions.	NOMBRE des contraventions.
Livrets.....	943
Registres.....	64
Durée du travail.....	110
Affichage.....	75
Envoi de l'état trimestriel.....	140
Hygiène.....	7
Sécurité.....	5
TOTAL.....	1,044

Sur le total de 1,044 enregistré pour 1901, les contraventions relatives à la durée du travail s'élèvent à 110 seulement contre 550 en 1900. Cette diminution corrobore les conclusions des inspecteurs qui reconnaissent la meilleure observation de la loi.

Théâtres, cafés-concerts sédentaires. — Professions ambulantes. — L'article 8 de la loi du 2 novembre 1892 interdit aux enfants de moins de treize ans d'être employés comme acteurs ou figurants dans les théâtres ou cafés-concerts sédentaires.

Cette interdiction peut cependant être levée exceptionnellement, à Paris, par le Ministre de l'instruction publique, et dans les départements, par les préfets. L'inspection du travail, avisée des autorisations accordées, se borne à en vérifier l'usage régulier.

Nous ne reviendrons pas sur les abus qui peuvent se produire du fait que deux autorités différentes sont chargées, l'une d'accorder des autorisations, et l'autre d'en surveiller l'usage. Les mêmes abus, moins caractérisés toutefois, se sont produits cette année encore.

La commission supérieure du travail ne peut que rappeler le vœu qu'elle a précédemment formulé en vue d'interdire absolument l'emploi d'enfants de moins de treize ans comme chanteurs dans les cafés-concerts. Cet emploi lui paraît en contravention formelle avec le texte de la loi de 1892, qui n'a prévu d'exception que dans les théâtres, et pour la représentation de pièces déterminées. Ainsi que le fait remarquer un inspecteur, si le répertoire des enfants peut être à l'abri de toute critique, il n'en est pas de même de celui des artistes qui les précèdent ou qui les suivent, et que ces enfants sont exposés à entendre.

Le service ne signale aucun fait particulier relatif à l'application de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 dans les cirques et théâtres, où des inspections ont été faites au point de vue de la surveillance des appareils mécaniques.

Par contre, quelques infractions sont signalées à la loi de 1874 sur les professions ambulantes, ainsi qu'à la disposition du décret de 1893, relatif à la défense d'employer des enfants de moins de 18 ans dans les ménageries.

CHAPITRE IX.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Commissions départementales. — Ces commissions se sont réunies en 1901 dans les vingt-neuf départements ci-après :

Allier, Ardèche, Calvados, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Indre, Loir-et-Cher, Lot, Manche, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Nord, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Basses Pyrénées, Seine, Seine-et-Marne, Somme, Tarn, Vaucluse.

Le nombre des réunions varie de 11 (Gironde) à 1. La plupart des commissions n'ont tenu qu'une séance.

En 1900, elles s'étaient réunies dans 30 départements. Il semble donc que le regain d'activité constaté l'année dernière ne se maintient pas. Dans presque toutes les commissions, les patrons et les ouvriers sont représentés : il n'y a guère aujourd'hui que deux ou trois conseils généraux qui ne se soient pas conformés à la circulaire ministérielle du 17 août 1899 les invitant à appeler au sein de ces assemblées des représentants des patrons et des ouvriers. La circulaire ministérielle du 30 avril 1900, invitant les conseils généraux à voter des crédits pour indemniser les membres ouvriers des commissions départementales de leurs frais de déplacement, a reçu son exécution dans 50 départements.

En ce qui concerne la convocation des commissions, le Ministre du commerce a estimé que, devant le silence de la loi, c'était aux assemblées elles-mêmes à fixer les règles à suivre à cet égard ; il a décidé qu'en l'absence de dispositions spéciales, il appartenait au Préfet de prendre l'initiative de la convocation.

Voici l'énumération des vœux les plus importants formulés par diverses commissions départementales :

Abaissement de l'âge d'admission à 12 ans sans condition ; suppression de l'exception relative au travail des enfants de moins de 13 ans dans les établissements de bienfaisance ; fixation hebdomadaire de la limite de la durée du travail ; fixation des repos interruptifs de la journée de travail à un quart d'heure au moins ; suppression des dérogations au travail de nuit ; interdiction pour les femmes de faire des travaux de typographie, en raison des dangers d'intoxication saturnine qu'ils présentent ; extension de la loi de 1892 à diverses catégories d'employés et ouvriers ; augmentation du nombre des inspecteurs ; etc.

Comités de patronage. — Ces comités, dont l'institution est prévue par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892, ont pour objet la protection et le développement de l'instruction professionnelle des apprentis et des enfants employés dans l'industrie. Seuls, les comités de patronage de la Gironde ont réellement fonctionné en 1900. Le comité primitif s'est séparé en deux comités : l'un pour les jeunes garçons, l'autre pour les jeunes filles. Ce dernier a organisé en 1901 des cours, des fêtes, des excursions et des distributions d'objets de première nécessité.

En dehors de la Gironde, les comités de patronage se sont réunis dans la Meurthe-et-Moselle, l'Orne et le Loir-et-Cher pour constituer leur bureau, ou décider l'organisation de conférences pour les apprentis, etc. Dans les autres départ-

tements, ils ne se sont même pas réunis. Certains conseils généraux attribuent cet état de choses à ce que la loi n'a prévu aucune ressource pour le fonctionnement de ces comités. Peut-être aussi le développement des œuvres post-scolaires qui remplissent, à l'égard des jeunes gens, les principales obligations assignées aux comités, a-t-il détourné l'attention du but plus spécial qu'avait visé le législateur en prévoyant leur institution.

CHAPITRE X.

INSPECTION.

Le tableau suivant fait ressortir un accroissement sensible dans le nombre des visites d'inspection (1,000 de plus qu'en 1900).

N° des circon- scriptions.	RÉSIDENTE DES INSPECTEURS divisionnaires.	ANNÉES.								
		1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.
1 ^{re} .	Paris	26,647	38,596	39,067	40,674	40,079	39,514	39,790	39,956	47,932
2 ^e .	Tours	3,683	6,708	7,320	8,171	7,718	8,743	8,613	8,167	7,617
3 ^e .	Dijon	1,669	6,620	6,461	6,494	8,314	8,224	8,565	7,985	8,293
4 ^e .	Nancy	4,402	9,121	10,009	10,329	11,299	11,916	11,585	11,253	9,301
5 ^e .	Lille	5,385	10,316	9,644	8,809	12,644	10,738	12,267	17,681	15,293
6 ^e .	Rouen	1,632	7,702	8,019	8,586	9,851	8,883	8,955	8,160	8,529
7 ^e .	Nantes	3,744	10,118	9,798	10,248	9,609	9,492	8,562	8,102	8,618
8 ^e .	Bordeaux	3,826	7,947	9,072	9,754	10,848	10,724	10,758	6,511	8,502
9 ^e .	Toulouse	4,346	6,589	7,659	7,574	7,864	7,795	7,215	7,232	6,520
10 ^e .	Marseille	5,245	12,110	12,903	13,127	14,028	13,477	14,101	12,548	12,964
11 ^e .	Lyon	7,911	12,973	13,782	14,112	14,250	14,979	15,500	13,537	12,611
TOTALS...		68,490	128,800	133,734	140,878	146,504	144,485	145,911	145,132	146,180

La différence en moins constatée dans certaines circonscriptions tient uniquement à ce que les causes particulières, telles que maladies, mutations, périodes d'instruction militaire, etc., ont été plus fréquentes en 1901. Dans ces conditions, on peut dire que, comme les années précédentes, le service a fourni, cette année encore, le maximum d'activité possible.

Les visites ont été surtout effectuées dans les grands établissements qui sont naturellement ceux dans lesquels l'action de l'inspection présente son maximum d'effet utile. On ne manque pas de visiter, tout au moins chaque année, les établissements les plus importants, tout en s'efforçant de ne point négliger les autres.

Mais le principal effort a porté en 1901 sur les magasins soumis à la loi du 29 décembre 1900 qu'il y avait urgence à informer des obligations nouvelles auxquelles ils sont désormais soumis.

Le service entretient les meilleures relations avec l'autorité préfectorale ainsi qu'avec les représentants de l'autorité judiciaire. Les rapports avec les industriels sont généralement bons; les inspecteurs sont unanimes à constater que les relations bien comprises qui existent avec les groupements ouvriers ont donné les meilleurs résultats.

Des conférences assez nombreuses ont été faites par les inspecteurs sur les questions que soulève l'application des lois ouvrières. Les inspecteurs ont pu ainsi éclairer les ouvriers sur une législation dont ils ignoraient le plus souvent les

détails, et les mettre en situation de contribuer eux-mêmes à faciliter la stricte application de la loi.

CHAPITRE XI.

PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés en 1901 s'est élevé à 2,836; il avait été de 2,776 en 1900 et de 1,837 en 1899. Ce nombre indique, mieux que tout commentaire, la vigilance qu'apporte le service dans la répression des contraventions.

Voici la désignation des industries dans lesquelles le plus grand nombre de contraventions a été relevé :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès- verbaux.	de contra- ventions.
Modes, confections, couture, lingerie.....	316	2,647
Blanchisseries-repassage.....	218	889
Scieries mécaniques.....	134	876
Verreries et cristalleries.....	129	2,179
Maçonnerie (Entrepreneurs de).....	112	380
Serruriers, mécaniciens.....	112	352
Imprimeries.....	108	685
Tulles et rideaux.....	84	528
Briqueteries. — Tuileries.....	75	473
Teintureries. — Apprêts.....	71	578
Constructions mécaniques.....	70	666
Cartons, cartonnages et papeteries.....	69	498
Tissages de la soie.....	64	569
Menuisiers, charpentiers.....	56	206
Entrepreneurs de bâtiments.....	51	137
Filatures et peignage de laine.....	44	578
Travail des métaux.....	44	325
Carrosseries, charrons.....	42	246
Ébénisterie.....	42	152

Quant aux solutions données à ces 2,836 procès-verbaux, elles se répartissent comme suit :

Procès-verbaux suivis de condamnation, 2,525; suivis d'acquiescement, 109; encore en instance, 102; classés par le service, 20; classés par le parquet, 80.

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1901, de la loi du 2 novembre 1892
dans les mines, minières et carrières.*

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie

extractive en 1901, pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, s'établit comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	PERSONNEL				PROPORTION	
		Protégé.	Adulte (Hommes.)	Total.	Visité.	du personnel protégé au personnel total.	du personnel protégé qui a été visité.
Exploitations de mines	595	26,358	155,434	181,792	26,350	14.6	99.9
Exploita- (souterraines) continues ..	1,556	1,078	15,104	16,182	838	6.6	77.7
tions { raines } temporaires ..	2,488	165	3,141	3,306	110	5.0	66.7
de { à ciel } continues ..	10,713	3,283	53,625	56,908	2,120	5.5	64.5
carrières { ouvert } temporaires ..	24,115	1,951	49,500	51,511	661	3.7	33.8
Établissements industriels dépendant des mines, mi- nières et carrières	276	2,299	8,275	10,574	2,186	21.7	95.0
TOTAL	39,743	35,034	285,239	320,272	32,265	10.9	92.0
TOTAL en 1900	"	35,500	278,684	314,184	32,264	11.2	90.9
VARIATIONS	"	— 467	+ 6,555	+ 6,088	+	1 — 0.3	+ 1.1

L'administration a jugé utile de faire désormais état distinct des dépendances constituant les « industries annexes ⁽¹⁾ » des exploitations minérales. Leur personnel était compté dans les statistiques antérieures avec celui des exploitations auxquelles se rattachaient ces industries.

On ne peut donc comparer que les totaux de 1901 avec ceux de 1900. Ils indiqueraient une augmentation du personnel adulte dans cette dernière année de 6,555 ou de 2.1 p. 100 de l'effectif total, tandis que le personnel protégé aurait diminué de 467 ou de 0.14 p. 100 de cet effectif.

En ne retenant toujours que les mines pour lesquelles ces questions présentent le plus d'importance, en même temps que des chiffres ont plus de sûreté, le personnel protégé s'y rencontre dans les conditions exposées au tableau ci-dessous. (Ce tableau, à raison des différences introduites dans la statistique de cette année, ne peut être rapproché de celui de 1900.)

DÉSIGNATION.	AU FOND.	AU JOUR.	TOTAL.	P. 100.
Enfants de 12 à 13 ans. { Garçons..	18	57	75	0.04
{ Filles... }	"	1	1	
Enfants de 13 à 16 ans. { Garçons..	6,320	4,176	10,496	6.68
{ Filles.... }	"	1,550	1,550	
Enfants de 16 à 18 ans. { Garçons..	7,368	2,806	10,174	6.24
{ Filles.... }	"	1,088	1,088	
Filles mineures de 18 à 21 ans... }	"	3,974	2,974	1.64
Femmes majeures	"			
TOTAUX	13,706	12,652	26,358	14.60

⁽¹⁾ Ces industries annexes comprennent presque exclusivement pour les mines, les ateliers de cokification et d'agglomération des mines de houille; pour les carrières, certaines opérations accessoires qui peuvent être faites sur les exploitations ou dans leurs environs immédiats.

Age d'admission. — Le nombre des enfants de 12 à 13 ans ne paraît pas avoir varié. Ils étaient tous munis de leurs deux certificats. Pour les enfants au-dessus de 13 ans, il n'a pas paru utile de provoquer le certificat médical d'aptitude spéciale.

Durée du travail. — La loi du 30 mars 1900 se trouve avoir une portée exceptionnelle pour toutes les exploitations minérales qui, occupant du personnel protégé, peuvent avoir certains de leurs ateliers ou chantiers soumis aux prescriptions de cette loi.

Le travail des adultes occupés dans les ateliers mixtes se trouve réglementé alors que la loi du 9 septembre 1848 avait laissé complètement de côté l'industrie extractive.

Avec l'interprétation donnée, à la loi du 30 mars 1900 par la Cour de cassation, ces ouvriers adultes ont été encore, en 1901, simplement astreints à une durée maximum de onze heures de travail effectif. Peu d'exploitations minérales ou de leurs dépendances pratiquaient cette durée pour le travail général et normal.

La question s'est cependant déjà posée pour le travail de certaines spécialités ou pour les heures supplémentaires faites comme « longues coupes » ou dans des circonstances particulières telles que la « quinzaine de la Sainte-Barbe ».

On ne peut, à cet égard, poser qu'un principe. Hors les cas prévus par le décret du 28 mars 1902, on ne peut admettre que dans tout atelier ou chantier auquel s'appliquerait la loi du 30 mars 1900, les adultes continuent à travailler au delà de dix heures et demie, après le 1^{er} avril 1902, quand bien même le personnel protégé aurait été écarté.

Mais l'application de ce principe ne pourra généralement se faire dans les mines, et surtout au fond, que par des appréciations d'espèce. Il peut être effectivement délicat parfois de décider, avec l'interprétation de la cour de cassation, s'il y a travail simultané et en commun, et dans des ateliers qui ne soient ni distincts ni séparés.

Les mêmes exploitations continuent à employer dans les mêmes conditions les modes particuliers et exceptionnels de travail prévus spécialement pour l'industrie extractive, c'est-à-dire : 1^o le travail à deux postes de neuf heures de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, entre quatre heures du matin et dix heures du soir ; 2^o le travail à deux postes entre quatre heures du matin et minuit, de l'article 9, paragraphe 3, de ladite loi ; 3^o le travail de nuit des femmes dans les lampisteries prévu au décret du 10 juillet 1893, article 2.

Ces particularités semblent donc bien correspondre à des nécessités de certaines exploitations.

Tolérances accordées par les ingénieurs. — Une seule autorisation pour travail de nuit, qui n'a duré que trois jours, a été accordée à la suite de l'avarie de machine motrice.

Livrets, registres, affichages. — La délivrance régulière des livrets ne paraît plus rencontrer de difficulté et d'hésitation nulle part.

La tenue des registres et l'affichage ne donnent lieu à aucune observation dans toute entreprise tant soit peu importante. Mais on se heurte aux mêmes difficultés pour faire appliquer la loi dans ces entreprises éphémères ou sans importance qui constituent la plupart des carrières.

Pénalités. — Il a été dressé 13 procès-verbaux contre 23 en 1899 ; ils n'ont donné lieu qu'à 2 condamnations se montant au total à 15 francs d'amende.

Résumé. — La loi du 2 novembre 1892 et les règlements qui l'accompagnent sont convenablement appliqués dans la grande industrie; dans les petites exploitations, on continue à relever quelques irrégularités de procédure plutôt que de fond.

Application, pendant l'année 1904, dans les établissements dépendant de la Guerre, des lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Généralités. — Le personnel ouvrier occupé dans les établissements militaires dont il s'agit est réparti ainsi qu'il suit :

PERSONNEL DES DEUX SEXES.

1° Par services :

Administration centrale.....	52
Service géographique de l'armée.....	103
Écoles militaires.....	176
Artillerie.....	18,786
Génie.....	192
Subsistances militaires.....	279
Habillement, campement.....	1,077
Poudres et salpêtres.....	3,519
Service de santé.....	550

TOTAL..... 24,734

2° Par catégories d'agents :

Hommes adultes.....	20,085
Femmes ou filles majeures.....	3,785
Femmes ou filles de 18 à 21 ans.....	241
Garçons de 16 à 18 ans.....	290
Filles de 16 à 18 ans.....	97
Garçons de 13 à 16 ans.....	226
Filles de 13 à 16 ans.....	10

TOTAL ÉGAL..... 24,734

Age d'admission. — Les établissements militaires n'emploient pas d'enfants âgés de moins de 13 ans. — La proportion des enfants de 13 à 16 ans y est très faible par rapport au nombre total des agents employés (226 sur 24,734).

Durée du travail. — La durée du travail varie dans les établissements et les divers services :

Administration centrale et service géographique. — La présence exigée des ouvriers est de dix heures (hiver), et dix heures et demie (été) coupées par un repos de deux heures; celle des ouvrières est de neuf heures, avec un repos de une heure et demie.

Au service géographique la durée du travail est de neuf heures, avec une heure de repos.

Écoles. — La durée du travail varie de huit heures trois quarts à dix heures, mais le plus souvent elle est de dix heures, coupées par une heure de repos.

Artillerie. — La durée du travail est de dix heures dans la plupart des établissements. Elle est de neuf heures à dix heures au maximum pour les enfants, les femmes et les filles de 18 à 21 ans.

La durée totale des repos varie de une heure à deux heures.

Génie. — Dans aucun établissement la durée effective du travail journalier dépasse dix heures.

Substances et habillement. — La durée de la journée de travail effectif varie de sept heures à dix heures pour les enfants au-dessus de 16 ans, ainsi que pour les filles mineures et pour les femmes; elle est en moyenne de dix heures pour les hommes.

Poudres et salpêtres. — La durée du travail est de neuf à douze heures pour les hommes, de neuf à dix heures pour les enfants de 13 à 18 ans, et de huit à dix heures pour les femmes et filles mineures.

Service de santé. — La durée de la journée de travail effectif a été en moyenne de neuf à dix heures pour les hommes et pour les femmes.

La durée totale des repos varie d'une heure à deux heures.

Travail de nuit et repos hebdomadaire. — En principe, les établissements militaires ne fonctionnent pas la nuit.

Le jour choisi pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Les établissements chôment également les jours fériés.

Livrets, registres, affichages. — Ces dispositions sont appliquées, conformément à la loi, par les directeurs des établissements.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Bonnes mœurs. — Les officiers du service de santé visitent les établissements et présentent, s'il y a lieu, leurs observations; ils remplissent, le cas échéant, la mission qui, aux termes de la loi, incombe à des membres du corps médical.

En ce qui concerne spécialement la sécurité des travailleurs, une circulaire du 11 mars 1901 a, d'ailleurs, rappelé aux directeurs des établissements militaires les dispositions du décret du 10 mars 1894 rendu en l'exécution de la loi du 12 juin 1893 et dont l'application avait été prescrite dans les établissements par la circulaire du 21 mars 1894.

Accidents. — Les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont strictement observées dans tous les établissements militaires; les conditions suivant lesquelles elle est appliquée sont réglées par l'instruction ministérielle du 25 mai 1899, complétée par différentes circulaires et instructions insérées au *Bulletin officiel* du Ministère de la guerre.

Voici le relevé des accidents survenus pendant l'année 1901, classés suivant leurs causes et par service :

DÉSIGNATION.	ADMINISTRATION centrale.	SERVICE GÉOGRAPHIQUE de l'armée.	ÉCOLES MILITAIRES.	ARTILLERIE.	GÉNIE (établissement d'aérostation).	SUBSISTANCES.	ÉQUIPEMENT.	POUDRES ET SALPÊTRES.	SERVICE DE SANTÉ.	TOTAUX.	PUR CENT.
Moteurs.....	"	"	"	4	"	"	"	1	"	5	0.2
Transmissions.....	"	"	"	14	"	"	"	1	"	15	0.6
Machines-outils, mé- tiers, etc.....	"	"	"	519	3	1	1	4	"	528	23.7
Ascenseurs, grues, ap- pareils de levage...	"	"	"	27	"	"	1	4	"	32	1.5
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	"	"	"	7	"	"	"	2	"	9	0.4
Explosifs (poudre, dy- namite, etc.).....	"	"	"	11	"	"	"	24	"	35	1.6
Matières incandescen- tes, brûlantes, corro- sives, etc.....	"	"	"	117	1	1	"	36	"	155	6.9
Éboulements, chutes d'objets.....	"	"	"	215	1	1	5	18	"	240	10.8
Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	"	"	"	114	"	2	8	34	"	158	7.1
Manutentions des far- deaux.....	"	"	"	277	3	7	8	38	2	335	14.9
Conduite des voitures, accidents causés par des animaux. etc.....	"	"	"	20	"	1	"	1	"	21	0.9
Outils à main (mar- teaux, haches, scies, rabots, etc.....	"	"	"	249	"	1	3	14	"	267	11.9
Causes diverses.....	"	"	1	379	"	1	1	52	"	434	19.5
TOTAL.....	"	"	1	1,953	8	14	27	229	2	2,234	100.0

22 de ces accidents ont entraîné la mort et, parmi les autres, 140 ont atteint des protégés, savoir : des enfants (60), des filles mineures (3) et des femmes adultes (77).

Bien que la loi du 9 avril 1898 ne prévoie, en cas d'incapacité temporaire, l'allocation de l'indemnité journalière du demi-salaire que si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, et ce à partir du cinquième jour, l'Administration de la guerre, par mesure de bienveillance, alloue cette indemnité dès le lendemain de l'accident.

Application, en 1901, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les arsenaux et établissements de la marine.

Le nombre total des garçons de 13 à 16 ans employés, en 1901, dans les arsenaux de la marine a été de 821, celui des garçons de 16 à 18 ans de 947 et celui des filles et femmes majeures de 477.

La durée maximum du travail des enfants de 13 à 16 et de 16 à 18 ans est suivant les arsenaux, de sept heures cinquante à dix heures.

La durée maximum du travail journalier des filles et femmes majeures ne dépasse pas dix heures, alors que la limite fixée par la loi était, en 1901, de onze heures.

Ce personnel ne travaille que six jours par semaine; le jour de repos hebdomadaire est le dimanche; il n'est jamais employé à aucun travail de nuit, ni à des travaux pénibles ou dangereux.

Le nombre d'accidents survenus à des enfants de moins de 18 ans a été, en 1901, de 280 pour l'ensemble des arsenaux et établissements de la marine. Ces accidents, pour la plupart, n'ont pas eu de conséquences graves; ils consistent surtout en blessures aux bras, aux mains, aux jambes et aux pieds, occasionnées par des outils à main, par des matières incandescentes ou par des chutes.

Enfin, il s'est produit 8 accidents parmi les filles et les femmes majeures.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail. — Action en responsabilité du droit commun. — Loi du 9 avril 1898 et article 1382 du Code civil. — Non-cumul de l'action du droit commun avec l'action spéciale de la loi de 1898.

Le demandeur, victime d'un accident, ne saurait être admis, dans la même instance, à exercer cumulativement l'action spéciale fondée sur la loi du 9 avril 1898 et l'action de droit commun fondée sur l'article 1382 du Code civil. Car, s'il est un ouvrier au service du défendeur, l'article 1^{er} de la loi de 1898 lui interdit toute autre action que celle dérivant de cette loi, et s'il ne l'est pas, il ne peut se pourvoir que suivant les règles du droit commun.

Le tribunal civil de Gray avait rendu, à la date du 26 février 1902, un jugement ainsi conçu :

LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix du canton de Dampierre-sur-Salon, le 25 mars 1901, et des pièces jointes que, le 20 mars précédent, à cinq heures du soir, à Savoyeux, dans la forge de l'usine Outhenin-Chalandre et C^{ie}, Attalin a été victime d'un accident ayant entraîné la perte de vision, accident survenu alors qu'il prêtait son concours à l'ouvrier forgeron Monnier pour la réparation de ses instruments de travail;

Attendu qu'Attalin, se prétendant victime d'une incapacité absolue de travail, demande une indemnité en se fondant sur l'article 3 de la loi de 1898 et subsidiairement des dommages-intérêts en vertu des dispositions du Code civil, articles 1382 et suivants;

Attendu que Outhenin-Chalandre et C^{ie} concluent à l'irrecevabilité de la demande fondée sur la loi de 1898, en soutenant qu'Attalin n'était pas ouvrier de l'usine et que l'accident n'est pas survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail;

Attendu que, l'enquête faite par M. le juge de paix ne déterminant pas suffisamment le contrat de travail qui liait les parties, celles-ci ont, en vertu du jugement rendu par le tribunal, le 13 novembre 1901, comparu à l'audience du 21 février dernier; qu'il résulte des dires des parties qu'Attalin Ernest, la victime, vivait en communauté avec son frère Félix et qu'après avoir discuté son engagement avec le directeur de l'usine, Robert Félix avait signé seul un engagement aux termes duquel ils s'engageaient tous deux à faire les transports de l'usine à raison de tant par journée de travail pour eux et leurs attelages, et qu'en outre, Ernest Attalin avait la surveillance du matériel dont l'entretien devait être fait par les moyens de l'usine;

Attendu qu'il est formellement reconnu par les parties, à l'audience, que, le 20 mars 1901, après avoir fait les transports qui lui avaient été ordonnés, Attalin Ernest s'est rendu à la forge pour réparer une voiture alors que l'ouvrier forgeron était occupé à réparer une pioche; que sur l'invitation de Monnier, il prit une masse pour l'aider à trancher une barre de fer chauffée à rouge dont un éclat le blessa profondément;

Attendu qu'il en résulte qu'Attalin ne pouvait pas être considéré comme un journalier attaché à l'usine puisqu'il était libre de son temps quand il avait exécuté les transports qui étaient à sa charge, tant par lui-même que par ses préposés ou son communier; que la surveillance du matériel qui lui incombait n'entraînait pour lui que l'obligation de les signaler aux ouvriers de l'usine et non de collaborer à leur exécution; que, par suite, Attalin ne peut être considéré que comme un véritable entrepreneur de transport et non comme un ouvrier dont la puissance de travail était à la disposition de l'usine; qu'en outre, l'accident dont il a été victime ne peut être retenu comme ayant un lien plus ou moins étroit avec son travail; qu'Attalin Ernest doit être déclaré irrecevable dans son action fondée sur la loi de 1898;

Mais attendu qu'il est reconnu par les parties que le préjudice subi par Attalin a été la conséquence indéniable du concours qu'il a prêté à l'ouvrier forgeron Monnier pour l'exécution d'un travail fait pour l'usine;

Attendu qu'il est de droit que, si le travail de l'ouvrier a pour conséquence le salaire pour l'ouvrier, le bénéfice du travail pour le patron, il a pour corollaire la responsabilité du patron tant pour les accidents subis par l'ouvrier que pour ceux causés par son fait; qu'en effet, le forgeron Monnier, préposé de Outhenin-Chalandre et C^{ie}, en appelant un tiers étranger à son aide, l'a fait dans le but de simplifier ou d'accélérer son travail et, par suite, d'augmenter le bénéfice du patron; qu'il est donc de toute justice que celui-ci soit responsable des actes de son préposé; que cette responsabilité, prévue par l'article 1384 § 3 du Code civil, est double et peut être engagée indifféremment contre le patron, que l'action est donc régulièrement intentée contre Outhenin-Chalandre et C^{ie};

Attendu qu'il échet cependant d'examiner si l'action basée sur les principes du droit civil peut être introduite sous forme de conclusions subsidiaires à une action fondée sur la loi de 1898, c'est-à-dire instruite comme matière sommaire, alors que l'action née des principes du droit civil doit être instruite comme ordinaire;

Attendu que la loi, en édictant des règles de procédure différentes, suivant la nature des affaires, a eu pour but de mettre les moyens de défense que les parties ont à opposer aux prétentions du demandeur en rapport avec l'importance du litige; qu'elle ne laisse ni aux parties ni même au tribunal le droit de choisir entre la procédure sommaire et la procédure ordinaire, mais qu'elle détermine par voie d'interprétation les cas qui permettent d'y recourir; qu'il est constant qu'une demande en réparation du préjudice causé par un accident est régulièrement introduite comme matière sommaire, conformément à la loi de 1898; qu'il n'apparaît pas contraire à l'ordre public ou au droit de l'une des parties que le tribunal, tout en déclarant la demande irrecevable comme basée sur la loi de 1898, en reconnaisse le bien fondé par application des principes du droit civil et juge l'affaire comme en matière ordinaire;

Sur la demande en remboursement des dépenses et en provision :

Attendu qu'il est établi par les documents versés au procès qu'Attalin (Ernest) a fait des dépenses pour soins, médecins et voyages s'élevant à la somme de 475 francs; qu'il échet de condamner les défendeurs à lui rembourser cette somme;

Attendu, en ce qui concerne la provision, qu'Ernest Attalin n'a pu se livrer à aucun travail depuis plus d'un an; que le tribunal a les éléments suffisants pour fixer le chiffre de ladite provision;

Sur la demande principale :

Attendu que le tribunal ne possède pas les éléments nécessaires pour statuer sur les conséquences définitives de l'accident survenu à Ernest Attalin le 20 mars 1901; qu'il est allégué par ce dernier que l'incapacité devant en résulter serait permanente et absolue; que, dans ces conditions, il y a lieu de recourir à une expertise médicale;

PAR CES MOTIFS, déclare l'action d'Attalin non recevable comme fondée sur l'article 3 de la loi de 1898, mais admet le principe de la responsabilité fondé sur l'article 1384 du Code civil;

Condamne les défendeurs à payer à Attalin la somme de 475 francs pour les dépenses occasionnées par l'accident et celle de 400 francs à titre de provision;

Et, avant faire droit, ordonne que M. le docteur Olivier, demeurant à Gray, que le tribunal commet d'office, serment par lui préalablement prêté entre les mains du président de ce siège ou du juge qui le remplacera, il sera procédé à la visite et à l'examen d'Ernest Attalin à l'effet de rechercher s'il est ou non atteint d'une incapacité permanente et absolue, de s'expliquer sur l'importance de la réduction du travail, etc.

Sur appel d'Attalin, la cour a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Attendu qu'il n'importe qu'Attalin, victime de l'accident du 20 mars 1901, et Outhenin-Chalandre, chef de l'industrie où Attalin a été blessé, reconnaissent que la loi de 1898 devrait recevoir son application en l'espèce; que nul ne peut s'assujettir volontairement à une loi dont les dispositions d'ordre public sont expressément réservées à des cas particuliers déterminés; que, par suite, la question de savoir si la loi dont s'agit est ou n'est pas applicable au cas particulier demeure entière en dehors de toute reconnaissance passée par les parties; qu'à cet égard, c'est à bon droit que le jugement dont est appel a écarté l'application à la cause de la loi spéciale; qu'il ressort, en effet, de tous les documents du procès qu'Ernest Attalin n'était ni ouvrier, ni employé de l'intimé;

Attendu que son frère, Félix, avait, le 2 mars 1901, passé avec Outhenin-Chalandre et C^{ie} un traité aux termes duquel il s'engageait à faire les divers transports de l'usine, soit pour les travaux de réparation, soit pour le transport à des prix variant entre 10, 11 et 13 francs par jour, suivant le nombre de journées employées; que c'était Ernest Attalin qui conduisait les chevaux affectés à cette entreprise dont il était, ou bien l'associé, ainsi que cela paraît résulter de son inscription comme voiturier au rôle des patentes de 1901 de la commune de Savoyeur, ou bien le préposé, mais qu'il n'agissait en tout cas que pour l'exécution du contrat de transport passé entre son frère et Outhenin-Chalandre et que rien ne révèle qu'il remplissait accessoirement dans l'usine un emploi quelconque; que, s'il en avait rempli, il eût été salarié et que le comptable Bouillon, entendu dans l'enquête, a déclaré à deux reprises différentes qu'il lui était impossible de dégager, dans le contrat de transport, les sommes qui pouvaient représenter le salaire quotidien d'Ernest Attalin;

Attendu que, dans ces conditions, la production par Outhenin-Chalandre d'un extrait de ses livres, constatant que, pendant quelques jours, il aurait payé quotidiennement 3 francs à Ernest Attalin, ne peut s'expliquer comme étant vraisemblablement le résultat d'un accord particulier et comme un paiement à valoir devant être décompté des sommes dues à raison de l'exécution, pendant les mêmes journées, du contrat de transport passé entre Félix Attalin et Outhenin-Chalandre; qu'en tout cas, Ernest Attalin étant soit l'associé, soit le préposé de l'entreprise, et non le préposé d'Outhenin-Chalandre, ce dernier ne peut prétendre que, dans ses rapports avec l'appelant principal, la loi de 1898 serait applicable; qu'il y a lieu d'adopter, au surplus, les motifs du jugement sur ce chef;

Mais attendu que c'est à tort que le jugement a retenu l'application à la cause de

l'article 1384; qu'Attalin ne pouvait, tout à la fois et dans la même instance, se réclamer de la loi spéciale et du droit commun; que, s'il était un ouvrier d'Outhenin-Chalandre, l'article 1^{er} de la loi de 1898 lui interdisait toute autre action que celle dérivant de la loi; que, s'il ne l'était pas, il devait se pourvoir suivant les voies ordinaires; que la procédure organisée par la loi de 1898 qui, entre autres dispositions déroatoires du droit commun, accorde d'office le bénéfice de l'assistance judiciaire aux demandeurs est spéciale à cette loi et ne peut être suivie que pour en obtenir l'exécution, qu'elle lui est limitativement réservée et ne peut être appliquée cumulativement à des actions reposant sur des textes distincts et qui, restant soumises aux garanties de droit commun, doivent être instruites d'après les principes généraux du code de procédure civile; d'où il suit que la demande d'Attalin, en tant qu'elle procédait de l'article 1384, ne pouvait pas emprunter la forme sommaire de la loi de 1898, qu'elle devait suivre, par voie distincte celle de la matière ordinaire; que la décision des premiers juges doit être réformée de ce chef;

Attendu que l'appel en cause de la « Zurich » par Outhenin-Chalandre, qui tend à faire décider que la compagnie sera tenue de prendre le fait et cause de ce dernier en son lieu et place, à supporter les condamnations qui pourraient être prononcées contre lui et qui est fondé sur une faute lourde imputée à la compagnie, n'est autre qu'une demande en garantie; que, si c'est une demande en garantie, elle ne peut être portée devant le juge de la demande principale qu'autant qu'elle est connexe à cette dernière;

Mais que cette condition ne se présente pas dans l'espèce parce que si la demande principale dérive tout à la fois d'un quasi-délit et d'un risque professionnel, la demande en garantie dérive d'un contrat; qu'il en résulte que ces deux actions, quoique provenant d'un même fait, qui est leur cause commune, procèdent d'obligations de nature différente, sans connexité entre elles, qui sont toutes deux distinctes et dont chacune ne peut être considérée comme l'accessoire ou la dépendance de l'autre (Cass., 21 janvier 1863); d'où il suit que la demande en garantie d'Outhenin-Chalandre n'est pas recevable;

Attendu qu'en admettant toutefois qu'on puisse induire de la rature approuvée du paragraphe 2 de l'article 16 de la police que la compagnie aurait renoncé à se prévaloir de cette exception, la demande en garantie n'en serait pas moins encore non recevable parce qu'elle a été introduite pour la première fois en cause d'appel; qu'elle ne pouvait l'être dans ces conditions que du consentement du gérant; qu'à défaut celui-ci ne pouvait être privé du premier degré de juridiction;

Sur les dommages-intérêts réclamés par la « Zurich »;

Attendu que celle-ci ne justifie pas d'un préjudice appréciable;

Sur la déchéance:

Attendu que la demande de la compagnie est sur ce point dénuée d'intérêt, l'application de la loi de 1898 étant rejetée; qu'en fait, d'ailleurs, l'attitude d'Outhenin-Chalandre était plutôt un moyen de défense à l'action en responsabilité civile qu'un accord établi avec l'appelant principal;

Sur les dépens;

Attendu qu'Attalin succombe sur son appel; qu'Outhenin-Chalandre réussit sur son appel incident tendant au rejet dans l'instance actuelle de l'article 1384; qu'il succombe dans sa demande en intervention:

PAR CES MOTIFS, joint comme connexes les instances inscrites au rôle de la cour sous les numéros 248, 278 et 283 et statuant par un seul arrêt sur les appels tant principal qu'incident relevés par Attalin et Outhenin-Chalandre d'un jugement du tribunal civil de Gray du 26 février 1902 et sur la demande en garantie d'Outhenin-Chalandre contre la compagnie la « Zurich »;

Reçoit les appels contre lesquels aucune fin de non-recevoir n'a été élevée ;

Au fond :

Confirme le jugement attaqué en ce qu'il a décidé que la loi de 1898 était sans application dans l'espèce ;

Le réforme en ce qu'il a jugé que l'action introduite par Ernest Attalin, en vertu de la loi de 1898, pouvait être cumulativement jugée avec l'action introduite par le même, en vertu des articles 1382, 1383 et 1384 du code civil ;

Annule cette partie de la décision,

Met à néant l'expertise ordonnée ;

Dit non recevable l'action en garantie formée par Outhenin-Chalandre contre la « Zurich » ; le réserve à se mieux pourvoir ainsi que l'appelant principal ;

Rejette, comme sans intérêt, la demande en déchéance formée par la « Zurich » ;

Rejette sa demande en dommages-intérêts ; etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1902 (1). — Les principaux groupes professionnels ont accusé une amélioration sensible par rapport au mois précédent et surtout à septembre 1901 ; elle s'est traduite par une diminution satisfaisante du chômage.

Placement en septembre 1902. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 75 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de septembre 1901, une diminution du chômage dans 51 villes, une augmentation dans 24.

Les placements effectués dans ces 75 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Sept. 1901....	31,015	16,582	47,597	57,635	15,527	73,162	185.8	93.6	153.7
Sept. 1902....	38,783	21,321	60,104	62,426	17,855	80,281	161.0	83.7	133.6

Grèves en septembre 1902. — 29 grèves nouvelles contre 28 en août 1902 et 21 en septembre 1901. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et la construction des *machines* (7) ; dans le *bâtiment* (5), et dans le travail des *pierres et terres* (3).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Les grèves et lock-outs en 1901(1). — On a compté 1,071 grèves, dont 1,056 se sont terminées au cours de l'année en question. C'est sur ces dernières que portent exclusivement les principales données de la statistique officielle : causes, durée, résultats, nombre des établissements atteints et des grévistes.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces 1,056 conflits s'élève à 55,262 répartis entre 4,561 exploitations, dont 1,178 (soit les 25.8 p. 100 de la totalité) ont été entièrement suspendues(2).

Le nombre des journées de chômage des grévistes n'est pas indiqué par la statistique pour 1901; mais on évalue, d'ailleurs très approximativement, en l'absence d'indications suffisantes, les pertes de salaires qu'ils ont subies à 5,625,000 francs.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison du mouvement gréviste de 1901 avec celui des deux années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	PERTES PÉCUNIAIRES.
1899.....	1,288	99,338	7,121	5,375,000 ^f environ.
1900.....	1,433	122,803	7,740	6,750,000 —
1901.....	1,056	55,262	4,561	5,625,000 —

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE		
	de GRÈVES.	de GRÉVISTES	D'ÉTA- BLISSE- MENTS atteints.
Bâtiment.....	378	18,971	1,860
Travail du bois, tabletterie.....	113	2,491	187
Travail des pierres et terres.....	102	3,201	174
Travail des métaux.....	98	3,201	594
Alimentation.....	69	3,554	303
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	67	4,593	991
Textiles.....	58	3,085	83
Travail du cuir.....	43	1,764	164
Fabrication des machines, instruments et appareils.....	38	5,042	54
Mines, forges, salines et tourbières.....	21	2,118	25
Métiers ressortissant au commerce.....	18	760	35
Transport et manutention.....	14	373	14
Industrie du papier.....	11	172	11

(1) D'après : *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1901*. Publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1902; Puttkammer et Mühlbrecht, libraires-éditeurs.

(2) Quant aux ouvriers réduits contre leur gré à chômer du fait des grèves, ils ont été de 7,420.

Les industries les plus atteintes ont été :

	NOMBRE DE GRÈVES		
	en 1901.	en 1900.	en 1899.
Bâtiment.....	378	496	471
Travail du bois, tabletterie.....	113	197	154
Travail des pierres et terres.....	102	99	105
Travail des métaux.....	98	89	140
Alimentation.....	69	77	53
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	67	73	64
Textiles.....	58	73	104
Industrie du cuir.....	43	44	39
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	38	66	45
Mines, forges, salines et tourbières.....	21	56	30
Métiers ressortissant au commerce.....	18	47	16
Transport et manutention.....	14	58	31
Industrie du papier.....	11	20	9

L'étendue, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants ressortent du tableau ci-dessous :

RÉSULTATS.			NOMBRE DE GRÈVES OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES.									
			Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.			
			Demande		Divers.	Main- tien ou diminution de la durée du travail.	Sup- pression ou réduc- tion des heures supplé- men- taires.	Divers.	Change- ment ou main- tien du mode de paye- ment des salaires.	De- mande de renvoi de supé- rieurs.	De- mande de réinté- gration d'ou- vriers congé- diés.	Causes ne rentrant pas dans les ru- briques ci- contre.
RÉS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.	de main- tien.	d'aug- men- tation.								
77	111	190	27	246	77	63	7	25	9	4	31	104
27	28	58	27	38	19	23	3	7	6	1	17	37
21	15	66	19	34	8	7	2	1	9	"	13	43
13	19	66	36	19	13	7	"	2	7	"	14	33
10	19	40	7	40	17	11	3	8	1	3	15	31
12	24	31	6	28	12	9	1	4	3	1	10	43
11	18	29	18	21	19	6	6	3	2	3	4	22
12	11	20	5	24	12	14	3	3	2	1	12	25
5	14	19	13	7	4	5	"	2	2	2	9	5
3	8	10	9	10	3	1	"	1	1	2	5	3
3	3	12	1	9	1	2	"	1	1	"	3	6
4	2	8	2	5	4	3	1	1	"	"	4	5
"	4	7	"	3	2	2	"	2	"	"	4	5

Les résultats pour l'ensemble des grèves, soit 1,056, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grèves.		PROPORTION p. 100 par rapport au total des grévistes.		PROPORTION p. 100 par rapport au total des établis- sements affectés.	
	NOMBRE de grèves.		NOMBRE des grévistes.		NOMBRE d'établis- sements atteints.	
Succès.....	200	18,9	8,803	15,9	480	10,5
Transactions.....	285	27,0	18,457	33,4	2,887	63,3
Echecs.....	571	54,1	28,002	50,7	1,194	26,2
TOTAL.....	1,056	100,0	55,262	100,0	4,561	100,0

Quant au mode de solution des différends, il est intéressant de noter l'intervention médiatrice des conseils de prud'hommes dans 30 cas, en conformité de la loi du 29 juillet 1890.

Des poursuites judiciaires ont été exercées au cours de 159 conflits, et 239 ont provoqué l'intervention directe ou indirecte de la police, sans conséquences pénales.

Lock-outs. — Les lock-outs ont été au nombre de 38, dont 35 levés au cours de l'année 1901, après avoir affecté 238 établissements et 5,414 ouvriers (1) parmi lesquels, en première ligne, les *maçons*, les *constructeurs de navires* et les *paveurs*. Principales causes: dans 83 cas, participation des ouvriers, malgré défense, à la manifestation du 1^{er} mai; dans 15, volonté des patrons de voir des ouvriers quitter les associations professionnelles auxquelles ils sont affiliés; et dans 7, de maintenir les anciens salaires. Les prétentions patronales aboutirent, de point en point, dans 16 lock-outs; partiellement dans 8, et tombèrent dans les 11 autres. Les conseils de prud'hommes s'érigèrent 2 fois en comités de conciliation.

L'inspection des fabriques et des mines en Prusse en 1901 (2). — Le total des établissements soumis à l'inspection s'élevait, en 1901, à 137,612, occupant 3,001,790 ouvriers. Sur ce nombre, 51,343 ont été visités au courant de l'année, à savoir 38,661 une fois, 8,070 deux fois et 4,612 trois fois. Le personnel de ces établissements représente 80 p. % du personnel total soumis à l'inspection.

Des contraventions relatives à l'emploi des jeunes ouvriers au-dessous de 16 ans ont été dressées dans 6,798 établissements, et d'autres, relatives à l'emploi des femmes, dans 1,764 établissements. Le nombre de peines infligées a frappé dans le premier cas 886 personnes et dans le second, 217. On a accordé des autorisations de faire des heures supplémentaires en semaine à 577 établissements: 37,848 femmes ont, de ce chef, fait 779,462 heures en plus. En outre, 117 établissements ont été autorisés à faire travailler 5,402 femmes le samedi, après les heures de clôture réglementaire.

(1) 95 autres travailleurs durent chômer par contre-coup.

(2) Rapport annuel des inspecteurs des fabriques et des mines en Prusse, pour l'année 1901.

Le tableau suivant permet de comparer comment se décompose le personnel occupé, en 1901, dans lesdits établissements.

PERSONNEL OCCUPÉ dans des établissements soumis à l'inspection							
Des inspecteurs de fabriques.				Des inspecteurs des mines.		TOTAL.	
		TOTAL.	Proportion p. 100.			TOTAL.	Proportion p. 100.
Au-dessous de 14 ans.	Garçons...	1,568	0.06	94	0.02	1,662	0.06
	Filles....	730	0.03	2	—	732	0.02
De 14 à 16 ans.	Garçons...	127,824	5.21	18,154	3.33	145,978	4.86
	Filles....	47,150	1.92	806	0.15	47,956	1.60
Femmes...	De 16 à 21 ans.....	152,510	6.21	4,003	0.73	156,513	5.21
	Au-dessus de 21 ans.	247,847	10.09	5,120	0.94	252,967	8.43
Hommes au-dessus de 16 ans.....		1,878,474	76.48	517,508	94.83	2,395,982	79.82
TOTAL.....		2,456,103	100.00	545,687	100.00	3,001,790	100.00

AUTRICHE.

Placement en août 1902 (1). — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 901 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
236	83	177	42	121	56	76	47	65	32	57	37

Grèves en août 1902. — 8 nouvelles grèves, avec 670 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et pour le *vêtement*, les *métaux* et les *textiles* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 3 succès, 2 transactions, 3 échecs (2). Causes : insuffisance de salaires, 6 cas; motifs divers, 2 cas.

BELGIQUE.

Placement en août 1902 (2). — Le rapport entre les demandes et les offres d'emplois, dans les 15 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements, n'est pas plus favorable que le mois précédent : pour 783 offres de patrons,

(1) D'après la *Soziale Rundschau*.

(2) D'après la *Revue du travail*.

il y a eu 1.177 demandes des ouvriers (hommes), soit 150 p. 100. Le mois précédent, il y avait 1.263 demandes pour 847 offres, soit 149 p. 100, et, en août 1901, 707 demandes pour 486 offres, soit 245 p. 100.

Grèves en août 1902. — 4 nouvelles grèves, avec 444 grévistes et 150 chômeurs forcés ont été signalées en août à l'Office du travail; de plus, 1 grève, avec 100 participants, commencée le 30 juillet, s'est prolongée jusqu'au 31 août.

Une grève s'est prolongée au delà du 15 septembre. 3 autres se sont terminées avant le 2 septembre par un échec; la grève commencée en juillet a pris fin par une transaction.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1902 (1). — La situation du marché du travail n'a jamais été, depuis 10 ans, aussi défavorable en septembre qu'elle l'a été cette année. Le chômage a été sensible surtout dans la métallurgie et les constructions navales.

5 p. 100 de chômeurs dans 221 trade's-unions, groupant 553,870 membres contre 4.5 p. 100 en août 1902 et 3.7 p. 100 en septembre 1901.

5.35 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 490,795 mineurs contre 4.94 en août 1902 et 5.36 en septembre 1901.

326 hauts fourneaux en marche à la fin de septembre 1902, avec 22,400 ouvriers contre 328 en août 1902 et 325 en septembre 1901.

82 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en septembre 1902 et 79 p. 100 dans les tissages, avec 82,000 ouvrières, femmes et filles, contre 85 p. 100 et 72 p. 100 en août 1902 et 88 p. 100 et 69 p. 100 en septembre 1901.

Grèves. — 18 nouvelles grèves en septembre 1902 avec 6,864 chômeurs, contre 15 avec 4,703 en août 1902, et 33, avec 8,654, en septembre 1901; 5 grèves dans les mines; 5 dans la métallurgie et les constructions navales; 4 dans les textiles, et 4 dans diverses industries.

Sur 19 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 4,648 grévistes: 5 succès, 3 échecs, 11 transactions.

Modifications survenues, au cours de 1901, dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail (2).

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux du salaire par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous.

Le nombre des modifications de salaires enregistrées en 1901 s'élève à 969 (soit 638 augmentations et 331 diminutions) atteignant ensemble 932,126 personnes.

(1) D'après la *Labour Gazette*.

(2) D'après le *Report on changes in rates of wages and hours of labour, 1901*, publié par le *Labour department*, Ministère du commerce; Londres, Eyre et Spottiswood, dépositaires.

Voici comment s'établissent les fluctuations survenues de 1893 à 1901.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL des personnes intéressées par des modifications de salaires.	RÉSULTAT HEBDOMADAIRE NET obtenu par les intéressés directs.			
		Augmentations (+)		diminutions (—).	
		Total.		Moyenne par tête.	
		fr.	c.	fr.	c.
1893.....	549,977	+	313,383 72	+	0 577
1894.....	670,386	—	1,137,195 02	—	1 722
1895.....	436,718	—	711,481 42	—	1 617
1896.....	607,654	+	670,650 24	+	1 102
1897.....	597,444	+	794,606 54	+	1 275
1898.....	1,015,169	+	2,038,154 30	+	1 985
1899.....	1,175,576	+	2,164,380 40	+	1 933
1899.....	1,175,576	+	2,292,624 10	+	2 131
1900.....	1,135,786	+	5,280,387 06	+	4 655
1901.....	932,126	—	1,950,590 46	—	2 092

La hausse générale des salaires commencée en 1896 a fait place à une réduction de près de 2 millions par semaine, par suite des diminutions imposées dans les mines et la métallurgie. La réduction moyenne hebdomadaire pour les ouvriers intéressés s'élève à 2 fr. 092; si on la répartit entre *tous* les ouvriers des industries considérées, elle tombe à 0 fr. 17.

Dans l'ensemble, il y a eu augmentation pour 429,715 ouvriers (1,028,716 fr., soit 2 fr. 39 par tête) et diminution pour 492,518 (2,979,292 francs, soit 6 fr. 95 par tête). En 1900 il y avait eu hausse générale.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie.

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		P. o/o du total des ouvriers de la profes- sion.	DIFFÉRENCE par semaine :		MOYENNE par semaine par tête d'ouvrier intéressé	
	Augmenta- tion.	Diminu- tion.		en plus.	en moins.	en plus.	en moins.
				fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Bâtiment.....	29,598	10,089	4.8	76,248 76	26,249 05	2,542	2,572
Mines, carrières..	325,249	392,023	91.9 ⁽¹⁾	805,881 13	2,385,545 61	2,45	6,0
Métallurgie.....	14,467	87,469	8.1	27,846 63	566,524 50	1,88	6,35
Textiles.....	2,911	187	0.3	7,891 14	560 00	2,675	2,98
Vêtement.....	5,265	9	0.9	17,437 02	5 00	3,25	0,625
Divers.....	24,610	2,728	1.6	48,117 76	6,362 94	1,90	2,275
Employés civils..	27,615	13	#	46,293 70	73 75	1,65	5,62
	429,715	492,518	11.4	1,028,716 14	2,979,291 85	2,393	6,95

Dans les mines, il y a eu augmentation pour 325,249 personnes et diminution pour 392,023 autres; les premières ont gagné 2 fr. 45 par semaine, alors que les autres perdaient 6 francs; dans la métallurgie, la perte a été de 6 fr. 35 pour 87,469 et le gain de 1 fr. 88 pour 14,467. Le chiffre des réductions imposées en 1901 est le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1893; de même, le total de ces réductions est plus considérable que la somme des réductions imposées au cours

(1) Ce chiffre est celui des ouvriers des houillères; pour les autres mines, la proportion tombe à 21.6 p. 100 et pour les carrières à 2,87 p. 100.

de ces huit années. Le rapport évalue à 60 millions le total des pertes subies pendant l'année 1901 par les ouvriers, et à 6 millions le gain qu'ils ont obtenu : la perte nette ressort à 54 millions. En 1900 les ouvriers avaient obtenu un gain de 125 millions de francs.

Le tableau suivant fait connaître à la suite de quelles négociations et à combien d'ouvriers des augmentations ont été accordées ou des réductions ont été imposées.

MODE DE RÈGLEMENT.	NOMBRE d'ouvriers intéressés.	POUR CENT des ouvriers dont les salaires ont été modifiés.
<i>Après une grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants...	13,706	1,47
Bureaux de conciliation, arbitrage, médiation....	847	0.09
TOTAL.....	14,553	1.56
<i>Sans grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants...	219,860	23,54
Bureaux de conciliation, commissions mixtes, médiation, arbitrage.....	506,508	54,36
Échelles mobiles.....	191,205	20.54
TOTAL.....	917,573	98.44
TOTAL GÉNÉRAL.....	932,126	100.00

Il ressort de là que la tendance à régler des questions de salaires selon un mode pacifique augmente de plus en plus. Sur cent ouvriers atteints par une fluctuation de salaires, deux à peine ont pris part à une grève ou été atteints par un lock-out; cette moyenne est la plus basse que l'on ait enregistrée. Parmi les 507,355 ouvriers dont les salaires ont été modifiés à la suite de conciliation ou d'arbitrage, on compte 481,366 mineurs, 12,820 ouvriers métallurgistes, 10,000 typographes, etc. Dans chaque district minier de quelque importance, on a institué des bureaux de conciliation pour l'établissement des salaires et cette mesure donne d'excellents résultats.

Heures de travail. — Le nombre des changements dans la durée du travail survenus en 1901 est le plus faible — celui de 1895 excepté — que l'on ait constaté depuis 1893. Sur un total de 29,276 ouvriers intéressés par ces modifications, 586 ont vu augmenter la durée de leur journée et 28,690 l'ont vu réduire. Dans l'ensemble, il en est résulté une réduction de 58,728 heures par semaine, soit 2 heures par tête. Voici comment s'établissent ces chiffres pour les années précédentes;

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire. heures.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire. heures.
1893.....	34,649	1.09	1898.....	39,049	2.10
1894.....	77,158	4.04	1899.....	35,949	3.54
1895.....	22,735	1.94	1900.....	57,726	4.12
1896.....	108,271	0.73	1901.....	29,276	2.01
1897.....	70,632	4.03			

Si l'on examine les modifications survenues par groupe d'industrie on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIES.	NOMBRE D'OUVRIERS.	RÉDUCTION moyenne des heures de travail par semaine.
Bâtiment.....	4,499	0.83
Mines.....	1,072	9.68
Métallurgie.....	1,772	2.26
Vêtement.....	152	1.46
Industrie du livre.....	17,920	1.69
Bois.....	638	1.56
Ouvriers municipaux.....	874	5.17
Autres industries.....	2,349	1.99
TOTAL.....	29,276	2.01

Le total des ouvriers du livre comprend 12,923 compositeurs-typographes, correcteurs, etc., de Londres et 3,060 ouvriers de Glasgow, qui ne font plus, respectivement, que 52 h. 1/2 et 50 heures par semaine.

Les grèves et les lockouts en 1901 (1). — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lockouts, survenus en 1901 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 642, et celui des ouvriers réduits au chômage à 179,546 (dont 68,109 ont été atteints indirectement seulement). Le total des journées de travail perdues a été de 4,142,287.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les totaux de grèves et de chômeurs sont, en 1901, les plus faibles que l'on ait enregistrés depuis 5 ans. Par contre, le nombre des journées perdues est supérieur à celui des deux dernières années, par suite de l'importance des grèves minières.

	1897	1898	1899	1900	1901
Nombre de grèves.....	864	711	719	648	642
Nombre des chômeurs...	230,267	253,907	180,217	188,538	179,546
Total des journées de travail perdues.....	10,345,523	15,289,478	2,516,416	3,152,694	4,142,287

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines (112,981 chômeurs, soit 62.9 p. 100 du total), la métallurgie (22,489 chômeurs, soit 12.5 p. 100), les textiles (16,609 chômeurs, soit 9.25 p. 100). Il est à noter que le nombre des chômeurs dans le bâtiment a été, en 1901, le plus faible que l'on ait constaté depuis plusieurs années (5.4 p. 100 contre 10.17 p. 100 en 1900 et 16.93 en 1899). Dans les textiles et les transports, le total des chômeurs a diminué considérablement et est tombé respectivement à 9.25 et à 1.4 p. 100.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que les ouvriers des mines figurent en première ligne pour 50.4 p. 100 de l'ensemble; ceux de la métallurgie pour 14.5 et ceux des textiles pour 6.7. Les chômeurs du bâtiment, bien que relativement peu nombreux, figurent toutefois pour 13.9 p. 100 du total des journées de travail perdues.

(1) D'après le rapport annuel publié par le *Labour Department* (Ministère du Commerce).

Le tableau suivant réunit ces divers renseignements. Il donne, en outre, la proportion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industrie, pour 1901 et pour la période 1897-1901.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	PROPORTION P. 0/0 du nombre des chômeurs rapporté :					
	NOMBRE des conflits	NOMBRE des grévistes.	NOMBRE des journées de travail perdues.	au total des chômeurs.	aux chiffres de la population ouvrière (1).	
					en	période
					1901.	1897-1901.
Bâtiment.....	104	9,797	574,848	5.4	1.2	2.2
Mines, carrières.....	210	112,981	2,086,113	62.9	12.4	10.8
Métallurgie.....	103	22,489	601,553	12.5	1.8	3.2
Textiles.....	96	16,609	276,363	9.2	1.4	2.7
Vêtement.....	39	4,135	87,384	2.3	0.7	0.7
Transports.....	20	2,682	38,312	1.5	2.0	3.8
Autres industries.....	70	10,853	477,714	6.2		
TOTAL.....	642	179,546	4,142,287	100.0	2.0	2.4

Si l'on considère que les moyennes 2.0 et 2.4 se rapportent exclusivement aux industries dans lesquelles des grèves ont éclaté de 1897 à 1901, et que, pendant cette même période, aucun conflit sérieux n'a éclaté dans l'agriculture, la navigation et la pêche, on peut, si l'on fait figurer le total des ouvriers de ces catégories dans le total des ouvriers du Royaume-Uni, ramener à moins de 2 p. 100 la proportion des ouvriers atteints par les grèves.

Il en ressort que, comparé à l'ensemble des ouvriers employés, le nombre des personnes atteintes par les conflits pendant *une période donnée* est, excepté pour l'industrie minière, extrêmement restreint.

Si l'on évalue à 2 milliards 600 millions le nombre des journées de travail fournies en 1901 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues atteint à peine une demi-journée par tête et par an.

La plupart des conflits ont été de peu d'étendue et ont causé peu de chômage. 524 d'entre eux (soit 81 p. 100 du total) ont réduit 61,204 personnes au chômage (soit 34.08 du total); 118 autres, par contre (soit 19 p. 100 du total), ont réduit 118,342 personnes au chômage (soit 65.92 du total). Dans le premier cas, la proportion des journées de travail perdues s'établit à 27 p. 100; dans le deuxième, elle s'élève à 73 p. 100.

Dans les mines et la métallurgie, les totaux des journées de travail perdues sont les plus élevés que l'on ait constatés depuis 1898, époque de la grande grève houillère du pays de Galles.

La durée moyenne du chômage d'un gréviste a été de 20 jours, contre 19 jours en 1900; plus de la moitié des conflits ont, au cours de ces deux années, duré moins de 15 jours.

Au point de vue des causes et des résultats, on peut grouper comme suit les grèves de 1901 et les nombres totaux des ouvriers directement intéressés (111,437) ayant obtenu ou non gain de cause.

(1) Les chiffres de la population ouvrière sont ceux du rapport du Ministre de l'Intérieur, excepté pour le bâtiment où l'on a pris les chiffres du recensement de 1891.

Causes ou objets des grèves (ouvriers atteints directement).

CAUSES OU OBJETS des GRÈVES.	NOMBRE de GRÈVES.	P. 100 du NOMBRE des grèves.	NOMBRE TOTAL DES GRÉVISTES AYANT OBTENU										NOMBRE TOTAL des journées de travail perdues.
			RÉUSSITE complète.	P. 100.	échec.	P. 100.	RÉUSSITE partielle.	P. 100.	RÉSULTAT inconnu.	P. 100.	TOTAL des grévistes.	P. 100.	
Pour une augmentation ou contre une réduction de salaire.....	402	62.62	14,203	46.42	17,447	46.30	25,539	62.35	1,676	75.54	58,865	52.82	2,305,362
Pour une diminution ou contre un al- longement de la journée de travail.	29	4.52	328	1.07	3,278	8.70	592	1.44	"	"	4,108	3.76	209,620
Pour ou contre une question du régle- ment du travail.....	79	12.30	3,087	10.09	9,918	26.32	10,180	24.85	"	"	23,185	20.80	939,033
Pour la défense de la cause syndicale..	38	5.92	9,804	32.06	966	2.56	221	0.53	540	24.46	11,531	10.35	115,680
Pour des conflits avec d'autres ouvriers relativement au travail. Pour le maintien ou le renvoi d'autres ou- vriers ou contremaîtres.....	84	13.68	4,076	10.07	4,528	12.01	2,920	7.15	"	"	10,524	9.45	196,212
Grèves de sympathie.....	6	0.94	50	0.15	370	0.98	1,470	3.58	"	"	1,890	1.69	191,839
Autres réclamations.....	4	0.62	43	0.14	1,168	3.10	33	0.10	"	"	1,244	1.12	14,641
TOTAUX.....	612	100.00	30,591	100.00	37,675	100.00	40,955	100.00	2,216	100.00	111,437	100.00	4,112,287

Sur 642 conflits, 402 (soit 62.6 p. 100) ont été causés par des questions de salaires et ont réduit au chômage 52.8 p. 100 du personnel *directement* intéressé, contre 61.4 p. 100 en 1900. — Sur ces 402 conflits relatifs aux salaires, 166, soit 41.3 p. 100, ont éclaté au sujet d'une augmentation (contre 61 p. 100 en 1900) atteignant 33.8 p. 100 du personnel *directement* intéressé (contre 69 p. 100 en 1900).

Il est à noter que le nombre des conflits survenus à propos d'une réduction des salaires a sensiblement augmenté en 1901. Il s'est élevé à 101 (contre 46 en 1900) atteignant 25 p. 100 du personnel *directement* intéressé (contre 9 p. 100 en 1900).

Les grèves relatives aux heures de travail ont été relativement peu importantes.

Quant aux résultats des grèves, ils ont été généralement plus favorables aux patrons qu'aux ouvriers.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les patrons ont triomphé dans 33.8 p. 100 des cas et accordé un compromis dans 36.75 p. 100.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS <i>directement</i> intéressés ayant obtenu :			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	23.22	33.08	40.15	3.55
Mines.....	27.08	34.71	35.46	2.75
Métallurgie.....	24.02	34.75	41.01	0.22
Textiles.....	38.20	34.48	26.97	0.35
Vêtement.....	51.69	22.84	25.47	"
Transports.....	55.69	27.33	16.98	"
Divers.....	8.12	31.45	59.03	1.40
Employés des autorités locales.....	6.33	59.91	33.76	"
TOTAL.....	27.45	33.81	36.75	1.99

Dans les transports et le vêtement seulement, plus de la moitié des ouvriers ont triomphé.

Résultats obtenus par les ouvriers *directement* intéressés pendant ces 3 dernières années :

	1899.	1900.	1901.
Succès.....	26.7	30.05	27.45
Échec.....	43.7	24.79	33.81
Transaction.....	29.1	41.72	36.75
Résultat inconnu.....	0.5	3.44	1.99

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits, on constate que 89 p. 100 des chômeurs ont vu leurs conflits tranchés *directement*, soit à la suite de négociations entre les parties (79.90 p. 100), soit par voie d'arbitrage (4.65 p. 100) ou de conciliation (4.71 p. 100), tandis que 3.57 p. 100 se sont vus remplacer par d'autres ouvriers et que 5.21 p. 100 ont dû se soumettre purement et simplement (soit ensemble 8.78 p. 100 au lieu de 7.32 p. 100 comme en 1900).

Il n'y a pas eu de résultat pour 1.22 p. 100 ; le conflit s'est terminé par la fermeture des ateliers pour 0.71 p. 100.

Le nombre des conflits terminés par l'arbitrage et la conciliation a légèrement augmenté en 1901.

HOLLANDE.

Les chambres de travail en 1901. — Les chambres de travail instituées par la loi du 2 mai 1897 (1) ont pour mission de recueillir tous les renseignements relatifs au travail, de donner leur avis aux chefs des départements ministériels ou aux autorités locales, d'élaborer des conventions ou arrangements à l'usage des personnes qui les consultent, de prévenir les différends ouvriers et, en cas de besoin, de servir d'arbitre entre les parties. — Ces chambres, créées par décret royal sur la proposition du Ministre de l'intérieur, partout où la nécessité s'en fait sentir, sont composées mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers, élus respectivement par leurs pairs avec un mandat de 5 ans renouvelable.

Le rapport publié par le Ministre de l'intérieur sur les travaux des chambres de travail constate qu'il existait, à la fin de 1901, 81 chambres dont 74 seulement étaient en plein fonctionnement; 70 d'entre elles ont adressé des rapports au Ministre.

3 grèves ont été terminées par l'intervention des chambres et 2 autres ont été évitées grâce à leur entremise; dans 7 grèves, les efforts des chambres sont restés sans résultat.

Le rapport constate que patrons et ouvriers sont loin de s'intéresser comme ils le devraient à la constitution de ces chambres; les abstentions lors d'élections sont nombreuses de part et d'autre. Dans deux circonstances récentes, à Rotterdam, c'est à peine si 12 p. % des patrons et 11 p. % des ouvriers ont pris part aux élections à des chambres de travail.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 21 septembre 1902, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application du décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE,

Vous trouverez, ci-après, le texte (2) du règlement d'administration publique du 28 mars 1902, rendu par application de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848; il détermine, pour les adultes, les exceptions jugées nécessaires à la limite de durée du travail effectif journalier, fixée par ladite loi et par la modification du 30 mars 1900. Ce décret du 28 mars 1902 abroge expressément celui du 17 mai 1851, ainsi que les décrets complémentaires des 31 janvier 1866, 3 avril 1889 et 10 décembre 1899; il énumère les seules exceptions qui devront être dorénavant admises.

Depuis longtemps déjà, l'on avait réclamé la revision du décret de 1851. Des

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail* de 1897, p. 476.

(2) Le texte de ce décret a été publié dans le numéro de mai 1902 (p. 340) du *Bulletin de l'Office du travail*.

exceptions édictées, plusieurs étaient devenues inutiles en raison même des progrès de l'industrie et ne correspondaient plus à des nécessités industrielles actuelles. Après le vote de la loi du 30 mars 1900, qui étendait le champ d'application de la loi de 1848 et modifiait les limites de travail prévues par elle, la revision de règlements antérieurs aux dispositions nouvelles s'imposait impérieusement et avait été mise à l'étude par le Ministère du Commerce.

D'ailleurs, la plupart des dérogations admises avaient été inscrites sans détermination d'un maximum de durée de travail, elles permettaient donc une durée de travail illimitée et pouvaient donner lieu à des abus regrettables. Aucun contrôle n'avait été institué pour éviter ces abus. A ces points de vue, également, le décret nouveau réalise une amélioration notable sur l'état de choses antérieur.

II.

Je n'ai pas à vous rappeler ici quels sont les établissements industriels soumis à la loi du 9 septembre 1848, quels sont ceux soumis à la loi du 30 mars 1900, quels sont ceux qui échappent actuellement à toute réglementation. Ces distinctions sont connues de vous. Les dérogations prévues au décret, pour les adultes seulement, ne trouveront leur application que pour les établissements ou parties d'établissements soumis à l'une des deux lois de 1848 ou de 1900.

Une première question se pose : à partir de quelle limite commencent à courir les augmentations de durée de travail ?

Le décret emploie trois formules différentes. Dans un premier cas, le maximum du travail journalier, y compris les heures supplémentaires, est fixé d'une manière absolue : c'est le cas de l'imprimerie. Quels que soient les locaux où travaillent les adultes, ce maximum est de quatorze heures; seulement, suivant les locaux, le travail de quatorze heures représente un nombre d'heures supplémentaires plus ou moins grand.

Dans un second cas, la limite maxima que peut atteindre par dérogation le travail journalier est déterminée par rapport aux travaux dont on se propose d'assurer l'achèvement en temps utile; c'est le cas des forges. Dans les locaux où l'on peut faire normalement dix heures et demie, deux heures supplémentaires représentent une limite de douze heures et demie; dans les locaux où l'on peut faire normalement douze heures, deux heures supplémentaires représentent une limite de quatorze heures. C'est qu'en effet, dans ce cas, le travail ayant dû être combiné pour être terminé à une heure réglementaire dépendant du régime légal de l'atelier, c'est par rapport à cette durée réglementaire que doit être évalué le délai permettant de faire face aux incidents de fabrication.

Enfin, dans un troisième cas, qui est celui des trois premiers numéros du décret, les dérogations s'établissent, non par rapport à la durée légale du travail des ouvriers à qui elles sont accordées, mais par rapport à ce que le décret appelle « la limite assignée au travail général de l'établissement ». C'est qu'il s'agit là de travaux accessoires qui viennent assurer ou compléter d'autres travaux, principaux ou fondamentaux; et c'est le régime légal de ces travaux principaux ou fondamentaux qui fixe le point de départ de la dérogation.

S'il s'agit d'un établissement n'employant que des adultes, la limite générale du travail de l'établissement est de douze heures, et les ouvriers occupés aux travaux complémentaires ont droit à une demi-heure, une heure et demie ou deux heures, suivant les cas, au delà de ces douze heures. Si, au contraire, tous les locaux sont mixtes, la limite générale du travail de l'établissement est dix heures et demie. Mais, s'il y a dans l'établissement des locaux mixtes et d'autres locaux non mixtes, il y a deux limites assignées par la loi à ce travail général de l'établissement qui

doit être assuré par les travaux complémentaires ou accessoires : la limite de dix heures et demie pour certains locaux, la limite de douze heures pour les autres. Nécessairement, la dérogation accordée pour les travaux complémentaires doit être calculée à partir de la plus élevée des deux limites assignées aux travaux principaux qui sont assurés par ces opérations complémentaires. Par exemple, si une machine à vapeur fait marcher des ateliers fonctionnant légalement douze heures et d'autres ateliers fonctionnant légalement dix heures et demie, c'est, aux termes du décret, treize heures et demie, ou quatorze heures le lendemain d'un jour de chômage, que le mécanicien sera autorisé à faire.

La question se complique toutefois en raison des heures supplémentaires prévues par les diverses lois pour le travail général de certaines industries. Par exemple : exceptionnellement, pendant un certain nombre de jours par an, quelques industries saisonnières, indiquées par les décrets réglementaires rendus en exécution de la loi du 2 novembre 1892, sont autorisées à élever jusqu'à douze heures la durée du travail du personnel protégé. A ces jours, la limite assignée au travail général de l'établissement dans les locaux mixtes se trouve régulièrement supérieure à celle indiquée par la loi du 30 mars 1900.

Il va de soi que, dans tous les cas, la durée légale de douze heures est assurée aux hommes adultes ne travaillant pas dans les mêmes locaux que des femmes et des enfants. Si la durée du travail général ajoutée à la durée de la dérogation autorisée se trouvait exceptionnellement inférieure à cette limite de douze heures, il en résulterait simplement que la dérogation serait inutile en l'espèce et ne jouerait pas.

III.

Il convient maintenant de reprendre et de commenter diverses dispositions inscrites au tableau annexé à l'article 1^{er}, afin d'en préciser la portée.

§ 1^{er}. — Il est bien entendu qu'il s'agit, dans le premier alinéa, de travaux préparatoires ou complémentaires exécutés par un certain nombre d'ouvriers afin que l'ensemble du personnel occupé au travail principal puisse travailler pendant la durée légale normale.

Il ne faut admettre les travaux au bénéfice de la dérogation que s'ils ont bien le caractère de travaux préparatoires ou complémentaires; autrement, la durée de travail de tout un établissement se trouverait indûment accrue, en dehors des nécessités qui, dans l'intention du législateur, et suivant les termes de la loi, légitiment la dérogation.

§ 2. — N'est admis au bénéfice de la dérogation prévue par cet alinéa que le travail d'entretien et de nettoyage des métiers ou autres machines productrices qui ne pourraient pas être entretenues ni nettoyées isolément pendant la marche générale de l'établissement. Il faut que l'engin fasse partie d'un ensemble de production mécanique tel que sa seule mise au repos, au cours du travail de l'ensemble, ait pour effet d'arrêter la production de cet ensemble. Si, au contraire, on peut envisager comme possible la mise au repos individuelle d'une machine productrice quelconque, sans que l'ensemble de la production soit entravé, le fait même que cette machine productrice n'aurait point été pourvue d'un débrayage ne donnerait pas droit à l'exercice de la dérogation. Ainsi se trouve réduite aux nécessités industrielles évidentes une dérogation que le décret de 1851 avait accordée sans condition.

Il y a lieu de considérer comme « d'entretien » les réparations courantes, journalières du matériel qui ne rentreraient pas dans les catégories de travaux urgents prévus sous le n° 6 pour prévenir ou réparer des accidents.

§ 4. — La commission supérieure du travail dans l'industrie, en rédigeant ce paragraphe qui régularise des pratiques anciennes et inévitables, s'exprimait ainsi :

« Ce paragraphe a pour objet de régler la question des alternances entre le travail de jour et le travail de nuit dans toutes les industries dont les opérations durent, sans interruption, pendant plus d'une semaine. Cette alternance s'effectue de manières assez diverses. Lorsque les opérations peuvent normalement, sinon être interrompues, tout au moins suspendues pendant un jour entier par semaine ou quinzaine, la meilleure solution consiste à faire coïncider l'alternance avec le jour de repos. De la sorte, aucune des deux équipes n'a besoin de doubler un poste ou un demi-poste. Cette solution est impossible toutes les fois que la nature des opérations ne permet pas pareil arrêt. Une équipe doit alors rester présente vingt-quatre ou dix-huit heures consécutives, suivant l'une ou l'autre des formules préférées dans les divers districts. Le paragraphe proposé légalise ces coutumes sans imposer aucune autre formule que de ne pas renouveler les alternances plus d'une fois par semaine. Comme ce ne sont que les ouvriers spécialement employés à ces opérations qui sont astreints à ce régime, il était inutile de stipuler que l'équipe devait avoir un grand repos de durée équivalente à la présence prolongée par elle subie ; cela est la conséquence même de la formule adoptée. »

§ 5. — Les travaux exceptionnels inscrits à ce paragraphe, ainsi que ceux du paragraphe 6, ne peuvent être effectués qu'après l'accomplissement des formalités prévues au dernier paragraphe de l'article 3 du décret. Ces formalités feront l'objet d'explications ultérieures ; on précisera également la sanction qu'entraînerait un usage abusif de la dérogation.

Les deux heures supplémentaires accordées du chef des circonstances exceptionnelles indiquées au décret se calculent ainsi : deux heures au delà de la limite normale assignée par la loi au travail qu'il importe de terminer dans l'atelier considéré. Il s'agit — en effet, le texte le dit expressément — de travaux qui n'ont pu être terminés « dans les délais réglementaires ».

« Le paragraphe 5 — dit le rapporteur de la commission supérieure du travail — traite d'opérations qui, sans être menées nécessairement d'une façon continue comme celles du paragraphe précédent, ne peuvent être arrêtées à volonté, parce qu'elles reposent sur des réactions chimiques, thermiques ou autres analogues. Le type en est fourni par la métallurgie lorsqu'on n'y travaille pas la nuit. Ce travail ne peut cesser au coup de cloche comme dans une filature ou un tissage. Lorsqu'on a commencé une opération qui, normalement, devait être terminée dans le temps de travail réglementaire, mais qui n'a pu l'être par suite d'une particularité de fabrication, un ralentissement occasionnel dans la marche des fours, par exemple, il est indispensable de continuer le travail, aussi bien dans l'intérêt de l'exploitant que des ouvriers qui, généralement dans ces circonstances, sont payés à prix faits.

« Si nous avons donné un délai beaucoup plus long la veille du jour du repos hebdomadaire pour la grosse métallurgie, c'est parce qu'en semaine, dans des conjonctures comme celles dont nous traitons, il serait possible encore de boucher un four et de remettre la fin de l'opération au lendemain, tandis qu'il peut y avoir intérêt à terminer le samedi soir, afin que tout le personnel puisse jouir du repos hebdomadaire.

« D'autre part, pour qu'un industriel ne soit pas tenté d'abuser de cette faculté, lorsqu'il peut s'en dispenser, pour qu'il n'organise pas systématiquement son travail sur un roulement de quatorze heures au lieu de douze, le paragraphe spécifie que la faculté n'est légale que si elle résulte de circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire non des seuls cas de force majeure avec la définition trop étroite de la jurisprudence, mais de faits de fabrication ou de travail qui ne pouvaient pas être raisonna-

blement prévus. Les abus seront évités par la faculté laissée à l'inspection du travail de verbaliser lorsqu'il sera visible que ces conditions ne sont pas remplies.

« On ne pouvait, d'ailleurs, songer à spécifier, par catégorie expressément indiquée, les industries qui, par leur nature, rentreraient dans ce paragraphe 5. Une pareille énumération eût toujours été incomplète. La pratique peut seule donner une réponse satisfaisante. »

§ 6. — Pour les travaux urgents visés par ce paragraphe, la dérogation illimitée a été autorisée pendant un jour, et ce jour reste au choix de l'industriel. Il se peut, par exemple, que la nécessité d'un effort exceptionnel ne se produise pas le premier jour, mais seulement quelques jours après un accident, pour procéder au montage des pièces réparées.

Il y a lieu de remarquer que la dérogation ne s'applique qu'aux travaux de réparation effectués dans l'établissement même où l'accident s'est produit ou est imminent. Il est indifférent, d'ailleurs, que ces travaux soient faits par les ouvriers eux-mêmes de l'établissement ou par des ouvriers spécialistes détachés d'un autre établissement. Sur le premier point, une interprétation contraire aboutirait, dans la pratique, à excepter d'une façon permanente de toute limitation de durée de travail les ateliers de réparations qui sont occupés normalement aux travaux spécifiés dans la disposition précitée.

§ 7. — Les travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales bénéficiaient déjà d'un régime particulièrement favorable « sur l'ordre du Gouvernement constatant expressément la nécessité de la dérogation ». Ce régime est maintenu, mais la formule a été précisée. La proposition de dérogation émanant du ministère intéressé sera transmise au Ministre du commerce; celui-ci, après accord intervenu avec son collègue, avisera l'inspection du travail de l'accroissement autorisé pour la durée du travail journalier ainsi que du nombre de jours auxquels s'appliquera cet accroissement. L'industriel, prévenu par le ministère intéressé, recevra également, pour ordre, avis de l'inspection du travail.

§ 8. — La dérogation inscrite au profit des ouvriers adultes des imprimeries peut être considérée comme une transition entre le droit commun et la liberté illimitée qui leur était précédemment accordée par le décret de 1851. Elle permet encore d'employer ces adultes deux heures au delà de la limite fixée par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi de 1848, c'est-à-dire pendant quatorze heures; mais elle fixe un maximum de cent au nombre annuel des heures supplémentaires ainsi faites.

J'appelle votre attention sur le fait que cette tolérance permet encore de parer aisément aux difficultés nées de commandes imprévues et urgentes, pour la satisfaction desquelles un personnel spécial ne peut être embauché à l'improviste. Vous devez donc vous montrer plus strict dans l'appréciation des nécessités ouvrant droit aux dérogations prévues pour l'imprimerie par l'article 5 du décret du 5 juillet 1893. Ces dernières, qui doivent parer plutôt aux difficultés nées des périodes de surproduction, ne sauraient être accordées lorsqu'il y a dans la localité un nombre important d'ouvriers de la profession restés sans emploi.

Pour déterminer exactement de quelle façon sera établi le maximum de cent heures, il convient de se reporter aux travaux préparatoires.

Le Conseil d'État, voulant exprimer que la dérogation serait décomptée pour chaque ouvrier, à titre individuel, avait dit expressément dans le texte qu'il avait préparé : « maximum annuel par ouvrier ». Or les deux derniers mots ont été supprimés dans la rédaction définitive. On a voulu indiquer par là que la dérogation ne s'applique pas à titre individuel.

Ainsi qu'il est d'usage pour la dérogation de l'article 5 du décret de 1893, à laquelle se référait le projet élaboré par la Commission supérieure du travail dans l'industrie et transmis au Conseil d'Etat, ce sont les établissements qui sont créanciers du maximum annuel de cent heures et non les ouvriers à titre individuel. Si le décret en avait décidé autrement, le patron eût été incité à congédier tout ouvrier ayant accompli son maximum de cent heures : à moins, en effet, de rétablir par une loi le livret, qui donna lieu à tant d'abus et de plaintes, un roulement des ouvriers entre plusieurs établissements eût pu annuler la disposition fixant un maximum annuel.

Dans ces conditions, si une dérogation de deux heures pendant dix jours est demandée pour un établissement, il y aura lieu de déduire vingt heures du crédit général de cent heures auquel a droit cet établissement. Il n'importe pas qu'en fait une partie seulement des ouvriers de l'établissement ait travaillé exceptionnellement pendant les dix jours déclarés.

Le calcul du point de départ des heures supplémentaires autorisées appelle également quelques distinctions :

1° Si les ouvriers adultes sont occupés seuls, l'article 1^{er} de la loi de 1848 limite à douze heures la durée de leur travail effectif, et c'est à l'expiration de la douzième heure que commence le travail exceptionnel ;

2° Si les ouvriers adultes sont occupés dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes, le point de départ varie suivant que l'Inspecteur divisionnaire a accordé ou non à l'établissement l'autorisation prévue pour l'imprimerie par l'article 5 du décret de 1893 modifié. Il faut donc faire les distinctions ci-après :

a) L'inspecteur divisionnaire n'a accordé, ce jour-là, aucune prolongation de durée de travail en vertu du décret de 1893. En ce cas, les heures supplémentaires du décret de 1902 seront comptées à partir de la limite, actuellement fixée à dix heures et demie, du travail normal des locaux mixtes. Si donc les adultes atteignent le maximum de quatorze heures de travail, l'établissement devra être débité de trois heures et demie sur le crédit de cent heures ouvert par le décret de 1902 ;

b) L'inspecteur divisionnaire a accordé l'autorisation de porter temporairement à douze heures la durée du travail de l'établissement en vertu de l'article 5 du décret de 1893 : dans ce cas, les heures supplémentaires accordées par le décret de 1902 seront comptées à partir de la douzième heure écoulée.

L'avis de dérogation peut d'ailleurs être limité à une partie d'établissement constituant des locaux séparés. C'est la conséquence de ce qui précède. C'est toujours l'établissement qui est en compte, mais il n'est débité que des heures supplémentaires qui dépassent la durée de travail évaluée comme il vient d'être dit dans ces locaux séparés.

ART. 2. — Les inspecteurs divisionnaires avaient jusqu'ici, tout naturellement, accordé aux ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que des enfants ou des femmes, le bénéfice des dérogations que le décret de 1893 les autorise à accorder à ces femmes et à ces enfants. Il a paru indispensable de sanctionner, par une disposition réglementaire spéciale, une solution de bon sens, mais à l'appui de laquelle il n'était possible d'invoquer aucun texte.

ART. 3, § 1^{er}. — Les formalités prescrites sous ce paragraphe sont exigibles de tous les chefs d'établissement qui veulent bénéficier des augmentations de durée de travail prévues pour les adultes par le tableau annexé à l'article 1^{er}. Elles doivent être remplies dès que l'industriel veut user de la faculté inscrite pour l'un quelconque de ces travaux, et préalablement à l'usage de cette faculté. Mais, une fois l'avis donné dans les formes et affiché, la dérogation est de droit. L'industriel en

use sans attendre une réponse que l'inspecteur n'est pas tenu non plus d'envoyer.

Si la dérogation dont veut bénéficier l'industriel est d'ordre permanent, comme le travail des mécaniciens et des chauffeurs, une seule déclaration suffira tant que l'exercice de la dérogation ne sera pas modifié. Il va sans dire que les modifications d'effectif non liées à l'exercice de la dérogation ne donnent pas lieu à déclarations spéciales.

Si, au contraire, la dérogation dont veut bénéficier l'industriel présente un caractère exceptionnel, comme celles prévues aux paragraphes 3 et 7 du tableau, un avis préalable devra être envoyé chaque fois qu'il sera fait usage de la dérogation.

ART. 3, § 2. — Pour les dérogations exceptionnelles prévues par les paragraphes 5 et 6 du tableau de l'article 1^{er}, l'industriel n'a pas été laissé seul juge des « circonstances exceptionnelles », ou des « travaux urgents » qu'il invoque. Le décret l'oblige à envoyer, par exprès ou par télégramme, à l'inspecteur du travail, l'avis préalable dont il vient d'être question. Si ce fonctionnaire estime la dérogation injustifiée, il doit d'urgence en aviser l'industriel.

Procès-verbal sera dressé si l'industriel, soutenant qu'il agit dans la limite de ses droits, continue, contrairement à l'avis de l'inspecteur, à user de la dérogation. Les tribunaux apprécieront.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, dont je vous adresse ci-joint un nombre d'exemplaires suffisant pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants (1).

Ariège. — Chez les *filateurs* de Lavelanet le travail est un peu moins abondant que l'an dernier à pareille époque; les prix sont moins rémunérateurs; légère diminution dans la durée du travail; l'outillage reste le même; chômages partiels pendant les mois d'août et septembre.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Dans l'industrie des *charbonnages*, pendant le premier trimestre de 1902, le nombre des établissements en activité est stationnaire; l'agencement mécanique intérieur tend de plus en plus à utiliser l'énergie électrique; la production et la vente tendent à diminuer par suite de la concurrence des charbons anglais; pas de changement appréciable dans les prix de vente et les salaires restent les mêmes et satisfaisants; main-d'œuvre assez abondante, pas de chômage; les ouvriers paraissent satisfaits. Dans l'industrie du *sel marin*, la situation reste sensiblement la même que dans le dernier semestre de 1901; pas de modifications dans l'outillage; la production et la vente sont normales; pas de chômage. Travail en légère diminution dans la *minoterie* et la fabrique de *semoules*; la production et la vente sont faibles; chômages partiels; pas de changement dans la durée du travail; les salaires sont stationnaires et assez rémunérateurs. Dans la *raffinerie de sucre* l'outillage a subi d'importantes modifications en vue d'augmenter la production des sucres coupés dont la consommation augmente de jour en jour. La vente à l'intérieur est plutôt faible par suite de la gêne résultant de la mévente des vins; par contre, les expéditions à l'étranger, ont été plus actives que dans le semestre correspondant de 1901.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre de 1902.

Les sucres raffinés ont suivi le mouvement de baisse des sucres bruts; cependant les prix obtenus par les raffineries laissent encore une petite marge; les salaires sont toujours les mêmes, les ouvriers raffineurs sont, en majeure partie payés à la tâche; pas de chômage, la durée du travail est de 10 heures par jour. Le nombre des établissements en activité reste stationnaire dans l'industrie des *produits chimiques*; pas de modifications dans l'outillage; à signaler cependant, dans l'industrie de l'*huilerie* par le procédé chimique une transformation importante pour le séchage de la matière traitée (tourteaux); vente faible et prix en baisse pour les articles suivants: *sulfate de soude, chlorure de chaux, sulfate de cuivre, huiles sulfurées*, etc.; par contre, les ventes de *céruse* ont été très actives. La *savonnerie* traverse une légère crise; la production est plutôt faible; les prix de vente sont en hausse par suite de la cherté des matières premières; malgré tout pas de chômage; les salaires restent également stationnaires. L'industrie de la *stéarinerie* souffre également de la concurrence que lui font les autres modes d'éclairage; le nombre des stéarineries tend à diminuer; production faible prix de vente en baisse de 6 à 8 francs par 100 kilogrammes sur le dernier trimestre de 1901; les salaires sont toujours très rémunérateurs; ceux des ouvriers employés uniquement à la fabrication ont été augmentés de 25 à 50 centimes par jour. Dans l'industrie des *cuir et peaux*, le nombre des tanneries à Marseille reste stationnaire et se résume à 6 fabriques qui tannent spécialement des peaux de chèvres et de moutons; l'outillage ne s'est pas sensiblement transformé depuis l'année dernière, néanmoins sa marche en avant est très indiquée; la production est normale; les prix de vente sont relativement plus élevés que ceux des années précédentes et assez rémunérateurs; les salaires ouvriers restent les mêmes mais avec tendance à une légère augmentation pour les spécialistes travaillant aux pièces; les demandes d'embauche et d'emploi sont très nombreuses; la durée moyenne de la journée de travail est de 8 et 10 heures suivant le genre d'emploi; on ne constate aucun chômage depuis plusieurs années. La situation générale de l'industrie de la *corde* est sensiblement la même que l'an dernier; l'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique; prix de vente désavantageux par suite des prix élevés des matières; les salaires tendent à croître, pas de chômage. Enfin dans l'industrie de la *verrerie* la production est normale; vente faible pour l'article extra, assez active pour les articles ordinaires; la main-d'œuvre fait défaut et les salaires restent stationnaires.

Creuse. — CHAMBRE DE COMMERCE DE GUÉRET. — L'industrie des *mines* tend de plus en plus à se développer dans le département de la Creuse. Au 1^{er} janvier 1901, d'après les statistiques officielles il existait 9 mines concédées d'une superficie de 8,613 hectares divisés en deux bassins; la production houillère a été de 181,404 tonnes d'une valeur totale de 2,677,002 francs; le personnel employé dans ces deux bassins est 1,060 hommes, 58 jeunes gens, 182 femmes et 35 enfants.

La *minoterie* est assez prospère. On compte 789 moulins dont la production en farine, au cours de l'année 1901, a été de 115, 090 tonnes représentant une valeur de 28 millions. Le rendement en blé du département est suffisant pour la propre consommation et on estime que l'exportation compense l'importation; le salaire journalier des ouvriers occupés dans cette industrie est de 3 fr. 50. La fabrique de *charcuterie* est aussi très active. Vieilleville, possède en particulier, une fabrique très importante qui expédie ses produits dans les principales villes de France et qui fournit quelquefois même une partie de ses provisions à l'Administration de la Guerre.

L'industrie de la *tannerie* est aussi d'une certaine importance; son chiffre d'affaires est assez élevé grâce au nombreux élevages qui se multiplient de plus en plus. Le nombre des établissements en activité est de 15; la production de cuir préparé par ces établissements est de 2,000 tonnes. En dehors des cuirs préparés, elles expédient en France et exportent à l'étranger des cuirs en poils verts, représentant un capital de 5 millions de francs; les salaires varient de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour.

La *chapellerie* de feutre en laine souffre beaucoup de la concurrence étrangère; production et vente très faibles; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures; le gain journalier est de 3 fr. 50 pour les hommes, 2 francs pour les femmes. Cette industrie a relativement peu de chômage; léger ralentissement dans le travail, de mai à juillet.

A Aubusson, et Felletin, travail assez abondant dans l'industrie des *tapis*. On ne compte pas moins de 16 usines en activité occupant 2,100 ouvriers dont le salaire moyen est de 0 fr. 50 de l'heure; la durée des heures de travail journalier est de 10 heures.

La fabrication de la *bijouterie* a été en se développant d'année en année; les ouvriers sont au début payés aux pièces et arrivent à gagner 4 francs par jour; pas de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 heures.

Drôme. — A Valence, travail assez abondant dans la *boulangerie*. Chez les fabricants de bois de galoches travail plus actif que l'an dernier; les salaires sont stationnaires; légère augmentation dans le prix de façon.

Eure-et-Loir. — Travail beaucoup plus abondant que dans le deuxième trimestre de 1902, chez les *marchands de grains et fourrages* de Chartres; les cours des céréales sont en forte baisse; 21 francs les 100 kilogrammes au lieu de 24; le nombre des établissements en activité est le même; la durée du travail est de 10 à 12 heures par jour; pas de chômage. Pas de changement notable dans la *blanchisserie* et la *teinturerie*; les prix sont sensiblement les mêmes, la durée du travail est 50 heures en moyenne par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, chez les entrepreneurs de *menuiserie* le travail est beaucoup moins actif que l'an dernier à pareille époque; les prix sont moins élevés en raison de la cherté des matières premières; les salaires sont sans changement; légère diminution dans la durée du travail. Situation identique chez les fabricants de *caisses*; les commandes sont rares; malgré cela le chômage est presque nul.

Ille-et-Vilaine. — La situation générale de l'industrie, pendant le premier semestre de 1902, n'offre pas de grands changements sur celle du dernier semestre de 1901. Dans la *minoterie* travail peu actif; la production est normale mais la vente est faible et à des prix peu rémunérateurs; le cours des farines a varié de 34 à 35 francs les 100 kilogrammes; le nombre des établissements n'a pas changé; les salaires sont aussi les mêmes et le chômage est nul.

L'industrie *laitière* est très prospère; la production et la vente très actives; les prix de vente sont à la hausse (2 fr. 50 à 3 francs le kilogramme); la main-d'œuvre est abondante et les salaires sont stationnaires. La *brasserie* se trouve également dans une situation à peu près normale; l'outillage se transforme constamment; néanmoins la vente est relativement faible par suite de l'abondance du vin et aussi en raison de la température des deux derniers mois du semestre.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, malgré une légère reprise dans le travail, la vente laisse encore beaucoup à désirer et les prix sont peu avantageux; rien de changé en ce qui concerne les salaires et la durée du travail. Par contre, la situation est satisfaisante dans la fabrication du *gaz d'éclairage*; la production et la vente sont très actives; les prix sont stationnaires et les salaires rémunérateurs; les ouvriers paraissent satisfaits. Pas de changement dans l'industrie des *phosphates*. Dans l'*imprimerie* le nombre des établissements en activité reste le même, l'outillage se transforme peu; la production est normale; les prix de vente ont une tendance à la baisse; la main-d'œuvre ne fait pas défaut et la durée du travail reste toujours fixée à 10 heures, sauf toutefois dans un établissement assez important où le personnel ouvrier n'est occupé que 8 heures depuis quelques jours. L'industrie du *tanin* est aussi très prospère; la production et la vente sont très actives et les prix avantageux. Les salaires n'ont pas varié et la main-d'œuvre est suffisante.

La situation générale de la *tannerie* est à peu près la même que pendant le dernier semestre de 1901. Quelques établissements ont été créés; l'outillage n'a pas subi de grandes transformations; la production est très forte et les prix de vente sont assez avantageux; les salaires restent stationnaires; la durée de la journée de travail est toujours de 10 heures 1/2; exceptionnellement de 11 heures dans certains établissements.

Travail peu actif dans l'industrie de la *chaussure*; l'outillage mécanique est substitué de plus en plus au travail à la main; la production est faible par suite du printemps froid et pluvieux; les prix de vente sont peu rémunérateurs; les salaires restent les mêmes; chômages partiels; durée de la journée de travail 10 heures 1/2. Pas de changements appréciables dans la *filature*; la durée du travail, conformément à la loi, a été réduite à 10 heures 1/2. Travail assez abondant chez les *chapeliers*; l'outillage subit de grandes transformations; production normale, prix de vente légèrement en baisse; la main-d'œuvre fait un peu défaut; les bons ouvriers se recrutent très difficilement; les salaires n'ont pas varié; pas de chômeurs;

durée moyenne de la journée de travail 9 à 10 heures. Dans la *brosserie* le travail est aussi assez actif; le nombre des établissements en activité n'a pas varié et l'outillage est toujours à peu près le même; vente normale sur certains articles, faible sur d'autres; les prix sont légèrement en baisse par suite de la concurrence; salaires stationnaires.

Chez les apprêteurs de *soies de porc*, le travail est en pleine activité; production normale, les prix de vente sont rémunérateurs; les salaires ont une tendance à croître, la durée de la journée de travail est fixée à 10 heures 1/2. Même situation dans l'industrie des *métaux ouvragés*. Trois établissements occupant ensemble 140 ouvriers ont été créés; la production et la vente se maintiennent; les prix sont assez avantageux; les salaires sont toujours les mêmes, il n'y a pas de chômage.

Indre-et-Loire. — Chez les *laitiers* de Tours, travail beaucoup plus abondant que l'an dernier, mais les prix de vente sont moins rémunérateurs; pas de changement dans les salaires et le chômage est nul. Peu d'activité chez les fabricants de *chaussures*; les prix ne sont pas avantageux; tendance à la hausse des matières premières; légère diminution dans la durée du travail; les ouvriers ne font en moyenne que 52 heures par semaine.

Le travail est assez abondant dans la *menuiserie*, mais les prix sont toujours peu rémunérateurs; peu ou pas de chômeurs; les salaires tendent à diminuer.

Isère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VIENNE. — Le malaise dont se plaignait la *minoterie* en 1901 a persisté pendant le premier semestre de 1902. La mévente des farines s'accroît de plus en plus par suite de la surproduction. La situation de la *stéarinerie* s'est légèrement améliorée; toutefois cette industrie souffre beaucoup de la concurrence étrangère. Dans la *papeterie*, travail aussi peu actif; les prix sont à la baisse et la vente est toujours très difficile. Dans les premiers mois de 1902, la *draperie*, principale industrie de la circonscription, se trouvait dans une situation assez prospère, les commandes étaient nombreuses et les prix assez avantageux. Vers la fin du semestre le travail s'est sensiblement ralenti, mais il est permis toutefois d'espérer un relèvement prochain. La situation de la *chapellerie mécanique* est restée sensiblement la même et la somme de travail a été aussi forte que dans les années précédentes; par des efforts constants à apporter des perfectionnements dans l'outillage et à obtenir une fabrication soignée, les industriels de la circonscription ont pu avantageusement lutter contre leurs concurrents français et étrangers.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS. — Travail régulier dans les *carrières* de la région de Blois; les transactions se font bien, facilitées surtout par les moyens de *tramways*; travail aussi très abondant dans les carrières de Vendôme.

L'industrie de la *chaussure* fort importante dans la région de Blois est toujours très prospère; le nombre des établissements en activité est le même; les salaires sont rémunérateurs; pas de chômage. Dans l'arrondissement de Vendôme, la *tannerie* est à la veille de voir relever ses prix fabriqués par suite des nombreuses commandes venant d'Amérique. Pas de changements bien notables dans l'industrie *drapière* de l'arrondissement de Romorantin. Le prix de la matière a augmenté, par contre celui de la draperie tend à baisser de plus en plus par suite de la concurrence étrangère; légère augmentation des salaires; pas de chômeurs; l'outillage se perfectionne de jour en jour. L'année 1901 n'a pas accusé une progression dans l'industrie de la *lingerie*, la surproduction des années 1899 et 1900 n'étant pas entièrement écoulée. Cependant vers la fin de l'année les stocks s'écoulaient rapidement à la suite de fortes commandes et tout fait espérer pour l'année 1902 une recrudescence dans les affaires.

Enfin les *scieries* mécaniques ont un travail soutenu; les prix de vente sont assez avantageux et les salaires restent stationnaires.

Loire. — Dans l'industrie *cotonnière* le travail est à peu près le même que pendant le deuxième trimestre de 1902; les prix de vente sont cependant un peu moins rémunérateurs; légère diminution dans la durée du travail; pas de modifications dans le taux des salaires. Travail moins abondant que l'an dernier dans l'industrie de l'*ameublement*; les prix de façon sont en baisse de 25 p. o/o; le nombre des établissements en activité reste le même, la durée moyenne de la journée de travail est de 8 heures; chômages partiels. Le travail s'est également un peu ralenti chez les fabricants de *limes*; les prix de vente sont moins rémuné-

rateurs; légère diminution dans la durée du travail; les ouvriers ne font que 50 heures par semaine.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Dans la *brasserie*, le travail est en légère diminution sur l'an dernier. Le temps pluvieux et froid pendant le mois de juin a été tout à fait défavorable à la consommation de la bière et la fabrication a dû être ralentie. Dans l'industrie *lainière*, pendant le deuxième semestre de 1902, travail peu actif; la laine n'a pas cessé d'être en tendance à la hausse par suite des nouvelles climatiques désastreuses venant d'Australie. Les *filatures* de laine peignée ont été constamment bien alimentées et à des prix très fermes. Les cours des *filés* ont suivi la hausse des peignés et se sont élevés progressivement d'environ 10 p. o/o, et fin juin, l'alimentation des *filatures* de laine peignée restait assurée pour deux mois et à des prix toujours fermes, quoique sans nouvelle progression. Pour les *tissus*, le mouvement de hausse de 1901, s'est continué lentement pendant le premier semestre de 1902; vers le mois de mai, les *mérinos* et les *sergés* avaient obtenu une majoration de 5 à 10 centimes par mètre et cela malgré le peu d'activité des demandes. En ce qui concerne les *nouveautés* en tous genres, la saison s'est bien faite et les commissions pour les nouveautés d'hiver ont été généralement satisfaisantes. Enfin pour les *feutres*, l'amélioration constatée en 1901, s'est soutenue durant le premier semestre de 1902, et cet article a repris une activité satisfaisante et une production normale.

Seine. — Dans la *typographie* et la *lithographie*, pendant le premier semestre de 1902, le travail a été très actif; les effectifs se sont maintenus dans une bonne moyenne; les *salaires* varient de 8 à 10 francs par jour; la durée de la journée de travail est de 10 heures. Bon courant d'affaires dans l'industrie de la *reliure* et dans celle du *brochage*; plusieurs maisons ont augmenté le chiffre de leur personnel ouvrier. Dans l'industrie *peaussière*, l'animation est moins grande que l'an dernier; les prix de vente sont moins rémunérateurs; pas de changements dans la durée du travail et les *salaires*. Chez les fabricants de *tissus*, le travail est à peu près le même que pendant le trimestre précédent; les prix de façon n'ont pas varié; légère diminution de la durée du travail, les ouvriers ne font que 66 heures par semaine au lieu de 70. Dans la *carrosserie*, le travail a été assez abondant et le personnel ouvrier a été facilement occupé. Par contre, peu d'activité chez les *peintres* en voitures; les ouvriers ne font que 60 heures par semaine. De même chez les fabricants de *cristaux* et les *verreries*; les prix de vente sont légèrement en baisse.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PÉRONNE. — Dans la *meunerie*, peu d'activité dans le travail; l'outillage n'a pas été modifié et le nombre des établissements en activité est le même; légère diminution dans la durée du travail; malgré cela, les *salaires* restent stationnaires. Chez les *brasseurs* le travail est en augmentation de 25 p. o/o sur l'an dernier, cependant les prix ne sont pas très rémunérateurs; l'augmentation dans la consommation est due en grande partie au manque de cidre; la main-d'œuvre reste abondante; les *salaires* journaliers varient de 3 fr. 60 pour les ouvriers ordinaires à 5 fr. 50 pour les premiers ouvriers. Enfin, l'industrie *métallurgique* traverse un moment critique; les commandes sont moins importantes que l'an dernier et les prix sont peu rémunérateurs; chômages partiels, la durée du travail est de 55 heures par semaine.

Tarn. — Pendant le deuxième trimestre de 1902 la situation est des plus satisfaisantes dans l'industrie houillère. La production et la vente sont toujours actives à Carmaux. Chez les *mégissiers* travail moins abondant que l'an dernier, à pareille époque; les matières premières sont achetées à des prix peu en rapport avec ceux offerts pour les produits fabriqués; les transactions sont difficiles et le stock est considérable dans les magasins.

Dans l'industrie *textile* la matière première est recherchée et les prix se maintiennent sans variation appréciable; le nombre des broches en activité est de 5,500 environ; les heures de travail sont à peu près les mêmes. Situation normale chez les *chapeliers*; la journée est de 10 heures et les *salaires* varient de 3 à 5 francs par jour.

Dans la *brosserie* et l'*arçonnerie* la situation est toujours la même tant dans la fabrication des brosses que dans celle des arçons; le prix des matières premières n'a guère varié et l'écoulement des marchandises fabriquées s'est effectué avec la même facilité que précédemment. L'état de la fabrication et de la vente continue à être satisfaisant dans l'industrie de la *broderie*. Enfin chez les *verriers*, le travail est toujours très actif.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.*(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)*

Ain. — A Bourg, 2 p. 0/0 de chômeurs, travail actif, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Divonne-les-Bains, 40 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; pas de chômeurs chez ceux de Thoiry. A Bellegarde, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons *brasseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 12 p. 100 de chômeurs, 36 à 60 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs*; travail actif, 56 heures, chez les *peintres*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*.

A Soissons, pas de changement chez les *typographes*. A Laon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *typographes*. A Château-Thierry, travail actif, 66 heures par semaine, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Michel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *chaussure*; travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Guise et de Chauny. A Bohéries-Vadencourt, travail actif, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, travail actif, pas de chômeurs, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *couvreurs-zingueurs*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de la *glacerie*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Montluçon, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers de la *glacerie*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Buxières, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*. Pas de chômeurs chez les bûcherons de Lurcy-Lévy; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Saint-Hilaire, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de changement chez ceux de Bézenet; quelques chômeurs chez les *mineurs*.

A Doyet, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cusset, travail actif chez les ouvriers et employés de *tramways*.

A Commeny, travail satisfaisant chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Vichy, travail assez actif chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, un tiers de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *carrossiers*; morte-saison chez les *tabletters*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *électriciens-mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *horlogers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*.

A Cannes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 4 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; travail plutôt faible chez les *métallurgistes*; travail actif chez les *serruriers*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *mouleurs* de Vigne-aux-Bois; pas de chômeurs chez ceux de Revin; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Monthermé. A Vieilles-Forges, pas de

changement chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Bourg-Fidèle. A Francheval, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie lainière.

Arîège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, travail actif, 72 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *bonnetiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *filateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; 5 p. 100 de chômeurs, chez les *serruriers*.

A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 18 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; nombreux chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du bâtiment et chez les *maçons plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés-vendeurs*; de même, chez les *coiffeurs*. A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; nombreux chômeurs chez les *mégisiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Millau, 6 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs en couleurs*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 3 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *confiseurs et pâtissiers*; pas de changement chez les *limonadiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-imprimeurs*.

Moitié de chômeurs chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *tente*; travail peu satisfaisant chez les *blanchisseuses*; moitié de chômeurs chez les *califats perceurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-plombiers*; travail peu abondant chez les *smilleurs de pavés*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; nombreux chômeurs, chez les *mineurs-terrassiers*; pas de chômeurs chez les *tuiliers-céramistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons limousinants*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *représentants de commerce* et chez les *employés de commerce*.

Un tiers de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *cochers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers de bois*.

A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Fuveau, 4 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Gardanne et de Saint-Savournin. A Fontvieille, 28 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Berre, travail actif chez les *pêcheurs*. A la Ciotat, pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*. A Chateaufrenard, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 63 heures à 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 2 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*.

Pas de chômeurs, 63 heures, chez les *liniers et lainiers* de Lisieux. A Guilray, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*; à Honfleur, un tiers de chômeurs chez les ouvriers du port.

Cantal. — A Aurillac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures par semaine, chez les ouvriers du bâtiment. A Champagnac, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*, 60 heures.

Charente. — A Angoulême, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 8 p. 100 de chômeurs, 71 heures par semaine, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les

travailleurs sur cuivre; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Cognac, pas de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs-lithographes*. A la Couronne, pas de chômeurs chez les *tisseurs en métaux*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 57 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Rochefort, 16 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *ouvriers des quais et docks*.

A Saintes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bois*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 63 heures par semaine, chez les *métallurgistes*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de changement chez les *ouvriers de la glacerie*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *ouvriers en toiles cirées*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les *peintres*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Vierzon, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *useurs de grains*; pas de changement chez les *journaliers*.

A Jussy-le-Chaudrier, pas de changement, 66 heures, chez les *chaufourniers*; de même chez ceux de la Guerche. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *maçons de Dun-sur-Auron* et de Gracay. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs chez les *tuiliers*.

A Nérondes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. Pas de chômeurs chez les *bâcheurs* de Neuville-Barrois, de Jussy-le-Chaudrier, d'Henrichemont et d'Apremont; travail actif chez ceux de Vallenay; moitié de chômeurs environ chez ceux de Sancoins et de Grossouvre; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez ceux de la Chapelle-Hugon; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cuffy; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; un quart de chômeurs chez ceux de La Guerche-sur-l'Aubois; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues. A Bessais-le-Fromental, un tiers de chômeurs chez les *carriers*.

Corrèze. — A Tulle, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *cordonniers sur mesure*; moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *peintres et plâtriers*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens-chauffeurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *maçons*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs, travail actif chez les *bâcheurs*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typographes-lithographes*; pas de

changement chez les *ferblantiers-boîtiers*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

Doubs. — A Besançon, 20 p. 100 de chômeurs, 45 heures par semaine, chez les *graveurs-décorateurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés en pharmacie*. A Montbéliard, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; pas de chômeurs, 60 heures chez ceux de Seloncourt. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *filateurs*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez ceux de Valentigney.

Drôme. — A Valence, travail actif, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 67 heures, chez les *scieurs*. A Romans, travail actif chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Bourg-de-Péage, reprise du travail chez les *chapeliers-approprieurs*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *porcelainiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Chateaudun, travail en baisse chez les *typographes*. A Dreux, pas de changement chez les *cordonniers*. A Nogent-le-Rotrou, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Finistère. — A Brest, 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *démolisseurs de navires*; deux tiers de chômeurs chez les *déchargeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tonneliers*.

A Douarnenez, morte-saison chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de changement chez ceux de Concarneau et d'Audierne. A Lagonna-Daoulas, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

Gard. — A Nîmes, 4 p. 100 de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *confiseurs* et *pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*. A Bessèges, pas de chômeurs, 69 heures par semaine, chez les *mineurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *laminiers*. A Sauve, pas de changement chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers en *meubles*; de même chez les *charrons*; pas de changement chez les *trépointeurs*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. 100 de chômeurs, 112 heures par semaine, chez les *pâtisiers-glaciers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 33 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *vanniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures par semaine, chez les ouvriers des *constructions maritimes*.

Un tiers de chômeurs chez les *serruriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *paveurs* et *cimentiers*; moitié de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; pas de changement chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers*; moitié de chômeurs, chez les *déménageurs*; pas de change-

ment chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *charbonniers sacquiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Arcachon, pas de chômeurs, chez les *chauffeurs-marins* inscrits maritimes.

Hérault. — A Montpellier, 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers boulangers*; travail peu actif chez les *litho-typographes*; pas de changement chez les *ébénistes*; nombreux chômeurs chez les *plâtriers*.

A Cette, 5 p. 100 de chômeurs chez les *linonadiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, pas de changement chez les *tailleurs*; deux tiers de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Mèze, pas de changement chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*; pas de chômeurs chez ceux de Sérignan. A Graissessac, 22 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Agde, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *tonneliers*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, travail moins actif chez les *imprimeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en bois merains*; pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *ouvriers des industries du cuir*; pas de chômeurs, mais 5 jours de travail seulement par semaine, chez les *chapeliers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *metallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Fougères, 2 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers*; A Bruz, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Indre. — A Châteauroux, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. Travail peu actif chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Villedieu, 3 p. 100 de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail actif chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *plâtriers*.

A Châteaurenault, 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *mégisiers*; pas de changement chez les *teinturiers en peaux*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mégissiers-palissonneurs*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *peintres*; 24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer*.

A Bourgoin, pas de changement chez les *mécaniciens*. A Izeaux, pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Portieu-Amblagnieu, 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu. A Bouvesse-Quirieu, 20 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

Jura. — A Dôle, chez les *typographes*, 60 heures par semaine; pas de chômage pour les *ouvriers employés à la journée*; 40 heures de travail environ pour les *ouvriers aux pièces*. A Saint-Claude, moitié de chômeurs chez les *lapidaires*. A Salins, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *nouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Romorantin, chômage par suite d'incendie d'une usine chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyautiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 70 heures par semaine, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de changement chez les *tisseurs-épingleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; un tiers de chômeurs, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 77 heures, chez les *armuriers*; 35 p. 100 de chômeurs, chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 92 heures par semaine chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *batellerie*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs de Saint-Jean-Bonnefonds*; pas de chômeurs chez ceux de la *Talaudière*, de la *Ricamarie*; pas de changement chez ceux de *Saint-Chamond*.

A Jarnosse, 30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez ceux de *Saint-Just-sur-Loire*; pas de chômeurs chez ceux de la *Gresle*; un tiers de chômeurs chez ceux de *Saint-Rambert*. A Terrenoire, 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 84 heures par semaine, chez ceux de *Saint-Just-Malemort*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de *Saint-Jean-Bonnefonds*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de chômeurs chez les *chapelières-fouleurs* et chez les ouvriers en *chapellerie*.

A Firminy, 7 p. 100 de chômeurs environ, 35 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez ceux de *Saint-Chamond*. A Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

A Sainte-Florine, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*. A Vergongheon, pas de changement chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. 100 de chômeurs chez les garçons *tripiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *écrivains-graveurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; travail peu actif chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de changement chez les *forgerons*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de changement chez les *canionneurs*.

Loiret. — A Orléans, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*. A Gien, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *bûcherons*.

A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux d'*Ouzouer-sur-Trézée*.

Lot. — A Cahors, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les garçons *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *sabotiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement* et chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *boulangers*; 1/4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Lavardac, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boucheonniers*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, par semaine chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *employés*.

A Cholet, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de la Séguinière; de Saint-Léger-sur-Cholet et de Gesté; pas de changement chez ceux de Trémentines.

A Saumur, travail actif chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 50 heures par semaine, chez les *bijoutiers-chapeletiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres-décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *typographes*.

A Reims, 1 p. 100 de chômeurs, chez les *lithographes-papetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers-appréteurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*, travail assez actif chez les *tonneliers-cavistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Épernay, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, travail moins actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Dizier, 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cotonniers*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs*; travail actif, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *limes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierres-avales*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons de magasin* et *livreurs*.

Pas de changement chez les *mineurs* de Bouxières-aux-Dames et de Maxeville; pas de chômeurs chez ceux de Gobbranches, Frouard-Pompey, Chavigny, Jœuf et Ludres.

Meuse. — A Lérouville, pas de chômeurs, 72 heures par semaine, chez les *carriers-ter-rassiers*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif chez les *mouleurs*. A Ligny, travail satisfaisant, chez les *opticiens*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*. A Hennebont, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Sauzon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*. A Pontivy, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *sabotiers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André de Menou, Saint-Verain, Carvol-l'Orgueilleux, Aunay, Colméry, Saint-Amand, Sichamps et Billy-sur-Oisy; un tiers de chômeurs chez ceux de la Celle-sur-Nièvre; pas de changement chez ceux de Ciez, Coulette, Entrains et Montavon; un quart de chômeurs chez ceux d'Arquiam; 20 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Menestreau, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Èvres. A la

Charité, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de Decize, de Guérigny et de Cercy-la-Tour; pas de changement chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier.

Nord. — A Lille, pas de changement chez les ouvriers *pâtisseries et chocolatiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tapisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-cartonniers*.

A Roubaix, pas de chômeurs chez les ouvriers *peigneurs*; de même et 60 heures, chez les *tisserands*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de *tramways*. A Valenciennes, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Dunkerque, 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tordeurs d'huile*; pas de changement chez les *voiliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Saint-Amand, d'Onnains et de Maubeuge; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *marbriers*. A Fresnes, reprise du travail chez les *verriers*; travail actif chez ceux de Lourches. A Sin-le-Noble, pas de changement chez les ouvriers et employés *mineurs*.

A Tourcoing, travail moins actif chez les *trieurs de laine*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *tisserands*. A Wignehies, 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert; travail peu actif chez les *tisserands* de Saulzoir, de Villers-en-Cauchies et d'Haspres; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Linselles; travail actif chez les ouvriers *textiles* d'Houplines; pas de chômeurs chez ceux de Neuville. A Caudry, 1 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *tullistes*; travail actif, 63 heures, chez les *rubaniers* de Comines. A Gommegnies, 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *scieurs*; pas de changement chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. A Maily, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Armentières, pas de chômeurs, 62 heures chez les *charpentiers* et *menuisiers*. A Aniche, légère reprise chez les *verriers*.

Oise. — A Beauvais, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*. A Crépy-en-Valois, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Hermes, travail actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Béthizy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouconniers* de Méru. A Mouy, pas de chômeurs, 57 heures par semaine, chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. A Andeville, pas de chômeurs 63 heures, chez les *tabletiers*. A Saint-Just, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *agricoles et industriels*.

Orne. — A Alençon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voiture*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*.

A Flers, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *cotonniers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tullistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 61 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les ouvriers du *port*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*. A Ferques, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Rinxent, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, nombreux chômeurs, chez les *limonadiers*,

pas de chômeurs, chez les cuisiniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

A Thiers, travail plus actif chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *émouleurs en ciseaux*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. A Riom, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Messeix, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez ceux de Saint-Éloy-les-Mines.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *tapisiers*, nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *peintres*.

A Clairac, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs agricoles*; de même chez ceux de Rivesaltes.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers*. A Giromagny, 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Héricourt, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Rhône. — A Lyon, 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chocolatiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail peu actif, 40 heures seulement par semaine, chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *minervistes-pointeurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; un tiers de chômeurs chez les *cordonniers du cousu main*.

Moitié de chômeurs chez les *tisseurs*; 20 pour 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *baquetiers et plieuses*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'atelier de velours mécanique*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*.

15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repousseurs sur métaux*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *découpeurs-stampeurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens*; nombreux chômeurs chez les *briquetiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *bronziers*.

Pas de changement chez les *dessinateurs*; pas de changement chez les *comptables* et chez les *dames employées de commerce*; pas de chômeurs chez les ouvriers et employés des *bateaux omnibus*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Thizy, pas de changement chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de

Grandris. A Villefranche, travail actif, 63 heures chez les *teinturiers*; A Pierre-Bénite, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de cristaux*. A Grigny, pas de chômeurs, chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, travail toujours très calme chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, pas de changement chez les *mariniers-débardeurs*.

A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Montceau-les-Mines, 16 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures par semaine, chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Nanton, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Saint-Gengoux, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. Au Creusot, travail moins actif chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; travail actif chez les *galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *charpentiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; de même, chez les *serruriers mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs et filateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; quelque peu de chômage chez les *galochiers*.

A Thonon, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Meillerie, pas de changement chez les *bateliers-carriers*.

Seine. — A Paris, travail actif chez les *pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *biscuitiers en pain d'épices*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; travail assez satisfaisant chez les *ouvriers en salaisons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs-lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *coloristes-enlumineurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photographie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur cuirs et papiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs-typographes*.

Pas de changement chez les *mégissiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleteries*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du chevreau glacé*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *selliers et mécaniciennes de l'article de chasse*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs en sièges cuir*; situation toujours mauvaise chez les *gantiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *mégissiers du mouton*; moitié de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*.

7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures par semaine chez les *passemmentiers à la main*; pas de changement chez les *passemmentiers à la barre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapeaux de soie et feutre*; travail plus

actif chez les *casquettiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs et décatisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 47 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; travail actif chez les *couturières*; morte-saison chez les *tailleurs* de Paris; moitié de chômeurs chez les *tailleurs* de la Seine; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de cols et cravates*; 6 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *fleuristes-feuillagistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *couleurs et garçons de lavoirs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine chez les *blanchisseuses*.

13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes pour photographie*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coffretiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la marquetterie*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la broserie pour peinture*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*. 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *doreurs sur bois*; 8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *scieurs-découpeurs*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement chez les *ouvriers de la métallurgie*; 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en limes*; travail actif, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *modeleurs-mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en coffres-forts*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *tourneurs-robinettiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers-garnisseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en optique*; pas de changement chez les *trombonistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *opticiens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *orfèvres*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *bronzers-galvaniseurs*.

35 p. 100 de chômeurs chez les *fourniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; un tiers de chômeurs chez les *plombiers (colonnards)*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; travail plus actif chez les *peintres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-praticiens*; un tiers de chômeurs chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *graveurs de cimetières*.

Pas de changement chez les *employés de bureaux de placement autorisés*; 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *employés de la serrurerie*; 2 p. 100 de chômeurs, 56 heures chez les *femmes-sténographes*; pas de changement chez les *caissières-comptables*, chez les *dames employées aux écritures*; chez les *placiers en fleurs et plumes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la Bourse du commerce*.

Pas de changement chez les *cochers de grande remise*; pas de changement chez les *employés des omnibus, des tramways et des bateaux parisiens*; pas de changement chez les *porteurs aux halles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forts aux farines*; pas de changement chez les *camionneurs*, chez les *employés de tramways*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *porteurs de journaux*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement libre*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Levallois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *cochers*. A Courbevoie, pas de changement chez les *blanchisseurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de Boulogne.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, travail en baisse chez les *typographes*; travail assez satisfaisant chez les *lithographes-papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail normal, pas de chômeurs chez les *fondeurs en fer*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *voiliers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; travail peu actif chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs chez les *fondeurs*; pas de chômeurs chez les *modeleurs pour fonderie*; pas de changement chez les *chaudronniers en fer*; pas de changement chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; travail peu abondant chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de magasin*; pas de changement, 48 heures, chez les *journaliers des docks et entrepôts*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*.

A Elbeuf, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers* de Lillebonne; travail actif chez ceux de Bolbec et d'Oissel. A Arques-la-Bataille, pas de changement chez les *menuisiers*.

Seine-et-Marne. — A Fontainebleau, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lagny, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 54 heures, chez ceux d'Orsay. A Meaux, travail peu actif, 60 à 66 heures par semaine chez les *travailleurs du livre*. A Méry-sur-Oise, pas de changement chez les *carriers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; de même, chez les *serruriers-mécaniciens*; nombreux chômeurs chez les ouvriers de *lameublement*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierres*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*.

A Étampes, pas de chômeurs, travail actif, 60 heures par semaine chez les *typographes*, pas de chômeurs chez ceux de Saint-Germain. A Mantes, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Bonnières, pas de changement, 70 heures chez les ouvriers de la *raffinerie de pétrole*. A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseuses*. A Argenteuil, pas de changement chez les *brodeurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; Aux Mesnuls, pas de chômeurs 60 heures, travail actif chez les *bûcherons*, A Essonnes, travail actif chez les *papetiers*; pas de changement chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Leu, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Melle, pas de changement, 60 heures par semaine chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Laurs, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de changement chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés du commerce et de l'industrie*. A Abbeville, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés aux écritures*. A Albert, 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Carmaux, pas de changement chez les *verriers* et chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux du Garric. A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Bastide-Rouanoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 4 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 65 heures par semaine chez les *carrossiers*; travail actif chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, chez les *machinistes*. A Draguignan, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Barçemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Hyères, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 84 heures par semaine, chez ceux de Saint-Raphaël.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 48 heures par semaine chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Valréas, pas de changement chez les *maçons*. A Ménerbes, pas de chômeurs, travail actif chez les *carriers*. A Cavaillon, pas de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*. A Cadenet, pas de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *vanniers*. A Ballène, un tiers de chômeurs chez les *mineurs* et ouvriers en *terre réfractaire*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même, chez ceux des *Épesses* et d'Évrunes.

Vienne. — A Poitiers, travail actif, 66 heures par semaine chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 8 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *corroyeurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; de même, chez les *talonniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs* et les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *moufletiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *useurs de grains*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, 40 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *cuir et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de chômeurs chez les *feuillardiens*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Vosges. — A Saint-Dié, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les ouvriers *textiles*. A Épinal, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*; de même, chez ceux de Treigny; pas de changement chez les *forestiers* de Courson. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Sauveur; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Fontenailles-sur-Andryes; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Fargeau; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Doinats; un tiers de chômeurs chez ceux de Lavan. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*. A Briennon, travail actif chez les *galochiers*.

Algérie. — A Alger, pas de changement chez les *limonadiers-restaurateurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; pas de changement chez les *employés en quincaillerie*; un tiers de chômeurs chez les *cochers de fiacre*.

A Mustapha, pas de changement chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

A Bône, pas de changement chez les *chargeurs et déchargeurs du port*.

A Constantine, 17 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1902,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 27	1 71	1 83	2 93	"	0 38	"	4 16
Ardennes	0 27	"	1 42	2 66	10 00	0 39	"	3 33
Bouches-du-Rhône...	0 38	"	"	"	15 00	0 25	"	"
Charente-Inférieure...	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 26	1 69	1 97	2 52	8 00	0 22	"	"
Gard	0 29	1 72	"	"	10 00	"	"	"
Gironde	0 27	"	"	"	"	"	"	"
Indre-et-Loire	0 26	"	"	"	"	0 25	"	"
Isère	0 33	1 60	1 65	2 20	8 00	0 26	"	4 92
Loire	0 29	1 59	1 15	"	"	0 22	"	4 00
Meurthe-et-Moselle...	0 32	1 63	1 67	2 99	8 78	0 22	0 20	3 40
Nord	0 31	"	"	2 76	10 00	0 74	"	4 25
Pas-de-Calais	0 29	2 03	2 04	2 66	"	0 89	"	2 00
Rhône	0 30	1 80	1 42	2 44	10 00	0 28	"	3 76
Saône-et-Loire	0 28	1 12	1 41	"	"	0 21	"	3 83
Seine	0 30	1 82	1 76	3 01	"	0 30	0 35	5 09
Seine-et-Oise	0 28	1 27	1 84	2 91	10 00	0 29	0 30	4 94
Deux-Sèvres	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	0 34	1 45	2 08	2 75	"	0 39	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 27	1 67	1 63	2 70	10 00	0 26	0 33	4 20
Quantités vendues par l'ensemble des 522 sociétés	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
	17,073,651	339,636	76,235	67,748	2,987	3,512,192	116,588	37,175
RAPPEL DU 1 ^{er} TRIMESTRE 1902.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 544 sociétés	16,978,175	323,280	114,037	94,711	4,976	2,146,596	197,953	103,013
Prix moyen	fr. c. 0 26	fr. c. 1 38	fr. c. 1 67	fr. c. 2 92	fr. c. 8 00	fr. c. 0 25	fr. c. 0 25	fr. c. 4 26
RAPPEL du 2 ^e trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 553 sociétés	15,292,470	362,766	122,174	60,727	1,536	2,388,903	79,368	48,788
Prix moyen	fr. c. 0 26	fr. c. 1 50	fr. c. 1 57	fr. c. 2 67	fr. c. 12 00	fr. c. 0 31	fr. c. 0 27	fr. c. 4 20

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre de 1902 résultent du dépouillement des rapports de 522 sociétés, dont 448, qui ont fait connaître le nombre de leurs adhérents, groupaient 123,109 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 522 sociétés.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1901.	Août 1902.	Sept. 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	47 ^f 885	49 ^f 455	47 ^f 885
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	"	0 32 25
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	23 50	20 50	21 75
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 75	31 87 5	33 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 72	57 00	57 87 5
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	78 50	73 12 5	76 75
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	40 25	38 75	38 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	69 00	71 00	70 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	54 25	56 25	56 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	122 00	143 00	141 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 50	"	49 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	174 50	141 50	141 25
Etain Banka, <i>idem.</i>	303 00	333 00	323 00
Plomb, <i>idem.</i>	35 75	33 50	32 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	44 75	47 96 5	47 50
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 25	22 10	20 60
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 45	20 45	19 85
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	21 10	20 35	19 10
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 30	1 28	1 28
Viande veau, <i>idem.</i>	1 60	1 55	1 63
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 89	1 85
— porc, <i>idem.</i>	1 37	1 54	1 46

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	565,783,000	559,799,000	5,984,000	"
Matières nécessaires à l'industrie..	2,130,707,000	2,134,393,000	"	3,686,000
Objets fabriqués.....	572,731,000	574,523,000	"	1,792,000
TOTAUX.....	3,269,221,000	3,268,715,000	5,984,000	5,478,000
AUGMENTATION en 1902.....			506,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	500,132,000	526,279,000	"	26,147,000
Matières nécessaires à l'industrie..	857,881,000	744,161,000	113,720,000	"
Objets fabriqués.....	1,568,505,000	1,512,213,000	56,292,000	"
Colis postaux.....	173,253,000	165,798,000	7,455,000	"
TOTAUX.....	3,099,771,000	2,948,451,000	177,467,000	26,147,000
AUGMENTATION en 1902.....			151,320,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,036,860,200 francs du 1^{er} janvier au 10 octobre 1902 contre 1,025,031,200 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 1.15 p. 100.

Faillites. — 99 faillites et 15 liquidations judiciaires en septembre 1902 (contre 93 et 12 en septembre 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 91 demandes en septembre 1902, dont 81 pour des constructions neuves, contre 60 et 44 en septembre 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en octobre et novembre 1902.

ROUTES ET CHEMINS.

ALPES-MARITIMES. — 7 octobre. — Préfecture : rectification de routes nationales	400,000 ^f
RHÔNE. — 20 octobre. — Mairie de Lyon : pavage de diverses rues	90,968
ALGÉRIE. — 22 octobre. — Préfecture d'Alger ; empiérement sur route nationale	125,000
SEINE. — 25 octobre. — Tribunal de commerce : pavage à l'abattoir de la Villette	154,522
AISNE. — 25 et 29 octobre. — Préfecture : travaux d'entretien sur chemin de grande communication et d'intérêt commun pendant 5 ans, montant annuel	932,880
NORD. — 29 octobre. — Préfecture : travaux de roulage des chemins	283,641
AISNE. — 31 octobre. — Sous-préfecture de Château-Thierry : entretien de chemins vicinaux pendant 5 ans, montant annuel....	110,592

CHEMINS DE FER.

FINISTÈRE. — 4 octobre. — Préfecture : ligne de Plabennec à Lesneven : infrastructure	95,451
ALGÉRIE. — 4 octobre. — Préfecture de Constantine : ligne d'Aïn-Mokra à Saint-Charles, ballast.	414,000
CÔTE-D'OR. — 25 octobre. — Préfecture : ligne de tramways ; travaux de superstructure	245,500

CANALISATION.

GIRONDE. — 16 octobre. — Mairie de Bordeaux : construction d'un collecteur	261,292
BREST. — 22 octobre. — Marine : captation et distribution de sources	210,000
SEINE. — 24 octobre. — Mairie d'Alfortville : construction d'égouts.	105,226

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

ALGÉRIE. — 4 octobre. — Mairie de Tébena : construction d'un groupe scolaire.....	145,000 ^f
DOUBS. — 11 octobre. — Préfecture : travaux communaux.....	122,048
DRÔME. — 15 octobre. — Mairie de Valence : construction du collège.....	519,699
SEINE-ET-OISE. — 15 octobre. — Sous-préfecture de Pontoise : construction d'un groupe scolaire et aménagement des locaux....	122,153
ASSISTANCE PUBLIQUE. — 25 octobre. — Tribunal de commerce : assainissement à l'hospice de Bicêtre.....	302,328
TOUL. — 31 octobre. — Guerre : renforcement d'une batterie.....	100,000

FOURNITURES.

PARIS (ASSISTANCE PUBLIQUE). — 8 novembre : entreprise du blanchissage du linge des divers hôpitaux et hospices civils de Paris, pendant l'année 1903.....	538,000
--	---------

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 20 syndicats patronaux comptant 864 membres;
- 44 syndicats ouvriers comptant 3,844 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

5 en septembre, 14 en août, 20 en juillet, 6 en juin, 10 en mai, 2 en avril, 1 en mars, 3 en février, 2 en janvier et 5 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 68.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes [27 février 1902]. — Chambre syndicale des **charcutiers** de Charleville-Mézières-Mohon (15 membres). Siège social : rue Thiers, 16, CHARLEVILLE.

Gers [27 juillet 1902]. — Syndicat des maîtres **cochers** du département du Gers (14 membres). Siège social : AUCH.

Ille-et-Vilaine [23 juillet 1902]. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** de la ville de Rennes (25 membres). Siège social : faubourg de Paris, 71, RENNES.

Indre [24 juin 1902]. — Chambre syndicale des patrons **cordonniers** de Châteauroux (9 membres). Siège social : domicile du président, rue Victor-Hugo, CHÂTEAUX.

Lot-et-Garonne [5 janvier 1901]. — Syndicat des **coiffeurs** agenais et de la région (19 membres). Siège social : café Fourès, boulevard de la République, AGEN.

Nord [18 février 1902]. — Comité de défense des **boissons** (55 membres). Siège social : rue du Tilleul, 222, ROUBAIX.

Pyrénées-Orientales [17 février 1902]. — Syndicat des fabricants d'eaux gazeuses des Pyrénées-Orientales (7 membres). Siège social : PERPIGNAN.

Savoie (Haute) [6 septembre 1902]. — Syndicat professionnel des **bouchers** et charcutiers de la ville de Chamonix et ses environs (5 membres). Siège social : chez M. Paul Payot, CHAMONIX.

Seine [15 mai 1902]. — « Auto-Union », syndicat professionnel de l'industrie **automobile** (13 membres). Siège social : place de la Concorde, 6, PARIS-8^e. — [11 juillet 1902]. — Chambre syndicale du commerce de l'**automobile** (19 membres). Siège social : avenue des Champs-Élysées, 23, PARIS-8^e. — [5 avril 1902]. — Chambre syndicale des fabricants de **blanc de craie** français (16 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 19, PARIS-1^{er}. — [7 août 1902]. — Syndicat des marchands **bouchers** des Halles centrales (pavillon 3) et des marchands bouchers en demi-gros de Paris (81 membres). Siège social : rue Vauvilliers, 45, PARIS-1^{er}. — [19 septembre 1902]. — Chambre syndicale des **corsets** sur mesure (30 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS-2^e. — [19 septembre 1902]. —

Chambre syndicale de la mode (28 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS-2^e. — [1^{er} août 1902]. — **Chambre des mines** de l'Afrique occidentale française (20 membres). Siège social : place Vendôme, 16, PARIS-1^{er}.

Tarn [21 juillet 1902]. — Syndicat des **limonadiers**, débitants de boissons de l'arrondissement de Gaillac (25 membres). Siège social : café François, GAILLAC.

Var [6 mai 1902]. — Syndicat **médical** du canton d'Hyères (18 membres). Siège social : Mairie, HYÈRES.

Vaucluse [17 juillet 1902]. — Syndicat avignonnais du commerce d'**épicerie** en détail (171 membres). Siège social : salle de la Bourse, AVIGNON.

Vendée [1^{er} septembre 1901]. — Chambre syndicale des **colloyeurs** de Noirmoutier (251 membres). Siège social : NOIRMOUTIER.

Oran [28 juin 1902]. — Syndicat professionnel des **médecins** du département d'Oran (52 membres). Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [15 juillet 1891]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Nice (160 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [26 juillet 1902]. — Syndicat fédéré des **tabacs** [section de Nice] (216 membres). Siège social : place Saint-Dominique, 2, NICE.

Bouches-du-Rhône [17 août 1902]. — Syndicat des ouvriers auxiliaires des lignes **télégraphiques**, téléphoniques, chauffeurs, mécaniciens et services réunis de l'administration des Postes et Télégraphes (55 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Trets (21 membres). Siège social : café du Siècle, TRET.

Calvados [1^{er} juillet 1902]. — [Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Caen (11 membres). Siège social : rue des Carmélites, 3, CAEN.

Cantal [16 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** de la ville d'Aurillac « Aux camarades réunis » (45 membres). Siège social : Bourse du travail, AURILLAC.

Charente-Inférieure [13 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Saintes (27 membres). Siège social : Bourse du travail, Saintes.

Cher [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Vereaux (26 membres). Siège social : VERAUX.

Côtes-du-Nord [20 juillet 1902]. — Syndicat des **cantonniers** et chefs-cantonniers du département des Côtes-du-Nord (35 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Doubs [27 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** en bâtiment (21 membres). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Drôme [14 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de Montélimar (33 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 8, MONTÉLIMAR.

Ile-et-Vilaine [30 mars 1902]. — Chambre syndicale des **commissionnaires** autorisés de la ville de Rennes (10 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Isère [8 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers dresseurs de gants de Grenoble (90 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — [15 mai 1902]. — Union des ouvriers et ouvrières **métallurgistes** et parties similaires de Pont-de-Cheruy (350 membres). Siège social : Hôtel du Nord, PONT-DE-CHÉRU Y.

Loire [2 janvier 1902]. — Chambre syndicale des **teinturiers** du canton de Saint-Chamond (34 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMOND.

Lot [23 juillet 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des **tabacs** de Cahors et de Souillac (60 membres). Siège social : rue Clément-Marot, CAHORS.

Marne [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat des **cochers**, camionneurs et professions similaires de Reims et de la région (75 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [23 août 1902]. — Syndicat des **experts** civils de l'administration de la Guerre (3 membres). Siège social : rue Boulard, 28, REIMS.

Morbihan [5 juillet 1902]. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** du canton d'Hennebont (135 membres). Siège social : rue Neuve, HENNEBONT. — [5 juillet 1902]. — Syndicat des **maçons** du canton d'Hennebont (25 membres). Siège social : rue Neuve, 73, HENNEBONT.

Nord [4 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Fourmies et des environs (17 membres). Siège social : Grande rue, 61, Fourmies. — [28 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «La Mèche de laine» (80 membres). Siège social : rue d'Alger, maison des ouvriers, TOURCOING. — [17 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «Les soigneuses de la Croix-Rouge» (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [29 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «Les Sans-Peur» (30 membres). Siège social : rue des Piat, 112, TOURCOING. — [31 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «Les Vaillants» (30 membres). Siège social : rue de Mouseront, 56, TOURCOING. — [17 mai 1902]. — Syndicat de **filature** «La Vigilance» (30 membres). Siège social : rue d'Alger, Maison des ouvriers, TOURCOING.

Oise [20 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **jumelliers** de Cuise-la-Motte (52 membres). Siège social : CUISE-LA-MOTTE.

Pyrénées (Hautes-) [8 août 1902]. — Syndicat des **comptables**, écrivains et magasiniers des établissements de l'artillerie de Tarbes (51 membres). Siège social : avenue de la Gare, 14, TARBES.

Rhône [2 juin 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **employés** de commerce et d'industrie de Lyon et de la région (50 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON.

Seine [26 mai 1902]. — Syndicat indépendant des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Boulogne-Billancourt (70 membres). Siège social : rue de Billancourt, 65, BOULOGNE-SUR-SEINE. — [10 août 1902]. Syndicat général des buandiers, buandières et lingères de l'**Assistance publique** (90 membres). Siège social : rue de Sèvres, 101, PARIS-6^e. — [25 août 1902]. — Groupe corporatif «Les ouvriers **boulangers** de Plaisance» (10 membres). Siège social : rue de Vanves, 15, PARIS-14^e. — [13 août 1895]. — Syndicat des **concierges** de Paris et de la banlieue parisienne (79 membres). Siège social : rue du Four, 50, PARIS-6^e. — [8 juillet 1902]. — Société des **poètes** français (25 membres). Siège social : rue de Bagnaux, 9, PARIS-6^e. — [14 août 1900]. — Syndicat professionnel des **porteurs** aux Halles centrales et marchés de Paris (450 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 39, PARIS-1^{er}.

Seine-Inférieure [10 juin 1902]. — Syndicat des **employés** du commerce et de l'industrie de la ville et de l'arrondissement de Rouen (154 membres). Siège social : rue Neuve-Saint-Patrice, 2^{ter}, ROUEN.

Seine-et-Oise [20 juillet 1902]. — « La Fraternité ouvrière », union syndicale des ouvriers **carriers** indépendants (25 membres). Siège social : Hôtel du Cheval blanc, MÉRY-SUR-OISE. — [17 août 1901]. — Chambre syndicale des **charretiers** et cochers-livreurs du département de Seine-et-Oise (46 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Somme [27 avril 1902]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** d'Albert (100 membres). Siège social : place Faidherbe, 13, ALBERT. — [9 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Amiens (56 membres). Siège social : rue Antonin, 22, AMIENS.

Vaucluse [27 octobre 1900]. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** (section d'Avignon) [242 membres]. Siège social : café Salignon, boulevard Saint-Ruf, AVIGNON.

Vienne (Haute-) [1^{er} juillet 1902]. — « L'Utile », chambre syndicale et caisse de chômage des **garçons de magasins**, emballeurs et assimilés de Limoges (50 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1^{er} juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **imprimeurs** en taille-douce de Limoges (19 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Vosges [15 juin 1902]. — Chambre syndicale de la corporation **textile** de Momexy-Châtel (354 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 2, CHÂTEL-SUR-MOSELLE.

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Nord [1^{er} août 1902]. — Fédération régionale des syndicats de la **boucherie** de l'arrondissement de Lille (5 syndicats adhérents). Siège social : Grande Place, 12, LILLE.

Seine [26 septembre 1902]. — Fédération des syndicats du commerce des **bois** de France et des industries qui s'y rattachent (15 syndicats adhérents). Siège social : rue Godot-de-Mauroi, 11, PARIS-9^e.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [1^{er} mai 1902]. — Fédération nationale des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres, plâtriers, cimentiers, carreleurs, terrassiers et aides de ces diverses corporations (38 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Vendée [24 novembre 1902]. — Fédération des syndicats ouvriers yonnais (3 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Louis-Blanc, 51, LA ROCHE-SUR-YON.

ERRATUM.

Mentionnés à tort, comme dissous, dans le *Bulletin* de septembre 1902 :

SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [8 mai 1899]. — Syndicat des **brasseurs** français et entrepositaires de bières françaises à Paris (3 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [Février 1890]. — Chambre syndicale des fabricants de **couronnes** funéraires (7 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [1^{er} septembre 1892]. — Chambre syndicale des marchands de reconnaissances du **Mont-de-piété** de Paris et des départements (11 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — [22 juin 1892]. — Chambre syndicale des entrepositaires de **bières** de Paris (17 membres). Siège social : rue Croix-Nivert, 124; PARIS-15^e.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS. — *Compte administratif [1901]* (1 vol. in-4° de LVI-31 pages. Paris, 1902; Impr. Chaix).

————— *Rapport sur les travaux du Conseil central de salubrité et des conseils d'arrondissement du département du Nord (1901)* [1 vol. in-8° de 516 pages; Lille, 1902; Danel].

ALLEMAGNE. — SOCIÉTÉ DES BRASSEURS DE BERLIN ET DES ENVIRONS. — *Rapport pour 1901*, publié par l'Office de placement de la Société; opérations de 1901. (1 broch. in-12, 45 pages; Berlin, W. et S. Lœwenthal, 1902).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. *Annuaire statistique de la ville de Stuttgart (1900)* [1 vol. in-4° de 113 pages. Stuttgart, 1902; Imp. W. Kohlhammer].

————— GRAND-DUCHÉ DE BADE. — *Les organisations industrielles et ouvrières fin 1899 et les institutions de placement en 1900* (1 fasc. in-4° de 19 pages. Carlsruhe, 1901).

————— GRAND-DUCHÉ DE BADE. — *Annuaire statistique (1901)* [1 vol. in-4° de 548 pages; Carlsruhe, 1902; Macklot].

AUSTRALIE OCCIDENTALE. — OFFICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique financière (1901)* [1 fascicule in-4° de 46 pages; Perth, 1902; A. Watson].

AUTRICHE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Les institutions patronales en vue du bien-être des employés et ouvriers* (1 vol. in-4° de 239 pages. Vienne, 1902; A. Hölder, libraire-éditeur).

————— INSPECTION DU TRAVAIL. — *Rapport des inspecteurs du travail pour 1901* (1 vol. in-4° de 548 pages. Vienne, 1902; Impr. offic.).

————— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. *Résultats de la statistique de la propriété foncière au 31 décembre 1896* (1 fasc. in-4° de 33 pages. Vienne, 1902, Impr. offic.).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Procès-verbaux du Conseil permanent du travail, 1901; (8^e-10^e séance)* [1 vol. in-4° de 160 pages; Vienne, 1902; Impr. offic.].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Prolongations de la durée du travail dans les établissements exploités sur le pied des fabriques (1901)* [1 fascicule in-4° de 32 pages; Vienne, 1902; Impr. offic.].

————— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Manuel de statistique (1901)* [1 vol. in-4° de 432 pages; Vienne, 1902; C. Gérold et fils].

AUTRICHE-HONGRIE. — SERVICE TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE. — *Informations statistiques sur la Bukovine (VIII^e et IX^e volumes)* [2 vol. in-4°; Czernovicz, 1902; Pardini et Eckhardt].

BAVIÈRE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Bureau de la statistique (1902, n° 1)* [1 fascicule in-4° de 84 pages; Munich, 1902; J. Lindauer].

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique de la Belgique (1901)* [1 vol. in-8° de 425 pages; Bruxelles, 1902; J.-B. Stevens].

ADMINISTRATION DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Catalogue de la bibliothèque de la Commission centrale de statistique (1^{er} tome)* [1 vol. in-8° de 587 pages. Bruxelles, 1902; Imp. Hayez].

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Relevé officiel du chiffre de la population du royaume au 31 décembre 1901* (1 broch. in-4° de 11 pages. Bruxelles, 1902; impr. de la Régie du *Moniteur belge*).

OFFICE DU TRAVAIL. — *Annuaire de la législation du travail (1901)* [1 vol. in-4° de 627 pages; Bruxelles, 1902; Lebègue et Schepens].

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE. — *Communications statistiques [4^e série, tome XI]*. (1 vol. in-8°. Copenhague, 1902; B. Lunos, libraire-éditeur.)

INSPECTION DU TRAVAIL. — *Rapport sur les fabriques en 1901-1902* (1 fascicule in-4° de 43 pages; Copenhague, 1902; J.-H. Schultz).

ÉTATS-UNIS. — CONNECTICUT; BUREAU DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *70^e rapport annuel (1901)* [1 vol. in-8° de 443 pages; Meriden, 1901; *Journal publishing Co.*].

MINISTÈRE DES FINANCES. — *Rapport annuel du Commissaire aux revenus intérieurs (1900)* [1 vol in-8° de 478 pages; Washington, 1900; Imprimerie nationale].

OHIO. — *25^e rapport annuel du Bureau de la statistique du travail (1901)* [1 vol. in-4° de 843 pages; Colombus, 1902; F.-J. Heer].

GRANDE-BRETAGNE. — CONSEIL DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DE LONDRES. — *Onzième rapport annuel du Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres, pour l'année 1901* (1 broch., 12 pages; Gilbert and Rivington, London 1902).

BOARD OF TRADE. — *Rapport sur les modifications apportées aux taux des salaires et à la durée du travail en 1901* (1 vol. in-8° de 77 pages; Londres, 1902; Imp. off.). — Voir l'analyse de cette publication dans le présent *Bulletin*.

NOUVELLES GALLES DU SUD. — *Statistique générale («The wealth and progress of New South Wales» 1900-1901)* [1 vol. in-8° de 1043 pages; Sydney, 1902; W.-A. Gullick].

ÉCOSSE. — *II^e recensement décennal (31 mars 1901, vol. I)* [1 vol. grand in-4° de 404 pages; Glasgow, 1902; Hedderwick et fils].

Ancienne et nouvelle industrie dans l'Inde anglaise. (Publication du Musée social; 1 brochure in-8°; Paris, 1902; A. Rousseau).

BOARD OF TRADE. — *Rapport sur les grèves et lock-outs (1901)* [1 vol. in-8° de 49 pages. Londres, 1902; imp. Darling et Son]. — Voir le présent *Bulletin*.

HESSE (GRAND-DUCHÉ DE). — BUREAU CENTRAL DE LA STATISTIQUE. — *Statistique pénitentiaire (1899-1900)* [1 brochure in-4° de 32 pages; Darmstadt, 1902; G. Jongham].

HOLLANDE. — COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — Rapport annuel de la Commission centrale de statistique pour 1901 (1 vol., 151 pages [sans indication de l'éditeur]).

IRLANDE. — DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'INSTRUCTION TECHNIQUE. — *L'Irlande industrielle et agricole* (1 vol. in-8° de 532 pages. Dublin, 1902; Impr. Browne et Nolan).

ITALIE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique pénale [1899]* (1 vol. in-4° de 162 pages, Rome, 1902; Tipograph. nation. Bertero et C^{ie}).

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. *Résumé statistique de l'Empire [1902]* (1 vol. in-4° de 154 pages. Tokio, 1902).

MECKLEMBOURG. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Suppléments à la statistique du Grand-Duché* (1 vol. in-4° de 189 pages. Schwerin, 1902; Impr. Bärensprung).

MEXIQUE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Recensement et répartition territoriale de l'État de Morelos pour 1900* (1 vol. in-4° de 131-15 pages. Mexique, 1902; Impr. offic.).

————— DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Recensement et répartition territoriale de l'État de Durango [1900]* (1 vol. in-4° de 167-51 pages. Mexique, 1902; Impr. offic.).

PARAGUAY. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Rapport statistique [1900-1901]* (2 vol. in-4° de 456 et 204 pages. Assomption, 1902; Impr. *El Pais*).

PAYS-BAS. — DÉPARTEMENT DES FINANCES. — *Statistique des divers impôts (1901)* [1 vol. in-4° de 108 pages. La Haye, 1902; Imp. M. Nijhoff].

PORTUGAL. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Statistique postale (1899)* [1 vol in-4° de 149 pages; Lisbonne, 1901; Imprimerie nationale].

————— ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS. — *Statistique des impôts indirects (1898-1899)* [1 vol. in-4° de 157 pages; Lisbonne, 1901; Imprimerie nationale].

QUEENSLAND. — BUREAU DU REGISTRAR-GENERAL. — *Statistique démographique (1901)* [1 fascicule in-4° de 66 pages; Brisbane, 1902; G.-A. Vaughan].

SAXE. — BUREAU DE STATISTIQUE DE LEIPZIG. — *Le mouvement de la population de Leipzig (1901)* [1 fascicule grand in-4° de 52 pages; Leipzig, 1902; imp. offic.].

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Calendrier et annuaire statistique [1903]* (1 vol. in-8° de 264 pages. Dresde, 1902; Impr. Heinrich.)

WÜRTTEMBERG. — SERVICE TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE. — *Manuel statistique [1901]* (1 vol. in-4° de 260 pages. Stuttgard, 1902; Impr. Kohlhammer).

————— SERVICE TERRITORIAL DE STATISTIQUE — *Annuaire de statistique et de démographie [1901]* (1 vol. in-4° de 274 pages. Stuttgard, 1902; Impr. Kohlhammer).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LOUIS WEBER.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 712 p. (1892).....	8 fr.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1891).....	1 fr. 50
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des ar- ticles et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaires et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{re} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III: Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV: Résultats généraux. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902).....	3 fr. 50
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{re} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	2 fr. 50
Tome II: Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
Statistique des accidents du travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie: Accidents. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie: Maladie, Invalidité, Vieillesse. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895)...	2 fr.
Les caisses patronales de retraites (Industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I^{er}. *Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.* — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. *Cuir et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun. 5 fr.

Salaire-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899). 1 fr. 50

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901). 1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901). 3 fr.

Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901). — 1 vol. in-8° de 416 p. (1902). 3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

Dén. gén. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894). 15 fr.

Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893). 7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I^{er}. *Région de Paris au Nord et à l'Est* (15 départem.). — Tome II. *Région du Sud-Est* (27 départem.). — Tome III. *Région de l'Ouest au Midi* (45 départem.). — Tome IV. *Résultats généraux.* — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun 10 fr.

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I^{er}. *Moteurs à vapeur.* — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900). 3 fr. 50

Tome II. *Moteurs hydrauliques.* — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901). 3 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. Années 1890-1891-1892.

1 vol. de 641 p. 7 fr. 50

Années 1893 à 1896. — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun. 5 fr.

— 1897. 1 vol. de 304 p. 6 fr.

— 1898. 1 vol. de 197 p. 5 fr.

— 1899 et 1900. 1^{er} volume: *Mouvement de la population*, 313 p. 5 fr.

— — 2^e volume: *Établissements d'assistance*, 217 p. 5 fr.

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.

Années 1897 à 1901. — 5 vol. de 520, 653, 615, 583 et 592 p. Chacun. 7 fr. 50

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1901). — 11 vol. in-8°. Chaque volume. 3 fr.

Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-99, 1900, 1901 et 1902. — Chaque volume. 5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

Mouvement social en France.

	Pages.
Revue du travail en octobre.....	753
Situation générale.....	754
Grèves en octobre.....	759
Conciliation et arbitrage en octobre.....	762
La grève générale des mineurs.....	763
Conseil supérieur du travail (session de novembre 1902).....	767
Production et consommation de la houille dans les principaux pays de 1883 à 1901.....	774
État récapitulatif des travaux des conseils de prud'hommes de 1897 à 1901.....	776
Bordereaux des salaires en 1900 et 1901.....	781
La journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.....	783
Les indemnités de chômage de la Fédération lithographique en 1901.....	784

Jurisprudence.

Syndicats professionnels : droit d'ester en justice. — Loi du 2 novembre 1892 : droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les établissements industriels. — Loi du 29 décembre 1900 : sièges des employés de magasins. — Loi du 9 avril 1898 : non assujettissement des marchands de peaux, etc., et des entreprises d'affichage. — Loi du 22 mars 1902 : non rétroactivité.....	786
---	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves. — Ordonnance du 22 octobre 1902 sur les filatures de crins de cheval, etc. — Création d'un Bulletin de la statistique ouvrière.....	792
--	-----

	Pages.
Autriche : Placement. — Grèves. — L'inspection des fabriques en 1901.....	794
Belgique : Placement. — Grèves.....	801
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves... Luxembourg : Loi du 5 avril 1902 sur l'assurance obligatoire contre les accidents.....	802
Pays-Bas. — Dérégations à l'interdiction du travail de nuit des femmes.....	804

Actes et documents officiels.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 28 octobre 1902, décernant des médailles d'honneur à cinq conseils de prud'hommes. — Arrêté du Ministre de la Marine du 21 octobre 1902 sur la journée de huit heures dans certains établissements de la Marine. — Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 25 octobre 1902, sur les rapports avec les syndicats professionnels. — Circulaire du Ministre de la Justice du 23 octobre 1902 sur le rôle de la justice en cas de grève.....	804
État des travaux législatifs.....	807

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	809
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	813
Prix courants divers; commerce extérieur; transports, faillites; autorisations de bâtir; adjudications.....	829
Placement gratuit (3 ^e trimestre 1902).....	832
Mouvement syndical.....	848

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS GRATUITS

DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE

DES MÉCANICIENS-CHAUFFEURS-ÉLECTRICIENS.

(1902-1903.)

Mairie du IV^e arrondissement.

Cours de chauffage et mécanique : le *vendredi* à 9 h. du s.
Cours de traction mécanique sur route (automobiles) : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours des chauffeurs-couleurs des lavoirs : les 2^e et 4^e *dimanches* de chaque mois à 3 h. du s.
Cours d'électricité industrielle (1^{re} année) : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle (2^e année) : le *jeudi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du X^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 36, RUE GRANGE-AUX-BELLES.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours de moteurs à gaz, automobiles : le *jeudi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours de croquis de pièces de machines : le *lundi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XI^e arrondissement.

LYCÉE VOLTAIRE, 101, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

ÉCOLE, RUE POPINCOURT.

Cours spécial de mécanique : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XII^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 40, BOULEVARD DIDEROT.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *samedi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XIII^e arrondissement.

MAIRIE DES GOBELINS.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XIV^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE : 93, RUE D'ALÉSIA.

Cours spécial de mécanique : le *lundi* à 8 h. 1/2 du s.

ÉCOLE COMMUNALE, 93, RUE DE L'OUEST.

Cours de chauffage et mécanique : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XV^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 60, RUE SAINT-CHARLES.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XVII^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 18, RUE AMPÈRE.

Cours spécial de mécanique : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.

ÉCOLE COMMUNALE, 16, RUE LAugier.

Cours d'automobiles : le *vendredi* à 8 h. 1/2.

Section du XVIII^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 63, RUE CLIGNANCOURT.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 3/4 du s.
Cours spécial de mécanique : le *lundi* à 8 h. 1/2 du s.

Section du XIX^e arrondissement.

ÉCOLE COMMUNALE, 7, RUE BARBANEÈRE.

Cours de chauffage et mécanique : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.
Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

ÉCOLE COMMUNALE, 41, RUE DE TANGER.

Cours de chauffage et mécanique : le *jeudi* à 8 h. 1/2 du s.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention :
à *Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Le fait saillant du mois d'octobre a été la grève générale des mineurs, qui s'est étendue aux trois quarts environ de la population ouvrière totale occupée dans les exploitations minières. La répercussion de la grève générale des mineurs s'est fait sentir sur l'industrie métallurgique, dont la crise n'est pas encore terminée.

Le peu d'abondance de la pêche à la sardine a amené un fort chômage dans l'industrie des conserves alimentaires et les industries annexes qui en dépendent. Le temps pluvieux du commencement du mois a causé dans l'arrachement des betteraves un retard dont le contre-coup s'est fait sentir dans l'industrie sucrière.

L'industrie cotonnière a montré une assez grande activité; les industries de la laine et de la soie sont restées dans le même état.

On constate une reprise de travail dans les industries du livre, de la chaussure et du vêtement. Pas de changement dans l'industrie du bâtiment, malgré l'approche de l'hiver. L'industrie céramique est en pleine activité.

Des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel ont été envoyées par 1,084 chambres syndicales ouvrières, groupant 184,000 adhérents.

Parmi ces syndicats, 981 ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,800, ce qui correspond à une moyenne de 10 p. 100. (les mineurs en grève ne sont pas compris dans ces chiffres.)

L'ouvrage, pendant le mois d'octobre a été jugé, par comparaison avec le mois de septembre, plus abondant par 12 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués; équivalent par 71 p. 100 des syndicats, groupant 71 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des syndiqués.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1902.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 380 syndicats, réunissant 45,352 membres, ont répondu par l'affirmative, et 305 syndicats, réunissant 70,530 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le chômage qui a été très accentué dans les usines de conserve de poisson du Finistère a été bien moins sensible dans le Morbihan grâce à une pêche abondante de thon et de sardines dans les coureux de Belle-Ile. D'autre part, le spret a donné avec abondance dans la baie de Lorient et bon nombre d'usines se sont décidées à en faire. Sur la Méditerranée, la pêche a été satisfaisante à l'étang de Berre.

Le temps pluvieux du commencement du mois a contrarié les travaux agricoles dans nombre d'endroits, de sorte qu'on constate dans l'ensemble un certain retard, surtout pour les betteraves dont l'arrachage n'était pas encore partout terminé à la fin du mois. Comme tous les ans, l'arrachage et le transport de la betterave sucrière fournissent temporairement un surcroît de travail chez les ouvriers agricoles de la région du Nord.

L'exploitation des coupes de bois n'est pas encore en général commencée, et les travaux des champs, auxquels ont été occupés pendant l'été les ouvriers bûcherons, étant, d'autre part, terminés presque partout, il y a beaucoup de chômage dans cette corporation. Les 40 syndicats de l'industrie forestière, qui indiquent le nombre de leurs chômeurs, accusent 25 p. 100 de leurs adhérents sans travail.

ALIMENTATION. — Dans les petites industries de l'alimentation (boulangers, bouchers, charcutiers, tripiers, cuisiniers, pâtisseries, glaciers, brasseurs, limonadiers), l'état du travail est soumis à des variations dues à des causes locales, dont l'influence s'exerce parfois en sens contraire suivant les régions. Tandis que la fin de l'été amène la forte saison dans les stations estivales (Vichy, Saint-Raphaël, etc.), elle est le signal d'une reprise dans d'autres villes, reprise qui est parfois contrariée par l'afflux des ouvriers employés dans les stations balnéaires (Marseille). La rentrée des ouvriers occupés pendant l'été aux travaux de la campagne exerce en certains endroits une influence favorable (Perpignan). A Brest, au contraire, le travail diminue chez les boulangers avec la fin des travaux de l'été, parce que les fermiers des environs ont l'habitude de cuire leur pain eux-mêmes pendant l'hiver. Il y a une reprise générale du travail chez les confiseurs. Dans l'ensemble des petites industries de l'alimentation, la moyenne des chômeurs syndiqués est de 15 p. 100, contre 12 p. 100 en septembre dernier et 15 p. 100 en octobre 1901.

La production des alcools des bouilleurs et distillateurs de profession s'est élevée pour la campagne 1901-1902 (du 1^{er} octobre 1901 au 30 septembre 1902) à 1,839,503 hectolitres contre 2,485,106 hectolitres pour la campagne 1900-1901, soit une différence en moins de 645,603 hectolitres pour 1901-1902. La diminution porte surtout sur les alcools de vin (105,836 hectolitres contre 266,573), de betteraves (504,097 hectolitres contre 942,281) et de substances farineuses (214,629 hectolitres contre 320,766). La production des bouilleurs de cru pendant la campagne 1901-1902 peut être approximativement évaluée à 186,709 hectolitres contre 314,437 pour la campagne 1900-1901, soit une différence en moins de 127,728 hectolitres pour la campagne qui vient de se terminer (1).

(1) *Journal officiel* du 20 septembre 1902.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de betteraves mises en œuvre depuis le 1^{er} septembre 1902 jusqu'au 31 octobre (deux premiers mois de la campagne 1902-1903) a été de 2,228,770 tonnes contre 3,032,528 tonnes pour la période correspondante de la campagne 1901-1902, soit une diminution de 863,758 tonnes (1), conséquence du retard apporté à l'arrachement des betteraves.

Dans la brasserie, l'abaissement de la température a amené le ralentissement habituel à cette époque de l'année.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur 124,000 ouvriers environ, soit un peu moins des trois quarts du personnel ouvrier pendant le mois d'octobre 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond, et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. 100. 3	p. 100. 4	p. 100. 5	p. 100. 6	p. 100. 7
Nord et Pas-de-Calais...	1.14	99.8	"	"	"	0.2
Loire.....	1.33	100	"	"	"	"
Gard et Hérault.....	3.30	16	"	9	5	70
Provence (lignites).....	1.17	99	"	"	1	"
Bourgogne et Nord-Est..	3.49	99	"	19	13	28
Centre.....	5.87	40	"	"	5	95
Tarn et Aveyron.....	4.71	20	"	19	5	56
ENSEMBLE pour la France.	2.33	72	"	4	5	21

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.80. Il était de 5.98 en octobre 1901.

La différence considérable qui existe entre ces chiffres et ceux qui sont donnés dans le tableau qui précède a pour cause la grève générale.

Le tableau suivant donne, d'après les renseignements fournis par le *Comité des houillères*, le nombre des mineurs qui dans les différents bassins ont travaillé moins de 20 jours et parmi ces derniers ceux qui ont travaillé moins de 10 jours.

BASSINS.	NOMBRE DE MINEURS auxquels se rapportent les renseignements.	NOMBRE DE MINEURS AYANT TRAVAILLÉ	
		moins de 20 jours.	moins de 10 jours.
Nord et Pas-de-Calais.....	63,690	63,556	61,345
Loire.....	14,366	14,366	14,366
Gard et Hérault.....	14,439	2,600	517
Provence (lignites).....	2,241	2,215	2,215
Tarn et Aveyron.....	10,531	4,160	4,160
Bourgogne et Nord-Est.....	7,671	"	"
Centre.....	10,850	3,015	2,172
TOTAUX.....	123,788	89,902	84,805

(1) *Journal officiel* du 14 novembre 1902.

En considérant comme grévistes, les ouvriers qui ont travaillé moins de 20 jours, on peut estimer à 72 p. 100, soit un peu moins des trois quarts de la population minière totale, le nombre des ouvriers qui ont pris part à la grève générale.

CARRIÈRES. — L'activité est médiocre dans les carrières. La proportion des chômeurs indiquée par les syndicats ouvriers est de 12 p. 100, supérieure à celles du mois dernier (9 p. 100) et d'octobre 1901 (2 p. 100).

PRODUITS CHIMIQUES. — PAPIERS. — Le travail est abondant dans les usines à gaz. On signale, notamment à Dunkerque, une grande activité dans les huileries, amenée par la fin de la récolte des graines oléagineuses et la hausse des huiles. Il y a également reprise dans les pétroleries, en raison de l'approche de l'hiver. Dans l'ensemble des industries chimiques, le nombre des chômeurs syndiqués n'atteint pas 2 p. 100 de l'effectif total.

Comme d'habitude, au moment de la rentrée des classes et à l'approche des étrennes, le travail est abondant presque partout chez les papetiers, régisseurs, cartonniers.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est, pour Paris, de 338 dans 12 syndicats groupant 4,938 ouvriers, soit un peu moins de 7 p. 100. et, pour la province, de 198 dans 76 syndicats groupant 4,756 ouvriers, soit 4 p. 100. La proportion des chômeurs était en septembre dernier de 11 p. 100 à Paris et de 5 p. 100 en province, et, au mois d'octobre 1901, de 8 p. 100 à Paris et de 6 p. 100 en province. L'état du travail s'est donc amélioré dans l'ensemble. Toutefois, on signale une diminution de travail par rapport au mois de septembre, à Paris, chez les dessinateurs-écrivains; à Paris, Troyes, Toulouse, Bordeaux, Montreuil-sur-Mer, Belfort, Versailles et Alger, chez les typographes; à Marseille, chez les lithographes. La recrudescence de travail constatée dans l'ensemble est attribuée, par plusieurs syndicats, à l'approche de la fin d'année qui amène le renouvellement de certains imprimés et à la confection des catalogues pour la saison d'hiver.

CUIRS ET PEAUX. — Toujours peu d'activité dans la mégisserie, beaucoup de chômage, notamment à Graulhet; on signale une certaine reprise chez les tanneurs-corroyeurs, à Châteaurenault, Rennes et Rouen. La morte-saison a commencé chez les pelletiers, lustreurs-fourreurs; à Paris, beaucoup sont partis pour la campagne ou cherchent à s'employer chez les confectionneurs en fourrures; à Fismes, beaucoup travaillent dans les sucreries.

Presque tous les syndicats de la cordonnerie signalent une amélioration sensible de l'état du travail par rapport au mois précédent. A Fougères, le grand centre de l'industrie de la chaussure, la reprise a été amenée par la mise en train de la confection de l'article d'été; néanmoins on signale un nombre notable de chômeurs sur cette place par suite de la fermeture d'une fabrique. La bonne saison a également recommencé pour les monteurs de sièges en cuir de Paris.

La proportion des chômeurs pour l'ensemble des syndiqués est de 10 p. 100 pour l'ensemble des industries des cuirs et peaux.

TEXTILES. — Dans la filature et le tissage, la moyenne du chômage est de 11 p. 100, supérieure à la moyenne du mois précédent (9 p. 100). Ce sont l'industrie lainière et l'industrie de la soie qui laissent surtout à désirer : il faut en chercher la raison dans la douceur relative de la température et dans la mode qui s'est retirée de la soie depuis quelques années. On signale au contraire une certaine

activité dans l'industrie cotonnière et linière. Peu ou point de chômage à Armementières, Fourmies, Wignehies, Neuvelly, Saint-Quentin, Bolbec, Lillebonne, Belfort, Saint-Dié, Remiremont, chez les tisserands de la Vendée et dans le tissage mécanique à Saint-Quentin, Grandrès et Thizy. Au contraire, chômage assez considérable à Lille (10 p. 100), à Roubaix (10 p. 100), à Tourcoing, à Haspres, à Lyon (30 p. 100), à Vienne (40 p. 100), etc.

L'industrie du ruban est assez active à Saint-Genest; à Saint-Étienne, presque tous les métiers à rubans sont remontés. Il y a une augmentation de travail sensible chez les tullistes de Caudry, de Saint-Quentin et de Lyon, ainsi que chez les passementiers de Sainte-Sigolène et de Paris.

La bonne saison a commencé pour les chapeliers, pour les tailleurs, couturières, etc., pour les coupeurs de chemises, de cols, de cravates, pour les ouvriers de la bretelle, etc., et pour les blanchisseurs de la banlieue de Paris.

Bois. — Presque partout on signale une diminution de travail chez les charpentiers et menuisiers en bâtiment correspondant à un ralentissement des travaux du bâtiment. Le chômage est assez considérable chez les charpentiers de navires du Havre et de Nantes. Pas de chômeurs dans les scieries de Hermes. Chez les ébénistes, menuisiers en sièges et autres ouvriers de l'ameublement, on signale une reprise de travail, notamment à Nancy, à Lyon et à Cherbourg.

La mauvaise saison a commencé pour les ouvriers en voitures.

État stationnaire chez les sabotiers et galochiers. Les syndicats de tonneliers signalent une forte diminution de travail par rapport à l'année dernière et 10 p. 100 de chômeurs. Travail satisfaisant chez les ouvriers en peignes; peu de chômage chez les brossiers.

Dans l'ensemble de ces industries, la proportion moyenne des chômeurs sur le nombre total des syndiqués est de 6 p. 100, d'après les réponses de 118 syndicats.

MÉTALX. — La crise qui sévit sur la métallurgie continue. Les syndicats des ouvriers métallurgistes, fondeurs, chaudronniers accusent un fort chômage, qui atteint près de 12 p. 100 de leurs membres (2,132 sur 18,446). Beaucoup signalent en même temps une diminution notable de la durée du travail et du nombre des jours ouvrables. Au Havre, trois des plus importantes maisons de métallurgie ne font plus que huit heures par jour. Au Boucau, la plupart des ouvriers métallurgistes chôment de quatre à huit jours par mois; beaucoup quittent le pays. Le nombre des journées de travail a également diminué aux laminoirs et forges de Bessèges et dans les ateliers de chaudronnerie du Havre. On signale cependant une reprise de travail notamment chez les métallurgistes de Commenlry, de Graville-lès-Rouen et de Deville (Ardennes), chez les mouleurs de Vrigne-aux-Bois et chez les chaudronniers de Saint-Quentin.

Beaucoup de chômeurs (environ 50 p. 100) chez les ferblantiers-boîtiers de Nantes, Douarnenez, Concarneau et Audierne, par suite des mauvais résultats de la pêche de la sardine et du thon. On signale une diminution de la durée de la journée de travail (54 heures au lieu de 63 en temps normal) chez les ouvriers en instruments de musique. Il y a une reprise chez les treillageurs.

L'activité signalée le mois dernier se maintient chez les ouvriers en optique et en instruments de précision. Peu de chômeurs (3 p. 100) chez les mécaniciens d'Albert. Reprise chez les potiers d'étain de Paris.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment le travail est considéré comme satisfaisant pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats groupant plus de 64 p. 100 des ouvriers syndiqués.

Malgré l'approche de l'hiver, le chômage n'a pas augmenté depuis le mois

dernier. D'après les renseignements fournis par 145 syndicats groupant 12,744 ouvriers, le nombre des chômeurs syndiqués est de 1,495, soit moins de 12 p. 100 : il dépassait légèrement cette proportion en septembre. A Paris, le travail est plus abondant chez les peintres, qui voient avec plaisir la fin de la crise dont souffrait leur corporation sur cette place depuis la fin de l'Exposition : cette reprise ne peut malheureusement être que momentanée, en raison de l'avancement de la saison. Presque partout, dans l'industrie du bâtiment, on hâte les travaux afin d'avoir fini avant le commencement des froids. Il y a très peu de chômeurs chez les marbriers et les sculpteurs en bâtiment.

CHAUFOURNERIE. — VERRERIE. — CÉRAMIQUE. — Même situation dans la chaudière. Dans la verrerie, il y a diminution de travail à Aniche et à Laignelet, augmentation à Bessèges et à Rive-de-Gier. Situation très satisfaisante aux glacières de Montluçon et de Ville-Goyet.

Beaucoup de travail dans la faïencerie de Montereau, dans les porcelaineries de Limoges et de Saint-Vallier; seuls les useurs de grains de Limoges ont subi une réduction de la durée de la journée. La situation est également bonne chez les potiers de Vallauris.

Le chômage moyen pour l'ensemble de ces industries ressort à moins de 6 p. 100, en diminution de 2 p. 100 sur le mois dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les cochers de grande remise, à Paris, légère reprise du fait de la fin des vacances; chômage important chez les camionneurs de Lyon et les marins de commerce du Havre. Les déménageurs de Paris ont beaucoup de travail en raison du terme d'octobre.

Dans les ports, les ouvriers chargeurs et déchargeurs ont un chômage considérable à Marseille, à Port-Saint-Louis, à la Rochelle, à Brest et au Havre; situation satisfaisante au contraire chez les ouvriers du port de Rochefort et de Lorient, chez les charbonniers sacquiers de Bordeaux.

Le nombre des chômeurs syndiqués chez les employés de commerce, d'après les renseignements fournis par 34 syndicats groupant 5,709 employés, est de 266, soit 4 p. 100; c'est dire que la situation n'a pas varié depuis le mois dernier.

Le chômage a diminué comme d'habitude en octobre chez les gens de maison.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1902.

28 grèves, dont une grève de patrons-boulangers, ont été signalées en octobre à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 24 d'entre elles, est de 13,908. La grève des mineurs, signalée dans le *Bulletin* du mois dernier avec 3,423 grévistes, a vu s'élever, dans le courant d'octobre, le nombre des participants à 111,266. Il y avait eu, en octobre 1901, 43 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 48.

Ces 28 grèves, dont 16 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	13
Réduction de salaire.....	4
Demande de renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	4
Solidarité avec les mineurs.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	2
Diminution du temps de travail.....	1
Réglementation du travail.....	1
Règlement d'atelier.....	1
Demande de suppression de la retenue pour l'assurance.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 16 départements et on en a compté :

8 dans le Nord, 3 dans la Loire, 2 dans l'Ille-et-Vilaine, dans la Loire-Inférieure et dans la Seine et 1 seule dans les 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 11; ouvriers des ports, 4; ferblantiers, 2; patrons-boulangers, cordonniers, couteliers, ébénistes, fleuristes, gantiers, malletiers, mineurs, musiciens, tonneliers et typographes, 1 grève.

Des 28 grèves commencées en octobre, 18 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Trois, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; une, 3 jours; trois, 4 jours; trois, 5 jours; deux, 7 jours; une, 9 jours; une, 13 jours et une, 23 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 27 jours, 11 jours, 3 jours et 12 jours, on trouve, parmi les conflits terminés dont le résultat est connu :

6 réussites.
7 transactions.
4 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
29 mai...	.....	Ourscamp.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	100	1
18 juin.....	.....	Létrezy.....	Ardennes.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	7	2
10 juillet.....	.....	Isle.....	Haute-Vienne.....	Conducteurs-typographes.....	1	4	3
21 juillet.....	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	16	4
30 août.....	.....	Decazeville.....	Aveyron.....	Métallurgistes et mineurs.....	1	2,500	5
16 sept.....	13 oct.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-lampistes.....	8	7	6
23 sept.....	2 oct.....	St-Louis-du-Rhône.....	Bouches-du-Rhône.....	Port (Ouvriers du).....	1	4	7
24 sept.....	.....	.....	11 départements.....	Mineurs.....	51	112,266	8
25 sept.....	6 oct.....	Arnay-le-Duc.....	Côte-d'Or.....	Sabotiers.....	4	8	9
29 sept.....	2 oct.....	Fliers.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	30	10
29 sept.....	11 oct.....	La Frette.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	100	11
GRÈVES COMMENCÉES							
2 oct.....	.....	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Couteliers (façonneurs de manches).....	12	40	1
3 oct.....	.....	Millau.....	Aveyron.....	Gantiers.....	1	120	2
4 oct.....	.....	Valensolle.....	Basses-Alpes.....	Patrons boulangers.....	8	"	3
10 oct.....	15 oct.....	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	90	4
13 oct.....	13 oct.....	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure.....	Déchargeurs de charbon.....	1	60	5
13 oct.....	15 oct.....	Larins.....	Basses-Pyrénées.....	Mineurs.....	1	17	6
13 oct.....	5 nov.....	Roanne.....	Loire.....	Tisseurs.....	20	8,000	7
14 oct.....	27 oct.....	Saint-Joachim.....	Loire-Inférieure.....	Fleuristes.....	1	96	8
15 oct.....	20 oct.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-lampistes.....	1	66	9
16 oct.....	18 oct.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Cordonniers.....	1	14	10
16 oct.....	.....	Doullens.....	Somme.....	Tisseurs.....	2	"	11
18 oct.....	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Typographes.....	1	12	12
18 oct.....	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs et bûcheurs.....	1	69	13
21 oct.....	23 oct.....	Montpellier.....	Hérault.....	Tonnelliers.....	1	24	14
21 oct.....	24 oct.....	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Déchargeurs de charbon.....	"	300	15
21 oct.....	25 oct.....	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs de charbon.....	"	4,000	16
23 oct.....	24 oct.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Déchargeurs de charbon.....	"	371	17
23 oct.....	28 oct.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	60	18
23 oct.....	.....	Firminy.....	Loire.....	Moulineuses de soie.....	1	40	19
24 oct.....	25 oct.....	Graville.....	Seine-Inférieure.....	Corderie (Ouvrières d'une).....	1	52	20
24 oct.....	28 oct.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	60	21
25 oct.....	4 nov.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	2	110	22
27 oct.....	4 nov.....	Inchy.....	Nord.....	Tullistes.....	10	65	23
27 oct.....	.....	Saint-Etienne.....	Loire.....	Ferblantiers-plombiers.....	"	50	24
28 oct.....	2 nov.....	Tourcoing.....	Nord.....	Teinturiers (aides).....	1	17	25
30 oct.....	.....	Paris.....	Seine.....	Musiciens d'orchestre.....	"	"	26
30 oct.....	.....	Toulouse.....	Haute-Garonne.....	Malletiers et layetiers.....	"	90	27
31 oct.....	7 nov.....	Caudry.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	85	28

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

ALPHABETIQUE.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1902 (1).

1	Refus de conduire trois métiers au lieu de deux.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
3	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
4	Demande de maintien du travail aux pièces.....	.....	
5	Demande de retour à un ancien tarif.....	.....	Les mineurs se sont mis en grève par solidarité.
6	Demande d'affichage de tarif.....	Réussite.	
7	Demande de suppression des ouvriers au mois.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	La grève, qui avait éclaté le 24 septembre dans le département du Nord, a été généralisée le 8 octobre.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Contre une nouvelle répartition des primes et du salaire fixe.	Échec.	Cconciliation devant le juge de paix.
11	Réduction de salaire.....	Échec.	

EN OCTOBRE 1902.

1	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3	Refus de fournir plus de 104 kilogrammes de pain en échange de 8 doubles décalitres de blé.	.....	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier et de renvoi d'un comptable.	Transaction.	
5	Réduction de salaire.....	Réussite.	
6	Demande de renvoi d'un chef mineur.....	Échec.	6 grévistes remplacés.
7	Demande de réintégration d'ouvriers et de maintien du chômage le samedi soir.	Transaction.	Le repos du samedi soir est maintenu 40 semaines par an.
8	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	Cconciliation devant le juge de paix.
9	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demande de rétablissement de l'appel du matin par sirène.	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande de réintégration de trois ouvriers.....	.....	
14	Réduction de salaire.....	Réussite.	
15	Solidarité avec les mineurs.....	.....	A l'annonce de l'arbitrage, les déchargeurs de charbon ont repris le travail.
16			
17			
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
19	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
20	Réduction de salaire.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
26	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
27	Réduction de salaire.....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en octobre à la Direction du travail :

1^o Grève de fileurs et rattacheurs, à Flers. — Une modification du tarif, portant sur une nouvelle répartition des primes et du salaire fixe, a motivé, le 29 septembre, une grève de 30 fileurs et rattacheurs de l'établissement Wibaux, à Flers (Nord).

Le 1^{er} octobre, les deux parties se sont présentées devant le juge de paix de Lahnoy pour constituer un comité de conciliation. Après un échange d'explications, les ouvriers ont pu être convaincus que le nouveau mode d'établissement du salaire ne leur porterait aucun préjudice et ils ont décidé la reprise du travail pour le lendemain.

2^o Grève de tisseuses de soie, à La Frette. — Les ouvrières du tissage Couturier frères, à La Frette (Isère), menacées d'une réduction de un demi-centime à un centime par mètre, suivant les articles, se sont mises en grève le 29 septembre et se sont adressées, dès le lendemain, au juge de paix de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs.

Le comité de conciliation a été convoqué pour le 3 octobre, mais le patron a déclaré se présenter uniquement pour répondre à l'invitation du juge de paix et a refusé toute discussion.

La grève s'est prolongée jusqu'au 11 octobre et s'est terminée par un échec pour les ouvrières.

3^o Grève des tisseurs de Roanne. — Depuis vingt-trois ans, l'usage s'était établi, dans les tissages de Roanne, de ne pas travailler le samedi après-midi. Les ouvriers travaillaient 11 heures par jour pendant les cinq premiers jours de la semaine et 6 heures le samedi matin, soit 61 heures par semaine.

Lors de la fixation de la durée de la journée de travail à 10 heures 1/2, par application de la loi du 30 mars 1900, les patrons avaient annoncé leur intention de faire travailler la journée pleine du samedi pendant l'hiver, en invoquant les nécessités de la production et de la concurrence. Les ouvriers avaient aussitôt protesté contre cette mesure en disant que l'abaissement de la durée du travail ne pouvait nullement mettre en état d'infériorité les industriels de Roanne, attendu que la même réduction avait eu lieu chez leurs concurrents, de sorte que les conditions restaient les mêmes que précédemment pour chacun; qu'il n'y avait pas nécessité à les faire travailler l'après-midi du samedi puisqu'un nombre de métiers assez important était arrêté dans la plupart des usines et qu'il suffirait de les faire marcher pour obtenir une production encore plus forte que celle fournie par les heures de travail de l'après-midi du samedi; que plusieurs d'entre eux ne conduisaient plus qu'un métier depuis quelque temps, alors qu'autrefois ils en conduisaient deux, ce qui permettait d'arriver à un rendement bien plus fort; enfin, qu'ils n'avaient jamais refusé de travailler le samedi quand, pour livrer plus vite une commande pressante, le patron avait fait appel à leur bonne volonté.

Les patrons ayant maintenu leur décision de faire travailler le samedi après-midi à partir du 1^{er} octobre, les tisseurs ne se présentèrent pas à la reprise de 2 heures le 4 et le 11 octobre. Pour vaincre cette résistance, quelques industriels congédièrent, le lundi 13, un certain nombre de leurs ouvriers, considérés comme meneurs. Ces renvois déterminèrent aussitôt la grève de 3,000 ouvriers. Le nombre

des grévistes alla chaque jour en augmentant; il atteignit 8,000 dans 20 établissements, à la fin de la semaine.

Dès le premier jour, le juge de paix prit les mesures prescrites par la loi de 1892 pour opérer le rapprochement des parties. Un comité de conciliation se réunit le 18 et le 20; les délégués des deux parties convinrent de soumettre à leurs mandants la proposition suivante :

Le chômage du samedi soir reste acquis. Lorsque la journée sera de 10 heures, c'est-à-dire à partir de 1904, les ouvriers s'engagent à travailler 10 heures $\frac{1}{2}$ pendant tout le temps que pourra accorder le ministre. Les ouvriers renvoyés seront réintégrés, soit chez leurs patrons, soit dans un autre tissage.

Les patrons repoussèrent cette proposition et lui opposèrent la suivante :

On travailler le samedi soir pendant six mois ou obtenir, d'un commun accord, des pouvoirs publics, l'autorisation de faire une demi-heure supplémentaire pendant 120 jours chaque hiver, tant que la loi actuelle sera en vigueur.

Cette décision entraîna la continuation de la grève.

Cependant le lundi 27 octobre, 11 industriels qui avaient offert à leurs ouvriers de maintenir la journée de 10 heures $\frac{1}{2}$ et de travailler l'après-midi du samedi pendant 12 semaines seulement, rouvrirent leurs usines, et 4,000 ouvriers reprirent le travail.

Cette solution transactionnelle fut peu à peu adoptée dans les autres tissages et, le 5 novembre, la grève était terminée, sauf dans un établissement, où avait été soulevée une question de tarif.

4^e Grève de fleuristes, à Saint-Joachim. — Les 36 ouvrières de la maison Mahé, fabrique de fleurs artificielles, à Saint-Joachim (Loire-Inférieure), se sont mises en grève le 14 octobre en réclamant une augmentation de salaire et la journée de 9 heures, au lieu de 9 heures $\frac{1}{2}$.

Le juge de paix de Pont-Château s'est rendu à Saint-Joachim, le 25 octobre, et a réuni les délégués des deux parties. La reprise du travail a été décidée pour le lundi 27, aux conditions antérieures.

5^e Grève des couteliers, à Thiers. — Les façonneurs de manches de couteaux de table, à Thiers, ont soumis à leurs patrons, le 29 septembre, un nouveau tarif comportant une augmentation moyenne de 50 centimes par grosse.

Les patrons ayant refusé ce tarif, la grève a été déclarée le 2 octobre.

Les ouvriers réclamaient également la suppression de la retenue pour l'assurance-accidents qui était faite par 3 patrons sur 12. Informés de l'illégalité de cette retenue par le sous-préfet de Thiers, les patrons y ont aussitôt renoncé, mais n'ont fait aucune concession sur le tarif.

Le juge de paix a invité, le 15 octobre, patrons et ouvriers à se réunir en comité de conciliation. Les patrons ont décliné cette invitation. La grève continue.

GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS.

La grève générale des mineurs, décidée en principe au congrès de Lens (avril 1901), ajournée par le Comité national de la fédération des mineurs de France à l'annonce du dépôt à la Chambre de propositions intéressant deux impor-

tantes revendications des ouvriers de la mine (modification du régime des retraites, limitation de la durée de travail), avait encore été votée, au mois de mars 1902, par le congrès d'Alais, puis ajournée à la suite d'un referendum.

La convention signée à Arras (1), le 31 octobre 1900, par les délégations ouvrières et patronales du Nord et du Pas-de-Calais, majorant de 10 p. 100 les salaires des ouvriers mineurs, cessait d'avoir son effet le 31 mai 1902. Trois entrevues eurent lieu, le 15 et le 26 mai et le 9 juin, entre délégués des ouvriers et représentants des Compagnies. Ces derniers consentaient à ne pas réduire l'augmentation au delà de 5 p. 100; les délégués ouvriers déclarèrent ne pouvoir accepter cette transaction. Cependant, comme la question de la grève générale était inscrite à l'ordre du jour du congrès national de Commentry, dont la réunion, fixée à la première quinzaine d'août par le congrès d'Alais, avait été reculée au 24 septembre, les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais résolurent d'attendre ce terme.

Le 31 juillet 1902, la Compagnie des mines de la Loire, bientôt suivie par toutes les compagnies minières du bassin, fit placarder aux abords des puits un avis notifiant aux ouvriers qu'en présence de la baisse du prix de vente du charbon, la prime de 9 p. 100 sur les salaires, accordée par la sentence arbitrale rendue, le 6 janvier 1900, à la suite de la dernière grève (2), et maintenue au delà de l'échéance fixée (30 juin 1901), serait abaissée à 3 p. 100, à partir du 16 août 1902. Le comité de la Fédération régionale des mineurs de la Loire se plaignit que les Compagnies n'eussent pas fait connaître leur résolution par un préavis de trois mois, la sentence n'ayant pas été dénoncée le 30 juin 1901. En effet, la sentence arbitrale rendue, en 1900, par MM. Gruner et Jaurès stipulait: « Les deux parties s'engagent réciproquement à n'apporter à cette convention aucune modification jusqu'au 30 juin 1901. À cette date et sur un préavis de trois mois donné au préfet de la Loire par l'une ou l'autre des parties, une procédure arbitrale, semblable à celle qui met fin au présent conflit, déterminera si les conditions de l'industrie permettent le maintien intégral ou partiel de cette augmentation ». Sur la demande du comité de la Fédération régionale, le préfet entama des négociations avec les Compagnies. Le 7 août, il reçut les directeurs, qui lui exposèrent qu'à leurs yeux, comme aux yeux de M. Gruner, leur arbitre en 1900, la sentence était périmée depuis le 30 juin 1901. La seule concession qu'ils pussent faire était de maintenir la prime à 3 p. 100, au lieu de la supprimer intégralement.

Dès ce moment, une vive agitation en faveur de la grève se manifesta dans le bassin de la Loire. Le 25 août, le comité fédéral fixa au 12 septembre la cessation du travail, si la date du congrès de Commentry n'était pas avancée. Cette résolution, votée par quatre voix contre quatre, ne fut pas accueillie favorablement par les divers syndicats et la grève fut encore différée. Le congrès se réunit à Commentry le 24 septembre; mais, dès le premier jour, il apprit par une dépêche que les mineurs de la compagnie de l'Escarpelle, à Dorignies (Nord), s'étaient mis en grève, au nombre de 500 environ, sans attendre sa décision. Les délégués de la région du Nord au congrès adressèrent en hâte à Dorignies une dépêche sommant les ouvriers de reprendre le travail. La réponse parvint à 2 heures de l'après-midi: les ouvriers refusaient de se remettre au travail et suppliaient le congrès de prendre une décision immédiate sur la grève générale. Un membre du syndicat du Pas-de-Calais se rendit à Dorignies, le 25 septembre, et tenta vainement de faire changer la résolution des grévistes. Le 27, alors que le Congrès, après avoir voté à l'unanimité la

(1) Voir *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1900*, p. 590 sqq.

(2) Voir *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1899*, p. 605 sqq.

grève générale, laissait au comité de la Fédération nationale le soin de fixer le jour de la cessation du travail, on comptait déjà 3,423 grévistes dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Le comité national, conformément aux décisions du congrès, adressa le 30 septembre, une lettre au président du Conseil et une à M. Gruner, secrétaire du Comité des houillères de France. Dans sa lettre au président du Conseil, il demandait au gouvernement de s'employer à faire aboutir les propositions ou projets de lois répondant aux revendications de la corporation (réduction de la journée de travail à 8 heures; retraite de 2 francs par jour à 50 ans d'âge, après 30 années de service; minimum de salaire; modification des lois de 1890 [sur les délégués à la sécurité des mineurs] et de 1898 [sur les accidents du travail]; création de prud'hommes mineurs).

Au comité des houillères, le comité national des mineurs proposait qu'une délégation patronale fût chargée de discuter avec la délégation ouvrière, déjà désignée, les questions relatives aux salaires, à l'organisation et à la réglementation du travail. Il annonçait l'envoi d'un tableau des minimums de salaires établis par régions minières et faisait savoir son intention de se réunir à la Bourse du travail de Paris, le 7 octobre.

Le président du Conseil, par sa lettre du 3 octobre, rappela au comité national que les questions des retraites et de la limitation du travail étaient à l'ordre du jour de la Chambre et du Sénat. Quant au minimum de salaire, M. Combes s'en référait aux termes de la lettre adressée par M. Waldeck-Rousseau, le 16 octobre 1901, au secrétaire général de la Fédération, estimant « qu'il n'appartenait qu'aux parties de fixer ce minimum par un commun accord ».

Le président du Comité des houillères répondit, le 6 octobre, au comité national. Il déclinait l'offre des négociations, attendu que les statuts du Comité des houillères excluent « des délibérations de l'association les conditions selon lesquelles il convient à ses membres de gérer l'exploitation économique, technique ou commerciale de leur entreprise ».

A cette date, il y avait déjà, dans le Nord et le Pas-de-Calais, 32,000 grévistes. Le Comité national, assemblé à la Bourse du travail de Paris, le 7 et le 8 octobre, vota à l'unanimité la grève générale de la corporation pour le 9 au matin. Sa décision avait été devancée par les mineurs de la Loire et du Centre, qui avaient cessé le travail le 8. Le comité publia un manifeste dans lequel il s'adressait successivement « aux mineurs, au prolétariat français, aux commerçants, aux mineurs de tous les pays, aux soldats ». Une nouvelle lettre au président du Conseil exposa que la grève était dirigée, non contre les pouvoirs publics, mais contre les Compagnies. Enfin, un second appel adressé au Comité des houillères provoqua de la part du président de cette association un nouveau refus de discussion.

Le 10 octobre, les délégués des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, réunis en congrès à Lens, décidèrent, par 112 voix contre 17, de donner mandat au Comité de la fédération régionale pour négocier avec les Compagnies de la région. Le lendemain, M. Basly, député du Pas-de-Calais, adressa aux préfets du Nord et du Pas-de-Calais une lettre sollicitant leur intervention en vue d'amener les Compagnies à entamer des négociations avec les représentants des grévistes sur les questions suivantes : 1° relèvement des salaires; 2° établissement d'un minimum de salaires; 3° suppression du surmenage; 4° engagement de n'exercer aucun renvoi pour fait de grève; 5° contrôle des salaires. Les deux préfets acceptèrent la mission et écrivirent le 13 et le 14 octobre aux directeurs et agents généraux des Compagnies minières du Pas-de-Calais et du Nord. Ceux-ci répondirent le 17 et le 18 octobre, en demandant un délai pour consulter leurs conseils d'administration.

Le 19 octobre, la grève atteignit son maximum d'intensité. Elle était générale

dans 11 départements; on comptait 111,266 grévistes, appartenant à 51 compagnies. Après le Nord et le Pas-de-Calais, la Loire et le bassin du Cantal, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire, où les ouvriers n'avaient pas attendu la décision du Comité national, les Bouches-du-Rhône, le Gard, le Tarn, avaient cessé le travail le 9 octobre, l'Allier, le 10, l'Aveyron, le 13.

Devant les retards apportés par les Compagnies à répondre aux invitations des préfets du Nord et du Pas-de-Calais, les députés des centres miniers interpellèrent le Président du Conseil, le 21 octobre. La Chambre, dans sa séance du 23, vota un ordre du jour invitant le Gouvernement à *user de toute son influence pour faire accepter l'arbitrage par les parties en présence.*

La grève avait eu des contre-coups assez graves. Les ouvriers déchargeurs de charbon des ports, qui, dès le 11 octobre, avaient proposé aux mineurs de déclarer la grève par solidarité, avaient cessé le travail, le 21 octobre, à Dunkerque et à Calais; le 23, à Marseille. Ils étaient au nombre d'environ 5,000, dont près de 4,000 à Dunkerque. Dans cette dernière ville éclatèrent, le 22 et le 23 octobre, des désordres si violents que le Syndicat des ouvriers du port et la Fédération des syndicats ouvriers de Dunkerque protestèrent vivement, déclinèrent toute responsabilité et invitèrent les ouvriers à observer le plus grand calme et à reprendre le travail. Ces conseils furent suivis : la reprise du travail, votée par voie de referendum le 24, eut lieu le 25. A Calais, le 24, et à Marseille, le 25, la grève s'était terminée sans incidents.

Sur l'invitation qui leur fut adressée télégraphiquement par le Président du Conseil, les préfets des départements atteints par la grève convièrent les Compagnies à accepter l'arbitrage. Dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, les Compagnies estimèrent que la proposition d'arbitrage était prématurée, mais consentirent à entamer des négociations. Des entrevues eurent lieu, entre les délégations ouvrières et patronales, pour le Pas-de-Calais, à Arras, le 31 octobre; pour le Nord, à Lille, le 2 novembre. Sur les diverses questions, les solutions de ces deux entrevues furent à peu près identiques : les Compagnies s'engagèrent à « examiner avec une grande bienveillance les circonstances atténuantes » pour la réintégration des grévistes; sur la suppression du surmenage, on convint que les longues coupes seraient facultatives et annoncées au plus tard la veille, par voie d'affiches; en ce qui concerne le contrôle des salaires, on résolut de demander à l'Administration des mines de communiquer périodiquement des renseignements statistiques permettant d'établir ce contrôle; enfin les Compagnies offrirent une majoration des retraites. Mais l'entente ne put se faire sur la question des salaires, qui fut laissée à la décision d'arbitres dont la sentence serait souveraine. Les arbitres choisis se réunirent au Ministère des Travaux publics, le 3 novembre, pour le Pas-de-Calais; le 7, pour le Nord. Les ouvriers des deux départements avaient choisi le même arbitre, M. Delafond, inspecteur général des mines; les Compagnies du Pas-de-Calais avaient désigné M. Brosse, inspecteur général des ponts et chaussées; celles du Nord, M. Heurteau, ingénieur des mines, directeur de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans. Les deux sentences conclurent *qu'il n'y avait pas lieu, aux termes des conventions dites d'Arras (c'est-à-dire en calculant le taux des salaires d'après la hausse ou la baisse du prix de vente du charbon) de relever les primes actuellement en vigueur.*

Cette sentence causa une vive déception dans les centres miniers du Nord et du Pas-de-Calais. Un congrès, tenu à Lens le 8 novembre, décida de continuer la lutte et nomma une délégation nouvelle chargée d'entrer en pourparlers avec les Compagnies. Mais celles-ci, estimant que l'arbitrage avait mis fin au conflit, repoussèrent les offres de discussion. Un second congrès, assemblé à Lens le 13 novembre, a voté la reprise du travail.

Dans le département de l'Allier, où, depuis le 23 octobre, les mineurs de Saint-

Hilaire seuls demeurent en grève, la Compagnie n'a pas encore répondu (15 novembre) aux propositions du Préfet.

Le travail a repris dans l'Aveyron, le 25 octobre et dans le Gard, le 30, les ouvriers ayant abandonné leurs revendications.

Dans le Cantal, la grève a pris fin, sans conditions, le 21 octobre. Dans le Puy-de-Dôme, des entrevues, provoquées par le sous-préfet d'Issoire, ont eu lieu le 6 novembre. L'accord s'est établi sur les revendications secondaires; la question des salaires a été réservée. Le 15 novembre, les Compagnies n'avaient pas encore accepté l'arbitrage. Dans la Haute-Loire, les négociations sont sur le point d'aboutir à une entrevue.

Dans la Loire, on décida de recourir à un arbitrage pour régler la question des primes. Les ouvriers demandèrent et obtinrent la nomination d'un tiers arbitre, mais l'entente n'a pu s'établir sur le choix de cet arbitre. Les pourparlers sont suspendus.

Dans le Tarn, une entrevue a eu lieu, le 8 novembre, entre le directeur de la Compagnie des mines d'Albi et la délégation ouvrière, assistée de M. Viviani, ancien député. L'entente n'a pu s'établir; sur la proposition d'arbitrage, le directeur a réservé sa décision, afin de consulter le conseil d'administration. A Carmaux, la Compagnie a refusé d'admettre aux pourparlers le député et le maire, MM. Jaurès et Calvinhac.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

SESSION DE NOVEMBRE 1902.

Séance du 5 novembre 1902.

(Présidence de M. le Ministre du Commerce.)

La session annuelle du Conseil supérieur du travail est ouverte à neuf heures du matin au Ministère du Commerce par M. Georges Trouillot, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Dans son discours d'ouverture, le Ministre rappelle qu'à la suite des vœux émis par le Conseil l'an dernier, la Chambre a adopté un projet de loi accordant aux employés de commerce et aux ouvriers de l'alimentation le bénéfice de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ce projet de loi, transmis au Sénat, a été l'objet d'un rapport de M. Strauss qui représente le Sénat au Conseil supérieur du travail.

Le Ministre insiste sur l'intérêt social de la question de l'apprentissage qui constitue la partie essentielle des travaux à l'ordre du jour de la session.

Le Conseil aborde son ordre du jour. M. Fagnot donne lecture du rapport sur les modifications à apporter aux groupes professionnels du Conseil supérieur. Au cours de la discussion qui s'engage sur ce rapport, M. Guérard dépose un vœu reproduisant une délibération du congrès corporatif tenu à Lyon en 1901 et tendant à ce que le conseil supérieur soit composé exclusivement de patrons et d'ouvriers. Des fonctionnaires pourraient y être admis à titre consultatif.

M. Touron, reprenant en partie une motion faite l'an dernier par M. Heurteau, demande également que l'égalité soit maintenue entre les deux éléments, patronal et ouvrier, égalité qui se trouve faussée par l'introduction de membres de droit ou nommés par le Ministre.

Enfin, M. Dalle émet le vœu que les représentants des patrons soient élus par les syndicats patronaux et non par les chambres de commerce.

Le Conseil supérieur du travail renvoie ces vœux à l'étude de sa commission permanente. Il décide de surseoir à la discussion du rapport relatif à la modification des groupes professionnels du conseil, et de commencer dans la prochaine séance l'examen de la question de l'apprentissage.

Séance du 6 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

La discussion générale sur les projets de réforme de la législation de l'apprentissage occupe toute la séance.

M. Briat, rapporteur, rend compte des travaux de la commission permanente. Il indique l'esprit général des vœux proposés.

M. Raoul Jay examine les législations étrangères et spécialement celles de la Suisse et de l'Allemagne. Après avoir critiqué sur certains points les vœux de la Commission, il déclare que l'on devrait confier, pour l'application des mesures qui seront édictées, une mission beaucoup plus étendue aux conseils de prud'hommes et aux associations professionnelles.

M^{le} Bonneval développe une proposition relative à l'instruction générale et professionnelle de tous les enfants.

M. Dalle craint que les vœux de la commission ne réduisent encore la protection légale dont jouissent actuellement les apprentis. Il estime qu'après avoir organisé, en 1882, l'instruction primaire, on doit, en 1902, organiser l'instruction professionnelle de tous les enfants de moins de dix-huit ans.

M. Arthur Fontaine expose le système soumis au Conseil supérieur. Il montre qu'il est non seulement différent mais aussi plus large que celui qui résulte des lois étrangères, notamment de la loi allemande. Il croit que les vœux relatifs à l'instruction professionnelle de tous les enfants pourraient être discutés avant les vœux relatifs à l'apprentissage.

Après échange d'observations, le conseil supérieur adopte cet ordre de discussion.

Séance du 7 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

Poursuivant la discussion générale sur l'apprentissage et l'enseignement professionnel, le Conseil examine s'il y a lieu d'ordonner par la loi que tout enfant de moins de dix-huit ans recevra, soit à l'atelier, soit dans des cours complémentaires ou des écoles, un minimum d'instruction professionnelle en rapport avec la profession dans laquelle il est entré ; si, ce principe admis, l'instruction doit lui être donnée pendant la durée légale du travail quand elle ne lui est pas donnée à l'atelier sous la responsabilité du patron.

La question est envisagée sous ses divers aspects par MM. Dévillette, Touron, Meyzonnier, M^{le} Bonneval, MM. Bagnol, de Montgolfier, Raoul Jay, Lefèvre, Guérard, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur.

Le Conseil interrompt ensuite la discussion générale pour procéder à diverses élections.

MM. Keufer et Aynard sont réélus vice-présidents du Conseil supérieur du travail.

Sont nommés membres de la commission permanente du Conseil, patrons : MM. Dévillette, Heurteau, Charles-Roux, Troubat, Haret, Chamerot, Touron ; ouvriers : MM. Barafort, Sauvage, Dalle, Guérard, Keufer, Deslandres, Lelorrain.

Le Conseil désigne M. Moreau pour le représenter au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Par application de l'article 25 de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, le Conseil établit une liste de trois membres, — MM. Keufer, Dalle et Lelorrain, — parmi lesquels le Ministre de l'Intérieur aura à choisir le représentant de cette assemblée au sein du Comité consultatif d'hygiène publique de France.

Séance du 8 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

Le Conseil supérieur continue et termine la discussion générale sur l'instruction professionnelle qu'il y a lieu d'assurer à tous les enfants de moins de dix-huit ans.

MM. Meyzonnier, Haret, Moreau, Lelorrain, Dalle, Chaumet; M^{lle} Bonneval; MM. Keufer, Deslandres, Chamerot, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, prennent part à la discussion. Plusieurs orateurs estiment, d'accord avec la commission permanente, que si la loi édictait un minimum d'instruction professionnelle pour tous les enfants, elle devrait confier la surveillance de cet enseignement à des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers, et, à défaut, au conseil des prud'hommes de la localité.

Au cours de la séance, M. Strauss, sénateur, et M. Dubief, député, sont réélus membres de la commission permanente du Conseil supérieur.

Séance du 10 novembre 1902.

(Présidence de M. Aynard.)

Après un débat auquel prennent part MM. Japy, Dalle, Moreau, Charles-Roux, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, le Conseil adopte, à l'unanimité de 40 votants, le vœu suivant :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu qu'une instruction professionnelle en rapport avec l'état choisi et exercé doit être donnée à l'enfant de moins de dix-huit ans, de façon qu'il ne soit pas condamné à rester manœuvre.

Le texte complémentaire suivant, présenté par M. Dalle et discuté par MM. Heurteau, Riom et Touron, est adopté par 26 voix contre 11 :

Que cette instruction théorique et pratique soit donnée gratuitement.

Diverses propositions, soumises par M^{lle} Bonneval, MM. Dalle, Raoul Jay, Lefèvre et Keufer, sont réservées pour une discussion ultérieure, puis le Conseil adopte une proposition de M. Chaumet ainsi conçue :

Que la surveillance des enfants non apprentis qui reçoivent l'instruction professionnelle soit organisée sur les mêmes bases que la surveillance des apprentis.

La séance est levée à midi.

A quatre heures la commission permanente s'est réunie pour examiner les vœux qui lui avaient été renvoyés par le Conseil supérieur dans la séance du 5 novembre.

Séance du 11 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

Les propositions suivantes, relatives à l'instruction professionnelle, sont successivement adoptées :

L'instruction professionnelle peut être donnée à l'atelier. Elle sera donnée dans des cours et écoles professionnels, au fur et à mesure de leur développement, si elle ne peut être donnée à l'atelier ou si le patron ne veut pas en accepter la responsabilité.

La Commission permanente, s'inspirant à la fois et des solutions qui vont être adoptées en ce qui concerne l'apprentissage proprement dit, et des nécessités spéciales de la marche des écoles et cours professionnels, étudiera les détails d'un projet relatif à l'organisation, la réglementation et la surveillance de l'enseignement professionnel.

Le Conseil renvoie à la Commission permanente les vœux de MM. Raoul Jay, Lefèvre, Keufer, Dalle et M^{lle} Bonneviel, relatifs à cet objet.

Le Conseil supérieur aborde ensuite les vœux relatifs à l'apprentissage proprement dit. Le vœu A, proposé par la commission permanente, est ainsi conçu :

Le Conseil supérieur émet le vœu que, tout en maintenant la liberté de faire des contrats d'apprentissage, le législateur exige que, s'il y a contrat, il soit fait par écrit.

MM. Raoul Jay, Lefèvre, Riom, Lelorrain, Meyzonnier, Moreau, Chaumet, Sauvage, Ladousse, Dalle, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, prennent part à la discussion. Plusieurs membres font observer que le vœu A est lié à l'organisation de l'enseignement professionnel; que s'il était appliqué avant que cet enseignement ne fût devenu obligatoire et effectif, il aboutirait à la suppression de l'apprentissage; que, pour écarter ce danger, il convient de libeller ainsi le vœu A, comme le propose M. Arthur Fontaine :

Le Conseil supérieur émet le vœu : Lorsque sera réalisé par la loi et entré dans la pratique l'enseignement professionnel obligatoire, le législateur, en maintenant la liberté de faire des contrats d'apprentissage, exigera, s'il y a contrat, qu'il soit fait par écrit.

Ce texte est adopté à l'unanimité moins une voix.

Une proposition faite par M. Lefèvre et une motion déposée par M. Sauvage, examinées ensuite, sont repoussées.

M^{lle} Bonneviel, MM. Haret, Raoul Jay, Chaumet, Troubat, Heurteau, Riom, Moreau, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, prennent part à la discussion du vœu B. A l'inverse des propositions précédemment adoptées et relatives à l'enseignement professionnel dont l'organisation exigera un certain temps, il est entendu que ce vœu et ceux qui le suivront s'appliquent à la situation actuelle de l'apprentissage et tendent à obtenir d'urgence la modification de la loi du 22 février 1851.

Dans cet esprit, le Conseil adopte, par 26 voix contre 2, le vœu B présenté par la commission. Il est ainsi conçu :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu :

- 1° *Que la surveillance de l'apprentissage soit organisée par la loi;*
- 2° *Que cette surveillance soit confiée à des commissions locales, composées mi-partie de patrons et mi-partie d'ouvriers, et, à défaut, aux conseils de prud'hommes.*

Séance du 12 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

Un vœu déposé par M^{lle} Bonneviel et tendant à n'admettre les enfants au travail qu'à l'âge de quatorze ans, au lieu de treize ans, est renvoyé à la commission permanente après un débat auquel prennent part MM. Jouenne, Touron, Raoul Jay, Dévillelette, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur.

Après un échange d'observations entre MM. Heurteau et Briat, le Conseil supérieur adopte, à l'unanimité des votants, le vœu suivant :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu qu'un examen théorique et pratique et un certificat d'instruction professionnelle soient institués.

Le vœu présenté ensuite par la commission permanente donne lieu à une discussion à laquelle prennent part MM. Tournon, Moreau, de Montgolfier, Lefèvre, Raoul Jay, Perrin, Dévillette, Dalle, Heurteau, Sauvage, Riom, Lelorrain, Ladousse, M^{lle} Bonneval, MM. Arthur Fontaine et Briat, rapporteur.

Deux amendements sont présentés par M. de Montgolfier et acceptés par le rapporteur. Le texte est voté par division et l'ensemble du vœu est finalement adopté par 23 voix contre 5. Il est ainsi conçu :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que le conseil de prud'hommes, ou, à son défaut, le tribunal compétent, en cas d'abus graves, puisse, sur la proposition de l'inspecteur du travail, ou de la commission locale professionnelle quand elle existe, ou d'office quand elle n'existe pas, réduire et limiter par jugement le nombre d'apprentis d'un établissement; qu'en cas de récidive ou après des fautes très graves, il puisse retirer le droit d'avoir des apprentis pour un temps ou même définitivement.

Les jugements relatifs à ces matières seront susceptibles d'appel devant le tribunal civil.

Séance du 13 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

MM. Raoul Jay, Moreau, Sauvage, Lelorrain, Riom, de Montgolfier, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, prennent part à la discussion du vœu E proposé par la commission permanente. Il est ainsi conçu :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu qu'en ce qui concerne l'apprentissage et la limitation du nombre des apprentis, la loi permette sans ambiguïté aux commissions mixtes syndicales ayant conclu des conventions sur ces matières d'ester en justice pour faire la preuve du préjudice causé à tout ou partie des contractants par la concurrence déloyale provenant d'abus commis en ces matières.

Ce texte est adopté.

MM. Lefèvre et Sauvage déposent chacun une proposition. Elles donnent lieu à un échange d'observations après lequel le vœu suivant, présenté par M. Arthur Fontaine, est adopté :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que des statistiques précises, relatives au nombre des apprentis, des chômeurs et des ouvriers, soient établies dans chaque profession pour servir de base aux appréciations des conseils de prud'hommes et des tribunaux en ces matières et confie à la commission permanente le soin d'élaborer les cadres de ces statistiques et les procédés à suivre pour leur établissement.

Une motion de MM. Riom et Briat, tendant à ce que la commission permanente soit chargée de préparer un projet de vœu sur la limitation du nombre des apprentis dans chaque région et dans chaque atelier, est, après discussion, repoussée par 15 voix contre 10.

Sans vouloir discuter en détail les articles de la loi de 1851, le conseil supérieur examine les modifications que la commission permanente propose d'apporter à l'article 1^{er} de la loi, parce que ces modifications ne résultent pas expressément des vœux émis par le conseil au cours de la session. La commission propose d'ajouter les mots « commerçants et banquiers » afin de donner à ceux-ci, ainsi qu'à leur personnel, la faculté de faire des contrats d'apprentissage. Elle propose, en outre, d'ajouter ces mots : « ou à faire enseigner. » Après un débat auquel prennent part MM. Haret, Aynard, M^{lle} Bonneval, MM. Guérard, Lelorrain, Dalle, Riom, Cha-

merot, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, le Conseil supérieur adopte ces deux modifications. Par suite, le texte de l'article 1^{er} de la loi de 1851 serait ainsi conçu :

Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un industriel, un commerçant, un banquier, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner ou à faire enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige, en retour, à travailler pour lui; le tout à des conditions et pendant un temps convenus.

Séance du 14 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer, puis de M. Troubat.)

Une proposition de M. Moreau, relative à l'organisation des commissions mixtes chargées de surveiller l'apprentissage, et une proposition de M. Guérard, tendant à faire admettre les conseils du travail au nombre des institutions qui pourront surveiller l'apprentissage, sont renvoyées à la commission permanente, après un débat auquel prennent part MM. Moreau, Guérard, Raoul Jay, Riom, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur.

Le Conseil supérieur continue l'examen des diverses modifications apportées par la commission permanente au texte de la loi de 1851, en tant qu'elles ne résultent pas expressément des vœux généraux adoptés par le Conseil au cours de la session.

Le Conseil estime qu'il y a lieu d'ajouter à l'article 2 de la loi une disposition stipulant qu'une copie des contrats d'apprentissage sera déposée au secrétariat du conseil des prud'hommes.

Sur la proposition de M. Lelorrain, le Conseil examine l'article 15 énumérant les cas où le contrat est résolu de droit.

Il émet l'avis que le contrat doit également être résolu de droit en cas de décès du père de l'apprenti ou de sa mère si elle est veuve.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Moreau, Guérard, Raoul Jay, Lefèvre, Arthur Fontaine et Briat, rapporteur, le Conseil décide qu'il conviendrait de libeller l'article 18 *ter* du projet comme suit :

*Les inspecteurs du travail sont chargés de relever les infractions aux articles 4, 5, 8, paragraphes 2 et 3, 9, 10 et 12 *ter* de la présente loi.*

M. le président fait ensuite connaître que la commission permanente n'a adopté ni le vœu de M. Guérard, ni le vœu de M. Touron, ni le vœu de M. Dalle tendant à modifier le rôle et la composition du Conseil supérieur du travail.

Après un échange d'observations entre MM. Guérard, Arthur Fontaine, Touron, Dubief, Riom, Moreau, Briat et Sauvage, tant sur le fond des vœux présentés que sur l'ordre du jour de la session, le Conseil décide de s'en tenir aux déclarations entendues, de ne pas les discuter dans la session actuelle en l'absence de propositions de sa commission et d'aborder la suite de l'ordre du jour.

MM. Guérard, Riom et Sauvage déclarent qu'en présence de cette décision, ils considèrent qu'ils n'ont pu accomplir le mandat qu'ils avaient reçu du congrès corporatif de Lyon au sujet du rôle et de la composition du Conseil et qu'ils vont adresser en conséquence leur démission de membres du Conseil supérieur du travail au Ministre du commerce.

Le Conseil examine ensuite les modifications que sa commission propose d'apporter aux quinze groupes professionnels institués pour l'élection des délégués des patrons et des ouvriers ou employés.

M. Fagnot, secrétaire-rapporteur, développe les conclusions de la commission.

Le Conseil supérieur adopte l'ensemble des modifications proposées. Elles portent de 15 à 18 le nombre des représentants patrons élus par les chambres de commerce et de 15 à 18 le nombre des représentants ouvriers ou employés élus par les syndicats professionnels.

Séance du 15 novembre 1902.

(Présidence de M. Keufer.)

Le vœu suivant, signé par MM. Keufer, Lelorrain, Barafort, Moreau, Deslandres, Lefèvre, Selve, est lu par M. Moreau :

Le Conseil supérieur du travail croit devoir appeler l'attention de M. le Ministre du Commerce sur les vœux exposés au cours de la présente session en ce qui concerne le rôle et la composition dudit conseil, et émet le vœu que le décret de réorganisation, précédemment annoncé, ne soit définitivement rédigé et promulgué qu'après avoir recueilli l'avis de la commission permanente.

M. Sauvage déclare que le Comité de la fédération des ouvriers mouleurs de France, qui l'a envoyé siéger au Conseil supérieur, ayant décidé qu'il devait continuer à prendre part aux travaux du Conseil, il retire la démission qu'il avait donnée dans la séance précédente. Il compte que le Ministre du Commerce prendra en considération le vœu qui vient d'être déposé et donnera ainsi satisfaction au moins partielle au désir exprimé par le Congrès ouvrier de Lyon.

M. Moreau est élu membre de la commission permanente en remplacement de M. Guérard.

M. Briat dépose un vœu priant le Sénat de voter le plus tôt possible le projet de loi sur les conseils de prud'hommes.

Un vœu de M. Barafort prie également le Sénat d'adopter le projet de loi accordant aux employés de commerce et aux ouvriers de l'alimentation le bénéfice de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

M. Troubat dépose un vœu demandant que trois membres patrons du Conseil supérieur du travail fassent partie de la commission de classement des inspecteurs du travail, qui comprend déjà trois membres dudit Conseil.

Un vœu, déposé par M. Touron, demande que cette commission de classement ne comprenne plus dorénavant que les supérieurs hiérarchiques des inspecteurs et que n'y figurent plus les trois membres ouvriers du Conseil supérieur du travail.

Un vœu déposé par M. Moreau demande diverses améliorations aux conditions du travail des ouvriers et employés des transports; il demande notamment que les entreprises de bateaux parisiens et de fiacres soient érigées en services publics; que les services de tramways, omnibus, bateaux, métropolitain et fiacres de Paris soient tout au moins réglementés par une loi déterminant les salaires et la durée du travail du personnel.

Un vœu de M. Lefèvre tend à rendre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail applicable à toutes les entreprises commerciales.

Un autre vœu de M. Lefèvre demande qu'en matière de grève, l'arbitrage soit rendu obligatoire.

M. Lefèvre émet enfin le vœu que les lois ouvrières soient appliquées en Algérie et dans les colonies françaises.

M. Selve dépose un vœu invitant la commission permanente à étudier la question de la fixation par la loi d'un minimum de salaire pour les travailleurs et deux autres vœux relatifs aux commissions départementales du travail dans l'industrie.

Ces divers vœux sont renvoyés au Ministre du Commerce qui doit fixer, d'après le décret d'institution, l'ordre du jour de la commission permanente du Conseil supérieur du travail. La session est close.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE LA HOUILLE

Personnel : en milliers d'ouvriers. — Production

ANNÉES.	ROYAUME-UNI.			RUSSIE.			SUÈDE.			ALLEMAGNE.		
	OUVRIERS soumis aux Coal mines regulation acts.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION (lignite compris).	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.
1883.....	397	163,737	134,306	26	3,964	6,226	1,0	153	1,186	208	55,943	48,983
1884.....	405	160,758	130,531	28	3,919	5,831	1,0	165	1,233	215	57,234	50,166
1885.....	406	159,351	128,585	31	4,255	6,077	1,0	174	1,329	219	58,320	51,181
1886.....	408	157,518	127,158	33	4,564	6,419	1,0	170	1,297	218	58,057	51,475
1887.....	415	162,120	130,408	33	4,521	6,085	1,0	169	1,319	217	60,334	53,635
1888.....	422	169,935	135,365	38	5,171	6,885	1,0	169	1,467	225	65,386	58,127
1889.....	448	176,917	139,779	43	6,197	8,252	1,0	187	1,693	240	67,342	62,583
1890.....	500	181,614	142,955	41	5,998	7,724	1,5	187	1,717	262	70,238	64,182
1891.....	521	185,479	145,365	40	6,215	7,943	1,5	198	1,815	283	73,716	68,154
1892.....	536	181,787	142,422	43	6,926	8,575	1,5	199	1,817	289	71,372	65,540
1893.....	536	164,326	126,863	48	7,592	9,581	1,5	200	1,832	291	73,852	67,307
1894.....	556	188,277	145,597	51	8,633	10,882	1,5	196	2,180	300	76,741	69,840
1895.....	549	189,661	146,768	51	8,990	11,220	1,5	224	2,192	404	79,169	71,953
1896.....	541	195,361	150,790	52	9,351	11,683	1,6	226	2,276	317	85,690	77,593
1897.....	542	202,130	154,009	65	11,171	13,655	1,6	224	2,524	336	91,055	82,842
1898.....	551	202,055	153,798	70	12,185	15,120	1,6	236	2,694	358	96,310	86,077
1899.....	566	220,085	164,286	85	13,759	18,210	1,7	239	3,374	379	101,640	91,928
1900.....	608	225,181	166,786	"	16,151	20,618	1,8	252	3,382	414	100,290	99,269
1901.....	632	219,047	161,271	"	16,270	16,827	2,0	272	"	"	108,417	97,314
					(2)	(1)					(1)	(1)

ANNÉES.	JAPON.			ÉTATS-UNIS.			TRANSVAAL.			INDES.		
	OUVRIERS (mines privées).	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS (y compris les employés).	PRODUCTION (lignite compris).	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.
1883.....	"	1,003	623	"	102,868	102,570	"	"	"	23	1,316	2,028
1884.....	"	1,140	614	"	106,906	106,462	"	"	"	25	1,398	2,157
1885.....	"	1,294	712	"	99,069	98,620	"	"	"	23	1,294	2,04
1886.....	"	1,374	698	"	100,654	100,272	"	"	"	25	1,388	2,1
1887.....	"	1,746	1,039	"	116,050	115,636	"	"	"	28	1,564	2,4
1888.....	"	2,008	1,017	"	132,732	131,900	"	"	"	29	1,709	2
1889.....	21	2,421	1,341	300	126,098	125,495	"	"	"	30	1,946	2
1890.....	21	2,598	1,371	318	140,883	139,903	"	"	"	33	2,169	2
1891.....	36	3,169	1,919	332	150,506	149,176	"	"	"	35	2,329	3
1892.....	28	3,177	1,865	342	160,115	158,991	"	"	"	39	2,538	3
1893.....	30	3,317	1,805	363	162,815	161,136	"	549	"	38	2,562	3
1894.....	43	4,261	2,570	376	162,448	150,055	"	791	"	43	2,821	3,610
1895.....	54	4,767	2,962	383	172,426	169,969	"	1,133	"	58	3,538	4,244
1896.....	54	5,020	2,876	387	171,416	169,032	7	1,437	"	62	3,848	4,230
1897.....	83	5,188	3,154	398	178,769	176,507	7	1,600	"	60	4,063	4,129
1898.....	76	6,696	4,551	401	196,406	193,174	"	1,908	"	63	4,608	4,660
1899.....	61	6,722	4,285	411	226,554	222,166	"	"	"	74	5,093	5,269
1900.....	71	7,429	4,178	449	240,966	234,951	"	"	"	89	6,119	5,718
1901.....	"	"	"	"	260,920	255,462	"	"	"	"	6,636	"
					(1)	(1)						

(1) Chiffres provisoires.

(1) D'après le Coal tables, publication du Board of trade anglais.

DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE 1883 À 1901 (1).

et consommation : en milliers de tonnes.

BELGIQUE.			FRANCE.			ESPAGNE.			AUTRICHE-HONGRIE.		
OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS. (Autriche seule.)	PRODUCTION. (Autriche-Hongrie.)	CONSOMMATION. (Autriche-Hongrie.)
106	18,178	14,042	110	20,759	30,685	9	1,044	2,330	40	8,087	9,813
106	18,051	13,834	106	19,527	29,478	9	953	2,303	41	8,131	9,978
103	17,438	14,511	99	19,069	28,324	9	919	2,254	41	8,335	10,146
100	17,286	13,128	99	19,454	28,120	9	978	2,393	42	8,280	10,300
101	18,369	13,899	100	20,810	29,584	9	1,021	2,400	43	8,582	10,730
103	19,218	14,752	102	22,172	30,764	9	1,015	2,514	44	9,125	11,631
108	19,870	15,079	108	23,852	31,650	9	1,088	2,686	46	9,530	12,133
117	20,366	16,233	119	25,591	34,812	9	1,168	2,869	49	9,926	12,878
119	19,676	15,399	129	25,502	34,931	12	1,262	3,114	51	10,212	13,347
119	19,583	15,383	130	25,697	34,952	13	1,430	3,285	52	10,293	13,157
117	19,410	14,711	130	25,173	34,294	13	1,480	3,237	52	10,716	14,110
117	20,534	16,249	132	26,964	36,131	15	1,659	3,483	54	10,610	14,356
119	20,450	16,354	134	27,583	36,585	16	1,739	3,456	55	10,791	15,067
119	21,252	17,234	137	28,750	37,823	17	1,853	3,747	56	11,033	15,923
120	21,492	17,807	141	30,337	39,581	15	2,011	3,870	58	11,611	16,419
123	22,088	18,348	146	31,826	40,902	17	2,434	3,872	61	12,186	17,171
125	22,072	19,121	151	32,256	42,861	18	2,600	4,375	63	12,694	17,423
133	24,463	20,124	159	32,722	46,123	20	2,583	4,566	67	12,360	18,146
"	22,074	18,810	"	31,613	44,631	20	2,652	4,793	"	"	"
"	(1)		"	(1)	(1)	"	(1)		"	"	"

CANADA.			AUSTRALIE.			LE CAP.			NATAL.		
OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	OUVRIERS.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.
"	1,806	2,735	6	3,057	2,254	"	"	"	"	"	"
"	1,950	3,154	6	3,361	2,472	"	"	65	"	"	"
"	1,879	3,021	9	3,608	2,606	0,2	15	113	"	"	"
"	2,117	3,201	9	2,603	2,630	0,2	19	94	"	"	"
"	2,429	3,735	10	3,751	2,762	0,2	18	87	"	"	"
"	2,603	"	11	4,179	3,034	0,1	29	126	"	"	"
"	2,658	4,101	12	4,563	3,191	0,2	23	161	0,5	26	29
"	3,085	4,494	13	4,105	3,186	0,1	29	162	0,6	82	80
"	3,578	5,180	14	5,048	3,752	0,1	25	153	0,6	88	57
"	3,288	4,927	13	4,778	3,648	0,9	37	209	0,9	142	82
"	3,783	5,436	14	4,360	3,440	1,0	53	145	0,7	130	77
10	3,847	5,231	13	4,866	3,509	2,0	62	172	0,9	141	71
"	3,478	4,820	13	5,017	3,712	2,0	77	185	1,0	158	85
"	3,746	5,396	13	5,348	3,764	2,0	94	268	1,0	216	126
"	3,786	5,277	14	5,862	4,216	2,0	114	350	2,0	244	154
"	4,173	5,773	15	6,316	4,667	3,0	171	347	3,0	388	262
"	4,506	7,231	15	6,425	4,712	3,0	186	378	3,0	329	179
"	4,761	7,246	"	7,479	5,316	3,5	177	513	3,5	241	209
"	5,523	8,180	"	"	"	"	"	"	"	567	"
"	(1)		"	"	"	"	"	"	"	"	"

(2) Production pour la Russie d'Europe seulement.

ÉTAT RÉCAPITULATIF
DES TRAVAUX DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES
 PENDANT LES CINQ ANNÉES 1897, 1898,
 1899, 1900 ET 1901 (1).

ANNÉES.	NOMBRE DE CONSEILS		NOMBRE D'AFFAIRES				POURCENTAGE des concilia- tions du bureau parti- culier.	NOM- BRE des JUGE- MENTS du bureau général.	PROPORTION	
	existants.	ayant fonctionné dans l'année.	in- scrites.	retirées par les parties.	venues devant le bureau parti- culier.	conci- liées par le bureau parti- culier.			des JUGEMENTS par rapport aux affaires du bureau particulier.	DES AF- FAIRES termi- nées sans juge- ment.
1897	157	140	53,500	11,172	42,328	22,379	52.87	6,829	16.13	83
1898	157	140	53,358	11,516	41,842	22,333	53.37	7,143	17.07	82
1899	159	144	52,965	11,185	41,780	23,218	55.57	6,089	14.57	85
1900	160	147	54,164	11,843	42,321	22,481	53.12	7,270	17.20	82
1901	158	151	52,340	10,753	41,587	22,674	54.52	7,265	17.46	82
TOTAUX.....			266,327	56,469	209,858	113,085	53.88	34,596	16.48	83

Des 153 conseils de prud'hommes qui ont fonctionné pendant ces cinq années :
 16 n'ont fonctionné que pendant une partie de cette période,
 74 n'ont pas été saisis de 100 affaires chaque année,
 63 ont été saisis de plus de 100 affaires chaque année.

Les tableaux suivants donnent la répartition des affaires entre ces trois groupes pour l'ensemble des cinq années.

(1) Chiffres rectifiés d'après les derniers renseignements obtenus.

N ^{os} de CLASSE- MENT.	VILLES.	NOMBRE D'AFFAIRES				POURCENT- TAGE des concilia- tions du bureau parti- culier.	NOM- BRE des JUGE- MENTS du bureau général.	PROPORTION	
		in- scrites.	retirées par les parties.	venues devant le bureau parti- culier.	conci- liées par le bureau parti- culier.			des JUGEMENTS par rapport aux affaires du bureau particulier.	DES AF- FAIRES termi- nées sans juge- ment.
I. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES N'AYANT FONCTIONNÉ QUE PENDANT UNE PARTIE DE LA PÉRIODE QUINQUENNALE 1897 à 1901.									
1	Mazamet.....	16	.....	16	15	93.75	1	6.25	93
2	Sens.....	39	.....	39	35	89.74	3	7.69	92
3	Brionne.....	74	7	67	57	85.07	2	2.98	97
4	Mayenne.....	8	3	5	4	80.00	.....	.....	100
5	Menton.....	22	.....	22	17	77.27	3	13.63	86
6	Tulle.....	36	.....	36	25	69.44	11	30.55	69
7	Vichy.....	191	18	173	113	65.37	16	9.24	90
8	Romilly-sur-Seine.....	26	4	22	14	63.63	1	4.54	95
9	Moulins.....	43	12	31	16	51.61	9	29.03	70
10	Perpignan.....	118	20	98	48	49.99	34	34.69	65
11	Cannes.....	370	8	362	175	48.34	141	39.06	60
12	Flers.....	90	26	64	29	45.31	1	1.56	98
13	Toulon.....	653	51	602	232	38.53	167	27.74	72
14	Morlaix.....	369	62	307	102	32.22	114	37.13	62
15	Beauvais.....	55	13	42	12	28.57	11	26.19	73
16	Millau.....	29	14	15	3	20.00	2	13.33	86
TOTAUX.....		2,139	238	1,901	897	47.18	516	27.14	72

NOTA. — Les conseils de Menton, Morlaix, Moulins, Perpignan, Sens, Toulon, Tulle et Vichy sont de création récente; ceux de Beauvais, Cannes, Millau et Romilly ont été reconstitués récemment. — Brionne, Flers, Mazamet et Morlaix ont fonctionné pendant quatre années de la période 1897-1901; Cannes, Mayenne et Toulon, pendant trois ans; Menton, Millau et Vichy pendant deux ans; Beauvais, Moulins, Perpignan, Romilly, Sens et Tulle, pendant un an.

II. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES N'AYANT PAS ÉTÉ SAISIS DE 100 AFFAIRES CHAQUE ANNÉE PENDANT LA PÉRIODE QUINQUENNALE 1897 à 1901.

1	Laval.....	320	98	222	222	100.00	.....	.....	100
2	Lodève.....	43	1	42	42	100.00	.....	.....	100
3	Bolbec.....	124	94	30	29	96.66	.....	.....	100
4	Hazebrouck.....	63	8	55	53	96.36	2	3.63	96
5	Saint-Omer.....	688	402	286	275	96.15	6	2.09	97
6	Lunéville.....	443	22	421	401	95.24	18	4.27	95
7	Abbeville.....	274	133	141	133	94.32	4	2.83	97
8	Bédarieux.....	74	25	49	46	93.87	.....	.....	100
9	Cognac.....	227	3	224	207	92.41	10	4.46	95
10	Saint-Chamond.....	477	93	384	353	91.92	17	4.42	95
11	Charlieu.....	83	11	72	66	91.66	2	2.77	97
12	Thizy.....	74	3	71	65	91.54	4	5.63	94
13	Hallain.....	320	59	261	237	90.80	5	1.91	98
14	Albi.....	355	7	348	315	90.51	30	8.62	91
15	Pont-Audemer.....	204	20	184	165	89.67	8	4.34	95
16	Alençon.....	161	.....	164	147	89.65	13	7.92	92
17	Condé-sur-Noireau.....	142	19	123	110	89.43	4	3.25	96
18	Bernay.....	60	8	52	46	88.46	2	3.84	96
19	Amplepuis.....	21	4	17	15	88.23	.....	.....	100
20	Cholet.....	215	12	203	179	88.18	8	3.94	96
21	Lorient.....	250	8	242	212	87.60	31	12.80	87
22	Castres.....	268	19	249	218	87.55	13	5.22	94
23	Falaise.....	370	15	355	309	87.04	1	0.28	99
24	Le Puy.....	179	13	166	144	86.74	3	1.80	98
25	Vire.....	357	74	283	244	86.21	9	3.18	96
26	Niort.....	218	39	179	153	85.53	6	3.35	96
27	Fécamp.....	108	20	88	75	85.22	10	11.36	88
28	Bapaume.....	53	21	32	27	84.37	5	15.62	84
29	Sedan.....	353	28	325	274	84.80	10	3.07	96

N° de CLASSE- MENT.	VILLES.	NOMBRE D'AFFAIRES				POURCENT- AGE des concilia- tions du bureau parti- culier.	NOM- BRE des JUGE- MENTS du bureau général.	PROPORTION		
		in- scrites.	retirées par les parties.	venues devant le bureau parti- culier.	conci- liées par le bureau parti- culier.			des JUGEMENTS par rapport aux affaires du bureau particulier.	DES AF- FAIRES termi- nées sans juge- ment.	
II. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES N'AYANT PAS ÉTÉ SAISIS DE 100 AFFAIRES CHAQUE ANNÉE PENDANT LA PÉRIODE QUINQUENNALE 1897 à 1901. (Suite.)										
30	La Tour-du-Pin.....	40	3	37	31	83.78	4	10.81	89	
31	Vinchebray.....	75	5	70	58	82.85	12	17.14	82	
32	Avignon.....	313	51	262	217	82.82	3	1.14	98	
33	Vienne.....	424	1	423	341	80.61	16	3.78	96	
34	Philippeville.....	564	102	462	366	79.22	38	8.22	91	
35	Guise.....	57	5	52	41	78.84	4	7.69	92	
36	Bar-le-Duc.....	452	94	358	280	78.21	10	2.79	97	
37	Rive-de-Gier.....	250	21	229	179	78.16	20	8.72	91	
38	Friville-Escarbotin.....	36	4	32	25	78.12	4	12.50	87	
39	Thiers.....	340	17	323	248	76.77	26	8.04	91	
40	Anduze.....	33	3	30	23	76.66	.....	.....	100	
41	Fourmies.....	463	97	366	279	76.22	44	12.02	87	
42	Darnétal.....	124	28	96	73	76.04	8	8.33	91	
43	Le Mans.....	404	125	279	212	75.98	8	2.86	97	
44	Narbonne.....	610	75	535	405	75.70	23	4.29	95	
45	Louviers.....	214	77	137	102	74.45	13	9.48	90	
46	Choussy.....	184	.....	184	137	74.45	47	25.54	74	
47	Aix.....	215	8	207	150	72.46	30	14.49	85	
48	Sidi-bel-Abbès.....	778	83	695	495	71.22	129	18.57	81	
49	Tarare.....	99	19	80	55	68.75	.....	.....	100	
50	La Rochelle.....	517	68	449	308	68.59	84	18.70	81	
51	Châtellerault.....	421	106	315	213	67.72	22	6.98	93	
52	Vierzon.....	138	1	137	92	67.15	42	30.65	69	
53	Epinal.....	489	111	378	253	66.93	27	7.14	92	
54	Saint-Junien.....	347	20	327	218	66.66	33	10.09	89	
55	Fougères.....	422	60	362	240	66.29	44	12.15	87	
56	Saint-Claude.....	264	40	224	148	66.07	21	9.37	90	
57	Le Câteau.....	315	87	228	150	65.78	22	9.64	90	
58	Saint-Dié.....	596	83	513	333	64.91	32	6.23	93	
59	Rochefort.....	343	20	323	208	64.39	34	10.52	89	
60	Armentières.....	390	68	322	205	63.66	62	19.25	80	
61	La Ferté-Macé.....	69	13	56	35	62.50	6	10.71	89	
62	Monthéliard.....	88	18	70	43	61.42	6	8.57	91	
63	Auxerre.....	148	30	118	72	61.01	14	11.86	88	
64	Rethel.....	81	20	61	36	59.01	8	13.11	86	
65	Saint-Nazaire.....	298	89	209	120	57.41	29	13.87	86	
66	Châteauroux.....	105	24	81	46	56.79	17	20.98	79	
67	Bohain.....	281	96	185	100	54.05	27	14.69	85	
28	Périgueux.....	347	26	321	167	52.02	38	11.83	88	
69	Villebois.....	47	1	46	23	50.00	18	39.13	60	
70	Alais.....	226	24	202	92	45.54	35	17.32	82	
71	Évreux.....	101	8	93	41	44.08	20	21.50	78	
72	Voiron.....	314	42	272	112	41.17	21	7.72	92	
73	Aubusson.....	42	13	29	11	37.93	7	24.13	75	
74	Montaliou-Vercieu.....	860	26	834	235	28.17	381	45.20	54	
TOTAUX.....		19,451	3,171	16,280	11,980	73.58	1,710	10.50	89	

III. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES SAISIS DE PLUS DE 100 AFFAIRES PAR AN
PENDANT LES CINQ ANNÉES 1897, 1898, 1899, 1900 ET 1901.

1	Cette.....	1,529	40	1,489	1,470	98.72	5	0.33	99
2	Lisieux.....	1,070	145	925	888	96.00	12	1.29	98
3	Cambrail.....	834	30	804	771	95.89	33	4.10	95
4	Valenciennes.....	1,759	213	1,546	1,473	95.27	14	0.90	99
5	Donai.....	2,302	27	2,275	2,141	94.10	54	2.37	97
6	Rennes.....	874	36	838	787	93.91	4	0.47	99
7	Boulogne-sur-Mer.....	1,253	151	1,099	1,000	90.99	45	4.09	95

N ^{os} de CLASSE- MENT.	VILLES.	NOMBRE D'AFFAIRES				POURCENTAGE des concilia- tions du bureau parti- culier.	NOM- BRE des JUGE- MENTS du bureau général.	PROPORTION	
		in- scrites.	retirées par les parties.	venues devant le bureau parti- culier.	conci- liées par le bureau parti- culier.			des JUGEMENTS par rapport aux affaires du bureau particulier.	DES AF- FAIRES termi- nées sans juge- ment.
III. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES SAISIS DE PLUS DE 100 AFFAIRES PAR AN PENDANT LES CINQ ANNÉES 1897, 1898, 1899, 1900 ET 1901 (Suite.)									
8	Dunkerque.....	2,033	439	1,594	1,391	87.26	86	5.39	94
9	Constantine.....	1,824	117	1,707	1,431	83.83	74	4.33	95
10	Romans.....	660	257	403	336	83.37	44	10.91	89
11	Roanne.....	847	81	766	637	83.30	29	3.78	96
12	Clermont-Ferrand.....	725	49	676	554	81.95	37	5.45	94
13	Saint-Didier-la-Séauve.....	681	105	576	471	81.77	40	6.94	93
14	Marseille.....	7,761	1,378	6,383	5,127	80.32	359	5.62	94
15	S ^t -Etienne (tissus).....	6,787	2,494	4,293	3,432	79.94	578	13.44	86
16	S ^t -Etienne (ind. diverses).....	4,830	553	4,277	3,385	79.14	761	17.79	82
17	Oran.....	2,233	406	1,827	1,440	79.14	247	13.51	86
18	Caen.....	749	113	636	503	79.08	40	6.28	93
19	Saint-Quentin.....	2,525	435	2,090	1,642	78.56	146	6.98	93
20	Béziers.....	2,332	181	2,151	1,656	76.98	110	5.11	94
21	Bourges.....	581	62	519	398	76.68	20	3.85	96
22	Nancy.....	1,582	204	1,378	1,031	74.81	159	11.53	88
23	Charleville.....	654	163	491	364	74.13	27	5.49	94
24	Toulouse.....	2,464	209	2,255	1,662	73.70	148	6.56	93
25	Belfort.....	888	91	797	579	72.64	170	21.32	78
26	Blois.....	720	200	520	377	72.50	29	5.57	94
27	Versailles.....	1,205	79	1,126	816	72.46	249	22.11	77
28	Tours.....	2,400	169	2,321	1,625	70.01	148	6.37	93
29	Montluçon.....	651	37	614	426	69.38	51	8.30	91
30	Lyon (bâtiment).....	7,734	958	6,776	4,682	69.09	874	12.89	87
31	Montpellier.....	1,729	480	1,249	862	69.01	18	1.44	98
32	Limoges.....	2,162	548	1,614	1,083	67.10	428	26.51	73
33	Nantes.....	2,381	186	2,195	1,450	66.05	81	3.69	96
34	Troyes.....	1,290	192	1,098	705	64.20	174	15.84	84
35	Nîmes.....	1,149	135	1,014	641	63.21	35	3.44	96
36	Lille.....	4,718	1,149	3,569	2,243	62.84	260	7.28	92
37	Rouen.....	1,598	355	1,243	715	57.52	57	4.58	95
38	Angoulême.....	1,597	333	1,264	722	57.12	80	6.32	93
39	Angers.....	826	202	624	348	55.76	94	15.06	84
40	Paris (métaux).....	19,553	3,038	16,515	9,082	54.99	3,301	19.98	80
41	Besançon.....	858	224	634	339	53.47	110	17.35	82
42	Brest.....	1,511	164	1,347	720	53.45	184	13.65	86
43	Elbeuf.....	1,620	868	752	392	52.12	20	2.65	97
44	Orléans.....	701	103	598	311	52.00	75	12.54	87
45	Amiens.....	1,646	186	1,460	706	48.35	162	11.09	88
46	Châlons-sur-Marne.....	532	194	338	163	48.22	23	6.80	93
47	Reims.....	1,418	112	1,306	629	48.16	162	12.40	87
48	Grenoble.....	1,939	251	1,688	804	47.63	283	16.76	83
49	Calais.....	3,135	1,016	2,119	1,006	47.47	601	28.36	71
50	Poitiers.....	669	173	496	234	47.17	34	6.85	93
51	Tourcoing.....	1,313	383	930	439	47.02	120	12.90	87
52	Paris (tissus).....	21,331	5,293	16,038	7,520	46.88	3,278	20.43	79
53	Bordeaux.....	6,378	575	5,803	2,688	46.32	465	8.01	91
54	Roubaix.....	3,283	866	2,417	1,111	45.96	143	5.93	94
55	Lyon (soieries).....	6,301	834	5,467	2,506	45.83	383	7.00	93
56	Paris (produits chimiq.).....	31,307	9,022	22,285	9,695	43.50	4,426	19.86	80
57	Bône.....	629	99	530	229	43.20	172	32.45	67
58	Alger.....	5,779	689	5,090	1,738	34.14	564	11.08	88
59	Maubeuge.....	654	136	518	167	32.23	75	14.47	85
60	Le Havre.....	3,679	761	2,918	925	31.63	1,166	39.95	60
61	Dijon.....	1,268	178	1,090	326	29.90	194	17.79	82
62	Nice.....	2,151	93	2,058	582	28.27	174	8.45	91
63	Paris (bâtiment).....	47,055	14,797	32,258	6,626	20.54	10,435	32.34	67
TOTAUX.....		244,737	53,060	191,677	100,208	52 27	32,370	17.35	82

DÉTAIL, par année, des travaux des sept conseils de prud'hommes qui, saisis de plus de 100 affaires par an, ont concilié plus de 90 pour 100 de celles qui sont venues devant le bureau particulier.

VILLES.	ANNÉES	NOMBRE D'AFFAIRES				POURCENTAGE des concilia- tions du bureau parti- culier.	NOM- BRE des JUGE- MENTS du bureau général.	PROPORTION	
		in- scrites.	retirées par les parties.	venues devant le bureau parti- culier.	conci- liées par le bureau parti- culier.			des JUGEMENTS par rapport aux affaires du bureau particulier.	DES AF- FAIRES termi- nées sans juge- ment.
Cette.....	1897...	303	7	296	296	100.00	.....	.....	100
	1898...	453	3	450	449	99.77	.....	.....	100
	1899...	237	8	229	229	100.00	.....	.....	100
	1900...	281	10	271	261	96.30	4	1.47	98
	1901...	255	12	243	235	96.70	1	0.41	99
TOTAUX.....		1,529	40	1,489	1,470	98.72	5	0.33	99
Lisieux.....	1897...	256	62	194	183	94.32	3	1.54	98
	1898...	213	55	158	151	95.56	1	0.63	99
	1899...	152	16	136	128	94.11	3	2.20	97
	1900...	200	12	188	180	90.42	2	1.06	98
	1901...	249	.....	249	246	98.70	3	1.20	98
TOTAUX.....		1,070	145	925	888	96.00	12	1.29	98
Cambrai.....	1897...	133	2	131	127	96.94	4	3.05	96
	1898...	127	4	123	122	99.18	1	0.81	99
	1899...	164	16	148	142	95.94	6	4.05	95
	1900...	198	2	196	188	95.91	8	4.08	95
	1901...	212	6	206	192	93.20	14	6.79	93
TOTAUX.....		834	30	804	771	95.89	33	4.10	95
Valenciennes.....	1897...	291	10	281	277	98.57	.....	.....	190
	1898...	264	40	224	222	99.10	.....	.....	160
	1899...	324	40	284	264	92.95	9	3.16	96
	1900...	329	41	288	272	94.44	1	0.34	99
	1901...	551	82	469	438	93.39	4	0.85	99
TOTAUX.....		1,759	213	1,546	1,473	95.27	14	0.90	99
Douai.....	1897...	368	7	361	344	95.29	12	3.32	96
	1898...	393	.....	393	376	95.67	12	3.05	96
	1899...	347	.....	347	340	97.98	2	0.57	99
	1900...	419	20	399	374	93.73	7	1.75	98
	1901...	775	.....	775	707	91.22	21	2.70	97
TOTAUX.....		2,302	27	2,275	2,141	91.10	54	2.37	97
Rennes.....	1897...	178	15	163	151	92.63	1	0.61	99
	1898...	163	1	162	146	90.12	2	1.23	98
	1899...	185	11	174	171	98.27	.....	.....	100
	1900...	172	4	168	158	94.04	.....	.....	100
	1901...	176	5	171	161	94.15	1	0.58	99
TOTAUX.....		874	36	838	787	93.91	4	0.47	99
Boulogne-sur-Mer.....	1897...	145	31	114	93	81.57	5	4.38	95
	1898...	246	25	221	189	85.97	17	7.69	92
	1899...	204	14	190	181	95.26	5	2.63	97
	1900...	336	50	286	265	92.65	12	4.19	95
	1901...	322	34	288	272	94.44	6	2.08	97
TOTAUX.....		1,253	154	1,099	1,000	90.99	45	4.09	95

BORDEREAUX DES SALAIRES EN 1900 ET 1901.

Sous le titre *Bordereaux des salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901*, l'Office du travail vient de publier des renseignements concernant les salaires, la durée du travail et le coût de la vie, de la fin de 1899 à 1901. Ce volume fait suite à ceux qui ont été publiés, de 1893 à 1897, par l'Office du travail, sous le titre de *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, et qui consignent les résultats d'une enquête faite à ce sujet en 1891-1893 et en 1896.

Trois sortes de documents ont été utilisés pour la confection du volume qui vient d'être publié.

Les tableaux de la page 1 à 124, qui forment plus de la moitié du volume et lui ont donné son nom, ont été établis d'après les bordereaux annexés, en vertu des décrets du 10 août 1899, aux cahiers des charges des travaux et fournitures exécutés pour le compte de l'État, des départements et des communes. Ces bordereaux indiquent, pour chaque profession, et, dans chaque profession, pour chaque catégorie, le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail qui doivent être observés par les entrepreneurs dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés. Ces bordereaux sont établis par l'administration, qui doit s'éclairer d'avis compétents et se référer autant que possible aux accords entre syndicats patronaux ou ouvriers ou à l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers. Les tableaux établis à l'aide de ces documents donnent, pour chacune des 166 professions auxquelles se rapportent les bordereaux qui ont été dépouillés : l'indication de la localité où les travaux doivent être exécutés, l'indication du service qui a ordonné les travaux, le salaire par heure, la durée du travail journalier en hiver et en été, et l'augmentation proportionnelle pour les travaux supplémentaires de jour, de nuit et pour les travaux spéciaux. Ces localités, auxquelles se rapportent ces indications, se répartissent dans 74 départements. La date précise de chaque indication n'est pas mentionnée, sauf pour Paris, mais elles se rapportent toutes à la période qui s'étend de la fin de 1899 à la fin de 1901.

Les tableaux de la page 125 à la page 180 ont été établis à l'aide des questionnaires adressés en 1901 aux conseils de prud'hommes et aux maires des chefs-lieux de départements dans lesquels ne fonctionnent pas de conseils de prud'hommes. Ces questionnaires sont exactement semblables à ceux qui avaient été adressés en 1896 aux mêmes correspondants (1). Le dépouillement de ces réponses donne pour 167 localités et pour 45 professions, prises comme types, le nombre de journées de travail par an, le salaire par heure ou par mois, le salaire par jour.

Les tableaux de la page 181 à la page 184, établis à l'aide de ces mêmes documents, donnent en outre les prix de pension payés à l'hôtel pour la nourriture et le logement par les ouvriers célibataires dans certaines professions déterminées.

Enfin les tableaux de la page 185 à la page 230 ont été dressés à l'aide des fiches remplies par les instituteurs en réponse à une enquête entreprise en 1901 par le *Manuel général de l'Instruction publique* sur la condition des instituteurs. Ces fiches sont au nombre de plus de 3,500 et contiennent des renseignements relatifs à plus de 3,000 communes. Le dépouillement de ces fiches donne, pour chacune des localités considérées : 1° le salaire par jour de deux professions choisies comme types : journalier et menuisier ; 2° le prix de pension demandé par mois à l'instituteur, à l'hôtel et chez l'habitant : ce prix comprend le logement et la nourriture de

(1) Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tome IV, 1897, introduction, page 5.

l'instituteur vivant seul; 3° le prix de la nourriture mensuelle d'une famille de 4 personnes, en prenant comme type de comparaison le prix de quantités déterminées de pain, de bœuf, de lard, d'œufs, de lait, de pommes de terre et de boissons (vin, cidre ou bière). Ces quantités ont été supposées invariables dans les diverses localités. Le questionnaire rempli par chaque instituteur indiquait seulement le prix de détail de chacune de ces denrées dans la commune : il était donc facile de calculer pour chaque commune la dépense mensuelle nécessaire.

On constate de fréquents écarts entre les salaires indiqués pour les mêmes professions dans les tableaux établis à l'aide de ces différents documents. Ces écarts s'expliquent d'ailleurs aisément. Les conseils de prud'hommes évaluent le salaire par jour, en prenant l'ensemble des ouvriers de la profession. Les bordereaux de salaires annexés aux cahiers des charges des adjudications sont au contraire applicables à des travaux spéciaux auxquels sont occupés des ouvriers d'une catégorie déterminée dans la profession; ces travaux comportent d'autre part des déplacements dont on tient compte dans la fixation du salaire.

Les renseignements extraits des bordereaux de salaire ne prêtent à aucune comparaison rétrospective, puisque on ne possède pas de documents analogues antérieurs. Toutefois, pour Paris, on peut prendre comme termes de comparaison les séries officielles établies à partir de 1870 pour les travaux de la Ville de Paris, sur l'avis des commissions mixtes. Pour les années antérieures à 1870, il faut se contenter des séries éditées par des particuliers (Morizot, Morel) qui faisaient autorité à l'époque où elles ont été dressées. On peut ainsi se rendre compte du mouvement des salaires à Paris, au cours du XIX^e siècle, dans les professions du bâtiment (1) :

	1806.	1842.	1852.	1862.	1873.	1880.	1900.
Maçon.....	0,325	0,415	0,425	0,525	0,55	0,75	0,80
Tailleur de pierres.....	0,325	0,42	0,425	0,55	0,55	0,75	0,85
Ravaleur.....	"	0 475	0,50	0,70	0,75	1,00	1,20
Couvreur.....	0,55	0,55	0,675	0,70	0,75	0,85	0,85
Charpentier.....	0,30	0,40	0,50	0,60	0,60	0,80	0,90
Menuisier.....	0,35	0,325	0,35	0,45	0,50	0,70	0,70
Forgeron (petite forge depuis 1852) ..	0,50	0,50	0,50	0,65	0,70	0,775	0,80
Terrassier.....	0,225	0,275	0,275	0,40	0,40	0,55	0,55
Garçon maçon.....	0,20	0,245	0,26	0,335	0,35	0,50	0,50
Garçon couvreur.....	0,30	0,40	0,45	0,45	0,50	0,55	0,55
Homme de peine en serrurerie.....	"	0,225	0,225	0,35	0,40	0,50	0,525

Pour les autres parties du territoire, on ne peut guère faire de rapprochements qu'entre les chiffres fournis en 1901 par les conseils de prud'hommes et les maires et ceux fournis par ces mêmes autorités en 1896.

Si l'on fait la moyenne arithmétique des salaires indiqués pour chacune des 33 professions choisies comme types dans les 166 villes de province pour lesquelles des renseignements ont été fournis en 1896 et en 1901, et que l'on prenne ensuite la moyenne de ces moyennes, on remarque que le chiffre ainsi obtenu, en ce qui concerne le salaire à l'heure, a passé de 1896 à 1901 de 0 fr. 36 à 0 fr. 38, et en ce qui concerne le salaire à la journée, de 3 fr. 85 à 3 fr. 92. Pour Paris, ce même chiffre a passé, en ce qui concerne le salaire à l'heure, de 0 fr. 67 à 0 fr. 71, et, en ce qui concerne le salaire à la journée, de 6 fr. 37 à 6 fr. 93. Ainsi, aux deux époques, le taux du salaire à l'heure, dans l'ensemble des villes de province, paraît

(1) Dans le tableau suivant il n'a pas été tenu compte de la série établie en 1882 par la Ville de Paris, les patrons n'ayant pas participé, pour cette série, aux travaux de la commission chargée de son élaboration.

dépasser légèrement la moitié du chiffre qui résume les évaluations relatives à la ville de Paris. On remarque également de 1896 à 1901 une augmentation qui semble plus sensible à Paris qu'en province, mais le résultat peut être seulement apparent, attendu que pour Paris on ne possède qu'une évaluation à chaque époque pour chaque profession. D'ailleurs, le mouvement des salaires de 1896 à 1901 est trop faible par rapport aux erreurs que supposent les évaluations pour autoriser des conclusions. Il faut attendre de nouvelles évaluations après un plus long intervalle de temps.

Si l'on compare les moyennes des salaires indiqués pour 3 professions choisies comme types par les conseils de prud'hommes et les maires des chefs-lieux en 1896 et en 1901, et par les maires des chefs-lieux de départements en 1853, 1874 et 1892, et qu'on prenne ensuite la moyenne des chiffres ainsi obtenus pour les chefs-lieux de département, sauf Paris, on constate une augmentation constante du taux des salaires. D'après le calcul, le salaire de 1853 représenterait 50 p. o/o du salaire de 1901; celui de 1874, 75 p. o/o; celui de 1892, 95 p. o/o; celui de 1896, 97 p. o/o.

En ce qui concerne le coût de la vie, il n'est guère possible d'établir de comparaisons entre les chiffres donnés en 1896 et en 1901, par les conseils de prud'hommes, pour le prix de la pension des ouvriers célibataires, l'évaluation des prix de pension étant plus difficile encore que celle des salaires.

Les renseignements fournis par les instituteurs sur le coût de la vie font ressortir, ainsi qu'il fallait s'y attendre, que le prix de pension payé à l'habitant est toujours inférieur au prix payé à l'hôtelier. Les résultats sont plus inattendus en ce qui concerne l'influence de l'agglomération des habitants sur le coût de la vie. Dans le tableau suivant, les communes pour lesquelles des fiches ont été établies par les instituteurs ont été groupées en 4 catégories. Les chiffres indiqués pour les dépenses ont été obtenus en faisant la moyenne des chiffres représentant dans chacune des localités les dépenses en nourriture et en boissons d'une famille de 4 personnes, ces dépenses étant calculées comme il a été dit plus haut.

CATÉGORIES DE COMMUNES (population agglomérée).	NOMBRE des communes observées.	DÉPENSES		DÉPENSES totales.	NOMBRES proportion- nels.
		pour la nourriture.	pour la boisson.		
		francs.	francs.	francs.	p. o/o.
De 0 à 1,500 habitants.....	2,860	52 00	15 00	67 00	85
De 1,500 à 5,000 habitants..	317	55 50	14 00	69 50	88
De 5,000 à 50,000 habitants..	126	56 00	14 50	70 50	89
De plus de 50,000 habitants..	46	62 00	17 90	79 00	100

On voit que, dans les plus petites communes, la dépense est inférieure de 15 p. o/o seulement au chiffre atteint dans les grandes et que le coût d'un même genre de vie n'augmente sensiblement que dans les grandes villes; entre les très petites et les moyennes communes, l'écart est peu sensible.

Cette influence de l'agglomération ne paraît d'ailleurs pas constante; elle varie suivant les villes; le coût de la vie, même pour des consommations uniformes, n'est évidemment pas exclusivement lié au nombre des habitants de chaque localité.

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ÉTAT EN FRANCE.

La journée de huit heures a été introduite dans ces dernières années dans plu-

sieurs des établissements industriels de l'État. Elle a été mise à l'essai, dès le 16 septembre 1899, par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans les ateliers des postes du boulevard Brune, à Paris (ateliers de fabrication des timbres-poste, agence comptable, dépôt central et vérification du matériel, ateliers de construction et de réparation du matériel postal). L'expérience fut ensuite étendue au Magasin régional des postes, puis, le 1^{er} juillet 1900, à l'atelier d'électricité du Poste central de Paris.

La réforme fut rendue définitive par arrêté du 9 février 1901 dans les établissements du boulevard Brune; elle le devint également le 1^{er} mai 1901 pour le personnel ouvrier des équipes de la région de Paris, et le 24 septembre 1901 pour l'atelier d'électricité du poste central. La journée de huit heures fut également étendue, le 1^{er} mars 1901, au personnel ouvrier des services d'installation et d'entretien des appareils téléphoniques de la région de Paris et, le 16 juillet 1901, au personnel de l'atelier de force motrice de l'Hôtel des Postes.

L'application et l'extension de la réforme a été facilitée par la bonne volonté des ouvriers, qui ont redoublé d'activité dans leur travail, de sorte que la production ne s'est pas ressentie sensiblement de la réduction de la journée de travail.

Le Ministre de la Marine vient de décider à son tour de mettre à l'essai, à partir du 1^{er} novembre 1902, la journée de huit heures dans les ateliers d'artillerie de l'arsenal de Toulon et dans l'atelier des chaudières du port de Lorient. Si cette réduction donne de bons résultats, le Ministre a l'intention d'étendre la mesure, à partir du 1^{er} janvier prochain, à tous les établissements industriels dépendant de son département (1).

LES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE DE LA FÉDÉRATION LITHOGRAPHIQUE EN 1901 (2).

Les indemnités de chômage sont obligatoires dans les syndicats adhérents à la Fédération lithographique française en vertu de l'article 5 *bis* des statuts de la Fédération. Cet article qui a été introduit par une décision du Congrès lithographique de Paris d'août 1900 est ainsi conçu :

« ART. 5 *bis*. — Tout syndicat adhérent à la Fédération est tenu de percevoir une cotisation minimum de 1 franc par mois par sociétaire, et de payer un chômage minimum de 2 francs par jour pendant 36 jours par an à tous ses membres en règle et suivant les articles prévus par ses statuts. »

L'indemnité prévue par cet article constitue un minimum. Les syndicats peuvent donner des indemnités supérieures en rapport aux cotisations perçues. C'est ainsi que certaines sections parisiennes, qui perçoivent un franc de cotisation par semaine, donnent à leurs chômeurs 3 fr. 50 par jour pendant 60 jours par an (l'année étant calculée à partir du premier jour de chômage enregistré).

Beaucoup de syndicats accordent en plus de l'indemnité de chômage ordinaire, l'indemnité de chômage dit « de dignité ». Cette indemnité est réservée aux membres qui chôment parce qu'ils ont refusé d'accepter une diminution de salaire ou un règlement jugé draconien. Cette indemnité de dignité est, dans certaines sections, égale à l'indemnité ordinaire, mais le nombre de jours, pendant lesquels elle est

(1) Voir plus loin p. 806.

(2) D'après le *Compte rendu moral et financier de l'année 1901*, publié par la Fédération, Paris, 1902, et des renseignements communiqués par la Fédération.

servie, est illimité. Dans d'autres sections, le taux de l'indemnité est plus élevé, mais le nombre de jours pendant lesquels elle est servie, est limité.

L'indemnité est accordée à tout sociétaire en règle avec le paiement de ses cotisations au bout d'une année de stage. Toutefois, tout sociétaire venant d'une autre section fédérée ou d'une organisation affiliée à la Fédération lithographique internationale a droit à l'indemnité de chômage au bout de six mois de stage seulement (dans certaines sections au bout de trois mois).

Aucune section ne possède un fonds spécial pour le paiement des indemnités, dans leur comptabilité, cependant, certaines sections distinguent la caisse administrative et la caisse de chômage.

Le tableau suivant, qui est extrait du compte rendu moral et financier de 1901 de la Fédération lithographique française, donne le nombre de chômeurs et les indemnités de chômage payées pour chacune des sections adhérentes pendant l'année 1901,

DÉSIGNATION DES SECTIONS.	NOMBRE de sociétaires		NOMBRE de		INDEMNITÉS de chômage payées.
	au 31 dé- cembre 1900.	au 31 dé- cembre 1901.	de chô- meurs.	de journées de chômage.	
					fr. c.
Paris. Reporteurs de la Seine.....	159	178	80	1,803	6,310 50
Écrivains-graveurs-dessinateurs.....	178	202	20	287	861 00
Dessinateurs chromistes.....	46	76	18	180	360 00
Résistance des imprimeurs.....	539	586	716	7,747	27,099 50
Imprimeurs-conducteurs (1).....	"	80	13	249	498 00
Graineurs.....	54	57	?	723	1,082 50
Margeurs-pointeurs (5).....	"	160	23	5,400	"
Amiens (2).....	55	"	?	81	130 50
Angoulême.....	13	14	"	"	"
Besançon.....	12	9	"	"	"
Bordeaux (Association des imprimeurs).....	117	167	74	1,527	2,554 00
Cognac.....	13	12	3	18	54 00
Dijon.....	17	11	"	"	"
Grenoble.....	16	22	9	83	100 00
Lille.....	63	110	37	407	800 00
Limoges (Imprimeurs de).....	42	63	15	275	462 00
Marseille.....	48	131	18	141	330 75
Nantes (Syndicat des imprimeurs de).....	32	42	17	396	320 00
Nîmes (3).....	"	21	"	"	"
Orléans (4).....	"	17	"	"	"
Poitiers.....	24	41	9	670	274 00
Reims.....	29	70	5	266	183 00
Rennes.....	51	62	"	"	"
Rouen.....	11	20	4	?	?
Saint-Etienne.....	110	156	3	91	182 00
Toulouse.....	69	25	9	476	979 00
Isolés.....	6	6	"	"	"
TOTAUX.....	1,704	2,338	1,073	20,820	42,580 75

(1) Admis en 1901.

(2) Démissionnaire fin septembre 1901.

(3) Admis en avril 1901.

(4) Admis en mai 1901.

(5) Admis en juillet 1901.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels; droit d'ester en justice pour poursuivre la réparation du préjudice causé à la collectivité des syndiqués.

COUR D'APPEL DE NANCY.

(Arrêt du 19 avril 1902.)

Attendu que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet, aux termes de l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles;

Que le syndicat des marchands de vins en gros du département de Meurthe-et-Moselle s'est régulièrement constitué en ce but, selon les termes de l'art. 1 de ses statuts, pour la défense des intérêts collectifs des commerçants de vins en gros; que ces intérêts sont évidemment en cause lorsqu'il s'agit, pour ledit syndicat, de poursuivre la réparation du préjudice causé à la collectivité des négociants syndiqués par des actes de concurrence déloyale;

Qu'en supposant, en effet, ces actes prouvés, ils seraient de nature à établir une inégalité illicite entre le commerçant qui ne craindrait pas d'y recourir et ceux, au contraire, qui exerceraient scrupuleusement leur profession;

Que de cette inégalité, dans les conditions de la concurrence, résulterait un préjudice matériel;

Attendu, d'autre part, que le syndicat n'aurait pas moins qualité pour agir en vue de défendre et d'assurer le bon renom des négociants syndiqués, compromis ou tout au moins exposé par des procédés de réclame blâmables et illicites, de tels usages commerciaux pratiqués par un seul étant de nature à jeter la déconsidération et le discrédit sur tout le commerce de cette catégorie; qu'il y aurait là encore un élément sérieux de préjudice moral ayant pour conséquence un nouvel élément de préjudice matériel qui motiverait légitimement l'intervention du syndicat;

Attendu que, par la publicité donnée à sa circulaire, X... n'entendait pas la limiter à la seule ville de..., mais que la généralité des termes de cette circulaire, l'offre faite à la clientèle, non seulement de déguster dans ses caves et d'y livrer la marchandise, mais aussi d'envoyer des échantillons et de faire remplir à domicile des fûts ou bonbonnes de toutes contenances, démontrent qu'il adressait lesdites offres à la clientèle régionale, c'est-à-dire à celle du département qui comprend les négociants syndiqués;

Attendu, d'autre part, que X..., offrant la vente de vins en fûts de toutes contenances, se présente comme marchand aussi bien en gros qu'au détail; que, dans ces conditions, le préjudice matériel et moral, motif de l'action intentée par le syndicat, intéressait et atteignait non pas seulement chacun des membres syndiqués individuellement, mais bien la collectivité même de tous ces négociants, qui a pour organe le syndicat;

Qu'il y a lieu, dès lors, de reconnaître que le syndicat, au nom de cet intérêt commun et collectif, a qualité pour s'opposer à ces actes de concurrence déloyale et en poursuivre la répression...

Déclare recevable l'action du syndicat.

(Travail national, 9 novembre 1902.)

**Loi du 2 novembre 1892; droit d'entrée des inspecteurs du travail
dans les établissements industriels pendant la nuit.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 12 juillet 1902.)

Les inspecteurs du travail n'ont entrée, la nuit, dans les établissements industriels, que lorsque le travail y est organisé de jour et de nuit ou lorsqu'ils ont recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention.

La Cour,

Oùï, en l'audience publique de 11 juillet, M. Paul Dupré, conseiller, en son rapport, M. André Morillot, avocat en la Cour, dans ses observations, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré en chambre du conseil;

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892, par une fausse interprétation de l'article 20 de la même loi;

Vu ladite loi, notamment en ces dits articles :

Attendu que l'article 20 de la loi susvisée confère aux inspecteurs du travail le droit d'entrer dans les établissements visés par l'article 1^{er}; que chargés de veiller à l'observation des prescriptions de cette loi, tant en ce qui concerne le travail de jour qu'en ce qui touche le travail de nuit, ils peuvent, pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit; mais qu'on ne saurait, sans étendre abusivement la portée de l'article susvisé, décider qu'il confère le même droit à ces fonctionnaires, lorsqu'il s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour;

Attendu, en effet, que ces établissements sont, pendant la nuit, placés sous la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile, qui est de droit public; que les inspecteurs ne peuvent, dès lors, y pénétrer, en violation de ce principe, dans le seul but de les visiter à l'effet de rechercher s'il ne s'y commet pas une contravention aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que le pourvoi soutient vainement qu'en déniaut aux inspecteurs du travail le droit de visiter pendant la nuit les établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, on s'exposerait à assurer l'impunité aux infractions qui y seraient commises; que les inspecteurs pourront toujours pendant la nuit réclamer l'ouverture de ces établissements lorsqu'ils auront recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail; mais qu'il appartiendra, dans ces cas, aux tribunaux d'apprécier si, à raison des présomptions de fraude à la loi résultant des circonstances de fait relatées au procès-verbal ou régulièrement établies, la réquisition d'ouverture de l'établissement a été légalement faite; et si le refus d'y obtempérer a constitué une infraction passible des pénalités édictées par l'article 29 susvisé de la loi;

Et attendu qu'il ne résulte pas du procès-verbal, et que, d'autre part, l'arrêt ne constate pas qu'il ait été établi que l'inspecteur qui s'est présenté à 9 heures du soir à l'établissement du Bon Pasteur et à qui l'on a refusé l'entrée de cet établissement eût recueilli des indices justifiant son intervention; que par suite, en relaxant la prévenue, la Cour de Nancy n'a commis aucune violation du texte visé au moyen,

Rejette le pourvoi.

(Bulletin de l'Inspection du travail, 1902, p. 236).

**Loi du 29 décembre 1900 sur les sièges des employées dans les magasins ;
étalages extérieurs.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 12 avril 1902.)

Les étalages extérieurs, à la surveillance desquels des employées ne sont pas employées d'une manière exclusive doivent être considérés comme de simples rayons ou comptoirs du magasin, et non comme des salles distinctes au sens de la loi du 29 décembre 1900, qui prescrit de munir chaque salle d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

La Cour,

Oùï, à l'audience publique d'hier, M. le conseiller Accarias, en son rapport, et M. l'avocat général Cottignies, en ses conclusions; après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Sur la compétence:

Attendu que l'arrêt du 31 octobre 1901 (1) s'est fondé, pour casser le jugement du tribunal de simple police de Lyon, en date du 14 août 1901, sur ce que le commerçant qui étale des marchandises sur la voie publique la transforme en une dépendance de son magasin ou de sa boutique, et sur ce que l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1900 entend par salle tout local où des marchandises sont manutentionnées ou offertes au public par un personnel féminin;

Attendu que le jugement attaqué, étant motivé sur des constatations nouvelles et qui résultent d'une enquête, ne contredit pas l'arrêt du 31 octobre 1901, et que, dès lors, la chambre criminelle est compétente pour statuer;

Au fond:

Attendu qu'il est constaté par le jugement que les deux femmes qui surveillaient les marchandises étalées par G... sur le trottoir étaient en communication constante avec l'intérieur du magasin dont les portes restaient toujours ouvertes et qu'elles pouvaient user des sièges placés dans ledit magasin, lesquels étaient en nombre largement suffisant pour les besoins du public et de toutes les vendeuses; que, d'autre part, il ne résulte pas du jugement que ces deux femmes fussent employées d'une manière spéciale et exclusive à la surveillance et à la manutention de l'étalage extérieur;

Attendu qu'en cet état des faits, le juge de simple police a pu considérer cet étalage comme un simple rayon ou comptoir du magasin, et, sans violer la loi du 29 décembre 1900, renvoyer le prévenu des fins de la poursuite;

Par ces motifs, et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme,

Rejette le pourvoi du commissaire de police exerçant les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police du canton de Villeurbanne,

(*Bulletin de l'Inspection du travail*, 1902, p. 232).

**Accidents du travail. — Marchand de peaux, chiffons, os et métaux.
Non assujettissement à la loi du 9 avril 1898.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 20 juin 1902.)

La loi du 9 avril 1898 ne vise que les entreprises industrielles et non celles où l'on ne fait subir à la matière première aucune transformation en vue de l'approprier au commerce.

(1) Voir *Bulletin* mars 1902, p. 177.

Attendu qu'il résulte de la décision attaquée, laquelle ne contredit pas le procès-verbal clos le 1^{er} octobre 1901; que M. . . se borne à acheter des chiffons, peaux, os et métaux, qu'il revend en gros, après avoir fait trier ou séparer, d'après leur nature, les divers objets; que cette opération de triage est effectuée dans un atelier où sont employées une douzaine de femmes; que M. . . ne fait subir à la matière première aucune transformation en vue de l'approprier à son commerce; qu'en outre, il ne fait usage dans ses «magasins ou ateliers» d'aucun moteur mécanique ni d'aucune matière explosible;

Attendu que la loi du 9 avril 1898, en parlant «d'usines, manufactures ou chantiers» ne vise que les entreprises industrielles et que, ni la nature des opérations effectuées, ni les conditions de l'exploitation ne permettent de considérer l'établissement du sieur M. . . comme «une usine, une manufacture ou un chantier», au sens de l'article 1^{er} susvisé;

Attendu, dès lors, qu'en décidant que la profession du sieur M. . . dans les conditions où il l'exerce, n'a pas le caractère industriel; et en relaxant le sieur M. . . des fins de la poursuite, comme non assujetti aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898, la décision attaquée, loin de violer l'article 1^{er} de ladite loi, en a fait, au contraire une juste application;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi.

(Bulletin de l'Inspection du travail, 1902, p. 234.)

Accidents du travail. — Entreprise d'affichage. — Non assujettissement à la loi du 9 avril 1898.

COUR D'APPEL DE PARIS (7^e CHAMBRE).

(Arrêt du 6 juin 1902.)

La rédaction de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne permet pas de trouver dans l'existence de risques inhérents à une profession la raison unique et déterminante de son assujettissement.

Malgré les risques professionnels certains qu'elle entraîne, l'entreprise d'affichage, où l'on ne manufacture ni ne transforme quoi que ce soit, ne saurait être considérée comme rentrant dans l'industrie du bâtiment, avec laquelle aucune assimilation n'est possible, et n'est d'ailleurs comprise dans aucune des autres exploitations énumérées par l'article 1^{er} de ladite loi.

En vain objecterait-on que «l'entrepreneur de la pose et de la conservation des affiches» est compris dans l'énumération des professions passibles de la taxe additionnelle à la contribution des patentes en vertu de l'article 25 de la loi. Cette réglementation sujette, au point de vue fiscal, au recours contentieux devant les tribunaux administratifs compétents, laisse entier le pouvoir d'appréciation des tribunaux de l'ordre judiciaire pour l'application de la loi à chacune des entreprises particulières faisant l'objet d'un litige⁽¹⁾.

Au surplus, l'assujettissement engageant la garantie de l'État au cas d'insolvabilité des débiteurs de rentes, est déterminé par les termes de la loi, sans pouvoir être modifié par la convention des parties et spécialement par le fait, de la part du chef d'entreprise, de souscrire une police d'assurance contre les accidents du travail.

(1) Sur le caractère non obligatoire des énumérations émanant de l'Administration, voir également arrêt de la Cour d'appel de Paris, 28 novembre 1901 (Bulletin d'août 1902, p. 533). Sur le recours contre l'assujettissement à la taxe additionnelle, voir les arrêts du Conseil d'État des 2 et 28 février 1902 (Bulletin de juin 1902, p. 400).

LA COUR,

Considérant que Depresle est le gérant de la Compagnie générale d'affichage et d'annonces, entreprise de publicité dont l'exploitation consiste uniquement à faire placarder les affiches qui sont remises par la clientèle, soit imprimées sur papier, soit peintes sur toile; que cette exploitation ne comporte aucune opération de fabrication ou de transformation industrielle; que pour le transport du matériel nécessaire à l'affichage, Depresle a traité avec un entrepreneur qui fournit chaque jour, moyennant un prix fixé à forfait, une voiture aménagée pour les nécessités de ce service, un cheval et un cocher;

Considérant que cette entreprise entraîne des risques professionnels certains toutes les fois que les ouvriers sont obligés de se servir de hautes échelles pour apposer les affiches sur des murs élevés; que l'accident mortel survenu à Martinand, le 28 décembre 1900, en est la démonstration manifeste; que, cependant, elle ne saurait être assujettie aux dispositions de la loi de 1898;

Que les premiers juges ont, en effet, reconnu à juste titre que l'entreprise d'affichage ne pouvait être considérée comme rentrant dans l'industrie du bâtiment et qu'elle n'est d'ailleurs comprise dans aucune des autres exploitations énumérées par l'article 1^{er} de ladite loi; que la rédaction de ce texte ne permet pas de trouver dans l'existence de risques inhérents à une profession la raison unique et déterminante de son assujettissement;

Considérant que le tableau, dressé par l'Administration des finances et inséré au *Journal officiel* du 13 juin 1901, des professions passibles du recouvrement de la taxe additionnelle à la contribution des patentes, en vertu de l'article 25 de la loi, comprend, il est vrai, « l'entrepreneur de la pose et de la conservation des affiches »; mais que cette réglementation, sujette au point de vue fiscal au recours contentieux de l'intéressé devant les juridictions administratives compétentes, laisse entier le pouvoir d'appréciation des tribunaux de l'ordre judiciaire pour l'application de la loi à chacune des entreprises particulières faisant l'objet d'un litige soumis à leur juridiction;

Considérant, il est vrai encore, que, dès la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, le chef de cette entreprise, qui n'était antérieurement couvert par aucune assurance, désireux de faire bénéficier ses ouvriers et employés des dispositions de la législation relative au risque professionnel, a souscrit à la Compagnie « l'Urbaine et la Seine » une police d'assurance contre les accidents du travail, mais que l'assujettissement, engageant la garantie de l'État au cas d'insolvabilité des débiteurs des rentes allouées aux ouvriers blessés ou à leurs représentants, est déterminé par les termes de la loi, sans pouvoir être modifié par la convention des parties, et que, d'ailleurs, la Compagnie qui plaide sous le nom de Depresle, pour ne pas être exposée à la répétition des primes perçues sans risques correspondants au cas où serait reconnu le non assujettissement dont elle se prévaut dans l'instance actuelle, a pris soin de libeller une police mixte garantissant, par une clause insérée *in fine*, en outre du risque professionnel, la responsabilité civile de l'assuré dans les termes de l'article 1382 du Code civil;

Adoptant, au surplus, les motifs non contraires des premiers juges

Par ces motifs,

DÉCLARE l'appelant mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute; confirme, en conséquence, le jugement dont est appel; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet; et condamne Martinand à l'amende et aux dépens, etc.

(*Gazette des Tribunaux*, 6 novembre 1902.)

**Accidents du travail. — Non-rétroactivité de la loi du 22 mars 1902
en ce qui concerne la prescription.**

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4^e CHAMBRE).

(Jugement du 2 juillet 1902.)

1^o La prescription de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 est acquise contre l'ouvrier qui, victime d'un accident du travail avant la promulgation de la loi du 22 mars 1902, a attendu plus d'un an après son accident pour introduire sa demande en paiement de la rente viagère.

2^o La demande en paiement de l'indemnité de demi-salaire pour cause d'incapacité temporaire n'est pas interruptive de prescription de la demande en paiement de rente viagère pour cause d'incapacité permanente.

LE TRIBUNAL,

Jugeant en matière sommaire et en premier ressort :

Attendu que par exploit du 1^{er} avril 1902, Leynard a formé contre la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest une demande en paiement de 910 francs de rente annuelle et viagère pour réparation du préjudice qu'il a subi par suite d'un choc à la jambe gauche;

Attendu qu'à l'origine, et notamment au moment du jugement justice de paix qui allouait à l'ouvrier une indemnité temporaire, il était impossible de déterminer, comme en cas de mutilation que l'accident dont l'ouvrier avait été victime entraînerait une infirmité permanente;

Qu'ainsi, l'allocation de ladite indemnité ne saurait être considérée comme un acte interruptif de la prescription;

Qu'aussi bien, la Compagnie défenderesse n'avait nullement reconnu le principe de la dette;

Attendu que les dispositions nouvelles de la loi du 22 mars 1902, quelle que soit leur portée même interprétative, ne sauraient rétroagir comme les lois de procédure;

Attendu que l'action de l'ouvrier est prescrite;

Qu'en effet, l'accident ayant eu lieu le 16 janvier 1901, l'assignation devait être donnée au plus tard le 16 janvier 1902, alors qu'elle est du 1^{er} avril suivant;

Que, dans ces conditions, il y a lieu de débouter Leynard de sa demande;

Par ces motifs...

(*L'assurance moderne*, 15-31 octobre 1902, p. 196.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1902 (1). — La situation générale marque une amélioration assez sensible, par rapport au mois d'octobre de l'année dernière.

Placement en octobre 1902. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 86 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'octobre 1901, une diminution du chômage dans 60 villes, une augmentation dans 26.

Les placements effectués dans ces 86 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Octobre 1901.	30,895	16,322	47,217	73,867	18,665	92,532	239.1	114.3	195.8
Octobre 1902.	34,619	17,771	52,390	72,800	18,511	91,311	213.2	104.2	174.3

Grèves en octobre 1902. — 29 grèves nouvelles contre 27 en septembre 1902 et 28 en octobre 1901. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et la construction des *machines* (3); dans les *textiles* (5), et dans le travail du *bois* (4).

Ordonnance du 22 octobre 1902 sur l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation de poils et de soie, ainsi que des fabriques de brosses et de pinceaux. — En vertu du paragraphe 120, *Gewerbeordnung*, le Conseil fédéral a renouvelé, en les modifiant légèrement les dispositions qu'il avait prises le 28 janvier 1899 sur la matière (2). Le nouveau règlement, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1903, offre les remaniements ci-après :

ART. 1 et 2. — Sont visés désormais, en outre des crins de cheval ou de bœuf, les *poils de chèvre*.

ART. 6. — La défense d'employer les jeunes ouvriers à certains travaux était édictée jusqu'au 1^{er} avril 1909. — Elle est maintenue, mais sans aucune date, en limitant la durée.

ART. 9. — Les additions introduites sont en italiques dans le texte ci-dessous : « Les stocks de matières non désinfectées, soumises à la désinfection ou qui en sont dispensées suivant l'article 4, alinéa 1, 1^{er}, seront conservés dans des locaux spéciaux fermés constamment à clef, et ne pourront être introduits dans ces locaux ni en être

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) Voir au Bulletin de 1899, p. 255, l'analyse de cette première ordonnance et la traduction *in extenso* dans le Bulletin de l'Inspection du travail, ann. 1901, p. 325.

retirés que par ceux des passages et escaliers dont les ouvriers occupés à travailler les matières désinfectées, ou de provenance indigène, n'ont point l'usage. On ne devra pas transporter par ces passages et escaliers des matières désinfectées ou de provenance indigène.

Les opérations qui doivent absolument précéder la désinfection (art. 5), la désinfection elle-même ainsi que la mise en œuvre des matières non désinfectées conformément à l'article 4, alinéa 1, 1°, ne doivent pas être pratiquées dans des locaux où des matières désinfectées ou de provenance indigène sont conservées ou travaillées.

Les locaux, dans lesquels des matières soumises à la désinfection ou non désinfectées conformément à l'article 4, alinéa 1, 1°, sont conservées ou travaillées, les places qui se trouvent devant leurs entrées ainsi que les passages et escaliers par lesquels les matières de cette catégorie sont transportées, seront tenus dans un état constant de propreté. »

Les additions ci-dessus rendent superflu l'ancien article 14, en sorte que toute l'ordonnance, dans sa rédaction nouvelle, ne comporte plus que dix-huit articles au lieu de dix-neuf.

ART. 18. — On y lit la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance qui est déclarée expressément remplacer l'ancienne, puis cette addition :

« Quant aux prescriptions de l'article 9, l'autorité administrative subalterne peut permettre qu'il y soit dérogé pour certaines exploitations, sur la demande du patron, mais au plus tard jusqu'au 1^{er} octobre 1903. »

Création d'un Bulletin de la Statistique ouvrière (1). — Le « Conseil de la Statistique ouvrière » (*Beirat für Arbeiterstatistik*), constitué récemment avec la plupart des éléments de l'ancienne « Commission impériale de la Statistique ouvrière » (*Reichskommission für Arbeiterstatistik*), s'est réuni pour la première fois à Berlin, le 22 octobre dernier. Entre autres décisions, il a arrêté la publication d'un *Bulletin mensuel*, à dater du 1^{er} avril 1903, qui sera vendu dans le commerce au prix de 10 pfennings le numéro. Y trouveront place les matières générales se rangeant sous les rubriques ci-après :

I. MARCHÉ DU TRAVAIL : diverses statistiques y relatives; situation à l'étranger. — II. PLACEMENT ET CHÔMAGE en Allemagne et au dehors. — III. CONDITIONS DU TRAVAIL ET PROTECTION OUVRIÈRE en Allemagne et dans les principaux pays. — IV. HYGIÈNE DU TRAVAIL, surtout en ce qui concerne les maladies professionnelles et les questions pendantes qui s'y rattachent. — V. ASSURANCE OUVRIÈRE ET CAISSES D'ÉPARGNE. — VI. ORGANISATIONS PATRONALES ET OUVRIÈRES. — VII. CONFLITS DU TRAVAIL en Allemagne et chez les autres nations (grèves et locks-outs). — VIII. ÉCONOMIE OUVRIÈRE : Habitations ouvrières; prix au détail des principaux articles d'alimentation. — IX. COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET SYNDICATS PROFESSIONNELS en Allemagne et à l'étranger. — X. ÉDUCATION POPULAIRE : Écoles de perfectionnement; cours techniques; bibliothèques; salles de lectures, etc. — XI. DIVERS : Émigration; commerce extérieur de l'Allemagne. — XII. LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE SOCIALES.

En dehors d'un service permanent de rédaction, formé d'un certain nombre de fonctionnaires, il sera fait appel, à l'occasion et dans une large mesure, au concours des diverses associations professionnelles, et de tous ceux qui sont à même de documenter utilement l'organe en question. D'ores et déjà, la *Commission générale des Syndicats allemands*, a été pressentie en vue d'une active collaboration.

(1) D'après le « *Correspondenzblatt* », 3 novembre 1902

AUTRICHE.

Placement en septembre 1902 (1). — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 898 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
202	85	148	50	117	68	74	52	64	37	61	43

Grèves en septembre 1902. — 14 nouvelles grèves, avec 1,285 grévistes; aucun lock-out. C'est dans les pays du littoral et pour les mines et le travail du bois et du caoutchouc qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 1 succès, 5 transactions, 3 échecs (2). Causes : insuffisance de salaires, 6 cas; motifs divers, 8 cas.

L'inspection du travail en 1901 (3). — I. — GÉNÉRALITÉS. — En vertu de la loi de finances du 23 juin 1901, le personnel de l'inspection du travail en Autriche est composé ainsi qu'il suit : 1 inspecteur central, 6 inspecteurs principaux, 13 inspecteurs de 1^{re} classe, 15 de 2^e classe et 25 commissaires. Au point de vue de l'Inspection du travail, l'Autriche est divisée, depuis le 1^{er} août 1901, en 24 sections territoriales; à la tête de chacune d'elles se trouve soit un inspecteur principal, soit un inspecteur de 1^{re} ou de 2^e classe, assisté d'un ou de deux commissaires. Un inspecteur et un commissaire sont en outre chargés du contrôle de la navigation dans les eaux intérieures de tout le pays. Deux inspecteurs et un commissaire assistent l'inspecteur central. Enfin, la surveillance des exploitations publiques de Vienne est confiée à un inspecteur principal de l'inspection générale des chemins de fer autrichiens.

Les inspecteurs ont procédé en 1901 à 18,455 (16,435) (4) visites, dont 133 (115) la nuit et 250 (220) le dimanche, dans 17,140 (15,335) établissements comprenant un personnel total de 713,593 (702,855) ouvriers. Malgré l'augmentation assez sensible, sur l'année précédente, des visites effectuées en 1901, elles n'ont pu porter que sur les 13 p. 100 des établissements existants, assujettis à l'assurance-accidents et sur les 55.2 p. 100 des maisons existantes, exploitées sur le pied de fabriques.

En vertu des dispositions de la loi industrielle, des procès-verbaux ont été dressés dans 711 (791) cas, contre 730 (864) patrons, au sujet de 1,563 (1,436) contraventions.

Dans 2,884 (3,078) circonstances, les chefs d'industrie ou leurs représentants ont consulté le personnel de l'inspection du travail sur des questions délicates. D'autre part, les ouvriers se sont adressés dans 5,408 (6,295) cas à ce service, soit pour déposer des plaintes, soit pour demander des conseils ou des avis. Enfin,

(1) D'après la *Soziale Rundschau*.

(2) Résultat inconnu dans 5 cas.

(3) *Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectoren über ihre Amtsthätigkeit im Jahre 1901.*

(4) Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1900.

à la suite de leurs constatations au cours des visites effectuées, les inspecteurs ont mis 4.094 (4.399) fois, les patrons en demeure de faire disparaître certains états de choses défectueux.

Le nombre total des ouvriers occupés dans les 17,140 établissements industriels inspectés en 1901 s'est élevé à 713,593, contre 702,885 en 1900. Cet effectif se décompose selon le sexe comme suit :

499,263 hommes, soit les 70 p. 100 (les 70.6 p. 100 en 1900);

214,330 femmes, soit les 30 p. 100 (les 29.4 p. 100 en 1900).

D'autre part, les 93,7 (en 1900, les 94) p. 100 étaient des adultes, c'est-à-dire des personnes de plus de 16 ans; et les 6.3 p. 100 avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 512 garçons et 158 fillettes au-dessous de 14 ans, formant ainsi une proportion d'environ 0.01 p. 100.

II. — CONDITIONS DU TRAVAIL. — *Travail des enfants.* — Il a été, en général, tenu compte de l'interdiction légale frappant l'emploi d'enfants au-dessous de 12 ou 14 ans, selon les cas, à des besognes industrielles régulières. Seules, les tuileries et briqueteries contreviennent encore fréquemment sur ce point à la loi, un peu partout et en particulier dans les circonscriptions voisines des Alpes, où les petits Italiens sont trop souvent exploités.

A Vienne, dans la petite industrie, de jeunes apprentis ont été çà et là occupés à des tâches pénibles et longues. Mais, en somme, des infractions à la défense du travail de nuit des jeunes ouvriers ont été rarement commises, abstraction faite des boulangeries et des maisons de salaisons. Il est, d'ailleurs, à remarquer que certains chefs d'industrie vont jusqu'à s'interdire eux-mêmes, dans les règlements intérieurs de travail, pour des motifs divers, l'emploi de cette main-d'œuvre.

Travail des femmes. — Quelques inspecteurs ont trouvé en divers endroits, notamment aux environs de Prague, des femmes employées à des besognes trop rudes pour leur sexe. Un fait plus général, c'est l'organisation illicite du travail de nuit, assez malaisé à supprimer, attendu que, sur ce point, les ouvrières soutiennent les patrons contre tous les efforts de l'Inspection.

Travail des ouvriers adultes. — Une constatation importante est à retenir de l'ensemble des rapports : l'emploi fréquent, de longues heures durant, d'une seule et même équipe au travail de nuit. Cette pratique paraît à bon droit un surmenage funeste pour la majorité des travailleurs, et peut être très bien supprimée jusque dans les industries où elle semble indispensable, dans les boulangeries, par exemple. L'inspecteur de Leoben fait savoir en effet que les maisons se font de plus en plus nombreuses, qui cuisent exclusivement dans la journée, d'où le nom : *boulangers de jour*, donné à leurs ouvriers. Il serait fort désirable que cette réforme se généralisât, dans l'intérêt des travailleurs et aussi de l'hygiène publique.

Durée du travail. — On a noté une tendance générale à réduire le temps de travail. La Galicie et le Tyrol méridional maintiennent encore la journée de onze heures, et celle de douze heures est toujours courante dans les grandes usines métallurgiques de Leoben. Mais dans cette dernière région même, l'inspecteur signale l'introduction sur une vaste échelle de la journée de huit heures. Pareille constatation pour Komotau, où il faut noter une autre innovation, très heureuse : le travail par équipes alternant entre-elles. Tel est le cas dans une maison d'émaillage, dont les ouvriers sont répartis en équipes travaillant tour à tour pendant huit heures, au nombre de deux ou trois, selon que l'exploitation se poursuit ou non la nuit, et aussi dans une imprimerie de Brünn, pour le personnel des machines à composer.

D'un autre côté, un assez grand nombre d'industriels ne se sont pas fait faute d'obliger leur personnel à fournir des heures supplémentaires, soit clandestinement, soit avec la permission des autorités. Mais les abus les plus criants ont été notés dans les exploitations n'ayant pas le caractère bien défini de fabriques : à Vienne, les cochers des entreprises de transport commencent à 4 heures du matin pour finir tard dans la soirée; dans la circonscription de Graz, les scieries travaillent communément, par un bon étiage, trente-six heures durant; à Tarnów, la durée du travail pour les chapeliers a été souvent de vingt heures, et les femmes ne sont pas toujours à l'abri de ce surmenage : l'inspecteur de Brünn cite le cas de cinq jeunes filles obligées de fournir, en un moment de presse, dans une laiterie, trente-cinq heures de travail sans interruption. Mais c'est encore le personnel de service près des chaudières et des machines, dans les diverses industries, qui apparaît à cet égard le plus sacrifié. Pour cette catégorie d'ouvriers, en effet, les journées de quatorze heures et demie, quinze heures et demie, seize heures, seize heures et demie, dix-sept heures et dix-neuf heures ne sont point rares. L'Inspecteur de Trieste va jusqu'à déclarer que dans plusieurs stations centrales d'électricité, les mécaniciens sont relevés toutes les vingt-quatre heures.

Quant aux *repos*, on constate que la tendance, déjà signalée jadis, à les prolonger au-delà du minimum légal de une heure, s'est accentuée en 1901, dans les circonscriptions de la Basse-Autriche, de Linz, Graz et Innsbruck. Mais on signale aussi les tentatives de maint industriel en vue de n'accorder les repos qu'à tour de rôle au personnel, pour éviter l'arrêt total, même momentané, de l'exploitation.

Le *repos du dimanche* a été généralement observé. Au moins les conventions dressées de ce chef sont-elles isolées, sauf toutefois dans les moulins à vapeur de la Galicie, où toutes les démarches des inspecteurs, objurgations et poursuites, n'ont pu avoir raison jusqu'ici des infractions vraiment systématiques à la loi.

Plusieurs inspecteurs font ressortir combien est difficile, dans le bâtiment, le contrôle des *livrets d'ouvriers* déposés le plus souvent à la Direction des travaux, à une grande distance des chantiers, et qui, d'ailleurs, sont conservés sans soins, d'où des pertes nombreuses. Mais le fait le plus grave, certes, qui ait été relevé avec une fréquence surprenante, c'est l'inexactitude des déclarations portées sur les livrets des jeunes ouvriers, relativement à leur âge. C'est ainsi qu'à Brünn et Troppan, entre autres endroits, des enfants de 11 à 14 ans, avaient réussi par de véritables faux, à se faire admettre dans des fabriques. D'ailleurs, les livrets de travail ont été délivrés parfois avec une déplorable facilité, puisqu'on en a trouvé, dans la circonscription de Trente, entre les mains de fillettes de 9 et 10 ans.

Nature et installation des ateliers. — Tous les fonctionnaires de l'Inspection sont d'accord pour reconnaître que des progrès sérieux ont été en général réalisés dans la construction des établissements industriels, et quelques-uns sont cités comme modèles à tous égards. Les déficiences constatées sont dues la plupart à la mauvaise habitude qu'ont certains patrons de modifier, de leur propre autorité, les plans qui leur sont retournés avec l'approbation de l'inspecteur compétent. Parfois aussi, le chef d'industrie ne peut se résoudre aux agrandissements matériels que comportent raisonnablement les progrès ultérieurs de son exploitation; tous les greniers et les sous-sols, malgré leur exigüité ou leur manque d'air et de lumière, sont transformés tant bien que mal en ateliers où les machines se pressent les unes à côté des autres, ne laissant que bien peu de place à la circulation. Et c'est ainsi que des fabriques, jadis avantageusement connues pour leur bonne installation, en arrivent à être organisées d'une manière déplorable, au point de vue et de la protection du travail et de l'hygiène.

Naturellement, ces conditions, si fâcheuses déjà dans les grandes exploitations,

affectent un caractère plus grave encore dans la petite industrie qui, elle, n'a besoin d'aucune autorisation administrative pour s'exercer.

Quant aux remarques de détails auxquelles se livrent les divers rapports, elles concernent les installations ci-après :

Comme tous les ans, les *escaliers* défectueux ou les *issues* insuffisantes sont critiqués, surtout dans les minoteries, les brasseries et les raffineries, où d'ailleurs les dégagements de tout ordre laissent fort à désirer sous le rapport de la sécurité en cas d'incendie.

Les *cabinets d'aisances* sont un peu partout très rudimentaires ou mal entretenus, et mêmes les établissements de construction récente les négligent beaucoup, notamment dans le Tyrol méridional et la Bukovine.

L'*évacuation des poussières* et la *ventilation générale* sont assurées le plus souvent dans de bonnes conditions, par des dispositifs appropriés, sauf dans les vieux ateliers de l'industrie textile. De même, les hottes et autres aspirateurs pour l'absorption des gaz et des vapeurs nuisibles, se trouvent maintenant installés de façon satisfaisante, en particulier dans les teintureries, les blanchisseries et les ateliers pour apprêts.

A signaler, en ce qui concerne l'*éclairage*, l'emploi chaque jour plus grand de l'acétylène et de l'électricité. D'ordinaire, les installations sont établies, dans le cas du gaz acétylène, sans l'assentiment préalable des autorités; aussi les appareils nécessaires à sa production sont-ils très souvent placés dans des endroits peu ou point appropriés, voire même dangereux. Quant à l'électricité, elle est fournie de plus en plus par l'établissement lui-même, au moyen d'électro-moteurs; et c'est là certes une bonne chose au point de vue financier. Mais, par ailleurs, ces nouvelles installations indépendantes peuvent être la source de dangers jusqu'alors inconnus et que peuvent seuls conjurer une canalisation soignée, posée dans toutes les règles, et un entretien constant ainsi qu'une surveillance toute spéciale des différents conducteurs du courant.

Les *chaudières à vapeur* ont aussi provoqué mainte critique de la part des inspecteurs, qui les ont trouvées installées en trop grand nombre encore dans des salles servant de passage à tous les ouvriers pour pénétrer dans les autres parties de l'exploitation ou faisant office concurremment de véritables ateliers ou au moins de séchoirs. Ces appareils sont trop souvent aussi placés dans des endroits dangereux, au mépris de la prudence la plus élémentaire : telle cette chaudière que l'inspecteur de Komotan, au cours de sa visite dans une maison pour le soufrage du houblon, a trouvée établie en sous-sol, au-dessous d'un important magasin de houblon. En outre, le personnel auquel incombe le service des chaudières à vapeur, est recruté trop souvent parmi des gens sans connaissances spéciales dûment contrôlées, contrairement aux règlements en vigueur. De même sont souvent méconnues, enfin, les dispositions de la loi du 7 juillet 1871, sur la mise à l'épreuve et la visite périodique des chaudières. Pour toutes ces raisons, en dehors de quelques catastrophes d'un caractère fatal, on a eu à déplorer çà et là des accidents assez graves.

Les *appareils à vapeur* de tout ordre ont présenté des inconvénients analogues, mais à un plus haut degré, attendu qu'il n'existe point encore de réglementation en l'espèce. Les accidents se sont produits en grand nombre, et l'Inspection en prend texte à bon droit pour réclamer sur le terrain légal l'assimilation des appareils à vapeur aux chaudières, en ce qui touche la mise à l'épreuve, le recrutement du personnel de service et les visites.

III. — MALADIES PROFESSIONNELLES. — Les divers rapports relatent au premier rang, comme la plus fréquente et la plus étendue, l'*intoxication saturnine*, qui sévit dans les ateliers de taillage de limes, les fabriques de poteries, les imprimeries et les

fonderies de caractères, les fabriques d'accumulateurs et dans les multiples établissements où les ouvriers sont occupés à préparer l'oxyde de plomb et à confectionner de nombreux objets en plomb. En dehors des mesures prophylactiques d'ordre général, les inspecteurs ont enjoint toutes les installations préventives spéciales qu'ont pu leur suggérer les accidents typiques énumérés ci-après :

A Vienne, plusieurs ouvrières employées à nettoyer des capsules pour bouteilles, ont été non seulement atteintes de coliques de plomb, mais mêmes frappées de « paralysie saturnine ». Dans un atelier de construction de machines, un ouvrier, dont la tâche consistait à couler de temps en temps de petites quantités de plomb, est mort dans des conditions qui ont permis de conclure à l'intoxication saturnine. Il a été ordonné, pour l'avenir, de tenir constamment clos le couvercle du creuset de fusion pendant la durée de l'opération et de se servir, lors de la coulée proprement dite, d'une éponge à bouche; l'inspecteur de Vienne a exigé dans des imprimeries où le personnel avait été éprouvé dans des circonstances analogues, près des machines à composer, l'entourage des récipients à plomb de ces machines, de telle sorte que les vapeurs plombiques en dégagement et les gaz de combustion fussent évacués hors de l'atelier.

A Innsbruck, un ouvrier peintre a ressenti des coliques de plomb après avoir enduit un certain nombre de cabines de bains avec du blanc de céruse; un peintre sur verre a éprouvé les mêmes accidents par deux fois en l'espace de dix-huit mois, chaque accès étant d'ailleurs d'assez longue durée.

Dans le ressort de Prague, de nombreux cas d'empoisonnement par le plomb se sont produits dans des fabriques de couleurs minérales, où des colorants toxiques comme l'aniline, le jaune de chrome, le minium, la fuschsine, etc., étaient moulus et criblés à sec.

Des maisons de broderie de la région viennoise ont présenté également des cas d'intoxication saturnine, dus à l'emploi d'un mélange de colophane et de céruse pour fixer sur les étoffes les modèles à calquer; la céruse a été remplacée soit par le blanc de zinc moins toxique, soit par d'autres succédanés encore plus inoffensifs, tels que le lithopone.

Aucun cas d'*hydrargyrisme* nettement défini n'a été constaté dans toute l'Autriche; seul, l'inspecteur de Troppau signale de légères manifestations morbides dans une fabrique de produits chimiques et de préparations pharmaceutiques, en raison d'un développement intense de la poussière dans les ateliers de pulvérisation, et surtout du mode de fabrication des pastilles de sublimé. 10 cas de nécrose phosphorée, la plupart très graves, ont été constatés; nombre effroyablement élevé si l'on songe à la sévérité des mesures préventives prescrites par l'ordonnance ministérielle du 17 janvier 1885. Un inspecteur rapporte avoir constaté souvent que les ouvriers admis dans les fabriques d'allumettes n'étaient pas soumis à une visite médicale, que les ouvriers employés au cuisage en masse, au trempage et au séchage ne changeaient pas d'occupations après le laps de temps voulu, que les surtout prescrites pour ces opérations n'étaient pas utilisés, ni les ateliers blanchis une fois par an.

Par contre, dans les établissements convenablement organisés sous tous les rapports, à Brünn, par exemple, aucune nécrose n'a été signalée depuis des années, ainsi qu'à Troppau où, d'ailleurs, l'emploi de dispositifs techniques appropriés, notamment de bouilleurs fermés et de trempouses actionnées par un moteur diminuent pour une bonne part les dangers inhérents à la fabrication.

Il a été relevé au total 15 cas de *septicémie charbonneuse*, dont 6 mortels. Sans doute, cette maladie infectieuse tient essentiellement à la nature des articles manipulés dans les mégisseries, aux peaux d'animaux, la plupart d'origine étrangère et

importées sans traitement aseptique préalable; mais aussi de mauvaises conditions matérielles contribuent fortement à la propager. Un inspecteur a constaté que les établissements où les ouvriers sont plus facilement exposés à l'infection, étaient ceux où le tri et le nettoyage des plumes, des soies et des crins, s'effectuaient dans des sous-sols humides, mal éclairés, insuffisamment nettoyés et sans ventilation possible.

La « fièvre de la fonte » est une maladie professionnelle encore peu connue, qui ne se rencontre, d'ailleurs à un degré bénin, que chez les ouvriers de plusieurs dinanderies de Tetschen, tandis qu'elle est inconnue dans des établissements plus anciens et plus mal ventilés. L'inspecteur pense que cette affection serait peut-être imputable aux véritables nuages de vapeurs d'oxyde de zinc qui se dégagent durant les alliages pratiqués non pas à l'intérieur mais en dehors du four de fusion.

Deux cas seulement d'*actinomykose* se sont produits; mais l'un au moins est particulièrement curieux. Il s'agit d'un comptable d'une malterie, contaminé par le champignon infectieux en broyant entre ses dents un grain d'orge pour déterminer sa teneur en farine. Là encore, l'infection est donc extrêmement facile; aussi non seulement les ouvriers occupés à manipuler l'orge sous toutes ses formes, mais aussi les personnes en contact d'une façon plus ou moins directe avec ce véhicule de l'*actinomykose* qui peut se contracter par simple inspiration du champignon pathogène et surtout à l'occasion de la moindre coupure, ne sauraient prendre trop de précautions.

Les maladies professionnelles affectant la forme d'*eczémas* se sont déclarées sur beaucoup de points: dans le Tyrol, surtout chez les travailleurs de la pierre et chez les maçons, de préférence aux mains; dans la région du Vorarlberg, chez des ouvriers de teintureries, d'imprimeries, de filatures et de fabriques de broderies et chez certains ouvriers d'une fabrique de ciment et d'une fabrique de cellulose; dans la circonscription de Tetschen, chez les ouvriers d'une maison de produits chimiques; à Komotau, enfin, chez des jeunes filles employées par une manufacture de chapeaux de laine. Dans tous les cas ci-dessus, les eczémas, qui sont d'ailleurs apparus sous les formes variées d'abcès, de suppurations de la peau et de panaris, ont été attribués à l'infection de blessures négligées et aussi à l'influence irritante de la poussière, contre laquelle le personnel ouvrier ne se met pas assez en garde par des lavages fréquents. Dans la manufacture précitée de Komotau, il a été arrêté, d'accord avec la direction, les mesures ci-après, dont l'observation s'impose pour toutes les fabriques tributaires de la maladie professionnelle en question: 1° se laver les mains très souvent dans la journée ainsi qu'à la fin du travail avec un savon à base alcaline et bien les sécher; 2° les frotter ensuite, après chaque lavage, avec de la vaseline; 3° mettre à d'autres travaux les ouvriers présentant des traces d'abcès dans leurs occupations actuelles.

L'inspecteur de Vienne s'est aperçu avec satisfaction que dans maint établissement on s'occupe chaque jour davantage de combattre le *tuberculose*, cette terrible maladie, en particulier par l'installation des crachoirs dénommés «hygiéniques» (remplis d'eau) et par l'apposition de l'affiche: «Attention à la tuberculose!» que préconisent les caisses de maladie de la Basse-Autriche.

L'abus de l'*alcool* a pu être considéré comme un mal inhérent à la profession dans les brasseries de tout le territoire, où il est d'usage de donner à chaque ouvrier de 2 à 6 litres de bière par jour, ou même, dans les petites brasseries de campagne, autant de bière qu'il peut en supporter. Les organisations ouvrières, conscientes de cette véritable plaie, ont demandé et obtenu dans deux établissements de Graz que cette gratification en nature soit remplacée, sur le désir du personnel, en totalité ou en partie, par la somme d'argent correspondante. Le salaire mensuel s'est trouvé ainsi augmenté d'une quantité souvent appréciable, de 24 couronnes dans quelques cas.

IV. — ASSURANCES CONTRE LA MALADIE ET LES ACCIDENTS. — L'assurance-maladie a été pratiquée presque partout où elle devait l'être aux termes de la loi du 30 mars 1888, et sans provoquer, en général, de critiques graves. Les établissements se font maintenant rares où le personnel n'est point assuré ou ne l'est qu'en partie.

L'assurance-accidents fonctionne également d'une façon satisfaisante, sauf de rares exceptions. Là aussi, l'Inspection a rencontré des maisons dont le personnel n'était point inscrit près de l'établissement d'assurances du ressort, bien qu'assujetties à la loi organique du 28 décembre 1888; mais leur nombre (96) est presque infime eu égard à celui des établissements en règle avec ladite loi (99,533). Quant aux abus de détail, les inspecteurs de Graz et Klagenfurt signalent l'absence fréquente de l'affiche prescrite par l'arrêté ministériel du 4 mai 1890; celui de Troppau, un prélèvement sur les salaires, pour la cotisation d'assurance, égal à quatorze fois la quotité légale; et celui de Lemberg, quelques cas où le montant total de la prime, au lieu du dixième selon la loi sur l'assurance-accidents, était retenu aux travailleurs.

Les accidents, dont a eu connaissance le service de l'Inspection, se sont élevés au nombre de 57,417, dont 513 mortels, soit les 0.89 p. 100, contre 57,214 accidents avec 473 décès en 1900, et 57,798 accidents avec 544 morts en 1899. Le contingent fourni par les principaux groupes professionnels ressort du tableau ci-dessous :

INDUSTRIES.	ACCIDENTS.			DÉCÈS.		
	Nombre		Proportion p. 100 en 1901 par rapport au total général des accidents.	Nombre		Proportion p. 100 en 1901 par rapport au nombre des accidents dans chaque industrie.
	en 1900.	en 1901.		en 1900.	en 1901.	
Métallurgie.....	11,706	11,749	20.5	21	36	0.3
Bâtiment.....	10,805	10,991	19.1	144	133	1.2
Machines, appareils, instruments et moyens de transport.....	10,763	9,941	17.3	19	27	0.3
Alimentation.....	4,923	5,437	9.5	68	66	1.2
Industrie des pierres et terres, de l'argile et du verre.....	3,925	4,173	7.3	82	101	2.4
Textiles.....	3,177	3,253	5.7	27	27	0.8
Travail du bois.....	3,072	3,070	5.4	30	43	1.4
Industrie chimique.....	2,183	1,912	3.3	#	12	0.6
Transports.....	2,007	1,840	3.2	26	28	1.5
Industrie du papier.....	1,317	1,289	2.2	14	20	1.6
Industrie des hauts-fourneaux.....	1,014	1,090	1.9	#	4	0.4

Quant aux causes, elles sont sensiblement les mêmes que les autres années, à savoir : absence ou insuffisance des mesures de protection, instructions défectueuses données aux ouvriers et défaut de surveillance, incurie, mépris des règlements sur le mode de travail, étourderie, etc. Mais en outre, certains accidents d'un genre nouveau ont été rapportés à la nature même de diverses exploitations récemment créées, qu'il y aura lieu d'étudier d'une manière approfondie pour instituer là aussi une prévention efficace. D'ailleurs, la législation spéciale fournit dès maintenant à l'Inspection l'occasion de se livrer à cette étude. La loi du 28 décembre 1887 prescrit en effet des enquêtes au sujet de tous les accidents de quelque gravité. A vrai

dire, elles doivent être instruites par l'autorité politique ; mais les Inspecteurs sont presque toujours invités à les suivre. Il est fâcheux seulement que ces enquêtes soient commencées souvent longtemps après l'événement, et non sur le lieu de la catastrophe, mais à l'hôpital ou dans les bureaux, ce qui, la plupart du temps, les rend très peu instructives. Aussi les Inspecteurs s'en désintéressent-ils dans une large mesure. En 1901, ils n'ont répondu que dans 583 cas aux 7,877 convocations qui leur étaient parvenues.

Apprentissage. — De l'avis de presque tous les Inspecteurs, l'enseignement professionnel pratique est actuellement mal organisé. Les apprentis n'arrivent souvent à connaître qu'une des parties du métier (*Rapport de Graz*) ; ils sont employés à des besognes domestiques où ils perdent un temps précieux (*Rapport de la Basse-Autriche*) ; ils changent trop fréquemment de maisons, poussés par l'intérêt mal compris des parents, qui ne voient que l'avantage immédiat de gagner quelques kreutzers de plus (*Rapport du Tyrol méridional*) ; ils ne sont initiés à rien du métier, on les exploite indignement, pour les mettre ensuite à la porte, une fois leur soi-disante période d'apprentissage terminée. (*Rapport de Budweis, Gras, Krakau et Königgrätz.*)

Pour toutes ces raisons et aussi eu égard à ce fait grave que le nombre des apprentis suit dans certaines industries un mouvement régressif, diverses fondations, d'initiative publique ou privée, ont surgi en ces dernières années, en vue de régénérer l'apprentissage, telles que : *foyers d'apprentis*, destinés à recréer et instruire l'apprenti, dans ses moments de liberté ; *expositions des travaux d'apprentis*, afin de créer parmi les ouvriers débutants une fructueuse émulation ; *établissements d'instruction professionnelle*, dont les cours théoriques viennent heureusement compléter et rassembler les connaissances pratiques acquises souvent pêle-mêle ; *institutions post-scolaires*, enfin, qui assurent l'instruction générale de l'apprenti. D'autre part, quelques inspecteurs indiquent comme désirable, pour certaines catégories professionnelles, dans les fabriques, l'augmentation de la durée de l'apprentissage, fixée par la loi à trois ans.

BELGIQUE.

Placement en septembre 1902(1). — 12 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant septembre. Pour 824 offres des patrons, il y a eu 1,134 demandes des ouvriers (hommes) soit une proportion de 137 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait 1,177 demandes pour 783 offres (soit 150 p. 100) et, en septembre 1901 : 772 demandes pour 622 offres (soit 124 p. 100). De ce côté, la situation actuelle semble donc à la fois un peu plus favorable que le mois dernier et moins avantageuse (pour les demandeurs d'emploi) que l'an passé à même époque.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis quant à l'intensité du chômage parmi leurs membres, ont été obtenus de 111 unions professionnelles groupant 24,266 ouvriers. Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 990. La proportion du chômage, qui ressort de ces chiffres (4.0 pour 100), est un peu moins forte que celle obtenue le mois dernier (4.2 pour 100 sur 29,030 ouvriers).

(1) D'après la *Revue du travail*.

Grèves en septembre 1902. — 5 grèves nouvelles, intéressant 293 grévistes et 45 chômeurs forcés. En outre, une grève commencée en août, avec 220 grévistes (le nombre de ces derniers s'est plus tard réduit à 75), a continué d'exister pendant toute la durée du même mois.

Comme le mois dernier, la majorité des grèves nouvelles ont été déclarées par des ouvriers *tisserands* (3). Les deux autres conflits affectent respectivement le *bâtiment* et l'*industrie du bois*.

1 grève seulement avait pour cause la question des salaires : les 4 autres sont relatives à des questions de personnel : réintégration d'ouvriers congédiés (3 cas) : renvoi d'un autre ouvrier (1 cas).

Les 3 conflits dont l'issue a été signalée en septembre se sont terminés au désavantage des grévistes. Dans 1 cas, même, ces derniers, au nombre de 16, ont tous été remplacés.

Les divers conflits précités se sont localisés dans le Brabant (3), la Flandre orientale (2) et le Hainaut (3).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre 1902. — Le marché du travail a présenté sensiblement le même aspect qu'en septembre dernier, restant ainsi décidément au-dessous de la situation générale du mois d'octobre des 10 dernières années.

5 p. 100 de chômeurs dans 223 trade-unions, groupant 548,442 membres contre 5 p. 100 également en septembre 1902 et 3.7 p. 100 en octobre 1901.

5.52 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 494,641 mineurs contre 5.35 en septembre 1902 et 5.36 en octobre 1901.

324 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1902, avec 22,400 ouvriers environ contre 325 en septembre 1902 et 319 en octobre 1901.

89 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en octobre 1902 et 79 p. 100 dans les tissages, avec 84,300 ouvrières, femmes et filles, contre 82 p. 100 et 79 p. 100 en septembre 1902 et 84 p. 100 et 71 p. 100 en octobre 1901.

Grèves. — 23 nouvelles grèves en octobre 1902 avec 10,423 chômeurs, contre 18 avec 6,864 en septembre 1902, et 26, avec 10,501, en octobre 1901.

Les grèves les plus nombreuses se sont déclarées dans les *mines* (7); dans la *métallurgie* et la *construction des navires* (7); et dans les *textiles* (5).

Sur 27 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 9,358 grévistes : 5 succès, 14 échecs, 8 transactions.

LUXEMBOURG.

L'assurance obligatoire contre les accidents. — L'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents du travail a été récemment instituée dans le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 5 avril 1902. Voici les principales dispositions de cette loi :

L'assurance obligatoire s'étend aux fabriques, aux entreprises de bâtiment, de travaux publics, d'expédition et de magasinage, aux mines et aux carrières, aux entreprises de transports de toute nature, aux travaux en régie effectués pour le compte de l'État, aux exploitations par l'État du télégraphe et du téléphone. En principe, les entreprises énumérées ci-dessus ne tombent sous le coup de la loi que lorsqu'elles occupent cinq ouvriers au moins. Toutefois, elles peuvent être assujetties à l'obligation de l'assurance dans le cas où elles présentent un danger spécial, quel que soit le nombre de leurs ouvriers.

L'objet de l'assurance est d'allouer une indemnité pécuniaire aux victimes d'accidents et à leurs ayants droit.

En cas d'incapacité de travail, à partir de la 14^e semaine qui suit l'accident, l'indemnité comprend : 1^o la gratuité des frais de traitement et des médicaments ; 2^o une pension, égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire annuel du blessé, si l'incapacité est totale, moindre et dépendant du degré de capacité conservée, si l'incapacité de travail n'est que partielle. Aussi longtemps que le blessé est, en fait et involontairement, sans travail, la rente partielle peut être majorée temporairement jusqu'à concurrence de la rente totale.

En cas de mort, il est alloué : 1^o une indemnité funéraire égale au $\frac{1}{15}$ du salaire annuel, qui doit être au moins de 40 francs, sans pouvoir dépasser 80 francs ; 2^o une pension aux ayants droit, à raison de 20 p. 100 du salaire du défunt pour la veuve, 20 p. 100 pour chaque enfant légitime jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis, 20 p. 100 aux ascendants (ensemble) et 20 p. 100 aux petits-enfants (ensemble), orphelins de père et de mère. Le total de ces pensions ne peut dépasser 60 p. 100 du salaire et est, éventuellement, réduit proportionnellement.

En cas de remariage, la veuve reçoit 60 p. 100 du salaire annuel du défunt, à titre d'indemnité une fois payée.

Pendant les 13 premières semaines de l'incapacité de travail, le blessé est à la charge des caisses de secours en cas de maladie.

L'assurance est réalisée par le groupement en mutualité de tous les chefs d'entreprise du Grand-Duché, visés par la loi. Cette association porte le nom d'*Association d'assurance contre les accidents*. Elle a à sa tête un comité directeur, composé d'un président, de 4 membres au moins et de 6 membres au plus. Le président est nommé par le Gouvernement ; les autres membres sont élus par l'assemblée générale. Des délégués ouvriers peuvent être adjoints au comité directeur ; cette adjonction est obligatoire lorsque cet organe est appelé à déterminer les indemnités ou à élaborer des règlements sur les mesures préventives contre les accidents.

L'association pourvoit aux dépenses de l'assurance par le paiement de primes annuelles proportionnelles aux salaires distribués dans chaque entreprise et à un coefficient de risques, variable selon la nature de l'entreprise. La prime est calculée de manière à subvenir aux dépenses de l'exercice, à constituer le capital représentatif des rentes concédées pendant l'exercice, à couvrir les frais d'administration et à constituer un fonds de réserve.

Le fonds de réserve de l'association est alimenté par un prélèvement annuel de 5 p. 100 du montant des charges, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint la valeur moyenne des dépenses des trois derniers exercices.

L'association est soumise à l'autorité du Gouvernement, qui veille à l'observation des prescriptions légales et statutaires.

La détermination du montant des indemnités revenant aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit est effectuée d'office, aussitôt que possible, par les organes de l'association, avec le concours des délégués ouvriers, nommés à l'élection par les membres des caisses de maladie.

Les contestations relatives aux indemnités sont tranchées par le juge de paix. Dans toutes ces causes, le juge de paix est assisté d'un délégué patron et d'un délégué ouvrier ayant voix délibérative.

La surveillance des entreprises, au point de vue de l'exécution des règlements préventifs contre les accidents qui seront élaborés par l'association, est dévolue au comité directeur et à ses mandataires locaux. A la requête du comité directeur, l'ingénieur des mines et les inspecteurs du travail pourront être chargés de la surveillance.

PAYS-BAS.

Dérogations à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. — D'après l'article 5 de la loi du 5 mai 1889 relative à la réglementation du travail pour les femmes et les mineurs, le travail de nuit est défendu aux personnes âgées de moins de 16 ans et aux femmes.

Malgré cette défense, les femmes chargées de « brocheter » le hareng destiné aux saurisseries ont continué le travail de nuit, qu'on ne pourrait supprimer sans risquer la perte totale du hareng, pêché l'après-midi et le soir dans le Zuiderzée.

Cet état de choses illicite, durant déjà depuis 12 ans, avait donné lieu à beaucoup d'observations et à des reproches adressés aux autorités qui avaient fermé les yeux sur cette infraction flagrante à la loi.

Le Cabinet actuel a jugé utile de faire cesser cette situation, en donnant une sanction légale à un état de choses constituant une question vitale pour une industrie hollandaise des plus importantes.

Le Gouvernement a, en conséquence, soumis à l'approbation des États généraux un projet de loi portant modification de l'article 5 précité et prescrivant que, sous certaines conditions, le travail de nuit des femmes serait permis dans les saurisseries, au plus tard jusqu'à 2 heures du matin.

Les deux Chambres viennent de voter ce projet de loi, après la déclaration du Ministre de l'Intérieur que la permission du travail de nuit ne sera accordée que dans les cas de nécessité absolue, et toujours à la condition que les femmes employées au travail de nuit devront avoir, après ce travail, un repos d'au moins 7 heures avant de reprendre une nouvelle tâche.

Le Gouvernement a l'intention de proposer bientôt un projet de loi modifiant complètement la loi de 1889; le principe de la défense du travail de nuit y sera très rigoureusement maintenu, mais les exceptions seront dorénavant réglées par la loi, au lieu de dépendre, comme c'est le cas sous le régime actuel, d'une réglementation purement administrative.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre du Commerce, en date du 28 octobre 1902, décernant des médailles d'honneur aux conseils de prud'hommes ayant concilié chaque année plus de 90 p. 100 des affaires de 1897 à 1901.

RAPPORT DU DIRECTEUR DU TRAVAIL.

Monsieur le Ministre, d'après la statistique des travaux des conseils des prud'

hommes, la proportion des affaires conciliées directement par le bureau particulier de ces conseils oscille, depuis vingt ans, entre 50 et 55 p. 100; elle a été de 53.88 p. 100 pour la dernière période quinquennale 1897-1901, et de 54.52 p. 100 pour l'année 1901.

Sur les 153 conseils de prud'hommes qui ont fonctionné au cours des cinq dernières années, 115 se sont placés au-dessus de la moyenne, au point de vue des conciliations opérées pendant cette période; et, parmi eux, on en relève 22 qui ont concilié plus de 90 p. 100 des affaires dont ils ont été saisis (1).

Ces conseils sont ceux d'Abbeville, Albi, Bédarieux, Bolbec, Boulogne-sur-Mer, Cambrai, Cette, Charlieu, Cognac, Douai, Halluin, Hazebrouck, Laval, Lisieux, Lodève, Lunéville, Mazamet, Rennes, Saint-Chamond, Saint-Omer, Thizy et Valenciennes.

De ces 22 conseils, il en est 7 qui, faisant partie des 63 conseils de France et d'Algérie saisis de plus de cent affaires par an, peuvent être considérés comme ayant eu plus de difficultés à surmonter dans leur œuvre de conciliation; ce sont les suivants :

Cette, 98.72 p. 100 de conciliations;

Lisieux, 96 p. 100;

Cambrai, 95.89 p. 100;

Valenciennes, 95.27 p. 100;

Douai, 94.10 p. 100;

Rennes, 93.91 p. 100;

Boulogne-sur-Mer, 90.99 p. 100.

Les 6 premiers présentent cette particularité que la proportion des conciliations dépasse 90 p. 100, non seulement pour l'ensemble des cinq années, mais aussi pour chaque année prise séparément; il y a même deux années où le bureau particulier du Conseil de Cette a concilié toutes les affaires dont il a été saisi : 296 en 1897, 229 en 1899 (2).

Des résultats aussi heureux pour les intérêts des justiciables, se reproduisant régulièrement pendant plusieurs années de suite, témoignent du zèle apporté dans l'accomplissement de leurs fonctions par les membres de ces conseils, siégeant à tour de rôle, deux par deux, au bureau particulier.

J'estime qu'il y aurait lieu de signaler ces résultats à l'attention publique, en décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes aux conseils suivants :

Au conseil de Cette, une médaille d'or; aux conseils de Lisieux, Cambrai, Valenciennes, Douai et Rennes, une médaille d'argent.

Si vous approuvez mes propositions, je vous prierai, Monsieur le Ministre, de vouloir bien revêtir de votre signature l'arrêté ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Directeur du travail,

ARTHUR FONTAINE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Sur le rapport du Directeur du travail,

ARRÊTE :

La médaille d'honneur des conseils de prud'hommes est décernée aux conseils saisis

(1) Voir l'état récapitulatif, tableaux I, II, III, page 777.

(2) Voir le tableau détaillé, page 780.

de plus de cent affaires par an, dont le bureau particulier, pendant chacune des cinq années 1897, 1898, 1899, 1900 et 1901, a concilié plus de 90 p. 100 des affaires qui lui ont été soumises :

1° MÉDAILLE D'OR.

- Conseil de prud'hommes de Cette, 98.72 p. 100 d'affaires conciliées.

2° MÉDAILLE D'ARGENT.

Conseil de prud'hommes de Lizieux, 96 p. 100 d'affaires conciliées;
 Conseil de prud'hommes de Cambrai, 95.89 p. 100;
 Conseil de prud'hommes de Valenciennes, 95.27 p. 100;
 Conseil de prud'hommes de Douai, 94.10 p. 100;
 Conseil de prud'hommes de Rennes, 93.91 p. 100.

Paris, le 28 octobre 1902.

GEORGES TROUILLOT

Arrêté du Ministre de la Marine du 21 octobre 1902 et circulaire en date du même jour, adressée par le Ministre de la Marine aux vices-amiraux, commandants en chef, préfets maritimes à Toulon et à Lorient, au sujet de l'essai de la journée de huit heures dans certains établissements de la Marine.

Monsieur le vice-amiral, j'ai l'honneur de vous informer que par arrêté en date de ce jour, j'ai décidé que la durée de la journée de travail est fixée provisoirement, et à titre d'essai, à huit heures de travail effectif pour le personnel ouvrier employé :

Toulon : à la petite chaudronnerie de votre port.

Lorient : à la direction d'artillerie de votre port.

Afin que cet essai puisse donner des indications aussi exactes que possible sur le rendement de la journée de huit heures, il est nécessaire que le personnel chargé de la direction et de la surveillance des ateliers assiste à la reprise et à la cessation du travail.

Je compte sur vous pour faciliter par tous les moyens en votre pouvoir l'expérience entreprise et je vous invite à m'envoyer d'urgence les propositions que vous jugeriez utiles.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de la Marine,

Arrête :

La durée de la journée de travail est fixée provisoirement, et à titre d'essai, à huit heures de travail effectif pour le personnel ouvrier employé dans les services suivants :

Toulon. — Atelier de la petite chaudronnerie.

Lorient. — Direction d'artillerie navale.

Cet arrêté sera exécutoire à dater du 1^{er} novembre 1902.

C. PELLETAN.

Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 25 octobre 1902, adressée aux vice-amiraux, préfets maritimes et directeurs des établissements hors des ports sur les rapports des autorités administratives de la Marine avec les syndicats professionnels.

J'ai pu m'assurer à mainte reprise que les autorités locales relevant du Département de la Marine conservaient certaines hésitations au sujet des rapports qu'elles peuvent entretenir avec les syndicats d'ouvriers et d'employés civils jusqu'à ce que ces syndicats soient officiellement reconnus et comme si, aujourd'hui, ils étaient simplement tolérés.

Une loi, déjà ancienne a établi la liberté des associations syndicales, en indiquant dans quelles conditions elles pouvaient se former. Toutes celles qui ont satisfait à ces conditions possèdent une existence légale, sans avoir besoin d'une reconnaissance officielle particulière,

On s'était demandé, au début, si la liberté des syndicats s'étendait aux personnels civils qui sont aux services de l'État. La question est tranchée depuis longtemps, et le gouvernement, depuis un certain nombre d'années, est entré en relations avec des syndicats d'ouvriers ou d'employés relevant d'autres départements ministériels. Il est impossible d'admettre que la marine ait un régime légal différent de celui du reste du pays.

Les doutes que j'ai remarqués n'ont donc aucun motif, et les autorités des ports et des établissements de la marine n'ont aucune raison d'hésiter à entrer en rapport avec les syndicats établis parmi leurs subordonnés en vertu de la loi du 21 mars 1884.

Circulaire du Ministre de la Justice, en date du 23 octobre 1902, adressée aux procureurs généraux sur le rôle de la justice dans les troubles que peuvent susciter les grèves.

Monsieur le Procureur général, les grèves qui se sont déclarées dans certaines parties de la France m'offrent un occasion de vous confier mes vues sur le rôle de la justice dans les troubles que peut susciter l'arrêt du travail.

La liberté du travail est inscrite dans nos lois. Vous la ferez respecter, et quand des poursuites vous paraîtront nécessaires, aucune pression du dehors n'en devra interrompre le cours. Mais la première condition, pour que les poursuites aboutissent, c'est de les entreprendre avec prudence. Il importe qu'elles ne puissent jamais être considérées comme un moyen de faire obstacle au droit de grève qui, lui aussi, légalement reconnu, doit être librement pratiqué.

D'autre part, je ne saurais trop vous mettre en garde contre toute tendance qui pourrait pousser les magistrats du parquet à vouloir faire des exemples. Au contraire, dans leurs réquisitions, ils devront demander aux juges de juger l'homme et non pas le milieu, l'acte et non pas la doctrine.

Il vous appartiendra, Monsieur le procureur général, d'apprécier quels sont les cas où la procédure de flagrant délit s'impose et ceux où la justice et les justiciables ont un égal intérêt à attendre que les passions commencent à s'apaiser. Mais j'appelle votre attention sur la nécessité, aujourd'hui plus éclatante que jamais, d'assurer à tous les citoyens, quels qu'ils soient, des garanties égales devant les tribunaux de la République.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
pendant le mois d'octobre 1902, en ce qui concerne
les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 octobre 1902. — Dépôt par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs, destiné à payer les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 aux employés et ouvriers de l'État, victimes d'accidents de travail survenus depuis le 1^{er} juin 1899, et n'ayant pas bénéficié de la loi des pensions civiles du 9 juin 1853. (Doc. parl. n° 407, J. O., p. 205.)

Apprentissage. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 octobre 1902. — Dépôt, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée [art. 4]. (Doc. parl. n° 361, J. O., p. 124.)

Caisse nationale de retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par MM. Millerand et Guieysse, d'une proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites ouvrières (Doc. parl. n° 321, J. O., p. 71.)

Contrat d'association. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 octobre 1902. — Dépôt et lecture de M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à modifier l'ar-

ticle 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association. (Doc. parl. n° 402, *J. O.*, p. 203.)

Différends relatifs aux conditions du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par M. Millerand, d'une proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. (Doc. parl. n° 323, *J. O.*, p. 75.) (1).

Durée de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par M. Millerand, d'une proposition de loi portant modification de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 9 septembre 1848 relative aux heures de travail dans les mines et dans les manufactures. (Doc. parl. n° 324, *J. O.*, p. 80.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 20 octobre 1902. — Dépôt, par M. Morel, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Suchetet (n° 7) tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, l'article 3 de la loi des 2 et 3 novembre 1892, et les articles 1 et 2 de la loi du 30 mars 1900. [Travail des adultes, des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels] (2). (Doc. parl. n° 350, *J. O.*, p. 116.)

Hygiène. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 octobre 1902. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment. (Doc. parl. n° 401, *J. O.*, p. 201.)

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par M. Grosjean, d'une proposition de loi ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère. (Doc. parl. n° 312, *J. O.*, p. 61.)

Réglementation du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 23 octobre 1902. — Dépôt, par M. Morel, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Gustave Dron (n° 296) relative à la réglementation du travail des adultes dans les établissements industriels (3). (Doc. parl. n° 365.)

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1892. — Dépôt et lecture, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à établir des pensions de retraite pour les ouvriers mineurs. — Déclaration de l'urgence. (Doc. parl. n° 309, *J. O.*, p. 61.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 24 octobre 1902. — Dépôt et lecture, par M. de Ramel, d'une proposition de loi ayant pour objet de majorer, par la constitution d'un fonds commun, les retraites des ouvriers mineurs et de prendre des mesures transitoires. — Déclaration de l'urgence. (Doc. parl. n° 374, *J. O.*, p. 167.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 24 octobre 1902. — Dépôt et lecture, par M. Lœsies, d'une proposition de loi concernant les retraites des ouvriers mineurs. — Déclaration de l'urgence. (Doc. parl. n° 376, *J. O.*, p. 170.)

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par M. Dejeante, d'une proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés le bénéfice de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 313, *J. O.*, p. 62.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 14 octobre 1902. — Dépôt, par

(1) Voir le projet de loi relatif au même objet, présenté le 15 novembre 1900. (Doc. parl. n° 1937, *J. O.*, p. 58.) (V. Etat des projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1902, p. VIII.)

(2) Voir le Bulletin de juillet 1902, page 481. (Travail des femmes et des enfants.)

(3) Voir le Bulletin d'août 1901, page 560.

M. Millerand, d'une proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 322, *J. O.*, p. 74.)

Vente d'objets abandonnés chez les ouvriers. — *Sénat.* — Séance du 23 octobre 1902. — Proposition de loi de M. Paul Strauss, relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et les industriels (1). — Deuxième délibération. — Adoption.

Chambre des députés. — Séance du 28 octobre 1902. — Transmission de cette proposition de loi, adoptée par le Sénat. (Doc. parl. n° 385, *J. O.* p. 179.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — A Marseille, dans la construction mécanique, le travail a été peu actif pendant le 1^{er} semestre de 1902; le nombre des établissements en activité est resté le même, mais la plupart ont réduit leur personnel. L'outillage a une tendance à se transformer, par suite de l'emploi des aciers durs pour les outils permettant de couper des copeaux plus forts. Situation à peu près analogue dans la fonderie de fonte, l'affinage de plomb, la céramique, les chaux et ciments.

Charente. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGOULÊME. — Au cours de l'année de 1901, la situation générale de l'industrie a été satisfaisante dans la région d'Angoulême. Les *beurreries* continuent à prospérer. Les *boulangeries* se sont approvisionnées et ont écoulé le produit de leur fabrication dans des conditions normales. Dans la *brasserie* le travail est assez actif et les prix de vente avantageux. La fabrication de l'eau-de-vie est toujours importante dans les *distilleries* de la région, mais l'écoulement des produits fabriqués se fait difficilement. La récolte des *vins* a été de moins bonne qualité et d'une production moindre qu'en 1900. Dans l'industrie du *bâtiment*, la situation reste la même que pendant le dernier semestre de 1900. Les nombreux ouvriers des différentes branches de cette industrie n'ont pas toujours été occupés à Angoulême, où les constructions de maisons particulières ont été peu nombreuses. La crise que cette industrie subit dans d'autres contrées a eu son contre-coup dans cette ville. Les travaux de voirie, cependant, ont été assez importants dans la circonscription. La *menuiserie* et l'*ébénisterie* ont fait peu d'affaires, en raison de la concurrence étrangère. La situation des fabriques de *caisses* pour l'emballage des bouteilles et celles des *tonnelleres* et *cercleries* a été assez bonne. Par contre, le travail laisse beaucoup à désirer dans la *carrosserie* où les commandes sont rares. Les *tuileries* et *briquetteries* ont eu un écoulement difficile; leur production a sensiblement diminué. La *papeterie*, la plus ancienne et la plus importante industrie de la région y occupe environ 24 usines dont la production n'a pas subi de variation sensible. Il y a baisse dans les prix des *papiers blancs*. La vente des *papiers d'emballage* est difficile. Les *imprimeries*, *lithographie* et *autographies* ont eu une production normale. L'activité s'est maintenue dans la plupart des industries *extractives*. Le nombre des ouvriers occupés dans les *carrières* de pierre de taille a un peu diminué (941 au lieu de 996); mais la production a été régulière et les prix de vente assez avantageux. La fabrication des *feutres* pour la *papeterie* a maintenu à peu près sa situation; cependant les ventes ont été plus difficiles en raison de la concurrence étrangère. L'état de la fabrication et de la vente dans les *filatures* de laine et de chanvre a été assez actif et la *draperie* a maintenu sa situation satisfaisante de l'an dernier. Pas de changement dans les *hauts fourneaux*; situation satisfaisante dans les *fonderies de deuxième fusion* qui travaillent pour les besoins locaux. Le nombre des ouvriers employés dans

(1) Voir le Bulletin de juillet 1902, page 481.

les fabriques de *toiles métalliques* et dans les *tréfileries* n'a pas varié, mais la fabrication et l'écoulement ont laissé à désirer. Il en a été de même dans les ateliers de *constructions mécaniques*.

Cher. — Dans la circonscription du conseil de prud'hommes de Vierzon, la situation générale de l'industrie, pendant le 3^e trimestre de 1902, a été satisfaisante. Les salaires sont stationnaires; pas de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 heures $\frac{1}{2}$, sauf dans l'industrie du bâtiment et dans la métallurgie où les ouvriers font 11 heures.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Au cours du 3^e trimestre de 1902, travail abondant dans la plupart des industries de la région de Bourges. L'industrie de la *céramique* a traversé une crise momentanée qui ne se fait plus sentir. L'exploitation des *carrières de pierre* est toujours en pleine activité. Pas de changement bien notable dans l'industrie textile; les prix des *laines* sont toujours peu rémunérateurs. Grande activité dans la *carrosserie*. Par contre, un léger ralentissement s'est fait sentir dans l'industrie *métallurgique*; les commandes sont rares et certains ateliers chôment. Grande activité dans la *carrosserie*, les fabriques d'*essieux*, la *bijouterie* et les fabriques de *méthylène*.

Ille-et-Vilaine. — La situation générale de l'industrie, pendant le 1^{er} semestre de 1902, est à peu près la même que durant le semestre de 1901. La durée du travail a été réduite, d'une façon à peu près générale, dans toutes les industries, à 10 heures et demie depuis le 1^{er} avril 1902, conformément à la loi du 30 mars 1900. Dans les *scieries mécaniques* de la région de Rennes, le nombre des établissements en activité n'a pas changé; la production est normale, les salaires se maintiennent. Travail peu actif dans la *fonderie*; la *métallurgie* continue à subir une crise; les commandes sont rares et les prix de vente ont rétrogradé malgré le maintien des hauts prix des matières premières; les salaires restent stationnaires et la main-d'œuvre est toujours abondante. Dans le *charonnage* et la *menuiserie*, l'activité de l'an dernier se maintient; la production est normale et les prix de vente sont avantageux; les salaires ont une tendance à croître, la durée de la journée de travail est de dix heures; pas de chômage, les ouvriers paraissent satisfaits. L'industrie du bâtiment reste stationnaire; les matériaux de construction ont une tendance à la hausse; les grands travaux font défaut; légère augmentation du taux des salaires; chômages partiels. Travail assez abondant dans les *constructions navales*. Un établissement a été supprimé, mais la production et la vente restent actives; la main-d'œuvre est suffisante et les salaires n'ont pas varié. La *construction mécanique* reste stationnaire; la main-d'œuvre ne manque pas; on signale une certaine activité dans la *construction des machines agricoles*. Pas de changement dans la *verrière*, les *carrières*, les *ardoisières*.

Loire. — A cette époque de l'année, le travail qui reprend généralement toute son activité dans l'importante industrie *cotonnière* de Roanne, a été arrêté en octobre dernier par une grève.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Saint-Chamond, pendant le 3^e trimestre de 1902, la situation générale de l'industrie est à peu près la même que durant le 2^e trimestre. Travail abondant dans la *teinturerie*; un atelier a été créé pour l'exploitation d'un procédé spécial pour noir, occupant une cinquantaine d'ouvriers. L'industrie du *lacet* est restée stationnaire; les mois d'août et septembre ont cependant présenté un peu plus d'activité. La situation des ateliers de *forges* est moins satisfaisante; les commandes sont moins importantes que l'an dernier; un certain nombre d'ouvriers sont en chômage.

Marne. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE CHÂLONS-SUR-MARNE.** — Dans la région de Châlons-sur-Marne, la fabrication du *blanc de craie* qui était de 12 millions de kilogrammes en 1900 atteint actuellement 14 millions par an. L'augmentation de la production a amené une baisse sensible dans les prix de vente. L'industrie du *bâtiment* s'est un peu ralentie à Châlons. Dans les campagnes, au contraire, on a fait beaucoup de constructions neuves et des réparations importantes, les ouvriers ont été facilement occupés. L'industrie du *papier peint* est stationnaire. L'industrie de la *chaussure* a été prospère pendant l'année 1901; les fabriques ont trouvé en France de nombreux débouchés, mais l'exportation a sensiblement diminué. Pour la *tonnellerie*, *foudres* et *tonneaux*, l'année 1901 a été aussi très favorable. Les commandes faites soit par les brasseries de toutes les régions de la France, soit par les

maisons de vins de Champagne ont augmenté sensiblement. Le premier semestre de 1902 a été moins bon à cause de la température. L'industrie de la *brosserie* continue à subir une légère crise dont les causes principales sont la concurrence étrangère, la surproduction amenée par la substitution du travail mécanique au travail à la main; le travail a cependant été régulier pendant la période de 1901-1902. Dans l'industrie des *laines brutes, peignées, filées et tissus mérinos* pendant les six derniers mois de 1901, les affaires sont restées sensiblement les mêmes que pendant le premier semestre. Les laines de France et d'importation se sont écoulées à de très bas prix; les tissus se sont vendus au fur et à mesure qu'ils étaient produits, mais presque sans bénéfice. Au commencement de 1902, les cours se sont raffermis sérieusement et la hausse a commencé. Les laines de France ont largement bénéficié de cette hausse des laines exotiques; les prix payés sont d'environ 20 p. 100 plus élevés que ceux de 1901 et cette situation paraît devoir se continuer, la confiance dans ces cours étant générale. La *filature à façon* est largement alimentée; les prix sont plus élevés que l'an dernier et restent très fermes; la réduction des heures de travail n'a pas été étrangère à ce mouvement. Dans la *filature à forfait*, les nouveaux prix n'ont pu être appliqués qu'après l'exécution des ordres en cours avant la hausse; aujourd'hui, la position est à peu près normale. Enfin, les *tissus mérinos* ont obtenu une majoration d'environ dix centimes par mètre, mais les fabricants ne profitent de cet avantage que depuis peu, ayant des ordres antérieurs à la hausse à remplir.

CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Dans la région de Reims, pendant le premier semestre de 1902, les affaires ont été calmes dans la *meunerie*. La saison printanière, humide et froide, a provoqué une hausse assez sensible dans les cours. L'industrie *sucrière* est influencée par la perspective de la suppression des primes et souffre également de l'abondante production de la campagne dernière, les prix de vente sont à la baisse et sont peu rémunérateurs. La situation de l'industrie du *bâtiment* n'est pas non plus très satisfaisante; il y a peu de travaux en cours. Par contre, dans l'arrondissement d'Épernay cette dernière industrie est très prospère. De nouvelles constructions s'élèvent de tous côtés, soit pour des particuliers, soit pour des maisons de commerce et donnent de l'occupation à une grande partie des ouvriers d'état.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *meunerie*, pendant le deuxième trimestre de 1902, travail moins abondant qu'au début de l'année, par suite de la rareté des blés indigènes; les farines sont à la hausse. Pas de changement dans la *filature de coton*. Travail moins actif que l'an dernier dans le *tissage de coton*; les prix de vente sont moins rémunérateurs; pas de chômage. A Saint-Saëns, l'industrie de la *tannerie* est stationnaire.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Le calme de l'an dernier a continué dans les usines de *produits chimiques*. Toutefois quelques indices d'une reprise d'affaires apparaissent; une légère baisse est survenue sur les *soudes* qui a atteint également les *acides acétiques* et leurs dérivés; les chlorures souffrent d'une crise par suite de la lutte entre les procédés chimiques et les procédés électriques de fabrication. Dans les fabriques de *tannerie*, la vente a continué à être régulière, mais toujours à des prix inférieurs. Après une légère baisse qui s'est produite pendant le mois de mai, les cours sont revenus en juin au niveau de ceux du mois de mars et l'on prévoit maintenant une hausse sensible en raison de la cherté des matières premières et de la diminution du cuir en fabrique. La *filature de coton* qui avait été favorisée en avril dernier d'une reprise importante d'affaires à la suite d'un mouvement de hausse sur les cotons en laine n'a pas joui longtemps de cette reprise, le cours des cotons ayant rétrogradé les affaires sont devenues difficiles; mais les stocks étant assez légers, il y a lieu d'espérer un réveil dans les affaires. Dans l'industrie du *tissage*, des *rouenneries* et *mouchoirs* les transactions ont été calmes et la hausse passagère des filés n'a eu aucune influence sur les prix du tissu, qui ont à peine cessé de baisser. Le mauvais temps de mai et juin a paralysé la vente des articles d'été. Les fabriques d'*indiennes*, *filés* et *tissus teints* ont également souffert de la persistance du mauvais temps; les réassortiments ne se sont pas faits et les stocks n'ont pas eu d'écoulement.

Seine-et-Marne. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE MEAUX-COULOMMIERS.** — Dans la *meunerie* peu d'activité dans le travail; la récolte de 1901 a été moins importante que celle de 1900; cette diminution a provoqué un relèvement des cours du blé qui n'a pas été suivi par une hausse proportionnelle des prix de la farine. Travail abondant dans la *tannerie* et la *mégisse-*

rie; ces deux industries ont résisté à la crise qui a atteint ces dernières années l'industrie du cuir. Dans les *carrières*, *plâtre*, *sable*, *marne*, *meulière*, la situation est aussi assez satisfaisante en raison des travaux importants exécutés actuellement à Paris pour le percement du métropolitain et la voirie.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Dans la région d'Amiens, pendant le premier semestre de 1902, le malaise a persisté dans la *minoterie*; le printemps froid et pluvieux ayant retardé la végétation, les prix du blé se sont élevés rapidement. Le commencement du semestre a donné des résultats satisfaisants dans l'industrie de la *chaussure*; les affaires ont été actives, le travail a été abondant pour l'ouvrier et tous les stocks ont pu être écoulés facilement. Cette situation ne s'est pas toutefois maintenue après l'hiver; le mauvais temps a rendu les affaires difficiles en restreignant les achats; mais à la fin du semestre la fabrication a repris son activité. Dans l'industrie *lainière* le mouvement de reprise signalé à la fin de 1901 s'est accentué de mois en mois au cours du dernier semestre; les *filatures de laine* ont été très occupées, grâce à l'appoint des articles de nouveauté, tels que le *homespun* et la *zibeline* qui ont été très demandés. Dans l'industrie *linière*, la situation de la *filature* s'est légèrement améliorée à la fin du deuxième semestre de 1902, grâce à l'exportation provoquée par l'extrême bas prix des fils, le marché se trouve ainsi débarrassé d'une partie du trop plein qui l'encombraient. Pour les *toiles*, le premier semestre de 1902 n'a donné aucune amélioration bien appréciable à la pénurie d'affaires observée pendant le semestre précédent; les demandes sont insuffisantes pour l'écoulement de la production. L'industrie du *velours de coton* a été un peu plus active dans le premier semestre de 1902 que dans la période correspondante de 1901. Les établissements de *teinture* ont eu moins de chômage; le nombre de pièces teintes est plus élevé, le progrès de la coupe mécanique sur la coupe à la main s'accroît de plus en plus. La *confection* a beaucoup souffert de la période froide et pluvieuse du début de l'année. Enfin dans l'industrie *métallurgique* le travail est moins abondant que l'an dernier; les commandes sont rares et les prix peu rémunérateurs; une grande fonderie de la région a éprouvé la plus grande difficulté à s'alimenter; les ateliers de mécanique ont maintenu à grand peine les deux tiers de leur personnel.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — A Castres, pendant le premier semestre de 1902, les ateliers de *tournerie*, *bois ouvrés* et de fabrication de *meubles* en gros se sont maintenus dans un bon courant d'affaires; la main-d'œuvre est suffisante et les salaires rémunérateurs. L'industrie des *tissus* est en pleine prospérité; l'outillage se transforme. Grâce aux perfectionnements apportés à la fabrication et aux apprêts, les tissus fabriqués actuellement luttent avantageusement avec les articles similaires fabriqués dans le Nord. Tout le personnel est occupé; il y aurait plutôt manque de main-d'œuvre en raison de l'emploi des femmes à la conduite des métiers mécaniques et de l'extension de l'industrie de la bonneterie qui emploie aussi beaucoup de femmes, le personnel féminin est très recherché. Pas de changement dans les ateliers de *fonderie* et de *constructions mécaniques*. A Graulhet, dans la *mégisserie*, les affaires sont calmes; il y a afflux de main-d'œuvre et les salaires auraient une tendance à décroître; la durée de la journée de travail est de 10 heures.

Haute-Vienne. — A Limoges, pendant le troisième trimestre de 1902, chez les entrepreneurs de serrurerie, le travail est moins abondant que l'an dernier à pareille époque; légère augmentation de la durée du travail; les ouvriers font 60 heures par semaine. Pas de changement notable chez les fabricants de porcelaine; le nombre des établissements en activité est le même; la durée du travail a été réduite à 10 heures et 10 heures 1/2 depuis le 1^{er} avril 1902, par application de la loi du 30 mars 1900; mais le salaire de la journée de travail est resté le même; peu de chômeurs.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Durant le premier semestre de 1902 le nombre des établissements industriels de la région n'a pas varié, les usines continuent à utiliser un outillage mécanique perfectionné, notamment dans l'imprimerie où les machines à composer ont pris une large place. Le travail a été très actif dans l'industrie de la *chaussure*. Par contre, dans la *mégisserie* et la *ganterie* il y a eu un fort ralentissement dans les affaires. Travail très abondant dans l'imprimerie. L'industrie du bâtiment n'a pas été très occupée; les affaires ont été rares et de peu d'importance. Enfin la fabrication de la *porcelaine* est très active. Les salaires sont restés en général stationnaires.

Vosges. — CHAMBRE CONSULTATIVE DES ARTS ET MANUFACTURES DE REMIREMONT. — La situation générale de l'industrie de la région de Remiremont est assez satisfaisante. Au cours du troisième trimestre de 1902, on a pu constater une reprise de travail dans les *tissages* et les *filatures*, pas de chômage; les salaires sont stationnaires. La grande abondance des chablis cette année a donné une activité momentanée à la main-d'œuvre forestière.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*; à Thoiry, travail peu actif, nombreux chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; travail moins actif, 48 heures, 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de *Divonne-les-Bains*.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement, travail satisfaisant, chez les *garçons brasseurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, bonne situation, chez les *tisseurs et tisseuses*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail un peu plus actif, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *piquage du carton*; pas de chômeurs, travail actif et satisfaisant, chez les *chaudronniers*; *mouleurs et manœuvres en fer*; pas de chômeurs, 54 heures, bonne activité, chez les *couvreurs*; même situation, 51 heures, chez les *peintres en bâtiment*; très peu de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *voyageurs, employés et dessinateurs*. A Soissons, 10 p. 100 de chômeurs, travail normal, chez les *typographes*. A Laon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chauny, travail toujours actif, 84 heures par semaine, chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, travail normal, chez les *typographes*; de même et 65 heures chez les *mouleurs*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*.

Allier. — A Moulins, 3 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, mais satisfaisant, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Montluçon, 26 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 50 p. 100, travail moins abondant chez ceux de *Vichy*; 5 p. 100, 60 heures par semaine, travail plus abondant, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les ouvriers de la *glacerie*. A Buxières, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*; de même chez les *bûcherons* de Larcy-Lévy; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Saint-Hilaire, grève générale chez les *mineurs*. A Doyet, pas de chômeurs, 66 heures, travail moins actif, mais satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Ville-Gozet, pas de chômeurs, 72 heures, bonne activité, chez les ouvriers de la *glacerie*. A Commeny, 5 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons et manœuvres*. A Cusset, pas de chômeurs, 77 heures, travail satisfaisant, chez les *employés des tramways à air comprimé*. A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, nombreux chômeurs, 16 heures par jour, chez les *employés restaurateurs-limonadiers*; travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de changement chez les ouvriers de la *carrosserie*; 27 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *maçons*; 22 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *garçons de magasin*. A Cannes, pas de changement, chez les *conturières*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, travail moins actif, chez les *maçons*. Au Broc, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et horticoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures par semaine, chez les *mégis-*

siers; pas de changement chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, pas de chômeurs, travail plus actif et assez satisfaisant, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de changement chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals-les-Bains, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les ouvriers du bâtiment.

Ardennes. — A Charleville, pas de changement chez les *typographes*. A Fumay, pas de chômeurs, 44 heures, travail assez satisfaisant chez les *mineurs*. A Francheval, 44 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière. A Floing, pas de chômeurs, travail très actif, chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Deville, un peu plus d'activité, 60 à 66 heures, chez les *mouleurs*. A Bourg-Fidèle, 72 heures, chez les *métallurgistes*. A Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez ceux de Vivier-au-Court.

Ariège. — A Lavelanet, 37 p. 100 de chômeurs, 42 heures par semaine, moins d'activité, chez les ouvriers *textiles*. A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins abondant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 à 66 heures, et travail toujours actif, chez les ouvriers et ouvrières en *filature*; 8 p. 100, 48 heures par semaine, chez les ouvriers réunis de la *bonneterie*; pas de chômeurs, 63 heures, légère reprise chez les *mouleurs en fonte*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, bonne activité, chez les *ferblantiers-tôliers*; 4 p. 100 et 63 heures, chez les *serruriers*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif et satisfaisant, chez les *maçons, tailleurs de pierre*; 78 heures par semaine chez les employés de la compagnie des *tramways*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, deux tiers de chômeurs, 48 heures par semaine, chez les *ouvriers cultivateurs*, plus de moitié de chômeurs, travail moins abondant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 50 heures, travail plus actif, chez les *typographes*; de même, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *maçons, plâtriers et tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 96 à 98 heures, chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, pas de chômeurs, travail actif, 77 heures par semaine, chez les *cuisiniers*; 69 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 55 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers de l'*habillement*; 22 p. 100 de chômeurs, de 48 à 54 heures, travail moins actif, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, de 36 à 40 heures, travail à peu près satisfaisant, chez les *tonneliers*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*; 30 p. 100, 48 à 60 heures, travail moins actif, chez les *mouleurs*; de même, et moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; un dixième de chômeurs, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *terrasiers*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Millau, moitié de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 41 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers et charcutiers*; 20 p. 100 de chômeurs, travail passable, chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; 42 p. 100 de chômeurs, 105 heures par semaine, travail moins abondant chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les employés du gaz; pas de chômeurs, travail plus abondant et satisfaisant, chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *conducteurs, imprimeurs et clicheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant, chez les *imprimeurs lithographes*. Chez les ouvriers *corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs, moitié de chômeurs, 60 heures de travail, chez les ouvrières *tailleuses*; 5 p. 100 de chômeurs,

40 heures, plus d'activité, chez les *blanchisseuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; de même, bonne activité, chez les *tôliers-fumistes*; pas de changement chez les *modéleurs*; 20 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *mécaniciens-chauffeurs-conducteurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *maçons limousinants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; nombreux chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de changement chez les *tuiliers*; travail à peu près nul chez les *plongeurs-scaphandriers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers des enclos de bois*; nombreux chômeurs, travail peu actif, chez les *ouvriers des ports*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Port-Saint-Louis-du-Rhône, nombreux chômeurs, 30 heures par semaine, chez les *ouvriers du port*. A Arles, 66 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *ébénistes*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; chez les *potiers*, 63 heures, pas de chômeurs, et travail stationnaire. A Fontvieille, 28 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *carriers*. Grève générale chez les *mineurs de Gardanne* et de Saint-Savournin.

Calvados. — A Caen, 8 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *ouvriers menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100, 63 heures par semaine, bonne activité, chez les *mouleurs en métaux*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, situation assez satisfaisante, chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*. A Guibray, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers de la bonneterie*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, bonne activité, chez les *ouvriers liniers et liniers*.

Cantal. — A Aurillac, 5 p. 100 de chômeurs, 14 à 15 heures par jour, travail assez satisfaisant, chez les *bouchers* et *charcutiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, 23 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus abondant, chez les *cordonniers-bottiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*, et travail plus actif et satisfaisant; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; de même, et 54 heures, chez les *tisseurs en métaux* de la Couronne; A Cognac, travail plus abondant, 11 p. 100 de chômeurs, 112 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs* et *imprimeurs lithographes*; de même, et bonne activité, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail normal, chez les *menuisiers-charpentiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *peintres en bâtiment et voitures*; 60 heures par semaine, 11 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; moitié de chômeurs, 20 à 60 heures par semaine, chez les *ouvriers des quais et docks*. A Saintes, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *ouvriers en bois*; 60 à 65 heures, travail plus actif chez les *métallurgistes*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, situation meilleure, chez les *typographes*; même nombre de chômeurs, 54 heures, travail moins actif, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, assez bonne activité, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; travail toujours très satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers des quais et docks*. A Néronde, deux tiers de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *ouvriers agricoles*. A Luzac, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'usine Saint-Gobain*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 12 heures par jour, travail satisfaisant, chez les *bouchers* et *charcutiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *ouvriers sur toiles cirées*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 10 p. 100, travail moins actif, chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; près de moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 36 p. 100 de

chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 56 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers*; 10 p. 100, 60 heures, travail non satisfaisant, chez les *employés réunis*.

A Jussy-le-Chaudrier, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Vallenay; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de la Chapelle-Hugon; 5 p. 100 chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez les *ouvriers en bâtiment*; 25 p. 100 chez les *bûcherons* de La Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, bonne activité, chez les *ouvriers en bâtiment*; pas de changement chez les *chaufourniers* et *carriers*. Travail peu satisfaisant, 42 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Cully; de même, plus de 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Torton; de même, 50 p. 100, chez ceux de Grossouvre; de même, 56 p. 100, 60 heures, chez ceux de Neuvy-le-Barrois, de même, près de 50 p. 100, chez ceux d'Apremont. A Bessais-le-Fromental, nombreux chômeurs, travail moins abondant, 60 heures, chez les *carriers*; de même, chez ceux de Duv-sur-Auron. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Graçay, pas de chômeurs, très bonne activité, chez les *ouvriers en bâtiment*. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Brive, 60 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *typographes*; bonne activité, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bort, pas de changement chez les *chapeliers-fouteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *ouvriers peintres et plâtriers*; de même, et 50 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierre et manoeuvres*. A Tulle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *comptables et dessinateurs*.

Corse. — A Ajaccio, 7 p. 100 de chômeurs, 126 heures par semaine, chez les *garçons de café*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*; 24 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail peu actif, chez les *peintres en bâtiment*; travail satisfaisant, chez les *mécaniciens et chauffeurs* du P. L. M. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *techerons agricoles*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 4 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *couvreurs*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*; de même chez les *typo-lithographes*; 40 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 66 heures, très bonne activité, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*. Au Bugue, pas de changement chez les *chapeliers-appropriateurs*.

Doubs. — A Besançon, 8 p. 100 de chômeurs, pas de changement, chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 50 heures, travail plus actif et satisfaisant, chez les *charpentiers*; 90 heures par semaine chez les *mécaniciens et chauffeurs* du P. L. M. A Montbéliard, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; travail moins actif chez ceux de Sous-Roches; pas de chômeurs, bonne activité, chez ceux de Valentigney. Chez les *horlogers* de Seloncourt, 60 heures et travail moins actif. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, et situation toujours bonne, chez les *ouvriers textiles*; pas de changement chez ceux de la *filature de coton*.

Drôme. — A Valence, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; de même, 57 heures et demie, chez les *sciurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, bonne

activité chez les *chapeliers-appropriateurs*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 63 heures, travail moins actif, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers 25 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*. A Louviers, 2 p. 100 de chômeurs, travail passable, chez les *métallurgistes*. A l'Habit, travail moins actif, chez les ouvriers et ouvrières bûcherons.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant et très satisfaisant, chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*. A Nogent-le-Rotrou, 60 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *typographes*. A Dreux, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *cordonniers*; 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail moins actif, chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, travail moins abondant, chez les *boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières de la *robe* et similaires; 26 p. 100, 70 heures, travail actif, chez les *démolisieurs de navires*; un quart de chômeurs chez les *déchargeurs*; 61 heures, travail peu satisfaisant, chez les ouvriers du *port*. A Morlaix, pas de changement, chez les patronnes et ouvrières de l'*aiguille* (*habillement*). A Douarnenez, nombreux chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*. Même situation à Concarneau et à Audierne.

Gard. — A Nîmes, 8 p. 100 de chômeurs, 77 heures par semaine, chez les *confiseurs et pâtisseries*; 6 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant et satisfaisant, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, bonne activité, chez les *sculpteurs*. A Bessèges, pas de chômeurs, mais travail peu actif chez les ouvriers des *laminiers et forges*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs-navautiers*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Beaucaire, nombreux chômeurs et travail moins abondant chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine de Tréséols. A Sauve, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, 66 heures, même situation chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *pâtisseries-glacières*; travail satisfaisant chez les ouvriers *confiseurs et distillateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *monteurs de paloches*; 27 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, travail stationnaire, chez les *sténographes* *deployens*. A Bouvesse-Quirieu, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers et chauffourniers*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif, chez les *menuisiers-bénistes*.

Gironde. — A Bordeaux, 16 p. 100 de chômeurs, 13 heures par jour, travail moins abondant, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers des usines à gaz; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant et satisfaisant chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; travail moins actif chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; 9 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *ébénistes et billardiers*; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*; 6 p. 100, 60 heures, travail moins actif chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement, 60 à 66 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; travail plus abondant chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, situation satisfaisante chez les *gens de maison*; près de moitié de chômeurs chez les *déménageurs et emballeurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les employés de *tramuways et d'omnibus*; pas de changement chez

les marins du commerce; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les nettoyeurs de magasins et ouvriers du nettoyage; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les charbonniers saquiens; 14 p. 100 de chômeurs, bonne activité, chez les charbonniers de La Bastide. A Daignac, travail assez actif, 60 heures, chez les carriers.

Hérault. — A Montpellier, 23 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les cuisiniers; pas de chômeurs, travail peu actif chez les employés de commerce; 5 p. 100 et travail assez actif chez les boulangers; 10 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les cordonniers; pas de chômeurs, travail actif, chez les tailleurs d'habits; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les tonneliers-fondriers; pas de changement chez les ébénistes; deux tiers de chômeurs chez les plâtriers; plus d'un tiers, 54 heures, chez les terrassiers; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les hommes de peine.

A Cette, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif, chez les typo-lithographes; 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures, travail actif, chez les charretiers et chargeurs. A Béziers, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers ferblantiers-plombiers-zingueurs; pas de chômeurs, 90 heures, chez les coiffeurs. A Sérignan, plus de moitié de chômeurs, 36 heures par semaine, chez les ouvriers agricoles; 59 p. 100, 42 heures, chez ceux d'Agde, pas de changement chez les ouvriers agriculteurs et vignerons de Vic-les-Étangs. A Graissessac, travail satisfaisant, 17 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les mineurs. A Méze, un quart de chômeurs, chez les tonneliers; plus des deux tiers chez les ouvriers agriculteurs, pas de changement chez les pêcheurs.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers des industries du cuir; 60 heures par semaine et travail plus abondant et satisfaisant; pas de chômeurs, travail peu actif, chez les chapeliers-appropriateurs; 11 p. 100, 57 heures, chez les charpentiers et scieurs; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les ouvriers des industries métallurgiques; 72 heures, pas de changement, chez les plâtriers. A Saint-Malo, pas de changement chez les charbonniers du port. A Fougères, 4 p. 100, 40 à 48 heures par semaine, travail plus abondant, chez les cordonniers; pas de changement chez les charpentiers. A Brax, 60 heures par semaine, travail moins abondant, chez les ouvriers de la mine de Pont-Péan. A Laignet, 60 heures, travail peu actif, chez les ouvriers de l'industrie verrière.

Indre. — A Châteauroux, 63 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, travail moins abondant, chez les brasseurs; 10 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les typographes; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail médiocre, chez les ouvriers en chaussures; 5 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la manufacture de drap. Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 72 heures, travail abondant, chez les bûcherons, carriers et journaliers. A Ville Dieu-de-l'Indre, pas de chômeurs, 69 heures, chez les porcelainiers.

Indre-et-Loire. — A Tours, travail actif et satisfaisant, 60 heures par semaine, chez les typographes. A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les tanneurs et corroyeurs; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de changement chez les employés de l'usine à gaz; pas de chômeurs, bonne activité, chez les tailleurs; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail moins actif, chez les mouleurs en fer; 31 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les peintres en bâtiment, pas de changement chez les artistes musiciens; pas de changement chez les employés de tramways.

A Vienne, nombreux chômeurs, travail moins actif chez les ouvriers de l'industrie textile. A Gieres, 10 p. 100 de chômeurs chez les gantiers; travail plus abondant chez les coupeurs en suède. A Izeaux, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les cordonniers. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les mineurs. A Bourgoing, bonne activité, 60 heures par semaine, chez les mécaniciens. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierres et

carriers; 30 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez ceux de Montalieu-Vercieu; 9 p. 100 et 55 heures chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A la Côte Saint-André, 70 heures, travail satisfaisant, chez les employés de la Compagnie des tramways.

Jura. — A Dôle, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les ouvriers occupés en conscience; ralentissement de travail chez ceux occupés aux pièces. Travail actif chez les *lithographes*. A Champagnole, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *fromagers*. A Salins, pas de chômeurs, 80 heures, travail très actif, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *rouleurs*; de même, 63 et 66 heures par semaine, chez les *mécaniciens*. A Dax, pas de chômeurs chez les employés de commerce.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du bâtiment.

Loire. — A Saint-Étienne, 25 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, travail moins abondant, chez les *boulangers*; 20 p. 100, 80 à 85 heures, chez les *tripiers-boyaudiers*. Chez les *imprimeurs*, *graveurs* et *lithographes*, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant. 14 p. 100 pas de chômeurs, 68 à 70 heures, travail moins actif chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant, chez les ouvriers des tissus; de même chez les chefs d'ateliers *tisseurs*; situation passable, pas de chômeurs, chez les *tisseurs de baubrun*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail à peu près satisfaisant, chez les *tisseurs-épingleurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail aussi actif, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; 13 p. 100 de chômeurs, 69 heures, travail plus abondant, chez les *tailleurs réunis*; 32 p. 100, 60 heures, travail moins actif, chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, travail stationnaire, chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *maréchaux-ferrants*; 9 p. 100 et 75 heures, chez les *armuriers*; 25 p. 100 et 60 heures chez les *balanciers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs-conducteurs des tramways à vapeur*; 1 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *voyageurs et représentants de commerce*; légère reprise, 60 heures, 6 p. 100 de chômeurs, chez les employés de fabrique.

A Roanne, 4 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de changement chez les ouvriers de l'industrie textile; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, chez les *sabotiers-gatochiers*; de même et 72 heures chez les ouvriers en voitures; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fonte*; de même et pas de changement chez les *tailleurs de pierre et plâtriers*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, les enfourneurs et chauffeurs en poterie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Souillac, 20 p. 100 de chômeurs, 69 heures, travail moins actif, chez les *tanneurs et corroyeurs*. A Terrenoire, 10 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*. A Sigolène, pas de chômeurs, 78 heures par semaine, travail plus actif, chez les mêmes; même situation chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds et d'Avozieux. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs et bonne activité chez les chefs d'ateliers *rubaniers*. A la Gresle, pas de changement chez les *tisseurs*; de même, 20 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Saint-Just-sur-Loire. Pas de chômeurs, tendance à la hausse, chez ceux de Saint-Rambert. Nombreux chômeurs, travail plus actif pour la cotonnade, chez les *tisseurs de Jarnosse*. Aux Barques, un tiers de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les mêmes. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Bourg-Argental, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail moins actif, chez les *tourneurs sur bois*. A Firminy, 35 heures par semaine, travail peu actif, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Saint-Chamond. A Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, 40 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers des *caux minérales*. A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 50 heures, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*; pas de changement chez les *mineurs*; de même chez ceux de la Talaudière.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs, travail plus actif, chez les *métallurgistes*, A Sainte-Florine, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 10 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail insuffisant, chez les *écrivains-graveurs-dessinateurs*; pas de changement chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail peu actif, chez les *chaudronniers*; de même et nombreux chômeurs, chez les ouvriers des *machines-outils*; également peu d'activité chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *grainetiers*. A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *chauffeurs et conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, 11 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures par semaine, chez les *boulangers*. Chez les *typographes*, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement, 60 heures, chez les *plâtriers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 8 p. 100 et 54 heures chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Montargis, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzouer-sur-Trezé, 42 heures, travail non satisfaisant, chez les *bûcherons* et ouvriers *agricoles*; de même chez ceux de Chevilly; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez ceux de Thou; de même et 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Gien.

Lot. — A Cahors, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 54 à 60 heures par semaine et travail satisfaisant; 26 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *peintres et tapissiers*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, travail satisfaisant, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif chez les *charpentiers*; de même, et pas de changement, chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *sabotiers-galochiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, travail moins actif, chez les *métallurgistes* de Fumel; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins actif, chez les *métallurgistes*; pas de changement, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs et bonne activité chez les *peintres et colleurs de papier*; 9 p. 100 de chômeurs, 78 à 84 heures, travail plus abondant chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, travail actif et satisfaisant chez les *lithographes*. A Lavardac, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouclonniers*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Lozère. — A Marmande, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail moins actif, chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *peigneurs de chanvre*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, travail plus actif et satisfaisant chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *peintres et décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, travail plus actif et satisfaisant chez les *typographes*.

A Reims, chez les mêmes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, et travail plus actif et satisfaisant; pas de chômeurs, chez les ouvriers et ouvrières de l'*industrie lainière*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 4 p. 100, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Épernay, chez les *typographes*, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, et travail plus abon-

nant; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*, et travail actif. A Fismes, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, travail assez actif chez les employés de la *ganterie*; pas de chômeurs, 77 heures, chez les employés de commerce. A Saint-Dizier, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures; chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*, et travail satisfaisant; 15 p. 100 de chômeurs, travail plus actif, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les employés de commerce et d'administration.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail toujours très actif, chez les ouvriers du *vêtement*; de même et 72 à 75 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *menuisiers*; de même chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *tailleurs de pierre* et *ravaleurs*; pas de chômeurs, travail plus actif et satisfaisant chez les *garçons de magasins* et *livreurs*; pas de chômeurs chez les employés de commerce et comptables.

Pas de chômeurs, 54 heures, et travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même et 60 à 66 heures, chez ceux de Haucourt; de même et 60 heures, chez ceux de Gohbrauchet; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* de Ludres; pas de chômeurs, chez ceux de Frouard-Pompey, de même chez ceux de Jœuf; pas de changement, 5 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* de Bouxières-aux-Dames. A Saint-Nicolas, 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les ouvriers des industries chimiques.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail moins actif, chez les *métallurgistes*. A Ligny, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *opticiens*. A Lérrouville, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *carriers*, *terrasiers* et *mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, 7 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *tailleurs de pierre*; 17 p. 100 de chômeurs, même situation, 54 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 heures, travail un peu moins actif, mais satisfaisant, chez les *tailleurs de pierre*.

A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers*; 3 p. 100 de chômeurs, travail assez peu actif, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 60 heures et travail peu satisfaisant chez les *travailleurs réunis du port*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres des chantiers et ateliers*. A Sauzon, 7 p. 100 de chômeurs, 30 heures par semaine, travail peu actif, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *peintres* et *plâtriers*; nombreux chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *manœuvres et hommes de peine*.

A Cercy-la-Tour, pas de chômeurs, 66 heures, travail toujours satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, même situation, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cosne, 60 heures par semaine, travail stationnaire, chez les ouvriers en *limes*. A Guérisny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment*. De même, et 6 p. 100 de chômeurs, chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Sichamps, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *bûcherons*; travail assez satisfaisant, pas de chômeurs, chez les ouvriers *forestiers* de Saint-Amand; de même, mais 25 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Menestreau; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Billy-sur-Oisy; très peu de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de changement chez les ouvriers des *bois* d'Entrains; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; de même chez les *bûcherons* de Saint-Vérain; pas de changement chez les ouvriers des *bois* et les *bûcherons* de la Chapelle-Saint-André de Ciez et de Colméry. A Arquiam, un tiers de

chômeurs, travail peu actif, chez les *bûcherons*; travail non satisfaisant, 70 p. 100 de chômeurs, chez ceux de *Menou*; de même, plus de 50 p. 100 de chômeurs, chez ceux de la Celle-sur-Nievre; de même, 75 p. 100 et 66 heures, chez ceux des Trois-Vèvres.

Nord. — A Lille, chez les *typographes*, 2 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures par semaine, et travail satisfaisant; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, travail stationnaire, chez les *coupeurs en confection*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 10 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ébénistes*; travail stationnaire chez les ouvriers des *métaux*; pas de chômeurs, 54 heures, travail plus actif, chez les *zingueurs-plombiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 63 heures, travail plus actif, chez les *tisserands*; un dixième de chômeurs, 66 heures, travail stationnaire, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 1 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les travailleurs de la même industrie; pas de chômeurs, 58 heures, travail moins actif, chez les *peigneurs-réunis*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *teinturiers de la moquette*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, situation non satisfaisante, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les *mécaniciens*; même situation et 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; 26 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *peintres*; pas de changement chez les ouvriers et employés des *travains*.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant, chez les *typo-lithographes*. A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *typographes*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant et très satisfaisant, 63 heures par semaine, chez les *tordeurs d'huile*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *voiliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 3 p. 100, 63 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 42 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *plafonneurs*; 11 p. 100, 60 heures, travail moins actif, chez les *maçons*. A Cambrai, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Maubeuge, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, 50 heures par semaine. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les *marbriers à la pendule et à la cheminée*.

A Armentières, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*. A Linselles, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *tisserands*. A Comines-et-Wervieq, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, et travail satisfaisant, chez les *rubaniers*. De même chez les *tullistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. De même chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert. A Villers-en-Cauchies, 45 p. 100 de chômeurs, chez les *tisserands*. A Fourmies, pas de chômeurs, 63 heures, travail stationnaire, chez les ouvriers *textiles*. Au Cateau, même situation, chez les *tisseurs*. A Wignehies, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. Peu de chômeurs, 80 à 90 heures de travail, chez les *tissésands*; 63 heures, chez les ouvriers *textiles* de Neuville. A Marly, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. Chez les *tisserands* d'Haspres, 20 p. 100 de chômeurs et travail plus actif. A Tourcoing, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de la *filature de coton*; nombreux chômeurs, travail moins actif chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du *tissage*; travail actif et satisfaisant, 62 heures, chez les *tapissiers en grosse moquette*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. A Onnaing, pas de changement, chez les *métallurgistes*. De même à Saint-Amand; pas de chômeurs, 48 heures, travail moins actif, à Hautmont.

A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Fellerie, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Gommegnies, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Aniche, 13 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *verriers*. A Fresnes, pas de changement, chez les *verriers à vitres*; travail satisfaisant chez ceux de Courches.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs chez les *cordonniers*, et travail satisfaisant; 22 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, travail plus actif, chez les *menuisiers*. A Saint-Justen-Chaussée, pas de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail toujours actif, chez les

coupeurs-brocheurs-couseurs en chaussures. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Méru, de même, et travail satisfaisant, chez les *boutonniers*; de même chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre; travail moins actif, chez ceux de Tracy-le-Mont. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail moins actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Creil, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail toujours actif, chez les ouvriers du *bâtiment* et de l'*industrie*.

Orne. — A Alençon, chez les *typographes*, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, et travail satisfaisant; pas de chômeurs, 77 heures, travail actif, chez les *charpentiers*; de même et 72 heures chez les *granitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, un peu moins de travail, chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; de même, 120 heures, et travail actif, chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 heures, travail plus actif, chez les *tailleurs et employés d'habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers en *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, bonne activité, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *cordonniers, tunneurs et corroyeurs*; de même, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Montreuil-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, 45 heures, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

Pay-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 22 p. 100 de chômeurs, 72 heures par semaine, travail moins abondant, chez les *cuisiniers*; 15 p. 100, 18 heures par jour, travail assez actif, chez les garçons *limonadiers, restaurateurs et d'hôtels*; 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; bonne activité, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, travail normal, chez les *mouleurs en métaux*.

A Thiers, chez les *papetiers*, travail moins actif; pas de chômeurs, très bonne activité, chez les *monteurs de ciseaux*; 18 p. 100 de chômeurs, 70 à 75 heures, travail moins actif, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*; pas de chômeurs, 66 heures, travail assez satisfaisant, chez les *maçons et aides*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *plâtriers-peintres*.

A Riom, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Meissex, grève générale chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 20 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *travailleurs du liège*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*, pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *typographes*; de même, 66 heures, chez les *carrossiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serriers*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, mais travail insuffisant, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail toujours actif, chez les *menuisiers en bâtiment* et les *ébénistes*; pas de changement, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 40 heures, travail moins actif, chez

les maçons; pas de chômeurs, bonne activité, chez les peintres; pas de chômeurs, 80 heures travail satisfaisant, chez les employés de commerce.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, chez les cordonniers, 60 à 72 heures par semaine, travail plus abondant et satisfaisant; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures. chez les ouvriers textiles; bonne activité, 60 heures, chez les marbriers; même nombre d'heures, pas de chômeurs, chez les marbriers et polisseurs.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 50 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers agricoles et viticoles; 20 p. 100 de chômeurs, chez les cuisiniers; 44 p. 100, travail moins abondant, mais satisfaisant, chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant, chez les tailleurs de pierres. A Canohes, 15 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs de terre; 24 p. 100, 56 heures, travail satisfaisant, chez ceux de Clairac.

Rhin (Haut-). — A Belfort, chez les typographes et relieurs, travail moins abondant, mais satisfaisant et 60 heures par semaine; 5 p. 100, 63 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers de l'industrie textile; de même, 60 heures, chez les menuisiers, charpentiers et ébénistes. A Giromagny, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie textile.

Rhône. — A Lyon, chez les typographes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine et travail stationnaire; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant chez les imprimeurs-conducteurs typographiques; 4 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les cordonniers cousu-main; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail un peu plus actif chez les cordonniers; chez les tisseurs, 33 p. 100 de chômeurs; chez les chenilleux réunis, 40 p. 100, travail moins actif et 40 heures par semaine; pas de changement chez les ouvriers de la soie; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les coupeurs-tailleurs; 4 p. 100 de chômeurs, pas de changement, chez les coupeurs-chemisiers, pas de chômeurs, travail actif et satisfaisant, chez les tailleurs d'habits; de même et 60 heures par semaine chez les chapeliers en fantaisie; 28 pour 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les tullistes à la chaîne; 10 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les teinturiers-dégraisseurs; pas de changement chez les ouvrières de l'aiguille; pas de chômeurs, travail normal, 48 heures, chez les charpentiers; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, légère augmentation, chez les menuisiers en siège; pas de changement chez les sculpteurs et mouleurs de l'article meuble.

22 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les chauffeurs-mécaniciens-électriciens; 18 p. 100 de chômeurs, travail moins actif chez les électriciens; 6 p. 100 de chômeurs chez les découpeurs et estampeurs sur métaux. Chez les sculpteurs-statueniers-ornemanistes, pas de chômeurs, 48 heures, travail plus actif; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail moins actif chez les paveurs, dresseurs et piqueurs de grès; 12 p. 100 de chômeurs chez les coiffeurs; pas de changement chez les camionneurs; 16 p. 100 de chômeurs, 98 heures chez les cochers des voitures de place; 3 p. 100 de chômeurs, 79 heures chez les employés et ouvriers des bateaux omnibus; 4 p. 100 de chômeurs chez les garçons de peine; pas de changement chez les employés de commerce et les comptables teneurs de livres.

A Villefranche, 52 heures par semaine, travail non satisfaisant chez les ouvriers de la filature; travail toujours actif chez les teinturiers. A Thizy, chez les tisseurs, 37 p. 100 de chômeurs, 58 heures et demie par semaine, travail un peu plus actif. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures, travail plus abondant et satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs, 60 heures chez les chapeliers.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail stationnaire chez les typographes. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les cordonniers. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs chez les ouvriers sur métaux.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, chez les typographes, 1 p. 100, 60 heures et travail satisfaisant; de même, 70 heures chez les sabotiers; 90 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les métallurgistes; moitié de chômeurs, travail peu actif, chez les plâtriers et peintres.

A Montceau-les-Mines, 10 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les mineurs;

pas de chômeurs, 54 heures, travail moins actif chez les *maçons*; nombreux chômeurs, 15 heures par semaine, chez les *bateliers*; pas de chômeurs, 50 heures, travail assez abondant chez les *carriers*. A Coublanc, 71 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. Au Creusot, 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Cullles, pas de chômeurs, 50 heures, bonne activité chez les *piqueurs de grès* de Saint-Geugnon. A Saint-Léger-sur-Dheure 20 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *manouvriers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 62 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 32 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif et satisfaisant, chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Suze, travail un peu plus actif, 72 heures par semaine, chez les *ouvriers et ouvrières en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, même nombre d'heures et situation satisfaisante chez les *tanneurs et corroyeurs*. A Vihaye, même activité chez les *ouvriers et ouvrières en manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, bonne activité, chez les *charpentiers* et les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail toujours actif, chez les *serruriers mécaniciens*. A Arvillard, pas de chômeurs, 63 heures, et travail satisfaisant.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *ouvriers du tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Thonon, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. Pas de changement chez les *bateliers* et *carriers* de Meillerie.

Seine. — A Paris, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XI^e; 13 p. 100, travail moins abondant, chez ceux du XIII^e; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; très peu de chômeurs, 60 à 70 heures par semaine, bonne moyenne de travail, chez les *confiseurs*; 9 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, 98 heures par semaine, chez les *pâtisseries*; peu de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *biscuitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, de 112 à 120 heures, chez les *ouvriers de la charcuterie*; très peu de chômeurs, 78 heures, travail plus abondant, chez ceux en *salaisons*; 36 p. 100 de chômeurs, 126 heures, chez les *garçons limonadiers* et *restaurateurs*.

5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 chez les *conducteurs, pointeurs, marges*, et travail moins abondant; 13 p. 100, et même situation, chez les *graineurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; très peu de chômeurs et travail assez satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 15 p. 100, 60 heures par semaine et même activité chez les *margers-pointeurs lithographes*; pas de changement chez les *imprimeurs de journaux*. 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, travail plus actif chez les *imprimeurs en taille douce*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *dessinateurs-écrivains-graveurs-lithographes*; travail plus actif et satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures françaises*; pas de changement dans la *gravure sur bois* appliquée à l'illustration; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant chez les *graveurs sur bois*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 7 p. 100 de chômeurs, travail stationnaire, chez les *opérateurs et bitumiers de la photogravure*; chez les *ouvriers de la dorure sur cuirs et papiers*, 4 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus actif et satisfaisant.

Pas de changement chez les *mégissiers*: un tiers de chômeurs, 55 à 60 heures, travail plus actif chez les *mégissiers du mouton*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins actif, chez les *apprêteurs en pelleterie*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers de la cordonnerie*; 8 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus actif chez les *ouvriers du chevreau glacé*; situation toujours précaire chez les *gantiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine, travail moins actif chez les *selliers et harnacheurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *selliers-mécaniciens*; 36 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, travail moins actif chez les *ouvriers de la sellerie militaire*; très peu de chômeurs, 60 heures, travail actif et satisfaisant chez les *monteurs en sièges cuir*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *tisseurs*; 2 p. 100, 55 heures, travail plus actif, chez les *teinturiers et dégraisseurs*; travail moins abondant, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs et décatisseurs*; pas de chômeurs, travail actif, 55 heures, chez les *passemmentiers à la main*; de même, et 60 heures chez les *passemmentiers à la barre*; 3 p. 100, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 54 heures, travail stationnaire, chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 3 p. 100, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 72 heures, travail plus actif chez les *casquettiers*; 12 p. 100, travail plus abondant chez les *confectionneuses de cols et cravates*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif et satisfaisant, chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, même activité chez les *ouvriers de la bretelle et de la ceinture*; pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers blanchisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *garçons de lavoirs*; 7 p. 100 de chômeurs, 95 heures, chez les *couleurs*.

12 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, travail moins actif, chez les *menuisiers*; 60 heures chez les *ouvriers de l'ébénisterie*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *scieurs, découpeurs, mouleurs à la mécanique*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *brossiers pour peinture*; de même, 65 heures, travail plus actif et satisfaisant chez les *tourneurs en queues de billard*; pas de changement chez les *ouvriers de la marquerie*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail en baisse chez les *coffretiers*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de services et contremaîtres des industries métallurgistes*; 60 heures chez les *mouleurs en métaux*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail en baisse chez les *opticiens*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers en bijouterie*; pas de chômeurs, 60 heures, meilleure activité, chez les *lapidaires sur pierres fines*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *ouvriers en coffres-forts*; 4 p. 100, 60 heures, travail moins actif chez les *bronzes et galvaniseurs sur métaux*; pas de changement chez les *trombonistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *tourneurs en optique (jumelle)*.

Pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 32 p. 100 de chômeurs, 60 heures, bonne activité chez les *briquetiers-jointoyers*; 22 p. 100 de chômeurs, 70 heures, travail satisfaisant, chez les *puisatiers-mineurs et terrassiers*; travail moins actif chez les *gargouillers*; 25 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail stationnaire chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs, bonne activité chez les *peintres*; pas de changement chez les *sculpteurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *graveurs de cimetières*; travail assez actif, 60 heures, chez les *ouvriers en poterie d'étain*; 4 p. 100 de chômeurs, bonne activité, chez les *boucheurs à l'émeri*; très peu de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé et les professeurs de l'enseignement libre*; pas de changement chez les *clercs d'huissiers*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles et marchés*; 13 p. 100, 72 heures, chez les *emballeurs en chiffons*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes* et travail actif; pas de changement chez les *caissières-comptables, les représentants et employés de la bijouterie et les employés des mandataires et commissionnaires aux halles*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers et représentants de commerce*; pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; de même chez les *employés de bureaux de placement autorisés*; 5 p. 100 chez les *employés à la Bourse de commerce*; même nombre de chômeurs, 60 heures, travail peu actif, chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; 12 p. 100 de chômeurs, 105 heures, travail plus actif, chez les *employés et employées de fleurs naturelles*; 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *employés des coopératives ouvrières de consommation et de production*.

1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maisons*; 14 p. 100 et 70 heures chez les *porteurs de journaux*. Pas de changement chez les *camionneurs*; un tiers de chômeurs, travail plus actif et satisfaisant chez les *cochers de grande remise*; 4 p. 100 et 70 heures chez les *employés et ouvriers des tramways électriques*; pas de changement chez les *surveillants de métropolitain*; de même chez les *employés de la Compagnie des tramways de la Seine*; 13 p. 100, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *travailleurs des bateaux parisiens*; 96 à 100 heures par semaine chez les *cochers-postiers*; 105 heures chez les *employés et ouvriers des bateaux voyageurs*; pas de changement chez les *employés de la Compagnie des tramways*; travail plus actif chez les *déménageurs*; pas de chômeurs, 126 heures par semaine; pas de changement chez les *employés de la Compagnie générale des omnibus*.

A Clichy, 70 heures par semaine, travail satisfaisant, chez les *boulangers*. A Courbevoie, pas de chômeurs, 80 heures, travail actif et très satisfaisant, chez les *blanchisseuses*. A Malakoff, reprise du travail chez les *treillageurs* de Clamart. A Aubervilliers, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Asnières, un quart de chômeurs, travail peu actif chez les mêmes. A Levallois, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*. A Suresnes, 2 p. 100 de chômeurs chez les employés du *chemin de fer du Bois de Boulogne*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 5 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus abondant et satisfaisant chez les *lithographes-papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *corroyeurs et tanneurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers et apprêteurs*; chez les *menuisiers*, travail satisfaisant et 60 heures par semaine; 22 p. 100 de chômeurs, 40 à 60 heures, travail moins actif chez les *fondeurs en fer*; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens*, et employés du port; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail plus abondant chez les employés de commerce, de bureau et de l'industrie; 13 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs en liquide*. A Déville-les-Rouen, 13 p. 100 de chômeurs, légère reprise, 60 heures par semaine, chez les *métallurgistes*.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, travail abondant chez les *péroliers*, et stationnaire chez les *kaïliers* et les *savonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail actif et satisfaisant chez les *voiliers*; 16 p. 100 de chômeurs, 55 heures, travail moins actif, chez les *charpentiers de navires*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes* et les *chaudronniers*; 47 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *terrassiers*, pas de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks et entrepôts*; 62 p. 100 chez les *charbonniers, déchargeurs et chargeurs*.

A Elbeuf, 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *menuisiers*. A Bolbec, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *cotonniers*. A Lillebonne, 50 heures, même activité.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les *travailleurs du livre*. A Nanteuil-lez-Meaux, travail moins abondant mais satisfaisant, 60 heures par semaine, chez les *carriers et plâtriers*. A Bécard, pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *maçons*. A Clérou-Landon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Lagny, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *ouvriers de l'ameublement*; de même, et 54 à 60 heures, chez les *scieurs-découpeurs-mouturiers à la mécanique*; 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif, chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Étampes, pas de chômeurs chez les *typographes*, et travail actif et satisfaisant; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs en métaux*. A Saint-Germain-en-Laye, 13 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*. A Argenteuil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mantes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*. A Méry-sur-Oise, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *carriers*. A Reuil, pas de changement chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; travail actif, 70 heures par semaine, chez ceux de la *raffinerie de pétrole* de Bonnières. Au Pecq, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes* de Saint-Germain-en-Laye. A Chaville, 15 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, travail actif et satisfaisant; chez les *blanchisseuses*. A Orsay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. Aux Mesnuls, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *bûcherons*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*, 60 heures par

semaine et travail plus actif et satisfaisant. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Laurs, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs chez les *lithographes*, 60 heures par semaine et travail plus actif; nombreux chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 80 heures, travail satisfaisant, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*. A Corbie, 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail moins actif, chez les *bonnetiers*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, travail stationnaire chez les *chapeliers-appropriateurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; de même, 60 heures, travail normal, chez les *charpentiers et couvreurs*. A Graulhet, 26 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine, travail plus actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouge, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*. A Mazamet, même activité chez les *ouvriers menuisiers et ébénistes*. A Briatex, pas de chômeurs, bonne activité, chez les *ouvriers du bâtiment*. Au Garric, grève générale chez les *mineurs*. A Carmaux, pas de changement chez les *verriers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, travail plus actif chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisoles, pas de chômeurs, 63 heures, travail plus abondant chez les *ouvriers fabricants de balais*.

Var. — A Toulon, 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 59 heures, bonne activité, chez les *ouvriers métallurgistes de la Seyne*; pas de chômeurs, chez les *machinistes*; 9 p. 100, 84 heures, travail plus actif, chez les *employés de commerce et demoiselles de magasins*.

A Draguignan, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *maçons*. A Hyères, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail stationnaire, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 98 heures, travail moins abondant chez ceux de Saint-Raphaël. A Bargemon, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*, et travail assez satisfaisant.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures par semaine, travail plus actif, chez les *ouvriers en chaussures*; de même, et 66 heures de travail chez les *tanneurs et corroyeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Cavaillon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers sur cuir*. A Cadenet, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Caderousse, 48 heures, pas de changement chez les *balaitiers*. A Valréas, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail moins actif, chez les *maçons*. A Ménerbes, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*; de même et 54 heures chez ceux de Bollène.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail stationnaire, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *portefaix*. A Faymoreau, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisserands*; de même chez ceux des *Épesses* et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les *brassiers et brosières*; 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, moins d'activité, chez les *tailleurs de pierre et ravauteurs*; moitié de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 6 p. 100 de chômeurs, 90 à 110 heures par semaine chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant.

sant, chez les *imprimeurs lithographes*; même nombre de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *typographes*; 23 p. 100 de chômeurs, grève partielle, chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 65 heures, travail moins actif chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *ébénistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail assez actif chez les *mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, travail satisfaisant, chez les *terrassiers et manœuvres*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *couvreurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers *porcelainiers*; 1 p. 100 de chômeurs, travail moins actif chez les *useurs de grains et polisseurs de porcelaine*; pas de chômeurs, bonne activité, 70 heures chez les *monfletiers*; pas de changement chez les *coiffeurs*; 77 heures par semaine chez les *conducteurs-receveurs-mécaniciens-chauffeurs-électriciens des tramways électriques*.

A Saint-Junien, pas de chômeurs, travail normal chez les *gantiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de changement chez les *feillardiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et plâtriers*. A Monteron, pas de chômeurs, 60 à 63 heures, travail toujours actif chez les *faïenciers*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs chez les *typographes*; 72 à 76 heures par semaine, chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 72 heures par semaine, travail actif, chez les ouvriers du *textile*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant, chez les mêmes; de même et 60 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de *l'ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, même activité chez les *typographes*; de même et 66 heures chez les *mouleurs en fer*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et tailleurs de pierre*.

A Sens, travail toujours actif chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail plus actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontenailles-sur-Andryes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; de même chez les ouvriers *forestiers et agriculteurs* de Courson; de même, chez ceux de Saint-Martin-des-Champs. A Sept-Fonds, travail assez satisfaisant, pas de chômeurs chez les mêmes; travail moyen, 9 p. 100 de chômeurs, chez les *forestiers-bûcherons* de Domats; 20 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les *forestiers et agriculteurs* de Saint-Sauveur. A Lavaux, nombreux chômeurs chez les mêmes. A Saint-Fargeau, nombreux chômeurs chez les *forestiers* et pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Briennon, 55 heures, bonne activité, chez les *galochiers*.

Algérie. — A Alger, 37 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers et restaurateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail un peu moins actif, chez les *typographes*; 26 p. 100, 54 heures, travail plus actif, chez les ouvriers et ouvrières du *liège*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons-forgerons*; 40 p. 100, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *plâtriers*; 19 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les *employés en quincaillerie*.

A Oran, travail moins actif, 40 heures, chez les *portefaix*. A Mustapha, 35 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures par semaine, chez les *cuisiniers-pâtisseries*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,161,109,801 francs du 1^{er} janvier au 7 novembre 1902 contre 1,149,725,500 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 0.99 p. 100.

Faillites. — 135 faillites et 15 liquidations judiciaires en octobre 1902 (contre 107 et 13 en octobre 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 91 demandes en octobre 1902, dont 77 pour des constructions neuves, contre 70 et 56 en octobre 1901.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1901.	Sept. 1902.	Oct. 1902.
Farine (Corbeil), les 157 kilogr., cour ^t	47 ^f 885	47 ^f 885	"
Pain de 1 ^{re} qualité (taxe officieuse); le kilogr.....	"	0 3225	"
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 875	21 75	24 ^f 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 625	33 50	36 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	59 75	57 875	58 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	78 50	76 75	66 25
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	40 25	38 75	38 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	67 00	70 50	72 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	47 50	56 75	53 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	119 00	141 50	140 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	43 00	49 00	46 50
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	163 12	141 25	140 75
Etain Banka, <i>idem.</i>	302 00	323 00	317 50
Plomb, <i>idem.</i>	34 50	32 75	32 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	45 75	47 50	48 12
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 50	20 60	22 75
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 55	19 85	20 70
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 50	19 10	19 75
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 28	1 28
Viande veau, <i>idem.</i>	1 77	1 63	1 78
— mouton, <i>idem.</i>	1 77	1 85	1 89
— porc, <i>idem.</i>	1 33	1 46	1 38

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	635,494,000	633,923,000	1,571,000	"
Matières nécessaires à l'industrie..	2,353,596,000	2,357,616,000	"	4,020,000
Objets fabriqués.....	637,220,000	639,154,000	"	1,934,000
TOTAUX.....	3,626,310,000	3,630,693,000	1,571,000	5,954,000
DIMINUTION en 1902.....				4,383,000
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	566,119,000	540,076,000	"	23,957,000
Matières nécessaires à l'industrie..	959,838,000	836,396,000	123,442,000	"
Objets fabriqués.....	1,749,291,000	1,685,283,000	64,008,000	"
Colis postaux.....	192,507,000	182,993,000	9,514,000	"
TOTAUX.....	3,467,755,000	3,294,748,000	196,964,000	23,957,000
AUGMENTATION en 1902.....				173,007,000

Adjudications. — Adjudications importantes en novembre et décembre 1902.**BOUTES ET CHEMINS.**

AISNE. — 14 novembre. — Préfecture : entretien des routes nationales pendant 5 ans, montant annuel.....	303,800
ARDENNES. — 18 novembre. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans, montant annuel.....	207,000
GIRONDE. — 25 novembre. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans, montant annuel.....	218,277

CHEMINS DE FER.

CÔTES-DU-NORD. — 15 novembre. — Préfecture : construction d'un chemin de fer d'intérêt local (ligne de Saint-Brieuc à Ploncha)...	300,000
CREUSE. — 17 novembre. — Préfecture : Ligne de Guéret à La Châtre, construction du 3^e lot d'infrastructure.....	1,065,000
SEINE-ET-MARNE. — 6 décembre. — Préfecture : Tramways départementaux. Infrastructure, ballast et pose de voies.....	170,000

CANAUX.

RHÔNE. — 22 novembre. — Préfecture : construction d'un baport sur le Rhône.....	640,000
--	---------

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

ALGÉRIE. — 10 novembre. — Préfecture d'Oran. — Dessèchement du village de Rivoli.....	385,000
BOUCHES-DU-RHÔNE. — 18 novembre. — Mairie de Marseille. — Entretien des bâtiments communaux.....	192,300
OISE. — 25 novembre. — Hospice de Beauvais. — Agrandissement de l'Hôpital.....	124,953
ALGÉRIE. — 26 novembre. — Mairie d'Alger. — Construction d'un réservoir.....	190,000
SEINE. — 27 novembre. — Mairie de Clichy. — Construction d'une école maternelle.....	201,015

FOURNITURES.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Mairie de Nantes. — Tuyauterie et appareils pour conduite d'eau.....	158,400
---	---------

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1902.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	201	209	64	64	172	154	62	19	206	255	100	55
— (II ^e —)...	734	723	467	"	745	735	473	"	1,431	1,475	925	"
— (IV ^e —)...	361	331	222	3	386	339	307	8	515	484	458	11
— (V ^e —)...	98	171	98	16	103	121	90	12	110	176	104	19
— (VI ^e —)...	382	333	115	197	203	168	129	"	294	523	190	311
— (IX ^e —)...	194	270	89	29	166	229	73	19	207	439	121	"
— (XII ^e —)...	150	100	81	9	240	105	68	"	140	105	89	"
— (XIII ^e —)...	387	318	268	"	367	200	249	"	439	397	316	"
— (XIV ^e —)...	257	203	139	"	197	179	78	12	206	261	113	"
— (XV ^e —)...	222	200	186	8	188	193	181	4	160	228	219	4
— (XVII ^e —)...	378	342	234	9	317	337	210	14	523	305	251	"
— (XIX ^e —)...	325	332	107	56	595	351	274	"	"	"	"	"
— (XX ^e —)...	230	230	130	32	229	223	113	39	230	268	164	"
— (refuges municipaux).....	(1)	(1)	37	137	(1)	(1)	25	153	(1)	(1)	43	109
Levallois-Perret.....	158	136	136	"	115	103	97	"	133	120	120	"
Bordeaux.....	133	15	14	"	27	22	8	"	369	152	65	950
Brest.....	71	28	28	"	87	29	29	"	109	24	28	"
Charleville.....	26	22	2	"	17	21	"	"	20	19	"	"
Cholet.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	"
Douai.....	3	5	"	"	4	5	"	"	5	1	"	"
Épinal.....	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Le Puy.....	5	5	4	"	9	5	5	"	8	8	6	"
Little.....	1	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Lisieux.....	121	145	51	5	157	142	70	1	208	137	82	"
Lyon.....	102	149	43	2	108	93	39	"	151	152	60	3
Nancy.....	70	20	12	"	97	38	23	"	93	34	24	"
Orléans.....	4	3	3	"	4	3	3	"	4	3	3	"
Saint-Dié.....	"	"	"	"	39	34	20	2	42	34	20	1
Sens.....	"	"	"	"	37	12	10	"	38	27	12	"
Trouville.....	"	"	"	"	108	48	46	"	24	13	12	"
Versailles.....	8	5	4	"	8	5	5	"	10	7	9	"
Vienne.....	56	21	"	"	64	32	"	"	83	37	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (3^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Aix.....	55	40	34	"	60	33	31	"	70	41	36	"
Amiens.....	140	45	41	13	145	70	50	2	"	"	"	"
Angers.....	190	127	127	"	180	117	117	"	230	158	158	"
Belfort.....	104	79	69	"	79	66	51	"	112	89	73	"
Blois.....	"	"	"	"	32	25	"	18	"	"	"	"
Bordeaux.....	"	"	"	"	193	166	94	49	1,101	969	122	804
Boulogne-sur-Mer.....	97	58	49	"	89	76	58	2	82	75	63	"
Bourges.....	"	"	"	"	"	"	"	"	315	251	154	10
Limoges.....	"	"	"	"	95	75	55	5	166	126	104	7
Montpellier.....	"	"	"	"	"	"	"	"	286	1,057	"	"
Narbonne.....	274	108	17	91	227	96	20	75	141	96	21	75
Nîmes.....	754	77	64	88	116	73	61	55	117	95	81	36
Orléans.....	151	158	87	"	134	120	93	"	144	155	84	"
Poitiers.....	45	40	"	26	55	30	8	21	65	41	13	22
Reims.....	"	"	"	"	218	209	157	10	228	253	192	"
Roanne.....	36	9	5	4	33	15	14	1	47	20	"	"
Rouen.....	"	"	"	"	354	274	149	240	355	271	127	78
Saint-Étienne.....	316	166	127	23	256	140	122	14	257	154	124	8
Saumur.....	"	"	"	"	"	"	"	"	62	30	30	"
Toulouse.....	316	218	211	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	468	273	247	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valence.....	221	117	89	"	247	134	97	"	"	"	"	"
Vichy.....	97	46	45	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon-Ville.....	95	90	45	33	110	113	57	43	72	62	23	27
Alger.....	564	444	332	272	536	392	304	303	597	450	371	251
Mustapha.....	51	20	"	"	56	31	"	"	90	62	"	"

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (3^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Paris.....	Marchands de beurre, œufs et fromages....	"	"	"	"	(1)	156	121	6	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires...	12	4	4	"	12	2	2	"	14	4	4	"
Id.....	Boulangerie de Paris...	89	59	39	"	101	72	43	"	130	123	76	"
Id.....	Meuniers de France....	17	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maîtres tailleurs de Paris.	"	"	"	"	"	"	"	"	146	86	"	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	47	63	27	"
Id.....	Quincaillerie.....	(1)	49	32	"	(1)	66	48	"	(1)	110	59	"
Id.....	Couteliers de Paris....	32	29	27	"	31	36	29	"	43	32	29	"
Id.....	Usines d'électricité....	2	1	"	"	6	4	1	"	5	6	1	"
Id.....	Négociants et commission- naires.....	"	"	"	"	16	3	5	"	30	7	5	"
Id.....	Gérants de débits de ta- bacs.....	"	"	"	"	20	20	3	"	23	(1)	6	"
Id.....	Marchands de charbons en détail.....	43	86	45	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pharmaciens de France..	18	12	3	7	18	23	4	7	"	"	"	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs	12	3	1	2	15	"	"	"	28	7	5	2
Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.....	22	3	1	"	"	"	"	"	16	3	2	"
Id.....	Les architectes de France.	52	16	16	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(3^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.					AOÛT.					SEPTEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS				
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.																
Ydes (Cantal).	Mineurs.....	"	"	"	"	20	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grossouvre (Cher).....	Bûcherons.....	40	0	"	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Neuvy-le-Barrois (Cher).	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	5	"	"	"	"	"
Montpellier...	Jardiniers, fleuristes...	15	8	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Agde.....	Ouv. agric. et terrassiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	204	4	4	0	"	"	"
Mèze (Hérault).	Agriculteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	13	13	"	"	"	"
Nanteuil(Seine-et-Marne) ..	Carriers, plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.																
Vichy.....	Garçons restaur.-limonad.	"	"	"	"	"	"	"	"	14	8	5	3	"	"	"
Nice.....	Employés, restaurateurs-limonadiers.....	145	114	90	24	"	"	"	"	249	132	120	12	"	"	"
Narbonne....	Garçons limonadiers et restaurateurs.....	"	"	"	"	30	7	50	10	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	8	0	"	"	1	1	"	"	"	"	"
Carcassonne..	Cuisiniers.....	2	3	1	18	3	3	1	31	3	5	2	15	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers, restaurat ^{rs} et assimilés....	9	0	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille....	Cuisiniers (terre et mer).	47	5	1	32	"	"	"	"	17	3	0	0	"	"	"
Id.....	Confiseurs et pâtisseries..	8	19	16	3	20	12	10	2	12	6	6	4	"	"	"
Id.....	Garçons bouch ^{rs} et charc ^{ts}	29	62	25	16	26	60	30	18	63	37	25	12	"	"	"
Cognac.....	Boulangers.....	"	"	"	"	2	3	2	"	4	3	3	1	"	"	"
Rochefort....	Id.....	"	"	"	"	17	15	3	35	"	"	"	"	"	"	"
Besançon....	Garç. limonad., restaurat.	"	"	"	"	"	"	"	"	18	16	7	8	"	"	"
Brest.....	Boulangers.....	15	12	12	14	18	14	"	15	25	14	12	20	"	"	"
Nîmes.....	Confiseurs et pâtisseries..	10	12	10	"	5	6	4	2	8	3	3	"	"	"	"
Toulouse....	Pâtisseries-glaciers.....	10	2	"	4	"	"	"	"	14	18	15	3	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	10	(1)	"	40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux....	Pâtisseries-glaciers.....	42	37	42	91	48	10	10	6	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	27	77	(1)	(1)	20	80	(1)	(1)	22	120	"	"	"
Montpellier..	Id.....	14	3	2	1	"	"	"	"	15	2	2	10	"	"	"
Cette.....	Garçons-limonad., d'hôtels, etc.....	"	"	"	"	4	2	2	10	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.	Tripiers-boyaudiers.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Garçons-bouch. et charcut.	4	1	1	"	0	2	"	"	4	4	"	"	"	"	"
Nancy.....	Cuisiniers et pâtisseries..	40	30	30	40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Pâtisseries.....	72	43	35	8	48	42	34	6	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs et chocolatiers.	16	14	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand	Cuisiniers.....	"	"	"	"	5	8	2	63	11	4	4	3	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	12	25	"	"	"
Mousserolles (Bayonne)...	Boulangers.....	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Ouvriers de la boucherie et de la charcuterie..	"	"	"	"	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	10	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries-confiseurs.....	"	"	"	"	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Empl. de cafés, restaur., d'hôtels et similaires..	60	30	25	200	60	20	"	230	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	40	30	10	20	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chocolatiers.....	"	"	"	"	1	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"
(1) Chiffre non indicé.																

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Paris	Pâtisseries de la Seine...	43	17	17	435	54	18	16	844	62	74	12	62
Id.	Confiseurs	11	2	2	"	"	"	"	"	8	5	"	"
Id.	Buis., pain d'épie., etc..	26	10	"	26	19	6	"	11	25	18	"	31
Id.	Cuisiniers (rue J.-J.-Rous- seau)	(1)	168	77	372	(1)	(1)	44	442	148	115	45	275
Id.	Limonadiers, restaura- teurs et similaires...	(1)	(1)	22	321	200	280	60	250	"	"	"	"
Id.	Limonad., restaurateurs et similair. (L'Avenir).	2	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Boulangers du XI ^e	(1)	(1)	72	11	(1)	(1)	78	10	(1)	(1)	51	27
Id.	Boulangers du XIII ^e	"	"	"	"	"	"	"	"	42	21	10	10
Id.	Travail. da la boulangerie	"	"	"	"	(1)	(1)	4	3	"	"	"	"
Id.	Garçons de cuisine.....	"	"	"	"	30	54	12	221	"	"	"	"
Id.	Ouvr. de la charcuterie..	"	"	"	"	"	"	"	"	75	72	71	1
Niort	Garçons limonad., d'hô- tels, etc.....	4	3	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Albi	Boulangers	(1)	(1)	"	8	(1)	(1)	"	4	(1)	(1)	"	2
Saint-Raphaël.	Id.	5	3	1	14	1	2	3	18	14	6	3	18
Hyères	Id.	"	"	"	"	3	1	2	6	6	6	6	15
Limoges	Cuisiniers et pâtisseries..	3	6	3	45	4	2	1	35	6	4	3	45
Id.	Boulangers	15	8	6	20	"	"	"	"	"	"	"	"
Mustapha	Cuisiniers et pâtisseries..	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Laon	Travailleurs du livre....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Soissons	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	1
Marseille	Conducteurs, imprimeurs et clicheurs	1	1	1	"	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"
Id.	Imprimeurs-lithographes.	10	3	3	"	"	"	"	"	10	4	4	"
Cognac	Dessinateurs et imprim..	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Brive	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Dijon	Id.	21	0	"	"	17	0	"	"	"	"	"	"
Valence	Id.	6	0	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Chartres	Id.	"	"	"	"	2	1	1	"	3	"	3	"
Brest	Id.	5	2	2	"	7	1	1	"	5	1	1	"
Nîmes	Typo-lithographes	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Rennes	Imprimeurs-conducteurs.	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Id.	Lithographes	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Typographes	27	11	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Id.	Imprimeurs, conducteurs, typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Tours	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	5	4	3	1
Dôle	Id.	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Blois	Id.	6	0	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Villeneuve-sur-													
Lot	Typo-lithographes	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Châlons-Marne	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	"	1
Id.	Id.	7	1	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Reims	Lithogr., papet. etrelieurs	2	3	2	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Épernay	Imprimeurs sparnaciens..	3	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Nancy	Typographes	15	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille	Id.	4	1	1	"	10	5	5	"	8	"	"	"
Beauvais	Id.	"	1	1	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Alençon	Travailleurs du livre....	3	2	0	1	4	0	"	"	5	3	"	2
Bayonne	Id.	1	1	1	"	(1)	(1)	"	1	(1)	(1)	2	"
Pau	Id.	3	0	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Lyon	Minervistes	"	"	"	"	7	3	0	3	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.			AOÛT.			SEPTEMBRE.		
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-	DEMANDES.	OFFRES.	PLA-	DEMANDES.	OFFRES.	PLA-
				CEMENTS			CEMENTS			CEMENTS
				d			d			d
				demeure			demeure			demeure
				en			en			en
				extra.			extra.			extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)										
Paris.....	Typograp. (r. de Savoie)...	200	15	"	15	"	"	300	100	"
Id.....	Union lithographique...	51	22	22	"	56	31	20	11	51
Id.....	Imprimeurs lithographes									
	(Résistance).....	67	(1)	"	50	(1)	41	18	55	"
Id.....	Conducteurs-typographes									
	(Gutenberg).....	16	0	"	"	21	9	2	7	16
Id.....	Conducteurs, pointeurs,									
	margeurs et minervistes	34	18	6	12	31	7	1	6	26
Id.....	Graveurs-lithographes...	(1)	(1)	2	15	60	37	8	29	"
Id.....	Dessinateurs, écrivains et									
	graveurs lithographes...	12	13	1	7	13	11	1	5	23
Id.....	Opérateurs et bitumiers									
	de la photogravure...	3	0	"	"	3	0	"	"	3
Id.....	Ouvriers de la dorure sur									
	cuir, papiers.....	8	2	2	"	8	2	2	"	10
Id.....	Typographes (rue J.-J.-									
	Rousseau).....	"	"	"	"	250	30	"	"	"
Id.....	Fondeurs typographes...	"	"	"	"	2	(1)	2	"	"
Id.....	Margeurs, pointeurs, li-									
	thographes.....	"	"	"	"	60	40	10	30	60
Id.....	Graveurs sur bois.....	"	"	"	"	3	2	"	"	"
Rouen.....	Lithographes-papetiers...	1	1	1	"	2	2	1	"	"
Versailles....	Typographes.....	"	"	"	"	10	2	"	1	"
Meaux.....	Travailleurs du livre....	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Anancy.....	Typographes.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"
Thonars (Deux-	Id.....	3	(1)	"	"	"	"	"	"	"
Sèvres)....	Typo-lithographes.....	"	"	"	"	3	2	"	2	2
Niort.....	Travailleurs du livre....	1	1	"	"	2	0	"	2	"
La Roche-s.Yon	Typographes.....	2	(1)	1	"	"	"	"	"	"
Fontenay-le-	Id.....	4	0	"	"	"	"	"	5	0
Comte.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	"	"	"	3	2
Limoges.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	4	3
Auxerre.....										
CUIRS ET PEAUX.										
Nice.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	8	1	1	"	"
Narbonne....	Id.....	2	0	"	"	"	"	"	0	4
Romans.....	Coupeurs, cambreurs et									
	broch** en chaussures.	2	0	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne..	Selliers, bourreliers....	"	"	"	"	"	"	"	2	1
Souillac (Lot).	Tanneurs et corroyeurs...	"	"	"	"	"	"	"	7	0
Liancourt(Oise)	Cordonniers.....	300	0	"	"	"	"	"	"	"
Mouy (Oise)..	Coupeurs, brocheurs de								0	1
	chaussures.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clermont-Fer-	Ouv. en cuirs et en peaux	47	4	"	"	57	0	"	53	2
rand.....	Cordonniers (Cousu main)	"	"	"	"	57	8	"	32	26
Lyon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	65	18
Id.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	18	"
Paris.....	Appréteurs en pelleterie									
	lustr. et fourreurs....	14	15	"	13	18	13	"	13	16
Id.....	Ouvriers du cheveau glacé	10	2	"	"	12	7	"	12	7
Id.....	Selliers et mécaniciens									
	de l'article de chasse..	5	3	"	"	3	(1)	3	"	"
Id.....	Selliers harnacheurs....	10	1	"	"	"	"	"	14	"
Id.....	Monteurs en sièges cuir.	8	0	"	"	2	0	"	1	"
Id.....	Ouvriers et ouvrières de									
	la confrérie des poils..	(1)	(1)	15	"	(1)	(1)	18	"	"
Id.....	Ouvriers de la sellerie									
	militaire.....	"	"	"	"	60	0	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Saint-Quentin.	Tollistes en guipure....	11	0	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Serrières (Ar- dèche).....	Chapeliers foulours....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Corps réunis de la bonne- terie.....	5	0	"	"	"	"	"	"	12	6	3	"
Id.....	Ouvriers et ouvrières de la filature.....	"	"	"	"	5	(1)	5	"	3	0	3	"
Marseille.....	Ouvriers et ouvrières de la tente.....	35	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Blanchisseuses.....	55	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angoulême.....	Taillieurs.....	3	1	"	"	2	0	"	"	5	2	2	"
Sauve.....	Ouvriers en bonneterie....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Taillieurs d'habits.....	150	10	4	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers décorateurs....	12	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	25	"	15
Saint-Étienne..	.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	"	"
Lille.....	Industrie textile.....	"	"	"	"	"	"	"	"	72	0	"	"
Villers-en-Cau- chois (Nord).	Tisserands.....	40	0	"	"	35	0	"	"	40	0	"	"
Caudrys (Nord).	Tollistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	1	4	"
Agen.....	Taillieurs d'habits.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Tapissiers.....	4	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Taillieurs d'habits.....	2	(1)	1	"	"	"	"	"	5	(1)	5	"
Calais.....	Tullistes (L'Émancipat ^{on})	"	"	"	"	256	2	2	"	"	"	"	"
Héricourt.....	Ouv. de l'industrie textile	"	"	"	"	17	3	"	2	"	"	"	"
Lyon.....	Coupeurs chemisiers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chapel ^{rs} en feutre et paille	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Teinturiers dégraisseurs....	3	1	"	1	7	2	1	1	8	0	"	"
Id.....	Bagnetteurs et pleuseurs..	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Conturières.....	(1)	7	"	"	50	12	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers et ouvrières tail- leurs de Paris.....	60	7	5	2	27	6	6	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs, chemis ^{rs} , faux- cols.....	20	12	8	4	30	17	13	4	19	15	12	3
Id.....	Ouvriers et ouvrières de la bretelle.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cesquetiers.....	25	15	"	15	(1)	169	169	"	0	6	"	"
Id.....	Passementiers à la main..	8	0	"	"	8	6	6	"	"	"	"	"
Id.....	Façonniers passementiers à la barre.....	40	18	3	2	6	11	2	4	12	15	3	1
Id.....	Dessinateurs en broderies	6	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Teinturiers et dégrais ^{rs} ..	107	169	95	27	76	115	59	6	108	125	80	22
Id.....	Couleurs et garçons de lavoires.....	39	28	24	4	29	(1)	20	1	34	20	17	3
Id.....	Garçons de lavoirs (Union)	11	(1)	5	6	14	9	5	4	4	2	6	"
Id.....	Ouvrières blanchisseuses..	(1)	7	25	100	19	2	10	"	75	12	2	10
Id.....	Appréteurs et décortis ^{rs} ..	"	"	"	"	25	(1)	4	"	45	1	21	6
Id.....	Fleuristes, feuillogistes, plumassiers.....	"	"	"	"	16	9	1	8	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs de cols-cravates.	"	"	"	"	3	(1)	3	"	2	2	2	"
Id.....	Ouvrières en cols-cravates.	"	"	"	"	70	10	12	"	50	16	38	"
Id.....	Taillieurs de la Seine....	"	"	"	"	77	1	"	1	"	"	"	"
Courbevoie.....	Ouv. et ouv ^{rs} blanchis ^{rs} ..	"	"	"	"	20	10	"	"	"	"	"	"
Boulogne.....	Id.....	"	"	"	"	15	(1)	1	15	"	"	"	"
BOIS.													
Saint-Quentin.	Menuisiers.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Moulins.....	Carrossiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Narbonne.....	Menuisiers et ébénistes..	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tonnelliers.....	20	0	"	4	"	"	"	"	(1)	10	10	"

(1) Chiffre non indiqué.

		JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMIFTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Carcassonne...	Charpentiers.....	"	"	"	"	5	3	"	4	"	"	"	"
Arles.....	Menuisiers et ébénistes..	3	2	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Menuisiers.....	41	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saintes.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Bourges.....	Menuisiers.....	7	5	"	"	10	4	"	"	10	6	"	"
Id.....	Ouvriers en voitures.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	"	"	"
Brive.....	Menuisiers et ébénistes..	0	25	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Charpentiers.....	12	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Id.....	0	2	"	"	8	2	2	"	15	0	"	"
Romans(Drôm ^e).....	Ouvriers de l'ameublement	"	"	"	"	5	0	"	5	"	"	"	"
Aramont (Gard).....	Vanniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	7	5	"
Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	"	"	"	"	6	8	"	6	"	"	"	"
Roanne.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Bourg-Argental.....	Tourneurs sur bois.....	1	0	"	1	"	"	"	"	2	0	"	"
Auch.....	Menuisiers, ébénistes...	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Saumur.....	Carrossiers, menuisiers, etc.	1	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cholet.....	Charpentiers.....	0	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg....	Ebénistes, menuisiers et charpentiers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	12	"	"	0	20	0	"
Id.....	Ameublement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	2	1	"
Lille.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	15	6	4	"	40	0	"	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuisiers.	6	4	3	1	9	3	3	"	12	4	3	1
Lyon.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	15	0	"	"	6	0	"	"
Le Mans.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	5	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	4	0	"	"	8	0	"	"
Paris.....	Ouvriers de l'ameublement.	5	2	2	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Scieurs de long.....	20	18	"	"	50	40	"	40	"	"	"	"
Id.....	Scieurs, découpeurs, monteurs à la mécanique.	37	8	5	3	39	8	5	3	38	12	14	11
Id.....	Doreurs sur bois.....	"	"	"	"	14	(1)	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	17	4	"	7
Id.....	Coffretiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Versailles.....	Scieurs, découpeurs à la mécanique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Saint-Germain-en-Laye....	Menuisiers.....	"	"	"	"	49	0	"	19	12	1	"	2
Amiens.....	Menuisiers en bâtiments.	0	10	"	"	0	2	"	"	10	0	"	"
Castres.....	Charpentiers, couvreurs.	"	"	"	"	7	0	"	"	"	"	"	"
Mazamet.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	1	"	"
Limoges.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"
Id.....	Sabotiers.....	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
MÉTAUX.													
St-Quentin...	Chaudronniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Id.....	Chauffeurs-conducteurs..	2	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Commeny.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	20	0	"	"	20	0	"	"
Montluçon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	100	0	"	"
Nice.....	Electriciens et mécaniciens	23	4	1	3	16	5	"	5	"	"	"	"
Vrigne-aux-Bois (Ardennes).....	Mouleurs.....	"	"	"	"	2	0	"	"	3	0	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

		JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
MÉTAUX. (Suite.)													
Troyes.....	Chauffeurs - mécaniciens, et automobilistes.	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers et tôliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	"	3
Marseille.....	Ajusteurs mécaniciens.....	52	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers, plombiers, zingueurs.....	70	2	"	"	23	7	"	7	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers mécaniciens, chauffeurs et conducteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Caen.....	Mouleurs.....	2	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Besançon.....	Serruriers.....	4	(1)	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Ferblantiers, plombiers, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Serruriers.....	12	8	"	8	50	20	"	20	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers-zingueurs.....	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Forgerons en mécanique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	8	"	8
Id.....	Mouleurs en métaux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	1	1
Toulouse.....	Maréchaux-ferrants.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	"
Id.....	Charrons.....	"	"	"	"	6	4	2	3	"	"	"	"
Saint-Étienne..	Maréchaux-ferrants.....	"	"	"	"	6	9	"	"	"	"	"	"
Id.....	Balanciers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	3	"	3
Nantes.....	Serruriers.....	"	"	"	"	21	2	2	"	"	"	"	"
Agen.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	3	2	"	"	5	0	"	"
Fumel.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"
Saint-Dizier...	Ouvriers métallurgistes..	1	0	"	"	1	0	"	"	2	0	"	"
Pau.....	Serruriers.....	5	1	"	1	"	"	"	"	2	0	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	0	1	"	"	2	1	1	"	3	0	"	"
Sauzon.....	Ferblantiers-boîtiers.....	8	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Patrons et ouvriers métallurgistes (Saint-Éloi).....	10	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14	(1)	8	"
Lyon.....	Chauffeurs - mécaniciens-réunis.....	16	1	"	"	19	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - mécaniciens-électriciens.....	26	8	8	10	18	4	4	6	26	2	2	6
Id.....	Id.....	8	0	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Découpeurs et estampeurs sur métaux.....	2	0	"	"	3	2	1	1	"	"	"	"
Id.....	Électriciens.....	"	"	"	"	15	7	2	3	"	"	"	"
Calais.....	Métallurgistes.....	4	0	"	"	3	0	"	"	2	0	"	"
Id.....	Ouvriers en métaux, chauffeurs.....	"	"	"	"	16	0	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Mouleurs.....	"	"	"	"	(1)	6	6	"	"	"	"	"
Thiers.....	Emouleurs et polisseurs en ciseaux.....	17	0	"	"	15	0	"	"	18	0	"	"
Boucau.....	Métallurgistes.....	10	0	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Mécon.....	Mouleurs.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Ouvriers en limes.....	16	15	15	"	"	"	"	"	"	"	"	7
Id.....	Serruriers en bâtiment..	60	100	"	60	30	5	"	22	"	"	"	"
Id.....	Chefs de service et contremaîtres d. industries métallurgiques.....	1	1	"	"	"	"	"	"	2	3	"	"
Id.....	Ouvriers opticiens.....	3	1	1	"	4	0	"	"	4	1	"	"
Id.....	Bijoutiers, garnisseurs et polisseurs en cannes et parapluies.....	4	0	"	"	2	(1)	1	"	"	"	"	"
Id.....	Bijouterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
MÉTAUX. (Suite.)													
Paris.....	Ouvriers en instruments de précision.....	39	15	33	"	44	9	28	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers tourneurs et opti- que (jumelles).....	26	1	22	"	16	(1)	"	10	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers lapidaires.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	3	"	1
Id.....	Ouvriers en bronze.....	50	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-robinettiers.....	6	3	2	1	6	1	3	2	"	"	"	"
Id.....	Bronzeurs et galvaniseurs sur métaux.....	"	"	"	"	52	0	20	2	50	45	45	"
Id.....	Ouvriers en coffres-forts.....	"	"	"	"	30	(1)	5	"	15	0	"	"
Id.....	Ouvriers de l'orfèvrerie.....	"	"	"	"	(1)	(1)	9	"	"	"	"	"
Rouen.....	Ouvriers constructeurs mé- caniciens.....	25	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs-mécaniciens de la marine et de l'indus- trie.....	"	"	"	"	15	(1)	"	6	"	"	"	"
Le Havre.....	Chaudronniers sur fer....	825	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	2	5	2	0	"	"	"	"
Argenteuil.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Auxerre.....	Mouleurs en fer.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
BÂTIMENT.													
Saint-Quentin..	Peintres en bâtiment....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	"	1
Id.....	Ouvriers couvreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	1	"	"
Commeny.....	Ouvriers maçons et ma- nœuvres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Carcassonne....	Maçons et tailleurs de pierre.....	"	"	"	"	15	(1)	5	"	5	0	"	"
Narbonne.....	Ouvriers maçons plâtriers et tailleurs de pierre..	"	"	"	"	"	"	"	"	16	0	6	"
Marseille.....	Maçons limousinants.....	20	7	"	7	33	10	6	4	32	19	"	18
Id.....	Peintres et décorateurs.....	38	11	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Manœuvres et aides-ma- çons.....	"	"	"	"	80	23	18	1	"	"	"	"
Id.....	Mineurs, terrassiers.....	"	"	"	"	80	20	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	Ouvriers, terrassiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80	(1)	"	"
Dijon.....	Peintres en bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	2	"	"
Besançon.....	Id.....	8	2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Ouvriers en bâtiment.....	"	"	"	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Lagone - Daou- las.....	Tailleurs de pierre.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Tail. de pierre et maçons..	43	31	"	"	53	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tail. de pierre (B. du Tr.)	"	"	"	"	28	23	"	"	"	"	"	"
Id.....	Marbriers réunis.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers couvreurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Agde.....	Tailleurs de pierre.....	19	0	"	"	"	"	"	"	40	0	"	"
Porcieu-Ambla- gnieu (Isère).....	Tail. de pierre et carriers..	"	"	"	"	20	10	12	8	"	"	"	"
Nantes.....	Couvreurs, zingueurs et plombiers.....	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	Couvreurs.....	16	(1)	"	"	10	14	"	"	"	"	"	"
Cahors.....	Peintres et tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Agen.....	Peintre et colleurs de pa- pier.....	(1)	5	"	"	0	3	"	"	0	4	"	"
Id.....	Tailleurs de pierre.....	"	"	"	"	(1)	6	"	"	(1)	4	"	"
Cherbourg.....	Peintres et décorateurs.....	5	2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Lorient.....	Ouvriers du bâtiment ré- unis.....	"	"	"	"	5	0	"	"	15	0	"	"
Lille.....	Sculpteurs, cartonniers, ornementistes.....	"	2	2	"	6	4	4	"	3	2	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.					AOÛT.					SEPTEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				à demeure	en extra.				à demeure	en extra.				à demeure	en extra.	
BÂTIMENT. (Suite.)																
Dunkerque....	Maçons.....	60	10	"	"	"	"	"	"	"	35	0	"	"	"	"
Creil (Oise)...	Ouvriers du bâtiment et de l'industrie.....	(1)	(1)	3	3	6	0	3	3	7	2	"	"	2	"	"
Crépy.....	Ouvriers en bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"	1	"
Alençon.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"
Bayonne.....	Corporation du bâtiment.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0	4	"	"	"	"
Perpignan....	Peintres et ouvriers des arts décoratifs.....	"	"	"	"	25	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Taillleurs de pierre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0	2	"	"	"	"
Lyon.....	Ouvriers paveurs, teneurs et piqueurs de grès...	7	3	"	3	"	"	"	"	"	18	(1)	"	"	5	"
Chalon - sur- Saône.....	Plâtriers, peintres....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60	10	"	"	"	"
Paris.....	Peintres en bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	87	"	"	78	"
Id.....	Peintres de la Seine (rue Clerc).....	9	8	"	"	21	9	9	"	"	21	9	9	"	"	"
Id.....	Peintres de la Seine (B. du T.).....	92	(1)	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	"	"	35	"
Id.....	Terrassiers.....	"	"	"	"	115	0	"	60	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Puisatiers-mineurs, terras- siers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	200	(1)	40	"	"	"
Id.....	Briqueteurs-jourtayeurs...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	10	35	20	"	"
Courbevoie....	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	15	0	"	7	"	"	"	"	"	"	"
Levallois-Perret	Peintres en bâtiment....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0	14	"	"	"	"
Rouen.....	Maçons et plâtriers.....	10	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fontainebleau..	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Draguignan....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"
Poitiers.....	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	10	6	"	6	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Taillleurs de pierre.....	"	"	"	"	4	2	"	4	"	"	"	"	"	"	"
Remiremont...	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6	24	6	"	"	"
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.																
Villedieu - de- l'Indre.....	Ouvriers porcelainiers...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	1	"	"	"
Lyon.....	Briquetiers et fumistes...	"	"	"	"	75	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Briquetiers et potiers fran- çais.....	7	3	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Poterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	1	"	"	"
Limoges.....	Mouletiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0	1	"	1	"	"
Id.....	Porcelainiers «La Pré- voyante».....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.																
Marseille.....	Patrons borneurs remor- queurs.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Charbonniers du port...	98	(1)	16	"	"	"	"	"	"	0	(1)	20	"	"	"
Id.....	Déménageurs.....	"	"	"	"	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cette.....	Charretiers et chargeurs...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	18	0	"	6	"	"
Nantes.....	Camionneurs.....	0	3	"	"	0	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Garçons de magasin, li- vriers.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nevers.....	Manœuvres, hommes de peine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	10	40	"	"
Lyon.....	Employés cochers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"
Paris.....	Personnel de la Compa- gnie générale des omni- bus.....	4	2	"	2	"	"	"	"	"	4	2	2	"	"	"
Alger.....	Garçons cochers de fiacre.	25	0	"	40	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
(1) Chiffre non indiqué.																

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Nice.....	Employés de commerce..	22	7	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Moulins.....	Employés de bureau.....	"	"	"	"	3	4	2	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Sténographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	4	"	"
Montpellier.....	Commis et employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14	3	3	0
Dax.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	1	4	"	"	4	3	"	"
Saint-Etienne..	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Agen.....	Employés de commerce..	22	0	"	"	"	"	"	"	6	"	1	"
Nancy.....	Employés de commerce et comptables.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	4	1	"
Tarbes.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	2	1	1	"	2	"	"	2
Lyon.....	Employés de la soierie..	12	1	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Employés de commerce et de bureau.....	"	"	"	"	2	3	1	"	2	1	1	"
Paris.....	Employés des corporatives ouvrières de consumma- tion et de production.	29	(1)	"	"	"	"	"	"	34	(1)	"	"
Id.....	Employés fleurs naturelles	"	"	"	"	"	"	"	"	42	27	27	11
Id.....	Courtiers et représentants	10	2	2	"	31	8	3	"	40	12	5	"
Id.....	Employés à la Bourse du commerce.....	8	3	3	"	5	4	4	"	9	5	5	"
Id.....	Sténographes.....	5	16	6	"	2	12	2	"	1	15	8	"
Id.....	Comptables.....	12	25	14	1	13	32	17	2	15	18	9	2
Id.....	Employés en serrurerie..	"	"	"	"	3	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Caissiers, comptables et employés aux écritures.	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"	6	4	"	"
Le Havre.....	Employés de magasin (2 sexes).....	5	3	3	"	8	5	4	"	"	"	"	"
Rouen.....	Employés de commerce..	23	9	5	"	5	7	4	"	11	6	4	1
Id.....	Voyageurs en liquides..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Versailles.....	Employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	1	"
Toulon.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	18	4	4	"
Épinal.....	Id.....	3	1	1	"	"	"	3	"	3	3	"	"
Alger.....	Employés en quincaillerie	14	1	2	"	14	1	1	"	15	1	1	"
COIFFEURS.													
Troyes.....	Coiffeurs.....	0	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Ouvriers coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	2	"
Béziers.....	Id.....	28	24	13	7	25	26	25	20	15	16	15	6
Lyon.....	Id.....	35	29	29	"	41	31	31	"	27	19	19	"
Le Mans.....	Id.....	8	7	7	8	4	3	3	1	21	24	21	9
Paris.....	Id.....	(1)	(1)	95	447	"	"	"	"	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison et femmes employées de commerce.	61	63	17	5	48	61	19	4	63	91	27	6
Paris.....	Gens de maison (rue Ma- tignon).....	30	25	15	8	40	57	31	8	68	119	48	20
Id.....	Gens de maison (rue Mar- beuf).....	10	(1)	10	"	5	7	5	—	"	"	"	"
Id.....	Gens de maison (rue des Petits-Carreaux).....	"	"	"	"	70	25	25	15	"	"	"	"
Id.....	Gens de maison (rue de Rivoli).....	"	"	"	"	30	25	25	0	35	43	18	"
Id.....	Empl. d'hôtels (B. d. T.)	"	"	"	"	"	"	"	"	31	29	10	66
DIVERS.													
Cette.....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	12	14	"
Paris.....	Porteurs de journaux...	20	18	4	14	10	10	"	5	24	26	10	16
Id.....	Empl. de l'ens. privé...	18	13	"	"	"	"	"	"	16	3	6	"
Id.....	Empl. de l'ens. libre... .	"	"	"	"	45	2	12	"	18	17	15	2
Id.....	Prof. de l'ens. libre.....	"	"	"	"	(1)	23	19	4	—	"	"	"
Id.....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	35	15	15	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (3^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Amiens	Voyageurs et représen- tants de commerce...	2	"	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"
Id.....	Garçons de café et de restaurants.....	88	271	57	207	89	268	49	215	"	"	"	"
Angers.....	Les compagnons cou- vresseurs.....	16	14	6	14	"	"	"	"	"	"	"	"
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	14	2	5	1	49	23	10	"	21	5	4	8
Avignon.....	Compagnons maréchaux- ferrants du Devoir au Tour de France.....	10	20	10	"	10	18	10	"	"	"	"	"
Belfort.....	Les employés de com- merce.....	"	"	"	"	2	1	"	"	2	1	1	"
Id.....	« La Jeanne d'Arc ».....	10	(1)	3	"	7	(1)	2	"	11	(1)	3	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce..	4	"	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"
Id.....	Garçons de café, maîtres d'hôtel, cuisiniers dite « L'Etoile bisonatine »..	"	"	"	"	"	"	"	"	17	8	7	8
Bordeaux.....	Liquoristes, confiseurs et chocolatiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	1	"	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Charleville.....	Les employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	"
Elbeuf.....	Les fleuristes.....	13	7	4	1	"	"	"	"	11	4	3	"
Le Havre.....	Les coiffeurs.....	94	74	22	50	67	55	20	35	59	53	34	25
Lyon.....	Garçons de salles et de chambres.....	(1)	(1)	150	652	(1)	(1)	105	561	(1)	(1)	62	427
Id.....	Employés de la soierie..	11	12	4	"	6	22	3	"	3	8	2	"
Marseille.....	« Le Vatel ».....	50	49	40	"	192	140	20	120	63	54	51	3
Id.....	Les commis et employés.	126	6	6	"	116	7	7	"	172	6	6	"
Montbéliard....	Les employés de com- merce.....	"	"	"	"	2	"	"	"	1	"	"	"
Nantes.....	La réunion des maçons..	3	3	3	"	2	3	2	"	4	4	4	"
Id.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs de France.....	3	3	"	"	7	7	"	"	"	"	"	"
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	3	2	"	"	2	2	"	"	3	3	"	"
Nîmes.....	Compagnons cordonniers du devoir.....	"	"	"	"	10	2	"	"	"	"	"	"
Pantin (Seine).	Les ouvriers caoutchou- tiers.....	3	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Boucherie « Les vrais amis ».....	139	55	15	"	143	53	14	"	173	61	8	"
Id.....	Pâtisseries et cuisiniers..	60	61	49	593	70	57	484	"	"	"	"	"
Id.....	Les cuisiniers.....	(1)	800	220	550	(1)	750	145	600	(1)	600	120	425

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris.....	«L'Étoile», garçons res- taurateurs et limona- diers.....	345	(1)	48	1.281	402	(1)	40	800	520	(1)	44	730
Id.....	«L'Union Helvetia»....	231	74	90	40	223	147	82	38	268	180	83	16
Id.....	Les employés d'hôtels...	(1)	(1)	19	22	(1)	(1)	31	20	(1)	(1)	26	21
Id.....	Les sommeliers d'hôtels.	81	60	56	115	"	"	"	"	252	130	116	150
Id.....	Les compagnons boulan- gers du Devoir.....	110	40	"	150	70	80	20	60	"	"	"	"
Id.....	L'Union mutuelle de l'épicerie.....	118	159	148	"	175	144	124	"	"	"	"	"
Id.....	Les concierges-gérants..	13	6	5	"	9	8	3	"	6	5	4	"
Id.....	Les compagnons tisseurs- ferrandiers.....	27	8	"	"	12	19	"	"	5	22	"	"
Id.....	«La Couturière».....	16	11	14	"	9	10	9	"	16	14	16	"
Id.....	L'Union générale des gantiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Id.....	«Le Bâtiment».....	15	10	1	2	22	8	2	"	11	7	1	"
Id.....	Les compagnons charrons	76	81	34	42	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peinture.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	3	"
Id.....	«La Quincailerie».....	33	33	24	4	"	"	"	"	39	27	23	4
Id.....	Les Mécaniciens de la Seine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	1	1
Id.....	Les compagnons forge- rons-taillandiers.....	7	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	L'Union des chauffeurs, conducteurs, mécani- ciens, électriciens....	4	2	2	"	5	3	2	1	3	5	3	"
Id.....	Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.....	1	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les employés de trans- port.....	"	"	"	"	(1)	(1)	2	2	"	"	"	"
Id.....	Union de la charcuterie..	"	"	"	"	"	"	"	"	(2) 268	406	257	2
Id.....	Les Comptables.....	183	63	54	19	191	71	62	10	185	91	64	19
Id.....	Garçons de recettes et de caisses.....	"	"	"	"	2	2	2	1	1	"	"	"
Id.....	La Prévoyance humani- taire.....	5	3	2	1	"	"	"	"	4	2	1	1
Id.....	La Saint-Michel.....	600	225	182	247	750	254	108	214	1,440	298	185	210
Id.....	La Franc-comtoise.....	"	"	"	"	1	2	1	"	"	"	"	"
Id.....	Les employés d'établisse- ments de bains.....	"	"	"	"	"	"	"	"	27	33	4	29
Id.....	Les gens de maison.....	(1)	23	7	1	(1)	27	6	"	(1)	54	11	"
Id.....	Les maîtres tailleurs....	40	49	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	L'Alsace-Lorraine.....	"	"	"	"	191	358	125	"	"	"	"	"
Rouen.....	Secrétaires et employés de mairie.....	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Valenciennes...	Les anciens élèves de l'école.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
Id.....	Les employés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 3^e trimestre.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (2^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Angers	Sœurs du « Bon Pasteur ».	"	"	"	"	6	4	4	"	"	"	"	"
Id.	Assistance des libérés.....	(1)	(1)	"	3	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	"	2
Bordeaux.....	Maison du Marin.....	95	(1)	63	"	73	36	36	"	93	(1)	68	"
Id.	Assistance par le travail.	(1)	(1)	8	2	"	"	"	"	(1)	(1)	7	6
Boulogne - sur- Mer	Jardins ouvriers.....	63	63	63	"	63	63	63	"	63	63	63	"
Bourges.....	Assistance des libérés.....	1	3	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Brest.....	Les bonnes sans place..	(1)	(1)	14	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Clermont - Fer- rand.....	Sœurs de l'Immaculée- Conception.....	(1)	(1)	18	6	(1)	(1)	18	6	(1)	(1)	24	6
Cluses	École nationale d'horlo- gerie.....	3	3	3	"	"	"	"	"	6	4	3	"
Coubeyrac (Gi- ronde).....	Orphelinat agricole.....	(1)	(1)	2	"	(1)	(1)	1	"	(1)	(1)	2	"
Courville (Eure- et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	1	26	(1)	(1)	5	31	(1)	(1)	1	47
Couzon-au-Mont- d'Or (Rhône).	Assistance de Saint-Léon- nard.....	"	"	"	"	2	(1)	"	2	"	"	"	"
Die.....	Asile-orphelinat.....	4	5	3	"	5	6	2	"	3	7	3	"
Dunkerque.....	Maison du Marin.....	(1)	(1)	209	"	(1)	(1)	153	"	(1)	(1)	237	"
Épinal.....	Anciens élèves de l'école industrielle	5	1	1	2	"	"	"	"	9	1	5	1
Grand - Quevilly (Seine-Inf ^{re}).	Refuge	"	"	"	"	(1)	7	4	"	(1)	1	1	"
La Chalmelle (Marne).....	Colonie agricole.....	19	(1)	16	17	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	Maison du Marin.....	31	(1)	23	"	32	(1)	17	"	35	(1)	40	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	40	(1)	"	4	"	"	"	"	102	(1)	"	2
Id.	École pratique d'indus- trie	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	23	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Ma- rie.....	24	"	"	"	19	"	"	"	20	"	"	"
Le Puy.....	Maison des filles.....	(1)	(1)	8	"	(1)	(1)	9	"	(1)	(1)	10	"
Le Vésinet	Orphelinat d'Alsace-Lor- raine.....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"
Lille.....	Assistance des libérés.....	12	(1)	10	"	(1)	(1)	6	"	17	(1)	9	"
Id.	Office central des institu- tions charitables.....	198	116	39	"	192	107	36	"	"	"	"	"
Luc par Alzon (Gard).....	Colonie agricole.....	1	1	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Lyon.....	Assistance par le travail.	73	(1)	"	24	63	(1)	"	21	105	(1)	"	26
Id.	Patronage des libérés des Bottereaux.....	"	"	"	"	32	(1)	25	"	"	"	"	"
Id.	Asile protestant.....	"	"	"	"	"	"	"	"	27	79	14	1
Id.	Patronage des prisonniers libérés.....	21	(1)	12	"	"	"	"	"	36	(1)	25	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)...	Assistance de Saint-Jean.	3	12	3	12	"	"	"	"	(1)	13	"	13
Marseille.....	La Préservation.....	41	36	22	"	41	41	16	2	81	81	45	1
Id.	Assistance par le travail.	42	12	20	"	"	"	"	"	57	24	24	8
Melun.....	Assistance par le travail.	"	"	"	"	35	35	14	21	51	51	15	36
Nantes.....	Maison du Marin.....	94	66	66	"	"	"	"	"	94	63	63	"
Id.	Œuvre du Sacré-Cœur...	(1)	17	8	"	(1)	11	5	"	"	"	"	"
Paris.....	Asile Saint-Charles.....	40	90	40	"	30	48	10	3	60	339	57	"
Id.	Patronage de la Provi- dence.....	"	"	"	"	5	3	"	"	4	2	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris.....	Home allemand.....	(1)	6	11	"	(1)	3	9	"	(1)	15	39	"
Id.....	Patronage des libérés du vir ^e	281	(1)	58	"	272	(1)	56	"	309	(1)	46	"
Id.....	Assistance par le travail du m ^e	64	37	5	9	72	69	14	41	347	347	5	316
Id.....	Maison Notre-Dame auxi- liatrice.....	(1)	(1)	325	"	(1)	(1)	278	"	(1)	(1)	450	"
Id.....	Maison de travail pour jeunes gens.....	33	38	33	"	"	"	"	"	13	18	10	"
Id.....	Les Employés du bâti- ment.....	"	"	"	"	31	11	10	"	52	27	26	"
Id.....	Assistance par le travail.	33	(1)	16	"	30	(1)	28	"	"	"	"	"
Id.....	L'hospitalité de nuit....	(1)	(1)	"	23	"	"	"	"	(1)	(1)	"	9
Id.....	Assistance d'Alsace-Lor- raine.....	191	379	137	"	"	"	"	"	194	346	132	"
Id.....	Philanthropique savoi- sienne.....	"	"	"	"	143	202	"	"	241	305	197	21
Id.....	Home israélite français.	"	"	"	"	(1)	(1)	2	3	"	"	"	"
Id.....	Union d'assistance du xvi ^e	"	"	"	"	(1)	(1)	8	7	"	"	"	"
Id.....	Les pauvres honteux....	"	"	"	"	15	3	2	"	"	"	"	"
Id.....	Société philanthropique.	"	"	"	"	"	"	"	"	249	142	31	191
Id.....	Home français.....	(1)	(1)	20	"	"	"	"	"	(1)	(1)	25	"
Id.....	The mission home.....	120	119	10	14	"	"	"	"	129	125	21	5
Id.....	Assistance du xvi ^e arron- dissement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	6	6	"
Quimper.....	Les Enfants de l'ador- tion.....	(1)	(1)	2	"	(1)	(1)	2	"	(1)	(1)	3	"
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant- Jésus.....	(1)	5	1	"	"	3	"	"	(1)	6	1	"
Rochefort.....	Fourneau économique....	1	(1)	1	"	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Rouen.....	École professionnelle et ménagère.....	"	"	"	"	12	2	4	"	10	7	7	"
Id.....	Assistance de Saint-Au- bin.....	53	69	42	1	52	60	32	2	64	70	42	"
Saint-Germain- Village (Eure)	Orphelinat.....	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
St-Hilaire (Mai- ne-et-Loire)..	École de réforme.....	"	"	"	"	(1)	12	7	"	(1)	15	11	"
Saint-Quentin..	École professionnelle....	15	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Assistance des libérés....	15	2	3	16	1	1	1	"	4	1	1	5
Troyes.....	Id.....	6	"	"	"	6	1	1	"	"	"	"	"
Valenciennes...	Id.....	1	(1)	"	1	1	(1)	"	1	"	"	"	"
Versailles.....	Id.....	119	13	9	4	"	"	"	"	126	21	21	6
Vierzon (Cher).	Les anciens élèves de l'école nouvelle.....	4	2	2	"	"	"	"	"	13	9	9	"
Yzeure (Allier).	Les pupilles de la Seine.	5	(1)	2	11	"	"	"	"	(1)	(1)	"	28

(1) Chiffre non indiqué.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 17 syndicats patronaux comptant 643 membres;
- 57 syndicats ouvriers comptant 4,247 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 150 membres;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats patronaux comptant 37 membres;
- 12 syndicats ouvriers comptant 686 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en octobre, 21 en septembre, 6 en août, 5 en juillet, 8 en juin, 10 en mai, 5 en avril, 4 en mars, 4 en février, 2 en janvier et 8 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 77.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes [29 juillet 1902]. — Chambre syndicale des industriels de Nouzon (**métallurgistes**) [23 membres]. Siège social : Cercle du Commerce, NOUZON.

Bouches-du-Rhône [6 octobre 1902]. — Syndicat patronal des horlogers-bijoutiers détaillants de Marseille et de la région (15 membres). Siège social : rue Cannebière, 29 et 31, MARSEILLE.

Côte-d'Or [30 septembre 1902]. — Syndicat de l'ameublement dijonnais (10 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON. — [30 août 1902]. — Syndicat des fabricants de chaussures de la Côte-d'Or (11 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Eure-et-Loir [11 janvier 1902]. — Syndicat du commerce en gros des vins, spiritueux, cidres, bières et vinaigres du département d'Eure-et-Loir (50 membres). Siège social : salle Sainte-Foy, CHARTRES.

Maine-et-Loire [1^{er} mars 1902]. — Syndicat professionnels des horlogers, bijoutiers, orfèvres et négociants tenant les articles de fantaisie (10 membres). Siège social : boulevard Gustave-Richard, CHOLET. — [15 avril 1902]. — Chambre syndicale de la charcuterie saumuroise (16 membres). Siège social : café de la ville, place de la Bilange, SAUMUR.

Morbihan [10 septembre 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics de la ville d'Hennebont (23 membres). Siège social : rue Trottier, 23, HENNEBONT. — [9 juin 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics de la ville de Lorient (14 membres). Siège social : cours des Quais, 18, LORIENT.

Rhin (Haut-) [20 février 1902]. — Chambre syndicale des **horlogers-bijoutiers** de la région de Belfort et des départements limitrophes (16 membres). Siège social : place d'Armes, 1, BELFORT.

Rhône [9 mai 1902]. — Chambre syndicale patronale de la **charcuterie** de Lyon (95 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 51, LYON. — [24 mai 1902]. — Syndicat des loueurs en chambres meublées et des **logeurs** en garnis de la ville de Lyon (110 membres). Siège social : cours Lafayette, 62, LYON. — [13 mai 1902]. — Chambre syndicale des patrons **modeleurs** du Rhône et de la région (12 membres). Siège social : avenue de Saxe, 146, LYON. — [24 avril 1902]. — Chambre syndicale des maîtres **ramoneurs** de Lyon (16 membres). Siège social : rue Palais Grillet, 10, LYON.

Seine [22 septembre 1902]. — « L'Alliance », chambre syndicale des **marchands ambulants** non autorisés sur la voie publique du département de la Seine (120 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS-10^e. — [8 septembre 1902]. — Syndicat de défense des **vendeurs à crédit** (section des machines à coudre) [85 membres]. Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS-1^{er}.

Seine-Inférieure. [13 octobre 1902]. — Syndicat des **horlogers**, bijoutiers, graveurs, du Havre et de l'arrondissement (17 membres). Siège social : Hôtel de ville, le HAVRE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** (section d'Amბérieu) (125 membres). Siège social : AMBÉRIEU. — [12 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers**, couvreurs, scieurs de long de Bourg et de la région (32 membres). Siège social : BOURG. — [6 juin 1902]. — Syndicat des **maçons** de Bourg et de la région (57 membres). Siège social : BOURG. — [17 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mennisiens** et similaires de Bourg (50 membres). Siège social : BOURG. — [26 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers-peintres** de Bourg (40 membres). Siège social : BOURG. — [13 août 1902]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **potiers** et similaires de la ville de Bourg (19 membres). Siège social : BOURG.

Ardèche [22 juillet 1901]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierres**, carriers et similaires de Chomérac (22 membres). Siège social : CHOMÉRAC.

Aube [22 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de l'Aube (29 membres). Siège social : rue de Turenne, 40, TROYES.

Bouches-du-Rhône [29 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers des **ports** de Marseille (400 membres). Siège social : boulevard de la Major, 65, MARSEILLE. — [10 septembre 1902]. — Syndicat français des ouvriers des **quais** de Port-Saint-Louis-du-Rhône (86 membres). Siège social : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

Charente-Inférieure [16 mai 1902]. — Chambre syndicale de la **carrosserie** et parties similaires de Rochefort-sur-Mer (22 membres). Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER.

Côte-d'Or [9 mars 1902]. — Syndicat amical des **cantonniers** de toutes voies de communications du département de la Côte-d'Or (115 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Doubs [8 avril 1902]. — Syndicat des **chefs-cantonniers** et cantonniers du Doubs (250 membres). Siège social : BESANCON. — [17 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** militaire de Besançon (106 membres). Siège social : BESANCON.

Eure-et-Loir [12 avril 1902]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Dreux et les environs (17 membres). Siège social : rue d'Orisson, 22, DREUX.

Gard [2 avril 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P.-L.-M. (section de Nîmes) [305 membres]. Siège social : boulevard Amiral-Courbet, 23, NÎMES.

Isère [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et manœuvres des **mégisseries** de Fontaine (140 membres). Siège social : Mairie, FONTAINE. — [7 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bordiers** (cultivateurs) de Grenoble (20 membres). Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Loire [9 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Firminy (20 membres). Siège social : Halle aux grains, place du Marché, FIRMINY. — [6 mars 1902]. — Syndicat indépendant des employés des **tramways** à vapeur (20 membres). Siège social : rue des Forges, 25, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [18 septembre 1902]. — Union syndicale des ouvriers **chaudronniers en fer et cuivre**, charpentiers en fer, ferblantiers, riveurs, chanfreineurs et manœuvres assimilés à ces diverses corporations de la commune de Saint-Joachim (25 membres). Siège social : Hôtel du Commerce, SAINT-JOACHIM.

Maine-et-Loire [2 septembre 1901]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de la ville d'Angers (17 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [27 février 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **ardoisiers** de Misengrain (321 membres). Siège social : à Misengrain, commune de NOYANT-LA-GRAVOYÈRE. — [1^{er} février 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **champagniseurs** de Saumur et communes environnantes (38 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR.

Marne [17 août 1902]. — Syndicat des **chauffeurs**, conducteurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes du département de la Marne (54 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [6 septembre 1902]. — Chambre syndicale de la **confection** militaire de la ville de Reims (60 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Marne (Haute-) [14 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières **gantières-fourchetières** de Chaumont (69 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Nièvre [23 août 1902]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et similaires de la Nièvre (14 membres). Siège social : Bourse du travail, NEVERS.

Nord [24 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **peigneurs** de Roubaix et des environs (89 membres). Siège social : rue Archimède, 95, ROUBAIX. — [20 septembre 1902]. — Syndicat de **filature** « l'Avenir du travail » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [22 septembre 1902]. — Syndicat de **filature** « la Mèche de coton » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [25 juillet 1902]. — Syndicat tourquennois des courtiers et employés de la **laine** et des matières textiles (10 membres). Siège social : rue d'Austerlitz, 50, TOURCOING. — [2 1900]. — Syndicat Sainte-Barbe (**mineurs**) section de Fenain (40 membres). Siège social : FENAIN.

Pas-de-Calais [7 juillet 1902]. Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Marquise (43 membres). Siège social : Maison Hamaut, RIXENT.

Rhin (Haut-) [6 mars 1902]. — « Union-Fraternité », chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **métallurgique** de Belfort et des environs (240 membres). Siège social : faubourg des Vosges, 126, BELFORT. — [13 juin 1902]. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** de Belfort (57 membres). Siège social : Bourse du travail, BELFORT. — [11 février 1902]. « La Fraternité », chambre syndicale des ouvriers des deux sexes de l'industrie

textile de Belfort et des environs (150 membres). Siège social : faubourg des Vosges, 126, BELFORT.

Rhône [15 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers et employés des **brasseries** de Lyon et de la région (50 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [mai 1902]. — Chambre syndicale des **choristes** lyonnais et français des théâtres de Lyon (25 membres). Siège social : rue Juiverie, 8, LYON. — [12 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers du service municipal des usines des **eaux** de la ville de Lyon (35 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [15 février 1902]. — Syndicat des manœuvres et **journaliers** de Lyon et de la banlieue (66 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [26 mai 1902]. — Chambre syndicale des **portefaix** et crocheteurs de Lyon (32 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [? avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **ramoneurs** de Lyon (60 membres). Siège social : Café Chavent, place d'Albon, 1, LYON. — [1^{er} juillet 1902]. — Chambre syndicale des **sténographes** commerciaux de Lyon (77 membres). Siège social : cours Henri, 145, LYON. — [27 mai 1902]. — « L'Éntancipation », chambre syndicale indépendante des ouvriers et ouvrières de la manufacture des **tabacs** de Lyon (87 membres). Siège social : avenue des Ponts, 7, LYON.

Savoie [26 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **tullistes** réunis de La Broidre (48 membres). Siège social, chez le secrétaire général, LA BRIDROIRE.

Seine [17 août 1902]. — Syndicat « Les **boulangers** de Paris » (24 membres). Siège social : avenue Villemain, 21, PARIS-14^e. — [15 mai 1902]. — Association syndicale des **critiques** littéraires et bibliographes (19 membres). Siège social : rue Caumartin, 4, PARIS-9^e. — [14 septembre 1902]. — Syndicat des dames **employées** du commerce et de l'industrie (21 membres). Siège social : rue de l'Abbaye, 14, PARIS-6^e. — [14 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers de l'**habillement** (27 membres). Siège social : rue de l'Abbaye, 14, PARIS-6^e. — [14 septembre 1902]. — Syndicat des **institutrices** privées (21 membres). Siège social : rue de l'Abbaye, 14, PARIS-6^e. — [12 septembre 1902]. — Syndicat des **laveurs de voitures** du département de la Seine (114 membres). Siège social : avenue Lowendal, 18, PARIS-15^e. — [1^{er} juillet 1901]. — Union syndicale des agents et ouvriers de la compagnie générale parisienne de **tramways** (250 membres). Siège social : rue Perceval, 28, PARIS-14^e. — [19 juillet 1902]. — Syndicat des journaliers, **manœuvres** et aides de tous métiers de Saint-Denis (? membres). Siège social : rue de la Boulangerie, 15, SAINT-DENIS.

Seine-et-Oise [20 septembre 1902]. — Syndicat des **carriers**, charretiers, puisatiers, plâtriers, terrassiers et aides du canton d'Argenteuil (35 membres). Siège social : Ancienne mairie, boulevard Héloïse, ARGENTEUIL. — [26 septembre 1902]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Versailles et de la région (22 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES. — [? janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers** du département de Seine-et-Oise (51 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine [? 1902]. — Syndicat mixte des compagnons et aspirants **boulangers** du Devoir de la Ville de Paris et du département de la Seine (150 membres). Siège social : rue de la Réale, 4, PARIS-1^{er}.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [29 juin 1902]. — Fédération nationale des syndicats de **bûcherons** et travaux similaires de France et des colonies (22 syndicats adhérents). Siège social : LA GUERCHÈ.

Nord [1^{er} octobre 1902]. — Fédération de l'industrie **textile** (44 syndicats adhérents). Siège social : rue Léon-Gambetta, LILLE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [6 juillet 1887]. — Réunion des commissionnaires en **bijouterie** (30 membres). Siège social : rue des Filles-du-Calvaire, 14, PARIS-3°.

Seine-Inférieure [17 octobre 1899]. — Syndicat des **commissionnaires** en marée à la criée de Rouen (7 membres). Siège social : rue des Augustins, 38 et 40, ROUEN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [8 juillet 1900]. — Syndicat corporatif des ouvriers **tailleurs de pierres** de la ville de Narbonne (25 membres). Siège social : boulevard Voltaire, 15, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [20 mars 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers des **ports** et quais de Marseille (1^{er}, 2^e et 3^e zones) (153 membres). Siège social : place de la Joliette, 5, MARSEILLE.

Isère [25 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers **nacriers** de Vinay (25 membres). Siège social : VINAY.

Marne [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat « La Liberté » des ouvriers **blanchisseurs**, teinturiers et apprêteurs de la ville de Reims (90 membres). Siège social : rue Gambetta, 90, REIMS.

Rhône [? mai 1878]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulonniers** réunis et similaires (40 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [5 septembre 1884]. — Chambre syndicale des fouteurs **chapeliers** de Lyon (10 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [1^{er} novembre 1901]. — Chambre syndicale des **manœuvres des fonderies** de cuivre de Lyon et de la banlieue (20 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [? mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **fourreurs** et similaires (40 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [1^{er} mars 1889]. — Chambre syndicale des **sabotiers**, galochiers et formiers de la ville de Lyon (18 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [3 octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **scieurs de long** de Lyon et de la banlieue (4 membres). Siège social : LYON. — [17 décembre 1886]. — Syndicat des **tisseurs fédérés** de Lyon (37 membres). Siège social : rue du Mail, 4, LYON.

Seine [7 décembre 1898]. — Syndicat des garçons **nourrisseurs** et vachers du département de la Seine (24 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS-10°.

ERRATUM.

Mentionné à tort, comme dissous, dans le *Bulletin* de septembre 1902 :

SYNDICAT PATRONAL.

Seine. [21 septembre 1900]. — Syndicat national de défense des débiteurs de **boissons** de France et des colonies (548 membres). Siège social : 18, boulevard Montmartre, PARIS-9°.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893).....	8 fr.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaires et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{re} : <i>Seine.</i> — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III: <i>Départements.</i> — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV: <i>Résultats généraux.</i> — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
<i>Manufactures de l'État et chemins de fer.</i> — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
<i>Album graphique.</i> — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902).....	3 fr. 50
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{re} : <i>L'alimentation à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	1 fr. 50
Tome II: <i>Le vêtement à Paris.</i> — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
<i>Résultats financiers.</i> — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
<i>Statistique des accidents du travail.</i> — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
<i>En Allemagne.</i> — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
<i>En Autriche.</i> — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie: <i>Accidents.</i> — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie: <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse.</i> — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895)...	1 fr.
Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	1 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Les associations professionnelles ouvrières.

- Tome I^{er}. Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.** — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — **Tome II. Cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.** — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun. 5 fr.
- Saisie-arrêt sur les salaires.** — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899)..... 1 fr. 50
- Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande.** — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).. 1 fr. 50
- Poisons industriels.** — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901)..... 3 fr.
- Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901).** — 1 vol. in-8° de 416 p. (1902)..... 3 fr. 50
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. gén. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Résultats statistiques du dénombrement de 1896.** — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899) 7 fr. 50
- Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.**
 — **Tome I^{er}. Région de Paris au Nord et à l'Est** (15 départem.). — **Tome II. Région du Sud-Est** (27 départem.). — **Tome III. Région de l'Ouest au Midi** (45 départem.). — **Tome IV. Résultats généraux.** — 4 vol. in-4° de 845, 803, 663 et 440 p. Chacun 10 fr.
- Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.**
 Tome I^{er}. *Moteurs à vapeur.* — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900)..... 3 fr. 50
 Tome II. *Moteurs hydrauliques.* — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901)..... 3 fr. 50
- Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. Années 1890-1891-1892.**
 1 vol. de 641 p. 7 fr. 50
Années 1893 à 1896. — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun..... 5 fr.
 — 1897. 1 vol. de 304 p. 6 fr.
 — 1898. 1 vol. de 197 p. 5 fr.
 — 1899 et 1900. 1^{er} volume: *Mouvement de la population*, 313 p. 5 fr.
 — — 2^e volume: *Établissements d'assistance*, 217 p. 5 fr.
- Annuaire statistique (1892-94).** — 1 vol. in-8° de 783 p. 8 fr.
Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p. Épuisé.
Années 1897 à 1901. — 5 vol. de 520, 653, 615, 583 et 592 p. Chacun.. 7 fr. 50
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1901).** — 11 vol. in-8°. Chaque volume..... 3 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels.** — Années 1897, 1898-99, 1900, 1901 et 1902. — Chaque volume..... 5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris.

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		accidents du travail (1901). — Les sociétés co-	
Revue du travail en novembre.....	853	opératives de consommation et de production..	895
Situation générale.....	854	Italie : Les grèves en 1900.....	902
Grèves en novembre.....	861	Nouvelle-Zélande : L'inspection des fabriques (1901-	
Conciliation et arbitrage en novembre.....	864	1902).....	904
La grève générale des mineurs. (Suite et fin.)....	865	Suisse : Application de la loi fédérale sur les fa-	
Expériences comparatives de peintures au blanc		briques. — Loi du 26 juin 1902 sur le payement	
de céruse et au blanc de zinc.....	867	des salaires et auendes.....	906
Le congrès à Cologne de l'Association internationale		<i>Actes et documents officiels.</i>	
pour la protection légale des travailleurs..	873	Décret du 21 novembre 1902 interdisant le «pom-	
Cinquième congrès de l'Alliance coopérative inter-		page» dans la poterie d'étain. — Arrêté du Mi-	
nationale.....	876	nistre du commerce, en date du 15 novembre	
<i>Jurisprudence.</i>		1902, sur les conditions des avances aux banques	
Syndicats ; droit d'ester en justice. — Loi du 2 no-		coopératives ouvrières. — Lettre du Sous-Secré-	
vembre 1892 ; cumul des contraventions iden-		taire d'Etat des Postes et Télégraphes, en date	
tiques en matière d'inspection du travail. —		du 11 août 1902, sur l'application des décrets	
Loi du 9 avril 1898 ; accidents du travail.....	877	du 10 août 1899.....	907
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Etat des travaux législatifs (novembre-décembre	
Allemagne : Revue du travail. — Placement. —		1902).....	909
Grèves. — Durée du travail dans les maisons de		Chronique législative.....	913
commerce sans magasins de vente publics. — La		<i>Renseignements divers.</i>	
Bourse du travail de Berlin. — L'ivresse et les		Analyse, par département, des renseignements	
accidents du travail.....	883	fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc. ;	
Autriche : Placement. — Grèves.....	889	2 ^o par les correspondants.....	915
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	890	Analyse, par département, des renseignements	
États-Unis : Grève générale des mineurs de Pensyl-		fournis par les associations ouvrières.....	920
vanie. — L'assurance-accidents dans le Mary-		Prix au détail de certaines denrées (4 ^e trimestre	
land.....	890	1901).....	934
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. —		Prix courants divers ; commerce extérieur ; trans-	
Le congrès des Trades-Unions. — Réparation des		ports, faillites ; autorisations de bâtir ; adjudi-	
		cations.....	935
		Mouvement syndical.....	937
		Bibliographie.....	942

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Commerce.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS GRATUITS
DE LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE
DES MÉCANICIENS-CHAUFFEURS-ÉLECTRICIENS.
(1902-1903.)

BANLIEUE ET PROVINCE ⁽¹⁾.

Section de Boulogne-sur-Seine.

Cours de chauffage et mécanique : à la mairie, le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section de Levallois-Perret et communes limitrophes.

ÉCOLE, RUE MARJOLIN.

Cours de chauffage et mécanique : le *mercredi* à 8 h. 1/2.

Cours d'électricité industrielle : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.

Section de Saint-Denis et communes limitrophes.

ÉCOLE, BOULEVARD DE CHATEAUDUN.

Cours de chauffage et mécanique : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Cours d'électricité industrielle : le *mercredi* à 8 h. 1/2 du s.

Section d'Ivry-Port.

ÉCOLE, RUE J.-J.-ROUSSEAU.

Cours de chauffage et mécanique : le *jeudi* à 8 h. 1/2 du s.

Cours d'électricité industrielle : le *mardi* à 8 h. 1/2 du s.

Sections d'Alfortville, Charenton, Vincennes, Saint-Maur-les-Fossés.

Cours d'électricité industrielle : le *vendredi* à 8 h. 1/2 du s.

Nantes.

ÉCOLE DE LA RUE DU MOULIN.

Cours de chauffage : le *mercredi*.

Cours supérieur de mécanique : le *mercredi*.

Electricité industrielle : le *mardi*.

Cours de moteurs à gaz : le *vendredi*.

Chantenay.

ÉCOLE DE LA BRIANDERIE.

Chauffage et mécanique, théoriques et pratiques : le *vendredi*.

Electricité industrielle, théorie et pratique : le *mercredi*.

Cours de moteurs à gaz.

Saintes.

ÉCOLE NICOLAS LEMERCIER. — Cours de chauffage et de mécanique : le *mardi* de 8 à 9 h. du s.

MAIRIE DE SAINTE S. — Cours d'électricité industrielle : le *jeudi* de 8 à 9 h. du s.

Le Faouët (Morbihan) et communes limitrophes.

COURS PRÉPARATOIRES POUR L'ADMISSION DES ÉLÈVES-MÉCANICIENS DE LA MARINE.

Arithmétique, système métrique, géométrie : le *lundi* à 8 h. du s. — Dessin linéaire; mécanique, appareils de sûreté : le *mercredi* à 8 h. du s. — Levée de plans, arpentage : le *dimanche* de 10 h. à midi.

Méricourt et Luxeuil (Haute-Saône).

ÉCOLE COMMUNALE D'HÉRICOURT. — Cours de chauffage et de mécanique.

ÉCOLE COMMUNALE DE LUXEUIL. — Cours de chauffage et mécanique.

Haute-Saône.

CONFÉRENCES AUX OUVRIERS DE L'AGRICULTURE. — Entretien, conduite et visite des locomobiles.

Vendée et Deux-Sèvres.

CONFÉRENCES PÉRIODIQUES AUX OUVRIERS DE L'AGRICULTURE.

BULLETIN DE L'OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Le *Bulletin de l'Office international du travail* paraît tous les mois en fascicules. Il contient une revue des progrès de la législation ouvrière et des enquêtes en cours dans les différents pays sur les questions relatives au travail; les lois, arrêtés et travaux parlementaires concernant la protection ouvrière; les résolutions des congrès nationaux et internationaux relatives à la protection du travail; et enfin des mémoires originaux de l'Office international.

Le prix de l'abonnement (édition française) est de 10 francs par an. On peut faire parvenir les demandes d'abonnements :

A M. BRIAT, vice-président de la section française de l'Association internationale, secrétaire du syndicat des ouvriers en instruments de précision, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e;

A M. de SEILHAC, trésorier de la section française, 5, rue Las-Cases, Paris-7^e.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,
Direction du Travail,
PARIS (VII^e).

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *à Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

(1) Pour les cours des sections parisiennes, voir le *Bulletin* de novembre.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Le mois de novembre a vu la fin de la grève générale des mineurs commencée en octobre. Dès le 14 novembre, les mineurs des deux bassins, du Nord et du Pas-de-Calais, qui occupent à eux seuls plus de la moitié de la population minière totale, avaient repris le travail, et, à la fin du mois, la grève était terminée partout, sauf dans le petit bassin de Messeix, qui occupe 300 ouvriers, et où elle n'a pris fin que le 6 décembre.

La température relativement douce du commencement du mois a permis à l'agriculture d'avancer suffisamment ses travaux, de sorte que les neiges et les gelées qui sont survenues vers le milieu du mois n'ont causé que peu de dommage. Dans les sucreries et les distilleries la campagne 1902-1903 s'annonce comme notablement inférieure en rendement à la campagne 1901-1902.

L'industrie textile paraît, surtout dans la région du Nord et des Vosges bénéficier d'une légère amélioration; mais l'industrie de la soie, sauf en ce qui concerne le ruban, dont la fabrication est très active, reste dans le même état. Quant aux industries du vêtement, elles sont entrées en pleine saison.

La légère diminution du chômage constatée en novembre dans la métallurgie n'est pas assez générale pour qu'on puisse augurer la fin prochaine de la crise dont souffre cette industrie. Dans le bâtiment et les industries qui s'y rattachent les gelées ont arrêté les travaux et augmenté le chômage.

La typographie semble traverser une période assez prospère. Il en est de même de l'industrie du verre et des glaces.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1902.

1,066 syndicats, groupant 185,420 ouvriers, ont répondu, en novembre, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 983, groupant 159,862 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17,829, ce qui correspond à une moyenne de 11 p. 100 (les mineurs en grève ne sont pas compris dans ces chiffres). La moyenne était le mois dernier de 10 p. 100 et de 8 p. 100 en novembre 1901.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre, a été jugé par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant par 12 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués; équivalent par 71 p. 100 des syndicats, groupant 64 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 377 syndicats, groupant 39,482 membres, ont répondu par l'affirmative, et 282, groupant 66,476 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche continue à être satisfaisante sur le littoral méditerranéen à l'étang de Berre et à Mèze (Hérault).

La température douce et humide de la première moitié du mois de novembre a été favorable aux ensemencements d'automne et a permis d'achever presque partout l'arrachement des betteraves. Par contre, le mauvais temps a gêné les battages qui ont subi de ce fait un certain retard. Le froid et la neige, qui ont fait leur apparition vers le 17, n'ont pu nuire aux premières céréales semées qui se sont trouvées assez vigoureuses pour résister aux gelées, et ces dernières n'ont eu pour effet que de les débarrasser de la vermine et des rongeurs. Enfin la température douce, qui a régné de nouveau à la fin du mois, a permis de terminer presque partout les ensemencements et d'avancer les battages qui ont été poussés avec la plus grande activité. Dans le Midi, la fin des vendanges a marqué un arrêt dans les travaux agricoles, qui n'ont repris qu'à la fin du mois avec la taille des vignes.

Le chômage est encore assez considérable chez les ouvriers de l'industrie forestière. Ils n'ont plus la ressource des travaux agricoles qui les occupaient jusqu'ici, et les exploitants des coupes de bois n'ont pas encore partout commencé l'embauchage de leurs ouvriers. Dans l'Allier, l'exploitation des bois ne commencera qu'en décembre. Elle est au contraire déjà commencée, dans plus de la moitié des centres forestiers, dans les départements de la Nièvre, de l'Yonne et du Cher. On signale également la reprise du travail dans les exploitations de Corcelles-lès-Citeaux (Côte-d'Or), de l'Habit (Eure), du Poinçonnet (Indre). Les 38 syndicats de l'industrie forestière, qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, accusent 884 de leurs membres sans travail sur un effectif total de 2,237, soit près de 40 p. 100.

ALIMENTATION. — Comme tous les ans, à l'approche de l'hiver, le travail est assez abondant presque partout dans les petites industries de l'alimentation (boulangers, pâtisseries, cuisiniers, charcutiers, bouchers, etc.), notamment dans les stations hivernales (Cannes, Saint-Raphaël, Alger, Mustapha). Néanmoins, il y a un chômage assez important chez les ouvriers cuisiniers à Bordeaux, à Lyon et à Paris, et spécialement chez les cuisiniers employés à bord des navires à Marseille.

Il règne une grande activité partout chez les confiseurs, chocolatiers, biscuitiers, en raison de l'approche des fêtes de fin d'année. Dans l'ensemble des petites industries de l'alimentation, d'après les renseignements fournis par 56 syndicats groupant 6,690 membres, le nombre des chômeurs syndiqués est de 925, soit une proportion de 13 p. 100, égale à celle observée au mois de novembre 1901, et inférieure à celle du mois dernier (14 p. 100).

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession à la fin du mois d'octobre 1902 (premier mois de la campagne 1902-1903) s'est élevée à 164,283 hectolitres contre 200,561 hectolitres pour le premier mois de la campagne 1901-1902, soit une différence en moins de 36,278 hectolitres. La diminution porte surtout sur les alcools de vin dont la production est passée de 8,350 hectolitres à 957 hectolitres, et sur les alcools de betteraves et de mélasses dont la production a subi une diminution de 33,017 hectolitres, soit près de 20 p. 100. La production des bouilleurs de cru pendant la même période peut être évaluée approximativement à 11,902 hectolitres, en diminution de 15,568 sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de novembre, les travaux de défécation n'étaient terminés que dans 95 fabriques sur 318; à l'époque correspondante de la campagne 1901-1902, ils l'étaient dans 311 fabriques sur 332. La quantité des betteraves mises en œuvre depuis le 1^{er} septembre 1902 jusqu'au 31 octobre 1902 (trois premiers mois de la campagne 1902-1903) s'est élevée à 5,143,908 tonnes contre 6,350,855 pendant la période correspondante de la campagne 1901-1902, soit une diminution de 1,206,946 tonnes ⁽²⁾.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 116,000 ouvriers, soit un peu plus des deux tiers du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	4.14	1.5	55	28.5	"	15
Loire.....	0.52	1.00	"	"	"	"
Gard et Hérault.....	6.1	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	5.64	1.5	"	"	44	34.5
Bourgogne et Nord-Est..	6.20	"	"	"	"	100
Centre.....	5.17	18.	"	"	"	82
Tarn et Aveyron.....	5.65	13.	"	"	"	87
ENSEMBLE pour la France.	4.5	7.4	33	17	0.6	41

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 2.33. Il était de 6 en novembre 1902.

C'est encore à la grève générale des mineurs, qui s'est prolongée pendant une

⁽¹⁾ Journal Officiel du 19 novembre 1902.

⁽²⁾ Journal Officiel du 13 décembre 1902.

partie du mois de novembre, qu'est due la différence sensible qui existe entre le nombre moyen des jours d'extraction pendant le mois qui vient de s'écouler et le nombre correspondant pour le mois de novembre 1901.

Voici, par bassins, le nombre des mineurs qui ont travaillé 20 jours et plus, ce qui représente à peu près le nombre des mineurs qui n'ont pas pris part à la grève pendant le mois de novembre. On remarquera que ce nombre est sensiblement supérieur, notamment en ce qui concerne le Nord et le Pas-de-Calais, à celui observé le mois dernier.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE TOTAL DE MINEURS auxquels se rapportent les renseignements. (mois de novembre.)	NOMBRE DE MINEURS AYANT TRAVAILLÉ 20 jours et plus.	
		pendant le mois d'octobre.	pendant le mois de novembre.
Nord et Pas-de-Calais.....	71,265	134	10,627
Loire.....	4,877	"	"
Gard et Hérault.....	13,223	11,839	13,213
Provence (lignites).....	1,732	26	1,707
Bourgogne et Nord-Est.....	7,730	7,671	7,730
Centre.....	9,928	7,835	7,627
Tarn et Aveyron.....	7,520	6,371	6,500
TOTAUX.....	115,645	26,205	47,404

ARDOISIÈRES ET CARRIÈRES. — Chômage presque nul aux ardoisières de Haybes-sur-Meuse. Dans la plupart des carrières, la durée du travail a été réduite et l'approche de l'hiver rend l'exploitation difficile. Néanmoins, la proportion des chômeurs, par rapport à l'effectif total des syndiqués, n'est que de 10 p. 100, proportion inférieure à celle du mois précédent (12 p. 100) quoique supérieure à celle de novembre 1901 (4 p. 100).

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIERS. — Il n'y a pas de chômage dans les usines de produits chimiques de Chauny et de Montluçon, ni dans les fabriques de toiles cirées de Bourges. Le travail est également abondant dans les pétrolieres et savonneries du Havre; par contre, les huileries de cette même ville sont peu occupées. Chez les papetiers, régleurs, etc., la situation est satisfaisante à Bordeaux, moins satisfaisante à Paris. Dans l'ensemble de ces industries, la proportion des chômeurs reste, comme le mois dernier, égale à 2 p. 100 de l'effectif total des syndicats.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs indiqués par les syndicats était : pour la province, de 170 pour 93 syndicats groupant 5,600 membres, soit 3 p. 100, et pour Paris, de 306 pour 14 syndicats groupant 5,479 membres, soit un peu plus de 5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 4 p. 100 pour la province et de 7 p. 100 pour Paris, elle était l'an dernier pour Paris et la province réunis de 7 p. 100. L'état du travail est donc satisfaisant. Il est d'ailleurs indiqué comme tel par 57 syndicats groupant 3,802 adhérents, représentant 73 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des adhérents qui ont répondu à cette question du questionnaire.

À côté de l'approche de la fin d'année, qui est la cause permanente de la reprise dans cette corporation, divers syndicats signalent, pour expliquer l'amélioration de l'état du travail qu'ils constatent, la création de nouveaux journaux et l'impression

des ouvrages composés pendant les vacances. La situation est particulièrement satisfaisante chez les typographes de Toulouse et de Chartres, chez les lithographes d'Épernay, à qui l'impression des étiquettes pour les bouteilles de Champagne assure en ce moment une occupation normale. Les salaires ont tendance à augmenter sur plusieurs places, notamment à Perpignan. A Dijon, une maison qui avait réduit la durée de travail, il y a 18 mois, à 9 heures, a rétabli la journée de 10 heures. Dans les villes où le travail laisse à désirer, comme Saint-Nazaire, Nantes, Le Havre, Rouen, Reims, Châteauroux, Tulle, Limoges, Vannes, cette situation paraît due en partie à la crise générale que subissent les industries de certaines de ces villes. A Paris, où la situation est un peu moins bonne qu'en province, on signale cependant une reprise de travail; la situation reste néanmoins stationnaire chez les lithographes. Pas de chômeurs chez les graveurs, les photograpeurs et les coloristes-enlumineurs.

CUIRS ET PEAUX. — Le travail s'est ralenti en général dans les industries qui préparent les cuirs et peaux, chez les mégissiers-palissonneurs d'Annonay, de Paris, chez les tanneurs-corroyeurs de Roanne, de Souillac et de Paris. A Châteaurenault quatre tanneries ont réduit le travail hebdomadaire de 66 heures à 54 heures. A Grenoble, les ponceurs et doleurs ne font plus que 9 heures par jour. Par contre l'état du travail est satisfaisant chez les ouvriers moutonniers de Graulhet, chez les chevriers-maroquiniers de Lyon et chez les tanneurs du Château-du-Loir.

Dans l'industrie de la chaussure l'état du travail est, en général, peu satisfaisant. A Château-Thierry et à Liancourt la durée hebdomadaire a été réduite à 40 heures; dans certaines manufactures de Châteauroux la journée a été réduite à sept heures, tandis que les ouvriers du cousu-main font encore dix heures. Les syndicats des cordonniers de Lyon et de Paris accusent une proportion notable de chômeurs. Par contre, la situation est satisfaisante à Narbonne, à Laval, chez les ouvriers du chevreau glacé de Paris, chez les cordonniers d'Izeaux (Isère) et chez les talonniers de Limoges.

Chez les gantiers le travail est peu abondant et le chômage assez important, sauf à Saint-Junien. A Millau, qui est un des centres les plus importants de cette industrie, on signalait une reprise à la fin du mois de novembre.

Dans l'ensemble de ces industries la proportion des chômeurs, d'après les syndicats qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail, était de 10 p. 100; le mois dernier la proportion était identique; elle n'était que 6 p. 100 au mois de novembre 1901.

INDUSTRIE TEXTILE. — VÊTEMENTS. — Le nombre des chômeurs syndiqués dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 62 syndicats groupant 23,445 ouvriers, a été en novembre de 2,352, soit 10 p. 100; la proportion était de 11 p. 100 en octobre et de 10 p. 100 en novembre 1901. Il semble que la situation se soit un peu améliorée. Dans le Nord le travail est considéré comme satisfaisant à Tourcoing et à Haspres, dans le tissage, à Armentières, Neuville, Wignehies. A Roubaix, la proportion des chômeurs est encore de 4 p. 100, à Fourmies de 10 p. 100; à Tourcoing quelques peignages chôment une partie de la semaine, mais les filatures et les tissages ont un travail régulier. A Avesnes, les tisserands n'ont pas de chômeurs et travaillent 12 heures par semaine.

Peu ou pas de chômeurs dans les tissages de Saint-Quentin et de Sedan; par contre, à Reims, l'industrie lainière paraît traverser une période un peu difficile: beaucoup d'ouvriers sont inoccupés et la durée du travail a été réduite. Dans l'Est, la proportion des chômeurs n'est que de 2 p. 100 à Belfort, de 1 p. 100 à Saint-Dié et la durée du travail atteint la limite légale (63 heures). Dans le groupe nor-

mand la situation est satisfaisante, à Rouen et à Lillebonne, dans l'industrie cotonnière, à Lisieux, dans l'industrie linière et lainière; à Elbeuf la situation s'est encore améliorée depuis octobre, et l'adjudication des draps de troupe qui a eu lieu le 27 octobre dernier va augmenter encore l'activité de la fabrique.

A Troyes, la filature a repris une activité normale; il en est de même de la bonneterie à Aix-en-Othe et à Guibray. Les tisserands de la Vendée et les tissages du Tarn se maintiennent dans une situation satisfaisante.

Dans le groupe de la Loire le travail est considéré comme satisfaisant à Saint-Étienne, Saint-Rambert, Thizy, Roanne, où le nombre des ouvriers inoccupés est peu important. L'industrie de la soie à Lyon est toujours dans le même état: la mode favorise les articles légers qui se font le mieux sur les métiers mécaniques, et les métiers à la main sont peu occupés. La situation ne s'est pas non plus améliorée à Vienne.

Chez les teinturiers-apprêteurs on signale beaucoup de chômage à Rouen et à Reims, tandis qu'à Roubaix et à Villefranche l'activité est normale.

Le travail est très abondant chez les rubaniers de Saint-Étienne et de Saint-Genest. Chez les tullistes la situation continue à être satisfaisante à Caudry et à Lyon; il en est de même chez les passementiers de Sainte-Sigolène et de Paris. Par contre les tullistes de Calais et Saint-Quentin ont peu d'occupation.

Il y a augmentation à peu près générale de travail chez les tailleurs et les couturières qui sont actuellement en pleine saison. Le travail s'est, au contraire, ralenti chez les chapeliers et les coupeurs de cols et cravates. Le travail bat son plein dans les blanchisseries de la banlieue de Paris.

Bois. — Chez les charpentiers et menuisiers en bâtiment l'arrêt des travaux du bâtiment, par suite des gelées, a amené un fort chômage qui atteint 20 p. 100 des ouvriers syndiqués chez les charpentiers. La durée du travail est également réduite; elle est en moyenne de huit heures chez les charpentiers, de neuf à dix chez les menuisiers. Le chômage reste considérable chez les charpentiers de navires de Nantes. Le travail est toujours abondant dans les scieries de Hermes qui continuent à faire 66 heures par semaine.

La bonne saison a commencé pour les ouvriers de l'ameublement, où le chômage a diminué. La durée du travail varie en moyenne entre neuf et dix heures par jour. La situation est particulièrement satisfaisante chez les menuisiers-ébénistes de Montbeliard, Cherbourg, Agen, Tournus, Liffol-le-Grand et les tapissiers de Perpignan, où le chômage est nul ou insignifiant. Il en est de même chez les tourneurs en bois de Felleries (Nord) et les tourneurs en procédés de queues de billard de Paris. Le travail est très abondant chez les ouvriers en instruments de musique de Château-Thierry et de Paris.

Dans la carrosserie la proportion des chômeurs est de 6 p. 100. Dans la tonnelerie le nombre des ouvriers inoccupés est assez important, surtout dans la région du Midi. Les sabotiers-galochiers sont entrés en plein dans leur bonne saison: les syndicats de cette profession ne signalent aucun chômeur parmi leurs membres. Le travail est également très abondant chez les brossiers de Bethizy-Saint-Pierre et de Poitiers, chez les tabletiers et boutonnières de l'Oise, les ouvriers en marquetterie de Paris où le chômage est nul ou insignifiant. Il en est de même chez les vanniers d'Aramon et de Bordeaux, chez les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers où la situation est très satisfaisante et où la durée du travail atteint 63 heures par semaine.

MÉTAUX. — La grande majorité des syndicats des ouvriers de la métallurgie (métallurgistes, fondeurs, mouleurs, etc.) continuent à estimer la situation peu

satisfaisante pour leur industrie. Néanmoins, si l'on en juge par les chiffres donnés par l'ensemble des syndicats, le chômage semble avoir fléchi depuis le mois dernier. 69 syndicats n'accusent, en effet, pour novembre, que 1,556 chômeurs sur un effectif de 16,798 membres, soit une proportion de 9 p. 100, tandis que cette même proportion s'élevait le mois dernier à 12 p. 100. Dans beaucoup d'endroits la situation n'a guère varié : à Bessèges, tandis que les ouvriers des hauts-fourneaux et des fours Bessemer font 60 heures par semaine, les lamineurs n'en font que 36; à Firminy, la durée hebdomadaire du travail est réduite à 35 heures; à Maubeuge, à 40 heures. A Chalon-sur-Saône, le chômage est considérable. Par contre dans quelques centres le chômage est nul ou insignifiant : il en est ainsi au Creusot, à Calais, Albert, Guérigny, Deville-lès-Rouen; la situation est même déclarée satisfaisante par les mouleurs de Reims et de Guise, les métallurgistes d'Auxerre et d'Argenteuil.

La situation n'est guère plus brillante chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., notamment à Paris, Bessèges, Roubaix, Nantes, Rouen, etc. A Saint-Etienne, les ouvriers armuriers accusent un peu de chômage. On signale une légère amélioration à Tourcoing. La situation est toujours satisfaisante chez les mécaniciens d'Albert, les ouvriers couteliers de la région de Thiers. Dans l'optique, le travail est abondant chez les tourneurs et compasiers de Ligny, les jumelliers de Cuise-la-Motte (Oise). Il est plus abondant que le mois dernier chez les ouvriers en instruments de précision de Paris.

Le chômage est insignifiant chez les orfèvres de Paris, les ferblantiers de Roubaix, les treillageurs de Malakoff (Seine). Par contre les tourneurs-robinettiers de Paris semblent traverser une mauvaise période : la durée de travail a été réduite à 50 heures.

Pas de changement chez les ferblantiers boitiers de Douarnenez, d'Audierne, de Sauzon (Morbihan) et de Nantes, où le nombre des chômeurs reste assez considérable, par suite du mauvais résultat de la pêche à la sardine.

BÂTIMENT. — Comme tous les ans, à pareille époque, la durée de la journée de travail a été partout abaissée dans les diverses industries du bâtiment (maçons, tailleurs de pierre, peintres, plâtriers, couvreurs, zingueurs), elle a varié en novembre entre 8 et 9 heures. Jusqu'au milieu du mois, le travail avait été, d'une manière générale, plus abondant que l'année dernière à la même époque, dans les diverses professions du bâtiment. Mais les gelées et la neige qui sont survenues dans la seconde quinzaine ont arrêté presque partout les travaux et causé beaucoup de chômage. D'après les chiffres fournis par 144 syndicats occupant 9,433 ouvriers, chiffres qui se rapportent à cette dernière période, la proportion des chômeurs syndiqués était de 24 p. 100, proportion très supérieure à celle du mois d'octobre (12 p. 100) et à celle du mois de novembre 1901 (20 p. 100).

Les syndicats de marbriers et de sculpteurs accusent un nombre très restreint de chômeurs, et estiment presque tous l'état du travail satisfaisant pour l'époque.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Le travail est toujours satisfaisant chez les chaudiériers; il en est de même chez les potiers de Vallauris, d'Aubagne, de Roanne et de Saint-Amand, chez les porcelainiers de Limoges (mouffletiers) et de Saint-Vallier. A Montereau, la fabrication de la faïence a fléchi, et les mouleurs en creux, ébaucheurs, tournasseurs ne font plus que 8 heures; les mouleurs en assiettes ont recommencé toutefois à faire 10 heures et demie à la fin de novembre.

Dans les glaciers de Montluçon et de Ville-Gozet le travail est très satisfaisant,

il en est de même chez les biseautiers-polisseurs de glaces de Paris. Peu ou pas de chômage chez les verriers à Rive-de-Gier, Lourche, Bessèges et Fresnes, toutefois on redoutait un arrêt dans les verreries de verre blanc de Rive-de-Gier pour la fin du mois de novembre. A Aniche, les fours ont été rallumés et le travail sera bientôt général.

Dans l'ensemble de ces industries les réponses des syndicats accusent un chômage moyen de 8 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans les industries du transport, on signale beaucoup de chômeurs chez les bateliers de Montceau-les-Mines et chez les cochers de grande remise de Paris.

Les entreprises de déménagement de Paris ont congédié le personnel supplémentaire qu'elle avaient embauché pour le terme d'octobre; mais les ouvriers permanents de ces maisons ont eu en novembre un travail régulier assuré. Dans les ports, il y a toujours beaucoup de chômeurs, à Marseille, à Port-Saint-Louis-du-Rhône, à la Rochelle, à Dunkerque, à Cette. Au Havre, il n'y a pas de chômage chez les journaliers des docks et entrepôts; le nombre des sans travail est au contraire considérable chez les charbonniers, déchargeurs de navires et journaliers du port. A Toulon, il n'y a pas de chômeurs, mais la durée du travail ne dépasse pas 57 heures par semaine. A Rochefort, le travail est plus abondant, les ouvriers font en moyenne 54 heures par semaine, mais beaucoup font des heures supplémentaires de nuit ou travaillent le dimanche. A Calais, le déchargement des charbons importés d'Angleterre a occupé beaucoup d'ouvriers; la durée du travail est en moyenne de 54 heures par semaine.

Dans l'ensemble des industries de manutention, la proportion des chômeurs est de 38 p. 100.

Chez les employés de commerce, d'après les renseignements fournis par 21 chambres syndicales occupant 3,664 employés, le nombre des chômeurs est de 178, soit une proportion de 4 p. 100, proportion déjà observée les deux mois précédents,

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1902.

32 grèves, dont une grève de patrons-boulangers, ont été signalées en novembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 30 d'entre elles, est de 8,861. Il y avait eu, en novembre 1901, 33 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 47.

Ces 32 grèves, dont 23 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	14
Réduction de salaire.....	2
Demandes de maintien de tarifs.....	2
Demande d'un minimum de salaire.....	1
Réglementation du travail.....	3
Demandes de suppression de retenues.....	2
Demande de suppression d'amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Contestations diverses relatives au salaire.....	2
Demandes de renvoi ou de limitation du nombre des apprentis....	2

Ces grèves ont éclaté dans 15 départements et on en a compté :

8 dans le Nord, 5 dans le Rhône, 4 dans la Drôme, 2 dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Hérault et dans l'Isère, et 1 seule dans les 9 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 11; ouvriers des ports, 3; ouvriers en chaussures, maçons, matelots et chauffeurs, employés de tramways, 2; bijoutiers, *patrons-boulangers*, chaisiers, chapeliers, cochers, couteliers, couvreurs, gantiers, mouleurs et terrassiers, 1 grève.

Des 32 grèves commencées en novembre, 27 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Six, 1 jour ou moins de 1 jour; deux, 2 jours; trois, 3 jours; trois, 4 jours; cinq, 5 jours; une, 6 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; une, 9 jours; une, 13 jours; une, 19 jours; une, 22 jours et une, 24 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 175 jours, 78 jours, 72 jours, 58 jours, 40 jours, 24 jours et 19 jours, on trouve, parmi les 34 conflits terminés :

10 réussites.
10 transactions.
14 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.		
1	2	3	4	5	6	7		
GRÈVES NON TERMINÉES								
29 mai...	20 nov...	Ourscamp.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	100	1	
18 juin...		Lévrey.....	Ardennes.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	7	2	
10 juillet...		Isle.....	Haute-Vienne.....	Conducteurs-typographes.....	1	4	3	
4 juillet...		Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	16	4	
30 août...	16 nov...	Decazeville.....	Aveyron.....	Métallurgistes et mineurs.....	1	"	5	
24 sept...	5 déc...		11 départements.....	Mineurs.....	51	111,266	6	
2 oct...	29 nov...	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Couteliers (façonneurs de manches).	12	51	7	
29 sept...	8 déc...	Millau.....	Aveyron.....	Gantiers.....	1	120	8	
18 oct...	11 nov...	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	69	9	
30 oct...		Paris.....	Seine.....	Musiciens d'orchestre.....	"	"	10	
30 oct...	18 nov...	Toulouse.....	Haute-Garonne.....	Malletiers et layetiers.....	1	22	11	
GRÈVES COMMENCÉES								
4 nov...	7 nov...	Romans.....	Drôme.....	Piqueuses de bottines.....	1	20	1	
6 nov...	11 nov...	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	"	16	2	
6 nov...	30 nov...	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	"	3	
8 nov...	10 nov...	Gravelines.....	Nord.....	Maçons.....	1	45	4	
8 nov...	11 nov...	Grenoble.....	Isère.....	Gantiers.....	17	137	5	
10 nov...		Paris.....	Seine.....	Chapeliers.....	"	600	6	
11 nov...	12 nov...	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs de charbon.....	1	34	7	
11 nov...	12 nov...	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs de navires.....	1	50	8	
11 nov...	12 nov...	Pierre-Châtel.....	Isère.....	Maçons.....	1	58	9	
12 nov...	13 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	300	10	
12 nov...	16 nov...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Déchargeurs de sucre.....	1	120	11	
12 nov...	17 nov...	Le Havre.....	Seine-Inférieure.....	Terrassiers tubistes.....	1	90	12	
12 nov...	19 nov...	Orléansville.....	Alger.....	Patrons boulangers.....	1	"	13	
12 nov...	1 ^{er} déc...	Romans.....	Drôme.....	Piqueuses de bottines.....	7	200	14	
12 nov...	4 déc...	Thiers.....	Puy-de-Dôme.....	Couteliers (façonneurs de manches).	5	40	15	
13 nov...	18 nov...	Mézières.....	Ardennes.....	Mouleurs-noyauteurs.....	1	9	16	
13 nov...	18 nov...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	77	17	
13 nov...		Halluin.....	Nord.....	Chaisiers (vernisseurs).....	1	5	18	
14 nov...	17 nov...	Cette.....	Hérault.....	Cochers.....	"	25	19	
15 nov...	19 nov...	Amplepuis.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	170	20	
17 nov...	21 nov...	Vannes.....	Morbihan.....	Couvreur.....	"	25	21	
17 nov...	30 nov...	Lyon.....	Rhône.....	Bijoutiers.....	1	4	22	
19 nov...	28 nov...	Béziers.....	Hérault.....	Tramways (Employés de)...	1	111	23	
24 nov...		Amplepuis.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	100	24	
25 nov...	1 ^{er} déc...	Halluin.....	Nord.....	Bobineuses.....	1	90	25	
26 nov...	28 nov...	Vizille.....	Drôme.....	Tisseuses.....	1	900	26	
26 nov...		Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Matelots et chauffeurs.....	1	5,000	27	
27 nov...	28 nov...	Bordeaux.....	Gironde.....	Marins (chauffeurs).....	1	7	28	
27 nov...	2 déc...	Vizille.....	Drôme.....	Tisseurs.....	1	210	29	
27 nov...		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	48	30	
28 nov...	6 déc...	Lepuix-Gy.....	Belfort.....	Tisseurs.....	1	350	31	
30 nov...	1 ^{er} déc...	Vichy.....	Allier.....	Tramways (Employés de)...	1	20	32	

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
1 ^{er} NOVEMBRE 1902 (1).		
Refus de conduire trois métiers au lieu de deux.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un ouvrier	.....	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
Demande de maintien du travail aux pièces.....	.....	
Demande de retour à un ancien tarif.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue pour l'assurance.	Échec.	Arbitrage.
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration de quatre ouvriers.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
NOVEMBRE 1902.		
Demande de maintien du tarif et de suppression de la retenue pour la force motrice.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'un minimum de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi des apprentis.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Contestation relative au salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'élévation de la taxe du pain.....	Échec.	
Demande de maintien de tarif et de suppression de la retenue pour la force motrice.	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
Demande de réglementation des heures de travail et de paiement des heures supplémentaires.	Échec.	
Refus par les ouvriers de travailler douze samedis soirs consécutifs.	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de limitation du nombre des apprentis.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire et de réglementation des heures du service d'hiver.	Échec.	
Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
Demande de suppression d'une amende.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un employé.....	Réussite.	
Réglementation du travail, demande d'augmentation de salaire.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Contestation relative au salaire.....	.....	
Réduction de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier et de reconnaissance du syndicat.	Réussite.	Usine fermée.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en novembre à la Direction du travail :

1° Grève de gantiers, à Millau. — Les gantiers coupeurs de l'établissement Buscarlet étaient déchargés de l'opération du *dolage* des peaux tannées, plus dures que les autres; cette opération se faisait à la meule par des ouvriers spéciaux, et il était retenu aux coupeurs, sur le tarif habituel, 60 centimes par douzaine de paires de gants, pour compenser cette diminution de travail. Invoquant une plus grande difficulté de coupe de certaines peaux tannées, ces ouvriers demandèrent la suppression de la retenue qui leur était faite et ils se mirent en grève le lundi 29 septembre. Sur la demande du patron, adressée le 15 novembre au juge de paix, un comité se réunit le 18 novembre; M. Buscarlet offrit aux ouvriers de reprendre le travail en laissant aux deux syndicats, patronal et ouvrier, le soin de modifier l'article du tarif relatif aux peaux dolées à la meule. Cette proposition fut repoussée par les ouvriers, puis le recours à un arbitrage fut accepté de part et d'autre. Les arbitres se réunirent le 26 novembre et, n'ayant pu s'entendre ni sur le fond, ni sur la désignation d'un tiers-arbitre, le procès-verbal fut transmis au président du tribunal civil qui chargea M. Jeanjean, ancien président du tribunal de commerce de Millau, de la fonction d'arbitre départiteur; il rendit, le 5 décembre, la sentence transactionnelle suivante :

1° Les ouvriers de M. Buscarlet devront reprendre immédiatement le travail ;

2° M. Buscarlet aura le droit de ne plus donner à ses ouvriers de peaux dolées à la meule; il pourra les faire couper à la journée après entente avec eux sur le prix de la journée;

4° Si M. Buscarlet donne à ses ouvriers des peaux dolées à la meule, il devra saisir la Chambre syndicale des patrons qui se mettra d'accord avec l'Union syndicale des ouvriers gantiers pour modifier l'article 11 du tarif de coupe et fixer le prix de la coupe de cette catégorie de peaux. Jusqu'à ce que l'entente ait eu lieu, il ne sera rien retenu aux ouvriers pour le dolage.

2° Grève de tisseurs, à Tarare. — Le 6 novembre, 65 ouvriers du tissage Bertrand, à Tarare, se sont mis en grève pour obtenir qu'un nouveau tarif, accepté par le patron, fût signé par lui. Les délégués des grévistes n'ont pas répondu à deux convocations faites par le juge de paix, le 8 et le 14.

M. Bertand a fait savoir, le 14 novembre, « que les ouvriers n'ayant pas attendu sa réponse pendant le délai convenu il ne se considérait plus comme engagé, quant aux concessions précédemment consenties et qu'il se proposait d'avertir individuellement les grévistes afin de leur fixer un délai pour reprendre le travail. »

Les tisseurs sont rentrés sans conditions le 30 novembre.

3° 20 piqueuses de bottines de la manufacture Bonnefoy, à Romans (Drôme) se sont mises en grève et ont présenté les revendications suivantes :

1° Suppression de la retenue de 20 p. 100 pour la vapeur et la fourniture des machines ;

2° Aucune diminution sur les façons ;

3° Aucune augmentation sur les fournitures ;

4° Reprise de toutes les ouvrières grévistes.

A la suite de deux réunions du Comité de conciliation devant le juge de paix, les 5 et 6 novembre, le patron avait accordé satisfaction sur tous les points, quand, au dernier moment, les grévistes exigèrent le renvoi de quatre piqueuses qui avaient continué le travail. M. Bonnefoy s'est décidé à souscrire à cette condition et le travail a été repris aussitôt,

Le 11 novembre, les *piqueuses de la maison Figuet*, encouragées par le succès de leurs camarades, cessèrent le travail réclamant les mêmes avantages. Satisfaction leur ayant été accordée, la grève a pris fin le 13 novembre.

4° Les piqueuses des maisons Ronin et Lombard se sont successivement mises en grève, le 11 et le 12, pour le même motif. Le 18, 150 ouvriers se joignirent aux grévistes par solidarité.

Une tentative de conciliation faite devant le juge de paix le 21 n'a pu déterminer aucun accord. Le recours à un arbitrage, proposé par le juge de paix, a été repoussé par les deux parties. Mais le 28, grâce à l'intervention du préfet de la Drôme, l'accord suivant a été signé entre les délégués patrons représentant l'ensemble des fabricants de chaussures de Romans et les délégués ouvriers :

1° Toute retenue pour la force motrice sera supprimée à partir du lundi 1^{er} décembre 1902 ;

2° Aucune modification ne sera apportée aux tarifs actuellement en vigueur.

En outre, le préfet a obtenu que les ouvrières de la maison Bonnefoy, congédiées pour ne s'être pas solidarisées avec leurs camarades grévistes, seraient reprises également.

Le travail a été repris le 1^{er} décembre.

5° Grève des employés de tramways, à Béziers. — Les employés des tramways de Béziers (Hérault) se sont mis en grève le 19 novembre, pour obtenir une meilleure répartition des heures de service et diverses améliorations sur les salaires.

Deux réunions de conciliation ont eut lieu, le 19 et le 24, devant le juge de paix du deuxième canton de Béziers ; mais aucun accord n'a pu s'y établir, la Compagnie ayant exigé des grévistes, pour faire droit à leurs demandes, l'engagement de ne pas faire de grève pendant cinq ans. Elle a, en outre, refusé de recourir à l'arbitrage.

Le travail a repris le 28 novembre, sous la seule condition qu'il n'y aurait aucun renvoi pour fait de grève.

6° Grève de tisseurs, à Lepuix-Gy. — 350 tisseurs de la maison Boigeol, à Lepuix-Gy (territoire de Belfort) se sont mis en grève, le 28 novembre, pour protester contre une réduction de salaire. Ils se sont adressés au juge paix de Giromagny pour lui demander l'application de la loi de 1892, mais le directeur a fait savoir que l'usine serait fermée jusqu'à nouvel ordre.

GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS. (Suite et fin.)⁽¹⁾

A la date du 15 novembre, la grève persiste dans les départements de la Loire, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme et du Tarn.

⁽¹⁾ Voir le *Bulletin* de novembre 1902, p. 763-767.

Dans la Loire, les pourparlers engagés en vue du choix d'un tiers-arbitre aboutirent à la désignation de M. Ballot-Beaupré, premier président de la cour de cassation. La convention fixant les conditions de la reprise du travail, soumise par le préfet aux délégués des compagnies et des ouvriers, fut signée le 21 novembre. Les compagnies reconnaissaient le comité fédéral des mineurs, s'engageaient à assurer l'équitable répartition du travail, à tenter l'expérience de la double fiche de paye, à verser les amendes aux caisses de secours et à accorder la plus large amnistie. On laissait aux arbitres, M. Cholat, administrateur délégué des Acéries de Saint-Étienne, pour les compagnies, et M. Briand, député, pour les grévistes, « la mission exclusive de trancher le différend qui s'est élevé sur le point de savoir s'il y a lieu de « supprimer, réduire, maintenir ou augmenter la prime des salaires », pour une période ne devant pas s'étendre au-delà du 30 juin 1904.

Le 22 novembre les arbitres commencèrent leurs travaux. Le 24, n'ayant pu aboutir à une entente, ils firent appel au tiers-arbitre. Celui-ci, après avoir procédé, conformément à la sentence arbitrale du 6 janvier 1900, à une étude attentive des « conditions de l'industrie minière » rendit, le 28 novembre, une sentence comportant les trois clauses suivantes :

1° La prime des salaires, réduite de 9 à 3 p. 100 depuis le 16 août 1902, sera, jusqu'au 30 juin 1903, portée à 5 p. 100 du salaire de chaque ouvrier, sans pouvoir être, ni inférieure à 20 centimes, ni supérieure à 35 centimes par journée de travail ;

2° Elle sera de 4 p. 100 pour le deuxième semestre de 1903 avec un minimum de 15 centimes et un maximum de 25 centimes ;

3° Elle sera de 3 p. 100 pour le premier semestre de 1904 avec un minimum de 10 centimes et un maximum de 20 centimes.

Cette sentence fut acceptée par les deux parties. Le travail avait été repris, dans tout le bassin, le jour même.

Dans la Haute-Loire, les compagnies refusèrent les arbitres proposés par les grévistes. Le président du conseil intervint auprès des directeurs, le 20 novembre, et les amena à maintenir les salaires et la prime jusqu'au 31 décembre 1903. La reprise du travail eut lieu le 24 novembre dans tous les puits, à l'exception de la concession de Bouxhors, abandonnée par la compagnie de Commentry-Fourchambault-Decazeville.

Dans le Puy-de-Dôme, l'accord s'était fait, dès le 10 novembre, sur les revendications secondaires. Pour régler la question des salaires, les patrons avaient proposé et les ouvriers avaient accepté : 1° qu'un expert désigné par le président du Conseil déterminerait si les prix de vente actuels étaient supérieurs ou inférieurs à ceux du premier trimestre 1901 ; 2° que dans le second cas les salaires actuels seraient maintenus et que dans le premier cas des arbitres détermineraient la hausse à faire subir au salaire.

L'expert désigné, M. Arthur Fontaine, directeur du Travail au Ministère du Commerce se rendit à Messeix, le 26 novembre et ne put que constater la baisse des cours. Les ouvriers obtinrent cependant des mesures leur permettant de contrôler l'exécution de l'engagement de la Compagnie relatif au maintien des salaires actuels, et régularisant, sur la base de l'augmentation du salaire à la journée accordée en 1900, les primes à allouer au salaire à la tâche. Les grévistes formulèrent, le 29 novembre, de nouvelles revendications sur lesquelles ils obtinrent une satisfaction partielle. La reprise du travail fut votée le 5 décembre.

Dans le Tarn, à Albi, l'entente s'établit, le 17 novembre, entre la Compagnie de Cagnac et le représentant des mineurs, M. Viviani, aux conditions suivantes :

1° Le contrat du 6 juin 02, qui devait tomber en cas de nouvelle grève, est maintenu dans son intégralité ;

2° La prime de 5 p. o/o, qui devait tomber le 31 mars 1903, est prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 1903 ;

3° Elle ne sera supprimée que si la Compagnie s'y voit réduite et après discussion contradictoire entre elle et les ouvriers sous forme d'un arbitrage qui ne portera que sur cette unique question ;

4° La Compagnie fera tous ses efforts pour hâter le fonçage des puits de la Gare pour la mettre en exploitation et accélérer la descente et la remonte des ouvriers ;

5° Comme conséquence, les ouvriers reprendront le travail.

A Carmaux, la Compagnie des Houillères de Carmaux accepta l'arbitrage et choisit M^e Ménard, avocat à la Cour d'appel de Paris, M. Viviani fut désigné par les ouvriers. La sentence fut rendue le 3 décembre. elle décidait :

ART. 1^{er}. — a) Les ouvriers renoncent, en l'état, aux revendications présentées dans leurs lettres des 6 et 27 octobre 1902 précitées ;

b) La Compagnie renonce à se prévaloir du cas de rupture du contrat qu'elle croyait pouvoir invoquer ;

c) La sentence arbitrale du 20 mars 1892, reste, dans ces conditions, la loi des parties.

ART. 2. — La Compagnie payera aux ouvriers, du 1^{er} janvier 1903 au 1^{er} janvier 1904, dans les formes et sous les conditions adoptées en 1901, une prime de 5 p. 100, calculée sur les salaires types de la sentence arbitrale de 1892 ; quinze jours au moins avant le 1^{er} janvier 1904, la Compagnie fera connaître aux mineurs ses intentions en ce qui concerne la prime.

ART. 3. — La reprise du travail commencera à la date convenue entre le Comité de la grève et la Compagnie.

ART. 4. — La Compagnie confirme l'intention qu'elle a manifestée et prend en tant que de besoin l'engagement de ne prononcer aucun renvoi et de n'exercer aucune représaille à raison des faits de grève antérieurs au présent arbitrage.

En conséquence, la reprise du travail a été votée le 4 décembre et effectuée le 5.

La grève est terminée.

EXPÉRIENCES COMPARATIVES

DE PEINTURES AU BLANC DE CÉRUSE ET AU BLANC DE ZINC

EXÉCUTÉES À L'ANNEXE DE L'INSTITUT PASTEUR, 62, RUE D'ALLERAY, PARIS (1).

La Société de Médecine publique et de Génie sanitaire ayant nommé une commission chargée d'étudier la question de l'emploi du blanc de céruse et la Chambre syndicale des Entrepreneurs de peinture de la ville de Paris, saisie de la même question depuis l'année dernière, ayant été mise en rapport avec cette Société de Médecine, grâce à l'obligeance de M. Dutheil qui en fait partie en même temps qu'il est vice-président de la Chambre des paveurs, il a été décidé après divers pourparlers, que des expériences seraient faites à l'annexe de l'Institut Pasteur, rue d'Alleray, n° 62.

(1) Rapport présenté par M. Rigolot, secrétaire de la chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à la Société de médecine publique et de génie sanitaire, dans sa séance du 20 octobre 1902, au nom de la Commission chargée de faire les expériences.

M. Diolé, président de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de peinture, s'est rendu, le 28 avril dernier, à l'Institut Pasteur et a été reçu par la commission de la Société de Médecine publique et de Génie sanitaire; il a exposé les grandes lignes qui devaient servir de base à ces expériences.

Le Conseil de la Chambre de peinture dans sa séance du 5 mai dernier ayant ratifié les propositions faites par M. Diolé, il a été procédé aux expériences de la manière suivante :

Composition de la Commission : La Commission des expériences a été composée de la manière suivante : pour la Société de Médecine publique et de Génie sanitaire : MM. le Docteur L. Martin, A. Livache, chimiste, Vaillant, architecte.

Pour la Chambre syndicale des Entrepreneurs de peinture : MM. Manger, vice-président de la Chambre, Wernet, syndic de la Chambre, Rigolot, secrétaire, ce dernier chargé d'établir le présent rapport.

Emplacements choisis. — La Société de Médecine publique, grâce à l'obligeance de M. le Docteur Martin, met à la disposition de la Commission :

1° Un mur exposé en plein au S-O, mur pignon du grenier à fourrages. Ce mur est enduit en plâtre au panier et n'a jamais été peint. La face intérieure dans le grenier n'est pas peinte. Il est divisé en cinq parties à peu près égales. Celle de gauche restera en plâtre non peint; dans les quatre autres parties il sera fait suivant l'ordre de gauche à droite :

- A. Impression céruse, et deux couches de peinture à la céruse.
- B. Impression zinc et deux couches de peinture au blanc de zinc.
- C. Enduit gras céruse et deux couches de peinture à la céruse.
- D. Enduit gras zinc et deux couches de peinture au zinc.

2° Sur deux persiennes en fer exposées au S.-O. et fermant deux croisées à rez-de-chaussée dans un pavillon d'habitation du directeur (ces persiennes déjà peintes) :

- E. Sur persiennes de gauche une couche à la céruse.
- F. Sur persiennes de droite une couche au blanc de zinc.

3° Sur trois panneaux en tôle formant le soubassement d'une grande porte à trois vantaux ayant la même exposition S.-O. et fermant un pavillon à droite du précédent.

En suivant l'ordre de gauche à droite :

- G. Une couche minium et deux couches à la céruse.
- H. Une couche de gris de zinc et deux couches au blanc de zinc.
- I. Impression au blanc de zinc et deux couches au blanc de zinc.

4° Sur des portes et poteaux en bois fermant deux cabinets adossés au mur sur la rue, à droite en entrant par la rue d'Alleray, portes exposées au S.-O., ces portes, déjà peintes, ont été dépouillées à bois cru à la potasse :

- J. Impression céruse. Enduit maigre céruse, deux couches à la céruse.
- K. Impression zinc. Enduit maigre zinc, deux couches au zinc.

5° A la demande de M. Vaillant, architecte, à l'intérieur dans un endroit sombre, dans le grenier à fourrages sur la face intérieure du mur, la face extérieure restant en plâtre non peint :

- L. Partie gauche, trois couches à la céruse.
- M. Partie droite, trois couches au zinc.

D'une façon générale, les échantillons au blanc de céruse sont toujours à gauche et ceux au blanc de zinc sont à droite de ceux correspondants à la céruse.

Les expériences ont commencé le 20 août 1902 et se sont terminées le 1^{er} septembre.

Produits employés. — Les produits employés sont des produits marchands tels qu'ils sont livrés aux entrepreneurs de peinture pour leurs travaux à Paris. M. Manger a, par suite, demandé à ses fournisseurs de lui livrer à ses ateliers :

Pour la céruse : un fût Théodore Lefèvre avec certificat d'origine.

Pour le blanc de zinc : un fût d'oxyde de zinc dit blanc de zinc broyé n° 2 de la Vieille-Montagne.

Pour les liquides : l'huile de lin et l'essence de térébenthine.

Pour les siccatifs : la litharge pour les teintes à la céruse, le résinate de manganèse pour celles au blanc de zinc.

Tous ces produits ont été apportés sur place par les soins de M. Manger qui a mis un de ses ouvriers et les échafaudages nécessaires à la disposition de la commission.

Analyse des produits. — M. le docteur Martin a bien voulu se charger de l'analyse chimique des produits employés; ses expériences ont donné les résultats suivants :

ÉCHANTILLONS PRIS				
		au début des essais.	à la fin.	COMPOSITION moyenne.
Céruse broyée.	Céruse sèche.....	85.09	85.94	85.52
	Huile.....	10.89	10.30	10.59
	Eau.....	4.02	3.76	3.89
		100.00	100.00	100.00
Blanc de zinc broyé.	Oxyde de zinc sec.....	84.46	84.97	84.72
	Huile.....	15.54	15.03	15.28
		100.00	100.00	100.00

Ces produits sont purs et ne contiennent pas de matières étrangères.

Les compositions des teintes et enduits à base de blanc de zinc ont été données par M. Livache; elles sont basées sur les principes qu'il a exposés dans des études antérieures (Livache, comptes rendus de l'Académie des sciences 1901, page 1230 — Livache et Potain, Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale 1901, page 760). Pour les travaux extérieurs, la seule modification porte sur la teneur en essence.

Résultats comparatifs en poids. — Au point de vue de la composition de chaque teinte ou enduit et des quantités employées à chaque échantillon et par mètre superficiel, les expériences ont donné les résultats indiqués aux tableaux suivants :

MUR PIGNON EXTÉRIEUR (Surface 20m² 24.00).

COMPOSITION des teintes.			QUANTITÉS totales employées.	QUANTITÉS par mètre superficiel.
Enduit gras céruse.	Céruse.....	10 ^k 000		
	Huile.....	3 300		
	Blanc de Meudon.....	10 600		
	Siccatif.....	0 200	30 ^k 450	1 ^k 504
Première couche céruse (G).	Céruse.....	10 ^k 000		
	Huile.....	3 993		
	Essence.....	0 319		
	Siccatif.....	0 003	5 902	0 292
Deuxième couche teinte (A).....			2 565	0 126

Surface 21^{m2} 61.50.

COMPOSITION des teintes.		QUANTITÉS totales employées.	QUANTITÉS par mètre superficiel.
Enduit gras zinc.	Zinc.....	10 ^k 000	
	Huile.....	3 070	
	Blanc de Meudon.....	11 600	
	Siccatif.....	0 126	33 ^k 594 1 ^k 554
Première couche zinc (H).	Zinc.....	10 ^k 000	
	Huile.....	4 637	
	Essence.....	0 291	
	Siccatif.....	0 031	6 802 0 315
Deuxième couche teinte (B).....		2 500	0 121

Surface 20^{m2} 62.50.

Impression céruse (E).	Céruse.....	3 ^k 000	
	Huile.....	10 000	
	Essence.....	0 000	
	Siccatif.....	0 000	10 ^k 520 0 ^k 510
Première couche (C).	Céruse.....	10 ^k 000	
	Huile.....	7 000	
	Essence.....	0 560	
	Siccatif.....	0 005	6 507 0 315
Deuxième couche (A).	Céruse.....	6 ^k 985	
	Huile.....	2 790	
	Essence.....	0 223	
	Siccatif.....	0 004	4 982 0 246
Impression zinc (F).	Zinc.....	3 ^k 000	
	Huile.....	12 000	
	Essence.....	0 000	
	Siccatif.....	0 120	12 770 0 619

MUR PIGNON EXTÉRIEUR (Surface 20^{m2} 62.50).

Première couche zinc (D).	Zinc.....	10 ^k 000	
	Huile.....	8 400	
	Essence.....	0 500	
	Siccatif.....	0 030	5 042 0 244
Deuxième couche (B)	Zinc.....	6 ^k 700	
	Huile.....	3 109	
	Essence.....	0 190	
	Siccatif.....	0 021	4 900 0 240

PERSIENNES EN FER (Surface 9^{m2} 24.32).

Une couche sur vieux fonds (O).	Céruse.....	2 ^k 500	
	Huile.....	0 110	
	Essence.....	0 040	
	Siccatif.....	0 002	1 ^k 572 0 ^k 170
Une couche sur vieux fonds (P).	Zinc.....	2 ^k 500	
	Huile.....	0 250	
	Essence.....	0 055	
	Siccatif.....	0 004	1 309 0 141

PANNEAUX EN TÔLE (Surface 1^{m2} 30.68 pour les deux extrêmes et 1^{m2} 29.36 pour le milieu).

mpression....	Minium.....	0 ^k 250	
	Huile.....	0 200	
	Essence.....	0 010	
	Siccatif.....	0 001	0 ^k 334 0 ^k 255

PANNEAUX EN PLÂTRE À L'INTÉRIEUR (*Surface 4^{m2} 50*).

COMPOSITION des teintes.		QUANTITÉS totales employées.	QUANTITÉS par mètre superficiel.
Première couche céruse, teinte (O).....		o 345	o 264
Deuxième couche —.....		o 148	o 113
Impression. ... {	Gris de zinc.....	o 200	
	Huile.....	o 060	
	Essence.....	o 005	
	Siccatif.....	o 002	
Deuxième couche zinc, teinte (P).....		o 130	o 100
Troisième couche zinc, —.....		o 197	o 152
Impression zinc, teinte (P).....		o 142	o 110
Première couche zinc, teinte (P).....		o 197	o 151
Deuxième couche zinc, —.....		o 198	o 151
Impression céruse, teinte (E).....		o 198	o 151
Première couche céruse, teinte (C).....		o ^k 530	o ^k 118
Deuxième couche céruse, teinte (M).....		o 458	o 102
Impression zinc, teinte (F).....		o 453	o 100
Première couche zinc, teinte (D).....		o ^k 680	o ^k 151
Deuxième couche zinc, teinte (N).....		o 363	o 081
		o 355	o 079

PORTES ET POTEAUX EN BOIS À L'EXTÉRIEUR (*Surface céruse 3^{m2} 80.84*).

Impression céruse teinte. {	Céruse.....	1 ^k 000		
	Huile.....	o 200		
	Essence.....	o 400		
	Siccatif.....	o 000	o ^k 640	o ^k 168
Enduit maigre céruse. {	Céruse.....	1 ^k 000		
	Huile.....	o 102		
	Essence.....	o 077		
	Blanc de Meudon.....	o 993		
	Siccatif.....	o 002	1 130	o 297
Première couche céruse, teinte (G).....		o 247	o 065	
Deuxième couche céruse (M). {	Teinte (A).....	1 ^k 635		
	Céruse.....	1 500		
	Essence.....	o 120	o 387	o 101

(*Surface zinc 3^{m2} 80.41*).

Impression zinc teinte. {	Zinc.....	1 ^k 000		
	Huile.....	o 220		
	Essence.....	o 380		
	Siccatif.....	o 002	o 607	o 159
Enduit maigre zinc. {	Zinc.....	1 ^k 000		
	Huile.....	o 119		
	Essence.....	o 060		
	Blanc de Meudon.....	o 993		
	Siccatif.....	o 003	1 168	o 307
Première couche zinc, teinte (H).....		o 227	o 060	
Deuxième couche zinc (N). {	Teinte (B).....	1 ^k 565		
	Zinc.....	1 000		
	Essence.....	o 120	o 385	o 100

Au point de vue de la préparation des teintes, nous croyons devoir insister sur une des conditions essentielles de réussite : c'est que le blanc de zinc soit toujours

détrempé à l'huile de lin pure, d'y ajouter judicieusement la quantité nécessaire et suffisante de siccatif et d'essence de térébenthine suivant le cas.

Il ressort clairement de la lecture des tableaux ci-dessus que pour les teintes devant servir au même objet, la quantité d'huile en poids est toujours supérieure quand on emploie le blanc de zinc que quand on emploie le blanc de céruse pour un poids égal de ces deux matières; c'est-à-dire qu'à poids égal le blanc de zinc demande plus d'huile que le blanc de céruse.

C'est la confirmation de la règle établie par M. Livache : pour deux substances de densités différentes, la quantité d'huile à employer doit être dans le rapport inverse des densités.

Résultats comparatifs au point de vue de la facilité d'emploi. — L'ouvrier qui a exécuté les travaux et les entrepreneurs qui l'ont assisté déclarent que les teintes et les enduits s'emploient également bien qu'ils soient préparés à la céruse ou au zinc; que pour les enduits notamment, en suivant la composition respective donnée dans les tableaux ci-dessus, ces enduits se tiennent également bien et s'emploient de même.

Il est fait néanmoins observer que dans les expériences présentes, il n'a pas été tenu compte du temps passé pour l'emploi de chacun des produits.

Pouvoir couvrant. — Dans chacun des échantillons faits, il a été reconnu par les membres présents que le pouvoir couvrant des teintes à la céruse et au zinc était sensiblement le même et que ces teintes se tendaient également bien.

Siccativité. — Les membres de la commission qui ont assisté journellement à ses travaux se sont rendus compte que la siccativité des teintes et enduits préparés au blanc de zinc avait toujours été la même que celle des teintes et enduits à la céruse, soit à l'extérieur, soit à l'intérieur; que notamment pour les deux échantillons faits dans le grenier à fourrages, malgré le manque de jour, les teintes céruse et zinc avaient séché également bien dans le même temps et qu'elles étaient dures toutes deux le lendemain de leur application.

Tous les résultats que nous avons énumérés sont ceux qu'il nous a été permis de constater d'une manière impartiale au cours de ces expériences. La seule chose que nous soyons obligés de laisser de côté est la question de la *durée* et de la *résistance aux agents atmosphériques*.

Elle se résoudra d'elle-même avec le temps et il sera toujours facile de se rendre compte au moins une fois chaque année de la façon dont se comporteront chacun des échantillons faits par nos soins.

Dans cinq ou six années la conclusion s'imposera toute seule et nous ou nos successeurs pourront ajouter le résultat de temps ou de durée à ceux qu'il nous a été donné de vérifier immédiatement et qui peuvent se résumer ainsi :

1° Les teintes et les enduits préparés judicieusement au blanc de zinc se travaillent et s'emploient aussi bien que ceux faits au blanc de céruse;

2° Ils ont un pouvoir couvrant et une siccativité sensiblement égaux.

Afin de vérifier d'une façon suivie les effets de l'air et des agents atmosphériques sur les échantillons que nous avons exécutés, la commission nommée pour ces expériences décide que ses membres se réuniront une fois par an au 62, rue d'Alleray, sur une convocation qui leur sera adressée par M. le docteur Martin.

Ont signé : MM. L. MARTIN, DIOLÉ, A. LIVACHE, VAILLANT,
MANGER, WERNET, A. LEFÈVRE et RIGOLOT.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

I. — CONGRÈS DE COLOGNE.

L'assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs s'est réunie à Cologne du 22 au 25 septembre 1902. Assistaient au Congrès 65 délégués : 22 représentaient 12 gouvernements, les autres étaient délégués par les sections nationales de l'Association. En plus de la France, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suisse, qui avaient pris part au dernier Congrès tenu à Bâle, l'Empire allemand, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la Suède, la Norvège, le Luxembourg et le Saint-Siège étaient officiellement représentés à Cologne. Les gouvernements de la Prusse et de l'Alsace-Lorraine, les présidents de la province du Rhin, du gouvernement de Cologne, les villes de Bâle et de Cologne et la Chambre de commerce de Cologne s'étaient fait spécialement représenter. Enfin, l'inspectrice en chef des fabriques en Angleterre, Miss Anderson, assistait au Congrès avec l'assentiment de son gouvernement.

Le Président et le Directeur de l'Office international présentèrent leurs rapports annuels sur le développement de l'Association et de ses sections et sur les travaux de l'Office. Il résulte de ces rapports, qui ont été approuvés par le Congrès, que l'Office est en relation directe avec 10 gouvernements : l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse. L'Office communique avec les autres États par l'intermédiaire du département de l'Industrie de la Suisse. Des relations ont été également nouées avec les associations ouvrières d'Allemagne, de Belgique, des États-Unis, de France, des Pays-Bas et de Suisse, et des pourparlers sont engagés avec celles de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

La première commission rendit ensuite compte de ses travaux. Sur sa proposition et après discussion, l'article 14 des statuts de l'Association fut modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 14. — § 3. La représentation d'une section nationale au sein du Comité « est proportionnelle au nombre de ses membres et au montant de sa contribution « annuelle.

« § 4. Chaque section a le droit de déléguer six membres dans le Comité. Pour « les sections de plus de 50 membres, chaque groupe nouveau de 50 adhérents « donne droit à un siège de plus. Toutefois, le nombre total des délégués d'une « même section ne doit pas dépasser dix, et le minimum de la cotisation annuelle « sera, pour 7 délégués 1,125 francs, pour 8 délégués 1,250 francs, pour 9 délégués « 1,375 francs et pour 10 délégués 1,500 francs.

« § 5. Chaque nation recevra cent exemplaires de chacune des publications de l'As- « sociation internationale et de l'Office international du travail. Elle a le droit de « recevoir, en outre, autant d'exemplaires qu'il lui est nécessaire, à un prix uniforme « pour toutes les sections et inférieur à dix francs par exemplaire, à déterminer « chaque année par le bureau.

« § 6. Le bureau pourra en outre déterminer annuellement le prix à payer par les « membres qui ne recevront que les Bulletins de l'Office international et le Rapport « annuel du bureau.

« § 7. Les dispositions de l'art. 5, § 2, s'appliquent également aux membres des « sections nationales. »

Le projet de règlement de l'Office international, présenté par MM. Arthur Fontaine et le docteur Mataja, de Vienne, au nom de la Commission, est ensuite adopté avec quelques modifications de détail (Voir plus loin).

En ce qui concerne les finances de l'Association, décharge est accordée au Bureau de l'Association internationale pour sa gestion financière jusqu'à ce jour. Le projet de budget présenté par la Commission est ensuite adopté avec un amendement stipulant qu'une somme de mille francs devra être affectée en 1903 aux « Publications de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs ». Le projet de budget prévoit, pour 1903, 44,000 francs de recettes et seulement 35,300 francs de dépenses afin de couvrir l'excédent de dépenses afférent à l'exercice 1901-1902. Les dépenses seront portées à 40,700 francs en 1904. En ce qui concerne le programme des travaux, l'assemblée décide d'achever les travaux commencés ou en cours, mais de ne pas en entreprendre de nouveaux.

La seconde Commission était chargée de présenter des rapports sur les questions suivantes : travail de nuit des femmes, industries du phosphore et du plomb; statistique des accidents.

Sur les rapports de MM. Victor Brants, de Louvain, et Reichesberg, de Berne, la résolution suivante relative au travail de nuit est adoptée après une longue discussion :

L'état de la législation sur le travail de nuit des femmes dans la plupart des États ayant une grande industrie, et, comme le prouvent les rapports publiés par les sections, l'influence de cette législation sur la situation de l'industrie en général, sur celles des diverses entreprises et des ouvriers en particulier, justifient l'interdiction absolue en principe du travail de nuit des femmes. Le Comité international charge une commission de rechercher les moyens d'introduire cette interdiction générale et d'examiner comment les exceptions qui existent encore à cette interdiction pourraient être progressivement supprimées. Cette commission déposera son rapport dans les deux ans. Chaque section nationale a le droit d'élire deux délégués à cette Commission.

La Commission devra appeler en consultation des personnes compétentes choisies dans les milieux ouvriers et patronaux. Les gouvernements seront informés en temps utile des réunions de la Commission afin qu'ils puissent s'y faire représenter.

Le Congrès adopte ensuite sans discussion, à la suite des rapports de MM. le docteur Kaup, de Vienne, et Keufer, de Paris, la résolution suivante relative aux industries du plomb et du phosphore :

1° Les dangers que présentent, pour la santé des ouvriers, la manipulation et l'emploi du phosphore blanc et du plomb étant particulièrement graves, il est urgent d'instituer une commission chargée de rechercher les voies et moyens aptes à les faire disparaître, à amener par entente internationale la prohibition générale du phosphore blanc et de supprimer, dans la mesure du possible, l'emploi du blanc de céruse.

2° Cette mission incombe à la Commission chargée de rapporter sur le premier point.

3° Le Comité international fera immédiatement, par l'entremise de son bureau, des démarches auprès des gouvernements et des autorités communales pour que l'emploi de la céruse soit interdit dans les travaux de l'État, des villes et des communes.

Une proposition additionnelle de M. Hector Denis est renvoyée au bureau de l'Association. Elle est ainsi conçue :

Elle (la Commission) s'appliquera, en faisant appel au concours de savants spéciaux et de techniciens, à l'étude des autres poisons industriels ou substances nocives employées dans l'industrie, de manière à présenter autant que possible des propositions à la prochaine séance de l'Association.

Quant aux moyens à employer pour unifier la statistique des accidents dans les

différents pays, la Commission n'ayant pu en délibérer faute de temps, l'Assemblée décida de ne pas perdre la question de vue, mais de laisser au Bureau le soin de fixer l'époque où elle serait traitée.

Le Congrès se sépara ensuite, après avoir décidé que le prochain Congrès se tiendrait à Bâle, dans un délai maximum de deux ans.

II. — RÈGLEMENT POUR L'OFFICE INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Caractère et but de l'Office.

ARTICLE PREMIER. — L'Office international du travail est un institut scientifique. Il exécute les travaux qui lui sont imposés par les statuts de l'Association internationale ou qui lui sont confiés par le Comité de l'Association en conformité de ces statuts.

Il est astreint à observer, en toute circonstance, la plus stricte neutralité politique.

Service de renseignements.

ART. 2. — Tous renseignements sur des questions relatives à la protection légale des ouvriers sont donnés gratuitement aux gouvernements, ainsi qu'aux membres des sections ou aux membres directs de l'Association. Le montant des rétributions à percevoir pour les renseignements qui peuvent être fournis à d'autres personnes sera fixé par le Bureau de l'Association internationale.

Les fonctionnaires chargés du service de renseignements sont tenus à une discrétion absolue.

L'Office international du travail ne fera des rapports pour les assemblées de l'Association internationale que sur l'ordre du Bureau. Il en fera également sur la demande d'une section, mais à condition que la majorité des présidents de sections, informés par voie de circulaire, soient favorables à la demande ou ne s'y opposent pas dans un délai déterminé.

Rapports de gestion.

ART. 3. — Le Directeur de l'Office international du travail envoie chaque année au Comité international un rapport sur son activité durant l'année écoulée ; à chaque assemblée, il soumet le programme de travail pour la période à courir jusqu'à la prochaine assemblée. En outre, le directeur fait mensuellement son rapport au président de l'Association sur l'emploi des sommes versées à l'Office international.

Droits et devoirs des employés.

ART. 4. — Les fonctionnaires définitivement engagés à l'Office international du travail ne peuvent accepter aucune autre occupation rétribuée et permanente.

Le Bureau du Comité international statue sur les exceptions à cette règle.

Pour une absence de plus de huit jours de travail, pour affaires privées, le Directeur doit avoir l'autorisation du Président du Comité de l'Association internationale. Il a droit, chaque année, à six semaines de vacances.

S'il n'en profite pas une année elles peuvent être reportées à l'année suivante, en particulier dans le cas où elles doivent être employées à des études sociales.

Les congés des autres employés seront réglés par le Directeur de l'Office sous réserve de l'approbation du Président du Comité, et, autant que possible dans les mêmes conditions que les congés des Administrations publiques de la localité où l'Office a son siège.

Directeur.

ART. 5. — Il sera mis à la disposition du Directeur de l'Office international, pour frais de bureau, achats de livres et autres dépenses, un fond dont le montant sera fixé dans le budget. Il dispose de son chef pour toute dépense n'excédant pas cent francs; pour les dépenses excédant ce chiffre, l'autorisation du Président de l'Association est nécessaire. Il doit faire en sorte que les dépenses n'excèdent pas les moyens mis à sa disposition et qu'une réserve suffisante existe toujours pour couvrir les frais de publications régulières.

Engagements.

ART. 6. — Le Directeur peut engager des aides de bureau provisoires selon les besoins du service et sous sa propre responsabilité. Pour les engagements définitifs, le Directeur soumet ses propositions au Bureau du Comité international.

Surveillance et contrôle.

ART. 7. — Le Directeur est placé sous le contrôle direct du Président et subsidiairement du Comité de l'Association. Dans l'exécution de ses obligations statutaires, l'Office international entre directement en rapport avec les autorités, associations ou particuliers. Le Directeur reste responsable dans ses actes officiels vis-à-vis du Président dont il est le représentant et du Comité. Dans toutes les affaires importantes il doit s'entendre avec le président et recevoir ses instructions.

Le Président ordonnera de faire, ou fera lui-même, au moins une fois par an, la vérification complète des livres et des écritures de l'Office international du travail et en dressera rapport au Comité de l'Association internationale. Celui-ci peut, en outre, nommer des commissions spéciales pour la vérification de la gestion.

LE 5^e CONGRÈS DE L'ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE ⁽¹⁾.

Dans la grande salle de la Manchester and Salford Cooperative s'est tenu du 21 au 25 juillet 1902 le 5^e congrès de l'Alliance coopérative internationale qui a été fondée en 1895 dans le but de mettre les coopérateurs de tous pays en relations les uns avec les autres de façon à leur permettre de se prêter mutuellement aide, de s'instruire les uns les autres et de discuter en commun les questions qui intéressent la coopération. L'Alliance coopérative internationale comptait, au 1^{er} juillet 1902, 390 sociétés adhérentes et 121 membres individuels. Au dernier congrès de Paris en 1900 elle ne comptait que 242 sociétés adhérentes et 100 membres individuels.

261 sociétés étaient représentées au congrès par 545 membres. Ces sociétés se répartissaient ainsi sous le rapport de la nationalité : Angleterre, 196; France, 33; Belgique, 10; Pays-Bas, 7; Allemagne, 4; États-Unis, 3; Suisse, 2; Suède, 2; Danemark, Italie, Espagne et Russie, chacun 1. 575 délégués assistaient aux séances du congrès; la grande majorité appartenait naturellement à la nationalité anglaise.

Le congrès fut précédé de la réunion de la commission permanente de la participation aux bénéfices de l'Alliance coopérative. Après une vive discussion, la parti-

⁽¹⁾ D'après le *Compte rendu officiel du 5^e congrès de l'Alliance coopérative internationale*, publié simultanément en anglais et en français, à Londres, par les soins de l'Alliance (19, Southampton Row, Holborn, Londres).

position suivante fut adoptée par 17 voix contre 14, la plupart allemandes et belges : « Il est désirable de faire de la propagande en faveur de la participation, principalement parmi les patrons, en leur exposant les avantages qui peuvent en résulter pour eux et en les engageant à mettre plus généralement ce système en pratique. »

Dans les séances proprement dites du congrès, après avoir ajourné la question de la nomination d'un secrétaire général, vu l'insuffisance des ressources de l'Alliance, et apporté quelques modifications aux statuts, l'assemblée aborda la question du rôle des sociétés coopératives en matière d'habitations ouvrières. Après l'exposé de ce qui a été fait à ce point de vue dans les différents pays, le congrès a pris à l'unanimité une résolution par laquelle il recommandait « aux sociétés coopératives de tous pays de s'occuper le plus tôt possible et très sérieusement de cette question » et estimait « que le placement d'une partie des économies accumulées dans les caisses d'épargne, etc., sous forme de prêt à des sociétés coopératives s'occupant de cette affaire, serait un emploi légitime de cet argent. »

Le congrès s'occupa ensuite des moyens à employer pour développer la petite propriété foncière rurale. Comme le fit remarquer le président du congrès, la question présente surtout de l'intérêt en Angleterre où il n'y a presque pas de petits propriétaires. Aussi tous les orateurs qui présentèrent des rapports sur cette question étaient-ils, sauf un, des Anglais ou des Américains. Après l'exposé des résultats obtenus à ce point de vue en Angleterre et en Italie, le congrès se déclara à l'unanimité « d'avis que la coopération peut rendre des services très utiles sous ce rapport », et recommanda aux sociétés coopératives disposant de fonds considérables « de les employer de la manière indiquée ou d'une autre semblable, afin d'arriver au but nommé. »

Les dernières séances du congrès furent remplies par la nomination du comité central de l'Alliance coopérative internationale et divers vœux en faveur de la paix et de l'arbitrage entre les nations.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels ; droit d'ester en justice pour la défense des intérêts particuliers de l'ensemble des membres de la corporation.

COUR D'APPEL DE POITIERS.

(Arrêt du 2 juin 1902.)

La Cour,

... Sur la fin de non-recevoir :

Attendu que si, aux termes de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice, leur action ne se trouve pas strictement limitée à leur intérêt en tant que personne morale habile à acquérir et à posséder ; que l'article 3 de la même loi porte qu'ils auront pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; que, à moins de réduire la défense à des discussions théoriques ou à des interventions officieuses, on doit conclure qu'elle doit s'exercer par les voies judiciaires suivant les pouvoirs qui leur sont expressément conférés ; que, de ce que les intérêts particuliers de l'ensemble des membres de la corporation seraient conformes à ceux de la corporation elle-même, il ne doit pas s'ensuivre que la compétence de la chambre

syndicale cessera ; que la corporation ne se conçoit pas comme une pure abstraction et qu'il est, au contraire, inévitable que le préjudice causé à la corporation ait une répercussion sur les membres qui la composent ; que l'action de la chambre syndicale ne pourra certainement être repoussée, lorsque l'atteinte prétendue serait portée aux conditions mêmes dans lesquelles se traitent les affaires de la corporation, de telle sorte que, en supposant que le préjudice pour l'ensemble fût certain, il serait, au contraire, difficile de déterminer dans quelle mesure chacun des membres a pu en souffrir ;

Attendu que le fait imputé à l'Administration des Chemins de fer de l'État rentrerait dans cette catégorie ; qu'il toucherait à la généralité, sinon à l'universalité des commerçants en spiritueux de la région dans des conditions qu'il serait impossible d'arbitrer ; que c'est certainement en prévision de cas semblables que la chambre syndicale est pourvue du droit d'ester en justice ;

Adoptant, au surplus, sur ce point les motifs des premiers juges ;

Au fond : etc. . .

(*Revue pratique de droit industriel*, 1902, p. 292.)

Inspection du travail ; loi du 2 novembre 1892 ; cumul des contraventions identiques relevées dans deux procès-verbaux successifs dressés à un jour d'intervalle.

COUR D'APPEL DE DOUAI.

(Arrêt du 15 avril 1902.)

Attendu que, vainement, le prévenu soutient, et qu'à tort le tribunal semble l'avoir admis, que le chiffre de quarante-neuf enfants relevé aux procès-verbaux, devrait être diminué du nombre des enfants dont la présence irrégulière à l'usine aurait été constatée deux fois par le procès-verbal du 15 octobre, et le lendemain 16 par un nouveau procès-verbal ;

Que si l'article 26 de la loi de 1892 paraît proscrire la multiplication des amendes par le nombre des journées pendant lesquels la même contravention s'est produite et continuée à l'égard de la même personne, cette restriction ne saurait s'appliquer qu'aux journées rétroactivement comprises dans la période sur laquelle a porté le procès-verbal poursuivi, mais non sur celles comprises dans une période postérieure à ce procès-verbal et à l'avertissement en résultant et sur laquelle viendrait à se porter un procès-verbal subséquent.

Déclare, etc. . .

Accidents du travail ; accident survenu à l'heure et au lieu du travail ; applicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêts du 23 avril 1902.)

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Barré, ouvrier de Nicot, entrepreneur des travaux publics exécutés dans le port des Sables-d'Olonne, se trouvait, le 30 septembre 1900, occupé depuis un temps assez prolongé pour qu'il dût, vers minuit, prendre quelque nourriture ; qu'il se retira dans le baraquement des machines pour y faire son repas, et qu'il sortit pour en jeter les restes au dehors ; qu'il s'engagea alors sur la jetée, comprise, en cette partie, dans le chantier ; que les

bords n'en étaient pas pourvus de barrières et que le défaut d'éclairage y rendait la circulation dangereuse; que Barré tomba dans le chenal en ce moment à sec et il s'y blessa;

Attendu que de ces constatations, il résulte que le travail a été l'occasion de l'accident arrivé à Barré; que cet accident est survenu, en effet dans le lieu et à l'heure du travail et qu'il est dû au défaut d'éclairage du chantier;

D'où il suit qu'en faisant bénéficier Barré des dispositions de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué n'a pas violé l'article visé au pourvoi;

Par ces motifs...

Rejette...

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que, le 21 septembre 1889, Céline Behen, ouvrière de la société anonyme des Verreries de Blanc-Misseron et Famillereux, travaillait à la place qui lui avait été assignée dans l'atelier, lorsqu'elle reçut dans l'œil gauche un morceau de verre lancé par Marie Stévenotte, autre ouvrière de la société travaillant à la même place; que Rosa Sautelet, chef de place que Marie Stévenotte voulait atteindre, séparait les deux ouvrières: que Céline Behen a perdu l'œil gauche et que l'œil droit est compromis;

Attendu que, de ces constatations, il résulte que le travail a été l'occasion de l'accident arrivé à Céline Behen; que cet accident, en effet, est survenu au lieu et à l'heure du travail et qu'il est dû à un projectile lancé par une autre ouvrière dont le travail imposait le voisinage;

D'où il suit qu'en déclarant applicable aux parties la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué, loin de violer ladite loi, en a fait, au contraire, une juste application;

Par ces motifs...

Rejette...

Accidents du travail; infirmité préexistante; circonstance inopérante pour le calcul de l'indemnité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 23 juillet 1902.)

La Cour,

Vu l'article 3, § 1^{er} de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés, dans les cas visés à l'article 1^{er} de ladite loi, donnent à la victime droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, si l'incapacité de travail dont elle est frappée est permanente et absolue; que, si cette incapacité n'est que partielle, tout en étant permanente, la rente sera égale à la moitié de la réduction que l'accident doit normalement faire subir au salaire; que la détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef de l'entreprise dépend donc de la combinaison de deux éléments: le salaire effectif de l'ouvrier blessé, d'une part; les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part; que, si le juge constate qu'un ouvrier est, à la suite d'un accident du travail, désormais et pour toujours dans l'impossibilité de travailler, il ne peut éluder les conséquences légales de ce fait et ne lui allouer que l'indemnité fixée par la loi pour l'incapacité partielle et permanente, sous prétexte que telles eussent été les suites de l'accident si cet ouvrier n'eût été déjà infirme au moment où il a été blessé;

Attendu que l'état d'infirmité dans lequel se trouve la victime avant l'accident im-

porte peu au point de vue de la détermination de son état actuel et, par suite, de l'indemnité à laquelle elle a droit; que cette infirmité influait sans doute sur la valeur professionnelle de l'ouvrier, mais que son salaire annuel en donne la mesure légale;

Attendu enfin que, dans l'application de la loi du 9 avril 1898, le juge n'est pas appelé à rechercher si une faute a été commise et quelles responsabilités elle entraîne; que son rôle se borne à constater la nature du préjudice souffert et à en assurer la réparation forfaitaire à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Delincé, ouvrier de Feller et Barbon, maîtres verriers, a été victime, le 17 octobre 1899, par le fait du travail, d'un accident qui l'a rendu aveugle; que, tout en déclarant permanente et totale l'incapacité de travail de cet ouvrier, il lui alloue l'indemnité prévue pour l'incapacité permanente et partielle, par ce motif que l'accident dont il a été victime n'eût entraîné pour lui qu'une incapacité de cet ordre si, auparavant, il n'eût perdu un œil; qu'en statuant ainsi ledit article a violé l'article susvisé;

Casse... et renvoie devant la Cour d'Amiens.

(*Revue pratique du droit industriel*, novembre 1902, p. 305.)

Accidents du travail;

la preuve du caractère accidentel de la blessure incombe au demandeur.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE.)

(Arrêt du 10 juin 1902.)

La Cour,

Attendu que seuls les accidents survenus, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés dans les industries que vise la loi du 9 avril 1898, donnent, aux termes de cette loi, droit, au profit de celui qui en a été la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise; qu'il suit de là que l'ouvrier, l'employé ou leurs représentants, demandeurs en indemnité, doivent prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettissement, à la loi du 9 avril 1898, de l'industrie dans laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la relation entre l'accident et le travail; que ladite loi n'apporte, en effet, aucune dérogation au principe posé par l'article 1315 du Code civil; attendu, en fait, que la veuve Senger demande à la Compagnie Urbaine d'eau et d'électricité, tant en son nom personnel qu'au nom de ses quatre enfants mineurs, les rentes déterminées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, à l'occasion de la mort de son mari, ouvrier de la Compagnie, décédé subitement le 9 août 1899, au cours de son travail dans l'usine.

Attendu que l'arrêt attaqué constate que les rapports médicaux, l'autopsie faite, les dépositions reçues ne permettent pas de dire si la mort de Senger est due à une cause naturelle ou à une cause accidentelle; qu'il décide, en droit, que la charge de la preuve du caractère accidentel de la mort incombe à la demanderesse; que, pour arriver à la découverte de la vérité, il ordonne d'office une expertise nouvelle, qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi.

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour de Paris le 12 mai 1900.

Condamne la demanderesse.

(*Bulletin de l'Union industrielle*, juin 1902.)

Accidents du travail ; action directe des ouvriers contre les compagnies d'assurances ; clause de déchéance non opposable aux ouvriers créanciers.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2^e CHAMBRE.)

(Jugement du 4 juillet 1902.)

Le Tribunal ;

Attendu que le 19 juillet 1900, Marsonneau, ouvrier terrassier à Richelieu (Indre-et-Loire), était victime d'un accident au cour d'un travail qu'il exécutait pour le compte de Bricault, serrurier à Richelieu ;

Attendu que, suivant accord intervenu devant le président du tribunal de Chinon et dont il a été dressé procès-verbal le 9 mai 1901, Bricault s'est engagé à servir à Marsonneau, en dédommagement des suites de l'accident, une rente annuelle et viagère de 400 francs, payable par trimestre, à compter du 19 juillet 1900 ;

Attendu que Bricault ayant, conformément à la loi, été invité à s'acquitter ou à faire connaître les motifs de son refus, déclara, le 30 décembre 1901, au juge de paix de Richelieu, qu'ayant contracté une assurance à la société « Le Secours » il ne se croyait pas débiteur direct de la rente et se refusait, tout au moins provisoirement, à servir les arrérages en attendant l'issue d'une instance par lui introduite contre la Société ;

Attendu que la société « Le Secours » ayant été, conformément à la loi, invitée à s'acquitter ou à faire connaître les motifs de son refus, déclara au juge de paix du 1^{er} arrondissement de Paris, le 3 janvier 1902, qu'elle refuse de prendre la place de son assuré, parce que Bricault, malgré la défense formelle qui lui en avait été faite, avait jugé bon de prendre devant le président du tribunal civil de Chinon l'engagement de servir à Marsonneau une rente de 400 francs ; que, d'ailleurs, le tribunal de Chinon, par jugement du 10 décembre 1901, avait débouté Bricault de sa demande à cet égard contre la compagnie « Le Secours » ;

Attendu qu'en présence de ce refus de paiement, opposé tant par Bricault que par son assureur, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse paya par mandats-cartes, à Marsonneau, la somme de 500 francs, montant des arrérages échus de sa rente, au greffier du 1^{er} arrondissement de Paris ses frais et émoluments taxés à 3 francs, et enfin à l'Administration des postes la somme de 1 fr. 85 pour frais d'envoi ;

Attendu que, malgré un avertissement par lettre chargée, en date du 15 janvier 1902, la société « Le Secours » se refusant encore à payer, la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant en tant que Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, lui signifia contrainte suivant exploit en date du 10 février 1902, à l'effet d'avoir à payer la somme de 504 fr. 85 ;

Attendu que les 15 et 22 février 1902, la société « Le Secours » fit opposition à cette contrainte par exploit portant assignation à comparaître devant le tribunal civil de la Seine ;

Statuant sur ladite opposition :

Attendu que le tribunal de Chinon n'a pu se prononcer que dans les rapports existants entre la société « Le Secours » et le patron Bricault, qu'il n'a pu compromettre les droits de l'ouvrier, lequel avait des droits directs ;

Attendu que la tendance et l'esprit de la loi du 9 avril 1898 ont été de donner aux ouvriers victimes d'accidents des droits directs contre les Compagnies assureurs ; que, pour mieux conserver ces droits directs, le décret réglementaire du 28 décembre 1899 impose aux Compagnies d'assurances l'obligation de spécifier dans leurs polices qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ;

Attendu, d'ailleurs, que la police d'assurances s'est conformée à cette prescription : 1° dans son article 11 en disant qu'aucune clause de déchéance ne serait en aucun cas opposée aux ouvriers créanciers; 2° dans son article 6, en disant que si elle entendait être substituée au souscripteur pour le règlement des indemnités dues aux victimes des accidents ou à leurs représentants et avoir, dès lors, seule la direction des procès, les infractions à ces conventions ne donneraient droit qu'à des dommages et intérêts contre ledit souscripteur;

Par ces motifs;

Déboute la société « Le Secours » de son opposition à contrainte; la condamne.

(*Gazette des tribunaux*, 20 novembre 1902.)

Accidents du travail. — Ivresse. — Faute inexcusable.

COUR D'APPEL DE PARIS.

(Arrêt du 3 juin 1902.)

La Cour,

Considérant que le fait de se mettre en état d'ivresse avant d'aller au travail est d'autant plus répréhensible qu'il expose à de graves dangers aussi bien l'auteur de cette faute que ses camarades de travail; considérant que, des enquêtes auxquelles il a été procédé, il est résulté la preuve que. . . . ; que les circonstances ci-dessus retenues suffisent à rendre l'ivresse constitutive d'une faute inexcusable⁽¹⁾.

Par ces motifs .,

(*Gazette des tribunaux*, 13 juillet 1902.)

TRIBUNAL CIVIL DE MAYENNE.

(Jugement du 23 mars 1899.)

Attendu que vainement Derouelle a soutenu que la pension acquise en principe à Gaudemer devait être diminuée conformément à l'article 2052 de la loi appliquée en suite d'une faute inexcusable de ce dernier, laquelle faute aurait consisté dans un état allégué d'ivresse dont il offre d'administrer la preuve.

Attendu que cet état d'ivresse, fût-il démontré, ne constituerait pas à la charge d'un roulier, cette faute sans excuse, plus que la faute lourde du droit commun, qu'a visée le législateur de 1898, puisque celle-ci ne saurait résulter que d'un fait anormal exceptionnel presque coupable à force d'insouciance et d'incurie.

(*Gazette des tribunaux*, 1900, 1^{er} sem : 2-479.)

TRIBUNAL DE SAINT-ÉTIENNE.

(Jugement du 16 juin 1902.)

Le Tribunal,

Attendu que de l'enquête à laquelle il a été procédé devant le Tribunal à l'audience du 9 juin, il est résulté que Lyotard, ayant bu outre mesure le 2 janvier

⁽¹⁾ Voir les solutions conformes rapportées au *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1901, p. 430. La cour de Rennes a rendu un arrêt dans le même sens le 18 novembre 1901, en confirmation d'un jugement du tribunal civil de Lorient du 7 mai 1901. (*Gazette du Palais*, 1901-2-643).

dernier, le surveillant Gervais refusa de lui laisser reprendre son travail après le déjeuner et lui interdit formellement de rester sur le chantier; que, cependant, Lyotard, ayant voulu suivre ses camarades de travail, ceux-ci, par ordre du surveillant, l'enfermèrent dans une cabane sise à l'entrée du tunnel; qu'un d'entre eux le veilla, jusqu'à ce qu'il fut endormi; qu'enfin la porte fut refermée et la clef enlevée afin de l'empêcher de courir sur la voie; que cependant, Lyotard, s'étant réveillé au bout de deux heures, parvint à sortir de la cabane en sautant par la fenêtre et s'engagea dans le tunnel où il fut heurté par un train.

Que de ce qui précède il résulte que Lyotard, victime de son intempérance, n'a été frappé ni au cours de son travail, ni à l'occasion du travail;

Que, par suite, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable;

Par ces motifs. . .

TRIBUNAL CIVIL DES ANDELYS.

(Jugement du 2 juillet 1902.)

Le Tribunal,

. . . Attendu que l'ouvrier qui est en état d'ivresse et travaille malgré la défense du patron ou de son préposé ne saurait invoquer, en cas d'accident dû à son intempérance, les dispositions de la loi du 9 avril 1898; que le contrat de travail est momentanément suspendu par la défense formelle du patron, appuyée sur un fait imputable à l'ouvrier et de nature à obscurcir l'intelligence et la volonté consciente de ce dernier;

Attendu que la précaution éminemment sage d'écarter de l'atelier les ouvriers en état d'ivresse, ne saurait manifestement se retourner contre le patron, et exposer celui-ci à supporter les risques d'une situation qu'il n'a pas créée; que la solution contraire serait profondément immorale puisque l'ouvrier étant assuré quand même d'avoir une indemnité en cas d'accident dû à son inconscience d'homme ivre, rien ne l'empêcherait plus de se mettre dans cet état pour aller travailler; qu'il s'ensuit que, dans l'espèce, il y a lieu de décider que la loi de 1898 n'est pas applicable à l'accident dont se plaint Fortier, qui est rentré dans un atelier, en dépit de la défense formelle de son patron, et légitimée par son état d'ivresse.

Déclare Fortier non recevable en ses demandes tant principales que subsidiaires; l'en déboute;

Le condamne aux dépens. . .

(*L'Assurance moderne*, 19 novembre 1902).

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1902⁽¹⁾. — On a noté une légère amélioration par rapport à la situation générale du marché du travail pendant le mois correspondant de l'an dernier. Mais, d'une façon absolue, le degré d'activité dans les diverses industries n'a pas été du tout satisfaisant, par suite des mauvaises conditions atmosphériques, sauf dans les mines, où le chômage a diminué et même fait

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 novembre 1902.

place souvent à la création de doubles équipes. La rigueur de la température a exercé ses pires effets sur la navigation intérieure et le bâtiment, amenant, selon l'importance des endroits, la cessation partielle ou totale du travail. D'autre part, dans l'industrie métallurgique, les ventes, soit à l'intérieur, soit au dehors, se sont pratiquées à des prix absolument insuffisants; la construction des machines, la petite industrie du fer et les ateliers d'électricité ont manqué de commandes. Dans les textiles, la situation, relativement satisfaisante, s'est ressentie, toutefois, de la grande grève survenue en Saxe. A noter, par contre, pour la plupart des autres industries, un regain d'activité, à la veille de la Noël et du Jour de l'An, mais qui, en raison de son caractère momentané, ne saurait avoir raison de la grave crise qu'elles traversent depuis quelque temps.

Pour le Grand-Duché de Bade, en particulier, d'après les informations recueillies par le ministère de l'Intérieur, il n'y a pas eu de modifications importantes dans la situation du marché de la main-d'œuvre en 1902. La dépression économique se fait également sentir, cette année, par un alourdissement graduel des affaires.

Presque partout, on constate les efforts faits par les usines atteintes par la dépression pour conserver les cadres de leurs ouvriers et éviter, autant que possible, une diminution des salaires. Ainsi, les anciennes fabriques qui n'ont pas subi un agrandissement extraordinaire pendant l'essor commercial d'il y a cinq ans, n'ont pas renvoyé d'ouvriers et n'ont pas réduit les salaires. Deci et delà, il apparaît des signes d'amélioration économique, mais la situation de la plupart des industries et de celle du bâtiment est restée sans changement, par rapport à l'année dernière. Lorsque la situation empire, cela paraît naturellement davantage dans les centres industriels que partout ailleurs. Ainsi, au commencement de 1902, à Mannheim, le nombre des personnes qui ont quitté la ville a été supérieur de 1,438 têtes à celui de celles qui sont venues s'y établir, fait qui ne s'était pas produit depuis bien des années. Le nombre des membres des caisses de malades de Mannheim est aussi en diminution. Il y a eu des renvois d'ouvriers dans 50 usines du Grand-Duché, pour la plupart exploitations peu importantes de l'industrie ou du bâtiment; c'est relativement à Karlsruhe qu'on en constate le moins, sur 9,938 ouvriers travaillant dans cette ville, l'on n'en a congédié que 289 pendant l'année et du 2 au 6 octobre on ne signalait que 58 personnes sans ouvrage. Dans 50 exploitations du Grand-Duché, il y a eu réduction des heures de travail. On ne prévoit pas cependant, sauf à Mannheim, une augmentation notable des gens sans travail pour cet hiver, parce que presque partout les ouvriers congédiés ont pu s'employer ailleurs à des salaires inférieurs il est vrai⁽¹⁾.

Placement en novembre 1902. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 80 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de novembre 1901, une diminution du chômage dans 48 villes, une augmentation dans 32.

Les placements effectués dans ces 80 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Novembre 1901	21,125	11,794	32,919	67,084	14,516	81,600	317.6	123.1	247.9
Novembre 1902	22,617	13,574	36,191	66,228	15,498	81,726	292.8	114.2	225.8

(1) D'après un rapport du Consul de France à Mannheim.

Grèves en novembre 1902. — 11 grèves nouvelles contre 29 en octobre 1902 et 17 en novembre 1901. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans les textiles (3), le vêtement (2) et le bâtiment (2).

Durée du travail des employés et apprentis dans les maisons de commerce sans magasins de vente publics. — La *Commission de statistique ouvrière* vient de publier les résultats d'une enquête organisée en septembre 1901, à la demande du Reichstag ⁽¹⁾, et qui précise les données d'un travail statistique analogue, entrepris en 1892, mais de portée plus générale.

La présente enquête ne s'est occupée, d'une part, que du personnel des deux sexes employé aux services commerciaux, à l'exclusion des personnes employées à d'autres services, tels que : ouvriers surveillants, portiers, domestiques, etc., et, d'autre part, que des comptoirs et établissements commerciaux qui n'ont pas de magasins de vente publics et qui occupent au moins, moyennant salaire, un employé ou une employée n'appartenant pas à la famille de l'exploitant.

Ont été compris dans l'enquête les établissements commerciaux de toute nature : bureaux annexés aux fabriques, établissements commerciaux proprement dits et agences d'assurances, en suivant pas à pas, pour l'examen des diverses branches que comporte chacune de ces trois grandes catégories, la classification du recensement professionnel de 1895. Seul le colportage, dans la deuxième, a été laissé de côté. eu égard à sa minime importance en l'espèce.

Au surplus, les investigations elles-mêmes ont porté, de propos délibéré, sur les 10 p. 100 seulement des établissements de la nature susmentionnée, existant dans chacun des Etats de l'Empire. C'est ainsi que 17,955 questionnaires en tout ⁽²⁾ ont été adressés aux divers gouvernements, pour un ensemble évalué à 162,500 établissements. On a pensé, se fondant sur une longue expérience, que les résultats partiels, obtenus de la sorte, pourraient être généralisés sans inconvénients et donneraient une image assez fidèle de la situation spéciale à déterminer pour la totalité des exploitations d'ordre commercial. Du reste, les gouvernements furent invités à répartir, de la façon la plus équitable, les questionnaires entre les grandes villes (100,000 habitants et plus), les villes d'importance moyenne (20,000 à 100,000 habitants) et les faibles agglomérations.

Un tiers des questionnaires devait être attribué au maximum aux grandes villes. Dans chacun des endroits touchés par l'enquête, et, dans les grandes villes, dans les quartiers choisis comme type, chacun des établissements commerciaux de la catégorie spécifiée dans l'enquête devait faire l'objet d'un questionnaire. Dans la moitié des établissements, le questionnaire devait être adressé aux patrons, dans l'autre moitié à un employé, à l'exclusion des apprentis. Les établissements devaient être divisés en deux moitiés d'après un criterium purement objectif (ordre alphabétique, position topographique, etc.). Les questionnaires devaient être remplis dans un délai de 5 à 7 jours et renvoyés à l'Office impérial de statistique avant le 1^{er} octobre 1901.

En tout 14,638 questionnaires ont été distribués en 459 endroits, à savoir : 7,400 aux patrons et 7,238 aux employés. 14,064 ont été retournés, une fois remplis, 7,076 par l'élément patronal, 6,988 par le personnel. 391 de ces questionnaires n'ayant pu, pour divers motifs, être utilisés par le service de la statistique, le

⁽¹⁾ *Erhebung über die Arbeitszeit der Gehülfen und Lehrlinge in solchen Kontoren des Handelsgewerbes und kaufmännischen Betrieben, die nicht mit offenen Verkaufsstellen verbunden sind.* Berlin, 1902; C. Heymann.

⁽²⁾ Y compris 1,690 questionnaires réclamés par 5 États, en plus de ceux envoyés au début.

nombre des questionnaires dépouillés pour les besoins de l'enquête ressort en dernière analyse, à 13,673, soit 6,811 émanant de patrons et 6,862 d'employés, et provenant de 459 endroits. Ajoutons, enfin, que 69,686 personnes (64,560 hommes et 5,126 femmes) étaient occupées, lors de l'enquête, comme employés et apprentis, dans les 13,673 maisons de commerce considérées.

Voici comment se répartissaient, au point de vue de la durée du travail, les établissements enquêtés :

DURÉE du travail.	NOMBRE de maisons.	NOMBRE D'EMPLOYÉS.
8 heures et moins....	1,663 (12 p. 100)	10,459 (15 p. 100)
De 8 à 9 heures....	5,155 (38 p. 100)	30,071 (43 p. 100)
De 9 à 10 heures....	4,040 (30 p. 100)	20,292 (29 p. 100)
De 10 à 11 heures....	2,085 (15 p. 100)	7,042 (10 p. 100)
De 11 à 12 heures...	601 (4 p. 100)	1,543 (2 p. 100)
Plus de 12 heures...	129 (1 p. 100)	279 (0.40 p. 100)

Ce sont les hommes adultes les mieux partagés : les 10.6 p. 100 seulement ont, par exemple, une journée de plus de 10 heures. Viennent ensuite, à ce point de vue : les femmes (13.7 p. 100); les apprentis au-dessus de 16 ans (19.4 p. 100), et ceux au-dessous de 16 ans (22 p. 100).

D'ailleurs, on remarque que cette situation relative des diverses catégories du personnel est, d'une façon générale, à peu près constante. La durée notablement plus longue du temps de travail pour les apprentis s'explique par les besoins supplémentaires que les usages commerciaux leur assignent lors de l'ouverture et de la fermeture des bureaux.

Sous le rapport géographique, les journées de travail de beaucoup les plus longues se rencontrent dans le centre et le nord-est de l'Allemagne; les plus courtes au sud et au nord-ouest. A noter, en outre, que la durée du travail croît en raison inverse de l'importance de la ville, les grands centres se trouvant ainsi avoir, d'ordinaire, le temps de travail minimum; les petites agglomérations, le temps de travail maximum, et ce pour toutes les catégories du personnel susmentionnées.

En ce qui concerne les exploitations commerciales annexées aux divers groupes professionnels, les temps de travail les moins longs s'observent dans les banques et établissements de crédit, ainsi que dans les agences d'assurances, que suivent de près les mines, les forges et l'industrie chimique. Par contre, le vêtement (confection et nettoyage), les textiles, la fabrication du papier, l'expédition et la commission dans le commerce proprement dit, accusent la durée de travail maximum.

En dehors des constatations ci-dessus, formant l'objet propre de l'enquête, celle-ci a permis de se convaincre, entre autres considérations intéressantes, que la durée de travail coupée à midi par un repos d'une longueur variable, est actuellement encore la règle, en Allemagne, dans les établissements commerciaux envisagés. 3.21 p. 100 seulement des maisons enquêtées marchent toute la journée, sans une interruption appréciable, à l'heure de midi. Ce sont notamment celles qui font l'expédition et la commission en général, et plus particulièrement le commerce des livres, de la musique et des produits chimiques. Par contre, dans ces établissements, la durée de travail est, en moyenne, plus courte. Dans 27 p. 100 des maisons où existe un repos de midi, les 24.05 p. 100 de leur personnel ont profité de pauses supplémentaires, et dans 44.65 p. 100 des maisons où n'existe pas le repos de midi, 66.53 p. 100 de leurs employés ont bénéficié de pauses placées dans la matinée ou dans l'après-midi. Comme il est juste, ces repos, qui, d'ailleurs ne dépassent guère une heure en moyenne, sont d'autant plus fréquents ou plus étendus que la durée du travail est plus longue.

Au point de vue de l'heure du commencement du travail le matin, les établissements enquêtés se répartissent ainsi :

HEURE D'OUVERTURE.	ÉTABLISSEMENTS		PERSONNEL EMPLOYÉ	
	avec repos de midi.	sans repos de midi.	avec repos de midi.	sans repos de midi.
Avant 8 heures.....	5,463	64	22,573	296
A 8 heures.....	6,403	119	33,473	810
A 9 heures ou entre 8 et 9.....	1,495	253	10,886	1,549
Plus tard que 9 heures.....	19	3	80	19

Au point de vue de la fermeture le soir :

HEURE DE FERMETURE.	ÉTABLISSEMENTS		PERSONNEL EMPLOYÉ	
	avec repos de midi.	sans repos de midi.	avec repos de midi.	sans repos de midi.
A 6 heures et avant.....	1,793	378 ⁽¹⁾	9,568	2,526 ⁽¹⁾
A 7 heures ou entre 6 et 7.....	8,542	61	42,300	158
A 8 heures ou entre 7 et 8.....	2,939		14,228	
Plus tard que 8 heures.....	199		916	

Quant aux prolongations de la durée normale du travail, elles ont eu lieu dans 2,794 des établissements enquêtés, soit dans les 20.43 p. 100 du total, affectant 13,538 employés, ou les 61.60 p. 100 de leur personnel. Les causes en sont multiples et doivent être rapportées au genre spécial de l'exploitation.

Les prolongations pendant trente jours de l'année, et plus, prédominent et se rencontrent surtout dans les grandes maisons du centre de l'Allemagne, en particulier dans les banques. Les heures supplémentaires fournies ne dépassent pas trois en général par jour et sont rarement rétribuées.

En revanche, la réduction du temps de travail, le samedi de préférence, est pratiquée dans 1,073 des établissements enquêtés (7.85 p. 100), en faveur de 8,086 personnes (11.60 p. 100). Cet usage s'observe, avec une notable fréquence, dans les grandes maisons de banque et de crédit de l'Allemagne centrale. Dans la majorité des cas, le nombre des heures remises n'excède pas deux par jour.

Quant au travail des dimanches et jours fériés, il se rencontre dans 4,516 des maisons enquêtées (33.03 p. 100 du total des établissements qui ont répondu clairement à cette question) et pour 15,803 employés (64.09 p. 100). Ce travail extraordinaire s'observe surtout dans les provinces du Sud et du Nord-Ouest, et dans le commerce de l'horticulture. La durée ne dépasse pas, le plus souvent, deux heures; par contre, la majeure partie des employés sont pris plus de la moitié des dimanches au cours d'une même année.

En ce qui concerne les congés, leur octroi dépend le plus souvent de l'ancienneté des services de l'employé. Des congés sont accordés d'une façon régulière dans 33.78 p. 100 des établissements soumis à l'enquête, aux 38.93 p. 100 du personnel total; et, dans 6.08 p. 100 de ces maisons, occupant 7.94 p. 100 de l'ensemble des employés, ils ne sont accordés que sur une demande spéciale de l'employé.

En général, l'Allemagne du Centre et du Sud-Est est, sous le rapport des congés réguliers, la mieux partagée; au reste, la fréquence et la durée des congés sont proportionnelles à l'importance de la ville et de l'exploitation. Les genres de commerce particulièrement favorisés sont : au premier rang, la banque; puis, la librairie et

(1) Dont 240 établissements employant 1,651 personnes ferment à 5 heures ou avant.

l'édition de musique, l'horticulture, l'industrie chimique et les industries polygraphiques.

Au point de vue de la durée des congés, les 26,966 employés, auxquels sont accordés des congés réguliers, se répartissent ainsi :

DURÉE DU CONGÉ.	NOMBRE d'employés.
Une semaine et moins.....	3,281
Entre une et deux semaines.....	15,007
Plus de deux semaines.....	6,520
Durée indéterminée.....	2,158

Les apprentis sont moins bien partagés que les employés adultes au point de vue des congés et de leur durée. La fréquence et la durée des congés sont en général proportionnelles à l'importance de la ville et de l'établissement. Plus de 32 p. 100 des hommes adultes occupés dans les grandes villes et plus de 39 p. 100 de ceux occupés dans les exploitations de plus de 20 employés jouissent de plus de deux semaines de congés tandis que la proportion dans les petites villes et dans les maisons occupant 2 ou 3 employés est respectivement de 18 p. 100 et de 11 p. 100.

La Bourse du travail de Berlin ⁽¹⁾. — Le 16 novembre dernier a été inaugurée la première bourse du travail en Allemagne. Elle est située tout près de la rue Rosenthal qui relie le centre à la ville à l'important quartier ouvrier de Berlin N., au milieu d'un groupe de maisons s'étendant entre les rues Gormann et Rücker. Le terrain a une surface totale de 4,650 mètres carrés, dont 3,200 actuellement couverts par les divers bâtiments et les cours, le reste étant réservé pour des agrandissements ultérieurs. La construction mesure, rue Gormann, 32^m 5; et rue Rücker, 38^m 5 de façade. Elle comprend deux bâtiments d'inégales dimensions. Le plus important, sur la rue Gormann, est affecté au placement des travailleurs hommes sans éducation professionnelle spéciale, c'est-à-dire de la catégorie toujours la plus considérable des sans-travail; l'autre, moins grand, sur la rue Rücker, renferme les services chargés de procurer un emploi aux femmes, ainsi que les bureaux de placement jusqu'ici institués pour les ouvriers versés dans la pratique des diverses professions spéciales.

Tous deux peuvent renfermer ensemble 4,000 personnes et présentent tout le confort désirable : ventilateurs puissants, chauffage par la vapeur à basse pression; éclairage électrique; poste téléphonique central avec dérivations pour tous les bureaux; grosse horloge également centrale, donnant par l'électricité l'heure uniforme dans toutes les salles, places assises et debout avec patères et planchettes pliantes pour écrire ou se rafraîchir; fontaines à débit constant avec gobelets émaillés, etc.

Dans l'un comme dans l'autre bâtiment, l'installation générale tend à assurer le placement de la manière la plus intelligente et la plus prompte possible. A la différence du système courant, qui consiste à enregistrer sans plus les offres et demandes d'emploi pour satisfaire ensuite aux unes et aux autres par un examen après coup des conditions à concilier, en l'absence des parties intéressées, on s'efforcera, dans tous les cas où la chose sera possible, de pourvoir sur le champ à la place offerte. De là, pour permettre aux personnes inoccupées d'attendre le plus commodément possible les offres éventuelles, la plupart des aménagements confortables précités. D'ailleurs, la tâche est facilitée, pour les travailleurs sans éducation professionnelle

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Praxis*, 27 novembre 1902, et l'*Arbeitsmarkt*, 1^{er} décembre 1902.

spéciale, par une classification en douze groupes, selon la nature des occupations (cochers, gens de maisons, etc.)

Le terrain a coûté 1,250,000 francs; la construction, 812,500 francs, d'où une dépense totale de 2,062,500 francs. Au point de vue financier, l'œuvre a été réalisée par une entente entre : l'établissement d'assurances de Berlin, qui a fourni les fonds pour l'achat du terrain (1 million de marks) et les constructions (650,000 marks); la Société centrale du placement, instituée locataire principale à charge de rembourser le capital engagé au moyen d'annuités déterminées; et la municipalité berlinoise, garantissant cet amortissement par une subvention annuelle de 25,000 francs.

L'ivresse et les accidents du travail ⁽¹⁾. — L'Office impérial des Assurances a fait relever en 1901, pour la première fois, les accidents dont l'ivresse peut être rendue responsable. Il s'agit seulement de la statistique des accidents dans l'agriculture et les forêts. Sur 56,936 victimes, 94 dont une femme, ont été blessées étant ivres, soit 0,17 p. 100 du total. Ces 94 blessés se répartissent ainsi suivant l'âge.

16 à 18 ans.....	1	40 à 50 ans.....	29
18 à 20 ans.....	3	50 à 60 ans.....	21
20 à 30 ans.....	9	60 à 70 ans.....	8
30 à 40 ans.....	21	plus de 70 ans.....	1

27 de ces accidents furent mortels, 5 eurent pour conséquence une incapacité totale permanente, 30, une incapacité partielle permanente et 32 une incapacité temporaire. 56 de ces accidents furent causés par des voitures (écrasement, chute etc.), 11 par des chutes (chutes d'échelles, d'escaliers, de lucarnes, dans des excavations), 7 par des animaux (choc, coup, morsure, chute de cheval), 4 par des machines ou des outils, 3 par des métaux, des gaz ou des vapeurs brûlants; 3 par éboulements ou chutes d'objets; 5 par d'autres causes. Les contrées de l'Est, où l'on consomme beaucoup d'eau-de-vie, ont, dans cette statistique, une part prépondérante. La corporation agricole de la Prusse orientale compta 19 accidents de ce genre, celle de Silésie, 17, celles de la Prusse occidentale 10, celles du Hanovre 8 et de la Posnanie 5. Tous les autres établissements d'assurances, y compris la Bavière en comptèrent beaucoup moins.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1902 ⁽²⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 881 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
199	111	162	50	90	62	73	58	67	37	52	41

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Praxis*, du 27 novembre 1902.

⁽²⁾ D'après la *Soziale Rundschau*,

Grèves en octobre 1902. — 6 nouvelles grèves, avec 951 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et pour le *vêtement* et les *modes* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 succès, 1 transaction ⁽¹⁾. Causes : salaires, 4 cas; durée du travail, 1 cas; motifs divers, 1 cas.

CANADA.

Revue du travail en octobre ⁽¹⁾. — La situation actuelle dans le Dominion reste très prospère. Bien que l'on ait enregistré, en octobre, peu de cas d'augmentation de salaire, la tendance à l'augmentation se fait sentir dans les localités et dans les métiers qui n'ont pas encore bénéficié de la hausse générale. La main-d'œuvre est demandée dans les provinces de l'Ouest, surtout pour le battage des grains.

L'industrie forestière a été exceptionnellement active; les coupes d'hiver ont recommencé et l'on signale une reprise très sensible dans le commerce des bois carrés avec l'Angleterre. La pêche du saumon et du homard a été très bonne. Les transports, enfin, ont été extrêmement actifs par suite des expéditions de charbons et de grains.

Suivant un rapport qui vient d'être publié, le total des sommes réclamées au gouvernement du Dominion, à titre de primes d'encouragement pour la production du fer et de l'acier, s'élève (pour l'année fiscale 1901-1902, pour 431,040 tonnes) à 4,740,000 francs.

La grève des mineurs de Pensylvanie a eu un contre-coup au Canada; si elle avait dû se prolonger quelque temps encore, l'industrie du Dominion eût été gravement atteinte. Préoccupé de la situation, le département du travail a fait, au mois d'octobre, une enquête approfondie sur les conséquences économiques que pouvait avoir, au Canada, la cessation du travail dans les mines d'anthracite des États-Unis. Il ressort de l'enquête que, d'une façon générale, le Canada est tributaire, pour son approvisionnement d'anthracite, des mines de Pensylvanie, le Dominion ne produisant que de la houille qui est exportée en partie. En outre, les gisements houillers, situés aux extrémités Est et Ouest du pays, sont presque toujours à des distances considérables des centres de consommation; plusieurs provinces ont tout intérêt à s'alimenter aux États-Unis.

Grèves. — 4 grèves ont été signalées en octobre; deux ont pris fin dans le mois et se sont terminées, l'une par un succès des ouvriers, l'autre par une transaction.

ÉTATS-UNIS.

La grève générale des mineurs de Pensylvanie. — La grève générale des mineurs de Pensylvanie, qui avait commencé le 10 mai 1902, a pris fin le 23 octobre dernier. Il est intéressant de retracer, d'après le rapport officiel de M. Carroll Wright, commissaire du travail (*commissioner of labor*) au Président des États-

⁽¹⁾ Résultat inconnu dans 2 cas.

⁽²⁾ D'après la *Gazette du travail*, publiée par le département du travail du Canada, novembre 1902.

Unis⁽¹⁾, et les communications de notre chargé d'affaires à Washington, les grandes lignes de ce gigantesque conflit, qui dépasse de beaucoup en importance la grève générale des mineurs qui vient de se terminer en France, au point de vue de la durée, si ce n'est au point de vue des travailleurs qui y prirent part.

On sait que la Pensylvanie fournit, à quelques tonnes près, la totalité du charbon d'anthracite extrait aux États-Unis⁽²⁾. D'après le rapport du surintendant du bureau des mines, la population totale ouvrière employée dans les mines d'anthracite comprenait, en 1900, près de 145,000 individus (exactement 143,831).

L'origine du conflit remonte au mois d'octobre 1900. A cette époque intervint, à la suite d'une grève entre les propriétaires des charbonnages et les mineurs, un accord qui, à la suite de longues discussions, accorda une augmentation de salaire et régla la question de la poudre. Dès le début de l'application de cette entente, il devint évident qu'elle ne satisfaisait ni l'une ni l'autre des parties. Le 15 février 1902, M. Mitchell, président de l'union des mineurs américains, proposait aux propriétaires de mines une entrevue avec les délégués des mineurs en vue de fixer une nouvelle échelle de salaires pour une période à déterminer d'un commun accord.

Les propriétaires de mines répondirent le 16 « que la question des salaires avait été réglée en octobre dernier et qu'ils n'avaient pas l'intention de revenir sur les arrangements qui avaient été pris alors; qu'ils ne voyaient donc pas d'objet à la conférence suggérée en supposant même que cette manière de procéder fût désirable, ce qui leur semblait douteux ». Là-dessus, M. Mitchell envoya à M. Oliphant, président de la compagnie Delaware et Hudson, une lettre, le 26 février 1901, pour le convoquer à une conférence entre les propriétaires et les ouvriers des mines, qui devait avoir lieu le 15 mars suivant. M. Oliphant répondit le 6 mars qu'en ce qui concernait sa compagnie, la convocation de cette conférence ne lui paraissait ni nécessaire ni désirable. Les autres compagnies firent des réponses analogues.

L'échec de cette tentative augmenta l'irritation des mineurs et ils poussèrent les chefs de l'union à présenter de nouvelles demandes, et, au cas où il ne serait pas donné satisfaction, à faire grève. A ce propos, M. Carroll Wright déclare que contrairement à l'opinion des propriétaires des mines, « les faits, autant qu'il a pu s'en rendre compte et il estime qu'ils lui ont été rapportés correctement, montrent que, en contradiction avec ce qui s'est produit dans beaucoup de grèves, les chefs de l'union des mineurs, à part une ou deux exceptions, se sont opposés d'une façon persistante à la grève ». Ils avaient en effet pesé les chances d'un conflit et ils avaient retiré de leurs entretiens avec les présidents des chemins de fer et les exploitants la conviction qu'une grève, si elle s'engageait, durerait probablement tout l'été et apporterait aux ouvriers et à leurs familles, de grandes souffrances en même temps qu'elle causerait des dommages incalculables aux intérêts industriels et commerciaux du pays. Ils pensaient pouvoir apporter remède aux griefs des mineurs par de constants appels aux présidents des chemins de fer qui transportaient le charbon et aux

⁽¹⁾ *Bulletin of the Department of labor*, novembre 1902, p. 1147. La loi organique du Département du travail de Washington prévoit que le Commissaire du travail « est autorisé à faire des rapports spéciaux sur des sujets particuliers lorsqu'il en est requis par le Président, ou par une des deux chambres du Congrès ». C'est en vertu de cette disposition que M. Carroll Wright a été chargé verbalement le 8 juin dernier par le Président des États-Unis de lui présenter un rapport sur les causes et les circonstances de la grève.

⁽²⁾ D'après l'*Annuaire officiel* des États-Unis la production totale des États-Unis en anthracite a atteint en 1900, 51,309,214 tonnes sur lesquelles la Pensylvanie seule a extrait 51,221,353 (la tonne [longton] pèse 1,017 kilogrammes). En 1901, la production en anthracite de la Pensylvanie a atteint 60,242,560 tonnes. La production en anthracite des États-Unis représente environ 24 p. 100 de la production charbonnière totale du pays.

exploitants indépendants. Ils espéraient aussi atténuer les préventions des patrons par de fréquentes entrevues et par la présentation de « conditions humaines de travail ».

Les tentatives des chefs de l'union pour amener des conférences et de fréquentes entrevues entre les représentants des patrons et des ouvriers échouèrent et les mineurs eux-mêmes réclamaient l'organisation de la grève.

Les demandes présentées par les mineurs étaient les suivantes :

1° Augmentation de 20 p. o/o pour les mineurs travaillant à la tâche, c'est-à-dire payés par tonne (« long ton » de 1,017 kg.) extraite, soit 40 p. o/o des mineurs.

2° Réduction de 20 p. o/o sur le nombre d'heures de travail pour les ouvriers travaillant à la journée, ce qui introduirait en fait la journée de 8 heures.

3° Fixation de la tonne servant de base au salaire à la tâche à 2,240 livres américaines (1,017 kg) au lieu de la tonne à 2,750 livres usitée jusqu'ici.

Les autres questions devaient faire l'objet d'arrangements particuliers entre les diverses compagnies et leurs ouvriers.

Ces demandes ayant été rejetées, les mineurs consentirent à réduire de moitié leurs demandes, c'est-à-dire à ne demander pour le moment qu'une augmentation de 10 p. o/o pour les ouvriers payés à la tâche et une réduction de 10 p. o/o de la journée de travail pour les autres ; ils offraient de soumettre le tout à l'arbitrage et à l'enquête et d'en accepter d'avance le résultat, pourvu que les compagnies se soumissent de même aux conditions de la commission d'enquête.

Ces nouvelles demandes furent rejetées par les propriétaires comme les premières. Il ne restait plus qu'une voie ouverte : celle de la grève. Elle fut votée dans l'assemblée générale (Convention) des mineurs à Hazleton, le 15 mai 1902. La grève avait commencé en réalité dès le 12 mai 1902.

D'après M. Carroll Wright les causes psychologiques du conflit seraient beaucoup plus importantes que les revendications que nous venons de rapporter. « Ce qui domine toute l'attitude des patrons, c'est l'idée d'assurer et de sauvegarder la discipline. Ils disent que chaque concession qui a été faite lui a porté atteinte et celles qui pourraient être encore faites quelque justes qu'elles fussent, auraient le même résultat. . . Ce n'est pas un fait sans importance que depuis 1900 il y a beaucoup plus de troubles apportés à la discipline que dans toute la période de 1871 à 1900. Les chefs de l'union sont assez francs pour reconnaître qu'il y a une grande part de vérité dans cette affirmation des exploitants, mais ils ajoutent qu'ils n'ont pas été autorisés à discipliner leurs hommes et ils affirment énergiquement qu'ils seraient très heureux de coopérer avec les exploitants pour assurer complètement la discipline, qu'ils reconnaissent être encore plus nécessaire dans l'industrie minière qu'ailleurs. . . Ils déclarent que les exploitants ne peuvent pas surveiller l'insubordination des mineurs qu'eux seuls, les chefs de l'Union le peuvent. . . Presque tous les exploitants n'ont aucune confiance, par contre dans la capacité de l'Union à surveiller ses propres membres dans une mesure quelconque en vue d'aider à maintenir la discipline. C'est là, remarque M. Carroll Wright, le point aigu du conflit et l'un de ceux qui ont porté l'irritation au degré qui existe actuellement dans les mines d'anthracite. »

C'est en effet à la défiance mutuelle des exploitants et des ouvriers les uns envers les autres que paraît être surtout dû le conflit. « Les mineurs disent que lorsque les membres du bureau de l'Union ont pu voir le directeur d'une compagnie au sujet d'un cas déterminé et ont été autorisés à conférer avec lui, ils ont été presque invariablement capables d'arriver à un arrangement. C'est une opinion générale chez les mineurs que les exploitants ne veulent pas d'un accord écrit qui les lierait et les empêcherait de faire ce qu'ils ont l'habitude de faire. . . De leur côté les exploitants

prétendent qu'aucun accord de cette nature ne lierait les ouvriers mineurs et qu'il est ridicule et fou d'en faire un; qu'ils sont constamment contrariés dans leurs efforts pour maintenir l'ordre et la discipline... Quelques exploitants n'hésitent pas à dire qu'il ne se fera aucun progrès vers la pacification de la région minière tant que les mineurs de l'antracite n'auront pas une Union spéciale, autonome et distincte de celle des mineurs de la houille, ... que, si les mineurs de l'antracite avaient une union spéciale, qui pourrait d'ailleurs être affiliée à celle des mineurs de la houille, les exploitants seraient en meilleure disposition pour s'entendre avec leurs ouvriers par l'intermédiaire de leur organisation qu'ils ne le sont maintenant où ils sont obligés de traiter avec ce qu'ils appellent des étrangers et des hommes du dehors».

Durant quatre semaines jusqu'à la mi-juin, la résistance s'exacerba de part et d'autre au milieu de troubles multiples souvent assez graves. Le Président des États-Unis fut sollicité d'intervenir comme un de ses prédécesseurs l'avait fait, il y a quelques années, pour la grève de Chicago, à la suite de l'arrêt par les grévistes des trains transportant la poste. Mais il n'avait pu intervenir en cette circonstance que parce que la poste est matière fédérale : il n'en est pas de même du charbon. Le Président ne pouvait donc intervenir qu'officieusement; il le fit, mais sans succès.

La grève se prolongeait, les stocks d'antracite, qui avaient été constitués en aussi grande quantité que possible, vu l'époque de l'année (mai) en prévision de la grève finirent par s'épuiser. En septembre, le charbon monta au chiffre fantastique de 140 francs la tonne. Fort de l'opinion publique vivement alarmée de cette hausse insolite du charbon à l'entrée de l'hiver, le Président Roosevelt résolut, malgré l'absence d'armes légales, d'intervenir d'une façon directe et, à la sortie d'un conseil de cabinet, le 1^{er} octobre, il invita M. Mitchell et les principaux propriétaires de mines d'antracite à une conférence qui eut lieu à la Maison-Blanche le 3 octobre suivant. M. Mitchell exposa que le Comité de la grève était désireux d'entrer en relations avec les représentants des propriétaires des mines pour arranger les différends qui les séparaient; que, si cette proposition n'était pas trouvée acceptable, il demandait que le Président nommât un tribunal qui trancherait les points litigieux et, dans le cas où les patrons accepteraient la sentence de ce tribunal, les mineurs consentiraient à ce qu'un accord établi sur la base de cette sentence fût conclu pour une période de 1 à 5 ans. Les propriétaires rejetèrent unanimement cette offre. Ils demandèrent que les mineurs reprissent d'abord immédiatement le travail; ils arrangeraient ensuite les difficultés qui pourraient exister. Dans le cas où dans une année un arrangement n'interviendrait pas, l'affaire serait soumise aux juges locaux.

La conférence ne put aboutir. Le Président fit alors appel à M. Pierpont Morgan qui avait été l'auteur de la réunion (Consolidation) des mines de charbon avec les chemins de fer de la région, et qui jouissait, à ce titre, d'une certaine influence sur les propriétaires des mines. M. Root, secrétaire d'État de la Guerre, se rendit auprès de M. Morgan et le décida à intervenir. Le 14 octobre, après une conférence à Washington entre le Président des États-Unis, M. Morgan et autres, les propriétaires des mines formulèrent les propositions suivantes :

« Nous proposons qu'une commission soit nommée par le Président des États-Unis (s'il l'accepte) à laquelle seront soumises toutes les questions pendantes entre les compagnies respectives et leurs employés, que ceux-ci appartiennent ou non à une union, et la décision de cette commission sera acceptée par nous.

« La commission sera constituée comme suit :

1^o Un officier du corps des ingénieurs de chacun des services militaire et naval des États-Unis;

2° Un expert qui sera un ingénieur des mines, ayant l'expérience des mines de charbons et autres mineurs et qui n'aurait aucune relation de quelque sorte que ce soit avec la propriété des mines, soit d'anthracite ou de houille;

3° Un des juges des Cours des États-Unis du district oriental de Pensylvanie;

4° Un homme distingué et éminent comme sociologue;

5° Un homme qui par une active participation avec l'extraction et la vente du charbon sera familier avec les conditions techniques et commerciales de cette industrie.

Il est bien entendu que, immédiatement après la constitution de cette commission, afin de faire cesser immédiatement le chômage et l'arrêt de la production, les mineurs retourneront au travail, cesseront toute opposition à l'emploi des non-unionistes qui sont ou seront employés, ainsi que toute persécution contre eux.

La décision de la commission fixera la date à laquelle elle devra entrer en vigueur et déterminera les conditions du travail entre les compagnies respectives et leurs employés pour une durée d'au plus 3 ans.»

Après une conférence avec M. Mitchell et quelques nouvelles discussions avec les propriétaires des mines, le Président accepta la nomination de la commission, mais désigna 6 membres au lieu de 5, la nomination de ce sixième membre, qui sera plus particulièrement le représentant du travail ayant été demandée avec insistance par M. Mitchell et finalement acceptée par les propriétaires des mines.

Une convention des mineurs fut réunie le 20 octobre à Wilkesbarre, centre des districts charbonniers et, après deux jours de discussions, décida d'accepter les propositions ainsi modifiées. La reprise du travail eut lieu le 23 octobre suivant : la grève avait duré 165 jours ⁽¹⁾

L'assurance contre les accidents du travail dans le Maryland ⁽²⁾. — L'assemblée générale du Maryland a voté, dans sa dernière session, une loi d'assurance contre les accidents du travail (Maryland Workmen's compensation act) qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier.

Bien que l'étendue de cette loi soit restreinte, elle mérite d'être signalée, parce qu'elle est la première application, dans les états de l'Union, du principe de l'assurance d'État obligatoire.

En voici les dispositions essentielles :

La responsabilité patronale, en cas d'accident du travail, est édictée pour les entreprises de mines, de transports et de travaux municipaux. Les chefs d'entreprise sont assurés par l'État contre les conséquences de cette responsabilité. Ils doivent verser annuellement, pour chaque ouvrier ou employé des mines, 1 \$ 80, des chemins de fer, 3 \$, des tramways, 60 cents. Pour les travaux municipaux, la prime est déterminée par le *Commissioner* de l'assurance. La moitié des primes peut être retenue sur les salaires. L'assurance ne vise que les accidents occasionnant la mort dans le délai maximum d'une année. Les ayants droit des décédés reçoivent une indemnité uniformément fixée à 1,000 dollars.

Cette institution n'englobera pas plus de 15,000 ouvriers ou employés, car le personnel des chemins de fer de Pensylvanie et de la compagnie Baltimore et Ohio

⁽¹⁾ La Commission d'arbitrage s'est réunie dès le 24 octobre. Elle a commencé par faire une enquête préliminaire sur les conditions du travail. Elle a visité un certain nombre d'exploitations et interrogé des ouvriers et des directeurs. Elle a également entendu les représentants des propriétaires des mines et ceux des ouvriers, notamment M. Mitchell. La dernière séance de la Commission a eu lieu à Sérauton, le 3 décembre dernier. On ne prévoit pas encore l'époque à laquelle elle rendra sa sentence.

⁽²⁾ Note communiquée par la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale, d'après la *Soziale Praxis*, du 4 décembre 1902.

n'y sera pas compris; ces entreprises, possédant une caisse propre, seront dispensées de l'assurance.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre 1902. — Le marché du travail n'a pas changé par rapport au mois précédent; à signaler toutefois une amélioration dans le tissage du coton et une nouvelle augmentation du chômage dans les industries du fer et de l'acier. La situation est plus mauvaise qu'il y a un an à pareille époque.

4.8 p. 100 de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 549,197 membres contre 5 p. 100 en octobre et 3.8 p. 100 en novembre 1901.

5.51 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 495,647 mineurs contre 5.52 en octobre 1902 et 5.33 en novembre 1901.

324 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1902, avec 22,300 ouvriers environ contre le même nombre à la fin d'octobre et 321 en novembre 1901.

85 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 82 p. 100 dans les tissages, avec 92,000 ouvrières, femmes et filles, contre 89 et 79 p. 100 en octobre 1902 et 94 et 71 p. 100 en novembre 1901.

Grèves. — 24 nouvelles grèves en novembre avec 6,436 chômeurs, contre 23 avec 12,229 en octobre 1902, et 25, avec 6,809, en novembre 1901. 1 grève dans le bâtiment, 4 dans les mines, 4 dans la métallurgie, 9 dans les textiles, 3 dans le vêtement et 3 dans diverses industries.

Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 1,029 grévistes : 5 succès, 10 échecs et 9 transactions.

Le congrès des trade-unions ⁽¹⁾. — Le 35^e congrès annuel des trade-unions s'est tenu à Londres, au Holborn Town-Hall, du 1^{er} au 6 septembre, sous la présidence de M. Steadman, président du comité parlementaire ⁽²⁾ et secrétaire de l'association des constructeurs d'allèges.

On sait que le congrès est formé par la réunion des délégués des trade-unions qui sont, soit des ouvriers travaillant dans l'industrie qu'ils représentent au moment où ils sont désignés, soit les agents appointés de ces unions. Chaque union peut désigner au plus un délégué par 2,000 sociétaires ou fraction de ce nombre. Dans les délibérations importantes, le vote est nominal; chaque délégué a droit à une voix par 1,000 membres représentés.

Le rapport publié par le Labour Department sur le mouvement des trade-unions en 1901, évaluait à 1,922,730 le nombre des unionistes et à 589 le nombre des unions enregistrées à cette époque. Actuellement, le total des unions, enregistrées et autres, peut être estimé à 1,236. On verra par le tableau ci-dessous que 163 as-

⁽¹⁾ D'après le compte rendu officiel du 35^e congrès des trade-unions. (Trade-Unions Congress, 1902. Thirty-fifth annual Report, published by authority of the Congress and the Parliamentary Committee, London, 1902.)

⁽²⁾ Comité nommé par le congrès pour assurer l'exécution des résolutions du congrès en agissant auprès du Parlement.

sociations seulement étaient effectivement représentées au congrès. Toutefois, si l'on considère que beaucoup de ces associations comptées pour une unité sont, en réalité, des fédérations englobant plusieurs unions, on peut fixer à 231 le total des unions ayant envoyé des délégués.

Voici comment se répartissent, par groupe d'industrie, le nombre des unions représentées et celui de leurs délégués; on pourra comparer ces chiffres avec ceux relatifs au congrès de 1901 :

GROUPES D'INDUSTRIES.	CONGRÈS DE 1901.			CONGRÈS DE 1902.		
	NOMBRE			NOMBRE		
	d'asso- ciations.	de membres.	de délégués.	d'asso- ciations.	de membres.	de délégués.
Bâtiment.....	12	196,801	30	12	195,972	32
Mines et carrières.....	7	256,962	72	8	373,827	94
Métallurgie.....	12	40,282	17	13	41,334	19
Constructions navales et chaudron- nerie.....	3	66,926	20	3	68,745	21
Autres industries du métal.....	25	61,227	43	22	56,922	43
Textiles.....	13	150,071	79	15	157,175	93
Vêtement.....	8	54,786	22	10	55,902	30
Transports (chemins de fer, marine, pompiers, dockers).....	14	120,458	31	18	135,819	42
Industries chimiques, gaz, ma- nœuvres.....	10	92,949	35	10	92,324	34
Imprimerie, reliure.....	10	44,310	18	16	49,541	26
Poterie, verrerie.....	4	8,346	5	4	7,250	5
Travail du bois, ameublement.....	7	27,113	9	9	30,480	11
Boulangerie, fabriques de cigares..	3	7,150	6	2	7,000	5
Mécaniciens.....	5	19,418	11	6	24,127	12
Employés des postes.....	4	34,450	7	4	36,563	7
Divers.....	3	14,220	4	11	30,311	13
TOTAL.....	140	1,195,469	409	163	1,363,292	487

Le nombre des unionistes représentés au congrès s'élevait à 1,363,292, soit à 71 p. 100 du total des unionistes de la Grande-Bretagne. L'augmentation constatée en 1902, par rapport à 1901, aussi bien dans le nombre des unions que dans celui des membres représentés (167,823) tient surtout à la présence des délégués mineurs du Northumberland — qui s'étaient abstenus l'an dernier, — et au développement pris par la fédération des mineurs.

Si l'on examine le groupement des délégués au point de vue de leur profession et non plus par classe d'industrie, on constate que la plus large représentation était celle des mineurs (84 délégués pour 330,000 membres) et celle des ouvriers des textiles (47 pour 82,367). Les délégués des charpentiers représentaient 62,000 membres; ceux des chaudronniers et constructeurs de navires, 49,000; ceux des gaziers et manœuvres, 48,000; ceux des briquetiers, 39,000, etc.

Le 1^{er} congrès des trade-unions, tenu à Manchester, en 1868, groupait 34 délégués représentant 118,000 ouvriers; 10 ans plus tard, celui de Bristol en comptait 136 pour 114 associations et 624,000 unionistes.

Ces chiffres ont augmenté d'une façon presque continue jusqu'en 1891; de cette date à 1894, on constate un mouvement de recul. En 1895, au congrès de Cardiff, 330 délégués représentent 170 unions et 1 million de membres; en 1898, 30 ans

après le 1^{er} congrès, Bristol réunit 406 représentants pour 188 unions et 7,184,000 syndiqués.

Lors du 2^e congrès, tenu à Londres, en 1881 (14^e congrès annuel), les ressources du comité parlementaire s'élevaient à 18,000 francs environ; en 1902, le rapport financier présenté accusait 87,400 francs de recettes et 52,100 de dépenses, soit un excédent en caisse de 35,300 francs. Il a été décidé, en outre, que désormais les groupes verseront à la caisse du comité parlementaire 37 fr. 50 au lieu de 25 pour 1,000 membres; chaque délégué continuant à verser 12 fr. 50 pour droit d'admission au congrès. Le secrétaire du comité recevra un salaire de 6,250 francs par an et le congrès subviendra aux frais nécessaires. Les sociétés qui refuseront de se soumettre aux décisions du comité ne seront plus exclues mais déferées au congrès qui avisera.

Voici les principales résolutions prises par le congrès.

Journée de huit heures. — Sur la proposition des travailleurs du gaz, le congrès déclare que « le temps est venu de limiter à huit heures par jour le travail dans tous les métiers et industries du Royaume-Uni ». A une grande majorité et malgré l'opposition des mineurs du Durham le congrès invita « le comité parlementaire à donner son appui à la fédération des mineurs de la Grande-Bretagne dans ses efforts pour obtenir la journée de travail de huit heures ».

Employés de commerce. — Le congrès adopta, sans discussion, l'avis « que le bill sur les magasins qui édicte une réduction des heures de travail et une heure uniforme de fermeture des magasins est une mesure raisonnable et pratique dont l'adoption s'impose pour la protection des travailleurs des magasins ».

Pensions de retraite. — Le congrès vota, à l'unanimité, une motion « invitant énergiquement le Gouvernement à établir un système national de pensions de vieillesse, qui devra s'appliquer universellement à tous les citoyens, hommes ou femmes ayant atteint l'âge de 60 ans; la pension sera d'au moins 5 shillings (6 fr. 25) par semaine; les frais en seront à la charge exclusive de l'Etat qui les recouvrera entièrement au moyen de l'impôt ».

Droit de coalition. — Le congrès réclama, à l'unanimité, une nouvelle législation qui devra : 1^o reconnaître clairement aux unions les droits d'associations libres; 2^o rendre légaux le « picketing »⁽¹⁾ et la « persuasion » pacifiques; 3^o reconnaître aux ouvriers le droit de quitter le travail sans rupture de contrat, aux trade-unions le droit de sanctionner cette cessation, et aux fonctionnaires de ces unions le droit de donner avis ou communication de la décision qui l'ordonne, toutes les fois qu'ils poursuivront des buts rentrant dans les attributions du trade-unionisme; 4^o de définir clairement la loi de coalition (conspiracy) afin que ce qui est légal pour un ouvrier ne devienne un délit pénal et civil quand il s'agit de plusieurs ouvriers coalisés ».

⁽¹⁾ Le « picketing » est proprement l'action de se poster sur le passage des ouvriers qui vont travailler pour les amener à faire grève. L'article 7 de la loi « Conspiracy and protection of property Act, 1875 » reconnaît le droit de stationner devant ou près de l'endroit où une personne habite, travaille ou passe, mais uniquement en vue de lui communiquer ou de lui demander des renseignements. Il interdit, par contre, ce stationnement lorsqu'il a pour but d'amener une personne à ne pas faire ou à faire ce qu'elle a le droit légal de faire ou de ne pas faire. L'interprétation de cet article donne lieu à de grandes difficultés.

Arbitrage obligatoire. — Par 961,000 voix contre 303,000, le congrès repoussa une résolution présentée par les délégués des employés de commerce et des ouvriers des docks et tendant à instituer par la loi des cours d'arbitrage, dont les décisions devaient être obligatoires toutes les fois que les tentatives de conciliation auraient échoué.

Après avoir remplacé les membres sortants du comité parlementaire, le congrès s'est séparé en fixant le prochain congrès à Leicester en septembre 1903.

Réparation des accidents du travail, en 1901, en Angleterre et dans le pays de Galles⁽¹⁾. — Aucune disposition des lois de 1897 et de 1901 ne prescrit la publication de rapports sur la façon dont sont accordées les réparations des accidents du travail. Les renseignements réunis à ce sujet par le ministère de l'Intérieur sont forcément très incomplets. Ils sont puisés : dans les rapports des *registrars* sur les affaires soumises aux cours de comté, dans la liste des arrangements à l'amiable dont déclaration a été faite à l'autorité, dans l'état des *systèmes* d'assurance qui ont été approuvés et enregistrés par le *registrar* en chef des sociétés de secours mutuels et enfin dans le rôle des causes portées en appel.

Il en résulte qu'on ne possède aucune indication sur la majeure partie des réparations qui sont accordées aux ouvriers après entente à l'amiable sans recours aux tribunaux et sans que déclaration en soit faite à l'autorité.

I. — Le total des affaires soumises aux Cours de comté en Angleterre et dans le pays de Galles, par application des lois de 1897 et de 1900, s'est élevé, en 1901, à 1,918, se repartissant ainsi, suivant les industries :

	CHIFFRES correspondants.		
	en 1901.	en 1900.	en 1899.
Chemins de fer.....	162	157	104
Fabriques.....	992	764	686
Mines.....	337	271	233
Carrières.....	48	43	51
Ateliers de constructions mécaniques.....	117	166	114
Bâtiment.....	243	151	159
Agriculture.....	19	"	"
	<u>1918</u>	<u>1552</u>	<u>1347</u>

Le nombre des affaires qui ont donné lieu à jugement s'est accru et a atteint 1,289 contre 1,046 en 1900 et 828 en 1899. Par contre, le nombre des cas dans lesquels il a été nécessaire de nommer un arbitre spécial est tombé à 9, au lieu de

(¹) D'après la publication du Home Office : *Statistics of proceedings under the workmens compensation acts, 1897 and 1900, and the employers liability act 1880 during the year 1901*, Londres, juin 1902.

La loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents a été analysée dans le *Bulletin* de novembre 1897; celle du 30 juillet 1900, qui a étendu à l'agriculture les dispositions de la loi de 1897, dans le *Bulletin* de janvier 1901.

29 en 1900 et de 98 en 1902. Enfin, 72 cas (70 en 1900, 72 en 1899) ont été réglés à l'amiable devant le juge etc.

548 autres ont été soit retirées, soit ajournées, soit réglées en dehors du tribunal.

Sur les 1,370 différends réglés, 1,007 (soit 86 p. 100 contre 81 p. 100 en 1900 et 75 p. 100 en 1899) ont été terminés à l'avantage du demandeur et 167 en faveur du défendeur. Dans 399 cas seulement, la Cour a ordonné le paiement en une fois, de la somme allouée; dans 608 autres, elle a stipulé des versements hebdomadaires.

Dans 301 cas, l'accident avait occasionné la mort de la victime. Les héritiers ont, de ce chef, touché une somme totale de 1,431,730 francs, soit une moyenne de 4,756 francs par accident (contre 4,368 en 1899 et 4,125 en 1900).

Quant aux 706 ouvriers blessés indemnisés, 98 ont reçu une indemnité moyenne payée en une fois de 812 francs et 608, des indemnités hebdomadaires s'élevant, pour ceux frappés d'incapacité totale (345) à 14 fr. 75 et, pour les autres (1,263) à 12 fr. 10 par semaine.

II. — Sur le total des arrangements conclus à l'amiable, soit par entente directe entre les parties, soit par voie d'arbitrage, 1,636 seulement ont été enregistrés dans les cours de comté.

Le nombre des déclarations d'accords de cette nature va toutefois en augmentant chaque année; il était de 651 en 1899 et de 1,188 en 1900. Sur ces 1,636 arrangements, 13 seulement ont été réglés par la décision d'un arbitre (contre 25 en 1900 et 23 en 1899). Les comités qui avaient réglé 89 affaires en 1899 et 40 en 1900, n'en ont réglé aucune en 1901. La moyenne des indemnités pour accident ayant entraîné la mort, accordées par ces arrangements, s'est élevée à 4,221 francs; celle des indemnités hebdomadaires pour incapacité, à 16 fr. 50.

III. — En cas de faute, de négligence ou d'omission du patron ou d'une personne dont le patron est responsable, les ouvriers ont le choix entre l'application de la loi de 1897, et celle de 1880, sur la responsabilité des employeurs.

Le total des affaires tranchées par les Cours de comté seules, sans l'intervention d'arbitres, par application de la loi de 1880, s'est élevé à 590 (contre 511 en 1900 et 505 en 1899).

Dans 159 cas, la Cour a donné gain de cause au demandeur et dans 100 autres au défendeur; 2 affaires ont été renvoyées à la cour supérieure et 329 autres ont été retirées. Le montant des indemnités allouées s'est élevé à 285,185 francs. La moyenne des indemnités payées à la suite de mort de la victime, a été de 2,267 francs.

La tendance que l'on a, à Londres, à appliquer la loi de 1880, de préférence à celle de 1897, est plus marquée encore cette année que par le passé. 301 affaires ont été jugées en application de la loi sur la responsabilité des patrons. contre 201 en application de l'acte sur les réparations d'accidents, alors que dans le reste de l'Angleterre et le pays de Galles, ces chiffres s'établissent respectivement à 289 et à 1,717.

IV. — 61 seulement des affaires soumises aux Cours de comté en application de la loi de 1897 ont été portées en appel en Angleterre (soit 3 p. 100 contre 6 p. 100 en 1900); 3 autres ont été renvoyées à la Chambre des lords.

Aux termes de la loi de 1897, des conventions particulières entre patron et ouvriers peuvent être substituées à l'application de la loi, si elles sont approuvées par

le Registrar des sociétés de secours mutuels. Au 30 juin 1901, 50 de ces conventions étaient en vigueur, elles se répartissaient ainsi :

	NOMBRE des conventions.	NOMBRE des ouvriers employés.	NOMBRE des ouvriers auxquels s'appliquent les systèmes d'assurance.
Chemins de fer.....	2	43,044	40,431
Fabriques.....	20	23,123	22,719
Mines.....	27	70,576	70,142
Carrières.....	1	450	300
TOTAL.....	50	137,193	133,592

3 nouvelles conventions seulement ont été approuvées en 1901, une postérieurement au 30 juin 1901.

Il ressort de ces divers renseignements que les résultats pour 1901 ne diffèrent pas sensiblement de ceux des deux années précédentes. Le nombre des appels a sensiblement diminué et il est à croire que les difficultés que présente l'interprétation de la loi de 1897 disparaissent peu à peu. D'autre part, le nombre des affaires portées devant les Cours de comté augmente de plus en plus, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Un exemple montre combien infime est encore la proportion des cas soumis aux tribunaux.

Le nombre exact des accidents suivis de mort, survenus en 1901, dans les mines et carrières, les fabriques et les chemins de fer, était au total, de 2,275; sur ce chiffre, 437 seulement (soit 18 p. 100 environ) ont nécessité l'intervention des tribunaux pour la fixation des indemnités.

Quant aux accidents non suivis de mort, la proportion de ceux qui sont portés devant les tribunaux pour la fixation des indemnités peut être évaluée, d'après des renseignements officiels recueillis dans diverses industries, à 1 p. 100 du nombre total de ces accidents donnant lieu à indemnité.

Les sociétés coopératives de consommation et de production⁽¹⁾. — Le nombre des sociétés coopératives de toute nature, existant dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, s'élevait, en 1901, à 1648, non compris les sociétés de production et les coopératives agricoles d'Irlande. Le tableau ci-dessous indique la répartition de ces sociétés, suivant leur nature, ainsi que leur importance :

	NOMBRE		CAPITAL-ACTIONS.	VENTES.	BÉNÉFICES.
	des sociétés.	de membres.			
			liv. sterl.	liv. sterl.	liv. sterl.
Sociétés coopératives de gros..	2	1.379	1.223.082	23.342.826	579.054
Sociétés coopératives de détail.	1.462	1.793.770	21.966.628	52.761.175	8.265.276
Associations d'approvisionnement	8	89.285	533.345	2.676.436	63.751
Sociétés de production.....	136	32.434	833.728	2.878.392	186.340
Sociétés agricoles (laiteries, etc.)	30	1.480	9.845	44.149	789
Sociétés spéciales.....	10	1.207	29.079	79.971	4.202
TOTAL.....	1.648	1.919.555	24.595.706	81.782.949	9.099.412

⁽¹⁾ D'après les statistiques publiées par le Conseil central de l'Union coopérative de la Grande-Bretagne et reproduit dans un rapport présenté par le secrétaire de cette Union au Congrès de l'Alliance coopérative internationale. (Voir ci-dessous, p. 876.)

A la même date, l'ensemble de ces sociétés avait employé en placements une somme totale de 15,577,863 livres sterlings.

La coopération de gros est représentée par les deux *Wholesale Societies* d'Angleterre et d'Écosse. La première est de beaucoup la plus importante : elle comprenait, en 1901, 1902 sociétés, avec un capital-actions de 948 millions de livres sterlings, un total de ventes de 17 millions; la société écossaise ne groupait que 617 sociétés avec un capital-actions de 274 millions et un total de vente de 5 millions.

Les sociétés coopératives de détail (*Distributive Societies*) n'ont pas augmenté de nombre depuis 1900, bien que le chiffre de leurs membres et de leurs affaires se soit considérablement accru. Il faut en chercher la raison dans la tactique adoptée par l'Union coopérative de la Grande-Bretagne, et qui consiste à éviter le plus possible la formation de plus d'une société de détail dans une même ville et dans un certain district. Par application du même principe, plusieurs sociétés ont été amenées à fusionner et ne forment qu'une seule société dans la même ville. De même, toutes les fois qu'il a été proposé d'établir une société coopérative dans un village, où, par suite de circonstances particulières, son existence n'aurait été préservée qu'au prix de grands efforts, l'Union a fait des démarches auprès de la société la plus voisine pour la persuader d'établir une succursale dans ce village. On évite ainsi aux habitants la lourde tâche qu'impose l'établissement complet d'une société et on les fait profiter de l'expérience acquise par les autres.

La coopération de production affecte plusieurs formes : les coopératives de production proprement dites sont celles qui sont organisées tout spécialement pour la production de certains articles, elles figurent seules dans le tableau donné plus haut. Mais, en dehors de ces sociétés, les sociétés coopératives de consommation de gros et en détail ont entrepris également de produire certains articles en vue de pourvoir aux besoins de leurs membres. C'est ainsi que les deux sociétés de gros ont consacré à la production un capital de près d'un million et demi de livres sterlings; elles y emploient plus de 14,000 ouvriers et ont fait, en 1901, un chiffre d'affaires de 4 millions de livres sterlings, sur lesquels elles ont réalisé un bénéfice de 150,000 livres. Quant aux sociétés coopératives de détail, on estime leur production à 3 millions de livres sterlings.

La coopération agricole, en revanche, n'a guère fait de progrès. Il n'y a encore que 8,000 à 9,000 acres (3,400 hectares) exploités par les coopératives. La plus remarquable tentative de coopération agricole est celle de la Coopérative de gros, qui cultive dans sa propriété de Roden (*Roden Estate*) des fruits, des légumes, etc. La Société d'organisation agricole (*Agricultural organisation Society*) s'efforce de grouper les fermiers pour l'achat en commun de leurs matières premières et la vente de leurs produits.

Les banques coopératives ne prospèrent pas, sauf en Irlande, où le crédit agricole a pris racine aisément et s'étend d'année en année.

Les sociétés coopératives de détail continuent à consacrer une partie de leurs bénéfices à la construction de maisons à l'usage de leurs membres. Elles y ont consacré déjà plus de 5 millions de livres sterlings et 25,000 maisons ont été construites.

ITALIE.

Les grèves et lock-outs en 1900 ⁽¹⁾. — Du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre 1900, on a compté, dans l'industrie, 383 grèves proprement dites avec 80,858 grévistes, ayant perdu 493,093 journées de travail. Le tableau suivant permet la comparaison avec les données respectives des quatre années précédentes :

	NOMBRE TOTAL des grèves.	NOMBRE des grévistes.	NOMBRE des journées de grève.
1896.....	210	96,051	1,152,503
1897.....	217	76,570	1,113,535
1898.....	256	35,705	239,292
1899.....	259	43,194	231,590
1900.....	383	80,858	493,093

On constate depuis 1896 une augmentation rapide et continue du mouvement gréviste, imputable sans nul doute à l'extension et à la force croissante des diverses associations ouvrières. En particulier, les *Ligues de résistance* et les *Chambres du travail* qui se sont multipliées, en facilitant l'accord entre les ouvriers et en leur donnant un appui moral et financier, les ont encouragés à recourir plus fréquemment à la grève pour améliorer leurs conditions de travail.

Quant au contingent gréviste fourni par les diverses industries, on remarque, au premier rang, les *textiles* (32 p. o/o du total des grèves); puis, par ordre décroissant, le *bâtiment* (12 p. 100); la construction des *machines* (7 p. 100 env.); et les *mines* [soufrières de la Sicile] (6 p. 100). Deux grèves ont éclaté dans les services publics (tramways de Livourne et de Messine).

En ce qui concerne les causes, les grèves se sont réparties en 1899 et en 1900 de la façon suivante :

	1899.				1900.			
	GRÈVES.		GRÉVISTES.		GRÈVES.		GRÉVISTES.	
	Nombre absolu.	P. 100.	Nombre absolu.	P. 100.	Nombre absolu.	P. 100.	Nombre absolu.	P. 100.
Demande d'augmentation de salaire.....	113	44	19,539	45	181	47	26,370	33
Demande de diminution des heures de travail..	17	6	3,631	9	31	8	3,516	4
Résistance à une diminu- tion de salaire.....	28	11	4,325	10	29	7	2,998	4
Résistance à une augmen- tation des heures de tra- vail.....	5	2	2,384	6	6	2	694	1
Autres causes.....	96	37	13,315	30	136	36	47,280	58
ENSEMBLE.....	259	100	43,194	100	383	100	80,858	100

⁽¹⁾ *Statistica degli scioperi nell'industria e nell'agricoltura durante l'anno 1900*; Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Rome, 1902. — La présente publication a été établie d'après : 1° les questionnaires envoyés dans toutes les provinces, puis recueillis par les Préfets; 2° les rapports que ces fonctionnaires ont adressés au Ministère de l'Intérieur en lui retournant les questionnaires une fois remplis; 3° les informations de la presse quotidienne, soigneusement contrôlées.

Au point de vue de la durée, les grèves, pour les deux mêmes années, se classent ainsi :

	GRÈVES AYANT DURÉ			
	de 1 à 3 jours.	de 4 à 10 jours.	de 11 à 30 jours.	Au-delà de 30 jours.
1899.....	161	70	23	3
1900.....	208	105	55	13

Il est à remarquer que les conflits de courte durée (trois jours au plus), ont été, pour 1900, en nombre relativement moindre que pour 1899 et 1898. Ce fait semble être en relation très étroite avec l'état d'organisation du monde ouvrier. Dans les deux dernières années précitées, les conditions exceptionnellement troublées où se trouva l'Italie avaient amené la dissolution de mainte Association de résistance ou Chambre de travail, partant l'éparpillement des forces ouvrières et la multiplicité des petites grèves. La plupart de ces institutions s'étaient reconstituées vers la fin de 1899 et surtout en 1900, une plus grande cohésion a permis aux travailleurs de résister plus longtemps : d'où diminution des grèves de courte durée.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves survenues en 1900, d'après leurs résultats et en les rapprochant de leurs causes :

CAUSES DES GRÈVES.	RÉUSSITES.				TRANSACTIONS.				ÉCHecs.			
	Nombre de grèves.	P. 100.	Nombre de grévistes.	P. 100.	Nombre de grèves.	P. 100.	Nombre de grévistes.	P. 100.	Nombre de grèves.	P. 100.	Nombre de grévistes.	P. 100.
Demande d'augmentation de salaire.....	45	25	7,670	29	84	46	11,148	12	52	29	7,552	29
Demande de diminution des heures de travail..	16	52	1,454	41	7	22	792	23	8	26	1,270	36
Résistance à une diminu- tion de salaire.....	10	34,5	865	29	10	34,5	1,149	48	9	31	684	23
Résistance à une augmen- tation des heures de travail.....	4	67	599	86	„	„	„	„	2	33	95	14
Autres causes.....	37	27	24,011	51	42	31	16,638	35	57	42	6,631	14
TOTAL.....	112	29	34,599	43	143	37	30,027	37	128	34	16,232	20

D'une façon générale, pour la période de 1879 à 1900, la proportion des grèves ayant abouti à un succès ou à une transaction est supérieure à celle des grèves qui se sont terminées par un échec; elle a été la plus forte en 1893 et 1900 (66 p. 100) par rapport seulement au nombre des conflits, et en 1896 et 1900, si l'on tient compte du nombre de grévistes (73 et 80 p. 100). C'est surtout pour 1900 qu'il y a lieu de remarquer la diminution des grèves malheureuses; la proportion qui, depuis 1893, s'était élevée constamment de 34 à 46 p. 100 en 1898, est descendue en 1899, à 42 et en 1900 à 34 p. 100. La proportion la plus élevée de grèves couronnées de succès, soit 38 p. 100, apparaît en 1896; la plus faible (16 p. 100), dans la période 1879-1891.

Le plus grand nombre de grèves industrielles a été relevé naturellement dans les régions où l'industrie est extrêmement développée et le mouvement syndical ouvrier très accentué. C'est ainsi que l'Italie du Nord compte plus de la moitié du total. Dans la Lombardie seule, on a compté 149 conflits (soit 38 p. 100 du total) dont

62 pour la province de Milan (16 p. 100). Viennent ensuite le Piémont (13 p. 100); l'Émilie, la Toscane, le Latium, la Vénétie, la Sicile et la Campanie. La répartition territoriale des grèves est d'ailleurs restée à peu près invariable de 1879 à 1900.

En ce qui concerne spécialement l'agriculture, 27 grèves se sont produites en 1900 contre 9 en 1899, la majorité, comme pour les années précédentes, en Lombardie (13) et dans l'Émilie (8).

D'après leurs causes et leurs résultats, ces conflits agraires se groupent successivement comme suit :

I. — CAUSES.

Demandes d'augmentation de salaire	24
Résistance à une diminution	1
Autres motifs	2

II. — RÉSULTATS.

Succès	8
Transactions	11
Échecs	8

La grève qui dura le plus longtemps (près de 3 mois) fut celle des ouvriers des exploitations agricoles d'Agnelle et de Ponte Molino dans la commune d'Ostiglia, où les pertes furent également le plus sensibles pour employés et employeurs. La grève la plus importante par le nombre des participants éclata à Molinella (jusqu'à 6,300 grévistes).

LOCK-OUTS. — Il s'est produit 5 lock-outs proprement dits, tous afférents à l'industrie et dus à diverses causes, parmi lesquelles il est intéressant de relever la participation sans la permission du patron à la fête du 1^{er} mai et la suspension du travail le dimanche, malgré les conventions intervenues.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

L'inspection des fabriques en 1901-1902⁽¹⁾. — Le nombre des fabriques enregistrees du 1^{er} janvier 1901 au 31 mars 1902 s'élevait à 7,203, employant ensemble 55,395 personnes (41,783 hommes et 13,612 femmes). Bien que les derniers chiffres ne soient que provisoires, ils permettent de constater que l'accroissement du personnel ouvrier se poursuit chaque année dans la colonie. Depuis 1895 — époque à laquelle on comptait 30,000 ouvriers à peine — la population ouvrière a augmenté de 25,500 personnes.

Les dispositions relatives à l'hygiène et au nettoyage des ateliers, contenues dans les dernières lois sur les fabriques, ont donné déjà d'excellents résultats. Jusqu'ici il était impossible d'exiger que le voisinage des ateliers fût tenu convenablement; les inspecteurs, qui avaient amené les patrons à aérer convenablement les locaux de travail, ne pouvaient obtenir des municipalités que les alentours des ateliers fussent tenus proprement. La nouvelle loi a créé un département de l'hygiène qui, aussitôt constitué, a pris immédiatement les mesures nécessaires pour protéger la santé des

⁽¹⁾ D'après le *Report of the Department of Labour* présenté au Ministre du travail pour l'année financière du 1^{er} avril 1901 au 31 mars 1902.

ouvriers et enjoint à ses agents d'avoir à seconder sérieusement les inspecteurs de fabriques.

Le rapporteur constate que la pratique des heures supplémentaires qu'il condamnait déjà les années précédentes ne semble pas devoir disparaître. Lors de la discussion de la loi de 1901, le rejet d'un article du texte proposé a suffi pour faciliter davantage encore l'usage des heures supplémentaires que l'auteur du projet voulait interdire. La nouvelle loi ordonne simplement au patron de tenir un registre de ces heures qui devront être payées selon un tarif spécial. Malheureusement, les inspecteurs ne peuvent, vu la distance parfois très grande qui sépare les fabriques, veiller à ce que le nombre d'heures autorisé ne soit pas dépassé; ils demandent à pouvoir, comme par le passé, empêcher la pratique des heures supplémentaires pour les filles et les enfants de santé trop délicate et réclament le retour à l'autorisation préalable toutes les fois qu'il s'agit de faire faire aux femmes et aux jeunes ouvriers plus de 8 heures par jour.

Avant 1901, la demi-journée de congé hebdomadaire pouvait, sur arrêté des autorités locales, être fixée le même jour dans les fabriques et dans les magasins. La loi de 1901 supprime cette latitude et se borne à déclarer la demi-journée de repos obligatoire pour toutes les fabriques; on se plaint beaucoup, dans les petits centres, de cette disposition et l'on demande le retour à l'ancien usage.

Quant aux employés de magasins, comme la loi ne stipule aucune heure pour la fermeture, ils perdent tout le bénéfice de la demi-journée de congé qui leur est accordé, puisqu'on leur fait faire, comme compensation, des heures supplémentaires d'autres jours de la semaine,

Ils semblent d'ailleurs satisfaits de leur sort, attendu que, l'an dernier, beaucoup d'entre eux ont signé une pétition demandant au Parlement de ne pas s'occuper de leur situation.

Apprentissage. — « La question du travail des enfants, dit le secrétaire du département du travail, est des plus sérieuses et des plus difficiles à résoudre. Il conviendrait de définir d'une façon précise le principe de l'emploi des jeunes ouvriers dans les métiers nécessitant un apprentissage. On ne peut y admettre trop d'enfants, s'il est vrai, comme l'affirment les *trades unions*, que l'on risque de jeter sur le marché une foule de travailleurs mal rétribués et de valeur inférieure. En Angleterre c'est souvent la femme et l'enfant qui, de leurs maigres salaires, ont fait vivre le père réduit au chômage. Cet état de choses est regrettable et il convient d'établir une sorte de démarcation entre l'apprenti et l'ouvrier. On a cité le cas d'une maison de la Nouvelle Zélande qui, avant la création du tribunal d'arbitrage, occupait 20 enfants et 3 ouvriers seulement; ces enfants, forcément, ne pouvaient rien apprendre du métier auquel on les employait. C'était porter préjudice au public tout entier en lui donnant des ouvriers sans aucune instruction professionnelle. Les unions demandent que l'on limite le nombre des apprentis à 1 par 3 ou 4 ouvriers. Comme l'apprentissage ne dure en général que 3 ou 4 ans, chaque ouvrier peut en moyenne voir passer à ses côtés 10 et 12 apprentis pendant son existence; il n'est pas à craindre, comme on l'a dit, que la limitation réclamée par les unions n'entrave complètement l'instruction technique. Ces remarques s'appliquent surtout à des industries comme la typographie, la peinture en bâtiment, la plomberie, etc., qui nécessitent un apprentissage.

« Dans beaucoup de travaux, les jeunes ouvriers n'ont pas besoin d'une instruction spéciale et se rendent utiles au bout de quelques jours: on peut les accepter en plus grande quantité en veillant toutefois à ce que leur nombre ne dépasse pas le nombre d'ouvriers que l'industrie en question pourra absorber lorsqu'ils seront arrivés à l'âge adulte. C'est un crime de permettre à des jeunes gens de passer leurs meilleures

années à faire prospérer une industrie qui les rejettera quand ils seront devenus des hommes et seront alors incapables de gagner leur pain. »

SUISSE.

Application de la loi fédérale sur les fabriques ⁽¹⁾. — On sait que l'exécution de la loi fédérale sur les fabriques du 23 mars 1877 a confié l'exécution de ses dispositions aux autorités cantonales. Le Conseil fédéral exerce seulement un contrôle sur l'exécution de la loi, par l'intermédiaire de ses inspecteurs des fabriques. Or, depuis longtemps l'application de la loi a soulevé de vives critiques. Des inspecteurs fédéraux, dans leurs rapports, se sont plaints à plusieurs reprises que les autorités cantonales, bien qu'elles soient bien disposées à l'égard de la loi, ne peuvent cependant exercer sur les autorités subalternes de leurs cantons une influence suffisante pour faire disparaître tous les abus. Encore moins peuvent-elles exercer de l'influence sur les autorités judiciaires, et les inspecteurs fédéraux se plaignent aussi de la façon dont sont appliquées, par certains tribunaux, les pénalités prévues par la loi.

Sur l'avis des inspecteurs, le Conseil fédéral a résolu d'user de la faculté qui lui est donnée par la loi fédérale du 22 mars 1893, sur l'organisation judiciaire fédérale, aux termes de laquelle « le Conseil peut ordonner que, durant une période déterminée, tous les jugements, décisions administratives ayant un caractère pénal et ordonnances des autorités de renvoi, rendus sur le territoire de la Confédération dans une branche déterminée de la législation fédérale, lui seront communiqués immédiatement et sans frais. » L'article 161 de la même loi donne en outre le droit au Conseil fédéral de former un recours en cassation auprès du Tribunal fédéral contre les décisions de cette nature qui lui sont transmises régulièrement en vertu de l'article 155.

En conséquence de ces dispositions le Conseil fédéral a ordonné, par arrêté du 9 octobre dernier, aux gouvernements cantonaux de transmettre immédiatement à l'inspecteur fédéral des fabriques de leur arrondissement, tous les jugements au fond rendus par les tribunaux cantonaux concernant la loi fédérale sur les fabriques, de même que les décisions administratives ayant un caractère pénal et les refus de poursuivre de l'autorité cantonale chargée de prononcer en dernière instance sur le renvoi devant les tribunaux. L'inspecteur général des fabriques de l'arrondissement transmet ensuite ces documents au Département fédéral de l'industrie, s'il considère qu'un recours en cassation est justifié.

Le Conseil fédéral, en portant cet arrêté à la connaissance des États confédérés, exprime l'espoir « que cette mesure contribuera d'une façon sensible à une application aussi uniforme que possible de la loi sur les fabriques dans les différents cantons, en fixant la jurisprudence. »

Loi du 26 juin 1902 sur le payement des salaires et des amendes. — Le délai référendaire concernant la loi fédérale du 26 juin 1902 sur le payement des salaires et les amendes dans les entreprises soumises à la responsabilité civile,

⁽¹⁾ D'après la *Feuille fédérale suisse*, du 15 octobre 1902.

conformément à la loi du 26 avril 1887, publiée le 9 juillet dernier, s'est écoulé sans avoir été utilisé ⁽¹⁾.

En conséquence, le Conseil fédéral a décrété, le 31 octobre 1902, l'insertion de cette loi dans le *Recueil officiel* des lois et ordonnances de la Confédération et sa mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1903.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 21 novembre 1902 interdisant dans l'industrie de la poterie d'étain l'opération dite «pompage».

(J. O. 26 novembre 1902).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

« 1^o Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ;

« 2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail ;

« Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus au paragraphe 2 du présent article » ;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Dans l'industrie de la poterie d'étain, l'opération dite «pompage», consistant à aspirer avec la bouche à l'intérieur des pièces creuses pour s'assurer de leur étanchéité, est interdite.

ART. 2. — Les chefs d'industrie seront tenus de mettre à la disposition de leurs ouvriers les appareils nécessaires à l'essai des objets fabriqués.

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

⁽¹⁾ Voir le texte de la loi, *Bulletin de l'Office du travail*, 1902, p. 549.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 15 novembre 1902, déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être consenties aux banques coopératives ouvrières.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu le crédit ouvert au budget du Ministère du Commerce, sous le titre : *Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit*;

Vu les débats parlementaires relatifs au vote de ce crédit pour l'exercice 1902 (Débats parlementaires, Chambre, séance du 6 février 1902; Documents parlementaires, Sénat, rapport de M. POIRRIER, sénateur);

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Des avances à prélever sur le chapitre intitulé : *Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit*, pourront, chaque année, être consenties au profit des banques coopératives formées entre associations ouvrières, à charge par elles de les employer en prêts à des sociétés ouvrières désignées par le Ministre du Commerce, après avis de la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget.

ART. 2. — Dans le délai d'un mois après la réception des avances, les banques devront produire au Ministère du Commerce (Direction du travail) un état justifiant la remise des sommes aux sociétés désignées.

ART. 3. — Les avances aux banques ne seront pas productrices d'intérêt.

Les prêts consentis par l'intermédiaire des banques aux associations ouvrières pourront produire un intérêt dont le taux ne devra pas dépasser 2 p. 100.

Ces intérêts seront recouvrés par les soins des banques et à leur profit.

ART. 4. — Aux échéances fixées, les banques opéreront le recouvrement des sommes prêtées. Tous les trois mois, elles adresseront au Ministère du Commerce un bordereau faisant connaître la situation des recouvrements.

Après avis de la Commission, le Ministre pourra leur allouer sur le montant des sommes recouvrées, une bonification qui ne sera pas inférieure à 5 p. 100, mais qui ne devra pas dépasser 15 p. 100.

ART. 5. — Les fonds restés libres après ce prélèvement ne pourront, en aucun cas, servir aux opérations particulières des banques. Ils pourront être employés à de nouveaux prêts consentis aux sociétés ouvrières dans les mêmes conditions.

ART. 6. — Tous les six mois, le Ministre du Commerce pourra déléguer un fonctionnaire de l'administration qui aura mission de se faire représenter la comptabilité des banques et de s'assurer de la stricte observation des engagements souscrits.

ART. 7. — Les conventions passées avec les banques stipuleront la durée pour laquelle elles sont conclues. Elles mentionneront la durée des avances faites aux sociétés.

Elles devront, dans chaque cas, prévoir les sanctions nécessaires pour assurer l'exécution des prescriptions de la convention.

ART. 8. — Le Directeur du travail est autorisé à passer avec les banques coopératives les conventions nécessaires, en conformité des prescriptions ci-dessus.

Lettre du Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes, en date du 11 août 1902, sur l'application des décrets du 10 août 1899.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, vous avez bien voulu me faire part des protestations de plusieurs adhérents de votre Syndicat contre l'insertion dans les arrêtés d'adjudications des clauses relatives aux conditions du travail.

L'insertion des clauses relatives aux conditions du travail dans les arrêtés précités comme dans tous les arrêtés d'adjudications et dans tous les marchés qui les ont précédés depuis plus de deux ans, est l'application du décret du 10 août 1899.

Il ressort des dispositions du Décret du 10 août 1899 et des commentaires qui en ont suivi la publication que les conditions du travail à insérer dans les cahiers des charges et les marchés ne sont pas fixées arbitrairement, mais qu'elles résultent de la constatation de l'état de choses existant dans chaque ville ou dans chaque région, pour chaque nature de travail. Il suit de là que ces conditions peuvent être différentes, pour un même travail, suivant le lieu où ce travail s'effectue. Cette différence qu'il n'est au pouvoir de personne de faire disparaître, tient aux conditions mêmes de la vie et son influence sur les résultats des concours, pour adjudications et marchés, était tout aussi grande avant la promulgation du décret du 10 août 1899 qu'après la mise en vigueur de ce décret. Le but auquel a tendu le décret dont il s'agit, est d'empêcher les concurrents d'arriver par une réduction excessive des salaires à l'établissement de prix très bas, dans l'espoir d'être déclarés adjudicataires. C'est pour ce motif que le décret prescrit la constatation des conditions normales et courantes du travail, dans le lieu où doit être exécutée l'entreprise.

En principe les bordereaux établis d'après cette constatation doivent être annexés aux cahiers des charges. Il a été possible d'insérer les conditions du travail dans le département de la Seine pour la fabrication des appareils télégraphiques et téléphoniques, parce qu'une Commission mixte composée de patrons et d'ouvriers, a fourni des éléments après examen desquels le Ministre a, par décision du 31 juillet 1901, établi le bordereau correspondant.

Mais l'article 3 du décret a prévu le cas d'impossibilité matérielle de cette insertion et les instructions générales commentant, à la page 10, la portée de cette restriction, ont tracé la règle à suivre, qui est de reproduire dans le cahier des charges les obligations générales édictées à l'article 2 du Décret, et de procéder ensuite aux constatations nécessaires à l'établissement du bordereau des conditions du travail, quand les résultats de l'adjudication permettent de déterminer le lieu où le travail sera effectué.

Vous reconnaîtrez, je n'en doute pas, qu'il n'y a rien là qui soit de nature à justifier les craintes exprimées par votre Syndicat.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant les mois de novembre et de décembre 1902, en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales.

Accidents du travail. — Ouvriers de l'État. — Chambre des députés. — Séance du 1^{er} décembre 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi interprétative de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en ce qui concerne les salariés de l'État. (Doc. parl. n° 537, J. O., p. 433.)

Assurances sur la vie. — Rentes viagères. — Chambre des députés. — Séance

du 2 décembre 1902. — Dépôt, par M. Mirman, au nom de la commission des sociétés d'assurances, de rentes viagères et de capitalisation, d'un rapport :

- 1° Sur la proposition de loi de M. Mirman,
 - 2° Sur la proposition de loi de M. Ferrette,
 - 3° Sur la proposition de loi de MM. Gellé et Coache,
 - 4° Sur la proposition de loi de M. Chastenot,
 - 5° Sur la proposition de loi de M. Guieysse,
 - 6° Sur la proposition de loi de M. Guieysse,
- relatives aux sociétés de rentes viagères⁽¹⁾. (Doc. parl. n° , J. O., p. .)

Assurances sur la vie. — Rentes viagères. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 décembre. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine. (Doc. parl. n° ..., J. O., p. ...)

Assurance sociale. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 novembre 1902. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale. (Doc. parl. n° 418, J. O., p. 257.)

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — Séance du 20 novembre 1902. — Dépôt, par M. Maurice Viollette, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 592 du Code de procédure civile et à organiser l'insaisissabilité partielle du domaine du cultivateur cultivant lui-même sa terre. (Doc. parl. n° 466, J. O., p. 287.)

————— Séance du 1^{er} décembre 1902. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'une proposition de loi tendant à la création d'un bien de famille insaisissable (*Homestead*). (Doc. parl. n° ..., J. O., p. ...)

Caisses d'épargne. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 décembre 1902. — Dépôt, par M. Gauthier (de Clagny), d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. (Doc. parl. n° 565, J. O., p. ...)

Caisses de retraites. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre 1902. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout français de l'un ou de l'autre sexe; 2° l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État. (Doc. parl. n° 457, J. O. p. 289.)

Chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre 1902. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage. (Doc. parl. n° 458, J. O., p. 292.)

————— Séance du 24 novembre 1902. — Dépôt, par M. Devèze, d'une proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministère de l'Intérieur, un crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux mineurs du bassin du Gard frappés par le chômage. (Doc. parl. n° 481, J. O., p. 308.)

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 4 décembre 1902. — Dépôt, par M. Savary, d'un rapport sur : 1° la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés concernant les conseils de prud'hommes⁽²⁾; 2° sur la proposition de loi de M. Cordelet, ayant pour objet de faire rentrer les employés de commerce dans le droit commun au point de vue de la juridiction, par l'abrogation du 1° de l'article 634 du Code de commerce⁽³⁾. (Doc. parl. n° ..., J. O., p. ...)

⁽¹⁾ Voir le *Bulletin* de juillet 1902, p. 480.

⁽²⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1902, l'état des projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1902, p. VIII.

⁽³⁾ Voir le *Bulletin* de juillet 1902, p. 481.

Conseils du travail. — *Sénat.* — Séances des 6, 7, 11, 13 novembre 1902. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger relative à l'institution des conseils consultatifs du travail ⁽¹⁾. — Adoption.

————— Séance du 5 décembre. — Adoption en 2^e délibération.

Contrat de travail. — **Renvoi.** — *Chambre des députés.* — Séance du 7 novembre 1902. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Mirman (n° 66) ayant pour objet d'assurer une juste réparation aux salariés qui sont congédiés à raison d'une délégation à eux confiée par leurs camarades de travail ⁽²⁾. (Doc. parl. n° 428, J. O., p. 215.)

Durée du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 novembre 1902. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Suchetet (n° 7 rectifié) tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, l'article 3 de la loi des 2-3 novembre 1892 et les articles 1 et 2 de la loi du 30 mars 1900 (travail des adultes, des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ⁽³⁾).

Grèves. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 novembre 1902. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Paul Constans relative à l'amnistie.

————— Séance du 21 novembre. — Dépôt, par M. Lasies, d'une proposition de loi d'amnistie pour faits de grèves. — Déclaration de l'urgence. (Doc. parl. n° 480, J. O., p. 330.)

————— Séance du 3 décembre. — Dépôt, par M. Lamendin, d'un rapport sur les deux propositions de loi qui précèdent. (Doc. parl. n° 566, J. O., p.)

————— Séance du 5 décembre. — Discussion et adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 6 décembre. — Transmission de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés relative à l'amnistie pour faits de grèves et faits connexes. (Doc. parl. n° ..., J. O., p.)

Hygiène des ouvriers. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 novembre 1902. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, d'un rapport sur le projet de loi (n° 401) relatif à l'emploi des composés du plomb dans les travaux de la peinture en bâtiment ⁽⁴⁾. (Doc. parl. n° 515, J. O., p. 409.)

Payement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 6 novembre 1902. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers ⁽⁵⁾. — Renvoi à une séance ultérieure.

————— Séance du 6 décembre. — Renvoi à une séance ultérieure.

Participation aux bénéfices dans les mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre 1902. — Dépôt, par M. Ernest Roche, d'une proposition de loi ayant pour but d'appliquer à tous les salariés de l'industrie minière la participation aux bénéfices. (Doc. parl. n° ..., J. O., p.)

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 novembre 1902. — Dépôt, par M. Dubuisson, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de

⁽¹⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1902, l'état des projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1902, p. XX.

⁽²⁾ Voir le *Bulletin* de juillet 1902, p. 480.

⁽³⁾ Voir le *Bulletin* de juillet 1902, p. 481.

⁽⁴⁾ Voir le *Bulletin* de novembre 1902, p. 808.

⁽⁵⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1902, l'état des projets et propositions de loi du 1^{er} janvier 1902 p. IV.

M. Grosjean (n° 312) ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère⁽¹⁾. (Doc. parl. n° 448, *J. O.*, p. 282.)

Protection du travail national. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} décembre. — Dépôt et lecture, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi relative aux salaires des ouvriers (étrangers). — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la commission du travail. (Doc. parl. n° 529, *J. O.*, p. 428.)

— Séance du 1^{er} décembre. — Proposition de loi de M. Émile Chauvin (n° 71) sur la protection du travail national⁽²⁾. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la commission du travail.

Retraites. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 novembre 1902. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité sociale. (Doc. parl. n° 510, *J. O.*, p. 406.)

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 décembre 1902. — Dépôt, par M. Achille Adam, d'une proposition de loi sur les retraites ouvrières, (Doc. parl. n° ..., *J. O.* p. ...)

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 décembre 1902. — Dépôt, par le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Finances, d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 1 million pour l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° ..., *J. O.* p. ...)

Retraites des ouvriers de l'imprimerie nationale. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} décembre 1902. — Dépôt, par M. Dèche, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Jules Coutant (n° 212) ayant pour but de réorganiser la caisse de retraites et d'assurance contre la maladie des employés et ouvriers de l'Imprimerie nationale⁽³⁾. (Doc. parl. n° 535, *J. O.* p. 433.)

Saisie-arrêt sur les salaires. — *Sénat.* — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés⁽⁴⁾. — Séance du 6 novembre 1902 : rejet de l'urgence. — Séances des 18, 20 et 25 novembre, première délibération; renvoi à une séance ultérieure.

Société de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 novembre 1902. — Dépôt et lecture, par M. Gauthier (de Clagny), d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 447, *J. O.* p. 282.)

Taxe du charbon. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 décembre 1902. — Dépôt, par M. Selle, d'une proposition de loi tendant à établir la taxe des charbons. (Doc. parl. n° 568, *J. O.* p. ...)

Taxe du pain et de la viande. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 novembre 1902. — Dépôt, par le Ministre de l'Agriculture, d'un projet de loi relatif à la taxe du pain et de la viande. (Doc. Parl. n° 417, *J. O.* p. ...)

Warrants agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 décembre 1902. — Dépôt, par MM. Forest et Lamy, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898, sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 561, *J. O.* p. ...)

⁽¹⁾ Voir le *Bulletin* de novembre 1902, p. 808.

⁽²⁾ Voir le *Bulletin* de juillet 1902, p. 481.

⁽³⁾ Voir le *Bulletin* d'août 1902, page 560.

⁽⁴⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1902, l'état des projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1902, page V.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL.

Dans ses séances des 7, 11 et 13 novembre 1902, le Sénat a discuté et adopté la proposition de loi de M. Béranger, relative à l'institution des Conseils consultatifs du travail. Voici les principales dispositions contenues dans cette proposition de loi :

Des Conseils consultatifs du travail pourront être institués, par décret rendu en Conseil d'État. Ils auront pour mission « d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants », de donner des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts et de répondre aux demandes d'enquêtes ordonnées par le Gouvernement (art. 1^{er}).

Chaque Conseil est divisé en deux sections : l'une composée de patrons, l'autre d'ouvriers. La proposition de loi obligeait les deux sections à délibérer séparément. Par suite de l'adoption d'un amendement de M. Strauss, la délibération séparée des deux sections est simplement facultative (art. 2).

L'article 5 est ainsi conçu :

ART. 5. — Sont électeurs, à la condition d'être inscrits sur la liste électorale politique :
Pour la section patronale :

- 1° Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution,
- 2° Les directeurs et les chefs de service appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Pour la section ouvrière :

Tous les ouvriers et contremaîtres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Sont éligibles les électeurs de la section âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Les femmes françaises ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins, sont électeurs à vingt et un ans et éligibles à vingt-cinq ans accomplis, après deux ans d'exercice effectif de la même profession.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Pour la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes.

Un amendement de M. Strauss tendant à faire élire les Conseils du travail par les syndicats professionnels pour la moitié des membres de chaque Conseil et à faire désigner l'autre moitié par les Conseils de prud'hommes, a été repoussé.

Dans la séance du 5 décembre, la proposition a été adoptée sans discussion en deuxième délibération.

LA SAISIE-ARRÊT DES SALAIRES.

Dans ses séances des 18, 20 et 25 novembre, le Sénat a discuté la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

On sait qu'aux termes de la loi du 12 janvier 1895 les salaires des ouvriers et des gens de service, les appointements des commis et employés et les traitements des petits fonctionnaires ne dépassant pas 2,000 francs par an, sont

inaccessibles et insaisissables jusqu'à concurrence des neuf dixièmes. La proposition présentée par la commission et soutenue par son rapporteur M. Chovet tend à déclarer inaccessible et insaisissable *la totalité* des salaires, gages, appointements ou traitements ne dépassant pas 2,000 francs.

Un contre-projet de M. Savary, maintenant le principe de la saisissabilité et de la cessibilité d'un dixième est renvoyé par le Sénat à l'examen de la Commission.

INTERPELLATION L'HOPITEAU.

M. Lhopiteau, député, a interpellé le gouvernement, le 21 novembre dernier, « sur les inconvénients que présente pour les ouvriers travaillant en plein air l'application de la loi du 30 mars 1900 », aux termes de laquelle la limite de la durée du travail dans les ateliers mixtes est fixée à 10 heures et demie, à partir du 1^{er} avril 1902 et à 10 heures à partir du 1^{er} avril 1904.

Le Ministre du commerce a déclaré « qu'il était décidé à maintenir le principe que la loi a posé, mais qu'il était disposé en même temps à admettre les dérogations prévues par le législateur, dans la mesure où la raison indique que cela est légitime » ; qu'en particulier « lorsqu'on se trouve en présence d'une industrie saisonnière ou qui peut être interrompue par les intempéries, il estimait qu'il était dans l'esprit de la loi de lui donner certaines latitudes ». Un décret du 4 juillet 1902 a déjà donné satisfaction aux maçons et couvreurs travaillant en chantiers. Une enquête est actuellement ouverte sur la situation des charpentiers, peintres, menuisiers et serruriers. Lorsque les résultats de l'enquête auront été soumis aux comités compétents, le Ministre verra « dans quelle mesure il est possible de donner satisfaction aux réclamations dont il est saisi ».

En terminant, le Ministre a exprimé l'opinion que la solution des difficultés qu'a pu soulever la loi du 30 mars 1900, se trouve dans « une législation plus générale, c'est-à-dire s'appliquant à tous les adultes également, qu'ils travaillent seuls ou dans les ateliers mixtes, qu'ils travaillent dans les ateliers ou dans les usines ; et en même temps plus souple, c'est-à-dire permettant des dérogations pendant certains jours, pour certaines industries, avec des tolérances plus larges pour les adultes ».

La Chambre a ensuite adopté, par 321 voix contre 33, l'ordre du jour suivant : « La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour appliquer dans sa lettre et dans son esprit la loi de 1900, passe à l'ordre du jour. »

L'EMPLOI DES COMPOSÉS DU PLOMB DANS LES TRAVAUX DE LA PEINTURE EN BÂTIMENT.

Le Ministre du commerce a déposé, le 30 octobre dernier ⁽¹⁾, un projet de loi ayant pour but d'interdire notamment l'emploi de la céruse et de l'huile de lin lithargirée dans tous les travaux de peinture exécutés à l'intérieur des bâtiments. Ce projet de loi a été l'objet d'un rapport favorable de M. Jules-Louis Breton ⁽²⁾, déposé le 28 novembre dernier.

⁽¹⁾ Voir le Bulletin de novembre, page 808.

⁽²⁾ Voir le présent bulletin, page 911.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — Le travail est moins abondant que l'an dernier dans l'industrie de la *caunerie fine* à Origny-en-Thiérarche, et on ne prévoit de reprise que pour le mois de février.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, chez les *minotiers*, pendant le 3^e trimestre de 1902, l'activité a été moins grande qu'au cours du trimestre précédent. Le travail a sensiblement diminué; plusieurs usines sont fermées; les salaires restent stationnaires. Dans la *savonnerie*, la crise signalée il y a trois mois persiste. Les commandes sont toujours peu abondantes; le nombre des établissements en activité reste le même; pas de chômage; la durée du travail est de 60 heures par semaine. La *tonnellerie* traverse également un moment critique par suite de l'insuffisance de l'outillage qui ne permet pas aux tonneliers de Marseille de lutter contre les grandes usines de Mèze, Cette, Montpellier, etc., et des pays étrangers. Le travail est également en légère diminution dans l'industrie des *voitures*, les salaires sont les mêmes et la durée du travail est toujours de soixante-dix heures par semaine.

Charente-Inférieure. — Pas de changement appréciable dans l'industrie du *bâtiment* de l'arrondissement de Rochefort; le nombre des établissements n'a pas varié; les salaires sont stationnaires et la durée du travail est de 60 heures par semaine; peu de chômage. Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, la situation générale de l'industrie a été aussi satisfaisante que durant le trimestre précédent; le travail est assez actif dans le *bâtiment*; pas de chômage, la durée de la journée de travail est de 10 heures en hiver et 10 heures 1/2 en été; il y a eu cependant un léger ralentissement dans le travail des *quais* et un peu de chômage. Le taux des salaires pour les ouvriers de toutes professions varie entre 4 et 5 francs par jour; pour les journaliers, terrassiers et manœuvres de 3 francs à 3 fr. 75 (en moyenne 3 fr. 50 à 3 fr. 60).

Cher. — La durée du travail est de 10 heures et demie chez les *tailleurs* de Bourges. Pas de changement chez les *peintres* et les *plâtriers*; la durée du travail est de 10 heures. A Jouet-sur-l'Anbois, pas de changement dans les *fabriques de chaux*, qui font 65 heures par semaine; les salaires se maintiennent à un taux assez élevé en raison de la possibilité que trouvent les ouvriers à s'occuper aux travaux agricoles. Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Bourges, la situation de l'industrie reste sensiblement la même que dans le trimestre précédent; le nombre des établissements n'a pas varié et il n'y a presque pas eu de chômage.

Drôme. — A Valence dans l'industrie de la *filature* le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque et une grande activité s'est maintenue pendant tout le trimestre, toutefois une accalmie est survenue vers la fin de septembre; le nombre des établissements en activité reste le même: la main-d'œuvre est toujours recherchée; les salaires sont plutôt à la hausse; la durée du travail est de 60 heures par semaine.

Eure. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes d'Évreux, aucun changement notable dans la situation générale de l'industrie; pas de variation dans le nombre et l'importance des établissements en activité, ainsi que dans la durée du travail; les salaires restent aussi les mêmes.

Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Brionne l'activité du travail s'est ralentie par suite de l'incendie de quatre établissements *cotonniers*, qui a porté la proportion des chômeurs à 50 p. 100; la durée de la journée de travail est de 10 h. 1/2.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1902.

Finistère. — Dans la circonscription du Conseil de prud'homme de Morlaix, la situation générale de l'industrie est à peu près la même que l'an dernier à pareille époque; le nombre des établissements n'a pas changé; pas de variation non plus dans les heures de travail et dans le taux des salaires; il y a eu peu de chômeurs. Les fabricants de sabots ont eu, à la fin du trimestre, une augmentation de travail sensible, par rapport à l'année précédente.

Gard. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Béziers, le travail a été assez actif; les préparatifs des vendanges ont amené une grande animation et ont donné de l'occupation à toutes les corporations; il n'y a pas eu de chômage.

Gironde. — A Bordeaux, l'industrie du *meuble*, lutte toujours avec difficulté contre la concurrence des meubles à bon marché fabriqués dans les Pyrénées par suite de l'insuffisance de l'outillage; la main-d'œuvre est abondante et les ouvriers ne sont pas tous occupés; la durée du travail est de 10 heures. Chez les fabricants de *caisses*, on a pu constater une légère reprise dans le travail, le nombre des établissements en activité n'a pas varié; le nombre de ceux qui possèdent un outillage mécanique est peu considérable; le travail se réduit de plus en plus à Bordeaux au montage des caisses au moyen de planches toutes découpées, préparées dans les environs. La durée du travail, sauf dans les maisons à outillage mécanique, se confond généralement avec celle du jour. Pas de changement chez les *serruriers*, qui font 60 heures par semaine. Travail moins abondant que l'an dernier dans l'industrie de la *peinture*; le nombre des établissements reste le même, les salaires sont stationnaires; la durée du travail est tombée à 54 heures par semaine. Situation également peu satisfaisante dans l'industrie du *bois et charbon*; les ouvriers font généralement 10 heures par jour; le salaire moyen varie, pour les conducteurs livreurs de charbon, de 4 à 5 francs; pour les manœuvres, de 3 à 4 francs; pour les déchargeurs, de 4 à 6 francs; pour les scieurs d'essence dure de 5 à 7 francs; pour les scieurs de bois d'essence tendre de 2 fr. 50 à 3 fr. 75; pour les lieuses et apprêteuses, de 1 fr. 50 à 2 francs et pour les journalières il est de 1 fr. 75.

Hérault. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Lodève, au cours du 3^e trimestre de 1902, pas de changement dans l'activité du travail; le nombre des établissements et l'importance du personnel qui y est occupé sont restés les mêmes; la proportion des ouvriers en chômage dans les principales industries a eu tendance à augmenter, par suite de l'arrêt des usines et manufactures de draps pour la troupe. Les adjudications des marchés de la guerre, pour une durée de 6 ans, qui ont eu lieu le 15 octobre dernier, ont amené une sérieuse reprise d'affaires. Et il y a tout lieu de croire que la population ouvrière en chômage depuis de longs mois aura un long travail assuré.

Ille-et-Vilaine. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Rennes, pendant le 3^e trimestre de 1902, la situation générale de l'industrie a été moins satisfaisante que durant le trimestre précédent, sauf dans l'industrie du *bâtiment*, où une grande activité n'a cessé de régner. Le nombre des établissements industriels n'a pas varié; quelques lignes de *tramways* départementaux à vapeur, ont été mises en exploitations, ce qui a permis d'augmenter le personnel occupé dans cette industrie. Le chômage a été plus important cet été que les précédents dans les industries de la *chaussure* et de l'*habillement*; pas de changement dans la durée du travail et le taux des salaires.

Isère. — A Vienne, dans l'industrie *drapière*, le travail qui était resté normal pendant le 3^e trimestre de 1902, a baissé de 15 p. 100 en octobre, ce qui a amené un chômage sensible. Pas de changement dans l'industrie de l'*ameublement* de Grenoble. Chez les *tailleurs de pierres* de Montalieu-Vercieu, les ouvriers ne font que 44 heures par semaine, soit une diminution de 2 heures par jour. Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de La Tour-du-Pin, au cours du 3^e trimestre de 1902, le travail s'est un peu ralenti et en particulier dans la *soierie*, les *tulles* et la *passenterie* où l'on compte 20 p. 100 de chômeurs; pas de variations dans la durée du travail et le taux des salaires.

Jura. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Saint-Claude, pendant

le 3^e trimestre de 1902, la situation générale de l'industrie est restée à peu près la même; le nombre des établissements n'a pas varié, 5 p. 100 de chômeurs; dans quelques usines où l'on a diminué la journée d'une demi-heure le matin, plusieurs maisons ne font que dix heures.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'industrie des *tissus*, travail un peu plus abondant; les cours sont stationnaires, la durée du travail est de 60 heures par semaine. Léger ralentissement à l'approche de l'hiver dans l'industrie du *bâtiment*; la durée du travail est la même. Pas de changement dans l'industrie *cotonnière* de Roanne, où la durée du travail n'atteint que 58 heures et demie en raison du repos de l'après-midi du samedi en usage à Roanne; pas de transformation dans l'outillage. Travail moins actif que l'an dernier chez les fabricants de *limes*; les ouvriers ne font que 50 heures par semaine.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, dans la *meunerie*, au cours du 3^e trimestre de 1902, grande activité dans le travail; la durée du travail et le taux des salaires néanmoins n'ont pas varié. Chez les *boulangers* la durée du travail est toujours de 80 à 90 heures par semaine; les salaires sont en hausse.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Reims, la situation générale de l'industrie ne s'est guère modifiée depuis le 2^e trimestre de 1902. Le chômage est assez important chez les *tisseurs* dans certaines usines; dans les autres le travail paraît assuré pour quelques semaines, mais pas pour la totalité des ouvriers.

Haute-Marne. — Les industries *métallurgiques* de la région de Saint-Dizier traversent une période difficile; les installations d'usines nouvelles, les agrandissements des anciennes ont cessé; les constructeurs de *machines*, les constructeurs de *charpentes métalliques* ont peu de travail; il en est de même de la fabrication des *tuyaux de conduite*, par suite de la restriction des travaux de canalisation des municipalités du Midi, notamment. Il en résulte un certain malaise dans la fonderie, à laquelle toutes ces branches de la grosse métallurgie offrent d'ordinaire un large débouché. Seule, la fabrication des *articles de ménage* est très active. Néanmoins, le chômage est peu considérable en raison du peu de densité de la population ouvrière de la région. La durée du travail est de 10 heures et demie, sauf dans les ateliers d'hommes adultes où elle atteint jusqu'à 12 heures.

Mayenne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Laval, la situation industrielle est sensiblement la même que le trimestre dernier; l'industrie des *coutils*, la plus importante de la ville, laisse beaucoup à désirer; le ralentissement doit être attribué principalement au mauvais temps qui a sévi durant tout le printemps et une grande partie de l'été; le chômage peut être évalué à 20 p. 100, tant pour le *tissage à la main* que pour le *tissage mécanique*.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Mayenne, la situation générale de l'industrie n'est pas plus satisfaisante. Comme dans la région de Laval, l'industrie de la *filature*, du *tissage* et de la *teinture de coton* a beaucoup souffert de la mauvaise saison; il en est résulté un peu de chômage, certaines maisons ayant réduit leur personnel.

Meuse. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, la situation générale de l'industrie est satisfaisante; le nombre des établissements n'a pas varié; il n'y a pas de chômage. La moyenne de la journée de travail est de 9 heures et demie. Les *fonderies* et les travaux du *bâtiment* se maintiennent en bonne activité; il y a pénurie d'ouvriers pour le *tissage mécanique*; le taux des salaires n'a pas varié depuis février 1901.

Nord. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Valenciennes, une grande activité dans l'industrie n'a cessé de régner durant le 3^e trimestre de 1902; le nombre des établissements reste stationnaire; la durée du travail s'est maintenue à 10 heures; toutefois, le manque de combustible a amené, en octobre, une réduction momentanée de la durée du travail, notamment dans la *métallurgie*; les salaires n'ont pas varié.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Fourmies, il n'y a pas eu de changement dans l'activité du travail depuis un an. Un établissement en chômage depuis plusieurs années a repris son travail; par contre, dans la même industrie, un autre a cessé

de fonctionner. Dans les ateliers mixtes, la durée du travail a été ramenée à 10 heures et demie, conformément à la loi du 30 mars 1900, et les salaires ont dû être augmentés en conséquence. Il n'y a pour ainsi dire pas de chômage.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Armentières, l'industrie du *tissage de toiles* a fait preuve d'une certaine activité, mais cette activité est encore insuffisante pour employer tout le matériel.

Dans les *filatures de lin*, la situation n'est pas très satisfaisante depuis deux ans. Les matières premières restent toujours à un prix élevé en raison des mauvaises récoltes successives de lin. Les fils de lin ont dû suivre ce mouvement, bien qu'ils n'aient pas augmenté dans la même proportion. Néanmoins cette augmentation a suffi pour amener certains tissages à renoncer à l'emploi de fils de lin et à se reporter sur la fabrication des toiles métiés obtenues avec des fils mélangés de lin ou d'autres matières. Par suite, les *filatures de lin* ont dû réduire le nombre de leurs broches ou la durée du travail. Dans les *tissages*, le nombre des établissements n'a pas varié et le personnel occupé est toujours le même; on peut élever à 8 p. 100 le nombre des ouvriers sans travail; la durée du travail est de 60 à 65 heures par semaine; les salaires sont stationnaires.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Halluin, la situation générale de l'industrie est satisfaisante; le nombre des établissements en activité n'a pas varié; pas de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 heures et demie; les salaires varient de 1 fr 50 à 5 francs par jour.

Oise. — Les *fécularies* étaient en pleine activité à la fin du mois d'octobre dernier; la durée du travail était de 65 heures par semaine; mais la saison ne paraissait pas devoir être longue cette année par suite du déficit de la récolte; le salaire des ouvriers était de 3 fr. 50 par jour en moyenne; le recrutement est difficile en raison du chômage de six mois que subit cette industrie.

Le travail était moins abondant que l'année dernière dans les fabriques de *boîtes d'emballage* de la Croix-Saint-Ouen; la durée du travail était néanmoins de 66 heures par semaine et il n'y avait pas de chômage.

Orne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, le travail a repris depuis le mois de septembre. Dans les *filatures de coton*, la journée de travail n'est encore que de 8 heures, mais la plupart des *tissages* font veiller leurs ouvriers; le chômage ne dépasse pas 5 p. 100. Dans les fabriques de *sabots et semelles de galoches* et dans l'industrie du *bois* en général, la durée de la journée de travail varie de 10 à 11 heures et il n'y a pas de chômage.

Pas-de-Calais. — A Arras, chez les *distillateurs*, travail moins abondant que l'an dernier; depuis le commencement de l'année 1902, une dizaine d'usines ont cessé de fonctionner.

L'état d'activité du travail, dans le ressort du conseil des prud'hommes de Saint-Omer, reste le même; la situation générale de l'industrie n'a pas subi de modifications. Toutes les usines sont en pleine activité et emploient le même personnel; il n'y a pas eu de chômage ni de changement dans la durée du travail et le taux des salaires.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie est assez satisfaisante; le nombre des établissements ainsi que le personnel qui y est attaché a peu varié. L'industrie du *caoutchouc* est très prospère; près de 3.000 ouvriers y sont occupés; la durée de la journée de travail est de 11 à 12 heures; le taux des salaires varie de 3 fr. 50 à 5 francs par jour; pas de chômage.

Rhône. — A Lyon, la situation générale de la *brasserie* est un peu moins bonne qu'elle l'était l'an dernier à pareille époque; beaucoup de brasseurs sont par suite moins disposés à transformer leur outillage; mais la situation du personnel ouvrier est restée satisfaisante malgré l'abondance de main-d'œuvre. Pas de changement bien notable chez les fabricants de *chaussures*. Dans le *tissage mécanique* des soieries, les ordres sont plus nombreux, mais au seul profit de l'article de mousseline et de ses dérivés; une nouvelle usine est en construction; la durée du travail est de 10 heures et demie par jour, conformément à la loi du

30 mars 1900; mais beaucoup de métiers sont restés inactifs depuis six mois en dehors des métiers à mousseline.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Thizy, au cours du 3^e trimestre de 1902, la situation générale de l'industrie reste sensiblement la même que pendant le trimestre précédent; le nombre des établissements n'a pas varié; pas ou peu de chômage (3 p. 100); salaires et durée du travail stationnaires.

Seine. — A Paris, on constate une diminution du nombre des établissements dans l'industrie de la *brasserie* et de la *distillation*; chez les fabricants de *chocolat*, la situation est stationnaire; la durée du travail est de 10 heures et demie. L'industrie des *colles* et *gélatines* subit une crise; le nombre des établissements diminue; beaucoup ont réduit la durée du travail. Pas de changement chez les fabricants de *papier* et les *imprimeurs-lithographes*; chez les constructeurs de *bateaux*, la saison d'hiver amène beaucoup de chômage, les chantiers occupent en moyenne 300 ouvriers en été et une centaine à peine en hiver et ils font 8 heures au lieu de 12 heures. Travail un peu plus actif que l'an dernier chez les *modeleurs-mécaniciens*; 4 nouveaux établissements, occupant de 20 à 30 ouvriers, ont été créés au cours du 3^e trimestre de 1902; la durée du travail est de 9 à 10 heures par jour. Travail moins abondant chez les *mécaniciens-chaudronniers*; légère reprise, chez les *fondeurs en cuivre*; chez les fabricants de *plâtre*, les ouvriers ne font plus en moyenne que 54 heures par semaine.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *meunerie*, le mois de septembre a marqué une légère reprise.

A Dieppe, l'industrie du *bâtiment* se maintient dans une situation normale; les *grosses affaires* sont rares et cependant tout le personnel est occupé; les ouvriers font généralement 60 heures par semaine.

La situation du *tissage* a été peu satisfaisante dans le département durant le 1^{er} trimestre de 1902, car les producteurs n'ont pu obtenir des augmentations de prix correspondant à la hausse des filés; mais, à partir du mois d'avril, on a pu heureusement constater une reprise d'affaires. L'industrie des *indiennes*, *filés* et *tissus teints* a été aussi peu active au début de l'année 1902; la fin du semestre a été plus favorable. Dans l'industrie des *produits chimiques*, le ralentissement, qui s'était manifesté à la fin de l'année 1901, s'est fait encore sentir durant le 1^{er} semestre de 1902. Enfin dans les *ateliers de construction*, les commandes sont rares, et ensuite, au cours du 1^{er} trimestre 1902, une légère reprise s'est manifestée, mais il est à craindre qu'elle ne soit que passagère.

Seine-et-Oise. — Pas de changement dans l'industrie du *bâtiment* à Versailles et à Meulan, ni dans celle de la *meunerie*, à Étampes.

Deux-Sèvres. — La production du *beurre* dans le 3^e trimestre de 1902 a été plus forte d'un quart environ; la durée du travail est de 56 heures et l'outillage des *laiteries coopératives* se complète et se perfectionne constamment.

Somme. — L'industrie du *bois* subit actuellement une dépression dans ce département; ni l'*emballage*, ni les *bois de construction* n'offrent beaucoup d'activité; la durée du travail diminue et varie entre 8 et 10 heures.

Vaucluse. — A l'Isle-sur-la-Sorgue, durant le 3^e trimestre de 1902, l'activité est restée la même que l'an dernier à pareille époque dans la *meunerie*; 3 petites usines ont cessé de fonctionner; la durée du travail est de 10 heures par jour; la situation du personnel est assez bonne; les salaires varient entre 4 et 5 francs par jour pour les *meuniers* et entre 3 et 4 francs pour les hommes de peine; la main-d'œuvre est peu abondante.

Le travail dans les *carrières* de Menerbe est sensiblement le même qu'au cours du trimestre correspondant de l'année dernière.

Vosges. — A Épinal, dans l'industrie *cotonnière*, travail moins abondant que l'an dernier, plus abondant cependant que pendant le trimestre précédent; pas de changement dans le nombre des établissements, les salaires et la durée du travail; les ouvriers font 63 heures par semaine.

A Saint-Dié, l'industrie du *tissage mécanique* reste également stationnaire; la durée du travail est de 63 heures par semaine.

Yonne. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Auxerre, durant le 3^e trimestre de 1902, la situation générale de l'industrie a été satisfaisante; bonne activité dans la plupart des industries; pas de variation dans le nombre des établissements ni dans l'importance du personnel occupé; le taux des salaires est toujours le même, il varie de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 de l'heure; il n'y a pas eu de chômage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

Ain. — A Bourg, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Bellegarde, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*; à Thoiry, travail peu actif, moitié de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Saint-Quentin, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, bonne activité chez les *tisseurs et tisseuses*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *piquage du carton*; pas de chômeurs, 57 heures chez les *menuisiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 40 à 42 heures chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; 6 p. 100 de chômeurs, 40 heures chez les *peintres en bâtiment*. A Soissons, travail normal, chez les *typographes*. A Laon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Saint-Michel, pas de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Chauny, travail toujours actif, 84 heures chez les ouvriers en produits *chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; de même et 60 heures chez les *mouleurs*; de même et 50 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bohéries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Montluçon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail plus abondant, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, bonne activité chez les ouvriers de la *glacière*. A Buxières, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*; moitié de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy; pas de changement chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Saint-Hilaire, pas de changement chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les *mineurs*; 1/3 de chômeurs, 54 heures, travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A la Ville-Gozet, pas de chômeurs, 72 heures, bonne activité, chez les ouvriers de la *glacière*. A Commentry, 30 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et manœuvres*. A Izeure, pas de changement chez les *bûcherons*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, nombreux chômeurs chez les employés *restaurateurs-limonadiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers de la *carrosserie*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *maçons*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*. A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers* et chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; moitié de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*. Au Broc, travail moins actif, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et horticoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 4 p. 100

de chômeurs chez les *mégissiers de rivière* ; légère reprise chez les *métallurgistes* ; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, travail peu actif chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de changement chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals-les-Bains, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs, travail moins actif cependant, chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Vrigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Neufmanil, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *forgerons d'écrans*. A Haybes, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures travail toujours actif, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes* ; 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, travail toujours actif, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature* ; pas de chômeurs, 63 heures, légère reprise chez les *mouleurs en fonte* ; pas de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *maçons, tailleurs de pierre*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*. A Coursan, 25 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs*.

Aude. — A Narbonne, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *cordonniers* ; pas de chômeurs chez les *tailleurs* ; 45 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment ; 15 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 10 p. 100 de chômeurs chez les garçons *limonadiers* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* ; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux* ; pas de chômeurs, 66 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers de l'*habillement* ; nombreux chômeurs, 45 heures chez les *charpentiers* ; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs* ; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes* ; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers en *peignes*.

Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, plus d'un tiers de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 30 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers et charcutiers* ; 7 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries* ; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs* ; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes* ; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins abondant, chez les *imprimeurs lithographes* ; moitié de chômeurs chez les ouvrières *tailleuses* ; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses* ; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*, 11 p. 100 chez les ouvriers en *crins* ; pas de chômeurs 60 heures, chez les *forgerons* ; pas de changement chez les *modeleurs* ; 12 p. 100 de chômeurs, travail plus actif, chez les *mécaniciens-chauffeurs-conducteurs* ; nombreux chômeurs chez les *maçons* ; 23 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons limousinant* ; pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons* ; travail peu actif et 25 p. 100 de chômeurs, chez les *smilleurs de pavé* ; 35 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs* ; 2/3 de chômeurs chez les ouvriers des *ports* ; pas de changement chez les *employés de commerce* ; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons* ; pas de chômeurs, 63 heures chez les *potiers*. A Fontvieille, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin. A Berre, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

Calvados. — A Caen, 4 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers* ; bonne activité, chez les *mouleurs en métaux*. A Guibray, pas de chô-

meurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers de la *bonneterie*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, bonne activité, chez les ouvriers *lainiers* et *liniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, travail plus abondant, 3 p. 100 de chômeurs, 112 heures chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs* et *imprimeurs lithographes*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 57 heures chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures par semaine, chez les ouvriers des *quais* et *docks*. A Saintes, 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail peu actif, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; même nombre de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres*. Travail toujours très satisfaisant, 54 heures, chez les ouvriers des *quais* et *docks*. A Echillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *bouchers* et *charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les ouvriers en *toiles cirées*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *voitures*; assez bonne activité chez les *tailleurs de pierres*; près de moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 36 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Jussy-le-Chaudrier, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons*; pas de changement chez ceux de *Vallenay*; pas de chômeurs chez ceux de la *Chapelle-Hugon*; 40 p. 100 chez ceux de *Sancergues*; 25 p. 100 chez ceux de la *Guerche-sur-l'Aubois*. A la *Guerche*, moitié de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de changement chez ceux de *Gracay*. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*; pas de changement chez ceux de la *Guerche*. A Cuffy, 8 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; nombreux chômeurs chez ceux de *Torteron*; 60 p. 100 chez ceux de *Neuvy-le-Barrois*, 50 p. 100, chez ceux d'*Apremont*. A *Bessais-le-Fromental*, 3 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *carriers*; pas de chômeurs chez ceux de *Dun-sur-Auron*. A *Saint-Amand*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A *Saint-Loup-des-Chaumes*, travail peu actif chez les ouvriers *agricoles*; de même chez ceux de *Nérondes*. A *Saint-Pierre-les-Étieux*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, 9 o/o de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A *Brive*, pas de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement, 54 heures chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; de même et 48 heures, chez les *peintres* et *plâtriers*. A *Bort*, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, 7 p. 100 de chômeurs chez les garçons de *café*; 66 heures, bonne activité, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 48 heures, travail actif, chez les *peintres en bâtiment*. A *Villiers-le-Duc*, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs, chez les *bûcherons* de *Corcelles-les-Cîteaux*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *couvreurs*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. Au Bugue pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

Doubs. — A Besançon, 25 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Audincourt, pas de changement chez les *métallurgistes*; travail moins actif chez ceux de Sous-Roches; pas de chômeurs, bonne activité, chez ceux de Valentigney. A Sainte-Suzanne, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; chez ceux de Seloncourt, 60 heures et travail peu actif. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez ceux de la *filature de coton*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Regist, pas de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, assez bonne activité chez les *chapeliers-approprieurs*. A Montélimar, 11 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Saint-Uze, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *apprêteurs-décatisseurs*. A l'Habit, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Châteaudun, travail moins actif que l'an dernier dans l'imprimerie, travail satisfaisant, chez les *fondeurs-mécaniciens*. A Dreux, travail moins abondant, chez les *cordonniers*; 16 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, pas de changement chez les ouvrières de la *robe*; pas de chômeurs 66 heures, chez les *charbonniers du port*. A Douarnenez, 25 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de changement chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 6 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les ouvriers *carrossiers*; 13 p. 100 de chômeurs, bonne activité, chez les *sculpteurs*. A Bessèges, 18 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de changement chez les ouvriers des *laminoirs et forges*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs-noyautiers*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Beaucaire, nombreux chômeurs chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine de Tréséols. A Sauve, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, même situation chez les *vanniers*. A Alais, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail satisfaisant chez les ouvriers *confiseurs-distillateurs*; 10 p. de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de changement chez les *menuisiers en fauteuils*; pas de chômeurs chez les *trépointeurs*.

Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*.

Gironde. — A Bordeaux, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *jardiniers*; 12 p. 100 de chô-

meurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 30 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les ouvriers des usines à gaz; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *papetiers*, *relieurs* et *cartonniers*; pas de changement chez les *tailleurs*; 17 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *vanniers*; 6 p. 100, 60 heures chez les *mouleurs en métaux*; 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de changement chez les *paveurs* et *cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* *ravaleurs*. A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs* et *marins*. A Vayres, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *tailleurs d'habits*; 35 p. 100 de chômeurs, 50 heures, travail moins actif chez les *tonneliers-fondriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers du port*. A Béziers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*. A Sérignan, un tiers de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*; 59 p. 100, 42 heures, chez ceux d'Agde; pas de changement chez les *ouvriers agriculteurs et vignerons* de Vic-les-Étangs. A Graissessac, travail satisfaisant, 20 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, trois quarts de chômeurs, chez les *tonneliers*; un tiers chez les *ouvriers agriculteurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*. A Agde, 45 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 5 jours par semaine seulement, chez les *chapeliers-appropriateurs*; travail moins actif chez les *charpentiers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, 3 p. 100 de chômeurs, 68 heures, travail abondant, chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Indre. — A Châteauroux, 4 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail médiocre, chez les ouvriers en *chaussures*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Chinault, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. A Villedieu, 6 p. 100 de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail actif, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers*; travail plus actif, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ponceurs* et *dolers en peaux*; pas de chômeurs, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; pas de changement chez les *artistes musiciens*.

A Vienne, nombreux chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Bouvesse-Quirieu, 13 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Gières, 10 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; travail plus abondant chez les *coupeurs en suède*. A Izeaux, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Bourgoin, bonne activité, 60 heures par semaine, chez les *mécaniciens*. A Parmillieu, 16 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *curriers*; 14 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Porcieu-Amblagnieu.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *typographes*, A Champagnole, pas de chô-

meurs, chez les *fromagers*. A Salins, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, travail actif chez les *typographes*; à Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vendôme, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 30 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 20 p. 100, chez les *tripters-boyaudiers*. Chez les *imprimeurs*, *graveurs* et *lithographes*, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 à 70 p. 100 chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; 12 p. 100 pas de chômeurs, 72 heures, chez les *selliers-bourrelliers*; pas de chômeurs, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail à peu près satisfaisant, chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs réunis*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *maréchaux ferrants*; 2 p. 100 et 60 heures, chez les *armuriers*; pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de changement, chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de changement, 92 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 27 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *aides*; pas de chômeurs chez les *tourneurs*, *enfourneurs* et *chauffeurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, grève chez les *mineurs*; de même à la Talaudière. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, bonne activité chez les chefs d'ateliers *rubaniers*. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. Pas de chômeurs, tendance à la hausse, chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*; à Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Bourg-Argental, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail assez actif, chez les *tourneurs sur bois*. A Firminy, 35 heures par semaine, travail peu actif, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Saint-Chamond. A Sail-sur-Couzan, pas de chômeurs, chez les ouvriers des *eaux minérales*. A Rive-de-Gier, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 66 heures, chez les *cordonniers*. A Sainte-Florine, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de terre*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail peu actif, chez les *chaudronniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Saint-Nazaire, travail moins actif chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs* et *conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *boulangers*. Chez les *typographes*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures; travail satisfaisant chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *plâtriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Montargis, pas de chômeurs, 58 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzour-sur-Trézé, travail peu satisfaisant, chez les *bûcherons*. A Pithiviers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Gien.

Lot. — A Cahors, 36 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres et tapissiers*. A Souillac, pas de changement, 60 heures, chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, bonne activité chez les *peintres et colleurs de papier*. A Villeneuve-sur-Lot, 7 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*. A Lavardac, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*. A Fumel, travail moins actif, chez les *métallurgistes*.

Lozère. — A Marmande, 20 p. 200 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail moins actif, chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A la Tessoualle, pas de changement chez les *tisserands*.

Manche. — A Cherbourg, légère reprise chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 63 heures, travail chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 59 heures, chez les *peintres et décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Reims, chez les mêmes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 1 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; moitié de chômeurs chez les *tisseurs de laine*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers et ouvrières de l'*industrie lainière*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, 23 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, et travail plus abondant; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*. A Fismes, pas de changement chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *mégissiers-paillassonniers*; 63 heures chez les employés de la *ganterie*. A Saint-Dizier, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*, 10 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les employés de *commerce et d'administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*; pas de changement chez les employés de *commerce et comptables*.

Pas de chômeurs, 45 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Gobbranchettes et de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey et de Jœuf; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames et de Maxéville.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail moins actif, chez les *métallurgistes*. A Ligny, travail actif chez les *tourneurs et compasiers*, mais peu satisfaisant chez les *opticiens*. A Léroutville, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers, terrassiers et mineurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Savonnières.

Morbihan. — A Vannes, 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *tailleurs*.

de pierre; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers*; A Sauzon, 9 p. 100 de chômeurs, 2/4 heures par semaine, travail peu actif, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, un tiers de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*.

A Cercy-la-Tour, 1 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cosne, beaucoup de chômage chez les ouvriers en *limes*. A Guérigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, chômage général chez les ouvriers du *bâtiment*. Pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Sichamps, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menestreau; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Billy-sur-Oisy, de Saint-Saulge, de la Fermeté et de la Celle-sur-Nièvre; un quart de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de changement chez les ouvriers des *bois d'Entrains*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; pas de changement chez les ouvriers des *bois* de la Chapelle-Saint-André, de Ciez et de Colméry. A Arquian, un quart de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Menou; 75 p. 100 chez ceux des Trois-Vèvres, 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Perroy.

Nord. — A Lille, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *confiseurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; chez les *typographes*, 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *coupeurs en confection*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; travail peu satisfaisant chez les ouvriers des *métaux*; nombreux chômeurs chez les *serruriers*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 58 heures, travail peu actif, chez les *peigneurs réunis*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; même situation et 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typo-lithographes*. A Cambrai, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *mouleurs*.

A Dunkerque, travail satisfaisant, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *plafonneurs*; 17 p. 100, chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Cambrai, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule et à la cheminée*.

A Armentières, pas de changement chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*. A Linselles, pas de chômeurs, 60 heures, travail peu actif, chez les *tisserands*. A Comines, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *rubaniers*; de même chez les *tullistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Fourmies, 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tisseurs*. A Saulzoir, nombreux chômeurs chez les *tisserands*. A Wignehies, 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*. Pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles* de Neuville. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. Chez les *tisserands* d'Haspres, 10 p. 100 de chômeurs. A Tourcoing, travail assez satisfaisant, 63 heures, en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; travail moins actif chez les *trieurs de laine*; peu de chômeurs chez les ouvriers du tissage; pas de changement chez les *tisserands*; pas de changement chez les *tapissiers en grosse moquette*. A Onnaing, pas de changement, chez les *métallurgistes*.

A Sin-le-Noble, pas de changement chez les *mineurs*. A Fellerics, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Gommegnies, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sciéristes*.

A Aniche, 15 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *verriers*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail satisfaisant chez ceux de Courches.

Oise. — A Beauvais, 17 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*, et travail satisfaisant; 22 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, travail actif, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail toujours actif, chez les *coupeurs en chaussures*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Méru, et travail satisfaisant chez les *boutonniers*; de même et 63 heures chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail assez actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* et de l'*industrie*.

Orne. — A Alençon, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; 80 p. 100 de chômeurs, 54 heures, actif, chez les *charpentiers*; 60 p. 10 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *granitiers*; pas de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; de même chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtissiers et biscuitiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, bonne activité, chez les ouvriers du *bâtiment*; travail un peu plus actif chez les ouvriers du *port*.

A Montreuil-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, 50 heures, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 15 p. 100 de chômeurs, travail assez abondant, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Thiers, pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs de ciseaux*; 16 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *émouleurs* et *polisseurs en ciseaux*; travail assez satisfaisant chez les *maçons* et *aides*. A Auzat-Vallier, grève générale chez les *mineurs*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, mais travail insuffisant, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail toujours actif chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de changement, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les *marbriers*; de même chez les *marbriers* et *polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 50 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers

agricoles et viticoles; pas de chômeurs, chez les *cuisiniers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapis-siers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Clairà.

Rhin (Haut-). — A Belfort, chez les *typo-lithographes* et *relieurs* travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*, *charpentiers* et *ébénistes*. Au Pieux, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Rhône. — A Lyon, 20 p. 100 de chômeurs chez les employés de *cafés* et *restaurants*; de même chez les *cuisiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chocolatiers*; pas de chômeurs, 73 heures, chez les *confiscurs-pâtisseries*; chez les *typographes*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*; travail actif chez les *chevriers-marquinières*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* cousu-main; chez les *tisseurs*, 33 p. 100 de chômeurs; reprise générale chez les *tullistes à la chaîne*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, pas de changement, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs d'habits*; 15 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*.

16 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens-electriciens*; 11 p. 100 de chômeurs, travail plus actif chez les *électriciens*. Chez les *sculpteurs-statuaire-ornemanistes*, pas de chômeurs, 48 heures. Pas de changement chez les *camionneurs*; pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; pas de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les employés de commerce et les *comptables teneurs de livres*; un tiers de chômeurs chez les *dessinateurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail assez actif chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 17 p. 100 de chômeurs, 58 heures et demie par semaine, travail assez actif. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures, travail plus abondant et satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs, 60 heures chez les *chapelières*. A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; de même, 70 heures chez les *sabotiers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Montceau-les-Mines, 10 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*.

Au Creusot, 1 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Coublanc, nombreux chômeurs, chez les *tisseurs*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Cully, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *piqueurs de grès*. A Nanton, pas de chômeurs, 30 heures; chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 1/3 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Suze, travail actif, 72 heures par semaine, chez les ouvriers et ouvrières en *cuirs* et *peaux*; pas de chômeurs, même nombre d'heures et situation satisfaisante chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. A Vibraye, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail toujours actif, chez les *serruriers-mécaniciens*. A Arvillard, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *menuisiers* et *charpentiers*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*. Pas de changement chez les *bateliers* et *carriers* de Meillerie.

Seine. — A Paris, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XI^e; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux du XIV^e; très peu de chômeurs, 60 à 70 heures par semaine, chez les *confiseurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *biscuitiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 78 heures, travail assez abondant, chez les ouvriers en *salaisons*; pas de chômeurs, 91 heures, chez les garçons *laitiers* en gros; 18 p. 100 de chômeurs chez les *échaudeurs*; pas de changement chez les *cuisiniers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les garçons de cuisine.

6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 chez les *conducteurs, pointeurs, marges*; 10 p. 100 chez les *graveurs-lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *conducteurs-typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail moins actif chez les *dessinateurs-écrivains-graveurs-lithographes*; travail plus actif et satisfaisant, 60 heures, chez les *graveurs d'écritures*; pas de changement chez les *graveurs sur bois* pour l'illustration; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *opérateurs et bitumiers de la photogravure*; pas de chômeurs chez les *coloristes-enlumineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 8 p. 100 de chômeurs et travail un peu plus actif.

Pas de changement chez les *mégissiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *tanneurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs du cuir noir*; travail un peu plus actif chez les *mégissiers du mouton*; 23 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de la *cordonnerie*; 6 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers du *cheveau glacé*; pas de changement, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers-mécaniciens*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs en sièges cuir*.

6 p. 100 de chômeurs, 52 heures, travail normal, chez les *teinturiers* et *dégraisseurs*; travail peu actif, 55 heures, chez les *passemmentiers à la main*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *passemmentiers à la barre*; 1 p. 100, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; de même et 54 heures, chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux en *chapeaux mécaniques*; 3 p. 100, 56 heures, chez les *coupeurs chemisiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *casquettiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, même activité chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *fleuristes-feuillagistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons de lavoirs*; 12 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoir*.

9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail moins actif, chez les *menuisiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *brossiers pour peinture*; de même, 64 heures, travail satisfaisant chez les *tourneurs en queues de billard*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie*; 13 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *coffretiers*.

6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de services et contremaîtres des industries *métallurgiques*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lapidaires sur pierres fines*; 12 p. 100, 50 heures, travail peu actif chez les *bronzes* et *galvaniseurs sur métaux*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs-robotiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *orfèvres*; de même chez les ouvriers en *instruments de musique*; travail plus actif que le mois dernier chez les ouvriers en *instruments de précision*.

Nombreux chômeurs, 49 heures, chez les *briquetiers-jointoyeurs*; 30 p. 100 de chômeurs,

54 heures, chez les *puisatiers-mineurs* et *terrassiers*; 1/3 de chômeurs chez les *plombiers colonnards*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs; pas de changement chez les *sculpteurs praticiens*; moitié de chômeurs chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*; pas de changement chez les *clercs d'huissiers*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles et marchés*; 10 p. 100, 72 heures, chez les *emballeurs en chiffons*.

Travail actif chez les *sténographes*; pas de changement chez les *caissières-comptables*, les *représentants et employés de la bijouterie* et les *employés des mandataires et commissionnaires aux halles*; pas de changement chez les *dames employées aux écritures*; 8 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*. 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; un tiers de chômeurs chez les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *déménageurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maisons*.

A Puteaux, pas de chômeurs chez les *blanchisseuses*; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Rueil. A Saint-Denis, pas de chômeurs et 60 heures chez les *graveurs sur bois*. A Ivry, pas de chômeurs; 65 heures chez les *ouvriers en pompes*. A Levallois, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*. A Boulogne, un quart de chômeurs, chez les *maçons*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers et apprêteurs*; chez les *menuisiers*, travail peu satisfaisant 60 heures par semaine; un quart de chômeurs chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*. 25 p. 100 de chômeurs, 36 à 60 heures, travail moins actif chez les *fondeurs en fer*; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens et employés du port*; 4 p. 100 de chômeurs, travail abondant chez les *employés de commerce, de bureau et de l'industrie*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs en liquide*. A Déville-les-Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, reprise, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Au Havre, 18 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtels navigateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, travail abondant chez les *pétroliers* et stationnaire chez les *huiliers* et les *savonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, 16 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes* et les *chaudronniers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; pas de changement chez les *terrassiers*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et les plâtriers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; peu de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks et entrepôts*; 62 p. 100 chez les *charbonniers, déchargeurs*,

A Elbeuf, 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Bolbéc, travail moins satisfaisant chez les *cotonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Lillebonne. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et plâtriers*. A Bécard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*. A Lagny, 2 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Meaux, travail médiocre chez les *typographes*; à Fontainebleau, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Montereau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faienciers*,

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *serruriers et mécaniciens*; nombreux chômeurs chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*; pas de changement chez les *employés*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, et travail satisfaisant; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonne, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de changement chez les *ouvriers de la raffinerie de pétrole de Bonnières*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 18 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ferblantiers*; à Melle, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 42 heures chez les *couvreur*s; 4 p. 100 de chômeurs, 80 heures, travail satisfaisant, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*. A Albert, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs, chez les *menuisiers-ébénistes*; de même, 60 heures, travail normal, chez les *charpentiers et couvreurs*. A Graulhet, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. A Mazamet, travail actif chez les ouvriers *menuisiers et ébénistes*. A Briatexte, pas de chômeurs, bonne activité, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Carmaux, 11 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 23 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *verriers*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 7 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *voiliers*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carrossiers*; 7 p. 100, 84 heures, travail actif, chez les *employés de commerce et demoiselles de magasins*.

A Draguignan, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Hyères, 10 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Raphaël.

Vaucluse. — A Avignon, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; A Cavaillon, pas de changement chez les *ouvriers sur cuir*. A Cadenet, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Caderousse, 2 p. 100 de chômeurs chez les *balaitiers*. A Valréas, pas de changement, 54 heures, chez les *maçons*. A Ménerbes, chômage général chez les *carriers*. A Bollène, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de changement chez les *portefaix*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrune, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisserands*; de même chez ceux des *Épesses* et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les *brossiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et ravauteurs*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 9 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *talonniers*; de même et 60 heures chez les *ébénistes*; travail plus actif chez les *sabotiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez actif chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *choisisseurs de porcelaine*; pas de chômeurs, bonne activité, 70 heures chez les *mouffletiers*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, pas de chômeurs, travail normal chez les *gantiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, pas de changement chez les *feuillardiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*.

Vosges. — A Épinal, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 75 heures par semaine chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 1 p. 100 de chômeurs, 63 à 72 heures par semaine, travail actif, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs chez les *typographes*. A Remiremont, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Liffol-le-Grand, pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de *l'ameublement*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même et 66 heures chez les *mouleurs en fer*.

A Sens, travail toujours actif chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontenailles-sur-Andryes, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson et de Saint-Martin-des-Champs. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Saint-Sauveur, 40 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*; 60 p. 100 chez ceux de Treigny; chômage général chez ceux de Lavaux et de Sommechaie. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; 16 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail un peu plus actif, chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les employés en *quincaillerie*.

A Mustapha, 35 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers-pâtissiers*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1901,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre)	LAIT (au litre)	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aiane	0 26	1 60	"	3 32	8 00	"	"	"
Ardennes	0 25	1 86	1 32	3 02	11 00	0 33	"	2 91
Bouches-du-Rhône	0 32	"	"	"	10 00	0 21	"	"
Charente-Inférieure	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 27	1 65	2 13	3 06	7 00	0 26	"	"
Gironde	0 26	"	"	"	"	0 27	"	4 39
Loire	0 28	1 50	1 40	"	"	0 21	"	"
Marne	0 30	1 60	1 18	"	"	0 29	0 25	"
Meurthe-et-Moselle	0 28	1 68	1 42	3 01	6 00	0 31	"	4 20
Nord	0 20	1 64	2 37	3 41	8 00	0 75	"	2 80
Pas-de-Calais	0 26	"	1 50	2 86	7 00	0 66	"	"
Rhône	0 30	1 15	"	2 63	8 00	0 40	"	5 33
Saône-et-Loire	0 25	1 83	1 40	"	"	0 20	"	3 64
Seine	0 28	2 00	2 39	3 12	9 00	0 34	0 22	5 58
Seine-et-Oise	0 29	1 80	"	"	"	0 33	"	5 30
Somme	0 25	1 61	"	3 33	"	0 57	"	3 77
Vosges	0 20	1 33	1 60	2 80	"	0 33	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 25	1 63	1 73	2 83	8 00	0 30	0 22	4 70
Quantités vendues par l'ensemble des 574 sociétés	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
	16,429,239	362,719	132,514	68,557	4,461	3,201,517	176,206	104,051
RAPPEL du 3 ^e TRIMESTRE 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 579 sociétés	15,605,181	362,859	95,580	82,514	924	2,709,640	42,689	45,962
Prix moyen	fr. c. 0 26	fr. c. 1 50	fr. c. 1 57	fr. c. 2 60	fr. c. 9 71	fr. c. 0 29	fr. c. 0 25	fr. c. 4 31
RAPPEL du 4 ^e trimestre 1900.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 507 sociétés	15,856,554	345,861	106,731	64,796	4,187	1,705,665	45,765	97,969
Prix moyen	fr. c. 0 25	fr. c. 1 57	fr. c. 1 61	fr. c. 2 71	fr. c. 8 08	fr. c. 0 34	fr. c. 0 30	fr. c. 4 23

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1901 résultent du dépouillement des rapports de 574 sociétés, dont 462, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 1 215,550 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 574 sociétés.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1901.	Oct. 1902.	Nov. 1902.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	22 ⁵ 50	24 ⁵ 875	25 ⁵ 00
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	27 75	36 00	41 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	58 00	58 00	54 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	77 375	66 25	58 25
Pétrole dispon., les 100 kilogr.....	40 25	38 00	"
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	70 00	72 00	75 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	48 87	53 75	55 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	116 00	140 50	149 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	44 00	46 50	53 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	178 50	140 75	134 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	301 00	317 50	298 00
Plomb, <i>idem.</i>	33 00	32 75	32 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	41 40	48 12	49 85
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 60	22 75	21 75
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 05	20 70	20 50
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 50	19 75	19 25
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 26	1 28	1 28
Viande veau, <i>idem.</i>	1 75	1 78	1 92
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 89	1 91
— porc, <i>idem.</i>	1 25	1 38	1 32

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1902.

	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.	DIMINUTION en 1902.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	709,913,000	706,109,000	3,804,000	"
Matières nécessaires à l'industrie..	2,598,701,000	2,365,460,000	33,241,000	"
Objets fabriqués.....	699,560,000	702,461,000	"	2,901,000
TOTAUX.....	4,008,174,000	3,974,030,000	37,045,000	2,901,000
AUGMENTATION en 1902.....			34,144,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	631,341,000	669,167,000	"	37,826,000
Matières nécessaires à l'industrie..	1,063,385,000	930,489,000	132,896,000	"
Objets fabriqués.....	1,929,125,000	1,846,348,000	82,777,000	"
Colis postaux.....	216,639,000	205,071,000	11,568,000	"
TOTAUX.....	3,840,490,000	3,651,075,000	227,241,000	37,826,000
AUGMENTATION en 1902.....			189,415,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,276,416,900 francs du 1^{er} janvier au 5 décembre 1902 contre 1,264,092,200 francs pendant la période correspondante de 1901, soit une augmentation de : 0.97 p. 100.

Faillites. — 142 faillites et 6 liquidations judiciaires en novembre 1902 (contre 122 et 16 en novembre 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 72 demandes en novembre 1902, dont 59 pour des constructions neuves, novcontre 92 et 82 en novembre 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en décembre 1902 et janvier 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

INDRE-ET-LOIRE. — 2 décembre. — Sous-Préfecture de Loches : Entretien des chemins de grande communication pendant 5 ans, montant annuel.....	110,330 ^f
CÔTE-D'OR. — 8 décembre. — Sous-Préfecture de Beaune : Entretien des chemins de grande communication pendant 5 ans, montant annuel.....	50,370
ARDÈCHE. — 11 décembre. — Préfecture : Entreprise des routes nationales.....	90,950
NORD. — 13 décembre. — Sous-Préfecture de Cambrai : Travaux sur chemins d'intérêt communal.....	202,340
MARNE. — 16 décembre. — Mairie de Reims : Travaux de pavage et macadamisage pour 5 ans, montant annuel.....	20,000
INDRE-ET-LOIRE. — 18 décembre. — Sous-Préfecture de Chinon : Entretien de chemins de grande communication pour 5 ans, montant annuel.....	131,625
NORD. — 20 décembre. — Sous-Préfecture de Dunkerque : Entretien de chemins d'intérêts communaux pendant 2 ans, montant annuel.....	89,614
LOIRE-INFÉRIEURE. — 20 décembre. — Préfecture : Travaux d'entretien sur chemins de grande communication.....	543,334
SEINE. — 22 décembre. — Mairie d'Alfortville : Travaux de pavage.....	143,873
ALGÉRIE. — 23 décembre. — Préfecture d'Alger : Travaux sur chemins de grande communication.....	216,400
NORD. — 24 décembre. — Préfecture : Travaux sur chemins d'intérêt communal.....	166,670
SARTHE. — 26 décembre. — Préfecture : Entretien des chemins vicinaux pendant 5 ans, montant annuel.....	81,845
INDRE-ET-LOIRE. — 27 décembre. — Préfecture : Entretien des routes nationales, rivières et canaux pendant 5 ans, montant annuel.....	126,270

CHEMINS DE FER.

SEINE-ET-MARNE. — 6 décembre. — Préfecture : Tramways départementaux. Infrastructure, ballast et pose de voies.....	170,000
INDRE. — 24 décembre. — Préfecture : Ligne de Guéret à La Châtre, construction du 8 ^e lot.....	515,000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

HAUTE-GARONNE. — 4 décembre. — Préfecture : Rivière de la Longe, curage, élargissement et redressement.....	110,000
SEINE-INFÉRIEURE. — 9 janvier. — Préfecture : Port de Rouen, restauration d'une culée de pont.....	135,000

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [21 octobre 1902]. — Syndicat des agents d'assurances mutuelles de Dijon et de la Côte-d'Or (6 membres). Siège social : Bourse du commerce, DIJON.

Doubs [24 juin 1902]. — Chambre syndicale des patrons de cafés et cafés-brasseries de la ville de Besançon (29 membres). Siège social : BESANÇON.

Hérault [1^{er} avril 1902]. — Chambre syndicale des marins-pêcheurs de Bouzigues (? membres). Siège social : Café du Globe, BOUZIGUES. — [18 octobre 1902]. — Syndicat des loueurs de garnis (80 membres). Siège social : rue des Tondeurs, 4, MONTPELLIER.

Nord [14 septembre 1902]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Caudry et environs (13 membres). Siège social : Maison Lefèvre, rue Bonneville, CAUDRY. — [1^{er} octobre 1902]. — Chambre syndicale des amidonniers de maïs de France (4 membres). Siège social : LILLE. — [1^{er} février 1901]. — Syndicat des brasseurs du canton de Lannoy (21 membres). Siège social : place de la Gare, 15, LILLE. — [5 août 1902]. — Chambre syndicale de la boulangerie valenciennoise (37 membres). Siège social : Café de Paris, VALENCIENNES.

Rhône [1^{er} août 1902]. — Syndicat des maîtres-serruriers entrepreneurs-construc-teurs de tous travaux de grosse et petite serrurerie de la région lyonnaise (33 membres). Siège social : rue de l'Ancienne-Préfecture, 12, LYON.

Haute-Savoie [22 juin 1902]. Syndicat professionnel des pêcheurs français du lac Léman (300 membres). Siège social : à Rives, commune de THONON.

Seine (24 octobre 1902). — Chambre syndicale des fabricants de bijouterie et d'orfèvrerie fantaisie (59 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [22 septembre 1902]. — Chambre syndicale des fabricants de billards et industries qui s'y rattachent (35 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [2 février 1901]. — Syndicat des fabricants de caoutchouc (33 membres). Siège social : rue de Rennes, 44, PARIS-6°. — [20 octobre 1902]. Chambre syndicale des chansonniers (62 membres). Siège social : boulevard Saint-Denis, 19, PARIS-2°. — [12 novembre 1902]. — Chambre syndicale des fabricants de chapellerie pour dames (37 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [6 octobre 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de convois et transports funèbres de Paris et la banlieue (29 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [1^{er} septembre 1902]. — Union corporative et professionnelle des verreries en flaconnage du Nord, Nord-Ouest de la France et de la Belgique (21 membres). Siège social : rue Blanche, 19, PARIS-9°.

Seine-Inférieure [14 septembre 1902]. — Syndicat professionnel des marins pilotes et marins aspirants pilotes de la station de Villequier (28 membres). Siège social : VILLEQUIER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} avril 1902]. — Société civile de prévoyance de la corporation des tailleurs de pierre de Serrières-de-Briord (29 membres). Siège social : SERRIÈRES-DE-BRIORD.

Aisne [6 août 1898]. — Chambre syndicale des tisseurs, tisseuses et des industries

similaires de Bellenglise (? membres). Siège social : BELLENGLISE. — [1^{er} avril 1902]. — Syndicat des **cantonniers** de l'arrondissement de Château-Thierry (104 membres). Siège social : Hôtel de ville, CHÂTEAU-THIERRY.

Allier — [26 octobre 1902]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens-constructeurs** de l'usine des machines à coudre de Montluçon (35 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON.

Ardèche [1^{er} septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières **tisseuses** en soie de Boulieu-lès-Annonay et de la région (30 membres). Siège social : BOULIEU-LÈS-ANNONAY.

Ardennes [25 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et similaires de Nouzon (900 membres). Siège social : ancienne mairie, NOUZON.

Aude [? 1892]. — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** de Carcassonne (59 membres). Siège social : CARCASSONNE.

Aveyron [6 septembre 1902]. — Union syndicale des ouvriers **gantiers** de Saint-Affrique (48 membres). Siège social : SAINT-AFFRIQUE.

Bouches-du-Rhône [9 novembre 1902]. — Syndicat des ouvrières **casquières** de Marseille (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [20 octobre 1902]. — Chambre syndicale et de secours mutuels des garçons **charcutiers** de la ville de Marseille (41 membres). Siège social : Brasserie suisse, cours Belsunce, 34, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [27 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de La Rochelle (21 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Cher [5 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travailleurs agricoles de la commune de Barlieu (50 membres). Siège social : chez le président, BARLIEU. [25 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières des établissements **militaires** de Bourges (235 membres). Siège social : salle du Progrès, avenue Carnot, 13, BOURGES. — [11 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers** de l'équipement militaire de Bourges (16 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [14 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Dun-sur-Auron (66 membres). Siège social : chez le président, route d'Issoudun, DUN-SUR-AURON. — [4 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Germigny-l'Exempt (60 membres). Siège social : GERMIGNY-L'EXEMPT. — [9 février 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Mornay-sur-Alier (54 membres). Siège social : Mairie, MORNAY-SUR-ALLIER. — [21 février 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département du Cher (62 membres). Siège social : Mairie, MORNAY-BERRY. — [1^{er} novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune d'Uzay-le-Venon (161 membres). Siège social : UZAY-LE-VENON.

Drôme [22 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la ville de Montélimar (17 membres). Siège social : Mairie, MONTÉLIMAR. — [10 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvrières **piqueuses** en chaussures de Romans et de Bourg-de-Péage (250 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS.

Eure [1^{er} juillet 1902]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires d'Évreux (53 membres). Siège social : rue Joséphine, 2, ÉVREUX.

Haute-Garonne [4 novembre 1902]. — Chambre syndicale des marchands et marchandes de **journaux** de Toulouse (? membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [1^{er} septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **cordonniers** de Bordeaux travaillant à la pièce divisée (80 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. [11 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers des **scieries mécaniques** de Podensac (54 membres). Siège social : Mairie, PODENSAC.

Hérault [15 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers **bourelliers** de la ville de Béziers (15 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [18 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** indépendants (28 membres). Siège social : Café du Conservatoire, boulevard Victor-Hugo, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [21 octobre 1902]. — Syndicat des employés civils des services technique et administratif de l'atelier de construction de Rennes (**artillerie**) et de la chefferie du génie de Rennes (33 membres). Siège social : Hôtel de ville, RENNES.

Indre [6 avril 1902]. — Chambre syndicale des **peintres** en bâtiments et parties similaires de Châteauroux (2 membres). Siège social : Bourse du travail, CHÂTEAUXROUX.

Loire [1^{er} mars 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Roanne] (93 membres). Siège social : rue Saint-André, 1, ROANNE. — [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Saint-Étienne] (200 membres). Siège social : rue Cugnot, 23, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [19 octobre 1902]. — Syndicat des **métallurgistes** de Trignac (217 membres). Siège social, Trignac, commune de MONTAIGNE.

Marne [13 septembre 1902]. — Syndicat de l'industrie du **cuir** (46 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [8 octobre 1902]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de Reims (45 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Nièvre [20 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre (76 membres). Siège social : Mairie, LA CELLESUR-NIÈVRE. — [1^{er} octobre 1902]. — Syndicat des chefs **cantonniers** et cantonniers du département de la Nièvre (60 membres). Siège social : café Bussy, place du Lycée, 4, NEVERS. — [1^{er} janvier 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. [section de Nevers] (75 membres). Siège social : NEVERS.

Nord [11 novembre 1902]. — Union générale pour la protection du travail et pour la sauvegarde des intérêts des ouvriers du **port** de Dunkerque (25 membres). Siège social : place d'Abondance, 1, DUNKERQUE. — [20 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **débardeurs** de Lille et environs (56 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE. — [11 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs**, zingueurs, plombiers de Valenciennes et environs (48 membres). Siège social : rue de Famars, 163, VALENCIENNES.

Pyrénées (Hautes-) [12 octobre 1902]. — Syndicat des employés civils du service technique de l'atelier de construction de Tarbes (**artillerie**) (43 membres). Siège social : Mairie, Tarbes.

Pyrénées-Orientales [13 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **plombiers**, ferblantiers, zingueurs de la ville de Perpignan (21 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Rhône [19 octobre 1902]. — Association professionnelle-syndicale indépendante des **blanchisseuses** et repasseuses de Lyon et de la région (18 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [9 octobre 1902]. — Association professionnelle-syndicale indépendante des ouvriers **boulangers** de Lyon et de la région (58 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [2 octobre 1902]. — Association professionnelle-syndicale

indépendante des **brodeuses** à la main et à la machine de Lyon et du Rhône (18 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [16 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante mixte des **coiffeurs** de Lyon et de la région (15 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [20 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante de **corsetières** de Lyon et de la banlieue (22 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [19 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **couturières** de Lyon et de la région (27 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [13 octobre 1902]. Association professionnelle syndicale indépendante des **emballeurs**, expéditeurs, garçons de peine de Lyon et de la région (35 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [14 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **employés de bureau** et teneurs de livres de Lyon et de la région (23 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [11 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **giletières** de Lyon et de la région (17 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [12 octobre 1902]. — Association professionnelle et syndicale indépendante des ouvriers **tailleurs de limes** de Lyon et banlieue (16 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [13 octobre 1902]. — Syndicat indépendant des garçons **limonadiers** restaurateurs et parties similaires (21 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [21 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des ouvriers **maçons** et similaires de Lyon et la banlieue (52 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [12 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des ouvriers **menuisiers** de Lyon et de la banlieue (48 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [11 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **peintres-plâtriers** de Lyon et banlieue (62 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [3 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des **plombiers-zingueurs** de Lyon et de sa banlieue (21 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [17 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des ouvriers **serruriers** et similaires de Lyon et banlieue (15 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [14 octobre 1902]. — Association professionnelle syndicale indépendante des contrôleurs et similaires (**tramways**) de Lyon et de la région (25 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON.

Saône-et-Loire [5 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers-galochiers**, monteurs de Montceau-les-Mines (8 membres). Siège social : MONTCEAU-LES-MINES.

Savoie [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer P.-L.-M.** [section de Chambéry] (80 membres). Siège social : CHAMBERY.

Seine [1^{er} septembre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières **blanchisseurs** du canton de Courbevoie (18 membres). Siège social : maison Daniel, place Victor-Hugo, 2, COURBEVOIE. — [24 novembre 1902]. — Union des **boulangers** de Grenelle (80 membres). Siège social : rue de l'Abbé-Groult, 25, PARIS-15^e. — [15 novembre 1902]. — Chambre syndicale des travailleurs des secteurs **électriques** de Paris et de la banlieue (425 membres). Siège social : faubourg Saint-Martin, 148 ter, PARIS-10^e. — [1^{er} novembre 1902]. — Union syndicale des **limonadiers-restaurateurs** de la Seine (300 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3^e. — [26 octobre 1902]. — Syndicat des **porteurs** de pianos et coffres-forts du département de la Seine (84 membres). Siège social : rue Rochambeau, 10, PARIS-9^e.

Seine-Inférieure [1^{er} septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiments de Rouen (176 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Vienne [16 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **cordonnerie** de Poitiers (25 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [16 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **saboterie** de Poitiers (15 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Ille-et-Vilaine [28 septembre 1902]. — Fédération des syndicats patronaux du bâtiment du Nord-Ouest de la France (16 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Coëtquen, 5, RENNES.

2° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} août 1902]. — Fédération des syndicats ouvriers de Bourg (8 syndicats adhérents). Siège social : BOURG.

Allier [14 juillet 1902]. — Office du travail de Moulins (3 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Horloge, 21, MOULINS.

Seine [2 janvier 1902]. — Fédération de la maréchalerie (10 syndicats adhérents). Siège social : rue Voltaire, 14, LEVALLOIS-PERRET. — [25 septembre 1902]. — Union fédérale des employés du commerce, de l'industrie et des professions libérales (5 syndicats adhérents). Siège social : rue du Faubourg-du-Temple, 19, PARIS-10°.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [13 mai 1884]. — Chambre syndicale des ouvriers doreurs et argenteurs sur métaux (11 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°. — [16 février 1901]. — Syndicat des margeurs-pointeurs lithographes de la Seine (167 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 6, PARIS-10°.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — COMMISSION DE STATISTIQUE OUVRIÈRE. — *Enquête sur la durée du travail des employés et apprentis dans les établissements de commerce auxquels ne sont pas annexés des magasins de vente publics* (1 vol. in-4° de 164 pages. Berlin, 1902; C. Heymann). [Voir l'analyse au présent Bulletin.]

— WÜRTTEMBERG. — *Rapports annuels de l'Inspection du travail (1899 et 1900)* (2 vol. in-8° de 220 pages chacun. Berlin, 1900 et 1901; Imprimerie impériale).

— PRUSSE. — *Production des mines, des salines et des hauts-fourneaux (1901)* (1 fasc. in-4° de 28 pages. Berlin, 1902; W. Ernst et fils). — D'après cette brochure, tirage à part d'un travail statistique paru dans la *Zeitschrift für das Berg, Hütten und Salinenwesen im preussischen Staate*, t. 50, la production a été :

1° Pour les mines, de 147,200,025 tonnes, 734 kilogr., valant 1,149,411,607 marks;

2° Pour les salines, de 627,224 tonnes, 417 kilogr., valant 38,496,362 marks;

3° Pour les hauts-fourneaux, de 6,263,151 tonnes, 506 kilogr. valant 533,179,568 marks.

(La fonte seule entre dans ces chiffres respectivement pour 5,315,627 tonnes, 983 kilogr. et 353,869,667 marks).

— CONSEIL DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE. — *Procès-verbaux de la séance du 22 octobre 1902* (1 fasc. in-4° de 32 pages. Berlin, 1902; J. Sittenfeld).

ALLEMAGNE. — ROYAUME DE PRUSSE. — *Rapports annuels du personnel de l'inspection du travail dans les établissements industriels et les exploitations minières* (1 vol. in-8° de 607 pages. Berlin, 1902; R. v. Decker).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de Berlin (1899)* [1 vol. in-8° de 750 pages. Berlin, 1902; P. Stankiewicz].

AUSTRALIE-OCIDENTALE. — OFFICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique du trafic général pour 1900 et les années précédentes* (1 vol. in-4° de 250 pages. Perth, 1902; W.-A. Watson).

AUTRICHE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Annuaire statistique (1900)*. — [1 vol. in-4° de 191 pages. Vienne, 1902; imp. off.]. — Ce volume, deuxième fascicule de la publication, est consacré à l'exposé de la gestion et des résultats, en 1899, des assurances organisées par les associations professionnelles des mineurs (*Bergwerks-Brudergilden*) contre la maladie et la vieillesse; il comprend également, avec les statistiques y relatives, celle de la mortalité parmi les ouvriers des mines.

————— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Statistique des coopératives de consommation enregistrées (1898)* [1 fasc. in-4° de 35 pages. Vienne, 1902; C. Gérolf fils].

————— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Recensement du 31 décembre 1900* (1 fasc. in-4° de 131 pages. Vienne, 1902; imp. off.).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Prolongations de la durée du travail dans les établissements industriels exploités sur le pied des fabriques (1900)* [1 broch. in-8° de 41 pages. Vienne, 1902; imp. off.].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Procès-verbal de la XI^e séance du Conseil du travail (1902)* [1 broch. in-8° de 91 pages. Vienne, 1902; imp. off.].

————— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Annuaire statistique (1901)* [1 vol. in-8° de 203 pages, Vienne 1902; Impr. offic.]. — Le présent volume (2^e fasc., 1^{re} livr.) traite de la production des diverses mines de l'Autriche, groupées selon la nature des minerais.

BAVIÈRE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Statistique de la morbidité (1901)* [1 broch. in-8° de 24 pages. Munich, 1902; J. Gottswinter].

ÉTATS-UNIS. — DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE. — *L'importation agricole des États-Unis (1897-1901)* (1 vol. in-8° de 132 pages. Washington, 1902; Imp. off.).

FINLANDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Les Caisses d'épargne (1901)* (1 vol. in-4° de 122 pages. Helsingfors, 1902; Imp. off.).

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Les caisses d'épargne postale (1901)* [1 broch. in-8° de 32 pages, Helsingfors 1902; J. Simelié Arfvingsars].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique agricole (1900)* [1 vol. in-8° de 203 pages, Helsingfors, 1902; Impr. offic.].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique forestière (1900)* [1 broch. in-8° de 58 pages, Helsingfors, 1902; Impr. offic.].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique industrielle (1900)* [1 vol. in-8° de 150 pages, Helsingfors, 1902; Impr. offic.].

————— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique judiciaire et criminelle (1900)* [1 vol. in-4° de 207 pages, Helsingfors, 1902; Impr. offic.].

GRANDE-BRETAGNE. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Tableaux statistiques relatifs aux colonies et autres possessions britanniques (1900)* (1 vol. in-4° de 731 pages. Londres, 1902; Imp. off.).

— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Application en 1901 des lois de 1880, 1897 et 1900 sur la réparation des accidents* (1 fasc. in-4° de 38 pages. Londres, 1902; Darling et fils).

— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Résumé statistique du Royaume-Uni (1887-1901)* [1 vol. in-8° de 280 pages, Londres 1902; Impr. offic.].

GUATEMALA. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Statistique politique (1902)* [1 vol. in-4° de 83 pages. Guatemala, 1902; imprimerie nationale].

INDE. — SERVICE DU RECENSEMENT. — *Recensement d'Assam (1901; vol. IV, part. 1)* [1 vol. in-4° de 179 pages. Shillong, 1902; imp. off.].

— SERVICE DU RECENSEMENT. — *Recensement de Gwalior (1901; vol. XXI et XXI-A; part. 1 et 2)* [2 vol. in-4° de 173 et 587 pages. Lucknow, 1902; N. Kishore].

— SERVICE DU RECENSEMENT. — *Recensement du Punjab (1901; v. XVII-A; part. II)* [1 vol. in-4°; Lahore, 1902. Impr. de la Civil and military Gazette].

INDE CENTRALE. — SERVICE DU RECENSEMENT. — *Recensement pour 1901 (Vol. XIX-A; part. II)* [1 vol. in-4° de 311 pages. Lucknow, 1902; N. Kishore].

INDES. — SERVICE DU RECENSEMENT. — *Résultats du recensement de 1901 pour les provinces du Nord-Ouest et de l'Oudh* (2 vol. in-4° de 279 et 519 pages. Allahabad, 1902; imp. off.).

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Statistique des causes de la mortalité (1900)* [1 vol. in-8°, Rome, 1902; G. Bertero].

— MINISTÈRE DES FINANCES. — *Statistique du commerce d'importation et d'exportation (janvier à septembre 1902)* [1 vol. in-4° de 147 pages, Rome, 1902; Calzone et Villa].

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893).....	8 fr.
Seconde enquête sur le placement des employés, des ouvriers et des domestiques. — 1 vol. in-8° de 186 p. (1901).....	1 fr. 50
De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893).....	6 fr.
Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893).....	1 fr. 50
Salaires et durée du travail dans l'industrie française.	
Tome I ^{er} : <i>Seine</i> . — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893).....	7 fr. 50
Tomes II et III : <i>Départements</i> . — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896). Chacun.....	7 fr. 50
Tome IV : <i>Résultats généraux</i> . — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897).....	6 fr.
<i>Manufactures de l'État et chemins de fer</i> . — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)...	1 fr. 50
<i>Album graphique</i> . — 29 planches in-8° (1897).....	4 fr.
Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. — 1 vol. in-8° de 232 p. (1902).....	3 fr. 50
Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).	Épuisé.
La petite industrie (salaires, durée du travail).	
Tome I ^{er} : <i>L'alimentation à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893).....	2 fr. 50
Tome II : <i>Le vêtement à Paris</i> . — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896).....	5 fr.
Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).....	5 fr.
Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895).....	5 fr.
Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-4° de 398 p. (1896).....	Épuisé.
Travaux de secours en cas de chômage (1896, 1897, 1898). — 1 broch. in-4° de 23 p. (1899).....	Épuisé.
Documents sur le marchandage. — 1 vol. in-4° de 125 p. (1899).....	Épuisé.
Enquête sur la législation des conseils de prud'hommes. — 1 brochure in-4° de 55 p. (1900).....	1 fr.
L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.	
<i>Résultats financiers</i> . — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892).....	1 fr. 50
<i>Statistique des accidents du travail</i> . — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892).....	Épuisé.
Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie :	
<i>En Allemagne</i> . — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893).....	1 fr. 50
<i>En Autriche</i> . — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893).....	1 fr. 50
Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.	
1 ^{re} partie : <i>Accidents</i> . — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894).....	1 fr. 50
2 ^e partie : <i>Maladie, Invalidité, Vieillesse</i> . — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).....	2 fr.
Les caisses patronales de retraites (industrie). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898).	3 fr. 50
Bases statistiques de l'assurance contre les accidents. — 1 vol. in-8° de 235 p. (1899).....	2 fr.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

(Suite.)

Les associations professionnelles ouvrières.

Tome I^{er}. *Agriculture, mines, produits chimiques, industries polygraphiques.* — 1 vol. in-8° de 905 p. (1899). — Tome II. *Gruers et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois.* — 1 vol. in-8° de 895 p. (1901), chacun.....

5 fr.

Saisie-arrêt sur les salaires. — 1 vol. in-8° de 138 p. (1899).....

1 fr. 50

Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande. — *Mission de M. Albert Métin, agrégé de l'Université.* — 1 vol. in-8° de 200 p. (1901).....

1 fr. 50

Poisons industriels. — 1 vol. in-8° de 449 p. (1901).....

3 fr.

Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie (1899-1901). — 1 vol. in-8° de 416 p. (1902).....

3 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

Dén. gén. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894).....

15 fr.

Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893).....

7 fr. 50

Résultats statistiques du dénombrement de 1896. — 1 vol. in-8° de 491 p. (1899).....

7 fr. 50

Résultats statistiques du recensement des industries et professions en 1896.

— Tome I^{er}. *Région de Paris au Nord et à l'Est* (15 départem.). — Tome II.

Région du Sud-Est (27 départem.). — Tome III. *Région de l'Ouest au Midi*

(45 départem.). — Tome IV. *Résultats généraux.* — 4 vol. in-4° de 845,

803, 663 et 440 p. Chacun.....

10 fr.

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques en 1899.

Tome I^{er}. *Moteurs à vapeur.* — 1 vol. in-4° de 235 p. (1900).....

3 fr. 50

Tome II. *Moteurs hydrauliques.* — 1 vol. in-4° de 224 p. (1901).....

3 fr. 50

Statistique générale de la France. — Statistique annuelle. Années 1890-1891-1892.

1 vol. de 641 p.....

7 fr. 50

Années 1893 à 1896. — 4 vol. de 259, 259, 237 et 235 p. Chacun.....

5 fr.

— 1897. 1 vol. de 304 p.....

6 fr.

— 1898. 1 vol. de 197 p.....

5 fr.

— 1899 et 1900. 1^{er} volume: *Mouvement de la population*, 313 p.....

5 fr.

— — 2^e volume: *Établissements d'assistance*, 217 p.....

5 fr.

Annuaire statistique (1892-94). — 1 vol. in-8° de 783 p.....

8 fr.

Idem. (1895-96). — 1 vol. in-8° de 624 p.....

Épuisé.

Années 1897 à 1901. — 5 vol. de 520, 653, 615, 583 et 592 p. Chacun..

7 fr. 50

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage (1890-1901). — 11 vol. in-8°. Chaque volume.....

3 fr.

Annuaire des syndicats professionnels. — Années 1897, 1898-99, 1900, 1901 et 1902. — Chaque volume.....

5 fr.

D'après une communication des libraires désignés ci-après, on pourrait se procurer d'occasion, à leur librairie, les volumes indiqués comme épuisés :

MM. MUZARD et ÉBIN, 26, place Dauphine, à Paris;

Georges ROUSTAN, 5 et 17, quai Voltaire, à Paris.

1902

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME IX

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1902.

	Pages.
Janvier	1
Février	69
Mars.....	153
Avril.....	221
Mai.....	297
Juin.. ..	385
Juillet.....	449
Août.	513
Septembre.....	589
Octobre.....	669
Novembre.....	753
Décembre.....	853

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

	Pages
1901.	
20 décembre. DÉCRET fixant à 3 fr. 50 p. o/o le taux de l'intérêt servant au calcul des rentes de la Caisse nationale des retraites.....	41
25 — DÉCRET supprimant le conseil des prud'hommes de Villefranche (Rhône).....	41
DÉCRET modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes	41
30 — ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes	343
1902.	
2 janvier... Loi relative à la compétence en matière d'assurances	42
PROJET DE LOI modifiant la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (Protection des employés de magasins).....	94
17 — DÉCRET appliquant aux colonies soumises au régime métropolitain la loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.	195
3 février... ARRÊTÉ du Ministre de l'intérieur et des cultes, complétant l'article 3 de l'arrêté du 15 février 1849, modifié par les arrêtés des 5 juin 1890 et 3 mai 1899, relatif à la composition des conseils d'hygiène publique et de salubrité	343
9 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Remiremont.	195
2 mars.... Loi autorisant les communes des départements éprouvés par la crise viticole à contracter des emprunts, en dehors des formalités d'usage, pour remédier au chômage.	194
3 — ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes	343
21 — DÉCRET relatif à l'application en Algérie des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et les mesures de protection spéciale à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes.	262
DÉCRET relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés des travaux publics passés au nom de l'État.....	266
DÉCRET relatif à l'application en Algérie des dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des départements.....	267
DÉCRET relatif à l'application en Algérie des dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance.....	267

		Pages.
22 mars.....	LOI modifiant divers articles de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	259
23 —	DÉCRET relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la loi du 22 mars 1902.....	268
	DÉCRET modifiant l'article 16 du décret du 1 ^{er} septembre 1899, portant réorganisation du conseil supérieur du travail.....	273
28 —	DÉCRET portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.....	340
10 avril.....	LOI complétant l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890 (contrat de louage).....	261
12 —	DÉCRET modifiant les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1 ^{er} du décret du 21 juin 1900 sur le personnel ouvrier de la marine.....	342
14 —	DÉCRET modifiant l'article 2 du décret du 2 mai 1899 et l'article 8 du décret du 13 juin de la même année, portant règlement d'administration publique sur les élections au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.....	342
17 —	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, relatif au recrutement des surveillants répétiteurs dans les écoles nationales d'arts et métiers.....	344
19 —	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, fixant le nombre de bourses à attribuer dans les écoles de commerce et d'industrie à la rentrée scolaire de 1902.....	344
26 —	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, instituant une Commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives en vue de l'organisation du contrôle des sociétés d'assurances sur la vie.....	344
2 mai.....	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, instituant une Commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives relatives au contrat d'assurances.....	344
10 —	DÉCRET portant réorganisation du service de l'inspection du travail...	411
20 —	ARRÊTÉ du Ministre des travaux publics modifiant l'arrêté du 4 novembre 1899, relatif à la durée du travail et du repos des mécaniciens et chauffeurs.....	414
26 —	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, nommant la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget du Ministère du commerce, pour l'exercice 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit.....	415
27 —	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes relatif à la limite supérieure de la charge qui peut être transportée au moyen de tricycles-porteurs par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans.....	415
28 —	DÉCRET fixant, pour 1902, le maximum de la rente viagère totale à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit.....	416
18 juin.....	ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, portant nomination de membres de la Commission de répartition du crédit attribué aux associations de production et de crédit.....	477

	Pages.
21 juin..... ARRÊTÉ du Ministre de la justice, instituant une Commission chargée de rechercher les modifications à introduire dans les lois des 24 juillet 1867 et 1 ^{er} août 1893, relatives aux sociétés par actions	478
23 — DÉCRET autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en vue du paiement des pensions annuelles aux vieillards, aux infirmes et aux incurables indigents.....	476
4 juillet... DÉCRET complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail... ..	477
12 — DÉCRET portant modification au règlement de la caisse des retraites des agents et des ouvriers commissionnés des chemins de fer de l'État.....	555
18 — DÉCRET réglementant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture en bâtiment (Avec rapport y relatif au Président de la République)	355
20 — DÉCRET relatif à la répartition, en 1902, des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.....	557
6 août.... DÉCRET modifiant l'article 4 du décret du 10 mars 1894, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.....	628
21 octobre... ARRÊTÉ du Ministre de la Marine, fixant provisoirement à huit heures la durée de la journée de travail dans certains établissements de la Marine.....	806
28 — ARRÊTÉ du Ministre du commerce, décernant des médailles d'honneur aux conseils de prud'hommes ayant concilié chaque année plus de 90 p. 100 des affaires de 1897 à 1901	804
15 novembre. ARRÊTÉ du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être consenties aux banques coopératives ouvrières.....	908
21 — DÉCRET interdisant dans l'industrie de la poterie d'étain l'opération dite «pompage».....	907

II. — Circulaires et lettres ministérielles.

1900.

21 février... CIRCULAIRE du Ministre des travaux publics aux préfets, sur les conditions du travail des employés et agents des tramways ou chemins de fer d'intérêt local.....	32
3 avril..... CIRCULAIRE du Ministre du commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail sur la protection des machines actionnées à la main.....	36
10 novembre. CIRCULAIRE du Ministre du commerce aux préfets, sur la constatation des infractions aux lois sur le travail par les officiers de police judiciaire.....	37

1901.

26 janvier... CIRCULAIRE du Ministre du commerce, sur l'application de la loi du 19 décembre 1901, accordant des sièges au personnel féminin des magasins.....	39
--	----

1902.

29 mars.... LETTRE du Ministre des finances au Ministre du commerce relative à	
--	--

	Pages.
l'immunité d'impôt édictée par l'article 2 de la loi du 1 ^{er} décembre 1875, en faveur des associations coopératives ouvrières de production.....	236
27 mai..... CIRCULAIRE du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents	478
20 juin..... CIRCULAIRE du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes adressée aux préfets, sur l'application de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, relatif à la mention du certificat d'études primaires sur les livrets de travail.....	558
3 août..... CIRCULAIRE du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application du décret du 4 juillet 1902, admettant certains genres de travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.....	558
11 — LETTRE du Sous-Secrétaire d'État des postes et des télégraphes, sur l'application du décret du 10 août 1899, concernant les conditions de travail à insérer dans les arrêtés d'adjudications.....	909
21 — CIRCULAIRE du Ministre de la marine aux vice-amiraux, commandants en chef, préfets maritimes, officiers généraux, supérieurs et autres, commandants à la mer, directeurs des établissements hors des ports, relative à l'interdiction d'employer le vert de Schweinfurt en poudre et le blanc de céruse	629
22 septembre. CIRCULAIRE du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application du décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.....	717
21 octobre.. CIRCULAIRE du Ministre de la Marine aux vice-amiraux, commandants en chef, préfets maritimes à Toulon et à Lorient, au sujet de l'essai de la journée de huit heures dans certains établissements de la Marine.....	806
23 — CIRCULAIRE du Ministre de la justice aux procureurs généraux sur le rôle de la justice dans les troubles que peuvent susciter les grèves.....	807
25 — CIRCULAIRE du Ministre de la marine aux vice-amiraux, préfets maritimes et directeurs des établissements hors des ports, sur les rapports des autorités administratives de la Marine avec les syndicats professionnels	806

III. — Rapports.

1901.

21 décembre. RAPPORT du Ministre du commerce au Président de la République sur l'application, en 1900, des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	79
RAPPORT sur l'application, pendant 1900, des lois réglementant le travail.....	162 et 229
RAPPORT sur l'application, en 1901, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants.....	680

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME IX

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1902.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

- 1° Le mouvement social en France ;
 - 2° La jurisprudence française ;
 - 3° Les actes officiels (français) : Lois, décrets, circulaires ;
 - 4° Le mouvement social et la législation des pays étrangers, ceux-ci classés par ordre alphabétique.
- Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles sont classés des faits relatifs à ce pays.

Pages,

Accidents.

ACTES OFFICIELS : Loi du 22 mars 1902, modifiant divers articles de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	259
————— Décret du 23 mars 1902, relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, modifiés par la loi du 22 mars 1902.....	268
————— Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 27 mai 1902, adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application de la loi du 22 mars 1902, modifiant la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents.....	478
Les accidents de mer en 1900.....	18
L'éclatement des meules tournant à grande vitesse.....	19
Les accidents sur les chemins de fer français en 1899.....	104
Statistique des accidents du travail d'après la jurisprudence de la loi du 9 avril 1898 pendant l'année 1901.....	172
JURISPRUDENCE 20, 21, 105, 106, 400, 701, 788, 789, 791, 878, 879, 880, 881 et	882
ALLEMAGNE : L'ivresse et les accidents du travail.....	889
AUTRICHE : Les accidents dans les mines (1900).....	250
GRANDE-BRETAGNE : La réparation des accidents du travail en 1900.....	193
————— Accidents mortels survenus dans l'industrie en 1901.....	408
————— Réparation des accidents du travail en Angleterre et dans le pays de Galles (1901).....	898

Adjudications de travaux publics.

ACTES OFFICIELS : Lettre du Sous-Secrétaire d'État des postes et télégraphes, en

	Pages.
date du 11 août 1902, sur l'application du décret du 10 août 1899 concernant les conditions de travail à insérer dans les arrêtés d'adjudications.....	909
ÉTATS MENSUELS... 61, 134, 213, 290, 377, 436, 501, 578, 663, 743, 830 et	936
ESPAGNE : Décret du 20 juin 1902, sur les conditions du contrat à remplir par les adjudicataires de travaux publics.....	542

Alimentation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.

Prix au détail de certaines DENRÉES.....	434, 741 et	934
PRIX COURANTS d'un certain nombre de MARCHANDISES sur la place de Paris :		
ÉTATS MENSUELS : 63, 135, 214, 291, 376, 435, 500, 577, 662, 742, 830 et		935

Allemagne. — Voir : ACCIDENTS ; — ASSURANCES ; — CHÔMAGE ; — DURÉE DU TRAVAIL ; — GRÈVES ; — INDUSTRIE ; — MINES ; — PLACEMENT ; — RECENSEMENT ; — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL ; — REVUE DU TRAVAIL ; — SALAIRES ; — STATISTIQUE.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

AUSTRALIE : L'arbitrage industriel dans la Nouvelle-Galles du Sud.....	245
--	-----

Associations. — Voir : COOPÉRATION ; — CRÉDIT AGRICOLE ; — MINES ; — PRODUCTION.

Assurances. — Voir : ACCIDENTS.

ACTES OFFICIELS : Loi du 2 janvier 1902, relative à la compétence en matière d'assurances.....	42
———— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 26 avril 1902, instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives en vue de l'organisation du contrôle des sociétés d'assurances sur la vie.....	344
———— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 2 mai 1902, instituant une commission consultative chargée d'étudier des dispositions législatives relatives au contrat d'assurances.....	344
JURISPRUDENCE.....	533

Assurances contre les accidents.

Opérations et situation en 1900 des caisses nationales d'assurance en cas de décès et d'accidents.....	9
Idem en 1901.....	529
ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre les accidents en 1900.....	182
AUTRICHE : L'assurance contre les accidents en 1899.....	187
ÉTATS-UNIS : Assurance contre les accidents du travail dans le Maryland.....	894
LUXEMBOURG : L'assurance obligatoire contre les accidents.....	802
RUSSIE : Association patronale d'assurance contre les accidents du travail.....	409
SUISSE : Loi sur l'assurance des militaires contre les accidents et les maladies...	29

Assurances contre le chômage.

BELGIQUE : L'assurance contre le chômage à Gand.....	405
--	-----

Assurances contre l'invalidité.

ALLEMAGNE : L'assurance contre l'invalidité (1900).....	327
---	-----

Assurances contre la maladie.

Pages.

AUTRICHE : L'assurance contre la maladie (1899)	247
HONGRIE : Les caisses d'assurance contre la maladie (1898)	258
SEISSE : Loi sur l'assurance des militaires contre les maladies et les accidents...	29

Australie. — Voir : ARBITRAGE; — CHÔMAGE; — INSPECTION DU TRAVAIL.

Autorisations de bâtir.

ÉTATS MENSUELS.. 62, 136, 215, 292, 377, 436, 501, 578, 663, 743, 829 et	936
--	-----

Autriche. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — MINES; — PLACEMENT.

Belgique. — Voir : ASSURANCES; — CAISSES D'ÉPARGNE; — CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL; — CONSEILS DE PRUD'HOMMES; — GRÈVES; — INDUSTRIE; — PLACEMENT; — RECENSEMENT; — RETRAITES; — REVUE DU TRAVAIL.

Bibliographie.

ÉTATS MENSUELS.....	67, 152, 219, 296, 444, 510, 586, 749 et	942
---------------------	--	-----

Blanc de céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Blanc de zinc. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Caisses d'assurances, décès et accidents. — Voir : ASSURANCES.

Caisse d'assurance-maladie. — Voir : ASSURANCES.

Caisses d'épargne.

Situation et opérations de la Caisse nationale d'épargne (1900)	13
Opérations des caisses d'épargne ordinaires (1900)	317
BELGIQUE : La Caisse d'épargne et de retraite (1901)	536
PRUSSE : Les caisses d'épargne (1900)	534
SUÈDE : La Caisse d'épargne postale (1900)	410

Caisse nationale d'épargne. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Voir : RETRAITES.

Caisses de secours.

Opérations et situation des caisses de secours des ouvriers et employés des mines (1900)	235
--	-----

Canada. — Voir : GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Cantonniers. — Voir : RETRAITES.

Céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Chambres de travail.

Les chambres de travail en Hollande (1901)	717
--	-----

Chauffeurs. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL,

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS; — RETRAITES; — SECOURS MUTUELS; — TRANSPORTS.

Chômage. — Voir : ASSURANCES.

ACTES OFFICIELS : Loi du 2 mars 1902, autorisant les communes des départements éprouvés par la crise viticole à contracter des emprunts, en dehors des formalités d'usage pour remédier au chômage...	194
Statistique des travaux de secours en cas de chômage (1901).....	604
Indemnités de chômage de la Fédération lithographique (1901).....	784
ALLEMAGNE : Le chômage dans le grand duché de Bade.....	245 et 884
AUSTRALIE : Le chômage dans le Queensland (1900).....	330
SUISSE : L'assistance des ouvriers sans travail à Bâle.....	30
La caisse d'assurance libre contre le chômage à Bâle.....	31

Chronique législative.

Annexe au <i>Bulletin</i> de janvier.....	III
ÉTATS MENSUELS.....	42, 115, 195, 345, 479, 559, 807 et 909
Les Conseils consultatifs du travail. — La saisie-arrest des salaires. — L'interpellation Lhopiteau à propos de la durée du travail dans les ateliers mixtes. — L'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment..	913

Commerce extérieur.

ÉTATS MENSUELS... 136, 215, 292, 376, 435, 500, 577, 662, 742, 830 et	935
---	-----

Commission d'hygiène industrielle. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Conciliation et arbitrage.

ÉTATS MENSUELS.. 8, 78, 160, 228, 309, 394, 458, 522, 598, 678, 762 et	864
ÉTATS-UNIS : La commission libre d'arbitrage et de conciliation.....	24
GRANDE-BRETAGNE : L'arbitrage et la conciliation par application du <i>Conciliation</i> (<i>Trade disputes</i>) Act de 1896 (1899-1901).....	26
NOUVELLE ZÉLANDE : La conciliation et l'arbitrage dans l'industrie.....	336
SUISSE : Arrêté du Conseil d'État du canton de Saint-Gall, sur la conciliation en cas de grèves (25 février 1902).....	551

Conditions du travail.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre des travaux publics aux préfets, en date du 21 février 1900, sur les conditions du travail des employés et agents des tramways ou chemins de fer d'intérêt local.....	32
————— Décret du 21 mars 1902 relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom de l'État.....	266
————— Décret du 21 mars 1902 relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des départements....	267
————— Décret du 21 mars 1902 relatif à l'application en Algérie de dispositions concernant les conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance.....	267

Conseils de l'industrie et du travail.

Pages.

Statistique et travaux des Conseils en Belgique (1901).....	539
---	-----

Conseils de Prud'hommes.

ACTES OFFICIELS : Décret du 25 décembre 1901, supprimant le conseil de prud'hommes de Villefranche (Rhône).....	41
————— Décret du 9 février 1902, créant un conseil de prud'hommes à Remiremont.....	195
————— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 30 décembre 1901, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes.....	343
————— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 3 mars 1902, décernant la médaille d'honneur des conseils de prud'hommes.....	343
————— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 28 octobre 1902, décernant des médailles d'honneur aux conseils de prud'hommes ayant concilié chaque année plus de 90 p. o/o des affaires, de 1897 à 1901.....	804
Statistique des travaux des conseils de prud'hommes en France et en Algérie (1901).....	612
Etat récapitulatif des travaux des conseils de prud'hommes (1897-1901).....	776
BELGIQUE : Travaux des conseils de prud'hommes (1901).....	542

Conseils consultatifs du travail. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Conseil supérieur du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 23 mars 1902, modifiant l'article 16 du décret du 1 ^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.....	273
Vœux du Conseil supérieur du travail sur l'extension de la loi du 12 juin 1893..	91
Tirage au sort des conseils de prud'hommes appelés à élire des représentants au Conseil	161
Élection des représentants des conseils de prud'hommes au Conseil supérieur du travail.....	461
Compte rendu de la session du Conseil supérieur du travail (novembre 1902)...	767

Contrat de louage.

ACTES OFFICIELS : Loi du 10 avril 1902, complétant l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890.....	261
JURISPRUDENCE.....	238

Coopération.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 15 novembre 1902, déterminant les conditions dans lesquelles des avances pourront être consenties aux banques coopératives ouvrières.....	908
Les associations coopératives ouvrières de production et la loi du 1 ^{er} décembre 1875.....	236
Liste, par départements, des sociétés coopératives de consommation, au 31 juillet 1902.....	602
Le 5 ^e congrès de l'Alliance coopérative internationale.....	876
BELGIQUE : Les associations d'intérêt agricole en 1900.....	191

GRANDE-BRETAGNE : Les sociétés coopératives de consommation et de production (1901).....	900
NOUVELLE-ZÉLANDE : Les travaux publics en « commandite ».....	29

Crédit.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 26 mai 1902, nommant la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget du commerce, pour 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit.....	415
Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 18 juin 1902, portant nominations de membres de la Commission de répartition du crédit attribué aux associations ouvrières de production et de crédit.....	477
Subventions accordées aux associations ouvrières de production et de crédit sur le budget de 1901.....	394

Crédit agricole. — Voir : COOPÉRATION.

Danemark. — Voir : GRÈVES ; — INSPECTION DU TRAVAIL ; — LÉGISLATION DU TRAVAIL ; — PLACEMENT.

Dénrées (Prix des). — Voir : ALIMENTATION.

Durée du travail. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE ; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.....	340
Arrêté du Ministre des travaux publics, en date du 20 mai 1902, modifiant l'arrêté du 4 novembre 1899, relatif à la durée du travail et du repos des mécaniciens et chauffeurs... ..	414
Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 21 septembre 1902, aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application du décret du 28 mars 1902, portant règlement d'administration publique sur la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes.....	717
Circulaire du Ministre de la marine, en date du 21 octobre 1902, au sujet de l'essai de la journée de huit heures dans certains établissements de la marine.....	806
Arrêté du Ministre de la marine, en date du 21 octobre 1902, fixant à huit heures la durée provisoire de la journée de travail dans certains établissements de la marine.....	806
Extraits de l'enquête de l'administration des mines sur la durée du travail dans les travaux souterrains des exploitations minérales.....	101
La réduction de la journée de travail et le rendement industriel.....	397
La journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État.....	783
ALLEMAGNE : Durée du travail des employés et apprentis dans les maisons de commerce sans magasins de vente publics.....	885
ESPAGNE : La journée de huit heures dans les établissements de l'État.....	332
ÉTATS-UNIS : Réglementation légale de la durée du travail.....	253
GRANDE-BRETAGNE : La journée de huit heures et les changements de la durée du travail en 1900.....	334
Modifications survenues en 1901 dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail.....	710

SUISSE : Loi du 28 novembre 1901 sur le repos du dimanche dans le canton de Vaud.....	Pages. 337
---	---------------

Écoles d'arts et métiers.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 17 avril 1902, relatif au recrutement des surveillants répétiteurs dans les écoles d'arts et métiers.....	344
---	-----

Écoles de commerce et d'industrie.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 19 avril 1902, fixant le nombre des bourses à attribuer dans les écoles de commerce et d'industrie à la rentrée scolaire de 1902.....	344
---	-----

Espagne. — Voir : ADJUDICATIONS; — DURÉE DU TRAVAIL.

Étalages.

JURISPRUDENCE : Étalage de marchandises sur la voie publique.....	177
---	-----

États-Unis. — Voir : ASSURANCES; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES.

Faillites et liquidations judiciaires. — ÉTATS MENSUELS : 62, 136, 215, 292, 377, 436, 501, 578, 663, 743, 829 et 936

Femmes et enfants (Travail des).

ACTES OFFICIELS : Décret du 4 juillet 1902, complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail.....	477
————— Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 20 juin 1902, adressée aux préfets, sur l'application de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 relatif à la mention du certificat d'études primaires sur les livrets de travail.....	558
————— Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 3 août 1902, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail, sur l'application du décret du 4 juillet 1902, admettant certains genres de travaux à bénéficier des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.....	558
————— Rapport sur l'application en 1901 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants.....	680
JURISPRUDENCE.....	532 et 788
ITALIE : Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie.....	543
PAYS-BAS : Dérogations à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes.....	804

Filatures.

JURISPRUDENCE.....	177
--------------------	-----

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — LÉGISLATION DU TRAVAIL; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES; — TRADE-UNIONS.

Grèves et lock-outs. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre de la justice, en date du 23 octobre 1902, aux procureurs généraux, sur le rôle de la justice dans les troubles que peuvent susciter les grèves.....	807
Grève générale des mineurs.....	763 et 865
ÉTATS MENSUELS des grèves :	
En FRANCE..... 5, 75, 160, 225, 301, 389, 455, 519, 595, 675,	759 et 851
En ALLEMAGNE..... 22, 108, 179, 243, 322, 402, 471, 534, 617,	705, 792 et 885
En AUTRICHE..... 23, 109, 185, 246, 331, 405, 472, 535, 620, 709,	794 et 890
En BELGIQUE..... 24, 109, 191, 251, 331, 405, 472, 535, 620,	710 et 802
Au CANADA : Grèves en octobre.....	890
En GRANDE-BRETAGNE. 26, 114, 192, 256, 333, 408, 472, 543, 621, 710,	802 et 895
ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs (1900).....	179
Les grèves et lock-outs (1901).....	706
AUTRICHE : Les grèves et lock-outs (1900).....	185
DANEMARK : Les grèves et lock-outs (1900).....	332
ÉTATS-UNIS : Les grèves et lock-outs (1881-1900).....	406
Grève générale des mineurs de Pensylvanie.....	890
GRANDE-BRETAGNE : Les suspensions volontaires du travail dans les mines galloises.	27
ITALIE : Les grèves (1899).....	27
Les grèves et lock-outs (1900).....	902
Les grèves en 1901 et pendant le premier trimestre de 1902.....	621
SUÈDE : Les grèves en 1901.....	410
SUISSE : Les grèves et lock-outs (1860-1900).....	194

Hollande. — Voir : CHAMBRES DE TRAVAIL.

Hongrie. — Voir : CAISSES D'ASSURANCE.

Houillère (Industrie).

L'industrie houillère en Belgique (1900).....	110
Production et consommation de la houille dans les principaux pays (1883-1901).	774

Hygiène et sécurité. — Voir : SATURNISME; — TUBERCULOSE.

ACTES OFFICIELS : Extrait du rapport du Ministre du commerce au Président de la République, en date du 21 décembre 1901, sur l'application en 1900 des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	79
Décret du 25 décembre 1901, modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	41
Arrêté du Ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1902, complétant l'article 3 de l'arrêté du 15 février 1849, modifié par les arrêtés des 5 juin 1890 et 3 mai 1899, relatif à la composition des conseils d'hygiène publique et de salubrité..	343
Décret du 21 mars 1902 relatif à l'application en Algérie des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants; des filles mineures et des femmes.....	262
Décret du 18 juillet 1902, réglementant l'emploi de la céruse	

	Pages.
dans les travaux de peinture en bâtiment. (Avec rapport y relatif au Président de la République.).....	555
— Décret du 6 août 1902, modifiant l'article 4 du décret du 10 mars 1894, relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.....	628
— Circulaire du Ministre de la marine, en date du 21 août 1902, aux vice-amiraux, commandants en chef, préfets maritimes, officiers généraux, supérieurs et autres commandants à la mer, directeurs des établissements hors des ports, relative à l'interdiction d'employer le vert de Schweinfurt et le blanc de céruse.....	629
— Décret du 21 novembre 1902 interdisant dans l'industrie de la poterie d'étain l'opération dite « pompage ».....	907
Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. (Protection des employés de magasins).....	94
Travaux de la commission d'hygiène industrielle du ministère du commerce....	98
La septicémie charbonneuse.....	399
Expériences comparatives des peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc..	867

Industrie. — Voir : RECENSEMENT.

Conditions principales de l'industrie minérale (1900).....	313
La réduction de la journée de travail et le rendement industriel.....	397
ALLEMAGNE : La dépression de l'industrie.....	22
— La crise industrielle.....	108
BELGIQUE : L'industrie houillère en 1900.....	110

Inspection du travail.

ACTES OFFICIELS: Décret du 10 mai 1902, réorganisant le service de l'inspection du travail.....	411
JURISPRUDENCE.....	787 et
AUSTRALIE : L'inspection du travail dans le Queensland (1900).....	330
AUTRICHE : L'inspection du travail (1901).....	794
DANEMARK : L'inspection des fabriques en 1900-1901.....	24
GRANDE-BRETAGNE : L'inspection des fabriques (1901).....	621
LUXEMBOURG : Loi du 22 mai 1902 sur l'inspection du travail industriel.....	622
NORVÈGE : L'inspection des fabriques (1900).....	336
NOUVELLE-ZÉLANDE : L'inspection des fabriques (1901-1902).....	904
PAYS-BAS : L'inspection du travail (1900).....	337
PRUSSE : L'inspection des fabriques et des mines (1901).....	708
SUISSE : L'inspection du travail (1900 et 1901).....	552
— Application de la loi fédérale sur les fabriques.....	906

Italie. — Voir: FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — GRÈVES; — OFFICE DU TRAVAIL.

Jeunes ouvriers. — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL.

Jurisprudence. — Voir: ACCIDENTS; — ASSURANCES; — CONTRAT DE LOUAGE; — ÉTALAGES; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — FILATURES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — LÉGISLATION DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Législation du travail.

ACTES OFFICIELS: Circulaire du Ministre du commerce aux préfets, en date du 10 novembre 1900, sur la constatation des infractions aux lois sur le travail par les officiers de police judiciaire.....	37
---	----

	Pages.
ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre du commerce, en date du 26 janvier 1901, sur l'application de la loi du 29 décembre 1900, accordant des sièges au personnel féminin des magasins.....	39
————— Rapports sur l'application, en 1900, des lois réglementant le travail.....	79, 162 et 229
JURISPRUDENCE.....	788
DANEMARK : Loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le travail dans les fabriques.....	251
GRANDE-BRETAGNE : Loi du 17 août 1901 sur les fabriques et ateliers.....	256
JURISPRUDENCE.....	19, 320, 469, 470, 612 et 614

Liquidations judiciaires. — Voir : FAILLITES.

Luxembourg. — Voir : ASSURANCES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PLACEMENT.

Marine.

Subventions à la marine marchande..... 398

Mécaniciens. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Mer. — Voir : ACCIDENTS.

Meules. — Voir : ACCIDENTS

Mines. Mineurs. — Voir : CAISSES DE SECOURS; — DURÉE DU TRAVAIL.

Les principales conditions de l'industrie minérale (1900).....	313
ALLEMAGNE : Les associations minières de prévoyance (1900).....	244
AUTRICHE : Les associations minières de prévoyance (1900).....	249
————— Les accidents dans les mines (1900).....	250

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Norvège. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Nouvelle-Zélande. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; — COOPÉRATION; —
INSPECTION DU TRAVAIL.

Offices du travail.

ITALIE : Vote de la loi sur la création d'un office du travail.....	28
————— Loi du 29 juin 1902 portant création d'un office du travail.....	547

Ouvrières. — Voir : PROTECTION DU TRAVAIL.

Pays-Bas. — Voir : FEMMES'ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — INSPECTION DU TRAVAIL.

Placement.

ÉTATS TRIMESTRIELS.....	137, 362, 648 et 832
ALLEMAGNE : Placement gratuit..	22, 108, 179, 243, 321, 402, 471, 534.
—————	617, 705, 792 et 884
————— La Bourse du travail de Berlin.....	888
AUTRICHE : Placement gratuit....	23, 109, 185, 246, 331, 405, 471, 535,
	620, 709, 794 et 889
BELGIQUE : Placement gratuit.....	109, 190, 251, 331, 405, 472, 535,
	620, 709 et 801

	Pages.
DANEMARK : Opérations du bureau municipal de placement (1 ^{er} juillet-30 septembre 1901).....	24
LUXEMBOURG : Le placement gratuit par les bureaux de poste (1896-1900).....	28

Plomb (Composés du). — VOIR : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Production. — VOIR : COOPÉRATION.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 26 mai 1902, nommant la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget du Ministère du commerce, pour 1902, au profit des associations ouvrières de production ou de crédit.....	415
Subventions accordées aux associations ouvrières de production et de crédit sur le budget de 1901.....	394
Les associations ouvrières de production en France au 31 juillet 1902.....	599

Protection du travail.

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre du commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, en date du 3 avril 1900, sur la protection des machines actionnées à la main.....	36
———— Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 27 mai 1902, relatif à la limite supérieure de la charge qui peut être transportée au moyen de tricycles-porteurs par les jeunes ouvriers et ouvrières au-dessous de 18 ans.....	415
L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs.....	873

Prud'hommes — VOIR : CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Prusse. — VOIR : INSPECTION DU TRAVAIL.

Recensement.

Recensement de l'industrie en Allemagne, en Belgique et en France (1895-1896).....	462
BELGIQUE : Le recensement des fabriques (1901).....	623

Recettes. — VOIR : TRANSPORTS.

Réglementation du travail. — VOIR : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 25 décembre 1901, modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	41
———— Décret du 12 avril 1902, modifiant les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1 ^{er} du décret du 21 juin 1900 sur le personnel ouvrier de la marine.....	342
ALLEMAGNE : Ordonnance du 23 janvier 1902 sur le travail des employés et des apprentis dans les auberges et débits de boissons.....	243
Ordonnance du 31 janvier 1902 sur l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les fabriques de chicorée.....	244
Ordonnance du 1 ^{er} mars 1902 sur l'aménagement et l'exploitation des établissements industriels pour la vulcanisation des articles de caoutchouc.....	322

	Pages.
Ordonnance du 5 mars 1902 sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les verreries.....	325
Ordonnance du 20 mars 1902 sur l'aménagement et l'exploitation des carrières et des chantiers de taille des pierres.....	402
Ordonnance du 27 mai 1902 sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers dans les laminaires et les forges.....	618
Ordonnance du 22 octobre 1902 sur les filatures de crin de cheval, les ateliers de préparation de poils et de soie ainsi que sur les fabriques de brosses et pinces.....	792
ROUMANIE : Loi du 4 mars 1902 sur l'organisation des métiers.....	473

Rentes. — Voir : RETRAITES.

Réparation des accidents. — Voir : ACCIDENTS.

Repos hebdomadaire. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

Retraites.

ACTES OFFICIELS : Décret du 20 décembre 1901, fixant à 3 fr. 50 p. o/o le taux de l'intérêt servant au calcul des rentes de la Caisse nationale des retraites.....	41
————— Décret du 28 mai 1902, fixant, pour l'exercice 1902, le maximum de la rente viagère à laquelle les cantonniers peuvent avoir droit.....	416
————— Décret du 23 juin 1902, autorisant le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement en vue du paiement de pensions annuelles aux vieillards, aux infirmes et aux incurables indigents.....	476
————— Décret du 12 juillet 1902, portant modification au règlement de la Caisse des retraites des agents et ouvriers commissionnés des chemins de fer de l'État.....	555
————— Décret du 20 juillet 1902, relatif à la répartition, en 1902, des majorations de rentes viagères prévues par la loi du 31 décembre 1895.....	557
Situation et opérations de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en 1900.....	169
Situation, au 31 décembre 1899, des caisses de pensions et de secours des agents des compagnies de chemins de fer français.....	171
Situation et opérations, en 1901, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	679
BELGIQUE : Les caisses de retraite et d'épargne (1901).....	536

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France et aussi, d'ordinaire, en Allemagne, en Belgique et en Grande-Bretagne.
Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation générale;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

DATE des Bulletins.	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	REVUE DU TRAVAIL					
		en France.			en	en	en
		Renseignements			Allemagne	Belgique.	Grande-
		Situation générale.	des associations patronales.	des associations ouvrières.			Bretagne. Canada.
		Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janvier.	Déc. 1901..	2	43	46	22	23 ⁽¹⁾	26
Février.	Janvier 1902	70	117	120	108	109 ⁽²⁾	113
Mars..	Février.....	154	196	199	179	190 ⁽³⁾	192
Avril..	Mars.....	221	273	276	243	251 ⁽⁴⁾	256
Mai...	Avril.....	298	346	349	321	"	333
Juin...	Mai.....	386	416	420	402	"	408
Juillet.	Juin.....	451	482	487	471	"	472
Août..	Juillet.....	513	560	564	534	"	543
Sept...	Août.....	589	630	635	617	"	620
Octobre	Septembre..	670	723	728	705	"	710
Nov...	Octobre....	754	809	813	792	"	802
Déc...	Novembre..	853	915	920	883	"	895

Roumanie. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Russie. — Voir : ASSURANCES; SYNDICATS.

Saisie-arrêt des salaires. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Salaires.

Bordereaux des salaires (1900-1901).....	781
ALLEMAGNE : Progression des salaires des journaliers dans les différentes régions, de 1892 à 1901.....	329
GRANDE-BRETAGNE : Modifications survenues en 1901 dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail.....	710
SUISSE : Loi fédérale du 26 juin 1902, concernant le paiement des salaires et les amendes dans les entreprises soumises à la responsabilité civile, conformé- ment à la loi fédérale du 26 avril 1887.....	549 et 906

Saturnisme. — Le saturnisme dans la céramique..... 335

Secours mutuels.

ACTES OFFICIELS : Décret du 17 janvier 1902, appliquant aux colonies soumises au régime métropolitain la loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	195
————— Décret du 14 avril 1902, modifiant l'article 2 du décret du 2 mai 1899, l'article 8 du décret du 13 juin de la même	

(1) Revue du travail en novembre 1901.

(2) ———— décembre ————

(3) ———— janvier 1902.

(4) ———— février ————

année portant règlement d'administration publique sur les élections au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.	342
Les sociétés de secours mutuels (1898).....	14
Situation, au 31 décembre 1899, des caisses de pensions et de secours des agents des compagnies de chemins de fer français.....	171
Les sociétés de secours mutuels (1899).....	524

Septicémie. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Sociétés. — Voir : SECOURS MUTUELS.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du Ministre de la Justice, en date du 21 juin 1902, instituant une Commission chargée de rechercher les modifications à introduire dans les lois du 24 juillet 1867 et 1 ^{er} août 1893 relatives aux sociétés par actions.....	478
---	-----

Statistique. — Voir : ACCIDENTS ; CHÔMAGE ; CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL ; CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ALLEMAGNE : Création d'un <i>Bulletin de la statistique ouvrière</i>	793
--	-----

Subventions. — Voir : CRÉDIT ; PRODUCTION.

Suisse. — Voir : ASSURANCES ; — CAISSE D'ÉPARGNE ; — CHÔMAGE ; — CONCILIATION ET ARBITRAGE ; — DURÉE DU TRAVAIL ; — GRÈVES ET LOCK-OUTS ; — INSPECTION DU TRAVAIL ; — RECENSEMENT ; — SALAIRES.

Suspension du travail. — Voir : GRÈVES ET LOCK-OUTS.

Syndicats. — JURISPRUDENCE..... 615, 616, 786 et 877

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre de la marine, en date du 25 octobre 1902, aux vice-amiraux, préfets maritimes et directeurs des établissements hors des ports, sur les rapports des autorités administratives de la marine avec les syndicats professionnels.	806
ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical. 64, 149, 215, 293, 378, 437, 502, 579, 664, 745, 848 et	937
RUSSIE : Décret impérial du 14 juin 1902, réglementant les « artèles ».....	623

Trade-Unions. — Les Trade-Unions en 1900 333

Le congrès des Trade-Unions (1902).....	895
---	-----

Transports (Recettes des chemins de fer),

ÉTATS MENSUELS : 62, 136, 215, 292, 377, 435, 500, 577, 662, 743, 829 et	935
--	-----

Travaux législatifs. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Tuberculose. — La lutte contre la tuberculose dans l'usine et à l'atelier..... 316

Vert de Schweinfurt. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.